

# LE REVEIL DU DRAGON

*« Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera ».*<sup>1</sup>

*« C'est un dragon qui n'en finit pas de s'éveiller, et le monde tremble chaque fois davantage ».*<sup>2</sup>

**VINCENT GOUYSSÉ**

*1<sup>ère</sup> édition, septembre 2010*

**WWW.MARXISME.FR**

*Copyright Vincent Gouysse, septembre 2010. Diffusion libre de l'édition numérique : reproduction totale ou partielle du texte autorisée pour tous les pays sous réserve d'indiquer la source. Pour la traduction, s'adresser à l'auteur.*

**Illustration de la couverture** : représentation d'un dragon chinois.

En raison de contraintes d'impression, tous les graphes sont regroupés dans un fascicule séparé intitulé « **Le réveil du dragon (graphes)** », dont le numéro ISBN est le suivant : 978-1-4461-9490-4.

**ISBN 978-1-4461-9493-5**

## Préface

En cette fin d'année 2010, comme depuis de nombreuses années, la confusion règne parmi les communistes et ceux qui se réclament du communisme. Les problèmes semblent insolubles, les peuples comme anesthésiés.

Le capitalisme aurait-il donc triomphé ? Serait-ce la « fin de l'histoire » ? Après tout, c'est que l'on entend partout sur les médias. Et si c'était vrai ?

Le seul critère de la vérité est à rechercher dans les faits. Partir de cette racine, puis en faire une analyse concrète, matérialiste, dialectique, voici la seule méthode pour savoir si « les dés sont jetés », si les communistes sont une espèce en voie de disparition.

Partir des faits — facile à dire — mais bien peu parmi ceux qui se réclament du communisme se mettent au travail. Alors on se contente de redire la messe, comme on la dite pendant plus de 50 ans. Car disons le ouvertement, le mouvement communiste est lourdement entaché de religiosité, c'est-à-dire de croyances toute faites, de certitudes, d'opinions, de dogmes. Historiquement, cela a sa source dans l'abandon déjà fort ancien de l'étude des ouvrages classiques du marxisme et des concessions grandissantes à la discipline qu'implique la méthode du matérialisme dialectique. Mais déplorer ne fait pas avancer les choses.

Partir des faits donc et d'eux seuls, voilà l'immense travail que l'auteur de cet ouvrage a mis en pratique.

Page après page, graphique après graphique, ligne après ligne nous est livré le tableau nouveau de l'économie mondiale et des rapports fondamentaux qui la régissent. C'est cela partir des faits. Partir de l'infrastructure, des rapports de production, pour arriver à désigner le lieu de la contradiction principale.

On quitte avec cet ouvrage le monde idéal de ceux qui « pensent que », « estiment que », bref le monde du clergé moderne, de ces clercs qui, de la droite à la « gauche de la gauche », prennent leurs fantasmes pour la réalité.

Les faits ont la tête dure et ils sont têtus.

Alors bien sûr des croyances tombent. On quitte l'idéalisme pour le matérialisme et le réveil demande une bonne dose de modestie.

L'impérialisme étasunien va mal et son cas s'aggrave. On s'en doutait, mais là, chiffres à l'appui, le tableau clinique est clair. Qui en serait mécontent ? Le « siècle américain » s'achève. Qui va le regretter ?

« Nos » impérialismes, le français entre autre, sont entraînés dans le tourbillon. Ils tentent de s'accrocher. L'Europe est leur champ de manœuvres et les peuples en savent quelque chose ! Mais ils tentent tout de même de jouer dans la cour des « grands », en Afrique, en Asie, ils font même du pied à la Chine. Efforts désespérés d'une bourgeoisie désormais aux abois qui hésite encore dans le choix de la protection de ses intérêts. Mais il est déjà trop tard, car l'Afrique, l'Inde, l'Asie du sud-est, et même le Japon regardent désormais vers l'Orient.

Et c'est là qu'intervient la pièce maîtresse de cet ouvrage. C'est là que les révisions les plus difficiles seront à faire pour les communistes du monde entier.

Bercés par le souvenir d'une URSS puissante qui, seule, sut tenir en respect les impérialismes ligués contre elle de 1917 jusqu'au 20<sup>ème</sup> congrès de 1956 ; rassurés par une Chine qui sortit son peuple de la colonisation et du féodalisme et refusa le diktat khrouchtchévien ; affermis par la position des camarades du Parti du travail d'Albanie, nombre de communistes pensent encore que le communisme a un « bastion » : la Chine.

Nous le disions : les faits sont têtus. Comment considérer la Chine comme communiste au regard de l'analyse économique comparative qui nous est fournie ici ?

Et pour être tout à fait clairs, ce n'est pas de gaité de cœur que nous faisons ce constat. Tout comme ce ne fut pas de gaité de cœur que nous vîmes l'URSS choisir la voie révisionniste après la mort de Staline et le coup d'Etat de Khrouchtchev.

Mais les communistes ne doivent-ils pas tenir compte de la réalité ? Ne doivent-ils pas savoir s'adapter aux conditions changeantes que pose l'histoire des hommes et des sociétés ?

Certains nous disent que la Chine développe le socialisme mais « d'une autre manière ». Qu'elle a « sa tactique ». Ainsi il suffirait presque qu'un drapeau rouge flotte sur Pékin, pour que la Chine fut communiste !

Mais qu'on lise attentivement ce livre essentiel pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui en Chine et pour les décennies à venir.

Une « tactique socialiste », de faire du peuple chinois le prolétariat des capitalistes du monde entier avec des salaires de misère et avec les conséquences qu'on sait sur le chômage et le dumping social partout dans le monde.

Une « tactique socialiste », de planifier la mise au travail des paysans des campagnes pour en faire une immense armée de réserve et maintenir ainsi des bas salaires (c'est-à-dire des profits) et constituer ainsi une couche petite-bourgeoise.

Une « tactique socialiste », les prévisions chinoises de déplacer à moyen terme les moyens de productions vers des pays comme l'Inde ou l'Afrique.

A l'égard de son peuple, comme des peuples du Monde, la Chine se comporte comme n'importe quel impérialisme naissant. Certes, la forme a changé. On n'a pas affaire aux « chevaliers d'industrie » anglais du début du capitalisme, ou aux « cowboys » étasunien. Les chinois ont appris de ces impérialismes. Leur culture multi-millénaire est toute autre. Leurs méthodes sont différentes. La forme a changé, mais le fond ?

Il est une chose qu'on ne peut travestir, ce sont les rapports de production : comment on traite le peuple, comment les flux financiers sont gérés, investis, transformés. Et tout cela, cet ouvrage nous le révèle.

Il nous révèle le stade actuel de la division internationale du travail et son évolution pour les décennies à venir. Implacablement se dessine un monde nouveau. Pas celui que nous souhaitons, mais celui que nous avons et que nous aurons à combattre.

Cette nouvelle division internationale du travail IMPOSE que tous les communistes soient en ordre groupé et ne se trompent pas de cible.

Certains disent qu'il faut attendre pour voir ce qui va vraiment se passer en Chine. Qu'on « ne peut pas savoir ». Désormais nous affirmons : on peut savoir, car ça se passe aujourd'hui. L'attentisme, c'est de l'opportunisme.

D'autres reviennent vers la défense de ce qui est national. Face à l'impérialisme chinois, aux diktats de l'Europe, ce discours trouve des échos dans les rangs de ceux qui se réclament du communisme. Le vieux républicanisme français ressuscite. Comme si la République n'était pas autre chose qu'une des formes de l'Etat de la classe des capitalistes. Le national-chauvinisme n'est pas loin et là aussi c'est une impasse, voire une trahison :

« Le marxisme est inconciliable avec le nationalisme, fût-il le plus "juste", le plus "pur", le plus fin et le plus civilisé. A la place de tout nationalisme, le marxisme met l'internationalisme ». (Lénine : *Notes critiques sur la question nationale*)

Pour notre part, notre programme stratégique reste inchangé : édification d'un Parti communiste, renversement de la bourgeoisie débouchant sur la création d'un Etat socialiste.

Quant à notre tactique elle ne tombera pas du ciel et ne peut venir que de la volonté des masses une fois conscientes de leurs propres forces, c'est-à-dire désaliénées, et prêtes à se mobiliser pour la défense de leurs intérêts.

Le chemin sera certes long et difficile, d'autant plus long et difficile si les communistes ne tirent pas les leçons du passé, de leurs insuffisances pratiques et théoriques. D'autant plus long et difficile s'ils envisagent l'avenir sans chercher la vérité dans les faits.

Cet ouvrage leur est destiné.

---

G.L. — France — Septembre 2010

## Table des matières :

**Avant-propos (p. 7)**

**Crise économique : des économies très inégalement impactées (p. 15)**

**L'industrie lourde chinoise au premier rang mondial (p. 35)**

**Ce que révèlent le secteur de la finance et les flux d'investissements (p. 63)**

**Crise de la dette souveraine : causes et enseignements de la tragédie grecque (p. 81)**

**Le grand dilemme de la dette souveraine (p. 99)**

**Quand le développement du secteur des transports chinois donne le vertige aux pays impérialistes en déclin (p. 129)**

**Sciences et éducation : la grande offensive chinoise (p. 153)**

**Le rêve spatial du Dragon (p. 175)**

**La grande fraude du réchauffement global : l'écologie au service de l'impérialisme (p. 187)**

**Efficiency et gaspillage énergétiques : la réalité derrière le mythe (p. 211)**

**L'impérialisme chinois à la pointe du secteur des énergies renouvelables (p. 227)**

**Petites vengeance mesquines et provocations entre "amis" (p. 251)**

**Afghanistan : La déroute — Episode II (p. 275)**

**La farce du nucléaire iranien : l'arroseur arrosé... (p. 285)**

**Niger : un coup d'Etat réalisé dans la plus pure tradition de la Françafrique... (p. 315)**

**Quand le pays du soleil levant reconsidère son alliance stratégique "traditionnelle" (p. 325)**

**La Corée du Nord, rempart de Pékin contre une présence militaire américaine à ses frontières (p. 337)**

**La guerre des terres rares (p. 345)**

**Vers une nouvelle Guerre Froide ou un remake "made in USA" de la Perestroïka ? (p. 353)**

**La question des "droits de l'homme" au centre des rivalités inter-impérialistes (p. 375)**

**Après la "friche industrielle"... la "friche tertiaire" ! (p. 387)**

**Quand l'impérialisme chinois pose les fondations de sa future division internationale du travail (p. 421)**

**Quand l'impérialisme chinois poussera la contradiction entre le travail et le capital à son paroxysme (p. 453)**

**Notes (p. 469)**

**Annexes (p. 499)**

**N°1 : Falsifications bourgeoises — l'exemple de l'URSS (p. 499)**

**N°2 : Programme de l'OCF (p. 503)**

## Avant-propos

L'année écoulée n'a fait que confirmer les grandes tendances que nous soulignons déjà il y a trois ans, et surtout la perspective que nous évoquions l'an passé quand nous estimions que la crise économique représentait avant tout une formidable opportunité pour l'impérialisme chinois de voir se réaliser ses objectifs stratégiques à plus bref délai qu'il ne l'espérait il y a encore quelques années.

Le "socialisme à la chinoise" commence aujourd'hui à prendre forme, et révèle ainsi par quels mécanismes un pays impérialiste prospère forge des chaînes dorées à son propre prolétariat.

Dans notre dernière étude, nous avons montré le contraste saisissant offert par le différentiel de croissance entre l'impérialisme chinois et les pays impérialistes en déclin. Un an après, la presse bourgeoise des pays impérialistes d'occident reconnaît unanimement ce différentiel. On entend ainsi de plus en plus, dans la presse économique internationale parler de l'essor actuel de certaines branches d'industrie chinoises, voir de l'économie chinoise elle-même, comme de « l'envol du dragon ».<sup>3</sup>

Mais selon nous, la Chine est plus dans une phase d'éveil que d'envol. En effet, malgré son dynamisme, le jeune impérialisme chinois ne fait que s'éveiller — rapidement, certes —, au monde qui l'entoure. Il n'exerce pas encore sur lui de domination économique écrasante comme l'on pourrait attendre d'un dragon qui survolerait son territoire. Dans de nombreuses branches d'industries, l'impérialisme chinois accélère les restructurations économiques afin que ses monopoles puissent non seulement dominer le marché domestique, mais également partir à la conquête des marchés extérieurs et battre les monopoles étrangers sur leur propre sol. Surtout, comme nous le verrons, l'impérialisme chinois dispose de gigantesques réserves qu'il commence tout juste à valoriser et qui feront inévitablement la différence dans un avenir proche.

On peut cependant se demander si cette conquête industrielle sera encore longtemps à l'ordre du jour, ou si elle ne sera pas grandement facilitée par la crise économique actuelle. Dans de nombreuses branches d'industrie, les monopoles des pays impérialistes en déclin sont ébranlés. Dans l'automobile comme dans l'aviation civile, les plus gros souffrent de la contraction de la demande intérieure. D'abord soutenue par les Etats bourgeois venant à leur secours, la perspective d'Etats en cessation de paiement et la nécessité croissante de comprimer les dépenses de leur budget menace aujourd'hui de tarir ces soutiens. Voilà qui devrait grandement faciliter la victoire du dragon chinois.

Des Jeux olympiques de Pékin à l'Exposition universelle de Shanghai, chaque évènement mettant en évidence le renforcement continu de la puissance de la Chine ainsi que son prestige et son rayonnement international croissant, a soulevé chez ses concurrents des inquiétudes et une défiance elles aussi croissantes.

Les mois précédents les Jeux olympiques avaient ainsi vu un regain de tension entre l'impérialisme chinois et les pays impérialistes en déclin dont certains représentants du lobby politico-médiatique étaient allés jusqu'à appeler au boycott des

cérémonies des Jeux au moment où la presse occidentale menait une vaste campagne anti-chinoise sur le Tibet, le Darfour, la pollution, la liberté de la presse, etc. A la mi-février, le cinéaste américain Steven Spielberg s'était ainsi retiré de l'organisation artistique des cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux, prenant prétexte de « l'inaction chinoise sur le dossier du Darfour ». <sup>4</sup> La tentation du boycott se posa également activement parmi les dirigeants politiques des pays impérialistes en déclin.

Au printemps, au lendemain de troubles au Tibet, une quinzaine de parlementaires siégeant au Congrès américain écrivirent ainsi une lettre ouverte au président américain pour lui demander de boycotter la cérémonie d'ouverture des Jeux. <sup>5</sup> Le président français posa pour sa part des conditions à sa présence à la cérémonie d'ouverture des Jeux — avant de se raviser et de faire machine arrière —, tandis que le premier ministre britannique la boycottait. <sup>6</sup>

Dans un autre domaine, le Comité International Olympique s'était inquiété du coût record des Jeux olympiques de Pékin, craignant que cette « course à la démesure » ne réduise à une poignée le nombre de villes potentiellement candidates à l'organisation des jeux. Il avait alors incité Pékin à revoir à la baisse l'échelle de certaines installations olympiques. <sup>7</sup> Mais les Jeux de Pékin ne s'illustrèrent pas seulement par leur enveloppe budgétaire record ou le climat de tension qui les précéda. En remportant 51 médailles d'or, contre 36 pour les USA et 23 pour la Russie, la Chine brisa pour la première fois depuis sept décennies la domination absolue des USA et de la Russie exercée sur ces Jeux.

Un an plus tard, dans le cadre des festivités organisées à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, les médias des pays impérialistes en déclin ne manquèrent pas de souligner que le défilé militaire du 1<sup>er</sup> octobre avait représenté une véritable démonstration de force de la Chine, notamment par son illustration de la modernisation rapide de ses forces armées. Ils rapportèrent ainsi que pour ses 60 ans, la Chine avait « exhibé » « sa puissance » et avait offert au monde « un défilé à grand spectacle » et « une parade militaire fastueuse ». <sup>8</sup>

Le *Los Angeles Times* insista sur le fait que « ce défilé grandiose » allait « sans doute augmenter la fierté des chinois pour leur patrie ». <sup>9</sup> Quant au *Figaro*, il souligna davantage la signification géopolitique de ces célébrations.

« Au moment où la Chine sort plus vite que prévu de la crise et va aider le reste du monde à s'en extirper, au moment où son avis est sollicité au G20 pour gouverner la planète, les images de chars, de fusées et de fantassins sur la place Tiananmen illustrent l'émergence progressive d'une nouvelle superpuissance, décidée à peser de plus en plus sur les affaires du monde. (...) Les événements sont en train d'accélérer l'« émergence harmonieuse » de la Chine, que ses dirigeants voulaient maintenir dans une discrétion rassurante. Le déclin de l'Amérique, la paralysie de l'Europe et la crise de l'économie mondiale se conjuguent pour faire de la République populaire la puissance montante de notre temps. Les difficultés des autres ne font que souligner son propre succès ». <sup>10</sup>

Mais ces mêmes médias, en particulier les mass-médias télévisés, insistèrent beaucoup moins sur le contenu du défilé civil — auquel participa d'ailleurs pour la



première fois un char de la délégation de Taïwan —, ou de la soirée de gala qui furent l'occasion pour l'impérialisme chinois de réaffirmer sa souveraineté territoriale sur ses régions périphériques (Tibet, Xinjiang, Mongolie intérieure), avec la mise en avant de chants de ces minorités nationales de ces provinces au cours du gala : « Louanges » (ethnie mongole), « Notre Xinjiang est un si beau pays » (ethnie ouïgoure) ou « Des serfs libérés chantent » (ethnie tibétaine). Ces festivités furent également l'occasion idéale pour l'impérialisme chinois de réaffirmer son objectif stratégique à long terme, un objectif rappelé dans le discours marxisant du président chinois.

« En ce moment imposant et de grande joie, le peuple chinois de toutes les ethnies est infiniment fier du développement et du progrès de notre grande patrie, et le peuple est totalement confiant dans l'avenir radieux du grand renouveau de la nation chinoise. (...) Aujourd'hui la Chine socialiste, orientée vers la modernisation, vers le monde, vers le futur, se dresse de façon imposante à l'Est. Soixante ans de développement et de progrès de la Chine nouvelle confirment que seul le socialisme peut sauver la Chine, seule la réforme et l'ouverture peuvent développer la Chine, développer le socialisme et développer le marxisme. (...) Nous poursuivrons résolument la voie du socialisme à la chinoise ».<sup>11</sup>

Ces festivités offrirent enfin à l'impérialisme chinois une tribune pour assurer le renforcement de la cohésion nationale et les sentiments nationalistes et lui permirent de célébrer des perspectives d'avenir radieuses, comme l'illustrent des chansons telles « La marche de la Chine », « Les beaux jours », « Les fiers constructeurs », « Aller vers la renaissance », « Pays » ou « Aimons notre patrie, la Chine ».

« 56 constellations, 56 fleurs  
56 ethnies constituent une grande famille  
56 langues disent d'une même voix  
Aimons notre patrie, la Chine !  
Aimons notre patrie, la Chine !  
Les chinois travaillent avec ardeur  
Aimons notre patrie, la Chine !  
Développons notre patrie  
Aimons notre patrie, la Chine !  
La Chine est en plein essor  
Aimons notre patrie, la Chine !  
Nos frères et sœurs de 56 ethnies  
56 langues disent d'une même voix  
Aimons notre patrie, la Chine ! »<sup>12</sup>

Ce défaut de couverture médiatique ne fut pas imputable à la barrière de la langue, ces festivités ayant été retransmises en direct dans cinq langues étrangères (anglais, arabe, espagnol, français et russe) sur les chaînes internationales de CCTV — des chaînes illustrant l'élargissement de la sphère d'influence idéologique et médiatique de l'impérialisme chinois dans le monde —, mais à la volonté délibérée de passer sous silence des images contrastant un peu trop nettement avec l'ambiance morose qui régnait au même moment dans les pays impérialistes en déclin !

Dernièrement, les médias bourgeois des pays impérialistes en déclin virent à nouveau dans l'Exposition universelle de Shanghai, « qui s'annonce comme celle de

tous les records » — que ce soit en termes de budget, d'étendue, de nombre de pays participants ou du nombre de visiteurs —, le désir de la Chine « **d'affirmer sa puissance au 21<sup>ème</sup> siècle** ». <sup>13</sup> Une appréciation partagée par le ministre français des Affaires étrangères qui vit en elle « **une nouvelle occasion, après les Jeux olympiques, de manifester l'importance de la Chine dans le monde** ». <sup>14</sup>

« Avec un nombre record de 192 pays participants et un budget total évalué à 40 milliards d'euros, l'expo se place dans la droite lignée de Londres en 1851 et de Paris en 1889 ». <sup>15</sup>

De nombreux médias bourgeois des pays impérialistes en déclin ont donc perçu l'Exposition universelle de Shanghai avant tout comme la volonté de la Chine d'en faire « **le symbole de son avènement comme puissance dominante** ». Sous leur plume, les réalisations de la Chine deviennent un symbole d'oppression. D'abord, celle d'une oppression palpable, illustrée par une dépêche de l'agence de presse américaine *Associated Press*, qui dénonçait les milliers de familles expulsées pour laisser la place à l'exposition, ainsi que « la répression de la dissidence » qui « s'est en effet emballée avant l'Expo dans la mégalopole ». Ensuite, celle d'une oppression visuelle, afin que le sombre tableau soit bien complet :

« Quasiment au centre du site de l'Exposition universelle de Shanghai, l'immense pavillon écarlate de la Chine, aux allures de Cité Interdite moderne, domine les autres, incarnation physique de la fierté et du pouvoir de séduction grandissant de l'Empire du Milieu. (...) Mais le pavillon chinois écrase le paysage. Même la nuit, il domine, dardant ses rayons bleus vers le ciel pour l'illuminer quasiment comme en plein jour, visibles à des kilomètres à la ronde ». <sup>16</sup>

Il faut dire que contrairement aux Jeux olympiques de Pékin, c'est la Chine qui cette fois a imposé ses conditions, limitant par exemple à 20 mètres la hauteur maximale des autres pavillons, alors que son propre pavillon national culmine à 69 mètres, et offrant à ses plus proches alliés une vitrine !

« L'un des lieux de l'Exposition, où se dressent côte à côte les pavillons de la Corée du Nord et de l'Iran, est déjà surnommé la "Place de l'axe du mal". Cette Exposition universelle présente en effet la particularité d'accueillir nombre d'alliés de la Chine, comme, outre l'Iran et la Corée du Nord, la Birmanie ou le Soudan. Le pavillon américain est d'ailleurs à l'opposé du site, celui de la Chine — une pyramide inversée de couleur rouge — se trouve au milieu ». <sup>17</sup>

Qu'elle soit fortuite ou voulue, la symbolique est forte : la Chine se situe au centre du monde contemporain ! Et les médias bourgeois des pays impérialistes en déclin qui la désignent de plus en plus comme « l'Empire du Milieu » ne s'y sont pas trompés...

Comme on le voit, ces trois événements et célébrations majeures de ces deux dernières années ont chacune fait davantage sentir aux élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin... qu'elles étaient sur le déclin et de moins en moins en position de force face à la montée en puissance rapide de l'impérialisme chinois !

Il y a trois ans, nous soulignions déjà que la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin était réduite à « **lorgner du côté sa concurrente chinoise, d'un regard tantôt emprunt d'admiration et de nostalgie, tantôt emprunt de peur et de rage !** » <sup>18</sup>

La crise économique actuelle, en découplant totalement la croissance économique de l'impérialisme chinois de celle de ses concurrents en déclin, a évidemment renforcé à un degré extrême cette tendance fondamentale ! Alors que pour les uns, la croissance de l'impérialisme chinois devient une planche de salut, pour les autres, elle devient une vision honnie insupportable et se transforme en "arrogance" et même en "agressivité".

Pour le très sérieux magazine économique britannique *The Economist*, la Chine contemporaine a ainsi véritablement un visage hostile. Dans son édition du 4 février 2010, le magazine représentait ainsi sur sa couverture un président américain ouvert à la négociation « faisant face » à une Chine représentée sous les traits d'un dragon à l'allure pas vraiment amicale...



Quand nous choisissons à notre étude le titre de « réveil du dragon », ce n'est évidemment pas à ce dragon auquel nous faisons référence.

Dans l'astrologie chinoise, le dragon est un des deux animaux mythologiques. C'est surtout le signe le plus populaire en Chine, à tel point que durant les années du dragon on observe une augmentation du nombre des naissances provoquée par le

fait que de nombreux parents veulent avoir un enfant de ce signe, symbole de courage, de persévérance et de chance. Pourquoi donc le dragon jouit-il de ce statut spécifique dans la conscience collective chinoise ? Pour le comprendre, il faut remonter aux origines de la civilisation chinoise, il y a près de cinq millénaires.

Selon la mythologie chinoise, il y a plus de quarante-cinq siècles, aurait régné l'Empereur jaune. Considéré comme le père de la civilisation chinoise Han, Huang Di aurait mis en place l'administration chinoise, développé l'écriture et inventé la médecine traditionnelle. Huang Di aurait surtout été le premier à chercher à créer un Etat chinois centralisé.

Selon la légende, il avait pour emblème le serpent et à chaque fois qu'il conquiert une nouvelle tribu, il fusionnait l'emblème de l'ennemi vaincu au sien. Ainsi naquit le dragon chinois qui empruntait des caractères morphologiques au serpent, au poisson, au cerf, à l'aigle ou au démon. Considéré pendant des milliers d'années par les chinois comme le modèle des grands empereurs, c'est tout naturellement que l'emblème de Huang Di devint celui de plusieurs dynasties impériales. Et les chinois devinrent les « fils du dragon », comme ils se nomment eux-mêmes parfois.

Bien que potentiellement dangereux, le dragon n'a donc pas dans la civilisation chinoise un caractère forcément hostile, comme c'est le cas pour les dragons des mythologies européennes. Le dragon symbolise avant tout la civilisation chinoise antique autant que l'idéal d'une Chine unifiée. De l'avis des chinois eux-mêmes,

« Le dragon est le symbole de la nation chinoise. Il représente l'esprit de la nation chinoise attachée à sa dignité et à sa puissance ».<sup>19</sup>

Il est évidemment aisé, pour les concurrents de l'impérialisme chinois, de passer sous silence cette différence culturelle fondamentale et de représenter l'impérialisme chinois sous les traits d'un dragon européenisé hostile. Les "descendants du dragon" seraient ainsi naturellement d'un caractère tout aussi hostile !

Hostile, le dragon chinois l'est forcément vis-à-vis de la révolution prolétarienne, à l'instar de tout pays bourgeois. Cependant, pour le moment, son hostilité s'arrête là. Alors que les derniers lambeaux d'industries de ses concurrents en déclin s'effondrent, alors que les pays bourgeois-compradore d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine se tournent de plus en plus nombreux vers le renforcement de leurs liens économiques avec le jeune impérialisme chinois, les pays les plus hostiles — militairement parlant —, sont ceux qui regardent avec un sentiment d'impuissance la décomposition de leur ancien monopole économique.

Le dragon industriel chinois prend aujourd'hui forme en incorporant à son squelette les fragments de branches d'industries concurrentes assimilées et vaincues.

Si ce dragon est hostile, ce n'est que sur le plan industriel, commercial et financier, c'est-à-dire sur un plan qui ne dépasse pas (encore) du cadre délimitant les règles d'une mythologique "saine et libre" concurrence pouvant caractériser les pays bourgeois jouissant d'une situation favorable.

Comme nous le soulignons déjà dans *Impérialisme et anti-impérialisme*, ce n'est pas l'impérialisme chinois qui a pour le moment intérêt à des conflits armés. Le temps et la marche pacifique des affaires jouent en sa faveur. Parallèlement à la rapide

montée en gamme de son tissu industriel, il a ainsi vu sa sphère d'influence s'étendre considérablement au cours des dernières années. Comme toujours, ce sont les pays impérialistes en difficulté, ceux qui se sentent acculés dos au mur, qui sont amenés à envisager l'option d'un repartage non pacifique du monde.

Il est certain que l'impérialisme chinois rencontrera un jour des difficultés qui le pousseront à faire parler les armes dans sa sphère d'influence, mais pour le moment, ce sont les pays impérialistes en déclin qui traversent les problèmes économiques, sociaux et politiques les plus aigus et qui voient leurs contremaîtres des pays dépendants quitter un navire qui prend l'eau et menace de sombrer, pour se réfugier un autre en meilleur état, battant pavillon chinois !



## Crise économique : des économies très inégalement impactées

Dans les pays impérialistes en déclin, l'ambiance n'était pas à la fête au cours des fêtes de fin d'année 2009 !

Confronté au « **succès indiscutable** » « du gigantesque plan de relance » mis en œuvre par la Chine, *Le Figaro* terminait l'année 2009 en titrant « **2009 : l'année du miracle chinois** », pour évidemment supposer aussitôt que ce miracle risquait d'être éphémère. Les élites bourgeoises d'occident cultivent en effet aujourd'hui l'espoir "secret" de voir la Chine avoir « **bien du mal à tenir ses taux de croissance insolents** » « **si la demande internationale tarde à reprendre** » à l'horizon 2011-2012...<sup>20</sup>

Au même moment, le magazine *Le Point* proposait pour sa part un numéro spécial comprenant un dossier spécial de quatre-vingt pages sur la Chine.

Intitulé « **Comment elle devient le n°1 mondial** », ce dossier faisait le point « sur les nouveaux maîtres du monde », décrivant la rapide montée en puissance de la Chine dans un grand nombre de domaines, ainsi que les mutations de la société chinoise l'accompagnant. « **Nous reprochons à la Chine d'avoir confiance en l'avenir** », remarquait un sinologue français renommé interviewé par le magazine.<sup>21</sup>

Un reproche qui apparaît constamment en filigranes dans la presse bourgeoise des pays impérialistes en déclin. La croissance chinoise est aujourd'hui « **d'un dynamisme insolent** », pouvait-on lire au printemps 2010 dans un très complet article de *La Tribune* qui titrait : « **21<sup>ème</sup> siècle : le siècle chinois** ».<sup>22</sup>

Les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin estiment certainement que la décomposition économique serait moins difficile à supporter si elle était partagée !...

Au lieu de cela, ils en sont réduits à observer impuissants leur principal concurrent sortir la tête de l'eau, une vision pour le moins pénible, si ce n'est insoutenable, au moment où eux s'enfoncent inexorablement vers les abîmes de la récession...

Selon les statistiques des institutions financières internationales, la Chine a contribué pour 22 % à la croissance économique mondiale en 2008. En 2009, ce chiffre a bondi à 50 % !<sup>23</sup>

Alors que le gouvernement chinois visait une croissance du PIB chinois de 8,0 % en 2009, la croissance a en fait atteint 8,7 % quand au même moment l'ensemble des pays impérialistes en déclin enregistraient des taux de croissance négatifs !

C'est dans ces conditions qu'un haut cadre du FMI déclarait au printemps que « **la reprise rapide de l'Asie comparé au reste du monde** » semblait « **marquer une rupture par rapport au passé** » : « **c'est la première fois que l'Asie mène une reprise mondiale** ». Il soulignait également que cette reprise « **n'a pas seulement été menée par les exportations, mais aussi par la demande domestique solide** ».<sup>24</sup>

Voyons donc en quoi a consisté la prétendue « reprise des exportations » pour l'impérialisme chinois...

Le tableau ci-dessous nous renseigne sur la réalité du commerce extérieur chinois.

Chiffres clef du commerce extérieur chinois de biens et du commerce bilatéral avec les USA et l'UE <sup>25</sup>									
En milliards de \$	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>PIB</b>	1325,0	1454,0	1641,0	1932,0	2237,0	2658,0	3384,0	4522,0	4909,0
<b>Exportations</b>	266,1	325,6	438,2	593,3	762,0	969,0	1218,6	1428,5	1201,7
<b>Importations</b>	243,6	295,2	412,8	561,2	660,0	791,5	956,0	1133,1	1005,6
<b>Exp. vers les USA</b>	54,3	69,9	92,5	124,9	162,9	203,4	232,7	252,3	220,8
<b>Exp. vers l'UE</b>	41,0	48,2	72,1	104,6	143,8	181,9	245,2	251,2	251,4
<b>Imp. venant des USA</b>	26,2	27,2	33,9	44,7	48,6	59,2	69,4	81,4	77,4
<b>Imp. venant de l'UE</b>	35,6	38,6	53,1	69,2	73,5	90,4	111,0	113,0	114,9
<b>Exp./PIB</b>	20,1 %	22,4 %	26,7 %	30,7 %	34,1 %	36,5 %	36,0 %	31,6 %	24,5 %
<b>Exp. vers les USA/Exp.</b>	20,4 %	21,5 %	21,1 %	21,1 %	21,4 %	21,0 %	19,1 %	17,7 %	18,4 %
<b>Exp. vers l'UE/Exp.</b>	15,4 %	14,8 %	16,5 %	17,6 %	18,9 %	18,8 %	20,1 %	17,6 %	20,9 %
<b>Imp. venant des USA/Imp.</b>	10,8 %	9,2 %	8,2 %	8,0 %	7,4 %	7,5 %	7,3 %	7,2 %	7,7 %
<b>Imp. venant de l'UE/Imp.</b>	14,6 %	13,1 %	12,9 %	12,3 %	11,1 %	11,4 %	11,6 %	10,0 %	11,4 %
<b>Imp. USA/Exp. USA</b>	48,3 %	38,9 %	36,6 %	35,8 %	29,8 %	29,1 %	29,8 %	32,3 %	35,1 %
<b>Imp. UE/Exp. UE</b>	86,8 %	80,1 %	73,6 %	66,2 %	51,1 %	49,7 %	45,3 %	45,0 %	45,7 %

Alors qu'en 2007 les exportations représentaient 36,0 % du PIB chinois, elles n'en ont représenté que 31,6 % en 2008 et 24,5 % en 2009. Une tendance illustrant le relais croissant de la consommation intérieure que nous avons déjà soulignée dans notre précédent ouvrage.

Durant la période 2001-2007, l'excédent du commerce bilatéral chinois avec les USA et l'Union européenne s'est fortement accru, en particulier en ce qui concerne l'Union européenne dont le commerce bilatéral avec la Chine était encore assez faiblement déficitaire en 2001, année où les importations chinoises en provenance de l'Union européenne représentèrent 86,8 % des exportations chinoises vers l'Union européenne. A ce moment, les importations chinoises en provenance des USA ne représentaient que 48,3 % des exportations chinoises vers les USA !

La crise a inversé cette tendance. En 2009, le volume des exportations chinoises vers les USA se sont en effet fortement contractées tandis que celui des exportations vers l'Union européenne a cessé de progresser et s'est difficilement maintenu. A contrario, les USA et l'Union européenne ont vu leurs exportations vers la Chine se maintenir. En dépit de la forte contraction de ses exportations vers les pays impérialistes en déclin d'occident et du maintien de ses importations à un haut niveau, la balance du commerce bilatéral chinois avec les USA et l'Union européenne est restée fortement excédentaire.

Il faut dire que les USA et l'Union européenne représentent encore moins du cinquième du volume des importations chinoises quand leurs propres importations représentent près des deux cinquièmes des exportations chinoises.

Au début de l'année 2009, le FMI prévoyait un recul du commerce international de 3 % pour l'année 2009, et l'OMC de 9 %.<sup>26</sup>

Laquelle de ces institutions a eu raison ? Aucune ! Leurs pronostics se sont révélés trop optimistes, en particulier celui du FMI. Comme le souligne l'OMC dans son dernier rapport annuel sur le commerce international, l'année 2009 a vu le



commerce international reculer de 12,2 % en volume et de 22,9 % en valeur, un différentiel volume/valeur illustrant la baisse du prix de vente des marchandises et donc l'effondrement du taux de profit moyen induit par la surproduction relative. L'année 2009 a donc été marquée par « **une contraction du commerce sans précédent en plus de 70 ans** ». <sup>27</sup>

Cette contraction est d'autant plus importante et symptomatique de la gravité de la crise économique actuelle que le poids du commerce international a considérablement augmenté depuis les années 1930, en particulier au cours des quatre dernières décennies durant laquelle s'est mise en place puis approfondie "l'économie de bazar", qu'il s'agisse du commerce de biens ou du commerce de services, qui s'est développé à un rythme encore plus rapide.

En 1970, les exportations mondiales de biens représentaient 9,7 % du PIB mondial. Cette part se montait déjà à 17,2 % en 1980 et a culminé à 26,5 % en 2008. Dans le même temps, les exportations mondiales de services ont explosé. Alors qu'elles représentaient seulement 17,9 % du montant du commerce de biens en 1980 — soit 3,1 % du PIB mondial —, elles en ont représenté 23,6 % en 2008, soit 6,3 % du PIB mondial.

La part du commerce mondial de biens et de services est donc passée de 20,3 % en 1980 à 32,8 % du PIB mondial en 2008, soit une proportion voisine du triple de celle de 1970 ! En 2009, elle a fortement diminué et ne comptait plus "que" pour 28,7 % du PIB mondial. Voyons maintenant en détails comment a évolué la situation de quelques-uns des principaux pays exportateurs depuis 2007.

Variation et part du commerce extérieur de biens et de services de quelques pays												
(%)	Commerce de biens						Commerce de services					
	Exportations			Importations			Exportations			Importations		
	▲ 2009 2008	Part du total mondial		▲ 2009 2008	Part du total mondial		▲ 2009 2008	Part du total mondial		▲ 2009 2008	Part du total mondial	
		2007	2009		2007	2009		2007	2009		2007	2009
Chine	-16,0	8,7	9,6	-11,2	6,7	8,0	-12,1	3,6	3,9	-0,3	4,1	5,1
Allemagne	-22,5	9,4	9,0	-21,4	7,4	7,4	-11,1	6,4	6,5	-9,8	8,2	8,2
USA	-17,9	8,2	8,5	-26,1	14,1	12,7	-9,3	13,9	14,2	-9,4	10,8	10,6
Japon	-25,7	5,1	4,7	-27,8	4,4	4,4	-15,2	3,8	3,8	-10,8	4,8	4,7
France	-21,0	3,9	3,8	-21,7	4,3	4,4	-14,2	4,4	4,2	-12,4	4,1	4,0
Italie	-24,8	3,6	3,2	-26,0	3,6	3,2	-14,7	3,3	3,0	-11,2	3,8	3,6
Corée du Sud	-13,9	2,7	2,9	-25,8	2,5	2,6	-24,6	1,8	1,7	-19,2	2,6	2,4
Royaume-Uni	-23,7	3,1	2,8	-24,2	4,4	3,8	-15,9	8,3	7,2	-18,8	6,2	5,1
Canada	-30,9	3,0	2,5	-21,2	2,7	2,6	-12,0	1,9	1,7	-10,9	2,6	2,5
Russie	-35,5	2,5	2,4	-34,3	1,6	1,5	-17,3	1,2	1,3	-19,4	1,8	1,9
Espagne	-22,5	1,8	1,7	-31,0	2,7	2,3	-14,3	3,8	3,7	-17,0	3,1	2,8
Taiwan	-20,3	1,8	1,6	-27,4	1,5	1,4	-10,4	0,9	0,9	-14,6	1,1	0,9
Inde	-20,3	1,1	1,2	-24,1	1,6	1,9	-15,9	2,6	2,6	-15,8	2,2	2,4
Brésil	-22,7	1,1	1,2	-26,7	0,9	1,1	-8,9	0,7	0,8	-0,7	1,1	1,4
Monde	-22,6			-23,3			-12,9			-11,9		

Valeur du commerce extérieur de biens et de services de quelques pays							
(Milliards de \$)	Flux	Commerce de biens			Commerce de services		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009
Chine	EXP	1 220,1	1 430,7	1 201,5	121,7	146,4	128,7
	IMP	956,1	1 132,6	1 005,7	129,3	158,0	157,5
	▲	263,9	298,1	195,8	- 7,6	- 11,6	- 28,8
Allemagne	EXP	1 321,2	1 446,2	1 120,9	217,0	241,6	214,8
	IMP	1 055,0	1 185,1	931,4	256,0	283,2	255,4
	▲	266,2	261,1	189,5	- 39,1	- 41,6	- 40,6
USA	EXP	1 148,2	1 287,4	1 056,9	470,8	518,3	470,2
	IMP	2 020,4	2 169,5	1 603,8	338,8	364,9	330,8
	▲	- 872,2	- 882,0	- 546,9	132,0	153,4	139,5
Japon	EXP	714,3	782,0	580,8	127,1	146,5	124,3
	IMP	622,2	762,5	550,7	148,7	163,3	145,7
	▲	92,1	19,5	30,2	- 21,6	- 16,8	- 21,3
France	EXP	551,9	601,2	475,0	149,0	163,6	140,4
	IMP	619,5	703,5	551,1	128,3	141,7	124,1
	▲	- 67,6	- 102,2	- 76,1	20,7	21,9	16,3
Italie	EXP	499,9	538,0	404,7	110,7	118,4	100,9
	IMP	511,7	554,9	410,4	118,7	127,9	113,6
	▲	- 11,8	- 16,9	- 5,7	- 8,0	- 9,5	- 12,6
Corée du Sud	EXP	371,5	422,0	363,5	61,7	74,1	55,9
	IMP	356,8	435,3	323,1	82,1	91,8	74,1
	▲	14,6	- 13,3	40,4	- 20,4	- 17,7	- 18,2
Royaume-Uni	EXP	439,1	459,7	350,7	280,6	285,1	239,7
	IMP	622,9	633,0	479,9	195,4	196,9	159,9
	▲	- 183,8	- 173,3	- 129,2	85,2	88,2	79,8
Canada	EXP	420,7	456,5	315,6	63,6	64,8	57,0
	IMP	390,2	419,0	330,3	81,8	86,6	77,2
	▲	30,5	37,5	- 14,7	- 18,1	- 21,8	- 20,2
Russie	EXP	354,4	471,6	304,0	39,1	50,7	41,9
	IMP	223,5	291,9	191,9	57,7	74,6	60,1
	▲	130,9	179,7	112,1	- 18,6	- 23,9	- 18,2
Espagne	EXP	253,3	281,5	218,0	127,1	142,6	122,3
	IMP	389,3	420,8	290,2	95,9	104,3	86,5
	▲	- 136,0	- 139,3	- 72,2	31,2	38,4	35,7
Taïwan	EXP	246,7	255,6	203,7	31,0	34,5	30,9
	IMP	219,3	240,4	174,7	34,3	34,3	29,3
	▲	27,4	15,2	29,0	- 3,3	0,2	1,6
Inde	EXP	150,2	194,8	155,2	86,6	102,6	86,3
	IMP	229,4	321,0	243,6	70,3	88,4	74,4
	▲	- 79,2	- 126,2	- 88,4	16,3	14,2	11,9
Brésil	EXP	160,6	197,9	153,0	22,6	28,8	26,3
	IMP	126,6	182,4	133,6	34,7	44,4	44,1
	▲	34,1	15,6	19,4	- 12,1	- 15,6	- 17,8
Monde	EXP	13 993,0	16 097,0	12 461,0	3 381,2	3 803,6	3 311,6
	IMP	14 287,0	16 493,0	12 647,0	3 126,5	3 535,4	3 114,5

Soldes du commerce extérieur de biens et de services exprimé en proportion des exportations									
(%)	Solde des biens			Solde des services			Solde des biens et services		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
Chine	21,6	20,8	16,3	- 6,2	- 7,9	- 22,4	19,1	18,2	12,6
Allemagne	20,2	18,1	16,9	- 18,0	- 17,2	- 18,9	14,8	13,0	11,1
USA	- 76,0	- 68,5	- 51,7	28,0	29,6	29,7	- 45,7	- 40,4	- 26,7
Japon	12,9	2,5	5,2	- 17,0	- 11,4	- 17,2	8,4	0,3	1,3
France	- 12,2	- 17,0	- 16,0	13,9	13,4	11,6	- 6,7	- 10,5	- 9,7
Italie	- 2,4	- 3,1	- 1,4	- 7,2	- 8,0	- 12,5	- 3,2	- 4,0	- 3,6
Corée du Sud	3,9	- 3,1	11,1	- 33,0	- 23,8	- 32,6	- 1,3	- 6,2	5,3
Royaume-Uni	- 41,9	- 37,7	- 36,8	30,4	30,9	33,3	- 13,7	- 11,4	- 8,4
Canada	7,3	8,2	- 4,7	- 28,5	- 33,7	- 35,4	2,6	3,0	- 9,4
Russie	36,9	38,1	36,9	- 47,5	- 47,1	- 43,5	28,6	29,8	27,1
Espagne	- 53,7	- 49,5	- 33,1	24,5	26,9	29,2	- 27,6	- 23,8	- 10,7
Taiwan	11,1	5,9	14,3	- 10,5	0,6	5,3	8,7	5,3	13,1
Inde	- 52,8	- 64,8	- 56,9	18,8	13,8	13,8	- 26,6	- 37,7	- 31,7
Brésil	21,2	7,9	12,7	- 53,4	- 54,0	- 67,8	12,0	0,0	0,9

En 2009, la Chine a représenté 9,6 % des exportations mondiales de biens, contre 8,5 % pour les USA, 9,0 % pour l'Allemagne et 4,7 % pour le Japon. Quand à la part de la Chine dans les exportations mondiales de services, elle s'est montée à 3,9 %, contre 14,2 % pour les USA, 6,5 % pour l'Allemagne et 3,8 % pour le Japon.

Rappelons qu'en 1991, la Chine ne représentait que 2,0 % des exportations mondiales de biens, contre 12,0 % pour les USA, 11,5 % pour l'Allemagne et 9,0 % pour le Japon. La part de la Chine dans les exportations mondiales de services se montait alors à 0,8 %, contre 17,9 % pour les USA, 6,4 % pour l'Allemagne et 5,3 % pour le Japon.<sup>28</sup>

Notons d'abord que nous n'avons pas inclus la RAS chinoise de Hong Kong à ce tableau, en dépit de l'important volume de son commerce extérieur, du fait de son caractère de "comptoir d'import-export". En 2009, les exportations hongkongaises se sont montées à 330 milliards de \$, mais la quasi-totalité de ce montant (314 milliards de \$, soit 95,2 %) correspondait à des marchandises ré-exportées et le reste d'exportations de marchandises fabriquées localement. De même, sur les 353 milliards de \$ d'importations hongkongaises, seuls 91 milliards de \$, soit 25,8 % étaient des importations définitives, c'est-à-dire destinées à approvisionner le marché intérieur de la RAS.<sup>29</sup> C'est-à-dire que les 262 milliards de \$ d'autres marchandises ont été ré-exportés, pour une large part vers la Chine continentale qui a compté pour la moitié du commerce bilatéral hongkongais en 2009....

On remarque ensuite que la contraction des exportations chinoises, quoiqu'importante, reste inférieure à la contraction moyenne mondiale et en particulier à l'ampleur de la contraction dont ont souffert la plupart des pays impérialistes en déclin. De même, le solde du commerce extérieur des biens et services de l'impérialisme chinois, quoiqu'il se soit sensiblement dégradé, reste encore à des niveaux élevés et reste surtout au 1<sup>er</sup> rang mondial en termes absolus, et parmi les tous premiers du monde en termes relatifs, hors pays exportateurs de

pétrole. La Chine a donc vu sa part de marché dans les exportations mondiales de biens et de services continuer à augmenter. Après être devenue le 1<sup>er</sup> pays exportateur en termes d'excédent de sa balance commerciale de biens en 2008, la Chine est devenue en 2009 le 1<sup>er</sup> pays exportateur en termes de montant d'exportations. Si elle n'a pas encore conquis le 1<sup>er</sup> rang mondial en termes d'exportation de services, les exportations chinoises de services représentent aujourd'hui une valeur voisine de celle de puissants pays impérialiste en déclin comme le Japon et la France.

Si le déficit de la balance commerciale de biens et de services de quelques pays impérialistes en déclin tels les USA, le Royaume-Uni et l'Espagne s'est considérablement réduit, on voit que ce n'est pas grâce à la bonne tenue de leurs exportations de biens et services, mais du fait de l'effondrement encore plus marqué de leurs importations, en particulier celles de biens qui ont été réduites de plus d'un quart ! Il faut dire que ces pays ont été les premiers frappés par la crise. Comme on le verra un peu plus loin pour les USA, la crise a commencé à transformer la structure de la consommation du pays. Le solde négatif structurel du commerce extérieur de ces pays impérialistes en déclin reste cependant élevé, en particulier pour les USA pour lequel il représente encore plus du quart des exportations de biens et services.

On remarquera enfin que de tous les pays figurant dans les tableaux précédents, c'est la Chine dont les importations de biens et de services ont le mieux résisté à la contraction, et de très loin. La contraction limitée des importations de biens provient d'ailleurs de manière évidente de la dévaluation du coût de marchandises d'importation, en particulier les produits miniers et les combustibles fossiles.

Comme nous le voyons, ce que le FMI a appelé « reprise asiatique » a exclusivement été le fait de la demande intérieure chinoise et aucunement d'une reprise des exportations qui se sont fortement contractées, Chine incluse !... Un fait confirmé par les statistiques officielles du gouvernement chinois selon lesquelles la consommation, l'investissement et les exportations ont contribué à hauteur respective de +4,6 point, +8,0 points et -3,9 points aux 8,7 % de croissance enregistrés par le PIB chinois en 2009.<sup>30</sup> La contribution des exportations n'est donc pas seulement nulle, mais même négative. C'est donc bien l'extension de la demande intérieure qui a stimulé les investissements et la croissance en Chine.

Une manière de dire qu'après avoir été l'atelier du monde, l'impérialisme chinois devient un centre impérialiste à part entière : remontant rapidement la chaîne de valeur technologique, il conquiert des positions commerciales dominantes dans un nombre croissant de branches d'industries qui lui permettent d'extorquer des surprofits, et ainsi de forger des chaînes dorées à ses propres exploités, avec à la clef l'extension de son marché intérieur.

Rappelons-nous, au printemps 2009, peu de spécialistes bourgeois évoquaient la possibilité d'un tel découplage entre l'économie chinoise et celles des pays impérialistes en déclin. Soit ils pensaient que les plans de relance américains et chinois seraient tous deux efficaces, soit ils pensaient au contraire qu'ils seraient aussi inefficaces l'un que l'autre. Peu envisageaient la possibilité d'un redressement spectaculaire de l'économie chinoise et d'une "reprise" asthmatique aux USA.

Au printemps 2009, le LEAP Europe/2020, titrait ainsi « **Echec programmé des stimulations économiques américaine et chinoise** », mettant alors sur une même marche les deux plans de relance. Pour le LEAP, le plan de relance chinois n'avait pas davantage de chances de se montrer plus efficace que celui des USA.

« Malgré des enveloppes budgétaires impressionnantes, les deux plans de stimulation économique les plus importants à ce jour, à savoir ceux lancés par les gouvernements des Etats-Unis et de la République Populaire de Chine, sont condamnés à échouer ou au mieux à limiter marginalement les pires conséquences de la crise actuelle. (...) Dans les deux cas, l'impact en matière de croissance sera nul voire négatif. (...) Ils serviront à atténuer provisoirement et marginalement la montée du chômage. Ils permettront, jusqu'à l'automne 2009 au plus tard, de ralentir le rythme de décroissance économique dans les deux pays. Mais essentiellement, ils auront surtout comme résultat d'accroître formidablement et durablement le déficit public des Etats-Unis, et à amputer fortement les réserves financières chinoises ».<sup>31</sup>

Si cette prévision s'est avérée exacte pour l'impérialisme américain, elle s'est avérée complètement fautive pour l'impérialisme chinois dont la croissance économique s'est redressée rapidement de trimestre en trimestre depuis le début de l'année 2009, sans pour autant creuser de manière dangereuse le déficit budgétaire, comme nous le verrons un peu plus loin. La cause de cette erreur : l'absence d'une analyse économique de fond, et en particulier du rattrapage technologique de l'industrie chinoise dont le dynamisme entraîne dans son sillage l'essor de l'économie et de la société chinoise.

L'année 2010 verra l'économie chinoise conquérir la deuxième place mondiale en passant devant celle du Japon. En 2009, le PIB du Japon s'était en effet monté à 5 075 milliards de \$, soit seulement 3,4 % de plus que celui de la Chine. Au début de l'année 2010, un rapport publié par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) indiquait que l'industrie chinoise avait dépassé l'industrie japonaise et était devenue la deuxième mondiale en termes de valeur manufacturière ajoutée (MVA) avec 15,6 % de la MVA mondiale, contre 15,4 % pour le Japon et 19,0 % pour les USA.<sup>32</sup>

Dans un rapport publié au début de l'année, l'OCDE affirmait que la Chine est aujourd'hui « **à la tête de la reprise économique mondiale** ». Pour l'économiste en chef de l'institution, il est indéniable que « l'action prompte et vigoureuse du gouvernement chinois pour soutenir son économie a contenu l'impact de la récession mondiale ». Pour autant, celui-ci insiste sur la nécessité de « continuer à augmenter les dépenses sociales » afin de « rééquilibrer l'économie chinoise vers une plus forte demande domestique ».<sup>33</sup>

Ce net découplage de la croissance entre les pays impérialistes en déclin et l'impérialisme chinois est illustré par de nombreux indices, comme le PIB, mais aussi l'évolution de la polarisation des richesses.

Selon le classement publié par le magazine américain *Forbes* en mars 2010, la Chine est passée en deuxième position mondiale derrière les USA quant au nombre de milliardaires, avec 64 milliardaire, contre 403 pour les USA. Si en 2009, le nombre de milliardaires s'est relevé de 27,5 % dans le monde par rapport à l'année précédente (nous verrons par quel moyen un peu plus loin), passant de 793 à 1 011,

il reste encore inférieur à son niveau d'avant crise (1 125). Ce sont donc les milliardaires chinois qui ont le plus profité de la crise, leurs effectifs s'étant accru de 128,6 % en glissement annuel !<sup>34</sup>

Selon le rapport *Hurun* (2009), la Chine comptait plus de 825 000 millionnaires possédant chacun une fortune excédant 10 millions de yuans. Surtout, le responsable du rapport *Hurun*, remarquait :

« Avec la plus grande destruction de richesse de ces 70 dernières années qu'ait connue l'Occident, nous avons observé que la Chine suivait une tendance inverse et que la richesse semblait croître davantage ».<sup>35</sup>

Un autre indice de ce découplage est celui de l'évolution du taux de chômage. Au cours de la période 2001-2007, le taux de chômage urbain officiel de la Chine est resté quasiment stable, oscillant autour de 4,1 %. La crise n'a pas modifié fondamentalement la donne, le taux de chômage urbain passant de 4,0 % en 2007 à 4,3 % en 2009.<sup>36</sup>

Il faut dire qu'en 2009, ont été créés 11,0 millions d'emplois dans les zones urbaines, dépassant l'objectif gouvernemental qui avait été fixé à 9,0 millions.<sup>37</sup> Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010, le taux de chômage urbain était de 4,2 %. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre, l'économie chinoise avait créé 6,4 millions d'emplois dans les zones urbaines et se trouvait donc en bonne position pour atteindre l'objectif annuel fixé à 9,0 millions de créations d'emplois.<sup>38</sup>

Au contraire, la crise a provoqué une explosion du taux de chômage dans les pays impérialistes en déclin. Ce taux frôle ou dépasse aujourd'hui couramment la barre des 10 %. En 2009, l'Union Européenne comptait 221,1 millions de personnes occupant un travail, soit une baisse de 1,8 % en glissement annuel.<sup>39</sup>

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, le taux de chômage officiel a atteint 9,6 % en France.<sup>40</sup> Au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, le taux de chômage officiel se montait à 10,1 % selon l'OCDE, en hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent.<sup>41</sup> En 2008, il se montait à "seulement" 7,4 %.<sup>42</sup> Il faut dire qu'en 2009, les défaillances d'entreprises françaises ont augmenté de 11,4 % en glissement annuel, un record depuis 1993.<sup>43</sup> En outre, hors auto-entrepreneurs, la France a vu le nombre de créations d'entreprises s'effondrer de 13,3 % en 2009 par rapport à l'année précédente.<sup>44</sup>

Même constat en Belgique, qui au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, a enregistré un nouveau record du nombre de faillites d'entreprises, en hausse de 2 % par rapport à son précédent record, établi au cours de la même période de l'année précédente.<sup>45</sup> Et ne parlons pas du nombre incalculables d'entreprises qui sans avoir fait faillite, n'en ont pas moins licencié une partie de leur personnel !

Durant la période 2007-2009, le taux de chômage officiel aux USA a doublé et avoisine aujourd'hui 10,0 %. La hausse du chômage aux USA a été tout simplement vertigineuse, comme l'illustrent les graphes ci-dessous, que ce soit en termes absolus (effectifs) ou relatifs (taux).

**[Voir fascicule de graphes pp. 32 et 33]**

En 2009, le taux de chômage officiel américain a presque retrouvé son plus haut niveau depuis ces 60 dernières années (9,7 % en 1982). Quand au nombre de chômeurs, il a atteint un record historique, avec plus de 14,3 millions de chômeurs,

contre 10,7 millions en 1982, car durant la période 1982-2009, la population active américaine a augmenté de près de 39,9 %.

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010, le taux de chômage officiel espagnol a continué de grimper et a atteint 20,1 %, soit plus de 4,6 millions de chômeurs. Rappelons qu'au 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, le taux de chômage espagnol était de moins de 8,0 % !<sup>46</sup> Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'en 2009, l'Espagne ait connu « une forte baisse de l'immigration », une tendance attribuée essentiellement à « la grave crise économique que connaît le pays depuis deux ans ».<sup>47</sup>

Certes, on ne doit pas prendre ces chiffres pour argent comptant, ceux-ci ne mesurant pas tous de la même façon les effectifs de l'armée de réserve de la bourgeoisie. Mais sauf changement de méthode de recensement, ces chiffres fournissent une illustration de la tendance de l'évolution du marché de la vente de la force de travail.

« Je ne crois aux statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées. (...) Les politiciens utilisent les statistiques comme les ivrognes utilisent les réverbères : comme soutien, mais pas comme éclairage ».<sup>48</sup>

Les statistiques reprises dans les mass-médias bourgeois sont très souvent conformes à ces paroles de Churchill : à savoir le souci de présenter des chiffres sous le jour le plus favorable possible afin de tromper les masses exploitées. Comme nous allons le voir, la frontière avec la falsification est souvent floue et ténue...

Les chiffres officiels du chômage en sont un premier exemple. Selon la démonstration du *Shadow Government Statistics*<sup>49</sup>, ces deux adages de Churchill font toujours recette. Dénonçant l'utilisation de modèles statistiques erronés et une mauvaise estimation des variations saisonnières, cet « organisme statistique officieux réputé pour son sérieux outre-Atlantique » conteste plusieurs statistiques officielles américaines clefs : inflation, croissance et taux de chômage. En remédiant aux "erreurs" de la méthodologie officielle et en incluant les travailleurs découragés, le taux de chômage réel aux USA n'était pas de 10,0 % mais de 21,9 % à la fin de l'année 2009 !<sup>50</sup> Un chiffre d'ailleurs assez proche de certaines estimations d'officiels.

Au cours de l'été 2009, le président de la FED d'Atlanta, avait ainsi déclaré que le taux de chômage passerait des 9,4 % officiels à 16,0 % si l'on prenait en compte les travailleurs découragés ou contraints de travailler à temps partiel.<sup>51</sup> Selon *CNBC*, le taux de chômage réel aux USA avait dépassé 17,5 % à l'automne 2009.<sup>52</sup>

« "Baisse du nombre de chômeurs en décembre", titre *Le Figaro*. Parfois, en lisant la presse, nous avons l'impression de lire la *Pravda*. Ou un manifeste d'optimisme béat à la solde du gouvernement – ce qui, en fait, revient au même. (...) Et nous n'accusons pas seulement le gouvernement français de manipuler les statistiques. C'est une mauvaise manie partagée par tous les gouvernements. Les américains ont leurs chômeurs découragés, la France a ses chômeurs en fin de droits. Et des taux de chômage réel entre 15 % et 20 % des deux côtés de l'Atlantique ».<sup>53</sup>

La comparaison avec les pratiques du social-impérialisme soviétique est particulièrement judicieuse, car les élites de ces pays impérialistes en déclin on pour

point commun de chercher à masquer une réalité peu glorieuse pour tenter de retarder au maximum la prise de conscience d'une échéance funeste !

Outre l'aspect quantitatif, il existe des aspects qualitatifs tout aussi essentiels et beaucoup moins médiatisés concernant l'emploi. L'un de ces aspects est en quoi consistent les emplois détruits. Regardons d'abord en quoi consiste la structure de l'emploi.

En France, l'année 2009 a vu la destruction « record » de 256 100 emplois, soit une baisse de 1,5 % des effectifs de l'emploi salarié, après une baisse de 0,5 % en 2008. En 2009, l'emploi salarié a donc enregistré sa « **plus grosse dégradation depuis 1945** ». Mais ces destructions nettes d'emplois n'ont pas été homogènes : le secteur de la construction a enregistré 43 800 suppressions de postes et le secteur tertiaire 44 300. L'industrie, elle, a vu ses effectifs reculer de 5,2 %, soit 168 200 suppressions de postes. En 2008, les effectifs salariés de l'industrie avaient déjà reculé de 2,5 %, soit la suppression de plus de 82 900 postes. En 2008-2009, l'emploi salarié a ainsi reculé de plus de 7,8 % dans l'industrie quand l'emploi salarié global reculait en moyenne de 2,0 % !<sup>54</sup>

Une tendance qui n'est pas spécifique à la crise, car la période 2002-2007 avait déjà vu les effectifs de l'emploi industriel se contracter en moyenne de plus de 2,0 % par an. Durant la période 1993-2009, la part de l'industrie dans l'emploi est passée de 28,0 % à 19,0 % !<sup>55</sup>

Une tendance que la soi-disant "reprise économique" n'a pas démentie. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, l'emploi salarié n'a certes perdu "qu'un peu moins" de 10 000 emplois par rapport au trimestre précédent, mais l'industrie elle, en a perdu près de 30 000 ! Depuis le début de la crise, c'est ainsi l'industrie qui a payé « **le plus lourd tribut** ». <sup>56</sup>

Preuve que des statistiques de l'emploi présentées sous un jour rassurant peuvent masquer une aggravation de la situation, car le fait que ce soit l'industrie qui perde le plus d'emplois — près du double du secteur tertiaire et de la construction réunis en 2009 ! —, alors qu'elle représente seulement le cinquième de l'emploi total illustre l'aggravation de la décomposition accélérée de "l'économie de bazar" dont les derniers lambeaux du secteur productif se réduisent comme peau de chagrin... Et les choses ne semblent pas prêtes de s'améliorer : selon un sondage réalisé à la fin mars 2010 par l'IFOP auprès des patrons de PME, 80 % d'entre eux étaient alors inquiets pour l'économie française, en particulier ceux de l'industrie et du bâtiment.<sup>57</sup>

Les chiffres du PIB fournissent un second exemple de ce type de manipulations statistiques. Selon l'INSEE, le PIB français « en valeur » a augmenté de 4,9 % en 2007 et de 2,8 % en 2008, avant de baisser de 2,1 % en 2009, sa pire récession depuis 1945.

Quant au PIB « en volume », il a augmenté de 2,4 % en 2007 et de 0,2 % en 2008 avant de baisser de 2,6 % en 2009.<sup>58</sup> La raison de tels écarts entre le PIB en valeur et le PIB en volume est imputable à l'inflation du coût de la vie qui a évidemment un impact sur l'inflation du coût du travail. Quand le PIB en valeur augmente, cela peut



signifier que le coût de la vie et de la force de travail augmentent sans forcément que le volume de la richesse produite se soit accru, comme en France en 2008.

Toujours selon l'INSEE, la France a connu une croissance moyenne annuelle de son PIB de 2,1 % au cours de la période 2005-2007. Sur la même période, la consommation finale des ménages a apporté 1,4 point de croissance, contre 1,0 point pour la formation brute de capital fixe. Le solde extérieur des biens et services avait pour sa part amputé la croissance de 0,6 point. En 2008, la consommation finale des ménages a apporté à peine 0,5 point de croissance, contre seulement 0,1 point pour la formation brute de capital fixe. Le solde extérieur des biens et services avait pour sa part amputé la croissance de 0,3 point.

Cela montre que le PIB réel des pays impérialistes en déclin ne s'est accru que tant que la valeur de leur force de travail augmentait, celle-ci fournissant le moteur de la consommation et des investissements qui y sont liés. Mais la crise des subprimes a révélé que le moteur de la consommation avait calé, et le monde a commencé à comprendre que la force de travail des pays impérialistes en déclin était en train de perdre de sa valeur, une évidence renforcée par l'émergence d'un géant à l'autre bout de la planète...

De manière évidente, le divorce entre le volume et la valeur introduit par l'économie de bazar s'amplifie encore davantage avec sa décomposition. Dans ces conditions, les chiffres généraux comme ceux du PIB doivent toujours être interprétés à la lumière de chiffres bruts de produits industriels clefs, comme l'acier, qui donnent des indications plus représentatives de l'évolution du volume de la production de richesses. Cette tendance à mettre en avant le PIB en valeur plutôt que le PIB en volume n'est pas spécifique à la France, et on comprend pourquoi, comme l'illustrent les graphes ci-dessous.

**[Voir fascicule de graphes p. 10]**

Sur le premier graphe, on remarque que les pays impérialistes en déclin ont vu leur PIB être multipliés en moyenne par deux durant la période 1992-2009 alors que leur production d'acier déclinait dans le même temps. A l'inverse, dans plusieurs pays dépendants et ateliers, à l'instar de la Chine, la production d'acier a souvent augmenté dans des proportions voisines de celles du PIB. Ce dernier a d'ailleurs augmenté à des rythmes beaucoup plus élevés que celui des pays impérialistes en déclin ou de n'importe quel autre pays atelier ou dépendant.

Le second graphe, sur lequel l'Allemagne ne figure pas pour des raisons historiques évidentes, illustre la différence entre la progression du PIB en termes de valeur et de volume au cours des trois dernières décennies, on remarque que la tendance du premier graphe reste identique. Alors que les pays impérialistes en déclin ont en général vu leur PIB en valeur être multiplié par six, leur PIB en volume a en général seulement doublé ! Le PIB américain a ainsi été multiplié par de 1978 à 2008, une valeur voisine de celle que l'on peut calculer à partir des statistiques officielles américaines selon lesquelles le PIB américain a été multiplié par 2,33 durant cette période.

Certains pays ateliers et dépendants font encore ici exception, comme la Chine qui a vu son PIB multiplié à des rythmes beaucoup plus rapides, et surtout dans des

proportions plus proches en termes de valeur et de volume. La Chine a ainsi vu son PIB en valeur être multiplié par plus de vingt, tandis que son PIB en volume était multiplié par seize. Alors que dans les pays impérialistes en déclin et de nombreux pays dépendants, le PIB en volume s'est accru dans des proportions représentant le plus souvent autour de 30 % de l'accroissement du PIB en termes de valeur (avec un maximum de 40 % pour le Japon), cette proportion a été de 60 % pour l'Inde et de 80 % pour la Chine.

La comparaison de l'évolution des PIB en termes de volume amplifie encore l'écart des rythmes de développement entre la Chine et les pays impérialistes en déclin. Au cours des trois dernières décennies, le PIB chinois en termes de valeur s'est accru à un rythme égal à plus du triple de celui des pays impérialistes en déclin. En termes de volume, le PIB chinois s'est accru à un rythme en moyenne huit fois plus rapide que celui des pays impérialistes en déclin !

L'accroissement comparé du PIB américain en dollars à prix courants et en dollars chaînés de 2005 sur la plus longue période pour laquelle sont disponibles ces statistiques (1929-2009), illustre les grandes étapes de la naissance et de l'approfondissement de "l'économie de bazar".

**[Voir fascicule de graphes p. 11]**

Sur le premier graphe, dont le premier tiers est difficilement lisible en raison de l'échelle, on remarque l'écart croissant entre le PIB mesuré en dollars à prix courants — c'est-à-dire le PIB mesuré en termes de valeur —, et le PIB mesuré en dollars chaînés de 2005 — c'est-à-dire le PIB mesuré en termes de volume.

Sur le second graphe, qui détaille leur évolution durant la période 1929-1945, on remarque la très bonne corrélation des fluctuations des deux courbes — d'autant plus significative que la période en question est une période chaotique pour l'économie confrontée à la crise de 1929-1933 et à sa réplique en 1937-1938 —, ainsi que la faiblesse des écarts entre les deux courbes.

On remarque en outre que le PIB mesuré en valeur se trouve en-dessous du PIB mesuré en volume (du fait de l'importante pression exercée par la crise sur le coût des marchandises et des salaires), une tendance qui s'inverse dans le courant de la Seconde Guerre mondiale. En 1945, le PIB américain a doublé par rapport à celui de 1929, que ce soit en termes de valeur ou de volume. Mais l'intégralité de cette augmentation était induite par la guerre : en 1939, le PIB américain était voisin de son niveau de 1929. Il en représentait 109,8 % en volume et 89,0 % en valeur.

Durant la période suivante (1945-1970), les choses sont sensiblement différentes. Très vite, un écart croissant se creuse entre les deux courbes, et le PIB en valeur s'éloigne de plus en plus du PIB en volume. A la fin de la période considérée, le PIB en volume a doublé tandis que le PIB en valeur a quintuplé et le PIB en valeur représente moins de la moitié du PIB en volume.

La dernière période (1970-2009) confirme l'écart croissant entre le PIB en valeur, qui continue d'augmenter rapidement, et le PIB en volume, dont le rythme de croissance a de plus en plus tendance à ralentir. Durant cette période, le PIB en volume a seulement été multiplié par trois alors que celui en valeur était dans le même temps multiplié par plus de 13 !

Sur l'ensemble de la période 1929-2009, le PIB en valeur a été multiplié par plus de 136 alors que celui en volume a été multiplié par 13. Alors qu'en 1929-1945, le PIB en volume était voisin du PIB en valeur, le PIB en volume représentait moins du dixième du PIB en valeur en 2009 !

Spéculation ? Non, la différence entre le PIB en valeur et en volume correspond à une inflation de la valeur de la force de travail, inflation ne pouvant se justifier que par une position privilégiée dans la division internationale du travail, relativement à la valeur de la force de travail d'autres pays dépendants.

Cette position privilégiée fut conquise par l'impérialisme américain d'abord grâce à la guerre, au moyen de la loi prêt-bail (1941-1945) puis du plan Marshall (1948-1952), qui donnèrent une grande extension aussi bien à l'exportation de marchandises qu'à l'exportation de capitaux américains.

C'est ainsi que dès 1944, le PIB en valeur dépassa le PIB en volume, signe d'une appropriation croissante de la plus-value produite en dehors des USA. Tandis que la loi-prêt-bail permit au PIB américain de doubler, la fin de la guerre porta un rude coup à la croissance américaine : le PIB américain en valeur stagna durant la période 1944-1946, puis vit sa croissance reprendre avec le plan Marshall qui conduisit à stimuler à grande échelle l'exportation de capitaux puis de marchandises. Quant au PIB en volume, il culmina à 2 035 milliards de \$ en 1944 puis déclina. En 1947, son point le plus bas, il se chiffrait à 1 776 milliards de \$.

Si le plan Marshall permit de redresser en partie la barre, son montant plus de trois fois inférieur à celui des livraisons américaines d'armements opérées dans le cadre de la loi prêt-bail ne fut cependant pas suffisant pour permettre au PIB en volume de retrouver son niveau de 1944. De même, la brève reprise de la croissance du PIB en valeur (1947-1948) induite par l'exportation de capitaux dans le cadre du plan Marshall donna rapidement des signes d'essoufflement : en 1949, tant le PIB en volume que le PIB en valeur se contractèrent de nouveau !

Ce fut le durcissement de la Guerre Froide et la Guerre de Corée qui permirent à l'impérialisme américain de renouer avec la croissance. Le PIB en volume dépassa son niveau de 1944 qu'en... 1951 !

Il est ainsi incontestable que l'impérialisme américain ne surmonta les crises économiques des années 1930, qu'au prix de la militarisation croissante de son économie, comme en témoigne l'évolution de la part du budget de la défense qui représente une importante fraction des dépenses et investissements du gouvernement et qu'illustre le graphe ci-dessous.<sup>59</sup>

**[Voir fascicule de graphes pp. 28 et 30]**

En 1929, les dépenses et investissements du gouvernement américain représentaient 9,1 % du PIB américain. Durant la période 1929-1939, le budget américain de la défense représentait en moyenne 1,3 % du PIB américain. Une proportion basse et stable. Le budget américain de la défense était alors loin de représenter le premier poste de dépenses. La guerre changea radicalement les choses. En 1940, les dépenses et investissements du gouvernement américain représentaient 14,8 % du PIB et culminèrent à 47,9 % en 1944. De 1941 à 1945, le

budget de la défense représenta en moyenne 35,1 % du PIB américain, avec un pic à 42,7 % en 1943-1944.

Les dépenses et investissements du gouvernement américain redescendirent dès la fin de la guerre et représentèrent en moyenne 16,2 % du PIB durant la période 1946-1950. Le budget de la défense, lui, ne représentait plus que 11,3 % du PIB américain en 1946 et en moyenne 7,1 % durant la période 1947-1950.

Comme on le voit, la période 1945-1950, qui vit les dépenses de défense (et gouvernementales) diminuer fortement, correspond parfaitement à la période de nouvelle dépression du PIB américain en volume.

Les dépenses et investissements du gouvernement américain remontèrent avec la Guerre de Corée, représentant en moyenne 21,3 % du PIB américain au cours des années 1951-1953. Le budget de la défense, lui, culmina à 14,7 % en 1952-1953, mais entama un nouveau déclin dès 1954, avec la fin de la Guerre de Corée (signature de l'armistice de Panmunjon le 27 juillet 1953) et le début de la détente avec le jeune social-impérialisme soviétique, l'impérialisme américain ayant bien compris l'innocuité de la nouvelle direction révisionniste. En 1955, le budget américain de la défense ne représentait plus que 11,3 % du PIB.

D'ailleurs, en dépit de hausses ponctuelles modérées induites par quelques escarmouches inter-impérialistes — tels Budapest en 1956, Cuba en 1962, Prague en 1968 et Afghanistan à partir de 1979 —, la part du budget américain de la défense baissa lentement de manière continue : 8,4 % en 1965 et 5,7 % en 1978 et resta toujours très éloignée de son niveau de 1952-1953.

C'est l'accumulation par la militarisation croissante de l'économie américaine dans les années 1941-1945 qui plaça les monopoles américains en position de force à l'échelle internationale, une domination ensuite garantie par ses forces armées et son complexe militaro-industriel. Que ce soit durant ou après la guerre, le budget américain de la défense devint, et de loin, le premier poste de dépenses budgétaires de l'impérialisme américain. Durant la période 1951-1953, le budget américain de la défense représenta en moyenne 60,9 % du total des dépenses du budget général du gouvernement (Federal, State and local), contre 9,6 % en 1929 !

C'est en se basant sur sa domination économique et sa garantie militaire, que les flux de capitaux et de marchandises à destination des pays impérialistes placés sous sa tutelle se développèrent et que se creusa l'écart entre le PIB en valeur et le PIB en volume aux USA. Avec la création et l'approfondissement de "l'économie de bazar", c'est l'ensemble des vieux pays impérialistes qui profitèrent de l'exploitation des pays dépendants. A l'instar du PIB américain, la croissance de leur PIB en valeur refléta de moins en moins celle de leur PIB en volume, et refléta l'appropriation croissante de la plus-value produite dans les pays dépendants coloniaux et semi-coloniaux.

Ce n'est donc pas un hasard si les chiffres du PIB communiqués au grand public correspondent au PIB en termes de valeur et si les chiffres du PIB en termes de volume, eux, sont systématiquement écartés du devant de la scène... Ces derniers fournissent en effet une illustration supplémentaire de l'état de décomposition avancé de "l'économie de bazar" bâtie sur l'appropriation de la plus-value produite

dans les pays ateliers. Une répartition de la plus-value qui se justifie de moins en moins, à mesure que l'impérialisme chinois parvient à remonter la chaîne de valeur technologique.

Les pays impérialistes en déclin ont donc du souci à se faire. Pour reprendre l'exemple des USA, l'écart entre le PIB en valeur et le PIB en volume signifie que la perte de sa place privilégiée dans la division internationale du travail amènerait — à niveau de production industrielle équivalent et donc sans même prendre en compte la poursuite accélérée de l'hémorragie industrielle —, à une division par dix de son PIB en valeur !

Il est intéressant ici de se pencher sur l'évolution de la part des dépenses de consommation individuelle dans le PIB des USA et de leur composition au cours de la même période. Comme en témoignent les graphes ci-dessous, elles illustrent en effet également la construction des chaînes dorées que l'exploitation croissante du prolétariat d'autre pays a permis.

**[Voir fascicule de graphes p. 30]**

En 1929, les dépenses de consommation individuelles représentaient 74,7 % du PIB américain. Ces dépenses de consommation individuelles étaient constituées à 56,6 % par les biens de consommation et à 43,4 % par les services. Seulement 22,4 % des biens consommés étaient des biens durables. Les dépenses et investissements du gouvernement représentaient alors à peine 9,1 % du PIB américain.

Avec la crise économique, le chômage explosa et les pressions sur les salaires s'accrurent, entraînant un effondrement de la demande intérieure. Tout au long des années 1930, les dépenses de consommation individuelles furent inférieures à celles de 1929, d'un point de vue relatif comme absolu. Alors qu'en 1929 les dépenses de consommation individuelles représentaient 77,4 milliards de \$ (pour un PIB de 103,6 milliards de \$), elles en représentaient 71,3 milliards de \$ en 1940 (pour un PIB de 101,4 milliards de \$).

En 1940, les dépenses de consommation individuelles ne représentaient plus que 70,3 % du PIB américain. Ces dépenses de consommation individuelles étaient constituées à 56,9 % par les biens de consommation et à 43,1 % par les services. Seulement 20,4 % des biens consommés étaient des biens durables. La baisse de la proportion des biens durables dans les biens de consommation illustre la paupérisation absolue des masses populaires américaines dont la baisse des ressources ne permettait d'acheter guère plus que ce qui était nécessaire à la survie. On n'achète en effet des biens durables que quand l'estomac ne crie pas famine et que les besoins les plus élémentaires sont assurés. Le PIB américain restait alors inférieur à son niveau de 1929, de même que les dépenses de consommation individuelle et les investissements privés qui restaient également bien en deçà de leur niveau de 1929. Une baisse qui ne fut compensée que par la hausse des dépenses du gouvernement américain qui représentaient autour de 15 % du PIB américain dans les années 1930.

Au cours des années 1950-1970, la proportion des dépenses de consommation individuelles dans le PIB resta stable, ce qui n'empêcha pas une mutation

qualitative, la part des services augmentant très fortement, passant de 39,2 % en 1950 à 53,6 % en 1979 au détriment de celle des biens de consommation au sein desquels la proportion des biens durables s'éleva sensiblement. Dans le même temps, les dépenses gouvernementales restèrent à un haut niveau, représentant autour de 20 % du PIB américain. Les investissements privés oscillèrent autour de 16 % du PIB. Ces trois décennies marquèrent ainsi une période de prospérité économique durant laquelle le niveau de vie des masses populaires américaines s'éleva sensiblement, ce qu'illustre la baisse de la proportion des dépenses de consommation de biens non durables.

A partir des années 1980, parallèlement à la mise en place et à l'approfondissement de "l'économie de bazar", la part des dépenses de consommation individuelles dans le PIB s'est élevée fortement, passant de 63,0 % à 70,0 % durant la période 1980-2003, avant de céder la place à une stagnation. Au même moment, en 2002, la part des biens de consommation durables dans la consommation de biens a atteint son apogée, puis a commencé à décliner sensiblement. Les biens de consommation durables ne représentaient plus que 34,5 % de la consommation de biens en 2007 et 31,8 % en 2009, signe évident de paupérisation.

Autre indicateur illustrant une dégradation de l'environnement économique, la baisse de la proportion des investissements privés dans le PIB, après avoir culminé en 2006 à 17,4 %. Cette baisse des investissements privés a été induite par la baisse des investissements privés résidentiels dont la proportion, après avoir culminé à 6,1 % du PIB en 2005, se sont effondrés de manière continue et ne représentaient plus que 4,5 % en 2007 et 2,5 % en 2009. En ce qui concerne les investissements privés non résidentiels, leur proportion a culminé en 2007 à 11,7 % du PIB avant de décliner par la suite. Ils ne représentaient plus que 9,7 % du PIB en 2009. En 2009, les investissements privés ont représenté une proportion de 11,3 % du PIB. Notons au passage que l'effondrement des investissements privés résidentiels et non résidentiels n'a pas été seulement relatif. En valeur absolu, les investissements privés résidentiels ont culminé en 2005 et les investissements privés non résidentiels en 2008.

En 2009, l'effondrement des investissements privés était d'une ampleur inédite depuis 1945. Mais cette fois, la hausse des dépenses gouvernementales ne semble plus être en mesure de compenser l'effondrement des investissements privés, car l'impérialisme américain est aujourd'hui confronté à un obstacle insurmontable dont nous parlerons en détail plus loin : le mur de la dette souveraine.

Que montrent ces chiffres ? Ils confirment la justesse de notre interprétation de la crise des subprimes comme résultat de la décomposition de "l'économie de bazar" face à la montée en puissance de l'impérialisme chinois. Le ralentissement de la croissance de la demande en biens de consommation aux USA, et en particulier la baisse de la proportion de biens de consommation durable dès 2002, témoigne d'un début de paupérisation absolue du prolétariat, un processus qui s'est enclenché au moment où l'emploi s'effondrait dans l'industrie manufacturière américaine, comme nous allons le voir un peu plus loin. La situation financière de millions de familles de travailleurs jetés au chômage s'est alors dégradée au point d'aboutir à leur surendettement, tandis que la pression sur les salaires augmentait.

Ainsi, la destruction de ces emplois n'a pas tardé à avoir de lourdes conséquences sur l'économie. Le premier signe de rupture a été enregistré par le secteur immobilier qui a souffert dès 2006 d'un recul absolu des investissements privés résidentiels, un signe supplémentaire de la paupérisation croissante des masses populaires américaines que la dégradation de leurs revenus a contraint à renoncer à de lourds investissements. Les choses se sont ensuite rapidement enchaînées, la contamination s'étendant via les établissements de crédit hypothécaire — confrontés au défaut de paiement de ces emprunteurs —, au reste de l'économie.

Dès 2007, ce sont les investissements privés dans leur ensemble qui diminuent de manière absolue, sous le coup d'un effondrement des investissements privés résidentiels. En 2008, ce sont les débouchés de biens durables qui se contractent de manière absolue. L'année suivante, en 2009, c'est au tour des investissements privés non résidentiels de s'effondrer, alors que les investissements privés résidentiels continuent de s'effondrer. Ce sont alors l'ensemble des débouchés de biens de consommation qui s'effondrent de façon absolue, que ce soit en ce qui concerne les biens durables ou les biens non durables.

La crise est alors clairement entrée dans son cercle vicieux, en dépit d'une hausse des dépenses gouvernementales dont le niveau record (en hausse de 240,7 milliards de \$ en 2009 par rapport à 2007) à un moment où les recettes fiscales s'effondrent, n'est pas parvenu à compenser l'effondrement de bien plus grande ampleur des débouchés de biens de consommation et des investissements privés (amputés de 833 milliards de \$ en 2009 par rapport à 2007), d'où l'explosion des déficits et l'incapacité à relancer la machine... Le capital financier a alors rapidement compris que "l'économie de bazar" avait fait son temps !

Avec la décomposition accélérée de "l'économie de bazar", qui va aboutir à la destruction des chaînes dorées de l'esclavage salarié et réduire comme peau de chagrin la part des biens de consommation durables et surtout des services dans l'économie, la richesse et la puissance d'un pays se mesurera de plus en plus à l'aune de la puissance de son industrie nationale. Or de l'industrie, il ne reste plus grand-chose dans les pays impérialistes en déclin, le secteur secondaire y représentant en général moins du quart du PIB et des emplois. Par secteur secondaire, on tend en général l'industrie. Ce raccourci est pourtant de plus en plus faux, surtout si on compare la part de l'industrie et de la construction au sein de ce secteur.

En 1978, la construction représentait 3,8 % du PIB chinois et l'industrie 44,1 %. En 2009, la part respective de ces secteurs s'est montée à 6,7 % et 40,1 %. Ces proportions sont globalement respectées dans l'emploi, puisqu'en 2007, ces deux secteurs occupaient respectivement 4,1 % et 22,7 % de la population active chinoise. Pour la Chine, on peut donc regrouper sous l'étiquette "industrie" ces deux secteurs, sachant que l'industrie y occupe de très loin la place prépondérante, tant du point de vue de son poids dans le PIB (86 %), que de son poids dans l'emploi (85 %).

En Allemagne, l'un des pays impérialistes en déclin où le secteur secondaire est le plus développé, l'industrie représentait 29,7 % de l'emploi en 2008. En 2009,

l'industrie a représenté 83 % du PIB du secteur secondaire, une proportion assez comparable à celle de la Chine. Rien de choquant donc, en apparence, à ce que pour ce genre de pays, dans les statistiques bourgeoises ces deux secteurs soient groupés au sein du "secteur secondaire" par lequel on entend "industrie".

Dans l'immédiate après-guerre, l'économie allemande, japonaise et italienne furent mises sous tutelle par l'impérialisme américain : en tant que pays vaincus, ces pays furent ainsi transformés en pays ateliers, ce processus donnant naissance à des pays impérialistes "castrés", forts sur le plan industriel, mais faibles sur le plan militaire et de l'exportation de capitaux. Avec la mise en place et l'approfondissement de l'économie de bazar, cette prédominance industrielle a fait d'eux les ateliers de finition haut de gamme des pays impérialistes en déclin dont le caractère rentier était plus prononcé (USA, Royaume-Uni, France, Suisse, Pays-Bas, etc.). Ces trois pays sont aujourd'hui les pays impérialistes en déclin dont le tissu industriel est le plus développé.

Mais dans les autres pays impérialistes en déclin, il en va tout autrement ! Selon les statistiques fournies par le *Bureau of Labor*, la part du secteur secondaire dans le PIB américain est passée de 30 à 24 % durant la période 1998-2008. L'emploi a suivi la même tendance.

L'effondrement de l'emploi dans le secteur secondaire est encore plus significatif de la décomposition de l'industrie américaine si l'on considère qu'en 1998, l'industrie manufacturière représentait **17,6 millions** des 24,3 millions d'employés du secteur — soit 72,4 % —, contre un peu plus de 6,1 millions d'emplois dans la construction et 0,6 million dans les mines. En 2008, l'industrie manufacturière ne représentait plus que **13,4 millions** des 21,4 millions d'employés du secteur — soit 62,6 % —, contre un peu plus de 7,2 millions d'emplois dans la construction et 0,7 million dans les mines. Dans les pays impérialistes en déclin, la part de l'industrie manufacturière tend donc à diminuer au profit de celle de la construction. Ceci ne signifie qu'une chose : à un moment où les derniers lambeaux des ateliers de finition composant l'industrie de bazar se décomposent, la construction de bureaux et de commerces prend le pas sur la construction d'entreprises industrielles !

Si l'on raisonne sur une plus longue période, la tendance à l'effondrement de l'emploi industriel est identique. Selon deux graphes construits à partir des statistiques publiées par l'*US Bureau of Economic Analysis*, voici comment ont évolué les effectifs ainsi que la part de l'industrie manufacturière dans l'emploi américain total durant la période 1929-2009.

**[Voir fascicule de graphes p. 31]**

**En 1929, l'industrie manufacturière fournissait 10,4 millions d'emplois. Elle représentait alors près de 29,6 % du total des 35,3 millions d'emplois.** Le gouvernement américain fournissait pour sa part un peu moins de 3,2 millions d'emplois, soit 8,9 % de l'emploi total. Enfin, le secteur de la construction représentait une proportion de 11,0 % des emplois de l'industrie manufacturière ou 4,2 % de l'emploi total.

**En 2008, l'industrie manufacturière fournissait un peu moins de 13,2 millions d'emplois. Elle représentait alors près de 10,3 % du total des 127,8 millions**



**d'emplois.** Le gouvernement américain fournissait désormais près de 20,5 millions d'emplois, soit 16,0 % de l'emploi total. Enfin, le secteur de la construction représentait une proportion de 54,6 % des emplois de l'industrie manufacturière ou 5,6 % de l'emploi total. Durant la période 1929-2008, la part de l'industrie manufacturière dans l'emploi a ainsi quasiment été divisée par trois !

Le nombre d'emplois a été multiplié par plus de 3,6 durant la période 1929-2008, mais celui de l'industrie manufacturière n'a pas augmenté dans les mêmes proportions : après avoir stagnés durant une longue période (1944-1999) au cours de laquelle l'impérialisme américain a sous-traité une partie croissante de sa production industrielle via l'exportation de capitaux — d'abord en Europe et au Japon —, puis dans des pays ateliers dépendants (Mexique, Asie du sud-est, etc.), les effectifs de l'emploi de l'industrie manufacturière américaine ont entamé un brutal déclin corrélé de manière évidente avec l'aggravation du déficit du commerce extérieur et l'émergence de l'impérialisme chinois.

**La crise n'a évidemment rien arrangé. En 2009, les effectifs de l'emploi salarié américain se sont effondrés de 5,3 % en glissement annuel ! La construction et l'industrie manufacturière ont de loin été les secteurs les plus sinistrés. L'industrie manufacturière ne fournissait plus que 11,5 millions d'emplois, soit une baisse de ses effectifs de 12,3 % en glissement annuel, à comparer à l'effondrement de 17,2 % des effectifs de l'emploi dans le secteur de la construction. L'industrie manufacturière représentait alors à peine 9,5 % du total des 121,0 millions d'emplois. Les destructions nettes d'emplois dans l'industrie manufacturière ont ainsi représenté 23,9 % du total des destructions d'emploi et elle fournit désormais moins d'emplois qu'en 1941 ! A ce rythme, elle en fournira très bientôt encore moins qu'en 1929...**

Une tendance qui n'est pas spécifique à l'impérialisme américain, comme on l'a vu également pour la France. Confronté à cette « érosion » de l'emploi industriel, Nicolas Sarkozy n'avait pas caché son inquiétude au début du mois de mars :

« J'ai la profonde conviction qu'un pays qui n'a pas d'industrie n'a rien à vendre et finit par s'appauvrir. (...) Je conteste l'idée qu'il convient de donner la priorité absolue aux services et d'abandonner l'industrie ». <sup>60</sup>

Il avait alors annoncé vouloir augmenter de 25 % la production industrielle française d'ici 2015, un objectif en apparence ambitieux, mais qui, comme l'avait reconnu Henri Guaino, son conseiller spécial, ramènerait seulement la production industrielle française à son niveau de 2008. <sup>61</sup>

Aujourd'hui, les médias bourgeois eux-mêmes se montrent de plus en plus sceptiques face à de telles affirmations. Il faut dire que le divorce entre les affirmations et la réalité est de plus en plus criant. La réalité est que le différentiel de coût de main d'œuvre constitue un obstacle majeur à la réalisation de cet objectif : « L'industrie française reste entravée par le poids des charges sociales », remarquent les analystes bourgeois qui se demandent bien comment l'Etat « arbitrera » « entre ses objectifs en matière d'emploi et son souci de la compétitivité des entreprises ». <sup>62</sup>

Début février, on pouvait lire dans *les Echos* qu'en dépit du « volontarisme politique », l'industrie ne cessait de perdre du terrain en France, et que plus grave encore, la crise accentuait ce mouvement : « **La crise provoque une accélération de la désindustrialisation et des délocalisations vers les pays émergents** », constatait l'économiste français Patrick Artus, directeur de la Recherche et des Études de Natixis et ancien administrateur de l'INSEE.<sup>63</sup>

Une tendance structurelle lourde qui menace aujourd'hui des branches d'industrie hier encore épargnées. Au-delà de la question de la fermeture annoncée du site de raffinage de Dunkerque, *le Monde* posait ainsi la question de savoir s'il y avait encore un avenir pour le raffinage en France.<sup>64</sup> Une question qui se justifie amplement lorsque l'on envisage la perspective de contraction croissante des débouchés intérieurs dans les pays impérialistes en déclin...

Voyons maintenant en quoi consiste l'industrie de ces derniers. Pour cela, commençons d'abord à voir en quoi elle ne consiste pas, ou de moins en moins : l'industrie lourde en général, et l'industrie mécanique en particulier !

## L'industrie lourde chinoise au premier rang mondial

Comme nous l'avions déjà vu, la Chine était déjà de loin le premier producteur mondial d'acier en 2007, avec 36,3 % de parts de marché. En 2009, la part de la Chine dans la production mondiale d'acier s'est considérablement accrue par rapport à l'année précédente, comme l'illustrent les graphes ci-dessous qui confirment cette tendance que nous avons déjà soulignée au 1<sup>er</sup> semestre 2009.

**[Voir fascicule de graphes p. 3]**

Le premier graphe fait apparaître une évidence : depuis 2001, c'est la Chine qui a été le principal — pour ne pas dire l'unique — moteur de l'accroissement de la production industrielle mondiale depuis 2001 ! Surtout, en 2008-2009, la production chinoise a suivi une tendance inverse de la production mondiale. Sur ce premier graphe, nous avons dû ne placer qu'un nombre réduit de pays, et donner deux étalons graphiques : le Japon et l'Inde, en tant que second et troisième producteurs mondiaux d'acier. La production indienne a continué à augmenter rapidement, contrairement à celle du Japon, mais reste encore très loin de celle de la Chine. Le second graphe illustre les effondrements sans précédent de la production d'acier de l'ensemble des pays impérialistes en déclin en 2009. Même la Corée du Sud, pays atelier impérialiste d'envergure régionale n'a pas échappé à la contraction, bien qu'elle ait été de moindre ampleur. Le troisième graphe enfin, se concentre sur l'évolution de la production au cours des derniers mois, notamment depuis le début de la crise économique.

Ce graphe fait d'abord apparaître le fait que la production mondiale d'acier semble aujourd'hui avoir retrouvé son niveau d'avant crise. Cette moyenne n'est cependant vraie pour personne. Comme on le voit, en janvier 2006, la production chinoise d'acier était du même ordre que la production cumulée des USA, du Japon, de l'Allemagne, de la Russie et de la Corée du Sud. Par la suite, la production chinoise a dépassé de manière croissante leur production, un différentiel que la crise a accru dans des proportions gigantesques. Après avoir connu un bref effondrement de sa production d'acier, l'impérialisme chinois l'a vu remonter rapidement puis dépasser sensiblement son plus haut niveau d'avant crise. Au contraire, en dépit de la reprise économique, les pays impérialistes en déclin voient leur production rester encore en-dessous de son plus haut niveau d'avant-crise, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Production d'acier cumulée de janvier-août, en millions de tonnes <sup>65</sup>						
	2008	2009	2010	En % du niveau de 2008	2009	2010
USA	68,1	35,0	54,2			51,4 %
UE 27	141,7	83,4	115,5		58,9 %	81,5 %
Japon	82,3	52,7	72,7		64,0 %	88,3 %
Chine	349,4	369,0	426,6		105,6 %	122,1 %
Monde	924,6	758,2	934,5		82,0 %	101,1 %

En outre, au cours des derniers mois, c'est même comme si l'éphémère redressement (partiel) avait pris fin... De nombreux pays impérialistes en déclin ont vu leur production baisser à nouveau, un signe, comme nous le verrons plus loin,

d'une reprise de la crise ! Ainsi, la production de l'UE (27) a culminé au printemps pour diminuer de manière continue ensuite, passant de 16,5 à 12,1 millions de tonnes entre mai et août, retombant donc à un bas niveau. Au contraire, la production chinoise reste à un niveau bien supérieur à celui d'avant-crise.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, les 77 grands aciéristes chinois ont réalisé un profit de 21,8 milliards de yuans, représentant ainsi 3,3 % de leurs 669,5 milliards de yuans de chiffre d'affaires.<sup>66</sup> Il faut dire qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, les aciéristes chinois tournaient en moyenne à 82,5 % de leur potentiel de production, les aciéristes hors de Chine ne tournaient en moyenne qu'à 69,0 % de leur potentiel de production. L'industrie sidérurgique chinoise a donc rapidement retrouvé un taux d'utilisation élevé de ses capacités de production, autant sous l'influence du plan de relance que sous l'impulsion des autorités chinoises qui, durant l'été 2009, avaient décrété l'interdiction « de tout projet d'expansion dans l'industrie de l'acier » jusqu'en 2011.<sup>67</sup> Voyons maintenant plus en détails l'évolution de la production d'acier par pays depuis 2007, avant que la crise ne débute.

Production annuelle d'acier de quelques pays, en millions de tonnes							
	2007		2008		2009		▲ 2009 2007
	Volume	Part	Volume	Part	Volume	Part	
Chine	489,9	36,3 %	500,3	37,6 %	567,8	46,3 %	+ 15,9 %
Japon	120,2	8,9 %	118,7	8,9 %	87,5	7,1 %	- 27,2 %
Inde	53,1	3,9 %	57,8	4,3 %	62,8	5,1 %	+ 18,3 %
Russie	72,4	5,4 %	68,5	5,2 %	60,0	4,9 %	- 17,1 %
USA	98,1	7,3 %	91,4	6,9 %	58,2	4,7 %	- 40,7 %
Corée du Sud	51,5	3,8 %	53,6	4,0 %	48,6	4,0 %	- 5,6 %
Allemagne	48,6	3,6 %	45,8	3,4 %	32,7	2,7 %	- 32,7 %
Ukraine	42,8	3,2 %	37,3	2,8 %	29,9	2,4 %	- 30,1 %
B Brésil	33,8	2,5 %	33,7	2,5 %	26,5	2,2 %	- 21,6 %
Turquie	25,8	1,9 %	26,8	2,0 %	25,3	2,1 %	- 1,9 %
Italie	31,6	2,3 %	30,6	2,3 %	19,8	1,6 %	- 37,3 %
Taiwan	20,9	1,5 %	19,9	1,5 %	15,9	1,3 %	- 23,9 %
Espagne	19,0	1,4 %	18,6	1,4 %	14,4	1,2 %	- 24,2 %
Mexique	17,6	1,3 %	17,2	1,3 %	14,0	1,1 %	- 20,5 %
France	19,3	1,4 %	17,9	1,3 %	12,8	1,0 %	- 33,7 %
Iran	10,1	0,7 %	10,0	0,8 %	10,9	0,9 %	+ 7,9 %
Royaume-Uni	14,3	1,1 %	13,5	1,0 %	10,1	0,8 %	- 29,4 %
Canada	15,6	1,2 %	14,8	1,1 %	9,3	0,8 %	- 40,4 %
Afrique du Sud	9,1	0,7 %	8,3	0,6 %	7,5	0,6 %	- 17,6 %
Pologne	10,6	0,8 %	9,7	0,7 %	7,1	0,6 %	- 33,0 %
Autriche	7,6	0,6 %	7,6	0,6 %	5,7	0,5 %	- 25,0 %
Belgique	10,7	0,8 %	10,7	0,8 %	5,6	0,5 %	- 47,7 %
Egypte	6,2	0,5 %	6,2	0,5 %	5,5	0,4 %	- 11,3 %
Australie	7,9	0,6 %	7,6	0,6 %	5,2	0,4 %	- 34,2 %
Pays-Bas	7,4	0,5 %	6,9	0,5 %	5,2	0,4 %	- 29,7 %
République Tchèque	7,1	0,5 %	6,4	0,5 %	4,6	0,4 %	- 35,2 %
<b>Total cumulé</b>	<b>1 251,2</b>	<b>92,6 %</b>	<b>1 239,8</b>	<b>93,3 %</b>	<b>1 152,9</b>	<b>94,0 %</b>	<b>- 7,9 %</b>
<b>Monde</b>	<b>1 351,3</b>		<b>1 329,0</b>		<b>1 226,5</b>		<b>- 9,2 %</b>

Notons d'abord que l'essentiel de la production chinoise d'acier est destinée à répondre aux besoins du marché national, ce qui n'a pas empêché la Chine d'être le 1<sup>er</sup> exportateur net du monde avec 40,7 millions de tonnes en 2008 (soit 8,1 % de la production chinoise), contre 32,4 millions de tonnes pour le Japon (soit 27,3 % de sa production), 26,2 millions de tonnes pour la Russie (soit 33,1 % de sa production) et 22,7 millions de tonnes pour l'Ukraine (soit 60,9 % de sa production).<sup>68</sup>

Ces derniers, dont les exportations représentent une part beaucoup plus élevée de la production ont naturellement vu leur production être touchée de plein fouet par la crise, contrairement à la production chinoise qui n'a pas eu beaucoup de mal à compenser la baisse de ses exportations d'acier au moyen du plan de relance.

Après avoir reculé de 1,7 % en 2008, la production mondiale d'acier a reculé à nouveau de 7,7 % en 2009, soit un effondrement global de 9,2 % par rapport à son niveau de 2007. Cet effondrement moyen ne veut cependant pas dire grand-chose à la vue de la disparité des situations. En 2008, la production d'acier de nombreux pays impérialistes en déclin avait déjà commencé à s'effondrer. En 2009, leur production d'acier s'est effondrée encore davantage. Au contraire, celle du premier producteur mondial, la Chine, battait son précédent record absolu avec une production de près de 568 millions de tonnes d'acier, en hausse de près de 16 % par rapport à 2007. En 2009, la Chine a contribué à hauteur de près de 46,3 % à la production mondiale d'acier, soit neuf points de plus que l'année précédente ! Une proportion aujourd'hui comparable en dépit du répit dont ont profité ses concurrents. De janvier à août 2010, la production chinoise a représenté 45,6 % du total mondial. Au rythme actuel, la production chinoise se situera autour de 630 millions de tonnes en 2010, soit une croissance annuelle de l'ordre de 11 %.

Les plus importants fournisseurs de Pékin, à l'instar de la Corée du Sud, le Japon et de la Russie ont grandement profité de la hausse des importations chinoises induites par le plan de relance et ont vu leur production d'acier se relever à des niveaux plus proches de ceux d'avant crise. D'autres pays comme les USA et l'Allemagne, dont la Chine est un moins bon client ont vu en revanche leur production d'acier rester plus éloignée de son niveau d'avant crise, malgré de coûteux (et peu efficaces) plans de soutien... Malgré tout, seule la Chine sort véritablement du lot, avec à une échelle moindre l'Inde et l'Iran qui ont également vu leur production augmenter. En 2007, l'ensemble des pays (Chine exclue) avait produit mensuellement 71,8 millions de tonnes d'acier. En 2009, ces pays n'en ont produit que 54,9 millions de tonnes, soit une baisse moyenne de 23,5 %. Dans la plupart des pays impérialistes en déclin, la production d'acier s'est effondrée de 30 à 40 % par rapport à son niveau de 2007. Leurs pays ateliers n'ont évidemment pas été épargnés, depuis le Mexique, jusqu'à l'Asie en passant par les ex-pays d'Europe de l'est. Comme l'illustre le tableau ci-dessous, ces derniers ont à nouveau vu leur industrie durement éprouvée.

Production annuelle d'acier des ex-pays de l'Est intégrés à l'Union européenne des 27							
	Pologne	Rép. Tchèque	Hongrie	Roumanie	Slovaquie	Bulgarie	Total
2007	10,6	7,1	2,2	6,3	5,1	2,1	33,4
2008	9,7	6,4	2,1	5,1	4,5	1,3	29,1
2009	7,1	4,6	1,4	2,8	3,7	0,7	20,4

En 2009, leur production accusait une baisse de 38,9 % par rapport à celle de 2007. Pour les peuples de ces pays auxquels la bourgeoisie indigène compradore a fait miroiter le rêve occidental, c'est une cruelle désillusion et un retour à la case départ : c'est-à-dire celle des PAS... Une première sanction n'a pas tardé à tomber : en Ukraine par exemple, comme nous le verrons, la crise a détruit l'attrait exercé par les débouchés occidentaux, et a décidé les élites bourgeoises à opter pour le "non-alignement".

Pour en revenir à la production chinoise, celle-ci n'est pas seulement gigantesque parce que la Chine est le pays le plus peuplé. Comme l'illustre le tableau ci-dessous, la Chine se classe aujourd'hui aux tout premiers rangs du monde également sous l'angle de la production par tête.

Production annuelle d'acier en tonnes par habitant					
Pays	2008	2009	Pays	2008	2009
Corée du Sud	1,10	1,00	Pays-Bas	0,43	0,31
Japon	0,93	0,69	France	0,31	0,20
Taiwan	0,88	0,68	USA	0,30	0,19
Ukraine	0,97	0,65	Pologne	0,28	0,19
Russie	0,55	0,43	Royaume-Uni	0,24	0,17
Chine	0,38	0,42	Brésil	0,18	0,13
Allemagne	0,56	0,40	Mexique	0,17	0,13
Espagne	0,47	0,35	Inde	0,05	0,05
Italie	0,52	0,34	Vietnam	0,03	0,02
Turquie	0,36	0,33	Indonésie	0,02	0,01

La production par tête de la Chine vaut aujourd'hui plus du double de celle de pays impérialistes en déclin comme les USA, la France et le Royaume-Uni. Pour ces derniers, la crise a eu un fort impact sur l'indice de volume de la production et sur la baisse du taux d'utilisation des capacités de production. Ce qui vaut pour l'industrie sidérurgique des pays impérialistes en déclin vaut pour leur industrie en général, comme l'illustrent le tableau et le graphe ci-dessous.

**[Voir fascicule de graphes p. 33]**

Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie <sup>69</sup>					
	02/2008	02/2009	02/2010	▲ $\frac{2009}{2008}$	▲ $\frac{2010}{2008}$
<b>USA</b>	80,3 %	70,3 %	72,7 %	- 10,0 points	- 7,6 points
<b>France</b>	83,2 %	70,4 %	74,4 %	- 12,8 points	- 8,8 points

En dépit de la "reprise" économique, que ce soit en France ou aux USA, le taux d'utilisation des capacités de l'industrie reste beaucoup plus éloigné de son niveau d'avant-crise (autour de 82 %), que de son plus bas niveau (autour de 70 %)... La "reprise" n'a guère permis de relever le taux d'utilisation des capacités de production de plus d'un tiers des points perdus. En outre, on voit parfaitement qu'aux USA, les derniers mois montrent un net ralentissement du précaire redressement. La même remarque vaut pour le niveau de la production industrielle. Alors que les mesures de "soutien" arrivent à échéance, ce timide relèvement semble bien menacé...

La Chine ne se taille donc pas la part du lion seulement en ce qui concerne la production d'acier. Elle occupe également le premier rang mondial pour le cuivre et l'aluminium, comme l'illustrent les graphes ci-dessous. Ces deux métaux sont très largement utilisés dans de nombreuses branches d'industries.

**[Voir fascicule de graphes p. 4]**

En 2000, la consommation chinoise de cuivre représentait à peine 53 % de celle de l'Europe. En 2009, elle en a représenté plus de 223 %. Au cours de la période 2000-2009, la production chinoise de cuivre a représenté en moyenne 93,1 % de sa consommation, contre 96,0 % pour les USA, 109,4 % pour l'Europe et 112,9 % pour le Japon.

La production chinoise a donc assuré une grande partie des besoins du pays. En outre, au cours des dernières années, la part des importations dans sa consommation de cuivre s'est réduite continuellement, passant de 16,4 % à 3,1 %.<sup>70</sup>

En 2008, la consommation mondiale de cuivre avait atteint 23,9 millions de tonnes. La consommation chinoise de cuivre avait contribué à hauteur de 29,0 % à ce total, contre de la consommation mondiale de cuivre, contre 3,7 % pour l'Inde et 3,2 % pour la Corée du Sud.<sup>71</sup> A la vue de la contraction de la consommation de cuivre induite par la crise dans de nombreux pays impérialistes en déclin, la Chine a sans aucun doute contribué pour plus de 38 % à la consommation mondiale de cuivre en 2009.

Une proportion voisine de celle d'un autre métal, l'aluminium. Durant la période 1999-2009, la part de la Chine dans la production mondiale d'aluminium primaire s'est élevée rapidement, passant de 11,2 % à 35,7 %. La production d'aluminium primaire correspond à la production d'aluminium à partir de bauxite et ne prend pas en compte l'aluminium issu du recyclage. Ce dernier représentait 32,5 % des 50,4 millions de tonnes d'aluminium produites dans le monde en 2006.

La crise économique a naturellement encore accélérée la tendance à l'inflation du poids de la Chine dans la production mondiale d'aluminium primaire, en dépit du "redressement" de l'économie des pays impérialistes en déclin.

De janvier à juillet 2010, la production chinoise d'aluminium primaire a atteint 9,70 millions de tonnes, en hausse de 46,1 % en glissement annuel. La production du reste du monde, elle, s'est montée à 13,94 millions de tonnes, en hausse d'à peine 1,8 % en glissement annuel... Une moyenne qui cache en outre des disparités importantes. A titre d'exemple, la production cumulée de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord a décliné de 2,7 %. Au cours des derniers mois, la production chinoise a ainsi représenté 41,0 % de la production mondiale d'aluminium !<sup>72</sup>

L'évolution de la production de ciment, matériau clé dans la construction de logements comme d'infrastructures industrielles, est également un bon indicateur de la croissance. Durant la période 1995-2007, la part de la Chine dans la production mondiale de ciment est passée de 30 % à 49 % alors que la production mondiale de ciment s'élevait dans le même temps de 1,42 à 2,80 milliards de tonnes. La Chine a donc contribué à hauteur de 69 % à l'augmentation de la production mondiale au cours de la période 1995-2007.

Selon les statistiques publiées par l'Association Européenne du Ciment, des pays comme la Corée du Sud, la Russie, la Turquie, le Brésil, le Vietnam et l'Espagne ont produit chacun annuellement entre 40 et 50 millions de tonnes de tonnes de ciment au cours des dernières années. D'autres, comme l'Allemagne, l'Italie, le Mexique, l'Iran et l'Égypte en ont produit entre 30 et 40 millions de tonnes. La France, enfin, en a produit autour de 20 millions de tonnes. Telle était la situation avant la crise.

Le graphe ci-dessous illustre l'évolution de la production de ciment des quatre premiers pays producteurs durant la période 2002-2009.

**[Voir fascicule de graphes p. 4]**

La crise a sans surprise encore accru le différentiel gigantesque entre la Chine et les pays impérialistes en déclin. Alors que la Chine a maintenu la croissance de sa production, la stagnation de la production des pays impérialistes en déclin a cédé la place à un brutal effondrement. Après avoir commencé à décliner fortement en 2008, leur production a plongé encore davantage en 2009. La production des pays membres de l'Union européenne des 27 s'est ainsi montée à 202 millions de tonnes en 2009, contre 254 millions de tonnes en 2008 et 273 millions de tonnes en 2007. Durant la période 2007-2009, elle s'est donc effondrée de près de 26 % pour descendre bien en dessous de son niveau de 1999 (217 millions de tonnes). L'Espagne et l'Irlande font partie des pays impérialistes en déclin les plus touchés avec un effondrement de leur production respectif de 44 % et 62 % par rapport à 2007.<sup>73</sup> Dans le même temps les USA ont vu leur production reculer de près de 25 %, contre 21 % pour la Russie, 17 % pour le Japon et 4 % pour la Corée du Sud.

Si la production mondiale de ciment a augmenté de 2,80 à 3,00 milliards de tonnes durant la période 2007-2009, c'est en très grande partie sous l'impulsion de la Chine et de son plan de relance. La production chinoise a en effet atteint 1,64 milliard de tonnes, en hausse de près de 259 millions de tonnes par rapport à 2007 (+ 19 %). L'Inde, elle, a vu sa production augmenter de 20 millions de tonnes dans le même temps (+ 12 %). En 2009, la production chinoise a représenté 54 % de la production mondiale, contre 6 % pour l'Inde. Parmi les rares pays qui ont vu leur production augmenter par rapport à 2007, on trouve sans surprise le Brésil (+ 11 %) et l'Iran (+ 41 %). En 2009, l'Iran a produit plus de 56 millions de tonnes de ciment. Alors que sa production était supérieure de seulement 44 % à celle de la France en 2002, elle lui a été supérieure de près de 208 % en 2009.<sup>74</sup>

Le dynamisme du marché chinois au cours de ces dernières années n'a évidemment pas manqué d'attirer certains groupes étrangers majeurs. Bien que présent en Chine depuis 1995, le groupe Lafarge — premier producteur mondial —, est pourtant loin d'y dominer le marché. Ses capacités de production en Chine se montent aujourd'hui à seulement 24 millions de tonnes, ce qui représente à peine 1,5 % du volume de la production chinoise actuelle. Le groupe souhaite aujourd'hui « consolider ses fondations en Chine » et y voir ses capacités portées à 35 millions de tonnes d'ici 2012. Les nouveaux projets du groupe, sous forme de joint-ventures, se situent dans les provinces de l'ouest.<sup>75</sup>



Une stratégie d'autant plus capitale que dans les pays impérialistes en déclin, le secteur est déjà sinistré et ne semble pas prêt de se redresser...

Signe d'une dégradation continue de l'économie dans les pays impérialistes en déclin, le groupe Lafarge annonçait à la fin du mois de juillet un chiffre d'affaires en baisse de 3 % au 1<sup>er</sup> semestre 2010. Pour couronner le tout, le groupe soulignait des « perspectives moroses », le rythme de la "reprise économique" étant « toujours incertain et très variable d'un pays à l'autre ». C'est dans ces conditions qu'il révisa à la baisse son estimation de la croissance de la demande de ciment, tablant désormais sur une fourchette de - 1 à + 3 % par rapport à 2009.<sup>76</sup>

Encore davantage que l'acier et le ciment, utilisés dans l'industrie, mais également dans le secteur de la construction immobilière, ce sont les machines-outils qui donnent un indice fiable de la santé de l'industrie d'un pays. L'acquisition de machines-outils est en effet nécessaire au remplacement de moyens de production usés comme à l'extension des capacités industrielles.

L'an dernier, nous avons fait le point sur l'industrie mécanique mondiale. La Chine figurait alors déjà de loin en première position mondiale en termes de consommation. En 2009, comme nous allons le voir, l'industrie mécanique chinoise a encore consolidé sa première place de consommateur tout en conquérant la première place mondiale en termes de production, dépassant désormais l'Allemagne et le Japon.<sup>77</sup> Soulignons d'abord que toutes les statistiques ci-dessous sont exprimées en valeur. Cette approche a comme inconvénient majeur de ne pas prendre en compte la dépendance de tel ou tel pays vis-à-vis d'un autre. Ainsi, la faiblesse des importations japonaises peut très bien masquer une dépendance économique importante vis-à-vis d'un pays dont l'industrie mécanique paraîtrait au premier abord beaucoup moins autonome (comme celle des USA).

Mais si les machines-outils importées par le Japon se trouvent être des machines-outils essentielles à tel ou tel process industriel ou à une branche industrielle spécifique d'un niveau technique supérieur et seulement maîtrisé par les USA, alors l'industrie mécanique japonaise n'en serait pas moins fortement dépendante... Malgré cette limite, il est évident qu'une baisse de la proportion des importations reflète une montée en gamme technologique.

Enfin, l'expression sous forme de valeur ne reflète pas forcément parfaitement le rapport de force en termes de volume. D'abord parce que toutes les machines-outils n'ont pas la même valeur d'échange. Telle machine-outil (par exemple destinée à l'industrie du bois), sera beaucoup moins chère qu'une machine-outil d'un niveau technique supérieur (par exemple destiné à l'industrie aérospatiale). Ensuite parce que même à valeur d'utilité comparable, la valeur d'échange varie en fonction du coût du travail. En effet, une machine-outil allemande peut bien avoir une valeur d'échange supérieure à celle d'une machine-outil chinoise possédant une valeur d'utilité comparable ! Du seul fait du niveau des salaires, à niveau technologique et qualité de fabrication équivalents, une machine-outil "made in China" coûte aujourd'hui moins cher à fabriquer qu'une machine-outil "made in Germany". Une approche en termes de valeur sous-estime donc le volume réel de production et de consommation d'un pays possédant un avantage

concurrentiel — à l’instar de la Chine —, alors qu’il surestime dans le même temps celui des pays impérialistes en déclin. Faute de mieux, nous devons cependant nous en contenter, en gardant bien en vue les limites de cette méthode de mesure. Mais comme nous allons le voir, cette sous-estimation intrinsèque n’a pas empêché la Chine de devenir, et de loin, le premier acteur mondial du secteur des machines-outils, tant en termes de consommation que de production, comme l’illustrent les deux tableaux ci-dessous !

Consommation de machines-outils de quelques pays (en milliards de \$ ou en % de la production mondiale)								
	2001		2008		2009		▲ 2008 2001	▲ 2009 2001
	\$	%	\$	%	\$	%		
Chine	4,74	13,1 %	19,44	23,9 %	19,40	35,4 %	4,10	4,09
Allemagne	5,71	15,8 %	9,76	12,0 %	5,45	9,9 %	1,71	0,95
USA	5,23	14,4 %	6,92	8,5 %	3,37	6,1 %	1,32	0,64
Japon	5,25	14,5 %	7,79	9,6 %	3,32	6,1 %	1,48	0,63
Italie	3,08	8,5 %	5,29	6,5 %	2,74	5,0 %	1,72	0,89
Corée du Sud	1,32	3,6 %	3,80	4,7 %	2,59	4,7 %	2,88	1,96
Brésil	0,70	1,9 %	2,55	3,1 %	2,16	3,9 %	3,64	3,09
Inde	0,17	0,5 %	1,95	2,4 %	1,16	2,1 %	11,47	6,82
France	1,52	4,2 %	1,87	2,3 %	1,13	2,1 %	1,23	0,74
Suisse	0,72	2,0 %	1,57	1,9 %	0,87	1,6 %	2,18	1,21
Taïwan	1,12	3,1 %	2,64	3,2 %	0,85	1,6 %	2,36	0,76
Espagne	0,88	2,4 %	1,16	1,4 %	0,56	1,0 %	1,32	0,64
Turquie	0,29	0,8 %	0,80	1,0 %	0,45	0,8 %	2,76	1,55
Royaume-Uni	0,90	2,5 %	0,78	1,0 %	0,40	0,7 %	0,87	0,44
Cumul	31,63	87,4 %	66,32	81,5 %	44,45	81,1 %	2,10	1,42
Monde	36,21	—	81,34	—	54,80	—	2,25	1,52

Production de machines-outils de quelques pays (en milliards de \$ ou en % de la production mondiale)								
	2001		2008		2009		▲ 2008 2001	▲ 2009 2001
	\$	%	\$	%	\$	%		
Chine	2,62	7,2 %	13,96	17,2 %	15,00	27,3 %	5,33	5,73
Allemagne	7,73	21,3 %	15,68	19,3 %	10,43	18,9 %	2,01	1,35
Japon	9,39	25,9 %	15,57	19,1 %	7,10	12,9 %	1,67	0,76
Italie	3,79	10,5 %	7,83	9,6 %	5,24	9,5 %	2,07	1,38
Corée du Sud	0,80	2,2 %	4,37	5,4 %	2,67	4,9 %	5,46	3,34
Taïwan	1,63	4,5 %	4,81	5,9 %	2,42	4,4 %	2,95	1,48
USA	2,85	7,9 %	3,94	4,8 %	2,32	4,2 %	1,38	0,81
Suisse	2,05	5,7 %	4,01	4,9 %	2,12	3,9 %	1,96	1,03
Brésil	0,31	0,9 %	1,29	1,6 %	1,03	1,9 %	4,16	3,32
Espagne	0,89	2,5 %	1,54	1,9 %	1,06	1,9 %	1,73	1,19
France	0,81	2,2 %	1,28	1,6 %	0,76	1,4 %	1,58	0,94
Royaume-Uni	0,82	2,3 %	0,76	0,9 %	0,50	0,9 %	0,93	0,61
Turquie	0,16	0,4 %	0,44	0,5 %	0,33	0,6 %	2,75	2,06
Inde	0,11	0,3 %	0,40	0,5 %	0,27	0,5 %	3,64	2,45
Cumul	33,96	93,8 %	75,88	93,3 %	51,25	93,1 %	2,23	1,51
Monde	36,21	—	81,34	—	55,04	—	2,25	1,52

La première chose qui frappe quand on lit le premier tableau, c'est la violence de l'effondrement de la consommation de machines-outils dans les pays impérialistes en déclin, qui s'est la plupart du temps trouvée divisée par deux, reflétant un effondrement important des investissements sur leur territoire. Au contraire, la consommation chinoise de machines-outils est restée stable en 2009 par rapport à l'année précédente. La consommation chinoise apparaît ici comme la seule rescapée ! L'Inde et le Brésil n'ont pas été épargnés. Le tableau n'est pas foncièrement différent en ce qui concerne la production de machines-outils.

En ce qui concerne le second tableau, on pourrait en tirer des conclusions assez proches de celles du tableau précédent, à savoir un brutal effondrement de la production de machines-outils des pays impérialistes en déclin. En 2009, la production mondiale de machines-outils a accusé une baisse vertigineuse de 32,3 % en glissement annuel. Si l'on exclut la Chine dont la production a augmenté de 7,4 %, l'effondrement moyen de la production des autres pays se monte à 40,6 % ! Pour la quasi-totalité des pays impérialistes en déclin, le niveau de production de l'année 2009 est inférieur ou au mieux voisin de celui de l'année 2001 !

Alors qu'en 2001 la Chine produisait moins de machines-outils que les USA, elle en a produit près de 6,5 fois plus en 2009 !

Quant au niveau de consommation des pays impérialistes en déclin, il s'est effondré encore davantage, parallèlement à l'approfondissement, puis à la décomposition de "l'économie de bazar". Durant la période 2001-2008, la consommation de machines-outils des pays impérialistes en déclin avait déjà augmenté beaucoup moins vite que la production mondiale, baissant même pour certains.

Par exemple, en 2008, la consommation anglaise de machines-outils accusait une baisse de 13 % par rapport à son niveau de 2001. Par rapport à ce même point de référence, l'effondrement se montait à 56 % en 2009. La consommation américaine de machines-outils, supérieure de seulement 32 % à celle de 2001 en 2008, lui était désormais inférieure de 36 % en 2009. Durant la période 2001-2008, la consommation mondiale de machines-outils avait augmenté de 125 % et celle de la Chine de 310 %.

Alors qu'en 2001 la Chine consommait moins de machines-outils que les USA, elle a consommé davantage de machines-outils que l'Allemagne, les USA, le Japon, l'Italie et la Corée du Sud réunis en 2009 ! Si l'on exclut la Chine qui est parvenue à maintenir son niveau de consommation, il s'avère que pour le reste du monde, l'effondrement moyen passe à plus de 42,8 % !

Enfin, comme pour la consommation, le fossé avec l'Inde s'est encore creusé, la production indienne s'étant effondrée de près d'un tiers. Alors que la Chine produisait 36 fois plus de machines-outils que l'Inde en 2008, elle en a produit 56 fois plus en 2009 ! Les graphes suivants illustrent parfaitement le profil du secteur des machines-outils de quelques pays.

**[Voir fascicule de graphes p. 8]**

Notons d'abord que l'échelle n'est pas la même pour chaque pays. En 2009, la consommation indienne ou britannique s'est située sous la courbe des exportations chinoises ! L'intérêt se trouve ici dans la visualisation de grands types de profils.

1° D'abord le profil de pays impérialistes en déclin à l'origine de "l'économie de bazar" tels les USA et le Royaume-Uni (d'autres pays comme la France et le Canada possèdent un profil comparable), dont les importations sont voisines des exportations et de leur consommation. La production de l'industrie mécanique de ces pays, avant de s'effondrer, avait clairement montré une tendance à la stagnation au cours de la dernière décennie.

2° Ensuite, le profil de puissants pays impérialistes ateliers comme le Japon (et l'Allemagne) dont la production dépasse de loin la consommation et qui exportent une grande partie de leur production.

3° Puis le profil classique des pays dépendants, incarné ici par l'Inde dont la production est de très loin inférieure à la consommation et donc aux importations...

4° Enfin, le profil de l'impérialisme chinois, dont les exportations sont faibles, mais dont la production assure une part majeure et croissante de la consommation.

Ce qui est essentiel de retenir, c'est que mise à part l'impérialisme chinois, l'ensemble des pays bourgeois ont été (très) fortement touchés par l'effondrement de leur production et de leur consommation.

On voit ici que la croissance économique indienne (6,5 % en 2009) n'a pas empêché un effondrement de plus de 40,5 % de sa consommation de machines-outils, une proportion voisine de celle de la plupart des pays impérialistes en déclin. La raison en est simple : en 2009, la croissance de l'économie indienne a été alimentée bien plus par son dynamisme démographique et son urbanisation rapide que par son industrie manufacturière, laquelle est étroitement imbriquée dans une "économie de bazar" en pleine décomposition ! Aussi, l'écart (déjà immense) avec la Chine s'est encore creusé. Alors qu'en 2008, la Chine consommait 10 fois plus de machines-outils que l'Inde, elle en a consommé 17 fois plus en 2009 !

L'illustration sous forme de graphes de la consommation et de la production de machines-outils de quelques-uns des principaux pays producteurs et consommateurs rend encore plus flagrant l'écart croissant entre la Chine... et les autres !

**[Voir fascicule de graphes p. 6]**

Notons d'abord qu'à eux seuls, ces neuf premiers pays producteurs ont assuré plus de 85 % de la production mondiale de machines-outils. Quant aux neuf premiers pays consommateurs, ils ont consommé plus de 75 % de la production mondiale de machines-outils. La domination chinoise, surtout en termes de consommation, apparaît comme écrasante, ce dont on se doutait à la vue des tableaux précédents, mais qui frappe encore davantage quand on le visualise sous forme graphique.

Si l'effondrement de la production de l'industrie mécanique des pays impérialistes en déclin est parfois un peu moins marqué que celui de leur consommation, c'est uniquement parce que certains pays — au premier rang desquels la Chine,

relativement épargnée par la crise —, ont continué à importer d'importantes quantités de machines-outils.

Les importations chinoises ont cependant diminuées de 23,6 %, représentant 29,9 % de la consommation nationale, contre 39,0 % un an auparavant et 50,8 % en 2001. L'année écoulée a donc été synonyme de progrès très rapides pour le secteur chinois des machines-outils qui possède désormais un degré d'autonomie très supérieur à la plupart des pays impérialistes en déclin, comme l'illustrent les graphes ci-dessous.

**[Voir fascicule de graphes p. 7]**

Malgré tout, en 2009, les importations nettes de la Chine sont de loin restées les premières du monde, se montant à 4,40 milliards de \$, soit 28,8 % du total mondial des exportations nettes, contre 24,7 % en 2008. A titre de comparaison, les importations nettes du Brésil, des USA et de l'Inde, les trois autres plus grands importateurs nets, se sont montées respectivement à 1,13, 1,05 et 0,89 milliard de \$ en 2009.

Au rythme de rattrapage des dernières années (2005-2009), la Chine possèdera une autonomie supérieure à celle du Japon dès 2012. Au printemps 2009, le Conseil des Affaires d'Etat chinois avait publié un plan de triennal destiné à « stimuler son secteur des biens d'équipement », afin de réaliser « des percées dans de grands projets de recherche » et d' « augmenter la part de marché des industriels locaux sur le marché intérieur ». <sup>78</sup> A la vue de la hausse accélérée de la part la production nationale dans la consommation chinoise de machines-outils, on peut dire que ce plan a déjà commencé à porter ses fruits et qu'il faut s'attendre cette année encore à voir l'industrie mécanique chinoise se développer rapidement et ravir des parts de marché à ses concurrents.

Le secteur chinois des machines-outils tire d'autant mieux profit de la crise que cette dernière affaiblit ses concurrents qui ont vu leur chiffre d'affaires s'effondrer. Dans ces conditions, on a vu des entreprises chinoises racheter des concurrents. Une opération qui ne pourra qu'accélérer la montée en gamme de l'industrie mécanique chinoise.

En 2009, le constructeur chinois Tianshui Spark Machine Tool Co., Ltd. a ainsi acquis 81 % du capital du constructeur de machines-outils français SOMAB, qui possédait un grand savoir-faire en usinage et produisait des machines-outils à commande numérique. <sup>79</sup> En juin 2009, c'est le constructeur chinois Top-Eastern Group qui rachetait plusieurs usines appartenant au constructeur américain Kennametal. Enfin, en mars 2010, Chongqing Machinery et Electric Company ont pris le contrôle de plusieurs fabricants britanniques de composants pour la fabrication de machines-outils.

« On l'aura compris, les constructeurs chinois grignotent, lentement mais sûrement, des parts du marché mondial de la machine-outil. (...) Les chinois veulent rattraper le niveau technologique de leurs concurrents étrangers ». <sup>80</sup>

C'est dans les conditions de cette « offensive chinoise » qu'au printemps, dans une interview donnée à *Usine Nouvelle*, un spécialiste du secteur des machines-outils

déclarait sans ambages que « les travaux de R&D dans le domaine de la machine-outil effectués en France » étaient « un combat perdu d'avance » :

« Les pays émergents sont au même niveau que nous, ils ont des équipes de recherche mieux structurées et aidées. (...) Je pense que les chinois vont aller plus vite que nous dans la commercialisation de ces innovations ! »<sup>81</sup>

Pour les années à venir, il faut s'attendre à voir l'industrie mécanique chinoise continuer à se diversifier et à se renforcer, au détriment de celle des pays impérialistes en déclin, éprouvée autant par la crise économique que par l'inéluctable réduction des importations chinoises.

Ce tour d'horizon des principales branches de l'industrie lourde en général et de l'industrie de production des moyens de production, montre que les pays impérialistes en déclin ne s'y illustrent que par leur insignifiance croissante...

En quoi consiste donc la colonne vertébrale de l'industrie des pays impérialistes en déclin ? Indéniablement, il s'agit de leur industrie automobile. En 2007, la production automobile cumulée des quinze plus grands constructeurs des pays impérialistes en déclin — Toyota, General Motors, Volkswagen, Ford, Peugeot PSA, Honda, Nissan, Fiat, Suzuki, Renault, Daimler AG, BMW, Mazda, Chrysler et Mitsubishi — a représenté 79,2 % des 73,3 millions de véhicules à moteur produits dans le monde (tous types de véhicules).<sup>82</sup>

Voilà donc une importante branche d'industrie qui échappe encore à la domination de la Chine !... du moins en ce qui concerne la production, car en ce qui concerne les débouchés, la Chine est devenue en 2009 le premier marché automobile mondial avec 13,6 millions de véhicules vendus — contre 9,5 millions en 2008, soit une croissance de 43,2 % en glissement annuel.

En dépit de la forte croissance du marché automobile chinois et de la mise en place de primes à la casse dans les pays impérialistes en déclin, les ventes du secteur automobile mondial ont reculé de 3,5 % en glissement annuel, à 62,5 millions de véhicules en 2009. La Chine a donc vu sa part de marché mondiale passer de 14,7 % en 2008 à 21,8 % en 2009.

Dans ces conditions, le recul moyen de 3,5 % du marché automobile mondial ne signifie pas grand-chose. Ce qui est plus significatif, c'est que Chine exclue, les ventes de véhicules se sont effondrées en moyenne de 11,6 % en 2009 ! Un taux moyen qui cache là encore des disparités entre les pays impérialistes en déclin.

En 2009, les ventes automobiles se sont ainsi montées à 10,4 millions de véhicules aux USA, soit une baisse de 21,0 % en glissement annuel. En France, ce sont 2,25 millions de véhicules qui ont été vendus. Ces ventes, les meilleures depuis 2001, sont cependant à relativiser : le tiers des véhicules vendus en France par le groupe PSA Peugeot-Citroën ont bénéficié de la prime à la casse.<sup>83</sup>

Mais en dépit de primes à la casse, de nombreux constructeurs automobiles des pays impérialistes en déclin ont enregistré de lourdes pertes en 2009. En France par exemple, le nombre de véhicules vendus en hausse, a eu pour contrepartie l'achat de petits modèles peu chers sur lesquels les marges sont plus faibles, d'où des pertes record. Ensemble, Renault et Peugeot-PSA Citroën ont enregistré une perte nette de près de 6,0 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires cumulé de 114,2

milliards de \$. En 2008, les deux groupes avaient réalisé un bénéfice net de 0,3 milliard de \$ pour un chiffre d'affaires de 134,9 milliards de \$. Un contraste encore plus saisissant par rapport à 2007 qui avait vu les deux groupes réaliser un bénéfice net de 4,9 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires de 138,6 milliards de \$.<sup>84</sup>

Leur chiffre d'affaires n'a donc cessé de se contracter sur la période 2007-2009, la contraction étant même supérieure en 2009. En 2009, Renault a supprimé 7 500 postes dans le monde.<sup>85</sup>

Dans de nombreux autres pays impérialistes en déclin, l'année 2009 n'aura pas été meilleure. En Allemagne, le secteur automobile n'a pas été plus épargné. Si Volkswagen et BMW ont échappé aux pertes, leur chiffre d'affaires a reculé et leurs profits se sont effondrés. Daimler, lui, a été touché de plein fouet par une forte contraction de son chiffre d'affaires et une perte record. Pris ensemble, Volkswagen, Daimler et BMW ont ainsi cumulé 2,1 milliards de \$ de pertes pour un chiffre d'affaires de 326,3 milliards de \$. En 2007, ils avaient dégagé un bénéfice net de 15,4 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires de 402,9 milliards de \$.

Le constructeur italien Fiat a pour sa part enregistré une perte nette de près de 1,2 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires de 69,6 milliards de \$. Des chiffres exécrables comparés à ceux de 2007 où son bénéfice net avait atteint 2,7 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires de 80,1 milliards de \$.

En 2007, Ford avait enregistré une perte de 2,7 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires de 172,5 milliards de \$, En 2008, son chiffre d'affaires a continué à s'effondrer (146,3 milliards de \$) et les pertes de se creuser — 14,7 milliards de \$ ! En 2009, en dépit de la poursuite de l'effondrement de son chiffre d'affaires, (118,3 milliards de \$), il a renoué avec les bénéfices (2,7 milliards de \$).

C'est sensiblement le même constat pour Toyota, qui après avoir enregistré un bénéfice net de 15,0 milliards de \$ en 2007 pour un chiffre d'affaires de 230,2 milliards de \$, a vu son activité s'effondrer en 2008, année au cours de laquelle il a réalisé un chiffre d'affaires de 204,4 milliards de \$ et une perte nette de 4,3 milliards de \$, En 2009, en dépit d'un chiffre d'affaires similaire (204,1 milliards de \$), il a réalisé un bénéfice net de près de 2,3 milliards de \$.<sup>86</sup>

La faillite récente de l'équipementier automobile Heuliez est un autre exemple de l'environnement économique difficile auquel doivent faire face les constructeurs automobiles des pays impérialistes en déclin. L'année 2009 n'a pas non plus été très réjouissante pour Michelin qui a vu son chiffre d'affaires reculer de 9,8 % en glissement annuel et son bénéfice net s'effondrer de 70,6 %, malgré une diminution de 7,1 % des effectifs du groupe qui ne comptait plus que 109 200 salariés à la fin de l'année. La part du bénéfice net dans le chiffre d'affaires s'est donc effondrée de 2,2 % à 0,7 %.<sup>87</sup> Pour Continental, 2009 aura également été une mauvaise année avec une perte nette de 2,3 milliards de \$, pire que celle de 2008 (1,6 milliard de \$), des résultats mauvais en comparaison du bénéfice net de 1,4 milliard de \$ enregistré en 2007.

Quelques constructeurs automobiles — à l'instar de Ford, Toyota et Volkswagen qui comptent parmi les premiers du monde —, sont donc parvenus à redresser la barre, continuant d'enregistrer ou renouant avec les bénéfices. Mais si ces constructeurs

sont parvenus à renouer avec les bénéfiques, ce n'est comme nous l'avons montré sûrement pas grâce à une reprise des affaires, qui ont continué à s'effondrer, mais seulement au prix de coupes sombres dans leurs dépenses... et dans leurs effectifs !

Dans les pays impérialistes en déclin, l'horizon, loin de se dégager, continue donc à se couvrir de nuages sombres, d'autant plus que le "soutien" des primes à la casse se termine, avec à la clef une nouvelle contraction des ventes...

L'an dernier, la ministre de l'économie annonçait une prolongation du dispositif de prime à la casse jusqu'à la fin de l'année 2011 sous la forme d'une diminution progressive de son montant — 700 euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010 et 500 euros au 2<sup>nd</sup> semestre 2010 —, cédant ainsi au lobbying des constructeurs automobiles français qui étaient « montés au créneau » « pour évoquer le risque d'un arrêt trop rapide de cette mesure ». <sup>88</sup>

Dès la fin de l'année 2009, il était évident pour l'INSEE, que « les primes à la casse ont soutenu le marché automobile et la consommation des ménages en 2009 ». Même refrain chez HSBC qui rapportait que « plus des deux tiers de la croissance du PIB français ont résulté des primes à la casse appliquées en France et à l'étranger ». Pour l'INSEE comme pour HSBC, il était donc évident que « l'arrêt des primes à la casse » porterait « un coup à la croissance ». <sup>89</sup> Le constat est encore identique pour l'Agefi qui deux mois plus tard soulignait que « **le marché automobile européen** » restait « **suspendu à l'arrêt des plans de soutien** ». <sup>90</sup>

Quelques semaines plus tard, les chiffres du 1<sup>er</sup> marché automobile européen leur donnaient raison : au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, le marché automobile allemand chutait de 23 % en glissement annuel, la prime à la casse allemande ayant été stoppée à la fin de l'année 2009. <sup>91</sup>

En France, les mois de mai et juin virent le nombre de nouvelles immatriculations reculer. Le recul du mois de juin était d'autant plus préoccupant que ce mois est habituellement « le plus gros mois de l'année pour le marché automobile français » et que la prime à la casse se montait encore à 700 euros. Au début de l'été, le cabinet IHS Global Insight avertissait que le recul s'amplifierait dans les mois à venir et disait s'attendre notamment à « un très mauvais dernier trimestre ». <sup>92</sup>

La tendance était la même pour l'ensemble de l'Union européenne. L'Association des constructeurs automobiles européens (ACEA) annonça qu'en juin, les nouvelles immatriculations avaient reculé pour le troisième mois consécutif, baissant de 6,9 % en glissement annuel. <sup>93</sup>

Au mois de juillet, les ventes d'automobiles affichèrent un recul marqué en France et sur l'ensemble des sept premiers mois de l'année, les ventes automobiles n'affichaient plus qu'une hausse de 2,8 % en glissement annuel. <sup>94</sup>

Alors que dans les pays impérialistes en déclin l'industrie automobile va devoir réaliser un brutal atterrissage, les pilotes étant à cours de carburant, l'industrie automobile chinoise, elle, va continuer sur son petit nuage !

Si l'année 2009 a été une mauvaise année pour de nombreux constructeurs automobiles des pays impérialistes en déclin, elle aura été au contraire une excellente année pour les constructeurs automobiles chinois. A titre d'exemple, SAIC et FAW ont ainsi réalisé un bénéfice net de près de 2,5 milliards de \$ pour un



chiffre d'affaires de 63,9 milliards de \$. En 2007, ces deux constructeurs avaient réalisé un bénéfice net de 1,3 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires de 49,0 milliards de \$.<sup>95</sup> En Chine, les bénéfices progressent non pas parce qu'on licencie à tours de bras pour alléger les charges de personnel, mais parce que le chiffre d'affaires progresse !

De janvier à août 2010, le marché automobile chinois a enregistré 9,5 millions de véhicules vendus, en hausse de 31,5 % en glissement annuel. Dans le même temps, la production automobile chinoise a atteint 10,9 millions de véhicules, soit un accroissement de 35,5 % en glissement annuel.<sup>96</sup> La Chine n'aura donc aucun mal à faire mieux qu'en 2009 et à ce rythme, le marché automobile chinois approchera des 15 millions de véhicules vendus en 2010, dépassant de très loin celui des USA et comptant pour près du quart du marché automobile mondial !

Cette tendance à la hausse n'est pas prête de se démentir, car début juin, le gouvernement chinois annonçait la généralisation à l'ensemble du pays du subventionnement des véhicules d'une cylindrée inférieure à 1,6 litres à hauteur de 3 000 yuans (soit environ 440 \$), et instaurait un programme pilote de subventions pour l'achat de véhicules tout-électrique dans cinq grandes villes chinoises, à hauteur de 60 000 yuans par véhicule, soit environ 8 787 \$ !<sup>97</sup> Une façon astucieuse de subventionner généreusement ses constructeurs nationaux (comme BYD) qui sont comme par hasard à la pointe de la commercialisation de véhicules tout-électrique...

Selon les autorités chinoises, le parc automobile chinois devrait passer de 30 à 140 millions de véhicules durant la période 2009-2020. Pour le PDG de PSA Peugeot Citroën, qui estime que dans les prochaines années « 85 % de la croissance du secteur automobile se fera en Asie, principalement en Chine », il est évident que le salon automobile de Pékin s'annonce déjà comme « incontournable ».<sup>98</sup>

Mais il y a un problème de taille pour les constructeurs automobiles en déclin : la rapide montée en puissance des constructeurs automobiles chinois, qu'illustrent les statistiques de l'Organisation Internationale des Constructeurs Automobiles (OICA). Elles portent sur la production mondiale de véhicules à moteurs par pays, par type de véhicule et par constructeur.<sup>99</sup>

Commençons par quelques remarques d'ordre général. Durant la période 1999-2007, les véhicules légers ont représenté en moyenne 94,8 % de la production mondiale de véhicules à moteurs, dont 71,8 % pour les voitures particulières et 22,8 % pour les véhicules utilitaires légers. Les 5,2 % de véhicules restants sont des véhicules lourds, pour l'essentiel des camions et des bus. Durant cette période, les voitures particulières ont ainsi représenté plus des sept dixièmes du marché automobile mondial (en termes de nombre de véhicules produits), les trois dixièmes restants étant constitués de véhicules commerciaux.

En 2009, avec l'effondrement de 45,4 % de la production de véhicules utilitaires légers par rapport à son niveau moyen des années 1999-2007, leur part s'est effondrée à 12,7 %, contre 82,8 % pour les voitures particulières, une modification sans précédent de la proportion relativement stable des véhicules utilitaires légers. Les véhicules lourds n'ont pas échappé non plus à la récession, subissant même une

contraction de plus grande ampleur que celle des voitures particulières, et ont ainsi vu leur part diminuer à 4,5 %.

En 2009, la production mondiale de véhicules s'est de manière incontestable contractée bien plus vite qu'au cours de l'année précédente, que ce soit en ce qui concerne les voitures particulières (dont la production avait plutôt bien résisté en 2008) ou les véhicules utilitaires légers, comme l'illustre le graphe ci-dessous.

**[Voir fascicule de graphes p. 5]**

C'est donc la production de véhicules commerciaux qui s'est contractée en premier et le plus fortement, conséquence de la contraction de l'activité industrielle et commerciale à l'origine de l'effondrement des investissements des entreprises, tandis que la production des voitures particulières, en grande partie du fait des primes à la casse, a mieux résisté sans pouvoir échapper à la contraction.

En 2009, la production mondiale de véhicules enregistrait un effondrement de 15,8 % par rapport à son niveau de 2007. Cet effondrement moyen cache cependant de très grandes disparités entre pays, que révèlent les deux graphes suivants. Si l'on exclut la Chine qui est passée de la troisième à la première place mondiale et qui a augmenté sa production de 55,3 % au cours de la même période, la production des autres pays s'est effondrée en moyenne de 25,6 %. Avec 47,9 millions de véhicules en 2009, elle était même de 12,0 % inférieur à son niveau de 1999 !

Chine exclue, les disparités restent encore grandes entre des pays tels le Brésil, l'Inde et l'Iran qui ont maintenu ou augmenté leur production, la Corée du Sud et l'Allemagne qui ont limité les pertes, et l'effondrement vertigineux de la production d'autres pays comme les USA, le Japon, l'Espagne, la France le Mexique ou le Canada ! D'autres importants pays producteurs ne figurant pas sur ces graphes, comme l'Italie, le Royaume-Uni et la Russie, n'ont pas non plus échappé à une forte contraction de leur production. La production cumulée de ces trois pays est ainsi passée de 4,7 à 2,7 millions de véhicules durant la période 2007-2009, soit un effondrement de 43,5 %.

En 1999, la production cumulée du Japon, des USA, de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, du Canada, de l'Italie et du Royaume-Uni avait représenté 41,4 millions d'unités, soit 73,5 % de la production mondiale. En 2007, leur production avait déjà légèrement décliné en termes absolus, et ne se montait plus qu'à 40,1 millions de véhicules, soit 54,7 % de la production mondiale. Avec la crise, cet effondrement s'est accéléré, aussi bien d'un point de vue relatif qu'absolu, leur production ne se montant plus qu'à 26,5 millions de véhicules en 2009, soit un effondrement de 34,0 % par rapport à 2007 et ne représentait plus que 42,9 % de la production mondiale.

Durant la période 1999-2009, la part de la production de ces pays est ainsi passée de 72,5 % à 42,9 % de la production mondiale de véhicules : un effondrement de très grande ampleur induit en partie par l'approfondissement de "l'économie de bazar" et la délocalisation croissante d'usines automobiles dans les pays dépendants ateliers.

Alors qu'en 1999, la production cumulée du Mexique, de la République Tchèque, de la Pologne, de la Turquie, de la Thaïlande, de la Malaisie et de l'Indonésie se montait à 3,5 millions de véhicules — soit 6,2 % de la production mondiale —, elle a atteint son apogée en 2008 avec 7,7 millions de véhicules — soit 10,9 % de la production mondiale —, puis s'est effondrée à 6,2 millions en 2009, représentant ainsi 10,1 % de la production mondiale.

Il y a quelques années, la Chine représentait encore une singulière exception quant à la proportion des véhicules commerciaux dans sa production de véhicules à moteur. Durant la période 1999-2002, les véhicules commerciaux y représentaient en effet 68,7 % de la production contre seulement 31,3 % pour les voitures particulières... Des proportions complètement inversées par rapport à celle des pays impérialistes en déclin.

Les années suivantes virent cependant les choses changer radicalement : dès 2003, la proportion des véhicules commerciaux et des voitures particulières se modifia brusquement sous l'effet d'une rapide hausse de la production de voitures particulières. De 33,5 % en 2002, leur part passa à 47,4 % en 2004, 72,7 % en 2006 et 78,3 % en 2009, reflétant une mutation qualitative rapide du secteur automobile chinois induit par l'émergence d'une "classe moyenne" indigène. Durant la période 2002-2009, la production chinoise de voitures particulières décupla, passant de 1,1 à 10,4 millions de véhicules.

C'est au cours de ces années que les principaux constructeurs automobiles des pays impérialistes en déclin, alléchés de manière croissante par ces débouchés en expansion rapide, posèrent le pied en Chine. A la clef, la création de joint-ventures avec des constructeurs automobiles chinois, une condition obligatoire que doivent remplir les monopoles étrangers pour pouvoir accéder au marché domestique.

Le tableau ci-dessous, listant les ventes des dix premiers constructeurs automobiles chinois en Chine, donne un aperçu de ces joint-ventures.

Top 10 des ventes des constructeurs chinois en Chine <sup>100</sup>					
Août 2008			Août 2009		
Rang	Constructeur	Véhicules (milliers)	Rang	Constructeur	Véhicules (milliers)
1	FAW - Volkswagen	39,2	1	SAIC - Volkswagen	65,4
2	SAIC - General Motors	33,1	2	FAW - Volkswagen	64,8
3	SAIC - Volkswagen	31,1	3	SAIC - General Motors	63,3
4	FAW - Toyota	26,5	4	BAIC - Hyundai	50,7
5	Dongfeng - Nissan	25,0	5	Dongfeng - Nissan	42,2
6	GAIC - Honda	25,0	6	FAW - Toyota	40,6
7	Chery	20,4	7	Chery	40,1
8	BAIC - Hyundai	16,5	8	BYD	38,4
9	Chang'an - Ford	12,4	9	Chang'an - Ford	28,6
10	BYD	11,9	10	GAIC - Honda	27,4
		<b>Total :</b>			<b>Total :</b>
		241,1			461,5

En 2009, le constructeur chinois SAIC a vendu 2,72 millions de véhicules, dont 86 % sous des marques étrangères.

Dans les conditions où le marché automobile des pays impérialistes en déclin apparaît comme condamné à voir ses débouchés se contracter, les entreprises occidentales du secteur n'ont eu d'autre choix que de poursuivre leur fuite en avant. L'approfondissement continu de "l'économie de bazar" se poursuit, au grand dam des politiciens démagogues qui ambitionnent de faire cesser l'hémorragie industrielle...

Au mois de mars, PSA Peugeot Citroën a ainsi annoncé qu'il investirait 530 millions d'euros au Brésil d'ici 2012 pour y développer ses activités.<sup>101</sup> Renault n'était pas non plus en reste : alors que la Twingo était déjà assemblée en Slovénie et en Turquie, le groupe souhaite aujourd'hui également délocaliser la production de sa nouvelle Clio sur son site turc de Bursa, considéré comme « l'un des plus compétitifs » du groupe, au détriment de son site français de Flins.<sup>102</sup>

De son côté, General Motors annonçait qu'il aurait besoin de construire une nouvelle usine en Chine, où il a vendu 1,83 million de véhicules en 2009, soit un accroissement de 66,8 % en glissement annuel.<sup>103</sup> Quelques semaines plus tard, sa filiale allemande Opel annonçait souhaiter supprimer 16,6 % des effectifs du groupe en Europe.<sup>104</sup>

A la mi-juillet, c'était à Volkswagen et Daimler d'annoncer de nouveaux projets en Chine. Le premier annonçait la construction d'une nouvelle usine automobile tandis que le second montait une co-entreprise de poids-lourds avec Beiqi Foton Motor, un secteur en pleine explosion du fait des besoins en véhicules lourds induits par les grands projets d'infrastructures.<sup>105</sup>

Quelques jours plus tard, la direction de PSA Peugeot Citroën annonçait la création d'une deuxième joint-venture en Chine, celle-ci avec Chang'an, ajoutant que la Chine était « **au cœur de la stratégie du groupe** » dont elle est devenue le deuxième marché : « Nous avons placé un des membres de notre direction générale à Shanghai, ce qui est un signe très fort ». <sup>106</sup>

« Comme tant de concurrents, le groupe PSA met les bouchées doubles sur des marchés lointains dans le dessein de compenser un probable ralentissement des ventes de voitures en Europe ». <sup>107</sup>

A l'heure de la déposition accélérée de "l'économie de bazar", on assiste donc à la transformation tranquille de la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin en bourgeoisie compradore... Cependant, même pour les exploiters de ces pays, les perspectives à moyen-long terme ne sont pas aussi roses qu'elles peuvent paraître au premier abord.

C'est ainsi qu'au printemps — dans une ambiance de débandade internationale des constructeurs automobiles des pays impérialistes en déclin sonnante la retraite en Chine —, une nouvelle inquiétante défraya la chronique dans les médias bourgeois d'occident : la confirmation du rachat de Volvo par le constructeur chinois Geely, neuvième constructeur automobile chinois avec 0,33 million de véhicules produits sous sa propre marque en 2009.

« Il y a quelques années, une telle opération aurait été inimaginable ». <sup>108</sup>

Rien d'étonnant à cela : premier constructeur automobile chinois privé, Geely n'a produit sa première voiture qu'en 1998 et sa production était d'à peine 40 000

véhicules en 2003 ! Le 28 mars 2010, Geely a donc signé pour le rachat de 100 % de Volvo à Ford, une opération d'acquisition d'un montant de 1,8 milliard de \$. En 1999, Ford avait acheté le constructeur automobile suédois pour 6,5 milliards de \$. Mais en raison du recentrage du marché automobile des pays impérialistes en déclin sur des modèles plus abordables, les ventes de Volvo se sont effondrées avec la crise, passant de 0,24 millions de véhicules en 2007 à 0,11 million en 2009.<sup>109</sup>

A la fin de l'année 2009, les analystes attentifs remarquaient que « Ford le bénéficiaire » — et soucieux de le rester ! —, cherchait à « alléger sa dette ». <sup>110</sup> Quoi de mieux que de se débarrasser de ses activités les moins rentables en les revendant ?! Durant la période 2007-2009, Volvo avait cumulé pour près de 2,3 milliards de \$ de pertes.<sup>111</sup> Malgré sa progression rapide, Geely ne figure pas encore dans les tous premiers constructeurs automobiles chinois. Ces derniers ont vu leurs ventes augmenter rapidement au cours des dernières années.

Outre la conquête de leur marché intérieur, les constructeurs chinois ambitionnent de s'implanter sur le marché automobile des pays impérialistes en déclin, à l'instar du constructeur chinois BYD qui, avec 0,43 million de véhicules produits en 2009, aspire à devenir le premier constructeur automobile en Chine dès 2015 et le premier au monde en 2025 !<sup>112</sup> Des ambitions que les spécialistes occidentaux du secteur automobile recommandent de ne pas prendre à la légère.

Selon le professeur Ferdinand Dudenhöffer — l'un des experts automobiles allemands les plus renommés qui a entre autres été le directeur du *Center Automotive Research* —, « les voitures chinoises joueront bientôt un rôle important sur le marché européen ». Selon lui, « les constructeurs chinois peuvent devenir en 5 ans ce que les coréens sont aujourd'hui ». Cet expert avertit que « dans le domaine des nouvelles industries émergentes comme les voitures électriques et les voitures hybrides, les constructeurs chinois seront plus rapides que leurs concurrents allemands ne l'imaginent ». Pour lui, il ne fait aucun doute qu'en 2020 la Chine sera devenu « **le centre [mondial] de l'industrie automobile** » car « **rien ne peut arrêter ce pays** ». <sup>113</sup>

Une bien sombre perspective pour les constructeurs des pays impérialistes en déclin si l'on regarde la place aujourd'hui occupée par Hyundai, 5<sup>ème</sup> constructeur automobile mondial en 2009 avec 7,5 % de la production mondiale, et sans aucun doute le 4<sup>ème</sup> devant Ford en 2010 ! Qu'on imagine un instant cette "succes story" répétée une bonne dizaine de fois en Chine et on aura une image de ce que sera le paysage automobile mondial dans quelques années... Comme si la contraction du marché automobile des pays impérialistes en déclin ne suffisait pas, l'arrivée de nouveaux venus viendra encore aggraver la situation pour les monopoles automobiles indigènes !

En fait, selon le top 50 publié par l'OICA pour l'année 2009, ce sont plus d'une vingtaine de constructeur chinois qui figurent dans ce classement qui a représenté 98,0 % de la production mondiale de véhicules. Le plus petit de ces constructeurs chinois a produit 50 000 véhicules, soit davantage que Geely en 2003... Si l'on excepte les véhicules produits par les constructeurs chinois dans les joint-ventures sous des marques étrangères, les quinze premiers constructeurs automobiles

chinois (tous types de véhicules) sont Chang'an, BAIC, Dongfeng MC, FAW, Chery, BYD, SAIC, Anhui Jianghuai, Geely, Brilliance, Great Wall, Shangdong Kaima, China National, Chongqing Lifan, et Fujian.

En 2009, ces quinze premiers constructeurs automobiles chinois ont produit sous leurs propres marques plus de 6,4 millions de véhicules — soit 10,4 % de la production mondiale —, contre 4,0 millions en 2007, ce qui représentaient alors 5,5 % de la production mondiale. Leur part de marché dans la production chinoise est pour sa part passée de 45,0 % en 2007 à 46,6 % en 2009.<sup>114</sup> Une performance indéniable dans un contexte où les monopoles des pays impérialistes en déclin jettent l'essentiel de leurs forces sur le marché chinois !

Si aucun constructeur automobile chinois ne figure encore parmi les tous premiers constructeurs mondiaux, le premier, Chang'an, a tout de même produit 1,4 million de véhicules sous sa propre marque en 2009 et se situe déjà en 13<sup>ème</sup> position mondiale, derrière Daimler AG et devant BMW. Après Chang'an viennent BAIC, Dongfeng MC et FAW, avec chacun près de 0,7 million de véhicules produits, les autres constructeurs chinois de ce top 15 ayant chacun produit entre 0,5 et 0,1 million de véhicules.

### [Voir fascicule de graphes p. 5]

Cependant, sous l'effet conjugué de la contraction du marché automobile des pays impérialistes en déclin et de la progression rapide des constructeurs chinois sur leur marché national — Chang'an n'avait produit que 0,5 million de véhicules sous sa propre marque en 2007 ! —, il ne faudra pas longtemps avant de voir des constructeurs chinois conquérir les premières places mondiales !

Comme l'illustre le graphe ci-dessus, seul Hyundai a vu ses ventes progresser entre 2007 et 2009. Une performance qui n'est pas étonnante pour le constructeur coréen, spécialiste des modèles bon marché et économiques en carburant favorisés par la prime à la casse et le souci d'économies de carburant renforcé par la crise. Assez bien placés sur ces segments, Volkswagen et PSA ont réussi à limiter la casse. Pour les autres constructeurs, l'effondrement a été d'autant plus violent qu'ils étaient moins implantés sur ce segment de marché. Toyota, General Motors et Ford ont ainsi vu leur production se contracter fortement. Même constat pour Daimler, BMW, Renault, Nissan, Fiat, etc., qui n'ont pas échappé à une contraction plus ou moins forte de leur production. Une contraction de la production qui tombe vraiment mal, au moment où émergent des concurrents...

Au cours des dernières années, bien avant la crise économique actuelle, la part de marché des constructeurs automobiles des pays impérialistes en déclin avait nettement reculé. En 1999, notre sélection des quinze plus grands constructeurs automobiles des pays impérialistes en déclin avait produit un total de 47,7 millions de véhicules, soit 84,8 % de la production mondiale. En 2007, ils en ont produit 58,0 millions, soit 79,2 % de la production mondiale. La crise n'a rien arrangé et en 2009, ils n'en n'ont produit que 45,8 millions, soit 74,3 % de la production mondiale. En termes absolus, leur production de l'année 2009 marquait un effondrement de 21,0 % par rapport à celle de 2007 et même de 3,9 % par rapport à celle de 1999 ! En cause, la montée en puissance de constructeurs automobiles d'autres pays,

notamment chinois, mais surtout la stagnation puis à la contraction de leurs débouchés domestiques...

La rapidité du progrès des constructeurs automobiles chinois est illustrée par le fait qu'alors qu'en 2000, la production automobile chinoise accusait un retard de 17 ans sur l'Europe au point de vue des normes d'émission de gaz à effet de serre des moteurs à explosion, cet écart n'est aujourd'hui plus que de 5 ans.<sup>115</sup>

Pour David Cole, directeur du *Center of Automotive Research* (USA), il est évident que le rapprochement entre Renault-Nissan et Daimler AG « illustre l'urgence pour les constructeurs automobiles de disposer d'une taille suffisante pour engager les investissements massifs qu'implique la révolution annoncée des voitures "vertes" ». Cet analyste juge que la Chine est indéniablement « l'un des enjeux clés de cette recomposition du secteur », non seulement comme « marché cible », « mais aussi comme acteur à part entière, puisqu'elle dispose déjà de constructeurs crédibles et financièrement solides ».<sup>116</sup>

La vérité est que depuis les années 1990, les constructeurs automobiles des pays impérialistes en déclin ne cessaient d'annoncer la commercialisation de voitures électriques, mais chaque année, la date de commercialisation était repoussée aux calendes grecques. Il faut dire que leurs modèles présentés chaque année au salon de l'automobile relevaient davantage du concept-car que de la voiture de série, comme ils le reconnaissent indirectement aujourd'hui !

La raison de ce tournant manqué est simple : il n'était pas dans l'intérêt financier de puissants lobbys. Le tout-électrique représenterait un important manque à gagner non seulement pour les monopoles pétroliers, mais également pour l'ensemble du secteur vivant de l'entretien du parc automobile, tels les garagistes.

Ainsi, les constructeurs des pays impérialistes en déclin ont pris un important retard vis-à-vis de constructeurs chinois comme BYD qui ont tout de suite centré leurs activités sur le développement d'automobiles hybrides et électriques destinées à la production en série. Une option d'autant plus naturelle pour les constructeurs automobiles chinois qu'ils n'avaient à faire face ni aux pressions d'un lobby pétrolier tout-puissant, ni à celles des garagistes, le marché automobile chinois étant naissant. Surtout, la Chine s'est fixée pour objectif que les voitures tout-électrique représentent 50 % des ventes en 2020.<sup>117</sup> Et cet objectif pourrait faire toute la différence face aux constructeurs automobiles étrangers !

Cette année, le constructeur chinois BYD (0,43 million de véhicules produits en 2009), qui aspire à devenir le premier constructeur automobile en Chine dès 2015 et le premier au monde en 2025, vient de lancer la commercialisation de sa première voiture 100 % électrique, la BYD E6. Doté de batteries lithium-ion rechargeables plus de 2 000 fois avant qu'elles ne commencent à perdre en qualité, le véhicule possède une autonomie de 300 à 400 km et peut rouler à une vitesse de 160 km/h. Le constructeur chinois, qui compte depuis 2008 le milliardaire américain Warren Buffet parmi ses actionnaires, compte vendre plusieurs centaines de milliers d'exemplaires de ce modèle en Chine et souhaite le commercialiser en Europe dès 2011.<sup>118</sup>

Notons que Warren Buffet n'est pas n'importe quel milliardaire. Surnommé « l'oracle d'Omaha », le principal actionnaire du célèbre fond d'investissements Berkshire Hathaway est la troisième fortune mondiale avec un patrimoine personnel estimé à 47 milliards de \$ en 2009. Considéré comme le « meilleur investisseur de tous les temps », sa stratégie d'investissement est très éloignée de celle du premier trader venu : fuyant les startups, c'est un habitué des investissements à long terme. Aussi, comme le remarquait *Usine Nouvelle*,

« Si un milliardaire tel que Warren Buffet a investi 230 millions de dollars pour acquérir 9 % de cette société chinoise cotée à Hong-Kong, c'est bien parce que BYD a de l'avenir devant elle ». <sup>119</sup>

Et BYD est loin d'être le seul monopole chinois à avoir des ambitions de stature internationale. A la mi-août, seize importants monopoles chinois — dont des constructeurs automobiles (tels FAW, Chang'an et Dongfeng), des fabricants de batteries (tels la China Aerospace et l'AVIC) et des fabricants de stations de recharge (tels State Grid et la China Southern Power Grid) —, ont annoncé avoir décidé « de s'allier dans le développement de véhicules propres » avec pour but « **de faire de la Chine le leader mondial dans le domaine des véhicules électriques** ». Cette alliance de puissants industriels chinois prévoit d'investir 14,7 milliards de \$ dans ce secteur d'ici 2012. <sup>120</sup>

Le marché automobile chinois et les constructeurs automobiles chinois apparaissent donc "condamnés" à continuer toujours aussi "insolemment" sur leur lancée, alors que ceux des pays impérialistes en déclin ne pourront pas échapper à une contraction croissante de leur marché indigène. Une perspective d'autant plus sombre que l'industrie automobile est l'une des principales branches d'industrie des pays impérialistes en déclin, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Branche d'activité	2007	2008	2009	Part (2007)	▲ $\frac{2009}{2008}$	▲ $\frac{2009}{2007}$
Industries des biens de consommation	123,7	123,1	119,4	17,6 %	- 3,0 %	- 3,5 %
Industrie automobile	96,7	87,7	68,8	13,8 %	- 21,6 %	- 28,9 %
Industries des biens d'équipement	180,9	188,5	174,6	25,8 %	- 7,4 %	- 3,5 %
Industries des biens intermédiaires	301,0	291,7	234,1	42,9 %	- 19,7 %	- 22,2 %
<b>Total</b>	<b>702,3</b>	<b>691,0</b>	<b>596,8</b>		- 13,6 %	- 15,0 %

En 2007, l'industrie automobile française représentait 13,8 % de la production totale de l'industrie et fournissait 243 000 emplois directs. Des chiffres élevés, donc. A la vue de la place qu'occupent les monopoles automobiles tels Ford, Toyota, Volkswagen, Fiat, etc., dans l'économie des pays impérialistes en déclin (Cf. *Fortune Global 500*), ce constat est largement généralisable. Selon les statistiques de l'*US Bureau of Economic Analysis*, les produits de l'industrie automobile représentaient ainsi plus de 12,4 % des dépenses de consommation individuelles de marchandises aux USA en 2007. <sup>122</sup>

Ces chiffres élevés, ne reflètent cependant pas encore le poids économique réel de l'industrie automobile dans l'économie des pays impérialistes en déclin. En effet, à l'instar de l'industrie des biens de consommation, l'industrie automobile se situe au



bout de la chaîne industrielle, dans le sens où ces deux branches en constituent la finalité : la vente de la marchandise finale et donc la réalisation du profit.

En amont de ces deux branches d'industries se trouvent 1° l'industrie des biens intermédiaires — qui compte des industries comme celles des produits minéraux, de la chimie, des plastiques, des métaux et des composants électriques et électroniques — et 2° l'industrie des biens d'équipement — qui compte des industries comme celles de la construction navale, de la construction aéronautique, de la construction ferroviaire, ainsi que des équipements mécaniques, électriques et électroniques.

Les industries des biens d'équipements et des biens intermédiaires approvisionnent donc l'industrie des biens de consommation et l'industrie automobile, situées en aval. Si ces deux dernières branches d'industries voient leur activité se contracter, celle de leurs fournisseurs situés en amont se trouve également menacée ! Moins de voitures vendues, c'est moins d'acier et moins de plastiques utilisés, c'est également la remise en cause d'investissements visant à accroître les capacités de production, et donc un manque à gagner pour l'industrie des biens d'équipement.

Il faut donc juger le poids réel de l'industrie automobile par rapport à sa place dans le mode de production actuel, en tant qu'industrie située en aval, à l'instar des industries des biens de consommation. Sous cet angle, pour l'impérialisme français, les industries finales ont représenté une production de 220,4 milliards d'euros en 2007. Et les 481,9 milliards d'euros de production des industries des biens intermédiaires et des biens d'équipement dépendent pour l'essentiel de l'activité de ces industries "finales" ! En 2009, leur production affichait une baisse de 14,6 % par rapport à son niveau de 2007.

C'est naturellement l'industrie automobile qui a été la plus fortement touchée comparativement à l'industrie des biens de consommation : il est souvent plus facile de renoncer à l'achat "caprice" d'une voiture flambant neuve, que de renoncer à payer son loyer ou son crédit, ou encore de renoncer à acheter des marchandises de consommation courante d'importance vitale, nécessaires à l'entretien de la force de travail... Ainsi, aux USA, les produits de l'industrie automobile ne représentaient plus de 10,4 % des dépenses de consommation individuelles de marchandises en 2009. Le montant des dépenses consacrées aux produits de l'industrie automobile affichait alors un effondrement de 19,8 % par rapport à 2007 !<sup>123</sup>

Si les branches d'industries "finales" ne parviennent plus à vendre leurs marchandises et à réaliser de profits, les branches d'industrie les fournissant n'y parviendront pas non plus : si les derniers maillons de la chaîne industrielle ne parviennent plus à réaliser de plus-value, il n'y a plus de plus-value à partager aux différents niveaux de la chaîne industrielle ! Aussi, quand l'industrie automobile des pays impérialistes en déclin fera faillite — ce qui ne manquera pas d'arriver au moins dans leur cadre national — ce seront bien plus que les seuls emplois de cette branche d'industrie qui seront menacés !

Les emplois des branches d'industrie situées en amont, mais également ceux de tout le "secteur tertiaire" situé en aval (commerce, finance, services divers) — ce

dernier s'appropriant une fraction de la plus value créée dans l'industrie —, seront également sur la sellette !

On comprend de ce fait pourquoi tous les gouvernements des pays impérialistes en déclin ont adopté comme mesure d'urgence des primes à la casse afin de subventionner discrètement leur industrie automobile pour éviter la faillite à cette branche d'industrie clef tout en évitant de mécontenter directement l'opinion...

En subventionnant la consommation, on obtient le même résultat qu'en soutenant les banques, puisque le redressement des débouchés améliore la situation des entreprises et donc de leurs créanciers, mais en injectant les fonds à un autre endroit jouissant d'une plus grande acceptabilité sociale. L'avantage est que les masses exploitées qui auront ponctuellement profité de ces mesures ne pourront ensuite pas venir reprocher aux marionnettes politiques du capital d'avoir endetté leur pays pour éponger les dettes d'un système financier à la réputation assombrie, comme ça a été le cas en Islande au début de l'année !

L'hiver dernier, les islandais s'étaient prononcés à 93 % contre le remboursement de 4 milliards d'euros (sur 15 ans avec un taux d'intérêt de 5,5 %) prêtés par le Royaume-Uni et les Pays-Bas pour éponger la dette de la banque islandaise Icesave qui avait fait faillite à l'automne 2008.<sup>124</sup> Voilà pour l'industrie automobile.

Voyons maintenant en détails ce qu'ont apporté aux monopoles de l'ensemble des secteurs les mesures d'urgence adoptées dans les pays impérialistes en déclin en étudiant l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat net d'un plus large panel de monopoles, ceux du *Fortune Global 500*, listant les 500 plus gros monopoles mondiaux en termes de chiffre d'affaires.<sup>125</sup>

Classement Fortune Global 500						
	2004	2005	2006	2007	2008	2009
USA	176	170	162	153	140	139
Japon	81	70	67	64	68	71
Chine	16	20	24	29	37	46
France	39	38	38	39	40	39
Allemagne	37	35	37	37	39	37
Royaume-Uni	35	38	33	34	26	29
Suisse	11	12	13	14	15	15
Pays-Bas	14	14	14	13	12	13
Italie	8	10	10	10	10	11
Canada	13	14	16	14	14	11
Espagne	8	9	9	11	12	10
Corée du Sud	11	12	14	15	14	10
Inde	5	6	6	7	7	8
Australie	9	8	8	8	9	8
Taiwan	2	3	6	6	6	8
B Brésil	3	4	5	5	6	7
Russie	3	5	4	5	8	6
Suède	7	6	6	6	6	5
Belgique	3	4	5	5	5	5
<b>Cumul :</b>	<b>481</b>	<b>478</b>	<b>477</b>	<b>475</b>	<b>474</b>	<b>478</b>

**Evolution des performances économiques des plus gros monopoles de quelques pays**

<b>Nombre de sociétés dans le classement</b>				<b>Chiffre d'affaires (en milliards de \$)</b>			
	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>		<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Monde	500	500	500	Monde	23 618,5	25 175,5	23 085,1
USA	153	140	139	USA	7 738,9	7 543,7	6 977,2
Japon	64	68	71	Japon	2 596,7	2 979,6	2 941,6
Chine	29	37	46	Chine	1 144,3	1 660,8	1 946,0
France	39	40	39	France	2 110,3	2 165,8	2 085,9
Allemagne	37	39	37	Allemagne	2 084,8	2 210,4	1 880,3
Royaume-Uni	34	26	29	Royaume-Uni	1 748,9	1 525,9	1 556,2
Corée du Sud	15	14	10	Corée du Sud	621,1	603,4	478,7
Inde	7	7	8	Inde	221,1	232,3	236,6
<b>Résultat net (en milliards de \$)</b>				<b>Résultat net (en % du chiffre d'affaires)</b>			
	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>		<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Monde	1 582,2	821,7	960,5	Monde	6,7 %	3,3 %	4,2 %
USA	439,3	211,3	274,1	USA	5,7 %	2,8 %	3,9 %
Japon	111,3	- 5,5	57,8	Japon	4,3 %	- 0,2 %	2,0 %
Chine	90,4	97,5	108,4	Chine	7,9 %	5,9 %	5,6 %
France	123,8	73,2	64,4	France	5,9 %	3,4 %	3,1 %
Allemagne	89,2	12,8	29,8	Allemagne	4,3 %	0,6 %	1,6 %
Royaume-Uni	170,0	31,6	97,4	Royaume-Uni	9,7 %	2,1 %	6,3 %
Corée du Sud	33,3	11,8	17,0	Corée du Sud	5,4 %	2,0 %	3,6 %
Inde	14,8	11,9	13,0	Inde	6,7 %	5,1 %	5,5 %
<b>Part dans le chiffre d'affaires mondial (%)</b>				<b>Part dans le total mondial des profits (%)</b>			
	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>		<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
USA	32,8 %	30,0 %	30,2 %	USA	27,8 %	25,7 %	28,5 %
Japon	11,0 %	11,8 %	12,7 %	Japon	7,0 %	—	6,0 %
Chine	4,8 %	6,6 %	8,4 %	Chine	5,7 %	11,9 %	11,3 %
France	8,9 %	8,6 %	9,0 %	France	7,8 %	8,9 %	6,7 %
Allemagne	8,8 %	8,8 %	8,1 %	Allemagne	5,6 %	1,6 %	3,1 %
Royaume-Uni	7,4 %	6,1 %	6,7 %	Royaume-Uni	10,7 %	3,8 %	10,1 %
Corée du Sud	2,6 %	2,4 %	2,1 %	Corée du Sud	2,1 %	1,4 %	1,8 %
Inde	0,9 %	0,9 %	1,0 %	Inde	0,9 %	1,4 %	1,4 %
<b>Evolution du chiffre d'affaires</b>				<b>Evolution des profits</b>			
	<b>▲ 2009 2007</b>	<b>▲ 2009 2008</b>			<b>▲ 2009 2007</b>	<b>▲ 2009 2008</b>	
Monde	- 2,3 %	- 8,3 %		Monde	- 39,3 %	16,9 %	
USA	- 9,8 %	- 7,5 %		USA	- 37,6 %	29,7 %	
Japon	13,3 %	- 1,3 %		Japon	- 48,1 %	—	
Chine	70,1 %	17,2 %		Chine	19,9 %	11,2 %	
France	- 1,2 %	- 3,7 %		France	- 48,0 %	- 12,0 %	
Allemagne	- 9,8 %	- 14,9 %		Allemagne	- 66,6 %	132,8 %	
Royaume-Uni	- 11,0 %	2,0 %		Royaume-Uni	- 42,7 %	208,2 %	
Corée du Sud	- 22,9 %	- 20,7 %		Corée du Sud	- 48,9 %	44,1 %	
Inde	7,0 %	1,9 %		Inde	- 12,2 %	9,2 %	

En 2009, les 500 monopoles inclus dans ce classement ont réalisé un chiffre d'affaires de 23 085 milliards de \$, représentant ainsi l'équivalent de 39,8 % du PIB mondial qui s'est monté à 58 070 milliards de \$. Cela ne signifie pas qu'ils ont créé 39,8 % de la richesse mondiale, mais cela signifie qu'ils ont concentré dans leurs mains cette masse de richesses, dont l'agriculture et les diverses branches d'industrie ont créé une fraction.

La première année complète écoulée depuis le début de la crise économique a évidemment conforté la montée rapide de l'impérialisme chinois, tant en terme de nombre de sociétés qu'en terme de classement de ces sociétés. Pas moins de 9 monopoles chinois ont fait leur entrée dans le classement en 2009, permettant à la Chine d'occuper la troisième place mondiale, derrière les USA et le Japon.

Alors qu'en 2008 la Chine ne comptait qu'une seule société dans le top 10 (en 9<sup>ème</sup> position), elle en comptait désormais trois en 2009, dont la première occupait la 7<sup>ème</sup> position. Le tableau ci-dessous donne davantage de détails sur l'évolution des profits et du chiffre d'affaires des monopoles de quelques pays. En 2009, le renforcement des positions chinoises s'est fait au détriment des pays impérialistes en déclin de second rang et a épargné les USA, le Japon et le Royaume-Uni.

Comme on le voit, le chiffre d'affaires cumulé des 500 plus gros monopoles mondiaux s'est fortement contracté en 2009, enregistrant une baisse de 8,3 % en glissement annuel et passant sous leur niveau de 2007. Par conséquent, le ticket d'entrée dans le classement a été abaissé de 18,6 à 17,1 milliards de \$. La même remarque vaut pour la tête de classement qui est passée de 458,4 à 408,2 milliards de \$. Seuls les monopoles chinois ont vu leur chiffre d'affaires continuer à progresser sensiblement, celui des monopoles britanniques stagnant en dépit du retour de 3 monopoles dans le classement. Les monopoles américains, japonais, allemands et français ont pour leur part vu leur chiffre d'affaire diminuer sensiblement en dépit du maintien ou de la hausse de leur nombre dans le classement. Au contraire, la plupart des monopoles chinois (à l'exception de ceux du secteur pétrolier) ont enregistré un chiffre d'affaires supérieur à celui de l'année 2008, à l'instar de State Grid qui a enregistré un chiffre d'affaires de 184,5 milliards de \$, en hausse de 12,4 % en glissement annuel.

Si l'effondrement du chiffre d'affaires des monopoles sud-coréens est à relativiser du fait de la sortie de quatre monopoles du classement, la légère hausse du chiffre d'affaires des monopoles indiens l'est également du fait de l'entrée d'un monopole qui masque une baisse moyenne de leur chiffre d'affaires individuel.

En 2009, les profits des sociétés du Fortune Global 500 ont suivi une tendance inverse de celle de leur chiffre d'affaires. Alors qu'en 2008 leur chiffre d'affaires avait augmenté, leurs profits s'étaient effondrés de 48,1 % par rapport à 2007, du fait d'une fin d'année calamiteuse. Au contraire, en dépit d'une importante contraction de leur chiffre d'affaires en 2009, les monopoles ont vu leurs profits commencer à se redresser, bien que demeurant encore très en deçà de leur niveau de 2007 (- 39,3 %).

Le chiffre d'affaires des monopoles chinois ayant nettement progressé, c'est sans surprise qu'en 2009 ils ont enregistré des profits en hausse (+ 11,2 % en glissement

annuel). Pour ce qui est des monopoles en déclin ont vu leurs bénéfices se relever partiellement, exception faite des monopoles français, l'explication de ce retour providentiel aux profits tient en deux mots : réductions d'effectifs !

En dépit de réductions drastiques d'effectifs, les monopoles de la plupart des pays impérialistes en déclin ne sont pas parvenus à retrouver leur niveau de profitabilité d'avant-crise ni même à refaire leur retard sur celui des monopoles chinois. Ces derniers ont en effet continué à enregistrer des bénéfices supérieurs à ceux de leurs concurrents, relativement à leur chiffre d'affaires. En 2009, les monopoles chinois ont enregistré en moyenne un bénéfice net représentant 5,6 % de leur chiffre d'affaires, une proportion dépassant de loin celle des USA, du Japon, de l'Allemagne ou de la France. Si l'Inde et le Royaume-Uni font exception et talonnent ou dépassent les monopoles chinois sous ce rapport, c'est essentiellement du fait du poids de monopoles appartenant aux secteurs pharmaceutiques et pétroliers, jouissant d'un niveau de profitabilité plus élevé que la moyenne.

Au cours des dernières années, la part des monopoles chinois dans le total mondial des profits et du chiffre d'affaires des 500 plus gros monopoles mondiaux s'est élevée rapidement, doublant presque durant la période 2007-2009. En 2009, les 46 monopoles chinois ont représenté 11,3 % des profits des sociétés du *Fortune Global 500*, occupant la deuxième position mondiale derrière les USA.

En conclusion, dans les pays impérialistes en déclin, le précaire retour au profit de certains monopoles a été obtenu dans un contexte de contraction continue de leur chiffre d'affaires et au moyen de licenciements massifs qui ont jeté au chômage des millions de travailleurs, avec à la clef la paupérisation absolue du prolétariat. Une option dont les bénéfices ne peuvent être que temporaires et que l'on ne peut pas reconduire indéfiniment à la même échelle !

En outre, ces réductions massives d'effectifs ne suffisent pas toujours à redresser la barre. En dépit de 84 000 suppressions d'emplois en trois ans, la poste américaine (USPS) est aujourd'hui « prise à la gorge » par l'effondrement du volume de courrier (- 17 % en trois ans) qui a rendu insoutenable le coût des salaires et des pensions de retraites. En 2009, sa dette a représenté 130 % de ses 90 milliards de \$ de chiffre d'affaires. Pour tenter d'éviter la faillite, il ne lui reste plus qu'à réaliser des économies sur les retraites, les salaires, à réduire des services et à augmenter ses tarifs.<sup>126</sup> Les perspectives d'avenir des monopoles des pays impérialistes en déclin sont donc plus mauvaises que jamais.

« L'adage veut que quand une entreprise annonce des suppressions de postes, son action flambe en bourse. C'est souvent vrai, mais à court terme et pour un événement isolé. A plus long terme et surtout à grande échelle, ces suppressions d'emplois sont le signe d'une dégradation profonde et durable de l'économie ».<sup>127</sup>

A l'automne 2009, les observateurs attentifs remarquaient que nombre d'entreprises américaines ne cessaient d'embaucher et de licencier du personnel, parfois de manière simultanée, une « logique économique implacable » destinée « à réduire les coûts » en se séparant « des plus gros salaires pour en embaucher de plus petits ».<sup>128</sup> En 2009, la productivité du travail de l'économie américaine a augmenté de 2,9 %, sa plus forte progression depuis 2003.<sup>129</sup>

Cette logique présente certes quelques avantages — notamment pour le gouvernement américain qui peut alors annoncer des chiffres du chômage en légère baisse et clamer ainsi que son plan de relance fonctionne, ou pour les capitalistes individuels qui voient alors leur productivité augmentée à court terme —, mais elle présente surtout un défaut majeur. En effet, la masse salariale baissant relativement à la production, on crée alors les conditions d'une aggravation de la crise des débouchés !

Au contraire, les monopoles chinois ont vu leur chiffre d'affaires et leurs profits progresser ensemble. Au cours des trois premiers trimestres de l'année 2009, les 215 entreprises d'Etat chinoises ont enregistré un chiffre d'affaires de 15 840 milliards de yuans — représentant ainsi l'équivalent de 69,6 % du PIB chinois de la même période —, et réalisé un bénéfice net de 936,6 milliards de yuans.<sup>130</sup> Ces entreprises ont donc réalisé un taux de profit représentant 5,9 % de leur chiffre d'affaires ou 137,1 milliards de \$. Au cours de cette période, leur chiffre d'affaires n'a baissé que de 1,7 % en glissement annuel.

Parmi ces monopoles, ceux gérés directement par le gouvernement central ont réalisé des profits de 679,7 milliards de yuans. C'est-à-dire qu'au cours du seul 3<sup>ème</sup> trimestre, leurs profits ont dépassé ceux du premier semestre. Au fil des mois, ces monopoles ont clairement vu leurs affaires reprendre : alors que leur bénéfice net accusait une baisse de 42 % au 1<sup>er</sup> trimestre en glissement annuel, cette baisse avait été ramenée à 13 % en septembre 2009 pour l'ensemble des trois premiers trimestres de l'année !

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010, les 128 monopoles d'Etat chinois ont enregistré un chiffre d'affaires de 14 220 milliards de yuans — représentant ainsi l'équivalent de 82,3 % du PIB chinois de la même période —, et réalisé un bénéfice net de 927,6 milliards de yuans, soit un taux de profit représentant 6,5 % de leur chiffre d'affaires ou 135,8 milliards de \$. Leur bénéfice net et leur chiffre d'affaires ont ainsi bondi respectivement de 57,1 % et 40,9 % en glissement annuel.<sup>131</sup>

Les monopoles chinois ont donc vu leur situation s'améliorer de manière continue depuis la mise en œuvre du plan de relance et de l'extension accélérée des débouchés intérieurs induit par le rapide retour à une croissance soutenue.

Voyons à présent l'impact qu'a eu la première année écoulée depuis le déclenchement de la crise économique sur le secteur financier ainsi que les investissements, en particulier les flux d'investissements internationaux, que ce soit dans les pays impérialistes en déclin, dans les pays inclus dans leurs zones d'influence, ou en Chine.

## Ce que révèlent le secteur de la finance et les flux d'investissements

Parallèlement à l'approfondissement de "l'économie de bazar" et à la délocalisation croissante de branches d'industries entières, les flux mondiaux d'IDE n'ont cessé de voir leur importance se renforcer au cours des dernières années.

A la vue de la contraction qui a frappé l'industrie et les échanges commerciaux du monde, on se doute que l'année 2009 fût une année noire pour les IDE. Quel intérêt y a-t-il en effet à investir dans de nouvelles usines et capacités de production quand les capacités existantes sont déjà sous-utilisées et que la situation financière des entreprises se dégrade ?

Au début de l'année, une note de l'Agefi commentait le bilan provisoire présenté par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED ou UNCTAD), sur les flux mondiaux d'IDE en 2009, le jugeant « plus terne encore que ses dernières prévisions ». <sup>132</sup>

Dans le courant de l'été, la CNUCED a confirmé ses prévisions dans l'édition 2010 de son *World Investment Report*. <sup>133</sup>

Avec la crise économique, les flux d'IDE ont évidemment enregistré un effondrement sans précédent, comme l'illustre le tableau ci-dessous. Sauf mention spéciale, tous les chiffres relatifs aux IDE sont extraits du *World Investment Report*. <sup>134</sup>

Evolution des flux mondiaux d'IDE								
En milliards de \$	1980	1990	2005	2007	2008	2009	▲ $\frac{2009}{2008}$	▲ $\frac{2009}{2007}$
PIB (prix courants)	11 826	22 121	45 273	55 092	60 766	55 005	- 9,5 %	- 0,2 %
Flux d'IDE (entrées)	54	208	986	2 100	1 771	1 114	- 37,1 %	- 47,0 %
Flux d'IDE (sorties)	52	241	893	2 268	1 929	1 101	- 42,9 %	- 51,5 %
IDE (sorties)/PIB	0,4 %	1,1 %	2,0 %	4,1 %	3,2 %	2,0 %	- 36,9 %	- 51,4 %

L'année 2008, avait déjà vu les flux d'IDE mondiaux s'effondrer de 15,3 % en glissement annuel. L'année 2009 les a vus s'effondrer encore davantage, de pas moins de 40,1 % ! Sur la période 2007-2009, les flux mondiaux d'IDE se sont donc effondrés de 49,3 %, soit de moitié !

Durant la période 1980-2009, le stock mondial des IDE sortants s'est élevé de 549 à 18 982 milliards de \$. Alors qu'en 1980, il ne représentait encore que l'équivalent de 4,6 % du montant du PIB mondial, il en représentait plus de 34,3 % en 2009.

En 1980, les "pays développés" attiraient 86,1 % des flux d'IDE entrants et étaient à l'origine de 93,8 % des flux d'IDE sortants. En 2007, ils n'attiraient déjà plus que 68,8 % des flux d'IDE entrants. La crise a encore accéléré cette tendance et en 2009, ils en ont attiré à peine plus de la moitié (50,8 %) !

De même, les "pays en développement" ont vu leur poids augmenter dans les flux d'IDE sortants, leur part passant de 6,2 % en 1980 à 12,9 % en 2007 et à 20,8 % en 2009.

Il faut dire que durant la période 2007-2009, les flux d'IDE entrants à destination des "pays en développement" se sont effondrés de seulement 15,4 %, quand ceux à destination des "pays développés" s'effondraient de 60,8 % ! De même, les flux d'IDE sortants provenant des "pays en développement" n'ont reculé que de 21,6 % quand ceux provenant des pays développés s'effondraient de 57,3 %.<sup>135</sup>

Si « pas une zone géographique n'a été épargnée », la situation est donc cependant loin d'être homogène !<sup>136</sup>

Il y a en effet d'un côté les pays impérialistes en déclin, qui ont en général été les plus touchés, et de l'autre les pays ateliers, semi-coloniaux ou les puissances impérialistes naissantes, qui ont globalement moins été touchés.

Voyons maintenant l'évolution individuelle des flux d'IDE de quelques uns des plus importants émetteurs et récepteurs mondiaux d'IDE durant la période 2007-2009.

**[Voir fascicule de graphes p. 15]**

Flux d'IDE de quelques-uns des principaux émetteurs et récepteurs mondiaux d'IDE							
En milliards de \$		2007	2008	2009	Part dans les IDE mondiaux		▲ $\frac{2009}{2007}$
					2007	2009	
USA	Entrées	266,0	324,6	129,9	12,7 %	11,7 %	- 51,2 %
	Sorties	393,5	330,5	248,1	17,4 %	22,5 %	- 37,0 %
France	Entrées	96,2	62,3	59,6	4,6 %	5,3 %	- 38,0 %
	Sorties	164,3	161,1	147,2	7,2 %	13,4 %	- 10,4 %
Japon	Entrées	22,6	24,4	11,9	1,1 %	1,1 %	- 47,3 %
	Sorties	73,5	128,0	74,7	3,2 %	6,8 %	- 1,6 %
Allemagne	Entrées	76,5	24,4	35,6	3,6 %	3,2 %	- 53,5 %
	Sorties	162,5	134,6	62,7	7,2 %	5,7 %	- 61,4 %
Chine	Entrées	83,5	108,3	95,0	4,0 %	8,5 %	+ 13,8 %
	Sorties	22,5	52,2	48,0	1,0 %	4,4 %	+ 113,3 %
Russie	Entrées	55,1	75,5	38,7	2,6 %	3,5 %	- 29,8 %
	Sorties	45,9	56,1	46,1	2,0 %	4,2 %	+ 0,4 %
Italie	Entrées	40,2	17,0	30,5	1,9 %	2,7 %	- 24,1 %
	Sorties	90,8	43,8	43,9	4,0 %	4,0 %	- 51,7 %
Canada	Entrées	108,4	55,3	18,7	5,2 %	1,7 %	- 82,7 %
	Sorties	59,6	80,8	38,8	2,6 %	3,5 %	- 34,9 %
Royaume-Uni	Entrées	186,4	91,5	45,7	8,9 %	4,1 %	- 75,5 %
	Sorties	318,4	161,1	18,5	14,0 %	1,7 %	- 94,2 %
Espagne	Entrées	64,3	73,3	15,0	3,1 %	1,3 %	- 76,7 %
	Sorties	137,1	74,9	16,3	6,0 %	1,5 %	- 88,1 %
Suisse	Entrées	51,7	5,1	9,7	2,5 %	0,9 %	- 81,2 %
	Sorties	56,6	51,1	15,5	2,5 %	1,4 %	- 72,6 %
Inde	Entrées	25,0	40,4	34,6	1,2 %	3,1 %	+ 38,4 %
	Sorties	17,2	18,5	14,9	0,8 %	1,4 %	- 13,4 %
Brésil	Entrées	34,6	45,1	25,9	1,6 %	2,3 %	- 25,1 %
	Sorties	7,1	20,5	-10,1	0,3 %	- 0,9 %	- 242,3 %
Belgique	Entrées	118,4	110,0	33,8	5,6 %	3,0 %	- 71,5 %
	Sorties	105,9	130,0	-15,1	4,7 %	- 1,4 %	- 114,3 %



Comme on le voit, de nombreux pays impérialistes en déclin ont vu leurs flux d'IDE sortants, mais en encore plus leurs flux d'IDE entrants s'effondrer au cours des deux dernières années.

Un constat à nuancer, puisque ceux disposant encore de branches d'industrie "High Tech" (USA, France, Japon, Allemagne, Italie, Canada) ont vu leurs flux d'IDE sortants s'effondrer dans une mesure moindre à celle de pays au caractère rentier ou tertiaire le plus exacerbé comme le Royaume-Uni, la Suisse, l'Espagne et la Belgique.

Surtout, la crise a accentué une tendance qui a accompagné le début de la décomposition de "l'économie de bazar" au cours des dernières années, à savoir la baisse de la proportion des flux d'IDE entrants par rapport aux flux d'IDE sortants dans les pays impérialistes en déclin.

En 2007, le flux des IDE entrants des USA, de la France, du Japon, de l'Allemagne, de l'Italie, du Canada, du Royaume-Uni, de l'Espagne, de la Suisse et de la Belgique représentait en moyenne 66,0 % du volume de celui de leurs IDE sortants. En 2009, leurs flux d'IDE entrants ne représentaient plus que 60,0 % de leurs flux d'IDE sortants. Ceci illustre la baisse de l'attractivité des territoires des pays impérialistes en déclin pour les investisseurs étrangers.

Une tendance d'autant plus significative que l'interpénétration des capitaux est très forte dans les pays impérialistes en déclin, comme l'illustre la proportion des IDE entrants par rapport aux IDE sortants dans le stock des IDE. L'étude du stock des IDE a pour mérite de fournir une base de comparaison à long terme.

En 2009, notre panel de dix pays impérialistes en déclin représentait 51,6 % du stock mondial d'IDE entrants et 68,8 % du stock mondial d'IDE sortants. Leur stock d'IDE entrants représentait alors 70,2 % de leur stock d'IDE sortants. En 2009, la proportion des flux d'IDE entrants par rapport aux flux d'IDE sortants accuse donc une baisse de plus de dix points par rapport à ce niveau.

Si les pays impérialistes en déclin ne sont pas encore confrontés à une fuite des capitaux, ils en prennent clairement le chemin ! Le fait que les flux sortants d'IDE de la Belgique et du Brésil aient été négatifs en 2009 laisse penser que les monopoles de ces pays ont adopté une stratégie d'investissement beaucoup plus prudente au point de privilégier le rapatriement de capitaux !

La menace d'une fuite des capitaux fournit évidemment une motivation supplémentaire aux gouvernements bourgeois des pays impérialistes en déclin pour tenter de rendre à nouveau attractifs leurs territoires en exigeant des sacrifices de leur propre main-d'œuvre : "soit vous acceptez de gagner moins tout en travaillant plus, soit vous vous exposez à voir vos emplois disparaître là où les esclaves salariés sont plus dociles !"

Concrètement, on estime que les filiales d'entreprises étrangères implantées en France emploient aujourd'hui 2,8 millions de personnes et représentent 40 % des exportations françaises.<sup>137</sup>

Or la France fait partie des pays impérialistes en déclin possédant la plus grande force de frappe en termes d'exportation de capitaux, avec un stock d'IDE entrants représentant seulement 65,9 % de son stock d'IDE sortants en 2009.

Autre remarque d'importance, l'effondrement important des flux d'IDE sortants des pays impérialistes illustre l'affaiblissement des "capacités de projection" de leurs monopoles dont les finances ont été durement éprouvées par la crise et qui peinent aujourd'hui à trouver de nouveaux débouchés pour l'exportation de capitaux : "produire quoi et pour qui ?"

En dépit de son très fort degré d'intégration au commerce mondial, l'impérialisme chinois a été relativement épargné, bien plus que l'Inde dont les flux d'IDE sortants restent sous leur niveau de 2007.

Au gré de la crise économique mondiale, la Chine est devenue la deuxième destination mondiale des flux sortant d'IDE en 2009, attirant 95,0 milliards de \$ d'IDE, soit 8,5 % des flux mondiaux (contre 4,0 % en 2007), juste derrière les USA avec 129,9 milliards de \$ d'IDE et devant la France avec 59,6 milliards de \$ d'IDE ! Le montant des flux d'IDE entrants en Chine accuse certes une baisse de 12,2 % par rapport à celui de 2008, mais reste en hausse de 13,8 % par rapport à 2007, notre année de référence d'avant-crise. En 2007, les flux d'IDE vers la Chine représentaient 31 % de ceux vers les USA. En 2009, ils en ont représenté 73 % ! Alors qu'ils étaient de 13 % inférieurs à ceux de la France en 2007, ils ont été plus de 59 % supérieurs en 2009.

Le même constat vaut pour les flux d'IDE sortants chinois qui se sont montés à 48,0 milliards de \$ en 2009, soit 4,4 % des flux mondiaux (contre 1,0 % en 2007). Ce montant accuse une baisse de 8,0 % par rapport à 2008,... mais une hausse de 113,6 % par rapport à 2007 ! On estime qu'en 2009, 23 % des flux d'IDE chinois sortants ont visé des entreprises australiennes, essentiellement dans le secteur minier.

Les pays impérialistes en déclin n'ont pas non plus été délaissés, mais l'impérialisme chinois y a visé les secteurs les plus solides, c'est-à-dire ceux qui resteraient debout même après un tsunami économique. C'est ainsi qu'à la fin de l'automne 2009, la China Investment Corporation (CIC) a acquis 15 % du capital d'AES Corporation, une des principales sociétés américaines productrices d'électricité.

Surtout, le montant des flux d'IDE sortants chinois aurait été plus élevé si plusieurs importantes opérations d'acquisition n'avaient pas été bloquées « pour des raisons de sécurité ou de patriotisme économique », notamment par les USA (Firstgold) et l'Australie (Rio Tinto, Lynas).<sup>138</sup>

Des complications qui restent aujourd'hui encore d'actualité. Au cours de l'été 2010, suite au projet d'enquête déposé par 50 parlementaires du Congrès américain jugeant que l'acquisition de 14 % du capital de l'aciériste américain Steel Development Co. par l'aciériste chinois Anshan Iron and Steel représentait un « acte menaçant la sécurité nationale », le ministère chinois du commerce accusait les USA de protectionnisme et les encourageait à « créer un meilleur environnement d'investissement pour les entreprises chinoises ». <sup>139</sup>

Du fait de ses abondantes réserves de devises étrangères, la Chine est depuis plusieurs années déjà exportatrice nette de capitaux. Seul le secteur des IDE faisait encore exception, du fait du manque de maturité de ses monopoles.

Au cours des dernières années, le rapide rattrapage technologique de l'impérialisme chinois, en renforçant ses monopoles nationaux, leur a permis de se projeter de manière croissante à l'international, avec à la clef l'augmentation de la proportion des IDE sortants par rapport aux IDE entrants, en dépit de l'afflux de capitaux étrangers qui est d'ailleurs resté limité.

En 2009, le stock des IDE entrants chinois s'est monté à 473,1 milliards de \$, soit 2,7 % du stock mondial des IDE entrants. Un montant qu'il faut comparer à celui de la Hongrie (248,7 milliards de \$), ou à d'autres plus proches comme celui de Singapour (343,6 milliards de \$) et du Brésil (400,8 milliards de \$).

En 2001, le stock des IDE sortants chinois représentait 17,1 % du stock des IDE entrants. En 2007 et 2009, il en a représenté respectivement 29,3 % et 48,5 %. Au rythme des dernières années, le stock d'IDE sortants de l'impérialisme chinois dépassera rapidement celui des IDE entrants.

Une perspective dont sont d'ailleurs bien conscientes les élites chinoises, comme l'illustre un article récent du *Quotidien du Peuple* intitulé « **La Chine est-elle prête à devenir une grande puissance en matière d'investissement ?** ».

Après avoir rappelé que « dans le passé, les pays avancés et développés, dont la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Japon » avaient « tous sans exception » utilisé « les avantages de leurs capitaux, de leur main-d'œuvre, de leur technique et de leur marketing pour trouver et créer de nouveaux débouchés afin de pouvoir conquérir des parts du marché mondial », l'article poursuivait sur le fait que la Chine en était aujourd'hui également arrivée à ce stade :

« Puis, après avoir réussi à atteindre un certain niveau, l'exportation de capitaux commence de plus en plus à remplacer celle des produits et des marchandises. (...) L'économie chinoise dans son ensemble accède actuellement à la phase de la croissance de grande ampleur de ses investissements à l'extérieur et il est prévu que dans les prochaines années, la sortie des investissements directs dépassera leur entrée, ce qui signifie le commencement du changement qualitatif de la position internationale de la Chine quant à ses investissements directs ».<sup>140</sup>

Comme nous l'avons déjà souligné, la plupart des pays impérialistes en déclin possèdent un stock d'IDE sortants supérieur à celui des IDE entrants, une illustration de l'exportation de capitaux, dont les bénéfices sont aujourd'hui souvent anéantis par la charge représentée par le paiement des intérêts de la dette souveraine...

En 2009, la Chine a compté parmi les premiers récepteurs et émetteurs mondiaux d'IDE, même si elle reste encore loin de certains pays impérialistes en déclin quant au montant des flux d'IDE sortants (248,1 milliards de \$ pour les USA) et surtout au stock d'IDE accumulé, comme l'illustrent les tableaux ci-dessous qui montrent le poids de quelques pays, et en particulier de quelques-uns des principaux pays impérialistes en déclin dans le stock mondial des IDE entrants et sortants.

Stock d'IDE de quelques pays en 2009					
(En milliards de \$)	Entrées	Sorties	Entrées (%)	Sorties (%)	<u>Sorties</u> <u>Entrées</u>
USA	3 120,6	4 302,9	17,6 %	22,7 %	137,9 %
France	1 133,0	1 719,7	6,4 %	9,1 %	151,8 %
Royaume-Uni	1 125,1	1 651,7	6,3 %	8,7 %	146,8 %
Allemagne	701,6	1 378,5	4,0 %	7,3 %	196,5 %
Pays-Bas	596,7	850,6	3,4 %	4,5 %	142,6 %
Suisse	463,8	804,8	2,6 %	4,2 %	173,5 %
Japon	200,1	740,9	1,1 %	3,9 %	370,3 %
Belgique	830,1	669,0	4,7 %	3,5 %	80,6 %
Espagne	670,6	645,9	3,8 %	3,4 %	96,3 %
Italie	394,0	578,1	2,2 %	3,0 %	146,7 %
Canada	524,9	566,9	3,0 %	3,0 %	108,0 %
Suède	304,5	367,4	1,7 %	1,9 %	120,7 %
Australie	328,1	343,6	1,8 %	1,8 %	104,7 %
Danemark	157,6	216,2	0,9 %	1,1 %	137,2 %
Norvège	116,1	164,7	0,7 %	0,9 %	141,9 %
Finlande	88,4	125,9	0,5 %	0,7 %	142,4 %
Cumul	10 755,2	15 126,8	60,6 %	79,6 %	140,6 %
Monde	17 743,4	18 992,1			

Stock d'IDE de quelques pays en 2009					
(En milliards de \$)	Entrées	Sorties	Entrées (%)	Sorties (%)	<u>Sorties</u> <u>Entrées</u>
Hong Kong (Chine)	912,2	834,1	5,1 %	4,4 %	91,4 %
Russie	252,5	248,9	1,4 %	1,3 %	98,6 %
Chine	473,1	229,6	2,7 %	1,2 %	48,5 %
Singapour	343,6	213,1	1,9 %	1,1 %	62,0 %
Taiwan	48,3	181,0	0,3 %	1,0 %	374,7 %
Hongrie	248,7	174,9	1,4 %	0,9 %	70,3 %
Brésil	400,8	157,7	2,3 %	0,8 %	39,3 %
Corée du Sud	110,8	115,6	0,6 %	0,6 %	104,3 %
Inde	164,0	77,2	0,9 %	0,4 %	47,1 %
Portugal	111,3	67,2	0,6 %	0,4 %	60,4 %
Afrique du Sud	125,1	64,3	0,7 %	0,3 %	51,4 %
Israël	71,3	56,1	0,4 %	0,3 %	78,7 %
Chili	121,6	41,2	0,7 %	0,2 %	33,9 %
Grèce	44,9	40,4	0,3 %	0,2 %	90,0 %
Arabie Saoudite	147,1	40,3	0,8 %	0,2 %	27,4 %
Indonésie	72,8	30,2	0,4 %	0,2 %	41,5 %
Argentine	81,0	29,4	0,5 %	0,2 %	36,3 %
Venezuela	41,2	17,7	0,2 %	0,1 %	43,0 %
Cumul	3 770,3	2 618,9	21,2 %	13,8 %	69,5 %
Monde	17 743,4	18 992,1			

Stock d'IDE de quelques pays en 2009					
(En milliards de \$)	Entrées	Sorties	Entrées (%)	Sorties (%)	<u>Sorties</u> <u>Entrées</u>
Mexique	309,5	53,5	1,7 %	0,3 %	17,3 %
Pologne	182,8	26,2	1,0 %	0,1 %	14,3 %
Thaïlande	99,0	16,3	0,6 %	0,1 %	16,5 %
Colombie	74,1	16,2	0,4 %	0,1 %	21,9 %
Turquie	77,7	14,8	0,4 %	0,1 %	19,0 %
République Tchèque	115,9	13,9	0,7 %	0,1 %	12,0 %
Ukraine	52,0	7,3	0,3 %	0,0 %	14,0 %
Kazakhstan	72,3	6,8	0,4 %	0,0 %	9,4 %
Nigéria	69,1	6,4	0,4 %	0,0 %	9,3 %
Croatie	36,6	5,8	0,2 %	0,0 %	15,8 %
Egypte	66,7	4,3	0,4 %	0,0 %	6,4 %
Iran	24,0	2,2	0,1 %	0,0 %	9,2 %
Maroc	40,7	2,2	0,2 %	0,0 %	5,4 %
Pérou	36,9	1,9	0,2 %	0,0 %	5,1 %
Roumanie	74,0	1,7	0,4 %	0,0 %	2,3 %
Tunisie	31,9	0,2	0,2 %	0,0 %	0,6 %
Côte d'Ivoire	6,2	0,0	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Vietnam	52,8	0,0	0,3 %	0,0 %	0,0 %
Cumul	1 422,2	179,7	8,0 %	0,9 %	12,6 %
Monde	17 743,4	18 992,1			

Dans le 1<sup>er</sup> tableau, nous avons placé les principaux pays impérialistes en déclin. En 2009, ces 16 pays représentaient  $\frac{3}{5}$  du stock mondial d'IDE entrants et étaient à l'origine des  $\frac{4}{5}$  du stock mondial d'IDE sortants. Ces pays sont pour la plupart caractérisés par l'exportation nette de capitaux, c'est-à-dire un stock d'IDE sortants supérieur à celui des IDE entrants.

Dans le 2<sup>nd</sup> tableau, nous avons placé 18 autres importants pays aux profils très disparates : pays impérialistes déchu (Russie), puissances impérialistes de second rang (Israël, Portugal, Grèce) dépendant étroitement de puissances impérialistes de premier plan, nouveaux pays impérialistes (Corée du sud, Taïwan, Brésil, Chine), ou pays semi-coloniaux où le capitalisme et l'afflux de capitaux étrangers ont déjà fait émerger une puissante bourgeoisie compradore monopoliste (comme au Chili, en Hongrie, en Afrique du Sud, en Inde ou à Singapour). En 2009, ces 18 pays représentaient  $\frac{1}{5}$  du stock mondial d'IDE entrants et étaient à l'origine d' $\frac{1}{7}$  du stock mondial d'IDE sortants.

Enfin, dans le 3<sup>ème</sup> tableau, nous avons placé quelques-uns des principaux pays où le stock des IDE sortants est de très loin inférieur à celui des IDE entrants. En 2009, ces 18 pays représentaient moins d' $\frac{1}{10}$  du stock mondial d'IDE entrants et étaient à l'origine des  $\frac{1}{100}$  du stock mondial d'IDE sortants. La plupart de ces pays sont des pays dépendants étroitement liés à d'autres puissances impérialistes, tels le Mexique, la Pologne et la Thaïlande. Seule l'Iran fait exception, comme on le verra plus loin. Pour ce pays, la faiblesse du stock d'IDE entrants représente avant tout le faible degré de pénétration du capital étranger, circonscrit à quelques branches

d'industrie (pétrole et gaz), alors que la plupart des branches d'industrie sont nationalisées pour permettre l'accumulation protégée de monopoles naissants, d'où la faiblesse encore plus grande du stock d'IDE sortants.

Voilà pour les observations générales. Regardons maintenant en détail le cas de l'impérialisme chinois.

En 2009, le stock des IDE sortants chinois s'est monté à 229,6 milliards de \$, soit 1,2 % du stock mondial des IDE sortants. Mais la faiblesse actuelle de l'impérialisme chinois quant au stock d'IDE sortants doit être relativisée.

D'abord parce que la Chine n'est pas seulement (et sera de moins en moins) la Chine continentale. Hong Kong et Taïwan sont de plus en plus intégrés au bloc continental.

Ensuite, parce que comme on l'a vu, les flux d'IDE sortants de la Chine continentale ont compté parmi les premiers du monde en 2008-2009 avec une moyenne annuelle de 50 milliards de \$. La proportion des IDE sortants chinois va ainsi rapidement augmenter dans le stock mondial.

Enfin, l'important stock d'IDE des pays impérialistes en déclin est et sera de plus en plus menacé par la décomposition de "l'économie de bazar", laquelle a comme on l'a vu dans la partie précédente, durement éprouvé la rentabilité de leurs monopoles, avec à la clef la perspective d'enregistrer de gigantesques dépréciations d'actifs !

Les "plans de soutien" mis en place dans les pays impérialistes en déclin n'ont pas pu empêcher l'effondrement des flux d'IDE des pays impérialistes en déclin, y compris de leurs flux d'IDE sortants. Pourquoi ?

L'approfondissement de "l'économie de bazar" a enregistré son apogée en 2007. Avec la crise de la dette, qui a éclaté en 2008, elle a commencé à se décomposer au grand jour.

Cette décomposition pose évidemment des problèmes insurmontables à la bourgeoisie, et en particulier à la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin. L'économie de ces pays repose en effet quasi-exclusivement sur l'extension de leur demande intérieure, c'est-à-dire qu'elle est basée sur l'entretien des chaînes dorées de l'esclavage salarié. Presque tous leurs investissements, qu'ils soient indigènes ou étrangers, dépendent de l'entretien de ces chaînes dorées qui est pourtant devenu un luxe hors de prix face à la rapide montée en puissance de l'industrie chinoise !

C'est d'ailleurs la raison fondamentale de l'effondrement de l'attractivité des territoires des pays impérialistes en déclin au cours des dernières années. Une tendance que les années à venir vont encore accentuer avec la mise en place des "plans de rigueur", dont nous parlerons plus loin. La contraction inéluctable de leur marché intérieur rendra en effet beaucoup moins attractif la conquête de ce marché par les monopoles étranger, d'où la poursuite de la baisse des opérations de fusions-acquisitions. A l'opposé, le territoire chinois deviendra de plus en plus attractif et sera le récepteur d'une part croissante d'IDE entrants.

Ainsi, de janvier à août 2010, les flux d'IDE entrants en Chine ont augmenté de 18,0 % en glissement annuel, atteignant 66,0 milliards de \$.<sup>141</sup> Nul doute que cette

augmentation se fasse au détriment des flux vers les pays impérialistes en déclin et s'inscrive dans la perspective de « retraite » des monopoles étrangers qui jettent leurs dernières forces en Chine, une perspective dont nous parlions déjà au printemps 2009. Un processus qui sera cependant gêné par la montée en puissance des monopoles chinois qui seront à l'origine d'une part croissante des IDE sortants.

Si depuis le début de la crise les pays impérialistes en déclin ont subi un effondrement considérable de leurs d'investissements extérieurs (IDE) comme domestiques, c'est le contraire pour l'impérialisme chinois, non seulement en ce qui concerne les flux d'IDE, mais encore plus en ce qui concerne les investissements domestiques qui ont continué à croître rapidement, comme l'illustre le graphe ci-dessous.

**[Voir fascicule de graphes p. 29]**

L'année 2009 a donc vu une progression record des investissements chinois. Au cours des 15 dernières années, le volume des investissements a été multiplié par un facteur de plus de 11. La croissance exponentielle des investissements fait que les investissements de la seule année 2009 ont dépassé les investissements cumulés de la période 1995-2002. Une tendance qui se poursuit : au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010, les investissements en capital fixe (dans les zones urbaines) avaient augmenté de 25,0 % en glissement annuel, pour se monter à près de 11 419 milliards de yuans.<sup>142</sup> Voyons maintenant d'où proviennent ces investissements.

Investissements en capital fixe de la Chine en fonction de la provenance des capitaux <sup>143</sup>					
	Montant annuel (milliards de yuans)	Capitaux chinois	Capitaux taiwanais, hongkongais et macanais	Capitaux étrangers	Capitaux du gouvernement central
1995	2 002	88,8 %	3,4 %	7,8 %	54,4 %
1996	2 291	88,2 %	3,6 %	8,2 %	52,4 %
1997	2 494	88,4 %	3,8 %	7,8 %	52,5 %
1998	2 841	89,5 %	4,7 %	5,8 %	54,1 %
1999	2 985	91,1 %	4,1 %	4,8 %	53,4 %
2000	3 292	92,1 %	3,9 %	4,0 %	50,1 %
2001	3 721	91,9 %	4,3 %	3,8 %	47,3 %
2002	4 350	92,0 %	4,1 %	3,9 %	43,4 %
2003	5 557	91,1 %	4,3 %	4,6 %	39,0 %
2004	7 048	90,1 %	4,4 %	5,5 %	35,5 %
2005	8 877	90,6 %	4,2 %	5,2 %	33,4 %
2006	11 000	90,1 %	4,3 %	5,6 %	30,6 %
2007	13 732	90,3 %	4,4 %	5,3 %	28,2 %
2008	17 283	91,1 %	4,0 %	4,9 %	28,2 %
2009	22 485	?	?	?	?

Il apparait donc que les capitaux étrangers représentent une très faible part du montant total des investissements, cette part ayant en outre fortement diminué

depuis 1995. Au contraire, la part des capitaux taïwanais, hongkongais et macanais s'est beaucoup mieux maintenue.

Si la part des capitaux provenant du gouvernement central a baissé au cours de la période 1994-2008, ce n'est que d'un point de vue relatif. Leur volume a en effet plus que quintuplé, puisqu'il est passé de 962 à 4 874 milliards de yuans. En 2008, sous l'impulsion du plan de relance, la part du gouvernement central s'est stabilisée, alors que celle du secteur privé chinois augmentait aux dépens de celle des capitaux étrangers. Nous ne disposons pas du détail des investissements pour l'année 2009, mais sous le coup d'un léger recul des flux d'IDE et de nouveau investissements massifs inclus dans le plan de relance gouvernemental, il serait surprenant que la part des capitaux chinois, et en particulier des capitaux provenant du gouvernement central ne se soit pas considérablement accrue. En se basant sur le volume des IDE entrant, les capitaux chinois ont sans aucun doute représenté plus de 93,2 % de l'ensemble des investissements en capital fixe en 2009, contre moins de 3,8 % pour les capitaux étrangers.

Cette tendance du refoulement (relatif) du capital étranger dans l'économie chinoise n'est pas prête de s'inverser, le différentiel entre l'économie chinoise et celle des pays impérialistes en déclin ne pouvant qu'accélérer le rattrapage chinois.

La part des capitaux étrangers est en outre surestimée. En effet, selon l'Eurasia Institute de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Paris, une grande partie des IDE entrants provient de Taïwan, de Hong-Kong ou même de Chine !...

« En réalité, on estime que près des deux tiers des investissements directs étrangers sont le résultat soit d'investissements taïwanais et hongkongais, soit d'un phénomène de "round-tripping", qui consiste à envoyer à l'étranger des fonds chinois qui sont ensuite réinjectés en Chine sous l'appellation "investissements étrangers". Grâce à cela, ils bénéficient de mesures préférentielles accessibles uniquement aux investisseurs étrangers ». <sup>144</sup>

Sous cet angle, la fin de la politique fiscale préférentielle destinée à attirer les capitaux étrangers conjuguée à la politique de préférence nationale dans les marchés publics ne peut qu'encourager les investisseurs chinois à abandonner l'étiquette "investisseur étranger". Les investissements comptés comme étant à capitaux étrangers représenteront donc de plus en plus des investissements provenant réellement de l'étranger...

Voilà pour ce qui est des grandes tendances mondiales de l'évolution des investissements.

Comme on l'a vu, les pays impérialistes en déclin ont vu leur industrie saignée par la crise et leurs flux d'IDE s'effondrer. La situation de leurs banques reste donc périlleuse. L'augmentation croissante du nombre de faillites bancaires aux USA, provoquée par une augmentation d'emprunteurs faisant défaut, en dépit de la "reprise économique", en témoigne. En 2008, le secteur bancaire américain avait enregistré 25 faillites. Il en a enregistré 140 en 2009 et le compteur en est déjà à 125 en 2010 ! <sup>145</sup>

De nombreux monopoles financiers des pays impérialistes en déclin ont vu leur situation continuer à se dégrader. « **Les grandes banques masquent les niveaux de risques** », titrait au printemps le *Wall Street Journal* qui rapportait que 18



banques — incluant les derniers mastodontes américains rescapés : Goldman Sachs, Morgan Stanley, JP Morgan Chase, Bank of America et Citigroup —, avaient maquillé leurs comptes, "sous-estimant" leur endettement à court terme d'en moyenne 42 % au cours des cinq derniers trimestres.<sup>146</sup>

Si ces banques cherchent à maquiller leur véritable niveau d'endettement, c'est pour une bonne raison : quand on ne peut cacher certains indicateurs inquiétant, il faut bien en "trafiquer" d'autres pour enjoliver la réalité...

En effet, comme nous allons le voir à présent avec un panel composé de trente des plus grandes banques des pays impérialistes en déclin, l'évolution de certains chiffres reste inquiétante en dépit d'annonces sur la prétendue santé retrouvée du secteur financier.<sup>147</sup>

En 2007, seules deux de ces trente banques avaient enregistré des pertes. Les vingt-huit autres avaient enregistré un bénéfice, souvent confortable. En 2008, ce sont quinze de ces banques qui ont enregistré des pertes, les autres voyant leur chiffre d'affaire et leurs revenus s'effondrer. En 2009, à de rares exceptions près le chiffre d'affaires de ces trente banques a continué à s'effondrer. Malgré cela, seules sept d'entre elles ont encore enregistré des pertes, les vingt-trois autres renouant avec les bénéfices ou les voyant augmenter. Le tableau ci-dessous montre comment a évolué le chiffre d'affaires et le résultat net cumulés de ces trente banques.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat de notre panel de 30 grandes banques				
<i>En milliards de \$</i>	2007	2008	2009	▲ $\frac{2009}{2007}$
<b>Chiffre d'affaires</b>	2 541,8	2 360,2	2 194,3	- 13,7 %
<b>Résultat net</b>	190,5	- 76,4	103,1	- 45,9 %
<b>Part des profits/pertes</b>	7,5 %	- 3,2 %	4,7 %	

La première chose que l'on remarque ici est le fait qu'en 2009, le chiffre d'affaires de ces banques a continué à se contracter rapidement. En dépit de cette contraction, elles ont renoué avec les bénéfices, même si leur niveau reste encore très éloigné de celui d'avant-crise. La part des profits par rapport au chiffre d'affaires reste également encore très inférieure à l'année 2007.

En dépit de résultats globalement moins mauvais, de nombreux monopoles financiers des pays impérialistes en déclin ont donc continué de souffrir.

Surtout, la baisse continue de leur chiffre d'affaires montre que le relèvement des bénéfices n'a pas une base solide et durable : ce retour aux bénéfices résulte entre autres de réductions de coûts (internes aux banques et exigées par les prêteurs dans l'industrie), de ventes d'actifs et enfin d'une pratique encore moins avouable que nous verrons un peu plus loin.

A titre d'exemple, à la fin du premier trimestre 2010, l'assureur AIG a cédé ses activités d'assurance vie asiatiques pour un montant de 35,5 milliards de \$. Cette vente d'actifs, destinée à « rembourser les pouvoirs publics », était la plus importante réalisée par le groupe depuis son renflouement par l'Etat américain en septembre 2008.<sup>148</sup> De son côté Fannie Mae, le premier organisme de

refinancement immobilier américain, a fait pire qu'en 2008, enregistrant des pertes de 74,4 milliards de \$ en 2009, en hausse de 24,4 % en glissement annuel !<sup>149</sup>

De l'autre côté de l'Atlantique, HSBC a vu son résultat net avant impôt fondre de 23,7 % en glissement annuel. Au début de l'année HSBC a revendu son siège parisien des Champs-Élysées pour 0,4 milliard d'euros.<sup>150</sup> Une façon de récupérer des liquidités pour les investir ailleurs... Quelques mois plus tard, le président du groupe annonçait vouloir « accroître ses bénéfices et sa taille en Chine » : « **Il n'y a pas de marché stratégiquement plus important pour nous** ». Bien qu'étant la première banque étrangère en Chine, HSBC n'y possède qu'une centaine d'agences, quand les grandes banques chinoises en possèdent des dizaines de milliers.<sup>151</sup>

Et on comprend HSBC, car loin des sombres perspectives des banques dans les pays impérialistes en déclin, les banques chinoises ont au contraire largement profité de la croissance économique chinoise. Prenons-en comme exemple les quatre grosses banques d'Etat.

En 2007, l'Industrial and Commercial Bank of China, la China Construction Bank, la Bank of China et l'Agricultural Bank of China avaient réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 165,8 milliards de \$ et réalisé un bénéfice net de près de 28,8 milliards de \$. En 2008, elles ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 227,9 milliards de \$ et réalisé un bénéfice net de près de 45,9 milliards de \$. Enfin, en 2009, elles ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 227,1 milliards de \$ et réalisé un bénéfice net de près de 55,8 milliards de \$. C'est-à-dire qu'au cours de ces trois dernières années, la part de leurs profits par rapport à leur chiffre d'affaires s'est montée à respectivement 17,4 %, 20,1 % et 24,6 % !<sup>152</sup> En 2009, cette proportion a représenté le quintuple de celle du panel des trente banques des pays impérialistes en déclin dont nous avons parlé juste avant. "La crise ? Quelle crise ?", doivent se dire les banques chinoises...

C'est dans ces conditions qu'au début du mois de janvier, le *Financial Times* titrait « **Les banques chinoises éclipsent leurs rivales américaines** ». En 2009, les banques chinoises « ont cimenté leur position en tant que premières institutions financières en termes de capitalisation boursière ». Les quatre premières banques chinoises occupaient ainsi... les quatre premières places du classement mondial, suivies par la banque brésilienne Itaú Unibanco.<sup>153</sup> HSBC et JP Morgan Chase avaient donc été éjectées du top 5.

Au début de l'été, le magazine anglais *The Banker* publiait son classement des 1 000 premières banques du monde. En 2009, 84 banques chinoises figuraient dans ce classement. Si elles ont représenté seulement 9 % du capital total, elles ont par contre réalisé 25 % du total des bénéfices !<sup>154</sup> A capital comparable, les banques chinoises ont donc enregistré des bénéfices près de 3,4 fois supérieurs à ceux de l'ensemble des autres banques !

Quelques jours plus tard, le secteur bancaire chinois faisait encore parler de lui en procédant à la plus grosse introduction en bourse de l'histoire. Le 6 juillet, l'Agricultural Bank of China était introduite simultanément en bourse à Hong Kong et Shanghai, levant au total 19,3 milliards de \$, dont 10,4 milliards de \$ à Hong Kong et 8,8 milliards de \$ à Shanghai, à quoi il faut ajouter l'option de surallocation qui

fut exercée dans les semaines suivantes, portant le total des fonds levés à 22,1 milliards de \$, soit 17,1 % du capital élargi de la banque. Pour rappel, le précédent record mondial appartenait à ICBC qui avait levé 21,9 milliards de \$ lors de son introduction en bourse en 2006. Cette introduction en bourse valorise l'Agricultural Bank of China à hauteur de 150 milliards de \$, la propulsant au sommet du classement mondial aux côtés des autres mastodontes chinois.

Parmi les principaux nouveaux actionnaires de la banque on comptait à Shanghai, exclusivement des investisseurs chinois se partageant un peu moins de 7 % du capital élargi tels China Life Insurance, Anshan Iron and Steel Group et China State Construction Engineering.

A Hong Kong on trouvait en revanche exclusivement des investisseurs étrangers se partageant 8 % du capital élargi, à l'instar de Deutsche Bank, Goldman Sachs, JPMorgan, Morgan Stanley, Standard Chartered, Rabobank, ainsi que des fonds souverains du Koweït, du Qatar et de Singapour.<sup>155</sup> La raison de cette bousculade — pour ne pas dire "ruée vers l'or" —, d'investisseurs étrangers accourant au portillon chinois les yeux illuminés d'espoir ?

« Confrontés aux difficultés économiques de l'Occident et à la déprime des grands marchés internationaux, tous semblent s'être rappelés les progressions "magiques" des titres d'ICBC ou de Bank of China. « Ils ont une vue de long terme et voient dans Agricultural Bank of China un moyen de profiter de la régularité de la croissance chinoise », résumait, il y a quelques jours, Yu Wei de Guoyuan Securities ». <sup>156</sup>

En 2008, la banque a réalisé un chiffre d'affaires de 48,1 milliards de \$ et engrangé un bénéfice net confortable de 7,4 milliards de \$, représentant 15,4 % de son chiffres d'affaires. Une performance encore améliorée en 2009 qui a vu son chiffre d'affaires atteindre 49,7 milliards de \$ pour un bénéfice net de 9,5 milliards de \$, soit 19,1 % de son chiffres d'affaires...<sup>157</sup> Une rentabilité qui a de quoi faire rêver tout investisseur, surtout en ces temps de disette de dividendes ! Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010, Goldman Sachs a vu son bénéfice net s'effondrer de 83 % en glissement annuel et son chiffre d'affaires reculer de 36 % dans le même temps, des reculs que son PDG a notamment attribué à un « environnement de marché » « devenu plus difficile au cours du deuxième trimestre » avec la clef une baisse de « l'activité des clients » « dans l'ensemble de nos activités ». <sup>158</sup>

A l'instar des trois autres grandes banques d'Etat, l'Agricultural Bank of China restera donc la propriété du capital chinois, essentiellement étatique, quelques investisseurs étrangers se partageant les miettes... Mais les miettes d'un gros gâteau il est vrai ! Une façon pour l'impérialisme chinois de s'assurer d'abord qu'il dispose d'un lobby suffisamment puissant au sein des pays impérialistes en déclin — histoire de freiner les pulsions agressives de certaines franges de la bourgeoisie monopoliste dans cette période de profonds bouleversements —, puis que sa future bourgeoisie compradore lui restera fidèle...

Mais l'introduction en bourse de l'Agricultural Bank of China n'établissait pas seulement un nouveau record mondial en termes de plus grosse introduction en bourse. Au 1<sup>er</sup> semestre 2010, la Chine avait déjà procédé à plus de 176 introductions en bourse pour un montant global de 31,1 milliards de \$.

Outre les quatre banques géantes d'Etat, la Chine possède d'autres importantes banques, comme la Citic Bank, la Pudong Development Bank, la Bank of Communications, la China Everbright Bank, la China Merchants Bank et Hua Xia Bank. Quelques semaines après l'introduction en bourse de l'Agricultural Bank of China, c'était au tour d'une autre importante banque chinoise de faire son entrée en bourse, la China Everbright bank. Au cours de son introduction en bourse, la onzième banque chinoise leva pour 3,2 milliards de \$ de fonds.<sup>159</sup> Selon le cabinet d'étude PricewaterhouseCoopers (PwC), la Chine est ainsi aujourd'hui en passe de raver à l'impérialisme américain un nouveau record :

« Le pays est sur le point de décrocher la place de numéro un mondial des introductions en Bourse à la fois par le nombre et en valeur. (...) Cela démontre que les sociétés chinoises se portent bien, grâce à la croissance continue de l'économie nationale, et qu'elles deviennent plus mûres ». <sup>160</sup>

En 2008, les bénéfices nets des 500 plus gros monopoles chinois s'étaient montés à 170,6 milliards de \$ et avaient dépassé pour la première fois ceux des 500 plus gros monopoles américains (98,9 milliards de \$), à la faveur d'une contraction de leur bénéfice de seulement 12,4 % contre un effondrement de 84,6 % pour les monopoles américains.<sup>161</sup>

Au contraire, dans les pays impérialistes en déclin, de nombreux monopoles restent dans une situation difficile en dépit de la "reprise". Selon une étude publiée au début de l'été par le cabinet PricewaterhouseCoopers et portant sur 39 des sociétés du CAC 40, la plupart de ces sociétés ont continué de constater d'importantes charges de dépréciation sur leurs actifs corporels et incorporels en 2009. Le montant de ces dépréciations s'est élevé à 8,4 milliards d'euros en 2009, contre 12,9 milliards d'euros en 2008. Une amélioration en apparence, mais comme le souligne l'étude, cette amélioration globale cache de forts contrastes. En 2008, 3 sociétés (Alcatel-Lucent, Sanofi-Aventis et Dexia) avaient cumulé à elles-seules 7,5 milliards d'euros de dépréciation (soit 58,1 % du total). Les 30 autres sociétés n'avaient enregistré que 5,4 milliards d'euros de dépréciations. En 2009, au contraire, les trois sociétés citées ont cumulé seulement 0,4 milliard d'euros de dépréciations tandis que 31 autres en cumulaient pour un montant de 8,0 milliards d'euros !<sup>162</sup>

En 2009, les profits cumulés des sociétés du CAC 40 se sont montés à 49 milliards d'euros, contre 59 milliards d'euros en 2008 et plus de 105 milliards d'euros en 2007. En 2009, les sociétés du CAC 40 ont réalisé en moyenne 30 % de leur chiffre d'affaires dans les "pays émergents", une proportion qui pourrait atteindre 40 % en 2014, selon Arnaud Cayla, gérant actions à la Barclays Wealth Management France.

« Le constat est cruel : sans les pays émergents, les résultats 2009 des sociétés du CAC 40 auraient été mauvais. (...) Est-il exagéré d'affirmer que les bénéfices du CAC 40 seront de plus en plus réalisés en dehors des pays développés ? Les patrons de nos grands groupes font de la conquête des marchés émergents une de leurs priorités pour les années à venir. A leurs yeux, la survie de leur société en dépend ». <sup>163</sup>

De l'autre côté de l'Atlantique, la situation n'a guère été meilleure en dépit de trompeuses apparences. Au quatrième trimestre 2009, les entreprises américaines

ont engrangé 1 047 milliards de \$ de profit, en hausse de 30,6 % en glissement annuel. Au premier abord, il semble donc bien y avoir eu une amélioration de la situation financière des entreprises. Mais en fait, cette hausse record est fortement suspecte. C'est en effet le secteur de la finance qui en a le plus profité, s'accaparant 41,1 % de ces profits et enregistrant la plus forte hausse (+ 228,4 % en glissement annuel).<sup>164</sup>

Si l'on creuse ces chiffres, voilà ce que l'on peut en déduire : les profits du secteur de la finance ont explosé, passant de 131 à 430 milliards de \$, alors que ceux de l'ensemble des autres entreprises se contractaient dans le même temps de 671 à 617 milliards de \$ ! Mise à part pour les établissements financiers, la situation globale des autres entreprises ne s'est donc pas améliorée. Elle s'est même dégradée, avec un effondrement moyen de plus de 8 % de leurs profits !

Alors que les entreprises industrielles souffrent et que de nombreuses petites banques font faillite, il se trouve que des géants du secteur financier américain renouent avec les profits — au point que certains sont parvenus à rembourser les aides d'urgence accordées par l'Etat américain ! Il n'est évidemment pas inutile de comprendre de quelle manière ces banques privilégiées sont parvenues à renouer avec les profits !

En 2009, Bank of America Corp., Wells Fargo, Goldman Sachs Group et JP Morgan Chase ont enregistré un bénéfice net cumulé de 43,7 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires de 416,4 milliards de \$. Une très nette amélioration par rapport à l'année 2008 où elles avaient enregistré un bénéfice net de seulement 12,7 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires de 319,8 milliards de \$. Si on la compare à l'année 2007, la performance de ces quatre banques en 2009 apparaît comme encore plus remarquable : elles avaient alors enregistré un bénéfice net de 50,0 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires de 377,1 milliards de \$. Si en 2009 leur bénéfice net a été de 12,6 % inférieur à celui de 2007, leur chiffre d'affaires lui a par contre été supérieur de 10,4 %.<sup>165</sup>

Ces bons résultats sont en partie imputables à des augmentations de capital en bourse qui leur ont permis de lever des fonds, à l'instar de Wells Fargo qui avait récolté par ce moyen près de 12,3 milliards de \$ en décembre 2009.<sup>166</sup> Mais ces dilutions de capital n'ont pas été le seul levier qui leur a permis de renouer avec les profits.

Comme on l'a vu, le second levier ne peut pas être celui des autres entreprises qui ont en général continué à enregistrer des pertes et qui ont vu leur chiffre d'affaires continuer à s'effondrer. En quoi consiste donc ce mystérieux second levier ?

« De pauvres, les voilà redevenues riches. Comment les banques ont-elles réussies à remplir à nouveau leurs bas de laine ? C'est très simple : en se faisant prêter de l'argent par le gouvernement américain à un taux ridiculement bas. Puis en prêtant ces mêmes milliards à ce même gouvernement, mais cette fois à des taux dignes de ce nom. Une méthode particulièrement efficace, il faut bien l'avouer ». <sup>167</sup>

Le second levier consiste donc en ce que ces banques obtiennent des fonds auprès de leur banque centrale — à des taux d'intérêts de l'ordre de 0,1 % pour le Japon, de moins de 0,3 % pour les USA, de 0,5 % au Royaume-Uni et de 1,0 % pour la zone

euro —, puis n'ont plus eu qu'à trouver pour ces fonds un placement servant un taux d'intérêt plus élevé, par exemple dans un pays dépendant quand les affaires internationales marchent bien.

Le profit est alors obtenu par la différence de rendement entre le capital qui est prêté à la banque et le capital que la banque (re-)prête. C'est ce que l'on appelle le "carry trade". Le problème est qu'aujourd'hui, la crise a mis à mal les débouchés sur le marché international des capitaux, comme le montre la contraction des flux d'IDE. Les flux d'IDE se sont en effet développés en même temps que s'approfondissait la division internationale du travail caractéristique de "l'économie de bazar". Les banques doivent donc trouver d'autres débouchés pour faire fructifier les fonds qui leur ont été prêtés. La nature faisant bien les choses, un débouché a "profité" de la crise et est pour sa part en plein essor : celui du marché obligataire, la crise ayant saigné à blanc les comptes publics des pays impérialistes en déclin.

Quand l'Etat qui a prêté des fonds à ces banques — à des taux d'intérêt défilant toute concurrence ! —, a besoin de trouver des acquéreurs pour financer sa dette, ce sont ces mêmes banques qui se précipitent au portillon. Elles prêtent ainsi à l'Etat même qui leur a prêté, mais à des taux beaucoup plus élevés, de l'ordre de 3 à 4 % actuellement.

Au final, il n'est pas exagéré de dire que l'Etat subventionne ainsi les banques, sous le manteau, une espèce sophistiquée de second plan de sauvetage du secteur bancaire permettant aux banques de garder la tête hors de l'eau à un moment où les entreprises industrielles vont mal. Le problème, c'est que le redressement des bénéfices des banques a pour contrepartie l'explosion de l'endettement public !... Pour maintenir les banques à flot, les élites bourgeoises ont fini de faire sombrer les finances publiques, avec à la clef une véritable cannibalisation de l'économie !

Dans ces conditions, le versement de dividendes par les banques à l'Etat prêteur dans le cadre du plan de sauvetage bancaire (TARP) n'a été rien de moins que de la poudre aux yeux destinée à cacher aux masses populaires américaines le fait que faute de véritable reprise économique, c'est sur l'Etat que s'engraissait désormais le capital financier...

En outre, pour continuer de payer des intérêts "décentes" aux banques et qu'elles ne risquent pas de perdre les capitaux investis sur le marché obligataire, il faut "viabiliser" la dette publique, c'est-à-dire la rendre soutenable à long terme. L'Etat est ainsi sommé de réaliser des économies et de procéder à des coupes sombres dans ses dépenses ! Qu'il refuse, et la sanction tombe immédiatement : les acquéreurs potentiels d'emprunts obligataires lui tournent le dos, ou lui demandent de servir des taux d'intérêt plus élevés pour compenser la prise de risque accrue !

C'est alors aux esclaves salariés que les serviteurs de la bourgeoisie demandent de se serrer la ceinture — enfin, façon de parler, car les gouvernements bourgeois ne leur laissent pas vraiment le choix ! —, pour éviter que l'endettement ne se creuse trop vite ! Il faut bien que certains fassent des efforts pour que d'autres puissent continuer à engranger des profits !...

L'engouement contemporain manifesté par les élites des pays impérialistes en déclin pour les mesures d'austérité est à mettre en parallèle avec l'arrêt des mesures de relance, et en particulier de la fin (plus ou moins brutale) des primes à la casse. Que signifie donc l'arrêt de ces mesures ?

Si l'on remet en perspective la finalité première de ces mesures de soutien — prendre le relais de la consommation intérieure défaillante en la subventionnant afin d'éviter des faillites en série dans toute l'économie —, leur arrêt ne peut signifier qu'une seule chose : à savoir que la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin s'est fait une raison et a compris que dans les pays impérialistes en déclin, le moteur de la consommation intérieure avait historiquement fait son temps !

Pourquoi donc avoir soutenu ce moteur un an durant, avant de clamer un an plus tard, à la faveur d'une crise de la dette souveraine qu'il fallait désormais opérer un brusque virage vers la rigueur ? Erreur, ignorance, aveuglement ? Aucun des trois. Les marionnettes à la solde du capital font rarement les choses au hasard. La vérité est que les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin ont donné un sursis d'une année à leurs monopoles. Ce sursis leur a permis de se refaire une santé, au détriment du creusement des déficits publics. Une manière pour le capital financier de se gaver, afin de pouvoir aller investir ailleurs, avant que tout ne s'effondre dans les pays impérialistes en déclin...

C'est ce processus que l'on définissait très justement à *Moneyweek* comme étant un braquage du contribuable organisé par l'Etat et les banques. Vu son ampleur, c'est à n'en pas douter « **le Casse du Siècle** ». <sup>168</sup>

Un casse qui a profité au capital financier dans son ensemble, y compris à l'impérialisme chinois qui a vu ses investissements étrangers renouer également avec les profits. En 2009, le fonds souverain chinois CIC a enregistré un très confortable bénéfice net de 41,7 milliards de \$, contre 23,1 milliards de \$ en 2008. Créé en 2007, le CIC possède un capital de 200 milliards de \$. Preuve que la crise a offert de nombreuses opportunités à la Chine, le CIC a investi 58 milliards de \$ à l'international en 2009, un montant représentant 73,4 % du total des investissements réalisés à l'étranger depuis sa création ! En 2009, le quart du bénéfice net du fond souverain chinois a été réalisé à l'étranger avec un rendement de 11,7 %. Un redressement spectaculaire par rapport à l'année 2008 où il avait enregistré une perte de 2,1 % sur ses investissements internationaux. <sup>169</sup>

Comme on va le voir à présent, ce casse ne sera évidemment pas sans lourdes conséquences pour les masses exploitées et la petite bourgeoisie des pays impérialistes en déclin, et les braqueurs eux-mêmes se demandent bien comment ils vont s'y prendre pour que leur culpabilité n'apparaisse pas de manière trop flagrante quand les masses populaires s'apercevront qu'elles sont les dindons de la farce...





## Crise de la dette souveraine : causes et enseignements de la tragédie grecque

Comme nous l'avons déjà vu, l'approfondissement de "l'économie de bazar" au cours trois dernières décennies a eu pour corollaire un accroissement accéléré de l'endettement des pays impérialistes en déclin à tous les niveaux : ménages, entreprises, Etats. La dernière décennie, marquée par l'essor rapide de l'impérialisme chinois, a encore renforcé cette tendance, jusqu'au jour où une première bulle de surendettement a éclaté — les subprimes —, avec à la clef une première contraction du crédit à la consommation et donc des débouchés.

Les Etats bourgeois ont alors accouru dans l'urgence, au chevet d'une économie mondiale frappée par la plus profonde récession qu'ait connu le système impérialiste mondial depuis les années 1930. Hélas pour le capitalisme, les médecins dont il disposait étaient de bien mauvais médecins, du genre de ceux qui n'hésitaient pas à saigner leurs patients au Moyen-âge... Non content de faire une erreur diagnostic, ces médecins ne disposaient pas du remède adéquat !

Dans l'urgence, ils mirent d'abord les malades sous perfusion, mais à peine venaient-ils de socialiser les pertes enregistrées par les banques, et de lancer le subventionnement à grande échelle de la consommation privée pour relancer l'économie, que ces piètres médecins s'aperçurent que l'amélioration de l'état de santé de leurs malades ne durerait que tant qu'ils resteraient sous perfusion.

Hélas, leur stock de liquide était limité ! Ce liquide, ils l'obtenaient en effet en l'achetant à crédit, et ceux qui leur prêtaient de quoi l'acheter ne tardèrent pas à se dire qu'il était vain de continuer à perfuser des malades qui n'avaient visiblement aucune chance de guérir et de retrouver leur condition antérieure !

Il faut dire que la montagne de créances commença à les inquiéter : Et si les malades ne se remettaient jamais ? Comment rembourseraient-ils les médecins ? Et comment dans ses conditions les médecins rembourseraient-ils ceux qui avaient avancé l'argent des soins des malades ? Nos piètres médecins commencèrent alors à envisager un autre traitement : si la perfusion avait été inefficace, la saignée le serait peut-être davantage. Au moins, elle leur permettrait de récupérer une fraction du liquide injecté, et tant pis si les malades les plus fragiles devaient y rester !

Aujourd'hui, de nombreux médecins ont épuisé leur stock de liquide de perfusion et les Etats bourgeois des pays impérialistes en déclin ne peuvent plus continuer à perfuser, faute de créancier prêts à se porter garant. Aujourd'hui, les analystes bourgeois les plus lucides n'hésitent pas à affirmer qu'« après la crise des subprimes, c'est la crise obligataire qui menace » :

« Les Etats ont remplacé les banques et en pensant sauver le monde, n'ont sans doute fait que déplacer la crise pour en faire supporter le coût à des pays entiers plutôt qu'à des établissements financiers ». <sup>170</sup>

Aujourd'hui, les mass-médias bourgeois eux-mêmes commencent à évoquer cette perspective. En fait, dès le début de l'année 2009, certains médecins commencèrent à s'inquiéter plus particulièrement de l'état d'un de leurs malades,

la Grèce, car il apparut que ce malade possédait des finances plus fragiles que celles des autres malades... Au cours des dernières années, la dette publique grecque a enflé de façon démesurée. Au cours de la période 2006-2009, elle est passée de 82 à 115 % du PIB. Ce rocher de Sisyphe moderne, dont la taille et le poids ont augmenté à mesure qu'on le roulait — à la façon dont la neige fraîchement tombée s'agrège autour d'une boule de neige que l'on pousse ! —, s'est transformée en un rocher que l'Etat grec a finalement été contraint de renoncer à continuer de pousser tout seul...

La question est : pourquoi ce rocher a-t-il pris de telles proportions ? Est-ce réellement et exclusivement imputable à une mauvaise gestion des finances publiques grecques — comme les mass-médias bourgeois ont cherché à le faire croire —, ou bien cette agrégation de dettes est-elle avant tout le produit de facteurs structurels inéluctables ?

A la mi-février, la presse bourgeoise accusait Goldman Sachs d'avoir aidé la Grèce à masquer le niveau réel de la dette publique grecque, une bombe lancée par le *New York Times*. Le gouvernement grec et de nombreux analystes estimaient en outre que l'affaire relevait du délit d'initié, Goldman Sachs ayant en même temps parié sur une dégradation des finances publiques grecques au moyen de CDS (Credit Default Swap), c'est à-dire d'assurances contre son défaut de paiement.<sup>171</sup> Mais maquillée ou pas, la dette grecque était bien là !...

Comme beaucoup de pays impérialistes en déclin, la Grèce a vu son déficit commercial se creuser au cours de ses dernières années. Selon les statistiques fournies par la CNUCED, le déficit cumulé de sa balance des biens s'est monté à plus de 253 milliards de \$ durant la période 2000-2007. Dans ces conditions, sa balance des services — bien que positive à hauteur de 119 milliards de \$ (dont 57 milliards de \$ ont été générés par le secteur des transports et 69 milliards de \$ ont été générés par le secteur du tourisme) —, n'a évidemment pas permis que le solde négatif du compte courant de sa balance des paiements ne se creuse toujours davantage, celui-ci cumulant 147 milliards de \$ de pertes sur cette période, l'équivalent de la moitié du PIB grec de l'année 2007 !

Contrairement à d'autres pays impérialistes en déclin, la Grèce ne possède pas le parachute de l'exportation des capitaux. Pour elle, le cumul du solde négatif des revenus des investissements s'est monté à plus de 44 milliards de \$ au cours de la période 2000-2007. Rien d'étonnant à ce que confrontée à la crise économique qui a frappé de plein fouet le secteur touristique international et le transport maritime, la Grèce ait vu sa situation se dégrader encore davantage au cours des années 2008-2009 qui ont amputé les recettes de ses principales activités ! Au cours de la période 2008-2009, le solde négatif du compte courant de sa balance des paiements a encore cumulé 92 milliards de \$ de déficit supplémentaire !<sup>172</sup> Dans ces conditions, les créanciers sont forcément amenés à se poser des questions sur le caractère soutenable des finances d'un Etat grec criblé de dettes !

Rien d'étonnant également à ce que d'autres pays comme l'Espagne et le Portugal, dont la structure de la balance des paiements est assez comparable à leur consœur grecque, soient également dans la tourmente. Les graphes ci-dessous illustrent le profil des principaux agrégats de la balance des paiements de quelques pays.

### [Voir fascicule de graphes pp. 19-20]

Sans surprise, les pays impérialistes ateliers comme le Japon, l'Allemagne, la Corée du sud et la Chine présentent des profils assez comparables. Leur profil est caractérisé par un important excédent de la balance des biens, ainsi que des revenus des investissements positifs en ce qui concerne le Japon, l'Allemagne, et depuis 2005 pour la Chine, qui permet au solde du compte courant de leur balance des paiements d'enregistrer un confortable excédent en dépit d'une contribution négative du commerce de services. La balance des transferts courants, regroupant notamment les contributions nettes des pays aux organismes internationaux ainsi que les transferts de fonds des migrants n'est naturellement positive que pour la Chine, qui en tant que "pays en voie de développement" reçoit plus d'argent de l'étranger qu'il n'en donne. Notons que pour la Chine, seul le solde du commerce de services enregistre un solde négatif. Un déficit bien faible si on le compare aux autres agrégats de la balance des paiements chinoise.

Des pays dépendants comme l'Inde, l'Arabie Saoudite et la Pologne, en dépit de leurs profils différents ont pour point commun de présenter chacun un profil très déséquilibré et une spécialisation fondamentale. La Pologne et l'Inde sont caractérisées par la prédominance du rôle du commerce de services et des transferts courants combiné à un déficit prononcé du commerce de biens et des revenus des investissements, avec à la clef un déficit structurel du compte courant de leur balance des paiements. L'Arabie Saoudite enregistre pour sa part un excédent du compte courant de sa balance des paiements... pour peu qu'elle enregistre un excédent de son commerce de biens (dominé par le pétrole) suffisant pour compenser le solde négatif des transferts courants et du commerce de services.

Le profil d'autres pays impérialistes en déclin illustre parfaitement leur caractère rentier exacerbé, comme celui de la Suisse dont les revenus des investissements et du commerce de services dépassent de loin ceux du commerce de marchandises et fournissent la plus grande contribution au solde global largement positif du compte courant de la balance des paiements.

Les USA, le Royaume Uni et la France offrent un autre type de profil où les revenus des services et des investissements ne parviennent plus à compenser le solde négatif des transferts courants, mais surtout de la balance des biens ! Une réalité récente pour la France. L'Espagne enfin, présente un profil comparable à celui des USA, les revenus des investissements en moins !

On voit ici que la faiblesse des "PIGS" provient avant tout de leur spécialisation économique où prédomine le commerce de services, à l'exception de l'Irlande.

Si la structure de la balance des paiements irlandaise est différente de celle des autres "PIGS", elle a en commun une dégradation rapide du compte courant de sa balance des paiements. Durant la période 2000-2007, l'excédent cumulé de sa balance des biens s'est monté à plus de 259 milliards de \$, mais le solde négatif de sa balance des services (89 milliards de \$) ajouté au gouffre du déficit des revenus des investissements (203 milliards de \$) ont abouti à un déficit du compte courant

de sa balance des paiements de 32 milliards de \$. Oubliée la décennie précédente où le compte courant de la balance des paiements irlandaise était dans le vert !

L'atelier irlandais est aujourd'hui beaucoup moins attractif pour les monopoles britanniques que dans les années 1990, quand l'Inde et la Chine ne marchaient pas encore sur ses plates-bandes... En 2009, la dette publique irlandaise a atteint de 64 % du PIB, soit une augmentation de près de 20 points en moins d'un an ! Mais la dette publique irlandaise n'est rien au regard de sa dette extérieure ! Peuplée de 4 millions d'habitants, l'Irlande possède une des dettes extérieures les plus élevées du monde, équivalente à celle de l'Espagne. En 2009, la dette extérieure irlandaise a représenté plus de 10 fois son PIB ! Que dire d'autre sinon que la dégradation du solde de la balance des paiements irlandaise ne permet donc plus au pays de remplir ses obligations financières...

Comme on peut le voir encore plus en détails dans le tableau ci-dessous, les malheurs des "PIGS" et en particulier de la Grèce prennent leur source dans la structure de son économie et en particulier de son commerce extérieur au sein duquel le commerce de services représente une part considérable. Sans même parler de la composition de ce dernier...

Volume du commerce de services exprimé en pourcentage du volume du commerce de marchandises Part des transports et du tourisme dans le commerce de services (moyenne 1999-2008) <sup>173</sup>								
	Commerce de services			Commerce de services				
	Commerce de marchandises			exp. vol. total	transports dans		tourisme dans	
	1980-1989	1990-1999	2000-2008		exp.	imp.	exp.	imp.
USA	24,5 %	27,9 %	26,8 %	57,0 %	17,0 %	29,6 %	28,5 %	26,7 %
Royaume-Uni	27,2 %	29,9 %	40,7 %	57,2 %	14,3 %	22,0 %	14,7 %	37,8 %
Suisse	22,3 %	25,7 %	28,3 %	65,5 %	9,9 %	24,0 %	21,3 %	33,1 %
Allemagne	20,1 %	21,3 %	21,0 %	42,5 %	24,1 %	20,7 %	18,8 %	35,6 %
Danemark	30,1 %	33,0 %	51,1 %	53,2 %	61,9 %	51,8 %	13,0 %	19,6 %
Espagne	33,7 %	32,0 %	34,0 %	59,0 %	16,6 %	26,6 %	50,4 %	20,1 %
France	29,4 %	27,9 %	22,9 %	54,3 %	23,4 %	29,4 %	37,2 %	29,1 %
Grèce	32,9 %	39,6 %	67,4 %	68,0 %	48,6 %	50,1 %	41,1 %	24,3 %
Portugal	22,9 %	24,9 %	26,8 %	60,2 %	22,2 %	30,9 %	49,8 %	28,9 %
Pologne	17,4 %	25,7 %	18,8 %	52,6 %	31,6 %	21,9 %	39,2 %	34,7 %
Brésil	15,4 %	19,7 %	21,1 %	39,0 %	18,7 %	25,2 %	22,9 %	21,8 %
Japon	20,2 %	24,8 %	21,9 %	42,9 %	34,7 %	32,2 %	7,0 %	20,4 %
Chine	9,0 %	13,3 %	12,3 %	47,2 %	21,3 %	32,4 %	37,7 %	26,6 %
Corée du Sud	13,7 %	17,9 %	19,9 %	44,1 %	53,8 %	35,5 %	14,9 %	24,7 %
Inde	27,8 %	28,8 %	41,3 %	52,7 %	11,2 %	43,8 %	14,1 %	12,6 %

Durant la période 2000-2008, le commerce de services a représenté plus des deux tiers du commerce de biens de la Grèce, une proportion qui dépasse de loin celle des autres pays impérialistes en déclin.

De même, les exportations de services ont représenté plus des deux tiers du volume total de son commerce de services, illustrant le caractère exportateur du secteur des services grec.

Notons enfin que le tourisme et les transports ont représenté l'écrasante majorité des exportations grecques de services : près de 90 % durant la période 2000-2008. Une proportion beaucoup plus élevée que celle de n'importe quel autre pays impérialiste en déclin ! On notera au passage que le tourisme représente également autour de la moitié des exportations espagnoles et portugaises de services, une proportion supérieure aux 41 % de la Grèce. Cette proportion plus élevée est cependant à relativiser au regard d'une part des transports nettement inférieure ainsi que d'une proportion du commerce de services par rapport au commerce de biens plus de deux fois inférieure à celle de la Grèce.

En 2008, le tourisme a contribué à hauteur de 13,5 milliards de \$ au 26,0 milliards de \$ du solde positif de la balance des services de l'économie grecque ! La même année, les exportations marchandes grecques ne se sont montées qu'à 25,1 milliards de \$... Le solde positif du commerce de services a donc été incapable de compenser le déficit induit par les 78,7 milliards de \$ d'importations de marchandises...

Cette situation de déficit structurel a naturellement alarmé les détenteurs de dette souveraine grecque quand ils se sont aperçus en 2009 que les deux principaux moteurs de la croissance économique du pays, le tourisme et le transport maritime marchand (dont nous parlerons en détail un peu plus loin), avaient calé et n'offraient que de sombres perspectives ! On comprend également pourquoi les craintes entourant la Grèce se sont étendues à l'Espagne et au Portugal.

Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), le tourisme mondial a reculé de 4 % en 2009 par rapport à l'année précédente. Une mauvaise nouvelle pour les pays impérialistes en déclin où le tourisme représente une importante activité économique. On estime en effet que le tourisme fournit de manière directe et indirecte 12 % de l'emploi de l'Union européenne et 10 % de son PIB.

Ce taux de contraction moyen de 4 % cache cependant de fortes disparités, le secteur touristique chinois ayant par exemple été épargné. Selon l'OMT, son taux de croissance « augmente si rapidement » que la Chine, aujourd'hui 4<sup>ème</sup> destination touristique mondiale, « devrait devenir la 1<sup>ère</sup> destination touristique mondiale d'ici 2015 ». <sup>174</sup>

Si le secteur touristique français a limité la casse en 2009, c'est uniquement parce que « la clientèle française a sauvé la saison touristique » au cours de l'été 2009. Alors que la clientèle étrangère en provenance des cinq principaux marchés européens s'effondrait de 14,5 % en juillet-août, la clientèle française augmentait de 6,3 %. <sup>175</sup> Si le secteur touristique de certains pays impérialistes en déclin a obtenu un sursis, c'est donc avant tout du fait du changement de destination de leur propre population, la crise la poussant évidemment à restreindre son budget vacances en optant pour des destinations moins lointaines, surtout quand elles sont moins bon marché.

Si le secteur touristique français a échappé à la contraction en 2009, la baisse de la fréquentation étrangère n'a pas été sans incidence sur la balance des paiements de l'impérialisme français, comme en témoignent les statistiques fournies par la Banque de France.

La balance des paiements de l'impérialisme français à l'épreuve de la crise <sup>176</sup>					
En milliards d'€	2007	2008	2009	1 <sup>er</sup> sem. 2009	1 <sup>er</sup> sem. 2010
<b>Solde du compte courant</b>	- 18,9	- 37,1	- 36,8	- 19,2	- 18,6
<b>Balance des biens</b>	- 40,5	- 59,4	- 44,6	- 23,7	- 26,3
<b>Balance des services</b>	15,0	17,2	11,5	4,4	5,7
<b>Revenus des investissements</b>	20,5	19,7	13,7	11,8	12,4
<b>Transferts courants</b>	- 22,7	- 24,1	- 26,9	- 11,7	- 10,4

Si en 2009 on a observé une très légère diminution du déficit du solde du compte courant de l'impérialisme français par rapport à l'année précédente, ce n'est pas en raison d'une augmentation des revenus des investissements ou de l'excédent de la balance des services qui ont bien plus souffert qu'en 2008, mais en raison d'une réduction du déficit de la balance des biens.

En 2007, le solde des revenus du tourisme s'était élevé à un excédent de 12,8 milliards d'euros, de très loin le premier poste contribuant au solde positif de 15,0 milliards d'euros de la balance des services. En 2009, le solde des revenus du tourisme s'est élevé à seulement 7,8 milliards d'euros, cette contraction entraînant mécaniquement celle de l'excédent de la balance des services. Au 1<sup>er</sup> semestre 2010, le solde des revenus du tourisme a poursuivi sa chute avec 2,4 milliards d'euros, contre 3,3 milliards d'euros pour la même période de l'année précédente.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2010, le déficit du solde du compte courant de l'impérialisme français est resté à un niveau très élevé par rapport à celui enregistré au cours de la même période de l'année précédente. En cause : les soldes positifs des revenus des investissements et de la balance des services qui restent à de très bas niveaux et surtout le déficit de la balance des biens qui s'est fortement creusé.

Notons au passage qu'en dépit de l'approfondissement du déficit du poste des transferts courants, les envois de fonds des travailleurs ont suivi une tendance inverse. Après avoir stagné au cours de la période 2007-2008, ils ont fortement reculé au cours de la période 2008-2009, passant de 2,6 à 2,1 milliards d'euros. Une tendance confirmée au 1<sup>er</sup> semestre 2010, avec 1,0 milliard d'euros. Cette tendance n'est pas propre à l'impérialisme français comme l'illustre le cas du Mexique. Durant la période 2001-2006, le montant des transferts des migrants est passé de 10 à 25 milliards de \$. En 2008, il montrait des signes de stagnation évident, à 26 milliards de \$.<sup>177</sup>

Surtout, au cours de la période 2008-2009, le déficit du solde du compte courant de la balance des paiements française s'est très peu résorbé malgré l'importante réduction de déficit de la balance des biens — d'ailleurs uniquement imputable à la réduction du volume des échanges, les importations et les exportations se contractant dans des proportions voisines. En effet, la contraction importante des soldes positifs de la balance des services et des revenus des investissements a annulé la majeure partie de la baisse du déficit de la balance des biens !

Cette réduction est en grande partie imputable à la réduction de la facture énergétique. En effet, le montant des importations de marchandises a reculé 26,1 milliards d'euros en 2009. A elle seule, la facture énergétique a reculé de 19,1 milliards d'euros, soit de près d'un tiers par rapport à 2008, « sous l'effet d'une diminution des volumes bruts importés et de la baisse des cours du pétrole ». <sup>178</sup> En dépit de la baisse de la facture énergétique, la structure du commerce extérieur de l'impérialisme ne s'est pas améliorée, ni avant, ni depuis le début de la crise.

Si durant les années 2003, la balance du commerce extérieur de l'impérialisme français fut relativement stable et globalement à l'équilibre, avec un excédent annuel moyen représentant 0,2 % du montant des exportations, le déficit explosa dans les années suivantes. En 2007, il représentait désormais 10,4 % du montant des exportations. Avec la crise, les choses ne se sont pas arrangées : le déficit représentait 13,4 % du montant des exportations en 2008 et 12,6 % en 2009 en dépit de la baisse de la facture énergétique.

En 2009, les deux premiers pays vis-à-vis desquels s'est creusé le déficit du commerce extérieur de l'impérialisme français ont été de loin la Chine (Hong Kong inclus) et l'Allemagne dont le commerce bilatéral avec la France a enregistré un déficit respectif de 20 milliards d'euros et 16 milliards d'euros. <sup>179</sup>

Des tendances confirmées au début de l'année 2010. La Chine et l'Allemagne sont restées de loin les deux premiers contributeurs nets au déficit de la balance du commerce extérieur de marchandises de l'impérialisme français. Durant les douze derniers mois glissants pour lesquels les statistiques sont disponibles (juin 2009-mai 2010) les exportations se sont légèrement redressées, mais les importations ont progressé à un rythme plus rapide et le déficit a représenté 12,7 % du montant des exportations, soit 45,8 milliards d'euros ! Le déficit structurel du commerce extérieur de l'impérialisme français reste donc à des niveaux élevés, alors que redisons-le encore une fois, le coût des importations de pétrole et de gaz restait modéré.

Cette (longue) parenthèse étant close, il apparaît donc évident que le tourisme international a durement été touché en 2009 et que cette tendance se poursuivra cette année (et dans les années à venir), comme l'illustre la baisse du solde positif des revenus du tourisme international en France au 1<sup>er</sup> semestre 2010. Les destinations comptant davantage sur le tourisme international que sur le tourisme indigène ont bien sûr été encore davantage frappées par la contraction du tourisme international, ce qui n'a pas été sans conséquences sur leurs économies. A l'automne 2009, au bord de la faillite et incapable d'honorer ses échéances, l'émirat de Dubaï demandait un sursis à ses créanciers pour renégocier ses 59 milliards de \$ de dettes, provoquant au passage l'explosion du prix de la couverture contre un défaut de paiement de sa dette souveraine (CDS).

« Privé de pétrole, l'émirat qui abrite la tour la plus haute du monde a bâti sa fortune en moins de dix ans, en misant sur l'immobilier, la finance, et le tourisme de luxe, trois secteurs aujourd'hui en pleine déconfiture ». <sup>180</sup>

Au début de l'année 2010, les sociétés japonaises construisant le métro de Dubaï décidaient de suspendre les travaux pour défaut de paiement, les impayés dépassant 5,2 milliards de \$...<sup>181</sup>

Comme nous l'avons vu avec l'impérialisme français, les revenus du tourisme international n'ont pas été les seuls à pâtir de la crise. Les revenus des investissements se sont considérablement effondrés, se contractant de près de 60% en 2009 par rapport à leur niveau de 2007, avec à la clef le maintien à un niveau élevé du déficit du solde du compte courant de la balance des paiements française. Une situation qui n'est évidemment pas spécifique à l'impérialisme français, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

<b>Solde du compte courant de la balance des paiements<sup>182</sup></b>			
En milliards de \$	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Chine	371,8	426,1	296,2
Japon	210,5	156,6	131,2
Allemagne	252,9	243,6	109,7
Suisse	43,9	41,2	79,2
Norvège	60,5	88,3	58,6
Russie	76,2	102,4	42,1
Taiwan	33,0	24,9	34,0
Pays-Bas	59,6	41,9	33,7
Corée du Sud	5,9	- 6,3	30,4
Hong Kong	25,7	30,5	28,3
Koweït	47,5	64,8	26,8
Arabie Saoudite	95,1	132,6	24,6
Venezuela	20,0	39,2	2,6
Pologne	- 18,6	- 26,9	- 3,6
Inde	- 12,1	- 36,1	- 4,3
Irlande	- 12,7	- 13,9	- 5,3
Mexique	- 5,5	- 15,8	- 10,1
Brésil	1,5	- 28,2	- 11,3
Turquie	- 37,7	- 41,7	- 12,5
Portugal	- 21,4	- 29,6	- 18,6
Royaume-Uni	- 78,8	- 45,7	- 32,4
Canada	12,6	7,6	- 36,3
Grèce	- 44,6	- 51,5	- 40,8
France	- 25,8	- 52,9	- 43,7
Italie	- 51,0	- 78,0	- 55,4
Espagne	- 145,4	- 154,1	- 69,5
USA	- 731,2	- 706,1	- 380,1

Soulignons d'abord que les chiffres des années 2008-2009 sont des estimations fournies par le *CIA World Factbook*, et non des chiffres définitifs fournis par les services statistiques de la CNUCED. Ceci explique par exemple la différence que l'on peut observer avec le précédent tableau élaboré à partir des chiffres fournis par la Banque de France. Si les chiffres des deux sources ne sont pas identiques, ils sont cependant du même ordre de grandeur et témoignent d'une même évolution.



Selon les statistiques fournies par la CIA, l'impérialisme chinois a mené la danse en 2009 encore plus largement qu'en 2007. Le solde positif du compte courant de sa balance des paiements est resté à un niveau très élevé, tandis que celui du Japon et de l'Allemagne diminuait dans des proportions beaucoup plus importantes. Les pays exportateurs de pétrole comme la Norvège, la Russie, le Canada et plus particulièrement encore le Koweït, l'Arabie Saoudite et le Venezuela ont vu leur solde positif s'effondrer dans des proportions proportionnelles à la baisse des cours du pétrole et au poids de l'industrie pétrolière dans leur économie.

On voit ici l'impact essentiel qu'a eu l'effondrement des importations de biens dans la réduction du déficit du solde du compte courant de la balance des paiements de pays tels les USA. Des déficits qui restent cependant élevés.

La tendance est la même pour la Grèce. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir réduit ses importations de biens et son déficit dans ce secteur. Le montant des importations marchandes grecques est en effet passé de 90,1 à 59,7 milliards de \$ durant la période 2008-2009, soit un effondrement de plus de 33,7 % ! Du fait d'un rythme de contraction inférieur des exportations (22,1 %), le solde négatif du commerce de biens est passé dans le même temps de 64,4 à 39,7 milliards, réduisant ainsi de 38,4 % le déficit de son commerce de biens. En dépit de cela, le solde du compte courant de la balance des paiements grecque demeure à des niveaux abyssaux, surtout si on le compare au poids démographique du pays. Même si nous n'avons pas les chiffres, il est évident que la cause de cette faible baisse résulte dans la dégradation du solde positif de la balance des services ainsi que dans le creusement du solde négatif des revenus induit notamment par la hausse de la charge de la dette souveraine du pays, comme on le verra un peu plus loin.

La faiblesse structurelle de l'économie grecque en particulier et de celle des "PIGS" en général, véritables appendices tertiaires (en particulier touristique) des pays impérialistes en déclin plus puissants, n'a que très rarement évoquée par les médias bourgeois, qui se sont la plupart du temps contentés de rabâcher l'histoire du maquillage d'une partie de la dette grecque, afin de disculper le Capital dans son ensemble. Le journal *Le Monde* reconnut certes la faiblesse structurelle de l'économie grecque, la qualifiant « talon d'Achille de la zone euro », mais en janvier 2009, à un moment où évoquer la faillite d'un Etat européen était encore une chose inconcevable pour les mass-médias bourgeois :

« Le tourisme et le transport maritime, les deux piliers de l'économie grecque, ont subi de graves revers en 2008. Les banques du pays sont très investies en Europe de l'Est. Enfin, les recettes fiscales se sont révélées inférieures de 50 % au budget. (...) Le bon sens commanderait que la dépense publique soit mise à la diète, mais la crise politique qui secoue la Grèce dissuade le gouvernement d'aller dans ce sens ».<sup>183</sup>

Au début du mois de décembre dernier, malgré les fêtes de fin d'année, l'inconcevable commençait à devenir concevable, à l'instar de *Libération* qui titrait alors « **La Grèce au bord de la faillite** » et se faisait l'écho de propos inquiétants tenus par le premier ministre grec : « **Pour la première fois depuis 1974, l'impasse financière de notre pays menace notre souveraineté nationale** ».<sup>184</sup>

Certains analystes bourgeois, à l'instar d'Olivier Pastré, commençaient alors à tirer la sonnette d'alarme. Comme le soulignait cet économiste français renommé, il ne fait d'abord aucun doute que l' « on a remplacé de la dette privée par la dette des Etats » et qu' « **un krach obligataire est un risque évident** ». Selon Pastré, les investisseurs étaient prêts à faire n'importe quoi pour obtenir ces titres d'Etat au début de la crise. Ces derniers représentaient certes un investissement peu rentable, mais jugé « sans risque » à un moment où les investisseurs cherchaient à « mettre leur argent à l'abri ». Aujourd'hui, comme le reconnaît l'économiste, les choses ont changé car les investisseurs s'inquiètent désormais des « quantités colossales » de dettes à émettre ou à refinancer.<sup>185</sup>

« La question grecque divise la zone euro », « Berlin pose des conditions strictes pour aider la Grèce », « Aide à la Grèce : l'Allemagne reste intransigeante », tels étaient les titres d'articles parus dans la presse jusqu'à la fin du mois d'avril.<sup>186</sup>

Il était d'abord hors de question d'effacer l'ardoise de la Grèce. A la fin du mois d'avril, la ministre française de l'économie estimait alors qu'une restructuration de la dette était « hors de question ».<sup>187</sup> Et on la comprend : selon la Banque des règlements internationaux (BRI) et Citigroup, les banques françaises détiennent près de 60 milliards d'euros d'obligations grecques, soit près du tiers du montant détenu par les banques étrangères.<sup>188</sup> L'impérialisme français était donc naturellement le premier intéressé au sauvetage de la Grèce, sa faillite risquant d'avoir les mêmes conséquences prévisibles qu'une annulation ou une renégociation de la dette grecque : de très lourdes pertes pour les banques françaises, qui auraient alors été elles-mêmes menacées de faillite.

Dans ce contexte, il était évident que l'impérialisme français ferait tout pour faire supporter le poids du sauvetage de l'Etat grec à l'Union européenne, plutôt que d'assumer la plus grande partie des pertes résultant d'un défaut de paiement de son emprunteur... Les analystes bourgeois les plus lucides remarquaient ainsi que « **la tension a rarement été aussi palpable entre les différents acteurs de la zone euro** » :

« Il ne se passe pas une heure sans qu'on ait droit à une nouvelle petite phrase visant à mettre la pression à l'adversaire. Adversaire... car c'est bien une lutte entre deux visions différentes de l'Europe qui s'opposent aujourd'hui. D'une part entre l'Allemagne qui voit le fruit de ses efforts budgétaires de ces dernières années mis à contribution pour sauver des pays qui, eux, n'ont pas été aussi vertueux. De l'autre, les pays qui défendent la solidarité européenne comme la meilleure solution pour renforcer l'idée de la nécessité d'une gouvernance politique européenne ».<sup>189</sup>

Malgré l'apparente attitude inflexible de l'impérialisme allemand concernant les conditions entourant le sauvetage de l'Etat grec, cette attitude représentait en fait une concession des dirigeants politiques du pays. En effet, à la mi-février, un sondage révélait que la majorité des allemands étaient prêts à « exclure Athènes de la zone euro », et que plus des deux-tiers étaient opposés à son sauvetage.<sup>190</sup> Outre-Rhin, nombre de représentants politiques et de médias allemands, craignant que l'ouverture des vannes du crédit ne déstabilise l'euro, n'hésitaient pas à lancer des piques cruelles aux partisans du sauvetage de l'Etat grec :

« On n'aide pas un alcoolique en lui donnant encore une nouvelle bouteille d'eau-de-vie ».<sup>191</sup>

La chancelière allemande se déclarait alors « opposée à un sauvetage rapide de la Grèce ».<sup>192</sup> Le ministre de l'économie allemand déclarait pour sa part souhaiter que l'Union européenne se dote d'une institution semblable au FMI qui serait « capable de punir les Etats trop laxistes ».<sup>193</sup>

Début mars, le premier ministre grec avait annoncé les premières mesures d'austérité, ajoutant que la Grèce attendait la solidarité de l'Europe et en appellerait au FMI si elle faisait défaut.<sup>194</sup> Au même moment, une grève contre le plan d'austérité annoncé paralysait le pays. Des affrontements se produisirent entre les groupes de manifestants et la police.<sup>195</sup>

C'est dans cette ambiance pas très réjouissante, que le gouvernement grec décida des émissions aux USA — et même en Chine<sup>196</sup> —, afin de tenter d'y séduire des investisseurs prêts à financer sa dette, en n'hésitant pas à se présenter devant eux « comme un pays en voie de développement » !... Si le gouvernement grec en était arrivé à de telles extrémités, c'est parce qu'il cherchait à éviter à tout prix de faire appel à l'aide du FMI, du fait que « **les conditions sont sévères et pourraient entraîner de l'agitation sociale et politique** ».<sup>197</sup>

Pour *Le Monde*, il était également évident que « les dirigeants européens » avaient « raison de vouloir tenir le FMI à distance » « parce que son intervention entamerait sérieusement la crédibilité de la zone euro ».<sup>198</sup>

Mais les investisseurs étrangers ne se montrèrent pas intéressés par la dette souveraine grecque, aussi, il devenait évident que c'était l'Union européenne et le FMI qui allaient devoir jouer le rôle de créanciers ! Et plus la tragédie grecque durait, plus il devenait évident que l'emprunt obligataire du pays était devenu un placement risqué fût comme la peste par les investisseurs, et plus les marchés, comme pris de frénésie, réclamaient leur tribut de sang !

En mars, alors que la dette publique grecque dépassait 363 milliards d'euros, le taux de rémunération des obligations grecques à dix ans atteignait déjà 6,3 % !<sup>199</sup> A titre de comparaison, début mars, Paris avait émis des obligations à dix ans à un taux de 3,45 %.<sup>200</sup> Un mois plus tard, il dépassait 8,7 %, contre 3,0 % pour les obligations allemandes du même type.<sup>201</sup> Un différentiel gigantesque si on le compare à celui enregistré au cours de la dernière décennie durant laquelle l'écart de rendement moyen entre les obligations grecques et allemandes n'était en moyenne que de 0,34 % !<sup>202</sup>

Début mai, le taux de rémunération des obligations grecques à deux ans culmina même à 17,9 % !<sup>203</sup> Il était alors devenu évident que l'Etat grec ne pouvait plus emprunter sur le marché obligataire classique. Pourtant, il lui fallait absolument emprunter pour ne pas se trouver en défaut de paiement !

Quelques jours avant l'officialisation du plan de sauvetage européen, la chancelière allemande déclarait espérer que « les conditions sévères imposées à la Grèce en échange d'une aide financière » allaient « inciter d'autres pays en difficulté au sein de la zone euro à faire un maximum pour éviter une situation semblable ».<sup>204</sup>

Au même moment, Joseph Stiglitz avertissait de la possibilité de l'implosion de la zone Euro au cours des années à venir si un pays plus grand était confronté aux mêmes difficultés que la Grèce.<sup>205</sup>

Bref, au sein de la zone euro, il était clair que les "PIGS" allaient devoir adopter de sévères mesures d'austérité pour tenter de comprimer leurs dépenses publiques afin d'éviter de creuser encore davantage le gouffre d'une dette qui risquerait d'aboutir à un défaut de paiement, faute de pouvoir payer les intérêts, ou faute de trouver des créanciers. Mais comme nous l'avons déjà souligné, cette perspective n'est pas sans poser de graves problèmes, car on doit s'attendre dans ces pays à une contraction importante de la demande intérieure.

Depuis un an déjà, l'Irlande a opté pour cette option en comprimant ses dépenses publiques, y compris via la réduction du traitement de ses fonctionnaires.<sup>206</sup> En Irlande, le gouvernement a très tôt pris des mesures drastiques pour réduire son déficit budgétaire. En 2009, l'Irlande a continué sur sa lancée et annoncé vouloir réduire à nouveau les salaires des fonctionnaires (1 milliard d'euros) ainsi que les prestations sociales (0,76 milliard d'euros).<sup>207</sup>

Le déficit du budget ne s'en est pas moins envolé, faisant exploser la dette publique de 25 % à 64 % du PIB durant la période 2007-2009 ! Cette cure d'austérité n'a en outre même pas permis de redresser l'économie qui s'est même enfoncée à un rythme deux fois plus rapide qu'en 2008. Pour la plupart des pays européens, l'année 2009 n'aura pas été beaucoup plus réjouissante :

Déficit et dette publique de quelques pays européens <sup>208</sup>			
Pays	Dette publique	Déficit public	Croissance PIB
Allemagne	73,2 %	3,3 %	- 5,0 %
France	77,6 %	7,5 %	- 2,6 %
Royaume-Uni	68,1 %	11,5 %	- 4,9 %
Italie	115,8 %	5,3 %	- 5,0 %
Espagne	53,2 %	11,2 %	- 3,6 %
Grèce	115,1 %	13,6 %	- 2,0 %
Portugal	76,8 %	9,4 %	- 2,7 %
Irlande	64,0 %	14,3 %	- 7,9 %
Belgique	96,7 %	6,0 %	- 3,0 %

Pour l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne, la dette publique a atteint 8 700 milliards d'euros en 2009, tandis que pour ceux de la zone Euro, elle a dépassé 7 000 milliards d'euros, soit 78,7 % de leur PIB.

Rien d'étonnant donc à ce qu'au sein du club européen, on ait plusieurs mois durant cherché des solutions de substitution pour tenter de palier à cette contraction inévitable de la demande des pays dont le niveau d'endettement est le plus critique. Car en France comme en Allemagne, on savait bien que le moment était venu de "saigner à blanc les cochons", ces PIGS dont personne ne semblait plus prêt à financer les soins...

Pour l'impérialisme français, la solution était toute trouvée : que d'autres Etats membres moins endettés fassent un effort pour stimuler leur demande intérieure en la subventionnant. L'impérialisme français ne pensait évidemment pas à lui-

même, ayant commencé à mettre en œuvre des mesures d'austérité visant à contenir une dette publique qui explose, mais à son voisin allemand qui a accumulé de confortables excédents commerciaux au cours des dernières années...

En décembre 2009, le magazine altermondialiste *Alternatives internationales* publiait un article intitulé « L'Allemagne sous l'œil des européens » dans lequel il était affirmé qu' « **en comprimant les salaires, en détricotant la protection sociale, le pays a dopé ses exportations tout en gelant sa demande intérieure** ». <sup>209</sup>

Exportations de biens et de services vs demande intérieure hors stocks à prix courant <sup>210</sup>								
En milliers d'€ par habitant	1981			2008			▲ exp. 2008 1981	▲ d. i. 2008 1981
	exp.	d. i.	exp. d. i.	exp.	d. i.	exp. d. i.		
Allemagne	4,7	18,2	25,8 %	11,9	28,2	42,2 %	+ 153,2 %	+ 54,9 %
France	3,7	17,3	21,4 %	6,9	31,0	22,3 %	+ 86,5 %	+ 79,2 %
▲ $\frac{\text{Allemagne}}{\text{France}}$	+ 27,0 %	+ 5,2 %	+ 20,6 %	+ 72,5 %	- 9,0 %	+ 89,2 %		

On remarque ici de manière évidente que les exportations allemandes, supérieures d'un quart par rapport à celles de la France en 1981, l'étaient de près des trois quarts en 2008. Alors que la demande intérieure allemande était légèrement supérieure à celle de la France en 1981, elle lui était devenue inférieure en 2008. Alors que la demande intérieure de la France a progressé dans des proportions à peine inférieures à celle des exportations durant la période 1981-2008, la demande intérieure de l'Allemagne a progressé près de trois fois moins rapidement que les exportations.

Quelques mois plus tard, le même refrain était systématiquement repris pour pousser l'Allemagne à faire un bon geste face à la crise de la dette grecque.

A la question « en quoi l'Allemagne peut-elle nuire à ses voisins européens ? », le directeur de la rédaction du *Journal des Finances* répondait que certes « l'Allemagne a tout du bon élève » en apparence,

« Mais ce succès tient beaucoup à la politique salariale restrictive mise en place depuis plusieurs années, et cette modération salariale a pour effet d'asphyxier la demande intérieure. Et la consommation allemande est éteinte depuis des années, ce qui pénalise bien sûr tous les partenaires commerciaux de l'Allemagne, au premier rang desquels on trouve la France. D'où les propos de Christine Lagarde, qui reprennent des récriminations anciennes contre l'Allemagne. L'Allemagne, c'est quand même 30 % du PIB de la zone euro, donc c'est un moteur en moins pour la consommation européenne si la consommation allemande reste éteinte ». <sup>211</sup>

Ainsi, les pays impérialistes en déclin les plus éprouvés par la crise souhaitent aujourd'hui que l'impérialisme allemand fasse des efforts en laissant filer ses déficits publics afin de financer la reprise économique de ses partenaires. Que l'Allemagne prenne sa part de dettes au lieu de continuer à faire cavalier seul pour tenter de préserver son industrie exportatrice, voilà en somme la recommandation faite à l'impérialisme allemand !

En 2009, le déficit budgétaire de l'Etat allemand a atteint 3,3 % du PIB, le niveau le plus faible parmi les pays impérialistes en déclin.

Pour son budget 2010, qui marquera un déficit record, l'impérialisme allemand prévoit 80,2 milliards d'euros de déficit, soit l'équivalent de 33,5 % des recettes budgétaires ou 5,7 % du PIB prévisionnel. Le paiement des intérêts de la dette devrait représenter 38,9 milliards d'euros, soit l'équivalent de 16,3 % des recettes budgétaires ou 2,7 % du PIB. Enfin, les recettes du budget fédéral représenteront 16,6 % du PIB. Les représentants de l'impérialisme allemand ont cependant prévenu que cet écart aux règles du pacte de stabilité était « exceptionnel » et que « jamais plus l'Allemagne ne pourra se permettre un tel écart ». Dès le mois de mars, les dirigeants allemands avaient déjà commencé à préparer leur opinion publique « à une radicale cure d'austérité pour les années à venir ».<sup>212</sup>

Au printemps, alors que les dirigeants français critiquaient vertement leur voisin, la presse économique allemande ne mâchait pas non plus ses mots : « **Que l'Allemagne renonce à ses exportations est absurde !** », pouvait-on lire dans l'hebdomadaire économique *WirtschaftsWoche*. A l'instar de *Manager Magazin*, certains allaient même encore plus loin et imputaient les critiques françaises à l'égard de l'Allemagne au fait que la France ait « énormément perdu en compétitivité » au cours des dernières années et risque aujourd'hui de devenir « le prochain sur la liste des pays en crise ». Une pique en forme d'avertissement qui n'est pas sans fondement matériel comme on le verra plus loin... Le quotidien boursier allemand *Börsen-Zeitung*, lui, confirmait la "recette miracle" de l'économie allemande :

« **L'Allemagne s'est arrogée un avantage compétitif ces dernières années grâce à sa qualité, à son innovation et, surtout, à une politique salariale modérée** ».<sup>213</sup>

Au même moment, l'actualité économique donnait raison à l'impérialisme allemand. A la mi-avril, la croissance économique prévisionnelle de la zone euro pour 2010 était revue à la baisse, les économistes prévoyant alors une croissance de 1,0 %, contre 1,2 % auparavant.<sup>214</sup>

Quelques semaines plus tard, l'INSEE annonçait une croissance française limitée à 0,1 % pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2010, et révisait à la baisse la croissance enregistrée au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, faisant passer la contraction de la croissance pour l'ensemble de l'année 2009 à -2,5 %, contre -2,2 % initialement annoncés. Au début de l'été, le constat dressé par Alexander Law, économiste chez Xerfi, n'était pas très optimiste :

« Tous les moteurs internes de la croissance sont aujourd'hui éteints : sans la contribution positive du commerce extérieur, le PIB aurait baissé de 0,3 %. Le message est clair : les ménages sont à bout de souffle, les entreprises n'y arrivent plus et les dépenses et investissements publics sont à bout de souffle ».<sup>215</sup>

Des analystes de la Société Générale et du cabinet d'analyse Asterès remarquaient au sujet de ces chiffres qu' « en Allemagne il y a surprise à la hausse, en France c'est le contraire » : « **c'est une douche froide** » car « **il a suffit que le soutien public s'affaiblisse pour que la croissance s'effondre** ».<sup>216</sup>

A l'origine de cette divergence, les coûts salariaux évidemment, mais surtout la spécialisation économique différente des deux pays que mettait partiellement en évidence un article publié récemment dans *Usine Nouvelle*.

« Le fossé entre l'Allemagne et la France s'explique par leur spécialisation industrielle. L'Allemagne est l'usine des usines, le leader dans les biens d'équipement et intermédiaires. Elle profite de la reprise mondiale et fournit les usines des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). (...) La France, elle, est spécialisée dans les biens de consommation. La croissance des nouvelles commandes est plus importante dans les secteurs des biens d'équipements et des biens intermédiaires que dans les biens de consommation ».<sup>217</sup>

Traduction : la reprise est plus forte en Allemagne, car ses exportations sont soutenues par les besoins de la Chine, tandis que le principal soutien de l'économie française est sa consommation intérieure. Une opinion partagée par de nombreux spécialistes bourgeois, à l'instar de Gilles Untereiner, directeur général de la chambre de commerce et d'industrie française en Allemagne, ou Sylvain Broyer, économiste chez BNP Paribas.<sup>218</sup>

Il faut dire qu'en tant que pays impérialiste au caractère rentier prononcé, la France se trouve au sommet de la division internationale du travail (à l'instar des USA) et est davantage présente dans les secteurs industriels de pointe (tels l'aérospatiale, l'aéronautique, le chemin de fer à grande vitesse, l'énergie nucléaire). Habitué à engranger de confortables surprofits, l'impérialisme français a donc eu la possibilité de mettre l'accent sur la stimulation de son marché intérieur. Au contraire, l'Allemagne fait davantage dans les productions industrielles à plus basse composition organique en capital et affronte donc une concurrence beaucoup plus rude : Japon, Italie, Corée du Sud, sans oublier la concurrence croissante de la Chine qui reste cependant encore un gros importateur de biens intermédiaires allemands, japonais, etc.

Il est donc évidemment hors de question pour l'impérialisme allemand de laisser filer son déficit public pour soutenir temporairement sa consommation intérieure et celle de ses voisins, ce qui reviendrait à perdre en compétitivité et à menacer le principal moteur de son économie : les exportations marchandes. Alors que l'Allemagne a enregistré un excédent commercial de 135,8 milliards d'euros en 2009, la France et le Royaume-Uni ont enregistré un déficit commercial respectif de 54,5 et 92,6 milliards d'euros !<sup>219</sup>

Indéniablement la crise de la dette grecque a agit comme un puissant catalyseur des contradictions inter-impérialistes au sein du club européen, qui est rappelons-le encore une fois, très loin d'avoir la cohésion d'un Etat fédéral. Une évidence pour certains analystes bourgeois qui déplorent que l'Union européenne soit « une union sans budget ». <sup>220</sup> L'an dernier, nous avons déjà souligné que la crise mettrait à mal l'unité du club impérialiste européen et qu'il fallait s'attendre à des « divorces ». <sup>221</sup> Si aucun divorce n'a encore été prononcé, de grosses disputes conjugales ont déjà éclaté...

Finalement, au début du mois de mai, « décidée à mettre un terme à la contagion de la crise grecque », l'Union européenne annonça un plan de stabilisation de 750 milliards d'euros d'obligations d'Etat, les deux premiers tiers étant pris en charge

par l'Union européenne et le dernier tiers par le FMI.<sup>222</sup> Les pays membres de l'Union européenne mais non-membres de la zone euro furent également mis à contribution en dehors du cadre du FMI. Le Royaume-Uni, lui, avait clairement annoncé la couleur : ne faisant pas partie de la zone euro, il ne participerait pas au fonds d'urgence européen.<sup>223</sup> Chacun ses problèmes !

Rappelons qu'au mois de février, les experts du FMI estimaient que 18 milliards d'euros d'aides seraient suffisants pour rassurer les marchés au sujet de la crise de la dette grecque.<sup>224</sup> Quant à BNP Paribas, elle chiffrait à plus de 315 milliards d'euros le coût du sauvetage des PIGS.<sup>225</sup> L'addition avait été ré-estimée à 100-120 milliards d'euros rien que pour la Grèce trois mois plus tard.<sup>226</sup>

Au cours des semaines précédant le sauvetage, l'Espagne et le Portugal avaient en effet du faire face à une dangereuse remontée des taux d'intérêt de leurs émissions obligataires, ce qui laissait entrevoir le risque de voir rejouée à une autre échelle la tragédie grecque de la dette souveraine.

Dès le début du mois de février, les places financières espagnole et portugaise avaient plongé, les craintes pesant sur la dette grecque s'étant étendues « à celle du Portugal et de l'Espagne ».

« Les investisseurs s'interrogent sur la capacité des Etats à redresser leurs finances publiques alors que le risque d'une conjoncture économique durablement déprimée semble de plus en plus probable ».<sup>227</sup>

Au Crédit Agricole, on ne cachait pas non plus son inquiétude et on reconnaissait alors qu'il existait « un risque réel de contagion dans la zone euro », les craintes entourant la Grèce risquant de se propager « **à tous les pays** » « **dont les finances publiques sont dégradées** ». Dès le début du mois de février, « la panique » faisait donc « son grand retour sur les marchés » :

« La déroute des places financières actions ces derniers jours montre à quel point le rétablissement des marchés reste précaire. Deux ans et demi après l'éclatement de la bulle des subprimes, les indices boursiers ont vécu jeudi et vendredi des séances ressemblant de manière inquiétante à celles de l'automne 2008, lorsque l'onde de choc consécutive à la faillite de Lehman Brothers se propageait ».<sup>228</sup>

A la fin du mois de mars, le taux de chômage atteignait 20,1 % en Espagne et le pays avait dépassé la barre des 4,6 millions de chômeurs. Le gouverneur de la Banque d'Espagne ne cachait alors pas son pessimisme, déclarant que l'Espagne se trouvait « face aux menaces de l'augmentation des dettes impayées, de la baisse du commerce, de l'accroissement des dettes publiques et de l'augmentation des taux de crédits ».<sup>229</sup> C'est dans ces conditions, ainsi que confrontée au plongeon de la monnaie européenne que l'Allemagne finit par surmonter ses réticences au sauvetage de la Grèce, des réticences d'autant plus forte qu'un tel sauvetage s'opposait aux traités européens.<sup>230</sup>

Mais quelques jours après l'annonce du "plan de stabilisation" de l'Union européenne, l'euro et les bourses mondiales rechutaient fortement. En cause, le fait que « les investisseurs doutent de plus en plus des capacités de croissance de certains pays de l'Europe alors que des politiques de rigueur budgétaire se mettent en place, lesquelles vont réduire les capacités de consommer ».<sup>231</sup>



Dans la finance, on ne se faisait pas d'illusion sur les effets destructeurs prévisibles des restrictions budgétaires. Des le début du mois de février, des analystes du Crédit Suisse avaient averti que « les mesures d'austérité prises pour réduire le déficit public » seraient « douloureuses pour l'économie » et disaient s'attendre « à ce que les salaires réels reculent », « de quoi déprimer durablement la consommation et retarder d'autant la reprise économique ». <sup>232</sup>

Au lendemain de l'annonce du "plan de stabilisation", cette peur devenait de plus en plus palpable. Chez Groupama Asset Management, on déclarait ainsi que dans les mois à venir, le marché continuerait à « hésiter entre la peur pour la croissance dans la zone euro et la peur pour la dette souveraine ». Même son de cloche chez ING qui déclarait que les investisseurs pensaient « **soit que ces mesures seront un échec et que la dette restera donc un problème central, soit qu'elles resserreront effectivement les budgets, faisant ralentir très fortement la croissance de ces pays** ». <sup>233</sup>

Au même moment, le président de la Banque centrale européenne ne cachait pas non plus ses inquiétudes pour l'avenir. Dans une interview donnée à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, il déclarait qu'il n'y avait « aucun doute » sur le fait que l'économie européenne se trouvait « **dans la situation la plus difficile depuis la Seconde Guerre mondiale, voire depuis la Première** », ajoutant que « nous avons vécu et vivons des moments vraiment dramatiques ». <sup>234</sup> Quelques jours après le sauvetage européen, c'était au tour de la chancelière allemande d'avertir à la tribune du Bundestag :

« L'euro est en danger. Si nous ne traitons pas ce danger, alors les conséquences pour nous en Europe seront incalculables ». <sup>235</sup>

Mais les inquiétudes liées à la crise de la dette souveraine des "PIGS" dépassèrent de loin le cadre européen. A Washington, la tragédie grecque fut également perçue comme une sérieuse menace, car elle montra que le marché obligataire n'était pas à l'abri de sa propre crise des subprimes et jeta ainsi la suspicion sur la viabilité de la dette des Etats.



## Le grand dilemme de la dette souveraine

Deux semaines après le dénouement de la tragédie grecque, c'est-à-dire son "sauvetage", dans une dépêche intitulée « Le plus dur de la crise est peut-être encore à venir », l'agence de presse *Reuters* soulignait que « **l'accalmie sur les marchés financiers n'aura duré que quelques jours** » en raison de la prise de conscience de la contradiction entre la nécessité de réduire les dépenses publiques et celle de ne pas saborder la croissance...

« Avec les problèmes de dette souveraine de la zone euro, s'ouvre une nouvelle phase de la crise qui pourrait s'avérer encore plus difficile à régler [que la crise des subprimes]. Pour enrayer la panique qui s'est emparée des marchés financiers il y a près de deux ans, les gouvernements ont transféré une quantité gigantesque de dette privée sur les comptes publics. Aujourd'hui, la dette de ces Etats inquiète les investisseurs et aucune échappatoire n'est cette fois envisageable ».

Eh oui, les Etats ont socialisé en urgence les pertes des banques et de l'industrie, et aujourd'hui, c'est aux masses exploitées de payer la facture finale, les investisseurs obligataires refusant évidemment de trinquer et les Etats bourgeois ne souhaitant pas se les mettre à dos ! Cette dépêche ajoutait crument que « **les pays qui ne pourront pas réduire leurs dépenses et augmenter leurs impôts n'auront que deux possibilités : l'inflation ou le défaut de paiement** ».<sup>236</sup>

On est aujourd'hui bien loin des discours optimistes et rassurants tenus jusqu'à l'automne 2009 par les représentants des élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin.

Loin de l'optimisme forcé et aveugle affiché par la plupart des économistes et des politiciens à la solde du Capital — qui prédisaient rappelons-le en 2009 une sortie de crise pour 2010 et qui sont aujourd'hui confrontés à une nouvelle crise ! —, certains officiels et économistes bourgeois ont aujourd'hui parfaitement compris que des jours sombres se préparent aujourd'hui pour les pays impérialistes en déclin.

Dès le mois de mars, le président de la FED d'Atlanta manifestait de fortes craintes quant à l'impact de la crise de la dette grecque, déclarant qu'elle « **pourrait affecter directement l'économie des Etats-Unis** » de trois façons : 1° En forçant les pays de la zone Euro à réduire leurs dépenses budgétaires, ce qui entraverait leur croissance économique et impacterait par ricochet les exportations américaines vers l'UE, cette dernière constituant le premier débouché pour les produits américains ; 2° En provoquant une appréciation du dollar par rapport à la monnaie européenne, ce qui nuirait à la compétitivité des exportations américaines et 3° En provoquant « **un mouvement de retrait général des investisseurs du marché de la dette des Etats** ».<sup>237</sup> Des craintes qui ne sont pas sans fondement, comme nous le verrons un peu plus loin.

Quelques jours plus tard, au cours d'une audition devant la commission des services financiers de la Chambre des représentants, le président de la FED faisait par de ses inquiétudes au sujet « du déficit structurel des Etats-Unis » :

« Il est très important que nous commençons à nous préoccuper de la trajectoire du déficit. Ce n'est pas juste un problème à long terme, car il est possible que le marché obligataire s'inquiète du caractère soutenable [des déficits]. Et nous pourrions faire face à des taux d'intérêt élevés même aujourd'hui ». <sup>238</sup>

Ben Bernanke parlait alors en connaissance de cause : selon les statistiques disponibles sur le site de la FED, le taux d'intérêt moyen des Bons du trésor américain était passé de 3,40 % à 3,73 % entre novembre 2009 et janvier 2010, laissant craindre une méfiance croissante des investisseurs à l'égard souveraine américaine.

A la mi-février, les analystes financiers remarquaient que la demande internationale pour la dette souveraine américaine à long-terme ralentissait, la Chine, mais aussi « les banques centrales » ayant cherché à « réduire leur exposition aux bons du Trésor ». <sup>239</sup>

Au même moment, Nouriel Roubini tirait également la sonnette d'alarme. Ancien conseiller au Trésor sous l'administration Clinton et professeur à la prestigieuse Stern School of Business de la New York University, cet économiste fut l'un des rares économistes bourgeois à avoir tiré la sonnette d'alarme (dès septembre 2006), sur l'imminence d'une grave crise immobilière qui déboucherait sur une profonde récession. Aujourd'hui très influent, il est souvent consulté par les élites bourgeoises internationales (FMI, Congrès américain, administrateurs de banques centrales, ministres des finances, etc.). Le *New York Times* l'a récemment surnommé D<sup>r</sup> Catastrophe, en raison de ses prises de position pas franchement optimistes...

Écoutons donc ce que déclarait D<sup>r</sup> Catastrophe dans un article publié dans *les Echos*. Intitulé « **Le grave dilemme de la zone euro et des pays endettés** », ce texte traite de la portée de la crise de la dette souveraine dans les pays impérialistes en déclin.

Il y est d'abord écrit que « la Grande Récession de 2008-2009 a été provoquée par un endettement excessif des ménages, des institutions financières et des entreprises dans de nombreuses économies avancées ». L'économiste ajoute ensuite que « les plans de relance budgétaire ajoutés à la "socialisation des pertes" du privé se traduisent aujourd'hui par un endettement public et des déficits budgétaires excessifs ». Ensuite, ces « déficits budgétaires trop élevés entraînent » soit « une crise du crédit, un défaut souverain ou d'autres formes de restructuration de la dette publique », soit « la monétisation des déficits » qui « peut tôt ou tard entraîner une forte inflation ». Pour Roubini, « les récentes difficultés de la Grèce ne sont ainsi que la partie visible de l'iceberg », et en fait, toutes les économies développées sont menacées, « **y compris le Japon et les USA** ».

En outre, selon lui, « le vieillissement de la population — un phénomène sérieux en Europe et au Japon — exacerbe le problème des déficits budgétaires en alourdissant les dépenses de Sécurité sociale et de santé ». Il souligne en effet qu'une croissance démographique nulle ou négative impacte négativement la croissance économique et contribue donc, à créer une mauvaise « dynamique du rapport dette/PIB » qui suscite « des doutes de plus en plus sérieux sur la capacité à rembourser la dette publique ».

Ce qui ne fait aucun doute pour Roubini, c'est que « **si l'endettement privé est trop socialisé, les économies avancées devront s'attendre à un sombre avenir** ». Voilà pour le constat, un constat qui semble justifier amplement la réputation de notre économiste.

Mais heureusement, selon notre D<sup>r</sup> Catastrophe, il existe une solution ! Il ne s'agit hélas pas d'une solution miracle, ni même d'une solution facile à mettre en œuvre. Il s'agit au contraire d'une solution périlleuse autour de laquelle semblent planer beaucoup de dangers et d'incertitudes : contrôler et réduire la dette. Une chose bien plus facile à dire qu'à faire !<sup>240</sup>

Pour Roubini, « le dilemme est le suivant » :

- D'un côté la réduction de la dette publique est nécessaire pour éviter une augmentation incontrôlée de la charge de la dette avec à la clef le risque de défaut de paiement.
- Mais de l'autre côté, le fait de réduire les dépenses publiques et d'augmenter les impôts pèse sur la croissance [il faut ici avoir en vue la croissance découlant de l'extension du marché intérieur].

Le « danger », dit Roubini, c'est que si la croissance ne reprend pas, « **le risque est d'entrer dans un cercle vicieux** ». Et l'économiste de nous donner l'exemple de l'Argentine depuis 1998 qui ne s'est jamais vraiment remise de sa cure d'austérité...

Voilà donc la solution que nous propose la bourgeoisie, voilà donc où s'arrête l'horizon bourgeois !

Ce que notre D<sup>r</sup> Catastrophe ne nous dit pas — car sinon les médias bourgeois devraient lui trouver un surnom encore bien plus sombre et alarmiste ! —, c'est que :

1° Les pays impérialistes en déclin ont aujourd'hui pour obligation de réduire leur endettement, privé comme public. Leurs Etats ont socialisé les pertes de certains segments du secteur privé, et souffrent aujourd'hui d'un surendettement aggravé par une méfiance croissante des prêteurs à l'égard des obligations souveraines. Roubini nous dit qu'il faut réduire la dette, mais craint de mettre le pied dans un cercle vicieux. Ce qu'il ne dit pas, c'est que si la décennie d'austérité de l'Argentine n'a pas porté ses fruits parce que son ampleur n'a pas suffi à rendre le pays assez attractif pour les capitaux étrangers. L'austérité y a donc provoqué la contraction des débouchés intérieurs sans pour autant permettre de conquérir de nouveaux débouchés extérieurs, les capitaux étrangers restant attirés de manière croissante par des pays ateliers plus compétitifs.

2° Pour les pays impérialistes en déclin, le problème est d'une toute autre ampleur. En effet, contrairement aux pays dépendants ateliers, le facteur essentiel contribuant à leur croissance économique, c'est leur demande intérieure. Sabrer cette demande intérieure afin d'espérer conquérir des débouchés extérieurs, non pas dans un pays, mais pour l'ensemble des pays impérialistes en déclin, c'est justement se jeter tout entier dans ce cercle vicieux tant appréhendé par notre économiste.

3° Le système mondial de l'impérialisme, comme nous l'avons déjà souligné, est aujourd'hui traversé par des contradictions économiques qui n'ont jamais été aussi aigues : l'émergence rapide de l'impérialisme chinois et l'approfondissement accéléré de l'économie de bazar ont porté la dette de l'économie des pays impérialistes en déclin à un niveau critique. Critique non pas parce que ces Etats ne peuvent plus payer les intérêts, mais parce que la contraction de nouvelles dettes ne parvient plus (comme au cours des trois décennies passées), à créer de la richesse. Au contraire, plus les Etats cherchent à soutenir l'économie, plus le rythme d'endettement s'accélère alors que la "reprise", anémique, reste conditionnée par le maintien continu de cette perfusion.

La dette augmentant sans pour autant permettre aux économies en décomposition de renouer avec la croissance, la crise de confiance se propage dans les rangs des acquéreurs d'obligations souveraines des pays dont l'économie apparaît comme la plus vulnérable. C'est dans ce cadre qu'il faut placer la crise de la dette grecque. Si les investisseurs ont d'abord applaudi au sauvetage de l'Etat grec, évitant aux investisseurs exposés d'enregistrer de lourdes pertes, ils ont très vite compris que tout n'était pas réglé pour autant.

D'abord, il est plus que probable que la cure d'austérité ne suffira pas à rendre la Grèce à nouveau attractive pour les investissements étrangers : le tourisme international et le transport maritime sont deux secteurs durablement déprimés en ce qui concerne les pays impérialistes en déclin.

Ensuite, la dette privée, d'abord socialisée au niveau d'Etats (pris individuellement) est désormais elle-même garantie par des Etats jugés moins fragiles ! Ce faisant, ces derniers ont pris en charge une partie du risque de défaut de paiement de l'Etat grec, un pari des plus risqué qui a aussitôt eu un impact négatif sur leur perception par les acheteurs d'obligations souveraines. Ce "sauvetage" va donc alourdir le coût de leur propre charge de la dette !

Un danger évoqué par *Le Monde* dans un article intitulé « La zone euro connaît la plus grave crise de son histoire », où le journal soulignait que les fonds débloqués pour le sauvetage de la Grèce proviendraient des emprunts obligataires effectués par d'autres pays et que

**« D'une certaine façon, on ne fera que boucher des trous en en creusant d'autres. In fine, ce sont tout de même les contribuables des pays de la zone euro qui risquent d'être sollicités ».**<sup>241</sup>

Ce fardeau supplémentaire va en effet pousser ces Etats à aggraver encore un peu plus leurs politiques de rigueur, politiques qui vont nécessairement déprimer durablement leurs débouchés intérieurs et contribuer à aggraver la récession économique. A terme, cette option menace donc de réduire à néant le principal moteur de leur économie, ce qui conduira à aggraver la contraction des débouchés et l'aggravation de la récession économique ! Comme le remarquait déjà Karl Marx, la bourgeoisie ne fait toujours que déplacer les problèmes en leur faisant prendre des proportions toujours plus colossales.

Il n'existe donc aucune solution viable à la crise pour les pays impérialistes en déclin : que ce soit à travers la faillite d'Etats ou à travers les effets destructeurs de cures d'austérité, leur marché intérieur est bel et bien condamné à s'effondrer.

A l'automne 2008, alors que la crise économique venait à peine d'éclater, nous ne nous faisons déjà aucune illusion sur la portée des plans de relance mis en œuvre dans les pays impérialistes en déclin. En septembre, nous soulignons ainsi que la bourgeoisie ne faisait par là que « **déplacer le problème** » :

« Croyant le régler, elle creuse en fait un trou béant dans le budget des États bourgeois. Il faudra donc aux travailleurs se serrer encore davantage la ceinture, car ces fonds ne seront plus disponibles pour assurer le secours social (assurance maladie, éducation, retraites), forçant ceux qui ne peuvent pas payer à se passer de ces services, et ceux qui le peuvent encore à réduire leurs dépenses dans d'autres secteurs (notamment celui des biens de consommation courante), avec les conséquences que l'on connaît sur le tissu économique... En outre, le budget des États bourgeois n'est pas extensible à l'infini, et en finançant le déficit des banques, l'État bourgeois aggrave le sien ». <sup>242</sup>

Deux mois plus tard, nous répétons cette évidence et ajoutons que les plans de relance « **aggraveront le déficit des États bourgeois** » qui seront en définitive contraints de faire « **retomber le poids de la crise sur les esclaves salariés auxquels on demandera de se serrer la ceinture !** » : « **Une bien belle "relance" de la consommation en perspective si les débouchés se réduisent encore davantage !** » <sup>243</sup>

Un danger que les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin n'ont commencé à évoquer que récemment, les détenteurs d'emprunts obligataires le leur ayant rappelé ! Indéniablement la crise de la dette grecque a agit comme un révélateur du risque croissant de krach obligataire.

Au début de l'année, dans un article intitulé « **Méfiance envers des obligations d'Etat** », *le Figaro* rapportait que « plusieurs fonds d'investissement dont le plus grand d'entre eux, Pimco », ce dernier gérant 199,5 milliards de \$ d'obligations souveraines, avaient « annoncé qu'ils avaient réduit la part d'obligations d'Etat américaines et britanniques au sein de leur portefeuille », redoutant « que les niveaux record de dette publique ne provoquent une remontée des taux d'intérêt sur les marchés ». <sup>244</sup>

Fin 2009, un autre investisseur de poids avait déjà tiré la sonnette d'alarme : le premier ministre chinois avait appelé les USA « à maintenir leur déficit à une taille appropriée » afin de maintenir « la stabilité des taux de change », officiellement afin de ne pas nuire « à la stabilité et à la reprise de l'économie mondiale », mais surtout afin d'éviter que ne se déprécient les réserves de change chinoises libellées en \$... <sup>245</sup> Depuis plusieurs mois, l'impérialisme chinois ne se montre plus vraiment friand de dette souveraine américaine : « **Les chinois regardent clairement ailleurs pour leurs investissements** », déclarait Dan Greenhaus, chef économiste chez Miller Tabak & Co. LLC à New York. <sup>246</sup> Une tendance nette qu'illustre les graphes ci-dessous.

**[Voir fascicule de graphes pp. 16 et 17]**

On voit ici de manière évidente le brusque coup de frein mis par la Chine à l'achat de dette souveraine américaine depuis l'été 2009, puis la vente nette de dette souveraine américaine à partir de l'automne 2009, en dépit du confortable excédent commercial enregistré en 2009 et de ses faramineuses réserves de

change ! Ces dernières, les premières du monde, ont d'ailleurs continué à augmenter fortement en 2009. Notons au passage que les pressions de Washington pour réévaluer le yuan à la hausse ne poussent pas non plus Pékin à augmenter son encours de dette souveraine américaine, l'appréciation du yuan à la hausse étant synonyme pour l'impérialisme chinois de dévaluation de ses réserves de change libellées en \$...

En juillet 2010, le montant des bons du Trésor américain détenu par la Chine enregistrerait une baisse de 9,9 % en glissement annuel. Pour ne rien arranger, comme l'illustre ce graphe, la Chine n'est pas la seule à regarder ailleurs : au cours des cinq dernières années, le Japon n'a guère plébiscité la dette souveraine américaine, les investisseurs japonais ayant jeté leur dévolu prioritairement sur leur propre dette souveraine. Quant au Brésil et à la Russie, la crise semble également avoir tempéré leur fièvre acheteuse de dette souveraine américaine...

Que dire d'autre, sinon que **« moins les asiatiques achètent d'obligations américaines et plus elles sont achetées par la "monnaie de singe" de la Fed. Et plus la Fed achète avec de la monnaie de singe et moins les asiatiques veulent en acheter avec de l'argent réel »**.<sup>247</sup>

L'impérialisme chinois, déjà très exposé au risque croissant du marché obligataire, en particulier américain, n'a pas envie de s'y exposer encore davantage. A la mi-mai, la Chine détenait 23,1 % du total des avoirs étrangers en bons du Trésor américain.<sup>248</sup> Elle préfère donc diversifier ses placements — de janvier à mai 2010, la Chine a ainsi acheté pour 1 276 milliards de yens (soit 14,4 milliards de \$) de bons du Trésor japonais, essentiellement à court terme<sup>249</sup> —, et surtout investir dans du solide, à l'instar des matières premières... ou de la modernisation de sa propre économie. A la fin de l'année 2009, les réserves de change de la Chine atteignaient 2 400 milliards de \$ et représentaient près du tiers du total mondial.<sup>250</sup> A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2010, elles atteignaient 2 454 milliards de \$.<sup>251</sup>

Comme l'a illustré la crise de la dette grecque, quand les investisseurs commencent à faire la fine bouche et à se méfier de la dette souveraine d'un Etat, ça peut rapidement tourner au vinaigre pour lui. Deux mois avant que l'Union européenne et le FMI ne lui évitent la faillite, le gouvernement grec avait averti que la Grèce était « menacée par l'envolée du coût de sa dette ».<sup>252</sup> Deux semaines plus tard, le ministre grec des finances réitérait l'avertissement :

« Les taux d'intérêt sont très élevés et il est évident que l'on ne pourra continuer à ce niveau pendant très longtemps ».<sup>253</sup>

Il faut dire qu'au début du mois d'avril, le rendement des obligations grecques à 10 ans avait dépassé 7,5 %.<sup>254</sup> Le président français déclarait alors que l'Union européenne était prête à activer son plan de soutien financier à la Grèce « à tout moment ».<sup>255</sup> Le même problème se vérifiait quelques jours plus tard pour des obligations grecques à trois mois. Un taux d'intérêt de 3,65 % avait du être servi pour permettre de lever près de 2 milliards d'euros, contre un taux d'intérêt de 1,67 % trois mois plus tôt.<sup>256</sup> Ces taux d'intérêt plus élevés, nécessaires pour attirer les investisseurs et rendre acceptables pour eux une prise de risque supplémentaire, alourdissent le service de la dette, avec à la clef l'aggravation du déficit budgétaire et la nécessité de sabrer davantage dans les dépenses publiques.



Alors que la panique commençait à gagner les marchés, des responsables de la FED avertissaient le Congrès américain des risques que faisait peser la crise grecque :

« Le risque est que la situation européenne devienne incontrôlable, se répande à travers l'Europe au-delà de la Grèce, replonge l'Europe en récession et cause de nouveaux dommages à l'économie américaine et mondiale ainsi qu'au système financier ». <sup>257</sup>

A Washington, on ne souhaitait pas que la contagion gagne du terrain en Europe. Selon Edwin Truman du Peterson Institute for International Economics, les banques américaines sont exposées à hauteur de 1 500 milliards de \$ à la dette souveraine des pays membres de l'Union européenne ! <sup>258</sup> Outre cette possibilité d'enregistrer de très lourdes pertes, la crise de la dette grecque risquait d'avoir un autre effet négatif sur l'économie américaine : le renchérissement du coût du service de la dette. Alors qu'en 2007, 2008 et 2009, le taux d'intérêt respectif des Bons du Trésor américain à 10 ans était de 4,63 %, 3,66 % et 3,26 %, la tendance à la baisse s'est inversée. Sur les quatre premiers mois de l'année 2010, le rendement moyen des Bons du Trésor américain à 10 ans a atteint 3,75 %.

**Cela signifie que la dette souveraine des pays impérialistes en déclin les plus puissants est devenue un placement risqué dont les investisseurs avisés ont déjà commencé à se désengager avant que ce marché n'implose !**

C'est une nouvelle d'autant plus mauvaise que les obligations souveraines américaines « **sont très exposées à cause du niveau élevé de la dette à refinancer en 2010** » — qui représente 40 % de l'encours total —, contre 8 % pour la Grèce et 20 % pour la France. <sup>259</sup>

C'est dans ce contexte international tendu, où il apparaissait évident à tous les analystes bourgeois lucides qu'une nouvelle bulle de surendettement menaçait d'éclater, avec à la clef une inévitable rechute de l'économie mondiale apparaissait, qu'au printemps, le président brésilien condamnait la gestion de la crise financière par les « pays riches », critiquant leur attitude face à la crise des subprimes et à la crise de la dette grecque — « **Je ne connais aucun économiste capable de m'expliquer pourquoi l'Union européenne a pris trois mois pour traiter la question grecque** » —, et en profitait au passage pour réitérer son appel à réformer la gouvernance mondiale. <sup>260</sup>

Pauvre Lula ! De quels bien piètres économistes bourgeois il s'est entouré !

Si l'Union européenne — comme l'a dit de manière réaliste le patron du FMI —, a mis « des mois et des mois » « pour s'entendre sur le sauvetage de la Grèce », attendant d' « **arriver au bord du gouffre** », c'est parce que [visant l'Allemagne] « tout tire à hue et à dia » :

« La maison Europe n'est pas en ordre. (...) La solidarité ce n'est pas la charité, les pays de la zone euro sont ensemble et il faut qu'ils soient capables de travailler ensemble, honnêtement on voit bien que ce n'est pas trop le cas ». <sup>261</sup>

Ce que Strauss Kahn sait parfaitement, mais s'est bien entendu abstenu de préciser, c'est que l'Allemagne a refusé de sacrifier ses exportations sur l'autel de la solidarité de la dette souveraine des pays membres du club inter-impérialiste européen ! Que les Etats socialisent les pertes privées, soit, mais qu'ils mettent en

commun leur dette publique, non ! Imposant à ses propres comptes publics l'austérité pour préserver sa compétitivité industrielle, il ne fallait pas attendre de l'impérialisme allemand qu'il prenne sur ses épaules sans sourciller sa part du fardeau de la dette souveraine d'un autre Etat !

L'impérialisme allemand souhaite à tout prix éviter de devenir un "cancer" fuit comme la peste par les investisseurs obligataires...

Au milieu, entre l'Allemagne et la Grèce, on trouve la France : ni "cancer" (du moins pas encore), ni "bon élève". Au cours des trois dernières décennies la dette publique française a bondi, quadruplant presque en termes de proportion du PIB, comme l'illustre ce graphe.

### [Voir fascicule de graphes p. 17]

Comme on peut le voir, le niveau de l'endettement public a fait un bond sans précédent en 2009, atteignant des niveaux record, aussi bien pour la France que pour les USA. En 2008, le déficit du budget de l'Etat français avait atteint 56,3 milliards d'euros. En 2009, il s'est monté à 138 milliards d'euros, soit l'équivalent de 59,0 % de ses recettes ou 7,9 % du PIB ! De son côté, la dette publique française a atteint 1 489 milliards d'euros en 2009, soit 78,1 % du PIB, contre 83,5 % pour les USA. Enfin, le paiement des intérêts de la dette a représenté 43,0 milliards d'euros dans le budget de l'Etat français en 2009, soit 18,4 % du montant de ses recettes ou 2,2 % du PIB. Le gouvernement n'attend aucune amélioration de ce côté. Au début de l'été, il prévoyait une lourde progression de la charge de la dette dans les années à venir, sous le coup de l'augmentation de son encours et des taux d'intérêts. La charge de la dette devrait ainsi atteindre 55,2 milliards d'euros en 2013.<sup>263</sup> En 2006, le paiement des intérêts de la dette avait coûté 38,9 milliards d'euros.<sup>264</sup>

Le paiement des intérêts de la dette représente aujourd'hui déjà le deuxième poste de dépenses du budget, juste derrière l'éducation, et il ne faudra pas attendre très longtemps pour qu'il devienne le premier !

Selon la Cour des Comptes, le déficit structurel de l'Etat français (hors effet de la conjoncture) a continué de se dégrader en 2009, représentant plus de la moitié des 7,9 % de PIB du déficit total.<sup>265</sup> C'est pourquoi dès le début de l'année, cette institution s'inquiétait « d'un risque de dégradation de la notation souveraine de la France si des réformes structurelles d'ampleur ne sont pas menées dans la deuxième économie de la zone euro ».<sup>266</sup>

En 2009, le stock de la dette souveraine française était détenu pour le premier tiers par des investisseurs français, pour le second tiers par des investisseurs de pays membres de la zone euro et pour le dernier tiers par des investisseurs provenant du reste du monde.<sup>267</sup>

Il est naturel que les investisseurs obligataires s'inquiètent du déficit du budget de l'Etat français. Le gouvernement n'a en effet guère brillé quant à ses prévisions budgétaires. Rappelons qu'à la fin de l'année 2008, le gouvernement français avait revu à la hausse le déficit du budget pour l'année 2009. Celui-ci devait se monter à 79 milliards d'euros.<sup>268</sup> Trois mois avant, le gouvernement français tablait même pour 2009 sur un déficit budgétaire de 52 milliards d'euros, une croissance du PIB de 1 % et une dette publique représentant 66 % du PIB. Nous pouvons aujourd'hui

juger de la précision de toutes ces prévisions... M<sup>me</sup> Irma et sa boule de cristal auraient sans doute pu faire aussi bien !

Rendez-vous début 2011 pour voir si les nouvelles "prédications" contenues dans le *Projet de loi de finances rectificative pour 2010* se réaliseront ! Selon ce texte daté du 20 janvier 2010, le déficit du budget de l'Etat devrait atteindre 149 milliards d'euros et représenter 8,2 % du PIB. Une augmentation somme toute modérée, si on la compare à celle de la période 2008-2009...

Au début de l'été, les choses paraissaient déjà bien mal engagées après que l'INSEE eût annoncé que la dette publique avait augmenté de 46,5 milliards d'euros rien qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. La dette publique se montait désormais à 1 535,5 milliards d'euros, soit environ 80,3 % du PIB. Rappelons que selon les prévisions gouvernementales datant de janvier, la dette publique devrait atteindre 83,2 % du PIB d'ici à la fin de l'année 2010, contre 78,1 % du PIB à la fin de l'année 2009...<sup>269</sup>

Cet été, le déficit budgétaire était certes en baisse comparé à celui de l'année précédente, mais il restait toutefois à des niveaux très élevés, bien supérieurs à ceux d'avant-crise. A la fin juillet, le déficit du budget de l'Etat se montait ainsi à 93,1 milliards d'euros, contre 108,8 milliards d'euros au cours de la même période de l'année précédente. Un redressement imputable à une importante hausse des recettes fiscales, nombre de monopoles ayant vu leurs bénéficiaires se relever, on a vu à quel prix...<sup>270</sup>

Voilà pour ce qui est de l'impérialisme français.

En 2009, le paiement des intérêts de la dette a représenté 20 240 milliards de yens dans le budget de l'Etat japonais, soit 36,6 % de ses recettes ou 4,3 % du PIB japonais.<sup>271</sup> En outre, la même année, le déficit du budget de l'Etat japonais a représenté 60,3 % de ses recettes et 7,0 % du PIB japonais. Selon le budget arrêté pour l'année fiscale 2010, le paiement des intérêts de la dette représentera 43,0 % des recettes de l'Etat et le déficit du budget de l'Etat devrait représenter 92,3 % de ses recettes, du fait de la contraction des recettes et de l'augmentation des dépenses ! Le gouffre du déficit, sera financé comme d'habitude par l'émission d'un montant record de 44 300 milliards de yens de nouvelles obligations d'Etat (soit 495,8 milliards de \$), dont la plus grande partie du stock était détenue à la fin de l'année 2009 par les banques japonaises (50,0 %) et les compagnies d'assurance vie et décès japonaises (19,9 %)... En d'autres termes, c'est l'épargne des ménages japonais qui finance la majeure partie de la dette publique japonaise.

Les médias bourgeois mettent souvent en avant la proportion élevée de la dette publique japonaise, une « énorme dette publique » qui selon eux « limite la capacité du gouvernement à soutenir l'économie » alors « que la banque centrale a épuisé ses options classiques en matière de politique monétaire ». <sup>272</sup> Au Japon, les taux d'intérêt étaient déjà au plus bas bien avant la crise et la marge de manœuvre était donc limitée. En décembre 2008, la banque centrale du Japon avait abaissé son taux directeur de 0,3 % à 0,1 %. Il est resté inchangé depuis. Si en 2009 la dette publique japonaise a atteint 189 % du PIB, l'épargne domestique, elle, a représenté 280 % du PIB. C'est cette épargne élevée qui a permis au Japon d'acheter jusqu'à maintenant sa propre dette souveraine et celle des USA.

Le problème est que le Japon est confronté au vieillissement prononcé de sa population stagnante : au cours de la période 2001-2010, la population japonaise est passée de 127,3 à 127,4 millions. La part des 0-14 ans a diminué de 14,4 % à 13,3 %, celle des 15-64 ans a diminué de 67,7 à 63,7 % et enfin celle des plus de 65 ans a augmenté de 18,0 à 23,0 %.<sup>273</sup>

Alors que les débouchés intérieurs absorbant traditionnellement les obligations d'Etat se contractent et alors que leur émission bat des records, il est certain que le financement de la dette publique posera de graves problèmes au gouvernement japonais qui sera contraint de vendre sa dette souveraine à l'étranger. Ce financement extérieur posera des problèmes d'autant plus grands que le gouvernement japonais sera contraint de proposer des intérêts beaucoup plus forts que les très bas taux actuels, alourdissant d'autant le fardeau déjà très lourd de la charge de la dette ! Certains analystes bourgeois estiment qu'il faudra moins d'une décennie au Japon pour faire faillite, un pronostic qui nous semble bien optimiste...<sup>274</sup> Au début du mois de juin, le gouvernement japonais évoquait la possibilité d'un « risque de défaut de paiement » si la hausse de la dette publique était ignorée et si la confiance était perdue sur le marché obligataire. Il profitait de cette annonce pour faire part de son ambition de limiter les émissions annuelles de dette publique à 44 300 milliards de yens et d'un projet d'augmentation de la TVA destinée à financer les dépenses sociales.<sup>275</sup> Voilà pour ce qui est de la situation peu enviable de l'impérialisme japonais !

En Russie, la plongée des cours des combustibles fossiles a un profond impact sur le budget. Selon le projet de budget fédéral pour 2010 adopté par la Douma, le déficit budgétaire atteindra 6,8 % du PIB ou 41,7 % des recettes du budget. L'Etat russe estime qu'en 2010, le secteur pétro-gazier contribuera à hauteur de 45,9 % aux recettes du budget !<sup>276</sup>

Voyons maintenant comment les finances de l'impérialisme américain ont traversé cette année 2009 qui devait, souvenons-nous, être autant l'année de la "reprise" que du début de la réduction du déficit budgétaire. Mais faute de reprise, il n'y aura l'an prochain que la réduction du déficit budgétaire à l'ordre du jour, afin de tenter d'éviter que la dette publique ne continue à exploser comme elle l'a fait au cours des dernières années, et en particulier en 2009, battant de loin le record de l'année précédente... Durant la période 1948-1970, la dette publique américaine passa de 252 à 371 milliards de \$. En 1977, elle atteignait 699 milliards de \$. En 2009, la dette publique américaine a dépassé 11 909 milliards de \$, représentant plus de 82 % du PIB américain. Elle dépasse aujourd'hui 13 467 milliards de \$.<sup>262</sup>

### **[Voir fascicule de graphes p. 17]**

Au cours de l'exercice fiscal clos le 30 septembre 2009, l'Etat fédéral américain a enregistré un déficit budgétaire record de 1 417 milliards de \$ (contre 950 milliards de \$ au cours de l'exercice précédent), représentant 67,3 % de ses recettes budgétaires ou 10,0 % du PIB du pays. Pour l'exercice fiscal en cours, le gouvernement américain prévoit un nouveau déficit budgétaire record : 1 502 milliards de \$, soit 10,4 % du PIB prévisionnel.<sup>277</sup> Pour l'exercice fiscal à venir, débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2010, Barack Obama a présenté un budget comportant 3 830 milliards de \$ de dépenses pour 2 270 milliards de \$ de recettes et un

nouveau déficit record de 1 560 milliards de \$. Le déficit du budget devrait donc représenter 68,7 % du montant des recettes de l'Etat.<sup>278</sup>

Selon les statistiques fournies par le Trésor américain, au cours de l'exercice fiscal clos en septembre 1977, l'Etat américain avait versé 40,0 milliards de \$ au titre du paiement des intérêts de sa dette publique, soit un taux d'intérêt annuel moyen de 5,7 %. En 1991, il avait versé 286,0 milliards de \$ d'intérêts, soit un taux d'intérêt annuel moyen de 7,8 %. Par la suite, le volume des intérêts versés a augmenté beaucoup moins vite que le volume de la dette. Le taux d'intérêt moyen versé a donc commencé à diminuer. En 1996, il n'était plus que de 6,6 % et en 2003, il était d'à peine 4,7 %. En 2008, l'Etat américain a payé volume d'intérêts record de 451,2 milliards de dollars, soit un taux d'intérêt moyen de 4,5 %.

En 2009, malgré une baisse de 15 % de la charge de la dette par rapport à l'exercice précédent, du fait de la faiblesse des taux d'intérêts payés (3,2 %), le paiement des intérêts de la dette a tout de même amputé le budget fédéral de 383,1 milliards de dollars au cours de l'exercice clos en septembre 2009, soit l'équivalent de 27,0 % de ses recettes ou 2,7 % du PIB du pays ! Comment l'illustrent les graphes ci-dessous, les pays impérialistes en déclin ont vu leurs taux d'intérêts à court terme s'effondrer littéralement, qu'il s'agisse de dette souveraine ou des prêts interbancaires — lesquels permettent aux banques commerciales d'échanger leurs excédents et leurs déficits de trésorerie afin de se refinancer —, illustrant le trop plein de capitaux et l'effondrement du taux de profit moyen. Même les taux d'intérêts à long terme (tels les emprunts phares) sont impactés par la baisse, illustrant ainsi la dégradation des perspectives économiques à long terme.

**[Voir fascicule de graphes p. 18]**

En dépit de la baisse des taux d'intérêts et en particulier des rendements des emprunts obligataires, les perspectives ne sont pas bonnes pour les pays impérialistes en déclin dont la marge de manœuvre a été considérablement réduite. A l'instar de l'impérialisme américain, ils doivent s'attendre à une augmentation de la charge du service de la dette pour l'exercice en cours puis pour les exercices suivants : d'abord, le montant de son encours a considérablement augmenté depuis 2009, ensuite, les investisseurs doutant de plus en plus de la solvabilité des Etats, la baisse des taux d'intérêts à long terme va rapidement atteindre ses limites...

Le temps où la débâcle du secteur bancaire poussait les investisseurs à sécuriser leurs investissements en se ruant sur les obligations souveraines est bel et bien révolu ! Aujourd'hui, la dette des Etats est elle-même devenue un placement risqué. Et qui dit prise de risque supérieure, dit taux d'intérêts supérieurs ! La Grèce en sait quelque chose... Pour l'exercice fiscal en cours, le paiement des intérêts de la dette souveraine américaine dépasse déjà celui de l'exercice précédent et atteint 395,8 milliards de \$. Il franchira donc sans mal la barre de 400 milliards de \$ lorsqu'il se terminera le 30 septembre, en dépit des bas taux d'intérêts actuels. Une remontée des taux d'intérêt aurait évidemment des conséquences catastrophiques en provoquant un renchérissement de très grande ampleur de la charge du service de la dette.

Aussi, pour maintenir les taux d'intérêts aussi bas que possible, la FED ne lésine pas sur les moyens en achetant elle-même le surplus d'une dette souveraine aujourd'hui boudée par les chinois... En 2009, sur les 1 500 milliards de \$ de nouvelles obligations émises par le gouvernement fédéral américain, 300 milliards de \$ ont été achetés par la FED elle-même et 300 autres milliards l'ont été par les banques américaines.<sup>279</sup> Confrontées au ralentissement économique qui a mis à mal le crédit à la consommation et aux entreprises, les banques se sont en effet rabattues sur l'achat de bons du Trésor.

A la fin de l'été 2009, après avoir procédé à 15,6 milliards de \$ de coupes dans les dépenses prévisionnelles du budget de l'année fiscale 2011, Arnold Schwarzenegger en a été réduit à organiser un vide-grenier pour montrer qu'il faisait tout son possible pour renflouer les caisses de l'Etat de Californie, vendant ainsi aux enchères 6 000 objets inutiles ou trouvés et non-réclamés. Le gouverneur alla jusqu'à signer des objets afin de faire grimper les enchères...<sup>280</sup>

Près d'un an plus tard, les choses ne s'étaient pas arrangées. A la fin du mois de juillet, alors que le vote du budget accusait plusieurs semaines du retard et que le déficit budgétaire atteignait 19 milliards de \$, le gouverneur décréta « **l'état d'urgence budgétaire** » et ordonna la mise au chômage technique non rémunéré des fonctionnaires californiens dès le mois suivant trois jours par mois afin de réaliser les économies suffisantes « **pour payer les obligations de la dette et assurer les services essentiels** ». <sup>281</sup> Et la Californie est loin d'être le seul Etat touché.

Au début du mois de mars, le *Figaro* titrait « **Les États américains saignés par la crise** », précisant qu'alors que l'Etat Fédéral avait « délibérément augmenté les dépenses publiques de 18 % pour relancer la demande » en 2009, les États fédérés avaient au contraire du « réduire en moyenne les dépenses de leurs budgets courants de 3,4 % ». En outre, aucune amélioration n'est attendue, car les États fédérés un nouveau recul de 5,4 % en 2010, il faut dire que « pour certains, la situation est littéralement catastrophique ». <sup>282</sup>

Quelques semaines plus tard, c'est le *Monde* qui titrait « **L'Amérique au régime** ». Dans cet article, on pouvait apprendre que « dans tout le pays, on se serre la ceinture » : « on ferme, on coupe, on supprime ». Les premières victimes de ce régime draconien ? Les services médicaux « aux enfants défavorisés », « les subventions aux crèches, au transport scolaire », l'enseignement enfin, avec jusqu'à 300 000 postes d'enseignants menacés à la rentrée.

« Dans les cafétérias des universités, on a commencé à supprimer les plateaux-repas. Sans plateaux, pas d'empilement d'assiettes. Moins de nettoyage, moins d'eau, moins de calories, moins de frais. Plus d'une centaine d'universités ont déjà pris cette mesure ». <sup>283</sup>

Selon un sondage réalisé par *Bloomberg* en décembre 2009, le budget cadeaux des américains s'annonçait « en nette baisse ». En effet, si la récession était officiellement terminée, le moral des ménages, lui, était « toujours en berne » et pour « 60 % des sondés », contre 49 % trois mois avant, « le plan de relance de Barack Obama n'a rien changé à la situation économique du pays ». Selon un autre sondage réalisé par le *New York Times* et *CBS*, la crise a provoqué un véritable traumatisme chez beaucoup d'américains. Parmi les chômeurs, « 53 % ont dû

emprunter de l'argent à des proches, 47 % sont sans assurance-maladie » et « près de la moitié souffrent d'anxiété ou de dépression ». <sup>284</sup>

A la fin du mois de février, l'Etat de Californie « à court de liquidités » mettait en vente onze bâtiments publics, représentant une surface de bureaux de 651 000 m<sup>2</sup>, afin de renflouer ses caisses, espérant en tirer 2 milliards de \$. <sup>285</sup>

Dans le courant du mois d'avril, le président de la FED appelait le gouvernement américain à « enrayer le problème du déficit budgétaire fédéral », estimant que la situation fiscale de l'Etat fédéral s'était « sensiblement détériorée depuis le début de la récession et de la crise financière », avant d'avertir « **que l'encre rouge causerait d'importants dégâts à l'économie américaine sur le long-terme** ». <sup>286</sup>

L'encre rouge sert à imprimer une nouvelle valeur sur les billets au cours de la dévaluation d'une monnaie... A la FED, on ne cache donc pas craindre une super-inflation ! Pour Bernanke, qui déclarait que « nous sommes loin d'être tirés d'affaire », il est certain que la situation budgétaire et le vieillissement de la population, vont « **imposer un arbitrage difficile entre impôts, prestations sociales et dépenses publiques** ». Les USA devront ainsi choisir entre « des impôts plus élevés, des modifications dans les programmes [d'allocations chômage et de sécurité sociale] », « des dépenses publiques moins fortes, de l'éducation à la défense », « ou une combinaison » de ces options. <sup>287</sup>

Quelques semaines plus tard, le président américain essayait de faire avaler la pilule au peuple américain. Barack Obama déclara ainsi que malgré le fait que « l'économie soit en train de sortir de la récession », les américains « **ne peuvent retourner au statu quo d'avant-crise** », précisant qu'il était impossible de « retourner à une économie trop dépendante des bulles et dettes et spéculations financières ». Pour Obama, il faut éviter à « la classe-moyenne » de « devoir plus » et de « gagner moins » : il faut donc construire de nouvelles fondations à l'économie, basées entre autre sur « **des réductions dans les dépenses fédérales pour abaisser les déficits budgétaires** ». <sup>288</sup>

En d'autres termes, fini le bon temps où le prolétaire-consommateur moyen américain pouvait dépenser plus en s'endettant toujours plus ! Il lui faudra maintenant dépenser d'autant moins qu'il gagne moins, et l'Etat lui-même devra prendre exemple sur sa frugalité ! Il faut aujourd'hui remettre la nation au travail et lui ré-inculquer le goût de l'effort !

Au cours des mois précédent, les médias américains avaient préparé l'opinion publique américaine. Dans un article intitulé « **Le consommateur US au cœur de l'impossibilité de la reprise mondiale** », le LEAP Europe/2020 faisait la remarque suivante :

« Si les articles sur la "nouvelle frugalité" se multiplient aux Etats-Unis, ce n'est pas pour décrire une nouvelle attitude de consommation, c'est en fait pour tenter d'habiller en termes politiquement corrects une triste réalité : les américains s'appauvrissent à vitesse accélérée ». <sup>289</sup>

Aujourd'hui, afin d'éviter la faillite de certains Etats fédérés, l'Etat Fédéral continue à mettre la main au portefeuille. Au début du mois d'août, le Sénat votait une enveloppe additionnelle de 26 milliards de \$ de crédits fédéraux destinée à aider les

Etats les plus endettés à réduire leur déficit, les crédits de l'enveloppe initiale votée en février 2009 ayant été épuisés. Les Etats fédérés cumulaient alors 120 milliards de \$ de déficit pour l'exercice en cours. Et pour éviter de creuser davantage celui de l'Etat Fédéral, ces fonds seront économisés sur d'autres dépenses, à l'instar de « la réduction d'aides alimentaires aux plus défavorisés ». En outre, afin d'alléger leur budget de fonctionnement, les Etats ont supprimé 250 000 postes de fonctionnaires durant l'exercice fiscal en cours.<sup>290</sup>

Face à cette triste réalité, le lobby politico-médiatique a trouvé la solution : « se lancer dans le comique de haut vol » et feindre de s'étonner à l'annonce de chaque mauvaise nouvelle sur le front économique, qu'il s'agisse de "hausses surprises" du chômage ou de "déficits meilleurs que prévus". Le but ? Faire « **rire pour sortir de la dépression** » ! Comme le remarquait un article publié par *Moneyweek*, « les gouvernements se sont donné le mot pour nous faire une énorme blague » car il est bien connu qu'il n'y a « **rien de plus salvateur que le rire pour nous sortir de la dépression** » !

« Et les blagues s'enchaînent à un rythme de stakhanoviste. Hier, le gouvernement américain s'est lancé dans le comique de haut vol. Figurez-vous que le déficit budgétaire serait meilleur que prévu. (...) On attendait un 'trou' de 1 840 milliards de dollars, il ne sera finalement que de... 1 580 milliards. N'est-ce pas magnifique ? Pour reprendre une comparaison chère à Bill Bonner, est-il vraiment moins douloureux (sans parler de mortel !) de se faire écraser par un camion 38 tonnes que par un 36 tonnes ?" — Que de 1 580 milliards de dollars ? Ahahah ! »<sup>291</sup>

A défaut d'être parvenus à sortir l'économie de la dépression, les élites des pays impérialistes en déclin essaient désespérément de redonner le moral à leurs esclaves salariés qui en ont bien besoin ! Reste à savoir si ces derniers garderont encore longtemps leur sens de l'humour et ne finiront pas par éprouver de la lassitude, voir un sentiment de ras-le-bol et de colère, à l'égard de ce type d'humour mystificateur visant à préserver la stabilité sociale...

Voilà pour les USA. Voyons maintenant pour la vieille Europe.

A la veille de l'annonce du "plan de stabilisation" de l'Union européenne, le premier ministre grec avait appelé « à un **consensus national** » sur les mesures « douloureuses mais nécessaires » du plan d'austérité.<sup>292</sup> En vain. Au lendemain de l'appel, le pays était de nouveau paralysé par une grève générale.<sup>293</sup> Au début de l'été, le gouvernement annonçait l'augmentation de la TVA qui passait de 21 % à 23 % en Grèce dès le 1<sup>er</sup> juillet, en dépit de la poursuite des manifestations populaires.<sup>294</sup>

Au lendemain de l'annonce du "plan de stabilisation" de l'Union européenne, dans un article intitulé « **Europe, la course à la rigueur** », *Le Monde* évoquait la multiplication des annonces de plans de rigueur en Europe. Au menu : régime au pain sec et à l'eau pour l'Espagne, la Grèce, le Portugal, l'Irlande, la Roumanie, et des « ajustements » budgétaires en Italie et en France.<sup>295</sup>

En Espagne, la rigueur à venir avait été annoncée au mois de janvier.<sup>296</sup> A la mi-mai, le gouvernement "socialiste" espagnol de José Luis Rodriguez Zapatero détaillait un sévère plan d'austérité : baisse immédiate de 5 % du salaire des fonctionnaires, gel de leurs salaires en 2011, hausse de deux points de la TVA, report de l'âge de départ



légal à la retraite de 65 à 67 ans, baisse des indemnités de licenciement, coupes sombres dans les dépenses sociales. « C'est comme si une législature différente avait commencé, comme si un autre Zapatero était apparu », écrivait *El País*. La presse espagnole toute entière soulignait « l'enterrement » des politiques sociales : « La fête est finie, quelqu'un a rallumé les lumières, et Zapatero prend peur parce que la maison est en ruine », « Zapatero a franchi le Rubicon et dépassé la ligne rouge qu'il avait lui-même promis de ne jamais franchir ». <sup>297</sup> Egalement au menu du plan d'austérité espagnol, une réforme du code du travail visant « à réduire le coût des licenciements » et à « simplifier » les contrats d'embauche. <sup>298</sup>

Au Portugal, la couleur avait été annoncée dès la fin de l'hiver. <sup>299</sup> La réduction des déficits passerait par la limitation des investissements, le gel des salaires des fonctionnaires, la suppression de certaines allocations, la hausse de l'impôt sur le revenu et de la TVA, et enfin « un vaste plan de privatisation dans les transports, l'énergie, les assurances et la poste ».

Début juin, dans un entretien au *Sunday Times*, le nouveau premier ministre britannique se donnait pour but d'expliquer « **aux gens l'objectif derrière la souffrance** » de son ambitieux régime budgétaire :

« Une dette énorme doit être gérée. Croiser les doigts, en attendant la croissance et en espérant qu'elle disparaisse, n'est simplement pas une réponse. Le pays est à découvert. L'intérêt sur ce découvert engloutit ce que la nation aurait dû dépenser pour acheter des choses. Nous devons avoir les gens de notre côté pendant ce voyage difficile ». <sup>300</sup>

Soucieux d'éviter que l'équipage du navire ne se mutine dès l'embarquement, le capitaine de la galère britannique se gardait bien de préciser de quelle sorte de voyage il s'agissait, à savoir non pas une traversée courte quoique agitée, mais une interminable et périlleuse épopée du genre de celle de *l'Odyssée* d'Homère, la "happy end" en moins !...

Deux semaines plus tard, le gouvernement britannique publiait ses objectifs de réduction du déficit public. Au programme, « **la cure d'austérité la plus importante depuis la Seconde guerre mondiale** ». Le déficit budgétaire devrait représenter 149 milliards de £ pour l'exercice 2010/2011, contre 116 milliards de £ pour l'exercice 2011/2012, 89 milliards de £ pour l'exercice 2012/2013 et 20 milliards de £ pour l'exercice 2015/2016. Dès janvier 2011, le taux de la TVA passera de 17,7 % à 20,0 %. Les fonctionnaires verront pour leur part leurs salaires gelés au cours des deux prochaines années. A l'occasion de la présentation de ce régime au pain sec et à l'eau, le premier ministre britannique adopta également une mesure symbolique, « la dissolution du service de son ministère qui était chargé de travailler sur une éventuelle adhésion du Royaume-Uni à l'euro ». <sup>301</sup>

A la fin du mois de juin, un article du *Guardian* révélait que selon les estimations d'un document d'évaluation confidentiel du Trésor, le plan d'austérité du gouvernement britannique pourrait provoquer la destruction directe de 1,3 million d'emplois au cours des cinq prochaines années. Interrogé sur la non-publication de ce chiffre, le premier ministre britannique refusa de s'expliquer. <sup>302</sup>

Quant au gouvernement allemand, il annonça un plan de réduction des dépenses budgétaire de 80 milliards d'euros pour la période 2011-2014, à n'en pas douter « le plus important plan d'austérité mis en œuvre » en Allemagne « depuis la Seconde Guerre mondiale ». Parmi les mesures évoquées : la réduction des effectifs de fonctionnaires et une réduction des effectifs des forces armées.<sup>303</sup>

Même au Japon, la politique de rigueur commence à être d'actualité. « Plus d'impôt, moins de dette », telle est « la nouvelle recette du Japon ». Dès le début de l'été, le gouvernement de Naoto Kan envisageait une hausse de la TVA.<sup>304</sup>

En Roumanie, le gouvernement annonça la réduction des retraites de 15 % et des salaires des fonctionnaires de 25 %, sans oublier le passage du taux de la TVA de 19 % à 24 % dès le 1<sup>er</sup> juillet 2010.<sup>305</sup>

Au printemps, alors que la plupart des gouvernements bourgeois des pays impérialistes en déclin annonçaient ouvertement à leur "opinion publique" les efforts que les esclaves du capital allaient devoir consentir pour accompagner "l'austérité budgétaire", d'autres gouvernements hésitaient encore à employer ce vocable effrayant.

Fidèle à son tempérament pudique et réservé — c'est-à-dire lâche et cachottier —, la bourgeoisie française se refusait à employer le terme de "plan d'austérité", mais préférait parler de "rigueur budgétaire". La différence sémantique servant à dédramatiser et à adoucir l'annonce de coupes sombres dans les dépenses publiques aux oreilles de "l'opinion publique"... Mais dans les faits, les autorités françaises avaient très tôt commencé à sabrer un peu partout dans les dépenses publiques. Pressée de réaliser des économies à tous les niveaux du secteur public, l'administration annonça ainsi en janvier que les hôpitaux parisiens verraient la suppression de 3 000 à 4 000 de leurs 92 000 emplois d'ici 2012.<sup>306</sup>

Ce n'est qu'au mois de juin que les élites bourgeoises françaises au pouvoir ont commencé à revoir leur stratégie de communication, à un moment où il fallait commencer à préparer activement "l'opinion publique" française à de sévères mesures d'austérité... C'est ainsi que Christine Lagarde, la ministre de l'économie, évoqua une « **politique de rilance** », affreuse chimère « entre la rigueur et la relance ».<sup>307</sup>

Le 21 juin, le secrétaire général de l'Elysée promettait « de nouvelles coupes budgétaires à l'automne », afin de réaliser un total d'économies de 100 milliards d'euros durant la période 2011-2013, dont « la moitié proviendra de réductions de dépenses ».<sup>308</sup> Ce sont au moins 45 milliards d'euros qui seront économisés en réduisant les dépenses publiques. Le but : faire passer le déficit budgétaire de 160 milliards d'euros en 2010 à 120 milliards d'euros dès 2011, c'est-à-dire de 8 % à 6 % du PIB. La suite : un déficit budgétaire de 4,6 % en 2012 et 3,0 % en 2013, « sous réserve d'une croissance de 2,5 % à partir de 2011 »...<sup>309</sup>

C'est dans ce contexte que, suivant les conseils d'un président affichant désormais comme objectif « **d'œuvrer à une République exemplaire en ces temps de crise** », l'Elysée et le Quai d'Orsay annoncèrent l'annulation de leurs réceptions traditionnelles du 14 juillet, par mesure d'économie.<sup>310</sup>

Quelques jours après cette annonce, l'ancien premier ministre Alain Juppé avertissait que la France n'échapperait pas « **à une politique de rigueur** » et jugeait « inéluctable une hausse de la TVA pour favoriser la réduction des déficits publics », ajoutant trouver « un peu dérisoires » « les circonlocutions autour des mots rigueur, austérité ». <sup>311</sup> Au même moment, le gouverneur de la Banque de France jugeait qu'il faudrait « probablement » « **cing à dix ans de rigueur budgétaire pour sortir totalement de la crise actuelle** ». <sup>312</sup> Des déclarations qui ne furent pas suffisantes pour mettre un terme au débat sémantique qui se poursuit au cours des semaines suivantes... <sup>313</sup>

Quoiqu'il en soit, exit la "sortie de crise" initialement prévue pour 2010, reconnaissent donc aujourd'hui à demi-mot et sans trop se mouiller les élites des pays impérialistes en déclin, comme en témoigne l'utilisation du terme « probablement ». A la place, elles évoquent un nouvel horizon de "sortie de crise". Un horizon qui ne soit évidemment pas trop proche, pour ne pas avoir à faire étalage chaque année aux masses exploitées de leur incompetence, mais pas trop lointain non plus, afin de ne pas ôter tout espoir aux esclaves salariés !...

A la fin du mois de juin le ministre du travail annonçait le gel du salaire des fonctionnaires dès 2011. <sup>314</sup> Quelques jours plus tard, le ministre du Budget annonçait la suppression de la possibilité pour les parents d'étudiants de cumuler l'APL et la demi-part fiscale : « Il faudra choisir entre l'une et l'autre ». <sup>315</sup> Une mesure qui accélérera la paupérisation de la "classe moyenne".

Une des nombreuses mesures visant à réduire les crédits de la moitié des « 30 missions de l'Etat », afin de réaliser 14 milliards d'euros d'économies dès 2011. Une mise en bouche pour 2012-2013... Pour le ministre du Budget, « **c'est une inflexion de la dépense qui n'a jamais été réalisée** », mais qui est aujourd'hui « **nécessaire** » « **car la responsabilité de l'Etat est de protéger notre pays d'un endettement excessif qui est la gangrène de la souveraineté** ». <sup>316</sup>

Alors que les annonces de plans d'austérité se multipliaient aux quatre coins de l'Europe, y compris en Allemagne, l'impérialisme français n'était plus le seul à reprocher à l'Allemagne de ne pas utiliser une partie de ses excédents commerciaux pour laisser filer son déficit public. Au début de l'été, à la veille du sommet du G20 de Toronto, la presse iranienne faisait les remarques suivantes :

« Le plan de sauvetage de l'euro s'est accompagné d'un tour de vis budgétaire généralisé, y compris en Allemagne, première puissance économique européenne, assise sur des excédents courants record, inquiète Washington. Le président, ses conseillers et Tim Geithner, secrétaire au Trésor ne ménagent pas leurs efforts pour encourager l'Allemagne à dépenser plus, afin de relancer sa demande intérieure, atone ». <sup>317</sup>

Devant la perspective de réduction des débouchés et de nouvelle dégradation de l'environnement économique, le "plan de stabilisation" avait cessé de faire effet et les investisseurs continuaient à se détourner de manière croissante du marché obligataire des pays impérialistes en déclin.

Alors qu'en avril le taux d'intérêt des obligations espagnoles à six mois et à dix ans se montait respectivement à 0,74 % et 3,84 %, il se montait désormais à 1,26 % et

4,03 % à la fin du mois de mai.<sup>318</sup> A la mi-juin, alors que les banques espagnoles venaient d'emprunter un montant record de 85,6 milliards d'euros auprès de la BCE au cours du mois précédent, *Le Monde* titrait « L'asphyxie de son système bancaire met l'Espagne au bord du gouffre financier ». Dans le même temps, une dégradation de la note de la dette souveraine grecque par l'agence Moody's aboutissait à la ranger dans la catégorie des "junk bonds" ("obligations pourries") et provoquait une remontée des taux d'intérêts des obligations grecques. Le taux d'intérêt des obligations grecques à dix ans atteignait ainsi 9,17 %, contre 2,67 % en Allemagne, un taux critique atteint deux mois auparavant à la veille de l'annonce du "plan de stabilisation" de la zone euro...<sup>319</sup>

En août, en dépit d'une baisse du volume de nouvelles dettes contractées par le gouvernement grec — 18,4 milliards d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010, contre 22,9 milliards d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 —, le rendement des obligations grecques à dix ans continuait à évoluer au-dessus des 10,0 %. En cause, des perspectives économiques bien sombres avec un taux de chômage qui avait passé la barre des 12,0 % en mai (contre 8,5 % un an auparavant) et une récession continuant de s'aggraver, avec une baisse du PIB de 3,5 % en rythme annuel au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010, contre une baisse de 2,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre.<sup>320</sup>

Inutile de nous appesantir plus longuement sur la crise de la dette souveraine des pays impérialistes en déclin. Ce qu'il faut avant tout retenir, c'est le fossé qui sépare cette catégorie de pays... de l'impérialisme chinois, comme l'illustrent les deux graphes suivants !

### **[Voir fascicule de graphes p. 27]**

On remarque ici le budget de l'Etat chinois n'a jamais été fortement déficitaire au cours des trois dernières décennies, y compris en 2008-2009. En 2009, le déficit budgétaire de l'impérialisme chinois est resté très contenu et surtout très éloigné de celui de ses concurrents en déclin dont beaucoup ont dépensé parfois jusqu'au double de leurs recettes ! Les dépenses du gouvernement américain ont ainsi dépassé de 64,5 % ses recettes budgétaires, autant du fait d'une augmentation des dépenses que d'une diminution des recettes.

Comme l'illustrent les graphes ci-dessous, les recettes budgétaires de l'Etat américain se sont littéralement effondrées en 2008-2009, alors que celles du gouvernement chinois ont continué à progresser fortement dans des conditions pourtant a priori (très) défavorables, à l'instar de suppressions de taxes destinées à soutenir certains produits d'exportation. A titre d'exemple, le gouvernement chinois avait ainsi annoncé la suppression des taxes d'exportation sur certaines céréales et certains produits industriels, ainsi que la réduction des taxes sur les engrais chimiques et les métaux non-ferreux à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2009 afin de « soutenir les ventes à l'étranger dans le contexte de la crise financière mondiale ».<sup>321</sup>

### **[Voir fascicule de graphes p. 28]**

Alors que les recettes budgétaires de l'impérialisme américain ont représenté une part relativement stable du PIB — de 19,0 % en moyenne si l'on excepte les années 2008-2009 —, celle de l'impérialisme chinois a été divisée par trois durant la

période 1978-1995, date à laquelle elles ne représentaient plus que 10,3 % du PIB chinois. Un résultat de la réduction des dépenses publiques, que ce soit à travers des réductions drastiques d'effectifs dans les entreprises d'Etat ou à travers la politique de l'enfant unique qui a allégé les frais d'éducation. En 1995, la part des recettes budgétaires de l'Etat chinois représentait à peine plus de la moitié de celle de l'Etat américain, conférant à la Chine une pression fiscale inférieure : un appât idéal pour attirer les investisseurs étrangers. Dans les années suivantes, parallèlement au rattrapage technologique rapide de l'impérialisme chinois, la part des recettes budgétaires commença à nouveau à s'élever. La part des recettes budgétaires de l'Etat chinois est aujourd'hui du même ordre que celle des pays impérialistes en déclin. En 2007, elle dépassa même celle de l'impérialisme américain.

Au cours de l'exercice fiscal 2008-2009, les recettes budgétaires de l'Etat américain ont représenté 14,8 % du PIB, « leur niveau le plus bas en plus de 50 ans », du fait d'un effondrement de 16,6 % des recettes fiscales provenant de la contraction de l'activité économique.<sup>322</sup> Alors qu'en 2007 les recettes budgétaires représentaient 19,1 % du PIB américain, elles n'en représentaient plus que 15,8 % en 2009. Jamais au cours des trois dernières décennies, les recettes budgétaires n'avaient représenté un si faible pourcentage du PIB américain. Une tendance qui n'est pas prête de s'inverser et qui finira par contraindre l'impérialisme américain à sabrer à grande échelle dans ses dépenses pour éviter de continuer à voir se creuser rapidement le gouffre de sa dette !

A l'opposé, selon les prévisions du gouvernement chinois, un déficit budgétaire limité restera une réalité en 2010, comme l'illustre le tableau ci-après qui détaille également quelques-uns des principaux postes de dépenses du gouvernement central.

Quelques postes de dépenses du budget du Gouvernement Central chinois <sup>323</sup>								
	En milliards de yuans			En % des dépenses			▲ $\frac{2009}{2008}$	▲ $\frac{2010}{2009}$
	2008	2009	2010	2008	2009	2010		
Agriculture, sylviculture, génie hydraulique	270,8	350,1	377,9	4,3 %	4,6 %	4,5 %	+ 29,3 %	+ 7,9 %
Transports et communications	157,2	217,9	211,9	2,5 %	2,9 %	2,5 %	+ 38,6 %	- 2,8 %
Education	160,4	198,1	216,0	2,6 %	2,6 %	2,6 %	+ 23,5 %	+ 9,0 %
Soins médicaux et santé publique	85,4	127,7	138,9	1,4 %	1,7 %	1,6 %	+ 49,5 %	+ 8,8 %
Protection sociale et emploi	274,4	329,7	358,2	4,4 %	4,3 %	4,2 %	+ 20,2 %	+ 8,6 %
Logements sociaux	18,2	55,1	63,2	0,3 %	0,7 %	0,7 %	+ 202,7 %	+ 14,7 %
Sciences et techniques	116,3	151,2	163,3	1,9 %	2,0 %	1,9 %	+ 30,0 %	+ 8,0 %
Protection de l'environnement	104,0	115,2	141,3	1,7 %	1,5 %	1,7 %	+ 10,8 %	+ 22,7 %
Défense nationale	410,1	483,0	519,9	6,6 %	6,4 %	6,2 %	+ 17,8 %	+ 7,6 %
<b>Montant total des recettes</b>	6 133,0	6 847,7	7 403,0				+ 11,7 %	+ 8,1 %
<b>Montant total des dépenses du budget</b>	6 259,0	7 587,0	8 453,0				+ 21,2 %	+ 11,4 %
<b>Déficit (montant en milliards de yuans)</b>	126,0	739,3	1 050,0				+ 486,7 %	+ 42,0 %
<b>Déficit (% des recettes du budget)</b>	2,1 %	10,8 %	14,2 %					
<b>Déficit (% du PIB)</b>	0,4 %	2,2 %	2,9 %					

En 2010, le déficit du budget du gouvernement central chinois devrait rester sous la barre des 15 % des recettes, une proportion voisine de celle de certaines autres années d'avant-crise. En 2003 par exemple, le déficit du budget se montait à 13,5 % du montant des recettes du budget du gouvernement central, soit 2,2 % du PIB chinois. Selon les prévisions du gouvernement chinois, la dette totale des instances centrales devrait atteindre 7 121 milliards de yuans à la fin de l'année 2010, ce qui représenterait un endettement public très modéré, égal à 19,7 % du PIB chinois. Rien de bien inquiétant pour l'impérialisme chinois pour lequel un déficit budgétaire annuel de l'ordre de 10-15 % n'est pas un problème. En effet, le PIB connaît un taux de croissance proche de 10 % et les recettes budgétaires annuelles continuent de croître rapidement : plus de 20 % en 2009 en glissement annuel ! Ceci permet au taux d'endettement public de ne pas croître significativement, relativement à la richesse nationale. En 2009, la dette publique chinoise a atteint 22,6 % du PIB et s'est donc maintenue à un niveau voisin de la fourchette des années précédentes (17-20 % du PIB).

La même remarque vaut pour le paiement des intérêts de la dette. Les dépenses utilisées pour payer les intérêts des emprunts d'Etat se sont montées à 132,1 milliards de yuans en 2009, soit 1,93 % des recettes du Gouvernement Central ou 0,39 % du PIB chinois. En 2010, elles devraient représenter 153,5 milliards de yuans, soit 2,07 % des recettes du gouvernement central ou 0,42 % du PIB chinois.<sup>324</sup> Le paiement des intérêts de la dette constitue donc un poste de dépense très secondaire pour l'Etat chinois, contrairement à un nombre croissant de pays impérialistes en déclin qui sont forcés de contracter de nouvelles dettes pour pouvoir payer les intérêts des anciennes... Enfin, il faut avoir en vue le caractère extrêmement pessimiste des hypothèses sur lesquelles est basé le budget 2010. Rappelons-nous. Au début de l'année 2009, le gouvernement chinois s'était fixé un objectif de croissance de 8,0 % pour l'année. La croissance a en fait atteint 8,7 %.

Aujourd'hui, le gouvernement chinois prend toujours pour hypothèse de travail à son budget une croissance de 8,0 % du PIB en 2010. Ces prévisions paraissent déjà très pessimistes à l'heure où les grandes banques occidentales tablaient en moyenne sur une croissance de 9,7 % du PIB chinois cette année.<sup>325</sup> Aujourd'hui, en dépit de la crainte de répercussions négatives de la crise de la dette souveraine des pays impérialistes en déclin sur l'économie chinoise, ces grandes banques tablent sur une croissance du PIB chinois de l'ordre de 10,0 %.<sup>326</sup> Au 1<sup>er</sup> semestre, le PIB chinois avait augmenté de 11,1 % en glissement annuel.<sup>327</sup> De janvier à août 2010, les recettes fiscales du gouvernement chinois ont augmenté de 23,6 % en glissement annuel, atteignant 5 680 milliards de yuans, soit près de 839 milliards de \$.<sup>328</sup> Selon les estimations basses de la Direction générale des Impôts, les recettes fiscales devraient atteindre 8 100 milliards de yuans en 2010.<sup>329</sup> Viendront en outre s'ajouter à ces recettes fiscales des recettes non fiscales absolument pas négligeables, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
6,1 %	6,7 %	6,7 %	7,8 %	8,4 %	9,1 %	10,2 %	11,1 %	11,6 %	13,1 %

Durant la période 2000-2009, les recettes non fiscales du gouvernement chinois ont plus que décuplé en volume, passant de 82 à 897 milliards de yuans. La part des recettes non fiscales n'a cessé de s'élever au cours de la décennie passée, témoignant de la rentabilité croissante des entreprises d'Etat chinoises et de leur montée en puissance. **Même dans le cas d'un ralentissement de la croissance, la cible de 7 403 milliards de yuans de recettes fixée pour 2010 sera très facilement dépassée et le déficit budgétaire réduit d'autant ! Il se pourrait même que le déficit se transforme en excédent...**

Dans ces conditions, malgré la crise de la dette grecque, la Chine n'a évidemment aucun mal à trouver des acquéreurs pour ses bons du Trésor. Au cours du mois de juin, en pleine tourmente du marché obligataire, la Chine a émis trois lots de bons du Trésor de 28 milliards de yuans chacun (soit environ 4,1 milliards de \$), d'échéances respectives de 3 ans, 10 ans et 30 ans. Ces emprunts obligataires ont été servis à des taux d'intérêts respectifs de seulement 2,33 %, 3,41 % et 4,03 %.<sup>331</sup>

Au début du mois de juillet, la Chine annonçait une nouvelle émission de près de 30 milliards de yuans de bons du Trésor d'une échéance de cinq ans. Leur taux d'intérêt fut fixé à 2,52 %.<sup>332</sup>

Des taux d'intérêt du même ordre que ceux de l'impérialisme allemand, mais qu'il faut mettre en regard d'une économie dont le PIB a augmenté à un rythme dix fois plus élevé au cours de la période 2000-2007 !...<sup>333</sup>

Sous cet angle, les investisseurs seraient donc en droit d'exiger un tribut bien plus élevé. Comme nous l'avons déjà souligné dans notre précédent ouvrage, les emprunts obligataires chinois ont une si bonne réputation auprès des investisseurs indigènes qui se ruent dessus qu'ils sont surnommés "obligations en or".

C'est pourquoi en Chine, les taux d'intérêt ne sont pas fixés par le marché, mais par le ministère chinois des Finances qui sait bien que ce placement à la solide réputation attirera en masse les investisseurs, même si les intérêts sont faibles.

Un luxe que doivent lui envier les gouvernements bourgeois des pays impérialistes en déclin... L'impérialisme chinois n'a donc aucun mal à refinancer sa faible dette publique...

Notons au passage qu'il y a quelques mois *Moneyweek* affirmait que la dette italienne ne valait pas mieux que la dette grecque.<sup>334</sup> Quelques semaines plus tard, le magazine se demandait ce qu'il fallait penser du « plébiscite » de la dette souveraine italienne alors que la dette publique du pays (115,8 % du PIB en 2009) dépassait celle de l'Espagne et que les indicateurs démographiques et économiques étaient inquiétants.<sup>335</sup>

De la même façon, *Moneyweek* déclarait que la notation de la dette souveraine américaine devait être alignée sur celle de la Grèce, les deux pays ayant un déficit budgétaire et une dette publique voisins. Le magazine déclarait que « dans ce contexte » il relevait du « mystère » de voir les marchés préférer le dollar à d'autres actifs.<sup>336</sup>

Une analyse de la balance des paiements et de la structure industrielle de chaque pays éclaire ces mystères : à niveau de dette équivalent, les investisseurs se

tourneront toujours vers la dette souveraine qui semble la plus solide. Les économies italienne ou américaine, même si leur niveau d'endettement est comparable, sont beaucoup plus diversifiées et ne reposent pas en grande partie sur deux secteurs condamnés à bref délai tels le tourisme et les transports, comme c'est le cas pour l'économie grecque.

On comprend de ce fait pourquoi le Japon, en dépit d'un niveau d'endettement public égal au double de celui de nombreux pays impérialistes, n'a pourtant pas été la première victime de la crise de la dette souveraine.

Les investisseurs se disent en effet que même si le Japon est confronté à des difficultés, son économie est incomparablement plus puissante et diversifiée que l'économie grecque, diminuant ainsi d'autant le risque de défaut de paiement. Du moins en théorie, car si un grand nombre de secteurs clefs se trouvaient menacés simultanément — tels l'automobile, la construction navale, la production de gadgets hi-Tech caractérisant "l'économie de bazar", etc. —, la dette souveraine japonaise deviendrait alors un placement risqué...

Au contraire d'un budget chinois manifestement très pessimiste, ceux présentés par nombre de pays impérialistes en déclin sont toujours aussi insolemment optimistes que l'année précédente. Mais le décalage avec la réalité est si manifestement sous-estimé que les agences d'évaluation de la bourgeoisie sont elles-mêmes contraintes de le reconnaître. A la fin du mois de décembre l'agence de notation Fitch sonnait déjà l'alerte :

« L'Angleterre, l'Espagne et la France doivent mettre en œuvre une politique budgétaire crédible dans les prochaines années, étant donné le rythme de dégradation de leurs comptes et les défis auxquels ils devront faire face pour stabiliser leur endettement ».<sup>337</sup>

A la fin de l'hiver, la Commission européenne faisait part de ses inquiétudes quant aux prévisions de réduction des déficits publics annoncées par les gouvernements de quatorze pays de l'Union européenne, parmi lesquels la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou l'Espagne, jugeant qu'elles étaient peu crédibles, car basées « sur des projections de croissance plutôt optimistes » ne laissant « aucune marge de sécurité si la situation économique évolue moins bien que prévu » et « insuffisamment étayés par des mesures concrètes »...<sup>338</sup>

Au début du printemps, c'est l'agence de notation Standard & Poor's (S&P) qui rendait un verdict implacable sur le budget 2010 du Royaume-Uni jugé « imprécis et insuffisant » du fait notamment d'hypothèses de croissances « trop optimistes » et de « l'absence de détails précis » sur les modalités de réduction d'une dette publique dont le niveau est manifestement sous-estimé et « réduit la capacité du gouvernement à faire face aux chocs futurs ».<sup>339</sup>

A l'opposé des recommandations faites par les agences de notation chargées d'évaluer la prise de risque pour les investisseurs, on tenait un discours plus nuancé au FMI. Strauss-Kahn avertissait qu'il était prématuré de considérer la crise comme terminée et que « le monde » était « toujours dans une position dangereuse ».<sup>340</sup>

Au printemps, alors que de plus en plus de gouvernements de pays impérialistes en déclin annonçaient de sévères diètes, le patron du FMI exhortait l'Allemagne et la



France à ne pas réduire « leurs déficits budgétaires dans un laps de temps trop court », précisant :

« Il ne faut pas que les gros pays ralentissent trop vite sinon on va casser la croissance. (...) Il n'est pas écrit dans le marbre qu'il faille absolument qu'en 2012 ou 2013 on soit revenu à 3 % [de déficit], car la situation allemande, française n'a rien de dramatique sauf en termes de croissance. (...) Plus on a un plan trop ambitieux, impossible à réaliser, moins il est crédible. Il vaut mieux avoir des choses plus crédibles, plus lentes, socialement beaucoup plus supportables. (...) Il faut effectivement réduire les déficits mais ne pas vouloir le faire à marche forcée ».<sup>341</sup>

Pour Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI, le risque majeur est que « **sous la pression des marchés, certains pays fassent du zèle dans l'austérité** ». Pour lui, « ce serait une erreur ».<sup>342</sup>

Quel contraste avec les discours rassurants servis jusqu'à l'an dernier ! A l'opposé de l'optimisme béat dont faisaient quasi-unanimement étalage la foule des économistes bourgeois officiels, certains analystes avertissaient pourtant déjà l'an alors que la "reprise économique" était une dangereuse illusion. Bill Bonner faisait partie de cette minorité lucide qui n'hésitait pas à affirmer que

« De notre point de vue, aucune reprise n'est en cours... et il n'y en aura jamais. On peut se remettre d'une gueule de bois. On peut se remettre d'un mauvais divorce. On peut même se remettre d'un tremblement de terre. Mais une fois qu'une dépression économique commence, on ne peut que la subir — jusqu'à ce qu'elle prenne fin. On peut ensuite commencer à reconstruire. On ne retrouvera jamais l'économie d'avant la crise ».<sup>343</sup>

Président-fondateur du groupe américain Agora Inc. qui édite le magazine d'investigation économique et financier *Moneyweek* ainsi que *The Daily Reckoning* (*La Chronique Agora*), Bill Bonner a acquis une grande renommée en écrivant (avec Addison Wiggin) deux ouvrages d'anthologie : *L'inéluctable faillite de l'économie américaine* (2004) et *L'empire des dettes — A l'aube d'une crise économique épique* (2006). Ce dernier ouvrage démontrait entre autre que la dette fédérale était sous-estimée. Selon David M. Walker, alors président de la Cour des Comptes des Etats-Unis, le chiffre officiel « qui représente 24 000 dollars pour chaque homme, femme et enfant du pays » « exclut des éléments tels que le fossé entre les engagements du gouvernement sur la Sécurité sociale et l'Assurance médicale ». De ce fait, « si l'on inclut ces éléments, le poids de la dette grimpe largement au-dessus de 100 000 dollars pour chaque Américain ». Surtout, pour Bill Bonner, il apparaissait évident que cette situation était insoutenable sur le long terme :

« Une génération entière d'Américains a été élevée dans l'idée qu'elle pouvait s'enrichir en dépensant. Snow, McTeer, Greenspan, Bernanke — ils y croient toujours. La dette n'est pas un problème, disent-ils. Dépensez, dépensez, dépensez. (...) Il paraît superflu de préciser que cette situation ne peut durer indéfiniment. Combien de temps encore, c'est impossible à dire. Mais qu'elle doive cesser un jour, c'est d'une parfaite clarté. Nous sommes impatients de voir comment tout cela évoluera. Peut-être dans un an. Peut-être dans deux... cinq... dix ans. Nous voudrions connaître la date exacte à laquelle l'économie de crédit à la consommation impériale cessera d'avancer cahin-caha. Car un jour, elle devra trembler et basculer dans un rôle ».<sup>344</sup>

Dans son *Rapport mondial sur les salaires : actualisation 2009*, le Bureau international du travail (BIT) souligne que la croissance des salaires réels moyens des dix pays membres du G20 est passée de 1 % en 2007 à -0,2 % en 2008. Soulignant l'aggravation de cette tendance au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, le rapport avertit que « **la détérioration continue des salaires réels à l'échelle mondiale soulève de fortes interrogations quant à l'étendue du redressement économique, notamment si les gouvernements abandonnent trop tôt leurs plans de relance** ». <sup>345</sup>

De même, Joseph Stiglitz déclarait récemment qu' « en l'absence d'un soutien continu du gouvernement, le risque d'une stagnation durable persiste ». <sup>346</sup>

Dans un article publié au début de l'année sous le titre « **2010 : Reprise... de la crise** », *Moneyweek* reformulait à sa façon ce que nous écrivions un an auparavant sur la portée historique particulière de la crise actuelle, caractérisée par la décomposition de "l'économie de bazar".

« Ford voulait que ses ouvriers deviennent ses premiers clients. Gains de productivité, baisse des coûts, hausse des salaires, la mécanique vertueuse a bien fonctionné... Jusqu'au moment où la mondialisation a permis à d'autres ouvriers moins bien payés de fabriquer la même chose. Le niveau de vie a stagné. Le rêve américain, selon lequel demain est nécessairement meilleur qu'aujourd'hui, risquait d'être brisé. Alan Greenspan, ex-patron de la Fed, a voulu maintenir l'illusion en poussant les ménages à l'endettement, afin que le rêve subsiste. Parallèlement, le monde s'était habitué à vivre comme fournisseur du consommateur américain qui achetait à crédit. La baisse des taux d'intérêt et l'argent facile ont propagé des créances douteuses. Ce constat prouve bien que nous ne vivons même pas une crise similaire à celle de 1929, induite par une surcapacité et un système financier défaillant ». <sup>347</sup>

Le 30 janvier 2010 s'achevait en Suisse le Forum de Davos. Au cours de celui-ci, le directeur général du FMI — le "socialiste" Dominique Strauss Kahn —, avertissait les dirigeants bourgeois du monde qu'ils « **devraient rester prudents en ce qui concerne le retrait des différents plans de relance** ». Il estimait essentiel d'éviter d'en sortir trop tôt et de courir « le risque d'une récession double-emploi », mais aussi d'en sortir trop tard et de voir « la dette publique » s'envoler ! Un numéro de funambule bien périlleux ! Il ajoutait ensuite que la croissance avait certes été « meilleure que prévue », mais n'en restait pas moins « **fragile** », car « **en grande partie** » « **encore soutenue par les financements publics** ». Quant au conseiller économique du président américain, il avouait être « perturbé par le niveau de l'emploi » : « **Il y a une reprise statistique et une récession humaine** ». <sup>348</sup> Enfin, la ministre française de l'économie ajoutait qu'il était « **vital** » de travailler sur un calendrier de sortie des plans de relance en veillant particulièrement à « **gérer avec prudence la frustration des citoyens pendant ce processus** ». <sup>349</sup>

A noter que cette dernière et très instructive remarque ne figurait pas sur le communiqué de presse de *l'Agence France Presse*, mais seulement sur celui de *l'Agence Chine nouvelle (Xinhua)*, décriée par le lobby occidental Reporter sans frontières (RSF) comme « la plus grande agence de propagande du monde »... <sup>350</sup> Une preuve supplémentaire qu'en matière de propagande, de désinformation et de non-dits, les médias des pays impérialistes en déclin n'ont aucune leçon à donner à

leur concurrent chinois : chacun arrange sa petite sauce médiatique selon ses propres intérêts !

Deux mois plus tard, à la direction du FMI, on réaffirmait cette perspective :

**« Dans plusieurs pays avec des déficits et une dette particulièrement élevés, la prime sur le risque souverain a augmenté fortement, ce qui pèse sur les pays concernés et augmente le risque d'une possible contagion. (...) Les pays développés avec des déficits publics élevés doivent commencer dès aujourd'hui à préparer leurs opinions publiques aux mesures d'austérités qui seront nécessaires à partir de l'an prochain. (...) L'ampleur des ajustements qui vont devoir être mis en œuvre est si vaste qu'ils risquent de se traduire par un recul des allocations santé et retraite, une réduction des dépenses publiques et une hausse des impôts ».**<sup>351</sup>

Un peu partout dans le monde, sauf peut-être en Chine, les élites bourgeoises ont lancé leur offensive contre les déficits budgétaires : si le malade n'a pu être soigné par la perfusion, peut-être le sera-t-il par la saignée !

Au même moment, le secrétaire général de l'OCDE avertissait sur le fait que « les perspectives à court terme du marché de l'emploi » n'étaient « pas roses » car même si « la reprise est sur les rails », « elle ne sera pas suffisante pour permettre aux millions de nouveaux chômeurs de retrouver un emploi », signifiant par là que la "reprise" était de bien faible ampleur et ne permettrait pas de résorber la hausse du chômage structurel qui continuerait de représenter une menace pour le redressement économique.<sup>352</sup>

C'est dans ce contexte que dès le début de l'année, en Russie, comme ailleurs, on se faisait de moins en moins d'illusions sur la reprise économique mondiale. Des économistes russes renommés avertissaient alors que la crise n'était « **pas seulement une crise financière, mais une crise structurelle** » et que « **le mal de la crise** » n'était « **pas encore extirpé** ». <sup>353</sup>

Quelques semaines plus tard, le ministre chinois du commerce avertissait « que le redressement mondial était encore très fragile et instable ». <sup>354</sup> Au même moment, les autorités chinoises affirmaient que le fait de « réinventer l'économie » était « une priorité pour 2010 ». En effet, « **bien que pour l'économie chinoise, le pire moment soit passé, ses perspectives d'exportations ne sont pas optimistes** ». <sup>355</sup>

A titre d'exemples, la Chine a exporté pour 171,3 milliards de \$ de textiles en 2009, soit une baisse de seulement 0,5 % en glissement annuel. Mais pour 2010, les responsables chinois s'attendent à une contraction beaucoup plus importante, de l'ordre de 10 %. <sup>356</sup>

Dans d'autres secteurs, comme celui des bicyclettes, l'effondrement des exportations a déjà été beaucoup plus violent. Il a cependant été largement compensé par une hausse du chiffre d'affaires en Chine.

A la fin de l'année 2008, le pays comptait 430 millions de vélos, dont 65 millions de vélos électriques. La production annuelle de ces derniers est passée de 0,2 à 22 millions au cours de la période 2001-2008. Ces vélos coûtent habituellement entre 1 700 et 3 000 yuans. <sup>357</sup>

En 2009, la Chine a produit 76,1 millions de vélos, soit une baisse de 13,2 % en glissement annuel. L'essentiel de la baisse de la production (- 11,6 millions) est

imputable à la baisse des exportations (- 10,3 millions), soit 88,8 % de la baisse en unités. Malgré la baisse en unités, les fabricants ont vu leur chiffre d'affaires et leur bénéfice augmenter, un résultat que le président de l'association chinoise des fabricants de bicyclettes attribue « **à la fin de la concurrence** » [des constructeurs étrangers] et « à l'exploration de nouveaux marchés pour les produits haut de gamme ». En 2009, la production de vélos électriques a augmenté à 23,7 millions.<sup>358</sup>

Quelques jours après l'annonce du "plan de stabilisation" de l'Union européenne, on ne se faisait guère d'illusions en Chine sur le caractère de ce "sauvetage" et le constat était toujours le même. Yan Jinny, économiste chez Standard Chartered Shanghai, déclarait ainsi que la « forte chute » de l'excédent commercial chinois était « inévitable » du fait qu'il n'y avait « aucun signe d'amélioration des exportations ». En effet, « la crise de la dette européenne étend son ombre sur la croissance économique de la région ».<sup>359</sup>

Quelques semaines plus tard, le ministère chinois du commerce disait s'attendre à une importante baisse de l'excédent commercial chinois en 2010 « suite à la chute des exportations et à la hausse des importations », avant d'ajouter que « **l'impact de la crise de la dette publique européenne émergera graduellement** » « **dans les prochains mois** ».<sup>360</sup> Quelques jours plus tard, c'était le président russe lui-même qui déclarait « ne pas exclure le risque d'effondrement de l'euro », ajoutant que cette menace « ne devait pas être sous-estimée ».<sup>361</sup> Au même moment, à la veille du sommet du G20 de Toronto, le président américain exhortait les dirigeants européens à « **protéger la fragile relance économique** ».<sup>362</sup>

« Le 16 juin, Barack Obama a adressé une lettre spéciale à tous les dirigeants de l'UE. Il y était dit que si les restrictions draconiennes en Grèce et en Espagne (les pays de l'UE les plus souffrants financièrement) pouvaient encore être justifiées, les réductions colossales de budgets (réduction des salaires, augmentation des impôts, etc.) en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne seraient néfastes pour la reprise économique de l'Europe. Elles engendreraient la chute de la demande nationale et le ralentissement continu de la croissance économique ».<sup>363</sup>

Une position réaffirmée en vain au cours du sommet où les représentants de l'impérialisme américain ne cachèrent pas ne pas vouloir « de l'austérité à l'européenne », car « la tourmente économique peut facilement se propager ».<sup>364</sup>

Alors qu'il y a un an le lobby politico-médiatique des pays impérialistes en déclin n'envisageait pour seul scénario qu'une reprise en V, il commence aujourd'hui sur fond de crise de la dette à envisager une crise en forme de W, c'est-à-dire une reprise de la crise suivie (dans le meilleur des cas) par une période d'austérité qui permettra un hypothétique retour à la croissance, pour peu que les masses exploitées gardent confiance... « Le risque d'un "double dip" prend de l'ampleur », titrait cet été le *Journal des Finances* qui précisait que « partout en Europe le retour à l'orthodoxie budgétaire pèse sur la reprise, en déprimant la demande nationale », avant d'ajouter : « les effets de la rigueur et des dettes souveraines hantent les marchés ».<sup>365</sup> A l'instar des analystes de *Moneyweek*, nous ne croyons pas à ce scénario de crise en W élaboré par les élites bourgeoises pour duper une fois de plus les masses exploitées. Ce qui attend les pays impérialistes en déclin, c'est une reprise durable de la crise, en forme de И.<sup>366</sup>

Dans un contexte où les gouvernements des pays impérialistes en déclin multiplient les annonces de régimes sévères afin de tenter d'enrayer la retraite d'investisseurs craignant de manière croissante l'explosion du marché obligataire, se profilent donc une nouvelle contraction des échanges internationaux et une nouvelle aggravation de la crise des débouchés dans un avenir proche. La cause : la décomposition de la "société de consommation", sous le coup de la suppression d'acquis sociaux et d'augmentation de la pression fiscale qui vont réduire la consommation des larges masses exploitées, et les pousser à épargner davantage pour faire face à un sombre avenir. Comme le remarquait Bill Bonner au début du mois de juin,

« **Les gens hésitent à dépenser pour toutes les raisons habituelles... et quelques nouvelles. Par le passé, les gens craignaient de perdre leur emploi. Jamais dans l'histoire récente ils n'ont craint de voir le gouvernement faire faillite. (...) Le *China Daily* semble avoir compris la tendance sous-jacente mieux que quiconque. Il titre : "L'Occident s'enfonce dans l'abysse financier" ».**<sup>367</sup>

Au cours de l'été, si le déficit public grec avait commencé à se résorber, la récession, elle, avait continué de s'amplifier. En cause : la baisse des investissements et des dépenses publiques. Au 2<sup>ème</sup> trimestre, en dépit d'une réduction du déficit commercial (imputable à une forte réduction des importations), le PIB s'était contracté de 3,5 % en rythme annuel contre une contraction de 2,3 % au cours du trimestre précédent.<sup>368</sup>

Au même moment, les bourses faisaient grise mine, car de l'autre côté de l'Atlantique, la FED venait d'annoncer la reprise des achats de bons du Trésor américain — les investisseurs ne se bousculant certainement insuffisamment au guichet pour acquérir la dette souveraine américaine —, afin « de soutenir la fragile reprise », alors que quelques mois auparavant elle « pensait mettre fin à de tels dispositifs exceptionnels »... La "reprise" montrait en effet d'inquiétants signes de « ralentissement », à l'instar d'une baisse de la croissance trimestrielle du PIB — avec une croissance de 1,6 % en rythme annuel au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010, contre 3,7 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 et 5,0 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 —, d'une baisse des exportations et d'une hausse plus importante que prévue des destructions d'emplois et des nouvelles inscriptions au chômage, ces dernières atteignant « leur plus haut niveau depuis près de six mois ».<sup>369</sup>

De son côté, l'ancien président de la FED Alan Greenspan s'exprimant sur les ondes de la chaîne NBC n'écartait plus la possibilité d'une rechute en récession, estimant « **que la modeste reprise marquait une pause, donnant l'impression d'une "quasi-récession"** ».<sup>370</sup> Deux semaines, plus tard, l'agence de notation Moody's mettait en garde les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni « face à l'ampleur de leur dette » et aux risques qu'induirait une nouvelle dégradation de la conjoncture économique, notamment en terme de dégradation de la note de leur dette souveraine.

« La marge de manœuvre de ces pays pour assumer le seul paiement des intérêts sur leurs emprunts se rétrécit. Moody's ne se fonde pas uniquement sur l'ampleur de l'endettement accumulé mais sur la capacité des Etats à payer la charge de la dette en cas de chocs : panne de croissance, moindres rentrées fiscales ou remontée spectaculaire des taux d'intérêts ».<sup>371</sup>

La semaine suivante, la même agence lançait un nouvel avertissement aux Etats, visant en particulier l'Europe « où la croissance devrait être moins élevée que dans le reste du monde ». Mais cette fois, le « risque pour la notation des Etats » provenait des « craintes sur la croissance économique » et notamment « **leur potentiel à générer de la croissance** » alors que « **la rigueur budgétaire va continuer à peser sur la croissance économique dans les années à venir** ». <sup>372</sup>

Voilà parfaitement résumé le dilemme auxquels sont aujourd'hui confrontés les pays impérialistes en déclin !

C'est dans ce contexte qu'au début de l'été, la Dagong Global Credit Rating Co. — la première agence de notation chinoise (et non-occidentale) —, publia son premier rapport sur la notation de la dette souveraine de 50 pays représentant 90 % du PIB mondial. Après avoir souligné que « le système de notation actuel, dirigé par l'Occident » avait vu sa « réputation » « entachée » parce qu'il avait donné « des informations relatives au classement du crédit erronées », le président de Dagong précisa que la société chinoise avait élaboré ses propres critères de notation basés sur « la capacité à gouverner un pays, la puissance économique, les capacités financières, le régime fiscal et les réserves en devises ».

**« Nous voulons faire des classements réalistes et impartiaux et marquer un nouveau début dans la réforme du système mondial de notation, qui est irrationnel ».**

Selon le premier rapport publié par Dagong, la note de la dette souveraine de la plupart des pays impérialistes en déclin est sensiblement moins bonne que celle accordée par les agences de notation occidentales — par exemple AA avec une perspective négative pour la dette souveraine américaine au lieu de AAA. L'agence de notation chinoise a également averti certains pays impérialistes en déclin, à l'instar des USA, du Royaume-Uni et de la France :

**« Le taux d'intérêt sur les instruments de la dette va augmenter rapidement et le risque de défaillance de ces pays va devenir encore plus grand ».**

Enfin, la société de notation chinoise n'a pas caché son ambition de « briser le monopole » des agences de notation occidentales (telles Moody's, Standard & Poors et Fitch). <sup>373</sup> Nul doute que les élites bourgeoises-compradore de certains pays dépendants prêteront une attention croissante aux standards de notation chinois et finiront par ne plus se fier aux avis des agences de notation occidentales... Une perspective évoquée par *Moneyweek* la semaine suivante dans un article intitulé « **L'agence de notation chinoise, nouvelle arme économique ?** » <sup>374</sup>

Une preuve supplémentaire de la méfiance croissante de la Chine vis-à-vis de la situation économique des pays impérialistes en déclin, un levier supplémentaire pour résister à leurs pressions et un nouveau pas vers l'effondrement imminent de l'ère du dollar !

Loin des pays impérialistes en déclin dont les économies se décomposent de plus en plus visiblement, l'impérialisme chinois poursuit pour sa part assez tranquillement son chemin. Les perspectives du commerce extérieur ne sont certes pas très bonnes, la reprise des échanges enregistrée au 1<sup>er</sup> semestre 2010 apparaissant aujourd'hui comme bien compromise et éphémère.

De janvier à août 2010, les exportations et les importations chinoises se sont montées respectivement à 990,0 et 885,8 milliards de \$, en hausse de respectivement 35,5 % et 45,5 % en glissement annuel. Les importations ayant progressé plus rapidement que les exportations, l'excédent commercial s'est réduit comparativement à celui enregistré au cours de la même période de l'an passé.

Le volume du commerce extérieur chinois a atteint 1 876,0 milliards de \$, soit une hausse de 40,4 % en glissement annuel. Les importations s'étant accrues plus rapidement que les exportations, l'excédent commercial chinois a totalisé "seulement" 103,9 milliards de \$, soit une baisse de 14,6 % en glissement annuel.<sup>375</sup> Rien de catastrophique pour le moment, donc, surtout si on compare la situation chinoise à celle des pays impérialistes en déclin.

**[Voir fascicule de graphes pp. 13 et 14]**

Notons d'abord que le graphe du commerce extérieur chinois fait parfaitement apparaître son caractère saisonnier, reflet de la place de la Chine dans la division internationale du travail actuelle. En tant qu'atelier du monde, il est en effet naturel que le 1<sup>er</sup> trimestre représente une période creuse pour les exportations chinoises, après la période faste des fêtes de fin d'année. Un profil qui se modifiera évidemment de plus en plus, à mesure que l'impérialisme chinois avancera dans la mise en place de sa propre division internationale du travail et que la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin continuera à briser les chaînes dorées de l'esclavage salarié, provoquant la contraction croissante des débouchés extérieurs en biens manufacturés pour l'impérialisme chinois...

Comme on le voit, en dépit de son importante part de marché dans le commerce international, le commerce extérieur chinois s'est très bien tenu et a aujourd'hui retrouvé un niveau voisin (en ce qui concerne les exportations) ou supérieur (en ce qui concerne les importations) de son plus haut niveau d'avant-crise, ce qui, comme on peut le voir, n'est absolument pas le cas pour ses plus puissants concurrents, dont les exportations et plus encore les importations restent bien en deçà de leur plus haut niveau d'avant-crise ! En outre, la Chine sait aujourd'hui qu'elle peut également de plus en plus compter sur l'extension de son propre marché intérieur, ce dont témoigne la baisse de la proportion des exportations par rapport au PIB chinois au cours des trois dernières années.

**[Voir fascicule de graphes p. 32]**

Une hausse de la demande intérieure induite pour une partie par les investissements, mais aussi par la hausse des dépenses de consommation individuelles. De janvier à juillet 2010, les ventes au détail — qui représentent la majeure partie de la consommation finale des ménages en Chine —, ont dépassé 8 490 milliards de yuans, soit 1 251 milliards de \$, enregistrant une confortable croissance à deux chiffres de 18,2 % en glissement annuel. A titre de comparaison, la consommation finale des ménages avait augmenté en moyenne de 11,6 % par an en Chine au cours de la période 2000-2009.<sup>376</sup>

Enfin, comme nous le verrons plus loin, la Chine pourra compter sur ses liens économiques croissants avec d'autres pays, en particulier dépendants inclus dans sa sphère d'influence.





## **Quand le développement du secteur des transports chinois donne le vertige aux pays impérialistes en déclin**

Entre pertes, faillites et fusions-acquisitions, l'année 2009 aura été une année sombre pour les monopoles du secteur des transports. En 2009, la SNCF a vu son chiffre d'affaires diminuer et son résultat se dégrader. En 2008, le groupe avait réalisé un chiffre d'affaires de 36,9 milliards de \$ pour un bénéfice net de 0,8 milliard de \$. En 2009, il a vu son chiffre d'affaires s'effondrer à 34,6 milliards de \$ et a enregistré une perte nette de près de 1,4 milliard de \$.<sup>377</sup>

Ce constat n'est évidemment pas spécifique à l'impérialisme français. Dans les pays impérialistes en déclin, la contraction de l'activité économique n'a pas épargné le secteur des transports. En Allemagne, si la Lufthansa et surtout la Deutsche Bahn sont parvenus à échapper aux pertes, elles ont cependant vu leur chiffre d'affaires et leurs profits fondre. Rien d'étonnant à cela, car selon l'Association internationale du transport aérien, le trafic aérien de passagers a baissé de 3,5 % en 2009, soit « un recul sans précédent depuis 1945 ».<sup>378</sup>

En 2009, le groupe Air France-KLM a ainsi enregistré une perte record de 2,2 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires de 29,6 milliards de \$. Le groupe a été durement éprouvé par la crise. En 2007, il avait réalisé un bénéfice net de 1,1 milliards de \$ pour un chiffre d'affaires de 34,1 milliards de \$. Dès 2008, le chiffre d'affaires s'était contracté (33,9 milliards de \$) et le bénéfice s'était transformé en pertes (1,1 milliard de \$).<sup>379</sup> Selon le PDG du groupe, l'année 2009 restera comme son « annus horribilis », du moins en admettant que le pire de la crise soit passé...<sup>380</sup>

En 2009, les compagnies aériennes américaines United Airlines et US Airways ont enregistré des centaines de millions de \$ de pertes.<sup>381</sup> Au printemps 2010, United Airlines et Continental Airlines annonçaient un accord de principe sur leur fusion qui fera du nouveau groupe « le plus grand transporteur du monde ».<sup>382</sup>

Pour d'autres, l'année 2009 aura été encore plus mauvaise. Au début de l'année 2010, la première compagnie aérienne japonaise (Japan Airlines), criblée de pertes et de dettes, était contrainte de déposer le bilan.<sup>383</sup> Moyennant la mise à contribution du contribuable japonais, la suppression de plus de 15 000 emplois, la fermeture des lignes les moins rentables et la vente de plusieurs filiales, la compagnie nationale sera "redressée"...<sup>384</sup> En 2008, la compagnie avait réalisé chiffre d'affaires de 19,4 milliard de \$ et avait enregistré une perte nette de 0,6 milliard de \$. L'année 2009 lui aura été fatale...

L'année aura été un peu moins mauvaise pour les constructeurs d'avions : la paupérisation accélérée de la "classe moyenne" des pays impérialistes en déclin a exercé une grande influence sur la modification de ses habitudes : d'abord, elle se déplace moins à l'étranger, et quand elle y part, au lieu de voler sur les grandes compagnies, elle privilégie de plus en plus les compagnies aériennes low-cost, qui voient ainsi leur activité augmenter. Ce sont les commandes d'appareils émanant de ces compagnies qui ont permis à Boeing et Airbus de limiter la casse en engrangeant de nouvelles commandes.

Celles-ci apparaissent cependant comme bien insuffisantes pour assurer l'utilisation des capacités de production des deux avionneurs : en 2009, Airbus a livré 498 avions et a remporté 271 commandes, contre 481 livraisons et 142 commandes pour Boeing.<sup>385</sup> Tout n'est donc pas rose pour les deux géants.

A la fin de l'hiver dernier, le premier ministre britannique et le président français dénonçaient la manière dont se déroulait l'appel d'offres pour la fourniture de 179 avions ravitailleurs à l'armée américaine, un contrat évalué à 35 milliards de dollars. Cet appel d'offres avait été attribué une première fois à Boeing en 2003, puis à Airbus (EADS) et Northrop Grumman en 2008 et à chaque fois annulé.<sup>386</sup> Le 8 mars, Northrop Grumman avait abandonné la compétition, estimant que le nouveau cahier des charges avantageait nettement Boeing. A la fin du mois, devant le mécontentement des dirigeants européens qui accusaient les USA « de vouloir barrer la route à Airbus par protectionnisme », le président américain cherchait à calmer le jeu en promettant un processus de sélection « libre, juste et ouvert », ajoutant qu'« une concurrence ouverte » était « dans nos intérêts et dans celui de nos contribuables américains ».<sup>387</sup>

Cette belle promesse résistera-t-elle au puissant lobbying de Boeing ? Rien n'est moins sur dans le contexte économique actuel où chaque marché revêt une importance vitale !

Au début de l'été, c'est l'OMC qui avait pris le relais et semblait étrangement faire les affaires de Boeing en publiant un rapport sur les subventions publiques illégales reçues par l'avionneur européen, alors que dans le même temps, la publication d'un rapport similaire portant sur Boeing était repoussée à l'automne...<sup>388</sup>

La tentation protectionniste n'est évidemment pas propre à un seul pays impérialiste. Elle les touche tous à des degrés divers : les marchés se faisant rares, l'intensité de la concurrence entre monopoles s'en trouve démultipliée et ceux-ci redoublent d'efforts pour s'assurer de mettre hors jeu la concurrence... Au cours des derniers mois, les USA et l'Union européenne ont ainsi multiplié les mesures « anti-dumping » en rehaussant les droits de douane sur certains produits chinois, comme les pneus, les chaussures, les tubes en acier, les boulons, etc., provoquant évidemment la colère de Pékin qui n'a pas manqué à chaque fois de saisir l'OMC.

Loin de ces affrontements à couteaux tirés, du moins sur leur sol, les monopoles chinois du secteur des transports, eux, ont vu leurs affaires continuer à prospérer en Chine.

En 2009, le secteur aéronautique civil chinois a conquis la première place mondiale, aidé par une fréquentation en hausse de près de 20 %, le nombre de passagers transportés passant de 192 à 230 millions. Ce secteur a ainsi réalisé un bénéfice net de plus de 12 milliards de yuans rompant avec le déficit de 26 milliards de yuans enregistré au cours de l'année précédente.<sup>389</sup>

En 2009, la Chine possédait 1 560 gros avions commerciaux, dont 53 % étaient fabriqués par Boeing pour lequel la Chine est le premier marché d'exportation.<sup>390</sup> En 2008, 82 % des Airbus en service en Chine étaient des A-320. Le marché chinois représentait alors 15 % des livraisons du groupe.<sup>391</sup>

Dans le secteur aéronautique, la Chine reconnaît donc elle-même avoir encore du chemin à parcourir : son but est en effet que ses compagnies aériennes puissent affréter des avions de construction chinoise.

Avec l'ARJ-21, le premier avion de ligne bi-réacteur moyen-courrier régional de construction chinoise, un premier pas important a déjà été réalisé avec succès dans ce sens. Le carnet de commandes de l'ARJ-21 est aujourd'hui déjà bien rempli avec plus de 240 appareils, les livraisons devant commencer en 2011.<sup>392</sup>

Le second pas est la construction du premier moyen-courrier chinois, le C-919. Pour son C-919, qui ambitionne déjà de « **bousculer le duopole Airbus-Boeing** »<sup>393</sup>, l'impérialisme chinois prévoit dans un premier temps de sous-traiter la fabrication des composants que son industrie ne sait pas encore fabriquer.

C'est ainsi que le motoriste français Safran et General Electric (associés au sein de leur co-entreprise CFM International) seront chargés de la fabrication des réacteurs du futur moyen-courrier chinois. Pour espérer voir sa candidature être retenue, Safran a implanté quatre co-entreprises de fabrication de composants en Chine et a du signer des accords de développement d'équipements avec l'AVIC. En effet, « **impossible d'espérer décrocher un contrat sans passer des partenariats locaux** ».<sup>394</sup> Fin décembre, CFM International signait pour la construction en Chine d'une chaîne de montage destinée à fournir des moteurs pour le C-919 de l'AVIC.<sup>395</sup>

Disposant de 168 à 190 places, le C-919 devrait débiter ses vols d'essais en 2014 et être livré dès 2016. Il entrera alors en concurrence avec l'Airbus A-320 et le Boeing B-737, les deux modèles d'avions commerciaux phares des deux monopoles aéronautiques concurrents... Ces deux modèles représentent en effet aujourd'hui encore près des trois quarts des appareils du carnet de commande d'Airbus et Boeing. En plus d'être moins cher que les moyens courriers d'Airbus et Boeing, la conception moderne du C-919 devrait lui assurer une consommation de carburant 12 à 15 % inférieure.<sup>396</sup> Le coût d'exploitation du moyen courrier chinois est ainsi annoncé comme inférieur de 10 % à celui de ses rivaux.<sup>397</sup>

Alors que le premier prototype du C-919 n'est pas encore achevé, les entreprises chinoises du secteur aéronautique ont déjà engagé la bataille pour s'affranchir au plus vite des sous-traitants étrangers.

Fin 2009, la société chinoise Xi'an Chaoma Technology Co. Ltd. annonçait la commercialisation du premier disque en carbone pour les freins d'avions de conception et de fabrication chinoise, brisant ainsi l'exclusivité des producteurs étrangers dans ce domaine. Son coût représente la moitié de celui de produits comparables d'importation et il a même été certifié pour une utilisation sur les moyens courriers d'Airbus et de Boeing.<sup>398</sup>

Un rattrapage qui n'est pas prêt de ralentir. Récemment, le consortium chinois AVIC a acquis 90 % du capital d'une entreprise autrichienne de sous-traitance de composants aéronautiques.<sup>399</sup>

Au début du mois de janvier 2010, l'AVIC lançait la construction de sa base de recherches dédiée à la conception et à la fabrication de moteurs d'avion gros porteurs chinois.

S'étendant sur une superficie de 30 ha, sa construction devrait être achevée en 2013 pour un investissement de 3,2 milliards de yuans. Cette base de recherches sera aussi en charge de la motorisation du futur gros porteur chinois de 250 places.<sup>400</sup>

Les négociations pour les premières commandes du C-919 ont déjà commencé avec Air China, China Southern Airlines et China Eastern Airlines, les trois plus grandes compagnies aériennes chinoises. Le C-919 effectuera ses premiers vols d'essais en 2014 et devrait entrer en service en 2016. Le consortium aéronautique chinois a annoncé penser vendre deux-mille C-919.<sup>401</sup>

Outre le C-919, l'AVIC diversifie ses activités dans tous les domaines de l'aéronautique commerciale, depuis les petits avions monomoteurs privés — tel le Xiaoying 500 qui a passé avec succès les tests de conformité aux normes internationales<sup>402</sup> — aux hydravions et aux hélicoptères.

Après avoir fait voler le Hai'ou 300, son premier hydravion léger, cette année, l'AVIC développe déjà le futur plus gros hydravion du monde. D'une taille équivalente à l'Airbus A-320, le Jiaolong-600 aura une masse maximale au décollage de 60 tonnes. Polyvalent, cet appareil dont le premier vol est programmé pour 2014 s'acquittera de missions diverses, depuis le sauvetage à la lutte contre les incendies en passant par la surveillance maritime, et aura donc « un grand potentiel de marché ».<sup>403</sup> A titre de comparaison, l'hydravion russe le plus récent, le Be-200, possède une masse maximale au décollage de 42 tonnes.

Au début de l'année, la Chine a fait voler pour la première fois son 1<sup>er</sup> hélicoptère moyen. Fabriqué par l'AVIC, l'AC-313 a une masse maximale de 13,8 tonnes au décollage. Mais la Chine ne veut pas s'arrêter là et a annoncé qu'elle comptait « développer son propre hélicoptère lourd », à l'instar des USA et de la Russie qui sont aujourd'hui les seuls pays à fabriquer des hélicoptères de plus de 20 tonnes.<sup>404</sup>

L'ambition de l'AVIC est donc clairement de pouvoir rivaliser avec les plus puissants monopoles aéronautiques des pays impérialistes en déclin et de disposer d'une large gamme d'aéronefs.

Voilà pour ce qui est du secteur aéronautique chinois qui ne cesse de montrer un dynamisme "insolent".

Malgré la crise économique qui a durement éprouvé les échanges commerciaux internationaux, le secteur naval chinois n'est pas non plus en reste au point que la revue annuelle *BRS 2010* introduise la partie traitant de la construction navale chinoise sous le titre « **L'envol du dragon** ».<sup>405</sup>

Durant cette première année continue de crise économique, la Chine a sans surprise « **poursuivi sa vertigineuse ascension en devenant le premier constructeur au monde fin 2009** ».<sup>406</sup>

En 2009, la Chine est en effet devenue le premier constructeur naval au monde en termes de nouvelles commandes — dont elle a accaparé 62 % du total mondial ! —, loin devant la Corée du Sud et ses 35 % de parts de marché. La Chine deviendra bientôt le premier constructeur du monde en termes de livraisons, car après avoir dépassé le Japon en 2009, elle talonne désormais la Corée du Sud. En 2008, le tableau était bien différent :

Aperçu du marché mondial de la construction de navires marchands <sup>407</sup>												
En millions de tpl ou en % du tonnage mondial	Livraisons				Carnet de commandes				Nouvelles commandes			
	2008		2009		2008		2009		2008		2009	
	tpl	%	tpl	%	tpl	%	tpl	%	tpl	%	tpl	%
<b>Chine</b>	21	23 %	35	31 %	230	40 %	208	40 %	58	34 %	21	62 %
<b>Corée du Sud</b>	34	37 %	43	38 %	200	34 %	170	33 %	62	37 %	12	35 %
<b>Japon</b>	30	33 %	30	26 %	122	21 %	94	18 %	33	20 %	1	3 %
Cumul	85	93 %	108	95 %	552	95 %	472	91 %	153	91 %	34	100 %
Monde	91	—	114	—	580	—	516	—	169	—	34	—

Que les choses ont changé au cours des deux dernières décennies ! En 1990, le Japon, la Corée du Sud et la Chine s'accaparaient respectivement 33,4 %, 21,5 % et 2,7 % du carnet de commandes mondial !

On peut illustrer l'essor de la construction navale chinoise par la multiplication rapide des cales VLCC. Une cale VLCC est une cale géante permettant de construire les navires de très forts tonnages — de 200 000 à plus de 300 000 tpl —, mesurant jusqu'à plus de 400 mètres de longueur. C'est en 1994 que la Chine mis en service sa première cale VLCC. En 2000, elle ne possédait que deux cales VLCC. A la fin de l'année 2008, la Chine en possédait une trentaine, dont plus des deux tiers appartenaient à des monopoles étatiques.

La crise a de manière manifeste aggravé à l'extrême la concentration déjà très poussée de la construction navale marchande mondiale. En 2008, la Corée du Sud, la Chine et le Japon s'accaparaient déjà près de 91 % des nouvelles commandes. En 2009, la Chine et la Corée du Sud à elle seules en ont accaparé plus de 97 % ! Pour sa part, le Japon n'a enregistré qu'une dizaine de nouvelles commandes de navires en 2009 (soit de l'ordre de un million de tpl), bien loin des 87 navires commandés à la Corée du Sud ou des 200 navires commandés à la Chine !

L'année 2010 verra inévitablement la Chine consolider sa place de nouveau leader mondial de la construction navale. Au cours du seul 1<sup>er</sup> semestre, les chantiers chinois ont construit pour 35,2 millions de tpl de navires, soit l'équivalent du tonnage livré au cours de l'année 2009. De même, au cours des sept premiers mois, ils ont engrangé pour 33,3 millions de tpl de nouvelles commandes, soit l'équivalent du carnet de commande mondial de l'année 2009.<sup>408</sup>

Il est également intéressant de remarquer la montée en puissance de l'industrie navale chinoise sur le plan du tonnage des navires, notamment face à l'ex-premier constructeur mondial. Les navires livrés en 2009 par la Corée du Sud avaient une taille moyenne de 84,8 milliers de tpl contre 47,4 milliers de tpl pour la Chine. Ces navires correspondaient à des commandes passées dans les années 2005-2007.

Taille moyenne des navires nouvellement commandés (en milliers de tpl)	2008	2009	▲ $\frac{2009}{2008}$
Corée du Sud	108,0	137,9	+ 27,7 %
Chine	66,2	105,0	+ 58,6 %

Le fulgurant rattrapage chinois apparaît ici très nettement. Alors que la Chine livrait en 2009 des navires représentant 56 % du tonnage de ceux de la Corée du Sud, les navires nouvellement commandés en 2009 représentaient 76 % du tonnage de ceux de la Corée du Sud. Nous verrons un peu plus loin que le rattrapage chinois a déjà de lourdes conséquences sur la mutation du paysage mondial de la construction navale.

Soulignons au passage que la taille des navires fournit une illustration d'une autre facette de "l'économie de bazar". Si en termes de tonnage, les navires des chantiers navals européens ne représentent presque rien (5 % des livraisons en 2009), ce n'est pas le cas en termes de valeur marchande.

En 2009, les chantiers européens ont ainsi enregistré un chiffre d'affaires de 14,6 milliards d'euros, soit 20 % du chiffre d'affaires de la construction navale civile mondiale. La moitié de ce chiffre est généré par les paquebots. Comme le souligne *Usine nouvelle*, les asiatiques « confisquent les gros volumes ». Les chantiers navals européens, dont la stratégie consiste à « **cibler les navires de niche pour survivre** », sont donc aujourd'hui centrés « sur les navires à haute valeur ajoutée », à l'instar des paquebots, des ferry, des navires d'exploration océanographique, etc.<sup>409</sup> Un gros paquebot possède un tonnage de l'ordre de 10 milliers de tpl, représentant moins du dixième de celui d'un navire moyen du carnet de commande des constructeurs chinois !

En septembre 2001, la taille moyenne des navires du carnet de commandes mondial était de 38,6 milliers de tpl, contre 50,4 milliers de tpl en septembre 2008. Mais cette taille moyenne cache des contrastes très importants, notamment entre les chantiers navals asiatiques, et les chantiers navals des pays impérialistes en déclin.

En septembre 2008, 7 215 navires cargo, pétroliers, vraquiers et porte-conteneurs représentaient 531,3 millions de tpl — soit une taille moyenne de 73,6 milliers de tpl —, alors que les 4 442 navires de tous les autres types représentaient 56,6 millions de tpl, soit une taille moyenne de 12,7 milliers de tpl. Ainsi, tandis que 61,9 % des navires représentaient 90,4 % du tonnage mondial de la flotte en commande, les 38,1 % de navires restant ne représentaient que 9,6 % du tonnage mondial de la flotte en commande !

A la fin de l'année 2007, le carnet de commandes de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon représentait 68,4 % du carnet de commandes mondial en termes de nombre de navires et 87,4 % en termes de tonnage. Celui de l'Allemagne et de l'Italie, les deux premiers constructeurs navals des pays impérialistes en déclin d'occident, représentait 3,2 % du carnet de commandes mondial en termes de nombre de navires et 2,0 % en termes de tonnage. La taille moyenne d'un navire du carnet de commandes de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon était alors le double de celle d'un navire du carnet de commandes de l'Allemagne et de l'Italie.<sup>410</sup>

En mars 2009, alors que les premières annulations de commandes s'étaient abattues, le carnet de commandes mondial comptait 665 navires de moins, soit 36,1 millions de tpl. Le premier groupe de navires comptait désormais 340 navires en moins — pour un tonnage restant de 503,6 millions de tpl —, tandis que le

second groupe en comptait 325 — pour un tonnage restant de 48,1 millions de tpl. Le premier groupe voyait ainsi sa part de marché passer à 91,3 % du tonnage mondial de la flotte en commande.

Ceci montre que les navires spécialisés de faible tonnage, loin d'avoir été épargnés, ont même été davantage touchés que les navires "généralistes". Ceci se comprend aisément : si le fret marchand a été durement éprouvé, le tourisme international — et donc le marché de la croisière —, n'a pas non plus été épargné.

De ce fait, le secteur naval européen, depuis longtemps déjà sur le déclin, n'a enregistré en 2009 que 0,3 million de tpl de nouvelles commandes, contre 0,8 million de tpl pour le reste du monde. L'Europe et le reste du monde avaient enregistré pour respectivement 5,4 et 10,2 millions de tpl de nouvelles commandes en 2008, soit moins de la moitié des nouvelles commandes du Japon à lui seul !

Aujourd'hui, il est à peine exagéré de dire qu'en termes de tonnage, seules la Chine et la Corée du Sud comptent encore d'un point de vue des nouvelles commandes.

La seconde chose qui saute aux yeux en lisant ce tableau est l'effondrement des nouvelles commandes : après avoir atteint un sommet en 2007 avec 306 millions de tpl, les nouvelles commandes ont poursuivi l'effondrement entamé en 2008 (169 millions de tpl) pour atteindre 34 millions de tpl en 2009, soit à peine 11,1 % de leur niveau de 2007 ou 20,1 % de leur niveau de 2008 !

Sur ce point la Chine est donc parvenue à limiter la casse en 2009, avec des nouvelles commandes se chiffrant respectivement à 36 % de leur niveau de 2008, contre 19 % pour la Corée du Sud et 3 % pour le Japon ! L'Europe et le reste du monde ne sont guère mieux lotis que le Japon sur ce point, leurs nouvelles commandes représentant respectivement 6 % et 8 % de leur niveau de l'année précédente. Nous verrons un peu plus loin que ces chiffres induisent de gigantesques surcapacités dans les prochaines années. L'avenir de nombreux chantiers s'annonce compromis.

En 2009, le carnet de commande des constructeurs européens s'est contracté de 19,7 % du fait de l'effondrement des nouvelles commandes. A titre de comparaison, le carnet de commande de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon s'est contracté respectivement de 9,6 %, 15,0 % et 23,0 %. Seul le Brésil a fait exception — nous verrons pourquoi —, et a évité la réduction de son carnet de commandes.<sup>411</sup> Cependant, le Brésil n'a pas le poids de l'un des trois principaux constructeurs mondiaux. A la fin de l'année 2008, son carnet de commande se montait seulement à 3 millions de tpl.

En quoi consistent ces 34 millions de tpl de navires commandés en 2009 ? Il est facile de répondre à cette question en utilisant les chiffres fournis sur la composition des nouvelles commandes enregistrées par la Chine et la Corée du Sud. Sur les 34 millions de tpl les vraquiers représentent 20,5 millions de tpl et les pétroliers 11,5 millions de tpl. Reste pour toutes les autres catégories de navires à se partager moins de 6 % des nouvelles commandes ! Qu'en est-il des porte-conteneurs ? Où sont-ils passés ? Aux oubliettes ! Voyons quelle en est la signification.

	Volume des nouvelles commandes (en millions de tpl)				Composition des nouvelles commandes (en % du volume)		
	2007	2008	2009	▲ $\frac{2009}{2007}$	2007	2008	2009
Vraquiers	165,6	88,2	20,4	- 87,7 %	58,8	42,7	60,3
Pétroliers	47,4	55,9	11,5	- 75,7 %	17,6	34,7	33,8
Porte-conteneurs	43,4	13,4	0,1	- 99,8 %	15,4	8,0	0,3
Cumul	256,4	157,5	32,0	- 87,5 %	91,8	85,4	94,4

Ce qui saute ici d'abord aux yeux, c'est l'effondrement total du secteur du porte-conteneurs. L'effondrement plus important des vraquiers par rapport aux pétroliers sur la période 2007-2009 est pour sa part à relativiser puisque 2007 était une année exceptionnelle pour les vraquiers. Au cours de la période 2003-2007 ont été commandés annuellement en moyenne 59,3 millions de tpl de vraquiers contre 47,5 millions de tpl de pétroliers et 27,6 millions de tpl de porte-conteneurs.

Corrigées de ces fortes variations annuelles et sur la base de cette moyenne, l'effondrement enregistré en 2009 se monterait à 65,6 % pour les vraquiers, 75,8 % pour les pétroliers et 99,6 % pour les porte-conteneurs !

Au cours de la période 1999-2002 furent enregistrées annuellement en moyenne 17,2 millions de tpl de nouvelles commandes de vraquiers, contre 23,0 millions de tpl de pétroliers et 8,8 millions de tpl de porte-conteneurs.

L'année 2009 marque donc un effondrement **sans précédent** des nouvelles commandes de porte-conteneurs, ce que souligne la revue annuelle *BRS* :

« Le secteur le plus touché a été celui des porte-conteneurs pour la moitié des annulations, dont les deux tiers dans des chantiers allemands. (...) 2009 a été l'année la plus sombre enregistrée par le secteur depuis l'avènement du conteneur. La chute des volumes [de fret] a été globalement d'environ 10 % ». <sup>412</sup>

Au 1<sup>er</sup> janvier 2010, le carnet de commandes mondial de porte-conteneurs se montait à 4,72 millions d'evp, soit 36 % de la flotte en service. Un an et demi plus tôt, il se montait à 7,10 millions d'evp. <sup>413</sup> L'effondrement apparaît d'autant plus vertigineux que le porte-conteneur n'est pas un type de navire de niche, comme le montre le graphe suivant.

**[Voir fascicule de graphes p. 9]**

Durant la période 1980-2009, la part des porte-conteneurs est passée de 1,5 % à plus de 13,0 % du tonnage mondial des navires marchands.

Evolution de la flotte mondiale de porte-containers (au 1 <sup>er</sup> janvier de chaque année)				
	1990	2000	2010	▲ $\frac{2009}{2007}$
Capacité de la flotte (en millions d'evp)	1,72	4,53	13,06	× 7,6
Nombre de navires	1240	2615	4719	× 3,8
Capacité moyenne par navire (evp)	1386	1732	2767	× 2,0



La croissance accélérée de la flotte mondiale de porte-conteneurs au cours des deux décennies passées apparaît de manière évidente, de même que la tendance à l'inflation du poids des navires.

En même temps que la flotte de porte-conteneurs explosait, le trafic de conteneurs s'opérait de plus en plus en Asie, en particulier en Chine.

	1994		2008	
	Volume	%	Volume	%
Chine	4,1	3,2 %	113,3	22,4 %
Singapour	10,4	8,1 %	30,9	6,1 %
Hong Kong	11,1	8,7 %	24,2	4,8 %
Corée du Sud	3,8	3,0 %	17,3	3,4 %
Malaisie	1,7	1,3 %	16,0	3,2 %
Taïwan	7,3	5,7 %	13,0	2,6 %
Inde	1,3	1,0 %	7,3	1,4 %
Brésil	1,2	0,9 %	6,7	1,3 %
Thaïlande	1,8	1,4 %	6,6	1,3 %
Cumul	42,7	33,3 %	235,3	46,4 %
Monde	128,3	—	506,9	—

La part de la Chine dans le trafic mondial de conteneurs a donc été multipliée par 7 au cours de la période 1994-2008, alors que le volume du trafic mondial se trouvait multiplié par quatre. Il n'est pas exagéré de dire que le porte-conteneur est né, et a prospéré parallèlement à "l'économie de bazar".

Cette dernière nécessitait en effet un type de navire spécialisé dans le transport de produits manufacturés sur de longues distances !

Il n'est donc pas étonnant que ce secteur s'effondre au moment où l'économie des pays impérialistes en déclin est entrée dans sa phase finale de décomposition.

Selon l'OMC, la part des produits manufacturés dans le commerce mondial se montait à 40,0 % en 1900. Leur part augmenta lentement au cours des décennies suivantes. Elle se montait ainsi à 44,7 % en 1955. La seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle vit au contraire une augmentation rapide de l'importance du commerce de produits manufacturés qui représentaient désormais 61,0 % du commerce mondial en 1970 et 74,8 % en 2000. <sup>415</sup>

Les vraquiers sont au contraire le type de navire qui a été le moins éprouvé par la crise. Alors que le secteur du porte-conteneur apparaît comme être entré dans une crise profonde et durable, la consommation des pays impérialistes en déclin en produits manufacturés d'importation étant condamnée à se contracter, le transport en vrac, et dans une moindre mesure le transport pétrolier, ont trouvé dans la croissance économique chinoise un puissant relais de croissance.

Comme le montre le tableau suivant, les vraquiers ont enregistré davantage de nouvelles commandes et essuyé beaucoup moins d'annulations que les pétroliers, sans même parler des porte-conteneurs !

Carnet de commandes mondial (en millions de tpl)			
	2008	2009	▲ $\frac{2009}{2008}$
Vraquiers	295	288	- 2,4 %
Pétroliers	181	149	- 17,3 %
Porte-conteneurs	74	58	- 21,6 %

C'est une chose parfaitement naturelle si l'on a en vu l'accroissement important de la demande chinoise en matières premières en 2009. De même, si pour nombre de pays impérialistes en déclin le plan de relance chinois a eu un impact très limité sur la stimulation du commerce extérieur, il n'en va pas de même avec les fournisseurs traditionnels de la Chine en minerai de fer, pétrole et charbon qui ont vu la demande exploser, afin d'alimenter les importants investissements du plan de relance chinois. Ce dernier a en effet provoqué une importante hausse de la production sidérurgique chinoise. Les importations chinoises de matières premières ont ainsi enregistré un nouveau record en 2009.

Rappelons d'abord qu'en 2007 et en 2008, la Chine avait importé respectivement 383 et 444 millions de tonnes de minerai de fer. En 2008, les importations de minerai de fer ont couvert près de la moitié des besoins de l'industrie sidérurgique chinoise. Pour autant, la Chine n'est pas dépourvue de minerai de fer. Début 2008, ses réserves confirmées se montaient à 60 milliards de tonnes de minerai. En 2009, les prospections ont permis à la Chine d'augmenter ses réserves confirmées de 5 milliards de tonnes. Cependant, ce minerai possède une teneur en fer inférieure à celle des gisements brésiliens et australiens. Il est donc plus commode pour l'impérialisme chinois de subvenir à une partie de ses besoins en minerai de fer au moyen des importations, d'autant plus quand la demande s'accroît si rapidement qu'il semble difficile au secteur minier national de suivre la cadence...

Mais confrontés aux ententes des compagnies minières étrangères — comme les groupe anglo-australiens BHP Billiton's et Rio Tinto Ltd/Plc qui assurent à eux seuls les deux cinquièmes des exportations de minerai de fer vers la Chine —, pour renégocier les prix du minerai à la hausse, les acteurs du secteur sidérurgique chinois appellent désormais à l'aide le gouvernement chinois pour qu'il travaille à la création de « réserves nationales de minerai de fer » destinées à « sécuriser leur approvisionnement ».<sup>416</sup>

En 2009, l'impérialisme chinois a importé 628 millions de tonnes de minerai de fer (+ 41,6 %), 126 millions de tonnes de charbon (+ 211,9 %) et 204 millions de tonnes de pétrole brut (+ 13,9 %). Ces importations ont coûté 150 milliards de \$ à l'impérialisme chinois. Malgré l'augmentation des volumes importés, la facture était beaucoup moins salée qu'en 2008, du fait de la contraction de la demande dans les pays impérialistes en déclin. En 2008, l'importation de ces mêmes marchandises — en quantité moindre, mais à des prix beaucoup plus élevés pour le pétrole et le minerai de fer —, avait coûté 225 milliards de \$ à l'impérialisme chinois ! L'effondrement du coût du transport n'est pas étranger à ces économies, comme le montre le tableau suivant.

Prix du transport en vrac de minerai de fer au départ du Brésil et à destination de la Chine, en \$ par tonne <sup>417</sup>		
Janvier 2007	Janvier 2008	Janvier 2009
35,5	64,1	8,4

Pour un pétrolier VLCC, la moyenne annuelle des rendements journaliers s'est située à 23 800 \$ par jour en 2009, contre 93 000 \$ par jour en 2008, une division par près de quatre !<sup>418</sup> Pour 2010, les armateurs ne s'attendent pas à une bonne année, malgré le fait que quelques routes maritimes aient inversé la tendance, « notamment de et vers la Chine ».<sup>419</sup>

Le tableau ci-dessous montre d'ailleurs que le fret de minerai de fer n'a cessé de prendre une importance croissante dans le commerce international au cours de la dernière décennie.

Evolution du trafic maritime marchand mondial <sup>420</sup>												
	Volume en milliards de tonnes-miles							Part dans le trafic mondial				
	1970	1980	1990	2000	2008	▲ $\frac{2000}{1970}$	▲ $\frac{2008}{2000}$	1970	1980	1990	2000	2008
Pétrole	6 487	9 405	7 290	9 499	11 292	1,5	1,2	60,9 %	56,1 %	44,3 %	41,4 %	34,5 %
Minerai de fer	1 093	1 613	1 978	2 545	4 849	2,3	1,9	10,3 %	9,6 %	12,0 %	11,1 %	14,8 %
Charbon	481	952	1 849	2 509	3 905	5,2	1,6	4,5 %	5,7 %	11,2 %	10,9 %	11,9 %
Céréales	475	1 087	1 073	1 244	2 029	2,6	1,6	4,5 %	6,5 %	6,5 %	5,4 %	6,2 %
Cumul	8 536	13 057	12 190	15 797	22 075	1,9	1,4	80,1 %	77,8 %	74,1 %	68,9 %	67,4 %
Trafic mondial	10 654	16 777	16 440	22 927	32 746	2,2	1,4	—	—	—	—	—

En 2008, le Brésil et l'Australie ont contribué pour respectivement 37 % et 33 % des exportations mondiales de minerai de fer. La Chine et le Japon, eux, ont contribué pour respectivement 53 % et 17 % aux importations mondiales de minerai de fer.

Voilà pour ce qui concerne l'impact de la crise de décomposition actuelle sur les différents types de navires marchands.

Outre le type de navires commandés, il est intéressant de voir par qui ils l'ont été. Selon *BRS*, ces nouvelles commandes ont essentiellement été passées par les armateurs chinois, qui ont ainsi passé pour plus de 12 millions de tpl de commandes de vraquiers, et dans une moindre mesure par le Brésil, le géant minier Vale étant déterminé à contrôler le transport du minerai afin de « gagner de la compétitivité vis-à-vis des Australiens ». En plus des 28 vraquiers neufs dans son carnet de commandes, Vale a acquis 20 vraquiers d'occasion. Même constat sur le marché de l'occasion que les armateurs chinois « ont largement dominé », accaparant 30 % du marché, soit 180 navires.<sup>421</sup>

Dernier point essentiel : que représentent ces nouvelles commandes par rapport à la capacité de la construction navale mondiale ?

Aujourd'hui, les 34 millions de tpl de nouvelles commandes sont à mettre en regard d'une capacité mondiale de construction navale de l'ordre de 200 millions de tpl, représentant ainsi un taux d'utilisation de 17 % !

Pour trouver un chiffre inférieur (en valeur absolue), il faut remonter à 1992, année au cours de laquelle les nouvelles commandes s'étaient montées à 19 millions de tpl. Mais la capacité mondiale de construction navale n'était alors que de 50 millions de tpl, soit un taux d'utilisation de 38 %.

Plus que dans tout autre secteur industriel, le décalage induit par la durée de construction des navires — la plupart du temps de l'ordre de 3 ans — renforce les surcapacités en période de crise et rend périlleuse l'annulation d'une commande.

On n'annule pas la construction d'un porte-conteneurs comme on annule la production d'une marchandise de consommation courante, car d'importants frais sont engagés pendant plusieurs années dans la construction d'un navire !

Cette durée pousse d'abord les chantiers à augmenter fortement leurs capacités dans les périodes fastes (comme l'a été la période 2003-2007), afin d'être en mesure de répondre à une forte augmentation de la demande et de ne pas se trouver pris au dépourvu ! Quand la crise survient brusquement après une période aussi prospère que l'ont été les années passées, l'ensemble des acteurs du transport maritime marchand sont durement touchés.

La crise induit d'abord une contraction du commerce international, qui rend inutile une partie de la flotte existante et la place en état de surcapacité. Le premier résultat est l'effondrement des loyers perçus pour le fret. Les premières victimes en sont les armateurs.

Confrontés à une surcapacité, ces armateurs se tournent alors vers les chantiers où ils ont des navires en commande : que faire ? Annuler la commande pour limiter ses propres pertes ou la reporter dans l'espoir que la crise soit de courte durée ? Dans les deux cas, armateurs comme chantiers ont de nombreuses plumes à perdre !

Sachant que les carnets de commandes actuels s'étalent en général vers 2011-2013 au maximum, il est à attendre des coupes sombres dans le secteur de la construction navale au cours des prochaines années.

« **Il ne reste guère plus de deux ans de travail pour certains chantiers européens** », s'alarme aujourd'hui Boris Federovsky, conseiller technique et économique au Groupement des industries de construction et activités navales (GICAN).<sup>422</sup>

La crise s'inscrivant dans la durée, les reports vont en outre devoir laisser la place aux annulations et aux faillites massives de chantiers et d'armateurs incapables de rembourser les emprunts contractés pour l'achat ou la construction de navires.

Dans l'hypothèse la plus favorable de reprise économique — aujourd'hui bien compromise —, les analystes de *BRS* tablaient sur un volume de 50-70 millions de tpl de nouvelles commandes en 2010, un volume toujours bien insuffisant puisqu'il n'assurerait qu'un taux d'utilisation de 25-35 % de la capacité mondiale de construction navale !

Même dans ces conditions insolemment optimistes, les analystes de *BRS* ne cachent donc pas les sombres perspectives qui attendent le secteur de la construction navale car « les reports de livraisons ne font que retarder le problème de la surcapacité ».<sup>423</sup>

Alors que les surcapacités actuelles sont déjà sensibles et ont provoqué un effondrement des loyers, « **il reste toujours à absorber près de 40 % de la flotte existante dans les trois prochaines années** » !

Sur 170 millions de tpl qui devaient être livrées en 2009, 13 % ont été annulées et 21 % ont été reportées à 2010. L'année 2009 a ainsi été « **l'année du rebond de la démolition — ou du recyclage de navires pour employer un terme plus politiquement correct** ». <sup>424</sup>

Alors que durant la période 2003-2008 le volume de démolition avait représenté en moyenne 10 % de celui des nouvelles commandes, l'année 2009 a vu la démolition représenter 36 millions de tpl, soit davantage que les nouvelles commandes ! Même la crise asiatique qui avait frappé le secteur naval l'avait moins fortement éprouvé : le volume de démolition n'avait représenté que 70 % de celui des nouvelles commandes durant la période 1997-2002. *BRS* s'attend encore à un volume de démolition particulièrement élevé pour 2010, jusqu'à 50 millions de tpl. <sup>425</sup>

En 2010, ce sont 227 millions de tpl qui devaient être livrées, mais *BRS* prévoit que les annulations et les reports devraient amputer ce volume et le réduire à 120-130 millions de tpl. <sup>426</sup> Un volume loin d'être anodin si on le compare à celle de la flotte marchande en service ! En 1970, le tonnage de la flotte marchande mondiale se chiffrait à 326 millions de tpl. Voici comment il a évolué depuis :

### **[Voir fascicule de graphes p. 9]**

A la fin de l'année 2009, le tonnage de la flotte marchande mondiale a atteint 1 230 millions de tpl. Alors que durant la période 1980-1990 le tonnage de la flotte marchande a clairement stagné, il a augmenté par la suite, en particulier dans la seconde moitié de la première décennie des années 2000. La raison en est simple : l'explosion du volume de fret nécessité par la croissance de l'impérialisme chinois. Cette croissance a induit d'importantes commandes de nouveaux navires à partir de 2002. Les livraisons à venir en 2010 sont donc conséquentes et problématiques.

En septembre 2006, le carnet de commandes mondial se montait à 285 millions de tpl. En septembre 2008, son point culminant, il se montait à 588 millions de tpl, représentant l'équivalent de près de 90 % du tonnage de la flotte marchande mondiale en 1990 ! A la fin de l'année 2009, le carnet de commandes mondial se montait encore à 516 millions de tpl, représentant 7 680 navires. <sup>427</sup>

Enfin, « **on estime à 150 milliards \$ les commandes non encore financées sur un carnet de commandes de 450 milliards \$** ». <sup>428</sup> C'est donc une énième bombe à retardement qui menace les pays impérialistes en déclin ! *BRS* avertit donc clairement sur le fait que les immenses difficultés ne font que commencer pour le secteur maritime marchand.

« En ce début d'année, nous avons le sentiment que beaucoup d'acteurs, tant du côté des chantiers que des armateurs, sont en apnée. Combien de temps encore vont-ils pouvoir tenir ? Il est difficile dans ces conditions d'être très optimiste ». <sup>429</sup>

Cet été, l'armateur français CMA-CGM, la troisième compagnie mondiale de transport maritime en conteneurs, jouait son avenir. Lourdemment endettée à

hauteur de 6,2 milliards de \$, cette compagnie possédant 356 navires en employant 17 000 personnes préparait sa deuxième recapitalisation en moins d'un an...<sup>430</sup>

A l'inverse, comme le souligne *BRS*, le secteur naval chinois ne connaît pas de difficultés aussi aigües : la croissance chinoise soutient le développement des transports et donne de bien meilleures perspectives d'avenir aux acteurs chinois du secteur. Ainsi,

« Très peu de défaillances sont en revanche à reporter fin 2009 parmi les chantiers chinois ». <sup>431</sup>

Dans ces conditions, il est évident pour les analystes de *BRS* que « la concurrence entre chantiers va s'intensifier ». Pour eux, « **c'est le paysage tout entier de la construction navale qui va poursuivre sa mutation. Les armateurs deviendront plus sélectifs et commanderont dans les chantiers les plus pérennes** ». <sup>432</sup>

C'est d'ailleurs pour cela les nouvelles commandes passées en 2009, l'ont été quasiment exclusivement aux chantiers chinois et sud-coréens, les autres chantiers étant jugés condamnés, que ce soit dans les pays impérialistes en déclin ou dans les pays dépendants...

La construction navale vietnamienne, l'une des plus dynamiques du monde au cours des dernières années, en est un exemple. Le groupe de construction navale Vinashin, « l'un des plus grands fleurons de l'industrie vietnamienne » est ainsi aujourd'hui « dans la tourmente ». Endetté à hauteur de 4 milliards de \$, le monopole d'Etat est aujourd'hui en grande difficulté et est en cours de restructuration. <sup>433</sup> Créé en 1996, ce groupe possédait une soixantaine de filiales en 2009 et employait plus de 12 000 personnes. <sup>434</sup>

En 2008, le groupe possédait 28 chantiers — soit 70 % des chantiers du pays —, et son carnet de commande atteignait 14,4 millions de tpl. Comme le soulignait un rapport de l'OCDE traitant du secteur de la construction navale au Vietnam et publié il y a deux ans, la construction navale vietnamienne, est "l'un des moteurs" du développement économique du pays. Cependant, contrairement à la Chine, la construction navale vietnamienne doit importer plus de 80 % des matériaux de construction et des machines nécessaires à la construction des navires, y compris l'acier, et son rôle est essentiellement de fournir une main d'œuvre à bas coût. <sup>435</sup>

Dans les pays impérialistes en déclin, la situation n'est guère plus optimiste. Au cours des deux dernières années, les chantiers européens spécialisés dans la construction de paquebots ont enregistré seulement quatre commandes qui « ne suffisent pas, bien sûr, à maintenir le plein-emploi », une situation jugée « extrêmement préoccupante » par *BRS*. <sup>436</sup> Le secteur du ferry n'a pas été moins épargné. En grande difficulté depuis plusieurs années, la compagnie maritime transmanche Seafrance annonçait le 11 juin qu'elle allait se séparer de 725 de ses 1 350 salariés. <sup>437</sup>

Mais la contraction de ses marchés de niche n'est pas le seul souci de la construction navale européenne. La Chine a en effet rapidement fait monter en gamme sa construction navale. Aux cargos ont succédé les vraquiers, puis les pétroliers, et aujourd'hui les méthaniers et les porte-conteneurs. De décembre 2009 à février 2010, la China State Shipbuilding Corporation (CSSC) a ainsi livré huit

méthaniers d'une capacité unitaire allant jusqu'à 220 000 m<sup>3</sup>.<sup>438</sup> On nous dira avec raison que la niche des navires spécialisés est encore relativement épargnée. Certes, mais comme le souligne une note de l'ISEMAR,

« La Corée menacée par la Chine devrait s'orienter sur des secteurs à haute valeur ajoutée (passagers, off shore) menaçant la production européenne. L'Europe doit faire des choix stratégiques de maintenir ou pas la construction navale comme secteur industriel d'importance continentale, mais aussi comme élément central de bien des économies des régions maritimes ».<sup>439</sup>

En outre, la Chine elle-même se lance de plus en plus dans la construction de navires spécialisés. Récemment, les chantiers navals COSCO de Dalian ont ainsi lancé la construction du 1<sup>er</sup> navire de forage pétrolier en eau profonde de construction chinoise. Une fois achevé, il deviendra le plus grand navire de ce type au monde. Long de 290 mètres et large de 50 mètres, son coût de construction est estimé à 0,5 milliard de \$.<sup>440</sup>

La question du maintien du secteur de la construction navale se pose également pour la construction navale japonaise, qui doit également redéfinir sa cible commerciale. Le temps où les commandes de gros navires marchands affluaient est bel et bien révolu. La croissance future du fret marchand viendra de la Chine, et les armateurs chinois commanderont prioritairement aux chantiers chinois. Les prix de vente du neuf se sont effondrés et les chantiers japonais ne sont plus compétitifs sur ce segment face aux coréens et aux chinois ! Le Japon doit donc également viser les navires de niche. D'ici 2015, le constructeur japonais IHI construira le premier grand ferry électrique. Un dangereux concurrent de plus sur ce secteur !<sup>441</sup>

Il y a d'ailleurs certains signes qui ne trompent pas. A la fin mars, Alstom déclarait céder sa participation de 16,7 % dans le chantier naval STX France de Saint Nazaire, provoquant la panique des élus locaux qui en appelaient à l'Etat (actionnaire à hauteur de 33,4 %) pour reprendre ses parts, « une condition absolument nécessaire et indispensable pour pérenniser le site des chantiers de Saint-Nazaire ». <sup>442</sup>

Le constructeur coréen STX a pour sa part depuis longtemps assuré ses arrières. Il dispose de joint-ventures en Chine où il a investi près de 2 milliards de \$ dans la construction de chantiers navals à Dalian durant la période 2006-2009.<sup>443</sup>

Début février, le président français avait reçu la visite du secrétaire américain à la Défense, qui avait exprimé ses préoccupations sur la vente annoncée quelques mois auparavant de quatre bâtiments de projection et de commandement (BPC) de classe Mistral à la Russie.<sup>444</sup> Malgré tout, l'impérialisme français semble déterminé à sauter le pas :

« La nécessité de fournir du travail aux chantiers navals de Saint-Nazaire aurait pesé lourd dans la décision et fini par vaincre les réticences initiales de l'Élysée. Face à cette perspective économique et financière, le code de bonne conduite européen sur les exportations d'armes, qui stipule la nécessité « de prévenir l'exportation d'équipements qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne ou d'agression internationale ou contribuer à l'instabilité régionale » n'a pas fait le poids... » <sup>445</sup>

A défaut de navires, certains chantiers navals français se reconvertiront peut-être bientôt dans la construction de mats d'éoliennes offshore ! L'allemand SIAG — qui est en train de reconvertir un chantier naval allemand en base de production de mats d'éoliennes offshore —, ainsi que le fabricant de turbines éoliennes Repower, ont déjà engagé les discussions dans ce sens avec le chantier STX de Saint Nazaire...<sup>446</sup>

Si l'envolée de la construction navale chinoise menace la construction navale européenne, le constat n'est pas beaucoup plus optimiste en ce qui concerne les armateurs ! *Les Echos* titraient ainsi récemment : « **La montée en puissance de la Chine inquiète Armateurs de France** ». Le président du cartel voit en effet d'un mauvais œil le fait qu'

« A partir du printemps 2009, on a vu apparaître des fonds d'investissement créés par des Chinois pour acheter des navires qui étaient désarmés, mais surtout pour en commander d'autres, profitant des nouveaux prix consentis par les chantiers navals pour se constituer une flotte à moindre coût ».<sup>447</sup>

Cette peur panique se comprend aisément quand on sait que les armateurs des pays impérialistes en déclin ont du s'endetter lourdement pour commander des navires à prix d'or pendant les années du boom, pour se retrouver maintenant confrontés à la perspective de voir la concurrence de flottes chinoises constituées à moindre coût, le tout dans un contexte de contraction du transport maritime marchand ! Le constat est identique pour *BRS* qui affirme que la Chine « qui ne réduit pas sa capacité de construction et qui est devenue cette année le premier acheteur de navires d'occasion » est « **le grand gagnant** » de l'année 2009. Sur le marché de l'occasion, le nombre de transactions n'a pas baissé sensiblement par rapport à 2008, mais les ventes ont été réalisées « à des prix moyens de 40 à 50 % inférieurs » !

« La Chine va pouvoir se constituer une flotte à prix raisonnable, comme le Japon l'avait fait il y a trente ans, et ainsi mieux contrôler le transport de ses produits manufacturés et des matières premières dont son industrie a tellement besoin. La crise accélère le basculement du centre de gravité mondial vers l'Asie, mouvement irréversible qui va réduire la puissance maritime des pays occidentaux ».<sup>448</sup>

Jusqu'en 2007, la Grèce possédait la première flotte maritime marchande du monde en tonnage. Elle possède aujourd'hui la seconde du monde, juste derrière le Japon, ce qui, comme nous l'avons vu avec l'effondrement du prix des loyers, constitue un handicap majeur pour l'économie grecque, en grande partie tributaire de la bonne santé du commerce mondial. On remarquera également que la part de la flotte chinoise s'est élevée rapidement au cours de la période 2002-2009. La Chine possède déjà la quatrième flotte marchande du monde, et très bientôt la troisième.

Le tableau ci-après détaille l'évolution des principales flottes marchandes mondiales au cours des dernières années. Comme on le voit, la Chine possède déjà l'une des premières flottes marchandes du monde.

Profitant de l'effondrement du prix des navires, qu'ils soient neufs ou d'occasion, il faut s'attendre à voir la Chine conquérir la troisième place mondiale dès 2010 et la première place dans les années à venir...



Composition de la flotte marchande mondiale par propriétaire <sup>449</sup>						
	Capacité en millions de tpl			En % de la flotte mondiale		
	1996	2002	2009	1996	2002	2009
Japon	87,3	102,7	173,3	12,8 %	13,5 %	15,7 %
Grèce	118,4	145,8	169,4	17,4 %	19,2 %	15,3 %
Allemagne	18,1	37,9	105,0	2,7 %	5,0 %	9,5 %
Chine	36,3	41,9	92,8	5,3 %	5,5 %	8,4 %
Norvège	48,9	62,6	50,2	7,2 %	8,2 %	4,5 %
Corée du Sud	23,1	25,7	46,6	3,4 %	3,4 %	4,2 %
USA	49,1	42,2	40,0	7,2 %	5,6 %	3,6 %
Hong Kong	33,5	36,4	33,7	4,9 %	4,8 %	3,0 %
Danemark	12,6	17,0	31,6	1,9 %	2,2 %	2,9 %
Royaume-Uni	21,1	19,2	30,9	3,1 %	2,5 %	2,8 %
Taïwan	15,1	21,7	29,8	2,2 %	2,9 %	2,7 %
Singapour	14,4	18,0	28,2	2,1 %	2,4 %	2,6 %
Italie	12,0	13,0	19,8	1,8 %	1,7 %	1,8 %
Russie	17,3	15,4	18,3	2,5 %	2,0 %	1,7 %
Inde	12,4	11,8	17,2	1,8 %	1,6 %	1,6 %
Cumul	519,6	611,3	886,8	76,4 %	80,5 %	80,3 %
Monde	680,0	759,3	1105,0	—	—	—

Au cours des dernières années, le développement du réseau routier chinois n'a pas été moins dynamique que celui de la construction navale chinoise. Durant la période 1980-2009, la longueur du réseau routier chinois est passée de 0,89 à 3,85 millions de km. La plus grande partie des nouvelles routes a été construite après 1995, date à laquelle le réseau routier chinois était long de 1,16 million de km.

Le développement du réseau autoroutier chinois a été encore plus fulgurant. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que la Chine construit sa première autoroute. En 1990, le réseau autoroutier de pays se chiffrait à seulement 500 km.

Il fallut attendre la seconde moitié des années 1990 pour que le réseau autoroutier chinois se développe véritablement. En 1995, la Chine ne comptait en effet que 2 100 km d'autoroutes en service. En 1999, la longueur du réseau autoroutier chinois avait déjà rattrapé celle de l'Allemagne et de la France, et comptait désormais 11 600 km de voies. En 2001, le réseau autoroutier chinois avait conquis le second rang mondial, devant celui du Canada et derrière celui des USA. Le réseau autoroutier chinois comptait alors 19 400 km d'autoroutes en service.<sup>450</sup>

A la fin de l'année 2009, le réseau autoroutier chinois a dépassé 65 000 km. Selon le ministère chinois des transports, le réseau autoroutier chinois deviendra le premier du monde en 2013.<sup>451</sup> En 2020, il dépassera 100 000 km.<sup>452</sup> A titre de comparaison, le réseau autoroutier américain est long de 80 000 km. Celui de l'Allemagne compte 12 000 km de voies et celui de la France en compte 11 000 km. La Chine s'est ainsi dotée d'un réseau autoroutier d'envergure en seulement une quinzaine d'années, là où il a le plus souvent fallu entre quatre et cinq décennies aux pays impérialistes en déclin pour édifier la plus grande partie de leur !

Comme nous l'avons déjà souligné il y a un an, le rail chinois, et en particulier le rail à grande vitesse est lui aussi en plein essor.

En 1949, la Chine comptait 26 000 km de voies ferrées.<sup>453</sup> En 1980, elle en comptait 53 300 km, soit le double. Seulement 3,2 % de ce réseau était électrifié. En 1995, la Chine comptait 62 400 km de voies ferrées, dont 15,5 % étaient électrifiées. La majeure partie du parc chinois de locomotives était encore constitué de locomotives à vapeur.

A la fin de l'année 2009, le réseau ferré chinois atteignait 86 000 km. La longueur du réseau ferroviaire électrifié de la Chine dépassait alors 33 400 km, soit 38,8 % de la longueur du réseau, se plaçant au deuxième rang mondial, derrière celui des USA.<sup>454</sup>

En 2009, le rail assuré 31,8 % des 12 121 milliards de tonnes-km de fret, contre 30,0 % pour la route et 47,4 % pour les voies d'eau. La même année, le rail assuré 20,8 % des 2 477 milliards de personnes-km du trafic de passagers, contre 54,3 % pour la route et 13,6 % pour l'aviation civile.

Quant au réseau ferré chinois à grande vitesse, il a atteint 3 300 km au début de l'année 2010, devenant ainsi le premier du monde.<sup>455</sup>

Selon le gouvernement chinois, la Chine comptera 110 000 km de voies ferrées en 2012, dont 13 000 km de voies ferrées à grande vitesse. D'ici 2020, le réseau ferré chinois atteindra 120 000 km, dont 50 000 km de voies ferrées à grande vitesse.<sup>456</sup>

Ce dernier chiffre inclut la modernisation de lignes existantes afin d'y faire rouler des trains à des vitesses comprises entre 200 et 250 km/h. La Chine disposera alors du réseau ferré le plus moderne et performant du monde.

Commentant ces derniers chiffres, *Usine Nouvelle* déclarait qu'ils avaient « **de quoi nous infliger le vertige !** »<sup>457</sup> A titre de comparaison les deux premières places mondiales sont détenues par les USA et la Russie, avec respectivement 226 400 et 87 100 km de voies ferrées en 2008. L'Inde, le Canada, l'Allemagne, la France et le Japon possédaient un réseau ferré long de respectivement 63 300, 46 700, 41 800, 29 200 et 23 500 km.<sup>458</sup>

Durant la période 2007-2020, le réseau ferré chinois aura ainsi doublé en longueur, devenant le second du monde, sans même parler du bouleversement qualitatif induit par l'électrification à grande échelle et le rail à grande vitesse. Il faut dire que l'impérialisme chinois n'a pas lésiné sur les moyens. En 2009, les investissements dans le réseau ferroviaire avaient augmenté de 80 % en glissement annuel, atteignant 600 milliards de yuans, soit près de 88 milliards de \$. Pour 2010, ces investissements se montent à plus de 820 milliards de yuans, soit plus de 120 milliards de \$ !<sup>459</sup> Le coût moyen de la construction d'une ligne à grande vitesse est estimé à 14,6 millions de \$ par kilomètre.<sup>460</sup>

Alors que la Chine « étend avec énergie son réseau ferroviaire » dont les projets de construction en cours totalisent 2 100 milliards de yuans (soit plus de 307 milliards de \$), il apparaît désormais évident que « **d'ici la fin de 2012, les lignes ferroviaires chinoises à grande vitesse devraient représenter la moitié du total mondial** ». <sup>461</sup>  
Un constat que nous avons déjà fait l'an dernier.<sup>462</sup>

Le mois de décembre 2009 a vu la mise en service de la ligne à grande vitesse Wuhan-Guangzhou. Cette ligne longue de 1 068 km est désormais la plus rapide du monde, avec une vitesse commerciale moyenne de 350 km/h. A titre de comparaison, la vitesse moyenne des trains à grande vitesse est de 232 km/h en

Allemagne, de 243 km/h au Japon et de 277 km/h en France.<sup>463</sup> L'année 2010 a déjà vu la mise en service de plusieurs autres lignes à grande vitesse, notamment celles de Fuzhou-Xiamen et de Shanghai-Nanjing.

Longue de 1 318 km, la ligne à grande vitesse Beijing-Shanghai entrera en service en 2012. L'investissement pour la construction de cette ligne est estimé à 221 milliards de yuans, soit 32,5 milliards de \$.<sup>464</sup>

Pourtant récent, le TGV chinois n'est déjà plus cantonné à la Chine. Au début de l'année, le ministre chinois des chemins de fer avait incité les sociétés ferroviaires chinoises « à sortir de Chine » pour « **conclure plus d'accords sur le marché mondial ferroviaire** » dans le but « **d'établir et promouvoir les standards ferroviaires chinois et de forger sa marque dans le domaine ferroviaire** ».<sup>465</sup>

Les monopoles d'Etat chinois construisent déjà des voies à grande vitesse en Turquie et au Venezuela, tandis que de nombreux autres pays ont déjà exprimé leur intérêt pour le TGV chinois, à l'instar des USA, de la Russie, du Brésil et de l'Arabie Saoudite.

« Cent-cinquante ans après que des milliers de travailleurs chinois aient été employés à la construction de voies ferrées dans l'Ouest, la Chine est à nouveau sur le point de jouer un rôle dans la construction du rail américain. Mais cette fois, ce sera un rôle entièrement différent : en fournissant la technologie, l'équipement et des ingénieurs pour construire le rail à grande vitesse ».<sup>466</sup>

Voilà comment le *New York Times* introduisait récemment la signature d'un accord de coopération entre la Chine et l'Etat de Californie pour construire une ligne à grande vitesse longue de 748 km et passant par San Francisco, Los Angeles et Anaheim. Selon les autorités californiennes, le projet coûtera 43 milliards de \$ et la ligne à grande vitesse entrera en service en 2020. Plusieurs facteurs font que la candidature chinoise a été préférée à celle de TGV concurrents. D'abord, selon le quotidien américain, le rail à grande vitesse chinois a déjà acquis « **une réputation internationale de vitesse et de bas coût** ».

Ensuite, le gouvernement chinois accordera à son habitude des facilités de financement du projet à l'Etat de Californie. Enfin, cerise sur le gâteau, l'accord signé spécifie que 80 % des composants des locomotives devront provenir de fournisseurs américains — à l'instar de General Electric qui est associé au projet —, et que leur assemblage devra se faire sur le sol américain : la Chine accordera une licence à sa technologie et fournira des ingénieurs de soutien ainsi que les 20 % de composants restant. D'exportatrice de main-d'œuvre immigrée bon-marché, la Chine est ainsi devenue exportatrice d'infrastructures de haute technologie, un symbole qui illustre à lui seul l'émergence de l'impérialisme chinois !

Non content de posséder et de commencer à exporter son propre TGV, l'impérialisme chinois travaille déjà au développement d'une nouvelle génération de TGV dont la vitesse commerciale atteindra 380 km/h, une manière de s'assurer que malgré la fabrication sous licence, le rail chinois conservera un train d'avance !<sup>467</sup> Le nouveau TGV chinois, dont un prototype est en cours de construction, pourra atteindre une vitesse de 500 km/h, et commencera sa phase de tests d'ici la fin de l'année.<sup>468</sup>

L'arrivée du TGV chinois sur les marchés d'exportation n'est évidemment pas vue d'un bon œil par ses concurrents français, allemand et japonais. D'abord en raison du coût bien sûr, mais aussi en raison de la grande expérience qu'est en train d'acquérir la Chine dans la construction de lignes à grande vitesse, sans compter la publicité que cela lui fait...

Au printemps, le Directeur général de la Central Japan Railway Company dénigrait le TGV chinois, l'accusant de pirater les technologies étrangères et de souffrir de lacunes au niveau de sa sécurité. La presse chinoise ne manqua pas de réfuter ces déclarations. Après avoir rappelé que la Chine avait développé son TGV sur la base de transferts de technologies parfaitement légaux et que le TGV chinois appliquait des normes technologiques plus strictes que celles en vigueur au Japon, *le Quotidien du Peuple* rapportait que ces propos prenaient leur source dans le fait que l'arrivée du TGV chinois « aggrave considérablement la pression sur le marché international du TGV dont la concurrence est déjà assez rude » et qu'il était « difficile pour ses concurrents, qui la dépassaient largement autrefois, de ne pas montrer » « leur mécontentement » et « leur rancœur ». L'article terminait en précisant que si la Central Japan Railway Company critiquait le TGV chinois, c'est parce que les deux TGV étaient entrés « **dans une violente concurrence pour arracher un gros contrat américain de construction TGV d'une valeur de 8 milliards de dollars** » en Californie.<sup>469</sup>

Comme le soulignait une économiste interrogée par *La Tribune*, le fait que la Chine cherche « à acquérir des compétences et des technologies avancées » est à l'origine « de la multiplication des conflits » avec les entreprises étrangères.

« Les chinois tentent d'imposer une transmission de savoir-faire mais les multinationales défendent bec et ongles leurs brevets et leurs compétences ». <sup>470</sup>

A la fin du mois de décembre dernier, *Le Monde* publiait un article intitulé « Ponts, autoroutes et trains à grande vitesse, la Chine saisie par l'hypermobilité », qui avait le mérite d'exposer l'ampleur et les rythmes vertigineux du développement du secteur chinois des transports. On pouvait notamment y lire qu'

« Ayant planifié de construire, d'ici à 2012, 42 lignes de trains à grande vitesse, soit 13 000 km de chemin de fer, la Chine a mis les bouchées doubles : nombre de projets sont en avance sur l'échéancier, grâce en grande partie au plan de relance. Partout, de nouvelles gares, gigantesques, sont sorties de terre. Même chose pour les lignes de métro : plusieurs dizaines de villes sont en train de se doter d'un réseau ou d'étendre celui qui existe déjà. Ponts et autoroutes font aussi l'objet d'investissements colossaux. Cette nouvelle mobilité a un formidable effet d'accélération sur les régions à revenus élevés, mais aussi sur le désenclavement de l'intérieur du pays ». <sup>471</sup>

Si est une chose qui illustre mieux encore la modernisation fulgurante du réseau de transport chinois que le « vertige » du développement du rail à grande vitesse, c'est bien le développement du réseau ferré intra-urbain dans les grandes villes chinoises !

Dans la plupart des vieux pays impérialiste, il a fallu entre trois et cinq décennies pour que leurs plus grandes villes se dotent d'un réseau de métro. Au Royaume-Uni, aux USA et en France, le métro apparût dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. En Allemagne, il

fallut attendre le tout début du 20<sup>ème</sup> siècle, et au Japon, la fin des années 1920. Quant à l'URSS, elle mit en service ses trois premières lignes de métro à Moscou en 1935-1938.

Aujourd'hui, le métro de Tokyo compte 13 lignes d'une longueur cumulée de 328 km. Celui de Moscou compte 12 lignes d'une longueur cumulée de 298 km. Le métro londonien compte pour sa part 11 lignes d'une longueur cumulée de 411 km. A New York, le métro compte 26 lignes d'une longueur cumulée de 368 km. Enfin, à Paris, le métro compte 16 lignes d'une longueur cumulée de 214 km. Voilà quelques références pour la suite.

En 1971, la Chine a ouvert sa première ligne de métro à Pékin. En 1984, deux autres lignes de métro furent mises en service, une à Beijing, l'autre à Tianjin. La quatrième ligne de métro chinoise fut mise en service en 1995 à Shanghai, la Chine possédait alors 43 km de lignes de métro. Une cinquième ligne de métro chinoise fut mise en service à Guangzhou en 1997.

A la fin des années 1990, les grandes métropoles chinoises étaient donc manifestement très en retard sur celles des pays impérialistes en déclin.

Mais à partir du début du XXI<sup>ème</sup> siècle, les choses se sont accélérées : il faut dire que les quelques marchés attribués aux monopoles étrangers avaient permis à la Chine d'acquérir de la technologie et d'être désormais en mesure de fabriquer ses propres métro. Ce sont donc aujourd'hui des dizaines de grandes villes chinoises qui possèdent déjà, sont en train de construire, ou construiront bientôt leur métro. Parmi elles, Beijing, Shanghai, Tianjin, Guangzhou, Shenzhen, Wuhan, Nanjing, Chongqing, Changchun, Harbin, Shenyang, Hangzhou, Xi'an, Chengdu, Suzhou, Ningbo, Wuxi, Changsha, Zhenzhou, Dalian, Dongguan, Guiyang, Hefei, Kunming, Nanning, Fuzhou et Urumqi.

Le réseau ferré intra-urbain de trois grandes villes de Chine continentale figure aujourd'hui dans les quinze premiers du monde en termes de nombre de passagers.

Rang	Ville	Pays	Trafic
1	Tokyo	Japon	3,17
2	Moscou	Russie	2,39
3	Séoul	Corée du Sud	2,05
4	New York	USA	1,58
5	Beijing	Chine	1,46
6	Mexico	Mexique	1,41
7	Paris	France	1,39
8	Hong Kong	Chine	1,32
9	Shanghai	Chine	1,30
10	Londres	Royaume-Uni	1,20
11	Sao Paulo	Brésil	0,97
12	Osaka	Japon	0,88
13	St Pétersbourg	Russie	0,83
14	Le Caire	Egypte	0,70
15	Guangzhou	Chine	0,68

En 2009, le trafic de passagers a augmenté de 17,4 % en glissement annuel pour les trois villes de Chine continentale, à l'inverse des métropoles des pays impérialistes en déclin où il stagne depuis des années. Dans les années à venir, les grandes villes chinoises trusteront les premières places de ce classement.

Au printemps 2010, la longueur des lignes de métro en service en Chine a dépassé 1 284 km (le métro de Hong Kong, long de 188 km, étant inclus). La Chine occupait alors la deuxième place mondiale juste derrière les USA (1 350 km), mais déjà largement devant le Japon (821 km), l'Allemagne, (624 km), la Corée du Sud (508 km), l'Espagne (499 km), le Royaume-Uni (494 km), la Russie (472 km), la France (349 km), l'Inde (346 km), le Mexique (257 km) et le Brésil (252 km).<sup>473</sup>

A la mi-avril, le métro de Shanghai était devenu le plus étendu du monde, devant le métro londonien. Il comptait 11 lignes en service d'une longueur cumulée de 420 km. Le métro de Beijing comptait pour sa part 9 lignes en service d'une longueur cumulée 227 km. Enfin, le métro de Guangzhou comptait 5 lignes en service d'une longueur cumulée 148 km.

Malgré le développement fulgurant du métro dans les grandes métropoles chinoises, la Chine n'en est qu'au tout début de l'équipement urbain de ses grandes métropoles. Shanghai et Beijing compteront respectivement 560 km et 420 km de lignes de métro en 2012. A Guangzhou, ce sont 296 km de lignes actuellement en construction qui entreront en service d'ici 2013.

Pour les lignes de métro actuellement en construction, l'investissement moyen est de l'ordre de 364 millions de yuans du km, soit 52 millions de dollars. C'est plus de deux fois moins que le coût de construction du métro de Dubaï. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les monopoles chinois du secteur commencent à exporter le métro chinois. Au début du printemps 2010, la Chine a ainsi exporté 18 rames de métro comportant 6 voitures chacune pour un montant de 110 millions de \$ à destination de la ville portuaire indienne de Mumbaï.<sup>474</sup>

En 2015, les grandes villes chinoises compteront autour de 3 000 km de lignes de métro en service !<sup>475</sup> La Chine sera alors le premier pays du monde au point de vue de la longueur de son réseau ferré intra-urbain. Après 2015, la Chine continuera pourtant à équiper rapidement ses grandes métropoles.

En 2020, la longueur du métro de Beijing dépassera 560 km, contre 670 km pour le métro de Guangzhou et 860 km pour le métro de Shanghai. Enfin, le métro de Xi'an, dont la construction de la première ligne a commencé à l'automne 2006, totalisera 250 km de lignes. Le réseau ferré intra-urbain équipera 30 grandes villes chinoises qui totaliseront alors plus de 5 000 km de lignes de métro, quatre fois plus que le réseau américain actuel ! Et après 2020, au moins 15 autres grandes villes chinoises commenceront à construire leur métro.

Le développement des transports dans les provinces côtières et centrales de la Chine ressemblera alors à celui du Japon — à une toute autre échelle —, formant une constellation de grandes métropoles dotées de réseaux de transports inter-urbains et intra-urbains ultra-modernes.

Au cours des trois dernières décennies, la Chine est le pays du monde dont l'urbanisation s'est le plus rapidement développée, le taux d'urbanisation de sa

population étant passé de 17,9 % à 46,6 % au cours de la période 1978-2009. A titre de comparaison, ce taux était de 7,3 % en 1949 et de 34,8 % en 1999. Autant l'urbanisation s'est développée lentement pendant les trois premières décennies suivant la révolution chinoise, autant elle s'est développée à un rythme effréné ensuite, en particulier au cours de la dernière décennie. Selon le *Rapport sur l'urbanisation mondiale* présenté le 25 février 2010 par l'ONU, le monde comptait 961 villes de plus de 500 000 habitants en 2009, et 236 de ces très grandes villes se trouvaient en Chine, soit 24,6 % du total. Surtout, l'urbanisation chinoise continuant à se développer rapidement, la Chine pourrait compter 343 de ces métropoles à l'horizon 2025, selon le rapport.<sup>476</sup> Autant de métropoles pouvant être candidates à la construction d'un réseau ferré intra-urbain !

« L'édification de villes nouvelles est un autre domaine où les projets non seulement pullulent, mais sont souvent déjà en chantier. Au sud de Tangshan, le grand port du nord-est de la Chine, près de 120 000 ouvriers s'affairent jour et nuit sur le plus grand chantier du monde : celui de la ville écologique de Caofeidian. 10 milliards de yuans (1 milliard d'euros) ont été engloutis dans les travaux démarrés en mars, selon Li Kejun, directeur du comité de construction. Immeubles et infrastructures couvrent déjà une zone de 30 km<sup>2</sup>, qui sera à terme portée à 150 km<sup>2</sup>. La ville est prévue pour 500 000 habitants. Ses concepteurs promettent le recyclage à 100 % des déchets urbains et une usine de bus électriques ». <sup>477</sup>

Sans aucun doute, par son échelle et son rythme, l'expansion du capitalisme chinois est sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Il est donc naturel que l'échelle et le rythme d'expansion des infrastructures de transport le soit tout autant : en Chine, les chantiers de chemins de fer, de métros, d'autoroutes et tunnels routiers — comme à Wuhan, Nanjin, Qingdao et Shanghai —, ne cessent d'éclore.





## Sciences et éducation : la grande offensive chinoise

Les pays impérialistes en déclin sont souvent enclins à critiquer "le manque de démocratie" en Chine. Pourtant, la "démocratie" indienne, avec de très fortes survivances de son système de castes et une condition féminine beaucoup moins enviable qu'en Chine, est pour sa part beaucoup moins souvent critiquée par les défenseurs des "droits de l'homme"...

« Toutes les trois minutes en Inde, une femme est assassinée, violée ou victime de violences et il est fréquent que des femmes soient maltraitées ou même tuées pour n'avoir pas apporté lors de leur mariage une dot jugée suffisante par leur belle-famille ». <sup>478</sup>

La différence entre l'Inde et la Chine quant à l'accès à l'éducation est également flagrante. En 2000, le taux d'alphabétisation de la population chinoise se montait à 91 % (dont 86 % pour les femmes), contre à peine 61 % pour la population indienne en 2001 (dont 48 % pour les femmes). En 2009, le taux d'alphabétisation de la population chinoise atteignait désormais 96 %, contre 64 % pour l'Inde. <sup>479</sup> La progression a donc été beaucoup plus lente pour l'Inde dont une partie importante de la population reste aujourd'hui analphabète.

Et ne parlons-pas de la pauvreté extrême, encore aujourd'hui endémique en Inde, où une grande partie de la population souffre de malnutrition chronique.

Que vaut la "liberté de la presse" dans ces conditions ? Que vaut une "démocratie" qui n'est même pas capable d'assurer l'alimentation et l'éducation de base à sa population ? Pourquoi un jugement si partial et si manifestement en décalage avec la réalité ?

La raison fondamentale consiste en ce que la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin mesure le degré de "démocratie" d'un pays à l'aune de sa dépendance et de sa soumission. De ce point de vue, l'impérialisme chinois est évidemment un cancre.

Mais si la Chine est un cancre à l'école de la "démocratie" occidentale, c'est tout le contraire dans le domaine de l'éducation et des sciences où elle progresse rapidement.

Ces bons résultats du système éducatif chinois — relativement à celui d'autres "pays en voie de développement" —, ne tient nullement au caractère philanthropique de la bourgeoisie chinoise, mais seulement à la nécessité pour elle de disposer d'une force de travail hautement qualifiée et donc d'investir suffisamment dans sa formation.

Voyons donc comment a évolué la structure de l'enseignement chinois au cours des trois décennies passées. Dans toutes les statistiques qui suivent, l'enseignement préélémentaire n'est pas pris en compte.

En 1978, l'enseignement supérieur chinois comptait 0,86 million d'étudiants inscrits. En 1999, il en comptait 4,1 millions, contre 20,2 millions en 2008 et 22,9 millions en 2009. L'année dernière, il a enregistré 6,9 millions de nouveaux inscrits et 5,7 millions de diplômés. Comme l'illustre le tableau ci-dessous, la proportion des jeunes chinois accédant à l'enseignement secondaire et supérieure s'est élevée rapidement, en particulier au cours de la dernière décennie.

Evolution des effectifs inscrits dans l'enseignement en Chine <sup>480</sup>				
	Effectif total (millions)	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur
1978	212,6	68,8 %	30,8 %	0,4 %
1985	184,8	72,3 %	26,8 %	0,9 %
1992	175,3	69,6 %	29,2 %	1,2 %
1999	212,7	63,7 %	34,4 %	1,9 %
2007	214,3	49,3 %	41,9 %	8,8 %
2009	224,1	44,9 %	44,9 %	10,2 %

Comparons maintenant la situation chinoise avec celle de deux autres pays impérialistes : la France et les USA.

Evolution des effectifs inscrits dans l'enseignement en France <sup>481</sup>				
	Effectif total (millions)	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur
1980-1981	11,9	41,5 %	48,5 %	10,0 %
1990-1991	12,2	35,3 %	50,6 %	14,1 %
2008-2009	12,3	33,4 %	48,5 %	18,1 %

Selon l'INSEE, au cours de l'année scolaire 1980-1981, l'enseignement supérieur français comptait 1,18 million d'étudiants inscrits. Au cours de l'année scolaire 2008-2009, il en a compté 2,23 millions.

Evolution des effectifs inscrits dans l'enseignement aux USA <sup>482</sup>				
	Effectif total (millions)	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur
1980	58,3	79,3 %		20,7 %
1990	60,3	77,1 %		22,9 %
2009	75,2	73,9 %		26,1 %

A la rentrée 2009, l'enseignement supérieur américain comptait 19,6 millions d'étudiants inscrits, soit près de 15 % de moins que la Chine.

En moins de deux décennies, la Chine arriérée sur le plan de l'enseignement supérieur est devenue le pays possédant le plus grand nombre d'étudiants au monde. Rappelons que ce n'est qu'en 1986 que le gouvernement chinois mit en place l'enseignement obligatoire de neuf ans.

Bien que les étudiants représentent encore un pourcentage assez faible des effectifs de l'enseignement chinois, l'accroissement fulgurant de leur proportion depuis 1999 place désormais la Chine à un niveau équivalent de celui d'un pays impérialiste comme la France en 1980. Avec une proportion d'étudiants équivalente à celle de la France, la Chine franchirait la barre des 40 millions d'étudiants.

Mais l'aspect quantitatif ne suffit pas à refléter la supériorité de l'enseignement supérieur chinois sur celui des pays impérialistes en déclin. La tertiarisation de

l'économie des pays impérialistes en déclin a en effet son miroir dans leur enseignement.

Ainsi, les statistiques de l'INSEE révèlent qu'au cours de l'année scolaire 2008-2009, plus de 65 % des 1,22 million d'étudiants des universités françaises (hors IUT) avaient choisi un cursus étranger aux sciences techniques, naturelles, de la vie et de la santé. Notons que les 1,22 million d'étudiants des universités françaises représentaient seulement 55 % des effectifs de l'enseignement supérieur français. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à peine 0,22 million d'étudiants des universités françaises suivaient un cursus scientifique (sciences de l'ingénierie, de la nature et de la vie), soit 18 % de l'effectif universitaire.

Au contraire, sur les 20,2 millions d'étudiants que comptait l'enseignement supérieur chinois en 2008, seulement 49 % avaient choisi un cursus étranger aux sciences techniques, naturelles, de la vie et de la santé. C'étaient plus de 8,43 millions d'étudiants qui suivaient un cursus scientifique (sciences de l'ingénierie, de la nature et de la vie), soit près de 42 % de l'effectif global.<sup>483</sup> Le nombre d'étudiants chinois suivant ce cursus a donc été 38,3 fois supérieur à celui des étudiants des universités françaises, alors que le nombre d'étudiants chinois est seulement 16,6 fois supérieur !

Notons enfin que ces proportions de 18 % et 42 % sont voisines de la part de l'emploi industriel dans l'emploi total.

Mais au-delà de l'aspect quantitatif, il y a également un problème qualitatif. Dans les pays impérialistes en déclin, les universités forment plus de futurs commerciaux et managers que de futurs scientifiques !

EADS est ainsi aujourd'hui contraint de recruter des ingénieurs « dans les pays émergents », du fait d'un déficit européen dans le secteur. Pour la responsable du recrutement chez EADS, le problème central résulte en ce que

« Le métier d'ingénieur est dévalorisé et méconnu. Aujourd'hui, je pense qu'un élève brillant de terminale serait plus poussé vers HEC que vers Polytechnique ».<sup>484</sup>

« Nous avons de plus en plus besoin de mathématiques et disposons de moins en moins de mathématiciens », résumait les mathématiciens français, inquiets. Aux Pays-Bas, le nombre d'étudiant en mathématiques a été divisé par dix en quelques années, tandis que le nombre d'étudiants de niveau Bac + 3 de la discipline diminuait d'un tiers en France. Il faut dire qu'un « cursus long et difficile » et des « salaires médiocres » découragent les étudiants, auxquels les médias bourgeois d'occident font miroiter le rêve de l'argent facile...

**« Dans le monde occidental, à l'instar de toutes les filières scientifiques, les mathématiques séduisent de moins en moins. Une tendance d'autant plus préoccupante que les dix prochaines années verront des départs en retraite massifs dans la communauté des mathématiciens français. Des pays émergents, singulièrement l'Inde et la Chine, connaissent une tendance inverse : les carrières scientifiques y jouissent d'un prestige croissant ».**<sup>485</sup>

A la vue de l'ensemble de ces facteurs (premier effectif mondial d'étudiants, réserve de croissance importante, proportion élevée des cursus scientifiques), il est donc

évident que le potentiel d'innovation de la Chine commence à peine à être exploité et possède encore de très grandes réserves, tant quantitatives que qualitatives.

En effet, beaucoup de chercheurs chinois étant de jeunes diplômés, ils manquent encore d'expérience, alors que dans le même temps, ceux des pays impérialistes en déclin voient leurs effectifs stagner ou diminuer.

De plus, comme le soulignait récemment Wang Zhizhen, vice-président du Comité national de la CCPPC et membre de l'Académie des Sciences Chinoise (CAS), « le taux de transfert des résultats scientifiques et technologiques en Chine est d'environ 25 % », alors que ce taux avoisine les 80 % dans les « pays développés ». <sup>486</sup> L'impérialisme chinois a donc une marge importante pour perfectionner la liaison entre son secteur de la recherche et l'application de ses résultats à l'industrie.

Pour l'impérialisme chinois, le cumul de l'ensemble de ces réserves est un atout indéniable pour concrétiser rapidement son rêve de voir les produits « made in China » être également « **created in China** » !

Une perspective qui a déjà commencé à se concrétiser, même si l'impérialisme chinois n'est pas encore le n°1 mondial dans ce domaine, ce qui ne serait cependant prendre encore beaucoup de temps...

L'essor des publications scientifiques chinoises nous en fournit une première illustration. Comme le soulignait *Le Figaro* dans un article intitulé « L'irrésistible ascension de la recherche chinoise », le nombre des publications chinoises dans le domaine de la chimie et des technologies dépasse déjà celui des USA.

« La montée en puissance de la recherche chinoise a frappé tous les observateurs depuis plusieurs années. Mais le phénomène ne cesse de s'accélérer. (...) Aujourd'hui, l'élève dépasse le maître, les Occidentaux se font peu à peu supplanter. Dans les années à venir, une nouvelle étape devrait rapidement être franchie. Les chercheurs chinois vont investir massivement les différentes communautés scientifiques et ils seront alors en mesure de changer à leur profit les institutions scientifiques, actuellement entre les mains des Américains. (...) Ils vont réussir ce que les Européens ne sont pas parvenus à faire ». <sup>487</sup>

Aujourd'hui, des voix de plus en plus nombreuses avertissent que « **la Chine rattrape l'occident** » qui n'a pas suffisamment formé de jeunes « dans les sciences et technologies ». En 1978, la Chine avait diplômé 18 doctorants. En 2009, elle en a diplômé 240 000, soit 60 fois plus que le Canada, pourtant seulement 39 fois moins peuplé. « L'avenir économique d'une nation réside dans ses jeunes », or « dans quelques années, la Chine comptera plus de chercheurs en science, génie, santé et agriculture que l'Europe ou l'Amérique ». <sup>488</sup>

L'évolution du nombre de demandes de brevets nous fournit une autre illustration du rattrapage scientifique chinois. Bien que toutes les inventions ne soient pas brevetées, les statistiques liées au dépôt de brevets sont considérées comme un indicateur fiable de la capacité d'innovation d'un pays. Elles donnent également une idée de l'évolution de la propriété intellectuelle et des revenus qui leur sont associés, lesquels rentrent dans la catégorie du commerce international de services quand ils sont exportés sous la forme d'une licence accordée à un tiers.

Voici donc l'évolution de la capacité d'innovation de six des principaux pays du monde, soit en termes de population, soit en termes de capacité d'innovation. Les statistiques que nous donnons ici correspondent aux demandes de brevets adressés à l'Organisation Mondiale de la Propriété intellectuelle (OMPI) en fonction de la nationalité du déposant.

**[Voir fascicule de graphes p. 12]**

A titre de comparaison, en 2008 ont été déposées 4 demandes de brevet pour le Nigéria, 14 pour le Vietnam, 19 pour le Pakistan, 21 pour l'Indonésie, 38 pour le Venezuela, 69 pour l'Egypte, 21 pour l'Indonésie, 308 pour les Philippines, 728 pour le Portugal, 908 pour l'Afrique du Sud, 977 pour la Thaïlande, 1 056 pour le Brésil, 1 153 pour le Mexique, 1 308 pour la Hongrie, 1 518 pour Hong Kong, 2 678 pour la Turquie, 2 886 pour la Pologne, 3 282 pour l'Ukraine, 7 406 pour le Danemark, 8 058 pour l'Espagne, 8 394 pour l'Australie, 9 897 pour la Finlande, 13 237 pour l'Italie, 13 891 pour la Suède, 20 857 pour le Canada, 25 201 pour la Suisse, 25 299 pour les Pays-Bas et 41 079 pour le Royaume-Uni.

Alors qu'en 1998, la Chine était derrière de nombreux pays impérialistes d'occident, elle avait déjà conquis la troisième place mondiale en 2008.

On voit ici le fossé entre les pays impérialistes et les pays-dépendants. En 2008, un pays impérialiste comme la Suisse a déposé 1 200 fois plus de brevets qu'un pays dépendant comme l'Indonésie, pourtant plus de 31 fois plus peuplé ! L'immense retard de l'Inde bourgeoise-compradore, dont le nombre de demandes de brevets est passé de 1 710 à 4 537 durant la période 1995-2008, est également flagrant, que ce soit face aux vieux pays impérialistes, ou face à la Chine. L'Inde, qui déposait 6 fois moins de brevets que la Chine en 1995, en déposait 45 fois moins en 2008 ! Surtout, les demandes indiennes de brevets ont connu leur apogée en 2006 (8 856 demandes), pour s'effondrer ensuite de moitié les deux années suivantes : un effet de la concurrence chinoise, ou bien simplement l'impact de la crise ? Toujours est-il que loin de se résorber, l'écart sino-indien s'accroît au contraire.

Au rythme d'accroissement actuel, l'impérialisme chinois deviendra le premier pays du monde en termes de dépôts de demandes de brevets avant 2015.

La propriété intellectuelle est intimement liée à "l'économie de bazar". De nombreux brevets sont donc destinés à être utilisés dans un pays autre que leur pays d'origine. C'est pourquoi des pays impérialistes déposent de plus en plus de demandes de brevets à l'étranger. La France, l'Allemagne, les USA et le Japon n'ont ainsi déposé respectivement que 31,4 %, 36,7 %, 59,5 % et 66,0 % de leurs demandes de brevets sur leur propre territoire en 2008. Surtout, au cours de la période 1995-2008, un nombre croissant de demandes de brevets déposées par les pays impérialistes en déclin l'ont été en dehors de leur territoire national à des fins d'exportation de propriété intellectuelle. En 1995, la France, l'Allemagne, les USA et le Japon déposaient encore respectivement 48,5 %, 54,8 %, 67,0 % et 82,5 % de leurs demandes de brevet sur leur territoire national. Au contraire des pays impérialistes en déclin, l'impérialisme chinois a déposé une écrasante majorité de ses demandes de brevets sur son territoire national en 2008 : plus de 95,7 %.

La crise économique n'a évidemment rien arrangé pour les pays impérialistes en déclin. Nombre d'entre eux ont vu leur "activité créatrice" se contracter ou stagner, tandis que celle de l'impérialisme chinois continuait à croître rapidement. C'est ce qu'illustrent clairement les statistiques du nombre de demandes internationales de brevets, ou brevets PCT. Il s'agit de la fraction des brevets dont la valeur ajoutée est la plus forte. Les brevets PCT couvrent actuellement les 142 pays signataires de cette convention et surtout la totalité des acteurs majeurs de ce marché. Voyons qui est aujourd'hui à la pointe concernant les demandes internationales de brevets PCT :

Demandes internationales de brevets déposées à l'OMPI <sup>489</sup>			
	2009		▲ 2009 2008
	Nombre	%	
USA	45 790	29,4 %	- 11,4 %
Japon	29 827	19,1 %	+ 3,6 %
Allemagne	16 736	10,7 %	- 11,2 %
Corée du Sud	8 066	5,2 %	+ 2,1 %
Chine	7 946	5,1 %	+ 29,7 %
France	7 166	4,6 %	+ 1,6 %
Royaume-Uni	5 320	3,4 %	- 3,5 %
Pays-Bas	4 471	2,9 %	+ 3,0 %
Suisse	3 688	2,4 %	- 1,6 %
Suède	3 667	2,4 %	- 11,3 %
Italie	2 718	1,7 %	- 5,8 %
Canada	2 572	1,6 %	- 11,7 %
Finlande	2 173	1,4 %	- 2,2 %
Australie	1 800	1,2 %	- 7,5 %
Israël	1 578	1,0 %	- 17,2 %
Monde	155 900	—	- 4,5 %

En 2009, ces quinze premiers pays ont représenté 92,1 % du total mondial des demandes internationales de brevets déposées à l'OMPI. On remarque ici quelques changements de rang par rapport aux demandes de brevets. Les USA passent devant le Japon et l'Allemagne devant la Corée du Sud. Un héritage de la domination de ces deux vieux pays impérialistes d'occident, sur des concurrents plus dynamiques, mais aussi plus jeunes, et dont les brevets remontent progressivement en gamme, mais qui ont encore une certaine dépendance technique à l'égard des plus anciens. Le Japon vis-à-vis des USA et la Corée du Sud vis-à-vis des trois autres.

Quant à l'impérialisme chinois, déjà en 5<sup>ème</sup> position mondiale, il démontre également son dynamisme sur le secteur le plus prestigieux des demandes de brevets ! L'évolution des dernières années confirme le dynamisme chinois et la stagnation des pays impérialistes en déclin, comme l'illustrent les graphes suivants.

**[Voir fascicule de graphes p. 12]**

Durant la période 2005/2009, la part de l'impérialisme chinois dans le total mondial des demandes de brevets PCT est passée de 1,8 % à 5,1 %. Durant cette période, la Chine a dépassé plusieurs pays impérialistes d'occident, dont la France. Dans le

même temps, la part de l'Inde a très légèrement reculé, et se montait à 0,5 % en 2009. Remarquons enfin qu'en 2008-2009, la part du Brésil, de l'Inde et de la Russie ont stagné ou décliné, illustrant le fossé croissant entre la Chine et les autres pays du BRIC... En 2009, l'Inde n'a déposé que 0,5 % des brevets PCT déposés dans le monde.

La croissance accélérée des dépôts chinois de demandes de brevets illustre les résultats pratiques du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le pays ainsi que leur liaison croissante avec le secteur productif.

En 2009, le monopole chinois Huawei technologie Co., Ltd est ainsi devenu le deuxième plus grand fournisseur mondial en télécommunications derrière Ericsson et devant Nokia, Siemens et Alcatel-Lucent. Il était classé en cinquième position l'année précédente. Huawei a réalisé un chiffre d'affaires de 149,1 milliards de yuans et un bénéfice net de 18,3 milliards de yuans, en hausse respective de 19 % et 133 % en glissement annuel. En 2009, son bénéfice net a représenté 12,3 % de son chiffre d'affaires. Le monopole chinois a également été le deuxième dépositaire mondial de brevets PCT.<sup>490</sup>

Le développement fulgurant de la recherche scientifique chinoise continue à se diversifier et à porter ses fruits dans un nombre croissant de domaines.

Dans le domaine des sciences de la Terre d'abord, on peut citer comme exemple celui de scientifiques chinois du Ministère chinois du Territoire et du Ministère de la Science et de la Technologie qui ont sondé la Terre et obtenu pour la première fois des réflexions sismiques depuis le manteau supérieur, à plus de 100 km de profondeur. Ce programme nommé Pioneer a déjà aboutit à la création « d'un modèle géodynamique, tenant la comparaison avec les meilleurs modèles mondiaux, qui permet de visualiser les réserves minérales en 3 dimensions ». L'étude des structures profondes de la formation géologique a ainsi été lancée sur le plateau Qinghai-Tibet, en Mongolie Intérieure dans le nord-est du pays.<sup>491</sup>

La Chine n'est pas moins active sur les océans du globe. Au début de l'année, le directeur du Bureau océanique d'Etat annonçait l'ambition de la Chine d'atteindre une profondeur de 7 km à l'aide d'un submersible habité, le record mondial étant de 6,5 km. Les scientifiques chinois visent par là à « l'exploration des ressources naturelles des grands fonds ».<sup>492</sup> Quelques mois plus tard, le Jiaolong avait déjà accompli 17 plongées durant la période mai-juillet jusqu'à une profondeur de 3 759 mètres, entrant dans le club très fermé des pays ayant effectués des plongées habitées à une profondeur supérieure à 3 500 mètres et devenant le cinquième pays à maîtriser la technologie nécessaire à l'exploration habitée des grands fonds après les Etats-Unis, la France, la Russie et le Japon.<sup>493</sup>

Au début de l'année 2009, la Chine a construit sa troisième station sur le continent Antarctique, la station Kunlun. Les 625 tonnes de matériel nécessaires à la construction du dôme A (d'une superficie de 236 m<sup>2</sup>) ont été acheminées jusqu'à la côte par le brise glace chinois Dragon des neiges, puis sur 1 300 km par tracteurs à chenilles. Situé au centre du continent blanc à 4 093 mètres d'altitude, le site choisi figure parmi les plus hostiles du continent blanc, mais aussi parmi les plus remarquables d'un point de vue du potentiel scientifique, car combinant les plus

hautes altitudes et les plus faibles précipitations. Le site de Kunlun permettra ainsi aux scientifiques chinois d'obtenir un carottage de glace plus profond que celui obtenu sur les sites de Concordia et Vostok, qui avait permis de reconstituer 800 000 ans d'histoire du climat. Avec le site de Kunlun, les scientifiques chinois comptent dépasser largement le million d'années. La station de Kunlun offrira également des conditions d'observation exceptionnelles en matière d'astrophysique.

« Les activités scientifiques conduites dans ce domaine grâce aux bases et navires chinois couvrent l'ensemble des sujets de recherche : océanographie, biologie marine, relations Terre-Soleil, glaciologie, géophysique, environnement, étude du changement climatique, étude du comportement des hommes en milieu hostile et confiné... (...) La Chine confirme ainsi sa volonté de se trouver aux avants postes de la science, partout sur la Terre ». <sup>494</sup>

La Chine a récemment annoncé qu'elle allait se doter d'un second brise-glace pour ses expéditions polaires. Il sera de construction chinoise, contrairement au premier qui était de construction italienne. <sup>495</sup>

La recherche chinoise commence également à chercher à apporter des solutions au problème des ressources en eau douce. Alors que la Chine compte pour le cinquième de la population mondiale, elle ne dispose que de 7 % des ressources d'eau douce de la planète. La question de l'approvisionnement en eau douce est devenue « une nécessité vitale » revêtant une importance « stratégique pour le gouvernement central chinois », soucieux de palier à une pénurie d'eau endémique dans certaines régions du nord de la Chine. Au printemps 2010, les scientifiques chinois ont démontré la faisabilité technique de la désalinisation des glaces se formant l'hiver dans le Golfe de Bohai « pour une production de masse ». La salinité de ces eaux se monte à 3,2 g/l (contre une moyenne de 35 g/l pour les océans du globe) et peut descendre jusqu'à 0,6 g/l pour les eaux du Golfe prises par la glace. Dans ces conditions, la désalinisation abaissant la salinité à 0,15 g/l est une opération beaucoup plus rentable que pour d'autres mers. Le programme a d'ores et déjà abouti à la création d'une machine capable de collecter 1 000 m<sup>3</sup> de glaces flottantes par heure. Il vise à la création d'un réservoir d'eau douce dans la baie. <sup>496</sup>

Un an plus tôt, un rapport publié par les services de l'ambassade de France en Chine soulignait le niveau élevé atteint par la Chine dans ce domaine :

« Les acteurs chinois impliqués dans le dessalement de l'eau de mer et des eaux saumâtres que nous avons rencontrés se situent tous à un niveau élevé, par rapport à ce que nous aurions imaginés. Ils sont poussés par des besoins réels et des applications industrielles de tailles significatives à installer au plus tôt. Cela les conduit à un niveau industriel performant et bientôt très concurrentiel. Pour l'instant la priorité est le marché chinois mais nous pouvons imaginer à moyen terme que des sociétés chinoises pourront proposer des solutions de dessalement à l'export ». <sup>497</sup>

La recherche chinoise est également très active en biologie et en agronomie : OGM, clonage, etc. A l'automne 2009, les biologistes chinois du Hebei sont ainsi parvenus pour la première fois au monde à procéder à la reproduction artificielle d'une espèce d'esturgeon (*Acipenser Sinensis*). <sup>498</sup>

L'industrie pharmaceutique est un autre domaine où l'impérialisme chinois commence à faire parler de lui : « **Avec son vaccin unidose, la Chine prend de**



**vitesse les laboratoires occidentaux** », titrait *le Monde* au début du mois de septembre 2009.<sup>499</sup> La Chine était devenue le premier pays à utiliser le vaccin contre la grippe A/H1N1. En juillet 2009, le vaccin chinois avait passé les tests cliniques avec succès.<sup>500</sup> Pour certains spécialistes occidentaux, le fait que « les vaccins des laboratoires chinois contre la grippe A » aient été « mis au point en un temps record » et aient « damé le pion à ses concurrents occidentaux » n'est pas une surprise :

**« Cela ne fait que traduire le dynamisme de ce pays en matière de recherche sur les maladies infectieuses. Il va falloir s'habituer aux succès des chercheurs asiatiques, car ils sont très forts et vont très vite ».**<sup>501</sup>

Pour les laboratoires pharmaceutiques des pays impérialistes en déclin, la grippe A/H1N1 fut un véritable plan de soutien anti-crise apporté au secteur, à un moment où toute la chaîne est menacée, depuis les tests précliniques jusqu'aux grands laboratoires pharmaceutiques. Outre la contraction inévitable du marché de la santé dans les pays impérialistes en déclin, ces derniers seront également confrontés dans les années à venir à l'expiration de brevets sur de nombreux médicaments phares qui tomberont alors dans le domaine public et subiront la concurrence des génériques.<sup>502</sup> C'est ainsi que dans un article intitulé « Industrie pharmaceutique : la fin de l'âge d'or », *l'Usine Nouvelle* remarquait que face à ce contexte hostile, les grands laboratoires pharmaceutiques visaient désormais « les pays émergents ».<sup>503</sup> Une relocalisation de leurs activités qui nécessitait des fonds. La grippe A/H1N1 les leur procura...

En France, les vaccins furent facturés en moyenne près de 8 euros l'unité.<sup>504</sup> A titre de comparaison, Sinovac le factura moins de 3 euros l'unité au gouvernement chinois. Même les mass-médias bourgeois furent contraints de reconnaître qu'existaient des conflits d'intérêt évidents entre les experts de l'OMS ayant classé la grippe en pandémie et les laboratoires pharmaceutiques.<sup>505</sup> Alors que la campagne de vaccination faisait un flop monumental en France, l'Etat se voyait contraint de résilier la commande de plus de la moitié des 94 millions de doses commandées. Mais tout ne fut pas perdu pour les laboratoires qui obtinrent en compensation une indemnité de l'ordre de 16 % du montant du contrat !<sup>506</sup>

Au printemps 2010, le *British Medical Journal* écrivait que « la gestion de l'épidémie de grippe H1N1 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été profondément entachée par le secret et les conflits d'intérêts avec l'industrie pharmaceutique ».<sup>507</sup> Au même moment, un rapport de la commission santé de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe parvenait aux mêmes conclusions et ajoutait « que la gravité de la pandémie a été largement surestimée par l'OMS » et que « cette pandémie n'a jamais vraiment existé ».<sup>508</sup>

Dans le domaine des sciences physiques et technologiques, la recherche chinoise est évidemment très active, une nécessité pour mener à bien son ambitieux programme aéronautique et aérospatial. L'impérialisme chinois a récemment inauguré son premier laboratoire national d'aérodynamique, cette science étant « à la base de l'industrie aérospatiale et des stratégies de sécurité nationale ». L'objectif premier de ce laboratoire sera évidemment « d'améliorer les recherches sur les technologies aérospatiales », mais aussi d'apporter « des soutiens

technologiques » au développement du secteur éolien et des trains de nouvelle génération.<sup>509</sup>

Le secteur énergétique n'est pas non plus en reste et prouve que la recherche chinoise est capable d'innover. En 2009, la revue scientifique *Progress in Photovoltaics* (PIP) a validé le record mondial du fabricant chinois Suntech Power qui a atteint un rendement de 15,6 % sur des cellules photovoltaïques polycristallines.<sup>510</sup>

Au printemps 2010, l'Université de Technologie de Chine méridionale inaugurerait la plus grande centrale électrique à pile à combustible du monde. Cette centrale de démonstration alimente désormais en continu le réseau électrique de l'université. Elle occupe une surface de 0,2 ha et est basée sur la transformation de gaz naturel en dihydrogène. Ce dernier est ensuite utilisé par un groupe de piles à combustible qui produit de l'électricité et de l'eau chaude qui « pourrait servir pour la vie quotidienne ». Pour un même volume de gaz naturel, cette installation permet d'augmenter de 30 % la production électrique par rapport à la combustion dans une centrale thermique.<sup>511</sup>

Dans l'industrie électronique, l'impérialisme chinois poursuit inexorablement sa percée. A l'automne 2009, la Chine dévoilait le Tianhe-1 du National Super Computer Center de Tianjin, son premier puissant supercalculateur, le propulsant ainsi dans les dix plus puissants supercalculateurs du monde. Ayant coûté 88,2 millions de \$, il servira entre autre au traitement de données sismiques pour l'exploration du pétrole, au calcul bio-médical et à la conception de véhicules aérospatiaux.<sup>512</sup> Au printemps 2010, la Chine dévoilait un deuxième supercalculateur d'une puissance de calcul supérieure au pétaflops (un million de milliards d'opérations par secondes), le Nebulae du National Supercomputing Centre de Shenzhen. Et juin 2009, la Chine occupait ainsi les 2<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> places du Top 500 des plus puissants supercalculateurs du monde, en termes de puissance de calcul mesurée (Linpack), ou les 1<sup>ère</sup> et 4<sup>ème</sup> places du classement en termes de puissance de calcul théorique maximale (peak). Les 500 premiers supercalculateurs du monde totalisaient une puissance de calcul installée (Linpack) de 32,43 pétaflops.

Il est important de souligner que les disparités sont très grandes entre la puissance de calcul du 1<sup>er</sup> et du 500<sup>ème</sup> supercalculateur, ce dernier étant 71 fois moins puissant que le premier. Les dix premiers supercalculateurs — qui ne représentent que 2 % des 500 plus puissants supercalculateurs du monde —, représentent ainsi 26 % de leur puissance de calcul installée ! La puissance de calcul installée des 24 supercalculateurs chinois se montait alors à 9,2 % de la capacité mondiale, en deuxième position derrière celle des USA (55,4 %). Les deux premiers supercalculateurs chinois représentaient 61,3 % de la puissance de calcul installée du pays.<sup>513</sup> Les supercalculateurs chinois ont cependant un défaut majeur : le fait d'être animés par des processeurs américains !

Au printemps 2010, l'université des Sciences et Technologies de Chine de Hefei annonçait avoir testé avec succès le premier supercalculateur chinois construit autour du nouveau processeur de conception et de fabrication nationale, le Loongson 3A (version quadcore). Composé de 80 processeurs gravés en 65 nm

opérant à une fréquence de 1 Ghz, le supercalculateur KD-60-I dispose d'une puissance de calcul théorique maximale de 1 téraflops (peak). Il améliore surtout grandement l'efficacité énergétique du système par rapport à son prédécesseur de même puissance, le KD-50-I. Ce dernier était articulé autour de 330 processeurs mono-core Loongson 2F gravés en 90 nm. Avec ses 2,38 kW, le KD-60-I affiche une consommation en baisse de 56 % et voit le rendement des processeurs chinois bondir de 186 Mflops/W à 420 Mflops/W.<sup>514</sup>

A titre de comparaison, le supercalculateur le plus puissant du monde, le Cray XT5-HE du Oak Ridge National Laboratory (USA), possède une puissance de calcul théorique maximale de 2,33 pétaflops. Il est articulé autour de 37 360 processeurs AMD Opteron à six cœurs (soit 224 160 cœurs) gravés en 45 nm et cadencés à 2,6 Ghz, et consomme 6,95 MW. Ce supercalculateur possède donc un rendement de 335 Mflops/W.

Malgré un processus de gravure l'handicapant, le Loongson 3A fait mieux qu'AMD, preuve que l'architecture du Dragon chip est plus efficace. Avec son nouveau processeur, la Chine peut donc désormais se lancer dans la construction de puissants supercalculateurs.

Justement, d'ici la fin de l'année, la Chine a annoncé qu'elle fera entrer en service son premier puissant supercalculateur de construction 100 % chinoise. Le Dawning 6000 tournera sous Linux et sera animé par la dernière version du Loongson 3, certainement la version octocore (3-B). La presse spécialisée juge « prometteur » ce supercalculateur. Les experts chinois estiment en effet que leur processeur gravé en 65 nm sera « très performant » au sein d'un supercalculateur.<sup>515</sup> Le Loongson 3 devrait permettre d'atteindre le pétaflops avec seulement quelques dizaines de milliers de cores.

Le fait que cette version musclée du Loongson 3 soit annoncée comme beaucoup plus puissante que la version quadcore s'explique par le fait que 4 des 8 cores soient non pas des cores généralistes, mais des cores dédiés au calcul parallèle et disposant donc chacun d'un grand nombre d'unités de calcul élémentaires, à l'instar des GPU modernes aujourd'hui mis à contribution dans certains supercalculateurs. Si cette annonce se confirmait, la version à 8 cores du Loongson 3 deviendrait l'un des processeurs pour supercalculateur les plus performants.

Le supercalculateur Cray XT5-HE du National Institute for Computational Sciences de l'Université du Tennessee (USA) atteint en effet le petaflops avec 98 928 cores AMD. Le supercalculateur IBM Blue Gene/P Solution du Forschungszentrum Juelich (FZJ) (Allemagne) atteint pour sa part le pétaflops avec 294 912 cores PowerPC 450.

La division du nombre de cores nécessaires pour obtenir cette puissance de calcul permettrait de disposer de puissants supercalculateurs terriblement bon marché, compacts et économes en énergie. Le Loongson 3 aidera grandement l'impérialisme chinois à se doter rapidement d'un nombre conséquents de supercalculateurs "pétaflopiques". Les USA ne resteraient alors pas très longtemps en première position mondiale en termes de puissance de calcul installée... Les supercalculateurs chinois ne manqueront évidemment pas d'apporter une aide précieuse au développement des programmes scientifiques du pays.

D'ici la fin de l'année, Tianhe-1 verra les processeurs américains, les derniers composants clefs d'importation, être remplacés par les derniers processeurs Loongson 3, une opération qui devrait au passage « améliorer de manière considérable » la vitesse de calcul et l'efficacité du supercalculateur chinois.<sup>516</sup> Selon Tom Halfhill, analyste sénior chez *Microprocessor Report* qui s'est rendu à Pékin pour faire un rapport sur la naissance du Loongson 3, « c'est seulement une question de temps avant que la Chine ne fabrique une puce de conception nationale compétitive avec celles produites à l'Ouest ». En effet,

**« Techniquement il n'y a rien qui puisse les empêcher de fabriquer des processeurs de classe internationale. Ils ont des architectes et des informaticiens aussi intelligents que les nôtres ».**<sup>517</sup>

Ces dernières années, la Chine ne s'est pas contentée de développer le Loongson. En effet, cette famille de processeurs avait avant tout été pensée comme une puce polyvalente destinée en premier lieu à l'informatique grand public. De son côté, une autre équipe de scientifiques chinois — basée à l'université nationale des technologies de défense de Changsha —, avait dans le même temps développé un autre processeur, mais « dédié spécifiquement au traitement parallèle » et donc « parfaitement adapté aux supercalculateurs », le Fei Teng 64 (FT64). Sa puissance de calcul se monte à 16 gigaflops, contre un peu plus de 12 gigaflops pour le Loongson 3A. En outre un nouveau langage de programmation (le Stream Fortran95) et son compilateur ont été créés dans le but de faciliter la programmation pour les scientifiques qui sont plus à l'aise avec le langage Fortran. L'expérience acquise dans la conception du Fei Teng 64, a sans aucun doute été mise à profit pour le développement des cores spécialisés dans le calcul parallèle des versions à 8 et 16 cores du Loongson 3. Pour les spécialistes, le Fei Teng 64 **« confirme la dynamique de développement chinoise sur le marché des processeurs »**.<sup>518</sup> Il faut dire que la micro-électronique est l'un des secteurs industriels jugés comme stratégiques par l'impérialisme chinois. Il a donc reçu une attention particulière.

« Le gouvernement chinois semble très soucieux de disposer d'un portefeuille technologique complet, qui permettra de réduire sa dépendance vis-à-vis des autres pays industrialisés. Ce dernier comprend aussi bien des puces classiques, comme le Loongson, que des offres adaptées aux calculs parallèles, tel le Fei Teng 64. Dans ce domaine, le très prometteur marché chinois pourrait donc rester... dans les mains de la Chine ».<sup>519</sup>

Le gouvernement chinois investit ainsi lourdement dans le secteur de la fabrication des circuits intégrés et de la micro-électronique. Il a ainsi pour objectif de faire passer à 35 % la part des circuits intégrés de fabrication nationale dans la consommation nationale d'ici 2013 (contre 8 % en 2008), laquelle comptait alors pour le quart de la consommation mondiale. L'industrie électronique chinoise maîtrise déjà le processus de gravure de puces en 90 nm, dispose de lignes expérimentales en 65 nm et a commencé les recherches sur le processus en 45 nm.<sup>520</sup>

Il y a peu, le Loongson 3 défrayait à nouveau la chronique. On apprenait que la Chine comptait faire l'impasse sur le processus de gravure en 45 nm et sauter directement au processus en 32 nm, voir 28 nm pour la version à seize cores du

Loongson, la version 3-C !<sup>521</sup> La réalisation du premier prototype du Loongson 3-C est prévue pour le printemps 2011 et la production de masse pour 2012 !<sup>522</sup> Une échéance proche illustrant l'accélération du rattrapage du CPU chinois, alors que l'offre d'AMD et d'Intel consiste aujourd'hui dans des processeurs comportant au maximum une douzaine de cœurs gravés en 32 nm... Le fondeur taïwanais TSMC y est certainement pour quelque chose...

Ce rattrapage est également à l'œuvre dans d'autres branches de la micro-électronique chinoise. Récemment, l'université de Fudan à Shanghai a réalisé d'importantes avancées « dans la conception de circuits intégrés chinois à haute performance » en développant une puce ADC 14-Bit 100 MS/s (destinée aux stations de télécommunications mobiles à large bande), « dont les performances équivalent à celles que l'on retrouve chez les grands constructeurs internationaux ».<sup>523</sup> Comme le soulignent les analystes occidentaux, ces avancées prouvent que

« La Chine souhaite ainsi à terme maîtriser toute la chaîne de valeur, de la conception à la fabrication et l'intégration de composants et ainsi posséder des compétences larges et poussées en micro-électronique ».<sup>524</sup>

Illustrant ses avancées en matière d'électronique et de mécanique de précision, la Chine possède aujourd'hui « des équipes de recherche et un tissu industriel qui comptent dans la robotique mondiale ». Bien qu'elle soit encore derrière les leaders mondiaux de la robotique la Chine s'est déjà constitué « **des compétences larges dans presque tous les domaines de la robotique** » : « robots humanoïdes, industriels, domestiques, de défense, etc ».<sup>525</sup>

Enfin, comme dernier exemple de la diversité des domaines explorés par la recherche chinoise, une équipe de scientifiques chinois de l'Université de Tsinghua et de l'Université de la Science et de la Technologie de Pékin a établi au printemps un nouveau record mondial de distance pour une téléportation quantique. Leurs travaux ont permis un taux de téléportations réussies de photons de 90 % sur une distance de 16 km, contre quelques centaines de mètres auparavant. Les scientifiques chinois estiment que ce succès ouvre la voie à la mise au point de « communications spatiales basées sur la téléportation quantique ».<sup>526</sup>

Ces quelques exemples illustrent ce que soulignaient les observateurs attentifs il y a plusieurs années déjà. En mars 2005, il apparaissait ainsi évident à Gérard Deléens, alors Président de Total Petrochemicals en Chine, qu'en dépit du fait que les multinationales étrangères se gardaient bien de transférer leurs dernières technologies en Chine, les contrats de transfert de technologie accompagnent systématiquement les contrats commerciaux aideraient la Chine de faire monter en gamme ses monopoles et qu'elle utiliserait ensuite son propre potentiel de recherche pour innover davantage et combler le différentiel restant.

« Les centres de R&D [chinois] n'ont rien à nous envier. Ils emploient des gens très compétents mais ils manquent d'expérience. Dans les deux ans qui viennent, cela va aller très vite. L'avance technologique ne va pas être gardée très longtemps ».

Un constat partagé par Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain, qui soulignait qu'il ne fallait pas sous-estimer les monopoles chinois.

« Je n'ai jamais vu une émergence telle que celles des sociétés chinoises. Nous avons sans arrêt été stupéfaits ».<sup>527</sup>

Devant les réalisations des dernières années qui illustrent l'essor de la recherche chinoise et la rapide montée en gamme des monopoles chinois, les médias bourgeois d'occident (re-)découvrent aujourd'hui une réalité observée depuis plusieurs années déjà par les PDG des monopoles étrangers implantés en Chine.

Alors que la recherche chinoise progresse à toute vapeur dans un nombre croissant de domaines, les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin s'inquiètent désormais de voir la Chine vouloir « **devenir le labo de la planète plutôt que son atelier** », une ambition annoncée par le premier ministre chinois à la tribune du Forum asiatique de Boao au printemps 2009 :

« **La science et la technologie sont des moteurs puissants de croissance économique. (...) Nous ferons de la Chine le pays de l'innovation** ».<sup>528</sup>

Cette perspective n'est ni plus ni moins que la réalisation du pire cauchemar des élites des pays impérialistes en déclin : celle de voir finir de s'effondrer leur domination économique, politique et culturelle.

« Le président chinois Hu Jintao a appelé à la création d'une main-d'œuvre plus compétitive et innovante dans le pays, en formant davantage de spécialistes de haut niveau. (...) La Chine doit améliorer la qualité de sa main d'œuvre et la formation de professionnels de haut niveau est une tâche prioritaire ».<sup>529</sup>

Au début du mois de novembre dernier, s'adressant à la communauté scientifique et technologique de Pékin, le premier ministre chinois insistait déjà sur « **le rôle de la science et de la technologie face à la crise** » et lui recommandait de redoubler d'efforts dans le domaine de la recherche — y compris la recherche fondamentale —, en particulier dans les industries de haute technologie, citant notamment les nouvelles énergies, les réseaux d'information, la micro-électronique, les nanotechnologies, les sciences de la vie, l'exploration océanique et spatiale. Le premier ministre chinois soulignait en effet que « ces industries émergentes joueront un rôle essentiel dans l'édification d'une économie fondée sur l'innovation et dans la réalisation d'un développement durable global » :

« **Le monde fait aujourd'hui face à la crise financière du siècle, et l'histoire humaine a prouvé que les révolutions technologiques se produisent souvent dans de telles circonstances. Les pays qui prennent l'initiative de faire des progrès technologiques prendront la tête de la reprise économique** ».<sup>530</sup>

Un constat qu'avait déjà fait Wan Gang, ministre des Sciences et des Technologies, à la fin septembre 2009, et qu'il allait rappeler à nouveau quelques mois plus tard.<sup>531</sup> En effet, comme l'ont déclaré les autorités chinoises « l'innovation scientifique et technologique » est déterminante pour « augmenter la compétitivité de la Chine sur la scène internationale ».<sup>532</sup> Au cours des derniers mois, c'est donc sans surprise que le gouvernement chinois n'a cessé de montrer que la conquête accélérée des industries de haute technologie était devenue sa priorité absolue. A l'automne 2009, le gouvernement chinois appelait ainsi « à redoubler d'efforts dans l'innovation technologique dans les domaines clés, afin de stimuler le développement des secteurs stratégiques » tout en annonçant « la création d'un

fonds capital-risque destiné à encourager l'innovation et la restructuration industrielle ». <sup>533</sup>

Quelques mois plus tard, au cours des sessions annuelles de l'APN et de la CCPPC, le premier ministre chinois insistait encore plus lourdement sur le rôle de l'éducation et de la science et des technologies, en particulier de celles « d'importance stratégique » capables « de provoquer une révolution technologique » ainsi que « d'accroître la compétitivité du pays et de préserver la sécurité nationale.

« Le changement de notre mode de développement économique constitue désormais pour nous une tâche qui ne souffre aucun retard. Il nous faudra donc déployer de grands efforts pour introduire notre économie sur une voie de développement ayant pour moteur l'innovation et pour appui la croissance endogène ».

C'est dans cette optique qu'il jugeait capital d'« accorder la priorité au développement de l'éducation » afin d'« accélérer la mise en valeur de notre grand potentiel humain », car « les compétences sont notre première richesse ».

« L'éducation, les sciences et technologies, ainsi que les hommes de talent, sont essentiels non seulement pour le redressement de la puissance du pays et le renouveau de la nation, mais aussi pour le renforcement de la puissance globale du pays. (...) Le redressement du pays dépend du renforcement de l'éducation. C'est seulement par le développement d'une éducation de premier ordre qu'on pourra former de grands talents et édifier un pays puissant ». <sup>534</sup>

Quelques semaines plus tôt, dans son dernier rapport mondial sur l'éducation, l'UNESCO s'alarmait de voir la crise économique menacer « de faire reculer l'éducation dans le monde ». <sup>535</sup> De même, une enquête réalisée par l'ONG Aide et action entre décembre 2009 et janvier 2010 dans huit "pays en voie de développement" (Inde, Madagascar, Togo, Mali, Sénégal, Bénin, Niger et Burkina Faso), remarquait que la crise économique mondiale plaçait l'éducation « en sursis » :

« Quand la crise sévit, elle ne dérobe pas seulement l'emploi, ne réduit pas seulement les moyens de subsistance. Elle provoque aussi un effet sur les esprits : celui de réduire à néant les espoirs que fondent les parents sur les études. Pourquoi s'acharner à scolariser ses enfants quand "les retours attendus en termes de travail et de revenus s'amointrissent" ? » <sup>536</sup>

C'est dans ce contexte et inquiètes des ambitions chinoises, que les élites bourgeoises de certains pays impérialistes en déclin ont annoncé vouloir renforcer leur secteur de la recherche. A l'instar de l'impérialisme chinois, elles évoquent également l'importance de la science et des hautes technologies, mais les ambitions affichées contrastent cruellement avec les moyens engagés ! Le président américain déclarait ainsi :

« L'innovation a été essentielle pour notre prospérité dans le passé, et elle sera essentielle pour notre prospérité dans l'avenir. (...) Nous devons construire une nouvelle fondation, suffisamment forte pour résister aux futures tempêtes économiques et soutenir une prospérité durable ». <sup>537</sup>

A la fin de l'année 2009, la commission Rocard-Juppé recommandait d'investir 16 des 35 milliards d'euros du grand emprunt dans l'enseignement supérieur et la

recherche afin « de faire émerger des campus capables de concurrencer les meilleurs mondiaux ».<sup>538</sup>

Pourtant, malgré ces annonces, l'enseignement apparaît comme de plus en plus sinistré dans les pays impérialistes en déclin : on attribue les fonds à l'enseignement supérieur et de la recherche au détriment de l'éducation de base des larges masses travailleuses. La bourgeoisie réduit ainsi dangereusement la taille de son vivier de talents potentiels. En outre, même au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche, cette hausse des moyens se fait au détriment de la qualité. En France, l'enseignement supérieur et la recherche publics font travailler 50 000 précaires, représentant le cinquième des effectifs. Durant la période 2006-2008, le nombre de permanents travaillant au CNRS a baissé de 1,5 % tandis que celui de non-permanents augmentait dans le même temps de 17,2 %.<sup>539</sup>

Dans la même veine, le ministre français de l'Education nationale annonçait récemment que « des jeunes retraités et des étudiants pourraient être sollicités pour remplacer les enseignants absents ».<sup>540</sup>

Au début du printemps 2010, *l'Economist* publiait un article intitulé « **Ecoles californiennes, du mauvais au pire — Leçons d'un Etat qui a laissé tomber ses élèves** », dans lequel on apprenait que la qualité de l'enseignement californien, en particulier dans les écoles publiques, s'était considérablement dégradée au cours des dernières années : classes surchargées, moyens financiers par élève en baisse de 11 % au cours des deux dernières années fiscales, écoles des districts noirs et latinos « de loin beaucoup plus mauvaises que celles des quartiers blancs », etc. Pour ne rien arranger, « **la crise fiscale de l'Etat est sur le point de les rendre encore plus mauvaises** ».<sup>541</sup>

Pour réaliser des économies, l'Etat de Californie a supprimé des dizaines de milliers de postes dans l'éducation. Des économies de bout de chandelle d'autant plus dangereuses que l'enseignement californien avait déjà beaucoup souffert avant la crise : au cours de la période 1996-2004, la part des jeunes âgés de 19 ans inscrits à l'université s'était ainsi effondrée de 43 % à 30 % !<sup>542</sup>

A l'inverse des pays impérialistes en déclin où l'on précarise le corps enseignant pour qu'il coûte le moins cher possible, le gouvernement chinois annonçait au début de l'année l'interdiction pour toutes les écoles d'employer de nouveaux enseignants suppléants :

« Les gouvernements à tous les échelons doivent assurer l'arrivée d'enseignants qualifiés et interdire à toutes les écoles d'employer de nouveaux enseignants suppléants ».<sup>543</sup>

L'enseignement professionnel n'a pas non plus été délaissé. En 2009, ce sont plus de 42 millions de travailleurs ruraux chinois qui ont reçu une formation professionnelle, en hausse de 7,6 % en glissement annuel. Il faut dire que le gouvernement chinois a insisté sur l'importance de la formation des ouvriers ruraux afin « **d'améliorer leurs techniques de travail et de préparer le pays à la modernisation de l'industrie** ».<sup>544</sup>

En 2009, le budget chinois de l'éducation a atteint 198 milliards de yuans, soit plus de 29 milliards de \$, un montant en hausse de 23,6 % en glissement annuel.<sup>545</sup>



Alors que les élites des pays impérialistes en déclin n'ont d'autre choix que de "deshabiller Pierre pour habiller Paul", l'impérialisme chinois se donne au contraire pour objectif d'habiller à la fois Pierre et Paul, c'est-à-dire de renforcer aussi bien la qualité de l'enseignement de base destiné aux masses populaires (y compris dans ses régions reculées) que celle de l'enseignement destiné aux élites ! Une condition nécessaire à l'avènement du "socialisme à la chinoise".

Après avoir expérimenté à petite échelle un programme pilote d'aides financières et de gratuité des manuels scolaires aux élèves pensionnaires originaires de familles pauvres dans les régions frontalières du Xinjiang en 2003, les autorités chinoises l'avaient généralisé à tout le Xinjiang en 2006. Au début de l'été, les autorités chinoises annoncèrent une forte augmentation de ces aides. Dès la prochaine rentrée scolaire le montant de l'aide annuelle passera de 500 à 1 000 yuans pour un écolier et de 750 à 1 250 yuans pour un lycéen. En 2009, plus de 287 000 élèves de la région autonome ont bénéficié de ce programme, soit 86 % du total des élèves pensionnaires.<sup>546</sup>

Quelques semaines auparavant, le gouvernement chinois avait publié un Plan national de Développement des Talents à moyen et à long terme (2010-2020) visant à doter le pays d'une force de travail hautement qualifiée. Selon ce plan, « partie intégrante du processus de modernisation de la Chine », la part de la population active ayant un niveau d'éducation élevée doit passer de 9,2 % à 20,0 % durant la période 2008-2020.<sup>547</sup>

Ce plan comporte également un volet traitant des étudiants expatriés. Durant la période 1978-2008, un total de plus de 1,23 million de chinois sont partis étudier à l'étranger. Seulement 27,3 % en sont revenus.<sup>548</sup> Le gouvernement chinois souhaite aujourd'hui « puiser » dans cet « énorme réservoir de talents ». En conséquence, il a annoncé des mesures visant à attirer ces chinois d'outre-mer dans le but « **d'inverser la fuite des cerveaux qui a affecté le pays jusqu'ici** ».<sup>549</sup>

Il est important de souligner que cette tendance s'est déjà inversée au cours des dernières années, un nombre croissant d'étudiants chinois partant dans les meilleures universités étrangères pour revenir ensuite au pays y faire carrière. Cette inversion de la tendance de la fuite des cerveaux est née sous l'impulsion de la croissance et de la diversification accélérées de l'économie chinoise qui est devenue de plus en plus attractive.

Chiffres clefs des étudiants chinois à l'étranger <sup>550</sup>		
Année	Nombre	Proportion revenant
2001	83 973	14,6 %
2002	125 179	14,3 %
2003	117 307	17,2 %
2004	114 682	21,6 %
2005	118 515	29,5 %
2006	134 000	31,3 %
2007	144 000	30,6 %
2008	179 800	38,5 %

La crise économique a naturellement renforcé encore davantage cette tendance, l'économie des pays impérialistes en déclin devenant parallèlement de plus en plus répulsive... Au début de l'été, le vice-ministre chinois des Ressources humaines et de la Sécurité sociale annonçait qu'en 2009, le nombre d'étudiants chinois rentrés de l'étranger avait augmenté de 56,2 % en glissement annuel. En 2009, ce sont ainsi plus de 108 200 étudiants chinois qui sont rentrés au pays, contre 69 300 en 2008 et 44 000 en 2007 !

« Les étudiants à l'étranger jouent un rôle unique dans la modernisation de la Chine, et le gouvernement chinois accorde une grande importance pour les encourager à rentrer en Chine ». <sup>551</sup>

L'impérialisme chinois n'a aujourd'hui qu'à encourager cette tendance spontanée pour l'accroître davantage. Ensuite, il s'agira d'attirer les talents étrangers en Chine ! Il ne fait aucun doute que dans quelques années, la fuite des cerveaux affectera massivement les pays impérialistes en déclin qui fourniront bien malgré eux des contingents d'ingénieurs et de chercheurs qualifiés à l'économie chinoise...

Le plan gouvernemental prévoit enfin que la part des dépenses en recherche et en développement (DIRD) passe de 1,62 % à 2,50 % au cours de la période 2009-2020. Durant la période 2001-2009, les DIRD étaient passées de 104 à 543 milliards de yuans, soit de 0,95 % à 1,62 % du PIB chinois. A titre de comparaison, les DIRD représentaient environ 1,8 % du PIB des pays de l'Union européenne, 2,6 % du PIB américain et plus de 3 % du PIB japonais en 2006. L'objectif de la recherche chinoise est donc clair : rattraper et dépasser ses plus puissants concurrents d'ici dix ans !

En quelques années, la Chine a donc rattrapé une grande partie de son retard sur les pays impérialistes en déclin les plus avancés sur le plan des DIRD. « **La Chine est devenue un géant de la recherche** », titrait récemment *Le Journal des Finances*. Si, comme il est écrit dans l'article, la recherche chinoise est encore axée « sur le développement plutôt que sur la recherche » et est surtout concentrée « dans les domaines des sciences physiques et technologiques », il apparaît déjà évident aux analystes bourgeois des pays impérialistes en déclin que les chercheurs chinois sont devenus en quelques années parmi les plus actifs du monde :

« La Chine vise la Lune. Ce projet symbolise l'ambition scientifique de l'Empire du milieu. (...) L'espace est loin d'être le seul domaine où la recherche chinoise décolle. En 2008, les chercheurs chinois ont publié 112 000 articles dans des revues scientifiques, contre 20 000 en 1998, selon un rapport de *Thomson Reuters*. La Chine dépasse maintenant le Japon, le Royaume-Uni et l'Allemagne et n'est devancée que par les Etats-Unis ». <sup>552</sup>

Comme annoncé au cours des derniers mois, l'impérialisme chinois met aujourd'hui les bouchées doubles pour faire de la Chine « **le pays de l'innovation** ». Une ambition qui n'a pas échappé aux représentants intelligents du capital dans les pays impérialistes en déclin. Dans une interview donnée à *La tribune* au début du mois d'août, le directeur général de Veolia Environnement réfléchissait déjà aux implications pratiques des ambitions scientifiques de la Chine.

« Nous voyons encore la Chine comme ayant l'ambition de devenir l'usine du monde, mais cette vision est déjà dépassée. Aujourd'hui, l'ambition du pays est, me semble-t-il, de devenir le laboratoire du monde, son centre de recherches. Et je crois que la Chine demandera aux entreprises occidentales qui souhaitent continuer à y travailler,

non pas de mettre en œuvre leurs savoir-faire sur place, mais de les y inventer, en partenariat avec eux. Cela pose le problème du partage de l'usage de la propriété industrielle et intellectuelle, au-delà de la protection des brevets ».<sup>553</sup>

Pour devenir le pays leader de l'innovation, une condition nécessaire pour accéder au sommet de la division internationale du travail, l'impérialisme chinois utilise aujourd'hui tous les leviers dont il dispose. A la veille de la journée internationale de l'enfant, le président chinois profitait ainsi d'une visite du Musée de Chine des Sciences et Technologies, pour indiquer aux jeunes pionniers qui l'accompagnaient :

« Vous serez la force motrice du développement du pays dans l'avenir... Vous devez être toujours prêts à contribuer par votre sagesse et votre force à l'édification d'un pays socialiste moderne prospère, démocratique, civilisé et harmonieux ».<sup>554</sup>

La cible visée par le président chinois semble judicieuse. L'organisation des jeunes pionniers, composée d'enfants âgés de 7 à 14 ans, compte en effet 130 millions de membres !

C'est également à cette classe d'âge que s'adressait un clip diffusé quelques semaines auparavant sur *CCTV-F*. Intitulé « Je veux aller à l'école », ce clip joué et chanté par un trio d'enfants d'une dizaine d'années, démontre encore une fois l'intelligence des représentants de l'impérialisme chinois, et en particulier leur propension à faire passer leurs messages au sein des masses.

« Pourquoi les oiseaux volent-ils dans le ciel ?  
Pourquoi les poissons nagent-ils dans les rivières ?  
Pourquoi l'arbre ne pousse-t-il que si on l'arrose ?  
Pourquoi fait-il noir une fois que le soleil s'est couché ?  
Pourquoi les étoiles accrochées au ciel ne tombent-elles pas ?  
Il pleut en été, il neige en hiver  
Les nuages sont hauts en automne  
Je voudrais comprendre leurs mystères  
Mais je n'arrive pas à comprendre  
Je veux aller à l'école (bis)  
Tous ces mystères attendent que je les perce  
Je veux aller à l'école (bis)  
Quand Noël sera là et que je serai plus grand,  
Je ferai de la Lune un vaisseau spatial  
Pour faire le tour du monde  
Je veux aller à l'école (bis) »<sup>555</sup>

L'impérialisme chinois est donc indéniablement en train de se donner les moyens matériels et spirituels pour former une redoutable nouvelle génération de (futurs) chercheurs, au contraire des pays impérialistes en déclin où rien ne semble pouvoir arrêter la décomposition de l'enseignement.

L'impérialisme chinois sait bien que les moyens financiers sont une chose certes déterminante, mais que la force de travail possède également une composante subjective qu'il est tout aussi important de mobiliser. Il est en effet évident que deux esclaves salariés de qualification équivalente n'auront pas le même rendement si le premier est démotivé par de sombres perspectives d'avenir — à l'instar de ce qui se passe de manière croissante dans les pays impérialistes en déclin —, tandis que l'autre est confiant et plein d'espoir dans l'avenir !

C'est dans ce sens que le premier ministre chinois déclarait que « le développement du pays et la renaissance de la nation » nécessitaient non seulement « une puissante force économique, mais aussi d'une puissante force culturelle » :

« Le rôle de la culture n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui. La nation chinoise est capable de créer un miracle économique et aussi une renaissance de sa culture ». <sup>556</sup>

Indéniablement, cette « renaissance » de la culture chinoise est déjà amorcée, comme l'illustre ce clip diffusé sur *CCTV-F* au cours de l'été 2009 :

« L'histoire du printemps fait vibrer les cœurs  
Avancer à grand pas vers une nouvelle ère  
fait avancer le monde entier  
La société actuelle se développe à un rythme harmonieux,  
vers plus de prospérité et de sécurité  
Une nouvelle page de l'histoire de l'humanité s'écrit,  
Et la science ouvre une nouvelle ère  
afin de rendre notre patrie plus verte  
Quelle époque splendide en ce printemps harmonieux !  
Cette époque splendide verra notre patrie plus verte  
De génération en génération, on s'efforce sans cesse  
de rendre notre pays plus puissant  
Cette époque splendide verra notre patrie  
à la pointe de la civilisation  
De génération en génération, on s'efforce sans cesse  
de rendre notre pays plus puissant  
Une nouvelle page se tourne  
dans ce printemps harmonieux » <sup>557</sup>

Face aux ambitions chinoises, les élites des pays impérialistes en déclin sont prises de court. Les pays impérialistes en déclin sont aujourd'hui touchés de plein fouet par la décomposition de leur enseignement. Or c'est cet enseignement qui a formé le socle de la propriété intellectuelle sur laquelle ils ont assis la domination de leur "économie de bazar".

Mais il n'y a pas que les puissances impérialistes en déclin d'occident qui s'inquiètent des implications de la révolution scientifique chinoise.

Une enquête conduite au printemps par la Fédération des industries coréennes (FKI) auprès de 20 experts d'instituts privés et publics révélait que la Corée du Sud était « **en train de perdre son avantage technologique sur la Chine** ». L'enquête soulignait que le retard technologique entre la Corée du Sud et la Chine sur huit catégories de produits d'exportation clé — semi-conducteurs, navires, voitures, téléphones portables, produits chimiques, écrans à cristaux liquides et acier —, « n'était que de 3,9 ans ». Or en 2009, ces produits ont représenté 64 % des 232 milliards de \$ du total des exportations marchandes sud-coréennes. En conclusion, l'enquête lançait l'avertissement suivant :

« **Ces données indiquent qu'il est urgent de développer de nouvelles technologies par l'intermédiaire d'une hausse continue des investissements en recherche et développement** ». <sup>558</sup>

Si en Russie on ne pointait pas aussi clairement la menace chinoise, on en affirmait pas moins la nécessité de redoubler d'efforts pour maintenir l'avance technologique du pays dans ses industries rescapées. Dans son dernier discours annuel à la nation, le président russe déclarait que la Russie avait besoin d'être « modernisée de fond en comble » :

« A la place d'une économie reposant sur les matières premières, nous allons créer une économie qui produit de nouvelles technologies, utiles aux gens. Pour la Russie, c'est une question de survie dans le monde contemporain. (...) Le prestige de la patrie et le bien-être national ne peuvent pas reposer indéfiniment sur les réalisations du passé. (...) Cela permet à notre pays de ne pas sombrer, mais tout ce qui date de cette époque vieillit très vite ». <sup>559</sup>

La bourgeoisie russe est évidemment bien plus soucieuse de ses profits que du "bien-être national", qui reste toujours bien en deçà de ce qu'il fut avant l'effondrement de l'URSS social-impérialiste : selon un sondage publié à la mi-mars par *RIA Novosti*, 53 % des russes continuent aujourd'hui « à voir dans la pérestroïka une expérience négative ». <sup>560</sup>

Il faut dire qu'à Moscou, on commence à comprendre que la recette gaz-pétrole-armements, juteuse jusqu'en 2007, a aujourd'hui atteint ses limites : d'abord, la crise économique a réduit la demande dans les deux premiers secteurs et ensuite, la Chine rattrape très vite son retard dans le troisième secteur au point que sa concurrence sur le marché de l'armement international commence à se faire sentir ! On verra que ceci a des implications très concrètes sur la politique extérieure russe. Il est donc devenu urgent, pour ne pas voir l'économie russe risquer de « sombrer » de nouveau à court ou à moyen terme, de concentrer toutes les forces du pays autour de quelques projets de niche de hautes technologies, à l'instar d'un projet de lanceur spatial à propulsion nucléaire, évoqué à cette occasion par Dimitri Medvedev...

« Après être devenue "l'usine du monde" en produisant à tout va des produits à faible valeur ajoutée, la Chine n'a de cesse de s'imposer dans les industries nobles : de la pharmacie en passant par l'automobile et l'aérospatiale. Pour cela, Pékin sait habilement jouer des convoitises que suscite son vaste marché ». <sup>561</sup>



## Le rêve spatial du Dragon

La Chine a procédé à son premier lancement de satellite en 1970. Depuis, le secteur aérospatial chinois a accompli bien du chemin...

Après avoir envoyé son premier taïkonaute dans l'espace en 2003 (Shenzhou 3) et mis en orbite un module pressurisé destiné à devenir l'embryon d'une future station spatiale chinoise en 2005 (Shenzhou 6), la Chine a lancé une sonde d'exploration lunaire en 2009.

Avant 2020, elle prévoit en outre de mener à terme un vaste et ambitieux programme non-habité d'exploration lunaire incluant le relevé topographique de la surface de la Lune, l'alunissage en douceur, l'inspection d'investigation automatique ainsi que la collecte d'échantillons.

Et pour après 2020, ce sera « l'alunissage d'astronautes » et « l'établissement sur la Lune d'une base habitée ».<sup>562</sup>

Alors que du temps de la Guerre Froide contre l'URSS social-impérialiste les pays impérialistes d'occident hyper-médiatisaient la course à l'espace qui était devenue un enjeu aussi bien sur industriel qu'idéologique, autant aujourd'hui, les mass-médias de ces mêmes pays impérialistes restent très avares d'informations sur la marche de la Chine à l'espace... Il faut dire que cette marche à l'espace revêt un double caractère : technologique et idéologique.

En 1961, l'administrateur de la Nasa et le secrétaire américain à la défense soulignaient que « l'exploration humaine, autour et sur la surface de la Lune, représentera un domaine majeur dans lequel la compétition internationale devra s'exercer » et « captivera l'imagination du monde ».

Aujourd'hui, le président du CNES va plus loin et affirme que

« Les projets spatiaux préparent l'avenir et sont porteurs de croissance. L'espace a un effet de levier industriel dans le secteur le plus technologique, un effet de levier économique très important, un effet de levier scientifique et sociétal. Il permet d'acquérir de la compétitivité ».<sup>563</sup>

Il y a deux ans, Ouyang Ziyuan, le chef du programme d'exploration lunaire chinois tirait des conclusions similaires et soulignait que « la vraie valeur de l'exploration lunaire va bien au-delà de ce que beaucoup de personnes se rendent compte » :

**« Le programme Apollo a donné naissance à plus de 3 000 accomplissements technologiques, qui sont maintenant appliqués tant dans l'industrie que dans la vie quotidienne des gens. (...) De la même manière, la Chine a l'intention de réaliser de grands sauts technologiques dans de nombreuses industries au travers du succès de Chang'e ».**<sup>564</sup>

Le même constat vaut d'ailleurs pour l'industrie aéronautique et explique les investissements croissants réalisés dans ce secteur par la Chine.

Dans un documentaire intitulé « Le Dragon d'Orient prend son envol » portant sur le développement de l'industrie aéronautique chinoise et diffusé sur CCTV-F à l'automne 2009, l'un des principaux responsables de l'industrie aéronautique chinoise faisait les remarques suivantes :

« Pourquoi en temps de paix les grandes puissances du monde n'ont-elles pas relâché leurs efforts en faveur du développement de l'industrie aéronautique ? Parce que les technologies aéronautiques peuvent largement être utilisées dans d'autres secteurs. Les Japonais ont analysé une série de cas sur la dissémination des technologies et ont découvert que 60 % des technologies utilisées dans les autres secteurs provenaient de l'industrie aéronautique. Par conséquent, pour chaque grande puissance, le développement de sa propre industrie aéronautique est indispensable ». <sup>565</sup>

Comme nous le verrons un peu plus loin, le programme chinois d'exploration lunaire ne relève pas uniquement de la volonté de rattrapage technologique. Il relève également d'une stratégie énergétique à long terme.

Outre cette stratégie énergétique et les sauts technologiques, l'impérialisme chinois ne cache pas non plus les retombées sociétales de son programme spatial. Ouyang Ziyuan déclarait ainsi que l'aventure spatiale faisait « **grandir notre prestige international** » et renforçait « **la cohésion interne de notre peuple** ». <sup>566</sup>

A l'occasion de la soirée de gala organisée le 1<sup>er</sup> octobre 2009 à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de la RPC, le chant « Aller vers la renaissance » incarnait parfaitement ces retombées sociétales du programme spatial chinois.

« Vers le lever du soleil  
nous marchons dans le nouveau chemin  
Nous sommes les dignes fils et filles de la nation chinoise  
Et un nouveau chapitre est tourné à notre époque  
Confrontés aux pluies et vents  
Les bras dessus-dessous, unis comme un seul homme  
Nous voulons rendre notre mère-patrie plus forte et plus puissante  
Avançons, avançons  
Portons l'espoir de la nation  
Vers les rayons du soleil scintillant  
nous volons dans l'espace et parcourons les mers  
Nous sommes les héroïques fils et filles de la nation chinoise  
Et la vieille civilisation brille d'un nouvel éclat  
S'orientant vers le triomphe  
redresser la nation chinoise est notre idéal  
Avançons le pas ferme  
Et la Chine se dresse dans le grand Orient  
Avançons, avançons  
La puissance de l'avalanche ne peut être jugulée  
Avançons, avançons  
Aller vers la renaissance et inventer un avenir radieux » <sup>567</sup>

Les deux principaux acteurs industriels de l'aérospatiale chinoise sont la CASC (China Aerospace Science and Technology Corporation) et la CASIC (China Aerospace Science and Industry Corporation). Au début de l'année 2009, ces deux monopoles employaient respectivement 103 000 et 150 000 personnes. <sup>568</sup>

En regardant les statistiques des lancements spatiaux au cours des quinze dernières années, il apparaît évident que la Chine est depuis longtemps déjà un acteur international majeur du secteur :



Chiffres clés du secteur des lancements spatiaux <sup>569</sup>			
Période	1995-1999	2000-2004	2005-2009
<b>Nombre de lancements</b>			
Russie	141	127	132
USA	168	106	88
Chine	23	26	38
Europe	55	39	29
Japon	8	8	14
Cumul	395	306	301
Monde	406	326	336
<b>Nombre de lancements Nombre mondial de lancements</b>			
Russie	34,7 %	39,0 %	39,3 %
USA	41,4 %	32,5 %	26,2 %
Chine	5,7 %	8,0 %	11,3 %
Europe	13,5 %	12,0 %	8,6 %
Japon	2,0 %	2,5 %	4,2 %
Cumul	97,3 %	93,9 %	89,6 %
<b>Nombre de lancements commerciaux Nombre de lancements</b>			
Russie	19,1 %	27,6 %	37,9 %
USA	36,3 %	24,5 %	18,2 %
Chine	56,5 %	0,0 %	2,6 %
Europe	81,8 %	89,7 %	89,7 %
Japon	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Monde	36,5 %	33,1 %	33,9 %
<b>Nombre de lancements commerciaux Nombre mondial de lancements commerciaux</b>			
Russie	18,2 %	32,4 %	43,9 %
USA	41,2 %	24,1 %	14,0 %
Chine	8,8 %	0,0 %	0,9 %
Europe	30,4 %	32,4 %	22,8 %
Japon	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Nous n'avons pas inclus l'Inde, dans ce tableau, son industrie astronautique étant encore très en retard. Au cours de la période 1995-2009, l'Inde a fait décoller un total de 19 lanceurs, soit une moyenne annuelle de 1,3. Ce chiffre, déjà très éloigné de la moyenne annuelle japonaise (2,0) ou chinoise (5,8), l'est encore davantage si l'on se penche sur l'aspect qualitatif des lanceurs indiens. Plus des trois quarts de ces dix-neuf lanceurs étaient des fusées PSLV aux capacités très limitées, possédant une charge utile de 3,7 tonnes en orbite basse et de 0,8 tonne en orbite géostationnaire.

Au cours de la période 1995-2009 ont eu lieu 1 068 lancements spatiaux dans le monde, dont 34,6 % étaient des lancements commerciaux. Chaque année, ce sont donc en moyenne 71 lanceurs qui ont décollé, dont 25 lanceurs commerciaux. Les cinq premières puissances spatiales ont assuré 94 % des lancements du monde et les fusées russes, américaines et européennes ont assuré 87 % des lancements commerciaux. Durant cette période, la part de la Russie dans les lancements commerciaux a augmenté rapidement au détriment de celle des USA, mais aussi de celle de l'Europe et de la Chine.

Si au cours des dernières années, les fusées chinoises ont été boudées pour les lancements commerciaux, ce n'est pas en raison d'un quelconque manque de fiabilité. En effet, au cours des dix dernières années (depuis 1997 exactement), aucun lancement des différents types de Longue Marche n'a échoué, malgré un nombre significatif de lancements équivalent à celui du lanceur européen Ariane, surpassant donc n'importe quelle autre puissance spatiale du point de vue de la fiabilité de ses lanceurs. Les USA ont ainsi connu deux échecs sur les lanceurs Taurus XL. La Russie a pour sa part vu huit de ses lancements échouer pour ses principaux modèles de lanceurs. Enfin, deux lancements d'Ariane 5 ont échoué. Preuve que les chinois sont capables de fabriquer des produits industriels complexes au moins aussi fiables que ceux de leurs plus puissants concurrents...

La fiabilité des lanceurs étant en général supérieure à 96 %, l'évolution des parts de marché des lancements commerciaux dépend davantage des coûts qui sont plus faibles pour les fusées russes (18 000 \$/kg pour Proton), que pour les fusées européennes (22 000 \$/kg pour Ariane 5), américaines (25 000 \$/kg pour Atlas V ou plus de 36 000 \$/kg pour les séries Delta) et chinoises (23 000 \$/kg pour Longue Marche 3B).

Le fait que les lanceurs chinois soient moins bon marché que les lanceurs russes ou européens peut étonner au premier abord. Mais plusieurs facteurs contribuent à ce fait. D'abord, la capacité d'emport est un élément déterminant pour la rentabilité commerciale d'un lanceur. Limitée à une capacité d'emport de 5,1 tonnes pour une orbite géostationnaire, le lanceur chinois Longue Marche 3-B doit affronter des lanceurs possédant une capacité d'emport supérieure : un lanceur Longue Marche 3-B ne pourrait placer en orbite géostationnaire qu'un seul satellite de 3 tonnes, alors que le lanceur Ariane 5 pourrait en placer jusqu'à trois. Ensuite, jusqu'à présent, les lanceurs chinois ont utilisé une propulsion à base d'ergols UDMH/N<sub>2</sub>O<sub>4</sub> toxiques, coûteux à produire et moins performants que la propulsion des lanceurs modernes utilisant les couples oxygène liquide/kérosène ou oxygène liquide/hydrogène liquide. Les propulsions à base de UDMH/N<sub>2</sub>O<sub>4</sub>, O<sub>2</sub>/kérosène et O<sub>2</sub>/H<sub>2</sub> possèdent une impulsion spécifique moyenne respective de 305, 320 et 435 secondes. Enfin, à ce retard technologique s'ajoutent des sites de lancements relativement éloignés de l'équateur.

La rotation de la terre rend utilisable ce que l'on appelle l'effet de fronde en astronautique. Cette vitesse est nulle au niveau de l'axe de rotation, c'est-à-dire aux pôles, et maximale à la latitude de l'équateur (465 m/s). Elle permet de diminuer la quantité d'énergie nécessaire pour atteindre les vitesses nécessaires aux mises sur orbite.

Quelques sites de lancement		
Site	Pays	Latitude
Kourou	Europe	5,2°
Cap Canaveral	USA	28,4°
Kennedy Space Center	USA	28,6°
Baïkonour	Russie	45,6°
Plesetsk	Russie	62,9°
Tanegashima	Japon	30,4°
Xichang	Chine	28,3°
Satish Dhawan	Inde	13,7°

A la latitude de Kourou, l'effet de fronde permet d'acquérir une vitesse initiale de 462 m/s, contre seulement 322 m/s à la latitude de Baïkonour. Le site de Wenchang permettra d'acquérir une vitesse initiale de 439 m/s. Cette vitesse initiale est à comparer aux vitesses d'injections nécessaires pour atteindre les différentes orbites : entre 7,8 et 8 km/seconde pour une orbite basse (200 à 1 000 km d'altitude), 10,2 km/seconde pour une orbite géostationnaire (36 000 km d'altitude) et 10,8 km/seconde pour une orbite lunaire (384 000 km d'altitude)

L'accumulation de ces facteurs défavorables signifie pour l'impérialisme chinois la ruine de l'avantage comparatif fourni par sa main d'œuvre meilleur marché !

Mais les choses changeront bientôt pour lui !

La Chine dispose actuellement de trois sites de lancement, tous trois situés dans les régions du centre et de l'ouest, le plus proche de l'équateur, celui de Xichang, étant situé à une latitude de 28,3° nord. Mais en 2013 devrait s'achever la construction du quatrième site de lancement spatial chinois qui a débuté en septembre 2009. Avec ses 19,6° de latitude nord, le site de Wenchang (sur l'île de Hainan), deviendra la principale base chinoise de lancement de satellites commerciaux. Si ce site restera encore un peu plus éloigné de l'équateur que celui de Kourou avec ses 5,2° de latitude nord, il aura désormais un net avantage sur le site de Baïkonour, loué au Kazakhstan à la Russie jusqu'à 2050 et situé à une latitude de 45,6° nord.

Outre sa plus grande proximité de l'équateur, le site de Wenchang aura pour autre avantage de permettre aux débris ou à un éventuel lanceur défaillant de s'abîmer en Mer de Chine plutôt que de risquer de retomber sur des zones habitées, comme ça avait été le cas pour le dernier échec du lanceur Longue Marche en 1996. Dès les années 1970, le gouvernement chinois avait pensé à l'île de Hainan pour accueillir une base de lancement spatiale, mais n'avait pas retenu ce site pour des raisons évidentes de grande vulnérabilité militaire.

Si l'impérialisme chinois se décide aujourd'hui à concrétiser son projet spatial à Hainan, c'est sans aucun doute parce qu'il se sent davantage en position de force et estime que la perspective d'agression militaire est aujourd'hui moins probable. La puissance économique du pays a en effet décuplé au cours des trois dernières décennies, et la Chine possède aujourd'hui une armée et une marine de plus en plus modernes.

Selon les autorités chinoises, le nouveau centre spatial chinois sera « utilisé essentiellement pour le lancement de satellites géostationnaires, de satellites lourds, de stations spatiales et de satellites d'investigation de l'espace lointain ». Il

permettra en outre « à la Chine de prendre part au commerce international de lancements spatiaux ». Ce centre spatial sera composé d'une zone de lancement, d'un centre de commandement, d'une usine d'assemblage des lanceurs et comprendra même un parc d'attraction sur le thème de l'espace.<sup>570</sup>

L'impérialisme chinois a également aujourd'hui les moyens de se lancer dans un coûteux programme de modernisation de ses lanceurs spatiaux. Exit donc la propulsion simple, mais un peu poussive, à base d'ergols UDMH/N<sub>2</sub>O<sub>4</sub> ! Le meilleur lanceur chinois actuel, la Longue Marche 3B, possède une charge utile de 11,2 tonnes en orbite basse, de 5,1 tonnes en orbite géostationnaire et de 4,3 tonnes pour une orbite lunaire.

À l'automne 2007, en même temps que le gouvernement chinois annonçait sa décision de construire sa quatrième base de lancement sur l'île de Hainan, débutait à Tianjin la construction d'une base de production dédiée à la construction d'un nouveau lanceur, la Longue Marche 5. Quelques mois auparavant, les ingénieurs chinois avaient achevé avec succès la phase de test des nouveaux moteurs O<sub>2</sub>/kérosène et H<sub>2</sub>/O<sub>2</sub> conçus pour équiper le nouveau lanceur. Il est essentiel de souligner que la conception et le développement des moteurs représente d'ordinaire à lui seul 40 % du coût de développement d'un lanceur.

Au début de l'année 2008, le chef du projet déclarait que la phase de conception et de développement du lanceur serait bientôt achevée et que le lancement de la fabrication des composants était programmé pour la fin de l'année. Selon lui, dès son achèvement, le site de production de Tianjin n'aura aucun mal à atteindre une capacité de production annuelle de 20 à 30 lanceurs Longue Marche 5.<sup>571</sup> Rappelons qu'au cours des quinze dernières années, la Russie a lancé en moyenne près de 27 fusées par an...

Cette augmentation vertigineuse de la cadence de tir annuelle de la Chine ne sera pas de trop pour assurer simultanément le développement du programme lunaire du pays, la construction de sa station spatiale ainsi que ses besoins en lancement satellitaire.

Après avoir lancé son premier satellite de télédétection en 2006, la Chine en a lancé quatre autres en 2007-2008. Depuis le printemps 2009, ce sont cinq autres satellites de télédétection qui ont été lancés.<sup>572</sup> Les satellites de télédétection servent d'ordinaire à collecter des données sur la topographie, les ressources naturelles, les rendements agricoles et la prévention des catastrophes naturelles.

La télédétection n'est pas le seul domaine qui s'illustre en termes d'intensité de lancement satellitaire. En 2000, la Chine avait lancé deux premiers satellites formant un réseau de positionnement expérimental. Le 13 avril 2007, la Chine lançait le premier satellite de son réseau de positionnement *Beidou* (*Compass*), qui une fois achevé comportera 35 satellites et proposera une résolution "grand public" de 10 mètres ainsi qu'une résolution réservée inconnue. En janvier 2010, la Chine inaugurerait l'activité spatiale internationale de l'année en mettant sur orbite géostationnaire le troisième satellite de *Beidou*. Au début du mois de juin, un quatrième satellite rejoignait les trois premiers et au début du mois d'août, un cinquième.<sup>573</sup>

L'impérialisme chinois compte en effet disposer de son propre réseau de positionnement satellitaire, au même titre que l'impérialisme américain (avec son réseau *GPS* composé de 24 satellites lancés de 1978 à 1995) et l'impérialisme russe (avec son réseau *GLONASS* composé de 24 satellites lancés de 1995 à 2010... si tout va bien !), afin d'être en mesure de s'affranchir d'une dépendance aux réseaux étrangers, tant à des fins commerciales que militaires.<sup>574</sup>

« Les armes modernes, dont les missiles guidés et les systèmes de défense contre les missiles ont tous besoin d'informations qui proviennent de satellites de navigation. Compter sur d'autres systèmes de navigation par satellite pour de pareilles informations est, en temps de guerre, impossible ».<sup>575</sup>

La Chine prévoit que l'ensemble du territoire chinois et des régions frontalières seront couverts dès le début de l'année 2011.<sup>576</sup> Le lancement du service commercial suivra rapidement :

« Le système Beidou fournira des services de navigation, horaires et de messagerie mobile dans la région Asie-Pacifique d'ici 2012. Il sera aussi capable de fournir des services de navigation globale d'ici 2020 ».<sup>577</sup>

Une performance au regard du temps qu'il aura fallu à l'impérialisme américain et à l'impérialisme russe pour que le leur soit pleinement opérationnel. Et ne parlons pas du système de Galileo, le réseau satellitaire de positionnement européen qui, huit ans après le lancement du projet (en 2002), est toujours au stade de... projet, un projet aujourd'hui bien compromis, car en proie à des difficultés financières !

Au-delà du souci de rompre la dépendance aux réseaux de positionnement concurrents, qui constitue indéniablement un facteur critique en temps de guerre, il y a également la perspective d'empocher sa part du juteux marché des services commerciaux de positionnement satellite, aujourd'hui dominé par l'américain GPS ! Ce dernier réaliserait un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 120 milliards de \$...<sup>578</sup>

Le lanceur Longue Marche 5 sera décliné en deux familles comportant chacune six versions. Trois versions de chaque famille seront destinées au lancement de satellites en orbite basse et auront une charge utile comprise entre 3 et 25 tonnes, tandis que les trois autres seront destinées au lancement de satellites en orbite géostationnaire et auront une charge utile comprise entre 1,8 et 14 tonnes. Ces lanceurs auront une masse au décollage allant de 195 à 790 tonnes.

A titre de comparaison, le lanceur européen Ariane 5 possède dans sa version la plus avancée une charge utile de 17,3 tonnes en orbite basse et de 10,5 tonnes en orbite géostationnaire. Le plus gros lanceur américain actuellement en service, la fusée Delta IV Heavy, possède pour sa part une charge utile de 22,6 tonnes en orbite basse et de 13,0 tonnes en orbite géostationnaire. Enfin, le plus gros lanceur russe, la fusée Proton M, possède une charge utile de 21,0 tonnes en orbite basse et de 5,5 tonnes en orbite géostationnaire. L'impérialisme chinois disposera alors de l'un des lanceurs spatiaux en service les plus modernes et les plus performants du monde. Selon les scientifiques chinois, le facteur de capacité d'emport du lanceur Longue Marche 5 devrait atteindre 1,46 %. Il se placera donc en seconde

position mondiale, surpassé uniquement par celui du (très coûteux) lanceur américain Delta IV Heavy.<sup>579</sup>

Facteurs de capacité d'export en orbite de transfert géostationnaire			
Lanceur	Pays	1 <sup>er</sup> vol*	Charge utile
			Masse au décollage
Delta II	USA	1990	0,94 %
Delta IV Heavy	USA	2004	1,75 %
Soyouz	Russie	1963	0,44 %
Proton M	Russie	2000	0,79 %
Ariane 4	Europe	1989	1,02 %
Ariane 5	Europe	2002	1,39 %
H2-A	Japon	2006	1,30 %
Longue Marche 2-E	Chine	1990	0,76 %
Longue Marche 3-B	Chine	1996	1,22 %
Longue Marche 5-E	Chine	2014	1,46 %
PSLV	Inde	1993	0,28 %
GSLV	Inde	2001	0,58 %

\* Dépend de la version du lanceur.

Cette dernière caractéristique prouve que le degré de maîtrise technique atteinte par l'impérialisme chinois dans les secteurs de pointe n'aura bientôt plus grand chose à envier à celui de ses plus puissants concurrents dans l'industrie astronautique.

La Chine maîtrise la technologie de propulsion H<sub>2</sub>/O<sub>2</sub> depuis sa Longue Marche 3 qui l'utilise pour la propulsion de son 3<sup>ème</sup> étage. Mais maîtriser cette technologie pour la motorisation d'un 3<sup>ème</sup> étage est bien plus facile que de la maîtriser pour un 2<sup>ème</sup> et surtout un 1<sup>er</sup> étage pour lequel le débit d'alimentation du moteur devient un facteur critique qui exige de recourir à des turbopompes, dont le développement et la construction nécessitent un savoir-faire complexe. Les turbines des turbopompes du moteur Vulcain 2 équipant le lanceur Ariane 5 tournent ainsi à une vitesse pouvant atteindre 40 000 tours par minute dans des conditions de température (H<sub>2</sub> à - 265°C et O<sub>2</sub> à - 240 °C) et de pression extrêmes.

L'Inde est devenue la huitième puissance spatiale en 1980, avec son lanceur SLV-3 qui possédait une charge utile de 50 kg en orbite basse. Mais envoyer de petits lanceurs à poudre en orbite basse est une chose — dont une V2 allemande était d'ailleurs théoriquement capable —, tandis qu'envoyer de lourdes charges en orbite géostationnaire en est une autre !

Pour la propulsion du deuxième étage de son lanceur PSLV, l'Inde fait appel au moteur Viking (UDMH/N<sub>2</sub>O<sub>4</sub>) qui équipait l'Ariane 4. De même, le lanceur indien le plus performant, le GSLV Mk1 (1<sup>er</sup> lancement en 2001), capable de placer une charge utile de 5 tonnes en orbite basse et de 2,5 tonnes en orbite géostationnaire, utilise une propulsion poudre/UDMH à l'exception du troisième étage qui fait appel à un moteur H<sub>2</sub>/O<sub>2</sub> de fabrication russe. Pour le troisième étage de son lanceur, l'Inde tente de maîtriser la technologie cryogénique, mais il lui reste encore du chemin à parcourir. En effet, le 15 avril 2010, le premier vol du lanceur GSLV Mk2, basé sur un moteur H<sub>2</sub>/O<sub>2</sub> de conception indienne a échoué.

Après l'Inde et Israël (en 1988), l'Iran est devenu la dixième puissance spatiale du monde en 2009. Après un premier lancement raté le 17 août 2008, le lanceur

iranien SAFIR est parvenu à mettre en orbite le satellite Omid au cours de son second vol, le 2 février 2009. Le lanceur iranien poudre/UDMH dispose d'une capacité de 50 kg en lancement en orbite basse.

La Corée du Sud, la Corée du Nord et le Brésil ont également tenté de rejoindre le club très fermé des puissances spatiales, pour l'instant sans succès.

Outre le lanceur Longue Marche 5, l'impérialisme chinois possédera également un lanceur léger moderne, la Longue Marche 6, dérivée d'un booster O<sub>2</sub>/kérosène de 2,5 mètres de diamètre utilisé sur le lanceur Longue Marche 5. Le lanceur longue Marche 6 — dont le premier lancement, prévu pour 2013, précèdera celui du lanceur Longue Marche 5 —, sera destiné à la mise sur orbite de petits satellites, jusqu'à 0,5 tonne en orbite SSO (cette orbite est située à une altitude un peu plus élevée que l'orbite basse).<sup>580</sup>

Dernier avantage, et non des moindres, l'impérialisme chinois disposera alors d'une gamme complète de lanceurs articulée autour de quelques éléments standardisés (coiffe, 1<sup>er</sup> étage et 2<sup>nd</sup> étage H<sub>2</sub>/O<sub>2</sub> liquide, boosters kérosène/O<sub>2</sub> liquide).

Bref, l'impérialisme chinois disposera de tous les éléments pour que son nouveau lanceur soit des plus compétitifs !

Face à l'arrivée imminente d'un concurrent aussi redoutable que le lanceur Longue Marche 5, dont le premier lancement est prévu pour 2014 à Wenchang, on ne sera pas étonné de voir des remous commencer à agiter le paysage aérospatial mondial...

L'impérialisme russe, après avoir vendu pour la première fois 10 lanceurs Soyouz à la France en 2008, a ainsi remporté dernièrement un nouveau contrat pour la livraison de 14 autres lanceurs pour un montant d'un milliard de \$. Pour le PDG d'Arianespace qui lancera sa première fusée russe depuis la base de Kourou cette année, « cette nouvelle vente marque une coopération plus profonde entre les deux pays dans le domaine aéronautique ». <sup>581</sup> La bourgeoisie européenne s'oriente donc de manière évidente vers un nouvel approfondissement de l'économie de bazar, en n'hésitant pas à sous-traiter jusqu'aux industries de pointe qui firent la "fierté de la construction européenne"... Cependant, ne blâmons pas l'ESA (Agence Spatiale Européenne) pour cette demi-mise à la retraite du lanceur européen Ariane, après trente ans de bons et loyaux services. Cette baisse des coûts est en effet nécessaire pour espérer mieux résister au nouveau concurrent et ainsi tenter d'éviter une fermeture complète du site ! Au terme d'accords passés entre l'ESA et la Russie, cette dernière a désormais accès au site de lancement de Kourou pour ses propres lancements. Kourou a donc vu émerger une réplique des ensembles de lancement russes !

Soucieux de « maintenir sa position de leader dans l'industrie spatiale », l'impérialisme russe étudie actuellement la possibilité de « fabriquer des navettes spatiales fonctionnant avec des moteurs nucléaires ». <sup>582</sup>

Si l'ESA se contentera peut-être bientôt de procéder au lancement de fusées achetées à la Russie, et si cette dernière souhaite disposer d'une base de lancement plus proche de l'équateur, ce n'est ni plus ni moins que pour se préparer à affronter

la concurrence du secteur aérospatial chinois qui ne cache pas son ambition de partir à la conquête du marché international du lancement de satellites commerciaux ! Au printemps 2010, un responsable du programme spatial chinois a ainsi annoncé récemment que la Chine « **visait une part de 20 % du marché mondial de l'aérospatiale d'ici 2015** ». <sup>583</sup>

Devant l'imminence de l'arrivée du nouveau lanceur chinois, l'activité spatiale chinoise s'intensifie.

Au 5 septembre 2010, sur les 44 lanceurs qui avaient décollé dans le monde depuis le début de l'année, 8 étaient des lanceurs chinois, soit une part de marché de plus de 18 %. <sup>584</sup> La part de marché de la Chine dans le total mondial des lancements continue donc à s'élever rapidement. Sans oublier son come-back imminent dans le secteur des lancements commerciaux ! La Chine a aujourd'hui dans son carnet de commandes le lancement d'un satellite pour le compte de la société hongkongaise APT Satellite Holdings Limited (1<sup>er</sup> semestre 2012). <sup>585</sup> Elle va également construire et lancer un satellite de communication pour le Laos. <sup>586</sup>

Elle prévoit en outre de construire sa propre station spatiale d'ici 2020. Dès 2011, elle mettra sur orbite Tiangong-1 ("paradis"). Ce module de 8,5 tonnes constituera l'embryon de la station spatiale chinoise. A la fin 2011, il sera rejoint par Shenzhou-8, puis par Shenzhou-9 et Shenzhou-10 en 2012 qui s'y amarreront et feront de lui un véritable laboratoire spatial. <sup>587</sup>

La charge utile élevée du lanceur Longue Marche 5 permettra ensuite à la Chine de placer sur orbite basse des modules orbitaux lourds (20 tonnes et plus) pour la station spatiale chinoise, que de placer sur orbite géostationnaire des satellites ultra-lourds, comme le satellite météorologique Fengyun-4 qui pourrait peser 9 tonnes.

L'inflation croissante de la masse des satellites jouera cette fois en faveur du lanceur chinois, dont la charge utile plus élevée permettra l'export de deux satellites lourds au lieu d'un seul sur l'Ariane 5. Avec des satellites pesant plus de 5 tonnes, la rentabilité commerciale du lanceur européen sera compromise, alors que le lanceur chinois sera en mesure de mettre en orbite simultanément jusqu'à deux satellites de 7 tonnes. En juillet 2009, le lanceur Ariane 5 a mis en orbite le satellite américain Terre Star 1. Pesant 6,9 tonnes, c'était le plus gros satellite de télécommunications jamais mis en orbite...

La Longue Marche 5 permettra à l'impérialisme chinois de se mettre (largement) à niveau vis-à-vis des lanceurs concurrents actuels. Pour le lanceur européen Ariane 5 l'horizon se couvre tout à coup de nuages bien sombres ! Mais l'impérialisme chinois vise plus loin et compte bien ne pas s'arrêter là.

L'académie chinoise de technologie spatiale travaille en effet déjà sur la conception d'un super-lanceur destiné à la conquête lunaire possédant une poussée au décollage de 3 000 tonnes, soit le triple de celle du lanceur Longue Marche 5. <sup>588</sup> La Chine vise en effet la Lune. Elle sera alors le second pays, après les USA en 1967 (Saturn V), à être capable de fabriquer des super-lanceurs. Saturn V, qui vola 13 fois de 1967 à 1973 et développait une poussée au décollage de 3 400 tonnes, possédait une charge utile de 118 tonnes en orbite basse et de 47 tonnes pour une orbite



lunaire. En 1987, l'URSS social-impérialiste procéda au 1<sup>er</sup> lancement d'Energiya. Ce lanceur possédait une charge utile de 105 tonnes en orbite basse mais de seulement 18 tonnes en orbite géostationnaire, soit seulement 4 tonnes de plus que le lanceur Longue Marche 5.

Aujourd'hui, l'ère de la conquête spatiale semble cependant bel et bien révolue pour la Russie et les USA, victimes tour à tour de la loi du développement inégal du capitalisme. Le programme lunaire chinois sera sans aucun doute le seul à avoir une chance de survivre à la crise économique.

Nous voici aujourd'hui en 2010. Au début de l'année, le président américain a confirmé l'arrêt du programme de la navette spatiale pour cette année. Mais face à la crise de la dette qui menace d'étrangler l'Etat, il sait qu'il faut réaliser d'autres économies et renoncer également au coûteux programme lunaire annoncé par son prédécesseur ! Aussi a-t-il également annoncé l'abandon du programme Constellation dont le budget en dépassement (estimé à 74 milliards d'euros !) et les retards ont fini par avoir raison.<sup>589</sup>

Et les déclarations d'Obama, qui, face aux flots des critiques et à l'inquiétude de la NASA, a annoncé que les USA espéraient réaliser des vols habités vers Mars à l'horizon 2035, n'y changeront rien ! Rappelons-nous : en janvier 2004, après l'accident de la navette Columbia qui s'était désintégrée à son retour dans l'atmosphère, le président G. W. Bush avait annoncé la fin de la navette spatiale pour 2010.

En fait, cet accident servit de prétexte pour mettre fin à un programme au coût prohibitif par rapport aux lanceurs classiques à un moment où la course à l'espace était devenue un enjeu secondaire, le social-impérialisme soviétique n'existant plus. En échange, G. W. Bush avait promis de renvoyer des hommes sur la Lune d'ici l'horizon 2020... Une promesse aujourd'hui non tenue par son successeur. Nul doute qu'un des successeurs du président américain actuel annoncera lui aussi l'annulation de ce lointain projet et achèvera de tuer la conquête spatiale américaine, faute de budget !



## La grande fraude du réchauffement global : l'écologie au service de l'impérialisme

Dans nombre de pays impérialistes en déclin, et en particulier en France, il est une vérité aujourd'hui quasi-universellement reconnue : les émissions anthropiques de CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire celles liées aux activités humaines, sont responsables du réchauffement climatique, lequel menace notre planète. Jusqu'à récemment, (presque) personne ne remettait en cause cette affirmation à priori appuyée par de nombreuses preuves et observations scientifiques.

Mais il faut se méfier des vérités soit disant universellement reconnues, surtout quand les preuves sont fragiles et que les observations viennent contredire la théorie ! Soulignons d'abord qu'en matière de sciences, la "reconnaissance universelle" d'une théorie ne prouve rien quant à sa validité !

L'Histoire connaît en effet un grand nombre d'exemples d'avancées et de découvertes scientifiques qui se sont heurtées à l'opposition de la majorité des scientifiques de leur époque, y compris récemment. Un fait souligné par Claude Allègre, géochimiste de formation.

« On a jamais démontré un théorème par un vote. (...) En 1970, nous étions trois en France à défendre la tectonique des plaques contre... 5 000 adversaires ! »<sup>590</sup>

En matière de sciences, il est donc possible d'avoir raison "seul contre tous". Le fait qu'une théorie soit dominante à une époque ne signifie pas qu'elle soit vraie.

Si il y a dix ans, affirmer que la théorie du réchauffement climatique d'origine anthropique était universellement reconnue était encore vrai, ce n'est plus le cas depuis quelques années. En effet, une opposition à la théorie officielle est née et s'est renforcée.

Les partisans de cette dernière firent d'abord comme si elle n'existait pas. Puis cette stratégie ne donnant pas les résultats escomptés et le scepticisme à l'égard de la théorie officielle ne cessant de se renforcer, notamment au sein de la communauté scientifique anglo-saxonne, les partisans de la théorie officielle ont commencé à évoquer la théorie adverse, en déclarant tout de suite que c'était le puissant lobby pétrolier américain et anglais qui finançait ses travaux, dont on pouvait par conséquent douter de l'objectivité...

Ces derniers n'oubliaient qu'une chose : eux-mêmes étaient soutenus par de puissants lobbys au sein des pays impérialistes en déclin. En France, comme on le verra plus loin, le très puissant lobby nucléaire joua un rôle de premier plan dans la déclaration de guerre au CO<sub>2</sub>. Mais, comme nous le verrons en détails un peu plus loin, c'est avant tout les gouvernements de pays impérialistes en déclin, confrontés à la nécessité de trouver des moyens pour contenir le développement économique de l'impérialisme chinois, qui exercèrent le lobby anti-CO<sub>2</sub> le plus actif.

Comme le soulignait un article publié par le magazine *Le Point*, les critiques adressées par les sceptiques au GIEC, tels Claude Allègre lui reprochant d'être « sous influence politique », ne sont pas sans fondement et remontent à « son péché originel ».

**« Le GIEC fut créé en 1998, à la demande du G7, par une agence de l'ONU et l'Organisation mondiale de la météorologie. C'est donc bel et bien des chefs d'Etat qui demandent à des chercheurs « les informations d'origine scientifique, technique et socioéconomique nécessaires pour comprendre les fondements scientifiques des risques liés au changement climatique d'origine humaine ». Leur cahier des charges clôt d'emblée le débat en affirmant qu'il y a un réchauffement et qu'il est d'origine humaine ».**<sup>591</sup>

Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes pour ces lobbys, jusqu'à ce qu'une tuile leur tombe dessus : l'observation d'une inversion de la tendance au réchauffement au début du 21<sup>ème</sup> siècle ! Dès lors, les voix isolées se multiplièrent pour affirmer qu'un facteur important échappait aux modèles informatiques de modélisation climatique et que le CO<sub>2</sub> n'était peut pas le seul, ni même peut-être le principal facteur du réchauffement climatique observé au cours des années 1980-1990.

Ce courant fût nommé "climato-sceptique" par les tenants de la théorie officielle. A l'inverse, les "climato-sceptiques" qualifièrent de "carbocentriste" le courant dominant. Des terminologies traduisant parfaitement l'état d'esprit des deux communautés. Le terme "carbocentriste" illustre parfaitement le rôle principal attribué d'emblée au CO<sub>2</sub> (d'origine anthropique) dans le réchauffement climatique, tandis que celui de "climato-sceptique" laissait entendre que ceux doutant du rôle dominant du CO<sub>2</sub>,... doutaient également de la réalité du changement climatique ! Un amalgame destiné de manière évidente à stigmatiser les sceptiques et à leur coller une étiquette-repoussoir de négationnistes en matière climatique ! Il aurait été bien plus juste de qualifier le courant sceptique de "carbosceptique" !

Dans ces conditions, l'influence des sceptiques sur l'opinion publique resta longtemps marginale et la dissidence sceptique s'exprima évidemment en dehors du GIEC, dont le cahier des charges s'opposait à tout débat scientifique de fond. Au fil des années et de l'avancée des travaux des scientifiques sceptiques, la dissidence se renforça, jusqu'au jour où certains experts du GIEC commencèrent à affirmer qu'il fallait peut-être se pencher sur les questions posées par leurs adversaires plutôt que de continuer à faire comme s'ils n'existaient pas...

A la fin de l'été 2009, le professeur Mojib Latif de l'Institut des sciences maritimes de l'université de Kiel, l'un des principaux contributeurs et rédacteurs du GIEC, lança un premier pavé dans la marre carbocentriste au cours de la conférence internationale de l'Organisation mondiale de la météorologie tenue à Genève, en prévoyant qu'un refroidissement lié aux changements cycliques des températures de l'Atlantique Nord masquerait le réchauffement climatique d'origine anthropique au cours des vingt prochaines années, une prévision faite par les sceptiques depuis plusieurs années déjà en se basant sur les cycles solaires dont nous évoquerons le rôle présumé un peu plus loin.

« Je ne suis pas un des sceptiques. Cependant, nous devons nous poser les questions fâcheuses nous-mêmes ou d'autres personnes le feront ».<sup>592</sup>

En d'autres termes, ce professeur recommandait à la communauté climatologue de reconnaître l'inversion de la tendance actuelle au réchauffement climatique et de

chercher à la justifier du point de vue de la théorie carbocentriste, sans quoi les sceptiques continueraient de marquer des points.

En France, ils commençaient au même moment à faire entendre leur voix dans certains médias, à l'instar de Vincent Courtillot. Aujourd'hui professeur de géophysique à l'université Denis-Diderot de Paris et directeur de l'Institut de physique du globe de Paris, ce géophysicien a enseigné dans certaines des plus prestigieuses universités du monde, comme Stanford en Californie. Il a assumé de nombreuses autres fonctions dont la présidence de l'European Union of Geosciences et la direction de la recherche du Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie.

Les 14 et 15 septembre 2009, à la Faculté de Strasbourg puis à celle de Nantes, il donna une conférence portant sur les résultats de ses travaux et de ceux d'autres scientifiques sceptiques. Des conférences qui marquèrent son auditoire et furent diffusées sur Internet et certains médias alternatifs ne tardèrent pas à s'y intéresser, tels *Le Post* qui leur consacra un article.

« L'auteur s'y montre d'une clarté, d'une précision implacable, sans jamais verser dans le pédantisme, sans jamais se départir de la nécessaire humilité du scientifique. Après avoir vu l'une ou l'autre de ces conférences, vous ne pourrez plus vous dire que "le débat scientifique est clos", ou qu'il y a "consensus" sur les causes et la gravité des évolutions climatiques en cours ».<sup>593</sup>

Quelques semaines plus tard, une nouvelle tuile tomba sur le nez de la communauté climatologue.

En novembre 2009, quelques semaines à peine avant l'ouverture de la Conférence climatique de Copenhague éclata l'affaire du Climategate, consistant dans le piratage et la diffusion publique de milliers d'e-mails et de documents du Climatic Research Unit (CRU) de l'Université anglaise d'East Anglia (UEA). Une cible stratégique étant donné que le CRU est le centre d'études climatologiques de référence du GIEC.

Si cette affaire fût (presque) complètement passée sous silence ou expédiée par les principaux médias français soumis au puissant lobby nucléaro-carbocentriste, elle fit au contraire grand bruit dans les pays anglo-saxons, où des médias de référence décortiquèrent les documents piratés et donnèrent la parole à des sceptiques, à l'instar du *New-York Times*, du *Washington Times* qui évoqua « un réseau de fausse science dévoilé », du *Guardian* et même de la *BBC*. Il faut dire que dans les pays anglo-saxons, la fronde sceptique s'exprimait déjà ouvertement depuis 2007.

En mars 2007 était sorti un documentaire britannique intitulé « **La grande fraude du réchauffement global** » qui détruisait notamment le mythe fondateur de la théorie du réchauffement climatique d'origine anthropique et présentait une autre théorie expliquant les variations climatiques, une théorie que nous aborderons un peu plus loin.<sup>594</sup>

Un an plus tard, en mai 2008, des scientifiques américains lancèrent une pétition demandant au gouvernement américain de rejeter le protocole de Kyoto en raison du manque de preuves scientifiques concernant l'origine anthropique du réchauffement climatique et avaient souligné qu'il était au contraire

scientifiquement prouvé qu'une hausse du taux de CO<sub>2</sub> atmosphérique induirait des bénéfices en termes de hausse de la production végétale. A la fin de l'année 2008, cette pétition avait reçu plus de 31 000 signatures de scientifiques américains ayant un diplôme universitaire de niveau bac + 4 ou supérieur, dont plus de 9 000 scientifiques ayant un diplôme de docteurs en sciences (niveau bac + 7). Si cette liste de signature ne prouve rien quant à la validité ou à la fausseté de la théorie du réchauffement climatique d'origine anthropique, elle prouve en revanche le caractère mensonger des mass-médias bourgeois qui osent encore affirmer que la théorie dominante serait universellement reconnue et que le débat serait par conséquent clos !...

En France, en dépit du Climategate, seuls quelques médias alternatifs osèrent briser les dogmes de la religion carbocentriste et se pencher sur le contenu des documents piratés du Hadley Center qui démontraient notamment le souci délibéré de cacher des résultats d'observations infirmant la théorie carbocentriste, ce que les scientifiques sceptiques soupçonnaient depuis plusieurs années.

Comme le soulignait *Marianne*, les documents piratés, montraient également Phil Jones, directeur du CRU, recommander d'utiliser des « astuces » afin de « masquer le déclin des températures » et juger « déplorable » « le fait est qu'on ne peut rien dire de l'absence de réchauffement » observé au cours des dernières années.<sup>595</sup>

De même *Agora vox* donna des extraits accablants des documents piratés et ne manqua pas de dénoncer le « conformisme moutonnier » des grands médias français. L'article souligna que les documents témoignaient notamment des cabales organisées pour empêcher la publication d'articles de sceptiques et obtenir la tête des responsables de revues ayant osé leur donner la parole.<sup>596</sup>

Dans les pays anglo-saxons, le Climategate eût un tout autre retentissement, car c'est la presse à grand tirage qui se saisit de l'affaire. Le journal britannique *The Independent*, souligna que les documents piratés montraient que Phil Jones et d'autres spécialistes du GIEC avaient cherché à dissimuler des données contradictoires et avaient « enfreint la loi » en refusant de communiquer ou en supprimant des données scientifiques afin d'empêcher leur révélation sous le coup de la procédure de recours au Freedom of Information Act (FOI) lancée par des scientifiques sceptiques. Cette loi britannique garantit en effet le libre accès aux scientifiques aux informations issues de recherches financées par des fonds publics.<sup>597</sup>

D'autres journaux anglo-saxons soulignèrent également le souci délibéré de cacher les données aux sceptiques, à l'instar du *Wall Street Journal* qui souligna que les courriers électroniques impliquant les principaux experts du GIEC tels Phil Jones, Michael Mann et Gavin Schmidt de la NASA, révélaient « **un effort pour cacher la vérité en matière de science climatique** », et en reproduisit des extraits accablants.<sup>598</sup>

Le *Daily Telegraph* titra pour sa part que le Climategate avait révélé « **le pire scandale scientifique de notre génération** ». Dans cet article, le quotidien britannique souligna le refus de Phil Jones de communiquer des données fondamentales qu'il avait ensuite déclarées perdues, ainsi que les fraudes du CRU, à

l'instar de l'ajustement à la baisse des températures passées et à la hausse des températures récentes.<sup>599</sup> L'ampleur du scandale fut telle outre-Manche et outre-Atlantique qu'elle poussa Phil Jones à donner sa démission.

A la mi-février, Phil Jones donna une interview à la *BBC*. Il reconnut à cette occasion la véracité de certaines observations avancées depuis plusieurs années par les sceptiques, en essayant naturellement d'en relativiser l'importance. Il reconnut ainsi l'existence de l'optimum médiéval (autour de l'an 1000) où la température était du même ordre que celle des maxima de l'époque récente, mais estima qu'on n'était pas en mesure de dire si ce réchauffement était global ou circonscrit à l'Europe. Il reconnut ensuite que le rythme de réchauffement observable durant la période 1975-1998 (de l'ordre de 0,15° C par décennie) avait été « similaire » à celui observé pour les périodes 1860-1880 et 1910-1940. Il reconnut enfin qu'il n'y a « **pas eu de réchauffement global significatif du point de vue des statistiques** » « **de 1995 à aujourd'hui** » et dut bien admettre qu'on observait même un refroidissement à un rythme « de 0,12° C par décennie » depuis 2002, estimant cependant que ce refroidissement n'était pas « significatif du point de vue des statistiques ».<sup>600</sup>

Notons au passage que Phil Jones ne fût pas la seule figure emblématique du GIEC à être pris dans la tourmente, car le Climategate facilita la mise à jour de cadavres. Au début de l'année, le président du GIEC, l'indien Rajendra Pachauri, dût ainsi publiquement reconnaître que l'affirmation selon laquelle « les glaciers de l'Himalaya reculaient plus vite que les autres du monde et pourraient disparaître d'ici 2035 », contenue dans le quatrième rapport du GIEC publié en 2007, était fausse.<sup>601</sup> Une erreur révélée par le *Sunday Times* le 17 janvier 2010.

Alors que le GIEC a tenté de minimiser la portée de cette erreur, elle nous semble au contraire particulièrement grave et suspecte. On peut même raisonnablement se demander si elle n'a pas été voulue, tant cette affirmation apporte de l'eau au moulin des pays impérialistes en déclin soucieux de faire pression sur l'impérialisme chinois et l'Inde afin d'entraver leur développement économique. C'est en effet au cœur de la chaîne himalayenne que prennent leur source les principaux fleuves alimentant les territoires des deux pays. Une fonte totale des glaciers aurait ainsi de graves répercussions sur l'approvisionnement en eau de ces deux pays durant l'été et l'automne. Une catastrophe pour leur agriculture et leur population. De quoi inciter leurs gouvernements à accepter de lourds sacrifices...

Alors que suite au Climategate le débat scientifique commençait à s'inviter sur la place publique au Royaume-Uni et aux USA, en France, les missionnaires de la religion carbocentriste menaçaient d'envoyer au bûcher les quelques poignées de scientifiques hérétiques dont l'offensive s'intensifiait sur la place publique.

Vincent Courtillot participa à un débat télévisé sur le réchauffement climatique diffusé sur FR3 le 3 décembre 2009. Il y avait été opposé à Jean-Louis Borloo (ministre de l'écologie), Jean Jouzel (vice-président du GIEC) et Elise Buckle (responsable énergie-climat du WWF). Alors que le scientifique s'appliqua à tenir un discours argumenté, ses contradicteurs préférèrent user d'autres méthodes : l'insulte et l'amalgame, allant jusqu'à l'accuser de « négationnisme ».

Le 7 décembre, c'était sur *France inter* que Vincent Courtillot intervenait et attaquait notamment les certitudes du GIEC.

« Quand en sciences, dans un domaine aussi compliqué que le climat, qu'on étudie depuis aussi peu de temps, qu'on dit qu'on a tout compris et tout résolu et qu'il n'y a plus de débat, c'est qu'il n'y a plus de science, c'est qu'on est passé dans le domaine de la religion ».

Deux mois plus tard, à la mi-février, Claude Allègre passait sur *RTL* et y présentait son dernier livre, *L'imposture climatique*. Sur les ondes, il dénonça la manipulation de l'opinion publique par des affairistes du genre d'Al Gore. Son livre lui attira évidemment les foudres de la communauté gravitant autour de la climatologie officielle, une communauté influente qu'il osa attaquer frontalement, critiquant notamment « l'idéalisme naïf » et le « mysticisme » de climatologues ayant « servis de relais à l'affairisme » et « au retour de la tentation néocoloniale ». <sup>602</sup> Ce livre reçut des réponses indignées de la communauté carbocentriste française. Ce fût la goutte d'eau qui fit déborder le vase et elle se décida alors à mobiliser ses troupes... Une mobilisation effectuée non pas en vue d'engager la confrontation des idées, mais en vue de tenter de l'interdire !

Au printemps, plus de 400 scientifiques français travaillant dans le domaine du climat — certainement très inquiets de risquer un jour de perdre leur job dans ces temps de rigueur budgétaire où on traque les dépenses inutiles —, adressèrent à Valérie Pécresse, la ministre de la recherche, une lettre qualifiant de « mensongères » les « accusations » lancées à l'égard de leur communauté par Claude Allègre et Vincent Courtillot dans leur dernier livre respectif, et appelant la ministre à réagir et à leur exprimer publiquement sa confiance... C'est ainsi que la communauté carbocentriste française tenta d'allumer les flammes du bûcher d'une nouvelle Inquisition, utilisant notamment un graphe de Hakan Grudd (2008) que Claude Allègre avait reproduit dans son livre de manière approximative et en prolongeant la courbe de température entre 2000 et 2008. <sup>603</sup>

Une imprécision et une modification réelles et injustifiées, certes, mais qui ne changeaient cependant rien à la démonstration fondamentale de l'absence de corrélation directe entre les variations du taux de CO<sub>2</sub> atmosphérique et celles de la température au cours des deux derniers millénaires : les variations de température n'avaient visiblement aucun lien direct avec celles du CO<sub>2</sub> étant donné que la température avait été à cinq reprises supérieure ou égale au maxima contemporain durant la période 500-1800 alors que le taux de CO<sub>2</sub> était resté parfaitement stable dans le même temps, à 280 ppm !

Que conclure d'autre, sinon qu'en dépit de la hausse du taux de CO<sub>2</sub> atmosphérique enregistrée depuis le début de l'ère industrielle (aujourd'hui près de 380 ppm), celle-ci ne s'est pas accompagnée de variations de températures d'une amplitude supérieure aux fluctuations enregistrées à plusieurs reprises depuis 500, alors que l'industrie n'existait pas...

L'initiative des carbocentristes ne tourna pas à leur avantage, car ils se trouvèrent alors accusés par d'autres scientifiques de vouloir empêcher le débat. Elle contribua en outre à renforcer la présence des deux scientifiques sur la scène publique. « **Le**



**procès Allègre** » fit par exemple la une du magazine *Le Point* du 22 avril 2010 qui demandait « **Faut-il brûler Claude Allègre ?** »<sup>604</sup>

De son côté, dans un article publié par *Le Figaro* et dont les grandes lignes furent reprises par *Le Monde*, Vincent Courtillot répondit à son tour... aux accusations mensongères contenues à son sujet dans la pétition.<sup>605</sup>

« Le texte de la pétition me reproche en effet de n'être pas « passé par le filtre standard des publications scientifiques ». Mais c'est encore une fois absolument faux ! Six articles ont été publiés en cinq ans dans des revues internationales de haut niveau : *Earth and Planetary Science Letters (EPSL)*, *Comptes rendus de l'Académie des sciences* et la dernière dans *Journal of Atmospheric and Solar-Terrestrial Physics*. Deux autres sont soumis à l'évaluation de nos pairs anonymes. Aucun n'a pour l'instant fait l'objet de critiques scientifiques, à l'exception d'un article dans *EPSL* il y a deux ans. Mais nous avons répondu, mes collègues et moi, point par point, dans la revue. J'ajoute que toutes nos études ultérieures n'ont fait que renforcer nos premières conclusions. C'est seulement après tout ce travail, effectué « dans l'ombre », que j'ai publié cet automne, dans le livre visé par la pétition, le résumé de ces recherches ».<sup>606</sup>

Maintenant que les conditions (difficiles) dans lesquelles ceux qui doutent de la théorie du réchauffement climatique d'origine anthropique sont parvenus à commencer à faire entendre leur voix sont éclairées, penchons-nous sur leurs arguments.

Si ce n'est pas le CO<sub>2</sub> qui est le facteur déterminant des variations de la température observées, quel est ce facteur ? Plusieurs équipes de scientifiques travaillent aujourd'hui sur cette question et disposent déjà d'une piste solide corrélée par les observations : celle de l'activité de notre étoile. La piste explorée par ces scientifiques n'est pas celle de l'influence des variations du rayonnement lumineux — lequel ne varie que très peu à notre échelle de temps, ce qui a amené le GIEC à écarter d'emblée l'influence du soleil —, mais celle de l'influence des cycles solaires (connus depuis des siècles par l'observation des tâches solaires) sur d'autres types de rayonnement susceptibles d'interagir avec des moteurs du climat.

Il n'entre pas dans le cadre de notre étude de résumer l'ensemble des travaux scientifiques menés au cours des dernières années sur cette autre théorie de l'origine des variations climatiques. Cela nécessiterait en effet beaucoup plus qu'un chapitre.

C'est pourquoi nous renvoyons au très complet et excellemment documenté site internet « **Pensée Unique** » — [www.pensee-unique.fr](http://www.pensee-unique.fr) —, créée par Jacques Duran, l'une des principales figures du courant sceptique en France. Jacques Duran fut entre autre Directeur de Recherche de première classe du CNRS et Directeur des Etudes de l'Ecole Supérieure de Physique et Chimie de Paris (ESPCI). Son site publie non seulement des documents critiquant la théorie carbocentriste, mais également d'importants documents faisant le point sur les derniers travaux menés en matière de sciences du climat. Parmi les documents présentés, nous recommandons particulièrement la lecture de la traduction française du *Manuel du Sceptique*, un document d'une quinzaine de pages constituant une excellente entrée en matière.<sup>607</sup>

Une mention spéciale également concernant les travaux menés par le professeur Svensmark et son équipe de l'Institut de recherches spatiales de Copenhague publiés notamment dans la prestigieuse revue internationale *Physical Review Letters*. Ces travaux ont établi qu'il existait un lien direct entre les variations de l'activité solaire et les variations du rayonnement cosmique qui atteignait notre planète. Or ce rayonnement cosmique, qui est à l'origine de la formation du carbone 14, aurait également une influence déterminante sur la formation des nuages et donc sur la variation de la couverture nuageuse et de la température. Le professeur Svensmark fait aujourd'hui partie d'une équipe internationale comptant soixante scientifiques qui mène un important projet d'expérimentations au CERN (Centre d'Etude et de Recherche Nucléaire) de Genève — le projet « Cloud » dont la phase expérimentale a débuté à l'automne 2009. Ce projet porte sur l'étude de l'influence du rayonnement cosmique sur la formation des nuages dans la troposphère.

« Les éruptions solaires induisent des orages magnétiques qui dévient les particules ionisantes qui devraient normalement atteindre notre planète. (...) Les particules ionisantes venues de l'espace, plus ou moins déviées par les éruptions solaires influencent grandement la couverture nuageuse de la Terre et donc sa température ! »

Ce qui frappe, lorsque l'on se penche sur l'argumentaire des sceptiques, c'est d'abord le démontage implacable et argumenté des "preuves" de la partie adverse, même lorsqu'elles semblaient au départ solides. Ce qui frappe ensuite, c'est la cohérence de leurs travaux, il est vrai beaucoup plus complexes à comprendre que les mythes simplistes entourant la théorie carbocentriste. Une complexité cependant loin d'être insurmontable. Outre le *Manuel du Sceptique*, nous renvoyons également à l'excellent travail de vulgarisation scientifique réalisé par le professeur Courtillot à travers ses conférences, et notamment celle qu'il a donné à la Faculté de Strasbourg en septembre 2009.<sup>608</sup>

Nous nous contenterons donc de détailler un seul exemple de démontage de "preuves" avancées jusqu'à présent par les carbocentristes pour étayer leur théorie. Nous avons retenu l'exemple le plus connu, mais les sources indiquées auparavant — en particulier la conférence de Vincent Courtillot —, traitent de nombreuses autres "preuves", tel la courbe en croix de hockey de Michael Mann, l'existence de plusieurs périodes au cours desquelles la température fut supérieure aux maximas contemporains au cours des deux derniers millénaires, la reconstitution de courbes de température pour les USA et l'Europe mettant en défaut celles du GIEC, la soi-disant hausse apocalyptique du niveau des mers, l'établissement de l'influence des cycles solaires de onze ans sur le climat à travers la mise en évidence d'une excellente corrélation entre le cycle solaire et les variations du champ magnétique terrestre et de la température, la rétention d'informations concernant les données utilisées par le GIEC, etc. Autant d'exemples illustrant les graves erreurs et les méthodologies douteuses employées par le GIEC... La "preuve" fondatrice avancée par les carbocentristes pour appuyer leur théorie provenait des carottes de glace du Groenland. Forer la couche de glace au Groenland avait permis en 1985 aux scientifiques d'obtenir une reconstitution

paléo-climatique sur les 150 mille dernières d'années. Ils obtinrent la température au moyen de l'isotope 18 de l'oxygène et mesurèrent la concentration de CO<sub>2</sub> dans les bulles d'air emprisonnées. Le résultat fut l'obtention de deux courbes caractérisées au premier abord par une excellente corrélation. Il apparut alors que l'évolution du taux de CO<sub>2</sub> et celle de la température étaient liées. Une aubaine pour le GIEC qui y puisa la preuve scientifique qu'il lui fallait pour démontrer que le CO<sub>2</sub> induisait une hausse de la température et donc que l'impact de l'homme sur le climat aurait des conséquences catastrophiques ! Hélas pour le GIEC, un autre carottage effectué en 1999, cette fois de glaces antarctiques à Vostok, vint anéantir cette belle "preuve".

S'il confirma en effet la corrélation des deux courbes et montra l'existence d'un cycle glaciaire sur plusieurs centaines de milliers d'années, ce carottage permit d'améliorer considérablement la résolution des deux courbes, une précision accrue qui amena une nuance de taille à la relation entre la température et la concentration de CO<sub>2</sub>. Si la courbe de variation de la température était toujours superposable à celle du CO<sub>2</sub>, ces deux courbes n'en étaient pas moins décalées dans le temps et les variations de température précédaient celles du taux de CO<sub>2</sub> !

Un troisième carottage effectué en 2003 à la station antarctique de Concordia vint confirmer ce décalage et permit même de l'évaluer précisément. Quand la courbe de la température s'élevait ou descendait, elle le faisait avec environ 800 ans d'avance sur celle du CO<sub>2</sub> !

**Ainsi, si les carottages prouvaient effectivement l'existence d'une excellente corrélation entre l'évolution de la température et celle du CO<sub>2</sub>, ils prouvaient que l'augmentation du taux de CO<sub>2</sub> atmosphérique n'était pas la cause de l'augmentation de la température, mais son résultat !**

Un résultat qui s'explique aisément par la très grande inertie thermique des océans. C'est en effet dans ces derniers qu'est contenue la plus grande quantité de CO<sub>2</sub>. Or on sait qu'à pression constante, la quantité de gaz dissout dans l'eau varie en fonction de la température : quand cette dernière s'élève, elle provoque un important dégazage qui libère de grandes quantités de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, d'où ce fameux décalage de plusieurs centaines d'années entre nos deux courbes, le temps que les gigantesques masses d'eau océanique s'adaptent aux variations de la température de la surface.

Ceci n'empêcha pas Al Gore et toute la climatologie officielle de continuer à utiliser les carottages antarctiques comme "preuve" de l'influence directe du CO<sub>2</sub> sur la température ! Dans son célèbre documentaire apocalyptique « Une vérité qui dérange », Al Gore utilisa les courbes issues des carottages antarctiques pour prouver la relation étroite existant entre température et CO<sub>2</sub>.

**« La relation est en fait très compliquée, mais il y a une relation qui est de loin bien plus importante que les autres et c'est celle-ci : quand il y a plus de CO<sub>2</sub>, la température est plus chaude ».**<sup>609</sup>

Il se garda bien de préciser en quoi cette relation était compliquée, car il n'aurait pas été en mesure d'expliquer pourquoi l'augmentation de la température précédait de plusieurs centaines d'années celle du CO<sub>2</sub> !...

Notons au passage que les courbes issues de la reconstitution paléo-climatique décrivent un cycle glaciaire-interglaciaire long d'approximativement 100 000 ans résultant des oscillations périodiques de l'orbite terrestre — induites par les perturbations des planètes géantes de notre système solaire —, sans compter l'influence mineure d'autres cycles. Selon ces reconstitutions, nous nous trouvons aujourd'hui vers la fin d'une période de réchauffement et les millénaires et dizaines de millénaires à venir marqueront un déclin marqué des températures : la courbe de température est caractérisée par une amplitude thermique de l'ordre de 10° C entre le maxima actuel et les niveaux minima...

Et cela nécessitera de notre espèce une adaptation d'une toute autre ampleur que le réchauffement prévisionnel du GIEC de deux degrés (en un siècle) dont les conséquences sont jugées comme apocalyptiques par les carbocentristes. En outre, il ne faudra pas compter sur une hausse des émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> pour compenser cette baisse.

En effet, il y a plusieurs centaines de millions d'années, le taux de CO<sub>2</sub> atmosphérique fut jusqu'à 20 fois plus élevé que son niveau actuel sur notre planète. Il ne faisait pourtant pas 20 fois plus chaud. La raison fondamentale vient du fait que le taux d'absorption des rayons lumineux par le CO<sub>2</sub> est très élevé dès de faibles concentrations (20 ppm), la courbe d'absorption décrite étant de type logarithmique. Aussi, doubler ou tripler un taux de CO<sub>2</sub> atmosphérique de l'ordre de 400 ppm n'augmenterait que de très peu l'effet de serre lié à ce gaz.

Si un doctorat en sciences géophysiques ou géomagnétiques est nécessaire pour entreprendre des travaux de recherche pointus visant à déterminer les influences directes et indirectes de notre étoile sur le climat de notre planète, un tel bagage n'est pas nécessaire pour démonter les théories carbocentristes et constater l'absence de lien direct entre l'évolution des émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> et les variations de température, surtout pour l'époque récente. Cette absence de corrélation apparaît de manière flagrante dès que l'on creuse un peu les données issues des observations les plus élémentaires.

Au cours de la période 1920-1940, les émissions anthropiques mondiales de CO<sub>2</sub> se sont montées en moyenne à 3,7 GT par an, variant entre 2,9 et 4,8 GT. L'impact des crises économiques mettant à mal l'économie est évident : alors qu'en 1929, les émissions de CO<sub>2</sub> se montaient à 4,2 GT, elles ne se montaient plus qu'à 3,1 GT en 1932. En 1970, les émissions anthropiques mondiales de CO<sub>2</sub> avaient atteint 27 GT. Leur croissance ne fut interrompue que par quelques petites périodes de stagnation ou de légers déclinés liées à des crises économiques, à l'instar du milieu des années 1970, du début des années 1980 et du début des années 1990. Elles ont atteint 32 GT en 1980, 35 GT en 1990 et 40 GT en 2000. En 2008, elles se montaient aux alentours de 50 GT.<sup>610</sup> Durant la période 1980-2000, les émissions anthropiques mondiales n'augmentèrent donc qu'à un rythme annuel moyen de 1,1 %, contre une croissance annuelle moyenne de 2,8 % durant la période 2000-2008.

Notons que ces émissions comprennent autant les activités humaines liées à la combustion d'énergies fossiles (transport, industrie, résidentiel), que celles liées à l'agriculture et en particulier à l'élevage. C'est à ce niveau qu'il y a la première tromperie, car le lobby politico-médiatique "oublie" systématiquement le volet

agricole du CO<sub>2</sub>, qui a pourtant contribué à hauteur de 37 % aux émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> en 2008, pour se concentrer uniquement sur le volet énergétique... Il faut dire qu'y inclure l'impact de l'élevage ne jouerait pas en faveur des pays impérialistes en déclin, d'autant plus si l'on regarde sa finalité...

Dans un article publié par *New Scientist* à l'automne 2009, on apprend « qu'il est temps de manger le chien ». En effet, l'emprunte carbone provenant de la production de l'alimentation d'un chien de compagnie de taille moyenne est le double de celle du carburant consommé par une voiture 4x4 Toyota Land Cruiser de 4,6 litres de cylindrée roulant 10 000 km par an, tandis que celle d'un chat est identique à celle d'une petite voiture de type Golf. Aux USA, on dénombre environ 61 millions de chiens et 76 millions de chats.<sup>611</sup>

Pourquoi donc, pour ceux qui rechigneraient à manger leur(s) chien(s) ou chat(s), ne pas mettre en place une taxe carbone sur ces animaux de compagnie ? Cela ne serait-il pas plus équitable que de vouloir entraver le développement économique de "pays émergents" ?...

Jouons tout de même le jeu, et regardons plus en détails comment ont évolué les émissions anthropiques de CO<sub>2</sub>, sans égard à leur finalité et en nous restreignant à celles provenant du secteur énergétique...

Nous disposons des chiffres précis des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> liées à la combustion d'énergie fossiles. Durant la période 1965-1980, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> liées au secteur énergétique augmentèrent rapidement, passant de 12,0 à 19,4 GT, soit une augmentation de 61,7 % ou une croissance annuelle moyenne de plus de 3,2 %. Durant la période suivante 1980-2000, elles augmentèrent beaucoup plus lentement, passant de 19,4 à 25,3 GT, une conséquence de la naissance de la division du travail caractéristique de "l'économie de bazar" qui modifia d'avantage la localisation des industries qu'elle ne les fit croître. Les émissions augmentèrent donc de 30,7 % seulement, soit une croissance annuelle moyenne de 1,3 %. Enfin, durant la dernière période, c'est-à-dire les années 2000-2008, caractérisées par la croissance économique rapide de l'industrie chinoise et de sa consommation énergétique, les émissions s'élevèrent de 25,3 à 31,6 GT, soit une augmentation de 24,9 % ou une croissance annuelle moyenne de plus de 2,8 %.<sup>612</sup>

On voit donc que tant pour les émissions anthropiques mondiales de CO<sub>2</sub> que pour celles liées exclusivement au secteur énergétique, les tendances restent strictement les mêmes.

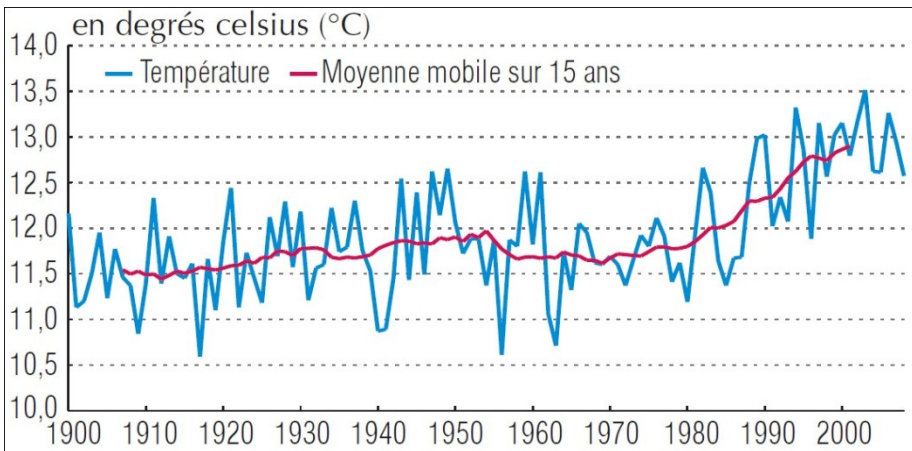
Notons au passage que les périodes de hausse accélérée de la consommation énergétique mondiale correspondent aux périodes de croissance rapide de la production industrielle. Ainsi, selon les statistiques publiées par la *Worldsteel association*, la production mondiale d'acier augmenta rapidement durant la période 1950-1973, passant de 200 à près de 700 millions de tonnes. Elle connut ensuite une période de quasi-stagnation longue de 25 ans, reflet de l'approfondissement de "l'économie de bazar". En 1999, elle se montait à 789 millions de tonnes. Par la suite, avec l'essor de l'impérialisme chinois, elle connut une expansion d'un rythme

supérieur à celui des années 1950-1960 et culmina à 1 346 millions de tonnes en 2007.<sup>613</sup>

La production mondiale d'acier s'accrut ainsi à un rythme annuel moyen de 5,6 % au cours de la période 1950-1973, contre à peine 0,5 % au cours de la période 1973-1999 et 6,9 % durant la période 1999-2007.

Voyons maintenant jusqu'où peuvent aller l'ignorance et la tromperie...

Si l'on met en regard l'augmentation des températures, en France comme au Japon, on remarque qu'il n'y a absolument aucun lien apparent entre les émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> d'une part, et l'augmentation de la "température moyenne" d'autre part. Regardons d'abord un graphe intitulé « Température moyenne annuelle en France de 1900 à 2008 » et publié récemment par l'INSEE à partir des statistiques de Météo France.<sup>614</sup>



Durant la période 1920-1940, les émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> étaient faibles et stables, la température s'éleva pourtant de plus d'un quart de degré. La période d'après guerre, jusqu'au début des années 1970, vit une période de prospérité économique des vieux pays impérialistes. En 1970, le niveau des émissions anthropiques mondiales de CO<sub>2</sub> avait plus que quintuplé par rapport à celui de 1940. Que s'est-il passé durant cette période ? La température a décliné de plus d'un quart de degré jusqu'en 1970 ! La température enregistrée au cours des années 1940-1955 fut ainsi supérieure de près d'un quart de degré à celle enregistrée au cours de la période En 1970, la température accusait ainsi une hausse de l'ordre d'un huitième de degré par rapport à 1920, alors que les émissions anthropiques mondiales de CO<sub>2</sub> avaient été multipliées par 9 dans le même temps ! Comme on le voit, il n'y a aucune corrélation entre les pics d'émissions anthropiques et ceux de température.

Passons à la période suivante, celle des années 1980-2000. La température ne commença en fait à remonter qu'en 1980 et ne dépassa son plus haut niveau du 20<sup>ème</sup> siècle (1954) qu'en 1985 ! Il apparaît de manière évidente que la période 1980-2000 a été marquée par une augmentation rapide de la température et d'une toute autre ampleur (plus d'un degré) que celle de la période 1920-1980 (un quart

de degré de manière discontinue). Or la période 1980-2000 n'a vu les émissions anthropiques mondiales de CO<sub>2</sub> augmenter beaucoup moins que durant cette période, que ce soit en termes relatifs ou absolus : après être passées de 3 à 32 GT durant la période 1920-1980 (soit + 29 GT), elles passèrent de 32 à 40 GT durant la période 1980-2000 (soit + 8 GT).

La dernière période, celle des années 2000-2008, nous offre une autre absence de corrélation — pour ne pas dire une énième invalidation par les faits de la théorie officielle du réchauffement climatique d'origine anthropique —, encore plus frappante. La température montre en effet une stagnation voire et même un début de déclin alors que les émissions anthropiques mondiales se sont accrues à nouveau rapidement (+ 10 GT), atteignant un niveau sans précédent de 50 GT.

Comme l'illustrent les graphes ci-dessous, que nous avons-nous-même construit à partir des données météorologiques fournies par le *Bureau of Statistics of Japan*, ces grandes tendances ne sont pas propres à la France et sont confirmées par la mise en regard de la courbe des émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> liées au secteur énergétique avec celle de la température moyenne de neuf stations météorologiques japonaises de référence dont les données disponibles couvrent l'ensemble du 20<sup>ème</sup> siècle. On voit à nouveau qu'il n'existe aucune corrélation, même éloignée, entre l'augmentation de la température et le niveau des émissions de CO<sub>2</sub>. On y retrouve bien notre brutale augmentation de température dans le courant des années 1980, puis notre palier marquant la stagnation et le début du déclin de la température au début du 21<sup>ème</sup> siècle.

**[Voir fascicule de graphes p. 26]**

Cela veut-il dire que les émissions de CO<sub>2</sub> n'ont aucune influence sur le climat ? Non, comme le soulignent les sceptiques eux-mêmes. Mais cela prouve qu'à des taux de concentrations de quelques centaines de ppm, c'est sans aucun doute un facteur très secondaire face à d'autres facteurs étudiés par des scientifiques tels que le professeur Vincent Courtillot ! Ce qu'illustre le palier l'inversion de la tendance au réchauffement observée au cours des dix dernières années, à un moment où les émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> ont explosé ! Pas de quoi justifier la néo-religion climatique à la mode propagée de manière croissante par le GIEC et le lobby politico-médiatique des pays impérialistes en déclin au cours des dernières années...

**Preuve que dans un pays impérialiste en déclin, la bourgeoisie est prête à sacrifier jusqu'à la science sur l'autel du profit et de la défense de ses intérêts ! Mais en vain, comme nous allons le voir maintenant, car tel fut pris au piège qui croyait prendre...**

Avant la conférence de Copenhague, les dirigeants chinois faisaient déjà remarquer que la Chine avait « toujours attaché une grande importance au changement climatique et a produit des réalisations constantes dans l'économie d'énergie et la réduction des émissions durant les dernières années ». <sup>615</sup> A son échelle, elle n'est en effet pas restée inactive.

Pour 2005-2010, la Chine avait ainsi annoncé un plan avec des objectifs chiffrés plus ambitieux que ceux de n'importe quel autre pays impérialiste : réduire la

consommation d'énergie par unité du PIB de quelque 20 %, faire passer le taux de la couverture forestière de 18 à 20 % et augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie primaire de 7,5 % à 10 %. On peut dire aujourd'hui que l'impérialisme chinois a déjà tenu la plupart de ces engagements. Dès la fin 2008, la consommation d'énergie par unité de PIB avait en effet diminué de 25,6 % et le taux de la couverture forestière était passé à 20,4 %.

Quelques mois avant le sommet climatique de Copenhague, les dirigeants bourgeois du monde rassemblés au sommet de l'ONU sur le changement climatique étaient obligés de saluer la politique environnementale chinoise. Le secrétaire général de l'ONU déclara ainsi que « **toute personne qui doute encore de leur sincérité sur le changement climatique** » avait « **besoin d'avoir un autre regard** ».

Même l'ancien vice-président américain Al Gore reconnaissait à cette occasion la politique environnementale active mise en œuvre par la Chine :

« Cela n'est pas généralement connu dans le reste du monde mais la Chine au cours de chacune des deux dernières années a planté deux fois et demi plus d'arbres que le reste du monde mis ensemble ». <sup>616</sup>

Rappelons qu'au début des années 1950, les forêts ne couvraient que 8,6 % du territoire chinois. En 1999, les forêts couvraient 159 millions d'hectares, soit 16,6 % du territoire chinois.

Durant la période 2000-2007, ce sont 42,8 millions d'hectares de forêts qui ont été plantés en Chine, dont près de 87 % à la main. Ces boisements sans équivalent dans le monde, représentant les  $\frac{2}{3}$  de la superficie de la France, ont nécessité un investissement de 299 milliards de yuans. Plus des trois quarts des financements ont été apportés par l'Etat chinois.

A la fin de l'année 2008, les forêts couvraient 195,5 millions d'hectares, soit 20,4 % du territoire chinois. Au cours de la seule année 2009, ce sont 5,9 millions d'hectares de nouvelles forêts qui ont été plantées, soit près de 2 fois la superficie de la Belgique ! <sup>617</sup> Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010, c'étaient déjà plus de 4,9 millions d'hectares supplémentaires qui avaient été reboisés, soit plus de 80 % de l'objectif annuel. <sup>618</sup> Pour la période 2011-2021, le gouvernement chinois prévoit de consacrer 200 milliards de yuans aux programmes de reboisement, soit près de 30 milliards de \$ <sup>619</sup>.

Ces campagnes de boisement font partie intégrante des efforts engagés par l'impérialisme chinois dans la lutte contre la désertification et l'érosion. Au cours des dernières années, les pentes abruptes et dénudées du plateau de Loess bordant le fleuve Jaune ont fait l'objet d'aménagements titanesques. Ce sont aujourd'hui des pentes verdoyantes aménagées en terrasses où poussent aujourd'hui des arbres fruitiers. La Commission de Conservation du fleuve Jaune estime que ces aménagements ont déjà permis de réduire de 300 millions de tonnes la quantité de sédiments transportés chaque année par le fleuve, soit une réduction de 19 %, sans oublier les retombées économiques issues de la conquête de nouvelles terres aujourd'hui valorisées. <sup>620</sup> Dans un autre domaine, les autorités chinoises proclament aujourd'hui leur détermination à prendre des mesures « pour conserver la biodiversité ». <sup>621</sup>



Dès le courant de l'été 2009, certains médias bourgeois d'occident commencèrent à reconnaître que les choses commençaient à bouger en Chine en matière d'environnement, à l'instar du *Monde* qui titrait « Les affaires de pollution commencent à intéresser les médias chinois ». De même, quelques semaines avant la conférence de Copenhague, les autorités de la province du Guangdong avaient annoncé l'interdiction de l'implantation de nouvelles industries polluantes dans le Delta de la rivière des Perles.<sup>622</sup>

C'est pourquoi dès l'été et l'automne 2009, le ministère chinois des Affaires étrangères pouvait se permettre de déclarer que la Chine espérait des USA qu'ils allaient « **jouer leur rôle et endosser leur responsabilité historique face au changement climatique** ».<sup>623</sup>

Mais à Washington, nombreux étaient ceux qui, non content de se dérober à leur « responsabilité historique », accablaient de manière grossière l'impérialisme chinois. Au printemps 2009, on pouvait par exemple lire dans le *New York Times*, dans un article de Paul Krugman intitulé « **L'Empire du carbone** », que

« Comme chaque visiteur de la Chine, j'ai été stupéfait par l'ampleur du développement du pays. (...) Mais la Chine ne peut pas continuer sur sa voie actuelle, car la planète ne peut pas supporter cette pression. La vision des scientifiques sur les perspectives de réchauffement de la planète est devenue beaucoup plus pessimiste au cours de ces dernières années. De fait, les dernières projections du climat réalisées par les scientifiques de renom frisent l'apocalyptique. Pourquoi ? Parce que le taux d'augmentation des émissions des gaz à effet de serre égale ou dépasse les pires scénarios. Et la croissance des émissions en Chine — qui est déjà le plus grand producteur mondial de dioxyde de carbone — est l'une des principales raisons pour ce pessimisme qui naît ».

L'article, qui laissait entendre que le gouvernement chinois commençait à peine à prendre en compte la menace climatique, mais n'avait pas encore vraiment agité concrètement pour la combattre, insistait sur la croissance à venir des centrales au charbon en Chine, tout en passant sous silence la production d'électricité américaine d'origine thermique et en se gardant bien d'évoquer les immenses efforts faits par l'impérialisme chinois pour transformer sa structure énergétique en utilisant des sources d'énergie non-fossiles...

En principe, l'article reconnaissait la justesse du principe de "**responsabilités communes mais différenciées**" — que met notamment en avant l'impérialisme chinois —, puisqu'il admettait que « la plus grande partie du réchauffement de la planète qui a déjà eu lieu n'est pas due à la Chine, mais aux émissions antérieures de carbone effectuées par les pays aujourd'hui riches » et qu'il serait donc « injuste de s'attendre à ce que la Chine vive en respectant des contraintes auxquelles nous n'avons pas eu à faire face lorsque notre économie se développait ». Mais en fait, derrière ces belles paroles, l'auteur ne proposait rien de concret, et se contentait de brandir la menace des droits protecteurs !

« Les pays qui refusent de limiter leurs émissions de gaz à effet de serre devront faire face à des sanctions, probablement sous la forme de taxes sur leurs exportations. Ils se plaindront amèrement que c'est du protectionnisme, mais quoi ? La

mondialisation n'apportera pas beaucoup de bienfaits, si le monde lui-même devient invivable ».

En définitive, pour l'auteur, « **cette injustice ne change rien au fait que laisser la Chine égaler la prodigalité passée de l'occident provoquerait la fin de la Terre telle que nous la connaissons** ».<sup>624</sup>

En des termes plus crus, l'article se résume donc à ceci : la planète ne peut pas porter 1,3 milliard de consommateurs supplémentaires ayant un mode de vie équivalent à celui des pays riches, alors oui, la vie est injuste, mais vous, chinois, devez rester spartiates et ralentir votre développement économique sinon tout le monde y perdra ! Et les médias bourgeois d'occident n'étaient pas les seuls à évoquer un scénario catastrophe ! Le *World Energy Outlook 2009* publié par l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) — organe crée dans le cadre de l'OCDE en 1974 —, concluait également sur un ton catastrophiste :

« Le succès des efforts visant à enrayer le changement climatique dépendra, de façon cruciale, de la vitesse à laquelle les gouvernements agiront pour tenir leurs engagements. Sauver la planète ne peut attendre. Chaque année qui passe restreint les possibilités d'infléchir les émissions dans un délai donné ».

L'AIE ajoutait que quelques années de retard seulement pourraient mettre l'objectif de limitation de l'augmentation de la température « hors de portée » et générer des coûts d'investissements supplémentaires d'adaptation du secteur énergétique de l'ordre de 500 milliards de \$ par an, invitant les pays participants à la future conférence climatique de Copenhague à ne « pas l'oublier » : « **L'heure des choix difficiles qui s'imposent pour passer des promesses aux actes est arrivée** ».<sup>625</sup>

Devant la pauvreté des arguments ressassés par le lobby politico-médiatique des pays impérialistes en déclin, l'impérialisme chinois ne se laissa pas faire et ne tarda pas à proposer une solution en théorie capable de contenter tout le monde, du moins si le souci principal des impérialistes remaquillés en néo-écologistes était de sauver la planète d'une catastrophe climatique imminente sans pour autant léser les "pays en voie de développement"...

Quelques mois avant la Conférence de Copenhague, la Chine appelait ainsi « **les pays développés à remplir concrètement leur objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre** » et à remplir « **leurs obligations** ». L'impérialisme chinois avertissait que le succès de la conférence climatique à venir dépendrait avant tout de l'aide que ces pays apporteraient aux « pays en voie de développement », notamment sous la forme de « **transferts de technologie** » et « **d'apports de capitaux** ».<sup>626</sup>

Quelques semaines avant l'échéance, le président français avait rencontré le premier ministre indien afin de « convaincre l'Inde en vue du sommet de Copenhague » d'annoncer un engagement contraignant.<sup>627</sup> Mais les pressions des pays impérialistes en déclin d'aboutirent pas aux résultats escomptés.

Quelques jours avant l'ouverture de la conférence, l'impérialisme chinois avait déclaré souhaiter que la future conférence obtienne des résultats « justes et faisables », respectant notamment « le principe des responsabilités communes mais différenciées ». Il avertissait également que « les pays développés » devaient

« respecter leurs engagements » et « **fournir aux pays en développement un soutien financier et technologique** ». <sup>628</sup>

Peu avant Copenhague, le conseiller économique du premier ministre indien se mit également à appeler Washington « à supprimer les restrictions sur le transfert de technologies à l'Inde » afin que le pays puisse « bénéficier des technologies américaines en matière d'énergie propre », et contribuer ainsi « aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique » tout en parvenant « à la sécurité énergétique ». <sup>629</sup>

Bien avant l'ouverture de la conférence de Copenhague, son échec apparaissait donc comme inévitable. Dans les médias des pays impérialistes en déclin, on a naturellement accusé l'impérialisme chinois d'avoir saboté Copenhague. Mais quels sont les faits ?

Dès la mi-novembre, le président américain avait jugé comme « irréaliste » la perspective qu'un accord juridiquement contraignant soit signé à Copenhague. Pour l'impérialisme français, le pays qui posait alors surtout problème bien avant la conférence, le pays qui était « le principal frein à un accord sur le climat », c'était comme le soulignait Jean-Louis Borloo, les USA, « la première puissance du monde, le premier émetteur (de gaz à effet de serre) du monde, le premier émetteur par habitant (24 tonnes par an) », qui disait « je voudrais bien mais je ne peux pas »... <sup>630</sup>

Un bien mauvais exemple pour pousser la Chine et l'Inde à se sacrifier !...

Peu avant la conférence climatique de Copenhague, le gouvernement chinois avait en outre déjà annoncé son ambition « de réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> de 40-45 % par unité de PIB à l'horizon 2020 par rapport au niveau de 2005 », un objectif qui n'était de plus en rien conditionné par ceux d'autres pays, ce que réaffirma le président chinois à la tribune de la conférence. <sup>631</sup>

Au début du mois de décembre, l'échéance tant attendue par les médias des pays impérialistes en déclin arriva. Mais rien ne se passa comme ils l'avaient espéré.

Au cours de la conférence, les élites bourgeoises-compradore des "PVD" « en colère » dénoncèrent le fait que le document présenté par le délégué danois était « trop contraignant à leur égard et pas assez envers les pays industrialisés ». Le délégué de l'impérialisme chinois « alimentant l'affrontement Nord-Sud » qui tournait en « foire d'empoigne », en profita alors pour ajouter avec ironie que « les promesses des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon » restaient « bien en deçà des exigences des scientifiques » et ne représentaient pas une baisse « significative » de leur intensité énergétique. <sup>632</sup>

La délégation indienne ne se priva pas non plus de qualifier de « décevants » les objectifs de réduction de CO<sub>2</sub> annoncés « par les pays riches », alors que Pékin dénonçait « le manque de transparence » entourant la conférence. L'ambiance générale, elle, était aux tensions et aux suspensions, la présidence danoise ayant « commencé dès samedi les réunions informelles avec les ministres arrivés en avance, pour la plupart de pays industrialisés ». <sup>633</sup> Pour sa part, la délégation chinoise enfonça le clou en appelant « **les pays riches à montrer plus de sincérité sur le sujet des soutiens financiers et technologiques** » :

« Nous appelons encore une fois les pays développés à montrer plus de sincérité sur les questions de financement, de transfert de technologies et d'objectifs de réduction des émissions, afin de résoudre les problèmes des pays en voie de développement, et de répondre à leurs demandes, pour garantir des résultats positifs à l'issue de la conférence ». <sup>634</sup>

Bref, la conférence tournait au pugilat et pas en faveur des pays impérialistes en déclin. Leurs médias furent d'ailleurs forcés de reconnaître l'échec du sommet, à l'instar du *Figaro* qui, alors que la conférence touchait à sa fin, parla même de « chaos ».

« Chaos. Le mot a circulé toute la journée de mercredi dans les allées du Bella Center, repris en boucle par les participants déchirés entre la perspective d'un échec et l'espoir d'un sursaut. « C'est un bazar intégral », a lâché le représentant de l'Inde quand son homologue de la petite île de Tuvalu comparait la Conférence au Titanic ». <sup>635</sup>

Finalement un accord de principe non contraignant fut obtenu « à l'arraché » à Copenhague, les principaux pays impérialistes en déclin ne s'étant pas engagés sur un objectif chiffré. <sup>636</sup> Une manière de tenter de maquiller l'échec complet d'un sommet surmédiatisé !

Au lendemain de la clôture du sommet de Copenhague, *Le Monde* remarquait que « **les tensions** » avaient « **été vives entre américains et chinois** », chacun ayant « **des intérêts vitaux contradictoires** » :

« Les chinois refusent d'entraver leur rattrapage économique et reprochent aux américains leurs efforts insuffisants de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>. Les américains, inquiets de la concurrence déloyale des chinois, veulent pouvoir vérifier que Pékin respectera ses engagements ». <sup>637</sup>

Un des principaux médias de l'impérialisme français reconnaissait ainsi que derrière la question climatique se trouvaient en fait de puissants enjeux économiques antagonistes. Une opinion partagée par Claude Allègre, dans un article intitulé « Copenhague : le Sud a dit NON ! » publié par le magazine *Le Point*. Claude Allègre y soulignait l'échec de Copenhague imputable aux « arrière-pensées » et aux « intentions » « sous-jacentes » des « pays du Nord », c'est-à-dire des impérialistes en déclin.

« Car l'idée centrale qui, naturellement, n'était pas affichée comme telle était de faire contrôler le développement des pays du Sud (Chine, Inde, Brésil, Indonésie, Afrique du Sud) par les pays du Nord. Sous le prétexte qu'il faut éviter qu'ils polluent — « notre » planète —, on voudrait leur imposer des quotas et avoir le droit de contrôler la manière dont ceux-ci sont respectés, et par conséquent le rythme de développement de ces pays dits émergents. Bien sûr, ils ne l'accepteront jamais. (...) La sagesse du Sud l'a emporté sur la fausse naïveté impérialiste du Nord, qui n'arrive pas à faire le deuil de la fin de sa suprématie ! » <sup>638</sup>

De nombreux responsables politiques des pays impérialistes en déclin ainsi que leurs mass-médias-poubelles passèrent cette réalité sous silence et se contentèrent d'accuser une « **poignée de pays** », en particulier la Chine, d'avoir « détourné » et même « **pris en otage** » la conférence de Copenhague, à l'instar du premier ministre britannique et de son ministre de l'écologie. <sup>639</sup>

Dans un article publié sur le site internet du *Gardian*, Martin Khor, directeur exécutif du South Center — une organisation intergouvernementale des "pays en développement" —, n'hésitait pas à affirmer que ce n'est pas la Chine, mais le Danemark, qui avait « détourné la conférence de Copenhague » et était « responsable de son échec ». Khor ajoutait qu'en « convoquant une réunion de 26 dirigeants pendant les deux derniers jours de la conférence », le premier ministre du pays hôte a cherché à « outrepasser les négociations minutieuses se déroulant entre les 193 pays ». <sup>640</sup>

Désireux de répondre à ce type d'accusations, le ministère chinois des Affaires étrangères ne se priva pas de rappeler que « **certains pays développés** » n'avaient pas « **honoré leurs engagements dans la lutte contre le changement climatique** » et n'étaient donc « **pas qualifiés pour accuser les pays en voie de développement à ce sujet** », avant d'ajouter que la Chine dépassait n'importe quel autre pays « en termes d'attitude, d'intensité de ses actions, de résultats obtenus dans la lutte contre le changement climatique ». <sup>641</sup>

Au lendemain de la conférence de Copenhague, la presse chinoise ne cachait pas que la question climatique avait pris la forme d'un véritable bras de fer.

« Ces dernières années, le bras de fer entre les pays développés et les pays en développement autour du réchauffement climatique s'accroît ». <sup>642</sup>

Quelques semaines plus tard, non content d'affirmer être « confiant de pouvoir réaliser son objectif de réduction des principales émissions polluantes entre 2006 et 2010 », le gouvernement chinois revenait à la charge et déclarait que « **les Etats-Unis, en tant que plus grand pays développé du monde, devraient faire plus d'efforts pour lutter contre le changement climatique** ». <sup>643</sup>

Ceci n'empêcha pas le lobby politico-médiatique des pays impérialistes en déclin de continuer à rendre la Chine responsable de l'échec de Copenhague. Au printemps, le *Spiegel* titrait « **Le protocole de Copenhague : Comment la Chine et l'Inde ont saboté le sommet climatique de l'ONU** ». <sup>644</sup>

Toute la mauvaise foi, les mensonges et les falsifications du GIEC, des médias et des politiciens des pays impérialistes en déclin illustre l'impasse dans laquelle se trouvent aujourd'hui les économies des pays impérialistes en déclin. Face à cette voie sans issue, leur stratégie consiste à saboter le développement économique de rivaux potentiels ou avérés. Il n'y a d'ailleurs aucun doute sur le fait que les élites chinoises ont compris depuis plusieurs années que la fraude du réchauffement climatique visait à contenir la croissance de l'économie chinoise. Il y a trois ans, Wang Jisi, doyen de l'Ecole des Etudes Internationales de l'Université de Pékin — l'un des principaux (et plus anciens) Think tanks chinois —, affirmait déjà que « **dans quasiment tous les domaines, les chinois suspectent les Etats-Unis d'avoir des plans pernicieux pour contenir la croissance de la puissance chinoise, et pour profiter de ses vulnérabilités** ». <sup>645</sup>

« La pensée dominante en Chine est que les pressions des pays industrialisés sur la Chine sont motivées par leur volonté d'étendre leur influence politique et de maintenir leur avantage technologique sur les pays en voie de développement. Il est affirmé que les occidentaux exagèrent délibérément les menaces écologiques dans le

but de réaliser de grands profits en vendant les nouvelles technologies liées aux énergies propres et à la protection de l'environnement. Pire encore, les pays occidentaux veulent éviter que la Chine ne devienne un pays puissant et de telles pressions sont utilisées comme un autre instrument politique pour ralentir le développement de la Chine ».<sup>646</sup>

Une appréciation très réaliste, prouvant qu'il est aujourd'hui très difficile de tromper l'impérialisme chinois. Celui-ci a d'ailleurs parfaitement compris ce qui se cachait derrière la "taxe carbone" : les pays impérialistes en déclin n'étant pas parvenus à imposer leurs vues au cours de la conférence de Copenhague, il ne leur restait plus qu'à tenter d'agir unilatéralement, pour tenter de se soustraire à la concurrence croissante de la Chine. Comment ?

En trouvant une justification soi-disant "écologique" à la mise en place d'une politique commerciale protectionniste ! Dans les pays impérialistes en déclin, les industriels élaborèrent ainsi à l'intention de leurs marionnettes politiques le texte qu'ils allaient réciter : "Les produits chinois sont moins chers parce qu'ils sont fabriqués dans le cadre de normes environnementales laxistes, donc imposons aux marchandises chinoises des taxes d'importation qui préserveront l'environnement, nos entreprises, nos emplois... et nos profits !"

A la mi-janvier, *le Quotidien du Peuple en ligne* — qui n'est autre que l'organe du Comité central du PCC —, publiait un article intitulé « **La taxe carbone critiquée en tant qu'impérialisme écologique** ». Dans cet article, l'impérialisme chinois montrait à ses concurrents qu'il n'était pas dupe de leurs manœuvres. Après avoir dénoncé le fait que l'Europe et les USA n'avaient « **nullement eu l'intention** » d'adopter « un accord revêtant force juridique contraignante et obligatoire » à Copenhague et avaient cherché à « éviter leur responsabilité en matière de réduction des émissions à effet de serre », il dénonçait leurs « **multiples subterfuges** » « **pour protéger la compétitivité des entreprises européennes et américaines et pour atteindre leur objectif de protectionnisme commercial** ». C'est ainsi que l'impérialisme chinois critiquait l'idée de l'instauration d'une « taxe carbone douanière » comme « **une nouvelle forme du protectionnisme commercial** » des « pays développés » à l'égard « des pays en voie de développement », non seulement contraire aux principes de l'OMC, mais également contraire au principe de « responsabilité commune mais différenciée ». La conclusion est que « **la taxe carbone douanière est en fait une "magouille" jouée en coordination entre l'Europe et les Etats-Unis** ».<sup>647</sup>

A la fin du mois de mars, le gouvernement français reculait sur la taxe carbone, conditionnant son instauration à son adoption à l'échelle européenne. Le premier ministre déclarait que « toutes les décisions prises en matière de développement durable » devaient être « analysées à l'aune de notre compétitivité ».<sup>648</sup> Trois jours plus tard, le président français annonçait que l'Union européenne travaillait sur une taxe carbone à ses frontières et proposerait en juin « un mécanisme d'ajustement » à ses frontières « **afin de taxer les importations de pays rechangeant à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre** », prenant comme exemple l'acier chinois...<sup>649</sup>

Une idée qui n'est pas nouvelle et qui avait servi à l'origine en France pour la défense des intérêts du lobby nucléaire, comme l'illustre un rapport d'une

commission d'enquête parlementaire traitant des travaux de la filière nucléaire française sur les réacteurs à neutrons rapides. Publié en 1998, ce rapport se terminait sur les remarques du Directeur de l'Institut d'économie et de politique de l'énergie qui concluait en posant la question dans les termes « **CO<sub>2</sub> contre nucléaire** » et déclarait vouloir « **envisager le nucléaire d'un point de vue mondial** ». Pour lui, se posait « le problème des engagements gouvernementaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre » et en particulier du « rattrapage des économies d'Amérique latine ou d'Asie ». La solution ? « Réorienter les systèmes technologiques » vers des productions énergétiques à basses émissions de CO<sub>2</sub> en recourant à « des éco-taxes ou des permis négociables », prenant l'exemple d'une centrale à charbon que l'on pourrait taxer à hauteur de « 100 dollars par tonne de carbone émis » :

« Cela pourrait recréer une certaine économicité pour le nucléaire : on peut envisager entrer alors dans un scénario de « redécollage » du nucléaire dans certains pays. On pourrait alors mettre en balance les risques nucléaires et la perception quelque peu catastrophiste que certains en ont, d'une part, et le risque de réchauffement climatique, d'autre part. Mais pour que s'opère un tel renversement des opinions publiques, il faudrait probablement que le changement climatique soit manifeste au travers de cataclysmes, d'accidents météorologiques, etc. D'ici là, même si les éco-taxes ou les permis négociables représentent des coûts très importants, l'acceptabilité sociale du nucléaire ne pourra se reconstruire que si, en face, un risque équivalent est perceptible. On a connu Tchernobyl ; il faudrait subir les conséquences du réchauffement climatique pour inverser la tendance. Et tant que tel ne sera pas le cas, je doute que l'opinion publique américaine, allemande, etc. bascule ». <sup>650</sup>

En clair : l'énergie nucléaire n'est pas rentable face à celle issue de centrales à charbon. Il faut donc taxer ces dernières, ce qui rendra compétitive la filière nucléaire. Pour justifier le surcoût induit par la mise en place de ces taxes et vaincre les réticences de l'opinion sur les questions de la sécurité nucléaire, il faudra compter sur des « cataclysmes » induits par le « réchauffement climatique » !

Au cours des dernières années, ces idées gagnèrent du terrain au fur et à mesure que la grande fraude du réchauffement climatique d'origine anthropique ne servait plus seulement les intérêts du lobby nucléaire, mais devenait un enjeu stratégique global pour les pays impérialistes en déclin soucieux de freiner l'émergence de l'impérialisme chinois. On vit ainsi le lobby politico-médiatique des pays impérialistes en déclin propager de manière croissante les sentiments "d'insécurité climatiques" et tenter de susciter une véritable "phobie du CO<sub>2</sub>" dans l'opinion internationale, jusqu'au piteux échec de Copenhague qui mit à l'ordre du jour l'adoption unilatérale de "taxes carbone" par les pays impérialistes en déclin...

Afin de couper l'herbe sous le pied aux pays impérialistes en déclin, les autorités chinoises envisagent aujourd'hui d' « introduire une taxe carbone sur les industries lourdes dès 2012 ». Elle représenterait un coût de 11 yuans par tonne de charbon et 17 yuans par tonne de pétrole. <sup>651</sup>

Au début de l'année 2010, les autorités chinoises publiaient les résultats du premier recensement général des sources de pollution dans le pays, dans l'industrie comme dans l'agriculture. Les médias bourgeois d'occident les plus honnêtes furent bien

forcés de reconnaître que cette « **tâche colossale** », ayant mobilisé 570 000 personnes pendant deux ans, constituait « **un passage en revue incroyablement ambitieux des pollueurs** ».

« **Décidément, dans l'ex-empire du Milieu, le vent semble tourner en matière d'environnement (...). Tout se passe comme si les chinois voulaient peser sur ces négociations [lors de la conférence sur le climat prévue au Mexique, en novembre prochain] en montrant l'exemple sur leur "propre" territoire** ». <sup>652</sup>

Pour l'année 2010, le gouvernement chinois s'est fixé pour objectif de reboiser au moins 5,9 millions d'hectares de terres afin de « piéger davantage de carbone ». <sup>653</sup>

Au début du mois de juin, le Conseil des affaires d'Etat travaillait sur un « programme national de protection et d'exploitation forestière » visant à porter la couverture forestière à hauteur de 32,5 % du territoire national d'ici 2020, soit 312 millions d'hectares. <sup>654</sup> Pour motiver la population chinoise et la faire participer à cet effort, les dirigeants chinois n'hésitent pas à mettre personnellement la main à la patte, suivant la recette éprouvée de la "ligne du peuple". Au printemps 2010, c'est ainsi Hu Jintao en personne est ainsi allé manier la pelle, au côté de pionniers, au cours d'une séance de plantation d'arbres à l'occasion de laquelle il a appelé « les Chinois à continuer à planter des arbres bénévolement » pour « améliorer l'environnement » et « aider à construire un pays plus beau ». <sup>655</sup> Mais le gouvernement chinois ne s'en remet pas qu'à la bonne volonté de la population. Déterminé à accélérer encore davantage le boisement de son territoire national, l'impérialisme chinois étudie maintenant une réforme des droits forestiers collectifs afin de faire davantage participer les agriculteurs au développement du secteur forestier tout en augmentant leurs revenus. <sup>656</sup>

Les armes utilisées par les pays impérialistes en déclin pour tenter de contenir le développement chinois se retournent donc aujourd'hui contre eux, car même la stratégie d'intoxication à grande échelle menée autour des émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> est menacée.

D'abord, tout au long des derniers mois, la Chine n'a eu de cesse d'exhorter les pays impérialistes en déclin à respecter « **le principe des responsabilités communes mais différenciées** », c'est-à-dire d'assumer leur responsabilité historique et donc de payer leur dette en aidant financièrement et par des transferts de technologies les "pays en voie de développement", afin de promouvoir les énergies renouvelables, dans le but « **de réaliser un développement équitable au niveau mondial** », une position invariable encore réaffirmée au début du mois de mai. <sup>657</sup> Cette campagne, comme on l'a vu, a remporté un très large soutien dans les pays dépendants qui verraient d'un très bon œil une répartition un peu moins inégale de la plus-value...

Ensuite, la théorie officielle du réchauffement climatique d'origine anthropique est de plus en plus démentie par les faits et contestée par la communauté scientifique au sein même des pays impérialistes en déclin. L'impérialisme chinois semble lui-même vouloir se donner les moyens d'étudier la question en passant au-dessus du GIEC. Au début de l'année, un article paru dans *Le Monde* soulignait que si la Chine souhaitait « de plus en plus prendre sa place dans le cercle très exclusif des pays arctiques », c'est selon certains observateurs dans le but de « **rassembler des**



**données scientifiques** » permettant aux chinois de « **consolider leur position lors des négociations climatiques mondiales en cours et à venir** ». <sup>658</sup>

Les élites des pays impérialistes en déclin auraient-elles peur de voir aujourd'hui l'impérialisme chinois découvrir le pot aux roses de la grande fraude du réchauffement climatique d'origine anthropique, et le dévoiler au monde ? Ou bien l'impérialisme chinois préféra-t-il plutôt continuer de faire comme si de rien était et leur administrer une sévère correction sur leur propre terrain ?

Au début du mois d'août, le *Quotidien du Peuple* publia un article intitulé « **Le climat extrême est-il lié aux tâches solaires ?** », évoquant les travaux et les interrogations de scientifiques de l'Université de Nanjing. Un article témoignant de la percée du scepticisme climatique en Chine.

« Récemment, on a connu une grande vague de chaleur dans l'hémisphère nord, tandis que l'hémisphère sud était beaucoup plus froid qu'à son habitude. (...) Dans le milieu scientifique, on est encore indécis sur la corrélation entre le changement du cycle de l'activité du Soleil et le changement du climat terrestre, mais il semble qu'elle existe, selon les inférences du passé ». <sup>659</sup>

Selon un article publié à la fin du mois de décembre dans le *Daily Mail*, ce seraient des pirates informatiques chinois recrutés par L'Institut de recherche sur les forêts, l'écologie et la protection de l'environnement de Pékin qui seraient à l'origine du piratage des e-mails du CRU de l'Université d'East Anglia. <sup>660</sup>

Voilà pour ce qui est de la relation entre le soudain élan "écologique" contemporain des élites bourgeoises d'occident qui prend la forme d'une véritable "mode", et la défense des intérêts économiques de pays impérialistes en décomposition. Il aurait été étonnant que la bourgeoisie se soucie de manière désintéressée de la protection de ses esclaves ou de leur environnement... Mais tout mode est éphémère, surtout quand elle est reprise par la concurrence... chinoise qui fait traditionnellement aussi bien en moins cher ! Aujourd'hui, parmi les pays impérialistes en déclin, certains commencent à dire aux autres que cette stratégie ayant échoué, il est temps de passer à autre chose !

C'est ainsi qu'à la fin du mois de mai, la ministre allemande de l'économie exigeait de revoir de 30 % à 20 % l'objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 « afin d'éviter les délocalisations des industries les plus polluantes ». La ministre jugeait « hors de question » de désavantager encore plus « une industrie européenne par ailleurs fragilisée par la crise économique », avant d'ajouter que cela n'apporterait de toute façon « rien à la protection de l'environnement » si l'Europe était la seule à faire des efforts « après l'échec de Copenhague ». <sup>661</sup> Un recul allemand qui remet évidemment en cause la crédibilité européenne et contrarie donc les intérêts de pays impérialistes en déclin les plus sinistrés sur le plan industriel, à l'instar de la France et du Royaume-Uni... Un tournant d'autant plus dommageable pour ces derniers que pendant ce temps-là, l'impérialisme chinois semble bien décidé à devenir le porte-étendard de la mode de la croissance "à faible émission de CO<sub>2</sub>"...

Une façon de s'assurer que ses concurrents impérialistes en déclin ne puissent pas être en mesure de trouver des justifications à leur tentation protectionniste !



## Efficienc e et gaspillage énergétiques : la réalité derrière le mythe

On entend souvent dire que la Chine est l'un des premiers émetteurs de CO<sub>2</sub> de la planète avec ses centrales à charbon "polluantes", en admettant que l'augmentation du taux de CO<sub>2</sub> représente un danger réel, ce qui, comme nous l'avons vu, est plus que douteux... Comme on l'a également vu, cette campagne lancée par le lobby politico-médiatique des pays impérialistes en déclin a un but précis : mettre des bâtons dans les roues au développement économique des "pays en voie de développement" et en premier lieu de l'impérialisme chinois.

Et c'est bien là le nœud du problème : les pays impérialistes en déclin souhaiteraient pouvoir imposer des limitations à la consommation énergétique de l'impérialisme chinois... L'activité économique a en effet besoin de carburant : l'énergie. Limiter son utilisation, c'est freiner le moteur industriel !

Pourtant, comme nous allons le voir, dire que la Chine est le premier émetteur de CO<sub>2</sub> ne viole pas seulement le principe de « responsabilité commune mais différenciée ». Cette affirmation viole également le bon sens le plus élémentaire.

Pour étayer de telles affirmations, les pays impérialistes en déclin utilisent le seul angle sous lequel cette affirmation soit encore vraie : le dégagement de CO<sub>2</sub> par unité de PIB. De ce point de vue, la Chine se place en effet en mauvaise position par rapport aux pays impérialistes en déclin. Mais aborder le problème sous cet angle appelle une remarque essentielle.

Cette approche ignore la façon dont est produite et répartie la plus-value à l'échelle internationale : les pays impérialistes en déclin ont un PIB élevé mais une production industrielle faible en volume. Leur avance technique leur permet de s'accaparer une grande partie de la plus-value produite dans les pays ateliers, que ce soit au cours du processus d'investissement ou au cours du processus d'échange marchand.

C'est comme si face à une période de disette le riche maître demandait à son pauvre esclave de ne plus faire qu'un repas par jour au lieu de deux pour que lui puisse continuer à se gaver sans restriction...

Cette approche relève donc d'une espèce de malthusianisme "écologique" qui légitime l'avance technologique des vieux pays impérialistes sur les pays bourgeois dépendants ou de futurs concurrents. Comme nous allons le voir, pour juger de l'efficacité énergétique de l'économie d'un pays et ne pas sombrer dans une nouvelle forme de malthusianisme, il serait plus juste d'aborder le problème sous l'angle du volume de la production industrielle ou de la population.

Concentrons-nous donc sur la consommation énergétique. La première chose essentielle à rappeler, c'est la responsabilité historique des pays impérialistes en déclin, c'est-à-dire leur part prépondérante dans les émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> au cours des derniers siècles mais aussi des dernières décennies où ces émissions ont été les plus fortes.

Le tableau ci-dessous illustre mieux qu'un long discours cette responsabilité historique des pays impérialistes en déclin.

Evolution des émissions de CO <sub>2</sub> de quelques pays <sup>662</sup>								
	En GT			▲ 2008 1965	▲ 2008 1990	En % du total mondial		
	1965	1990	2008			1965	1990	2008
USA	3,78	5,48	6,37	169 %	116 %	31,6 %	24,1 %	20,2 %
Canada	0,28	0,48	0,66	236 %	138 %	2,3 %	2,1 %	2,1 %
Brésil	0,05	0,24	0,44	880 %	183 %	0,4 %	1,1 %	1,4 %
France	0,36	0,41	0,42	117 %	102 %	3,0 %	1,8 %	1,3 %
Allemagne	0,92	1,03	0,86	93 %	83 %	7,7 %	4,5 %	2,7 %
Italie	0,21	0,44	0,48	229 %	109 %	1,8 %	1,9 %	1,5 %
Pays-Bas	0,12	0,22	0,26	217 %	118 %	1,0 %	1,0 %	0,8 %
Espagne	0,08	0,24	0,38	475 %	158 %	0,7 %	1,1 %	1,2 %
Royaume-Uni	0,70	0,62	0,58	83 %	94 %	5,8 %	2,7 %	1,8 %
Iran	0,05	0,20	0,51	1020 %	255 %	0,4 %	0,9 %	1,6 %
Arabie Saoudite	0,06	0,22	0,49	817 %	223 %	0,5 %	1,0 %	1,6 %
Egypte	0,02	0,09	0,19	950 %	211 %	0,2 %	0,4 %	0,6 %
Australie	0,12	0,28	0,38	317 %	136 %	1,0 %	1,2 %	1,2 %
Chine	0,69	2,48	6,90	1000 %	278 %	5,8 %	10,9 %	21,8 %
Inde	0,18	0,58	1,42	789 %	245 %	1,5 %	2,6 %	4,5 %
Indonésie	0,02	0,14	0,38	1900 %	271 %	0,2 %	0,6 %	1,2 %
Japon	0,45	1,17	1,39	309 %	119 %	3,8 %	5,2 %	4,4 %
Corée du Sud	0,02	0,26	0,66	3300 %	254 %	0,2 %	1,1 %	2,1 %
Taiwan	0,02	0,13	0,34	1700 %	262 %	0,2 %	0,6 %	1,1 %
Monde	11,97	22,70	31,58	264 %	139 %			

Que ce soit en 1965 ou aujourd'hui, ce sont en effet eux qui ont contribué à la majorité des émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> au cours des dernières décennies. En 1965, l'Inde et la Chine contribuaient à hauteur de 7,3 % aux émissions anthropiques mondiales de CO<sub>2</sub>. En 2008, leur part se montait désormais à 26,3 %, une proportion encore faible si on la rapporte au poids démographique de ces deux pays (2,5 milliards d'habitants) ou à celui des pays impérialistes en déclin.

Bien que les émissions anthropiques mondiales de CO<sub>2</sub> aient presque triplé au cours des quatre dernières décennies, elles restent pour leur plus grande part imputables aux pays impérialistes en déclin.

Sous l'angle démographique, les émissions de CO<sub>2</sub> de la Chine n'ont donc rien de scandaleux... Elles se situent dans une moyenne mondiale, loin derrière les niveaux élevés des pays impérialistes en déclin : près du quadruple pour les USA !

Le même constat vaut si on cumule les émissions de CO<sub>2</sub> sur une longue durée. Au cours de la période 1965-2009, les émissions cumulées de CO<sub>2</sub> de la Chine ont atteint 116,9 GT, contre 435,8 GT pour celles des USA, du Canada, du Japon, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie et de l'Espagne pris ensemble.<sup>663</sup> Au cours de cette période, chaque habitant de ces pays impérialistes en déclin a donc émis en moyenne près de 6,4 fois plus de CO<sub>2</sub> qu'un chinois.

Voyons maintenant plus en détail l'évolution de la consommation et de la structure énergétique mondiale puis de quelques pays. Il faut d'abord souligner que toutes les données que nous utiliserons par la suite ne prennent pas en compte l'utilisation de la biomasse (comme le bois brûlé dans une cheminée ou un fourneau) ou de

sources d'énergies minoritaires (éolien, photovoltaïque, géothermie). Il n'en reste pas moins que ces données fournissent une tendance assez représentative de l'évolution de la consommation d'énergie de nombreux pays.

Commençons par un examen rapide de l'évolution de la structure énergétique mondiale en utilisant les équivalences énergétiques fournies par la *BP Statistical review of World Energy*. Selon ces équivalences, 1 tep (tonne équivalent pétrole) équivaut à 4,42 TWh et 1 tec (tonne équivalent charbon) équivaut à 0,683 tep.

Voici dans quelles proportions le pétrole, le gaz naturel, le charbon et l'électricité ont contribué à la fourniture énergétique primaire mondiale au cours des dernières décennies. La production électrique totale n'est pas prise en compte ici, puisqu'une partie importante est assurée par des centrales thermiques utilisant les combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel). En 1990, l'électricité d'origine nucléaire et hydraulique ont représenté respectivement 16,9 % et 18,2 % de la production électrique mondiale. En 2008, ils en ont représenté respectivement 13,6 % et 15,7 %.

Consommation mondiale d'énergie primaire <sup>664</sup>								
Source d'énergie	1965		1980		1990		2008	
	millions de tep	%	millions de tep	%	millions de tep	%	millions de tep	%
Pétrole	1530,0	40,0 %	2979,8	44,9 %	3149,5	38,9 %	3927,9	34,8 %
Gaz naturel	593,7	15,5 %	1296,8	19,6 %	1769,6	21,9 %	2726,1	24,1 %
Charbon	1480,9	38,8 %	1807,9	27,3 %	2232,9	27,6 %	3303,7	29,2 %
Hydro-électricité	209,6	5,5 %	384,3	5,8 %	489,6	6,0 %	717,5	6,4 %
Electricité nucléaire	5,8	0,2 %	161,0	2,4 %	453,2	5,6 %	619,7	5,5 %
<b>Total énergies fossiles :</b>	<b>3604,6</b>	<b>94,4 %</b>	<b>6084,5</b>	<b>91,8 %</b>	<b>7152,0</b>	<b>88,4 %</b>	<b>9957,7</b>	<b>88,1 %</b>
<b>Total :</b>	<b>3820,4</b>	<b>100,0 %</b>	<b>6629,7</b>	<b>100,0 %</b>	<b>8094,7</b>	<b>100,0 %</b>	<b>11294,9</b>	<b>100,0 %</b>

Commençons par une remarque sur le choix des sources d'énergie figurant dans ce tableau. Certains remarqueront l'absence de l'énergie éolienne et se demanderont pourquoi le total fait systématiquement 100,0 %, alors qu'il manque des sources d'énergie minoritaires comme l'énergie photovoltaïque et surtout éolienne. Tout simplement parce qu'elles ne figurent pas dans le *BP Statistical Review of World Energy 2009*. Même pour 2008, cela se justifie encore, bien que la capacité éolienne mondiale installée fût près de 12 fois supérieure à celle de 1998.

La capacité éolienne installée dans le monde fin 2008 atteignait en effet 120,9 GW (contre 93,9 GW fin 2007) et même en faisant abstraction du fait que 22 % des 120,9 GW étaient en cours d'installation en 2008 et n'ont donc pas produit tout au long de l'année, la capacité éolienne mondiale installée à la fin 2008 aurait fourni l'équivalent de 58,8 millions de tep, soit seulement 0,5 % de la consommation mondiale d'énergie primaire, une proportion encore clairement négligeable. Dans le *BP Statistical Review of World Energy 2010*, l'éolien et le photovoltaïque sont pris en compte sous l'angle de la capacité installée, mais pas de la quantité d'électricité produite.

Durant la période 1965-2008, la consommation mondiale d'énergie primaire a triplé. De ce fait, la baisse de la consommation de pétrole dans la structure énergétique n'est donc que relative.

En termes absolus, elle a en effet plus que doublé. La part des énergies fossiles, quoiqu'elle ait légèrement baissé, reste encore de loin prépondérante, assurant près des  $\frac{9}{10}$  de la fourniture énergétique mondiale. Il n'y a donc pas eu de modification radicale de la structure énergétique mondiale en dépit de l'arrivée de l'énergie nucléaire dont le développement a été motivé par un souci de sécurisation de l'approvisionnement énergétique des pays impérialistes en déclin.

Ces pays n'en conservent pas moins encore aujourd'hui une grande dépendance vis-à-vis de leur approvisionnement en énergie fossiles, particulièrement en ce qui concerne le pétrole et le gaz. Voilà pour l'aperçu mondial. Voyons maintenant le détail. Le tableau ci-dessous montre comment a évolué la consommation énergétique primaire par habitant de quelques pays au cours des quatre dernières décennies.

Consommation énergétique primaire de quelques pays <sup>665</sup>					
	1965		2008		
	tep	%	tep	%	<u>tep</u> <u>habitant</u>
<b>USA</b>	1284,0	33,6 %	2299,0	20,4 %	7,48
<b>Chine</b>	182,6	4,8 %	2002,5	17,7 %	1,50
<b>Russie</b>	—	—	684,6	6,1 %	4,89
<b>Japon</b>	148,9	3,9 %	507,5	4,5 %	3,99
<b>Inde</b>	52,7	1,4 %	433,3	3,8 %	0,37
<b>Canada</b>	116,3	3,0 %	329,8	2,9 %	9,84
<b>Allemagne</b>	256,1	6,7 %	311,1	2,8 %	3,78
<b>France</b>	114,8	3,0 %	257,9	2,3 %	4,02
<b>Corée du Sud</b>	6,4	0,2 %	240,1	2,1 %	4,95
<b>Brésil</b>	22,1	0,6 %	228,1	2,0 %	1,15
<b>Royaume-Uni</b>	196,8	5,2 %	211,6	1,9 %	3,45
<b>Iran</b>	17,2	0,5 %	192,1	1,7 %	2,89
<b>Italie</b>	79,4	2,1 %	176,6	1,6 %	3,04
<b>Arabie saoudite</b>	20,1	0,5 %	174,5	1,5 %	6,08
<b>Mexique</b>	24,5	0,6 %	170,4	1,5 %	1,53
<b>Espagne</b>	26,9	0,7 %	143,9	1,3 %	3,55
<b>Pays-Bas</b>	36,1	0,9 %	91,4	0,8 %	5,47
<b>Egypte</b>	7,8	0,2 %	74,3	0,7 %	0,94
Monde	3820,4		11294,9		1,66

Rapportée à la démographie, la consommation énergétique de pays comme l'Inde et la Chine est donc de très loin inférieure à celle des pays impérialistes en déclin. Aucun d'entre eux ne rivalise en effet avec la faible consommation énergétique des deux grands pays asiatiques. La consommation énergétique d'un chinois est plus de quatre fois moindre que celle d'un américain et plus de deux fois moindre que celle d'un français !

On nous dira peut-être que la consommation d'énergie n'est pas une donnée suffisante, parce que la production énergétique de la Chine est davantage "polluante". Voyons donc plus précisément quelle a été l'évolution de la part des différentes sources énergétiques contribuant à l'approvisionnement énergétique de quelques pays au cours des deux dernières décennies.

Evolution de la consommation énergétique de quelques pays <sup>666</sup>											
		Pétr.	Gaz	Char.	Elec.	Dont élec.		Part dans le total mondial (%)			
						Nucl.	Hydro.	Pétr.	Gaz	Char.	Elec.
USA	1990	781,8	494,0	483,1	3185,4	607,2	295,8	24,8	27,7	21,6	26,8
	1999	888,9	577,3	544,9	3875,7	766,6	322,8	25,3	27,3	24,2	26,3
	2007	942,3	597,3	573,2	4365,0	848,9	250,0	23,9	22,2	17,9	21,9
	2009	842,9	588,7	498,0	4149,6	840,8	274,9	21,7	22,2	15,2	20,7
Canada	1990	79,8	60,5	24,4	482,0	72,9	297,0	2,5	3,4	1,1	4,1
	1999	87,2	78,6	30,5	577,1	73,5	343,9	2,5	3,8	1,4	3,9
	2007	102,8	87,0	32,3	603,6	92,8	366,5	2,6	3,3	1,0	3,0
	2009	97,0	85,2	30,8	634,1	89,8	398,5	2,5	3,2	0,9	3,2
Brésil	1990	64,3	2,8	9,5	222,8	2,2	206,7	2,0	0,2	0,4	1,9
	1999	92,5	6,8	11,9	334,7	4,0	293,1	2,6	0,3	0,5	2,3
	2007	99,8	19,8	13,4	444,6	12,3	374,0	2,5	0,7	0,4	2,2
	2009	104,3	18,3	11,7	467,4	13,0	391,0	2,7	0,7	0,4	2,3
Royaume-Uni	1990	82,9	47,2	64,9	319,7	65,8	5,1	2,6	2,7	2,9	2,7
	1999	79,4	84,2	34,3	368,2	95,1	5,3	2,3	4,0	1,5	2,5
	2007	79,2	81,9	38,2	396,1	63,0	5,1	2,0	3,1	1,2	2,0
	2009	74,4	77,9	29,7	371,8	69,2	5,2	1,9	2,9	0,9	1,9
Allemagne	1990	127,3	53,9	129,6	549,9	152,5	17,4	4,0	3,1	5,8	4,6
	1999	132,4	72,1	80,2	554,9	170,0	19,6	3,8	3,5	3,6	3,8
	2007	112,5	74,6	85,7	637,6	140,5	20,7	2,9	2,8	2,7	3,2
	2009	113,9	70,2	71,0	596,8	134,9	18,5	2,9	2,6	2,2	3,0
France	1990	89,4	26,4	19,1	420,2	314,1	53,8	2,8	1,5	0,9	3,5
	1999	96,4	34,1	14,3	523,6	394,3	73,2	2,7	1,6	0,6	3,6
	2007	91,3	38,2	12,3	569,8	440,6	58,6	2,3	1,4	0,4	2,9
	2009	97,5	38,4	10,1	542,4	410,5	57,7	2,5	1,4	0,3	2,7
Italie	1990	93,6	39,1	14,1	216,9	—	31,6	3,0	2,2	0,6	1,8
	1999	94,4	56,0	11,6	265,7	—	45,4	2,7	2,7	0,5	1,8
	2007	84,0	70,0	17,2	313,9	—	32,1	2,1	2,6	0,5	1,6
	2009	75,1	64,5	13,4	289,2	—	46,2	1,9	2,4	0,4	1,4
Russie	1990	249,7	366,8	180,6	1082,2	118,3	166,8	7,9	20,8	8,1	9,1
	1999	126,2	317,5	101,0	846,2	120,0	160,9	3,6	15,2	4,5	5,7
	2007	126,2	379,9	93,5	1014,4	161,4	178,5	3,2	14,5	2,9	5,1
	2009	124,9	350,7	82,9	993,1	163,6	175,8	3,2	13,2	2,5	4,9
Japon	1990	247,7	43,3	76,0	841,1	195,7	87,3	7,9	2,5	3,4	7,1
	1999	257,3	62,5	91,5	1036,8	317,7	83,6	7,3	3,0	4,1	7,0
	2007	229,3	81,2	125,3	1160,0	279,0	74,1	5,8	3,1	3,9	5,8
	2009	197,6	78,7	108,8	115,1	274,6	73,8	5,1	3,0	3,3	0,6
Corée du Sud	1990	49,5	2,7	24,4	118,7	52,9	6,4	1,6	0,2	1,1	1,0
	1999	100,7	15,2	38,2	266,8	103,1	4,2	2,9	0,8	1,7	1,8
	2007	108,3	31,2	59,7	440,0	142,9	3,3	2,7	1,3	1,9	2,2
	2009	104,3	30,4	68,6	455,9	147,8	3,1	2,7	1,1	2,1	2,3
Inde	1990	57,9	10,8	94,5	296,0	6,4	66,4	1,8	0,6	4,2	2,5
	1999	100,3	22,6	135,8	542,5	12,7	82,2	2,9	1,1	6,0	3,7
	2007	128,5	36,1	212,9	808,8	17,8	122,4	3,3	1,4	6,7	4,1
	2009	148,5	46,7	245,8	869,8	16,8	106,2	3,8	1,8	7,5	4,3
Chine	1990	112,8	13,7	529,9	621,2	—	126,7	3,6	0,8	23,7	5,2
	1999	209,6	19,3	656,2	1197,5	15,0	203,8	6,0	0,9	29,2	8,1
	2007	362,8	62,6	1313,6	3281,6	62,1	485,3	9,2	2,4	41,1	16,5
	2009	404,6	79,8	1537,4	3725,1	70,1	615,6	10,4	3,0	46,9	18,5
Monde	1990	3149,5	1769,3	2232,9	11865,4	2002,8	2163,5	Unités : En millions de tonnes pour le pétrole, en millions de tep pour le gaz naturel et le charbon, en TWh pour l'électricité.			
	1999	3510,1	2095,5	2250,7	14744,6	2524,5	2619,2				
	2007	3939,4	2717,3	3194,5	19889,5	2751,2	3074,9				
	2009	3882,1	2653,1	3278,3	20093,6	2698,2	3271,6				

Soulignons d'abord que le tableau ci-dessus ne présente pas la consommation d'énergie primaire, une partie des énergies fossiles servant à la production d'électricité dans les centrales thermiques. La consommation d'énergie primaire ne prendrait en compte que l'électricité d'origine hydraulique, nucléaire, éolienne et solaire. Si nous donnons ici l'ensemble de la production électrique, c'est en tant qu'énergie la plus moderne et efficace, l'électricité tient une place centrale dans l'industrie comme dans les transports en commun.

En 1990, la consommation énergétique des pays impérialistes en déclin était de très loin supérieure à celle de l'Inde ou de la Chine. La consommation électrique chinoise était alors à peine supérieure à celle de l'Allemagne mais encore inférieure à celle du Japon ou de la Russie. A eux seuls, les USA représentaient près du quart de la consommation énergétique mondiale ! La consommation énergétique de l'impérialisme chinois était en comparaison négligeable, sauf en ce qui concerne le charbon où la part de la Chine était voisine de son poids démographique. Bien que plus de trois fois moins peuplés, les USA consommaient alors sensiblement autant de charbon que la Chine.

De nombreux pays impérialistes en déclin, à l'instar du Canada, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la Russie et du Japon, avaient alors une consommation de charbon par habitant supérieure à celle de la Chine. Et ne parlons pas du pétrole et du gaz naturel. Leur consommation était en effet supérieure à celle de la Chine pour de très nombreux pays impérialistes en déclin, que ce soit en termes de volume (USA, Russie, Japon, Allemagne) ou de proportion démographique.

En 1999, les choses n'avaient pas fondamentalement changé, malgré une importante hausse de la consommation énergétique chinoise. La consommation électrique chinoise avait conquis le deuxième rang mondial mais restait plus de trois fois inférieure à celle des USA. La consommation énergétique chinoise restait encore très loin derrière quelques-uns des principaux pays impérialistes en déclin en termes de consommation de charbon de pétrole et de gaz par habitant, à l'instar des USA, du Canada, de l'Allemagne, de la Russie et du Japon. Comme changement notable, on pouvait remarquer un effondrement significatif de la consommation énergétique russe induit par l'effondrement de nombreuses branches d'industrie.

En 2007, dernière année précédant la crise, la consommation énergétique chinoise avait continué à s'élever rapidement. La consommation chinoise se montait à la première place mondiale pour le charbon et en deuxième place pour le pétrole et l'électricité. La consommation énergétique de la Chine restait cependant encore loin de son poids démographique mondial sauf en ce qui concerne le charbon. La consommation chinoise de charbon par habitant restait cependant inférieure à celle des USA !

Notons enfin que l'écart s'est grandement accru entre l'Inde et la Chine durant la période 1999-2007. Alors que la Chine consommait respectivement 2,2 fois plus d'électricité et 3,4 fois plus d'énergies fossiles que l'Inde en 1999, elle en consommait désormais respectivement 4,1 fois et 4,6 fois plus en 2007. La consommation électrique chinoise équivalait alors aux trois quarts de celle des USA.



En 2008, la consommation énergétique de certains pays impérialistes en déclin avait déjà diminué par rapport à son niveau de l'année 2007, à l'instar des USA. La plupart du temps, elle avait stagné. En 2009, la baisse a par contre été générale. La consommation énergétique des pays impérialistes en déclin a diminué d'au moins 5 % en glissement annuel, sous le coup de l'effondrement de l'activité économique.

Au contraire, elle a augmenté de plus de 8 % en Chine. La consommation électrique chinoise est aujourd'hui très près de dépasser celle des USA et de conquérir le premier rang mondial.

La montée en puissance fulgurante de la consommation énergétique chinoise, en particulier au cours de la dernière décennie, est illustrée par le graphe ci-dessous, qui montre l'évolution de la consommation énergétique primaire de quelques-uns des principaux pays bourgeois depuis 1965.

**[Voir fascicule de graphes p. 21]**

On notera au passage l'évidence de l'impact de l'approfondissement puis de la décomposition de "l'économie de bazar", la délocalisation de branches d'industries induisant une importante baisse de la consommation énergétique primaire qui ne fut compensée que par l'exacerbation du caractère parasite de cette division internationale du travail via l'essor des secteurs non-productifs au sein des pays impérialistes en déclin.

Que ce soit au début des années 1980 comme au cours de la dernière décennie, les pays impérialistes en déclin ont ainsi vu leur consommation énergétique primaire baisser ou stagner. Celle des USA, après avoir culminé à 1 893 millions de tep en 1979, s'effondra ainsi jusqu'à 1 686 millions de tep en 1983 et ne dépassa son niveau de 1979 qu'en 1988.

En dépit de l'imminence de la conquête du 1<sup>er</sup> rang mondial en termes de consommation énergétique primaire, l'impérialisme chinois reste encore aujourd'hui très loin du niveau de consommation par habitant des pays impérialistes en déclin, y compris en ce qui concerne la consommation d'énergies fossiles, comme le montre le tableau synthétique ci-dessous.

Consommation d'énergies fossiles de quelques pays impérialistes en 2008 <sup>667</sup>					
En tep/habitant	Pétrole	Gaz naturel	Charbon	Total	×
Canada	3,04	2,69	0,99	6,72	4,9
USA	2,88	1,96	1,84	6,68	4,8
Japon	1,75	0,66	1,01	3,42	2,5
Allemagne	1,44	0,90	0,98	3,32	2,4
Royaume-Uni	1,29	1,38	0,58	3,25	2,4
Espagne	1,90	0,87	0,36	3,13	2,3
Italie	1,39	1,20	0,29	2,88	2,1
France	1,44	0,62	0,19	2,25	1,6
Chine	0,28	0,05	1,05	1,38	—

Ces pays impérialistes en déclin — qui ne sont pas des moindres ! —, ont donc une consommation d'énergies fossiles par habitant bien supérieure à celle de la Chine.

Ainsi, la consommation en énergies fossiles par habitant des principaux pays impérialistes en déclin vaut entre 1,6 et 4,9 fois celle de l'impérialisme chinois... aujourd'hui accusé par ces derniers d'être le premier "pollueur" de la planète !

Comment, dans ces conditions, le soudain souci "écologique" des pays impérialistes en déclin pourrait-il apparaître autrement que comme une espèce d'écologie-impérialisme visant à interdire à de nouveaux concurrents de les rattraper sous prétexte que leur croissance polluerait trop ?

Quelle légitimité ces pays dont l'industrie existe depuis plus de deux siècles ont-ils pour exiger de l'impérialisme chinois qu'il sacrifie son développement industriel et sa croissance économique pour préserver le monopole (et le confort) de ses concurrents quand ces derniers consomment (et de parfois très loin !) davantage d'énergies fossiles ?!

L'hypocrisie et le souci de manipulation des pays impérialistes en déclin sur la question des émissions de CO<sub>2</sub> apparaît d'autant plus manifeste au regard des référents invoqués. Si dans le cadre du protocole de Kyoto, les pays impérialistes en déclin ont choisi l'année 1995 pour point de départ des objectifs de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>, ce n'est pas un hasard, ou alors c'est un hasard qui tombe vraiment bien !

Comme on peut le voir à travers les tableaux précédents, la consommation d'énergie des pays impérialistes en déclin n'a augmenté que très faiblement depuis 1990 — conséquence de la stagnation ayant accompagné la décomposition de "l'économie de bazar" —, alors que celles des "pays en voie de développement", et en particulier de l'impérialisme chinois, a explosé dans le même temps...

La consommation d'énergies fossiles de l'impérialisme américain n'a ainsi augmenté que de 9,7 % durant la période 1990-2009. Au contraire, pour l'impérialisme chinois, elle a augmenté de plus de 308,0 % dans le même temps. Sur cette base, l'effort de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> est donc foncièrement inégal, quand bien même on n'exigerait de l'impérialisme chinois des efforts inférieurs ou même "seulement" qu'il ne les augmente pas davantage.

Voilà pour ce qui est du véritable enjeu des émissions de CO<sub>2</sub>. En dépit de cette instrumentalisation évidente du CO<sub>2</sub> par les pays impérialistes en déclin, l'impérialisme chinois a comme on l'a vu adopté comme objectif la réduction de ses émissions de CO<sub>2</sub>. Un objectif qui répond à la fois à la nécessité de combattre ses adversaires sur leur propre terrain, sans oublier également des considérations d'ordre stratégique, à l'instar de son souci d'assurer la sécurité de son approvisionnement énergétique.

En effet, parallèlement à l'accroissement économique rapide des trois dernières décennies, la consommation énergétique chinoise a progressé plus rapidement que la production énergétique nationale, avec à la clef un déficit énergétique croissant et une dépendance accrue aux importations pétrolières, comme en témoigne les graphes ci-dessous.

**[Voir fascicule de graphes p. 22]**

Malgré ce déficit énergétique croissant, en produisant autour de 90 % de ses besoins énergétiques, la Chine possède aujourd'hui un très fort taux d'indépendance énergétique si on le compare à la plupart des autres pays impérialistes en déclin. A titre de comparaison, en 2007, le Royaume-Uni possédait un taux d'indépendance énergétique de 79,9 %, contre 49,6 % pour la France, 41,1 % pour l'Allemagne, 20,5 % pour l'Espagne et 14,7 % pour l'Italie.<sup>668</sup>

La Chine est intégralement autosuffisante quant à son approvisionnement électrique : en 2007, les importations d'électricité ont représenté 0,1 % de la production électrique chinoise, contre 0,4 % pour ses exportations.

Même chose quant à son approvisionnement en charbon. En 2007, les importations de charbon n'ont représenté que 2 % de la production chinoise, contre 2 % également pour les exportations de charbon. Au cours de la période 1980-2009, la production de charbon chinoise a été multipliée par 4,8 et a atteint 3 050 millions de tonnes en 2009. Les importations de charbon ne se sont montées qu'à 126 millions de tonnes en 2009 et les exportations à 22 millions de tonnes.<sup>669</sup> Au cours des cinq premiers mois de l'année, la Chine a importé 69 millions de tonnes de charbon.<sup>670</sup>

Le déficit énergétique chinois est donc aujourd'hui quasi-exclusivement imputable à l'insuffisance de sa production pétrolière. Mais si l'économie chinoise conserve une dépendance aux importations pétrole, celle-ci est également toutefois à relativiser puisqu'en 2009, la Chine a tout de même produit 189 millions de tonnes de pétrole, soit la moitié des 380 millions de tonnes qu'elle a consommé, ou l'équivalent de 58 % de la production américaine.<sup>671</sup>

La quasi-totalité des pays impérialistes en déclin possèdent aujourd'hui une dépendance aux importations d'or noir beaucoup plus forte. Même les USA sont moins bien lotis que la Chine : en 2007, leur production pétrolière nationale avait satisfait moins du tiers de leurs besoins. Et ne parlons pas du Japon, de la France et de l'Espagne pour lesquels cette dépendance est particulièrement aiguë, ces pays ne produisant pas une seule goutte de pétrole...

Au passage, ce n'est d'ailleurs pas pour rien si l'impérialisme français fit tout son possible pour garder la main sur l'Algérie française... et son pétrole ! Trois ans après la défaite de la guerre coloniale, en 1965, l'Algérie avait produit plus de 26 millions de tonnes de pétrole, soit l'équivalent de la moitié de la consommation pétrolière française de l'époque ! Ces dernières années, l'Algérie a produit annuellement autour de 85 millions de tonnes de pétrole, soit l'équivalent de plus de 90 % de la consommation pétrolière française.<sup>672</sup>

Preuve que l'impérialisme français s'y connaît presque aussi bien que l'impérialisme américain en matière de guerres de rapine...

Il faut dire qu'au cours des dernières décennies, les lieux où l'énergie était consommée n'étaient pas ceux où elle était produite ! Les réserves de combustibles fossiles ne sont en effet pas également réparties à la surface du globe. Des réalités qu'illustrent les deux tableaux ci-dessous.<sup>673</sup>

Part dans le total mondial des réserves prouvées en 2008			
	Pétrole	Gaz naturel	Charbon
Arabie Saoudite	21,0 %	4,1 %	—
Iran	10,9 %	16,0 %	—
Irak	9,1 %	1,7 %	—
Koweït	8,1 %	1,0 %	—
Venezuela	7,9 %	2,6 %	0,1 %
Emirats Arabes Unis	7,8 %	3,5 %	—
Russie	6,3 %	23,4 %	19,0 %
Libye	3,5 %	0,8 %	—
Nigéria	2,9 %	2,8 %	—
Qatar	2,2 %	13,8 %	—
<b>Total</b>	<b>79,7 %</b>	<b>69,7 %</b>	<b>19,1 %</b>

Réserves prouvées et consommation d'énergies fossiles de quelques pays en 2008												
	Pétrole				Gaz naturel				Charbon			
	RP	RP/RM	CS	RP/CS	RP	RP/RM	CS	RP/CS	RP	RP/RM	CS	RP/CS
USA	3 700	2,2 %	885	4,2	6 730	3,6 %	657	10,2	151 326	31,3 %	565	267,7
Allemagne	—	0,0 %	118	0,0	120	0,1 %	82	1,5	3 676	0,8 %	81	45,4
Japon	—	0,0 %	222	0,0	—	0,0 %	94	0,0	195	0,0 %	129	1,5
Chine	2 100	1,2 %	376	5,6	2 460	1,3 %	81	30,5	60 800	12,6 %	1 406	43,2
Inde	800	0,5 %	135	5,9	1 090	0,6 %	41	26,3	25 843	5,3 %	231	111,7
<b>Cumul</b>	<b>6 600</b>	<b>3,9 %</b>	<b>1 736</b>	<b>3,8</b>	<b>10 400</b>	<b>5,6 %</b>	<b>955</b>	<b>9,2</b>	<b>241 840</b>	<b>50,0 %</b>	<b>2 412</b>	<b>100,3</b>
<b>Monde</b>	<b>170 800</b>	<b>—</b>	<b>3 928</b>	<b>43,5</b>	<b>185 000</b>	<b>—</b>	<b>3 019</b>	<b>61,3</b>	<b>483 211</b>	<b>—</b>	<b>3 304</b>	<b>146,3</b>

Le premier tableau détaille la part de quelques uns des principaux pays exportateurs d'énergies fossiles dans le total mondial des réserves d'énergies fossiles prouvées. Les principales puissances impérialistes dépendent de ces pays pour leur approvisionnement en pétrole et en gaz. Si l'on excepte la Russie, puissance impérialiste de second plan, et l'Iran, pays bourgeois aspirant et ayant les moyens de le devenir, tous les autres pays sont de type bourgeois-compradore.

Les réserves de charbon sont davantage éparpillées d'un point de vue géographique, ce qui n'empêche pas des pays, voir des continents entiers d'en être peu pourvus ou dépourvus, à l'instar du continent africain où seule l'Afrique du Sud en possède d'importants gisements. L'Australie et l'Afrique du Sud comptent pour 12,9 % des réserves mondiales de charbon. De même, plusieurs pays dépendants d'Asie ont à faire face à un important obstacle énergétique sur la route de leur industrialisation, à l'instar du Vietnam dont les réserves prouvées de charbon se montent à seulement 150 millions de tonnes.

Pour un pays dépendant, l'importation de combustibles fossiles est toujours possible en théorie, mais représente en fait un obstacle rédhibitoire du point de vue de l'inflation des coûts de production, en les soumettant d'abord aux fluctuations des cours du marché international et en renchérissant le coût de ces matières premières d'importation comparativement à celles produites dans d'autres pays disposant de ces ressources sur leur propre territoire et d'une main-d'œuvre à bas coût, à l'instar de la Chine.

Le second tableau détaille pour sa part l'autonomie énergétique théorique dont disposent quelques pays en matière d'énergies fossiles. On désigne ici par *RP* les réserves prouvées, par *CS* la consommation, par *RP/RM* la part des réserves du pays dans les réserves mondiales et enfin par *RP/CS* un calcul de l'autonomie théorique du pays (en années) s'il couvrait l'ensemble de ses besoins nationaux en exploitant exclusivement ses réserves.

Les réserves et la consommation de pétrole sont exprimées en millions de tonnes pour le pétrole, celles de gaz le sont en milliards de m<sup>3</sup> et enfin celles de charbon le sont en millions de tonnes équivalent pétrole. Pour le charbon les qualités varient assez fortement. Ainsi, le charbon extrait aux USA a un facteur calorifique moyen d'environ 0,635 tep/tonne, contre 0,545 tep/tonne en Russie, 0,531 tep/tonne en Chine et 0,441 en Inde, avec une moyenne mondiale d'environ 0,59 tep/tonne. Nous avons donc appliqué les valeurs calorifiques spécifiques aux réserves prouvées, estimées en millions de tonnes.

L'Allemagne ne possède guère que des réserves de charbon fait figure de privilégiée par rapport au Japon qui ne peut compter sur rien d'autre que ses importations. Les USA, la Chine et l'Inde possèdent pour leur part d'importantes réserves de charbon, ainsi qu'un potentiel de production de quelques années en ce qui concerne le pétrole et le gaz. De quoi éviter une panne sèche en cas de rupture temporaire de leur approvisionnement.

Une option prise très au sérieux par l'impérialisme chinois exposé à la possibilité d'une rupture de sa chaîne d'approvisionnement par les forces armées américaines. C'est pourquoi en septembre 2009, la Chine avait lancé au Xinjiang la construction de la deuxième phase de son plan de réserves de pétrole stratégiques d'une capacité de 5,4 millions de m<sup>3</sup>.<sup>674</sup>

A l'exception du charbon, ces pays apparaissent cependant en grande partie dépendants de leurs importations en ce qui concerne leur fourniture en énergie fossiles.

Notons que de l'avis de certains experts, l'estimation des réserves prouvées fait cependant débat pour le pétrole. En effet, selon une étude publiée récemment par des chercheurs de l'université d'Oxford, les réserves réelles de pétroles ne se chiffrent pas entre 1 150 et 1 350 milliards de barils, mais plutôt entre 850 et 900 milliards de barils, soit un tiers de moins. Selon cette étude, les réserves mondiales de pétrole sont aujourd'hui au point de basculement et dès 2014, devant l'épuisement des gisements les plus rentables, la production pourrait ne plus arriver à satisfaire la consommation, avec à la clef une envolée des cours.<sup>675</sup>

La raison principale de cette surestimation serait simple : les pays producteurs de pétrole, et les pays de l'OPEP en particulier, auraient sciemment surévalué le montant de leurs réserves afin d'obtenir davantage de parts de marché et donc davantage de quotas de production... En outre, les sables bitumineux du Canada (dont le potentiel exploitable est estimé à 174 milliards de barils) sont inclus dans ces réserves, alors que leur exploitation est plus coûteuse et a de lourds impacts en termes de pollution de l'eau et des sols.

Des inquiétudes partagées par le quotidien britannique *The Independent* qui s'alarmait déjà l'an dernier de voir l'approvisionnement en pétrole diminuer en raison du critique pic pétrolier déjà atteint. Le Dr Fattih Birol, économiste en chef de l'Agence Internationale de l'Energie, y déclarait crument que si l'on n'avait pas encore affaire à une pénurie, l'ère du pétrole bon marché était cependant bel et bien révolue et s'inquiétait des conséquences que cela aurait sur l'économie mondiale déjà durement éprouvée par la crise.<sup>676</sup>

Pas de quoi s'inquiéter outre mesure pour l'impérialisme chinois, dont l'appétit en pétrole est relativement modéré, sans compter d'importantes réserves probables. A la fin du printemps, des experts de l'industrie pétrolière chinoise cités par le *21st Century Business Herald*, annonçaient que le territoire chinois pourrait receler pour plus de 32,3 milliards de tonnes de pétrole supplémentaires, dont près des trois quarts dans le sous-sol du pays et le reste en mer.<sup>677</sup> De quoi assurer à la Chine quelques décennies d'approvisionnement supplémentaire...

De plus, à l'instar de l'impérialisme américain, l'impérialisme chinois possède de confortables réserves de charbon. Pas de pénurie énergétique en vue à moyen terme pour l'impérialisme chinois, donc. Pour de nombreux pays impérialistes en déclin d'Europe (Allemagne exceptée), la pénurie de pétrole bon marché et l'absence de réserves de charbon conséquentes leur promet en revanche un futur énergétique beaucoup plus sombre... La Corée du Sud et le Japon devront également trouver autre chose que le charbon et la fission nucléaire pour sécuriser leur approvisionnement énergétique à long terme.

Enfin, l'impérialisme chinois dispose d'une longueur d'avance dans le domaine des énergies dites renouvelables — ce que nous détaillerons un peu plus loin —, ainsi que des voitures électriques. A la mi-mai, la municipalité de Shenzhen mettait en service les 40 premiers taxis électriques chinois. Il s'agit du modèle E6 du constructeur BYD, doté d'une batterie disposant d'une autonomie de 300 km.<sup>678</sup>

Dans les pays impérialistes en déclin, le lobby politico-médiatique a propagé au cours des dernières décennies l'image d'un développement économique chinois fait au détriment de l'environnement — ce qui est partiellement vrai, puisque c'est l'une des tares du mode de production bourgeois où la concurrence entre entrepreneurs privés interdit une véritable prise en compte des intérêts à long terme des travailleurs, ainsi que des sociétés humaines et de leur environnement.

Les pays impérialistes en déclin ont alors insisté sur les émissions croissantes de CO<sub>2</sub> de l'impérialisme chinois, leur discours se ramenant comme on l'a vu à ceci : "il n'est pas possible à la planète de supporter plus d'un milliard de consommateurs supplémentaires polluant autant que ceux de chez nous".

Mais ces dernières années, mettant à profit son rapide rattrapage technologique et ses moyens financiers croissants, l'impérialisme chinois a décidé de combattre le feu par le feu et de montrer qu'il pouvait lui aussi devenir un champion de la lutte contre le "réchauffement climatique".

Aujourd'hui, le cliché des centrales à charbon chinoises "polluantes" continue à être abondamment utilisé par le lobby politico-médiatique des pays impérialistes en déclin, alors qu'il est dépassé. Comme le reconnaissait l'an dernier l'Agence

Internationale de l'Énergie, « la Chine est devenue le plus important marché au monde pour les centrales au charbon modernes intégrant des systèmes de contrôle des émissions de haute qualité ». Un constat partagé par Philippe Joubert, président d'Alstom Power, qui soulignait la modernité des nouvelles centrales au charbon construites chaque mois dans le pays.

« En occident, on sous-estime souvent la vitesse avec laquelle la Chine s'est convertie aux technologies propres ».<sup>679</sup>

Aujourd'hui, la Chine est à ce point à la pointe dans ce secteur qu'elle exporte sa technologie ! En Serbie, à Kostolac, la China National Machinery & Equipment Import & Export Corporation (CMEC) va moderniser deux centrales thermiques de 350 MW chacune et augmenter leur capacité unitaire de 100 MW.<sup>680</sup>

De même, désireux de développer son expérience dans la technologie charbon supercritique chinoise afin de pouvoir exploiter cette technologie en France, EDF a obtenu une participation minoritaire (35 %) dans l'exploitation d'une centrale électrique à charbon supercritique en Chine.<sup>681</sup> Cette technologie est l'une des plus performantes au monde et permet d'atteindre des rendements jusqu'à 45 %, contre 38 % dans les centrales thermiques conventionnelles.

Avec la généralisation croissante de ce type de centrales, le rendement moyen des centrales thermiques chinoises est ainsi passé de 35,9 % à 40,2 % au cours de la période 1997-2007.

Une hausse de rendement imputable non seulement à la mise en fonction de nouvelles capacités modernes, mais également à la suppression de capacités obsolètes. Alors que les autorités chinoises s'étaient fixées comme objectif de fermer pour 50 GW de petites centrales thermiques au charbon obsolètes durant la période 2006-2010, c'étaient déjà plus de 70,7 GW de centrales thermiques obsolètes qui avaient été fermées à la fin du mois de juillet 2010.<sup>682</sup>

Ces suppressions de capacités obsolètes représentent une proportion conséquente d'un parc de centrales dont la plus grande partie est de construction récente. A la fin de l'année 2009, la capacité installée des centrales électriques chinoises a atteint 874 GW, soit une hausse de 10 % en glissement annuel.<sup>683</sup> Les centrales thermiques représentaient 652 GW, soit près des trois-quarts de la puissance installée totale.

Au printemps 2010, le gouvernement chinois a déclaré que la Chine continuerait à réduire ses capacités de production obsolètes dans les secteurs industriels gourmands en énergie et générateurs de pollutions. Les centrales thermiques n'ont pas été la seule cible de cette campagne. En 2009, la Chine a ainsi éliminé les capacités de production obsolètes d'aciéries et de cimenteries totalisant respectivement 16,9 et 74,2 millions de tonnes de capacité de production.<sup>684</sup>

Soulignons enfin à l'attention des carbocentristes que la modernisation du parc de centrales thermiques au charbon aboutit à une importante réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, permettant aux centrales à charbon d'approcher le niveau d'émissions de centrales thermiques au fioul. L'impact carbone de la production électrique d'une centrale thermique au charbon varie en effet entre 1030 et 730 grammes de CO<sub>2</sub> par kWh, contre 730 à 590 grammes de CO<sub>2</sub> par kWh pour une centrale thermique au fioul.<sup>685</sup>

Portons maintenant notre attention sur "l'efficacité énergétique" proprement dite de l'économie chinoise, c'est-à-dire sa consommation énergétique rapportée à la richesse produite. Dès lors qu'il est fait référence à la production de richesse, il faut se pencher sur l'aspect méthodologique. De quelle richesse parle-t-on ? De la richesse mesurée en valeur, ou de la richesse mesurée en volume ? Une distinction qui prend une importance toute particulière dans le contexte de "l'économie de bazar" où les pays impérialistes en déclin monnaient à prix d'or leurs marchandises et leurs services en prenant appui sur leur monopole dans les secteurs à plus haute composition organique en capital.

Si l'on compare la consommation énergétique primaire de l'impérialisme chinois à celle de l'impérialisme américain sous l'angle de leur PIB mesuré à prix courant, c'est-à-dire en valeur, la comparaison tourne largement du second. En revanche, dès que l'on retient la production de certains produits industriels clefs en termes de volume, la situation s'inverse radicalement, comme en témoignent les graphes ci-dessous.

**[Voir fascicule de graphes p. 23]**

On voit ici qu'alors que la courbe de la consommation énergétique est au dessus de celle de l'acier pour les USA, elle est largement en dessous pour le Japon et plus particulièrement encore la Chine. Le profil de l'Allemagne ou de la Corée du Sud correspondrait à celui du Japon, tandis que celui de la France ou du Royaume-Uni se rapprocherait de celui des USA. Ces profils sont le reflet de la place occupée par ces pays impérialistes dans la division internationale du travail, avec d'un côté des pays disposant d'une puissante industrie lourde, et d'autres pays où ne subsistent plus guère que les branches d'industrie à plus haute composition organique en capital.

Sous l'angle de la production de plus-value (et non de son appropriation), c'est indéniablement l'économie chinoise qui possède l'efficacité énergétique la plus élevée face aux pays impérialistes en déclin. La raison fondamentale en est simple, la majeure partie de la consommation énergétique chinoise est le fait de l'industrie, comme l'illustre le graphe ci-dessous.

**[Voir fascicule de graphes p. 24]**

La proportion de l'énergie consommée par l'industrie en Chine est plus du triple celle de la France. La part de cette dernière n'a d'ailleurs cessé de baisser au cours des dernières décennies, parallèlement à la mise en place de "l'économie de bazar". De même, la part de la consommation résidentielle et tertiaire française est plus du double de celle de la Chine. Enfin, la part du secteur des transports en France représente le quadruple de celle de la Chine ! Signalons au passage que les transports routiers ont représenté 93,3 % des émissions en gaz à effet de serre du secteur des transports français en 2007. Ce dernier comptait pour 27 % des émissions totales, une proportion voisine de sa part dans la consommation énergétique.<sup>686</sup>

Ce gouffre entre les proportions des différents secteurs dans la consommation énergétique de la Chine et des pays impérialistes en déclin illustre le caractère spartiate du prolétariat chinois dont le confort est la plupart du temps et fournit



une illustration supplémentaire du caractère parasite exacerbé de "l'économie de bazar".

De ce point de vue les prétentions "écologistes" des pays impérialistes en déclin apparaissent comme encore plus ridicules et déplacées. La vérité est, comme on l'a vu, que ces dernières leur servent de prétexte pour tenter de conserver une longueur d'avance sur l'impérialisme chinois ! Du moins, en théorie, car bien conscient de l'enjeu, l'impérialisme chinois ne s'est pas laissé distancer !...

Au printemps 2010, les analystes bourgeois remarquaient que les « énergies vertes » semblaient être devenues « la planche de salut de nombreuses économies ». <sup>687</sup> HSBC n'hésitait alors pas à parler de certains plans de relance comme pouvant être assimilés à un « *Green New deal* » et souligne que « **la Chine et les USA dominent le paysage [mondial], tant du point de vue de la taille de leur plan de relance, que du point de vue de leur dimension verte** ». <sup>688</sup>

Dans son discours sur l'état de l'Union prononcé en janvier dernier, Barack Obama déclarait qu'il était essentiel d'encourager « l'efficacité énergétique et les énergies propres », « **parce que la nation qui sera à la tête des énergies propres sera à la tête de l'économie mondiale** », « et l'Amérique doit être cette nation ». Hélas pour Obama, il est déjà devenu évident aux yeux des observateurs attentifs qu'« un autre pays », la Chine, a également « bien compris l'enjeu du vert » et « **est en train de devenir le vrai numéro un du secteur** ». <sup>689</sup>

A l'instar des analystes d'HSBC, de plus en plus d'experts occidentaux n'hésitent pas à affirmer que « les programmes d'investissement de la Chine en matière d'environnement sont supérieurs à ceux mis en œuvre aux Etats-Unis et dans de nombreux autres pays industrialisés », au point que la Chine est désormais « **en bonne position pour prendre le premier rang mondial** ». <sup>690</sup>

Une vérité mise en évidence par *CNN* qui titrait au début de l'année « **La Chine en tête de la course aux technologies vertes** », ajoutant que la Chine « allait dominer la course aux énergies propres en surinvestissant par rapport aux USA ». Ayant lancé « **de massifs programmes d'investissements gouvernementaux** », la Chine « **a surpassé les USA dans pratiquement tous les secteurs des énergies propres, dont l'éolien, le solaire et les batteries de voitures électriques** ». <sup>691</sup>

Quand *CNN* déclare que la Chine surclasse les USA en termes d'investissements dans les « technologies vertes », ce n'est pas sans raison, comme en témoigne le tableau ci-dessous.

Dépenses de relance consacrées au secteur « vert » <sup>692</sup>		
Pays	En milliards de \$	En % des dépenses du plan de relance
Chine	221,3	37,8 %
USA	112,3	8,9 %
Corée du Sud	30,7	80,5 %
Allemagne	13,8	13,2 %
Japon	12,4	2,6 %
France	7,1	21,2 %
Canada	2,6	8,3 %
Royaume-Uni	2,1	6,9 %
Italie	1,3	1,3 %

Par "dépenses vertes", il faut entendre principalement les dépenses liées aux énergies renouvelables, à l'amélioration de l'efficacité énergétique (constructions, véhicules, transport ferroviaire, réseau électrique), et enfin au traitement de l'eau et à la gestion des déchets.

Dans les "dépenses vertes" du plan de relance chinois, dont le montant représente le double de celui des USA, 44,6 % ont été attribuées au développement du réseau ferré, 31,6 % à l'amélioration du réseau électrique et 23,1 % au traitement de l'eau et à la gestion des déchets. L'impérialisme américain, lui, a en premier lieu consacré ses fonds de relance au développement des énergies renouvelables (29,2 %) et aux constructions à haute efficacité énergétique (27,4 %), le rail, le réseau électrique et l'eau et les déchets ne recevant respectivement que 8,8 %, 10,6 % et 13,9 % des fonds "verts".

Fait particulièrement rageant pour l'impérialisme américain : comme nous le verrons plus en détails dans la partie suivante, malgré le soutien financier gouvernemental prioritaire qu'il a apporté à l'éolien, l'impérialisme chinois ne l'en a pas moins dépassé au point de vue des nouvelles capacités installées en 2009, avec 13,8 GW contre 9,9 GW !

La croissance de l'éolien, mais aussi le développement du rail à grande vitesse illustrent la suprématie naissante de la Chine dans la course aux "green techs". En ce qui concerne le rail à grande vitesse, l'impérialisme américain fait encore plus pâle figure. Il lui a en effet attribué une petite dizaine de milliards de \$ quand l'impérialisme chinois lui en a attribué pour sa part près d'une centaine !

L'inéluabilité du leadership chinois est encore plus évidente lorsque l'on sait que le gouvernement chinois a tendance à dépasser les objectifs fixés et qu'il dispose d'une conjoncture économique moins défavorable et de moyens financiers croissants.

## L'impérialisme chinois à la pointe du secteur des énergies renouvelables

Ce qui est tout aussi peu connu que les gigantesques efforts de boisement du territoire chinois, c'est que l'impérialisme chinois est loin d'être à la traîne en ce qui concerne la promotion de sources d'énergies dites renouvelables. Evidemment, comme l'a reconnu le vice-premier ministre chinois au début de l'année 2010, si la Chine s'attache à « développer davantage les industries économisant l'énergie », c'est en premier lieu « **pour assurer son approvisionnement en énergie et sa sécurité énergétique** ».<sup>693</sup>

Mais qu'entend-on par "énergies renouvelables" ? Les trois grands types d'énergies dites "renouvelables" — c'est-à-dire pesant réellement dans la balance énergétique mondiale —, sont l'énergie provenant des centrales hydro-électriques, nucléaires et éoliennes. En 2008, ces trois types de sources d'énergie ont contribué à hauteur de 12,4 % à la consommation énergétique primaire mondiale, dont 6,4 % pour l'hydro-électrique, 5,5 % pour le nucléaire et 0,5 % pour l'éolien.

En premier lieu, pour être objectif et ne pas céder au lobbying des monopoles du secteur nucléaire, très puissant dans plusieurs pays impérialistes et en particulier en France, il est difficile de considérer l'énergie nucléaire comme une source d'énergie réellement renouvelable ou non polluante.

La totalité du parc nucléaire actuel utilise en effet la fission nucléaire nécessitant de l'uranium dont les réserves seraient épuisées en une trentaine d'années si tous les pays en tiraient 80 % de leur électricité comme c'est le cas pour l'impérialisme français... Il y aurait 4 millions de tonnes d'uranium disponibles dans les coûts d'extraction de 40 \$ le kg. L'OCDE évalue à 17 millions de tonnes la quantité disponible à un coût d'extraction double, qui dégraderait évidemment considérablement la rentabilité de la filière. Depuis la fermeture de sa dernière mine d'uranium en 2001, celle de Jouac, la France doit chaque année importer autour de 8 000 tonnes de minerai d'uranium.

L'impérialisme français dépend donc aujourd'hui entièrement des importations pour l'approvisionnement de ses centrales nucléaires. La filière nucléaire, qui avait été privilégiée pour des raisons de sécurité énergétique a donc perdu l'un de ses principaux avantages. Comme nous le verrons plus loin, le fait que l'uranium soit aujourd'hui une ressource d'importance stratégique pour nombre de pays impérialistes en déclin, et notamment pour l'impérialisme français, a des incidences très concrètes sur leur politique extérieure. On verra ainsi que le coup d'Etat perpétré au Niger s'inscrit dans un souci d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en uranium de la filière nucléaire française à un moment où l'impérialisme chinois émerge en tant qu'important acteur de la filière nucléaire. Comme le pétrole depuis près d'un siècle, l'uranium est devenu une ressource d'importance stratégique dont le contrôle est au cœur des rivalités inter-impérialistes.

Quant à l'aspect écologique, ce serait opter pour la peste (des déchets hautement radioactifs encombrants) plutôt que pour le choléra (des gaz à effet de serre), du

moins si l'impact du CO<sub>2</sub> sur l'environnement était réellement aussi nuisible que ne le disent les mass-médias bourgeois...

Or on n'a vu que d'un point de vue strictement scientifique, la nocivité des émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> n'a pu être démontrée sur le climat ! Si l'on réfléchit en biologiste ou en géologue, on pourrait même étudier l'hypothèse d'un impact positif d'une hausse de la concentration en CO<sub>2</sub> dans l'air. En effet, le CO<sub>2</sub> est à la base de la photosynthèse des organismes végétaux dont il a été prouvé que la croissance augmentait de manière importante quand la concentration en CO<sub>2</sub> augmentait. Une augmentation de la concentration de ce gaz aurait donc un effet bénéfique d'enrichissement du milieu naturel en augmentant l'activité photosynthétique des organismes végétaux.

Ceci étant dit, l'énergie nucléaire ne pourra être légitimement considérée comme une source d'énergie non polluante et renouvelable que lorsque les réacteurs à fission seront remplacés par des réacteurs à fusion utilisant deux isotopes d'hydrogène — tels le deutérium (<sup>2</sup>H) et le tritium (<sup>3</sup>H). Le nucléaire atteindra alors sa maturité en ne produisant pas d'éléments polluants ou fortement radioactifs et surtout en utilisant une ressource pouvant réellement être considérée comme inépuisable : le deutérium extrait d'un litre d'eau de mer serait ainsi en mesure de produire autant d'énergie que 292 litres d'essence ! Mais la recherche portant sur la conception de ces réacteurs n'en est encore qu'à ses débuts, car il faut d'abord créer et contrôler des conditions extrêmes permettant de reproduire le processus de fusion opérant au sein des étoiles.

Là encore, il faut s'attendre à voir l'impérialisme chinois jouer un rôle majeur dans les prochaines années. Après avoir achevé la construction de son premier réacteur Tokamak expérimental de supraconductivité en 1994 (HT-7), rejoignant le club très fermé des pays disposant de telles installations, l'Institut chinois de sciences physiques des plasmas de Hefei a achevé en mars 2006 la construction du HT-7U, le premier réacteur Tokamak expérimental de supraconductivité avancé (EAST) du monde. Les premières expérimentations sur l'HT-7U ont débuté en septembre 2006 et au début de l'année 2007, il avait déjà permis de générer un courant d'une intensité de 250 000 ampères pendant 5 secondes et de porter la température de confinement à 55 millions de degrés Celsius (contre 20 millions pour l'HT-7), sachant qu'une réaction de fusion débute vers 40 millions de degrés Celsius et présente un rendement intéressant au-delà de 100 millions de degrés Celsius. Les scientifiques chinois qui estiment qu'un ratio de 1 : 1,25 est parfaitement atteignable pour le bilan énergétique de leur réacteur expérimental, visent à porter ce ratio à 1 : 50 avec le développement de la technologie.<sup>694</sup>

Avec ce nouveau réacteur expérimental, qui était inscrit comme un projet national clef de recherche scientifique au 9<sup>ème</sup> plan quinquennal et que la recherche chinoise a réalisé en conçu et construit en un temps record (6 ans) pour un coût de seulement 300 millions de yuans (soit 15 à 20 fois moins que celui des réacteurs expérimentaux concurrents), l'impérialisme chinois a tous les atouts en main face à ses concurrents impérialistes. Si le nouveau réacteur expérimental chinois est loin d'être le projet le plus imposant du monde par sa taille, ses capacités figurent parmi les plus intéressantes et prouvent le haut degré d'expertise des scientifiques

chinois. Ce réacteur est conçu pour générer un courant d'une intensité maximale de 1 000 000 d'ampères pendant 1 000 secondes pour un volume de plasma de moins de 10 m<sup>3</sup>.

A titre de comparaison, le Tore Supra français, qui est entré en activité en 1988, est conçu pour générer un courant d'une intensité maximale de 1 500 000 d'ampères pour un volume de plasma de 25 m<sup>3</sup>. Le JT-60 japonais, qui fut le premier réacteur expérimental à atteindre un bilan énergétique positif (1 : 1,05 en 1998), est conçu pour générer un courant d'une intensité maximale de 3 000 000 d'ampères pour un volume de plasma de 90 m<sup>3</sup>. Un autre réacteur expérimental, le JET du consortium européen EURATOM (entré en activité en 1984), est conçu pour générer un courant d'une intensité maximale de 5 000 000 d'ampères pour un volume de plasma de 100 m<sup>3</sup>. Enfin, le projet international de réacteur expérimental ITER, dont la conception est à l'étude depuis 1988, et auquel participent aujourd'hui l'UE, les USA, le Japon, la Russie, la Chine et la Corée du Sud, est prévu pour générer un courant d'une intensité maximale de 15 000 000 d'ampères pendant 400 secondes pour un volume de plasma de 840 m<sup>3</sup>.

Mais la construction du réacteur expérimental ITER n'a débuté qu'en 2008 — c'est-à-dire avec deux ans de retard sur le planning initial —, et ne devrait pas entrer en phase d'essai avant 2018, pour une utilisation à l'échelle industrielle prévue à l'horizon 2040.<sup>695</sup>

Pendant ce temps, l'impérialisme chinois pense déjà à créer les moyens d'une utilisation à l'échelle industrielle !

La coopération entre la recherche et l'industrie chinoise a ainsi permis à la Chine de lancer pour la première fois au monde « la production à grande échelle de l'acier martensitique à faible activation », à un niveau de qualité comparable à ceux des aciers étrangers de la même catégorie (Eurofer97, F82H japonais et 9Cr2WVTw américain).<sup>696</sup> La production à grande échelle de cet acier spécial qui constitue un matériau essentiel de la structure des réacteurs à fusion du fait qu'il est conçu pour résister aux flux de neutrons produits au cours de la fusion, est un pré-requis nécessaire pour pouvoir envisager de porter la fusion nucléaire à une échelle industrielle.

L'attrait de l'impérialisme chinois pour la Lune s'inscrit d'ailleurs dans cette optique et relève indéniablement d'une stratégie énergétique à long terme. Le chef du programme lunaire chinois a en effet déclaré que les besoins énergétiques de la Chine pourraient être assurés par l'hélium 3 (<sup>3</sup>HE) dont la Lune « recèlerait de 10 à 50 millions de tonnes ». Or, « **10 tonnes d'hélium 3 suffiraient à assurer 50 ans de besoins énergétiques chinois** » !<sup>697</sup>

L'hélium 3 constitue en effet un carburant idéal pour les réacteurs à fusion nucléaire, mais sa présence sur notre planète se chiffre seulement en centaines de kilogrammes. L'impérialisme chinois vise donc clairement non seulement à prendre la tête de la recherche sur la fusion nucléaire et à la porter à une échelle industrielle, mais également à préparer dès aujourd'hui les moyens qui lui permettront d'accéder à une ressource abondante capable d'alimenter ces réacteurs.

Contrairement à l'impérialisme chinois qui a déjà commencé à explorer les trois problèmes majeurs de l'utilisation de la fusion nucléaire à l'échelle industrielle que sont la maîtrise de réactions de fusion auto-entretenues, la production massive de combustible ( $^3\text{H}/^3\text{He}$ ) et enfin la production industrielle d'un matériau résistant aux flux de neutrons pour les enceintes de confinement du plasma, les pays impérialistes en déclin se concentrent depuis 50 ans exclusivement sur le premier problème ! Des "efforts" qui semblent en outre aujourd'hui pour le moins compromis...

Le projet ITER est en effet aujourd'hui « à court d'argent » après que son coût ait été fortement réévalué à la hausse au printemps 2010 à 16 milliards d'euros, soit plus du triple du coût prévisionnel initial ! Des voix de plus en plus nombreuses déclarent aujourd'hui qu'il est temps d'abandonner le projet, d'autant plus qu'« avec la crise financière », « plus personne ne veut payer ». <sup>698</sup> Récemment, des scientifiques français, dont le prix Nobel de physique Georges Charpak, lancèrent un appel pour mettre un terme au projet ITER, le qualifiant de réacteur « hors de prix et inutilisable ». S'alarmant de l'explosion du coût prévisionnel du projet, ils estimaient qu'ITER « menace » aujourd'hui « la recherche scientifique européenne » et recommandaient de « transférer cet argent vers de la recherche utile ». « Si l'on continue, tous les secteurs de la recherche vont souffrir ». <sup>699</sup>

Même si le projet ITER échappait à l'annulation, l'entrée en phase d'essai est d'ores et déjà repoussée à l'horizon 2020. Les premières réactions de fusion sont programmées pour pas avant 2026, sans parler d'une utilisation à l'échelle industrielle désormais prévue à l'horizon 2060 ! <sup>700</sup>

Voilà pour ce qui est des perspectives concernant la fusion nucléaire.

En Chine, la recherche sur des sources d'énergie alternatives n'est cependant pas cantonnée à la fusion nucléaire, cette source d'énergie restant à priori une perspective à long terme. Le Guangzhou Energy Research Institute et l'entreprise Guangzhou Zhongke Hengyuan Energy Science & Technology Co. étudient ainsi depuis plusieurs années déjà le développement d'une nouvelle génération d'éoliennes. Il s'agit d'éolienne à sustentation magnétique (maglev). <sup>701</sup> Cette conception aurait comme avantage premier une vitesse de vent de démarrage de l'ordre de 1,5 m/s, bien inférieure à celle requise pour les éoliennes classiques (3 m/s) du fait des frictions induites par leurs roulements. L'absence de frictions au niveau de l'axe de rotation permettrait en outre d'accroître la capacité de production de 20 % à vitesse de vent équivalente et permettrait enfin de réduire les coûts de maintenance. La sustentation magnétique ne serait pas assurée par des électro-aimants, grands consommateurs d'électricité, mais par de puissants aimants permanents composés d'un alliage de néodyme.

Au début de l'été 2006, à l'occasion de l'Asian Wind Energy Exhibition, la Chine a fait la démonstration du premier prototype d'éolienne maglev du monde. Selon la presse spécialisée internationale, la technologie mise au point par la Chine constitue « **une énorme percée dans la technologie de l'énergie éolienne** ». <sup>702</sup>

A la fin de l'année 2007, la Chine entamait la construction d'une base de production d'éoliennes maglev destinée à produire dans un premier temps de petites éoliennes

d'une puissance comprise entre 0,4 et 5 kW.<sup>703</sup> Mais la Chine ne compte pas se contenter de fabriquer de petites unités idéales pour l'électrification rurale. Le développement d'éoliennes maglev de très forte puissance (1 GW) est aujourd'hui envisagé. La mise au point de telles centrales, qui feraient de l'énergie éolienne une grande production centralisée, ne manquerait pas d'avoir un très grand impact sur la balance énergétique chinoise, voir mondiale. L'impérialisme chinois n'est donc pas à cours de pistes pour assurer son approvisionnement énergétique et envisager l'ère de l'après-pétrole tout en assurant sa sécurité énergétique à long terme.

Mais revenons au présent...

Durant la période 1978-2008, la part de l'énergie d'origine hydraulique, nucléaire et éolienne dans la consommation énergétique primaire chinoise est passée de 3,4 % à 8,9 %. Toujours au cours de cette période la part du charbon est passée de 70,7 % à 68,7 % alors que celle du pétrole passait de 22,7 % à 18,7 % et que celle du gaz naturel se passait de 3,2 % à 3,8 %. Dans le même temps, la consommation énergétique chinoise était multipliée par 5,0.<sup>704</sup> Cette modification de la structure de la balance énergétique chinoise a pour le moment été quasi-exclusivement provoquée par la hausse de la production d'électricité d'origine hydraulique qui a été multiplié par 13,5 pendant la même période.<sup>705</sup>

En 2008, la contribution de l'électricité nucléaire restait encore faible (68,4 TWh), soit près de 8,6 fois moins que celle de l'hydro-électricité. La Chine possédait alors seulement 11 réacteurs nucléaires en fonctionnement, d'une capacité installée cumulée de 9,1 GW.

A titre de comparaison, la France compte 58 réacteurs nucléaires totalisant une capacité installée de 63,1 GW. Ces réacteurs ont produit 440,3 TWh d'électricité en 2008, soit 81,2 % de l'électricité française.

Le Japon possède pour sa part 55 réacteurs nucléaires pour une capacité installée de 49 GW. 20 de ces réacteurs ont aujourd'hui plus de trente ans. Au cours des dernières années, la production électrique d'origine nucléaire a diminué, passant de 327,2 TWh en 1998 à 251,7 TWh en 2008, tandis que la consommation électrique japonaise augmentait de 13,2 % durant la même période. Au cours de cette décennie, la part du nucléaire dans la production électrique japonaise s'est donc effondrée de 32,1 % à 21,8 %.

Enfin, en 2008, les 104 réacteurs américains cumulant une capacité installée de 106 GW ont assuré 19,7 % de la consommation électrique américaine. Au début de l'année 2010, Barack Obama a annoncé la reprise du programme nucléaire civil américain.<sup>706</sup> Il faut dire que le parc nucléaire américain est vieillissant : l'âge moyen des réacteurs est aujourd'hui de 28 ans alors qu'ils ont été conçus pour fonctionner quarante ans. A moins de relancer un vaste programme de construction de nouveaux réacteurs, la filière nucléaire américaine est condamnée à décliner.

Au début de l'été 2009, la Chine révisait à la hausse son objectif nucléaire, visant alors une capacité installée de 86 GW en 2020.<sup>707</sup> C'est à la fois peu et beaucoup. C'est beaucoup, parce que la Chine deviendrait le deuxième pays du monde en termes de capacité installée, non loin des USA. La Chine dispose aujourd'hui du plus vaste programme de construction nucléaire du monde. Mais c'est également peu à

l'échelle des besoins énergétiques croissants de ce gigantesque pays. La raison en est simple : la filière nucléaire chinoise manque encore de maturité.

Dans cette filière, l'impérialisme chinois poursuit de manière rapide l'acquisition des technologies étrangères les plus modernes, mais en prenant quelques précautions. A la fin de l'année 2009, la Chine comptait 30 réacteurs nucléaires en construction ou sur le point de voir leurs travaux commencer. 24 de ces réacteurs étaient de construction chinoise (type CPR-1000), 4 de type AP-1000 et 2 de type EPR.<sup>708</sup>

A la fin de l'année 2008 avait débuté la construction de la plus grande centrale nucléaire chinoise. Située à Yangjiang dans le Guangdong, elle comptera six réacteurs CPR-1000 cumulant une capacité installée de 6 GW et devant produire annuellement 45 TWh d'électricité. Les réacteurs entreront en service entre 2013 et 2017. Selon le directeur de la China Nuclear Power Engineering Co., 80 % des équipements de cette centrale seront de fabrication chinoise.<sup>709</sup> Les réacteurs chinois CPR-1000 sont des réacteurs à eau pressurisée de deuxième génération améliorée tels que ceux constituant aujourd'hui la majorité du parc nucléaire français et mondial. Ils ont été conçus sur la base de transferts de technologie des réacteurs nucléaires français de 900 MW de 2<sup>ème</sup> génération.

La Chine construit donc à grande échelle un modèle de réacteur qui a fait ses preuves et qu'elle sait construire, et teste les derniers modèles de réacteurs étrangers pour voir s'ils valent réellement la peine ! Une stratégie prudente qui se comprend, comme on va le voir.

A la fin de l'année dernière débutaient les travaux de la première phase de la centrale nucléaire sino-française de Taishan, comprenant 2 réacteurs EPR-1600 de troisième génération d'une puissance unitaire de 1,6 GW. EDF ne possède que 30 % des parts de la joint-venture, contre 70 % pour la China Guangdong Nuclear Power Holding Company (CGNPC). Les turbo-alternateurs des deux réacteurs seront produits par une joint-venture créée par Dongfeng Electric Corporation et ALSTOM au sein de laquelle le monopole chinois détient les deux tiers des parts. Leur mise en service est prévue pour 2013-2014.<sup>710</sup> Le coût de ce projet qui devrait générer annuellement 26 TWh d'électricité à partir de 2014 est estimé à 8 milliards d'euros.<sup>711</sup>

Au même moment débutait la construction d'une autre centrale nucléaire. Située à Haiyang, et une fois ses deux phases achevées, elle comportera 8 réacteurs à eau pressurisée AP-1000 de troisième génération d'une puissance unitaire de 1,25 GW développés par l'américain Westinghouse.<sup>712</sup>

Notons que les derniers modèles de réacteurs nucléaires des pays impérialistes en déclin (EPR-1600 et AP-1000) sont présentés comme des réacteurs de troisième génération. En fait, la différence technologique avec ceux de la seconde génération semble bien faible. Il s'agit toujours de réacteurs à eau pressurisée. On a l'impression que le saut de génération relève plus d'une stratégie marketing pour se démarquer de la concurrence russe, mais surtout coréenne et chinoise, que d'avancées technologiques déterminantes. On a surtout l'impression que ces Rolls-Royce occidentales du nucléaire ont été conçues pour tenter de changer de



segment de marché face à une solide concurrence asiatique que l'on n'avait pas vu venir aussi vite ! Les "innovations" de la troisième génération de réacteurs, en particulier celles de l'EPR, semblent en outre se payer au prix fort au niveau de leur construction, si complexe qu'elle pose même problème aux monopoles de la filière nucléaire française, comme le reconnaissait un article récent du *Figaro* !

« Reste à savoir si cette complexité tient au fait qu'il s'agit d'une tête de série ou d'un réacteur structurellement impossible à construire ». <sup>713</sup>

Le réacteur nucléaire EPR de Flamanville, dont la mise en service était initialement prévue pour 2012, sera en fait achevé avec au moins deux ans de retard. Une des principales raisons incriminées : « l'ingénierie de l'entreprise » qui, « même si elle reste très réputée à travers le monde, n'est plus aussi affûtée après quinze ans sans chantier majeur ». Alors qu'une génération expérimentée d'ingénieurs et de techniciens part à la retraite, les transferts de compétences n'ont pas été réalisés. Pour les monopoles français de la filière nucléaire, ce retard constitue « un dossier extrêmement sensible », « en terme d'image notamment » à un moment où ils essaient de vendre la technologie EPR à l'étranger. <sup>714</sup>

Un mois plus tôt, la filière nucléaire française avait « **subit un revers majeur** », en perdant un important marché aux Emirats Arabes Unis. A son retour d'Abou Dhabi, le président sud-coréen avait en revanche en poche un contrat de 20,4 milliards de \$ pour la construction de quatre réacteurs nucléaires d'une puissance unitaire de 1,4 GW... Ce qui a fait peser la balance en faveur de la filière nucléaire coréenne dont c'était le premier contrat d'exportation : le coût d'abord, mais aussi les retards de construction pour les deux EPR européens... <sup>715</sup>

Début juin, AREVA reportait de six mois supplémentaires la mise en service de l'EPR finlandais. Initialement prévue pour la mi-2009, elle l'est aujourd'hui pour le début de l'année 2013 ! <sup>716</sup> La facture totale, initialement estimée à 3,5 milliards d'euros, est aujourd'hui évaluée à plus de 6,0 milliards d'euros ! <sup>717</sup> Un mois plus tard, c'était le chantier de l'EPR de Flamanville qui était sur la sellette. <sup>718</sup> Des retards et des surcoûts confirmés quelques semaines plus tard par EDF qui reconnaissait que la mise en service du réacteur, prévue initialement pour 2012, était reportée à 2014 et que les coûts de construction, initialement estimés à 3,3 milliards d'euros, se chiffraient à 5,0 milliards d'euros ! <sup>719</sup>

C'est dans ces conditions défavorables que le patron d'EDF déclara au printemps vouloir « armer EDF face à la rivalité des émergents » :

« La Corée du Sud devient exportateur de centrales nucléaires (...) et cela ne fait aucun doute que les efforts de la Chine conduiront demain ce pays à se porter sur le marché international ». <sup>720</sup>

Deux mois plus tard, un rapport de l'Elysée sur la filière nucléaire française rédigé par un ancien PDG d'EDF estimait que la France avait « raté le train de la mondialisation du nucléaire civil » et recommandait un regroupement de l'industrie nucléaire autour d'EDF et d'AREVA, ainsi qu'une entrée d'EDF au capital d'AREVA. <sup>721</sup> Le but de cette réorganisation de la filière nucléaire française : témoigner de « la capacité de l'industrie nucléaire française à réussir de nouvelles constructions de

centrales » et « préserver au maximum la crédibilité du modèle EPR ». <sup>722</sup> Une crédibilité déjà bien entamée...

Le moins que l'on puisse dire est que cet objectif de la filière nucléaire française sera difficile à atteindre ! Même si les problèmes de construction étaient résolus, il resterait un obstacle de taille : le prix. La valeur du contrat de construction des deux EPR chinois (soit 3,2 GW) est estimée à 8 milliards d'euros par AREVA. <sup>723</sup> Une prévision optimiste si l'on prend pour base de comparaison le coût de construction estimé de l'EPR français ! A titre de comparaison, le montant d'investissement du projet de construction des six réacteurs CPR-1000 (soit 6,0 GW) de la centrale de Yangjiang se chiffre à 70 milliards de yuans, soit un peu moins de 10,3 milliards de \$. <sup>724</sup> De toute évidence, pour une même puissance installée, la construction d'un réacteur chinois CPR-1000 est bien meilleur marché que celle d'un réacteur EPR-1600 ! Son coût au GW installé est moitié moindre !

La filière nucléaire française est donc aujourd'hui confrontée à une concurrence croissante. La Chine commence déjà à exporter son réacteur nucléaire, dont elle va construire deux exemplaires au Pakistan (CPR-650). <sup>725</sup> Au printemps 2010, *Les Echos* consacraient un article sur l'arrivée de la concurrence asiatique. <sup>726</sup> Dans cet article, les chiffres de l'Agence Internationale de l'Energie montraient le fossé de prix entre les solutions asiatiques, et celles des pays impérialistes en déclin :

Coût de revient au MWh de quelques réacteurs nucléaires <sup>727</sup>	
EPR-1600 (France)	56 à 92 \$
VVER-1150 (Russie)	44 à 68 \$
APR-1400 (Corée du Sud)	29 à 42 \$
CPR-1000 (Chine)	30 à 44 \$

La Chine et la Corée du Sud, sensiblement au même niveau, dépassent de loin la concurrence. Il faut cependant s'attendre à voir le coût de revient du réacteur chinois prendre l'avantage sur celui du réacteur sud-coréen au cours des prochaines années. La Corée du Sud a en effet acquis une grande expérience en construisant l'essentiel de son propre parc nucléaire avec le même type de réacteur à eau pressurisée. Elle a déjà industrialisé les techniques de construction et utilise plus de 95 % d'équipements "made in Korea". La Chine, en revanche commence à peine à construire en série son réacteur, et doit encore faire appel à 20 % d'équipements étrangers. Elle possède donc encore d'importantes réserves pour augmenter la compétitivité de son réacteur.

La filière nucléaire chinoise est pourtant déjà aujourd'hui présente sur le marché international : à la mi-juillet, le président du premier monopole nucléaire chinois, la China National Nuclear Corp, annonçait que son entreprise ferait une offre pour la construction de la quatrième centrale nucléaire argentine. Quelques mois auparavant, il avait déclaré que les entreprises chinoises du secteur pourraient faire « une grande percée » « dans leur expansion à l'étranger en un ou deux ans ». <sup>728</sup>

Mais les soucis de la filière nucléaire française ne sont pas limités à la concurrence croissante à l'exportation. Sur les 58 réacteurs que compte aujourd'hui le parc nucléaire français, 39 réacteurs représentant une capacité installée de 38,3 GW sont vieillissants, ayant entre 25 et 33 ans alors que leur durée de vie est estimée à

40 ans. Aucun des réacteurs en service n'a moins de dix ans et seul un réacteur est en construction avec une mise en service prévue pour en 2012. Ce vieillissement du parc nucléaire français a entraîné une augmentation des arrêts périodiques pour maintenance. La production électrique du parc nucléaire français a ainsi culminé à 452,6 TWh en 2005. En 2009, elle s'est montée à seulement 410,5 TWh, soit une baisse de 9,3 % par rapport à son plus haut niveau.<sup>729</sup>

Le facteur de charge du parc nucléaire français est ainsi passé de 83 % à 75 % durant cette période, bien loin des 90 % annoncés en général pour le nucléaire. Une situation qui n'est pas prête de s'améliorer et qui ne peut évidemment que s'ajouter au déficit d'image croissant de la filière nucléaire française à l'international...

L'hiver dernier, alors que huit des réacteurs nucléaires du parc nucléaire français étaient arrêtés et que le froid portait la consommation électrique à des niveaux record, les médias commençaient à s'inquiéter ouvertement du fait qu'une « panne massive » n'était « désormais plus exclue ».<sup>730</sup>

Au printemps, l'Autorité de la Sureté Nucléaire déclarait que « la vétusté des générateurs de vapeur, composants majeurs des réacteurs nucléaires », resterait « **un handicap majeur pour la production des centrales françaises jusqu'à leur remplacement qui ne sera effectif qu'en 2030** ».<sup>731</sup>

Selon, le PDG d'EDF, la prolongation de la durée de vie des 34 réacteurs nucléaires de 900 MW coûtera aux alentours de 600 millions d'euros par réacteur. Ces réacteurs pourraient alors fonctionner vingt ans de plus que leur durée de vie prévisionnelle initiale.<sup>732</sup>

Si l'accident nucléaire de Tchernobyl fut provoqué par des erreurs et le non respect de procédures de sécurité au cours d'essais menés sur un réacteur qui venait juste d'être construit, les Tchernobyl qui se produiront dans les pays impérialistes en déclin auront pour cause essentielle le vieillissement de leur parc nucléaire. Là encore, l'impérialisme chinois disposera d'un avantage certain sur la concurrence : un vaste parc nucléaire récent.

Si l'impérialisme chinois ne se rue pas sur une technologie qu'il attend de mieux maîtriser, c'est parce qu'il dispose d'autres options à court et moyen terme.

La première option est la mise au point d'un réacteur à fission nucléaire de 4<sup>ème</sup> génération, à l'instar d'un réacteur à neutrons rapides, dit surgénérateur. Cette quatrième génération représente un véritable saut technologique, contrairement aux réacteurs de 3<sup>ème</sup> génération qui ne sont rien d'autre que des versions améliorées des réacteurs à eau pressurisée de 2<sup>ème</sup> génération. L'avantage d'un réacteur à neutrons rapides est de pouvoir utiliser des isotopes radioactifs plus abondants que l'uranium 235 (qui représente 0,7 % de l'uranium naturel), en particulier l'uranium 238 (qui représente 99,3% de l'uranium naturel). En contrepartie, les réactions de fission, et en particulier de surgénération, sont beaucoup plus complexes à maîtriser. Seule une poignée de pays (notamment les USA, le Japon, la Russie et la France) ont cherché à explorer cette voie, avec souvent un abandon à la clef comme ça a été le cas pour le réacteur franco-italo-allemand

Superphénix actuellement en cours de démantèlement. Les réacteurs de ce type ont jusque-là été cantonnés à la phase de prototype industriel.

Là encore, la Chine semble déterminée à devenir le premier pays à maîtriser ce type de réacteur et à le construire à l'échelle industrielle. Dans le courant du mois de juillet, le réacteur nucléaire expérimental chinois à neutrons rapides à caloporteur de sodium (CEFR) a atteint pour la première fois le seuil critique, réalisant « **un pas significatif dans le programme nucléaire chinois** ». Notons que ce réacteur a nécessité un investissement de seulement 2,5 milliards de yuans, soit moins de 370 millions de \$. Une somme qu'il faut comparer aux milliards d'euros engloutis en vain par le réacteur Superphénix : le seul coût de sa construction avait été estimé à 4,5 milliards d'euros par la Cour des Comptes, sans parler des coûts de fonctionnement et de démantèlement qui se chiffrent également en milliards d'euros...

A travers la mise au point de ce type de réacteur, les responsables du programme nucléaire chinois ne cachent pas viser à « relever le taux d'utilisation de l'uranium de façon considérable, passant de 1 % aujourd'hui à 70 % », permettant ainsi de « réduire significativement le coût général de l'énergie », d' « étendre la durée d'utilisation par la Chine des ressources en uranium prouvées et vérifiées à mille ans, contre moins de cent ans aujourd'hui avec les réacteurs à eau pressurisée actuels », et enfin de diminuer considérablement la masse de déchets radioactifs.<sup>733</sup>

A terme, les responsables du programme nucléaire chinois visent clairement « la commercialisation en grande envergure de ce genre de réacteur » afin d'établir « un système avancé de l'énergie nucléaire » en Chine.<sup>734</sup>

Voilà pour le moyen terme, en attendant la fusion nucléaire... On comprend l'engouement mitigé des autorités chinoises pour les réacteurs nucléaires actuels et l'ampleur limitée du parc nucléaire chinois en cours de construction !

La seconde option, pour le court terme, est l'hydro-électricité et l'éolien, deux sources d'énergies que l'impérialisme chinois met déjà ou commence à mettre en œuvre à grande échelle.

A l'échelle mondiale, le potentiel hydro-électrique théorique se chiffre à 2 800 GW. En 2008, c'étaient autour de 889 GW qui étaient exploités à l'échelle mondiale. Plus des deux-tiers du potentiel mondial restent donc inexploités, essentiellement dans les pays dépendants. Au cours de la période 1984-2008, la production hydro-électrique mondiale a augmenté de 1 224 TWh, soit de 61,4 %. A elle seule, la Chine a contribué pour 40,7 % à cet accroissement, contre 16,1 % pour le Brésil, 5,4 % pour le Venezuela et 5,1 % pour l'Inde.

**A la fin de l'année 2006, les centrales hydro-électriques chinoises totalisaient une capacité installée de 126 GW, la première du monde**, dépassant de loin celle des USA (99 GW), du Canada et du Brésil (73 GW chacun), du Japon (47 GW), de la Russie (46 GW), de l'Inde (35 GW) ou de la France (24 GW).

**A la fin de l'année 2008, la capacité hydro-électrique installée de la Chine se montait à environ 160 GW.** Au sein du parc hydro-électrique chinois, 50 000 petites centrales d'une capacité inférieure à 50 MW totalisaient une puissance installée de 50 GW, soit 31 %. Les centrales de moyenne, grande et très grande capacité

représentaient donc 67 % de la puissance installée du parc hydro-électrique chinois. Rappelons qu'en 2000, les petites centrales hydro-électriques chinoises totalisaient une capacité de 30 GW pour une production électrique annuelle d'environ 100 TWh, soit 45 % de la production hydro-électrique chinoise. La part des grandes installations hydro-électriques a donc considérablement augmenté au cours de la période 2000-2008.

A elle seule, la centrale hydro-électrique géante des Trois Gorges, d'une puissance installée de 18,3 GW, représente aujourd'hui une production annuelle théorique de 85 TWh, soit près de 15 % de la production hydroélectrique chinoise de l'année 2008. En 2008 et 2009, la centrale des Trois Gorges a effectivement produit respectivement 81 et 79 TWh d'électricité, soit davantage que l'ensemble de la production hydro-électrique de l'impérialisme français.

En 2009, la production hydro-électrique chinoise a atteint 615,6 TWh et a donc contribué à hauteur de 16,5 % à la production électrique chinoise. La production hydro-électrique chinoise dépassait alors la production d'électricité nucléaire française de moitié, et la production électrique allemande de 3 %.<sup>735</sup> Les centrales hydro-électriques chinoises ont généré une énergie correspondant à 139,3 millions de tonnes équivalent pétrole, contribuant ainsi à hauteur de 6,4 % à la consommation d'énergie primaire du pays, contre 5,4 % pour l'impérialisme français.

A titre de comparaison, en 2009, les centrales hydro-électriques ont pourvu à 3,1 % de la consommation électrique de l'Allemagne, à 6,6 % de celle des USA et du Japon, à 10,6 % de celle de la France, à 17,7 % de celle de la Russie et à 83,7 % de celle du Brésil.

On ne peut donc pas dire que l'impérialisme chinois soit à la traîne dans ce secteur, comme le prouve le graphe ci-dessous !

**[Voir fascicule de graphes p. 25]**

En 2009, la production hydro-électrique chinoise a représenté 18,8 % de la production hydro-électrique mondiale, contre 12,2 % pour le Canada, 12,0 % pour le Brésil, 8,4 % pour les USA et 5,4 % pour la Russie.<sup>736</sup> Pour les autorités chinoises, il est malgré tout évident que

« Cette position de fer de lance ne mettra pas pour autant un frein aux projets du pays dans ce domaine. Au vu de la panoplie de centrales qui entreront en service les prochaines années, ce record est sur le point d'être pulvérisé ». <sup>737</sup>

Qu'est-ce qui attend donc le secteur hydro-électrique chinois dans les prochaines années ? Alors que le potentiel hydroélectrique des pays impérialistes en déclin est aujourd'hui souvent pleinement exploité, celui de la Chine ne l'est encore que partiellement. En outre, l'impérialisme chinois possède le premier potentiel hydro-électrique du monde. Estimé à 690 GW — **soit le quart du potentiel hydro-électrique mondial** —, il permettrait de quadrupler la capacité hydro-électrique chinoise actuelle !

Une perspective qui n'est pas qu'une simple possibilité, mais qui annonce la réalité dans un futur proche. En effet, de l'aveu des représentants de l'impérialisme chinois,

« Comme une énergie propre et renouvelable, l'hydro-électricité prendra une place plus importante dans la stratégie de sécurité énergétique en Chine, et la capacité installée hydro-électrique de Chine atteindra 300 GW en 2020, a déclaré hier Chen Lei, ministre chinois des Ressources en eaux ».<sup>738</sup>

Pas moins de 90 grandes centrales hydro-électriques possédant une capacité installée de plus d'un gigawatt sont en construction et doivent entrer en service entre 2010 et 2015, date à laquelle les centrales hydroélectriques devraient fournir 28 % de l'électricité chinoise. En tout, les 90 grandes centrales en construction augmenteront de pas moins de 198 GW la capacité installée hydro-électrique chinoise !<sup>739</sup>

Parmi ces 90 grandes centrales, citons d'abord, la construction d'une centrale souterraine attenante au Barrage des Trois Gorges qui verra l'installation de six nouvelles turbines qui porteront à 22,5 GW la capacité installée de la centrale (soit + 4,2 GW). A partir de 2012, le Barrage des Trois Gorges sera en mesure de produire 100 TWh d'électricité par an.<sup>740</sup>

Alors que les 26 premières turbines de très grande puissance de la centrale hydro-électrique géante des Trois Gorges avaient été fournies par des monopoles étrangers comme Alstom (France), Andritz (Autriche) et GE Hydro (Canada), quatre des six nouvelles turbines de 0,7 GW seront fabriquées par la Chine de façon autonome. Il faut dire que comme dans les autres branches d'industrie, l'impérialisme chinois a attribué les marchés aux monopoles étrangers les plus généreux, c'est-à-dire ceux qui étaient prêts à concéder des transferts de technologies : sur les six turbines fournies par GE Hydro, seulement deux avaient ainsi été construites au Canada.<sup>741</sup> De même, Alstom, le leader mondial du secteur, a dû construire une partie des turbines en Chine dans une usine édiflée à Tianjin.

D'ici la fin de l'année, les recherches chinoises portant sur la construction de générateurs hydro-électriques d'une capacité supérieure à 1 GW seront achevées. La Chine aura alors rattrapé les plus puissants monopoles étrangers du secteur. D'ici 2020, les premiers générateurs chinois de 1 GW seront mis en service dans les centrales hydro-électriques de Wudongde et de Baihetan, qui totaliseront alors une capacité de 20 GW.<sup>742</sup>

Outre l'extension des capacités du premier barrage hydro-électrique du monde, la Chine compte actuellement une dizaine de très grands projets en cours de réalisation constitués par les centrales hydro-électriques de Goupitan (3,0 GW), de Pubugou (3,2 GW), de Jinping-I (3,6 GW), de Jinping-II (4,4 GW), de Laxiwa (4,2 GW), de Xiaowan (4,2 GW), de Nuozhadu (5,8 GW), de Xiangjiaba (6,4 GW), de Wudongde (7,0 GW) et de Xiluodu (12,6 GW). Ces quelques centrales géantes ajouteront à elles seules 54,4 GW, soit plus du double de la capacité hydro-électrique installée de l'impérialisme français !

La capacité hydro-électrique installée de l'impérialisme chinois dépassera alors largement l'objectif officiel des 300 GW pour flirter avec les 400 GW, d'autant que comme dans les autres secteurs jugés stratégiques pour son développement économique, l'impérialisme chinois met les bouchées doubles. Ainsi, alors que la centrale de Xiluodu devait initialement être achevée pour 2015, il est désormais prévu de l'achever avec deux ans d'avance !<sup>743</sup>

Après 2015, d'autres projets de centrales hydroélectriques prendront le relais, afin de se rapprocher de l'exploitation de la capacité hydro-électrique maximale du pays. En 2009 a ainsi débuté la construction de la centrale de Baihetan (13,0 GW) qui devrait s'achever en 2020. Dans les prochaines années, l'impérialisme chinois prévoit également d'exploiter le cours du fleuve tibétain Yarlung Tsangpo, qui devient le Brahmapoutre en Inde. Plusieurs grosses centrales sont en projet pour une capacité installée de l'ordre de 70 GW. Une partie de l'électricité produite servira à stimuler le développement industriel de la région et le reste sera acheminé jusqu'au centre de la Chine via des lignes ultra-haute tension longues de plusieurs milliers de kilomètres.<sup>744</sup>

Au printemps 2010, les autorités chinoises donnaient plus de précisions sur ce vaste projet en annonçant que 28 centrales hydro-électriques étaient à l'étude dans la région du Tibet. Parmi ces centrales, une centrale géante d'une capacité installée de 38 GW, c'est-à-dire de loin supérieure à celle de la centrale hydro-électrique géante des Trois Gorges !<sup>745</sup>

Dans ces conditions, la production hydro-électrique chinoise annuelle se chiffrera non plus en centaines, mais en milliers de TWh, une production de l'ordre de 2 000 à 2 500 TWh — soit le double de la production électrique japonaise actuelle —, étant parfaitement accessible d'ici 2020 au vu de la capacité installée et de la capacité des centrales en construction ou en projet !

Or la production hydro-électrique est la production énergétique la plus rentable une fois les investissements amortis. En France, le coût de revient du kWh hydro-électrique se chiffre aux alentours de 2 centimes d'euros.<sup>746</sup> Ce coût est à mettre en regard avec celui du kWh nucléaire ou éolien, au moins trois fois plus élevé. Les investissements réalisés par l'impérialisme chinois dans ce secteur sont donc particulièrement pertinents, car permettant d'obtenir un avantage productif sur le long terme. Cet avantage deviendra de plus en plus essentiel dans les conditions de l'épuisement des réserves d'énergies fossiles bon marché.

Fin mars, l'agence *Reuters* publiait un reportage imputant à la construction de grands barrages chinois sur le fleuve Mékong, la responsabilité de l'aggravation de la grande sécheresse frappant l'Asie du sud-est (la Thaïlande, le Laos, le Vietnam et le Cambodge). Une accusation que la Chine s'empressa de rejeter, déclarant qu'elle était elle-même victime de cette sécheresse et que le débit annuel moyen du fleuve à la sortie du territoire chinois représentait seulement 13,5 % de son débit annuel à l'endroit où elle se jette dans la mer.<sup>747</sup> A son retour du sommet de la Commission pour la Rivière Mékong qui se tint une semaine plus tard, la délégation cambodgienne confirma la version chinoise, indiquant que les trois centrales hydro-électriques à cascade n'étaient pas responsables de cette sécheresse.

« D'après les études et les experts, les barrages construits par la Chine n'ont pas d'impact sur le changement du niveau d'eau dans le Bas-Mékong, mais plutôt le changement climatique, l'absence des pluies et la sécheresse dans les parties supérieures en Chine, au Laos et en Thaïlande ». <sup>748</sup>

L'eau étant une ressource rare en Asie, le contrôle de la Chine sur la source d'importants cours d'eau prenant leur source sur son territoire, à l'instar du

Mékong et du Brahmapoutre, constituent un enjeu stratégique. Naturellement, les pays dépendants de ces cours d'eau pour leur approvisionnement en eau voient d'un œil inquiet les répercussions possibles de grands barrages chinois situés en amont. Une aubaine pour les pays impérialistes en déclin qui jouent aujourd'hui sur ce tableau pour tenter d'opposer la Chine à ses voisins...

Quoique fasse la Chine, les pays impérialistes en déclin sont mécontents ! Une réaction somme toute naturelle quand on cherche par tous les moyens à saboter le développement économique de son plus dangereux concurrent. Une attitude adoptée également à l'égard d'autres pays "émergents", c'est-à-dire de futurs concurrents impérialistes potentiels.

Au printemps 2010, la justice brésilienne autorisait l'ouverture d'un appel d'offre pour la construction du barrage de Belo Monte. Ce barrage, qui devrait être achevé en 2015 et dont la construction devrait coûter 11 milliards de \$, disposera d'une puissance installée de 11 GW. Du moins si ce projet ne souffre pas d'autres retards liés à de nouveaux rebondissements. Le projet a en effet vu se dresser une levée de boucliers d'écolo-impérialistes en occident, en particulier à Washington où James Cameron et Sigourney Weaver (du film *Avatar*) ont pris la tête d'une campagne "internationale" destinée à faire capoter le projet, encourageant les quelques dizaines de milliers d'indiens habitant sur les 500 km<sup>2</sup> de forêts devant être inondées à ne pas déménager et à résister, si besoin par les armes.<sup>749</sup>

La presse bourgeoise française prit évidemment unanimement parti contre le projet, à l'instar de *Libération* ou du *Nouvel Observateur*.<sup>750</sup> La presse chinoise, elle, remarqua par contre que la sécurité énergétique d'un pays de 190 millions d'habitants en dépendait, soulignant que le réseau électrique du Brésil ayant connu une panne majeure en 2009.<sup>751</sup>

De même, la construction du barrage des Trois Gorges, un projet déjà envisagé sous Mao-Tsé-toung, se heurta à l'opposition des médias des pays impérialistes en déclin qui insistèrent lourdement sur les déplacements massifs de population.

Ces mêmes médias insistèrent récemment beaucoup moins lourdement sur les avantages avérés que procure aujourd'hui cet ouvrage. Au cours du printemps et de l'été, la Chine a été confrontée à de graves inondations.<sup>752</sup> Le 19 juillet, le débit du fleuve Yangtsé en amont du barrage des Trois Georges atteignait déjà 58 000 m<sup>3</sup>/s, contre un pic à 50 000 m<sup>3</sup>/s lors des inondations de 1998 qui avaient fait 4 150 morts. La vidange du barrage atteignait alors 40 000 m<sup>3</sup>/s.<sup>753</sup> Le lendemain, le barrage affrontait « avec brio des crues intenses », le débit en amont atteignant 70 000 m<sup>3</sup>/s, soit 20 000 m<sup>3</sup>/s de plus qu'en 1998.<sup>754</sup> Le barrage des Trois Gorges permit ainsi d'amortir « la plus grave crue jamais enregistrée depuis des décennies, en bloquant plus de 40 % de l'eau », aidant ainsi à limiter considérablement les pertes humaines et matérielles.<sup>755</sup>

Enfin, comme nous le verrons dans une autre partie, la filière hydro-électrique chinoise n'est pas cantonnée à son territoire national — c'est certainement en partie pour cela que les pays impérialistes en déclin s'opposent à la construction d'un autre barrage géant au Brésil, car cette fois, ce ne seraient pas les monopoles des pays impérialistes en déclin qui auraient le plus de chances de remporter ce



juteux marché... Partout dans le monde, en particulier dans les pays dépendants, les monopoles chinois du secteur mènent à bien de nombreux et parfois ambitieux projets, non seulement pour y trouver des débouchés, mais aussi dans le but de mener à bien un objectif stratégique cher à l'impérialisme chinois dont nous parlerons plus loin.

Outre l'hydro-électricité et l'énergie nucléaire, la Chine joue également largement une troisième carte, celle de l'éolien, et non sans succès, comme en témoignent le graphe ci-dessous.

**[Voir fascicule de graphes p. 25]**

Au cours de la période 1999-2009, le parc installé de ces cinq pays a représenté près des trois quarts du parc éolien mondial. Les deux tableaux ci-dessous donnent plus de détails sur l'évolution des capacités éoliennes installées de ces pays et d'autres.

Evolution des capacités éoliennes installées						
Pays	1999		2004		2009	
	MW	%	MW	%	MW	%
USA	2 534	18,6 %	6 725	14,1 %	35 159	22,1 %
Chine	262	1,9 %	764	1,6 %	26 010	16,3 %
Allemagne	4 443	32,7 %	18 428	38,7 %	25 777	16,2 %
Espagne	1 542	11,3 %	8 263	17,4 %	19 149	12,0 %
Inde	1 035	7,6 %	3 000	6,3 %	10 925	6,9 %
Italie	283	2,1 %	1 265	2,7 %	4 850	3,0 %
France	25	0,2 %	386	0,8 %	4 521	2,8 %
Royaume-Uni	347	2,6 %	888	1,9 %	4 092	2,6 %
Portugal	67	0,5 %	522	1,1 %	3 535	2,2 %
Danemark	1 771	13,0 %	3 124	6,6 %	3 497	2,2 %
Canada	125	0,9 %	444	0,9 %	3 319	2,1 %
Pays-Bas	409	3,0 %	1 078	2,3 %	2 229	1,4 %
Japon	68	0,5 %	896	1,9 %	2 056	1,3 %
Australie	9	0,1 %	379	0,8 %	1 712	1,1 %
Irlande	73	0,5 %	339	0,7 %	1 260	0,8 %
Cumul	12 993	95,5 %	46 501	97,7 %	148 091	93,0 %
Monde	13 600		47 620		159 213	

A la fin de l'année 2009, la capacité éolienne mondiale installée a atteint 159,2 GW dont 38,3 GW ont été installés en 2009. La Chine est devenue le premier marché éolien mondial en contribuant à elle seule à hauteur de 36,0 % des nouvelles capacités installées, contre 23,1 % l'année précédente. Derrière la Chine, les USA ont contribué à hauteur de 25,9 % aux nouvelles capacités mondiales installées.

« La surprise est venue d'outre-Atlantique : alors que des experts avaient prévu un arrêt du développement des « moulins à vent » aux États-Unis, leur puissance s'est au contraire envolée de 39 %. Le plan de relance de Barack Obama et ses millions de dollars de subventions dans l'« économie verte » ont donné un coup de fouet au secteur ».<sup>756</sup>

Le secteur éolien a donc bénéficié d'un sursis aux USA. Mais jusqu'à quand les pays impérialistes en déclin pourront-ils se permettre de soutenir le développement de

leur secteur éolien à un moment où leurs gouvernements font de la réduction du déficit budgétaire une priorité absolue ? En 2009, l'Espagne a été le premier marché éolien européen avec près de 2,5 GW de nouvelles capacités installées, soit 6,4 % des capacités mondiales nouvellement installées. Les primes et subventions aux énergies renouvelables ont coûté 6,2 milliards d'euros au budget espagnol. Un luxe que ne peut plus se permettre aujourd'hui l'Espagne. Au début de l'été, le gouvernement espagnol annonçait la réduction du budget des aides à l'éolien de 35 % au cours des quatre prochaines années.<sup>757</sup>

Les mêmes remarques s'appliquent au secteur photovoltaïque, quoique à une toute autre échelle. Les ambitions de l'impérialisme chinois commencent également à s'y concrétiser. La Chine est aujourd'hui, et de loin, le premier producteur mondial de cellules photovoltaïques, devant la Japon. En 2009, les 8 premiers fabricants chinois ont produit pour 3,1 GW de cellules photovoltaïques (pour une capacité de production de 4,5 GW), soit 29,1 % de la production mondiale, contre 1,5 GW pour le Japon et 1,2 GW pour l'Allemagne. Parmi les 10 premiers fabricants mondiaux de cellules photovoltaïques se trouvent aujourd'hui 4 firmes chinoises. Cette année, la capacité de production de ces huit fabricants chinois atteindra 6,4 GW.<sup>758</sup>

A la fin de l'année 2009, la Chine possédait une capacité photovoltaïque installée de 1,8 GW. A l'automne 2009, First Solar signait un contrat pour la construction d'une centrale photovoltaïque d'une capacité installée de 2 GW à Ordos.<sup>759</sup> Le gouvernement chinois souhaite voir portée sa capacité installée photovoltaïque à 20 GW d'ici 2020, un objectif que la subvention à hauteur de 3 \$ par watt installé devrait rendre accessible.<sup>760</sup> Cette puissance installée est à comparer aux 22,9 GW de la capacité mondiale installée. A la fin de l'année 2009, l'Allemagne possédait 9,8 GW de capacité installée, soit 42,2 % du total mondial, suivie par l'Espagne avec 3,4 GW, soit 14,9 % du total mondial.<sup>761</sup>

Comme pour l'éolien, le développement du secteur photovoltaïque comme aujourd'hui à se heurter à de sérieux obstacles. Au début de l'année, EDF et le gouvernement français ont du revoir à la baisse les tarifs de rachat de l'électricité solaire pour les dossiers déposés à partir de novembre 2009, sans quoi les dossiers déposés au cours des deux derniers mois de l'année « auraient occasionné à eux seuls une charge de 2,8 milliards d'euros par an » qui se serait traduite par une aggravation du déficit du budget de l'Etat ou une forte hausse du prix de l'électricité pour les autres contribuables.<sup>762</sup> Une baisse du tarif de rachat qui va évidemment dissuader les particuliers d'investir dans ce secteur...

Ces contraintes budgétaires auxquelles ont à faire face de manière croissante les pays impérialistes en déclin dans le secteur éolien et photovoltaïque sont inconnues en Chine.

A partir de 2005, l'éolien chinois a connu une croissance annuelle moyenne de plus de 100 %. La part de la Chine dans les capacités éoliennes mondiales installées s'est donc rapidement élevée. Négligeable en 2005 (2,1 %), elle a conquis la seconde place mondiale en 2009 (16,3 %). Quatrième acteur mondial de l'éolien en 1997, l'Inde est aujourd'hui largement distancée par la Chine qui devrait sans difficulté ravir la première place mondiale aux USA à la fin de cette année, une perspective que nous évoquons déjà l'an dernier.<sup>763</sup>

Selon les objectifs affichés par le gouvernement chinois, la croissance de l'éolien chinois ne devrait pas ralentir dans les années à venir. Déterminée à exploiter l'énergie éolienne à grande échelle, la Chine a créé un réseau national d'observation des vents.<sup>764</sup> En outre, le gouvernement chinois n'a cessé de revoir à la hausse ses objectifs et souhaite désormais voir la capacité éolienne installée portée à 150 GW d'ici 2020.<sup>765</sup>

Quand on sait que dans les secteurs dont il juge le développement stratégique, le gouvernement chinois a toujours vu ses objectifs être largement dépassés, on peut s'attendre à ce que la capacité installée de 150 GW soit atteinte avant 2020 ! Au début de l'année, le secrétaire général de l'Association chinoise des industries de l'énergie renouvelable ne cachait d'ailleurs pas que « **vue la tendance, nous prévoyons que l'objectif officiel de 150 GW sera dépassé bien avant 2020** ». <sup>766</sup>

Avec un facteur de charge égal au facteur de charge mondial moyen donné par la WWEA (21,4 %), une telle capacité installée permettrait une production électrique annuelle de 321 TWh, contre 56 TWh avec sa capacité installée actuelle. Le secteur éolien ne tardera donc pas à peser de manière significative dans la balance énergétique chinoise.

Soulignons que lorsque l'on compare les capacités installées de différents types de centrales électriques, il importe d'avoir toujours en vue leur différence de potentiel de production électrique. Au début de l'année, un article publié dans *Le Figaro* affirmait ainsi que la capacité mondiale éolienne installée en 2009 représentait « une puissance électrique » équivalente à celle « de plus de 23 réacteurs nucléaires EPR ». <sup>767</sup>

Or à puissance installée comparable, l'éolien ne produira jamais autant d'électricité que le nucléaire ou le thermique, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Production électrique annuelle moyenne par GW installé en 2008 dans le monde		
	TWh	% max. théorique
<u>Maximum théorique</u>	8,7	—
Hydro-électrique	3,6	41 %
Nucléaire	7,3	84 %
Eolien	2,0	23 %
Thermique	7,8	90 %

Notons que pour le secteur hydro-électrique, les écarts à la moyenne sont importants selon les pays. Le rendement varie sous l'influence de plusieurs facteurs : le climat, le relief, le type de centrale et la place des centrales hydro-électriques dans le réseau électrique — notamment si elles produisent directement pour le réseau ou stockent l'électricité excédentaire (STEP). Les centrales hydro-électriques du Brésil sont celles qui possèdent le plus haut rendement et produisent autour de 5,1 TWh par GW installé, contre 3,6 TWh en Chine, 3,1 TWh aux USA, 3,0 TWh en France, et 1,8 TWh au Japon. On voit que la Chine est relativement bien placée sous cet angle.

Cette capacité de production par puissance installé ne suffit cependant pas à qualifier telle ou telle énergie comme étant plus rentable qu'une autre. Les coûts de construction, de fonctionnement et de maintenance pèsent également très lourd. Ainsi, bien qu'il faille une capacité plus de trois fois supérieure à celle du nucléaire dans l'éolien pour produire une même quantité d'énergie, le coût de revient de l'électricité est pourtant équivalent.

Selon AREVA, qu'on ne saurait suspecter de sympathies pour l'éolien, le coût de revient au MWh des nouvelles centrales nucléaires en Europe était de 50 à 55 euros pour le nucléaire, contre 53 euros pour l'éolien.<sup>768</sup> Voilà pourquoi l'éolien a aujourd'hui le vent en poupe.

L'énergie éolienne apparaît donc aujourd'hui comme compétitive. Si elle ne peut évidemment pas constituer la base de l'approvisionnement électrique de nombreux pays, en raison du caractère irrégulier de sa production, elle peut en revanche en fournir une part conséquente quand elle est couplée à d'autres types de centrales électriques. Pour de vastes pays, à l'instar de la Chine, ce caractère irrégulier peut en outre être en partie compensé par un réseau électrique performant couplé à la répartition des sites de production sur son large territoire, que ce soit dans ses vastes étendues désertiques et venteuses ou le long de son littoral comptant 14 500 km de côtes, ce que ne manquera pas de réaliser l'impérialisme chinois, à la vue de ses ambitions dans l'éolien.

Selon une étude publiée le 11 septembre 2009 dans la revue *Science*, « **la Chine détient un potentiel éolien majeur** ». Selon cette étude, le potentiel éolien chinois permettrait de produire annuellement autour de 6 960 TWh d'électricité — soit près du double de la consommation électrique chinoise de l'année 2009 ! —, à un prix de vente de l'ordre de 0,52 yuan du kWh, soit de l'ordre de 6 centimes d'euro.<sup>769</sup>

Un mix de centrales hydro-électriques et éoliennes, allié à un parc nucléaire conséquent pourrait parfaitement permettre à la Chine de couvrir l'ensemble de ses besoins électriques actuel et futurs en renonçant aux centrales thermiques. De quoi patienter sereinement le temps de mettre au point la fusion nucléaire...

Malgré cette perspective de développement très favorable du secteur éolien en Chine, tout n'est pas rose pour les monopoles étrangers du secteur. Il faut dire que, comme nous le soulignons déjà l'an dernier, les constructeurs chinois ont rapidement progressé. La Chine est aujourd'hui capable de produire par ses propres moyens des éoliennes d'une capacité allant jusqu'à 3 MW et commence à exporter ses éoliennes. Il ne reste plus guère aux monopoles étrangers du secteur que le marché de niche constitué par l'éolien maritime qui semble encore avoir un peu d'avenir.

Au Texas, un important projet éolien attribué à un constructeur chinois et financé par les banques chinoises a fait polémique. Ce projet consiste en 240 éoliennes cumulant une capacité installée de 600 MW pour un coût de 1,5 milliard de \$. La plupart des emplois venant de la construction des éoliennes plutôt que de leur installation, Barack Obama a été accusé par des sénateurs américains « de financer des emplois éoliens... en Chine ».<sup>770</sup>

Le fait que la Chine exporte aujourd'hui ses éoliennes, est une illustration indirecte d'une autre réalité, toute aussi dérangeante pour les monopoles étrangers du secteur : la rapide montée en puissance des constructeurs chinois.

« Il existe maintenant cinq chinois parmi les quinze plus importants producteurs de turbines. Cela dérange fort des fabricants tels que le Danois Vestas et l'Américain GE Wind dont les parts de marché ont rétréci ». <sup>771</sup>

Comme le rapportait un article du *Dallas Morning News* publié à la mi-mars, les constructeurs américains d'éoliennes se plaignent ainsi aujourd'hui de se voir refoulés en dehors du marché chinois, le premier marché éolien mondial : alors qu'il y six ans, les fabricants étrangers d'éoliennes accaparaient 82 % du marché chinois, leur part de marché n'est plus aujourd'hui que de 10 %. <sup>772</sup> Le marché chinois de l'éolien a beau avoir décuplé durant cette période, l'effondrement de leur part de marché est une réalité des plus inquiétantes pour les monopoles étrangers.

Certes, certains monopoles étrangers continuent à s'implanter sur le marché chinois emplis de confiance et d'espoir. Récemment, l'Oréal partait ainsi « **à la conquête de la clientèle chinoise** ». Le monopole français, qui a réalisé 0,86 milliard d'euros de chiffre d'affaires en Chine en 2009, rêve de ravir à l'américain Procter & Gamble la première place sur le marché chinois des cosmétiques « en plein essor », ces deux monopoles détenant respectivement 12 % et 19 % des parts de marché en 2009. Le PDG de l'Oréal en Chine a confié viser 325 millions de nouveaux clients dans le pays. <sup>773</sup>

Au même moment, PepsiCo annonçait également son intention se renforcer sa présence en Chine en y investissant 2,5 milliards de \$ durant la période 2010-2012. En 2008, le monopole américain détenait 7,2 % du marché chinois des boissons sans alcool, contre 15,7 % pour Coca-Cola. Selon le cabinet d'études Consumer Edge Research, le marché chinois représentera le quart du marché mondial des boissons sans alcool en 2015. <sup>774</sup>

Mais pour l'impérialisme chinois, la domination de certaines industries à base composition organique en capital et en particulier du marché du luxe, d'ailleurs embryonnaire, n'est pas un impératif stratégique. La conquête et la domination de ces secteurs par des entreprises indigènes viendront en temps voulu...

Selon la Chambre de Commerce Européenne en Chine (EUCCC), dont l'enquête 2010 sur la confiance commerciale est basée sur les données recueillies auprès de plus de cinq cents entreprises européennes établies en Chine, 96 % d'entre elles ont affirmé « **qu'après l'éclatement de la crise financière, la Chine est devenue pour leur stratégie mondiale l'un des plus importants marchés, voire même le plus important** ». Sur ces 500 entreprises, 30 % d'entre elles ont déjà fait de la Chine « le premier choix pour leur destination d'investissement », et 34 % ont déclaré que la Chine figurait parmi leurs « trois premières destinations d'investissements ».

Pour autant, 58 % des entreprises membres de l'EUCCC considèrent « **que la compétitivité toujours croissante des entreprises locales chinoises constitue un sérieux risque** » pour elles. <sup>775</sup>

Pour un nombre croissant de monopoles étrangers, les perspectives ne sont pas aussi radieuses que sur le marché du luxe ou de certains services. Dans leur retraite

sur le territoire chinois, beaucoup monopoles étrangers voient aujourd'hui les choses se gâter.

A la fin du mois de mars, *Le Figaro* publiait un article intitulé « **Le climat des affaires se tend en Chine** ». Dans celui-ci, l'ambassadeur de l'Union européenne à Pékin déplorait le fait que le marché chinois était insuffisamment ouvert. En premier lieu, les monopoles étrangers doivent depuis longtemps se plier au « terrible processus de certification, le CCC (Chinese Compulsory Certificate), aussi coûteux que lourd, et de plus en plus complexe » :

« **Qu'il s'agisse d'une machine-outil ou d'un hélicoptère, on vous demande tous les plans et les éléments les plus précis, confie un homme d'affaires, et le panel qui examine tout cela est composé notamment de vos concurrents ! C'est surréaliste...** »

A cette ancienne doléance, s'ajoute aujourd'hui le fait que « la nouvelle directive de 2009 », « **donne aux entreprises affichant une "innovation indigène", donc chinoises, une préférence pour tous les appels d'offres publics en Chine** ». Ajoutons à cela des « procédures d'appels d'offres si brumeuses qu'il est très facile d'être techniquement disqualifié » et il est évident que les monopoles étrangers se voient fermer l'accès au gigantesque marché public chinois, et ce le plus légalement du monde, sans aucun recours possible devant l'OMC face à ce « protectionnisme déguisé ». En effet, comme le souligne le président de la Chambre de commerce européenne en Chine, « **légalement, la Chine n'a il est vrai aucune obligation puisqu'elle n'a pas encore adhéré au Code des marchés publics de l'OMC** ».

Pour le président de l'Eurasia Institute de l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC), les monopoles étrangers doivent « malheureusement » s'attendre à voir les conditions encadrant les investissements étrangers continuer à se durcir :

« Nos entreprises ont sans doute mangé leur pain blanc sur le marché chinois, après avoir longtemps engrangé capitaux et technologies venus de l'extérieur, la Chine entreprend maintenant de protéger ses champions nationaux, quitte à s'asseoir sur les principes d'une OMC dont elle a pourtant quémandé l'admission pendant quatorze ans ». <sup>776</sup>

Voilà le sombre tableau dressé par cet article du *Figaro* sur les « fameuses "caractéristiques chinoises" », « plus souvent pour le pire que le meilleur », de l'environnement des affaires en Chine...

Selon une étude publiée au début de l'été par la Chambre de commerce européenne en Chine, « le marché attire », mais « les réglementations inquiètent » : « **les investisseurs européens craignent un durcissement des réglementations chinoises à leur rencontre** ». <sup>777</sup>

« Les chefs d'entreprises étrangères sont de plus en plus nombreux à dénoncer la multiplication des mesures discriminatoires et inutilement compliquées prises à leur égard par l'administration chinoise. (...) A Pékin, de nombreux chefs d'entreprise le disent à mot couvert : il est de plus en plus difficile de travailler en Chine ». <sup>778</sup>

C'est dans ce contexte que toujours au début de l'été, un article du *Financial Times* rapportait les critiques adressées à la Chine et à Obama par le patron de General Electric au cours d'un dîner à Rome.

Après avoir accusé Obama de ne rien comprendre aux affaires et d'être responsable de « l'atmosphère épouvantable dans le pays », le patron de General Electric a accusé le gouvernement chinois « **d'être de plus en plus hostile aux multinationales étrangères** », avant d'ajouter désirer se tourner davantage vers d'autres pays riches en ressources du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine : « Ils ne veulent pas tous être colonisés par les chinois. Ils veulent se développer »... Venant de la part de représentants de l'impérialisme américain, la tirade contre la colonisation est pour le moins osée... Le patron de General Electric déclarait enfin :

« Je suis vraiment inquiet à propos de la Chine, je ne suis pas certain qu'au bout du compte ils veulent que nous y réussissions ». <sup>779</sup>

Les analystes de *Moneyweek* portent également un regard comparable sur l'environnement des affaires en Chine : « **nous vous avons plusieurs fois mis en garde contre les illusions de la croissance chinoise, en partie parce que nous sommes persuadés qu'elle ne profitera que très ponctuellement aux entreprises occidentales** ». <sup>780</sup>

Dès 2007, dans un bulletin intitulé « *Etrangers en Chine : la fin du tapis rouge* », l'Eurasia Institute de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Paris soulignait un tournant dans la politique chinoise vis-à-vis des investissements étrangers :

« Le virage amorcé en 2006 s'est confirmé au cours des derniers mois : le gouvernement de Pékin donne moins la priorité qu'auparavant aux investisseurs étrangers. Après la période pionnière où rien n'était trop beau pour attirer les entreprises allogènes, la Chine se recentre en donnant la part de plus en plus belle à ses entreprises locales. Tout se passe comme si les firmes chinoises étaient de plus en plus capables de jouer à égalité avec les meilleures entreprises étrangères, sur le plan technologique comme managérial et financier. (...) Plus question d'être uniquement "l'usine du monde" : la Chine se rêve en "laboratoire du monde", comme le confirme le plan quinquennal, annoncé par la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) à la mi-2006. (...) L'ambiguïté des réformes chinoises et la médiatisation chinoise de sentiments nationalistes inquiètent les entrepreneurs occidentaux. (...) Le "bon vieux temps" de la période pionnière et du tapis rouge pour nos entreprises est derrière nous ». <sup>781</sup>

Comme on l'a vu, les choses ne se sont pas arrangées depuis 2007. Selon les experts occidentaux spécialisés dans le droit de la concurrence, les monopoles étrangers rencontrent aujourd'hui des difficultés grandissantes en Chine non seulement pour y remporter des marchés, mais aussi dans le cadre d'opérations de fusion-acquisitions : « **Depuis quelques années, la tendance s'inverse par rapport à la stratégie suivie par la Chine dans les années 1980-90** ». Il faut dire qu' « **il ne s'agit plus d'accueillir les investissements étrangers à tout prix car ceux-ci ne visent plus seulement le secteur exportateur chinois mais aussi la consommation domestique** ». « **Le durcissement de la politique chinoise en matière de concurrence inquiète avocats et banquiers d'affaires** », car le gouvernement chinois « **veille tout particulièrement à ce que les entreprises étrangères ne développent pas de positions dominantes sur son territoire** », c'est-à-dire au fait que les monopoles étrangers « **ne soit pas plus gros que l'acteur local** ». <sup>782</sup>

Les analystes chinois estiment « injustifiées » les plaintes d'entreprises étrangères au sujet de la détérioration de l'environnement des affaires en Chine et les attribuent au fait qu'elles seraient « **inquiètes au sujet de l'augmentation du coût du travail** ». <sup>783</sup> C'est certainement en partie le cas, mais il n'en reste pas moins que les entreprises étrangères voient d'un mauvais œil autant l'augmentation des salaires des ouvriers qui amputera leurs bénéfices au profit du développement du marché intérieur chinois — c'est-à-dire en majeure partie au profit du capital indigène —, que la politique des autorités chinoises visant à empêcher les entreprises étrangères de développer des positions dominantes en Chine...

En 2003, la Chine comptait 196 monopoles d'Etat. Au printemps 2010, il n'en restait plus que 126. Cette réduction ne s'opère pas au moyen de privatisations, mais au moyen de réorganisations et de fusions des monopoles étatiques, sous le contrôle de la Commission de Contrôle et de Gestion des biens publics du Conseil des Affaires d'Etat. Récemment, c'est ainsi le Shanghai Institute of Pharmaceutical Industry qui a été intégré au China National Pharmaceutical Group, la plus grande compagnie pharmaceutique chinoise. Cette dernière a réalisé un chiffre d'affaires de 65 milliards de yuans en 2009. <sup>784</sup>

Au début du mois d'août, suite à de nouvelles fusions, le nombre de monopoles d'Etat avait été ramené à 123 et d'ici la fin de l'année, le gouvernement chinois prévoit de réduire à une centaine au maximum le nombre de ses monopoles d'Etat. <sup>785</sup>

Dans toutes les branches d'industrie, les autorités chinoises font le maximum possible pour accélérer la constitution et soutenir l'émergence de puissants monopoles nationaux... « **La Chine doit faire davantage d'efforts pour restructurer ses principaux secteurs industriels** », soulignait à la fin du mois de février une réunion exécutive du Conseil des Affaires d'Etat présidée par le Premier ministre chinois. <sup>786</sup>

L'impérialisme chinois s'engage donc clairement dans la voie de la consolidation rapide de ses monopoles d'Etat. Les monopoles chinois n'ont effectivement pas encore atteint la maturité des monopoles-conglomérats japonais (keiretsu) ou sud-coréens (chaebols). En Corée du Sud, les activités de monopoles comme Hyundai, Samsung, LG et SK couvrent de vastes domaines, depuis l'électroménager, les communications et l'électronique jusqu'à l'automobile, l'armement et la construction navale en passant par la finance. En 2008, le chiffre d'affaires de ces quatre monopoles a représenté plus de la moitié du PIB sud-coréen. La naissance de certains de ces monopoles remonte à l'époque de la colonisation japonaise, à l'instar de Samsung (créée en 1938). La colonisation japonaise puis américaine ont favorisé la concentration de l'industrie sud-coréenne. Il s'agissait notamment pour les USA de favoriser l'émergence d'un pays disposant d'une industrie puissante aux portes de la Chine, notamment en vue de déstabiliser la RPDC.

La stratégie chinoise pour soutenir ses monopoles est d'autant plus inquiétante pour les monopoles des pays impérialistes en déclin qu'elle les condamne à coup sûr sur le moyen-long terme, car il est bien connu que le plus gros capital finit toujours par manger le plus petit.



Au cours du dernier forum de Boa'ò, le gouvernement chinois avertissait les investisseurs étrangers que le temps où ils pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient était révolu, annonçant que la Chine publierait de nouveaux règlements sur les investissements étrangers, la Chine ne souhaitant « plus d'investissements dans des programmes polluants ou trop gourmands en énergie », et souhaitant désormais favoriser « les bons investissements étrangers », c'est-à-dire les investissements étrangers « dans les technologies de pointe » « propices à la transformation du mode de croissance économique ».<sup>787</sup>

Une manière de forcer un peu la main à ses concurrents impérialistes et de les pousser à restreindre les restrictions sur les exportations de marchandises de hautes technologies vers la Chine...

Deux mois auparavant, l'impérialisme chinois avait montré que le temps où les monopoles étrangers jouissaient d'une fiscalité plus avantageuse que celle des entreprises chinoises était révolu. Le premier ministre chinois avait déclaré que le gouvernement chinois ferait en sorte que les entreprises étrangères installées en Chine « soient traitées de la même façon que les entreprises chinoises, selon les lois chinoises ».<sup>788</sup>

En bref, l'impérialisme chinois aura su attirer à lui les investisseurs étrangers le temps d'acquérir de la technologie, en les cantonnant le plus souvent à des industries destinées à l'exportation. Et au moment où ces investisseurs cherchent à prendre possession du marché intérieur chinois naissant afin de tenter de sauver quelque chose, bien conscients que "l'économie de bazar" occidentale a fait son temps et a commencé à s'effondrer, l'impérialisme chinois leur claque gentiment la porte au nez !... Pas question en effet de laisser les jeunes monopoles chinois se faire submerger par des flots d'investisseurs étrangers disposant encore de moyens importants. L'impérialisme chinois veille donc à laisser à ses monopoles le temps de se développer à l'abri, avant qu'ils ne puissent prendre leur envol en toute sécurité !

Pour conclure, redonnons la parole à notre très intéressant article du *Figaro* dans lequel on peut lire que « **cette nouvelle donne est une des explications de la tension sino-américaine actuelle** ». De l'avis du Taiwan Thinktank, il est évident que

**« Longtemps, les milieux d'affaires américains, ou européens d'ailleurs, tempéraient les hommes politiques pour qu'ils ne gênent pas le business en important la Chine sur les droits de l'homme par exemple, aujourd'hui, la crise étant passée par là, ils en ont assez d'un déséquilibre de traitement où ils gagnent de moins en moins, et ce sont eux qui poussent Washington ou Bruxelles à hausser le ton contre Pékin ».**<sup>789</sup>

Voilà donc le dessous des cartes révélé : l'immuable lobbying des monopoles auprès de leur Etat bourgeois et leur recours aux "droits de l'Homme" en cas de besoin ! Voyons donc maintenant en quoi a consisté précisément la "campagne punitive" commandée par les monopoles des pays impérialistes en déclin ! Voyons comment leurs pantins politiques et les médias à leur botte l'ont concrétisée...



## Petites vengeances mesquines et provocations entre "amis"

Au printemps 2009, après le sommet du G20 de Londres, les principaux leaders bourgeois du monde avaient voulu donner l'impression d'une grande famille unie face à un ennemi commun : la crise.

Mais cette image de bonne entente — pour ne pas dire d'harmonie —, ne tarda pas à voler en éclats sous les coups de cette crise qui n'avait pas les mêmes répercussions partout : il apparut ainsi au fil des mois que le plan de relance chinois avait relancé la machine à toute vapeur, tandis qu'ailleurs, aucune reprise réelle ne pointait à l'horizon. Pour les pays impérialistes en déclin, l'horizon demeurait bien sombre. Loin de se dégager, il ne cessait de se couvrir de gros nuages noirs de plus en plus nombreux : il apparut en effet rapidement que la "reprise économique", pour le moins asthmatique, était suspendue à l'approfondissement accéléré des déficits budgétaires.

C'est dans ce contexte qu'au cours de l'été 2009, le secrétaire au Trésor américain déclara qu'une coopération économique américano-chinoise étroite était le facteur clef de « la santé économique globale ». <sup>790</sup> Cela signifiait que l'impérialisme américain comptait sur la Chine pour continuer à augmenter ses avoirs en bons du Trésor américain.

En novembre 2009, au cours de sa visite en Chine, le président américain était allé jusqu'à déclarer « **que les Etats-Unis soutiendraient fermement la politique d'une seule Chine et les principes inscrits dans les trois communiqués conjoints sino-américains** ». <sup>791</sup>

Barack Obama avait même assuré que « **les Etats-Unis ne cherchaient pas à contenir l'essor de la Chine et souhaitaient voir une Chine puissante, prospère et accomplie dans la communauté Internationale** ». <sup>792</sup> Le président américain avait terminé sa visite en la qualifiant de « merveilleuse ». <sup>793</sup>

C'était à la fin de l'année 2009. Les USA et la Chine étaient alors officiellement "les meilleurs amis du monde" ! Il faut dire que les pays impérialistes en déclin caressaient alors l'impérialisme chinois dans le sens du poil, espérant sans doute (bien naïvement) l'amadouer et obtenir de lui des concessions sur de nombreux dossiers.

Mais l'impérialisme chinois n'avait évidemment besoin ni des bons-vœux, ni de la "bienveillance" de l'impérialisme américain pour prendre la place qui lui revient dans l'économie mondiale, d'autant que l'on peut fortement douter de la sincérité de ces souhaits...

Il n'en reste pas moins que les choses ont été bouleversées en quelques années ! Voir aujourd'hui l'impérialisme américain contraint de prendre des gants à l'égard de son principal concurrent et tenter de le séduire par de bonnes paroles, contraste au plus haut point avec les usages d'avant-crise de l'administration américaine !

Il y a quatre ans, certains analystes bourgeois d'occident avaient ainsi souligné « l'indélicatesse » dont avait fait preuve l'administration Bush à l'égard du président chinois au cours d'une visite d'Etat effectuée aux USA. La diplomatie américaine

s'était alors comportée comme « un taureau dans un magasin de porcelaine ». Hu Jintao n'avait en effet eu le droit qu'à une réception officielle « de seconde classe » et avait du encaisser sans broncher des « reproches crument exprimés » concernant les (déjà) traditionnels différends sino-américains : dépenses militaires, droits de l'Homme, yuan, etc. Un traitement qui n'avait cependant pas suffi à départir le président chinois « de son flegme souriant »...<sup>794</sup> Peu après, en octobre 2007, le président George W. Bush avait reçu le leader séparatiste tibétain et l'avait même décoré de la médaille du Congrès. C'est comme si l'impérialisme américain prenait alors un malin plaisir à humilier son concurrent chinois.

Mais c'est aujourd'hui aux représentants de l'impérialisme américain de devoir ravalier leur fierté et d'encaisser les critiques ! C'est aujourd'hui à la diplomatie américaine de faire des courbettes à la diplomatie chinoise. Un exercice difficile auquel elle n'a guère été habituée au cours du siècle passé...

Alors forcément, après s'être abaissé à la flatterie, l'impérialisme américain a eu du mal à encaisser le fait qu'au cours des mois qui suivirent, l'impérialisme chinois se garda bien de faire ce que l'on attendait de lui.

La conférence de Copenhague sur le changement climatique en fut le premier exemple. Loin de la retenue (pour ne pas dire soumission) que l'on attendait de lui, l'impérialisme chinois se montra ferme et déterminé. Dans les pays impérialistes en déclin, la crispation et les désires de vengeance succédèrent alors à l'inquiétude.

Après l'échec honteux de la stratégie des pays impérialistes en déclin, il était naturel que le pays qui avait été le leader de la fronde des "pays en voie de développement" soit puni. Mais comment punir l'impérialisme chinois ? Sûrement pas au moyen de sanctions économiques, Pékin ayant bien plus de cartes dans sa main de ce point de vue. Que leur restait-il donc d'autre que de tenter de s'ingérer politiquement dans les affaires intérieures de leur concurrent ? Pas grand-chose, à vrai dire !

Depuis le début de l'année 2010, exit donc les bonnes paroles que l'administration américaine adressait encore en novembre à une Chine dont elle espérait — bien naïvement ! —, qu'elle se plierait aux exigences des pays impérialistes en déclin à Copenhague.

Pourtant, il serait faux de dire que ce revirement fut une surprise ou qu'il ne s'amorça qu'au début de l'année 2010. Tout au long de l'année 2009, l'impérialisme américain n'avait cessé de souffler le chaud et le froid.

Au printemps 2009, Obama avait écouté les appels lancés par l'impérialisme chinois et n'avait pas rencontré le Dalaï-lama qui foulait pourtant le sol américain. Cependant, au même moment, le Congrès américain commémorait le trentième anniversaire du Taïwan Relations Act, une commémoration que la Chine ne manqua pas de dénoncer comme « une interférence dans ses affaires intérieures ». <sup>795</sup> C'est en 1979 que le Congrès américain avait adopté le Taïwan Relations Act qui autorisait les USA à livrer des armes "défensives" à Taïwan.

A la veille de la visite du président américain en Chine en novembre dernier, la Maison Blanche avait annoncé qu'Obama recevrait le Dalaï-lama « **au moment opportun** », ce qui n'avait pas manqué de provoquer une vive réaction de Pékin qui

avait réaffirmé sa ferme opposition « à tout contact entre des dirigeants ou hauts responsables étrangers et le Dalāi-lama ».<sup>796</sup>

Une odeur âcre de chantage planait donc à l'aube de la visite du président américain en Chine : « au moment opportun » signifiait de manière évidente que l'impérialisme américain aurait recours au bâton si la carotte se montrait inefficace. Dans ces conditions — que les médias bourgeois d'occident se gardèrent bien de préciser —, les relations sino-américaines commencèrent à se refroidir.

Aussi, il ne faut pas être surpris par le fait que des journalistes de médias occidentaux rapportaient que la conférence de presse tenue par les présidents américain et chinois avait été marquée par « une ambiance froide » entre les deux dirigeants politiques.<sup>797</sup>

Un rapport présenté devant le Congrès américain au lendemain de la fin de la visite du président américain en Chine affirmait que « le cyber-espionnage chinois » visant les « ordinateurs du gouvernement et de l'industrie de l'armement des USA » était « en plein essor » : « **La Chine est le pays qui mène les activités d'espionnage les plus intenses contre les Etats-Unis. Elles portent surtout sur l'obtention de données et de savoir-faire permettant de moderniser l'armée et de développer l'économie de la Chine** ».<sup>798</sup>

Trois mois plus tard, un « rapport secret » du MI5 (les services secrets britanniques), fuitait « mystérieusement ». Ce rapport accusait la Chine « d'espionner des industriels britanniques avec des techniques particulièrement astucieuses », notamment à travers des cadeaux électroniques infectés par des chevaux de Troie, et concluait que « le gouvernement chinois » représentait « l'une des menaces d'espionnage les plus importantes à l'encontre du Royaume-Uni ».<sup>799</sup> Dans la foulée, le *New York Times* accusa des pirates informatiques provenant soi-disant de deux universités chinoises d'avoir lancé des attaques contre des dizaines d'entreprises occidentales.<sup>800</sup>

L'année 2010 commença ainsi sur un fond d'accroissement des tensions entre la Chine et les pays impérialistes en déclin.

Pour justifier ce changement dans l'attitude américaine, *Le Figaro* invoquait le fait « que l'approche coopérative décidée par Obama » n'avait pas abouti aux « résultats escomptés » et que « loin d'avoir amadoué le partenaire chinois », les USA avaient « **essuyé plusieurs rebuffades dérangeantes** », citant notamment « l'obstruction chinoise » sur le dossier du nucléaire iranien, du changement climatique, ainsi que les « limitations drastiques » imposées à Obama au cours de sa visite en Chine :

« **Du coup, la Maison-Blanche s'est décidée à réintroduire du muscle dans la relation** ».<sup>801</sup>

Par chance, les dirigeants chinois n'ont pas traité le président américain de la même manière que l'administration américaine précédente les avaient eux-mêmes traité trois ans auparavant, sinon l'impérialisme américain aurait pu en prendre prétexte pour déclencher une guerre !

C'est ainsi qu'au début de l'année 2010, débuta un bras de fer entre Washington et Pékin. Et l'impérialisme chinois montra rapidement... que la musculature de l'impérialisme américain ne l'effrayait guère et que lui aussi pouvait montrer ses muscles !

Dans un discours prononcé le 21 janvier 2010, Hillary Clinton, secrétaire d'Etat américaine dénonçait les « murs virtuels » érigés « par certains pays » pour « empêcher leur peuple d'avoir accès à certaines parties des réseaux mondiaux ». Faisant allusion à l'affaire Google, elle ajoutait que ces pays qui « effacent des mots, des noms et des phrases dans les résultats des moteurs de recherche » « enfreignent la Déclaration universelle des droits de l'homme ». <sup>802</sup>

Le lendemain, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères appelait « Washington à arrêter ses accusations contre Internet en Chine ». <sup>803</sup> Au même moment, la presse chinoise contre-attaquait. Dans un article intitulé « Washington et Pékin s'affrontent sur Google », *Le Monde* rapportait ce que l'on pouvait lire dans le quotidien chinois *Global Times* :

« La campagne des Etats-Unis pour des flux libres et non censurés d'information sur un Internet sans restriction est une tentative déguisée d'imposer leurs valeurs aux autres cultures au nom de la démocratie. (...) M<sup>me</sup> Clinton a oublié de dire que la grande partie de l'information en provenance des Etats-Unis et des autres pays occidentaux est chargée d'une rhétorique agressive contre tous les pays qui ne suivent pas leur leadership ». <sup>804</sup>

Malgré la campagne médiatique ininterrompue menée plusieurs semaines durant dans les pays impérialistes en déclin, l'impérialisme chinois ne céda pas. Vers la mi-mars, Google annonçait être désormais « certain à 99,9 % de devoir fermer son moteur de recherche en Chine ». <sup>805</sup> Cette campagne menée par des « hommes politiques américains » et des « institutions gouvernementales américaines » fut qualifiée par le *Quotidien du Peuple* de « comédie bouffonne ». Dans un article de la fin du mois de mars, le journal chinois déclarait que l'affaire Google montrait que ses motivations pour s'implanter sur le territoire chinois en 2006 n'étaient pas commerciales, mais idéologiques. Après avoir rappelé les liens étroits entre Google et l'administration américaine (entre autre 4<sup>ème</sup> plus gros soutien financier de la campagne électorale d'Obama), l'article avertissait que quelle que soit la décision de Google « jamais la Chine n'acceptera de modifier ses lois ou réglementations sous la menace d'une société, quelle qu'elle soit » :

« Qu'une société américaine tente de faire changer les lois chinoises est aussi arrogant que ridicule. La Chine n'a nul besoin d'un Google politisé, ni de la politique selon Google ». <sup>806</sup>

Le même jour, le ministère chinois des Affaires étrangères avertissait sur le fait que l'affaire Google ne porterait pas atteinte aux relations sino-américaines « à moins que certains n'en fassent une affaire politique ». <sup>807</sup> Le lendemain, dans un autre article, le *Quotidien du Peuple* remarquait que « la couverture massive qu'ont fait les médias du retrait de Chine de Google a exposé ce qu'on peut appeler une guerre ». Alors que le *Washington Post* affirmait que « pour les chinois, la perte de Google serait une plongée dans les ténèbres », l'article chinois répondait que Google ne représentait que le tiers du marché chinois de l'internet. Il ajoutait

enfin que Google n'avait pas bien compris « que son arrogance » rappelait aux Chinois « l'époque des grandes puissances » forcèrent « l'entrée de la Chine au 19<sup>ème</sup> siècle à coups de canon et de navires de guerre » :

« La raison qui a fait que ces envahisseurs ont pu contraindre le Gouvernement des Qing à signer des traités injustes est qu'ils possédaient alors des armes modernes que la Chine n'avait pas. (...) Avec pour seule différence que les armes ne sont pas les mêmes : les canons hier, internet aujourd'hui ». <sup>808</sup>

Nous verrons un peu plus loin en détails à quoi le quotidien chinois faisait allusion ici. Pour les pays impérialistes en déclin, cette comparaison était un signe fort et on commençait à comprendre que non seulement la bataille de l'internet ne pourrait pas être gagnée, mais qu'elle aboutirait même à l'inverse du but recherché !

L'agence de presse *Reuters* remarquait ainsi que « deux mois après la menace du moteur de recherche américain de quitter la Chine face à la censure et aux cyberattaques », « **la perspective de voir Google fermer son portail internet en Chine semble laisser les chinois indifférents, voire en satisfaire certains** ». Selon un sondage en ligne du *Global Times*, 80 % des chinois disaient ne pas s'inquiéter d'un éventuel retrait du moteur de recherche américain du paysage chinois de l'Internet. Le journal chinois ajoutait que l'affaire Google illustrait la nécessité pour la Chine de « développer sa propre technologie et ne pas se reposer sur d'autres pays », car « c'est une compétition » autant « dans le domaine de la haute technologie » que « pour défendre la souveraineté de l'Etat ». <sup>809</sup>

Quant à Google, il commençait à se mordre les doigts de son annonce de quitter la Chine. Dès le début du mois de mars, les retombées commerciales négatives s'accumulaient pour Google, alors qu'il devenait évident que l'impérialisme chinois ne céderait pas. D'après *Bloomberg*, Google représentait près de 36 % des parts de marché des moteurs de recherche de l'internet chinois à la fin de l'année 2009, contre 58 % pour Baidu, le principal moteur de recherche chinois. <sup>810</sup>

Au début du mois de mars, la part de marché respective des deux moteurs s'était déjà modifiée à l'avantage du principal moteur de recherche chinois, Baidu accaparant désormais 64 % du marché chinois contre 34 % pour Google. Google n'avait pas encore quitté la Chine, que les Chinois commençaient déjà à désertier le moteur de recherche américain ! Dans ces conditions, depuis début janvier à début mars, l'action Baidu avait gagné plus de 30 % en bourse, alors que Google perdait 8 % dans le même temps. <sup>811</sup> A l'instar de Google avec Youtube, Baidu s'est lancé dans la vidéo en ligne avec son site Qiyi.com, qu'il espère voir devenir le premier acteur chinois d'ici le printemps 2011, devant youku.com ou tudou.com. <sup>812</sup> La Chine aura donc bientôt son propre géant de l'internet.

Au début du mois d'avril, la presse officielle du PCC raillait le « départ insidieux et spépieux » de la société américaine, qui maintenait des équipes en Chine et n'avait pas complètement fermé son portail google.cn. Rapportant une appréciation du *Financial Times*, la presse officielle chinoise écrivait :

« Si par hasard Google aurait cru que son rival se plierait sous ses menaces, il s'aperçoit maintenant qu'il s'est trompé et qu'il est perdant. (...) [Le fait que] Google annonce avec fracas son départ de la Chine tout en faisant des manières et la mijaurée pour que l'on lui prie de rester, montre la situation difficile et

embarrassante dans laquelle se trouve une société commerciale après qu'elle se soit elle-même politisée ».<sup>813</sup>

Il faut dire que la Chine est le premier marché de l'internet du monde et que ce marché possède encore un important potentiel de croissance. A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2010, la Chine comptait 420 millions d'internautes.<sup>814</sup>

Au début de l'été, Google mit finalement un terme à la redirection de sa page chinoise vers son portail de Hong Kong. Ne souhaitant pas vraiment quitter la Chine, Google décida de céder aux exigences des autorités chinoises qui avaient clairement averti que Google ne verrait pas sa licence ICP arrivée à expiration renouvelée si la société persistait à rediriger les internautes chinois vers son portail de Hong Kong.<sup>815</sup>

Dans les pays impérialistes en déclin, la couverture faite par le lobby politico-médiatique de cette affaire fut pour le moins lapidaire. Les rares médias qui y prêtèrent réellement attention furent bien forcés de reconnaître qu'« entre janvier 2010 et fin juin 2010 », Google avait opéré un virage à « 360 degrés » et avait fini par « rentrer dans le rang ». « **A quel jeu joue Google en Chine ?** », demandaient-ils à une firme qui quelques mois auparavant « menaçait de se retirer de Chine », mais n'avait semble-t-il « jamais eu l'intention de quitter la Chine » et avait même aujourd'hui « renoncé à sa stratégie de défiance envers les autorités chinoises ». La raison de ce revirement apparaissait alors comme limpide : pour Google, il était « unimaginable » « de se couper du plus grand marché mondial d'internautes », non pas tant en raison de son moteur de recherche, « loin derrière Baidu », que du risque de se voir « coupée des autres business liés à internet : Smartphone, Android, et leurs différents business d'applications »...<sup>816</sup>

Quelques jours plus tard, les autorités chinoises renouvelèrent la licence ICP de Google contre l'assurance que la redirection automatique des internautes chinois vers le portail hongkongais de Google appartenait au passé et que l'entreprise américaine s'engageait désormais à « respecter la loi chinoise » et à permettre aux autorités chinoises de « superviser l'ensemble du contenu que la firme diffuse ».<sup>817</sup> La part de marché du moteur de recherche américain avait continué de s'effondrer, mais Google ne cachait pas son soulagement :

« Nous sommes très satisfaits que le gouvernement ait renouvelé notre licence ICP et nous avons hâte de proposer à nouveau nos produits locaux ainsi que notre moteur de recherche à nos clients en Chine ».<sup>818</sup>

Au 2<sup>ème</sup> trimestre, la part de marché de Baidu a atteint 70,8 % de parts de marché, contre 27,3 % pour Google.<sup>819</sup>

La contre-attaque chinoise ne se borna pas à cette victoire par K.O. ou au discrédit indélébile jeté sur Google en Chine et auprès des défenseurs des "droits de l'Homme", les autorités chinoises n'ayant pas manqué de souligner que Google avait finalement cédé...<sup>820</sup>

En effet, au printemps, le China Internet Network Information Center (CNNIC) annonça que l'utilisation des caractères chinois était désormais possible dans les noms de domaines internet. Ceci inclut une nouvelle extension également en caractères chinois, l'extension .cn devient ainsi .zhongguo [en pinyin]. L'objectif des



autorités chinoises était de « **s'affranchir de la syntaxe occidentale** » et de « **développer le principe d'un Internet spécifique à la Chine, accessible entièrement en mandarin et dédié à une population d'internautes chinois** ». <sup>821</sup>

Trois mois auparavant, un article du quotidien *Le Monde* intitulé « Chine : vers un grand schisme de l'Internet ? » s'était penché sur ce sujet. Après avoir rappelé que le DNS chinois ne passait plus par les serveurs-racines octroyés par l'ICANN (organisme sous contrôle américain attribuant les noms de domaine dans le monde), l'article s'inquiétait des conséquences possibles de cette partition et replaçait l'affaire Google dans ce contexte :

« Contrairement à ce qu'avancent quelques commentateurs respectés (...), le subit revirement de Google et du gouvernement américain en faveur de la liberté d'accès à l'Internet (qui devient brusquement une politique étrangère prioritaire : voir le compte-rendu d'Ecrans.fr) pourrait bien masquer un bras de fer plus subtil pour éviter la possible dislocation du réseau en une multitude de réseaux incompatibles entre eux... Et cette perspective là générerait à la fois l'offre commerciale comme les grandes oreilles de Google et des Etats-Unis ». <sup>822</sup>

L'impérialisme chinois coupe donc les unes après les autres les chaînes de sa dépendance technologique vis-à-vis de l'impérialisme américain.

L'émancipation de l'internet chinois vis-à-vis du réseau de son principal concurrent constitue une lourde défaite pour ce dernier, et un dangereux encouragement adressé aux autres pays utilisant une autre écriture que l'alphabet latin... Ces pays abritent en effet les deux-tiers de la population mondiale ! Si l'impérialisme américain perd son emprise sur l'Internet mondial, il perd en même temps une grande partie de sa force de frappe idéologique et culturelle. A un moment où son économie se décompose, c'est plutôt mal venu !

Voilà quels furent les événements majeurs sur le front de l'internet. Mais ce front ne fut pas le seul à être ouvert. S'y ajouta un autre front, celui du yuan.

Comme nous l'avons vu un peu plus haut, le président américain reprochait déjà à son homologue chois un yuan sous-évalué... en 2006 ! Or le taux de change annuel moyen est passé de 7,97 à 6,95 yuans par \$ au cours de la période 2006-2008. Le fait que le yuan se soit apprécié de plus de 13 % face au dollar durant cette période n'a pourtant pas empêché le déficit du commerce bilatéral avec la Chine de continuer à se creuser pour les USA, passant de 144 à 171 milliards de \$ au cours de la même période ! <sup>823</sup> Et aujourd'hui, le yuan reste encore soi-disant « sous-évalué ».

Fétichisme de la monnaie, quand tu nous tiens ! Aucun pays ne fixe librement le cours de sa monnaie, dans la mesure où toute tentative dans ce sens serait immédiatement contrebalancée par une réévaluation de la valeur des marchandises via l'inflation. Les facteurs entrant réellement en ligne de compte dans la réévaluation de la valeur d'une monnaie sont la modification de la part des salaires dans la production sociale et la hausse de la productivité du travail. Quand un gouvernement décide de dévaluer une monnaie, il ne fait rien d'autre que de décréter unilatéralement l'amputation des salaires réels du prolétariat ! Une dévaluation vise à diminuer le coût des marchandises en diminuant la part des salaires réels dans la production sociale : le volume des marchandises reste

inchangé, mais les masses exploitées y ont désormais un accès restreint. Ce n'est plus un patron qui décide d'abaisser les salaires dans son entreprise, c'est l'organe de direction collectif du patronat qui décide d'une baisse générale des salaires à l'échelle d'un pays !

Quand un pays juge une devise étrangère « sous-évaluée », cela signifie seulement que ses marchandises ne sont pas concurrentielles face aux mêmes marchandises d'importation ! Comme nous le soulignons déjà il y a déjà trois ans, la réévaluation du yuan à la hausse implique une hausse du niveau de vie des travailleurs chinois. Cette hausse des salaires réels dans le pays concurrent (ici la Chine) doit en outre être plus rapide que l'accroissement de la productivité du travail dans l'ensemble de l'économie, lequel doit être lui-même moins rapide que celui de la productivité du travail dans l'ensemble de l'économie du pays "plaignant" (ici les USA), relativement aux salaires réels de ses propres travailleurs.

A la mi-février, l'économiste en chef en chef du FMI affirmait qu'une appréciation du yuan de 20 % ne rapporterait au plus qu'une croissance de 1 % du PIB américain et que cette mesure ne résoudrait donc pas les problèmes de fond de l'économie américaine.<sup>824</sup>

Quelques semaines plus tard, des sénateurs américains présentaient pourtant un projet de loi visant à imposer « des tarifs douaniers punitifs » sur les marchandises importées de Chine. Le *Wall Street Journal* avertissait alors que ceux qui cherchaient à « faire du yuan un bouc émissaire » risquaient « de déclencher une guerre commerciale avec la Chine ».<sup>825</sup>

Cette dernière continua évidemment de s'opposer aux prétentions américaines, jugeant « injustifiées » le « rapport entre le yuan et les difficultés économiques mondiales », ajoutant que la Chine devenait « de plus en plus un mastodonte des importations » contribuant à la relance mondiale (citant l'énergie, les matières premières et les produits agricoles) du fait notamment de la croissance de la demande intérieure du pays.<sup>826</sup>

Pour enfoncer le clou, le ministère chinois du commerce déclarait que la Chine souhaitait « davantage d'exportations américaines de haute technologie », une condition nécessaire pour « promouvoir un commerce sino-américain plus équilibré », avant d'ajouter que cet objectif ne pourrait être atteint que « si les Etats-Unis réduisaient leurs restrictions sur les exportations des produits de haute technologie vers la Chine ».<sup>827</sup>

A la fin du mois de mai, à l'occasion du second Dialogue stratégique et économique sino-américain le ministre chinois du commerce réaffirmait cette position, soulignant que « les Etats-Unis ne pouvaient parvenir à un équilibre de leurs échanges sans augmentation des ventes de produits de haute technologie ». Un conseil que l'impérialisme américain a à priori fini par écouter, annonçant que les USA allaient réformer « leur politique de contrôle des exportations de produits hi-tech vers la Chine ». Une réforme que la partie chinoise espère « réelle » et non pas « beaucoup de tonnerre sans pluie ».<sup>828</sup>

Un message qui semble cette fois avoir été écouté par l'impérialisme américain. Deux semaines plus tard, à la tribune du Congrès, le secrétaire américain au Trésor faisait les déclarations suivantes :

**« La Chine est bien partie pour devenir la plus grande économie du monde et pourrait potentiellement devenir le plus grand marché étranger pour les exportations américaines de biens et services. Notre politique est d'élargir les opportunités fournies aux américains par une Chine en croissance ».**

Des paroles qui ont déjà commencé à se concrétiser : alors que les exportations américaines avaient augmenté de moins de 20 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 en glissement annuel, celles vers la Chine avaient augmenté dans le même temps de près de 50 % !<sup>829</sup>

Sur ce front également, la Chine a donc obtenu des concessions significatives de l'impérialisme américain. Un pas de plus vers la transformation de la bourgeoisie américaine en bourgeoisie compradore... Qu'a à y gagner l'impérialisme américain ? A court terme, un puissant soutien à son économie qui voit ses débouchés extérieurs s'étendre. Salvateur au moment où devant la crise de la dette souveraine, les gouvernements des pays impérialistes en déclin sont forcés de mettre un terme aux coûteux plans de subventionnement de la consommation et d'exiger de leurs esclaves indigènes qu'ils se mettent au régime...

A plus long terme, l'espoir que cette stratégie permettra aux monopoles américains de mieux traverser la crise que la concurrence, notamment européenne, l'impérialisme américain se trouvant au sommet au point de vue de la chaîne de valeur technologique. En échange, la Chine promet une plus grande flexibilité du taux de change de sa monnaie<sup>830</sup>, sachant bien que la réévaluation se ferait de manière progressive, sans altérer fondamentalement la compétitivité de la main-d'œuvre chinoise, d'autant plus que cet affaiblissement de l'embargo technologique l'aidera à accélérer son rattrapage technologique et donc à accroître la productivité de son économie.

Outre le bras de fer autour de l'internet et du yuan, l'impérialisme américain provoqua son concurrent sur un autre dossier sensible.

Au début du mois de janvier 2010, le gouvernement chinois protestait énergiquement contre le projet américain de ventes d'armes à Taïwan, manifestant « son fort mécontentement et sa ferme opposition à toute vente d'armes des Etats-Unis à Taïwan » :

« Les ventes d'armes des Etats-Unis à Taïwan empiètent sur les intérêts de sécurité de la Chine, sont contraires à la paix et à la stabilité dans le détroit de Taïwan et sont une immixtion dans les affaires intérieures de la Chine. (...) Les Etats-Unis doivent reconnaître les graves conséquences des ventes d'armes à Taïwan, rejeter toute attitude héritée de la guerre froide et respecter les trois communiqués conjoints sino-américains, en particulier les principes du Communiqué conjoint du 17 août 1982 ».<sup>831</sup>

A travers ce dernier communiqué, l'impérialisme américain s'était en effet engagé à ne pas mener une politique d'approvisionnement militaire à long terme avec Taïwan et à réduire progressivement ses ventes d'armes à l'île... Depuis, près de

trois décennies ont passé, ce qui semble rentrer dans le cadre du "long terme" à l'échelle humaine. Mais pour l'impérialisme américain, comme pour n'importe quel pays impérialiste au bord du précipice, un engagement écrit reste toujours un chiffon de papier !

L'impérialisme américain savait parfaitement que l'annonce de vente d'armes à Taïwan provoquerait la colère de Pékin. Au début de l'année 2008, l'impérialisme chinois avait ainsi suspendu les consultations sino-américaines sur la défense pour une durée de 18 mois en représailles à la décision prise par l'administration Bush de vendre pour 6,5 milliards de \$ d'armements à Taïwan.

Au début de l'été 2009, les représentants de l'impérialisme chinois soulignaient que « les ventes d'armes à Taïwan par les Etats-Unis » étaient « le plus grand facteur sapant les relations militaires bilatérales ». <sup>832</sup> A la fin janvier, en guise de représailles, la Chine annonçait la suspension des consultations militaires bilatérales. <sup>833</sup> Le gouvernement chinois annonçait en outre l'adoption de sanctions contre les sociétés américaines qui vendraient des armes à Taïwan. <sup>834</sup> Ces consultations militaires bilatérales sino-américaines, avaient été instaurées à partir de 1997, suite à un accord passé entre les deux présidents. On peut dire que la provocation délibérée de l'impérialisme américain aura réduit à un intervalle de quelques mois la reprise de ces consultations qui se sont tenues les 23 et 24 juin 2009.

Quelques semaines plus tard, l'impérialisme américain en rajoutait une couche. Le Pentagone dévoilait un rapport du Congrès américain dans lequel Washington qui s'inquiétait de l'état désastreux des forces aériennes taïwanaises ! Pour les alliés traditionnels de Washington, le message était clair :

« Le rapport ne va pas jusqu'à faire ouvertement la promotion de la vente de F-16 à Taïwan, mais la démonstration apparaît en filigrane ». <sup>835</sup>

Une appréciation partagée par la presse chinoise. Le *China Daily* écrivait ainsi que ce rapport montrait que les USA envisageaient des ventes d'armes supplémentaires à Taïwan. Le gouvernement chinois ne manqua pas non plus de réagir en réaffirmant les aspirations pacifiques des chinois des deux rives et avertissait Washington que sa politique portait surtout « atteinte aux relations entre la Chine et les Etats-Unis » :

« Les compatriotes des deux rives sont issus de la même famille et du même sang. Seule l'harmonie au sein de notre famille sera profitable à tous. (...) Les Chinois des deux rives sont capables de résoudre leurs problèmes grâce à leur sagesse ». <sup>836</sup>

Traduction : que l'impérialisme américain cesse de jouer le rôle de l'invité indésirable et de fourrer son nez dans les affaires chinoises !

Il est donc erroné de réduire cette ingérence américaine dans les affaires intérieures chinoises à une simple mesure de représailles liée aux dossiers du nucléaire iranien et du climat, comme l'ont affirmé les responsables politiques et les médias bourgeois d'occident, à l'instar de Douglas H. Paal, un ancien responsable des affaires chinoises à Washington :

« Il devenait clair que Pékin n'allait pas coopérer sur l'Iran et donc qu'il n'y avait plus de raison de ne pas vendre d'armes à Taïwan ». <sup>837</sup>

Il est évident que ces annonces de ventes d'armes à Taïwan étaient également une tentative visant à saboter délibérément la réconciliation entre les bourgeoisies des deux côtés du détroit, à un moment où s'intensifiait l'activité bilatérale des deux côtés du détroit.

Au printemps 2008, nous remarquons déjà que « la clique bourgeoise-compradore de Taïwan, sentant le vent tourner », donnait « des signes de détente à Pékin ». <sup>838</sup>

Depuis, les signes de détente n'ont cessé de se multiplier et le rapprochement de s'approfondir. Si le Dalaï-lama était encore le bienvenu à Taïwan en 2001, ce n'est plus le cas ces derniers temps. En mars 2009, les autorités taïwanaises avaient déjà opposé une fin de non recevoir à l'invitation qui lui avait été lancée par l'Association des journalistes de l'île. L'Afrique du Sud s'était également opposée à sa venue à la Conférence sur la paix qui devait se tenir fin mars à Johannesburg. <sup>839</sup> A l'automne 2009, les autorités taïwanaises avaient refusé la visite de Rebiya Kadeer. <sup>840</sup> Les liens économiques, politiques et culturels entre la Chine et Taïwan n'ont cessé de se multiplier au cours des dernières années et des derniers mois. Aussi,

« Bien que certains politiciens taïwanais rêvent encore d'une réelle indépendance, les entrepreneurs taïwanais qui comptent parmi les meilleurs du monde ont depuis belle lurette jeté leur dévolu sur les liens avec le continent. Deux tiers des entreprises taïwanaises, soit quelque 10 000 sociétés, ont fait des investissements substantiels en Chine ces cinq dernières années, pour un total de 200 milliards de \$. Et près de 750 000 taïwanais résident en Chine pendant plus de 180 jours par an ». <sup>841</sup>

Ces liens économiques très forts, qui rendent aujourd'hui illusoire une véritable brouille entre Pékin et Taïpei, se reflètent également dans la diversification et l'approfondissement des échanges culturels et politiques des deux côtés du détroit.

En juin 2008, la Chine et Taïwan s'étaient mis d'accords pour autoriser les groupes de touristes venant de la Chine continentale à visiter Taïwan. De juillet 2008 à avril 2009, plus de 174 000 touristes chinois ont visité Taïwan. <sup>842</sup> A l'automne 2009, le gouvernement chinois assurait que la Chine n'épargnerait aucun effort « pour aider Taïwan à surmonter l'impact de la crise économique mondiale ». <sup>843</sup> Enfin, cette année, deux mille étudiants de la Chine continentale feront leur rentrée universitaire à Taïwan. <sup>844</sup>

Au printemps 2009, à l'occasion d'une visite à Pékin, le président du Kuomintang avait déclaré que « le docteur Sun Yat-sen jouira toujours du respect du peuple des deux côtés du détroit » et que « les gens suivront son chemin pour soutenir la paix et le développement commun ». <sup>845</sup> Des deux côtés du détroit, ce socle idéologique commun fournit une base solide pour la réunification politique de la Chine et de Taïwan, d'abord sur le modèle éprouvé « un pays, deux systèmes ». Les relations entre les deux rives ce sont à ce point amélioré que le gouvernement chinois « projette activement » la construction d'une ligne de chemin de fer reliant Taïwan à la Chine continentale. <sup>846</sup> Pour franchir les 180 km du détroit, l'option du tunnel sous-marin est sérieusement envisagée.

Au cours de l'été 2009 paraissait à Taïpei le premier numéro du *Wangbao*, le premier quotidien spécialisé dans les informations sur la partie continentale de Chine. Son rédacteur en chef déclarait espérer que le quotidien permettrait à ses

lecteurs de « mieux comprendre la partie continentale » vu son « influence croissante » « sur Taïwan ». <sup>847</sup>

C'est dans ces conditions qu'à la fin de l'été 2009, le LEAP Europe/2020 soulignait « la "satellisation tranquille" de Taïwan par la Chine » :

« A la vitesse où va l'affaiblissement US sur fond de montée en puissance chinoise, LEAP/Europe 2020 estime que d'ici 2015 Taïwan aura trouvé un statut de province spéciale à la Hong-Kong ou équivalent : sans guerre, ni intervention militaire US ». <sup>848</sup>

Au début de l'année 2010, la « satellisation tranquille » de l'île scissionniste se poursuivait en plein affrontement sino-américain. Le président chinois profita ainsi de la dernière Fête du printemps (qui constitue la plus importante fête chinoise), pour aller présenter ses vœux du nouvel an aux entreprises taïwanaises implantées à Zhangzhou d'où sont originaires 40 % des taïwanais. <sup>849</sup>

Les principaux journaux taïwanais, à l'instar du *China Times* et du *Central Daily News*, saluèrent la célébration par Hu Jintao de la Fête du printemps aux côtés des hommes d'affaires taïwanais du Fujian comme un « signe de bonne volonté » offert « au peuple de Taïwan », estimant qu'il témoignait de « l'importance particulière accordée par la partie continentale de Chine aux relations entre les deux rives ». <sup>850</sup>

De leur côté, le directeur général de la Fédération des industries de Taïwan et le secrétaire général adjoint du Kuomintang (KMT) soulignaient que « la bonne volonté » manifestée à l'égard des taïwanais par le président chinois à cette occasion « contribuera à supprimer les doutes de certains Taïwanais » qui craignent toujours que leurs intérêts ne soient compromis. Le directeur général de la Fédération des industries de Taïwan déclara enfin souhaiter que l'Accord-cadre de coopération économique entre les deux rives du détroit de Taïwan soit signé « le plus tôt possible » « afin de prévenir la marginalisation de Taïwan ». <sup>851</sup>

Entre la fin juin 2009 — quand Taïwan avait ouvert la porte aux investissements continentaux —, et la fin mai 2010, les autorités taïwanaises ont approuvé plus de 77,1 milliards de \$ d'investissements provenant de la partie continentale de la Chine. Les investissements dans l'informatique, le numérique et les produits optiques ont représenté près de 45 % de ce total. <sup>852</sup>

Ce renforcement des liens économiques des deux côtés du détroit est évidemment le prélude au détachement complet de Taïwan de la sphère d'influence de l'impérialisme américain, et son retour dans le giron chinois, en conformité avec l'objectif affiché par la RPC depuis sa fondation.

« La partie continentale et Taïwan font partie d'une même Chine. Telle est la base politique du développement pacifique des relations entre les deux rives que nous devons consolider, en même temps que notre confiance politique mutuelle. En tout cas, nous sommes convaincus que si tous les Chinois et leurs ressortissants à l'étranger unissent leurs efforts, l'œuvre grandiose de l'unification totale de la patrie se réalisera ! » <sup>853</sup>

La perspective de réunification des deux rives du détroit apparaît aujourd'hui si évidente qu'on la chante à la télévision chinoise :

« Les 56 ethnies se groupent sur plusieurs rangées  
Les hongkongais, macanais et taïwanais vont les rejoindre  
Quel grandiose tableau que ces retrouvailles !

Prenons la photo, il n’y a plus à hésiter !  
C’est la photo de la grande famille chinoise  
Les ancêtres seraient fiers  
de leur descendance qui leur fait honneur  
Prenons une photo de la grande famille chinoise  
et le monde verra la force d’une nation unie !  
la force d’une nation unie ! »<sup>854</sup>

La chanson « Les descendants du dragon » du célèbre auteur-compositeur-interprète américano-taïwanais Wang Leehom — sacré chanteur masculin le plus populaire à Hong Kong et Taïwan au cours de la *Beijing Award Ceremony 2010* —, illustre parfaitement cette tendance à l’unification de la diaspora chinoise derrière l’impérialisme chinois :

« Dans ce vieil Orient, il y a un dragon  
Il s’appelle la Chine  
Dans ce vieil Orient, il y a des gens  
Ils descendent tous du dragon (...)  
Mon dragon, frotte donc tes yeux !  
Et gardes-les toujours ouverts ! »<sup>855</sup>

Le virage opéré par Jackie Chan est tout aussi symptomatique de la modification du rapport de forces inter-impérialiste en faveur de l’impérialisme chinois et de ses répercussions sur son pouvoir d’attraction vis-à-vis de la diaspora chinoise. Cet acteur d’origine hongkongaise ayant acquis une grande renommée dans les pays impérialistes en déclin est aujourd’hui de tous les gros coups en Chine : Jeux Olympiques de Pékin, Festivités du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de la RPC, Exposition Universelle de Shanghai, etc. Au cours de la soirée de Gala organisée à l’occasion des festivités célébrant le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de la RPC, il avait ainsi interprété un chant de clôture intitulé « la Patrie », qui fut plusieurs fois rediffusé.<sup>856</sup>

« On dit que la patrie est vaste  
Mais en fait, c’est une famille  
Tout en ayant la patrie tout au fond du cœur,  
on soutient sa famille à bout de bras  
La famille est une petite patrie  
Et cette dernière se compose de millions de familles  
La patrie fait face au monde  
La famille se trouve entre le ciel et la terre  
Il faut une patrie puissante  
pour que la famille soit prospère  
La famille de la patrie reste dans le cœur de chacun  
Et la patrie de la famille dépend de la bonne entente de ses membres  
La patrie représente la gloire  
Et la famille est synonyme de bonheur  
Sur chaque pouce du terrain de la patrie  
A chaque pas de la famille  
Famille et patrie sont liées  
Pour accomplir des miracles ici-bas »

Ces exemples illustrent parfaitement la tendance croissante s'emparent depuis quelques années des élites bourgeoises de la diaspora chinoise et que nous avons déjà souligné. Même les armes spirituelles des pays impérialistes en déclin se retournent aujourd'hui contre ceux qui les ont forgés. C'est une terrible défaite pour eux, quand ils voient impuissants ceux qui ont servi d'ambassadeurs de leurs "valeurs universelles" les renier tout à coup et leur tourner le dos !

Là encore, en dépit des tentatives de sabotage de l'impérialisme américain, les relations sino-taïwanaises n'ont cessé de s'améliorer. A la fin du mois de janvier, des représentants des deux rives du détroit de Taïwan discutaient de l'Accord-cadre de coopération économique (ACCE).<sup>857</sup> Deux mois plus tard, ces négociations se poursuivaient.<sup>858</sup>

Le 26 juin, quelques dizaines de milliers de taïwanais manifestaient à Taipei à l'appel du DPP — parti minoritaire créé en 1986 et souhaitant voir Taïwan conserver son indépendance —, contre la signature imminente de l'ACCE, craignant un renforcement du « contrôle de Pékin sur l'île ».<sup>859</sup> En vain : trois jours plus tard, l'ACCE ainsi qu'un accord sur la protection de la propriété intellectuelle étaient signés par les négociateurs des deux rives du détroit de Taïwan.<sup>860</sup>

Et pendant ce temps, la Chine ne se priva pas d'administrer une autre correction à l'impérialisme américain, lui montrant qu'elle aussi pouvait vendre des armes là où cela pouvait irriter Washington ! A la mi-mars, le président vénézuélien supervisa la livraison des quatre premiers chasseurs d'entraînement chinois (K-8W) armés de bombes, de roquettes et de missiles, sur une commande de dix-huit, et déclara à cette occasion que le Venezuela, en tant que « puissance socialiste » « au service du bien, de la justice et de la liberté », avait besoin d'être « bien équipé »...<sup>861</sup> Sous-entendu : face à "l'empire du mal yankee"... Une revanche pour l'impérialisme chinois que de vendre des armes dans les pays auparavant inclus dans la sphère d'influence traditionnelle de l'impérialisme américain...

Bref, il ne reste à Washington que bien peu de cartes en mains pour mettre des bâtons dans les roues à l'impérialisme chinois !

La seule qui puisse encore véritablement être jouée est celle du Dalaï-lama. Washington ne s'en est évidemment pas privé. Au début du mois de février *Le Figaro* déclarait sans détour qu'Obama ne pourrait pas de nouveau « se dérober » à une rencontre avec le Dalaï-lama :

« Toutes les chancelleries auront les yeux fixés sur Washington, le 16 février prochain, à l'arrivée du petit homme aux yeux rieurs drapé dans sa célèbre tige orange qui incarne la cause tibétaine. (...) Mais toute nouvelle reculade apparaîtrait comme un aveu de faiblesse dangereux pour Obama, alors que la superpuissance américaine et la puissance montante chinoise se retrouvent en phase de tension, jugeant leurs forces respectives dans un face-à-face en passe de devenir l'une des clés de l'équilibre mondial ».<sup>862</sup>

Au même moment, un haut responsable chinois avertissait les USA (et ses laquais) des graves dégâts que subiraient les relations sino-américaines si le président américain décidait de rencontrer le leader séparatiste tibétain :

« Un tel geste sera irrationnel et nuisible à la fois. Si un pays décide de le faire, nous prendrons des mesures nécessaires pour l'aider à s'en rendre compte ».<sup>863</sup>



Quelques jours plus tard, de passage en Allemagne, un représentant de l'impérialisme chinois en profitait ainsi pour fustiger le projet américain de ventes d'armes à Taïwan ainsi que la rencontre à venir entre Obama et le leader séparatiste tibétain, « tout en demandant de la patience à l'égard de l'Iran et de son programme nucléaire ». <sup>864</sup>

Alors qu'un peu moins d'une semaine plus tard, la Maison Blanche confirmait que le président américain rencontrerait bien le leader séparatiste tibétain le 18 février, la presse chinoise se déchaînait. Dans son éditorial du 12 février, le *China Daily*, le premier quotidien en langue anglaise du pays, dénonçait ainsi en Barack Obama une personne « à double mesure » « n'ayant pas de sens de principe » et abordait la question du Tibet et du Dalaï-lama « **avec la mentalité de guerre froide en subconscience** ». Après avoir déclaré qu'Obama fermait les yeux sur le fait que le Dalaï-lama menait ses activités séparatistes « sous le couvert de la paix et de la religion » et rappelé que le Tibet faisait partie de la Chine depuis des siècles et que son histoire en tant que telle était « beaucoup plus longue que celle des Etats-Unis », le quotidien chinois assénait :

**« Si le Dalaï-lama avait une quelconque raison de revendiquer la souveraineté du Tibet comme un pays indépendant, les tribus indiennes auraient davantage de raisons pour refouler la majorité des Américains hors des Etats-Unis ». <sup>865</sup>**

Au lendemain de la rencontre, la presse chinoise raillait de plus belle l'attitude malhonnête et hypocrite du premier représentant de l'impérialisme américain :

« Obama a promis de construire « une relation positive et globale de coopération entre les États-Unis et la Chine au 21<sup>ème</sup> siècle » lors de sa visite très médiatisée en Chine en novembre dernier, mais il manque déjà à cette promesse à peine trois mois plus tard ». <sup>866</sup>

Pour la bourgeoisie chinoise, le bras de fer avec les pays impérialistes en déclin au sujet du Tibet est aujourd'hui plus symbolique qu'autre chose. L'impérialisme chinois a en effet mené une politique ethnique qui commence à porter ses fruits. En 2006, la Chine a mis en service le plus haut chemin de fer du monde, culminant à une altitude 5 072 mètres et reliant Xining à Lhassa. Long de 1 956 km, le chemin de fer Qinghai-Tibet traverse des centaines de kilomètres d'étendues situées à haute altitude (plus de 4 000 mètres) et caractérisées par des contraintes géologiques extrêmes (forte sismicité, pergélisol).

Quand les derniers rails avaient été posés, les médias occidentaux avaient évidemment du souligner « la prouesse technique, aux dimensions pharaoniques » et la réalisation d'un « exploit d'ingénierie » « considérable », mais pour aussitôt faire écho au Dalaï-lama, à l'instar de *Libération* qui dénonçait une « colonisation chinoise » désormais « sur les rails au Tibet » et qui allait se traduire par un véritable « génocide culturel ».

« Ce chemin de fer sur le Toit du monde ne permet pas seulement de désenclaver la région tibétaine, qui n'est joignable en hiver que par avion ou par une route longue et pénible. En mettant Lhassa à douze heures seulement de la liaison avec le réseau ferroviaire du reste de la Chine, Pékin arrime un peu plus le Tibet à l'ensemble chinois. Et, surtout, il ouvre tout grand le Tibet à l'immigration chinoise ». <sup>867</sup>

Voilà donc ce qui inquiétait les pays impérialistes en déclin, que ce chemin de fer rende un peu plus inconcevable encore une indépendance du Tibet... Quelques après sa mise en service, le chemin de fer Qinghai-Tibet est certainement l'un des ouvrages dont la portée symbolique est la plus forte en Chine. Une chanson, interprétée par de nombreux artistes chinois (Hans comme Tibétains), l'illustre parfaitement :

« A l'aube, des près verdoyants où je me tiens  
J'aperçois des aigles divins  
qui traversent les rayons du soleil levant  
On dirait qu'ils forment des nuées  
de bon augure dans le ciel azuré  
Ils annoncent un heureux présage aux Tibétains  
Au crépuscule, tout en haut d'un escarpement,  
je contemple la construction  
d'une voie ferrée qui rejoint mon pays natal  
De grands dragons escaladent les montagnes  
et apportent le bonheur au plateau du Qinghai-Tibet  
C'est une voie qui mène à un ciel merveilleux  
Et qui emporte notre affection jusqu'aux régions frontalières  
Désormais les montagnes semblent moins hautes et les routes plus courtes  
Les enfants des différentes ethnies se retrouvent dans la joie »<sup>868</sup>

En mars 2009, alors que le peuple chinois célébrait le quarantième anniversaire de l'abolition du servage au Tibet, le Dalaï-lama n'hésitait pas à affirmer qu'au cours de ces quarante dernières années « les Tibétains ont littéralement vécu un enfer sur Terre ». <sup>869</sup> Le contraste entre « l'enfer » décrit par le leader séparatiste en exil et le « ciel merveilleux » chanté précédemment est des plus saisissants ! Le Tibet n'est certes pas un paradis sur terre, mais ce n'est pas non plus l'enfer que dépeignent les ennemis de l'impérialisme chinois !

Ces derniers cachent d'ailleurs à peine leurs espoirs de voir s'accroître les rivalités ethniques en Chine, comme l'illustra encore une fois le séisme de Yushu qui fit plus de 2 200 morts et 12 000 blessés dans la région autonome du Tibet au printemps dernier.

Dans un article intitulé « **Les enjeux politiques de l'après-séisme en Chine** », *Le Monde* avait ainsi clairement défini ce séisme comme représentant un test politique pour les autorités chinoises. L'article citait des avis d'experts, notamment américains, qui soulignaient la fragilité de la relation entre Hans et Tibétains — « à la moindre erreur, cette situation [d'apaisement des tensions ethniques] pourrait changer du tout au tout » —, alors qu'une pétition lancée par un site internet américain appelait le gouvernement chinois à autoriser le Dalaï-lama à se rendre sur les lieux de la catastrophe...<sup>870</sup> Des enjeux parfaitement compris par les autorités chinoises qui veillèrent à apporter tout le secours nécessaire aux sinistrés, donnant « la priorité au relogement des survivants, au rétablissement de l'ordre social et à la mise en application des projets de reconstruction ». <sup>871</sup>

S'il y a bien une chose de certaine, c'est que les puissances impérialistes en déclin trompent l'opinion publique mondiale quand elles présentent le Dalaï-lama comme un simple chef religieux. Le Dalaï-lama est en effet bien moins un chef spirituel

bouddhiste, que le représentant politique en exil de l'ancien Tibet féodal : **le 14<sup>ème</sup> Dalaï-lama est en effet devenu le chef du gouvernement tibétain en 1950.** S'opposant à l'abolition du servage au Tibet qui remettait en cause la position dominante du haut-clergé bouddhiste, le Dalaï-lama opta pour l'exil — à l'instar de la bourgeoisie compradore taïwanaise —, bien décidé à continuer la lutte avec le soutien de pays étrangers ayant intérêt à saboter le développement chinois. Voilà comment le dernier représentant du Tibet féodal, dans lequel une caste de clercs bouddhistes vivait de la sueur des paysans tibétains mi-serfs, mi-esclaves, est devenu comme par magie un ardent défenseur de la culture tibétaine et même des "droits de l'homme" et du peuple tibétain !...

Au Tibet, les rapports de production bourgeois ont remplacé les rapports de production féodaux. Rien que cela constitue un progrès historique objectif. Surtout, pour l'impérialisme chinois, qui a effectivement combattu les tendances séparatistes — d'ailleurs encouragées par le laquis tibétain en exil à la solde de l'occident —, la répression armée est restée l'exception. La règle suivie, elle, a été celle appliquée pour toutes les autres minorités nationales, c'est-à-dire celle de la "discrimination positive".

La culture et le peuple tibétain n'ont pas été anéantis : la population de l'ethnie tibétaine s'est accrue beaucoup plus rapidement que la population de l'ethnie majoritaire, l'espérance de vie a presque doublé, passant de 35 à 67 ans, l'analphabétisme omniprésent au moment de l'abolition du servage (95 % de la population) a largement reculé (2,4 % chez les 15-50 ans) et le gouvernement central chinois a même développé à grande échelle l'enseignement de la langue tibétaine dans les nouvelles écoles (95 % des élèves suivant un enseignement bilingue tibétain-mandarin). Les "colons chinois" n'ont pas non plus déferlé depuis l'ouverture du chemin de fer Qinghai-Tibet : plus de 90 % des 2,7 millions d'habitants du Tibet appartiennent à l'ethnie tibétaine.<sup>872</sup>

Selon le recensement national de 1953, l'ethnie Han représentait 93,9 % de la population chinoise en 1953. Elle n'en représentait plus que 91,6 % en 2000, au cours du dernier recensement national. Durant la période 1953-2000, la population appartenant aux minorités ethniques s'est accrue de 35,3 à 106,4 millions. Leurs effectifs ont donc été multipliés par 3,0, alors que ceux de l'ethnie Han étaient seulement multipliés par 2,1. Il est donc indéniable que le contrôle des naissances n'a pas été appliqué aux minorités ethniques, puisque leurs effectifs ont augmenté de 58,1 % au cours de la période 1982-2000, alors que les effectifs de l'ethnie Han n'augmentaient que de 23,2 %. Durant cette période, le taux d'accroissement naturel moyen de la population des minorités ethniques s'est donc monté à 25,8 ‰ contre 11,7 ‰ pour la population Han.

Ce qui a déferlé en revanche, ce sont les investissements. En 2006, le Tibet a reçu 4,0 milliards de yuans d'investissements, à peine moins que les 5,1 milliards de yuans qu'il avait reçus de 2001 à 2005. Au cours de la période 2006-2010, le gouvernement central chinois avait prévu d'investir 77,8 milliards de yuans dans 180 projets au Tibet.<sup>873</sup> Au cours de la période 2000-2009, le nombre d'habitants du Tibet vivant sous le seuil de pauvreté (qui a été relevé de 1 300 à 1 700 yuans de

revenu annuel par habitant) est passé de 1 480 000 à 230 000. A l'instar des régions de l'ouest chinois, le Tibet a enregistré une croissance de son PIB très supérieure à celle des régions développées : 12 % en 2009.<sup>874</sup>

Les investissements ont donc bien profité à la population qui a vu ses conditions de vie s'améliorer. Les biens de consommation courante commencent à entrer dans le quotidien des couches populaires. La baisse du coût du transport y est pour beaucoup. Le chemin de fer a en effet permis de faire baisser drastiquement le coût du transport marchand à 0,12 yuan par tonne-km, contre 0,27 yuan par tonne-km par voie routière et a conduit à l'explosion du volume des échanges commerciaux.

La religion bouddhiste n'a pas eu non plus à souffrir de la souveraineté chinoise sur le Tibet, tant que ses pratiquants la tenaient à bonne distance des enjeux politiques et ne se faisaient pas l'écho du chef du gouvernement féodalo-bourgeois-compradore en exil.

Dans ces conditions, un nombre croissant d'artistes de l'ethnie tibétaine, non content de se tenir à distance du "chant des sirènes" occidentales, célèbrent l'unité ethnique croissante de la Chine :

« Le ciel et la terre nous sont propices  
L'harmonie règne  
Le bonheur ne nous quitte plus  
Je remercie le ciel  
de semer bonheur et chance ici-bas  
Je remercie mes amis  
de me tenir au chaud par leur sincérité  
Je remercie mes parents  
d'avoir tricoté leurs rêves avec leurs cheveux noirs  
Je remercie la patrie  
d'avoir octroyé une grâce printanière à ce pays »<sup>875</sup>

Enfin, l'impérialisme chinois commence à mettre en œuvre une stratégie de développement économique qui développera en profondeur l'industrie et donc les rapports de production bourgeois dans ses régions périphériques (Tibet, Xinjiang, Mongolie intérieure). Il ne fait donc guère de doutes que ces régions autonomes chinoises ne resteront pas indéfiniment autonomes : le processus d'intégration économique les amènera à changer de statut.

Alors que la séparatiste ouïgour Rebiya Kadeer accusait les autorités chinoises de pratiquer une « politique envahissante de l'éducation à langue unique » et d'adopter « des politiques partiales envers les minorités ethniques » ayant plongé les ouïgours dans la « pauvreté extrême », la presse chinoise raillait l'ex-millionnaire de la sorte :

« Paradoxalement, elle s'est prononcé en ouïgour, la langue qu'elle n'aurait pas pu utiliser si le gouvernement chinois le privait de son droit de l'apprendre. (...) Commençant dans les années 1980 par le petit commerce, elle a fini par devenir la femme la plus riche du Xinjiang avant d'enfreindre la loi chinoise et être condamnée à prison ».<sup>876</sup>

La réalité est donc très éloignée des clichés véhiculés par les concurrents de l'impérialisme chinois et leurs douteux ambassadeurs indigènes des "droits de l'homme" !

En bref, peu de pays impérialistes peuvent se targuer d'avoir eu une politique ethnique aussi souple et sophistiquée que celle mise en œuvre au Tibet par la bourgeoisie chinoise depuis 1959 ! Dans ses colonies, le "pays des droits de l'homme" s'est lui-même montré beaucoup moins civilisé que l'impérialisme chinois dans ses régions périphériques, en imposant d'abord l'enseignement de la langue française dans les rares écoles destinées à la former les rangs de l'élite bourgeoisie-compradore, en imposant ensuite à ces peuples une division du travail des plus asservissante les condamnant au sous-développement et à la misère, et enfin en orchestrant des coups d'Etat ou en menant des guerres coloniales dirigées contre les masses populaires des pays qui cherchaient à briser les liens les enchainant à la Françafrique !

Quand ces mauvais donneurs de leçons viennent dire à l'impérialisme chinois qu'il opprime soi-disant ses minorités nationales, le divorce avec la réalité est si flagrant que ce discours n'aboutit en fait qu'à renforcer les sentiments nationalistes en Chine.

Ces sentiments, instrumentalisés aujourd'hui à large échelle par l'impérialisme chinois, se développent d'autant plus facilement qu'ils ont de profondes racines et se nourrissent du terreau fertile des humiliations endurées par le peuple chinois au cours des deux derniers siècles : guerres de l'opium, colonialisme japonais, isolement diplomatique de "l'Etat-paria" dans les années 1950-1960, sentiment de supériorité de l'occident à l'égard de "l'atelier du monde", soutien étranger aux mouvements séparatistes enfin.

Même le séparatisme tibétain et les différends frontaliers sino-indiens sont intimement liés à la colonisation occidentale, en particulier britannique. Faisons-donc un petit retour en arrière...

Tout commença avec les Guerres de l'opium. Au 18<sup>ème</sup> siècle, la Chine impériale était déjà le pays le plus peuplé au monde. Les puissances coloniales n'envisageaient alors pas de partager par la force ce vaste pays très centralisé. Elles souhaitaient pourtant développer le commerce avec lui. Alors autosuffisante sur le plan alimentaire, la Chine impériale ne souhaitait pas ébranler son mode de production, stable depuis des siècles, et se montra très protectionniste au plan commercial. Le commerce du thé avec la Chine se développa cependant. En Chine, ce commerce eût des répercussions sociales : les famines qui ont frappé la Chine aux 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles sont en grande partie imputables à la conversion d'une partie des terres arables chinoises pour la lucrative culture du thé au lieu de celle du riz. Mais ces considérations étaient alors le cadet des soucis du Royaume-Uni très mécontent de son déficit commercial structurel avec la Chine qui n'importait que peu de produits britanniques. Une situation intolérable pour la bourgeoisie anglaise qui dès le 18<sup>ème</sup> siècle, lança à grande échelle un nouveau commerce lucratif destiné à rééquilibrer la balance commerciale avec la Chine : le trafic de drogue !

S'engagea alors un long bras de fer entre ces trafiquants de drogue occidentaux et le gouvernement impérial chinois. Dominé par la Compagnie britannique des Indes orientales, le commerce d'opium prit au fil des années des proportions de plus en plus gigantesques, malgré l'interdiction impériale du commerce de l'opium

décrétée dès 1729, qui devint alors officiellement un trafic. En 1796, l'empereur proclamait même la peine de mort pour les contrebandiers. En vain ! Trois décennies plus tard, le pouvoir impérial décidait donc de passer à l'étape supérieure. En 1839, il mena une vaste campagne de lutte contre l'opium à Canton, la plaque tournante du trafic : saisie de plus de 1 000 tonnes d'opium et fouille systématique des bateaux de commerce étrangers ! Alors que le pouvoir chinois demandait à la Reine d'Angleterre de faire cesser le trafic d'opium, menaçant de brûler tout navire coupable de contrebande, le gouvernement britannique envoya pour réponse... un corps expéditionnaire à Canton au nom de la défense du libre-échange !

Mais le pouvoir impérial chinois ne céda pas et interdit même « pour toujours » aux navires britanniques l'accès à Canton. Quelques mois plus tard, une armada britannique forte de milliers d'hommes et de centaines de canons prenait le large pour Canton... Ce fut le début de la première guerre de l'opium. En 1840, une fois sur place, la flotte bombardait Canton et prit possession de l'île de Hong Kong. Devant la puissance technologique de l'armée britannique, le pouvoir impérial céda et entama les négociations qui aboutirent en 1842 à la signature du traité de Nankin.

Ces accords stipulaient non seulement la reprise du commerce, mais aussi l'ouverture de plusieurs autres ports de commerce, la cession de Hong Kong au Royaume-Uni et même le remboursement du stock d'opium détruit ainsi que des indemnités de guerre ! Cerise sur le gâteau, les ressortissants britanniques bénéficiaient désormais de la juridiction consulaire signifiant qu'un litige entre un chinois et un britannique serait traité par une juridiction britannique sur base des lois britanniques... En 1844, la France et les USA obtinrent les mêmes avantages.

Dans ces conditions, bien que toujours illégal, le commerce de l'opium reprit de plus belle et en toute impunité pour les trafiquants de drogue étrangers, la France et les USA s'y investissant également de manière croissante. La combinaison des famines, du commerce de l'opium et de la présence étrangère imposée, déterminèrent une dégradation croissante de la situation économique, politique et sociale de la Chine tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle. Dans les campagnes comme dans les villes, les masses populaires souffraient des conditions imposées par les puissances étrangères, la civilisation chinoise millénaire se décomposait. Dans les villes comme dans les campagnes, les révoltes se multiplièrent.

Le pouvoir impérial chinois essaya donc à nouveau quelques années plus tard de mettre un terme au commerce de l'opium, provoquant à nouveau le courroux des puissances coloniales qui déclenchèrent la seconde guerre de l'opium (1856-1860), à laquelle le Royaume-Uni, mais aussi la France et les USA prirent une part active. En 1857, Canton fut à nouveau bombardé, cette fois par les anglais et les français. La guerre s'acheva par de nouvelles concessions du pouvoir impérial chinois parmi lesquelles on peut citer l'ouverture de nouveaux ports de commerce, la cession de territoires bordant l'île de Hong Kong, le paiement d'indemnités aux vainqueurs et... la légalisation du commerce de l'opium ! Nous renvoyons ici également à l'ouvrage cité d'Alain Peyrefitte qui relatait de manière juste les « **cent dix ans d'humiliation** » qui ont accompagné « **le partage du melon** » chinois...<sup>877</sup>

A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et au début du 20<sup>ème</sup> siècle, les consommateurs réguliers d'opium se comptaient en dizaines de millions en Chine. Confrontés à une situation politique de plus en plus instable en Chine, les puissances impérialistes démembrèrent tout ce qu'elles pouvaient de la Chine à leur profit, accélérant ainsi la décomposition du pouvoir impérial.

En 1911, la révolution chinoise mettait un terme à la dynastie Qing, affaiblie par ses capitulations successives. En 1912, la République de Chine était proclamée, avec Sun Yat-sen à sa tête. C'est à ce moment que la caste féodale au pouvoir au Tibet, qui ne voyait évidemment pas d'un bon œil l'avènement d'un nouveau régime affichant son ambition d'unifier et de moderniser la Chine — cela risquant de remettre en cause le servage séculaire —, que le 13<sup>ème</sup> Dalai-lama céda des territoires à l'Inde britannique en échange de la reconnaissance par le Royaume-Uni de son "indépendance" ! Les différends frontaliers sino-indiens remontent au dessin de cette frontière, appelée ligne McMahon.

Le Royaume-Uni considérait alors le Tibet comme un Etat-tampon entre ses colonies indiennes et la Chine. Ces territoires anciennement contrôlés par le Tibet, alors qu'il faisait partie de la Chine depuis des siècles, forment aujourd'hui la majeure partie de l'Etat indien de l'Arunachal-Pradesh, d'une superficie de 87 000 km<sup>2</sup>. Les territoires cédés par le pouvoir féodal tibétain sont naturellement revendiqués par la Chine qui n'a jamais reconnu la ligne McMahon, imposée par l'impérialisme britannique. A l'automne 1962, au cours d'une courte guerre qui tourna à la catastrophe pour l'armée indienne, la Chine récupéra 38 000 km<sup>2</sup> de territoire, une façon de montrer aux puissances impérialistes que l'époque où elles pouvaient se partager la Chine était bel et bien révolue !

Dans ces conditions, on comprend sans mal les réactions ulcérées de la presse chinoise quand ses concurrents impérialistes maquillés en "démocraties" déroulent le tapis rouge au Dalai-lama... Ce n'est pas seulement la réaction des dirigeants chinois, c'est aussi le sentiment des masses populaires chinoises, qui n'ont pas oublié l'histoire récente de leur pays et les menées hostiles des pays impérialistes au cours des deux derniers siècles ! Comme le soulignait l'éditorial du numéro spécial sur la Chine publié par le magazine *Le Point*, cette « **humiliation n'a pas été oubliée** » et son émergence en tant que grande puissance est synonyme pour la Chine « **de revanche sur l'Histoire** ». <sup>878</sup>

Les masses exploitées chinoises elles-mêmes ne peuvent donc que suivre leur propre impérialisme lorsque celui-ci encourage les membres de la "grande famille chinoise", à "redresser la nation chinoise" et à relever la tête, afin d'écrire de nouvelles pages, glorieuses celles-ci, de la civilisation chinoise. C'est cette histoire et cette perspective qu'illustre un clip musical diffusé au printemps sur CCTV-F :

**« Elle a subi les tempêtes  
Elle a été foulée aux pieds  
par les bottes des agresseurs  
Elle a été brûlée et dépecée  
et les puissances impérialistes se l'ont partagée  
Elle a soigné ses blessures et a relevé la tête  
et son cœur brûle encore malgré les humiliations**

**Après une longue nuit et mille difficultés,  
la voilà qui avance dans les lueurs de l'aurore »<sup>879</sup>**

Comme on le voit, la bourgeoisie chinoise est déterminée à ce que les masses populaires chinoises n'oublient pas les humiliations passées. Ces dernières constituent pour elle un puissant ciment de l'unité nationale et une puissante motivation pour laver les affronts. Jouer la carte du Dalai-lama est donc une option à double tranchant... Loin de déstabiliser l'impérialisme chinois, elle lui permet au contraire de fédérer encore plus étroitement autour de lui les masses populaires chinoises et de gagner en assurance sur la scène internationale.

C'est dans le contexte de l'offensive idéologique et diplomatique lancée par les pays impérialistes en déclin au début de l'année que l'impérialisme chinois envoya un signal fort à leurs milieux d'affaires.

Début février, la Chine inculpait quatre employés de Rio Tinto pour corruption et violation du secret commercial, dont un ressortissant australien, Stern Hu. Les inculpés étaient accusés d'avoir utilisé des dessous de table pour obtenir des secrets commerciaux de la part de sidérurgistes chinois, aboutissant ainsi à l'explosion des cours d'achat de minerai de fer importé, engendrant un surcoût estimé à plus d'un milliard de yuans.<sup>880</sup>

Le procès Rio Tinto, que les médias bourgeois d'occident avaient vu comme un « **test politique pour Pékin** »<sup>881</sup>, montra que le temps où certaines pratiques courantes sur lesquelles les autorités chinoises fermaient encore les yeux il y a quelques années était également révolu. Aujourd'hui, c'est tolérance zéro pour la corruption, y compris pour les exploiters étrangers !

« Les hommes d'affaires étrangers suivent ce procès de près. Pour eux, il donnera la mesure du climat des affaires en Chine, qui s'effectuent parfois dans des zones de flou juridique, à l'heure où les entreprises étrangères ont l'impression que le marché chinois se ferme à elles ».<sup>882</sup>

La presse bourgeoise des pays impérialistes en déclin se garda bien de prendre ouvertement parti en faveur des accusés au cours d'un procès dont la seule inconnue était la peine. Dès le début du procès, Stern Hu, qui dirigeait le bureau de Rio Tinto à Shanghai, avait en effet reconnu les faits de corruption et plaidé coupable. La question était donc de savoir si l'impérialisme chinois se montrerait indulgent ou sévère à l'égard des coupables, et en particulier du ressortissant étranger. A la fin du mois de mars le verdict tombait. Les accusés, reconnus coupables et ayant avoué, étaient condamnés à des peines de prison allant de sept à quatorze ans, à des confiscations de leurs biens et à des amendes. Stern Hu n'eût droit à aucun traitement de faveur et écopa d'une peine de prison de dix ans, la peine de quatorze ans ayant été prononcée contre le coupable ayant accepté davantage de pots-de-vin. L'Australie se garda bien de remettre en cause le verdict du procès et Rio Tinto annonça le licenciement des coupables.<sup>883</sup>

A l'instar du journal *Les Echos*, dans la presse des pays impérialistes en déclin, on ne cachait pas le fait que ce « verdict sévère », qui avait été « très attendu », inquiétait les multinationales implantées en Chine. **En effet, si tous les groupes étrangers « condamnent publiquement la corruption, beaucoup y sont confrontés au quotidien » :**



« Faudrait-il désormais que tous les patrons de boîtes étrangères commencent à s'inquiéter car il y a forcément eu dans leur structure des activités répréhensibles, qu'ils ont assumé ou non et que l'on va pouvoir à tout moment leur reprocher ? (...) Si, aujourd'hui, j'étais le directeur d'un groupe minier travaillant en Chine, je mettrais tous mes types en ligne et je m'assurerais que toutes les négociations que nous avons faites ont été blindées ». <sup>884</sup>

Notons au passage que le terme "confrontés" laisse entendre que les corrupteurs seraient davantage des victimes que des coupables... Bref, encore un souci de taille pour les investisseurs étrangers, qui devront affronter un danger de plus dans leurs affaires sur le marché chinois ! Qu'il est loin le "bon vieux temps" où les pays bourgeois d'occident pouvaient imposer leurs propres règlements commerciaux à la Chine et même l'immunité pénale pour leurs ressortissants !...

A la fin de l'année 2009, malgré les protestations et les appels à la clémence lancés par le premier ministre britannique, la justice chinoise exécutait un ressortissant britannique d'origine pakistanaise qui avait été condamné à mort un an plus tôt pour trafic de drogue. <sup>885</sup> Le trafiquant avait été arrêté au Xinjiang en possession de quatre kilogrammes d'héroïne, alors que le code pénal chinois prévoit la peine de mort pour un trafic excédant cinquante grammes de ce produit stupéfiant, preuve que l'impérialisme chinois ne badine pas avec la lutte contre la drogue, bien décidé à ne pas voir son "capital" jeunesse dégénérer comme celui des pays impérialistes en déclin ! L'exécution d'un ressortissant étranger était en outre un signal fort de Pékin, désireux de montrer à ses concurrents qu'il ne tolérerait pas les activités de subversion sur son sol et encore moins une nouvelle "guerre de l'opium"...

Quelques mois plus tard, la justice chinoise exécutait quatre ressortissants japonais condamnés pour trafic de drogue, mais le gouvernement et la presse japonaise s'étaient bien abstenus de condamner ces exécutions, le premier ministre japonais se bornant à déclarer que chaque pays avait « son propre système judiciaire » et qu'il s'abstiendrait de tout commentaire « qui pourrait apparaître comme une ingérence dans les affaires internes d'un autre Etat », au grand regret des élites bourgeoises des autres pays impérialistes en déclin... <sup>886</sup>

Au cours des derniers mois, chaque offensive des pays impérialistes en déclin fut donc suivie d'une puissante contre-offensive chinoise.

Finalement, dans le courant du printemps, la presse bourgeoise d'occident "oublia" Copenhague, le yuan, Google, le Dalaï-lama, etc., autant du fait de la pauvreté des arguments ressassés que pour ne pas gêner d'autres dossiers jugés prioritaires, en particulier le dossier iranien. Vers la mi-avril, le président américain assura ainsi que les USA respectaient « la souveraineté de la Chine concernant le dossier du taux de change de sa monnaie ». <sup>887</sup> En outre, avec l'aggravation de la crise de la dette grecque, les pays impérialistes en déclin avaient mieux à faire que de chercher des noises à l'impérialisme chinois pour se concentrer sur ses propres problèmes !

Il faut dire qu'alors que l'impérialisme chinois n'accepte plus de se laisser marcher sur les pieds et n'hésite pas à défendre ses intérêts propres sur la scène internationale, les pays impérialistes en déclin ont subi des revers bien plus sérieux encore que ces escarmouches post-climatiques qui ont marqué le début de l'année 2010.



## Afghanistan : La déroute — Episode II

Il y a plus de vingt ans, le social-impérialisme soviétique sonnait la retraite et quittait le territoire afghan. Quoique moderne et bien équipée, son armée avait été contrainte de jeter l'éponge après une décennie de guerre d'usure, impuissante à triompher face aux tactiques de guérilla mises en œuvre par la résistance talibane, alors soutenue par l'impérialisme américain.

Aujourd'hui, après près de dix autres années d'une guerre d'usure menée contre l'occupant américain, ce dernier emprunte un chemin qui, comme nous l'avions déjà souligné, n'est pas sans rappeler celui qui précéda l'effondrement du social-impérialisme soviétique.

Quelle est aujourd'hui la situation sur le terrain ?

Sur le front militaire, la situation des troupes d'occupation ne s'est pas améliorée avec le temps, bien au contraire : alors qu'en 2001-2004, les pertes annuelles de la coalition impérialiste étaient réduites et stables (avec une moyenne de 49 soldats tués), elles n'ont cessé d'augmenter rapidement ensuite, avec 131 tués en 2005, 191 tués en 2006, 232 tués en 2007, 295 tués en 2008 et... 520 tués en 2009 ! Ne sont pas comptés les milliers de soldats et de policiers afghans tués depuis le début du conflit pour avoir collaboré avec l'occupant...

Sans surprise, l'année 2009 a été très productive pour les résistants afghans, la crise économique ayant frappé leurs agresseurs les ayant visiblement motivé comme jamais !

Confronté à une intensification de la résistance afghane, le général Stanley McChrystal, commandant des forces d'occupation en Afghanistan, réclamait au début de l'automne 2009 l'envoi de 40 000 soldats américains supplémentaires : « **la situation en Afghanistan est grave** » mais « **ce serait une erreur d'y restreindre les objectifs militaires, malgré les récents revers** ». <sup>888</sup>

En 2009, les troupes d'occupation comptaient 113 000 soldats étrangers, dont 71 000 soldats américains. L'impérialisme français y a un contingent d'environ 3 750 soldats. <sup>889</sup> Il faudrait également ajouter aux effectifs des armées régulières quelques milliers de mercenaires engagés par des firmes militaires américaines et britanniques privées.

Au cours des derniers mois, la résistance afghane a remporté plusieurs victoires majeures sur les troupes d'occupation. Signalons par exemple la bataille qui s'est déroulée à la base américaine avancée de Kamdesh le 3 octobre 2009, dans la province du Nouristan. Au cours de cette bataille, la résistance afghane a infligé de lourdes pertes aux 50 soldats américains qui se sont trouvés assiégés, faisant 8 morts et 24 blessés dans leurs rangs, et contraignant l'Etat major américain à évacuer l'ensemble de ses bases avancées de la province pour se replier dans la capitale provinciale. Face aux victoires de la résistance afghane qui contraignent toujours plus les troupes d'occupation à se replier dans les villes, le président Hamid Karzaï est de plus en plus désigné comme le "maire de Kaboul", un maire intérimaire qui reste le moins souvent possible en Afghanistan, lui préférant la tranquillité de Dubaï...

Quelques semaines plus tard, la démission d'un haut diplomate américain en poste en Afghanistan et aux états de service irréprochables, mettait dans l'embarras Washington en devenant « **le premier représentant officiel des Etats-Unis à renoncer à ses fonctions par opposition à cette guerre** ». Ce diplomate demandait : « **pourquoi et dans quel but continuer cette guerre ?** »...<sup>890</sup>

L'impérialisme américain n'avait évidemment pas besoin de cette publicité à un moment où le président fraîchement nobélisé se demandait comment il allait bien pouvoir faire avaler la couleuvre à l'opinion publique américaine et internationale afin d'obtenir des renforts militaires, sans pour autant passer pour un vilain va-t-en-guerre... Selon un sondage publié par le *Washington Post* une majorité d'Américains était alors à ce moment déjà opposée à un prolongement du conflit.

Pour trouver une solution à ce problème complexe, le président américain a d'abord pensé à refaire le coup du calendrier de retrait des troupes, comme en Irak, mais le Pentagone s'est fermement opposé cette idée même, arguant le fait que « **fixer une date butoir serait une erreur stratégique** » car cela sonnerait comme « **un encouragement pour Al-Qaïda et les talibans** », avant d'ajouter qu'un « **échec en Afghanistan serait un grand échec pour les Etats-Unis** ». <sup>891</sup>

Suivant aveuglément les recommandations du puissant lobby militaro-industriel américain, Barack Obama, est de plus en plus décrié dans son propre camp, au sein duquel certains s'inquiètent du « **ressentiment de la population** » provoqué « **par la présence américaine en Afghanistan** », un sentiment qui se propage dans toute la région et qui « **déstabilise le Pakistan** ». Même parmi les républicains, certains commencent à dire à haute voix qu'il est désormais « **temps de sortir d'Afghanistan** ». <sup>892</sup>

Hélas, pour l'impérialisme américain, le risque est grand de perdre de nombreuses plumes dans cette affaire, quelle que soit l'option retenue :

- Continuer une guerre d'usure impossible à gagner face à un ennemi insaisissable, avec le risque d'accroître les sentiments anti-américains dans la région et de provoquer une extension incontrôlable de la lutte armée anti-coloniale partout où sont présentes des troupes d'occupation américaines, sans compter le risque de se mettre à dos une opinion publique américaine et internationale de plus en plus hostile au conflit. Les millions d'américains au chômage estiment en effet que les centaines de milliards de dollars dépensés dans cette guerre seraient mieux utilisés pour essayer de combattre la crise économique...
- Ou bien sonner la retraite, avec le risque que cette défaite soit perçue par les régimes bourgeois-compradore du monde comme un feu vert pour se lier librement avec le partenaire impérialiste de leur choix, sans plus avoir de comptes à rendre au gendarme du monde et à ses laquais impérialistes d'Europe... En effet, comme le rapporte l'agence de presse chinoise, un retrait américain aurait toutes les chances d'être interprété « **comme une victoire sur les Etats-Unis, ce qui ressemblerait au retrait de l'ancienne Union soviétique en 1989** ». <sup>893</sup>

Quelques semaines plus tard, le président américain se rangeait du côté du puissant lobby l'industrie de l'armement et annonçait l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires au nom de la défense d'un « **intérêt national vital** ». « **Les talibans ont gagné du terrain** », reconnaissait-il, avant d'affirmer que la guerre n'était pas perdue pour autant... Inutile d'insister longuement sur les perspectives de victoire évoquées par Barack Obama afin d'encourager les jeunes bidasses américaines à aller se sacrifier pour préserver l'image de gendarme international tout-puissant — si chère à l'impérialisme américain qui sait bien que sans elle les tendances séparatistes croissantes s'épanouiraient librement au sein de ses zones d'influence —, quand on sait que

**« de l'aveu même du général McChrystal, le "maire de Kaboul", maintenu en place par la fraude électorale, a réalisé la prouesse incroyable de rendre une partie du peuple afghan « nostalgique de la sécurité et de la justice du régime taliban »... »**<sup>894</sup>

Au lendemain de l'annonce du président américain, dans un communiqué de presse, la résistance afghane raillait la décision du président américain et déclarait que l'envoi de renforts leur permettrait « **d'accroître leurs attaques et d'ébranler l'économie américaine** » « **déjà en proie à la crise** ». Il ajoutait que Barack Obama n'avait fixé à juillet 2011 la date du début de retrait des troupes américaines « **que pour ménager la susceptibilité des Afghans et réduire l'opposition de l'opinion américaine à la guerre** », mais que « **ce stratagème ne serait pas payant** ».<sup>895</sup>

Sur le front de la "démocratie" (bourgeoise), les choses ne sont pas meilleures que sur le front militaire : on ne peut pas dire que l'Afghanistan ait fait beaucoup de progrès. A l'automne 2009, deux mois après l'élection présidentielle afghane, les résultats du vote n'étaient toujours pas connus. Ce qui était par contre unanimement reconnu, c'est la fraude ayant entaché le scrutin :

« Un document confidentiel de l'ONU, révélé mercredi par la presse américaine, fait état de fraudes massives à l'élection présidentielle afghane. (...) Les observateurs afghans et internationaux ont notamment signalé de nombreuses irrégularités, la majorité commises au profit du président sortant Hamid Karzaï ».<sup>896</sup>

Certes, Karzaï a truqué les élections présidentielles afghanes, mais Washington les avait pré-truqué en excluant toutes les partis politiques s'opposant à l'occupation occidentale... Pourquoi donc désavouer publiquement Karzaï Pourquoi ces tensions entre l'impérialisme américain et sa marionnette indigène ?

Comme le soulignait Eric Margolis<sup>897</sup> dans un article publié au printemps 2010 dans le *Toronto Sun* et intitulé « **La marionnette américaine coupe ses fils** »,

« Karzaï sait que le seul moyen de mettre fin au conflit en Afghanistan est de donner sa place à la majorité pachtoune de la nation et à son bras armé, les talibans. Le compromis politique avec les talibans est la seule — et inévitable — solution ».

Depuis deux ans, la marionnette se rebelle donc au point d'avoir engagé des pourparlers de paix avec les talibans, sans évidemment demander leur avis aux pays impérialistes en déclin... Une solution qui déplaît évidemment à l'impérialisme américain, bien « déterminé à remporter une victoire militaire en Afghanistan » « pour sauver la face en tant que grande puissance ». Mécontent, celui-ci cherche aujourd'hui à se débarrasser d'un ancien allié devenu bien encombrant...

Washington a donc du intervenir en faisant arrêter les négociateurs talibans venus au Pakistan négocier avec les émissaires de Karzaï qui, « **contrecarré par le gouvernement américain sur le compromis avec les taliban** », « **a commencé à défier ouvertement ses patrons** » :

« Karzaï a riposté en accusant les Etats-Unis de truquage des élections. Il a demandé à plusieurs reprises aux militaires américains de ne plus tuer tant de civils afghans. Puis, Karzaï a laissé tomber une bombe, en affirmant que les USA occupaient l'Afghanistan pour dominer la région de la mer Caspienne, riche en énergies, et non en raison des talibans ou de l'inexistante Al-Qaïda. Karzaï a déclaré que les talibans « résistaient à l'occupation occidentale ». (...) Karzaï a même affirmé en plaisantant à demi-mot qu'il pourrait rejoindre les talibans. Washington a eu une attaque d'apoplexie ».

Pourquoi ce soudain revirement de Karzaï ? Pourquoi maintenant et pas avant ? Bien sûr, il y a la flambée de la résistance à l'occupation qui laisse peu de doutes sur la défaite inévitable des occupants. Mais selon l'article, il apparaît évident que « **l'audace retrouvée de Karzaï** » est avant tout « **due au fait que l'Inde et la Chine sont impatientes de prendre la place de la domination américano-anglo-otanienne sur l'Afghanistan** ». <sup>898</sup>

Au début du mois de mars, le président iranien s'était rendu à Kaboul où il avait rencontré le président Afghan. <sup>899</sup> Deux semaines plus tard, à l'occasion d'une visite surprise, c'était au tour du président américain de rencontrer le président afghan. <sup>900</sup>

« Un membre du parlement afghan a révélé que le président américain a vivement critiqué son homologue afghan, lors de sa récente visite à Kaboul, en raison des déclarations anti-américaines du président iranien, à Kaboul. Ce parlementaire, qui a souhaité garder l'anonymat, a dit qu'Obama, sur un ton virulent et offensant, avait chapitré Karzaï, pour avoir autorisé Ahmadinejad à profiter de la tribune qu'offrait l'Afghanistan, pour se prononcer contre les Américains ». <sup>901</sup>

Comme on le voit, la crise économique et le pouvoir d'attraction de l'impérialisme chinois sont encore passés par là ! L'impérialisme chinois a en effet beaucoup plus à apporter aux bourgeoisies compradore que les pays impérialistes en déclin. La voie des négociations prônée par l'impérialisme chinois (visant à assurer la paix sociale et un minimum de développement économique) n'arrête pas de faire de nouveaux émules au cœur même des zones d'influences des pays impérialistes en déclin !

Pour être certain de maintenir fermement la bride de Karzaï, l'impérialisme américain a donc décidé l'envoi de renforts et de nouvelles offensives contre la résistance afghane. Au début du mois de février, les forces de l'OTAN déclenchaient une vaste offensive dans la province d'Helmand, située dans le sud de l'Afghanistan. Près de 5 000 soldats américains y participaient. <sup>902</sup>

Quelques semaines plus tard, les autorités afghanes [c'est-à-dire Washington], imposaient « **un black-out sur la couverture instantanée par la presse des attaques des talibans, considérant qu'elle encourageait les islamistes dans leurs coups de main** ». <sup>903</sup> Visiblement, l'offensive ne se passait pas aussi bien que prévue...

Au printemps 2010, le directeur de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) déclarait que la sécurité s'était tellement détériorée en Afghanistan au cours des derniers mois que le personnel étranger de l'UNHCR ne pouvait plus se rendre sur la moitié du territoire afghan... <sup>904</sup>

Au début du mois de juin, les troupes d'occupation enregistraient un nombre record de pertes. Rien que le 7 juin, ce sont 10 soldats de l'OTAN qui furent tués en Afghanistan.<sup>905</sup> Le 21 juin, un hélicoptère Chinook s'écrasait, deux semaines après le crash d'un autre appareil. Le Pakistan voisin ne fut pas non plus épargné. Le 8 juin, un convoi de ravitaillement de l'OTAN transitant par le Pakistan était attaqué à proximité de la capitale pakistanaise, illustrant « l'insécurité croissante qui règne au Pakistan ». Bilan : plus de cinquantaine de camions de l'OTAN détruits.<sup>906</sup>

Dans ces conditions, l'année 2010 s'annonce comme un "bon crû" pour les résistants afghans : les mois de juin-juillet-août ont été les plus meurtriers depuis le début de l'occupation coloniale et le mois de septembre n'était pas encore achevé que les pertes des troupes d'occupation se montaient déjà à 529 tués pour l'année en cours, dépassant les pertes enregistrées durant toute l'année 2009 !<sup>907</sup> Le précédent record de l'année 2009 sera donc largement battu.

C'est dans ces conditions qu'au début de l'été, le président polonais par intérim et candidat à la présidence annonçait sa volonté de réduire les effectifs des troupes polonaises en 2011 et de procéder à leur retrait complet d'ici 2012, ajoutant qu'il était temps que la Pologne « redéfinisse sa présence en Afghanistan et propose la redéfinition des règles de la mission de l'OTAN ».<sup>908</sup> Un retrait qui n'est pas sans conséquences, la Pologne y déployant un contingent de 2 500 soldats.

Quelques semaines plus tard, le contingent néerlandais, fort de 1 950 hommes, quittait l'Afghanistan, en dépit du souhait de l'OTAN de voir prolongée la mission des Pays-Bas d'un an, jusqu'en août 2011. La question de la prolongation de la mission des troupes néerlandaises avait provoqué la chute du précédent gouvernement de coalition en février.<sup>909</sup>

Les rangs de l'OTAN commencent donc à se fissurer à un moment où l'administration Obama, confrontée à une résistance afghane croissante, évoque de plus en plus le recul de l'échéance initiale du début de retrait de ses troupes qui avait été fixée à juillet 2011...

Comment justifier ce contretemps dans le calendrier de retrait aux yeux de l'opinion publique américaine et justifier de nouvelles années d'occupation coloniale ? En montrant l'intérêt économique des USA à rester en Afghanistan. A la mi-juin, le *New York Times* révéla que selon une étude géologique effectuée en 2004 par des géologues américains, poursuivant des travaux de prospection précédents menés par le social-impérialisme soviétique en 1980, le sous-sol afghan regorgeait de richesses naturelles, en particulier du minerai de fer, de cuivre et du lithium pour un montant d'au moins 1 000 milliards de \$, « un potentiel stupéfiant » qui vaut largement que l'on réfléchisse à deux fois avant de partir...<sup>910</sup>

Exit donc les faux prétextes "démocratiques" pour justifier l'occupation coloniale, et retour à des prétextes en monnaie sonnante et trébuchante ! Mais aux USA, cette annonce fût ressentie comme étant à double tranchant : certains analystes soulignèrent ainsi qu'elle risquait de renforcer la détermination des talibans à se battre jusqu'au bout...

Au même moment, le Général McChrystal critiqua vertement la stratégie de l'administration Obama en Afghanistan. Il n'en fallut pas moins pour qu'il soit

limogé, sa conduite menaçant « de saper la confiance des troupes et des stratèges américains ». <sup>911</sup> Dans un communiqué daté du 26 juin, le porte-parole de l'Emirat Islamique d'Afghanistan, Qari Youssouf Ahmadi, ne manqua pas de donner l'appréciation de la résistance afghane sur le renvoi du commandant en chef de l'OTAN.

« Les raisons du renvoi de McChrystal ne sont pas dues à ses propos dans la presse, mais à une victoire de nos moudjahidines, qui ont permis de repousser l'ennemi et, au final, de déjouer la nouvelle stratégie d'Obama. Le président américain voudrait s'exonérer de ses choix, en faisant porter le poids de l'échec de cette stratégie sur l'armée et plus particulièrement sur le général McChrystal, cela afin de sauver la face et celle de la mafia internationale qui le soutien. Obama et McChrystal ont réalisé des opérations d'une force et d'une brutalité sans précédent, n'hésitant pas à perpétrer des attentats sanglants au sein des populations civiles pour les attribuer ensuite aux moudjahidines, dans le but de discréditer les forces de résistance qui se battent contre l'occupant étranger. Peu importe les stratégies mises en place par les américains, nous le répétons à nouveau : l'Afghanistan sera leur tombeau. Au général Petraeus, qui va remplacer McChrystal, et à ses armées, nous promettons, avec l'aide de Dieu, une défaite sanglante ». <sup>912</sup>

Quelques jours plus tard, un général français jugeait que le limogeage du général McChrystal ouvrait « un débat sur la tactique choisie » à un moment où « la situation sur le terrain n'a jamais été pire », critiquant notamment la « voie moyenne » choisie par Barack Obama et qui avait manifestement de la « peine à fonctionner ». <sup>913</sup> Des propos qui ne manquèrent pas de lui attirer des ennuis...

A la fin du mois de juillet, un « événement de dimension historique », la fuite de plus de 90 000 documents officiels secrets portant sur la guerre d'Afghanistan, essentiellement d'origine américaine, révélait que les services secrets américains soupçonnaient les services secrets pakistanais de soutenir et de financer en sous-main la résistance afghane, une révélation des plus embarrassantes étant donné que le Pakistan est censé être l'allié des USA dans la région... <sup>914</sup> Ces documents remontant jusqu'à 2004 furent transmis d'abord transmis par *Wikileaks* au *New York Times*, au *Guardian* et au *Spiegel* avant d'être publiés sur internet. <sup>915</sup>

Au moment où le *Guardian* estimait que ces documents donnaient « **une image dévastatrice de la guerre en état d'échec en Afghanistan** », la Maison Blanche « condamnait fermement » la publication de ces « informations confidentielles par des personnes et des organisations qui pourraient mettre en péril la vie d'Américains et de [leurs] alliés, et menacer [la] sécurité nationale ». <sup>916</sup>

Pour le fondateur de *Wikileaks*, il ne fait aucun doute que la portée historique de cette publication est comparable à celle des *Pentagon Papers*, un rapport de plus de 7 000 pages détaillant la politique militaire américaine au Vietnam entre 1945 et 1967. <sup>917</sup>

Rédigé en 1967 par des officiers militaires américains, ce rapport fut communiqué clandestinement au *New York Times* en 1971. La publication d'extraits de ce document par le *New York Times* puis le *Washington Post* rendit folle de rage l'administration Nixon qui tenta à l'époque d'obtenir de la Cour Fédérale une décision de justice contraignant ces deux journaux à faire cesser ces publications. Le contenu de ce rapport, dévoilant au grand jour les crimes de guerre américains au



Vietnam et au Laos, contribua grandement à achever de détruire tout soutien à la Guerre du Vietnam dans l'opinion publique américaine.

Aujourd'hui, ces "*Pentagon Papers II*" circulent librement sur internet et aucune cour de justice ne pourra donc en faire cesser la publication... A un moment où une majorité d'américains est déjà opposée à la poursuite de l'occupation militaire de l'Afghanistan, cette publication constitue une cuisante défaite de plus dont l'administration Obama — déterminée à poursuivre cette sale guerre coloniale —, se serait bien passée !

Il ne fallut pas attendre longtemps pour que fusent les premières réactions. Au lendemain de leur publication, un ancien ministre français de la défense appelait ainsi au retrait du contingent français d'Afghanistan. Pour Paul Quilès, il est évident que la présence de l'OTAN « **contribue d'une certaine façon à alimenter l'insécurité** ». En outre, « **contrairement aux affirmations officielles, cette guerre n'est plus, depuis longtemps, une guerre contre le terrorisme international** » :

« Les partisans du djihad international et d'Al-Qaïda, peu nombreux et isolés en Afghanistan, sont largement repliés au Pakistan. Ce n'est pas cette poignée de fanatiques que combattent les 150 000 militaires étrangers aujourd'hui présents en Afghanistan, mais trois mouvements, dont les objectifs sont d'abord nationaux et qui bénéficient d'un soutien significatif, surtout parmi la moitié pachtoune ».<sup>918</sup>

Une guerre visant à détruire le mouvement de libération nationale afghan. Voilà donc la réalité que reconnaissent aujourd'hui à demi-mot les rares experts bourgeois honnêtes. Rien d'étonnant donc, à ce que l'occupation coloniale rencontre une large opposition des masses populaires afghanes.

Au début du mois d'août, le président pakistanais déclara que « la communauté internationale » était « en train de perdre la guerre contre les talibans » avant tout parce qu'elle n'était pas parvenue à « gagner le soutien de la population afghane ».<sup>919</sup>

Si en 2003 la guerre d'Irak montra au monde que l'armée américaine pouvait rapidement venir à bout d'une armée régulière moins bien équipée, du fait d'une supériorité technologique écrasante, les faits d'arme de la résistance afghane et les attentats quasi-quotidiens en Irak — à titre d'exemple, le double attentat suicide du 18 juillet 2010 fit 48 tués parmi les membres des forces de sécurité irakiennes<sup>920</sup> —, montrent que même l'armée régulière la plus moderne est impuissante face à une guerre de guérilla.

Si l'invasion de l'Irak avait montré les forces de l'armée américaine, son enlèvement en Afghanistan dévoile chaque jour un peu plus les faiblesses de cette armée d'occupation. Les troupes d'occupation sont chaque jour davantage haïes par les masses populaires afghanes, victimes des contrôles, des brimades et des humiliations infligées quotidiennement par les occupants terrorisés, paranoïaques retranchés dans leurs bases avancées et voyant dans chaque civil afghan un "terroriste" potentiel, une crainte qui s'étend même aujourd'hui aux forces militaires et de sécurité régulières afghanes dont plusieurs éléments ont déjà retourné leurs armes contre les armées d'occupation "alliées"...

C'est dans ces conditions qu'à l'automne 2009, le chef d'état-major adjoint de l'armée de Terre déclarait que l'armée américaine enregistrerait un nombre record de suicides.<sup>921</sup>

Tout aussi symptomatique du malaise profond qui touche l'armée américaine, la fusillade ayant fait 13 morts et 29 blessés dans la base texane de Fort Hood le 5 novembre 2009. Son auteur : un commandant d'origine palestinienne, psychiatre de l'armée de terre, chargé de s'occuper de soldats blessés dans les pays occupés par les USA et de la préparation psychologique des soldats qui s'apprêtaient à y partir.<sup>922</sup>

Une psychose qui ne doit pas être réservée aux simples recrues. A la fin de l'année 2009, le médecin jordanien Humam Khalil Abou-Mulal frappa la CIA « en plein cœur ». Cet agent double censé travailler pour la CIA travaillait en fait pour Al-Qaïda. Le 30 décembre, équipé d'une ceinture de martyr, il se fit exploser sur une base américaine en Afghanistan et tua neuf personnes dont sept américains : deux gardes de Blackwater et cinq agents de la CIA, dont la principale experte américaine d'Al-Qaïda.<sup>923</sup>

Dernière faiblesse des troupes d'occupation révélée par la guerre de guérilla : leur condition physique, un autre miroir des contradictions du système mondial de l'impérialisme et un autre reflet de la décomposition et de la décadence des pays impérialistes en déclin.

Au Royaume-Uni, une note diffusée récemment au sein de l'armée soulignait « l'évolution inquiétante de l'obésité » qui a contraint l'armée à déclarer des milliers de soldats « inaptés au déploiement ».<sup>924</sup>

Selon une étude menée par l'Armée américaine, la proportion de jeunes américains (17-24 ans) trop gros pour servir dans l'armée se montait à 27 % en 2005. En 2008, 39 des 50 Etats fédérés américains ont rapporté que plus de 40 % des jeunes adultes étaient obèses ou en surpoids. De nombreux haut-gradés de l'armée pressent aujourd'hui le Congrès américain pour qu'il légifère sur un programme d'alimentation scolaire destiné à remédier à l'obésité massive qui « menace notre puissance militaire future » et constitue un « très sérieux problème d'un point de vue de la sécurité nationale ».<sup>925</sup> Pas facile en effet de traquer de sveltes résistants talibans sur les versants des montagnes afghanes !

Outre ces problèmes de "sécurité nationale", l'obésité de masse pose d'autres problèmes aux pays impérialistes en déclin.

Selon un institut de recherche américain, les dépenses médicales liées à l'obésité ont représenté 147 milliards de \$ en 2008, soit 9,1 % du total des dépenses de santé du pays, contre 6,5 % en 1998. En 2008, le coût des dépenses de santé d'une personne obèse a dépassé en moyenne de 42 % celui d'une personne ne souffrant pas de surpoids. Alors que 26,7 % de la population américaine souffre d'obésité, soit 72 millions de personnes, le Centre de prévention et de contrôle des maladies (CDC) souligne qu'il est devenu urgent d'adopter « **des mesures efficaces pour contenir et réduire l'énorme charge que représente l'obésité pour notre nation** ».<sup>926</sup>

Alors qu'en 2007 les dépenses de santé représentaient 16 % du PIB américain, elles en représentaient 8 à 11 % pour les principaux impérialistes d'Europe, ce qui n'empêchait pas 46 millions d'américains, soit 15% de la population, d'être sans assurance maladie !<sup>927</sup>

De même, au royaume de l'obésité, tout le monde ne mange pas à sa faim ! Rappelons d'abord que l'agriculture américaine est la première agriculture exportatrice du monde. Selon une vaste enquête de *Feeding America*, le nombre des américains souffrant de la faim et nécessitant que les œuvres caritatives leur apportent une aide alimentaire a explosé, passant de 25 à 37 millions au cours de la période 2006-2009, soit 12 % de la population des USA. La population américaine d'origine noire et hispanique a reçu 55 % de l'aide alimentaire, alors qu'elle représente moins du tiers de la population américaine.<sup>928</sup>

Si la situation n'est pas aussi mauvaise en France, le seul pays impérialiste occidental en déclin qui ait remporté des succès dans la lutte contre l'obésité, la part des adolescents en surpoids reste tout de même élevée, bien qu'elle ait légèrement diminué au cours de la période 2000-2009, passant de 18 % à 16 %.<sup>929</sup>

Dans les pays dépendants, ces problèmes d'obésité de masse sont inconnus, car réservés aux "pays riches". Là-bas, c'est la malnutrition de masse qui est la règle...



## La farce du nucléaire iranien : l'arroseur arrosé...

En 1979, la révolution iranienne a balayé le régime féodal-bourgeois-compradore du Shah instauré dans les années 1950 par les USA. Cette révolution démocratique bourgeoise fut orientée contre le capital étranger et ses contremaîtres indigènes. Elle aboutit à la nationalisation de toute la grande industrie du pays et se donna pour but de faire de l'Iran un pays moderne, décidant lui-même de la façon dont devaient être utilisées ses richesses naturelles.

Un cours qui ne plaisait évidemment pas aux pays impérialistes d'occident, et en particulier aux USA, qui avaient non seulement perdu le contrôle sur les richesses pétrolières et gazières du pays, mais qui était alors confrontée à la perspective inquiétante de voir l'économie iranienne se renforcer. Dès le printemps 1980, les USA décrétèrent des sanctions économiques à l'égard de l'Iran. Quelques mois plus tard, moyennant la fourniture d'armes et de technologies à Saddam Hussein, les USA et ses alliés poussèrent l'Irak à envahir le territoire de la jeune république.

Les pays impérialistes et leurs laquais locaux imposèrent ainsi à la république d'Iran une guerre cruelle. Mais au fil des années, il devint évident que l'Irak ne pourrait pas remporter la guerre, malgré un large soutien des pays impérialistes d'occident et de l'URSS social-impérialiste qui fournirent à l'Irak de grandes quantités d'armes, y compris des armes chimiques qui servirent de prétexte à l'invasion de l'Irak quelques années plus tard... La guerre Iran-Irak prit fin en août 1988.

Cette guerre imposée à l'Iran fit des centaines de milliers de victimes, et causa au pays des pertes et des destructions économiques se chiffrant en centaines de milliards de \$. Malgré tout, l'Iran resta neutre pendant la Guerre du Golfe en 1991, et permit même à l'aviation irakienne de se poser en Iran et aux réfugiés irakiens de pénétrer son territoire.

L'Impérialisme américain ne s'illustra pas seulement comme commanditaire de la guerre Iran-Irak et comme l'un de ses principaux fournisseurs d'armes. Deux mois avant la fin de la guerre, le 3 juin 1988, le croiseur lance-missiles américain USS Vincennes qui naviguait dans les eaux territoriales iraniennes du détroit d'Ormuz abattit un avion de ligne civil iranien, l'airbus A-300 du vol IR-655. Bilan : aucun rescapé et 290 civils tués, la plupart de nationalité iranienne. L'avion civil fut officiellement pris pour une menace par le croiseur, car confondu avec un chasseur iranien F-14 Tomcat... Une version qui prouve soit l'incompétence des responsables de ce massacre — comment un système de détection moderne peut-il confondre la signature radar d'un chasseur avec celle d'un gros avion de ligne : ce serait comme prendre un aigle pour un moineau ! —, soit, plus probablement leur malhonnêteté et leur volonté de se venger de l'Iran... En dépit de la plainte internationale déposée par l'Iran, les responsables de ce massacre ne furent jamais inquiétés et furent même... décorés !

A l'instar de la bourgeoisie nationale chinoise qui dut mener une longue lutte de libération nationale contre l'occupant étranger, la bourgeoisie nationale iranienne possède une compréhension poussée des problèmes posés à un ex-pays colonial

souhaitant briser son arriération économique dans un contexte international hostile.

Quand le Shah fut renversé, la bourgeoisie nationale iranienne était parfaitement consciente qu'elle avait un talon d'Achille : un peuple composé de dizaines de groupes ethniques différents, donnant aux pays impérialistes l'occasion de jouer sur ce tableau. Il fallait donc trouver un ciment à l'unité nationale. Ce ciment, ce fut d'abord l'Islam. Ce fut également l'héritage de la culture perse millénaire. A l'instar de la bourgeoisie nationale chinoise, la bourgeoisie nationale iranienne vise en quelque sorte au "redressement de la nation perse". Si le poids démographique de l'Iran ne peut lui assurer un rayonnement économique et culturel à l'échelle mondiale, l'Iran possède par contre un potentiel certain pour rayonner à une échelle régionale. Mise à part une minorité d'éléments pro-occidentaux constitués de débris bourgeois-compradore et d'étudiants fascinés par le mode de vie occidental, la cohésion nationale de l'Iran apparaît comme très forte.

En dépit de son qualificatif religieux, l'Iran est bel et bien une république démocratique-bourgeoise progressiste, loin des monarchies pétrolières du Golfe Persique et loin de la "démocratie" de l'Etat sioniste, que le célèbre intellectuel juif-américain Noam Chomsky qualifie très justement de régime « d'Apartheid ».<sup>930</sup>

L'Iran abrite d'ailleurs la plus grande communauté juive du Moyen-Orient (en dehors de l'Etat sioniste), et la minorité juive n'y est pas parquée comme le peuple palestinien l'est par les sionistes. La minorité juive d'Iran ne souffre même pas d'amalgame avec l'Etat d'Israël, les autorités iraniennes n'étant nullement antisémites, mais seulement antisionistes. Au parlement iranien siègent même des représentants de la minorité juive, sans que cela donne lieu, comme à la Knesset, à des pugilats racistes...

Peuplée de 66 millions d'habitants, l'Iran est aujourd'hui un obstacle sérieux à la mainmise de Washington sur les réserves pétrolières et gazières mondiales. La bourgeoisie nationale iranienne connaît en effet par cœur la politique coloniale des pays impérialistes en déclin ainsi que leurs tentatives de déstabilisation. L'Iran est également clairement engagé dans la voie de devenir une puissance impérialiste d'envergure régionale, comme en témoignent ses ambitions industrielles et scientifiques. Il suffira d'évoquer l'ambitieux programme spatial iranien qui vise notamment à placer sur orbite ses propres satellites géostationnaires et à réaliser des vols habités à l'horizon 2017.<sup>931</sup> C'est dans cette optique qu'au début de l'année 2010, l'Iran procéda au lancement d'une fusée avec quelques petits animaux à son bord.<sup>932</sup> Un lancement que Washington ne manqua pas de qualifier d' « acte de provocation ».<sup>933</sup> En 2010, l'Iran a prévu de placer en orbite par ses propres moyens deux satellites de télécommunications et de surveillance de fabrication nationale.<sup>934</sup> L'Iran est donc indéniablement l'ennemi juré des pays impérialistes en déclin et de leur chien de garde sioniste.

Aujourd'hui étroitement liée à l'impérialisme chinois, qui est son premier partenaire commercial et de très loin le premier investisseur étranger, l'Iran est l'un des rares pays à n'avoir pas connu de récession économique en 2009. L'Iran est surtout le seul pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient à posséder une industrie assez diversifiée incluant les bases d'une industrie de production des moyens de

production. L'Iran possède par exemple la plus puissante industrie métallurgique du Moyen-Orient. En 2009, la production d'acier iranienne a augmenté de 9 % en glissement annuel, atteignant 10,9 millions de tonnes, une valeur voisine de celle de pays impérialistes en déclin comme la France et le Royaume-Uni.

Il y a d'ailleurs un indice qui ne trompe pas et qui illustre la voie dans laquelle est engagée l'Iran. En 2008, les exportations de combustibles ont représenté 82 % de ses exportations marchandes. Une proportion à comparer avec celle de la Russie (66 %) ou avec celle de pays exportateurs de pétrole — à l'instar de l'Arabie Saoudite, du Koweït, du Nigéria, de l'Angola, de l'Algérie et du Venezuela —, pour lesquels les exportations de combustible ont représenté de 90 à 99 % de leurs exportations marchandes !<sup>935</sup>

L'Iran possède ainsi l'économie la plus diversifiée de tout le Moyen-Orient. En témoigne la croissance de l'industrie automobile iranienne au cours de la dernière décennie. En 1999, l'Iran avait produit 0,12 million de véhicules à moteur. En 2009, le pays a conquis la douzième place mondiale avec 1,40 million de véhicules à moteur, derrière le Canada (1,49 million), mais plus très loin de la France (2,05 millions), et déjà assez largement devant des pays comme le Royaume-Uni (1,09 million), l'Italie (0,84 million) et la Russie (0,72 million).<sup>936</sup>

La bourgeoisie nationale iranienne utilise donc clairement à utiliser une partie des revenus de la manne pétrolière pour être capable de vendre autre chose que du gaz et du pétrole, un constat qui vaut également pour le Venezuela qui a aujourd'hui des ambitions économiques comparables. Cela déplaît naturellement aux pays impérialistes en déclin. Mais il est à priori difficile pour eux de se lancer dans une guerre frontale contre l'Iran.

Outre la lutte de libération nationale dont l'intensité surpasserait celle d'autres pays récemment victimes de la politique coloniale des pays impérialistes en déclin, comment réagirait Pékin confronté à une agression militaire de l'Iran ? On a déjà vu que la Chine n'a pas encore les moyens de projection suffisants de ses forces armées pour envisager une confrontation armée directe avec les USA loin de son territoire. La Chine dispose cependant d'armes économiques redoutables. La vente des bons du Trésor américain ou l'adoption d'un embargo économique total mettrait à genoux les USA, sans compter la résistance armée qu'opposeraient les forces armées régulières et le peuple iranien à toute agression militaire. La Chine pourrait en outre apporter un soutien militaire à l'Iran sous forme de livraisons d'armements.

Washington aurait donc toutes les chances de perdre très gros dans une telle entreprise, sans compter le très probable embrasement de toute la région qui en résulterait, depuis la Palestine et le Liban jusqu'au Pakistan et à l'Afghanistan en passant par l'Irak. C'est ce qui explique que malgré les menaces proférées à l'encontre de l'Iran depuis 2006, l'impérialisme américain ne se soit pas engagé dans la voie d'une agression militaire.

Même sans un quelconque soutien économique ou militaire direct de la Chine, il ne faut pas croire qu'une invasion de l'Iran se ferait avec des pertes minimales ou même modérées, comme en Irak ou en Afghanistan, et qu'une victoire militaire sur les

forces armées régulières serait l'affaire de quelques jours, ou de quelques semaines.

L'Iran possède des généraux aguerris par une décennie de guerre contre l'Irak et les armes américaines. L'Iran connaît également parfaitement les tactiques de guérilla employées par le Hamas palestinien et par le Hezbollah libanais, deux mouvements qui ont été formés par les Gardiens de la Révolution iraniens. Selon le Pentagone, l'Iran apporte un soutien militaire « aux insurgés d'Irak et d'Afghanistan ainsi qu'à des groupes armés comme le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais ». L'Iran aurait ainsi permis à ce dernier de réapprovisionner son arsenal « à un niveau supérieur à ce dont il disposait avant sa guerre de 2006 avec Israël ». De même, des caches d'armes découvertes en Afghanistan « contenaient de grandes quantités d'armes de fabrication iranienne dont des roquettes de 107 mm ».<sup>937</sup>

Les forces armées iraniennes sont estimées à près de 700 000 hommes. Selon le Pentagone, l'Iran posséderait environ 1 900 chars de combat.

Mais l'Iran ne se contente pas de posséder une armée conséquente : le pays possède sa propre industrie de la défense, composée d'environ 300 usines d'armement.

Le complexe militaro-industriel iranien s'est largement développé à partir de la guerre Iran-Irak et a ensuite reçu ensuite l'appui de firmes chinoises, russes et nord-coréennes. L'Iran produit donc aujourd'hui de nombreux armements parfois d'origine étrangère et construits sous licence.

L'Iran produit aujourd'hui des radars, des missiles balistiques Shahab-3 d'une portée de 2 000 km, des missiles de croisière, des lance-roquettes mobiles multitubes, des drones de reconnaissance, des avions à turbopropulseurs, des blindés — tel le char de combat Zulfiqar, pesant 45 tonnes et doté d'un canon de 125 mm à chargement automatique —, et des hélicoptères de transport et de combat. A la fin de l'été 2006, l'Iran avait dévoilé son premier chasseur multi-rôle à réaction de fabrication iranienne, le Saegheh, jugé équivalent au chasseur américain F/A-18 Hornet.<sup>938</sup>

Au cours du printemps 2010, 10 hélicoptères de combat Toufan de fabrication iranienne ont été livrés aux forces armées du pays.<sup>939</sup> Equipé de missiles antichars, de roquettes et d'un canon de 20 mm, cet hélicoptère illustre les progrès rapides réalisés par l'industrie de l'armement iranienne. Dernièrement, les chercheurs du pays sont également parvenus à mettre au point un système de défense anti-aérienne et anti-missile à courte portée et travaillent à la conception de systèmes de défenses à moyenne et longue portée.<sup>940</sup> Le mois dernier, le président iranien dévoila le Karrar, le premier drone bombardier iranien à propulsion turbo-jet, « symbole du progrès de l'industrie de défense de l'Iran ».<sup>941</sup>

La marine iranienne n'est pas non plus en reste. Au début de l'année, la marine iranienne a mis à l'eau le Jamaran, son premier destroyer de fabrication nationale. Ce destroyer de 1 400 tonnes est équipé de radars modernes, de torpilles, de canons navals et de missiles guidés mer-mer et mer-air.<sup>942</sup> Quelques semaines plus tard, l'Iran annonçait que « la production massive » de missiles antiaériens de nouvelle génération « capables de frapper des avions à basse et moyenne altitude »



venait de démarrer. Ainsi, dès 2010, « **l'armée sera dotée d'un nombre considérable de missiles sol-air** », soulignait le ministre iranien de la Défense.<sup>943</sup>

A la fin de l'année 2007, l'Iran avait débuté la production de ses premiers sous-marins. A la mi-2009, au moins 7 sous marins de poche de classe Ghadir armés de torpilles et de missiles avaient été livrés à la marine iranienne. Cette classe de sous-marins apparait comme probablement dérivée du sous-marin nord-coréen de classe Yono. Cela n'aurait rien d'étonnant : les relations entre Téhéran et Pyongyang sont excellentes, comme en témoignait par exemple au printemps la signature d'un « programme d'échanges culturels et scientifiques pour les années 2010-2012 » entre les deux pays.<sup>944</sup> Au cours des dernières années, Pyongyang a apporté à l'Iran son savoir-faire dans de nombreux domaines de l'industrie de la défense. Il faut dire que la RPDC a en commun avec l'Iran la haine de la politique coloniale des pays impérialistes en déclin.

C'est dans ces conditions de renforcement accéléré des capacités de défense et de riposte de l'Iran, qu'au cours de l'été 2008, l'impérialisme américain et ses alliés traditionnels faisaient déjà grand bruit autour du « programme nucléaire iranien » et menaçaient l'Iran d'un blocus maritime. Nous soulignions alors cependant que les menaces américaines « se heurteraient nécessairement à l'opposition des alliés stratégiques de l'Iran, au premier chef de la Chine (liée à l'Iran par un commerce et des investissements très importants dans le domaine énergétique) et de la Russie ».<sup>945</sup>

Deux années ont passé, les chiens hurlent toujours, mais la caravane continue tranquillement son chemin en s'offrant même le luxe de mettre défier la meute qui la menace !

Au début de l'année 2009, Angela Merkel déclarait déjà vouloir voir adopter « des sanctions plus sévères contre l'Iran si l'action diplomatique sur son programme nucléaire échouait ».<sup>946</sup> Mais alors que la diplomatie occidentale parlait hypocritement de voie diplomatique avec l'Iran, elle s'ingérait quelques mois plus tard dans les affaires intérieures du pays...

Il faut dire qu'au printemps 2009, le président iranien humilia publiquement les pays impérialistes en déclin à la conférence onusienne sur le racisme tenue à Genève. Cette conférence fût boycottée par plusieurs pays impérialistes en déclin, en particulier par l'impérialisme américain et son chien de garde sioniste qui ne souhaitaient pas avoir affaire à la diplomatie iranienne. Quant aux représentants des pays impérialistes en déclin présents, ils désertèrent la salle de conférence en plein milieu du discours du président iranien. Il faut dire que ce dernier ne les ménagea pas et transforma la tribune de la conférence sur le racisme en réquisitoire contre les méthodes de domination des pays impérialistes en déclin !

A la tribune de la conférence de Durban II, le président iranien dénonça en effet le droit de veto illégitime des membres du Conseil de sécurité de l'ONU et le soutien apporté par les pays occidentaux au régime d'occupation sioniste de la Palestine. Sur un ton accusateur, il dénonça également l'agression coloniale de l'Irak et de l'Afghanistan et mit en évidence la responsabilité des élites occidentales dans le déclenchement la crise économique actuelle, soulignant au passage qu'ils avaient

« longtemps imposé » leur système financier et monétaire au reste du monde, sans même consulter leur propre peuple.

« Ils pensent uniquement à protéger leur pouvoir et leur argent ; ils ne se soucient guère des peuples du monde, ni même de leur ». <sup>947</sup>

Si les propos du président iranien furent très mal accueillis par les pays impérialistes en déclin, il furent au contraire largement applaudis par la plus grande partie de l'auditoire... C'est dans ces conditions qu'au cours de l'été 2009, à l'occasion des élections présidentielles iraniennes, la meute des colonialistes humiliés et avides de vengeance apporta son soutien à une tentative de "révolution orange" qui se solda par un piteux échec et ne fit que renforcer la légitimité du président iranien aux yeux du peuple iranien et des régimes bourgeois nationalistes du monde opposés à la politique d'ingérence des puissances impérialistes en déclin.

Dans son soutien à la tentative manquée de "révolution orange" en Iran, Nicolas Sarkozy, le larbin en chef de l'impérialisme français avait été jusqu'à déclarer son « admiration » pour le « courage du peuple iranien », ajoutant qu'il méritait « mieux que les dirigeants actuels », une appréciation que le président iranien ne manqua pas de renvoyer au président français, dans une interview diffusée sur France 2... <sup>948</sup> La presse bourgeoise occidentale voyait alors « le mouvement de contestation à un tournant », évoquant une situation « hors de contrôle » et « le début d'une nouvelle intifada ». <sup>949</sup> Mais "l'intifada" téléguidée retomba aussi vite qu'elle était montée ! Cette tentative de déstabilisation impliqua des ressortissants étrangers, notamment français et britanniques, que le pouvoir iranien ne manqua pas de juger.

Au cours de son procès, la française Clothilde Reiss fut reconnue coupable d'avoir participé aux manifestations du 15 et 17 juin, d'avoir écrit un rapport d'une page sur la situation à Ispahan et l'avoir transmis à la section culturelle de l'ambassade de France. Elle a également reconnu avoir auparavant rédigé un rapport sur la politique nucléaire iranienne. A l'unisson avec les médias bourgeois et la classe politique française toute entière, Nicolas Sarkozy jugeait ces accusations d'espionnage comme étant « hautement fantaisistes ». Même refrain à Londres, des diplomates britanniques ayant été accusés par Téhéran d'ingérence, de prises de contacts avec Moussavi — le candidat perdant —, et de soutien à une tentative de "révolution de velours". <sup>950</sup>

Alors que l'étudiante française passait aux aveux et que l'ingérence et les tentatives de déstabilisation étrangères devenaient incontestables, Bernard Kouchner exigeait sa libération et affirmait que ses aveux avaient été « travaillés et imposés ». <sup>951</sup> Les médias bourgeois d'occident dénonçaient pour leur part « un procès stalinien qui rappelle les vieilles pratiques de l'Union soviétique ». <sup>952</sup>

Une chose est pourtant certaine : si les accusations occidentales étaient fondées, Téhéran n'aurait sûrement pas pris le risque de libérer Reiss sous caution dans l'attente du verdict ! Une semaine après l'ouverture de son procès, la française ne dormait déjà plus en prison, mais à l'ambassade de France où elle a été plusieurs mois durant assignée à résidence... Dans un pays socialiste, l'espionnage et l'apport de soutien extérieur au renversement du régime de la part d'agents étrangers sont

des activités hostiles qui auraient largement justifié une condamnation à la peine capitale !

Le 16 mai, la française rentrait en France, après que sa peine de prison ait été commuée en une amende de 250 000 euros. Le jour même, Pierre Siramy, un ancien sous-directeur de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) interviewé sur *LCI* confirmait que Clotilde Reiss était bien un "contact" chargé de collecter des informations sur l'Iran :

« Elle a travaillé au profit de la France pour collecter des informations qui étaient de nature de politique intérieure et d'autres qui étaient sur la prolifération nucléaire. Elle est immatriculée à la DGSE ». <sup>953</sup>

Des déclarations que le lobby politico-médiatique à la botte de l'impérialisme français tenta d'infirmer, car elles prouvaient que les autorités iraniennes avaient eu raison de dénoncer l'implication de puissances étrangères !...

Le décor étant planté, entrons maintenant dans le vif du sujet, c'est-à-dire ce qui sert de prétexte aux pays impérialistes en déclin pour nuire à l'Iran : son programme nucléaire, et en particulier son soi-disant volet militaire.

Quand on parle du "nucléaire iranien", il faut d'abord rappeler les faits élémentaires. En tant que pays signataire du Traité de non-prolifération nucléaire (TPN), l'Iran a parfaitement le droit d'enrichir son uranium dans le cadre de son programme nucléaire civil, l'article IV du traité garantissant le « **droit inaliénable de toutes les Parties au Traité de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux dispositions des articles I et II du présent Traité** ».

Au printemps 2006, le Parlement iranien avait envoyé une lettre au secrétaire général de l'ONU, lui demandant de veiller à ce que le droit de l'Iran à l'usage pacifique de l'énergie atomique soit respecté, conformément à l'article IV du traité, sans quoi le pays pourrait être amené à se retirer du TPN. <sup>954</sup>

Quatre ans après, l'article IV du TPN est toujours foulé aux pieds par les pays impérialistes en déclin, qui s'obstinent à dénier à l'Iran le droit d'enrichir lui-même son uranium ! Malgré ce droit bafoué, la diplomatie iranienne s'est montrée ouverte à la négociation, envisageant un échange de combustible nucléaire.

Voyons donc les faits objectifs, tels qu'ils ont été rapportés par de trop rares mass-médias d'occident.

« **L'AIEA a proposé en octobre que l'Iran lui livre, en gage de bonne volonté, 70 % de son uranium faiblement enrichi pour le transformer, en Russie puis en France, en combustible enrichi à 20 %, dont Téhéran dit avoir besoin pour un réacteur de recherche médicale. Invoquant un "manque de confiance", Téhéran a rejeté la proposition et proposé un échange de combustible simultané sur son territoire et en plus petites quantités, mais cette contre-proposition a été refusée par les Occidentaux** ». <sup>955</sup>

A l'automne 2009, l'Iran avait averti l'Agence internationale de l'énergie atomique qu'il enrichirait lui-même l'uranium à 20 % pour assurer le fonctionnement de son réacteur de recherche médicale situé à Téhéran en cas d'échec des négociations sur la fourniture de combustible nucléaire étranger. <sup>956</sup>

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le manque de confiance de la partie iranienne est parfaitement compréhensible et justifié, l'impérialisme français ayant depuis le début été hostile à la révolution iranienne et ayant été l'un des plus ardents soutiens de la dernière tentative de "révolution colorée"...

Sans échange simultané et sur un territoire ennemi, il est clair qu'il serait facile de confisquer la plus grande partie du stock iranien d'uranium faiblement enrichi ! Pourquoi donc avoir refusé la proposition iranienne qui donnait à chaque partie de solides garanties ? Ce refus ne suffit-il pas à prouver le manque de sincérité de la proposition occidentale d'échange de combustible nucléaire, et la volonté de saboter le programme nucléaire civil de l'Iran tout en se donnant un motif d'intervention militaire ?

Suite à ce refus, le gouvernement iranien annonça donc qu'il enrichirait lui-même son uranium à 20 %, afin de pouvoir alimenter son réacteur de recherche médicale, sans pour autant fermer la porte à un échange de combustible lui donnant de réelles garanties.

Le 7 février 2010, le chef de l'organisation de l'énergie atomique iranien déclarait que l'Iran prévoyait de construire dix nouveaux centres d'enrichissement d'uranium d'ici 2011, « construits de manière à être protégées contre toute attaque », ajoutant toutefois que le pays cesserait sur le champ le processus d'enrichissement d'uranium destiné à alimenter son réacteur de recherche s'il recevait le combustible nécessaire. Le lendemain, le président français et le secrétaire américain à la Défense estimaient que « le moment était venu d'adopter des sanctions fortes contre l'Iran pour convaincre les dirigeants iraniens de renoncer à leur programme d'enrichissement d'uranium ».<sup>957</sup>

Quelques jours plus tard, à l'occasion du 31<sup>ème</sup> anniversaire de la révolution iranienne, le président iranien annonçait que le pays avait produit son premier lot d'uranium enrichi à 20 %.

« Nous n'avons pas de problèmes avec l'enrichissement. Nous pouvons enrichir notre uranium à 100 %... Nous en avons cette possibilité. Mais nous n'avons pas l'intention de le faire si on ne nous y oblige pas ».<sup>958</sup>

La veille, dans une interview donné à un magazine russe, le président iranien avait souligné que l'Iran ne cherchait pas à fabriquer d'armes nucléaires et que le pays pouvait parfaitement se défendre sans ce type d'armes, avant d'ajouter :

« Nous n'avons peur de personne. Nous disons ouvertement que nous sommes hostiles à la politique des Etats-Unis et de l'Europe au Proche-Orient. Nous disons ouvertement que nous sommes contre la bombe atomique ».<sup>959</sup>

Les mass-médias bourgeois d'occident, eux sautèrent sur l'occasion pour rejeter la responsabilité de l'échec des négociations sur l'Iran, qui avait même "l'insolence" de démarrer elle-même l'enrichissement de son uranium ! « **L'Iran fait monter d'un cran la tension sur le nucléaire** », titrait ainsi le *Nouvel Observateur*, avant d'ajouter que l'Iran avait voulu « imposer ses propres conditions » à l'échange, « ce que refusent les Occidentaux ».<sup>960</sup> L'article se gardait évidemment bien de détailler les conditions en question !... Là-dessus, la coalition inter-impérialiste emmenée par les USA, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France en a évidemment profité pour

dénoncer les visées prétendument "militaires" du programme nucléaire iranien. Or l'uranium ne peut servir à des fins militaires que s'il est enrichi à au moins 90 %...

Pourtant, le porte-parole du gouvernement iranien avait annoncé que si les pays occidentaux acceptaient « d'échanger l'uranium enrichi à 20 % simultanément avec Téhéran », l'Iran interromprait le processus d'enrichissement.<sup>961</sup>

Au cours des célébrations de la Journée nationale de la technologie nucléaire, le président iranien a annoncé que l'Iran avait mis au point avec succès une nouvelle génération de centrifugeuses destinées à l'enrichissement de l'uranium. Le président iranien en avait également profité pour déclarer que l'Iran resterait un Etat nucléaire, « **que les ennemis le veuillent ou pas** ». <sup>962</sup> La question des centrifugeuses est d'une importance capitale, car « la mauvaise performance des centrifugeuses de l'Iran » était « l'une des principales raisons pour lesquelles les experts occidentaux estiment que l'Iran manque des ressources nécessaires afin de développer 10 nouvelles installations d'enrichissement à partir de mars ». <sup>963</sup>

L'Iran mettra en service sa première centrale nucléaire cette année et projette d'en construire une vingtaine. Le pays possède déjà deux usines d'enrichissement d'uranium et projette d'en construire deux autres dans les montagnes pour les protéger d'éventuelles attaques.

Si l'occident menace depuis plusieurs années déjà l'Iran "d'isolement diplomatique" en l'absence de l'abandon de son programme nucléaire, les faits ne donnent pas raison à l'impérialisme américain et à ses caniches européens. En septembre 2009, le président vénézuélien Hugo Chavez s'était rendu en Iran et avait apporté son soutien au régime en déclarant qu'il n'y avait aucune preuve que l'Iran cherchait à fabriquer la bombe atomique. <sup>964</sup>

En novembre 2009, c'était le président iranien qui faisait une tournée en Amérique latine et était reçu par ses homologues bolivien, vénézuélien et brésilien. Lula déclara à cette occasion que « les suppositions » occidentales sur le programme nucléaire iranien devaient « être appuyées par des preuves ». <sup>965</sup>

Ayant obtenu leur soutien pour poursuivre le programme nucléaire civil iranien, les médias bourgeois d'occident bien forcés d'admettre que le président iranien venait « **de réussir son pied de nez diplomatique aux puissances occidentales** ». <sup>966</sup>

Au début de l'année 2010, le premier ministre Syrien déclarait au premier ministre français en visite à Damas que l'Iran était « un allié de la Syrie » qui « développait l'énergie nucléaire dans un but pacifique » et que « rien ne justifiait les craintes » au sujet d'un volet militaire, avant d'accuser « **les chancelleries occidentales de pratiquer la politique du "deux poids deux mesures" au profit de l'Etat juif** », détenteur illégal avéré l'arme nucléaire. <sup>967</sup>

Mais la contre-offensive iranienne à l'égard des pays impérialistes en déclin ne se limita pas à sa détermination à poursuivre son programme nucléaire civil.

Le 17 avril, le président iranien organisa à Téhéran une contre-conférence internationale sur le nucléaire, évidemment boycottée par les dirigeants occidentaux. Le président iranien y proposait la création d'un organe international indépendant, qui ne soit pas sous la coupe des puissances nucléaires et qui serait

chargé de « planifier et superviser le désarmement nucléaire ». Les médias bourgeois d'occident voyaient alors ce sommet de Téhéran comme « **un pied-de-nez au sommet nucléaire de Washington** ». <sup>968</sup>

A la tribune de cette conférence, le président iranien déclara que les Etats ayant utilisé ou menacé d'utiliser l'arme nucléaire, « particulièrement les Etats-Unis, devraient être suspendus de l'AIEA ». Il avait ensuite à nouveau critiqué le droit de veto des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU comme « antidémocratique, injuste et inhumain ». L'ayatollah Khamenei avait pour sa part réaffirmé que l'Iran ne cherchait pas à s'équiper d'armes nucléaires, celles-ci étant contraires à l'islam, avant de dénoncer les mensonges du « seul criminel atomique du monde ». Des représentants du gouvernement russe et chinois étaient présents à cette conférence, tandis que ceux des pays impérialistes en déclin étaient absents, seulement représentés de manière indirecte par des représentants de l'AIEA et de l'ONU. <sup>969</sup>

Une semaine plus tard, l'offensive diplomatique iranienne se poursuivait inexorablement à travers une visite iranienne au siège de l'AIEA, en Autriche. Une visite que les "grandes démocraties" firent tout pour éviter, faisant pression sur l'Autriche pour qu'elle mette un terme à un « exercice dangereux », risquant selon elles de « saper les efforts franco-américains pour isoler l'Iran » :

« Les américains, les français et les britanniques s'inquiètent du succès de l'offensive diplomatique iranienne contre leur projet de sanctions au Conseil de sécurité des Nations unies. Ils ont fait pression — sans obtenir gain de cause — pour que l'Autriche et l'Agence Internationale à l'énergie atomique (AIEA) renoncent à accueillir Manouchehr Mottaki, le chef de la diplomatie iranienne, ce dimanche 25 avril. Et ils surveillent les contacts officieux entre les russes, leurs alliés fragiles pour les sanctions, et les Iraniens (...) En coulisse, les occidentaux sont fébriles. Ils s'inquiètent de l'offensive diplomatique iranienne actuelle contre de nouvelles sanctions, et surtout de l'écho qu'elle trouve dans plusieurs pays membres non permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, alors que rien ne filtre du message que la République islamique fait passer ». <sup>970</sup>

Les pays impérialistes en déclin avaient raison d'avoir peur, alors que quelques jours plus tard allait se tenir à Washington la conférence de révision du Traité de non prolifération nucléaire, l'impérialisme américain et ses alliés comptant bien profiter de cette tribune pour faire adopter des sanctions contre l'Iran ! Mais patatras, voilà que devant la souplesse intransigeante de la diplomatie iranienne, tout tombait à l'eau !...

Israël a toujours refusé d'adhérer au TPN et n'a jamais confirmé ou infirmé détenir l'arme nucléaire. Le programme nucléaire israélien a prit sa véritable extension vers la fin des années 1950, quand l'impérialisme français aida secrètement le pays à construire son premier réacteur nucléaire, à Dimona. D'une puissance de 26 MW, c'est ce réacteur qui servit à alimenter le programme nucléaire militaire israélien. En 1960, Ben Gourion rendit public l'existence de ce réacteur, mais sous la pression de l'impérialisme français, il dut déclarer qu'il servirait à des fins pacifiques. En fait, Israël comptait bien mener à terme son programme nucléaire à des fins militaires. En occident, tout le monde le savait et s'en réjouissait secrètement ! La Grande Bretagne et la Norvège apportèrent également une aide au programme nucléaire

militaire israélien, par la livraison de matériaux fissiles. Quant à l'impérialisme américain, il donna l'assurance qu'il ne ferait pas pression sur ce dossier tant qu'Israël s'abstiendrait de toute déclaration publique sur son potentiel nucléaire, qui aurait prouvé que les pays impérialistes d'occident avaient violé le TPN...

Le 5 octobre 1986, la possession d'armes nucléaires par Israël n'en sera pas moins attestée de manière certaine par le *Sunday Times* qui fait sa une avec un témoignage et des photos prouvant la fabrication de têtes nucléaires par Israël. La source : Mordechai Vanunu, un technicien nucléaire israélien. Bien conscient du risque qu'il prenait en divulguant ces informations, Mordechai Vanunu avait quitté le territoire israélien avant de contacter le journal. Mais le 30 septembre 1986, il est kidnappé en Italie par les services secrets israéliens et "rapatrié" manu militari. Reconnu coupable d'espionnage et de révélation de secrets d'Etat, il fut condamné à 18 ans de prison.

Les experts internationaux estiment aujourd'hui à environ 200 têtes nucléaires le potentiel militaire israélien. Pour autant, Israël n'a jamais reconnu ou infirmé posséder la bombe atomique, évitant ainsi de placer dans une position très inconfortable ceux qui l'ont aidé dans cette entreprise, au mépris de l'article I du TPN...

A son départ pour Washington, le 2 mai, dans le cadre de la conférence de révision du TPN, le président iranien accusait déjà l'AIEA de ne pas avoir rempli ses obligations quant au désarmement nucléaire.<sup>971</sup> Au même moment, la diplomatie iranienne lançait son offensive, accusant les occidentaux d'avoir « **transféré beaucoup de technologies et de matériaux au régime sioniste d'Israël** » en « **violation du TNP** », avant d'ajouter que l'Iran déposerait « une résolution avec les non-alignés demandant explicitement alors à Israël de ratifier le TPN » afin de créer un Moyen-Orient libre de toute arme nucléaire.<sup>972</sup> Les pays impérialistes en déclin étaient alors parfaitement conscients que la conférence sur le TPN — que leur presse voyait déjà sous l'angle d'un « bras-de-fer Iran-USA » —, avait de grandes chances de tourner en leur défaveur et accusaient déjà l'Iran de venir « pour détourner l'attention et embrouiller les choses ». <sup>973</sup>

Alors que le bras de fer Iran-USA se profilait, le directeur de la compagnie nationale de forage iranienne offrit son aide aux USA pour juguler la fuite de pétrole provoquée par le naufrage de la plate-forme pétrolière Deepwater Horizon dans le Golfe du Mexique et « éviter une catastrophe écologique »...<sup>974</sup> Une façon élégante et raffinée d'humilier l'impérialisme américain, qui se garda bien de répondre à cette proposition...

Au moment où se tenait la conférence de révision du TPN, était pour la première fois inscrit à l'ordre du jour de l'agenda de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) la question du nucléaire israélien, « une première en cinquante-deux ans » :

« Les pays arabes ont en effet réussi à inscrire « les capacités nucléaires israéliennes » à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil des gouverneurs. (...) L'agence de presse américaine parle d'une « gifle infligée à Israël » — mais aussi à Washington et à ses alliés occidentaux — par les pays arabes. Les alliés d'Israël ont

désormais un mois pour tenter de faire opposition. Mais même s'ils y arrivent, le fait que les pays arabes aient réussi à faire inscrire le sujet par écrit à un ordre du jour, est un retournement diplomatique majeur. Car il reflète l'attention croissante portée par les non-alignés aux inquiétudes des voisins d'Israël, concernant l'arsenal nucléaire israélien, tout comme la perte d'influence croissante des Occidentaux sur le sujet ».<sup>975</sup>

Israël avait donc bien flairé le traquenard ! Début avril, face à la menace que « certains Etats musulmans ne profitent de cette conférence pour faire pression pour qu'Israël ouvre ses installations nucléaires aux inspections internationales », le premier ministre israélien avait annoncé renoncer à participer au sommet de Washington, déléguant à la place « son ministre du Renseignement ».<sup>976</sup> Une façon de faire comprendre que la politique d'Israël demeurerait inchangée et qu'aucun dialogue ne serait possible sur cette question !

Mais cette politique de la chaise vide — ou devrions-nous dire de l'interlocuteur autiste ! —, n'a pas suffi à éviter aux pays impérialistes en déclin à éviter une terrible giflle diplomatique !

Le 3 mai, les USA tentaient de contenir l'offensive iranienne en jouant la carte de la transparence. La secrétaire d'Etat américaine déclarait à la tribune de la conférence qu' « au nom des efforts de non-prolifération », il était « important d'augmenter la transparence en matière d'arsenal », avant de révéler au monde l'ampleur de l'arsenal nucléaire américain qui comptait selon le Pentagone 5 113 têtes nucléaires au début de l'automne 2009.<sup>977</sup> Mais le lendemain de l'annonce américaine, le ministère iranien des affaires étrangères demandait que soit menée une enquête internationale indépendante...

« Les officiels américains permettent-ils aux équipes indépendantes d'enquêter sur les statistiques étant donné qu'il n'y a aucune preuve sur leurs allégations ? »<sup>978</sup>

Un nouveau défi diplomatique en perspective pour Washington qui se retrouvait alors confronté à un nouveau dilemme : ne pas satisfaire cette demande et passer pour une puissance qui a des choses à cacher (question transparence, on fait mieux !), ou bien accepter l'inspection, et subir l'humiliation imposée depuis des décennies aux pays dépendants !

La conférence onusienne sur le désarmement nucléaire était à peine terminée que le président iranien déclarait « **qu'aucun pays n'oserait attaquer militairement l'Iran et surtout pas Israël** » qui « **ne représente rien comparé à la puissance de l'Iran** ». <sup>979</sup> Début mai, l'armée iranienne débutait de nouveaux exercices militaires, testant huit jours durant de nouveaux équipements, entre autres des missiles air-sol destinés à détruire des cibles navales.<sup>980</sup>

A la mi-mai, le président Brésilien effectua une visite officielle en Iran, une visite que les pays impérialistes en déclin avaient souhaité voir comme « une médiation de la dernière chance » dans le cadre du dossier nucléaire iranien.<sup>981</sup> Le président iranien déclara à cette occasion :

« **La réalité est que quelques pays qui contrôlent les centres politiques, économiques et médiatiques du monde ne veulent pas que les autres pays fassent des progrès. (...) Ensemble, nous pouvons changer ces conditions injustes et apporter les changements nécessaires** ». <sup>982</sup>



Quant au président brésilien, il déclara pour sa part au grand dam des occidentaux que l'objectif principal de sa visite était le développement des relations bilatérales avec l'Iran.

« Des pays importants ont fait leur apparition, ces quelques dernières années, sur la scène politique mondiale, entre autres, l'Iran, pays qui peuvent coopérer, les uns avec les autres, et créer, ensemble, un nouveau pôle politique et économique. (...) Le Brésil croit au droit de la nation et du gouvernement iranien à se défendre et à s'engager, sur le chemin du progrès et du développement ». <sup>983</sup>

Mais ce qui déplut le plus aux pays impérialistes en déclin, ce fut l'annonce de la signature d'un accord tripartite entre l'Iran, le Brésil et la Turquie portant sur l'échange de combustible nucléaire, introduisant ainsi une tierce partie à priori digne de confiance, tant aux yeux de Téhéran que des puissances impérialistes occidentales. <sup>984</sup> Cet accord témoignait en effet de l'émergence d'une dissidence organisée n'hésitant pas à prendre le contre-pied des intérêts des pays impérialistes en déclin.

Selon l'accord d'échange de combustible nucléaire Iran-Turquie-Brésil, l'Iran enverrait 1,2 tonne d'uranium faiblement enrichi à 3,5 % en Turquie et recevrait en échange 120 kg d'uranium enrichi à 20 % dans un délai maximum d'un an. Dans la foulée de l'annonce de cet accord, le ministre turc des affaires étrangères déclara que le temps des « spéculations » [sur le prétendu programme nucléaire militaire iranien] était révolu et qu'il n'y avait donc désormais « plus besoin de sanctions », appelant ainsi à la reprise des négociations. <sup>985</sup> Mais les pays impérialistes en déclin ne l'entendaient pas ainsi...

Alors que le Brésil, la Turquie, la Chine et la Russie saluèrent unanimement la signature de cet accord, alors que la diplomatie chinoise déclarait « applaudir » l'accord tripartite, alors que le ministère iranien des affaires étrangères faisait monter la pression et demandait « une réponse rapide de l'Occident pour la déclaration de Téhéran », et alors que le ministère turc des Affaires étrangères menaçait de se retirer du récent accord nucléaire de Washington si l'occident adoptait de nouvelles sanctions contre l'Iran, la nouvelle de la signature de l'accord fût accueillie beaucoup plus froidement par les pays impérialistes en déclin. <sup>986</sup>

La diplomatie américaine reconnut certes dans cet accord une « étape positive », pour aussitôt ajouter rester préoccupée et ne pas écarter l'adoption de nouvelles sanctions. Un peu plus honnête, le ministère français des Affaires étrangères déclara le jour même de l'annonce de l'accord tripartite qu'il « ne réglerait en rien le problème posé par le programme nucléaire iranien ». <sup>987</sup>

A la fin du mois de mai, un haut responsable américain rapportait que l'administration Obama « **estimait que l'Iran disposerait de suffisamment d'uranium enrichi pour produire une bombe atomique même en cas d'application de cet accord** », en conséquence de quoi l'accord tripartite « **n'est pas acceptable** ». La conclusion, toute naturelle est que « le Conseil de sécurité des Nations unies doit poursuivre l'examen d'un nouveau projet de résolution sur des sanctions contre l'Iran » ! <sup>988</sup>

De bien mauvaises excuses, donc : après avoir saboté la possibilité de conclure un accord d'échange et fait trainer en longueur les choses, la diplomatie des pays impérialistes en déclin se permettait d'en prendre prétexte pour à nouveau accabler l'Iran !

Les pays impérialistes en déclin cherchent indéniablement à saboter le développement économique de leurs concurrents comme des pays dépendants : pour eux, l'usage de sources d'énergie fossiles ("polluantes") ou de l'énergie nucléaire (menace pour la "sécurité") est inadmissible, voilà à quoi se ramène en définitive l'affaire du nucléaire iranien. Mais le problème qui se pose aujourd'hui aux pays impérialistes en déclin, c'est que des pays comme la Chine et l'Iran ne se laissent pas faire, et font même des émules !

Au moment où la mauvaise-foi des pays impérialistes en déclin devenait criante, le président syrien réitérait son soutien à l'Iran, déclarant que le pays avait « **prouvé, une fois de plus, qu'il souhaitait, véritablement, dissiper les malentendus sur ses activités nucléaires** ». Le président syrien critiquait ensuite les pays impérialistes en déclin — « L'Occident ne souhaite pas encore que l'affaire se résolve » — et se déclarait « préoccupé par les efforts des Occidentaux, pour entraver un règlement pacifique de l'affaire nucléaire iranienne », « car, ce qu'on cherche imposer à l'Iran concernant des activités nucléaires, pourtant pacifiques, sera sans doute appliqué à d'autres pays ».<sup>989</sup>

Si la Syrie n'hésite pas à prendre parti en faveur de l'Iran, c'est parce qu'elle aspire à voir son économie se développer. Au moment même où le président syrien apportait son soutien à l'Iran, les deux pays signaient des accords de coopération et d'investissements dans les domaines tels que la recherche scientifique, le transfert technologique et la finance.<sup>990</sup>

De son côté, le président brésilien envoyait une lettre à ses homologues américain, russe et français, leur demandant de soutenir l'accord sur l'échange de combustible afin de créer les conditions favorables à la relance des négociations et soulignant que soulignant que l'Iran avait « accompli sa part dans l'accord sur l'échange d'uranium ».<sup>991</sup> En vain, ce qui ne put que déplaire à la diplomatie brésilienne et turque...

Au même moment, le président iranien avertissait le locataire du Kremlin qu'un éventuel soutien apporté par la Russie à de nouvelles sanctions serait inacceptable, avant d'ajouter :

« Les Iraniens ne savent plus si la Russie est leur amie, à ses côtés, avec eux ou si elle cherche autre chose. Nous ne devrions pas voir notre voisin soutenir ceux qui sont contre nous, depuis 30 ans. Nous espérons que les responsables russes ne pousseront pas les Iraniens à les considérer de la même façon que leurs ennemis historiques ».<sup>992</sup>

Le jour même, le conseiller du président russe, sans aucun doute bien embarrassé, répondait :

« La Russie suit invariablement ses intérêts nationaux de longue date. Notre position est propre à la Russie, c'est-à-dire qu'elle reflète les intérêts du peuple de Russie, donc elle ne peut être ni pro-américaine ni pro-iranienne ».<sup>993</sup>

Traduction : depuis maintenant vingt ans, la Russie se vend au plus offrant, et ce n'est pas maintenant que ça va changer ! Quelques jours plus tard, l'Iran avait manifestement bien compris le message. Sur le site de la radio francophone iranienne qui titrait « **Iran-Russie, crise relationnelle** », on pouvait lire :

« Où s'arrête l'erreur en politique, où commencent la mauvaise foi et le mensonge ? »

L'article poursuivait ensuite, en soulignant que la conduite des dirigeants russes ne manquait pas depuis plusieurs années déjà de susciter des interrogations en Iran :

« Les Iraniens s'interrogent, par exemple, sur le report consécutif de la mise en service de la centrale atomique de Bouchehr, roman fleuve, s'il en est, et dont ils attendent l'achèvement, depuis 1999. Ces mêmes Iraniens ne comprennent pas, non plus, pourquoi "l'Allié russe" refuse, au mépris de ses engagements passés, de leur livrer le système de défense antibalistique S-300, alors que leur territoire est entouré d'ennemis potentiels, prêts à en découdre, au moindre déclic, et que tout pacte d'alliance digne de ce nom engage les parties à se prêter main forte ».

Notons au passage que le « roman fleuve » de la centrale de Bouchehr n'est pas sans rappeler celui de la centrale nucléaire cubaine dont nous avons parlé dans *Impérialisme et anti-impérialisme*. L'article poursuivait ensuite, en dénonçant le soutien apporté par la Russie à l'avant texte de projet de nouvelles sanctions contre l'Iran, mettant le refus russe de soutenir l'accord sur l'échange de combustible nucléaire sur le compte du « refus d'il y a deux ans des Iraniens de plébisciter un plan similaire proposé par la Russie ». Mais, comme le dit si justement l'article, ce refus avait de bonnes justifications.

« Quelle caution accorder, en effet, à la promesse d'échange de l'uranium d'un partenaire qui, n'a cessé, tout au long de sa longue et houleuse relation avec l'Iran de se montrer versatile, de changer son fusil d'épaule, de faillir à ses engagements ? » Est-on en droit de faire confiance à une Russie qui "se range, dès que l'occasion se présente, du côté des ennemis jurés de l'Iran"? La question contient en elle-même la réponse ».

L'article raillait enfin « **l'appétit boulimique de "l'Ours blanc"** » avant de lui conseiller de « **cesser de manger à plus d'un râtelier** » et de « **reconsidérer, à leur juste mesure, ses liens hautement stratégiques avec l'Iran** », ajoutant que c'étaient « ses intérêts nationaux » et « son crédit, sur la scène internationale » qui étaient en jeu.<sup>994</sup>

Une manière diplomatique, raffinée et élégante d'encourager l'impérialisme russe à faire le bon choix, c'est-à-dire à ne pas se compromettre avec le camp des perdants, celui des pays impérialistes en déclin, coutumiers d'agressions coloniales honnies des peuples des cinq continents.

Que l'on reprenne l'affaire des S-300 ou du nucléaire iranien, il est en effet indéniable que la diplomatie russe n'a cessé de se montrer versatile et inconsistante.

L'affaire des S-300 évoquée par la diplomatie iranienne est particulièrement représentative de la politique extérieure russe. Le S-300 est un système de défense mobile anti-aérienne et anti-missile de longue portée. Selon les versions, il est

capable de détruire des missiles balistiques et d'abattre des avions à une distance comprise entre 150 et 200 km et volant à une altitude maximale de 27 km.

En novembre 2009, Téhéran accusait Moscou « de ne pas honorer le contrat de livraison de systèmes antiaériens S-300 ». <sup>995</sup>

En 2007, l'Iran et la Russie avaient signé un contrat de 5 milliards de \$ pour la livraison à l'Iran de cinq systèmes de DCA S-300, mais suite aux pressions américaines répétées, Moscou a fini par se dégonfler... Cependant, à Moscou, on s'inquiétait également des répercussions que pouvaient avoir cette affaire. Le quotidien économique russe *Vedomosti* craignait ainsi que cédant aux pressions exercées par les « Etats-Unis et Israël » qui estiment que ces systèmes défensifs « peuvent représenter une menace pour leurs bombardiers, s'ils décident de porter une frappe à la République Islamique », l'industrie russe de la défense s'expose maintenant à « perdre pour longtemps le marché iranien » et à voir sa place être « occupée par la Chine ». <sup>996</sup>

La diplomatie iranienne n'avait en effet pas caché le fait que « si la Russie [manquait] à ses promesses, elle quitterait sa position avantageuse de fournisseur d'armes fiable ». <sup>997</sup>

Mi-février, Moscou affirmait que la coopération continuait et que la date de livraison de S-300 serait fixée ultérieurement. Début avril, le président russe en personne confirmait que les contrats, signés et en vigueur, n'étaient pas résiliés. <sup>998</sup>

Rappelons-nous les paroles prononcées à la fin du mois d'août 2009 par le premier ministre russe à l'occasion du premier anniversaire de l'indépendance des régions séparatistes géorgiennes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, une sécession qu'il présentait alors comme une réaction à la domination américaine. Vladimir Poutine déclarait que la Russie exceptée, peu de pays oseraient reconnaître l'indépendance des deux régions séparatistes. En effet, **« rares sont les membres de la communauté internationale qui exercent leur souveraineté au plein sens du terme, ils sont sous l'influence d'une superpuissance — les Etats-Unis — et exécutent sa volonté »**. <sup>999</sup>

Si la Russie ne fait peut-être pas encore partie de la majorité soumise suivant docilement les injonctions de l'impérialisme américain, elle n'en joue pas moins un jeu ambivalent visant à obtenir de lui des faveurs... Cela n'a rien de surprenant venant d'élites bourgeoises qui ont déjà bradé leur propre pays ! Au cours de l'été 2008, nous soulignons déjà que l'impérialisme russe avait tendance à « manger à tous les râteliers » et que par conséquent, le rapprochement sino-russe dépendait « de la marche des affaires » : « les alliances se noueront et se dénoueront en conséquence ». <sup>1000</sup>

Au début du mois de mars, le président russe déclarait préférer « éviter la prise de sanctions » à l'égard de l'Iran. <sup>1001</sup> La diplomatie russe s'opposait clairement à l'adoption de « sanctions paralysantes » contre l'Iran. <sup>1002</sup> La diplomatie occidentale se plaignait alors du « jeu compliqué et ambivalent » de la Russie face au dossier iranien, un jeu qu'elle imputait au fait que la Russie soit « le plus gros fournisseur d'armements de la République islamique », un marché estimé à 2 milliards de \$ par an. **« C'est une sonnante et rébuchante raison pour ménager l'Iran »**. <sup>1003</sup>

Désireux de ne froisser ni l'impérialisme américain, ni l'impérialisme chinois, ni enfin son client iranien, Moscou invitait alors l'impérialisme américain « à évaluer les éventuelles conséquences négatives de sanctions contre l'Iran ». <sup>1004</sup> Le chef d'Etat-major général russe estimait alors que les conséquences d'une frappe contre les installations nucléaires iraniennes « seraient terribles non seulement pour l'Iran mais aussi pour nous, ainsi que pour l'ensemble de la communauté Asie-Pacifique ». <sup>1005</sup>

Une position médiane évidemment inconciliable avec celle de l'impérialisme américain qui continuait à prendre prétexte du soi-disant volet militaire du programme nucléaire iranien. Washington jugeait ainsi comme « inacceptable » la possibilité que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, car « outre le fait que cela menace Israël, un Iran doté de l'arme nucléaire encouragera sa clientèle terroriste et provoquera une course aux armements qui déstabilisera la région ». <sup>1006</sup>

Pour la diplomatie occidentale, « l'obstacle numéro un », freinant « de nouvelles sanctions contre l'Iran », n'en restait pas moins la Chine. <sup>1007</sup> A la fin du mois de janvier, l'administration américaine menaçait ainsi Pékin « d'isolement diplomatique » « si elle ne soutenait pas de nouvelles sanctions de l'ONU contre l'Iran ». <sup>1008</sup>

A la mi-avril, la position chinoise n'avait pas bougé d'un pouce. Le président chinois souhaitait ainsi espérer « voir les différentes parties poursuivre leurs efforts diplomatiques et rechercher des moyens efficaces pour régler le problème par le biais du dialogue et de la négociation ». <sup>1009</sup> Au même moment, le président de la chambre du commerce sino-iranienne annonçait que des investisseurs iraniens obtiendraient bientôt des participations dans des banques chinoises, les deux pays ayant décidé « de développer leurs relations interbancaires ». <sup>1010</sup> Quelques semaines plus tard, Pékin réaffirmait le droit légal de l'Iran à mener un programme nucléaire civil :

« L'usage pacifique de l'énergie nucléaire est le droit légal de tous les pays qui doit être complètement respecté et protégé (...), le développement de l'énergie nucléaire tient une grande importance pour beaucoup de pays en développement afin de traiter des défis, dont la crise énergétique et le changement climatique ». <sup>1011</sup>

Au contraire, tout au long du printemps, la position russe ne cessa de balancer tantôt vers l'Iran, tantôt vers les USA. A la mi-avril, le président russe se trouvait en visite aux USA, à l'occasion du sommet organisé par l'impérialisme américain à Washington sur la "sécurité nucléaire". Il déclara alors que l'Iran cherchait « sciemment à entrer en conflit avec la communauté internationale ». Pour autant, au cours d'une interview donnée à la chaîne américaine *ABC News*, il s'opposa à l'idée d'une « attaque israélienne contre l'Iran » du fait qu'elle risquerait de « déboucher sur un conflit nucléaire et sur une catastrophe globale ». <sup>1012</sup>

Rappelons les faits : une semaine avant ce sommet sur la "sécurité nucléaire", Barack Obama avait dévoilé sa prétendument "nouvelle" doctrine nucléaire américaine. Selon celle-ci l'impérialisme américain s'engageait « à ne jamais utiliser l'arme nucléaire contre un adversaire qui ne la détient pas et qui respecte les règles

du TNP ». Cependant, comme le reconnaissait le secrétaire américain à la Défense, cette règle avait des exceptions, dont une particulièrement étrange...

« Nous faisons exception pour des pays, tels que l'Iran et la Corée du Nord qui ne respectent pas les principes du TNP. Par conséquent, toutes les options sont possibles vis-à-vis des pays de cette catégorie, ainsi qu'envers tous ceux qui peuvent entrer en possession de l'arme nucléaire ». <sup>1013</sup>

L'Iran est pourtant membre du TPN et l'a toujours respecté. Mais il est vrai que c'est Washington qui fixe les règles du jeu et qui décrète arbitrairement qui les respecte et qui ne les respecte pas... Aujourd'hui, les cancre sont la RPRC et l'Iran, demain le premier pays que Washington aura besoin d'intimider au moyen du chantage nucléaire rejoindra cette liste noire... Le président iranien railla naturellement la "nouvelle" doctrine nucléaire américaine et qualifia Barack Obama de « cowboy » et de « nouveau venu inexpérimenté » s'alignant sur la position sioniste. <sup>1014</sup>

Au lendemain de la conférence américaine sur la "sécurité nucléaire", le président iranien en remit une couche et dénonça « **la menace nucléaire déshonorante** » proférée à l'encontre de l'Iran par Barack Obama auquel il conseilla d' « accepter l'Iran tel qu'il est au lieu de poursuivre sa politique de menaces et d'intimidations » s'il voulait « **éviter l'isolement des Etats-Unis et du peuple américain** ». <sup>1015</sup>

Deux semaines après le sommet organisé par l'impérialisme américain à Washington sur la "sécurité nucléaire", le ministre russe des Affaires étrangères affirmait qu'il n'existait « aucun document établissant une dérive du programme nucléaire iranien ». <sup>1016</sup> Le Directeur de l'Organisation russe du Désarmement nucléaire accusait même les USA de « faire du chantage dans les négociations avec les partenaires internationaux, autour de l'affaire nucléaire iranienne ». <sup>1017</sup>

Pourtant, quelques semaines plus tard s'opéra un revirement avec le vote d'un nouveau train de sanction contre l'Iran par le Conseil de Sécurité de l'ONU, Russie et Chine incluses. La Turquie et le Brésil votèrent contre.

Immédiatement après l'adoption de ces nouvelles sanctions, le président iranien ne manqua pas de dire qu'elles ne valaient « pas un sou » et qu'elles étaient « **des mouchoirs usagés bons pour la poubelle** ». <sup>1018</sup> Quelques jours plus tard, il ajoutait au cours d'une intervention sur la première chaîne télévisée iranienne que les USA avaient « **mendié des votes au Conseil de sécurité pour adopter la résolution anti-iranienne** » et que comme « cette récente résolution l'a prouvé », ce dernier n'était « qu'un instrument dans les mains des arrogants ». <sup>1019</sup> L'Iran n'hésite donc pas à humilier publiquement les pays impérialistes qui la menacent !

Le président vénézuélien, lui, ne manqua pas d'apporter immédiatement son soutien à l'Iran et de dénoncer ceux qui « continuent de jouer aux impérialistes » :

« Applaudissons notre ami Ahmadinejad, l'Iran et les peuples iranien et palestinien. Vive la Palestine, vive l'Iran. M. Ahmadinejad a déclaré que les sanctions du Conseil de sécurité étaient bonnes pour la poubelle. Bravo ! (...) Pourquoi aucune sanction n'a été adoptée contre Israël ? Israël qui extermine, tue, n'applique pas des résolutions de l'ONU, envahit et fait ce que bon lui semble (...) Toutefois, les Nations unies se comportent comme si rien ne s'était passé. Que le monde est cynique ! (...) Le gouvernement bolivarien exprime son soutien au peuple iranien qui veut utiliser

l'énergie nucléaire dans des buts pacifiques et condamne la nouvelle décision du Conseil qui freine le développement et la prospérité de l'Iran ». <sup>1020</sup>

Au même moment, commémorant le 1<sup>er</sup> anniversaire de la réélection du président iranien, le président américain exhortait « **la communauté internationale à soutenir les Iraniens qui se battent pour la "liberté"** ». <sup>1021</sup> Quelques jours après, la contre-attaque iranienne cinglante tombait. Devant la foule amassée à Sharekord, le président iranien critiquait « l'ingérence » du président américain dans les affaires intérieures de l'Iran et l'accusait de diriger « la plus violente des dictatures », ajoutant que les USA ne reconnaissent pas le peuple iranien et le haïssait, ce à quoi la foule répondit aux cris de « **Mort à l'Amérique !** ». Au même moment, les autorités iraniennes annonçaient le début de la construction d'un nouveau réacteur nucléaire destiné à la recherche d'une puissance de 20 MW. <sup>1022</sup> Le réacteur de recherche de Téhéran, construit du temps du Shah avec la technologie américaine, possède une puissance de 5 MW.

Quelques jours plus tard, l'Iran prouvait qu'en l'absence d'un accord sur l'échange d'uranium, il serait capable d'approvisionner son réacteur de recherche, en annonçant posséder un stock de 17 kg d'uranium enrichi à 20 % et être capable d'en produire 5 kg par mois, ajoutant que l'Iran pouvait enrichir l'uranium au pourcentage souhaité et que c'était « son droit légal ». <sup>1023</sup>

La Russie, elle, se servit du vote des sanctions comme prétexte pour annoncer la suspension de la livraison des missiles S-300. Le jour même, l'agence de presse russe *Interfax* annonça qu'en raison de ces sanctions le contrat pour la livraison de systèmes de missile [S-300] à Téhéran serait « gelé ». Le ministère russe des affaires étrangères démentit cette annulation, les sanctions ne concernant pas la vente d'armements défensifs. Malgré tout, le lendemain, un responsable du Kremlin confirmait que la vente de S-300 était bien annulée. <sup>1024</sup>

La raison de cette annulation était alors évidente : la Russie avait marchandé son vote d'abord auprès des USA, contre la levée de sanctions visant ses monopoles de l'armement, et ensuite auprès de la France, pour instaurer un climat propice aux transferts de technologie liés à la vente de BPC de classe Mistral à la Russie. Au lendemain de l'annonce du « gel » de la livraison de S-300, le président français félicitait le premier ministre russe en visite en France, ce dernier ne manquant pas de faire remarquer que cette décision était « d'autant plus forte qu'elle a pour la Russie un coût très important ». <sup>1025</sup>

La Russie sous-entendait ainsi qu'elle attendait quelque chose d'au moins aussi important en retour. Au même moment, le premier ministre russe appelait « à une coopération scientifique et technologique plus étroite avec la France » et la diplomatie russe ne cachait pas son intérêt pour « l'achat des navires Mistral à la France », et en particulier pour « l'achat des technologies ». <sup>1026</sup>

Pékin marchandait également de son côté son vote, et obtint notamment quelques semaines plus tard de l'impérialisme américain l'annonce d'un assouplissement des restrictions des exportations américaines de marchandises de haute technologie vers la Chine.

Pour la première fois des dissensions apparurent entre Téhéran et Pékin. Au lendemain du vote de nouvelles sanctions, Téhéran se déclara « surpris » de voir la Chine accepter « la domination des Etats-Unis » et pratiquer une politique à « deux poids, deux mesures » — faisant allusion à la Corée du Nord défendue par Pékin alors qu'elle a quitté le TPN et ne cache pas posséder l'arme atomique —, avant d'ajouter que la Chine risquait de « perdre sa place dans le monde musulman ». En réponse, la Chine chercha à calmer le jeu et à rassurer Téhéran, lui assurant que son vote « ne signifiait pas qu'elle allait se mettre du côté des Etats-Unis pour des mesures plus dures à l'encontre de l'Iran ».

« Les relations entre la Chine et les pays musulmans résisteront à toutes les épreuves et iront de l'avant ». <sup>1027</sup>

Pour l'Iran, le vote russe et chinois était malgré tout beaucoup moins dangereux qu'il ne l'aurait été un ou deux ans auparavant : l'impérialisme américain et ses roquets commencent en effet à craindre les capacités de la défense anti-aérienne iranienne.

Dès le début de l'année 2009, dans les milieux français du renseignement, on ne cachait pas ses inquiétudes face à « la montée en puissance de la défense anti-aérienne iranienne » qui impliquait que « **la possibilité d'effectuer une frappe sur les installations nucléaires iraniennes sera de plus en plus problématique** », surtout si l'Iran parvenait à se doter de lanceurs S-300 :

« Les observateurs admettent que la fenêtre de tir possible pour se livrer à une telle opération est l'année 2009. Après, il sera vraisemblablement trop tard car le rapport pertes/efficacité sera devenu inacceptable pour un attaquant éventuel ». <sup>1028</sup>

Au printemps 2010, l'administration Obama déclarait devant le Congrès qu'elle « ne prendrait pas n'importe quelle option disponible par rapport à l'Iran », pour préciser aussitôt que les « options militaires » restaient cependant « envisageables ». Le directeur de l'Agence des renseignements de défense, le lieutenant-général Ronald Burgess reconnaissait pour sa part qu'il était « improbable » que l'Iran « provoque intentionnellement un conflit ou lance une attaque préventive », ce pays utilisant « ses forces militaires pour se défendre à la fois des menaces intérieures et extérieures ». Ce que craint officiellement l'impérialisme américain, c'est que l'Iran soit en mesure de « restreindre l'accès stratégique au Détroit d'Ormuz » et de « menacer les forces américaines dans la région et nos alliés régionaux avec des missiles ». <sup>1029</sup>

Quelques jours plus tard, au lendemain du défilé militaire iranien, Beirut et Washington ne cachaient pas leur surprise et leur effroi. Le *Los Angeles Times* rapportait qu'au cours du défilé, l'Iran avait présenté ses dernières générations de missiles, mais surtout deux systèmes de fabrication iranienne ressemblant au S-300 russe. <sup>1030</sup> Les experts militaires américains et israéliens soulignèrent également la ressemblance des systèmes présentés avec le HQ-9, la version chinoise du S-300.

Voyant que la Russie ne livrerait pas les S-300 commandés, l'Iran avait trouvé un autre fournisseur ! Faisant sans aucun doute allusion à une production sous licence de HQ-9, le gouvernement iranien déclarait quelques jours après l'annonce de l'annulation de la livraison des S-300 que si la Russie refusait de livrer les missiles,



l'Iran serait « capable de produire les missiles très semblables aux missiles S-300 russes ». <sup>1031</sup>

Dans le même temps, l'Iran montra que ses forces armées se tenaient prêtes à faire face à toute agression militaire. Bien décidé à être en mesure « de répondre à toutes les agressions contre son territoire », l'Iran procéda à une série de manœuvres militaires durant trois jours dans le Golfe persique et le détroit d'Ormuz à la fin du mois d'avril, testant de nouvelles armes et notamment la mise à feu simultanée de missiles terre-mer et mer-mer sur une même cible. <sup>1032</sup> Cet avertissement venait s'ajouter à celui lancé quelques semaines auparavant par un haut responsable des Gardiens de la révolution : « les ennemis savent que s'ils tirent des missiles contre l'Iran, la poussière des explosions des missiles iraniens tombera sur Tel Aviv ». <sup>1033</sup>

Au début du mois de mai, la marine iranienne soucieuse de « démontrer la puissance iranienne pour défendre le territoire du pays », démarrait une nouvelle série d'exercices de 6 jours dans les eaux du détroit d'Ormuz et de la mer d'Oman. <sup>1034</sup> Début juin, l'armée iranienne annonçait de nouvelles manœuvres militaires d'envergure pour septembre. <sup>1035</sup>

L'Iran montra ainsi qu'elle ne céderait pas et que son offensive diplomatique se poursuivrait, montrant qu'elle attendait d'éventuels agresseurs de pied ferme.

Pourquoi un tel acharnement des pays impérialistes en déclin pour faire adopter de nouvelles sanctions contre l'Iran à ce moment précis, sinon pour tenter de faire pression sur l'Iran, ou tout au moins de se venger d'elle, alors qu'au même moment se déroulait la conférence internationale de révision du TPN... Mais pour les pays impérialistes en déclin, cette conférence ne se déroulait pas comme espéré...

A la fin du mois de mai, la conférence du TPN aboutissait en effet à la planification pour 2012 d'une conférence portant sur « l'interdiction totale des armes de destruction massive dans tout le Proche-Orient ». Alors qu'Obama se disait « fortement en désaccord » avec la singularisation d'Israël, dont se félicitait la délégation iranienne, l'arsenal nucléaire de l'Etat sioniste était placé « au cœur des débats ». Surtout Israël est aujourd'hui sommé de « signer le TNP » et de « renoncer à son arsenal atomique ». <sup>1036</sup>

Au même moment, en guise de "représailles", l'Etat sioniste se vengeait à sa façon sanglante contre une flottille d'aide humanitaire visant à briser le blocus sioniste de la bande de Gaza. L'Iran ne manqua pas de souligner que « ce triste événement » mettait « au grand jour la vraie nature du régime sioniste » et « couvre de honte ce régime ». <sup>1037</sup>

Après avoir condamné « l'assaut meurtrier mené par l'armée israélienne contre une flottille humanitaire qui faisait route vers Gaza », la Chine déclara souhaiter « une réaction rapide du Conseil de sécurité » et exhorta Israël à « appliquer immédiatement et complètement la résolution 1860 du Conseil de sécurité » ainsi qu'à « lever le blocus contre la bande de Gaza ». <sup>1038</sup>

Alors que l'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême iranien, déclarait que le sionisme était « une face nouvelle et plus agressive du fascisme soutenu par les

gouvernements [occidentaux] qui affirment prôner la liberté et les droits de l'homme », le président iranien appelait « à la formation d'un front mondial pour lever le siège de Gaza ». <sup>1039</sup> Au même moment, au Moyen-Orient et en Asie, les manifestations populaires anti-sionistes se multipliaient. Tandis qu'on manifestait sa colère devant l'ambassade américaine en Indonésie, on brûlait des drapeaux israéliens en Turquie et des drapeaux israéliens et américains au Pakistan ! En Jordanie, c'est le drapeau israélien flanqué d'une croix gammée qu'on brûlait. Le premier ministre turc déclara que « cet acte, totalement contraire aux principes du droit international » était « un acte inhumain de terrorisme d'Etat ». <sup>1040</sup>

Même dans les pays impérialistes en déclin, la colère était palpable, malgré la soumission des élites politico-médiatiques au lobby sioniste. En France, les manifestants scandaient "Israël, assassin", "Palestine vivra, Palestine vaincra", "Sionistes fascistes". Selon les forces de police plus de 1 200 personnes manifestaient à proximité de l'ambassade israélienne, l'accès ayant été bloqué par les CRS. <sup>1041</sup>

Le 3 juin, une séance de la Knesset, le parlement israélien, manquait de tourner au pugila et donnait une illustration concrète de l'appréciation de Noam Chomsky, qui dénonçait le racisme institutionnalisé du régime sioniste. En cause, la députée arabe israélienne Hanin Zoabi, présente sur le ferry turc attaqué par les commandos sionistes, que d'autres députés ont empêché de s'exprimer à la tribune et copieusement insulté, provoquant une véritable cacophonie et obligeant le président de l'assemblée à expulser des parlementaires et à demander l'évacuation de la députée sous protection rapprochée : « Vérifiez si elle a un couteau sur elle ! », « Va vivre à Gaza, traîtresse ! », « Attention, il y a une terroriste à vos côtés ! », « Pourquoi cette femme a-t-elle le droit de parler ? » <sup>1042</sup>

Alors que l'opinion publique internationale exigeait une enquête internationale, les diplomates d'occident savaient parfaitement que l'Etat sioniste s'y opposerait : « **Nous savons qu'il s'agit d'une ligne rouge pour Israël qui n'acceptera pas d'enquête internationale** ». <sup>1043</sup>

Le lendemain, le porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères confirmait que le gouvernement sioniste jugeait « hors de question » une enquête internationale sous l'égide du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, arguant que « le crédit moral de cet organisme qui s'acharne avec obsession contre Israël a atteint un zéro absolu ». <sup>1044</sup>

Alors qu'une enquête internationale était autant demandée qu'il était tout autant évident qu'elle serait refusée par l'Etat sioniste, le chef de la diplomatie turque ne mâchait pas ses mots :

« Nous voulons connaître les faits. Si Israël refuse, (...) c'est une preuve supplémentaire de sa culpabilité. Ils ne sont pas assez sûrs d'eux pour affronter les faits ». <sup>1045</sup>

Depuis Cuba jusqu'à la Turquie, les gouvernements demandaient l'adoption de sanctions internationales contre Israël ainsi que la levée du blocus contre Gaza. Dans le même temps, les pays impérialistes en déclin tentaient d'enrayer la montée de la colère sans pour autant retirer leur soutien à l'Etat sioniste en proposant une enquête sous l'égide des USA. Déterminés à sauver la tête de l'Etat sioniste, que

tout le Moyen-Orient rêvait de voir se balancer au bout d'une pique, les pays impérialistes en déclin évitaient de parler du blocus et se contentaient d'essayer de mettre au point un cadre d'enquête capable de présenter sous un jour avantageux une enquête américano-sioniste dont il apparaissait évident qu'elle serait tout sauf impartiale !

Il ne fallait évidemment pas attendre de l'impérialisme américain et de ses alliés traditionnels qu'ils exigent la levée de l'embargo sioniste contre Gaza ou qu'ils adoptent des sanctions. La raison fondamentale de ce soutien indéfectible a été parfaitement exprimée par Noam Chomsky :

« La stratégie américaine, au Moyen-Orient, consiste à faire main basse sur les ressources énergétiques de la région, et c'est sur cette stratégie qu'est, d'ailleurs, basé le lien entre Washington et Tel-Aviv ». <sup>1046</sup>

Après tout, conscient de jouir d'une immunité, l'Etat sioniste ne fait rien de plus qu'obéir à son donneur d'ordres et l'imiter. A l'automne 2009, la Chine avait appelé « les Etats-Unis à lever l'embargo économique imposé il y a près de 50 ans contre Cuba » et à respecter « l'objectif et le principe de la Charte de l'ONU et du droit international ». <sup>1047</sup> Cette dernière est en effet bafouée par les Etats-Unis qui refusent d'appliquer depuis 1992 la résolution votée par l'Assemblée Générale de l'ONU en faveur de la levée de ce blocus. Un appel qui est évidemment tombé dans l'oreille d'un sourd, mais qui montre que l'impérialisme chinois n'hésite pas à rendre coup pour coup en appuyant là où ça fait mal.

C'est en prenant exemple sur ce genre d'attaques, que de "mauvais élèves" (indisciplinés) comme l'Iran dénoncent ensuite des institutions comme l'ONU comme un instrument de l'impérialisme américain !...

Un exemple d'autant plus dangereux qu'il tend à déteindre sur d'anciens "élèves modèles", comme nous allons le voir !

Alors que le Moyen-Orient tout entier bouillonnait et continuait à brûler les symboles de l'Etat sioniste, une chose avait changé par rapport aux exactions sionistes précédentes. Contrairement à ce qui passait il y a encore quelques années, le mécontentement n'était plus cantonné aux masses populaires arabes, solidaires des souffrances endurées par le peuple palestinien dont les droits sont impunément foulés aux pieds depuis plus de six décennies. Ce mécontentement est en effet aujourd'hui relayé par des élites bourgeoises hier encore indifférentes au sort du peuple palestinien, à l'instar des élites turques.

Aussi juste soit le combat pour briser l'embargo sioniste contre Gaza, il est évident que les motivations humanitaires sont loin d'être la principale motivation de la diplomatie turque. La même remarque vaut pour certains défenseurs intelligents de la politique coloniale occidentale au Moyen-Orient qui ont bien compris que le rapport de forces était en train de se modifier en leur défaveur et qu'il fallait mieux faire des concessions pour tenter de ne pas tout perdre, à l'instar de l'ancien premier ministre britannique Tony Blair qui appela ainsi l'Etat sioniste à lever le blocus de la bande de Gaza :

« La politique de Gaza est contre-productive. Israël devrait laisser passer le matériel destiné à reconstruire les maisons, le système sanitaire, le système de distribution d'eau et d'électricité et permettre à l'activité de s'épanouir ». <sup>1048</sup>

En bref : si l'Etat sioniste continue de s'obstiner à affamer ses esclaves et refuse de leur accorder le minimum vital, les choses vont empirer et la situation deviendra intenable. Pour les élites turques, la motivation est également loin d'être humanitaire. Il faut la rechercher ailleurs...

Si les dirigeants turcs ont longtemps fait des pieds et des mains pour obtenir le droit d'intégrer l'Union européenne, la crise économique — et sans aucun doute encore davantage les affrontements intra-européens des derniers mois autour de la crise de la dette grecque —, les ont sans aucun doute amenés à revoir radicalement leur stratégie de développement et leur politique extérieure. C'est dans ce contexte qu'au printemps 2010, la Turquie a soudainement reconsidéré ses liens avec l'Etat sioniste.

Les médias bourgeois des pays impérialistes en déclin commencent aujourd'hui à s'inquiéter ouvertement de ce brusque revirement turc, qui a non seulement largement contribué à contrecarrer leurs plans de déstabilisation du Moyen-Orient (nucléaire iranien), mais a même contribué à y fragiliser leurs positions les plus solides !

Après avoir joué, aux côtés du Brésil, le rôle d'ambassadeur dans le cadre de l'accord d'échange de combustible nucléaire iranien — une initiative très peu populaire à Washington, Bruxelles et Tel Aviv —, la Turquie a ainsi pris la tête du combat pour lever le blocus instauré en 2007 par les sionistes contre la population de Gaza !

C'est ainsi qu'une flottille battant pavillon turc, se donna comme objectif de briser ce blocus. Les sionistes, aussi violents que stupides, foncèrent tête baissée dans le piège diplomatique en arraisonnant par la force, de la manière la plus violente et la plus illégale possible, les navires composant la flottille. Les dirigeants turcs dénoncèrent aussitôt le crime des sionistes, rappelèrent leur ambassadeur en poste en Israël et offrirent des funérailles hors normes à leurs martyrs tombés pour la cause palestinienne ! Le président turc lança même : « La Turquie ne pardonnera jamais ».

Quelques jours après l'attaque sioniste sanglante perpétrée contre la "flottille de la liberté", *Le Figaro* publiait un article intitulé « La Turquie place ses pions sur l'échiquier moyen-oriental ». Dans cet article, *Le Figaro* enrageait face aux ambitions du « nouveau Nasser » qui affirme que « **les équilibres et les alliances vont changer dans la région** », en d'autres termes que les jours des pays impérialistes en déclin et de leur cheval de Troie y sont comptés. Le journal s'inquiétait ouvertement de la nouvelle stratégie d'Ankara visant à « se transformer en puissance régionale incontestable » :

« L'accord turco-brésilien avec l'Iran sur l'échange d'uranium, conclu en mai, a déjà montré qu'Ankara n'hésitait plus à agir en fonction de ses propres intérêts, même s'ils s'opposent à ceux de ses alliés traditionnels occidentaux. (...) Depuis l'arraisonnement sanglant du Mavi Marmara, la Turquie apparaît comme l'héroïne de

la rue arabe. (...) Aujourd'hui, il y a une vraie convergence turco-arabe. (...) L'objectif est rempli (...) : il renforce les positions turques sur la scène moyen-orientale ». <sup>1049</sup>

La réaction fut encore plus hostile aux USA où des membres de la Chambre des représentants, à l'instar des républicains Mike Pence et Peter King ou de la démocrate Shelley Berkley prirent violemment à partie la Turquie, lui reprochant notamment son opposition aux sanctions contre l'Iran — un positionnement « d'autant plus scandaleux que la Turquie est un membre de l'Otan » —, que sa participation active à la flottille :

« Je pense que le sang est sur les mains de la Turquie. (...) Il y aura des conséquences si la Turquie conserve sa tendance actuelle de rapprochement avec l'Iran et de confrontation croissante avec Israël ». <sup>1050</sup>

Mais en dépit des menaces américaines, quelques semaines plus tard, les autorités turques continuaient de maintenir la pression. Devant le refus de l'Etat sioniste de présenter ses excuses pour l'assassinat des neuf ressortissants turcs et d'accepter une commission d'enquête internationale, le ministre turc des Affaires étrangères instaurait l'interdiction systématique de survol de l'espace aérien turc par les avions militaires israéliens et menaçait Tel-Aviv de rupture des relations diplomatiques. <sup>1051</sup>

L'exemple iranien fait ainsi des émules ! Les élites bourgeoises de certains pays dépendants ont bien compris qu'elles avaient une carte à jouer pour profiter de la montée en puissance de l'impérialisme chinois et de l'effondrement des pays impérialistes en déclin !

A la fin du printemps, l'Iran continuait son offensive contre l'impérialisme américain et son allié sioniste. Au cours d'une interview donnée à la chaîne télévisée émiratie, le président iranien donna aux élites bourgeoises européennes le conseil suivant :

**« Les Etats européens devraient prendre leur distance avec les politiques suivies par les Etats-Unis, dont la puissance est en perte de vitesse ».** <sup>1052</sup>

En d'autres termes cela signifiait : "désolidarisez-vous de la politique agressive américano-sioniste avant qu'elle ne leur explose à la figure, si vous ne voulez pas couler avec eux". Un appel que les élites des pays impérialistes en déclin d'Europe ne prirent pas en compte. Au même moment, dans un article intitulé « Sanctions de l'ONU sur l'Iran : un cadeau au régime », le *Guardian* avertissait que ces sanctions, loin d'affaiblir le régime, donneraient « **l'occasion au président iranien de résister devant les pressions et d'obtenir, ainsi, un prestige considérable devant les pays du monde** », ajoutant que c'était « **une erreur que le président Barack Obama pourrait encore avoir à regretter** ». <sup>1053</sup>

Mais loin de prendre en compte cet avertissement lancé par les défenseurs intelligents des intérêts des pays impérialistes en déclin, les élites bourgeoises des USA et de l'Union européenne adoptèrent des sanctions unilatérales supplémentaires contre Téhéran. La diplomatie russe commença alors à durcir le ton.

« Nous sommes déçus par ce genre de décisions qui sapent les bases de notre dialogue et de notre coopération à la recherche de voies à emprunter pour régler le problème nucléaire iranien. (...) Les Etats-Unis et l'Union européenne font preuve de mépris politique pour le partenariat avec la Russie ». <sup>1054</sup>

A la fin juin, au lendemain de la fin d'une visite d'Etat du président russe aux USA, les relations entre la Russie et les USA se détériorèrent encore plus ouvertement à l'occasion de l'annonce de l'arrestation de dix espions russes aux USA. Deux semaines plus tard, Moscou se vengeait des USA en annonçant que le contrat de livraison des missiles S-300 à l'Iran n'avait pas été annulé !

« Un morceau de hamburger de trop, qui est resté en travers de la gorge des Russes. Le scandale a eu l'effet d'une douche froide, et repoussé aux calendes grecques les projets conjoints dans le domaine de l'innovation, si chers à Medvedev. Mais surtout, l'affaire a été ressentie comme une défaite russe. Afin de rapatrier les "illégaux", des espions de bas étage, Moscou a été contraint d'extrader vers les Etats-Unis quatre agents secrets expérimentés, russes de surcroît. Un échange humiliant qui est loin de satisfaire les appétits de revanche côté russe ».<sup>1055</sup>

Au même moment, la Russie installait un système de missiles tactiques Iskander-M dans la région de Léningradskāia. Ce système était destiné à donner à la Russie le moyen de détruire le bouclier anti-missile déployé par les USA en Pologne...<sup>1056</sup> Quelques semaines plus tard, l'impérialisme russe annonçait le déploiement de systèmes S-300 en Abkhazie, dans le but clairement exprimé de « prévenir la violation de l'espace aérien » abkhaze et ossète et de « détruire tous les aéronefs intrus quelles que soient leurs missions ». <sup>1057</sup> Une manière de signifier clairement à la Géorgie, aux USA et à l'OTAN qu'ils ne devraient rien tenter pour ramener dans leur giron les deux régions séparatistes...

Alors que les relations avec les pays impérialistes d'occident se dégradent, le Groupe unifié de construction navale russe (OSK) proposait au ministère de la Défense d'envisager la construction sous licence de navires porte-hélicoptères sud-coréens de classe Dokdo « en alternative » aux BPC de classe Mistral...<sup>1058</sup>

Une alternative rendue d'autant plus crédible par l'annonce du lancement d'un appel d'offre international pour ce contrat, trois semaines après que Nicolas Sarkozy ait déclaré aux salariés des chantiers navals STX de Saint-Nazaire comme "certaine" la construction de deux BPC pour le compte de la Russie.<sup>1059</sup> Une façon pour l'impérialisme russe de signifier à l'impérialisme français qu'il exigeait d'obtenir davantage que la livraison des coques non-armées, du moins cette option déplaire à l'OTAN...

Loin de donner à nouveau son aval à d'autres sanctions des pays impérialistes d'occident contre l'Iran, la fin du mois de juillet vit la Russie s'y opposer ouvertement. Le ministère russe des Affaires étrangères « rejeta catégoriquement » les nouvelles sanctions unilatérales adoptées contre l'Iran par les USA et l'Union européenne, les jugeant comme un témoignage « inacceptable » de leur « indifférence » vis-à-vis des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.<sup>1060</sup> Un point de vue appuyé quelques jours plus tard par le ministère chinois des Affaires étrangères.<sup>1061</sup>

Parmi les sanctions américaines et européennes unilatérales, la mise en place d'un embargo sur les produits pétroliers raffinés, et en premier lieu sur l'essence, dont l'Iran importe encore environ le tiers de ses besoins. Une situation héritée du passé bourgeois-compradore du pays. Les groupes pétroliers occidentaux tels Shell et Total interrompirent ainsi leurs livraisons. Ceci n'empêcha pas Téhéran de railler cet

embargo, l'Iran augmentant actuellement ses propres capacités de raffinage afin d'assurer son autosuffisance. En outre, la Turquie et la Chine continuaient à livrer de l'essence à l'Iran, sans oublier la compagnie russe Lukoil qui reprit ses exportations d'essence après les avoir stoppé quelques mois pour plaire à Washington...<sup>1062</sup>

A l'origine de ces nouvelles sanctions, la détermination de l'Iran à ne pas céder aux pressions des pays impérialistes en déclin, et la multiplication des victoires iraniennes. Ainsi, à la mi-juillet, au moment où les services secrets américains remportaient une victoire contre les services secrets russes, ils essayaient une cuisante défaite contre l'Iran, avec la libération du physicien nucléaire iranien Shahram Amiri, qui avait disparu en juin 2009. De retour en Iran après avoir "séjourné" un an aux USA, le chercheur iranien déclara avoir été enlevé par la CIA et les services secrets saoudiens à Médina et avoir fait l'objet d'actes de torture de la part de la CIA. Une version rejetée par Washington, sans aucun doute très embarrassé, qui affirma que le scientifique était un transfuge consentant qui avait finalement changé d'avis...<sup>1063</sup> La presse chinoise fût trop heureuse de relayer l'interview télévisée que donna le chercheur iranien à son retour au pays.<sup>1064</sup>

Il fallait de toute façon beaucoup plus qu'un nouveau train de sanctions pour intimider Téhéran qui, après avoir menacé d'adopter également des sanctions économiques, mit en pratique ses menaces ! Au début de l'été, le président iranien appela à appliquer la loi votée quelques jours plus tôt instaurant le boycott des produits israéliens, une mesure que le ministère des Affaires étrangères iranien ne cachait pas vouloir proposer aux instances mondiales et notamment au Mouvement des Non-alignés.<sup>1065</sup>

Au même moment, se formait une nouvelle "flottille internationale de la liberté", bien déterminée à briser le blocus sioniste imposé à la population de la bande de Gaza. Composée de navires iraniens, libanais, vénézuéliens et européens, elle promit qu'elle donnerait « des surprises à Israël ».<sup>1066</sup>

C'est dans ce contexte qu'au cours d'une interview donnée le 5 juillet sur *CNN*, Bill Clinton jugea « inefficaces les sanctions contre l'Iran » et se déclara également opposé au choix de l'option militaire, avertissant que « **si l'Occident attaque l'Iran tous les Iraniens se soulèveront en bloc contre l'Occident** ».<sup>1067</sup>

Ainsi, dans les pays impérialistes en déclin, certains commencent à avertir qu'il est peut-être temps de changer de stratégie vis-à-vis de l'Iran et que la stratégie mensonges-menaces-sanctions a définitivement échoué...

L'Iran sait bien qu'elle est intouchable et n'a plus peur des chiens qui aboient ! Quelques semaines plus tard, le ministre iranien de la Défense assurait que l'Iran était prête « à fournir à l'armée libanaise tout ce qu'elle demande », afin que le Liban soit en mesure de « défendre ses frontières contre Israël ».<sup>1068</sup> A l'occasion de la présentation du drone bombardier Karrar, le président iranien souligna que la défense iranienne devait arriver à un haut degré technologique afin de constituer « **le parapluie défensif de toutes les nations libres devant les arrogants** ».<sup>1069</sup>

Au même moment, les ingénieurs iraniens et russes mettaient un terme au « roman fleuve » de la centrale de Bouchehr en chargeant les barres de combustibles dans le

réacteur, marquant ainsi sa mise en service. Le chef de l'Organisation de l'énergie atomique iranienne ne manqua pas de souligner que cette mise en service sous la supervision de l'AIEA constituait une « leçon directe » « donnée à ceux qui souhaitaient entraver les progrès iraniens dans le domaine nucléaire en imposant des sanctions ».<sup>1070</sup>

Autant de lourdes défaites pour les pays impérialistes en déclin, qui apparaissent désormais bien impuissants face à la montée en puissance de l'Iran.

Pendant des années, face à l'intelligence de la diplomatie iranienne, le lobby politico-médiatique des pays impérialistes en déclin n'a eu à opposer que les menaces, mais aussi les falsifications grossières, employant des méthodes qui ne sont pas sans rappeler celles utilisées par la bourgeoisie internationale pour jeter le discrédit sur l'URSS de Staline. Hitler écrivait déjà dans *Mein Kampf* :

« Un mensonge répété dix fois reste un mensonge. Répété dix-mille fois, il devient une vérité ».

Nous citerons comme exemple de l'utilisation de ces méthodes auxquels la bourgeoisie a couramment recours contre ses ennemis, qu'ils soient des concurrents émergents ou des communistes — comme nous l'avions déjà montré avec le document figurant en annexe n°1 —, la déclaration attribuée au président Ahmadinejad qui aurait soi-disant menacé de « **rayer Israël de la carte** », une non-déclaration reprise systématiquement depuis cinq ans par les élites bourgeoises d'occident — à l'instar de Tony Blair, Georges Bush, Nicolas Sarkozy, Ariel Sharon, Shimon Pères et Benjamin Netanyahu, etc. —, pour prouver que l'Iran représenterait une menace pour la paix au Moyen-Orient, voir préparerait un nouvel holocauste... « **En voie de radicalisation, l'Iran veut "rayer" Israël de la carte** », titrait *Le Monde*.<sup>1071</sup> Mais quels sont les faits ? Quelques semaines après sa première élection, le président iranien avait fait la déclaration suivante : « Imam ghoft een rezhim-e eshghalgar-Qods i bayad comme safheh-e mahv Rüzgar shavad ». Littéralement, cela signifiait :

« **L'Imam [Khomeini] a dit que ce régime occupant Jérusalem devait disparaître de la page du temps** ».<sup>1072</sup>

Outre une traduction pour le moins... fautive, le président iranien n'ayant employé ni les termes "rayé", "carte" ou "Israël", mais seulement parlé de la disparition du régime d'occupation sioniste, les ennemis de l'Iran s'étaient bien gardés d'étudier le contexte dans lequel le président iranien avait prononcé cette phrase : un discours prononcé à l'automne 2005 à l'occasion d'une conférence intitulée « **Le Monde sans le sionisme** » où il avait dit son espoir de voir le Moyen-Orient débarrassé de l'emprise des USA et du régime sioniste, rappelant que l'histoire avait vu d'autres puissants empires apparemment invincibles s'effondrer, citant notamment l'URSS.<sup>1073</sup>

Remise dans son contexte, la phrase prononcée par le président iranien signifiait donc que le régime sioniste était condamné à s'effondrer et appartiendrait bientôt à l'histoire. Une citation des plus actuelles !

Quant aux rares artistes et intellectuels des pays impérialistes en déclin qui osent prendre le contre-pied de la propagande du lobby politico-médiatique et sioniste, ils



sont aujourd'hui mis à l'index et stigmatisés comme "antisémites". L'humoriste Dieudonné — qui dénonce l'usage de la Shoah pour justifier les crimes de la colonisation juive en Palestine et ne cache pas ses sympathies pour le Hamas et l'Iran —, en sait quelque chose, ce qui n'a cependant pas suffi à le décourager, comme l'illustre son dernier spectacle "Mahmoud". C'est pourquoi certains souhaiteraient aujourd'hui le voir interdit de représentation en France...<sup>1074</sup>

Dans une interview donnée à l'Agence de presse japonaise *Kyodo* au début de l'été 2010, le président iranien souligna que l'Iran aurait recours à des « représailles dans le secteur économique » en réponse aux nouvelles sanctions, avant d'ajouter que « **les relations unilatérales et injustes d'après la deuxième guerre mondiale avaient fait leur temps et étaient devenues obsolètes** ». <sup>1075</sup>

Un mois plus tard, il mettait au défi le président américain d'accepter un débat « en face à face » devant les médias « **pour établir qui, de l'Iran ou des Etats-Unis, propose les meilleurs remèdes aux maux du monde** », une proposition qu'il avait déjà faite à son prédécesseur qui n'y avait pas répondu...<sup>1076</sup>

On comprend que l'administration américaine ne réponde pas à de telles propositions qui conduiraient inévitablement à une cuisante humiliation publique...

Il y a quatre ans, au lendemain d'un discours dans lequel le président américain avait défini le gouvernement iranien comme « une petite élite cléricale qui isole et opprime son peuple », le président iranien avait contre-attaqué en dénonçant « **ceux qui ont les mains dans le sang des peuples jusqu'au coude, qui sont impliqués partout où il y a des guerres et l'oppression, qui déclenchent des guerres en Asie et en Afrique, tuent des gens par millions** ». Il avait ensuite lancé à l'adresse « des puissances de paille » :

« **Vous qui soutenez les crimes du régime fantoche sioniste, vous qui soutenez la destruction des maisons des Palestiniens (...), vous n'êtes pas qualifiés pour parler des droits de l'Homme et des libertés. (...) Dans un avenir proche, nous allons vous juger devant le tribunal des peuples** ». <sup>1077</sup>

Aujourd'hui, le temps du "jugement" approche à grand pas et les officiels iraniens s'en réjouissent ouvertement. Dans le courant du mois de juillet, un général iranien jugeait intenable la situation des troupes d'occupation en Afghanistan et leur conseillait de procéder à un retrait « pur et simple » :

« Les années d'or de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient sont bel et bien révolues et la désaméricanisation de la région est aujourd'hui une valeur dont se réclament toutes les nations, de ce côté ci de la planète. Les américains n'ont aucune chance de succès en Afghanistan, où le conflit s'intensifie de jour en jour, au risque de brûler ceux qui l'ont déclenché ; les flammes de la guerre tendent même à s'attiser avec la présence de Petraeus ». <sup>1078</sup>

Au début du mois de septembre, la diplomatie iranienne alla encore plus loin. Le président iranien déclara en effet que toute attaque contre l'Iran « conduirait à la destruction de l'entité sioniste » qui se trouve aujourd'hui « dans une situation à très difficile » et qui est « sur la voie de désintégration ». Il souligna en outre qu'en dépit de ses déclarations belliqueuses, Washington semblait en fait ne pas souhaiter réellement un conflit avec l'Iran.

« Il n'y aura pas de guerre contre l'Iran. Toutes les déclarations à cet égard sont une guerre psychologique ».<sup>1079</sup>

Au même moment, la presse bourgeoise des pays impérialistes en déclin faisait campagne contre la lapidation de Sakineh Mohammadi Ashtiani, une iranienne condamnée à mort par lapidation pour adultère et complicité dans le meurtre de son mari. Le média libanais *Al-Manar* dénonça dans cette campagne une « manipulation politico-sioniste » destinée à « diaboliser l'Iran ». Dans un article très pertinent, le média libanais dénonçait une campagne orchestrée depuis Tel Aviv dans le but de « préparer l'opinion publique à une attaque israélienne en manipulant la cause des femmes », avec le concours notoire du franco-israélien Edouard de Rothschild, principal actionnaire du journal *Libération*. L'article du média libanais dénonçait également le rôle joué par « **les bobos starlettes droits de l'homme à l'indignation très sélective telles Jane Birkin et sa fille Charlotte Gainsbourg** ».

« Ces "bonnes consciences" ne vont pas s'interposer lorsque les Roms ici en France sont expulsés de leurs misérables camps de fortune et que, indignité des indignités, imitant le régime de Pétain, la Sarkochienlit fait procéder au « tri » les femmes et les enfants d'un côté les hommes de l'autre, avec menace de séparer les enfants des mères, et ensuite organise leur expulsion. Oui Sarkozy emploie les méthodes de Pétain et à l'instar de ce dernier il doit être poursuivi et jugé pour haute trahison, trahison de la République, de sa Constitution, dont il est supposé être le garant, trahison donc de son mandat de président élu. Oui pour cela Sarkozy doit être déchu de sa nationalité. Quant à ces "bonnes consciences" qu'elles cessent donc de se prostituer en manipulant d'une façon éhontée les Droits des Femmes à des fins politiques pour justifier une autre guerre, cette fois-ci contre l'Iran ».<sup>1080</sup>

## Niger : un coup d'Etat réalisé dans la plus pure tradition de la Françafrique...

En juillet 2009, nous avons souligné que le pouvoir de séduction croissant de l'impérialisme chinois combiné à la crise économique induirait « une recrudescence de l'instabilité politique et sociale sur le continent [africain] ». Il nous apparaissait alors évident que les pays impérialistes en déclin, et en particulier la France, feraient tout pour y défendre « bec et ongle leurs derniers bouts de gras ».

**« Les méthodes éprouvées du semi-colonialisme — menées à coup de putsch opposant différentes ailes de la bourgeoisie compradore des pays dépendants —, ont donc de "beaux jours" devant elles ! »<sup>1081</sup>**

Il n'aura pas fallu attendre très longtemps pour en avoir un exemple. Le 18 février 2010, un putsch militaire renversait Mamadou Tandja, le président nigérien, qui était il est vrai devenu un peu trop "non-aligné" aux yeux de l'impérialisme français. Nous allons voir pourquoi. Mais pour cela, revenons un peu en arrière...

Le 5 janvier 2009, après deux ans de négociations, la direction d'AREVA et le gouvernement nigérien avaient signé une convention minière pour l'exploitation du gisement d'uranium d'Imourarem. AREVA est l'un des principaux monopoles mondiaux de la filière nucléaire. Son actionnaire majoritaire est l'Etat impérialiste français (87,7 %). En 2009, AREVA a réalisé un chiffre d'affaires de 14,1 milliards d'euros et un bénéfice net représentant 3,9 % de ce chiffre d'affaires.<sup>1082</sup>

Le monopole est présent dans toute la chaîne du nucléaire, de l'extraction d'uranium à la centrale, en passant par le retraitement des déchets nucléaires. Or de l'aveu d'AREVA, ce gisement d'uranium n'est pas n'importe quel gisement...

« Le gisement d'Imourarem constitue la réserve d'uranium connue la plus importante de toute l'Afrique et la deuxième au monde derrière celle d'Olympic Dam, en Australie. A l'heure où la relance du nucléaire est annoncée dans de nombreux pays, il s'agit d'une opération d'envergure pour le groupe et le Niger ». <sup>1083</sup>

Le gisement a un potentiel de production annuel estimé à 5 000 tonnes de minerai d'uranium pendant 35 ans. Les gisements actuellement exploités par AREVA dans le pays à Arlit ont une production cumulée de l'ordre de 3 800 tonnes. Un enjeu de taille donc ! Au terme de cette convention, AREVA détient les deux tiers du capital du gisement, le tiers restant revenant à l'Etat nigérien. Pour AREVA, le gisement d'Imourarem représente un investissement important chiffré à 1,2 milliard d'euros.

Heureusement pour AREVA, la convention signée fixe un prix d'achat plus que modéré, de 40 \$ la livre d'uranium, inférieur au cours mondial au moment de la signature de la convention (58 \$), alors que le cours de l'uranium est condamné à augmenter dans les années à venir ! Le monopole français était ainsi certain d'engranger de fabuleux surprofits quand l'exploitation du gisement démarrerait en 2012 !<sup>1084</sup> Pourquoi donc l'impérialisme français aurait-il eu intérêt à reprendre les choses en main récemment ?

Au cours des négociations pour l'exploitation du gisement d'Imourarem, le président nigérien avait demandé que l'Etat nigérien détienne 40 % du capital de la société « une requête jugée irréaliste par AREVA qui proposait 33 % au Niger ». <sup>1085</sup>

Depuis le début de l'exploitation des gisements d'Arlit, AREVA a accaparé près de 90 % des profits, ne laissant que des miettes au Niger ! Ceci donne la mesure des douloureuses concessions que le monopole français a du faire pour le gisement d'Imourarem !... Mais quelques mois après la signature de la convention, la situation internationale avait bien changé, et l'attrait exercé par un partenariat avec la Chine ou l'Iran, deux pays ne souffrant d'aucune récession économique, n'en finissait pas de grandir. Un peu plus d'une semaine avant le coup d'Etat, l'hebdomadaire économique *Challenges* titrait « **L'Elysée s'inquiète pour les positions d'AREVA au Niger** », avant de préciser :

« Nicolas Sarkozy veut dissuader ce pays riche en uranium, où le groupe français investit 1,2 milliard d'euros dans un nouveau gisement, de se rapprocher des Chinois et des Iraniens. L'Elysée s'inquiète de la pérennité du "partenariat durable" entre AREVA et le Niger, un pays riche en uranium où le groupe français investit 1,2 milliard d'euros dans un nouveau gisement. Nicolas Sarkozy ne devrait pas se rendre à Niamey lors de son voyage en Afrique fin février qui l'amènera au Gabon et au Rwanda. Mais il y dépêchera le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner ou le ministre de l'Industrie Christian Estrosi afin de dissuader le président Mamadou Tandja de se rapprocher des Chinois et des Iraniens ».<sup>1086</sup>

La semaine suivante, à la veille du coup d'Etat, le *Canard enchaîné* faisait des remarques similaires, avant d'ajouter que la mission des deux ministres avait cependant bien peu de chances d'aboutir, car de l'avis de « beaucoup d'observateurs » elle s'annonçait comme « **une mission kamikaze** » :

« Depuis quelque temps, sans rompre avec les partenaires occidentaux de notre pays, Tandja élargit son cercle d'amitié vers l'Asie et certains pays arabes d'Afrique dont l'Egypte et l'Algérie. Récemment, il a accueilli le Président Sénégalais dans une tenue "col Mao", comme on dit chez nous. C'est-là un signe qui montre qu'il porte les Chinois dans son cœur. Du reste, la Chine a raflé beaucoup d'offres juteuses au Niger ces derniers temps : permis miniers et pétroliers, exploitation pétrolifère et construction d'une raffinerie à Zinder, construction du 2<sup>ème</sup> pont, infrastructures (classes préfabriquées) ; pour ne citer que ceux-là. Et depuis quelques mois, des équipes prépareraient officieusement une visite du Président Tandja en Iran ».<sup>1087</sup>

Le président nigérien, qui n'avait pas caché souhaiter « **un élargissement de la carte diplomatique du Niger** », avait même sous-entendu qu'en cas de sanctions de la part de l'occident, le pays pourrait « **quitter la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)** ».<sup>1088</sup> La CEDEAO rassemble pour l'essentiel les pays inclus dans la Françafrique.

Au cours du deuxième Sommet de l'Amérique du Sud-Afrique qui s'était tenu à l'automne 2009 au Venezuela, le président nigérien avait souligné la nécessité de « créer un modèle et un ordre économique pour briser l'injustice et l'égoïsme qui est toujours présent dans l'arène internationale », ajoutant que « l'alliance entre les pays du Sud » leur donnerait « la chance de briser le cercle vicieux de la pauvreté ».<sup>1089</sup>

Nous avons donc bien le crime ainsi qu'un suspect ayant un mobile accablant ! Il était en effet hors de question pour l'impérialisme français de rester sans rien faire. Il fallait à tout prix préserver le monopole exclusif d'AREVA au Niger ! Voyons maintenant comment le suspect s'est débrouillé pour brouiller les pistes et

commettre le crime (presque) parfait, en allant jusqu'à rejeter la faute sur la victime...

Au printemps 2009, le président nigérien demandait une modification de la constitution du pays, celle-ci ne permettant pas à un président de se présenter plus de deux fois. Le président nigérien demanda donc à l'assemblée et à la cour constitutionnelle l'autorisation de convoquer un référendum populaire destiné à modifier la constitution afin de permettre une extension exceptionnelle de son mandat pour une durée de trois ans. Pourquoi ?

Au printemps 2009, *Libération* publia une interview du président nigérien où celui-ci déclara que le Niger attendait « un accord à égalité » avec la France « depuis l'indépendance », avant d'ajouter que « nous vivons dans un monde d'intérêts, chacun lutte pour défendre les siens ».

« *Libération* : Dans la foule à Imourarem, on pouvait lire des slogans réclamant votre maintien au pouvoir alors que vous achevez votre second mandat en décembre et que la Constitution n'en prévoit pas de troisième...

*Mamadou Tandja* : Mais la Constitution autorise un référendum. Le peuple demande que je reste, je ne peux pas rester insensible à son appel.

*Libération* : Vous envisagez donc un référendum sur cette question ?

*Mamadou Tandja* : Absolument, c'est au peuple de décider ». <sup>1090</sup>

Le président demandait la prolongation de son mandat afin de pouvoir achever les chantiers entrepris, **en particulier la négociation des contrats d'uranium et de pétrole avec les entreprises étrangères**. L'horizon se couvrait ainsi de nuages bien sombres pour AREVA ! Il lui fallait réagir... Il ne fut évidemment pas difficile pour l'impérialisme français d'user de la carotte et du bâton pour que le parlement et la cour constitutionnelle rejettent la demande présidentielle !

Le président prit alors la décision de dissoudre l'assemblée et convoqua lui-même le référendum pour le 4 août 2009. Durant la campagne qui le précéda, les opposants cherchèrent à discréditer et à saboter le scrutin. Malgré tout, 68,3 % des nigériens en âge de voter se déplacèrent et 92,5 % d'entre eux se prononcèrent en faveur de la modification de la constitution demandée par le président. Au lendemain du scrutin, le ministre d'Etat du président nigérien déclara que « par cette nouvelle constitution », le peuple nigérien se donnait les moyens appropriés pour refonder « **une république beaucoup plus saine, plus forte, plus stable et plus solidaire, résolument tournée vers le progrès et la prospérité de notre cher pays** ». <sup>1091</sup>

Les médias à la solde de l'impérialisme français ne manquèrent évidemment pas de jeter le discrédit sur ce référendum en le qualifiant de « simulacre ». <sup>1092</sup> Dans la coulisse, l'impérialisme français avait dans le même temps agité le spectre de la coupure des aumônes internationales : L'Union européenne avait ainsi supprimé une aide budgétaire de 180 millions d'euros au Niger pour protester contre le référendum du 4 août... <sup>1093</sup> Mais cette pression ne fut pas suffisante !

Comme le rapportait *Le Monde*, « la tenue en octobre de législatives, boycottées par l'opposition » entraîna « **la suspension du Niger par la CEDEAO** », tandis qu'en novembre l'UE avait « **suspendu son aide au développement** ». <sup>1094</sup> Il était dès lors évident que le Niger était en train de sortir de la sphère d'influence de

l'impérialisme français pour entrer dans celle de l'impérialisme chinois. Une perspective évidemment inadmissible pour le petit rapace... La suite : l'opposition refusant d'admettre sa défaite, et l'impérialisme français l'instrumentalisant avant de la porter au pouvoir par un putsch militaire des plus classiques !

Dans son premier communiqué de presse, la junte militaire qui avait pris le nom de "Conseil Suprême pour la restauration de la démocratie" (CSRD) — **après avoir suspendu la constitution en vigueur et dissous toutes les institutions qui en étaient issues !** — s'engageait à respecter les « traités et conventions précédemment souscrits par l'Etat du Niger » et appelait la population à ne rien faire et à rester chez elle...<sup>1095</sup>

Au lendemain du coup d'Etat, la direction d'AREVA pouvait donc rassurer les marchés en déclarant que « **sa production d'uranium se poursuivait normalement au Niger, en dépit de la déstabilisation du régime politique local** ». <sup>1096</sup>

Une certitude que le monopole avait bien avant que les exécutants du coup d'Etat ne publient ce communiqué, car c'est pour assurer **sur le long terme** sa présence exclusive sur l'un des sites d'extraction d'uranium les plus prometteurs du monde, que le monopole français a commandité ce coup d'Etat !

Voilà pourquoi les gouvernements et les mass-médias d'occident et de France se sont bien gardés de se montrer trop sévères à l'égard des putschistes, se contentant de les condamner en paroles, tout en leur trouvant des circonstances atténuantes. « **C'est un cas où on peut se demander s'il n'existe pas des bons coups d'Etat** », pouvait-on lire dans une dépêche de l'agence *Reuters* qui estimait que le putsch avait toutes les chances de « favoriser le retour à la démocratie ». <sup>1097</sup> Les putschistes n'étaient-ils en effet pas dans leur "bon droit", le président nigérien renversé s'étant rendu coupable d'avoir cherché à se maintenir au pouvoir après le terme de son mandat qui prenait fin en octobre 2009 ?

Pourquoi et comment, les mass-médias prostitués de l'impérialisme français se gardèrent bien de l'expliquer ! Quant aux suites que donnèrent à ce coup d'Etat l'ensemble des pays impérialistes en déclin, elles se résumèrent à ceci :

« La mission internationale qui s'est rendue ce dimanche [21 février] au Niger, suite au coup d'Etat du jeudi 18 février, représentait l'ONU et les pays africains [en particulier la CEDEAO]. Après des rencontres avec les autorités militaires qui se sont emparé du pouvoir, elle a estimé avoir reçu les "garanties nécessaires" quant à une normalisation en cours de la situation ». <sup>1098</sup>

Plusieurs semaines après leur coup d'Etat, les mercenaires de le CSRD « montraient les crocs » en jetant en prison par dizaines les cadres politiques et militaires qui appelaient à la libération du président renversé, une activité « jugée subversive » par le CSRD... <sup>1099</sup>

En bref, si quelqu'un a violé la sacro-sainte démocratie bourgeoise dans l'affaire, de manière éhontée et en toute impunité, ce sont bien les putschistes et leur donneur d'ordre (l'impérialisme français), avec la bénédiction de l'ensemble des pays impérialistes en déclin et la complicité de leurs gardes-chiourmes indigènes du continent africain !

Comme par hasard, au printemps 2010, l'ambassadeur de Chine au Niger dénonçait une « campagne d'attaques et de calomnies » orchestrée « depuis quelques temps » contre la coopération sino-nigérienne, en particulier autour de deux projets, l'un pour l'exploitation d'uranium à Azelik, l'autre de pétrole à Agadem : « **Pourquoi seuls les investissements chinois y donnent des effets négatifs ?** »<sup>1100</sup>

Répondant aux campagnes de dénigrement orchestrées par l'impérialisme français dans les pays de la Françafrique, la presse du PCC déclarait que « **L'Afrique a été toujours considérée par les pays occidentaux comme leur sphère d'influence traditionnelle** » et que confrontés au développement « rapide et vigoureux » des relations sino-africaines, les pays colonisateurs « s'indignent » de voir la Chine « arracher » une « part de leur gâteau » :

« Ils répètent alors à cor et à cri que celle-ci vient en Afrique pour s'emparer et s'approprier de ses ressources naturelles, pour briser les industries locales, pour détruire l'environnement écologique et pour soutenir le totalitarisme local et les pouvoirs et les pouvoirs despotiques. Ils accusent en outre la Chine d'enfreindre le code de travail et d'opprimer et d'exploiter les travailleurs locaux ». <sup>1101</sup>

A l'instar de Deborah Brautigam — professeur à la American University de Washington —, dans son livre « Les cadeaux du dragon : la véritable histoire de la Chine en Afrique », certains observateurs occidentaux affirment même que contrairement aux aides [de charité] accordées par les pays impérialistes en déclin, « **l'aide chinoise comprime et restreint la corruption** ». La raison en est simple :

« Comparaison faite avec les prêts fournis à l'Afrique par les pays occidentaux, il est beaucoup plus difficile de détourner et de s'approprier de grandes quantités de crédits accordés par la Chine. Car ce modèle de construction d'infrastructures soutenu par les ressources naturelles offre un type de mécanisme restrictif et contraignant. Pour parler plus clairement, c'est que d'après l'accord de crédit, il est prescrit que les projets de construction d'installations d'infrastructure qui bénéficient des prêts accordés par la Chine seront réalisés par des entreprises chinoises. Ainsi, les fonds sont consacrés uniquement aux dépenses nécessaires à la réalisation des projets ».

Pour l'auteur, il est ainsi évident que « **la largeur et la sophistication de la politique chinoise vis-à-vis de l'Afrique contraste avec celle de self-service et de courte vue des pays occidentaux** ». <sup>1102</sup>

A l'instar de *La Tribune*, les médias bourgeois d'occident les plus honnêtes reconnaissent également comme un fait « **indéniable** » le fait que la Chine a « **permis à de nombreux pays oubliés par la mondialisation d'investir un minimum** ». <sup>1103</sup>

Quelques jours après le coup d'Etat commandité par l'impérialisme français au Niger, l'impérialisme chinois montrait encore une fois qu'il n'était pas dupe. Dans un article intitulé « **La France dans l'embarras quant à la baisse de son influence en Afrique** », la presse chinoise dénonçait la présence militaire française en Afrique :

« La France a maintenu depuis de longues années des troupes armées en Afrique pour y protéger ses intérêts acquis. (...) Les soi-disant politiques de "démocratie", de "liberté" et "des droits de l'homme" appliquée par la France à l'encontre des pays africains ont accentué la pauvreté et le désordre en Afrique. Les opérations

d'intervention des troupes françaises cantonnées dans de pays africains ont seul but de protéger les intérêts de la France et ses ressortissants. Et sont complètement inutiles pour la stabilité africaine ». <sup>1104</sup>

Le lendemain, elle enfonçait le clou et récidivait dans un article intitulé « **L'agitation récente en Afrique de l'Ouest est due à une ingérence occidentale** ». L'impérialisme chinois n'y prenait pas de gants. Après avoir rappelé le passé colonial de la France et du Royaume-Uni, il affirmait que si « la situation politique en Afrique de l'Ouest » semblait « instable et agitée » — citant le coup d'Etat au Niger ainsi que les tensions en Côte d'Ivoire ou entre la Mauritanie et le Mali —, c'était parce que « les abondantes ressources locales suscitent la convoitise de pays occidentaux qui s'immiscent dans les affaires intérieures de pays sous le moindre prétexte ». <sup>1105</sup>

Début juin, c'était au tour de Madagascar d'être sanctionné par l'Union européenne qui décidait de couper "l'aide au développement" du pays dans le but avoué de le « contraindre à une reprise du dialogue politique inter-malgache ». <sup>1106</sup>

L'impérialisme français a toujours fait en Afrique (en plus petit, à son échelle), ce que l'impérialisme américain a fait de son côté en plus grand : piller ses pays dépendants exclusifs et y maintenir le statu quo par les pressions financières et la force si nécessaire ! Une politique qui arrive aujourd'hui à ses limites ! Comme nous le verrons plus loin, l'impérialisme chinois a en effet davantage à proposer aux pays dépendants du continent africain que le non-développement dans lequel les anciens colonisateurs les ont maintenus au cours d'un demi siècle "d'indépendance téléguidée", tantôt à coup d'aumônes, tantôt à coup de putschs militaires !

De toute évidence, le vrai crime du président nigérien renversé est d'avoir osé essayer de profiter de la modification du rapport de forces inter-impérialiste en cours pour faire jouer la concurrence ! Un choix qui n'aurait pu que se traduire qu'en des termes commerciaux un peu moins désavantageux pour le peuple nigérien dont l'espérance de vie ne dépasse pas 45 ans et dont plus de 70 % de la population adulte est analphabète, après un demi-siècle d'une "indépendance" chapeauté par l'impérialisme français !

Cet été, plus de 7 millions d'habitants du Niger, soit la moitié de la population du pays, souffraient de la faim : en cause, de mauvaises récoltes, mais surtout la pauvreté. Parmi les enfants de moins de cinq ans, un sur six était alors victime de « malnutrition aigüe » et l'Organisation des Nations unies ne cachait pas s'alarmer de la situation : « Le pays n'en est pas encore au stade de la famine, mais si on n'agit pas vite, on y va tout droit ». <sup>1107</sup>

Le Niger n'est évidemment pas un cas isolé. Tous les pays de la Françafrique souffrent encore aujourd'hui à des degrés divers des liens "privilégiés" qu'ils ont conservé avec la métropole.

Récemment, un journaliste du quotidien togolais *Liberté* s'est ainsi rendu "coupable" d'avoir photographié un officier français, un colonel conseiller du chef d'état-major de l'armée de terre, dont le véhicule avait été pris pour cible par des jets de pierres alors que l'officier français était « en train de commander aux gendarmes » togolais réprimant une manifestation de l'opposition. Manque de chance pour l'officier, la vidéo de ses menaces, intimant l'ordre au journaliste



d'effacer les photos prises sous peine de voir son appareil brisé et de se retrouver en prison, fut largement diffusée et illustra l'espèce d'indépendance dont jouissent depuis des décennies les "ex-"colonies françaises !<sup>1108</sup>

Dans un autre registre, la Côte d'Ivoire, attend son élection présidentielle depuis 2005, mais Laurent Gbagbo se maintient toujours au pouvoir. Au début de l'année, le président ivoirien procédait même à la dissolution de la Commission électorale indépendante (CEI) et du gouvernement. Mi-février, des manifestants de l'opposition demandant le rétablissement de la CEI et un calendrier électoral précis étaient réprimés, faisant 5 morts et une dizaine de blessés.<sup>1109</sup>

La tenue d'élections n'est donc pas pour demain ! Pourtant, dans ce cas, les réactions de la diplomatie et des médias occidentaux sont restées très discrètes et mesurées... Il est vrai que Gbagbo est l'archétype de "l'élite rapace" au pouvoir dans les pays de la Françafrique. Mais jusqu'à quand ? Ne sera-t-il pas tenté un jour d'imiter son homologue nigérien renversé, et de couper le cordon le rattachant à Paris, las de passer pour le bourreau-tortionnaire de son peuple ?

L'exemple récent de la Thaïlande est tout aussi significatif. Les putschs militaires (élaborés à Washington) y sont depuis longtemps une tradition (le dernier coup d'Etat remontant à l'automne 2006) afin de s'assurer que la bourgeoisie compradore ne cherche pas à dévier du droit chemin. Une tentation d'autant plus forte et dangereuse qu'elle se mêle à la détresse d'une population pauvre éprouvée par la crise économique.

Etroitement incluse dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain, la Thaïlande a été frappée de plein fouet par la récession dans les pays impérialistes en déclin. Le PIB thaïlandais s'est contracté de 2,8 % en 2009, contre une croissance respective de 4,9 % et 2,5 % en 2007 et 2008. Dans le contexte de la crise économique actuelle, le mouvement des "chemises rouges" du Front national uni pour la démocratie et contre la dictature (UDD) inquiète donc particulièrement Washington.

Son crime : demander la tenue d'élections et permettre le retour de l'ex-premier ministre renversé, Thaksin Shinawatra. Ce dernier est aujourd'hui en exil au Cambodge, sur l'invitation du gouvernement cambodgien... Or ce dernier est aujourd'hui un allié stratégique de l'impérialisme chinois : à la fin de l'année 2009, les autorités cambodgiennes avaient livré à la Chine vingt fugitifs ouïghours impliqués dans les émeutes du Xinjiang. Trois semaines auparavant, ils avaient déposé une demande d'asile au bureau du Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU à Phnom Penh, ce qui n'a pas empêché le gouvernement cambodgien d'extrader ces ressortissants chinois en ignorant les pressions exercées par la diplomatie américaine et européenne, désireuse « d'intercéder en faveur de ces réfugiés ».<sup>1110</sup>

Mi-mars, des dizaines de milliers de manifestants thaïlandais répandaient symboliquement des litres de sang devant le domicile du premier ministre avant de se rendre devant l'ambassade américaine pour protester contre Washington, dont les services secrets étaient suspectés de chercher à pousser le gouvernement thaïlandais à prendre des mesures radicales contre la contestation, craignant un

retour de Thaksin Shinawatra, comme le rapportait *Le Point*. Trois jours après le début des manifestations, les médias bourgeois d'occident voyaient — ou plutôt rêvaient de voir —, « les manifestations s'essouffler ». <sup>1111</sup>

Mais les semaines passant et le mouvement ne faiblissant pas, les laquais bourgeois-compradore locaux de l'impérialisme américain décidèrent qu'il était temps qu'il soit réprimé dans le sang. Craignant que l'armée, qui rechignait de plus en plus à mater la contestation, ne finisse par prendre parti en leur faveur, le gouvernement bourgeois-compradore a fini par faire intervenir les snipers et les blindés ! A la mi-mai, les choses étaient "régérées", du moins jusqu'à la prochaine explosion sociale... La répression avait fait plus de 80 morts et 1 800 blessés dans les rangs des manifestants majoritairement issus des couches populaires. <sup>1112</sup>

Alors que l'impérialisme chinois exprimait « sa préoccupation » devant les « affrontements sanglants » qui se déroulaient à Bangkok <sup>1113</sup>, les "grandes démocraties" d'occident se gardaient bien de condamner trop durement la répression, obéissant à l'injonction du gouvernement (américano-) thaïlandais qui avait appelé la « communauté internationale » à « ne pas s'immiscer dans ses affaires intérieures ». <sup>1114</sup>

Les pays impérialistes en déclin reçurent parfaitement le message et s'abstinrent de mettre davantage en difficulté l'impérialisme américain...

Une illustration de la solidarité inter-impérialiste que se témoignent mutuellement les pays impérialistes en déclin face à un concurrent commun !

Le coup d'Etat perpétré en 2009 au Honduras est également très représentatif de la "démocratie" à géométrie variable qu'instrumentalisent les pays impérialistes en déclin. Sept mois après le putsch militaire mené par Roberto Micheletti qui accusait le président Manuel Zelaya de se préparer à violer la Constitution, le "démocrate-putchiste" se faisait désigner député à vie par le Congrès, un statut lui conférant une immunité à perpétuité... <sup>1115</sup>

Depuis le coup d'Etat, les pays impérialistes en déclin se sont contentés d'asséner leurs habituelles condamnations verbales à l'encontre des putschistes (travaillant pour leur compte), parce que ça ne mange pas de pain... Deux jours après, l'ONU condamna ainsi le coup d'Etat au Honduras.

Mais les alliés stratégiques de Pékin de s'y laissèrent pas tromper. C'est ainsi que quelques semaines plus tard, le président Chavez profita de son allocution radio-télévisée hebdomadaire pour reprocher au président américain « **de s'être contenté de condamnations verbales du coup d'Etat et de ne pas faire suffisamment pression sur le régime de fait au pouvoir depuis le 28 juin** », avant d'ajouter :

**« Montrez si vous êtes vraiment disposé à affronter les faucons, sinon, mieux vaut vous en aller, car cela va finir plus mal qu'avec Bush ! Bush se présentait comme le chef de l'empire et il l'était, Obama veut se présenter comme une blanche colombe, comme un pacifiste. Mieux vaut avoir en face de soit le chef de l'empire, qui s'assume comme tel, plutôt que quelqu'un qui l'est mais ne l'assume pas ».** <sup>1116</sup>

D'un côté les sanctions économiques et la menace d'intervention armée contre les mauvais élèves bourgeois-compradore "non alignés", et de l'autre côté, les

condamnations verbales et une indulgence bienveillante de fait à l'égard de leurs fidèles serviteurs, telle est la recette "démocratique" indigeste que servent depuis des décennies les pays impérialistes en déclin aux peuples exploités des pays dépendants !

Mais de plus en plus, les élites bourgeoises-compradore de certains pays dépendants se prennent à rêver de voir brisée la tutelle des pays impérialistes en déclin. Pour Philippe Biyoya, professeur à l'université de Kinshasa, le gouvernement congolais est ainsi encore effrayé par les « **institutions financières de Bretton Woods** », mais « **le jour où le gouvernement congolais saura agir de lui-même et sans peur, les chinois feront beaucoup dans ce pays et ainsi contribuer énormément à son développement** ».<sup>1117</sup>

Une illustration supplémentaire de la portée historique de l'émergence de l'impérialisme chinois mettant fin à plus d'un demi-siècle de domination incontestée de l'impérialisme américain !



## Quand le pays du soleil levant reconsidère son alliance stratégique "traditionnelle"

Aux élections législatives de l'été 2009, le Parti démocrate du Japon (PDJ) a remporté une victoire écrasante sur le Parti libéral démocrate (PLD), qui régnait sans partage sur le pouvoir depuis 1955. Qu'est-ce qui a amené à un tel renversement de la situation et quelle en est la signification ?

Pour le comprendre, il faut revenir une décennie en arrière.

Fondé en 1998, le PDJ entend ouvrir la voie à une politique centrée sur la consommation intérieure. Si l'on regarde encore plus en arrière, on comprend ce que cela signifie pour les japonais : une politique à priori diamétralement opposée à la politique suivie depuis des décennies par le PL qui a fait le choix de limiter la consommation intérieure afin d'accroître la compétitivité de l'industrie japonaise et de stimuler les exportations...

Ce choix, payant jusqu'à la fin des années 1980, est devenu un frein à la croissance de la demande intérieure japonaise, parallèlement à l'émergence d'autres puissants concurrents en Asie et à l'aggravation des problèmes démographiques du pays.

Le taux d'accroissement de la population qui était de 1,2 % en 1975, n'était plus que de 0,6 % en 1985 et de 0,2 % en 1995. L'indice de fécondité des femmes japonaises est passé sous la barre du taux de renouvellement depuis 1974, s'effondrant de 2,14 à 1,34 enfants par femme au cours de la période 1973-2007. En 2009, il avait continué de diminuer pour atteindre 1,21 enfant par femme. Au cours de la période 1973-2006, le nombre de naissances au Japon s'est naturellement effondré, passant de 2,11 à 1,09 million par an.

A titre de comparaison, la France a enregistré en moyenne 0,82 million de naissances au cours des dernières années, mais pour une population deux fois moins nombreuse que celle du Japon !

La situation n'est guère plus brillante pour l'Italie, l'Allemagne et la Corée du Sud, dont les IDF respectifs se sont montés à 1,45, 1,41 et 1,21 enfant par femme en 2009. En Corée du Sud, à l'instar du Japon, le nombre de naissances vivantes n'a cessé de diminuer au cours des dernières années, passant de 0,49 à 0,45 million durant la période 2007-2009, une tendance d'autant plus préoccupante que ce sont les classes d'âge les plus nombreuses de la population coréenne qui sont aujourd'hui en âge de procréer.<sup>1118</sup>

Il faut dire que la bourgeoisie des pays ateliers (dépendants ou impérialistes) doit faire face à une contradiction posée par une politique salariale stricte, gage de compétitivité à court terme, mais qui a la fâcheuse tendance à faire décliner la natalité, une tendance qui finit par réduire la population active. Cette réduction exerce non seulement une pression négative sur les débouchés intérieurs, mais aussi sur la capacité d'innovation du pays, ce qui compromet à long terme la compétitivité de toute son économie.

Les pays impérialistes dont le caractère rentier est plus exacerbé et dont le tissu industriel est concentré sur quelques niches de haute technologie, retirent une plus

grande partie de leurs revenus de l'exportation de services et de capitaux et ont donc davantage de moyens à consacrer au soutien démographique. Des pays impérialistes comme les USA et la France sont ainsi parvenus à sauvegarder un certain dynamisme démographique pendant plusieurs décennies, lequel contribue à l'extension des débouchés intérieurs, du moins tant qu'ils arrivent à préserver leur place privilégiée au sein de la division internationale du travail...

Pour eux également, les choses changeront nécessairement : leurs niches se réduisant toujours plus face à l'impérialisme chinois, leur main-d'œuvre est condamnée à devenir inutile. L'avantage d'un point de vue de l'attractivité des capitaux étrangers dans le secteur industriel, ira alors à des pays comme l'Allemagne et le Japon, plutôt qu'à des pays à plus forte natalité.

Après avoir ralenti tout au long de la période 1980-1996 (+ 6,4 % en 1981 et + 2,4 % en 1996), la croissance de la demande intérieure japonaise a été stoppée nette par la crise asiatique. **Sur l'ensemble de la période 1997-2007, la demande intérieure n'a ainsi augmenté que de 2,0 % !** L'indice du niveau des dépenses consommation a atteint son pic en 1993, pour entrer ensuite dans une période ininterrompue de stagnation et de déclin. En 2007, il avait baissé de 6,9 % par rapport à son niveau de 1993.

Même tendance fondamentale du côté des investissements, la formation brute de capital atteignant son pic en 1991 avant d'entamer une interminable descente aux enfers. En 2007, elle s'était effondrée de 18,4 % par rapport à son niveau de 1991.

Au même moment, la part de l'emploi industriel, stable dans les années 1980, s'effondrait et passait de 34,1 % à 26,4 % durant la période 1992-2008.

### **[Voir fascicule de graphes p. 35]**

Dans ces conditions tant nationales (demande intérieure et investissements atones) qu'internationales (concurrence croissante de la Corée du Sud et de la Chine) défavorables, induisant en outre la délocalisation croissante de branches d'industrie japonaise, il n'est pas surprenant que le PIB japonais n'ait cessé de stagner depuis le début des années 1990, **n'augmentant que de 7,3 % pour l'ensemble de la période 1992-2007 !**

Quant aux problèmes démographiques, ils n'ont cessé de s'aggraver : en 2008, la population japonaise était inférieure à celle de 2003. Rien de très réjouissant également du côté de la population active, qui après avoir culminé en 1998 à 67,9 millions, a diminué de manière continue par la suite et ne se chiffrait plus qu'à 66,2 millions en 2009. Certes le Japon ne se trouve pas dans la situation catastrophique de la Russie, mais quand même ! La population russe s'est effondrée de 146,3 à 141,9 millions d'habitants au cours de la période 2001-2009.

Le gouvernement russe n'est pourtant pas resté inactif, utilisant une partie de son excédent commercial pour tenter de limiter l'érosion des naissances.

« Le gouvernement cherche depuis des années à enrayer ce déclin par des mesures encourageant la natalité ». <sup>1119</sup>

En 2006, il avait mis en place une prime d'environ 300 000 roubles (soit un peu plus de 7 000 euros) pour la naissance d'un deuxième enfant. Il étudie aujourd'hui la possibilité de verser une prime de 100 000 roubles pour la naissance d'un premier

enfant. Si ces mesures n'ont pas été sans effet, elles ne suffisent cependant pas à inverser fortement la tendance : l'IDF russe ne s'est relevé que de 1,17 à 1,30 enfant par femme au cours de la période 1999-2007 et la proportion des jeunes dans la population n'a cessé de s'effondrer, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Evolution des effectifs des classes d'âge de la population russe <sup>1120</sup>		
Tranche d'âge	2001	2009
0-14 ans	17,7 %	14,7 %
15-64 ans	69,9 %	71,5 %
65 ans et +	12,4 %	13,8 %

Comparons maintenant la situation démographique du Japon à celle de l'impérialisme chinois.

Evolution des effectifs des classes d'âge de la population chinoise <sup>1121</sup>						
Tranche d'âge	1953	1964	1982	1990	2000	2009
0-14 ans	36,3 %	40,7 %	33,6 %	27,7 %	22,9 %	18,5 %
15-64 ans	59,3 %	55,8 %	61,5 %	66,7 %	70,2 %	73,0 %
65 ans et +	4,4 %	3,6 %	4,9 %	5,6 %	7,0 %	8,5 %

Les trois tranches d'âge ont représenté respectivement 13,3 %, 63,9 % et 22,7 % de la population japonaise en 2009. En France, elles ont représenté respectivement 18,3 %, 65,2 % et 16,5 % de la population.<sup>1122</sup> On voit donc que la structure démographique actuelle de la Chine joue clairement en la faveur de l'impérialisme chinois. Sa population possède en effet une proportion de jeunes équivalente à celle d'un pays impérialiste comme la France, mais avec une proportion de personnes âgées deux à près de trois fois plus faible que la France et le Japon. Surtout, contrairement au Japon, la population active chinoise n'a cessé de croître au cours des dernières décennies, tant d'un point de vu relatif qu'absolu. En 2009, elle a encore augmenté de 6,6 ‰ en glissement annuel.

En Chine, le taux de natalité a commencé à baisser durablement à partir de la fin des années 1980, d'abord de manière rapide au cours de la période 1987-2002 (23,3 ‰ à 12,9 ‰), puis de manière de plus en plus ralentie au cours des années suivantes. **Au cours de la période 2006-2009, la baisse a même fait place à une très légère croissance, le taux commençant à se relever de 12,09 ‰ à 12,13 ‰.**

Non seulement la crise économique mondiale n'a pas freiné le redressement de la natalité chinoise, mais elle l'a même favorisé puisqu'en 2009 le pays a enregistré 16,2 millions de naissances, contre 15,8 millions en 2007. Enfin, au cours de la période 2006-2009, l'IDF chinois s'est relevé, passant de 1,73 à 1,78 enfant par femme. La tendance au relèvement de la natalité n'est donc pas uniquement imputable à la structure de la pyramide des âges — qui montre que la décennie à venir sera marquée par l'arrivée à l'âge adulte des enfants du baby-boom chinois —, mais résulte également d'une hausse du taux de fécondité, qui n'est pas si éloigné que cela de celui des pays impérialistes en déclin ayant la natalité la plus élevée. Autre indice démographique favorable, en 2009, le ratio hommes/femmes à la naissance a reculé, passant de 119,5 à 118,4 garçons pour 100 filles. Ce ratio est d'environ 96,3 dans les pays impérialistes en déclin.<sup>1123</sup>

Pour bien situer ce à quoi ces chiffres correspondent, on donnera pour exemple la situation de l'impérialisme français, dont le dynamisme démographique est souvent cité en exemple parmi les vieux pays impérialistes. Après avoir stagné durant une longue période autour de 39-41 millions d'habitants (1881-1945), la population française augmenta rapidement durant l'immédiate après-guerre, passant 39,7 à 52,6 millions d'habitants au cours de la période 1945-1975, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 9,4 ‰.

Il apparaît donc évident que l'essor démographique a accompagné la période d'expansion rapide du capital au sein des pays impérialistes d'occident occupant une place privilégiée, avant de céder la place à un ralentissement de la croissance démographique (malgré la généralisation de politiques de soutien à la natalité), parallèlement à la mise en place et à l'approfondissement de l'économie de bazar. Au cours des dernières années, la France a enregistré un taux de natalité moyen de 12,7 ‰ pour un IDF de 2,0 enfants par femme. Le taux d'accroissement annuel moyen de sa population s'est monté à 5,7 ‰, le solde positif de l'immigration contribuant environ pour un cinquième à cette croissance.

Comme l'illustre le graphe ci-dessous, ce taux d'accroissement annuel est aujourd'hui voisin de celui de la Chine qui a enregistré un taux d'accroissement de sa population supérieur à 5,0 ‰ en 2009.

**[Voir fascicule de graphes p. 35]**

Ici apparaît la rapide transition démographique chinoise qui s'est opérée dans les années 1980-1990, puis au cours des dernières années, la stabilisation du taux d'accroissement de la population chinoise à un niveau très supérieur à celui du Japon, négatif depuis plusieurs années déjà.

L'impérialisme chinois a donc profité de charges faibles dans les années 1990, sans pour autant avoir à souffrir de répercussions démographiques contemporaines aussi graves que dans d'autres pays ateliers comme l'Allemagne et le Japon. Selon les projections démographiques de l'ONU, la population chinoise atteindrait son pic en 2032, avec 1 463 millions d'habitants, et serait dépassée par la population indienne en 2028.<sup>1124</sup>

Mais les prévisions de l'ONU, comme nombre de projections bourgeoises, extrapolent une tendance immuable, alors que la politique démographique chinoise connaîtra à coup sur un virage à 180 degrés.

A chaque mode de production sa loi démographique. Un pays atelier, en imposant des conditions de travail plus pénibles et précaires, sans compter d'éventuelles législations visant à ne pas sacrifier la productivité de la main-d'œuvre sur le court terme en limitant le nombre de bouches à nourrir et à éduquer, est nécessairement caractérisé par une démographie asthmatique. Au contraire, un pays impérialiste occupant une niche privilégiée dans la division internationale du travail, dispose de davantage de moyens financiers (surprofits) lui permettant de forger suffisamment de chaînes dorées et "d'amortisseurs sociaux" pour stimuler la croissance démographique, sans compter d'éventuelles législations natalistes visant à préserver ou à accroître la population active ainsi que le potentiel d'innovation du pays.



Or l'impérialisme chinois, de pays atelier, est en train de devenir un pays impérialiste promis à une domination économique mondiale, ce qui lui octroiera à coup sur une place privilégiée au sein de la division internationale du travail.

Aujourd'hui que l'impérialisme chinois émerge à toute vitesse pour ravir le leadership économique mondial, il pourra bientôt opérer une transition vers une politique nataliste, qui deviendra alors non seulement possible, mais même nécessaire ! Il faut s'attendre à ce que le dynamisme démographique induit par cette politique surpasse celui des vieux pays impérialistes dont la démographie est aujourd'hui la plus dynamique (USA, France). Selon nous, son dynamisme pourrait bien être comparable à celui induit par la période d'accumulation rapide du capital qu'a connu la France au cours des "trente glorieuses".

Il y a déjà trois ans, certains analystes avaient remarqué les prémices de ce revirement. A l'été 2007, le gouvernement chinois avait en effet légiféré pour permettre aux couples d'avoir deux enfants, à condition, pour chacun des parents, d'avoir été enfant unique. Pour *RFI*, cela signifiait la « **fin de la politique de l'enfant unique** ». En effet, « depuis l'an 2000 les politiques consistent à stabiliser le nombre de Chinois et non pas à faire diminuer la population ».<sup>1125</sup>

Au début de l'automne 2009, un vice-premier ministre chinois appelait à prêter attention au vieillissement de la population chinoise, soulignant « **que c'était un problème important qui touchait au niveau de vie de la population et à la pérennité de la paix et de la stabilité du pays** ».<sup>1126</sup> Depuis, les médias chinois spéculent de plus en plus sur une fin proche de la politique de l'enfant unique. Devant ces spéculations, le directeur de la commission nationale de la population et du planning familial déclarait il y a quelques mois « **que la politique de l'enfant unique resterait en place au cours du 12<sup>ème</sup> plan quinquennal (2011-2015)** ».<sup>1127</sup>

En 2015, le leadership économique mondial de l'impérialisme chinois se sera renforcé. Il aura remonté un grand nombre de branches d'industries de hautes technologies et le moment sera alors venu de mettre un terme au contrôle des naissances sans risquer de perdre en compétitivité. A lui seul, l'arrêt de cette politique suffira à impulser un nouveau "baby boom", de nombreux couples rêvant d'avoir un second enfant.

A l'inverse, dans les pays impérialistes en déclin, les quelques aides destinées à encourager la natalité sont condamnées à disparaître. Les plans de rigueur budgétaire de l'Espagne et du Royaume-Uni ont déjà abouti à l'annonce de la suppression de la prime de naissance. En Espagne, cette prime d'un montant de 2 500 euros n'existera plus en 2011.<sup>1128</sup> Dans un contexte de décomposition économique, il est évident que cela contribuera à faire s'effondrer encore davantage la natalité...

Cette parenthèse démographique étant close, revenons maintenant au Japon.

Conséquemment à la stagnation de la demande intérieure et à la tendance lourde au recul des investissements sur le sol national induite par l'aggravation de la concurrence qui a contraint les monopoles japonais à accroître les délocalisations, la consommation finale du gouvernement s'est substituée de manière croissante aux deux autres moteurs à l'arrêt ou en déclin, avec pour conséquence un déficit

public croissant. En 1966, la consommation finale privée, la formation brute de capital fixe et la consommation finale du gouvernement représentaient respectivement 58,0 %, 32,4 % et 8,0 % du PIB japonais. En 1986, leur proportion respective était passée à 54,0 %, 28,1 % et 13,9 %. Enfin, en 2007, elle était de 56,3 %, 24,1 % et 17,9 %. On connaît la suite de l'histoire : une dette publique abyssale, depuis longtemps sans équivalent parmi les pays impérialistes en déclin !

La crise économique actuelle n'a évidemment rien arrangé, plaçant l'économie japonaise et les finances de l'Etat dans une position encore plus difficile. Les investissements se sont en effet effondrés encore plus rapidement que par le passé et même la consommation finale privée à commencer à décliner, comme le montrent ces quelques chiffres :

La crise économique et l'évolution des comptes nationaux du Japon <sup>1129</sup>				
En trillions de ¥	2007	2008	2009	▲ $\frac{2009}{2007}$
<b>PIB</b>	515,5	505,1	474,2	- 8,0 %
Consommation finale privée	292,5	291,8	282,6	- 3,4 %
Formation brute de capital fixe	118,2	117,8	97,6	- 17,4 %
Consommation finale du gouvernement	92,2	93,4	93,8	+ 1,7 %
Exportations nettes de marchandises et de services	8,6	0,7	1,4	- 83,7 %

On voit ici que le premier facteur responsable de l'effondrement du PIB est l'effondrement du commerce extérieur japonais qui a entraîné mécaniquement un effondrement des investissements et le début d'un effondrement de la consommation finale privée. En 2000, le volume des exportations représentait 10,3 % du PIB japonais, contre 16,3 % en 2007 et 11,4 % en 2009. A titre de comparaison, le volume des exportations a représenté 39,8 % du PIB allemand, 21,6 % du PIB français 15,8 % du PIB anglais et 8,4 % du PIB américain en 2007.

Pour bien situer la baisse spectaculaire des exportations nettes de marchandises et de services au cours de ces deux dernières années, rappelons qu'elles se sont chiffrées en moyenne à 8,3 trillions de ¥ au cours de la période 1984-1999 et à 7,1 trillions de ¥ au cours de la période 2000-2007. Ni au moment de l'effondrement du social-impérialisme soviétique, ni au moment de la crise asiatique, les exportations nettes de marchandises et de services ainsi que la formation brute de capital fixe ne s'étaient effondrés à des niveaux aussi bas. En 2009, la formation brute de capital fixe a représenté 20,6 % du PIB japonais. C'est dans ces conditions qu'en 2009, le PIB japonais s'est contracté de 5,3 % en glissement annuel.

Tant que les revenus des exportations étaient importants, ils permettaient à l'économie japonaise de s'acquitter du paiement des intérêts de sa dette publique.

Dans les conditions où seule la consommation finale du gouvernement s'accroît (19,8 % du PIB japonais en 2009) au prix du gonflement accéléré des déficits publics et de l'accroissement proportionnel de la dette souveraine, le rendement déjà faible de cette dernière continue de diminuer. Le taux d'intérêt moyen des bonds du Trésor à échéance de 10 ans est ainsi passé de 1,41 % (en 2000-2007) à 1,24 % (en 2008-2009). Mais jusqu'à quand le gouvernement japonais pourra-t-il soutenir l'économie du pays ?

C'est dans ce contexte de débâcle économique à laquelle se mêle une crise de la dette souveraine qu'il faut replacer les dernières élections qui ont lourdement sanctionné le PLD et placé au pouvoir le PDJ.

Reste que le nouveau gouvernement doit désormais tenir ses promesses de campagne : hausse du SMIC, baisses d'impôts et surtout un soutien à la natalité à travers le versement d'une prime mensuelle de 26 000 ¥ par enfant jusqu'au collège. Les adversaires du nouveau Parti au pouvoir dénoncent déjà ce programme en affirmant « **qu'il alourdira encore plus un déficit public déjà considérable** ». <sup>1130</sup>

Mais le gonflement accéléré de la dette souveraine n'est peut-être pas le plus grave problème du Japon. En 2009, le pays ne comptait plus que 127,5 millions d'habitants, soit 0,3 million de moins qu'à son apogée en 2004. Selon les démographes bourgeois, en l'absence d'un redressement de la natalité le Japon comptera moins de 115 millions d'habitants en 2030. Cette catastrophe démographique anéantirait le système de protection sociale bourgeois et menacerait surtout le dynamisme du pays qui voit déjà sa population active diminuer depuis plus d'une décennie. La crise économique tombe décidément bien mal pour l'Impérialisme japonais !

Comment le gouvernement japonais compte-t-il procéder pour tenter de sauver la natalité sans s'enfoncer encore davantage dans les sables mouvants de la dette souveraine ? Selon nous, la résolution de cette équation complexe n'a qu'une seule solution sur le terrain des rapports de production bourgeois : en approfondissant ses relations économiques avec le pays impérialiste le plus dynamique afin d'en retirer un profit à court terme. Ce seraient ainsi au moins quelques années de gagnées, voire même la possibilité pour l'impérialisme japonais de négocier une place de choix dans la nouvelle division internationale du travail qui se construira autour de l'impérialisme chinois !

Voilà dans quel contexte il faut placer l'arrivée au pouvoir du PDJ.

Pour Gerry Curtis professeur de sciences politiques à l'université de Columbia et membre de l'Institut International des études économiques de Tokyo, la victoire électorale du PDJ marque « **la fin du système politique de l'après-guerre au Japon** » et le début d'une période « **de grande incertitude** ». En effet, le PDJ n'a pas caché sa volonté « d'adopter une position diplomatique plus indépendante des Etats-Unis », une perspective qui pousse un expert de *l'American Enterprise Institute* à reconnaître « **qu'on regrettera sans doute plus le PLD à Washington qu'au Japon** ». <sup>1131</sup> Les semaines qui allaient suivre montrèrent le bien-fondé de ces inquiétudes. Pour le LEAP Europe/2020, qui titrait « **La "vraie révolution orange" du Japon** », la victoire électorale du PDJ illustrait le « **glissement rapide de l'Asie hors de l'ordre géopolitique post-1945** ». <sup>1132</sup>

Bien avant l'accession au pouvoir du PDJ, l'impérialisme japonais avait déjà pourtant manifesté des signes d'insoumission à l'égard de Washington, notamment en ne cédant pas aux pressions américaines exercées dans le but de réévaluer à la hausse le budget de la Défense japonais qui a culminé à 49,4 trillions de ¥ en 1997, et stagne, voir diminue depuis (47,9 trillions de ¥ en 2006). Au cours de la période 2008-2010, le budget de la Défense japonais n'a ainsi augmenté que de 1,1 % alors

que les dépenses totales ont augmenté dans le même temps de 11,1 % ! En 2009 ces dépenses représentaient 5,4 % des dépenses du budget de l'Etat ou 1,0 % du PIB. Une proportion parmi les plus faibles dans les pays impérialistes en déclin. Dans le même temps, l'impérialisme japonais a multiplié les signes de détente à l'égard de Pékin.

Peu avant les dernières élections japonaises, les autorités chinoises et japonaises avaient par exemple pour la première fois organisé conjointement à Tokyo une cérémonie commémorative en mémoire des milliers de chinois morts au Japon dans des camps de travail forcé au cours de la Seconde Guerre Mondiale.<sup>1133</sup>

Au printemps 2010, la société japonaise Nishimatsu Construction Co. annonçait allouer une enveloppe de 128 millions de ¥ (soit près de 1,4 million de \$) pour dédommager les familles de 183 travailleurs forcés chinois qui avaient travaillé sur le chantier de construction d'une centrale hydraulique à Niigata en 1944.<sup>1134</sup>

Au début de l'année 2010, une commission conjointe composée d'historiens sino-japonais dégagait un consensus sur l'histoire des relations sino-japonaises. Cette commission avait été créée en décembre 2006 sous la direction de l'Institut d'Histoire moderne de l'Académie des Sciences sociales de Chine et de l'Institut japonais des Affaires internationales. Dans le rapport publié par cette commission, les historiens japonais ont reconnu « que la guerre sino-japonaise de 1937-1945 était un acte d'agression commis par le Japon et ayant gravement affecté le peuple chinois » et avait « impliqué des massacres », à l'instar de celui « de Nanjing » en 1937 ». <sup>1135</sup>

Des signes forts, témoignant du fait qu'une partie croissante de la bourgeoisie impérialiste japonaise est prête à reconnaître ses péchés passés pour s'attirer les bonnes grâces de Pékin !

De façon un plus insolite, en "réparation" des crimes et de l'humiliation engendrée par la colonisation japonaise en Chine, une étudiante japonaise — diplômée d'un doctorat en histoire sino-japonaise et... actrice de films X —, est allée jusqu'à proposer d'offrir son corps aux étudiants chinois vivant au Japon : « Je pense que cela serait une compensation symbolique pour eux »... <sup>1136</sup>

L'impérialisme américain, au contraire de l'impérialisme japonais, n'a pour sa part pas encore confessé ses (très nombreux) péchés ni offert de compensation... A quand des étudiantes américaines faisant pénitence en s'offrant aux étudiants issus de pays victimes d'agressions coloniales américaines ?

Au cours des derniers mois, les relations sino-japonaises ont continué à se réchauffer rapidement, de nombreux représentants politiques ou délégations d'affaires n'ayant eu de cesse de faire l'aller retour Pékin-Tokyo. Il faut dire qu'alors qu'en 2008 les exportations japonaises vers les USA dépassaient encore d'une longueur celles vers la Chine, en 2009, ce sont celles vers la Chine qui ont dépassé celles vers les USA. En outre, selon le FMI, le Japon devrait renouer avec la croissance dès 2010 (+ 1,7 %) et « **pour cela, les Japonais peuvent, en grande partie, remercier la Chine** » dont « le dynamisme économique » « pourrait bien profiter aux marchés japonais ». <sup>1137</sup>

Peu de temps après la victoire du PDJ et quelques jours seulement avant la commémoration du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de la RPC se tenait à Shanghai une réunion trilatérale des ministres des Affaires étrangères chinois, japonais et sud-coréen à l'issue de laquelle les trois parties s'engageaient « à **approfondir leur partenariat coopératif global et orienté vers le futur** ». <sup>1138</sup> Deux semaines plus tard, une seconde réunion trilatérale se tenait à Pékin. A cette occasion, le premier ministre chinois se félicita que « le partenariat stratégique mutuellement avantageux entre la Chine et le Japon » soit « entré dans une nouvelle phase de développement grâce aux efforts des deux pays ». <sup>1139</sup>

Les politesses habituelles de la diplomatie bourgeoise, ou bien un signe d'approfondissement réel des relations bilatérales ? Dans la presse bourgeoise d'occident, à l'instar du *Figaro*, on commençait à évoquer ouvertement la seconde piste :

« Un vif débat agite actuellement le pays du Soleil-Levant, sur la question de la redéfinition de l'alliance avec Washington, qui fête ses cinquante ans. L'arrivée aux affaires du gouvernement de Yukio Hatoyama, plus sourcilieux sur l'indépendance, pose un réel défi à Washington ». <sup>1140</sup>

A l'automne 2009, c'était le branle-bas de combat à Washington, car une nouvelle brèche venait de s'ouvrir dans sa sphère d'influence. Le 22 octobre 2009, le *Washington Post* publiait un article intitulé « **Les Etats-Unis font pression sur le Japon sur le dossier militaire** ». « **Le plus difficile, en ce moment, ce n'est pas la Chine, c'est le Japon** », déclarait un haut-fonctionnaire du département d'Etat américain. La semaine précédente, le nouveau parti au pouvoir avait « annoncé que le Japon se retirait d'une mission assurée depuis huit ans dans l'océan Indien, qui consistait à ravitailler les navires de guerre qui soutiennent forces de la coalition en Afghanistan » et avait aussi « promis de rouvrir les discussions sur un ensemble d'accords militaires », incluant la relocation d'une base américaine, le départ de 8 000 marines, et le réexamen d'accords secrets relatifs au stockage et au transbordement d'armes nucléaires au Japon.

Comme à son habitude, l'impérialisme américain n'a pas apprécié de voir ses plans contrecarrés par un de ses plus fidèles "alliés" en Asie.

« **Inquiète des nouvelles orientations de la politique étrangère japonaise, l'administration Obama a averti mercredi le gouvernement de Tokyo qu'il aurait à supporter de graves conséquences s'il décide de revenir sur un accord militaire élaboré par les USA pour faire face à la montée en puissance de la Chine. (...) Le malaise ressenti par les américains a été illustré mercredi à Tokyo, lorsque Gates a fait pression sur le gouvernement, à la suite de réunions avec le Premier ministre Yukio Hatoyama, pour qu'il tienne ses engagements sur l'accord militaire** ».

Non content de défier Washington sur les accords militaires bilatéraux et de renoncer à la politique d'endiguement militaire de la Chine, les nouveaux dirigeants japonais défendaient maintenant « **le projet d'une Communauté de l'Asie de l'Est, une sorte de version asiatique de l'Union européenne, où la Chine aurait un rôle central** ». De quoi provoquer à Washington une autre "attaque d'apoplexie" !

Mais le nouveau gouvernement choisi par l'impérialisme japonais, loin de céder, ne se laissa pas intimider par les menaces et les pressions américaines et accusa même

publiquement « les responsables américains de ne pas les prendre au sérieux » : ils « devraient se rendre compte que nous sommes le parti au pouvoir, désormais ».

Après que le porte-parole du Pentagone ait « exigé que le Japon poursuive ses opérations de ravitaillement dans l'océan Indien », l'ambassadeur du Japon aux Etats-Unis répliqua qu'une telle décision « **appartenait au Japon** ». Par la suite, le gouvernement japonais confirma que le Japon « **ne prolongerait pas la mission de ravitaillement après son échéance, en janvier** ».

Aujourd'hui, les représentants de l'impérialisme américain sont « **inquiets à l'idée que le Japon décide de redéfinir son alliance avec les États-Unis et son rôle en Asie** ». Pour ne rien arranger « l'atmosphère des relations » a changé « depuis que les hommes politiques japonais contredisent en public les responsables américains ». A l'instar de Kent Calder, diplomate américain en poste au Japon de longue date, les émissaires de l'impérialisme américain tombent aujourd'hui des nues devant le revirement à 180 ° de la politique extérieure japonaise :

« **Je n'ai jamais vu cela en 30 ans. Je n'ai jamais entendu les japonais répondre ainsi à des diplomates américains, surtout pas publiquement. Les américains disaient généralement : « nous avons un accord », et les japonais répondaient : « ah soo desu ka, » — nous avons un accord — et c'était terminé. Tout ceci est nouveau** ».<sup>1141</sup>

Deux mois après la publication de l'article du *Washington Post*, le vice-président chinois profitait d'une visite au Japon pour déclarer au ministre japonais des affaires étrangères que « **la relation sino-japonaise devient de plus en plus importante au fur et à mesure que l'avènement de l'ère de l'Asie approche à grands pas** ».<sup>1142</sup> Un avènement auquel fait écho un clip intitulé « **Le puissant vent d'Asie** ». Datant des années 1980, ce clip fut rediffusé sur *CCTV-F* au cours de l'été 2009.

« Les produits d'Asie sont si abondants !  
Les peuples d'Asie sont les plus travailleurs ! (...)  
Le puissant vent d'Asie rugit à en faire trembler le ciel ! »<sup>1143</sup>

C'est dans le contexte d'avènement imminent de « l'ère de l'Asie » — sous le leadership de l'impérialisme chinois, évidemment —, que les choses ont continué de se dégrader pour l'impérialisme américain en Asie. Au début de l'année 2010, les officiels japonais continuaient à prendre publiquement le contre-pied des positions et des intérêts américains, tout en soutenant ceux de leur nouvel allié chinois.

Alors que l'impérialisme américain imputait à la monnaie chinoise la responsabilité du déséquilibre des échanges commerciaux sino-américains et faisait pression sur la Chine pour qu'elle réévalue sa monnaie, les experts japonais prenaient ouvertement parti en faveur de l'impérialisme chinois, une chose impensable il y a encore quelques années. A l'instar de Takashi Sekiyama, chercheur à la division de recherche politique de la Tokyo Foundation, groupe de réflexion lié au gouvernement, ils n'hésitaient pas à affirmer qu'

« Il revient à la Chine de décider si elle doit ou non réévaluer sa monnaie. (...) Le Renminbi s'est apprécié de 21 % depuis 2005 et la croissance progressive et mesurée de la monnaie est une bonne politique pour la Chine. Le renforcement du Renminbi entre 2005 et 2008 n'a ni réduit le déficit commercial américano-chinois, ni renforcé la compétitivité internationale des entreprises américaines. (...) Un Renminbi

renforcé contribuerait peu à l'amélioration de la situation économique aux Etats-Unis ». <sup>1144</sup>

Pour ne rien arranger aux affaires de l'impérialisme américain, ce qui se passe pour le Japon, qui entre aujourd'hui de manière évidente dans la sphère d'influence de l'impérialisme chinois, se produit également pour la Corée du Sud.

Au printemps 2009, un haut responsable du PCC en tournée en Asie avait appelé à l'approfondissement des relations économiques et commerciales avec la Corée du Sud. <sup>1145</sup> Moins d'un an plus tard, au début du mois de février 2010, un panel d'experts et de responsables sino-japonais recommandait « l'accélération de l'étude sur l'instauration d'une zone de libre-échange couvrant la Chine, le Japon, et la République de Corée ». A la tête de la délégation japonaise se trouvait Taizo Nishimuro, le président du Tokyo Stock Exchange. <sup>1146</sup> Quelques jours plus tard le ministre sud-coréen des affaires étrangères confirmait la participation du pays à « une étude conjointe sur un accord trilatéral de libre-échange ». <sup>1147</sup>

Quelques mois plus tard, au lendemain de la visite que le premier ministre chinois effectua au Japon à la fin du mois de mai, les députés du PDJ renforcèrent les pressions sur leur premier ministre pour qu'il donne sa démission. Il faut dire que les élections sénatoriales approchant, il devenait important de renouveler la direction du gouvernement japonais, critiquée pour sa faiblesse face aux pressions de Washington. Comme le rapportait très justement *Le Point*,

« Le plus grand reproche que lui ont fait les Japonais est d'avoir rompu sa promesse de retirer la base aérienne américaine de Futenma de l'île d'Okinawa, comme le réclamait la population locale. Ce renoncement, sous la pression des États-Unis, a fait voler en éclats la coalition gouvernementale tripartite de centre gauche formée entre le PDJ et deux petites formations. Le Parti social démocrate (PSD), opposé au maintien à Okinawa de la base aérienne de Futenma, a quitté le gouvernement vendredi dernier ». <sup>1148</sup>

Le jour de sa démission, le premier ministre japonais reconnaissait avoir « perdu la confiance » de son peuple « à cause de la question de Futenma », avant d'ajouter :

**« Je ne pense pas que dans les 50 ou 100 prochaines années le Japon dépendra encore des Etats-Unis pour sa défense ».** <sup>1149</sup>

Traduction : j'ai du céder sur ce point aux pressions exercées par l'impérialisme américain, mais ce n'est qu'un sursis avant que la présence des troupes américaines sur le sol japonais prenne fin ! Bref, pour l'impérialisme américain, cette démission forcée n'est pas vraiment une bonne nouvelle. Elle démontre en effet que ceux qui cèdent au chantage et aux menaces américaines sont de moins en moins bien vus au Japon, et que la population comme les milieux d'affaires japonais disent de plus en plus ouvertement qu'ils veulent voir les troupes américaines quitter le Japon...

En poussant le premier ministre japonais à se discréditer, l'impérialisme américain n'a pas arrangé ses propres affaires : la prochaine fois, soit le PDJ rectifiera de lui-même le tir, soit on assistera au triomphe électoral du PSD qui ne s'est pas compromis et qui figure parmi les plus ardents partisans du renforcement des relations avec la Chine et d'une émancipation à l'égard de Washington ! <sup>1150</sup>





## La Corée du Nord, rempart de Pékin contre une présence militaire américaine à ses frontières

A la fin de l'été 2009, quelques mois après avoir procédé à un essai de lanceur spatial et à son deuxième essai nucléaire, la RPDC informait le Conseil de sécurité de l'ONU qu'elle avait « **procédé avec succès à l'expérimentation de l'enrichissement d'uranium** » et « **débuté la phase de militarisation du plutonium** » extrait d'un réacteur. Washington avait alors manifesté sur le champ sa « **profonde préoccupation sur le progrès déclaré par Pyongyang dans son programme d'arme nucléaire** ». <sup>1151</sup>

Au printemps 2010, l'agence de presse nord-coréenne annonçait l'ambition du pays de « **construire une centrale nucléaire avec son propre matériel nucléaire** ». <sup>1152</sup>

Quelques semaines plus tard, Pyongyang récidivait et annonçait fièrement « **avoir obtenu des succès notables en matière de fusion thermonucléaire** ». Commentant cette annonce les chercheurs russes déclaraient que les nord-coréens étaient désormais « **proches de la création d'une bombe thermonucléaire, ce qui leur permettra de porter la puissance unitaire de leurs charges à plusieurs centaines de kilotonnes** ». Un an auparavant, Pyongyang avait testé avec succès une bombe nucléaire d'une puissance estimée à 4 kt. <sup>1153</sup>

Comme quoi la crise n'a pas que des mauvais côtés pour les pays impérialistes en déclin : ils n'ont en effet plus besoin d'espionner les activités sensibles des régimes qui leur déplaisent, ces derniers se font en effet un malin plaisir à les leur annoncer en personne ! De quoi amplement justifier des coupes dans le budget de leurs agences de renseignement devenues inutiles !

Selon un expert américain interrogé par l'agence de presse sud-coréenne, « **les sanctions internationales ont un impact limité sur la Corée du Nord** » et n'affectent pas son économie « **à cause de la Chine** » qui « **représente la plus grosse brèche** » :

« La Chine a représenté une aide critique pour un Nord en difficulté, lui apportant de l'aide en nourriture, énergie et d'autres biens essentiels et y investissant lourdement au cours des dernières décennies. Malgré la crise nucléaire nord-coréenne connaissant des hauts et des bas, la Chine a récemment discuté de nouveaux contrats d'investissement d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, une attitude qui viendrait réduire les effets des sanctions actuelles ». <sup>1154</sup>

Dernièrement, la Chine et la Corée du Nord ont entamé les travaux d'une deuxième centrale hydro-électrique sur le fleuve Yalou (qui marque la frontière sino-nord-coréenne). Ce projet, d'une capacité installée de 80 MW, devrait coûter 1,1 milliard de yuans. Une fois la construction des deux centrales achevée, chacun des deux pays exploitera une centrale. <sup>1155</sup> Enfin, au printemps 2010, un premier train touristique chinois a entamé un tour de quatre jours en RPDC. <sup>1156</sup>

Dans les médias des pays impérialistes en déclin, la Corée du Nord est toujours présentée comme le mal absolu. Jamais ces médias n'évoquent les crimes du colonialisme japonais et surtout américain qu'ont combattus les patriotes coréens, aidés par les combattants volontaires chinois et soviétiques pendant la Guerre de

Corée (1950-1953). L'impérialisme français ne fut pas en reste, puisqu'il envoya en 1950 un bataillon d'un millier d'hommes combattre aux côtés de l'occupant américain. Jamais ces mêmes médias n'évoquent le fait que si Pyongyang met autant l'accent sur le développement de missiles et travaille sur l'arme atomique, c'est parce que la Guerre de Corée ne s'est pas achevée par la signature d'un traité de paix, mais est seulement suspendue à un armistice, et que derrière le mur fortifié battit tout le long de la frontière par les américains, se trouvent 28 000 soldats américains et leur arsenal de guerre !

Washington refusant de retirer de Corée du Sud son arsenal nucléaire, il est parfaitement justifié que la Corée du Nord cherche à s'armer également du feu nucléaire pour dissuader l'impérialisme américain de la menacer.

Alors que la RPDC annonçait fièrement avoir achevé le retraitement de milliers de barres de combustible nucléaires usées, et provoquait le courroux de Washington qui l'accusait « de violer les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU », les gouvernements japonais et sud-coréens se contentaient de déclarer « regretter profondément » ce geste, tout en demandant poliment à Pyongyang de retourner à la table des négociations...<sup>1157</sup> Une façon de ne pas désavouer publiquement l'impérialisme américain, sans pour autant apparaître trop strict et risquer d'effrayer l'impérialisme chinois ! Une attitude encore inconcevable il y a quelques années !

Quelques semaines plus tard, Pyongyang qualifiait les USA de « **facteur de troubles** » en Asie, leur reprochant d'être à l'origine du dossier nucléaire coréen en ayant fait de la Corée du Sud « le plus grand arsenal nucléaire de l'Extrême-Orient » et de rester sourd aux demandes réitérées de la RPDC « de retirer leurs armements nucléaires de la Corée du Sud, en vue de faire de la péninsule une région pacifique ».<sup>1158</sup>

Pour l'impérialisme chinois, qui possède plus de 1 400 km de frontières communes avec la Corée du Nord, un effondrement du régime nord-coréen serait synonyme de réunification de la Corée sous l'égide de la Corée du Sud. Pour Pékin, c'est une option exclue. De l'aveu de la diplomatie occidentale, ce scénario amènerait en effet « les forces américaines stationnées dans le Sud au contact direct du territoire chinois ».<sup>1159</sup> A l'automne 2009, l'organe officiel du Parti du Travail de Corée (le quotidien *Rodong Sinmun*), remarquait que la coopération sino-nord-coréenne était dans « l'intérêt des deux pays », mais également de « la paix mondiale ».<sup>1160</sup>

Quelques mois plus tard, alors que l'impérialisme américain menait ses exercices militaires annuels en Corée du Sud, la Corée du Nord se disait « prête au dialogue ou à la guerre » et déclarait qu'elle « continuerait à renforcer sa dissuasion nucléaire tant que les menaces et provocations militaires américaines se poursuivront ».<sup>1161</sup> Le lendemain, la diplomatie américaine affirmait que les USA « n'envisageaient pas de changer le régime de la RPDC par la force ».<sup>1162</sup>

De "belles paroles" masquant l'hypocrisie et la mauvaise-foi sans bornes de l'impérialisme américain. Pour l'impérialisme américain, la juste politique d'auto-défense de Pyongyang a toujours servi de prétexte pour pousser les élites sud-coréennes et japonaises à faire plus d'effort sur leur package militaire.

Alors que Comme par hasard, le 26 mars, une corvette sud-coréenne coulait à proximité des eaux nord-coréennes, faisant 46 morts. Une affaire qui tombait à pic pour l'impérialisme américain ! Deux mois plus tard, les résultats de l'enquête étaient communiqués. Sans surprise, un sous-marin de la RPDC était accusé d'avoir coulé le navire... Le résultat de l'enquête venait à peine d'être publié que, de passage en Corée du Sud, la secrétaire d'Etat américaine jetait de l'huile sur le feu :

« L'enquête internationale indépendante était objective, les preuves accablantes et la conclusion inéluctable. C'était une provocation inacceptable de la RPDC et la communauté internationale endosse la responsabilité et le devoir d'y répondre ». <sup>1163</sup>

Quelques jours après le communiqué des résultats de l'enquête, l'agence de presse *Chine Nouvelle* relayait le contenu d'un très lucide communiqué de l'agence de presse nord-coréenne qui accusait les USA d'avoir « **fabriqué et de manipuler l'affaire du Cheonan** » dans le but délibéré d'« **intensifier l'instabilité dans la région Asie-Pacifique** », afin de « **contenir les grandes puissances** » et de rester le maître « **incontesté** » de la région.

« « Ce sont les Etats-Unis qui sont derrière l'affaire du Cheonan ... L'enquête a été orientée par les Etats-Unis depuis son tout début ». (...) Les résultats de l'enquête ont été publiés « avec l'approbation des Etats-Unis et sous leur patronage et leur manipulation ». (...) La RPDC a nié l'accusation et a proposé d'envoyer des enquêteurs pour se joindre à l'enquête, une proposition rejetée par la Corée du Sud ». <sup>1164</sup>

Quel intérêt avait la Corée du Nord à couler un navire sud-coréen ? Aucun ! On ne peut pas en dire autant des USA, dont on connaît l'expertise dans l'art de la fabrication de "preuves" et qui avaient un intérêt évident à tenter de jeter un froid entre Pékin et Séoul !

Il faut rappeler que les "preuves" présentées par l'impérialisme américain sur la prétendue possession d'armes de destruction massive par l'Irak, et qui avaient servi à justifier l'invasion du pays en mars 2003, se sont révélées être des faux fabriqués, provoquant un véritable séisme politique au Royaume-Uni, au point que l'administration britannique de l'époque a dû en répondre récemment devant une commission d'enquête. Comme le rapportait *Libération*, celle-ci a clairement établi « **la culpabilité du gouvernement britannique dans la fabrication délibérée d'une affaire de guerre contre l'Irak, dont tout le monde savait, ou aurait du savoir, qu'elle était fausse** », « **Blair savait qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive** ». <sup>1165</sup>

Quelques semaines plus tard, commentant les résultats des audiences de la commission d'enquête, le ministre russe des Affaires étrangères déclarait qu'

« Il n'existait manifestement aucune preuve de la présence d'armes de destruction massive (ADM) en Irak avant le début des hostilités dans ce pays. La situation est parfaitement claire, et les faits récemment évoqués par la presse britannique sont bien connus. Mieux, ils étaient connus des membres du Conseil de sécurité de l'ONU au moment où certains pays, dont les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, tentaient d'obtenir le consentement du Conseil pour frapper l'Irak ». <sup>1166</sup>

De même, les attentats du 11 septembre 2001 restent aujourd'hui entourés de bien nombreux mystères. Nombreux sont ceux qui ont relevé les incohérences de la

version officielle, à l'instar du crash d'un Boeing 757 sur le Pentagone, une structure ultra-protégée, une heure après l'attaque des tours jumelles du World Trade Center (WTC-1 et WTC-2), ou de l'absence d'enquête sur la tour WTC-7 qui s'est également effondrée comme lors d'une démolition contrôlée alors qu'elle n'avait été frappée par aucun avion... Des incohérences faisant penser à l'implication directe des autorités américaines dans ces attentats, au moins en rajoutant maintes explosions et destructions... Il faut admettre que le crash d'avions sans anéantissement physique des tours n'aurait pas eu le même impact psychologique !

Des incohérences de ce type, ainsi que le refus des autorités américaines d'ouvrir une enquête officielle poussèrent certains journalistes à mener leurs propres investigations, à l'instar de Thierry Meyssan dans son livre *L'effroyable imposture*.<sup>1167</sup> Ce ne fût qu'un an après les événements et sous la pression des familles de victimes que l'administration américaine finit par ouvrir une parodie d'enquête.

De telles investigations, dont les mass-médias bourgeois se gardèrent bien de parler, ne furent pourtant pas sans conséquences concrètes. En 2007, les investigations d'un groupe d'ingénieur et d'architectes américains aboutirent au rejet des conclusions de l'enquête officielle. Leurs conclusions furent relayées par la presse russe.

« Selon eux, les tours jumelles du World Trade Center, cibles de l'attaque de deux avions pilotés par des terroristes kamikazes, se sont effondrées à la suite d'une "démolition contrôlée" au moyen d'explosifs. « Nous arrivons à une conclusion terrifiante : l'attentat aurait pu être organisé et orchestré par quelqu'un au sein du gouvernement américain », a déclaré Richard Gage, membre de l'Institut américain des architectes et principal auteur d'un appel à lancer une nouvelle enquête qui sera adressé au Congrès. Les experts russes considèrent qu'il s'agit d'une version tout à fait vraisemblable. Il ne faut pas exclure la version selon laquelle la tragédie du 11 septembre aurait été orchestrée par les services secrets américains, estime Victor Baranets, ancien conseiller du chef d'État-major général des Forces armées russes. On peut supposer que les dirigeants américains en auraient eu besoin pour justifier leur nouvelle stratégie de lutte contre le terrorisme. Ils auraient pu également atteindre ainsi d'autres objectifs stratégiques : pénétrer en Afghanistan et en Irak et promouvoir les idées patriotiques aux États-Unis ». <sup>1168</sup>

Quelques mois plus tard, c'est au Japon que ces doutes se propagèrent, comme l'illustra la retransmission télévisée d'une session sénatoriale du 11 janvier 2008 au cours de laquelle le conseiller Yukihisa Fujita, président de la commission parlementaire japonaise, mit publiquement en doute la version officielle et s'en prit au suivisme des dirigeants japonais de l'époque vis-à-vis de Washington et de sa déclaration de guerre au terrorisme !<sup>1169</sup> Et comme par hasard, le Japon se montre désormais de plus en plus réticent à suivre docilement la politique étrangère américaine...

De même, en pleine crise du nucléaire iranien, le président iranien qualifia la version officielle de « gros mensonge » et de scénario imaginé et mis en œuvre par les services de renseignement américains dans le but d'ouvrir « la voie à l'invasion de l'Afghanistan, sous le prétexte du combat contre le terrorisme ». <sup>1170</sup> Depuis, l'Iran ne rate pas une occasion pour rappeler que le scénario de ces attentats est

l'œuvre du complexe militaro-industriel américain, le « gouvernement de l'ombre ». <sup>1171</sup> Notons au passage que ce scénario constitue le remake américain de l'incendie du Reichstag du 27 février 1933...

Ceci étant dit, il n'est pas étonnant que la Chine et la Russie se soient montrées méfiantes vis à vis de la fiabilité de l'enquête conduite par les USA sur le naufrage de la corvette sud-coréenne, envoyant leurs propres experts à Séoul. Alors que le vice-ministre russe des affaires étrangères rencontrait l'ambassadeur nord-coréen à Moscou, et que « des deux côtés » ont réaffirmait « la nécessité d'empêcher l'escalade ultérieure de la tension dans la région », « la Chine et la Russie » étudiaient « attentivement les résultats de l'enquête ». <sup>1172</sup>

Malgré l'atmosphère nauséabonde instillée en Asie par l'impérialisme américain, les experts russes estimaient « une nouvelle guerre de Corée peu probable », arguant que ni la Corée du Sud ni la Corée du Nord n'avaient à y gagner. <sup>1173</sup> Quelques jours plus tard, le président sud-coréen déclarait d'ailleurs devant des chefs d'entreprises singapouriens qu' « en dépit des tensions accrues entre les deux Corées » il n'y avait « aucune chance de voir se déclencher une guerre généralisée ». <sup>1174</sup>

A Moscou, on ne cachait également pas son scepticisme vis-à-vis des conclusions de "l'enquête internationale". RIA Novosti soulignait ainsi que le fait que les restes de la torpille retrouvée corresponde « parfaitement aux dessins des torpilles exportées à l'étranger par la Corée du Nord » signifiait que ces torpilles avaient très bien pu être utilisées par d'autres pays. On soulignait également que cette affaire avait « permis d'annuler très rapidement la décision du gouvernement japonais concernant le retrait total de la base militaire américaine d'Okinawa abritant plus de la moitié des 47 000 militaires américains déployés dans ce pays ».

**« En Corée du Sud et ailleurs, des doutes ont été émis dans les conclusions de la commission internationale sur le naufrage du Cheonan ».** <sup>1175</sup>

Les réactions publiques des deux côtés du 38<sup>ème</sup> parallèle reflétèrent d'ailleurs ces doutes. Au lendemain de la publication des résultats de l'enquête, seulement 10 000 manifestants rassemblés à Séoul, dont des anciens-combattants, appelaient « à répliquer au naufrage de la corvette sud-coréenne » et « **à sanctionner les membres de l'opposition au président Lee Myung-Bak qui remettent en question les conclusions de l'enquête** ». <sup>1176</sup>

A Pyongyang, quelques jours plus tard, c'étaient 100 000 manifestants qui accusaient la Corée du Sud d'avoir monté « un complot visant à surmonter la grave crise causée par l'échec total des politiques domestiques et étrangères du groupe de Lee Myung-bac ». <sup>1177</sup>

Toujours est-il qu'au printemps 2010, malgré l'affaire de la corvette sud-coréenne, le projet de communauté économique est-asiatique continuait d'avancer. Deux jours après la publication des résultats de l'enquête sur le naufrage du navire de guerre sud-coréen, les ministres du Commerce de Chine, du Japon et de Corée du Sud se rencontraient pour discuter d'un accord de libre-échange. <sup>1178</sup> Une semaine plus tard, c'était au tour des premiers ministres chinois et japonais ainsi que du président sud-coréen de se retrouver à l'occasion de leur 3<sup>ème</sup> sommet trilatéral, destiné à « élaborer une future coopération en Asie de l'est ». <sup>1179</sup>

Dans la foulée de ce sommet, le premier ministre chinois prenait l'avion pour le Japon, dans le but « de renforcer les relations bilatérales ». Un programme chargé l'y attendait : une rencontre avec l'empereur, des entretiens avec le Premier ministre et les présidents des deux chambres du Parlement, des dialogues avec les milieux du commerce et des groupes civils et enfin une interview par NHK, la compagnie de radiodiffusion publique...<sup>1180</sup>

Quelques semaines plus tard, alors que des affrontements ethniques sanglants éclataient au Kirghizstan et que la responsabilité de la main invisible de Washington apparaissait comme évidente à Moscou et Pékin, le président russe en personne appelait à une enquête complète sur le naufrage de la corvette Cheonan.

« Bien qu'une seule version ait largement circulé, nous ne devons pas la tenir immédiatement pour définitive. Une enquête complète est nécessaire. Une fois que les résultats seront clairs et reconnus par le public, nous pourrons alors envisager de punir un coupable... Je parle d'un pays ou de certaines autres forces ».<sup>1181</sup>

Les allusions à la "main invisible" de Washington paraissent donc évidentes. Car bien plus que la Corée du Nord, c'est l'impérialisme américain qui avait de nombreux intérêts à voir la tension augmenter dans la région ! Quelques jours plus tard, l'agence de presse *Chine Nouvelle* relayait un nouveau communiqué de l'agence de presse nord-coréenne dans lequel Pyongyang, auquel la Corée du Sud refusait toujours l'envoi d'une équipe d'inspection visant à « vérifier les éléments de preuve », jurait « **d'ouvrir une enquête approfondie sur l'incident de la corvette sud-coréenne** » avant d'ajouter :

« Les résultats de l'enquête sud-coréenne menée sur cet incident ne pourront pas convaincre la communauté internationale. Les Etats-Unis ont lancé une guerre contre l'Irak sous prétexte que celui-ci détenait des armes de destruction massive, mais ce genre de mesquinerie ne fonctionnera pas avec la RPDC ».<sup>1182</sup>

Peu après, le ministère des Affaires étrangères de la RPDC annonçait que le pays comptait « renforcer sa dissuasion nucléaire en prenant de nouvelles mesures pour faire face à l'actuelle situation ».<sup>1183</sup> A la fin juillet, la mission d'enquête russe soulignait que des « interrogations persistantes », n'ayant « pas reçu de réponses claires » à certaines de ses questions.<sup>1184</sup>

Des doutes qui furent relayés jusqu'aux USA. Le 23 juillet, le *Los Angeles Times* publiait un article intitulé « **Des doutes émergent sur le rôle de la Corée du Nord dans le naufrage du navire** ». Comme le soulignait le journal américain, « la mise en doute de la version officielle des événements vient d'un endroit improbable : la Corée du Sud ». L'article citait notamment le témoignage de Shin Sang-Chul, ancien cadre de la construction navale devenu journaliste d'investigation. Cet expert qui avait été nommé à la commission d'enquête par le parti Démocrate d'opposition avait été retiré du panel d'experts aussitôt après avoir exprimé l'avis, suite à son examen du navire, que la corvette s'était échouée sur un récif et avait endommagé sa coque en essayant de se dégager.

« Je n'ai pu trouver le moindre signe d'explosion. Les marins sont morts noyés. Leurs corps étaient intacts. Nous n'avons même pas trouvé de poissons morts. (...) C'était l'équivalent d'un simple accident de navigation maritime ».

Des doutes auxquels s'ajoutèrent ceux d'autres analystes sud-coréens, qui relevèrent par exemple un degré de corrosion des restes de la torpille beaucoup plus élevé que celui que l'on pouvait attendre après un séjour de 50 jours sous l'eau, comme si les restes de la torpille avaient séjourné dans un hangar durant une bien plus longue période. Enfin, pour couronner le tout, des parlementaires sud-coréens se plaignirent également d'avoir été « **laissées dans le noir, pour ce qui est de l'enquête** ».

« Nous avons demandé des informations très élémentaires : des interviews avec les marins survivants, des enregistrements de communication, la raison pour laquelle le navire était là-bas », a déclaré Choi Moon-soon, un parlementaire du parti Démocrate. On n'a pas permis également à la législature de voir le rapport complet du comité investigateur, seulement un résumé de cinq pages ».

Des doutes suffisamment conséquents pour entamer la crédibilité de la version officielle des événements vis-à-vis de l'opinion publique sud-coréenne. Selon des sondages, plus de 20 % des sud-coréens ne croyaient pas à la responsabilité de la Corée du Nord dans le naufrage de la corvette sud-coréenne.<sup>1185</sup>

La remise en cause publique de la version officielle n'empêcha nullement l'impérialisme américain et la Corée du Sud de débiter de vastes manœuvres militaires au même moment. Le ministre des forces armées de la RPDC réaffirma alors la détermination du pays à « renforcer sa dissuasion nucléaire pour faire face à la menace nucléaire croissante des Etats-Unis » et avertit les fauteurs de guerre qu'en cas d'agression, Pyongyang mobiliserait son « immense potentiel militaire, y compris son potentiel nucléaire », et leur montrerait « à quoi ressemblera une vraie guerre et éradiquera la cause de la guerre ».<sup>1186</sup>





## La guerre des terres rares

Les terres rares sont un groupe de 17 éléments chimiques métalliques, 15 d'entre eux appartenant à la famille des lanthanides. Ces éléments sont aujourd'hui omniprésentes et indispensables à de nombreuses applications industrielles électroniques, optiques et magnétiques, depuis les pots catalytiques en passant par les condensateurs, les disques durs, les moteurs électriques, les lampes LED, les écrans plats et les éoliennes.

Les aimants permanents d'une éolienne de 3 MW nécessitent ainsi l'utilisation d'une tonne de néodyme. Les ampoules fluorescentes utilisent pour leur part le terbium comme pigment. Le lanthane est utilisé dans les fibres optiques. Le cérium, lui, est utilisé dans les équipements de désulfuration à haute température, à l'instar des pots catalytiques et des centrales à charbon supercritiques chinoises. Enfin, les batteries les plus efficaces pour véhicules électriques utilisent le dysprosium comme électrolyte.

Durant la période 1965-1985, c'est le gisement californien de Mountain Pass qui assura environ la moitié de la production mondiale de terres rares : de 10 000 à 15 000 tonnes sur 20 000 à 30 000 tonnes produites chaque année. Mais au début des années 1990, c'est la Chine qui passait en tête de la production mondiale de terres rares : plus d'un tiers des 40 000 tonnes en 1991 et plus de la moitié des 55 000 tonnes en 1994.

En 1999, la Chine était déjà devenue (et de loin) le premier producteur mondial de terres rares (88 %), mais elle ne consommait alors que 24 % de sa production et exportait le reste. A lui seul, le gisement de terres rares de Baotou comptait pour 76 % des 111,6 millions de tonnes de réserves exploitables de base de terres rares du monde, et assurait 60 % des 75 000 tonnes de la production mondiale.<sup>1187</sup>

L'exploitation du gisement de Mountain Pass fut interrompue en 2002, à un moment où les cours étaient au plus bas. Deux ans plus tard, la concurrence ayant été exterminée, la Chine cessa d'inonder le marché mondial de terres rares à bas prix et commença à réduire les quotas d'exportation. Les prix remontèrent sensiblement dès 2004. Selon le *China rare earth industry report (2009)*, après un pic aux alentours de 55 000 tonnes en 2003 (sur une production de 95 000 tonnes), les exportations chinoises de terres rares ont commencé à diminuer au profit de la consommation nationale. En 2008, sur les 130 000 tonnes de terres rares que la Chine a produit, elle n'en a exporté que 30 000 tonnes ! La Chine a ainsi consommé plus des trois quarts de sa production de terres rares, et donc à peu de choses près les trois quarts de la production mondiale...

L'estimation des réserves chinoises de terres rares diffère selon les sources. Alors qu'en 2008 l'US Geological Survey estimait à 89 millions de tonnes les réserves exploitables de base de la Chine, la Chine, elle, les estimait à plus de 122 millions de tonnes, dont 106 millions de tonnes pour le seul gisement de Baotou ! Malgré un écart d'estimations pouvant sembler significatif au premier abord, il n'en reste pas moins que dans tous les cas, la plus grande partie des réserves se trouve sur le territoire chinois.

Selon l'US Geological Survey, les réserves chinoises représentent 59,3 % des réserves mondiales. De source chinoise, elles en représenteraient 66,7 % !

**« La Chine est le plus grand pays du monde en ce qui concerne les terres rares, aussi bien en tant que le plus grand producteur de terres rares, qu'en tant que plus grand consommateur et exportateur. (...) La production chinoise de terres rares a représenté 96,8 % de la production mondiale en 2008 ».**<sup>1188</sup>

Les plus grandes réserves hors de la Chine se situent en Amérique du nord, en Australie et en Russie.

L'impérialisme chinois ne s'est pas contenté de propulser sa production nationale au 1<sup>er</sup> rang mondial. A l'instar des USA avec le pétrole tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, l'impérialisme chinois cherche à mettre la main sur les meilleurs gisements étrangers, afin de consolider son monopole.

Le 1<sup>er</sup> mai 2009, la China Non-Ferrous Metal Mining Co. et Lynas Corp. Ltd annonçaient avoir signé un accord d'investissement pour l'exploitation du gisement australien de Mount Weld. Au terme de cet accord, la compagnie chinoise apportait 184 millions de \$ et obtenait 51,7 % des parts de la joint-venture.<sup>1189</sup>

Une transaction d'une importance majeure, qui assurait au nouvel actionnaire majoritaire un contrôle de l'exploitation du gisement. Or le gisement de Mount Weld possède des réserves exploitables de base estimée à 37,7 millions de tonnes<sup>1190</sup>, c'est donc le second gisement du monde, après celui de Baotou et devant celui de Mountain Pass (30,0 millions de tonnes).

Mais pour être valide, l'investissement devait passer le filtre de l'Australia's Foreign Investment Review Board (FIRB). Le 8 juillet 2009, la FIRB demandait au monopole chinois de faire une autre proposition et de réduire ses parts dans la co-entreprise, promettant de rendre une réponse le mois suivant. Celle-ci fut à nouveau négative. Finalement, le 25 septembre 2009, le monopole chinois jetait l'éponge et abandonnait le projet, face à la FIRB « qui exprimait de plus en plus de requêtes » et refusait surtout que le monopole chinois soit l'actionnaire majoritaire.<sup>1191</sup>

Nous ne prenons pas beaucoup de risques en affirmant que les pays impérialistes en déclin sont certainement intervenus dans les coulisses de cette affaire afin d'éviter que l'impérialisme chinois ne remporte le pactole ! Ce n'est certainement pas un hasard si le partenaire retenu est finalement Rhodia (dont l'investissement à Mount Weld dépassera 200 millions de \$), et si des contrats d'approvisionnement ont déjà été signés avec l'Europe, les USA et le Japon !<sup>1192</sup>

C'est dans ce contexte et après s'être vu opposer deux fins de non recevoir, qu'à la mi-août 2009, la Chine aurait commencé à sous-entendre qu'elle pourrait interdire dès 2010 l'exportation de cinq terres rares, dont le terbium.<sup>1193</sup> Des repréailles ? Notons que selon l'IAGS, dont nous parlerons un peu plus loin, cette interdiction est une rumeur dont la provenance n'est pas certaine. Le Think-tank américain évoque soit un « ballon d'essai » du gouvernement chinois (visant à montrer que c'est désormais lui qui a les cartes en main), soit « une histoire sortie par la presse occidentale » destinée à tirer la sonnette d'alarme face à la baisse continue des quotas d'exportation chinois, une manière de mobiliser pour recréer une filière terre rare alternative à celle de la Chine...<sup>1194</sup>

Il est indéniable que durant la période 2004-2009, la Chine avait déjà réduit ses quotas d'exportation de terres rares de 60 000 à 35 000 tonnes.<sup>1195</sup> Mais il faut ajouter à ces exportations régulières la contrebande de terres rares, sorties illégalement du pays, et représentant autour de 20 000 tonnes selon le *China Business News* (CBN). A la fin de l'été 2009, le gouvernement chinois annonçait préparer des mesures visant à lutter contre cette contrebande. Parmi ces mesures, la restructuration du secteur visant à faire passer d'une centaine à une vingtaine le nombre des entreprises exploitant ces terres rares, une mesure essentielle pour « mieux contrôler les volumes des exportations ».<sup>1196</sup>

C'est dans ce contexte qu'à l'automne 2009, la presse bourgeoise occidentale commença à se déchaîner, consciente que les pays impérialistes en déclin étaient tout droit tombés dans le piège tendu par leur concurrent ! Les médias bourgeois des pays impérialistes en déclin titraient alors « Les terres rares, ces métaux verts tant convoités », « La Chine monopolise les terres rares », « Tempête sur les terres rares : l'économie verte en danger », « L'étau se resserre, nous sommes pris à la gorge », ou même « La guerre des terres rares démarre ».<sup>1197</sup>

« La Chine fait trembler l'Occident en laissant entendre qu'elle pourrait limiter ses exportations de terres rares. Ces métaux devenus aussi indispensables à notre univers high tech sont presque tous produits dans l'empire du milieu, en Mongolie intérieure ».<sup>1198</sup>

Nullement ému par cette campagne, l'impérialisme chinois continua à annoncer de nouvelles mesures très désagréables à l'oreille de ses concurrents. Au début de l'année 2010, le gouvernement chinois annonça ainsi la création d'un plan de réserves stratégiques de terres rares sur le gisement de Baotou.<sup>1199</sup> Un gisement qui représente aujourd'hui à lui seul 46 % de l'approvisionnement mondial en terres rares !<sup>1200</sup> Dans la foulée, il annonça également le début d'une campagne destinée à combattre l'exploitation illégale des terres rares « dans le but de protéger ses ressources de valeur ». Chaque zone minière se verra attribuer un contrôleur dont les coordonnées seront communiquées au public tandis que les fraudeurs seront sanctionnés.<sup>1201</sup>

Quelques semaines après le lancement de cette campagne, les douanes chinoises annonçaient l'arrestation de sept suspects impliqués dans la contrebande de près de 4 200 tonnes de terres rares.<sup>1202</sup>

Si l'impérialisme américain a longtemps cherché à faire pression sur des concurrents en brandissant la menace d'une coupure d'approvisionnement en pétrole, l'impérialisme chinois semble aujourd'hui prendre sa revanche dans un domaine tout aussi stratégique. Il ne s'en cache d'ailleurs pas. Sur le site de Baotou, on peut ainsi lire qu'en 1992, le président chinois Deng Xiaoping déclarait :

**« Le Moyen-Orient a le pétrole ; la Chine a les terres rares ».**

La même année, le Conseil d'Etat approuvait l'établissement de la zone de développement industrielle de haute technologie des terres rares de Baotou. En 1999, au cours d'une visite à Baotou, le président Jiang Zemin écrivait :

**« Améliorez le développement et les applications relatives aux terres rares et changez l'avantage de ressource en supériorité économique ».**

Par la suite, Jiang Zemin a réaffirmé « **l'importance stratégique de développer l'industrie chinoise des terres rares** ». <sup>1203</sup>

Les pays impérialistes en déclin jugent aujourd'hui comme illégitime le fait que la Chine réduise ses exportations de ces matières premières stratégiques. Hélas pour eux, les législations qu'ils ont mis en place pour contenir le développement économique des pays dépendants se retournent aujourd'hui encore une fois contre eux. Impossible pour eux d'espérer obtenir quoique ce soit en déposant une plainte à l'OMC, puisque les règles de cette dernière encadrent essentiellement l'ouverture des marchés à l'égard des importations de marchandises ! Il est vrai qu'il est rare qu'un pays bourgeois crée lui-même des entraves à ses propres exportations !

Ces pays impérialistes, qui aujourd'hui se plaignent de subir un quasi-embargo sur les terres rares, à commencer par les USA, sont les mêmes pays qui ont toujours jugé comme parfaitement légitimes les restrictions à l'exportation vers la Chine qu'ils ont dressé concernant de nombreuses marchandises de hautes technologie...

Mais ces restrictions sont à double tranchant : si elles ont bien permis de ralentir le rattrapage technologique de la Chine, elles l'ont renforcé dans sa détermination à rattraper par ses propres moyens la concurrence ! Ainsi, le fait que la Chine ait décidé de développer son propre réseau de positionnement satellitaire n'est certainement pas étranger au fait que les pays impérialistes d'occident ne lui aient pas permis de prendre une part plus active dans le projet Galileo. Comme le soulignait il y a trois ans la Responsable du programme Espace de l'IFRI, en charge du dossier Galileo, malgré un accord-cadre initial très ambitieux signé en 2003,

« Ce contrat a du être révisé à la baisse car si la Chine devait fournir à hauteur de 200 millions de matériels, cela impliquait des transferts de technologies de la part de l'UE. Des transferts impossibles en raison de l'embargo qui frappe la Chine. La participation de la Chine est alors passée de 200 à 65 millions ». <sup>1204</sup>

Encore une fois, les pays impérialistes en déclin sont donc de bien mauvais donneurs de leçons... Leur conception du libre-échange n'est pas moins à géométrie variable que celle défendue par l'impérialisme chinois !

Indéniablement, si l'impérialisme chinois a durci sa politique d'exportation des terres rares peu de temps après avoir éliminé la concurrence, c'est pour forcer l'embargo économique entourant les industries de haute technologie. Les pays impérialistes en déclin ont fini par comprendre le pot aux roses, mais trop tard pour eux ! En effet,

« Au cours des prochaines années, les quotas vont se réduire et à moins d'avoir accès aux ressources ailleurs qu'en Chine, de plus en plus de compagnies vont devoir se délocaliser en Chine pour assurer leur approvisionnement ». <sup>1205</sup>

Une tactique astucieuse qui s'est déjà révélée payante et qui a réellement pris au dépourvu les pays impérialistes en déclin. Cette conclusion est partagée par *Challenges* <sup>1206</sup> et bien d'autres analystes bourgeois d'occident, à l'instar de ceux du Think-tank américain IAGS (Institute for the Analysis of Global Security). Créée en 2002, cette organisation a pour objectif premier l'étude de la « sécurité énergétique » des USA, en lien notamment avec « les implications de la croissance de la demande énergétique chinoise ». L'IAGS a pour habitude de « collaborer avec le Ministère américain de l'Energie et le Ministère américain de la Défense sur

divers projets ». Elle publie des articles dans les grands journaux et ses experts sont fréquemment invités sur les principales chaînes de télévision et radios du pays. Elle possède enfin sa propre publication, le *Journal of Energy Security*.<sup>1207</sup>

Au début de l'année 2010, dans son *Journal of Energy Security*, l'IAGS publiait un article intitulé « La bataille des terres rares ».

Dans cet article, l'IAGS s'inquiétait de voir les exportations chinoises de terres rares se réduire dangereusement sous le double effet d'une réduction de la production — que le gouvernement chinois justifie astucieusement à l'aide d'arguments écologiques —, et d'une explosion de la demande induite par le gigantesque plan éolien chinois qui « **aura probablement un impact dramatique sur l'approvisionnement en néodyme** », ce dernier étant indispensable à la construction de moteurs électriques performants. Cette inquiétude n'est pas exagérée quand on sait que les aimants permanents au néodyme et au praséodyme représentent aujourd'hui à eux seuls près du quart de la consommation mondiale de terres rares.

L'IAGS rapportait ensuite que c'est le Congrès américain qui, au début de l'année 2009, avait demandé « **une revue complète de la dépendance américaine aux terres rares pour les applications militaires** ».

Le résultat de cette revue fut, on s'en doute, un véritable choc pour l'impérialisme américain qui découvrit subitement que l'approvisionnement de toute son industrie, et en particulier de son complexe militaro-industriel dépendait... du bon vouloir de son plus redoutable concurrent ! Que ce soit pour la fabrication des aimants permanents des moteurs et des générateurs électriques, des lasers, des senseurs infrarouge, des équipements de vision nocturne, des équipements de détection radar et sonar ou pour les systèmes de guidage de ses missiles, l'impérialisme américain avait contracté — sans même s'en rendre compte — une dépendance majeure vis-à-vis de l'impérialisme chinois !... Selon l'IAGS, il est évident que

**« L'industrie occidentale, tant civile que militaire, pourrait être paralysée par un approvisionnement insuffisant ou inexistant à un moment où il n'existe aucun fournisseur autre que la Chine. (...) C'est une vérité incroyable et vraiment incommode. (...) Une rupture de l'approvisionnement en terres rares (...) signifierait que les progrès technologiques stagneraient ou s'arrêteraient en tout ce qui concerne la production d'énergies alternatives et les utilisations où ces métaux sont critiques. (...) Pour être clair, la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des USA en terres rares, et leur disponibilité, doit être au centre de toutes les actions qui seront entreprises. (...) Les décideurs américains devraient considérer toutes les options, y compris des primes gouvernementales si nécessaire, afin de revenir à un approvisionnement national capable de satisfaire au minimum les exigences de la défense nationale américaine ».**<sup>1208</sup>

Les 17 et 18 mars 2010, l'IAGS organisait à Washington une conférence intitulée « Technology and Rare Earth Metals for National Security and Clean Energy Policy » afin d'enfoncer le clou et de bien faire prendre conscience à l'impérialisme américain que remettre en état une filière industrielle nationale complète des

terres rares est pour lui un impératif stratégique, s'il veut ne plus avoir à craindre que son principal concurrent ne lui coupe le robinet des terres rares !

Une entreprise, simple en apparence, mais qui s'annonce en fait comme un parcours semé d'embûches...

Selon un document récent publié par Lynas, le premier gros gisement de terres rares à entrer en exploitation hors de Chine sera celui de Mount Weld. Son exploitation ne débutera cependant qu'en 2011, et aura une capacité de production initiale de 11 000 tonnes par an. Ce n'est qu'en 2012, avec l'achèvement de la dernière phase du projet, que le gisement atteindra sa capacité de production nominale, soit 22 000 tonnes par an. Pour les pays impérialistes en déclin, il ne s'agira donc pas de concurrencer la production chinoise, mais seulement d'assurer que leur chaîne d'approvisionnement ne courre pas le risque d'être complètement coupée au cours des prochaines années ! En 2014, dans le meilleur des cas, c'est-à-dire si le calendrier de mise en exploitation des gisements de Mountain Pass et de Mount Weld ne connaît pas de retard, ces deux gisements seront en mesure de produire 42 000 tonnes de terres rares par an. S'y ajouteront autour de 18 000 tonnes provenant du recyclage et de petits gisements en Russie, en Inde et au Vietnam.

Ces 60 000 tonnes à l'horizon 2014 semblent malgré tout bien insuffisantes, car représentant à peine la moitié de la production chinoise actuelle, dans un contexte où l'éolien, grand consommateur d'aimants permanents au néodyme, a le vent en poupe ! Lynas met en garde à propos d'une « **pénurie minérale** » « **pendant au moins les cinq à dix ans à venir** ». Parlant de Mount Weld et de Mountain Pass, Lynas prévient qu' « **il n'y a pas suffisamment de projets bien avancés en cours** » pour répondre à la croissance attendue de la demande en terres rares.<sup>1209</sup>

Même pour l'impérialisme américain, indéniablement privilégié par rapport aux autres pays impérialistes en déclin qui ne disposent pas de gisements de terres rares conséquents sur leur propre sol, la relance de l'exploitation du gisement de Mountain Pass, prévue pour 2012 par l'exploitant Molycorp, ne solutionnera qu'une partie du problème. En effet, « la production de la mine californienne ne concerne que 4 des 17 oxydes de terres rares, cérium, lanthane, praséodyme et néodyme » :

**« Il faudrait une quinzaine d'années pour reconstruire une filiale terres rares aux Etats-Unis a conclu un rapport du Government Accountability Office, qui vient d'être présenté devant le Sénat et la Chambre des Représentants ».**<sup>1210</sup>

Les monopoles des pays impérialistes en déclin doivent donc s'attendre à devoir se battre entre eux pour s'approvisionner en terres rares au cours des prochaines années, et les prix risquent de flamber ! Un handicap supplémentaire face aux monopoles chinois qui eux, auront accès à une production nationale abondante, diversifiée et bien meilleur marché !

Une perspective d'autant plus problématique que quelques mois avant l'ouverture du front des terres rares, les spécialistes du secteur soulignaient que l'industrie chinoise des terres rares avait « développé un énorme avantage concurrentiel » au cours des dernières années, non seulement en raison « de coûts de production très bas » permettant au « prix de vente des terres rares chinoises » d'être « inférieur au coût de production d'entreprises étrangères », mais également en raison de la

maturité de l'industrie chinoise des terres rares qui, « tant par le niveau technologique que la qualité des produits a atteint ou même surpassé celui des autres pays ». Pour ces experts, la Chine possède aujourd'hui « **une domination absolue sur l'approvisionnement du monde en terres rares et cette position restera inchangée pendant une période considérablement longue** ». <sup>1211</sup>

Pour ne rien arranger, l'exploitation des terres rares hors de Chine se heurte parfois à la présence d'éléments radioactifs comme le thorium, qui rendent l'exploitation plus complexe et donc plus coûteuse. <sup>1212</sup>

A la fin du printemps, l'aciériste sud-coréen Posco et Korea Resources Corp acquièrent 60 % du capital d'une petite entreprise chinoise de terres rares, Yongxin Rare Earth Metal Co, pour un montant de près de 60 millions de yuans, leur permettant « d'acheter des quotas d'exportation de terres rares ». <sup>1213</sup>

Quelques semaines plus tard, le ministère chinois du Commerce annonçait la réduction de 72 % des quotas d'exportation de terres rares, les faisant passer de 28 400 tonnes à un peu moins de 8 000 tonnes, sous le prétexte que les entreprises chinoises du secteur s'étaient rendues compte ne pas en avoir « retiré les bénéfices légitimes » et vouloir « s'assurer que les ressources seront utilisées de manière optimale ». <sup>1214</sup> Une confirmation du fait que la Chine compte bien profiter de sa position de monopole dans le secteur pour servir ses intérêts stratégiques...

Là encore, dans les "industries vertes" comme dans l'ensemble des branches d'industrie, les perspectives ne sont guère brillantes pour les pays impérialistes en déclin.

En revanche, l'impérialisme chinois peut encore voir l'avenir sereinement grâce à sa production bien rôdée, à ses confortables réserves de ces éléments stratégiques, sans compter le fait que de larges parties du territoire chinois restent encore à prospecter, avec à la clef la découverte possible d'autres importants gisements de métaux rares de toute sorte. Sur ce plan, l'impérialisme chinois bénéficie indéniablement d'avantages géologiques uniques au monde conférés par ses vastes chaînes montagneuses et plateaux de haute altitude. <sup>1215</sup>

Pour terminer sur ce sujet, nous reproduisons les appréciations très réalistes formulées par le renommé institut IHS Global Insight, cabinet américain de consulting et d'évaluation des risques en matière d'investissements, au sujet de la signification et de la portée de cette guerre des terres rares :

« La Chine est désormais en position de force dans les échanges commerciaux, et la crise économique internationale n'a fait que renforcer cette tendance. Il y a un an, la plupart des économistes prévoient que la Chine serait, en raison de sa dépendance aux exportations, le pays le plus touché par cette crise. Non seulement ils se sont trompés mais en plus la Chine peut désormais se permettre de dire non aux grandes puissances. (...) D'une certaine manière, des exemples comme celui de l'exportation des terres rares indiquent la nouvelle nature des relations avec la Chine. Une Chine plus sûre d'elle-même et de sa puissance, qui se retrouve en position de force, quels que soient ses interlocuteurs. A l'avenir, il sera non seulement de plus en plus difficile de dire non à la Chine, mais il sera également de plus en plus difficile de la forcer à s'adapter aux standards et à la volonté des pays occidentaux ». <sup>1216</sup>





## Vers une nouvelle Guerre Froide ou un remake "made in USA" de la Perestroïka ?

Au printemps 2010, on pouvait voir le *Washington Post* titrer « **La mort du siècle américain** » et affirmer que « **le rêve [américain] est en train de mourir** ». <sup>1217</sup>

Au même moment, le célèbre intellectuel américain progressiste Noam Chomsky, ne cachait pas ses inquiétudes sur la situation politique aux USA. Après avoir dénoncé le « radotage des médias commerciaux comme une forme "de lavage de cerveau" », il jugeait « saisissant » le parallèle entre les USA d'aujourd'hui et « **les derniers temps de la république de Weimar** » :

« Il y avait aussi une énorme désillusion à propos du système parlementaire. Le fait le plus saisissant dans Weimar n'était pas que les Nazis aient réussi à détruire les sociaux-démocrates et les communistes, mais que les partis traditionnels, les partis conservateurs et libéraux, aient été détestés et aient disparu. Ils ont laissé un vide que les Nazis ont très intelligemment réussi à occuper. (...) Je n'ai jamais vu rien de tel de toute ma vie. Je suis assez vieux pour me rappeler des années 1930. Ma famille entière était au chômage. Il y avait des conditions de loin beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui. Mais il y avait l'espoir. Le peuple avait de l'espoir. (...) Il n'y a rien de ça aujourd'hui. L'atmosphère dans le pays est effrayante. Le niveau de colère, de frustration et de haine pour des institutions n'est pas organisé d'une façon constructive. Cela va aboutir à des folies autodestructives ». <sup>1218</sup>

Selon un article publié par *IPS News*, « **les relations sino-américaines pourraient entrer dans une période de tensions graves** ». En effet, « **l'émergence de la Chine comme puissance mondiale** » a « **donné naissance aux Etats-Unis à un malaise grandissant** », un malaise aggravé par les multiples déconvenues enregistrées par Washington tant dans sa politique intérieure, que dans sa politique étrangère. <sup>1219</sup>

Au début du mois de février, alors que les litiges se multipliaient entre Washington et Pékin, *l'Economist* publiait un éditorial intitulé « **Obama faisant face à la Chine** », illustré en couverture par un dragon chinois hostile, comme nous l'avons souligné dans notre avant-propos.

Dans cet éditorial, on nous disait que « **faire de la place pour une nouvelle superpuissance ne signifie pas qu'il faille lui céder** », encourageant ainsi l'impérialisme américain à poursuivre le bras de fer pour faire céder son concurrent. Pour *l'Economist*, « l'ascendance » de la Chine, confortée par « son passage réussi à travers la crise financière » et sa « puissance économique grandissante », l'a rendu « plus assertive et moins tolérante d'être contrecarrée — et pas seulement sur ses "affaires intérieures" », par lesquels le magazine entendait par exemple la question du Dalaï-lama et des ventes d'armes à Taïwan. Pour *l'Economist*, la Chine a ainsi « joué un rôle central et largement nuisible aux pourparlers de Copenhague sur le changement climatique », ainsi que cherché à « détruire le consensus des grandes puissances sur le programme nucléaire iranien ».

Ces représentants de l'impérialisme britannique jugent ainsi comme une « **tendance dangereuse** » le fait qu'« **aux réunions de toutes sortes, les officiels chinois veulent maintenant avoir leur mot à dire et s'attendent à voir leur opinion prise en compte** ». *L'Economist* semble regretter le temps où l'ouverture de

l'économie chinoise « engagée dans un rattrapage par rapport aux pays riches d'occident » semblait signifier pour beaucoup de chinois « qu'ils s'occidentaliseront progressivement »... *L'Economist* constate aujourd'hui que la récession en occident a hélas « sapé cette supposition ». La crise a brisé le "rêve occidental" et « **beaucoup de chinois pensent aujourd'hui avoir peu de choses à apprendre du monde développé** ». <sup>1220</sup> En d'autres termes, *L'Economist* se lamente de voir irrémédiablement brisé le "rêve américain" et voir les chinois se mettre à élaborer leur propre "rêve chinois" !

A l'automne 2009, au moment de la visite du président américain en Chine, Thomas Friedman, le célèbre éditorialiste du *New York Times* écrivait ceci :

**« Les anglais ont dominé le 19<sup>ème</sup> siècle, les américains le 20<sup>ème</sup> et tout porte à croire que les chinois domineront le 21<sup>ème</sup>. Peut-être, mais je ne suis pas encore prêt à céder le 21<sup>ème</sup> siècle aux chinois ».** <sup>1221</sup>

Dans les milieux politiques et économiques des pays impérialistes en déclin, les élites bourgeoises sont donc pleinement conscientes de l'émergence rapide de l'impérialisme chinois comme un fait majeur de notre époque, même si on le reconnaît rarement publiquement de manière aussi claire et lucide qu'à *Moneyweek* :

« ... il semblerait que nous soyons passés à une nouvelle phase de la crise. La crise fut financière, puis économique et maintenant elle est politique et diplomatique. (...) sur la scène internationale, c'est la Chine qui concentre aujourd'hui les griefs des Occidentaux. La liste des sujets de tension est longue comme le bras : la sous-évaluation du yuan, l'accusation d'espionnage de Rio Tinto, l'affaire Google et le piratage apparemment organisé depuis l'empire du Milieu des comptes Gmail, et enfin les accusations de protectionnisme ». <sup>1222</sup>

Alors que des journaux occidentaux comme *Le Monde* et *Der Spiegel* dépeignaient la position chinoise comme « hautaine et orgueilleuse » et visant à établir son « hégémonie économique » dans le monde, ces journaux appelaient à un « **durcissement d'attitude face à l'intransigeance de la Chine** », car « **la faiblesse ne peut qu'encourager l'arrogance démesurée des Chinois** ». Loin de perdre son calme, le *Quotidien du Peuple* s'offrait le luxe de tourner en dérision ces propos de la presse occidentale :

« Ces derniers temps, les chinois ont remarqué que tout d'un coup les médias occidentaux les dépeignent et les décrivent d'une autre manière et que leur aspect a complètement changé : l'ancienne nation qui considère la modestie et la pondération comme des vertus devient subitement « arrogante » et « insolente ». » <sup>1223</sup>

Quelques semaines plus tard, le *Quotidien du Peuple* affirmait que « l'émergence vigoureuse de la Chine » déplaisait « à certaines grandes puissances » qui voyaient « d'un mauvais œil » la remise en cause de leurs d'intérêts internationaux « acquis », les poussant « à exciter le nationalisme et le chauvinisme, ce qui augmente objectivement les risques de la Chine quant à sa sécurité ». <sup>1224</sup>

Un avis manifestement partagé par certains observateurs occidentaux. Selon James Kynge — l'éditeur de *China Confidential* (une publication du *Financial Times*), et l'auteur de l'ouvrage bestseller *La Chine fait trembler le monde* (2006) —, « les pays occidentaux ne sont pas préparés à changer les mécanismes de la gouvernance

mondiale afin d'accueillir cette nation émergente », voir « essaient même de nier l'existence du problème », or « d'ici dix ans, la Chine sera encore plus puissante économiquement, diplomatiquement et stratégiquement qu'elle ne l'est aujourd'hui ». Pour Kyngé, le risque majeur est que dans ce contexte, « **la gouvernance mondiale ne fonctionne pas** », en d'autres termes, que cela se termine en conflit inter-impérialiste majeur.<sup>1225</sup> A *Moneyweek*, on soulignait la portée historique du bouleversement du rapport de force économique :

« Une page d'Histoire se tourne sous nos yeux. La Chine va retrouver son statut de grand empire mondial après une éclipse de deux siècles ».<sup>1226</sup>

Mais il n'y a pas qu'en occident où on est conscient de la montée en puissance de la Chine, la diplomatie chinoise elle-même la reconnaît volontiers, même si elle essaie de la présenter sous les airs de l'avènement d'un monde soi-disant multipolaire. Dans un article du *Quotidien du Peuple en ligne*, Cai Fangbai, ancien Ambassadeur de Chine en France, écrivait :

« Ces dernières années, et surtout en 2008, la situation internationale a connu un profond changement et une importante réorganisation. Les principaux événements d'importance, dont la crise financière internationale, le conflit entre la Russie et la Géorgie, la réussite des Jeux Olympiques de Beijing, etc., montrent que la puissance de l'Occident a diminué relativement et que la capacité de celui-ci de contrôler les affaires internationales est amenuisée. Parallèlement, de nouvelles puissances émergentes ont fait leur apparition dans le monde, leur influence s'accroît de jour en jour et elles jouent un rôle grandissant quant à l'évolution de la situation internationale ».<sup>1227</sup>

La question est : l'impérialisme américain acceptera-t-il ce bouleversement ? Acceptera-t-il de se voir refoulé au second plan par un concurrent ? Au printemps, un article publié par le journal en ligne *Asia Times* pointait les risques découlant de l'accumulation des tensions sino-occidentales :

« Les étrangers croient que la Chine durcit sa politique étrangère, citant un certain nombre d'événements récents. Mais du point de vue de la Chine, les États-Unis et l'Europe l'ont poussé à durcir sa position. (...) La réaction de la Chine n'est ni aussi dure, ni aussi nouvelle que les observateurs occidentaux le suggèrent, mais elle lutte toujours pour faire passer ses messages aux USA et à l'Europe. Si la rupture se poursuit ou empire, elle pourrait aboutir à un conflit semblable à la Guerre Froide ».<sup>1228</sup>

Aujourd'hui, quand on évoque la multiplication des divergences sino-occidentales, l'avènement d'une nouvelle Guerre Froide semble être la perspective la plus optimiste. Il y a trois ans, Noam Chomsky évoquait déjà la signification de l'escalade des menaces bellicistes de Washington à l'égard de l'Iran et la définissait comme une réponse à la dégradation de ses positions au Moyen-Orient :

« Un prédateur devient plus dangereux et moins prévisible lorsqu'il est blessé ».<sup>1229</sup>

Si en 2007 l'impérialisme américain avait déjà été blessé, ses blessures actuelles sont non seulement plus nombreuses, mais aussi plus profondes et plus graves. Sur tous les fronts, il a essuyé d'innombrables défaites au cours des dernières années, et plus encore au cours des derniers mois.

Au lendemain de l'attribution du prix Nobel de la paix à Barack Obama, certains analystes des pays impérialistes en déclin avaient déclaré que le jury du Nobel n'avait peut-être « pas fait un cadeau » au président américain, estimant que ce prix pourrait se révéler « encombrant pour la poursuite de son mandat », un sentiment alors largement partagé dans la presse bourgeoise internationale.<sup>1230</sup>

Ainsi, pour le *Beijing News*, c'est « un prix d'encouragement » « symbolique », qui risquait cependant de « mettre une grande pression sur lui ». Le ministère chinois des affaires étrangères n'avait évidemment pas manqué d'adresser ses félicitations au lauréat du prix Nobel de la paix 2009...<sup>1231</sup> D'autres, comme le quotidien égyptien *Addostour* n'avaient pas hésité à qualifier cette attribution « d'hypocrisie politique ». Pour le journal taïwanais *United Daily News*, c'était une victoire du « populisme » et du « langage creux ». D'autres enfin, comme le quotidien libanais *al-Akhbar* se réjouissaient ouvertement de voir qu'Obama était « désormais pieds et poings liés ».<sup>1232</sup>

Par chance, la morale bourgeoise est très extensible, et le président américain n'a donc guère été gêné dans les mois suivant pour piétiner les valeurs que l'on aurait en droit d'attendre de quelqu'un qui venait d'être récompensé pour sa contribution à la paix mondiale. Après tout, la paix peut être imposée par divers moyens...

Au début du mois de juin, le *Washington Post* publiait un article rapportant que loin d'avoir rompu avec la pratique des « exécutions extra-judiciaires », c'est-à-dire des "assassinats ciblés" dont l'administration Bush était déjà friande, l'administration Obama y avait encore davantage recours. Pour l'année fiscale 2011, Obama a ainsi demandé un budget de 6,3 milliards de \$ pour ces opérations spéciales, en hausse de 5,7 % en glissement annuel... sans compter une enveloppe additionnelle de réserve de 3,5 milliards de \$ ! (soit 9,8 milliards de \$ au total) L'article ajoute que sur 13 000 membres des forces des opérations spéciales déployés à l'étranger, 4 000 le sont hors d'Irak et d'Afghanistan et que « beaucoup de ceux visés », par ces opérations « létales » n'ont « rien à voir avec les attentats du 11 septembre 2001 ». Le *Washington Post* précise :

« Les forces des opérations spéciales ont augmenté tant en nombre qu'en budget et sont déployées dans 75 pays, contre 60 pays au début de l'année dernière. En plus des unités présentes depuis des années aux Philippines et en Colombie, des équipes opèrent au Yémen et ailleurs au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie centrale. (...) Un des avantages d'utiliser les forces "secrètes" pour de telles missions est qu'elles parlent rarement de leurs opérations en public. (...) Selon un officier militaire senior, Obama a permis "des choses que l'administration précédente ne permettait pas." (...) "Ils parlent publiquement beaucoup moins, mais ils agissent plus. Ils sont enclins à devenir agressifs beaucoup plus rapidement" ». <sup>1233</sup>

La recette Obama n'aura donc pas fonctionné très longtemps ! Le jugement du *Washington Post* démontre qu'aux USA, la désillusion est à la mesure des espoirs qu'avaient suscités les effets d'annonce mystificateurs d'Obama au cours de la campagne électorale ayant précédé son élection.

Au début de l'année 2010, notre prix Nobel de la paix avait demandé au Congrès américain une rallonge de 33 milliards de \$ destinée à financer les petits "extras" de la présence coloniale américaine en Irak et en Afghanistan — qui fut accordée par

un vote du Congrès américain à la fin-juillet avec près des trois quarts des voix. Il annonçait également un budget de la défense de 548,9 milliards de \$ pour l'exercice fiscal 2011 (qui débute le 1<sup>er</sup> octobre 2010), en hausse de 3,4 % sur un an. Dans cette enveloppe, à laquelle viendront sans aucun doute s'ajouter d'autres "extras", 159,3 milliards de \$ seront destinés à continuer le financement de « l'effort de guerre » américain, soit une hausse de 22,9 % sur l'enveloppe initiale votée pour l'exercice précédent...<sup>1234</sup>

Ces chiffres ne suffisent pourtant pas à donner une image réelle du degré de militarisation de l'économie américaine. Si l'impérialisme américain cherche des poux dans la tête des chinois au sujet de leur budget de la défense, c'est parce qu'il est le premier à frauder sur la communication de son véritable budget de la défense !

Au début de l'année 2010, dans un article intitulé « **Les guerres poussent les USA à la ruine** », le *Toronto Sun* chiffrait à près de 1 000 milliards de \$ le véritable budget américain de la défense, soit près du double du budget officiel annoncé au grand public, si l'on y inclut les fonds destinés aux programmes secrets ("blacks programs"), l'aide militaire à des pays étrangers (à l'instar d'Israël), le coût des 225 000 contractuels-mercenaires, les dépenses pour les anciens combattants et le budget des 16 agences de renseignement (qui comptent 200 000 employés).

L'article soulignait ensuite ironiquement que « l'annonce du programme "d'austérité" du Nobel de la paix Obama » avait entraîné l'augmentation du cours des actions des monopoles du secteur de la défense, et qu'à l'instar de Bush, Obama finançait les guerres américaines « en les empilant sur la carte de crédit de la nation qui a déjà atteint son maximum autorisé », avant d'ajouter que « ce poker menteur joué par la présidence et les parlementaires » était « un comble de malhonnêteté publique ».

L'article poursuivait en déclarant que les USA avaient « clairement atteint le point de rupture de leur ambition impériale » du fait que « **les dépenses militaires et le service de la dette cannibalisent l'économie américaine** ». Il dénonçait enfin « la fuite en avant du mastodonte militaire américain », « les partisans de la guerre permanente et de la domination du monde » qui « se sont unis aux prêteurs de Wall Street pour réduire l'Amérique en esclavage », ainsi que ses représentants politiques qui « **ruinent leur nation dans des guerres étrangères inutiles, en une vaine et orgueilleuse tentative de contrôler une grande partie de la planète** ». <sup>1235</sup>

Un article qui avait donc le mérite de remettre quelques pendules à l'heure !

On comprend donc le mécontentement exprimé chaque année par la Chine à l'égard du rapport publié par le département de la Défense américain sur la construction militaire chinoise !<sup>1236</sup>

Si l'année 2009 a bien été une année noire pour l'industrie mondiale (Chine exclue), elle aura été une nouvelle année florissante pour l'industrie de l'armement. Le contexte de grande instabilité économique, politique et sociale mondiale entourant la montée en puissance de l'impérialisme chinois, a en effet encouragé certaines puissances impérialistes en déclin à montrer leurs muscles militaires...

Selon l'Institut International de Recherche sur la Paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires mondiales sont passées de 1 053 à 1 572 milliards de \$ durant la période 2000-2009 (à prix constant de 2008), soit une augmentation de 49,3 %. Surtout, en 2009, elles ont augmenté de 88 milliards de \$ en glissement annuel, soit 5,9 %.<sup>1237</sup> Comme le souligne le journal *Le Monde* commentant le rapport publié par le SIPRI,

« Les dépenses militaires mondiales ont atteint de nouveaux records en 2009, sans connaître l'effet de la crise économique, tirées par les Etats-Unis, où le changement d'administration n'a pu renverser les tendances ».<sup>1238</sup>

Plus précisément, le communiqué de presse du SIPRI nous apprend que les dépenses militaires des USA ont augmenté de 47 milliards de \$ en glissement annuel, représentant 53,4 % de l'augmentation des dépenses militaires mondiales !

Selon le *SIPRI Yearbook 2010*, la "part de marché" des dépenses militaires américaines dans les dépenses militaires mondiales est passée de 35,8 % à 43,2 % au cours de la période 2000-2009.

		Milliards de \$	Part PIB	\$ par habitant	Part total mondial
1	USA	661,0	4,3 %	2100	43,2 %
2	Chine	100,0	2,0 %	75	6,5 %
3	France	63,9	2,3 %	1026	4,2 %
4	Royaume-Uni	58,3	2,5 %	946	3,8 %
5	Russie	53,3	3,5 %	378	3,5 %
6	Japon	51,0	0,9 %	401	3,3 %
7	Allemagne	45,6	1,3 %	555	3,0 %
8	Arabie Saoudite	41,2	8,2 %	1603	2,7 %
9	Inde	36,3	2,6 %	30	2,4 %
10	Italie	35,8	1,7 %	598	2,3 %
11	Brésil	26,1	1,5 %	135	1,7 %
12	Corée du Sud	24,1	2,8 %	499	1,6 %
13	Canada	19,2	1,3 %	568	1,3 %
14	Australie	19,0	1,8 %	892	1,2 %
15	Espagne	18,3	1,2 %	408	1,2 %
	Monde	1531,0	2,7 %	224	—

Les dépenses militaires cumulées de ces 15 premiers pays ont représenté 81,8 % des dépenses militaires mondiales.

Il faut noter que le SIPRI ne donne pas les chiffres officiels du budget de la Défense de deux pays : la Chine et la Russie. Pour la Chine, le SIPRI a retenu 100 milliards de \$, un chiffre plus proche de l'estimation "basse" du budget chinois de la Défense réalisée par le Pentagone — 105 milliards de \$ en 2008, ce qui donnerait 120 milliards de \$ en 2009 —, que du chiffre officiel communiqué par le gouvernement chinois (70,7 milliards de \$ en 2009), soit 1,4 % du PIB chinois. *Le Monde*, lui, ne trouve rien à redire au fait que le budget militaire chinois soit estimé par le SIPRI, et va même jusqu'à imputer cela au fait que le SIPRI ne disposerait pas de chiffres officiels pour la Chine... Un parti pris de départ délibérément en faveur de

l'impérialisme américain, puisque cette estimation surestime largement les chiffres officiels du budget chinois de la Défense ! Le SIPRI s'est évidemment bien gardé de remettre en cause le chiffre officiel du budget américain de la Défense ou même ne serait-ce que d'aller chercher les dépenses réelles prenant au moins en compte les rallonges demandées "traditionnellement" en cours d'exercice...

Selon les services statistiques américains officiels, le budget de la Défense des USA s'est monté à 779,0 milliards de \$ en 2009, en hausse de 5,6 % en glissement annuel. Le budget de la Défense a donc représenté 21,1 % des dépenses de l'Etat Fédéral et a absorbé 34,6 % de ses recettes budgétaires ! En dépit de la crise, ce n'est pas encore en 2010 que le budget américain de la Défense goûtera au régime d'austérité... **Dernièrement, les statistiques américaines officielles donnaient un budget de la Défense prévisionnel de 812,8 milliards de \$ pour l'année 2010 !**<sup>1240</sup>

Le graphe ci-dessous illustre l'évolution de la part du budget de la Défense dans le PIB américain ainsi que son poids par rapport aux revenus du budget de l'Etat américain au cours des trois dernières décennies.

**[Voir fascicule de graphes p. 28]**

Comme l'illustre ces deux courbes, on a du mal à voir un renversement de la tendance à la militarisation croissante de l'économie américaine dans les dernières années. Cette tendance fut seulement mise en veilleuse dans les années 1990, faute de menace crédible, jusqu'à ce que se produisent les salvateurs attentats du 11 septembre 2001 qui permirent à l'administration américaine de déclarer la guerre au "terrorisme". Barack Obama se paie même le luxe de faire pire que son prédécesseur direct !... Bush et Obama, même combat : la continuité de la politique coloniale de défense des intérêts de l'impérialisme américain, et des juteux profits du complexe militaro-industriel national, quitte à "saigner le contribuable"... et les masses exploitées des pays dépendants victimes de ces agressions !

On voit également que le budget américain de la défense a représenté bien plus que 4,3 % du PIB américain en 2009... Le trafic de statistiques à géométrie variable du SIPRI ne remet cependant pas en cause le fait que l'impérialisme américain est le premier fauteur de guerre du monde, très loin devant les autres puissances impérialistes en déclin. Les dépenses militaires de l'impérialisme chinois sont d'autant plus faibles qu'on les compare à celle des autres puissances impérialistes sous l'angle du PIB ou de la population.

A la mi-décembre, le ministre russe des Affaires étrangères accusait la délégation américaine « de ralentir les négociations sur le désarmement nucléaire », dans le cadre des discussions portant sur la renégociation de l'accord START arrivé à expiration.<sup>1241</sup> Deux mois plus tard, la Russie réitérait ses inquiétudes à propos du déploiement rapide du système de défense anti-missile américain en Europe de l'Est.<sup>1242</sup>

Au printemps, le ministère russe des Affaires étrangères faisait savoir que la Russie se réservait le droit de sortir du traité START « si des paramètres quantitatifs et qualitatifs du potentiel de défense antimissile des Etats-Unis affectaient l'efficacité des forces nucléaires stratégiques russes ». <sup>1243</sup> Quelques semaines plus tard, des missiles Patriot arrivaient en Pologne. Le ministère russe des Affaires étrangères ne

manqua pas de juger « injustifiée » et « préoccupante » « l'activité anti-missile des États-Unis en Pologne ».<sup>1244</sup>

Au début du mois de mai, à l'occasion du 65<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire sur le nazisme, le président russe faisait les déclarations suivantes au journal *Izvestia* :

« Il y a des chances qu'une guerre importante éclate, car des pays complètement différents coexistent dans le monde avec des intérêts très différents. Une grande quantité d'armes sont encore en stock dans le monde, certaines personnes continuent de considérer la guerre comme une solution à leurs propres problèmes politiques ».<sup>1245</sup>

Des déclarations que n'auraient pas démenties les représentants de l'impérialisme chinois qui appelaient au même moment « **la communauté internationale à chérir la paix et à rester vigilante à l'égard des fantômes [persistants] du nazisme et du militarisme** ».<sup>1246</sup>

Au milieu de l'été, c'est l'ancien dirigeant cubain Fidel Castro qui sortait de quatre années de retraite de la vie politique pour appeler « les dirigeants des puissances du monde entier — alliés ou adversaires, à l'exception d'Israël », à tout faire pour exhorter l'administration américaine à renoncer à une guerre contre l'Iran, ajoutant que cette agression provoquerait « la mort immédiate de centaines de millions de personnes » et conduirait à l'effondrement de « l'ordre actuel du monde » :

« La guerre aura lieu simultanément au Proche-Orient, à l'Extrême-Orient et à travers l'Eurasie ».<sup>1247</sup>

Si l'on s'arrête à ces déclarations et aux apparences, on a donc de bonnes raisons de penser que l'impérialisme américain préférera se lancer dans une guerre frontale contre l'impérialisme chinois, au risque de déclencher une Guerre Mondiale, plutôt que de subir un sort semblable à celui du social-impérialisme soviétique. Que l'on regarde la politique extérieure américaine intrusive et agressive, ou son économie toujours plus militarisée, c'est la conclusion à priori naturelle. Pourtant, si cette tentation est évidemment très forte, nous allons voir qu'il existe des facteurs contrebalançant cette politique extérieure d'expansionnisme militaire.

D'abord, la politique extérieure hostile des pays impérialistes en déclin est-elle délibérément et exclusivement orientée vers une guerre globale, ou peut-elle s'inscrire dans une autre perspective ?

En 2007, la part de marché de l'industrie de l'armement américaine représentait 42,8 % des 59,4 milliards de \$ d'armements exportés dans le monde. En 2008, sa part de marché a représenté 68,4 % des 55,2 milliards de \$ d'armements exportés dans le monde.<sup>1248</sup>

Il ne faut pas oublier que les monopoles exercent un puissant lobbying sur les Etats bourgeois. Ceux de l'industrie de l'armement ne font pas exception. Dans certains pays impérialistes en déclin, à l'instar des USA, de la Russie et la France, ce lobby pèse très lourd dans la balance de la politique extérieure.

On sait qu'à partir d'un certain degré de concentration, les ententes entre monopoles deviennent non seulement possible, mais même une pratique courante. Si l'on prend par exemple les USA et la Russie, qui sont les deux premiers



exportateurs d'armes du monde, n'ont-ils pas un intérêt direct à s'entendre au sommet afin d'entretenir un climat d'insécurité internationale ?

Quelle meilleure publicité pour stimuler les ventes des monopoles de l'armement que de faire monter la pression en menaçant d'agression tel ou tel pays, ou en laissant planer un doute sur la possibilité d'un grave conflit mondial ? Quoi de plus efficace pour pousser les élites bourgeoises-compradore à faire leur marché, dans l'espoir de ne pas être les victimes d'agressions coloniales ?

Jusqu'à-là, les affaires ont été florissantes. Mais aujourd'hui, malgré cette stratégie marketing sophistiquée, les nuages sombres commencent à s'amonceler.

La crise de la dette souveraine est l'un de ces nuages.

Au début de l'année, la crise de la dette souveraine avait obligé le gouvernement grec à réduire le poids « surréaliste » de ses dépenses militaires, les plus élevées de l'Union européenne (en proportion du PIB). Aux côtés de son voisin, la Turquie avec lequel elle est engagée dans une course aux armements, la Grèce figurait dans le top 5 mondial des pays importateurs d'armements en 2008.<sup>1249</sup>

Au même moment, les gouvernements français et allemands tentaient de trouver une solution au financement des dépassements de coûts du projet de l'avion de transport militaire A400M d'Airbus, estimés à 11,2 milliards d'euros, alors que le projet initial prévoyait la construction de 180 avions pour un montant de 20 milliards d'euros.<sup>1250</sup> Aujourd'hui, en dépit d'un accord de principe, le dossier semble au point mort, certains partenaires du programme semblant vouloir faire traîner les choses en longueur afin d'éviter à avoir à mettre la main au portefeuille...

Au dernier salon international de l'aéronautique et de l'espace de Berlin, le PDG d'EADS ne cachait pas son inquiétude quant à l'état des finances de ses clients, craignant « **que les États européens coupent dans leurs dépenses militaires pour réduire leur déficit et mettent ainsi en difficultés plusieurs des programmes du groupe européen d'aéronautique et de défense** ». <sup>1251</sup> Il faut dire que le Royaume-Uni avait réduit ses commandes d'A400M et l'Allemagne avait suspendu une importante commande d'hélicoptères Tigre.

Au milieu de l'été, alors que les dirigeants allemands envisageaient de plus en plus la réduction de leur carnet de commande d'A400M de 60 à 40 (sur un total de 180 commandes européennes), Airbus avertissait « **que le programme d'avion de transport militaire A400M serait compromis si d'autres annulations de commandes étaient annoncées** », sa rentabilité étant menacée en dessous de 170 commandes.<sup>1252</sup>

Des nouvelles d'autant plus contrariantes pour EADS qu'elles s'inscrivent dans un contexte de dégradation des résultats du groupe a vu sa rentabilité s'effondrer. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, le bénéfice net d'EADS a représenté à peine 1,2 % de son chiffre d'affaires, contre 2,0 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009.<sup>1253</sup>

Même en France, la "rigueur budgétaire" aura un impact sur le budget de la défense qui sera amputé de 3,5 milliards d'euros sur l'ensemble de la période 2011-2013. « **Les français ne comprendraient pas que le ministère de la Défense soit le seul à ne pas participer à l'effort demandé à l'ensemble de la Nation dans la lutte**

**contre les déficits** », avait déclaré le ministre français de la Défense à la mi-juin.<sup>1254</sup> Pour éviter de mécontenter le puissant lobby français des marchands de canons, ces coupes toucheront sans aucun doute d'abord les effectifs plutôt que l'achat de nouveaux équipements militaires : on sait déjà que le programme d'achat d'A400M ne sera « pas impacté »... Comme on l'a vu il vaut mieux pour Airbus et EADS dont le programme A400M est aujourd'hui sur la corde raide !

Il n'en reste pas moins qu'avec l'aggravation inévitable de la situation économique des pays impérialistes en déclin, il sera de plus en plus difficile à leurs gouvernements de justifier aux yeux des masses exploitées desquelles on exige qu'elles se serrent la ceinture, le fait que le budget de la défense échappe à des coupes budgétaires au moins proportionnelles !

Le second nuage à poindre à l'horizon est le régime iranien, qui n'a cessé de clamer qu'il ne craignait personne et que l'impérialisme américain était sur le déclin, défiant ouvertement sa politique coloniale. Un mauvais exemple à tous point de vue : si certaines élites bourgeoises commencent à ne plus avoir peur du prédateur blessé, alors les débouchés des exportations d'armement se contracteront irrémédiablement ! De ce point de vue, il est évident que la Russie a autant intérêt que l'impérialisme américain à faire taire l'Iran.

Le troisième et dernier gros nuage est constitué par la concurrence croissante de l'impérialisme chinois. Le complexe militaro-industriel chinois se développe en effet parallèlement à l'économie du pays et se modernise également à grande vitesse. Comme dans toutes les autres branches d'industrie, le rattrapage chinois est à l'œuvre. Quand l'impérialisme américain se dit inquiet de la hausse des dépenses militaires chinoises et se plaint de leur opacité, c'est aussi parce qu'il craint que les monopoles de son complexe militaro-industriel ne soient bientôt confrontés à la concurrence de ceux de l'impérialisme chinois ! Quand il voit les monopoles russes de l'armement commencer à tirer la langue, il sait que son tour n'est pas loin !

En 2008, la presse russe s'inquiétait ainsi de ce que « la Chine était parvenue à réaliser une copie du chasseur Sukhoï-27, le fer de lance des exportations d'armement russe » et malgré le fait qu'il était « encore trop tôt pour envisager sa production en série », le J-11 chinois n'en constituait désormais pas moins « **un concurrent potentiel peu rassurant** ». Après avoir réussi à faire passer la part des pièces chinoises de 70 à 90 % dans la construction sous licence des J-11, la Chine est parvenue à mettre au point le WS-10, un propulseur « aux caractéristiques analogues » à celles du propulseur russe AL-31F, permettant ainsi à la Chine de monter « plusieurs J-11 "100 % chinois" ». Un expert de la Défense américain « **avait prévenu dès 2003 qu'un J-11 totalement chinois était en cours de construction, et que celle-ci devrait durer 10 ans** », « **mais les Chinois ont été plus rapides que prévu** » et Moscou s'inquiète désormais « de se voir devancé » sur le terrain des exportations si les experts chinois se lançaient dans la fabrication en série de ce chasseur dénommé J-11B.<sup>1255</sup>

Il ne faut cependant pas se méprendre sur le caractère du J-11B. Contrairement à ce qu'affirme l'impérialisme russe, ce chasseur de quatrième génération n'est pas une simple copie de l'excellent Sukhoï 27, dont les caractéristiques de vol et la manœuvrabilité surpassent celles de nombre de chasseurs concurrents modernes, à

l'instar du Rafale. En "copiant" le Su-27, les ingénieurs chinois se sont surtout attachés à lui apporter une foule d'améliorations comme :

- Une large adoption des matériaux composites, avec à la clef un allègement de 0,7 tonne de la masse à vide de l'appareil.
- La modification du design des arrivées d'air des moteurs et l'adoption de matériaux composites absorbant les ondes radar pour le revêtement des surfaces, avec à la clef la division par 5 de la surface équivalente radar (RCS) du chasseur.
- L'amélioration des capacités d'attaque au sol et en mer de l'appareil, permettant au J-11B de s'acquitter non seulement de missions d'interception, mais aussi de missions d'ordinaire attribuées aux chasseurs multi-rôles.
- Un radar Doppler amélioré de conception chinoise capable de suivre jusqu'à huit cibles et d'en engager 4 simultanément, contre 2 au maximum pour le Su-27.
- Un système de détection et d'alerte d'approche de missile.
- Une avionique digitale et un tableau de bord LCD remplaçant l'avionique complète mais peu pratique du Su-27.

En d'autres termes, le J-11B corrige grandement les quelques points faibles du Su-27 ! Non, les chinois ne sont pas de simples copieurs ! Mais après tout cette mauvaise publicité faite à un dangereux concurrent, c'est de bonne guerre... commerciale !

Outre le J-11B, la Chine développe également le J-15 une version chinoise du Su-33, un chasseur dérivé du Su-27 et destiné aux porte-avions. Le premier prototype de J-15, motorisé par le WS-10, a effectué son premier vol d'essai le 31 août 2009. Une nouvelle source d'inquiétude pour Moscou. Après avoir acquis un prototype inachevé de Su-33 auprès de l'Ukraine en 2001, la Chine avait en effet cherché à acheter des Su-33 à la Russie, mais s'était vu finalement opposer un refus en 2006. Selon le ministère russe de la Défense « le refus était dû à la découverte que la Chine avait produit sa propre copie de l'avion de combat polyvalent Su-27 dans la violation d'accords de propriété intellectuelle ».<sup>1256</sup>

Ainsi, Moscou imite depuis quelques années les pays impérialistes en déclin d'occident en instaurant un embargo sur l'exportation de ses systèmes d'armement les plus modernes, craignant de voir l'impérialisme chinois les utiliser pour combler un retard technologique de plus en plus ténu...

Ce revirement dans la politique commerciale du complexe militaro-industriel russe vis-à-vis de la Chine se comprend dans la mesure où l'AVIC n'a pas caché son ambition de « **de devenir le leader mondial de fabrication de produits de défense aérienne** ».<sup>1257</sup>

Mais embargo technologique ou pas, la marche de l'impérialisme chinois est inexorable, comme le prouve encore une fois l'exemple du J-15 !

L'impérialisme russe semble avoir bien compris cet enjeu à plus long terme et a jeté toutes ses forces dans une bataille où il espère prendre la tête de l'innovation militaire, bien déterminé à conservé intacts les deux principaux secteurs de son

économie : ses exportations énergétiques et ses exportations d'armements. Comme nous l'avons vu, il a d'abord pris ses distances avec la Chine en mettant en place un embargo bilatéral officieux sur ses ventes d'armements derniers cris, afin de ne pas contribuer directement au rattrapage technologique de son concurrent chinois.

Parallèlement, il se concentre aujourd'hui sur la modernisation de sa production d'armements. Il a ainsi lancé cette année le *lassen*, une nouvelle classe de sous-marin nucléaire d'attaque, polyvalent et furtif.<sup>1258</sup> Il a également entamé avec succès les premiers vols d'essai du Sukhoï T-50, un chasseur furtif dont les caractéristiques de vol et l'avionique sont censées surpasser celles du F-22 américain. Ce chasseur devrait débiter son service actif dans l'armée russe en 2015.<sup>1259</sup> Enfin, pour ses ventes d'armements et pour s'assurer une production à bas coût tout en limitant les risques de transferts de technologies, l'impérialisme russe renforce ses liens avec l'Inde.

Le Sukhoï T-50 sera ainsi construit conjointement par l'Inde et la Russie, et équipera les armées des deux pays.<sup>1260</sup> La Russie a également signé avec l'Inde un contrat d'un montant de 1,2 milliard de \$ pour la livraison de 29 chasseurs Mig-29.<sup>1261</sup> La Russie devrait enfin livrer un porte-avions à l'Inde d'ici 2012.<sup>1262</sup> La Russie joue indéniablement la carte indienne, y voyant un débouché de premier choix pour son complexe militaro-industriel, mais aussi un sous-traitant beaucoup plus docile que la Chine et sa fâcheuse manie de s'assimiler puis d'améliorer les technologies étrangères...

Avec l'Inde, dont l'industrie mécanique est aussi arriérée qu'embryonnaire, l'impérialisme russe espère certainement être plus chanceux qu'avec la Chine et pourquoi pas s'en servir à terme comme atelier de montage pour des produits capables d'affronter la concurrence chinoise, jusqu'au jour inéluctable, où le niveau technologique de la production chinoise surclassera largement celle de la production russe... et américaine !

Voilà donc pour l'horizon des pays impérialistes en déclin qui s'obscurcit encore un peu plus. La question est donc, devant cet horizon bouché de tous les côtés, les pays impérialistes en déclin ne vont-ils pas être tentés de chercher une issue armée à une voie sans issue dans le cadre de la marche pacifique des affaires ?

Comme nous l'avons déjà souligné dans notre précédent ouvrage, il existe des facteurs objectifs qui rendent à priori suicidaire la perspective d'une nouvelle guerre mondiale, non seulement pour les masses populaires, mais également pour les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin elles-mêmes. Certes, la bourgeoisie est portée de manière naturelle vers la réaction la plus sombre dans les périodes de crise, et on ne peut donc jamais exclure complètement la possibilité d'une guerre mondiale.

Cependant, pour les élites des pays impérialistes en déclin, il existe aujourd'hui de nombreux obstacles à une guerre frontale contre l'impérialisme chinois :

- La présence de nombreux monopoles étrangers sur le sol chinois. Seraient-ils prêts à tout y perdre, ou ne préféreront-ils pas plutôt sacrifier les chaînes dorées de leur propre prolétariat ?

- Une division internationale du travail qui a rendu l'industrie civile des pays impérialistes en déclin dépendante à un degré extrême de biens intermédiaires d'importation
- Le monopole chinois sur les terres rares, indispensables à l'industrie de la défense des pays impérialistes en déclin.
- Une industrie lourde anémique qui serait dans l'incapacité de faire face à la capacité de l'industrie chinoise en cas de guerre prolongée.
- L'affranchissement de l'impérialisme chinois vis-à-vis de la dépendance aux réseaux d'observation et de communication étrangers (internet, GPS).
- Une armée chinoise qui se modernise et comble rapidement son retard quant à la technologie de ses armements.

Concernant ce dernier point, il faut bien avoir en vue que la comparaison des budgets de la défense ne donne qu'une image très approximative de l'état des forces réelles. Le fait que le budget de la défense de l'impérialisme chinois ne représente que le dixième de celui de l'impérialisme américain ne signifie pas que son armée soit dix fois moins bien équipée. La différence entre la valeur monétaire et le volume est sans aucun doute conséquente.

Il y a d'abord le poste de la solde des militaires, qui joue en faveur de l'impérialisme chinois. Il y a également la production industrielle chinoise, bien meilleur marché que celle des USA. Un différentiel valeur/volume qu'il est difficile de connaître précisément, mais qui permet d'expliquer pourquoi malgré un budget de la défense modeste en terme de valeur monétaire, le nombre et la diversité des programmes militaires chinois — dont nous allons voir quelques exemples —, dépassent de loin ceux de l'impérialisme français, dont le budget de la défense n'est pourtant pas très éloigné.

L'exemple le plus emblématique de la modernisation de l'APL et de l'ambition du programme militaire chinois est sans aucun doute sa volonté affichée de doter sa marine de porte-avions. Le 20 mars 2009, à l'occasion d'une rencontre avec son homologue japonais, le ministre chinois de la Défense avait déclaré qu'il était « **impossible** » pour la Chine « **de ne pas posséder ses propres porte-avions** ». *Le Quotidien du Peuple* rapportait par ailleurs de quelle façon la Chine avait rapidement modernisé sa marine de guerre :

« Après l'application en Chine de la politique de réforme et d'ouverture sur l'extérieur, l'industrie navale chinoise a adopté le modèle de couplage de la construction militaire et de la construction civile tout en assurant les transferts mutuels de technologies entre l'industrie militaire et l'industrie à usage civil, ce qui a jeté une base solide pour la réalisation d'une marine forte qui se développe vers les eaux bleues et profondes de l'océan. Maintenant, il n'y a plus aucun problème pour la Chine de construire de grands et colossaux bâtiments de guerre de fort tonnage, y compris des porte-avions ». <sup>1263</sup>

Pour les pays impérialistes en déclin, il s'agit d'une très mauvaise nouvelle. Cela signifie que l'impérialisme chinois souhaite doter son armée de capacités de projection. Ces capacités sont aujourd'hui quasi-exclusivement l'apanage de l'impérialisme américain qui possède onze porte-avions en service.

Au mois de mars dernier, un député de l'APN réaffirma que la Chine « en tant que grande nation », devrait posséder des porte-avions, tout en affirmant que le développement des forces militaires chinoises ne menaçait aucun pays.<sup>1264</sup>

Un an auparavant, un haut-gradé chinois affirmait déjà que « **la Chine, dotée de porte-avions, ne fera pas comme la Russie qui les utilise pour montrer sa présence militaire dans le monde, et surtout pas comme les Etats-Unis pour prétendre à l'hégémonie mondiale** ». <sup>1265</sup>

Si l'impérialisme chinois veut se doter de porte-avions, c'est aujourd'hui avant tout dans le but de sécuriser une nouvelle division internationale du travail qu'aucun concurrent ne doit pouvoir menacer par des moyens militaires. Une perspective qui déplaît évidemment au plus haut point à Washington.

L'amiral Robert Willard, commandant de la flotte américaine du Pacifique avait déclaré devant le Congrès américain que l'ex- porte-avions russe Varyag, aujourd'hui en chantier à Dalian, serait vraisemblablement opérationnel vers 2012.<sup>1266</sup> La Chine avait acquis le Varyag via une société écran basée à Macao qui l'avait officiellement racheté à l'Ukraine pour le transformer en casino flottant. La construction de ce porte-avions était alors achevée à 75 %. Mais l'impérialisme chinois ne peut évidemment se contenter d'un seul porte-avions !

Selon des sources militaires chinoises anonymes citées dans les quotidiens japonais *Asahi Shimbun* et hongkongais *South China Morning Post*, la Chine aurait entamé la construction de ses propres porte-avions d'un tonnage de 50 à 60 mille tonnes. Selon les sources du quotidien japonais, deux porte-avions seraient construits avant 2015, tandis que selon les sources du quotidien hongkongais, ce seraient quatre porte-avions qui seraient construits avant 2020.<sup>1267</sup>

Selon le rédacteur en chef d'un magazine militaire canadien, la Chine va entreprendre « la construction de ses deux propres croiseurs porte-avions ». Certains spécialistes militaires russes, sans aucun doute inquiets de la perspective de voir la Chine réussir à « cloner l'Admiral Kouznetsov », estiment que l'achèvement de la construction du Varyag est une tâche trop complexe et par conséquent vouée à l'échec. Selon eux, « les Chinois auront de grands problèmes » et « ne pourront jamais faire ça d'eux-mêmes ». <sup>1268</sup>

Si l'impérialisme russe se montre aussi sceptique à l'égard des ambitions chinoises, c'est parce qu'il a lui-même rencontré toutes les peines du monde pour parvenir à construire ses propres porte-avions. Le premier porte-avions russe, le Kiev, ne fut mis en service qu'en 1972. Mais son déplacement n'était que de 40 mille tonnes, contre près de 90 mille tonnes pour le porte-avion de classe Nimitz en service à la même époque dans l'US Navy. Il fallut attendre le lancement de l'Amiral Kouznetsov en 1985 pour que l'impérialisme russe se dote de porte-avions de 50 à 60 mille tonnes. L'impérialisme russe ne possède d'ailleurs aujourd'hui que ce seul bâtiment en service.

Mais il fait peu de doutes que l'impérialisme russe se trompe à nouveau, comme il y a une dizaine d'années, quand il lui paraissait impossible que la Chine puisse fabriquer des chasseurs modernes par ses propres moyens.

Parallèlement à ce programme militaire majeur, l'impérialisme chinois continue de diversifier sa production d'armements et de la faire monter en gamme. Il renforce ainsi les liens entre son complexe militaro-industriel et ses divisions spécialisées en technologies informatiques dans le but de « fournir des armes sophistiquées adaptées à la guerre caractérisée par la nouvelle utilisation des technologies informatiques ».<sup>1269</sup>

Au début de cette année, l'APL a procédé avec succès au test d'interception d'un missile balistique à mi-course au dessus du territoire chinois, c'est-à-dire à une altitude de plusieurs centaines de kilomètres.<sup>1270</sup> Une occasion pour l'impérialisme chinois de faire la démonstration de ses capacités de défense anti-missile et de l'efficacité de son réseau de positionnement satellitaire.

Outre ses nouvelles capacités de défense anti-missiles, l'armée chinoise a vu s'améliorer considérablement la qualité de son arsenal de dissuasion nucléaire au cours des dernières années. Selon la Federation of American Scientists, la Chine posséderait de l'ordre de 200 ogives nucléaires, un chiffre très inférieur aux milliers d'ogives détenues par les USA et la Russie, ou même aux 350 ogives de l'impérialisme français.<sup>1271</sup> Loin de s'en cacher, elle s'en vante même, afin de prouver qu'elle n'est une menace militaire pour personne et que le chantage nucléaire n'est pas sa politique :

« La Chine dispose d'une petite quantité d'armes nucléaires, pour son autodéfense. Elle s'engage à ne pas être la première à utiliser l'arme nucléaire, à ne pas l'utiliser, ou menacer de l'utiliser contre les pays qui ne détiennent pas d'armes nucléaires. La Chine ne participe pas à la course aux armements nucléaires, ni n'a réparti ses armes nucléaires à l'étranger. La Chine possède une force de contre-attaque nucléaire habile et efficace, ceci dans le but de repousser une attaque nucléaire éventuelle contre la Chine ; toutes actions menées contre la Chine seront sujettes à des contre-attaques nucléaires de représailles ».<sup>1272</sup>

Jusqu'à très récemment, la capacité chinoise de dissuasion nucléaire était très limitée. En 1975, entra en service le Dong Feng 4, le premier missile balistique chinois intercontinental, armé d'une tête nucléaire de 3 300 kt. Sa portée limitée à 5 500 km ne lui permettait cependant d'atteindre ni la France, ni le Royaume-Uni, ni les USA (hormis l'Alaska). En 1981, ce fut au tour du Dong Feng 5 d'entrer en service. Armé d'une tête nucléaire de puissance comparable à son prédécesseur, sa portée de plus de 12 000 km lui permettait désormais d'atteindre l'ensemble de l'Europe et du territoire américain.

La faiblesse de cette force de dissuasion nucléaire résidait cependant dans sa visibilité et dans son absence de mobilité. A une époque où les satellites adverses scrutent le sol avec une précision de quelques mètres, il s'agit d'un véritable talon d'Achille. Un silo repéré peut en effet être détruit lors d'une première frappe. Or jusqu'à très récemment, la Chine ne possédait aucun missile balistique intercontinental sur rampe de lancement mobile. La Chine possédait bien le Dong Feng 21, armé d'une tête thermonucléaire unique pouvant aller jusqu'à 500 kt, mais sa portée opérationnelle n'était que de l'ordre de 2 000 km.

La Chine a ainsi renforcé ses efforts pour se doter de missiles balistiques intercontinentaux sur rampe de lancement mobile. En 2006, la force de dissuasion

nucléaire chinoise se renforça grandement avec la livraison des premiers Dong Feng 31 dont la portée opérationnelle limitée à 7 000 km leur permettait certes d'atteindre l'ensemble du territoire européen, mais toujours pas le territoire des USA. Dès 2007, le Dong Feng 31A remédia à cette lacune, ses 11 000 km de portée opérationnelle permettant désormais d'atteindre l'ensemble du territoire américain. Le Dong Feng 31A permit également d'utiliser soit une tête unique de 1 000 kt, soit 3 têtes allant jusqu'à 150 kt chacune, cette fragmentation des têtes permettant de contrer les capacités d'interception anti-missiles. Cette année, l'armée chinoise recevra ses premières livraisons d'un nouveau missile balistique, le Dong Feng 41, d'une portée opérationnelle comprise entre 12 000 et 14 000 km (permettant d'atteindre n'importe quel continent), et pouvant emporter jusqu'à 12 têtes nucléaires.

Cerise sur le gâteau, à la fin de l'année dernière, les autorités chinoises annonçaient avoir terminé le creusement d'un gigantesque tunnel dans les régions montagneuses du nord-est de la Chine afin d'abriter l'arsenal militaire et en particulier les missiles nucléaires du pays, une annonce que les médias bourgeois d'occident avaient jugé « **incroyable** », « **tant par l'ampleur de l'ouvrage que par sa divulgation elle-même** ». Les travaux de creusement de ce tunnel — surnommé « la grande muraille souterraine » en raison de sa longueur (5 000 kilomètres) et de sa profondeur (pouvant atteindre jusqu'à 1 kilomètre) —, ont mobilisé plusieurs dizaines de milliers de soldats de l'APL depuis 1995. Pour Pékin, qui s'est toujours engagé à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser son arsenal nucléaire contre les pays ne détenant pas d'armes nucléaires, ce tunnel « **est destiné à garder une capacité de seconde frappe si le pays était victime d'une attaque nucléaire** ».<sup>1273</sup>

De quoi refroidir les ardeurs d'éventuels partisans d'une guerre nucléaire contre l'impérialisme chinois...

L'impérialisme chinois n'a cependant pas mis tous ses œufs dans le même panier, et a également renforcé ses capacités de défense face à une guerre conventionnelle, en travaillant en particulier à éliminer son principal point faible : sa vaste façade maritime. Il a ainsi renforcé ses capacités anti-aériennes et anti-navales.

A la fin des années 1990, la Chine a mis en service le HongQi 9 (HQ-9), une variante de fabrication chinoise du S-300 russe. Le HQ-9 est caractérisé par un rayon d'interception de 125 km et un plafond d'interception de 27 km pour les avions. Il est également capable d'intercepter les missiles air-sol, ainsi que les missiles de croisière et les missiles balistiques. Bien que doté d'un rayon d'interception plus faible que celui du système anti-aérien russe S-300 (150 à 200 km selon les versions), le HQ-9 n'en témoigne pas moins du savoir-faire croissant du complexe militaro-industriel chinois.

La Chine achète donc encore des S-300 à Moscou : au printemps, l'agence de presse russe annonçait ainsi la signature d'un contrat « prévoyant la fourniture à la Chine de 15 systèmes anti-missiles sol-air S-300 ».<sup>1274</sup> Seuls les USA (Patriot), la Russie (S-300 et S-400) et l'UE (Aster) sont également capables de fabriquer de tels systèmes de défense aérienne avancés, la Russie possédant le système le plus avancé avec son S-400 capable de détruire des avions dans un rayon de 250 km. Le HQ-9 fournit plus des deux tiers de la défense anti-aérienne chinoise avancée de longue portée,



le reste étant composé de S-300. Une brigade terrestre de HQ-9 se compose d'un véhicule de commandement, de six véhicules de contrôle, de six véhicules radar de détection, de six véhicules radar de traque et de 48 véhicules de lancement totalisant 192 missiles. Une version navale du HongQi 9 équipe les derniers destroyers lance-missiles chinois (Type 052C), dotés de 6 silos de lancement et de 48 missiles.

Il faut enfin savoir que les régions de grandes villes comme Pékin et Shanghai, ainsi que celles bordant le détroit de Taïwan et l'entrée du Golfe de Bohai (axe Dalian-Qingdao) sont protégés par une véritable "grande muraille" anti-aérienne composée d'un tissu dense de défenses à longue, moyenne et courte portée : des batteries de S-300, HQ-9, HQ-7 et HQ-2 sont déployées en permanence.

Voilà pour ce qui est des capacités de la défense anti-aérienne chinoise.

Au printemps 2009, l'Institut Naval Américain titrait « **Les chinois développent spécialement une "arme tueuse" pour détruire les porte-avions de l'US Navy** », déclarant avec inquiétude que la Chine avait mis au point un nouveau missile balistique capable d'attaquer les cibles mobiles, et destiné en particulier à la destruction de gros bâtiments de guerre, à l'instar des porte-avions. Une première mondiale à laquelle ni les USA ni la Russie ne sont encore parvenus. A l'origine de cette première, une version modifiée du missile balistique Dong Feng 21. Volant à une vitesse de mach 10, ce missile atteint sa portée opérationnelle de 2 000 km en une dizaine de minutes. Une terrible nouvelle pour l'impérialisme américain, car ce missile anti-navires permet à la Chine d'anéantir la suprématie aéronavale américaine à proximité de ses côtes. L'impérialisme américain reconnaissait que ce missile avancé constituait « une nouvelle menace substantielle pour la Marine américaine » avant d'ajouter que

**« Les chinois mentionnent rarement des projets d'armements à moins qu'ils n'aient largement dépassé l'étape des tests. S'il est opérationnel, comme on le croit, ce système est le premier à être développé avec succès pour attaquer des navires en mer. Les navires n'ont actuellement aucune défense contre une attaque de missile balistique. Au même titre que le développement de la marine chinoise, les officiels de l'US Navy semblent voir le développement du missile balistique anti-navires comme une menace tangible ».**<sup>1275</sup>

Alors que l'impérialisme chinois se dote à grande vitesse de son propre réseau satellitaire de communication, on peut dire qu'il est en passe de disposer de tous les atouts pour être en mesure de faire face à n'importe quel type d'agression, y compris dans le domaine de l'interception de missiles. Il apparaît que même la pléiade de chasseurs et de navires de guerres américains aurait bien du mal à menacer de manière crédible le territoire chinois !

Ces défenses ont naturellement de quoi faire réfléchir les pays impérialistes en déclin s'ils comptaient envisager une guerre contre l'impérialisme chinois. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les évolutions majeures observées au cours des dernières années et plus particulièrement encore au cours des derniers mois dans les relations sino-indiennes et sino-pakistanaïses.

Ces derniers temps, les autorités chinoises n'ont cessé de se réjouir du réchauffement des relations indo-pakistantaises induites par les pourparlers entre l'Inde et le Pakistan pour résoudre leurs différends frontaliers, y voyant une initiative « favorable à la paix, à la stabilité et au développement » « dans toute l'Asie ».<sup>1276</sup>

Dans le même temps, la Chine s'est engagée « à coopérer avec l'Inde pour maintenir la paix et la stabilité dans les zones frontalières communes ». Les deux pays sont d'ailleurs entrés en négociation pour résoudre leurs différends frontaliers.<sup>1277</sup> Mêmes attentions du côté pakistanais. Au cours d'une visite du premier ministre pakistanais à Pékin, le président chinois avait déclaré apprécier le commentaire fait par son invité « selon lequel, quels que soient les changements dans la situation internationale, les peuples chinois et pakistanais seront toujours unis de cœur et de main ».<sup>1278</sup>

Après des décennies de défiance, les relations indo-pakistantaises se réchauffent donc en même temps que les sino-indiennes. Un changement majeur dans lequel le développement des échanges commerciaux sino-indiens a joué un rôle majeur. En 1991, le commerce bilatéral sino-indien se montait à 0,26 milliard de \$. Durant la période 2001-2009, il est passé de 3,6 à 43,4 milliards de \$. En 2009, la Chine est ainsi devenue le premier partenaire commercial de l'Inde.<sup>1279</sup>

Au début du printemps 2009, alors que la Chine fêtait le soixantième anniversaire de l'abolition du servage au Tibet et que le lobby politico-médiatique des pays impérialistes en déclin dénonçaient la colonisation chinoise du Tibet, un éditorial publié dans le journal indien *The Hindu*, le premier quotidien du pays, prenait ouvertement parti en faveur de l'impérialisme chinois et saluait « la réforme démocratique au Tibet » :

« La réforme démocratique dans la Région autonome chinoise du Tibet a aboli le régime théocratique, supprimé l'esclavage et le servage féodal, libéré environ un million de serfs, et jeté les bases du développement moderne de la région comme un partie du système socialiste chinois. (...) L'histoire montre que la résistance à la réforme anti-féodale est profondément enracinée dans son ancien régime, qui fusionne les causes du séparatisme et la préservation du servage féodal et de la théocratie. D'énormes documents historiques, et plusieurs aventuriers, universitaires et journalistes occidentaux qui ont visité l'ancien Tibet, témoignent de l'existence, jusqu'à 1959, d'un système de servage féodal médiéval qui, dans sa rapacité, la cruauté, l'absolutisme théocratique, n'a pas de parallèle en temps moderne. (...) Au sommet de ce système profondément injuste et oppressif étaient les institutions et les hommes du Dalai-lama. Il y a des faits historiques incontestables qui constituent une base pouvant subir tout examen de réalité sur le Tibet ».<sup>1280</sup>

Après la bourgeoisie japonaise qui se repent des crimes de la colonisation, voici la bourgeoisie indienne qui commence à remettre en cause son soutien au séparatisme de la clique féodalo-bourgeoise-compradore du Dalai-lama... Une illustration supplémentaire de la perte d'influence des pays impérialistes en déclin !

Un an plus tard, un invité indésirable s'invita cependant à la table de la réconciliation sino-indienne. Il faut dire que ces relations de bon-voisinage naissantes ne lui plaisaient guère. Washington envoya ainsi de hauts gradés

américains discuter avec leurs homologues indiens de « **la montée en puissance de la Chine** » et « **des intentions à long terme du Dragon Rouge** ». <sup>1281</sup>

Le seul fait que Washington se livre à de telles manœuvres montre que l'impérialisme américain redoute de se frotter lui-même à l'impérialisme chinois, et préférerait pouvoir lancer contre lui d'autres forces armées que les siennes, des forces susceptibles en quelque sorte d'être "sacrifiées"...

Quelques semaines plus tard, à l'occasion d'une visite de la présidente indienne à Pékin, les deux chefs d'Etat s'accordaient sur le fait « **que les récents développements de la situation internationale exigeaient un renforcement des relations entre les deux pays** ». <sup>1282</sup> Confrontées aux menées hostiles de l'impérialisme américain dans la région, la Chine, l'Inde et leurs voisins semblent donc bien déterminés à ne pas le laisser les diviser pour mieux régner !

A l'automne, 2009, alors que la Chine fêtait en grande pompe le sixantième anniversaire de la fondation de la RPC, George Bush (père), Mikhaïl Gorbatchev, Lech Walesa et Helmut Kohl se retrouvaient à Berlin pour commémorer le 20<sup>ème</sup> anniversaire de la chute du mur de Berlin. Mais pour Angela Merkel, Nicolas Sarkozy et Gordon Brown, ce 20<sup>ème</sup> anniversaire de la chute du mur de Berlin — qui marqua le début de la dislocation de la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique — devait avoir un goût bien amer. Barack Obama manquait en effet à l'appel, le gouvernement américain étant seulement représenté par Hilary Clinton, la secrétaire d'Etat américaine. <sup>1283</sup>

Les médias bourgeois d'Europe remarquaient avec déception que Barack Obama, alors occupé à une tournée asiatique, avait été « le grand absent des cérémonies du 20<sup>e</sup> anniversaire de la chute du Mur », amenant certains analystes à conclure « **que les priorités transpacifiques des États-Unis — et notamment la relation sino-américaine — sont en train de prendre le pas sur les priorités transatlantiques de la guerre froide** ». <sup>1284</sup> La raison fondamentale de cette redéfinition des priorités américaines est simple : il ne sert pas à grand-chose de perdre du temps à commémorer l'implosion de la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique à un moment où la sphère d'influence américaine (et de ses alliés européens) suit le même chemin et commence à s'effriter dangereusement !

Vingt ans après le début de la dislocation de la sphère d'influence de l'URSS social-impérialiste, ces célébrations sont à double tranchant... Quelques jours auparavant, dans un entretien accordé au *Times* britannique, Gorbatchev avait en effet déclaré que les USA, qui sont « aujourd'hui dans l'euphorie de la victoire, celle du vainqueur de la Guerre Froide », « **ont besoin de leur propre Pérestroïka** ». Gorbatchev n'a pas hésité à affirmer que Barack Obama « avait bien saisi le besoin de changements ». <sup>1285</sup> Le nouveau président américain semble donc être le candidat idéal pour suivre la voie de Gorbatchev... Obama est-il un Gorbatchev en puissance ? Saura-t-il se montrer "digne" de son prédécesseur ?

Dans une interview donnée au *Figaro*, Gorbatchev rapportait avoir dès 1985 donné l'assurance aux dirigeants des pays du pacte de Varsovie « que l'URSS n'interviendrait pas » s'ils décidaient de sortir de ce pacte — contrairement aux social-impérialistes en 1956 et 1968. Selon Gorbatchev, « le recours à la force »

aurait risqué de conduire à « une troisième guerre mondiale ». <sup>1286</sup> Comme nous l'avons souligné, Gorbatchev représentait l'aile compradore de la bourgeoisie monopoliste d'Etat, consciente que la décomposition économique avancée de la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique était inéluctable et qu'il serait impossible de contenir longtemps les tendances séparatistes visant à se rapprocher de pays impérialistes concurrents.

Quand Gorbatchev déclare aux élites américaines que les USA ont aujourd'hui également besoin de leur propre Pérestroïka, cela signifie donc qu'il est temps pour elles de mettre un terme à leur stratégie coloniale qui sonne aujourd'hui comme une fuite en avant et comme un combat perdu d'avance.

Les pays bourgeois-compradore inclus dans la sphère d'influence des pays impérialistes en déclin hésitent d'ailleurs de moins en moins à se rapprocher ouvertement de l'impérialisme chinois. Il se pourrait bien que ces pays n'attendent pas d'obtenir la permission de l'Oncle Sam ! Dans tous les cas, une chose est certaine : le sombre avenir qui attend l'impérialisme américain et ses laquais d'Europe. Ce qui lui pend au nez, c'est sa relégation à une puissance impérialiste de second rang — à l'instar de la Russie —, ne possédant plus guère que des richesses naturelles (minières) et un complexe militaro-industriel qui tirera pendant un temps son épingle du jeu, jusqu'à ce que l'impérialisme chinois le dépasse sur ce plan également...

En attendant cette échéance inéluctable, on entend des craquements se multiplier dans les zones d'influence des pays impérialiste en déclin. Sur les cinq continents, des pays bourgeois-compradore rêvant depuis des décennies de non-alignement, commencent à passer à l'acte sans se soucier de l'avis des pays impérialistes en déclin. Même leurs bastions ne semblent plus à l'abri, que ce soit les pays de la Françafrique ou les semi-colonies américaines d'Asie, comme le montrent les événements récents au Niger et en Thaïlande. Même leurs dernières conquêtes en Europe de l'Est sont aujourd'hui remises en cause !

Le 9 février 2010, le président russe adressait ses félicitations au nouveau président ukrainien. Dans le même temps, ce dernier appelait la candidate perdante à reconnaître sa défaite, faute de quoi « l'égérie de la "révolution orange" » risquait d'en « devenir le bourreau ». <sup>1287</sup> La veille, les observateurs internationaux avaient du reconnaître que « le scrutin présidentiel en Ukraine était conforme aux normes démocratiques ». <sup>1288</sup>

La diplomatie russe ne cachait pas alors espérer « avoir de meilleures relations avec l'Ukraine après la victoire du leader de l'opposition Viktor Ianoukovitch au second tour du scrutin présidentiel », ajoutant que les relations russo-ukrainiennes s'étaient « **détériorées sous la présidence du pro-occidental louchtchenko** ». <sup>1289</sup> Moins d'un mois plus tard, le premier ministre russe proposait au nouveau président ukrainien d'intensifier la coopération énergétique des deux pays, notamment dans le cadre « de projets conjoints dans des pays tiers ». <sup>1290</sup>

Il faut dire qu'en 2009, les monopoles énergétiques européens ont été confrontés à une baisse de la consommation énergétique qui a dégradé leur rentabilité et aggravé leur endettement. Face à cette situation difficile, la plupart ont « repoussé

leurs investissements dans les moyens de production ».<sup>1291</sup> Ces conditions défavorables poussant à l'exacerbation de la concurrence, les poussent également naturellement à rechercher des alliances. L'alliance entre l'Ukraine et la Russie dans le domaine énergétique est d'autant plus naturelle, que leurs passé soviétique et social-impérialiste commun leur a donné une complémentarité certaine, un atout évident pour augmenter leur chance de remporter des appels d'offres internationaux.

A Pékin également on se réjouissait de cette nouvelle et on ne cachait pas espérer également, citant des experts ukrainiens, que la politique extérieure de l'Ukraine s'en trouverait modifiée et passerait « de l'unilatéralisme de son prédécesseur à une politique de coopération maximum et de bonnes relations avec les principaux pays dans le monde, dont la Chine » : « **L'heure est venue de changer la politique extérieure de l'Ukraine et, bien entendu, un rôle très important sera accordé aux relations sino-ukrainiennes** ».<sup>1292</sup> Une nécessité de changement qui n'avait d'ailleurs pas échappé à l'ancienne premier-ministre ukrainienne qui au printemps 2009 avait déclaré souhaiter voir l'Ukraine « renforcer sa coopération avec la Chine dans les domaines des échanges commerciaux et de l'économie » et en particulier « voir l'arrivée d'investissements chinois ».<sup>1293</sup>

Au printemps 2010, le virage à 180 degrés se confirmait avec l'adoption par le parlement ukrainien d'un projet de loi « **établissant officiellement le statut de "non-aligné" du pays et renonçant ainsi à rejoindre l'OTAN** ».<sup>1294</sup>

Face à la crise économique qui frappe de plein fouet les pays impérialistes en déclin et les pays inclus dans leur sphère d'influence, la bourgeoisie compradore ukrainienne a bien compris qu'un changement d'alliances s'imposait : exit la politique suiviste pro-occidentale et vive le "non-alignement" ! L'effondrement de 14,1 % du PIB ukrainien en 2009, contre "seulement" 7,5 % pour celui de la Russie, n'a certainement pas été pour rien dans cette prise de conscience... L'Ukraine, qui est la seconde économie d'Europe de l'est après la Russie, a ainsi vu sa production d'acier s'effondrer au cours de ces deux dernières années, passant de 42,8 à 29,8 millions de tonnes au cours de la période 2007-2009, soit respectivement 59,2 % et 49,6 % du niveau de celle de la Russie.

Une défaite supplémentaire — et de taille ! —, pour les pays impérialistes en déclin d'occident qui voient aujourd'hui les rats bourgeois-compradore quitter **en masse** leur navire au bord du naufrage !

Il faut dire qu'au sein même des pays impérialistes en déclin, une partie importante de la bourgeoisie monopoliste rêve de plus en plus aux perspectives offertes par la croissance chinoise. Le marché intérieur chinois est certes un marché difficile et risqué, mais il fait saliver plus d'un dirigeant de multinationale alors que les perspectives sont plus sombres que jamais dans les pays impérialistes en déclin.



## La question des "droits de l'homme" au centre des rivalités inter-impérialistes

Avec les émissions de gaz à effet de serre, les "droits de l'Homme" constituent un moyen de pression éprouvé pour tenter de ramener dans le droit chemin les brebis égarées. Sous la gouvernance des nazis, l'impérialisme allemand justifiait ses visées coloniales de manière simpliste par la "supériorité de la race". Les pays impérialistes en déclin, eux, utilisent pour leur part des justifications plus raffinées, pouvant apparaître comme louables au premier abord, mais qui au final, rejoignent sur le fond celles des nazis en proclamant la supériorité de la "démocratie" bourgeoise occidentale sur les autres systèmes politiques, et en cherchant à l'imposer aux peuples jugés implicitement insuffisamment civilisés...

Les "droits de l'Homme" sont l'un des motifs d'ingérence par excellence des pays impérialistes en déclin dans les affaires intérieures d'autres pays. On les invoque pour faire pression sur des gouvernements étrangers insuffisamment soumis et justifier le recours à la guerre dans l'opinion publique des pays impérialistes en déclin (Yougoslavie, Afghanistan), à l'instar du "droit d'ingérence humanitaire" qui a été invoqué dans ces deux cas pour justifier l'agression coloniale. A notre époque, on déclare des guerres pour défendre "droits de l'Homme" et promouvoir — avec l'aide des canons —, la "démocratie" dans les pays que l'on veut en fait piller ! Considérons tout d'abord la question des "droits de l'Homme" sous un angle bourgeois.

Chaque année depuis 1977, il est devenu une tradition que le Département d'Etat des USA rende public un rapport sur les "droits de l'Homme" dans le monde. Une tradition qui remonte aux années de la création de "l'économie de bazar" et qui répondait alors au besoin de dénigrer le social-impérialisme-soviétique dans l'opinion internationale. Dans ce rapport, les élites américaines ont pris l'habitude de dénigrer les autres pays bourgeois, qu'il s'agisse de pays impérialistes rivaux, ou de pays dépendants jugés un peu trop "non-alignés"...

Au cours de ces deux dernières décennies, l'impérialisme chinois a évidemment constitué une cible de choix pour l'impérialisme américain, qui n'a cessé de désigner son principal concurrent potentiel comme un mauvais élève bafouant régulièrement "les droits de l'Homme", en particulier à l'égard de journalistes dissidents et de minorités ethniques... Dans son dernier rapport, Washington affirme ainsi que le gouvernement chinois a « intensifié sa répression sévère au plan culturel et religieux des minorités ethniques au Xinjiang » et lui reproche le « contrôle gouvernemental étroit imposé aux Tibétains ». Washington affirme que « la détention et le harcèlement des militants des droits de l'homme se sont accrus ». Par conséquent « le bilan des droits de l'homme en Chine reste mauvais et se dégrade même par endroits ».<sup>1295</sup>

Chacun jugera de la partialité de ce jugement, alors même que les médias occidentaux sont aujourd'hui contraints de reconnaître unanimement les efforts faits par le gouvernement chinois dans de nombreux domaines liés à la protection sociale au cours de ces dernières années ainsi que pour le développement

économique des régions intérieures et périphériques. Au Xinjiang, à Urumqi, les autorités chinoises construisent actuellement des quartiers résidentiels qui permettront de reloger des dizaines de milliers d'habitants qui logeaient depuis des décennies dans des quartiers pauvres délabrés.<sup>1296</sup>

Aujourd'hui, l'impérialisme chinois n'est plus prêt à baisser humblement la tête et à se retenir de répliquer aux critiques, comme il y a trente ans pour s'attirer les bonnes grâces des investisseurs étrangers. Les autorités chinoises locales du Tibet et du Xinjiang n'ont d'ailleurs pas manqué de railler le rapport américain sur les "droits de l'Homme" :

« Ce rapport est absolument sans fondement. Je propose à ceux qui l'ont écrit de se rendre en personne au Tibet avant de tirer une conclusion ». <sup>1297</sup>

**En outre, depuis 1999, la Chine riposte chaque année en publiant son propre rapport... sur les droits de l'Homme aux USA !** Dans son 11<sup>ème</sup> rapport sur les droits de l'Homme aux USA publié en mars 2010, l'impérialisme chinois ne s'est évidemment pas privé d'administrer une correction à son rival américain, afin de laver les offenses qui lui ont été faites au cours de ces dernières années et en particulier de ces derniers mois. L'impérialisme chinois n'a évidemment aucun mal à dénoncer des atteintes graves aux "droits de l'Homme" perpétrées par les USA à l'égard la population américaine ou de celles d'autres pays.

Le rapport chinois critique ainsi le fait que « le gouvernement américain surveille et limite sans aucun scrupule la liberté des citoyens quand il s'agit de ses propres intérêts et besoins ». Il critique aussi le monopole américain sur internet, les USA possédant 10 des 13 serveurs racines du monde et se servant de ce monopole « pour s'immiscer dans les affaires intérieures des autres pays sous divers moyens ». S'appuyant sur les statistiques officielles américaines, le rapport chinois fait également la part belle à la situation des minorités noires et hispaniques qui continuent de souffrir de discriminations que ce soit au regard des revenus, du chômage ou de l'éducation. Le rapport souligne également que le racisme est tenace aux USA : sur les 14 180 homicides commis en 2008, le Bureau fédéral américain des enquêtes a ainsi recensé « un total de 7 783 crimes relatifs à la haine ethnique ». Le rapport poursuit ensuite sur la grande fréquence des atteintes à la propriété et à la personne, sur la banalité des crimes violents et des meurtres qui sont devenu le quotidien de la population américaine. Le rapport n'épargne pas non plus le système judiciaire et carcéral américain, que ce soit concernant les abus de pouvoir des forces de l'ordre, l'augmentation continue du nombre de détenus ou l'engorgement des prisons et la violence qui y règne.

Toujours en s'appuyant sur des sources américaines de première main, le rapport n'oublie pas non plus de dénoncer la proportion croissante d'américains vivant dans la pauvreté et sans couverture maladie, la fréquence des suicides, les violations des droits des travailleurs. Enfin, il termine sur la dénonciation des violations sur la scène internationale, les guerres imposées aux peuples d'Irak et d'Afghanistan, les crimes de guerre qu'y a perpétré l'armée américaine.

Le rapport chinois conclue ainsi sur le fait que les USA « construisent des bases militaires dans le monde entier » et « **avec leur forte puissance militaire, ont poursuit leur hégémonie dans le monde en piétinant la souveraineté d'autres**



**pays et violé leurs droits de l'Homme** ». La critique chinoise apparaît d'autant plus pertinente que l'impérialisme chinois, contrairement aux pays impérialistes en déclin, ne s'est pas encore sali les mains dans des guerres de conquêtes coloniales.

Alors que les pays impérialistes de second ordre se gardent bien de risquer de s'attirer les foudres de Washington en critiquant ouvertement ses atteintes incontestables aux principes "universels" du démocratisme bourgeois, le rapport du gouvernement chinois n'hésite pas à critiquer « **les Etats-Unis pour avoir utilisé les droits de l'Homme comme outil politique pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays et diffamer l'image d'autres pays au profit de ses propres intérêts stratégiques** ». Le rapport chinois remarque très justement que « **comme les années précédentes, le rapport américain est plein d'accusations contre la situation des droits de l'Homme dans plus de 190 pays et régions, dont la Chine, mais ferme les yeux sur, ou évite et même dissimule les abus massifs des droits de l'Homme sur son propre territoire** ».<sup>1298</sup>

Par ce rapport, qui pointe la faiblesse de la rhétorique américaine "droit-de-l'hommeiste", l'impérialisme chinois signifie clairement à l'impérialisme américain — **mais aussi à tous les laquais impérialistes de second rang habitués à le suivre en lui emboîtant le pas** —, qu'il n'a aucune leçon à recevoir d'eux. L'impérialisme chinois ne bafoue en effet les "droits de l'Homme" ni plus ni moins que les autres pays bourgeois ! D'ailleurs, les analystes bourgeois d'occident les plus lucides se rendent bien compte de la malhonnêteté de ces arguments. Au début de l'année, on pouvait ainsi lire ceci dans *La Tribune* :

« La tension est perceptible entre partisans d'un accompagnement de la dynamique chinoise et ceux invoquant des arguments moraux. Forts louables, mais peu crédibles eu égard au passé ».<sup>1299</sup>

Dans la guerre d'usure et de déstabilisation contemporaine que se livrent deux pôles impérialistes rivaux, l'arme des "droits de l'Homme" est une arme à double tranchant. En publiant ce rapport depuis plusieurs années, il est évident que l'impérialisme chinois s'attire la sympathie de tous les pays bourgeois-compradore qui rêvent un jour de se débarrasser de la tutelle de l'impérialisme américain et de sa trique... Au contraire, le rapport américain ne peut avoir d'impact idéologique favorable que sur les populations des pays impérialistes en déclin. Pour les populations de nombre de pays dépendants, le rapport américain ne peut être perçu autrement que comme la marque de mépris témoignée par un gouvernement impérialiste (colonialiste) donneur de leçons. Une chose dont l'impérialisme chinois est parfaitement conscient !

Dans son rapport sur les droits de l'Homme aux USA de l'année 2009, le gouvernement chinois déclarait ainsi que « **l'habitude des Etats-Unis de jeter des pierres sur les autres tout en vivant dans une maison de verre** » était « **un témoignage de ses doubles standards et de son hypocrisie en ce qui concerne les questions liées aux droits de l'Homme** » et ne pouvait que « **saper son statut international** ».<sup>1300</sup> Un statut déjà bien sapé...

En effet, emboîtant le pas à l'impérialisme chinois, un nombre croissant de pays n'hésite plus aujourd'hui à protester contre ces jugements de grand seigneur émis

par l'impérialisme américain. Au lendemain de la publication de son dernier rapport, l'impérialisme américain a ainsi suscité la colère ou l'indifférence de nombreux gouvernements. Tandis que la Russie dénonçait ce rapport comme une « tentative de l'administration américaine d'exercer des pressions sur la Russie pour qu'elle fasse des concessions sur certaines questions », l'Égypte était plutôt partisane de laisser le chien aboyer, estimant qu'il était inutile « d'accorder beaucoup d'attention à ce rapport » jugé beaucoup moins important que d'autres émanant d'institutions internationales.<sup>1301</sup>

Le 17 mars, l'impérialisme britannique emboîtait le pas à l'impérialisme américain et publiait également son traditionnel rapport annuel sur les "droits de l'Homme" dans le monde, classant évidemment la Chine dans le groupe des « pays les plus inquiétants » du monde. Réfutant le rapport annuel britannique, le ministère chinois des affaires étrangères qualifiait ce rapport de « simple spectacle d'idéologie politique » et déclarait que « la cause des droits de l'Homme progressait continuellement en Chine » et que c'était « un fait évident pour une personne sans préjugé », avant d'ajouter que si « **des différences existaient encore parmi les nations au sujet des droits de l'Homme** », c'était « **en raison des différents niveaux de développement culturel et économique** ». <sup>1302</sup>

Dans la même veine, Jackie Chan avait provoqué un véritable scandale au printemps 2009. *Paris Match* titrait alors : « **La bavure de Jackie Chan** ». <sup>1303</sup> Le crime de l'acteur ? D'abord avoir prêté allégeance au Parti Communiste chinois en devenant l'un de ses plus populaires ambassadeurs, et ensuite avoir dit tout haut de manière un peu crue ce que la bourgeoisie se contente d'ordinaire de penser tout bas de ses esclaves !

Répondant à une question posée sur ce qu'il pensait « de la censure et des restrictions à la liberté d'expression auxquelles les cinéastes sont soumis en Chine », l'acteur avait répondu à la tribune du Forum de Bo'AO que

« Nous, les Chinois, nous avons besoin d'être contrôlés. (...) J'ai des doutes, maintenant : si vous avez trop de liberté, cela donne ce que l'on observe maintenant à Hong Kong, c'est le chaos. C'est le chaos aussi à Taïwan ».

Pour John Pomfret, ancien correspondant du *Washington Post* en Chine, ces propos ne sont ni choquants, ni étonnants :

« Chan dit simplement ce que beaucoup de riches Chinois ressentent. En vingt ans depuis Tiananmen, la société chinoise a beaucoup changé. Et l'un des aspects les plus étonnants est le retour d'une société de classe et le mépris dans lequel les riches tiennent les pauvres. Quand Chan dit que les Chinois doivent être "contrôlés", il parle assurément des pauvres. Il n'a pas eu besoin de le préciser. C'est ce que son public à Bo'AO a entendu, et c'est pour cela qu'il l'a applaudi. Tous ceux qui ont pu avoir des conversations avec des membres de la nouvelle élite chinoise ont entendu cette phrase : "la qualité des Chinois moyens est trop basse, c'est pour cela que nous ne pouvons pas avoir une liberté totale" ... » <sup>1304</sup>

Traduction : les chinois auront une liberté d'expression d'autant plus grande qu'ils deviendront moins pauvres ! Cette recette, loin d'être spécifique à la Chine, est au contraire l'ingrédient principal de la "démocratie" bourgeoise ! Il n'est d'ailleurs pas

besoin d'aller jusqu'en Chine pour trouver des "richards" méprisant plus ou moins ouvertement la "populace", même dans les vieux pays impérialistes...

Si la bourgeoisie et ses alliés réformistes d'occident ont fait leur mijaurée scandalisée, reprochant à Jackie Chan le fait « de n'être pas diplomate pour deux yuans », c'est avant tout par peur de voir ébruité un secret de famille bien compromettant !

Enfin, les analystes des pays impérialistes en déclin se gardèrent bien de commenter d'autres appréciations de Jackie Chan qui déclara également à cette occasion qu'au cours des dix dernières années, la Chine avait considérablement changé et que les libertés étaient « beaucoup plus grandes », avant d'ajouter :

« Il ne faut pas oublier que nous sommes "un pays" depuis seulement 60 ans. Parmi les grands pays, nous sommes vraiment un petit pays. Nous avons 5 000 ans d'histoire, mais notre nouveau pays a seulement 60 ans, et il est difficile de le comparer avec de nombreux autres pays. (...) Je crois que la Chine s'améliorera encore et encore ».

En d'autres termes : en tant que jeune pays, il est naturel que la Chine ait encore des progrès à faire...

Les représentants de l'impérialisme chinois mettent indéniablement le doigt sur le fondement matériel des "droits de l'Homme", proclamés comme un principe universel par la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin.

Les "droits de l'Homme" sont un concept bourgeois qui considère "l'Homme" comme une moyenne faisant abstraction des classes sociales et mettant sur un pied d'égalité exploités et exploités. Quand un pays bourgeois respecte les "droits de l'Homme", cela signifie donc qu'il est parvenu à adoucir l'exploitation à laquelle il a forgé des chaînes dorées. Cela signifie qu'à côté du Capital financier se développent massivement des couches petite-bourgeoises nourries des miettes provenant des surprofits extorqués aux pays dépendants. Le prolétariat et la classe ouvrière eux-mêmes voient alors leur exploitation adoucie et encadrée de lois de protection sociales agissant comme autant de facteurs à-même de désamorcer les conflits sociaux. Dans ces conditions favorables, il n'est pas difficile à la bourgeoisie d'étendre les libertés individuelles à l'ensemble de la population d'un pays.

Quand la bourgeoisie voit que les ventres sont remplis et que les esprits des exploités sont distraits — selon la recette pacifiste éprouvée des exploités "*panem et circences*" —, elle sait qu'elle peut sans danger accorder à son prolétariat les libertés d'expression et de réunion, étant assurée qu'il n'en sera jamais fait d'usage pouvant remettre en cause l'ordre bourgeois. Les "droits de l'Homme" ne peuvent donc devenir une réalité que pour une minorité de la population mondiale, tandis qu'ils restent un rêve hors d'atteinte et un vœu pieux pour la majorité de la population !

Autant donc s'attendre dans les années à venir voir les "droits de l'Homme" progresser en Chine et régresser dans les pays impérialistes en déclin ! Dans quelques années, on verra peut-être l'impérialisme chinois prendre la place de l'impérialisme américain et distribuer à son tour les bons et les mauvais points aux futurs ex-champions des "droits de l'Homme"...

Un communiste ne peut évidemment pas reconnaître les "droits de l'Homme" et doit leur opposer le combat pour la destruction des rapports de production bourgeois, pour la satisfaction des besoins matériels et spirituels d'une communauté mondiale de travailleurs émancipés économiquement, socialement et politiquement.

Alors que dans les pays impérialistes en déclin, les travailleurs en colère manifestent contre les gouvernements pour défendre leur droit à un "travail décent", en Chine, c'est le gouvernement bourgeois lui-même qui le met à l'ordre du jour ! Au cours des dernières décennies, la Chine a vu les inégalités de revenus s'accroître fortement. Les autorités chinoises sont d'ailleurs les premières à le reconnaître et à s'en inquiéter. Au début du mois de mars le ministère des Finances insistait sur le caractère « très déséquilibré » de « la redistribution de la richesse nationale ». Des parlementaires chinois suggéraient alors l'instauration <sup>1305</sup> « d'une taxe sur les produits de luxe ».

Deux mois plus tard, un autre article publié par la presse officielle chinoise et intitulé « **Disparité aggravante et criante entre riches et pauvres en Chine** » dressait un tableau assez complet du creusement des inégalités sociales et des maux engendrés par le capitalisme en Chine : corruption, malversations, ampleur du travail au noir (estimés à plus de 4 000 milliards de yuans en 2007), disparités de revenus extrêmes entre la ville et la campagne (3,3 fois), écart entre les salaires de dirigeants d'entreprises publiques et des salaires moyens (128 fois), faible part des salaires dans la production, insuffisances du système de protection sociale, etc.

« L'écart de revenu entre les 10 % de gens les mieux payés et les 10 % de gens les plus mal payés de 7,3 fois en 1988 s'est accru à 23 fois en 2007. (...) Dans les pays développés (...), le salaire représente en général 50 % environ du coût de fonctionnement et d'exploitation de l'entreprise, alors que chez nous, il n'atteint même pas 10 % ».

L'article concluait sur la nécessité « de lancer le plus tôt possible la réforme du système de répartition de revenu » afin « de veiller à ce que la "ligne rouge" de la disparité entre riches et pauvres ne soit pas franchie ». <sup>1306</sup>

Les représentants de l'impérialisme chinois n'ont jamais caché leur souci de préserver la stabilité sociale et s'inquiétaient encore dernièrement du fait que le coefficient de Gini avait atteint 0,47 en Chine en 2009, « **dépassant la "ligne de sécurité" de 0,4** » au dessus de laquelle « la redistribution inégale des richesses pourrait causer des troubles sociaux ». <sup>1307</sup>

Certains facteurs contribuent cependant à atténuer les tensions sociales en Chine. D'abord, les masses populaires n'ont pas oublié le passé proche de leur pays, qui il y a soixante ans, était encore l'un des plus pauvres du monde.

Ensuite, la pauvreté extrême a fortement reculé en Chine. On y meurt plus de faim par millions comme avant 1949. Les masses exploitées ne se trouvant pas dans une situation économique désespérée, leurs revendications ne visent pas à renverser le système bourgeois, mais à "l'améliorer", d'autant plus que le P"CC, sous la direction duquel ont été réalisées de profondes mutations et progrès économiques jouit d'une large reconnaissance et confiance populaire.

Une option réformiste d'autant plus crédible qu'avec le maintien de la croissance économique rapide, le renforcement, la diversification et la montée en puissance de l'économie chinoise encourageant objectivement les masses populaires à continuer à faire confiance à leur bourgeoisie nationale qui a su garder le cap de ses objectifs stratégiques à long terme.

Dernier facteur contribuant à la préservation de la paix sociale, les premiers "fruits" des efforts et sacrifices passés commencent enfin à être récoltés. Notons à contrario qu'aucun de ces facteurs "stabilisateurs" pouvant faire contrepoids à une inégalité croissante de la répartition des richesses et à un appauvrissement absolu de larges couches populaires n'est présent dans les pays impérialistes en déclin...

Au printemps 2010, le gouvernement chinois s'engageait « **à promouvoir dans tous les domaines le "travail décent" en élargissant la couverture du contrat de travail, en augmentant le salaire des travailleurs de première ligne et en améliorant les conditions de travail** ». <sup>1308</sup>

Moins d'un mois plus tard, les autorités chinoises annonçaient que le salaire minimum augmenterait de 20 % à Pékin dès le 1<sup>er</sup> juillet, passant de 800 à 960 yuans par mois. <sup>1309</sup>

Au printemps c'étaient déjà plus de dix gouvernements provinciaux qui avaient annoncé l'augmentation des salaires d'au moins 10 %. Loin de s'alarmer, les autorités chinoises n'y voyaient que des avantages. Selon un article du *Quotidien du Peuple*, « la reprise économique chinoise étant sur les rails, des salaires plus élevés pourraient contribuer à stimuler la consommation intérieure ». En outre, « les récents suicides chez Foxconn » et « l'augmentation des manifestations d'employés » montrent « que la main d'œuvre chinoise est en train de gagner davantage de force de négociation pour obtenir des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail ». Pour le *Quotidien du Peuple*, il est ainsi évident qu'« **alors que la Chine est en train de construire une société harmonieuse et fait des efforts pour réduire le fossé des richesses entre les riches et les pauvres, la voix des travailleurs doit être entendue** ».

Alors que dans les pays impérialistes en déclin la lutte pour la sauvegarde du "travail décent" se heurte à l'opposition inflexible de la bourgeoisie, en Chine c'est la bourgeoisie elle-même qui se fait l'avocate de « **normes de travail plus équitables pour les employés** » ! Il peut sembler étonnant au premier abord que l'organe de presse du PCC pousse lui-même à améliorer la rémunération et les conditions de travail du prolétariat chinois, d'autant qu'il affirme en attendre « **une meilleure situation pour la politique commerciale chinoise** » qui « **contribuera aussi à faire de la Chine un leader économique mondial** ». <sup>1310</sup> Le premier ministre chinois appela ainsi les entreprises à créer « des relations de travail harmonieuses » en relevant progressivement les salaires. <sup>1311</sup>

Au même moment, le ministère chinois du Commerce déclarait que « **les entreprises à capitaux étrangers installées en Chine** » devaient « **faire des efforts pour augmenter le salaire des travailleurs** ». <sup>1312</sup>

Une simple stratégie marketing nécessaire à la sauvegarde de la paix sociale ?

Pas seulement. Selon nous, un autre facteur majeur entre également en ligne de compte. Dès la fin du mois de mars, le premier ministre chinois voyait dans « l'amélioration du niveau de vie du peuple » « un moyen important pour modifier le mode de croissance et élargir la demande intérieure ». <sup>1313</sup>

A travers ces augmentations salariales, la bourgeoisie chinoise ne cache pas viser « une croissance durable » entraînée par « le moteur de la consommation ». Selon Qu Hongbin, économiste chez HSBC Holdings Plc à Hong Kong, ces hausses de salaires contribueront en effet à « **offrir un soutien solide à la consommation privée dans les trimestres qui viennent** ». De l'avis des économistes chinois,

« Des salaires plus élevés chez les quelque 468 millions d'employés des services et de l'industrie en Chine devraient aider le pays à réduire sa dépendance envers les exportations et les investissements comme moteurs de sa croissance, et développer la part de la consommation dans l'économie ».

Il faut dire que la part des revenus dans le PIB chinois est passée de 53 % à moins de 40 % durant la période 1999-2009. Cette part est de 51 % au Japon et de 57 % aux USA. <sup>1314</sup>

**La bourgeoisie chinoise a donc aujourd'hui un intérêt économique direct à voir s'élever les salaires du prolétariat chinois, en particulier dans les provinces côtières de la Chine.** Rappelons que c'est au sein de ces régions que sont aujourd'hui concentrées l'essentiel des entreprises à capitaux étrangers. Or ces entreprises représentent une part importante des exportations chinoises. Selon l'Eurasia Institute de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Paris, les entreprises à capitaux étrangers avaient contribué à hauteur de 58 % aux exportations chinoises en 2006. Cependant, comme le soulignait l'HEC, cette importance du capital étranger doit être relativisée dans la mesure où l'essentiel de ces entreprises provenaient de Hong Kong et de Taïwan, la part des multinationales américaines, européennes et japonaises représentant au final seulement 11 % des exportations chinoises. <sup>1315</sup>

Selon le ministère chinois du Commerce, « **la main-d'œuvre bon marché n'est plus, dans la phase actuelle du développement de la Chine, un avantage utilisé pour attirer les fonds et les capitaux étrangers** ». Le ministère chinois du Commerce ne craint pas que la hausse des salaires dans les provinces côtières effraie les investisseurs étrangers. En effet, « les avantages les plus importants de la Chine pour les capitaux étrangers » sont avant tout « **la stabilité de son environnement politique** », « **le développement rapide et continu de son économie** » et « **la grande ampleur de ses marchés intérieurs** ». <sup>1316</sup>

Selon les experts chinois de l'industrie, la récente hausse des salaires « **ne prélude pas à la fin du rôle de la Chine comme "usine du monde"** », en raison notamment d' « **un environnement défavorable à l'investissement dans ces pays de rechange et de forts coûts de déménagement professionnel** ». Pour déménager, il faut en effet des capitaux, or la crise économique a réduit les capacités de financement de nombreuses multinationales étrangères.

Une appréciation partagée par le Directeur du Centre de Recherche sur les Investissements Etrangers à l'Académie des Sciences Sociales de Shanghai, qui va encore plus loin.

« En théorie, ces hausses de salaires devraient contraindre ces sociétés [étrangères] à déplacer leurs usines de Chine vers des régions où le coût du travail est moins élevé, mais en fait cette possibilité est très mince. (...) Si la Chine est "l'usine du monde", ce n'est pas seulement du fait de ses coûts de travail plus faibles, mais aussi grâce à des infrastructures solides, une stabilité politique, un énorme marché intérieur et des compétences professionnelles élevées, toutes choses avec lesquelles peu de ses pays voisins peuvent rivaliser. (...) Je pense que quand elles expriment leur intention de quitter la Chine, elles se livrent à une tactique de marchandage destinée à mettre la pression sur le gouvernement chinois pour obtenir certains avantages ». <sup>1317</sup>

Ainsi, les représentants de l'impérialisme chinois ont parfaitement compris qu'ils étaient en position de force face au capital étranger, et ils comptent bien en profiter pour modifier à leur avantage la répartition de la plus-value à l'échelle internationale et donner naissance au "socialisme à la chinoise" !

Les monopoles chinois ont bien compris que "l'économie de bazar" occidentale se décomposant, rien ne servait à rien de continuer à se focaliser sur la production de marchandises d'exportation à bas coût. Mieux vaut dynamiser le marché intérieur chinois ! L'impérialisme chinois a bien compris que même si le niveau des salaires chinois s'élevait significativement, les investisseurs étrangers hésiteront à quitter la Chine, la décomposition des "économies de bazar" leur promettant une contraction croissante des débouchés intérieurs dans les pays impérialistes en déclin.

Aussi, l'impérialisme chinois invite les investisseurs étrangers à changer leur fusil d'épaule : "Hier, vos entreprises produisaient des marchandises destinées à l'exportation, aujourd'hui, elles peuvent trouver de nouveaux débouchés sur le marché intérieur chinois, moyennant une hausse du niveau des salaires !"

Une mutation qui est en fait déjà à l'œuvre : selon le ministère chinois du Commerce, la Chine comptait 290 000 entreprises étrangères implantées sur son sol en 2009. Elles employaient aux alentours de 45 millions de chinois et 37 % de leurs marchandises étaient destinées à l'exportation, contre 63 % pour le marché intérieur chinois. <sup>1318</sup>

Enfin, une hausse générale du niveau des salaires dans les provinces côtières ne remettrait pas en cause la production de marchandises à bas coût destinées à l'exportation, étant donné la stratégie chinoise du "Go West" consistant à délocaliser les industries à basse composition organique en capital dans les provinces du centre et de l'ouest. L'impérialisme chinois semble donc avoir trouvé la recette idéale pour traverser au mieux la périlleuse période d'effondrement final de l'économie des pays impérialistes en déclin !

Enfin, cerise sur le gâteau, les entreprises étrangères qui ne parviendront pas à survivre à cette mutation disparaîtront. Comme l'a déclaré crument le Directeur du Bureau des ressources humaines et de la sécurité sociale de Shenzhen, pour les entreprises « **qui ne sauront pas s'adapter** » à ce bouleversement, « **il n'y aura qu'un seul résultat, partir** » <sup>1319</sup> Il faut donc s'attendre à voir le poids des capitaux étrangers dans l'économie chinoise continuer à décliner dans les années à venir...

Voilà ce qu'il en est des hausses de salaires à deux chiffres que peut sans danger — et même avec bénéfice ! —, se permettre l'impérialisme chinois.

Il serait cependant faux de réduire l'amélioration de la condition du prolétariat chinois à de simples augmentations de salaires. En 2009, la mortalité due aux accidents de travail en Chine a ainsi baissé de 8,8 % en glissement annuel.<sup>1320</sup>

De même, dès l'automne 2009, les autorités chinoises visaient à instaurer un « accès équitable et élargi aux soins médicaux essentiels pour l'ensemble de la population d'ici l'an 2020 ». <sup>1321</sup> Une ambition réaffirmée quelques mois plus tard par le président chinois qui appela à « **accélérer l'établissement d'un système de soins médicaux de base** » pour « **tous les chinois, qu'ils soient urbains ou ruraux** ». <sup>1322</sup> On comprend de ce fait la détermination manifestée par certains représentants de l'impérialisme américain pour faire adopter coûte que coûte la très controversée réforme de la santé, refusée en bloc par les républicains... <sup>1323</sup>

Quelle crédibilité resterait-il à l'impérialisme américain en matière de "droits de l'Homme" s'ils faisaient moins bien que l'impérialisme chinois quant à l'accès aux soins élémentaires vis-à-vis de sa propre population ? Strictement aucune, évidemment !

Dans son rapport d'activité présenté à la dernière APN, le premier ministre chinois déclara que la Chine assouplirait les restrictions relatives à son système d'enregistrement familial pour les travailleurs migrants titulaires d'un hukou rural :

« On fera en sorte que soit progressivement assuré aux paysans migrants le même traitement que les habitants urbains dans divers domaines : rémunération du travail, scolarisation des enfants, santé publique, achat et location de logements et protection sociale ». <sup>1324</sup>

Voilà des illustrations concrètes prouvant que la cause des "droits de l'Homme" progresse en Chine ! On ne peut évidemment pas en dire autant dans les pays impérialistes en déclin...

Au début de l'été, la presse iranienne dénonçait la mise à l'écart de deux journalistes américains, Helen Thomas (doyenne des correspondants de la Maison Blanche) et Octavia Nasr (journaliste de *CNN* spécialiste du Moyen-Orient). La première mise à la retraite anticipée après ses critiques contre Israël (au sujet de la sanglante attaque de la flotille) et la seconde fût licenciée pour avoir rendu hommage à certaines positions progressistes de l'ayatollah Mohammad Hussein Fadlallah.

« Beaucoup se demandent qu'en est-il devenu du slogan brandi par les Etats-Unis sur la démocratie et la liberté d'expression ? Est-ce un vrai ou un faux slogan utilisé comme prétexte, par Washington, pour s'ingérer dans les affaires internes des pays du tiers monde ? » <sup>1325</sup>

Quelques semaines plus tard, c'était à la vice-ministre chinoise des Affaires étrangères de mettre les choses au clair au cours d'une interview accordée au magazine hebdomadaire allemand *Die Zeit*. La représentante chinoise s'opposa catégoriquement « aux tentatives de l'Occident d'imposer ses normes » à la Chine en matières de "droits de l'Homme", ajoutant que la Chine « apprenait » et « absorbait » « progressivement les idées sur les droits de l'Homme qui sont adaptées à son territoire ».

« Si l'on observe les pays qui ont adopté votre système, ont-ils connu le succès ? Lesquels d'entre eux réussissent aussi bien que vous ? Ont-ils approché votre PIB ?



Peut-être [que le système occidental] marche à certains endroits, mais pas nécessairement partout ».

Une manière élégante de dire que les "droits de l'Homme" ne marchaient pas dans les pays dépendants sous leur coupe... La ministre ne s'arrêta pas en si bon chemin et non content de dénoncer la partialité des « reportages des pays occidentaux sur la Chine » parfois « influencés par la jalousie », évoquant notamment le déni des progrès chinois en matière de "droits de l'Homme" à un moment où les médias reconnaissent les succès économiques du pays, elle mit ensuite ouvertement en cause la véracité de certains, à l'instar de ceux diffusés par les médias occidentaux sur les émeutes à Lhassa en 2008 qui avaient « dégradé l'image » et « la réputation » « de vos médias en Chine », « en particulier auprès des jeunes ».

« On voyait sur les images des policiers frappant des moines, mais la police portait des uniformes différents chaque jour. Ce n'étaient même pas des uniformes de la police chinoise ! »<sup>1326</sup>

Quelques jours plus tard, au début du mois d'août, les principaux médias chinois, à l'instar du *Beijing News*, du *Quotidien de Peuple*, ainsi que *CCTV* évoquèrent « l'échec de la nouvelle politique française d'immigration » et traitèrent des derniers débordements de la politique de sécurité et d'immigration française : projet de déchéance de la nationalité française pour les délinquants d'origine immigrée, stigmatisation des rom et des gitans, violences policières lors de l'expulsion des manifestants du sit-in de la Courneuve, etc. Ces médias chinois n'hésitèrent pas à relayer les remarques de certaines personnalités politiques françaises qui dénoncèrent dans ces actes une tentative de « détourner l'attention du public » des « scandales sur la scène politique française », faisant notamment référence à l'affaire Woerth-Bettencourt à laquelle « Nicolas Sarkozy lui-même a été mêlé ». <sup>1327</sup>

Une preuve supplémentaire que l'impérialisme chinois n'est plus prêt à continuer d'encaisser sans broncher les critiques et à recevoir humblement des coups comme par le passé. Avec la crise et la claire conscience de l'affaiblissement économique et diplomatique croissant de ses concurrents des pays impérialistes en déclin, l'impérialisme chinois n'hésite plus à rendre aujourd'hui coup pour coup !



## Après la "riche industrielle"... la "riche tertiaire" !

Au cours des quatre dernières décennies, les pays impérialistes d'occident ont contribué à la naissance d'une nouvelle division du travail internationale qui a fait de leur industrie l'atelier de finition de biens intermédiaires manufacturés dans des pays ateliers à bas coût.

Dans les pays impérialistes qui ont exploité à une échelle industrielle la sueur et le sang des peuples des cinq continents, se sont développés dans des proportions toujours plus gigantesques des secteurs non-productifs : les "services".

Tandis qu'à un pôle de la planète se développait une "société de consommation" qui semblait rendre accessible le luxe aux travailleurs salariés eux-mêmes, d'autres esclaves salariés au standard de vie beaucoup plus spartiate... se serraient toujours plus la ceinture pour approvisionner les métropoles en produits manufacturés bon marché...

Ainsi se développèrent à un pôle de la planète instituts techniques et scientifiques, sièges sociaux de multinationales, commerces et hôtels, tandis qu'à l'autre pôle fleurirent mines et usines administrés par des régimes bourgeois-compradore tyranniques !

Tout semblait donc aller "pour le mieux dans le meilleur des mondes"... Certes, la concurrence n'avait pas disparu entre les principaux protagonistes du pôle exploiteur, mais ceux-ci s'évertuaient autant que possible à entretenir les chaînes dorées de leurs esclaves salariés indigènes en faisant retomber les maux de la concurrence sur les masses exploitées des pays ateliers... On exigeait ainsi les sacrifices les plus cruels des centres industriels éloignés plutôt que des "industries de bazar"... Tel fut le fondement matériel du modèle occidental de "société de consommation". Tel fut le prix de la "paix sociale" dans les pays impérialistes d'occident.

Hélas, pour ce monde "parfait", une concurrence d'un nouveau genre était apparue au fil des années...

Un pays atelier, dont la bourgeoisie ne désirait pas seulement fournir "l'atelier du monde", mais aspirait à en devenir son centre d'innovation, émergeait rapidement ! Il faut dire que la bourgeoisie de ce pays aspirait également à l'harmonie sociale, et que le seul moyen de conquérir cette dernière, c'était de dépasser les pays impérialistes les plus puissants.

Au cours de la dernière décennie, la Chine est ainsi apparue comme un pôle de recherche et d'innovation de plus en plus redoutable, remontant inexorablement des branches d'industries de plus en plus prestigieuses...

A l'autre bout de la planète, les choses commencèrent alors à se gâter : les ateliers de finition industriels des pays impérialistes en déclin commencèrent à devenir inutiles et toutes les sphères de ces sociétés virent leur niveau d'endettement exploser, jusqu'au jour où une goutte d'eau fit déborder un vase trop rempli : la crise des subprimes !

Notons au passage que le surendettement des ménages les plus pauvres était une nécessité pour le capitalisme. Ne plus permettre aux ménages américains en voie de paupérisation de continuer à acheter leur maison à crédit aurait peut-être évité la crise des subprimes mais aurait non seulement réduit les débouchés de capitaux pour les banques, mais aurait également fait se contracter plus précocement l'activité du secteur de la construction, avec les répercussions inévitables sur le reste de l'économie ! Encore une fois, les subprimes ne sont pas la cause du mal, mais seulement l'un de ses symptômes !

Ces si injustement incriminées subprimes ne sont d'ailleurs pas propres aux USA. La France possède également sa propre variante des subprimes. En 2007, lors de la campagne pour les élections présidentielles, Nicolas Sarkozy n'hésitait pas à faire du crédit hypothécaire aux ménages pauvres une de ses recettes miracles de la croissance, prétextant le fait que les ménages français étaient « les moins endettés d'Europe ». Une réalité qui valait encore récemment. En juillet 2009, l'endettement des ménages représentait "seulement" 57 % du PIB en France, contre 65 % en Allemagne, 89 % au Royaume-Uni, 91 % en Espagne, 92 % au Portugal et 105 % en Irlande.<sup>1328</sup> Le futur président déclarait alors :

« Une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain. C'est pour cette raison que je souhaite développer le crédit hypothécaire pour les ménages et que l'État intervienne pour garantir l'accès au crédit des personnes malades. Je propose que ceux qui ont des rémunérations modestes puissent garantir leur emprunt par la valeur de leur logement. Il faut réformer le crédit hypothécaire. Si le recours à l'hypothèque était plus facile, les banques se focaliseraient moins sur la capacité personnelle de remboursement de l'emprunteur et plus sur la valeur du bien hypothéqué. Ceci profiterait alors directement à tous ceux dont les revenus fluctuent, comme les intérimaires et de nombreux indépendants ».<sup>1329</sup>

En dépit du fait qu'est aujourd'hui née une véritable psychose de la dette (au moins chez les investisseurs du marché obligataire), l'accès au crédit immobilier reste d'actualité, avec la garantie de l'Etat bien sûr, les banques étant certainement peu enclines à retenter seules l'expérience dans des conditions encore plus défavorables !

L'accès facilité du crédit immobilier aux revenus les plus modestes est aujourd'hui mise en avant avec l'entrée en vigueur en 2011 d'un « prêt immobilier à taux zéro renforcé pour les faibles revenus » qui sera financé par la suppression du précédent dispositif de crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt immobilier qui profitait en fait généralement à ceux qui avaient déjà les moyens d'acheter un bien immobilier. Une façon pour le gouvernement de réduire le budget attribué au dispositif de 0,2 milliard d'euros (sur 2,8 milliards d'euros), tout en relançant le secteur immobilier en faisant entrer de nouveaux clients !<sup>1330</sup>

Une telle mesure d'égalisation vers le bas, qui vise à utiliser au maximum les "capacités d'absorption" de l'endettement des ménages français afin de soutenir la croissance, ne peut évidemment que contribuer à accélérer la paupérisation absolue des couches de travailleurs qui jouissaient autrefois d'un statut et d'une rémunération privilégiés. Cette mesure, comme toutes celles mises en place par la bourgeoisie, ne pourra donc dans le cas le plus "favorable" que repousser

l'échéance fatale, jusqu'au jour où la limite de solvabilité sera atteinte, comme au Royaume-Uni, en Espagne et au Portugal où l'endettement des ménages a déjà atteint le point de rupture et ne leur permet plus de continuer à contracter de nouveaux emprunts immobilier, avec à la clef la hausse du nombre de procédures de saisie pour retard ou non paiement d'échéances et la baisse des cours de l'immobilier. En France, on n'observe donc pas encore d'importantes dépréciations sur le marché immobilier. En 2009, les loyers ont stagné dans le parc privé (+ 0,1 %) et ont augmenté de 2,0 % dans le parc HLM.<sup>1331</sup>

Le soutien obtenu par des mesures visant à stimuler le secteur immobilier ne pourra être que de courte durée, car les capacités d'endettement des ménages vont être mises à rude épreuve par la baisse des salaires réels combinés au maintien des biens immobilier à des prix élevés, sans oublier le démantèlement croissant du système de protection sociale bourgeois. L'impérialisme français est ainsi aujourd'hui en train d'expérimenter une nouvelle variété de subprimes, mais dans le secteur de la santé. Ces subprimes permettront de transférer sur les épaules des plus pauvres les dépenses de santé qui ne sont plus couvertes par le système d'assurance maladie bourgeois en plein démantèlement !

« Un nouveau prêt à taux zéro, baptisé 'micro-prêt-santé à 0 %', (600-4000 euros) a été lancé lundi par la banque du Crédit municipal de Paris (CMP) pour aider les personnes en difficulté à faire face à leurs dépenses de santé. (...) il s'adresse aux particuliers qui ont de faibles revenus, ou qui sont en situation difficile, alors qu'ils doivent faire face à des dépenses de santé imprévues, ou mal remboursées ». <sup>1332</sup>

Dans un autre secteur de la dette, celui de la dette souveraine, l'impérialisme français parvient également à innover. Au début du mois de mars, le Trésor avait annoncé la création d'une obligation souveraine à 50 ans !... « L'obligation transgénérationnelle : vous en rêviez, la France l'a faite ! »<sup>1333</sup> Un autre moyen pour l'Etat bourgeois — à l'instar du rachat par la Fed de bons du Trésor —, d'essayer de maintenir les rendements des taux longs le plus bas possible...

Cette parenthèse étant close, il apparaît évident que les pays impérialistes en déclin sont aujourd'hui (sur-)endettés à tous les niveaux : ménages, entreprises, Etats, municipalités, etc. Aux USA, ce ne sont pas seulement certains (importants) Etats comme celui de Californie et de New York qui sont confrontés à une situation d'urgence budgétaire. Les municipalités sont également menacées. Au début de l'été, *Les Echos* publiaient ainsi un article intitulé « **Los Angeles, une mégalopole au bord de la faillite** ».

Endettée à hauteur de 2,3 milliards de \$, la deuxième plus grande ville des USA peine aujourd'hui à payer les salaires et les retraites des employés municipaux qui absorbent 80 % de son budget. Pour faire face à l'effondrement des recettes et à la hausse des dépenses induites par le désengagement croissant de l'Etat de Californie, lui aussi en difficulté, la municipalité a commencé à adopter des mesures radicales pour comprimer sa masse salariale : licencier les employés municipaux (déjà plus de 750) et les remplacer par des salariés de firmes privées. Quant à ceux qui restent, ils devront accepter une réduction de leurs salaires ou s'exposer à un millier de licenciements supplémentaires. Il est en outre aujourd'hui question de

recupérer des fonds en vendant des services communaux (parkings publics, zoo, etc.)

Alors que les revenus provenant des taxes locales payées par les entreprises à la ville se sont effondrées du fait de la contraction de l'activité économique, que la rentabilité des fonds en action finançant la plupart des programmes de retraites publiques s'est fortement dégradée et que « la ville a vu s'alourdir les taux auxquels elle emprunte, du fait de la dégradation de sa notation financière », « une déclaration de faillite pure et simple de la ville » fait désormais « partie des options possibles »...<sup>1334</sup>

En ce qui concerne les ménages, la "reprise économique" observée au second semestre 2009 n'a apporté aucune amélioration réelle, ce qui n'a rien d'étonnant à la vue de l'explosion du chômage...

« **Les défauts de paiement battent des records aux USA** », titrait *Le Figaro* à la fin de l'été 2009.<sup>1335</sup> Selon une étude publiée par la Mortgage Bankers Association, la proportion des américains étant sous le coup d'une procédure de saisie pour défaut de paiement ou étant en retard sur le remboursement de leur crédit immobilier a atteint 13,0 % au second trimestre 2009, un record depuis 1972. Fait révélateur, l'étude soulignait que le profil des emprunteurs faisant défaut a changé : la hausse des défauts de paiement n'est aujourd'hui plus le fait d'emprunts de type subprimes ou à taux variables, mais d'emprunts « à taux fixes » du fait que « la hausse des destructions de postes fait basculer toute une catégorie d'emprunteurs dans un profil à risque ». Quelques mois plus tard, les observateurs remarquaient que face à l'impossibilité pour les propriétaires de rembourser leur crédit, ceux-ci abandonnaient purement et simplement leur toit à leur banquier.<sup>1336</sup>

C'est ainsi qu'au début du mois de février, *Le Monde* titrait « **Aux Etats-Unis, les "walk away" laissent leur maison... et leur dette aux banquiers** ». Ne pouvant plus payer leurs traites, ou refusant de rembourser davantage que la nouvelle de (dépréciée) de leur bien immobilier, un nombre croissant de ménages cessent de rembourser leur emprunt, préférant en toute légalité laisser à leur banquier leur bien immobilier déprécié, et retrouver un bien immobilier moins cher... Ceci ne fait évidemment pas les affaires des banques qui se retrouvent avec des biens d'une valeur inférieure à l'argent qu'elles ont prêté pour son achat ! En pleine expansion, ce phénomène inquiète banquiers et politiciens, au point que le président américain a demandé aux américains tentés par cette solution de se montrer « responsables ». Selon la Mortgage Bankers Association, c'étaient désormais 14,3 % des emprunteurs immobiliers américains qui étaient sous la ligne de flottaison au troisième trimestre 2009.<sup>1337</sup>

Quelques semaines plus tard, l'administration Obama annonçait une extension de son programme d'aides destinées aux emprunteurs en difficulté — auparavant budgété à hauteur de 75 milliards de \$ —, et visant à « limiter le nombre de saisies de logements, qui devrait atteindre 4,5 millions cette année ». <sup>1338</sup> A titre de comparaison, le nombre de saisies de logement s'était monté respectivement à 1,3 millions en 2007, à 2,3 millions en 2008 et à 2,8 millions en 2009... Loin de s'apaiser, la crise de l'immobilier ne cesse de prendre des proportions toujours plus gigantesques, en dépit de la "reprise économique" !<sup>1339</sup>

En juillet, l'enquête mensuelle publiée par la National Association of Home Builders (NAHB) faisait ressortir une forte dégradation de l'indice de confiance des promoteurs immobiliers américains, retrouvant ses plus bas niveaux depuis le printemps 2009. Il n'en fallait pas plus pour accroître « les craintes des investisseurs relatives à la fragilité de la reprise économique américaine ».<sup>1340</sup>

Ce mauvais climat des affaires dans l'immobilier n'avait cependant rien de surprenant, les statistiques officielles américaines montrant qu'en dépit des mesures de soutien au secteur, les investissements privés résidentiels n'arrivaient pas à repartir. Après avoir culminé au 1<sup>er</sup> trimestre 2006 à 813,3 milliards de \$ — **soit 34,8 % des dépenses d'investissement privées ou 6,2 % du PIB US** —, ils avaient entamé un inexorable déclin avec 680,7 milliards de \$ au 1<sup>er</sup> trimestre 2007, 517,1 milliards de \$ au 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et 367,0 milliards de \$ au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. A partir de cette date, ils ont cessé de s'effondrer pour stagner, oscillant autour de 350 milliards de \$. Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010, ils se montaient toujours à des niveaux extrêmement bas avec 358,1 milliards de \$. Ils ne représentaient alors plus que **19,5 % des dépenses d'investissement privées ou 2,5 % du PIB US**!<sup>1341</sup> Le moteur de l'investissement immobilier se refusait donc à repartir, du fait de l'excès d'offre, d'un taux de chômage élevé et de la dégradation des salaires réels.

Au même moment, le scénario était comparable de l'autre côté de l'Atlantique, « les perspectives de l'immobilier britannique » restant « bien sombres » : « Le scénario d'une rechute de l'immobilier britannique se précise ». En effet, les prix des mises en ventes de logement ne cessaient de dégringoler devant « l'afflux de nouveaux vendeurs »...<sup>1342</sup>

Pourtant, paradoxalement, ce n'est pas ce secteur du marché immobilier qui inquiétait alors le plus les autorités américaines ou britanniques... A la mi-février, le *International Herald Tribune* titrait « Les Etats-Unis alertent sur les nouveaux risques pesant sur les crédits immobiliers ».<sup>1343</sup> Quelques jours plus tard, une note de l'Agefi intitulée « **L'immobilier commercial américain se prépare à une nouvelle vague de défaillances** » se faisait l'écho de ce nouveau danger.

Cette note soulignait que selon un rapport du Congressional Oversight Panel, organisme public émanant du Congrès américain chargé de contrôler la situation financière des marchés, « une vague de défauts sur les prêts accordés dans le domaine de l'immobilier commercial pourrait menacer la stabilité du système financier américain » au cours des cinq prochaines années. En effet, durant la période 2010-2014, 1 400 milliards de \$ de crédits immobiliers commerciaux devront trouver un refinancement alors que leur valeur excède de plus de 40 % la valeur actuelle des biens auxquels ils sont adossés, les loyers s'étant effondrés. Selon les premières estimations du Congrès, ces défauts de paiement pourraient engendrer entre 200 et 300 milliards de \$ de pertes pour les banques à partir de 2011. Pour l'Agefi, l'immobilier commercial américain constitue « une bombe à retardement », la défaillance (massive) « de complexes de bureaux, hôtels, et magasins de détail vides » constituant non seulement une menace pour les

banques, mais aussi directement sur l'économie en provoquant « des pertes d'emplois ».<sup>1344</sup>

Une appréciation partagée par Paul Jorion, l'un des rares économistes bourgeois à avoir prévu la crise des subprimes. Dans un article paru dans *Libération* un mois plus tôt, Jorion ne mâchait pas ses mots :

« La bombe à retardement de 2012, c'est l'immobilier commercial : les centres commerciaux, les stations touristiques, les bureaux, un peu partout dans le monde. Leur situation est financièrement dramatique ».

Pour lui, il est évident que ces actifs immobiliers dépréciés, financés au moyen de "crédit revolving" arrivant à échéance en 2011-2012 ne retrouveront pas de financement, car personne n'acceptera de prêter des sommes supérieures à la valeur actuelle de ces biens. De ce fait, « **le pire est devant nous** » et il ne fait aucun doute que « **les deux prochaines années seront des années redoutables** ».

En tant que sociologue Jorion avertit du risque social induit par cette nouvelle secousse. Pour lui, le risque majeur « **c'est qu'à la prochaine explosion financière, les opinions publiques aient perdu patience** » car « elles n'auront pas oubliées les paroles de ceux qui nous disaient : "Nous allons tout réparer" ».

« Entre 1929 et 2008, on a eu le temps d'oublier. Entre 2008 et 2012, ce sera trop court pour qu'on ait eu le temps d'oublier ».<sup>1345</sup>

Certains idéologues intelligents de la bourgeoisie commencent donc à tirer la sonnette d'alarme, avertissant du risque d'explosions sociales d'envergure.

On voit mal comment la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin pourra y échapper étant donné le nombre de bombes à retardement amorcées !

Entre la bombe de la contraction de la demande induite par les plans d'austérité, la bombe de la dette souveraine qui menace de se transformer en crise du marché obligataire, la bombe de la crise de l'immobilier résidentiel, la bombe de l'immobilier commercial, la bombe des produits financiers dérivés — dont nous avons déjà parlé<sup>1346</sup> et qui préoccupait encore l'administration américaine au printemps, Barack Obama en personne ayant exhorté le Sénat à voter « une loi de régulation sur les produits dérivés »<sup>1347</sup> —, et la bombe de la dette des municipalités, sans compter les bombes de branches d'industries condamnées (automobile, construction navale, etc.), la question n'est pas tant de savoir si ces bombes exploseront, car elles exploseront inévitablement, mais laquelle explosera en premier et hâtera l'explosion des autres !

A l'heure actuelle, ce sont les bombes de la contraction de la demande induite par les plans d'austérité ainsi que la bombe de branches d'industries clefs dont les perspectives s'assombrissent à nouveau qui semblent être en passe de servir de détonateurs-catalyseurs aux autres bombes...

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010, les USA ont enregistré plus de 422 000 procédures de faillites personnelles ou d'entreprises, soit une hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent ou de 11 % en glissement annuel, un niveau record inconnu depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2005 « illustrant les effets du ralentissement économique et de la montée du chômage ».<sup>1348</sup> A la mi-août, *Le Monde* soulignait « une



inquiétante dégradation du marché de l'emploi » aux USA, les inscriptions au chômage ayant atteint « leur plus haut niveau depuis novembre 2009 ». <sup>1349</sup>

Au même moment, les ventes de voitures neuves (véhicules utilitaires légers compris) continuaient à plonger en Europe. En juillet, les nouvelles immatriculations avaient affiché un recul moyen de 16,9 % en glissement annuel pour les trente marchés automobiles européens. <sup>1350</sup>

Quelques jours plus, tard, c'était au tour d'une autre annonce provenant cette fois d'outre-Atlantique d'affoler à nouveau les places boursières mondiales, « la chute du marché immobilier américain », en dépit d'un taux de crédit « exceptionnellement bas ». Le nombre de ventes de logements neufs tomba à 3,83 millions de transactions en rythme annuel, « des profondeurs qu'il n'avait plus connues depuis 1995 ». <sup>1351</sup>

Peu après ces annonces, l'économiste en chef du FMI avertissait que la croissance resterait « probablement » faible, « tant aux États-Unis qu'en Europe », « la consommation et l'investissement » faisant « face à de nombreux freins ». Il souligna également que si à court terme le ralentissement de l'économie américaine aurait un impact sur les "pays émergents", à « moyen terme », ces pays, et en particulier « la Chine », seraient en mesure « **de compenser une diminution de la demande extérieure si elle venait à se produire** », avec à la clef « **un découplage entre les pays émergents et les pays riches** ». <sup>1352</sup>

Alors qu'un sondage publié par l'institut StrategyOne montrait que près des deux-tiers des américains croyaient en une nouvelle récession, on voyait alors de plus en plus d'économistes américains s'inquiéter de l'état de l'économie américaine,

« De plus en plus d'économistes prédisent le pire pour l'économie des Etats-Unis. Le sentiment est partagé par les Américains. Nouvelle rechute ou reprise ? Telle est la question que tous les acteurs économiques et financiers se posent pour les Etats-Unis ».

Tandis que certains économistes s'alarmaient de l'impact d'une nouvelle crise immobilière, d'autres redoutaient l'impact d'une sortie massive de capitaux en cas de liquidation des titres de la dette souveraine américaine par la Chine. D'autres, comme Nouriel Roubini, n'hésitaient pas à affirmer qu'il est évident que « **les Etats-Unis ont épuisé toutes leurs cartouches** », et que « **le moindre choc à ce stade peut faire basculer dans la récession** ». De son côté l'éditorialiste du *New York Times* David Brooks remarquait que les USA étaient « **en train de perdre leur suprématie comme la Grande-Bretagne il y a un siècle** » et que « **les problèmes économiques actuels** » étaient « **structurels** », « **profonds et incurables** ». <sup>1353</sup>

Au même moment, l'ambiance n'était guère plus optimiste en Europe. En France, la Cour des comptes soulignait dans un rapport que le plan de relance français avait coûté « bien plus » qu'il n'avait rapporté. Représentant 1,4 % du PIB, il n'avait impacté la croissance qu'à hauteur de 0,5 %, permettant seulement de « limiter la baisse de l'investissement et les faillites d'entreprises ». <sup>1354</sup> De l'autre côté de la Manche, l'économie Irlandaise allait de mal en pis. La banque Anglo Irish Bank (AIB), dont le sauvetage avait déjà coûté 23 milliards d'euros à l'Etat irlandais, venait d'annoncer une perte record de 8,2 milliards d'euros pour le 1<sup>er</sup> semestre

2010, menaçant l'Irlande de voir se rejouer la tragédie de la dette souveraine grecque. Le différentiel de rendement entre les obligations irlandaises et allemandes à dix ans atteignait alors des sommets à 389 points de base.

« L'engrenage infernal a commencé. Une spirale de dégradation en Irlande aura forcément des conséquences sur la zone euro toute entière ». <sup>1355</sup>

Des faits illustrant le début de la reprise... de la crise ! Une situation à laquelle nous nous attendions, à l'instar des spécialistes bourgeois les plus lucides.

Dès la fin du mois de novembre 2009, un article publié par *Le Journal des Finances* intitulé « **La Société Générale se prépare à un effondrement économique mondial** » tirait la sonnette d'alarme. L'article traitait d'un rapport adressé à ses clients par la banque française qui les invitait à se désengager du marché obligataire qui avait « pratiquement atteint un point de non retour », le niveau de la dette étant jugé « insoutenable à long terme ». Le rapport les invitait également à se désengager « des valeurs cycliques », « technologiques » et « liées au secteur de l'automobile ». La banque, pour laquelle « les récents plans de sauvetage mis en place par les gouvernements mondiaux ont simplement transféré des passifs du secteur privé au secteur public, créant une nouvelle série de problèmes », envisageait alors la possibilité d'« une nouvelle chute des marchés » et d'« une inflation galopante ». Elle encourageait enfin ses clients à se tourner vers des valeurs refuge comme « l'or » et « les denrées alimentaires ». <sup>1356</sup>

Par "valeurs technologiques", il faut notamment entendre les services et les biens manufacturés de consommation courante qui ont prospéré parallèlement à l'approfondissement de "l'économie de bazar", à l'instar de la téléphonie mobile et de la localisation GPS.

En d'autres termes, le capital financier des pays impérialiste en déclin a commencé à prendre conscience de la situation critique de son économie en décomposition. Tandis que les marionnettes politico-médiatiques à sa solde tentent de rassurer le prolétariat et la petite bourgeoisie en leur promettant une "reprise économique", la grande bourgeoisie, elle, se repositionne en coulisses pour essayer de ne pas tout perdre et de se lancer sur des secteurs ayant un avenir moins sombre ! Il faut fuir les secteurs liés à la fabrication des "chaînes dorées" de l'esclavage salarié pour se réfugier soit à l'étranger, soit dans les secteurs liés à l'entretien minimal de la force de travail !...

A l'opposé des pays impérialistes en déclin où les masses populaires achèvent leur voyage au sein de la "société de consommation", aujourd'hui en pleine décomposition, une autre "société de consommation" se développe à toute vitesse en Chine ! C'est dans ces conditions qu'après les usines, ce sont les grandes chaînes de magasins qui accélèrent leur migration vers le marché chinois. Un processus dont parlait *Libération* dès l'automne 2009.

« Ici, tout au long de la Rust Belt (la "ceinture de rouille", les régions sidérurgiques) dans l'Ohio, la Pennsylvanie ou le Michigan, la crise de 2008-2009 a fini par tout emporter. Des décennies déjà que ces Américains-là se battent contre le déclin de leur industrie. Aujourd'hui, ils sont les premières victimes de la récession et semblent avoir baissé les bras. Au gré des kilomètres parcourus, des villes fantômes apparaissent, il n'y a plus de magasins, et les chaînes de fast-food ferment leurs

restaurants. Face à ce désespoir, ils ne sont pas nombreux, dans la Rust Belt, à croire en ce nouveau président. Les habitants de Youngstown ou de Cleveland se sentent abandonnés et savent très bien que Barack Obama ne les sauvera pas. Au bout du compte, des régions entières finissent par mourir d'une mort lente mais extrêmement dure ». <sup>1357</sup>

Cette friche tertiaire croissante ne touche pas seulement cette seule région industrielle des USA. Elle ouvre seulement la voie, et montre en quoi réside l'avenir des pays impérialistes en déclin : des multitudes de petits commerces faisant faillite parallèlement à la paupérisation absolue des masses populaires, et les grandes chaînes de distribution se repliant en Chine.

En 2009, les trois premiers équipementiers sportifs du monde, Nike, Adidas et Puma ont vu leur chiffre d'affaire baisser, les contraignant à lancer d'importants programmes de restructuration pour restaurer leurs marges. Puma a ainsi annoncé son intention de fermer un tiers de ses magasins dans le monde. <sup>1358</sup>

A l'automne 2009, McDonald's fermait l'ensemble de ses restaurants en Islande. <sup>1359</sup> Quelques mois plus tard, près avoir vu baisser son chiffre d'affaires de 10,8 % au Japon en 2009, Mc Donald's annonçait qu'il allait fermer 430 de ses 3 700 restaurants de l'île. <sup>1360</sup>

Dans le même temps, le groupe se lançait dans une vaste campagne d'investissements en Chine où il avait ouvert son premier fast-food en 1990. Au début de l'année, il en possédait plus de 1 100 dans le pays, essentiellement en co-entreprise. Le groupe a aujourd'hui « opté pour une stratégie offensive en Chine » au point d'ouvrir une "Hamburger University" à Shanghai pour former et fidéliser ses cadres, le groupe qui a. Il faut dire que le groupe vise 2 000 fast-food en Chine d'ici 2013 ! <sup>1361</sup>

Au début de l'année, Carrefour confirmait la fermeture de 21 de ses hypermarchés et supermarchés en Belgique (sur 434) et la suppression de plus de 1 670 emplois d'ici la fin du 1<sup>er</sup> semestre, prétextant de la rudesse de la concurrence. <sup>1362</sup> En fait, dès l'automne 2009, le deuxième groupe mondial de la distribution derrière l'américain Wal-Mart affirmait qu'« il n'y a pas de reprise économique » et surtout « aucun signe tangible de changement dans l'immédiat ». <sup>1363</sup>

La solution ? Comme McDonald's et tant d'autres, vendre une partie des actifs de marchés jugés sans avenir pour pouvoir réinvestir sur des marchés porteurs !

Au début de l'été, *Le Quotidien du Peuple* rapportait que les grandes chaînes de distribution internationales, comme Walmart et Carrefour avaient « accéléré leur développement en Chine », en raison du « dynamisme » du marché chinois, à un moment où on observe « la stagnation du marché de la distribution au détail dans beaucoup de pays étrangers ». A la fin de l'année 2009, Walmart possédait 178 supermarchés en Chine. Le groupe américain, présent en Chine depuis 1996 y a ouvert pas moins de 55 supermarchés en 2009 ! <sup>1364</sup> Walmart a donc clairement mis les bouchées doubles en Chine en 2009 et Carrefour compte sans doute en faire autant !

Dans un autre secteur des services, Disney compte construire un parc Disneyland à Shanghai. <sup>1365</sup> Avec le développement de la consommation intérieure et l'émergence

d'une vaste "classe moyenne", la Chine représente en effet pour ces monopoles un véritable eldorado !

Dans un article intitulé « **Les chinois bientôt rois de la consommation** », *Le Figaro* rapportait les résultats d'une enquête du Crédit Suisse réalisée dans 8 grandes villes chinoises. Selon cette enquête, les 10 % de ménages les plus riches ont vu leurs revenus bondir de 255 % au cours de la période 2004-2009. Dans le même temps, ceux des 20 % les plus pauvres ont augmenté de 50 %.<sup>1366</sup>

La bourgeoisie s'est donc enrichie cinq fois plus vite que les plus pauvres, mais ces derniers ont tout de même vu leurs revenus augmenter de moitié ! Les pays impérialistes en déclin ne peuvent pas en dire autant.

En 2005, c'étaient déjà plus de 25 millions de personnes qui dépendaient de l'aide alimentaire aux USA. A la fin de l'année 2009, c'étaient désormais plus de 37 millions d'américains qui vivaient grâce aux bons alimentaires, soit plus de 12 % de la population !<sup>1367</sup> La crise a évidemment accéléré la paupérisation des masses populaires américaines.

En 2008, le taux de pauvreté se chiffrait à 13,3 %. En 2009, il a atteint 14,3 %, représentant ainsi 43 millions d'américains ou environ un habitant sur sept, et enregistrant sa plus forte hausse annuelle depuis 1994.<sup>1368</sup>

De l'autre côté de l'Atlantique, les choses ne sont pas beaucoup plus reluisantes. Selon une étude publiée au début de l'année par l'Institut allemand pour la recherche économique (DIW) c'est 14 % de la population allemande qui vivait dans la pauvreté en 2009, soit 11,5 millions de personnes. Un nombre en augmentation d'un tiers par rapport à la décennie précédente.<sup>1369</sup>

Quand on parle de la progression des revenus en général, il faut toujours se demander : de quels ménages parle-t-on ? Des ménages ouvriers, petit-bourgeois ou grand-bourgeois ? Non, les médias bourgeois parlent systématiquement d'un hypothétique ménage "moyen". On fait la moyenne des revenus de tout le monde, peu importe si certains s'appauvrissent quand d'autres s'enrichissent. En moyenne, peut bien y avoir eu une légère augmentation des revenus...

Mais avant de se pencher sur cela, il y a d'abord la question de savoir ce que représentent les chiffres, et si une méthodologie faussée n'est pas délibérément employée pour enjoliver une réalité peu reluisante...

Dans les pays impérialistes en déclin, le lobby politico-médiatique met systématiquement en avant la hausse des salaires exprimée en valeur — par exemple en euros courants —, masquant ainsi l'inflation, plutôt que de la donner sous forme de salaires réels. Selon un graphe publié récemment par l'INSEE et représentant l'évolution du salaire moyen durant la période 1951-2008 en France, celui-ci a augmenté rapidement et de manière quasi continue durant la période 1951-1977, passant de 100 à plus de 300 euros constants de 1951 à 1977, avant de connaître une longue période de quasi-stagnation entre 1978 et 2008 au cours de laquelle il est passé de 300 à moins de 350 euros constants de 1951.<sup>1370</sup>

Comme on le voit, le salaire réel "moyen" s'est accru à un taux annuel moyen de seulement 0,5 % au cours des trois dernières décennies, contre 3,8 % durant la période 1951-1977 ! On voit bien que la mise en place de "l'économie de bazar" a

eu un impact considérable sur l'effondrement de l'accroissement des revenus dans les pays impérialistes en déclin et donc sur la stagnation de la demande intérieure et est à l'origine du ralentissement considérable de la croissance économique !

Il y a ensuite la question de la répartition de ce revenu "moyen".

Selon une étude de l'INSEE publiée récemment, les très hauts revenus ont vu leur richesse s'accroître beaucoup plus vite que celle de tous les autres durant la période 2004-2007 en France. Les inégalités de revenus se sont donc accrues et l'indice de Gini est ainsi passé de 0,35 à 0,36.

Voilà comment étaient répartis les revenus des ménages en 2007. Cette année, 90 % de la population française avait un revenu individuel annuel inférieur à 35 677 euros. Quant aux hauts revenus (jusqu'à 84 469 euros), ils représentaient 9 % de la population. Les très hauts revenus représentaient pour leur part 1 % de la population. Au sein de ces très hauts revenus, on trouve également de fortes disparités : 90 % de ces très hauts revenus étaient compris entre 84 469 et 225 767 euros, 9 % entre 225 767 et 687 862 euros, et 1 % dépassaient 687 862 euros.

Sur 1 302,3 milliards d'euros de revenus globaux de 2007 (représentant 68,8 % du PIB), les neuf premiers déciles ont accaparé 942,2 milliards d'euros (soit 72,3 % des revenus globaux), contre 267,4 milliards d'euros pour les hauts revenus (soit 20,5 % des revenus globaux) et 92,7 milliards d'euros pour les très hauts revenus (soit 7,1 % des revenus globaux). Le revenu moyen des 9 premières déciles a donc été 8,8 fois inférieur au revenu moyen des très hauts revenus.<sup>1371</sup>

Aujourd'hui, à l'instar du *Figaro*, certains médias bourgeois affirment que la crise a « fait baisser la pression fiscale en France ».<sup>1372</sup> Le but inavoué est évidemment de sous-entendre que la crise n'aurait pas que des défauts, et que même si les salaires baissent, la pression fiscale baisse également : le sacro-saint pouvoir d'achat serait ainsi en théorie préservé. Ces médias oublient juste de souligner que ce constat ne vaut que pour les entreprises et la bourgeoisie. Pour les travailleurs, la crise est au contraire synonyme de hausse de la pression fiscale.

Alors qu'en septembre 2008, le gouvernement français tablait sur 275,9 milliards d'euros de recettes fiscales en 2009, il avait revu ce chiffre à 212,2 milliards d'euros à la fin du troisième trimestre 2009.<sup>1373</sup> En 2009, les recettes fiscales de l'Etat français se sont au final effondrées de 19,1 % en glissement annuel. Mais cet effondrement est de manière évidente en grande partie imputable à un effondrement de 57,5 % des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés !<sup>1374</sup>

Soulignons au passage que l'on pourrait dresser un constat similaire pour USA. En 2009, les recettes budgétaires du gouvernement affichaient une baisse de 11,3 % par rapport à 2007, soit 476,6 milliards de \$ de moins. Alors que l'impôt sur le revenu des entreprises ne représentait que 9,9 % des recettes budgétaires en 2007, son effondrement de près de moitié a contribué à hauteur de 39,7 % à l'effondrement des recettes budgétaires qu'il a amputé de 189,2 milliards de \$ en 2009 !<sup>1375</sup>

Aux USA comme en France, il ne reste donc que peu de place à une déduction sensible de la pression fiscale pour les ménages, car il faut bien rattraper quelque

part le manque à gagner induit par l'effondrement des revenus liés aux impôts sur les entreprises ! Durant la période 2001-2008, l'endettement moyen des régions françaises a bondi de 92 %.<sup>1376</sup> C'est dans ces conditions qu'en 2009, les impôts locaux perçus dans les 41 plus grandes villes françaises ont augmenté en moyenne de 5,1 % en glissement annuel. En 2010, l'augmentation devrait se monter à 2,8 %.<sup>1377</sup>

Il y a bientôt un an, les élites politiques françaises votaient la suppression de la taxe professionnelle, permettant ainsi au capital de grappiller un peu en productivité, dans l'espoir de « garder des usines en France », assurait le président. Mais pour les collectivités territoriales (communes, départements régions), c'est une grande partie de leurs recettes qui s'évanouit. En 2009, la taxe professionnelle a représenté 28 milliards d'euros. Si l'Etat a décidé qu'en 2010 ce serait son déficit qui prendrait le relais et compenserait le manque à gagner, ce ne sera plus le cas en 2011. Et il faudra alors s'attendre à ce que les collectivités locales trouvent d'autres financements en se servant directement à la source : les masses exploitées !

Enfin, il faudrait savoir quels ménages ont profité d'une réelle baisse de la pression fiscale... Ceux bénéficiant du bouclier fiscal, ou ceux des premières tranches imposables ?

Il ya des signes évidents qui ne trompent pas témoignant du processus en cours de paupérisation absolue des masses exploitées des pays impérialistes en déclin, à l'instar de la réduction de la consommation de biens durables (USA) ou de la baisse de leur budget loisirs. La proportion de français partis en vacances durant l'été 2010 a continué de baisser, inscrivant un nouveau record à 48 %, contre 60 % en 1999. En outre, le budget moyen des vacances d'été a baissé de 4,4 % en glissement annuel par rapport à l'été 2009.<sup>1378</sup>

Il est aujourd'hui évident que la crise va provoquer — et a déjà commencé à provoquer —, une décomposition de la "classe moyenne" dans les pays impérialistes en déclin, une évidence que même l'emploi de statistiques "moyennes" aura de plus en plus de mal à camoufler...

Au contraire, émerge aujourd'hui rapidement une "classe moyenne" en Chine.

Sous le capitalisme, le terme de "classe moyenne" désigne les couches embourgeoisées d'un prolétariat auquel sa bourgeoisie est parvenue à forger des chaînes dorées, c'est-à-dire de salaires plus élevés et "d'amortisseurs sociaux". La condition est d'occuper une position privilégiée dans la division internationale du travail : à profits de monopoles, salaires de monopoles.... Aussi, l'essor rapide de la "classe moyenne" chinoise accompagne-t-il le rattrapage technologique et la rapide montée en gamme de l'industrie du pays.

Selon le *China Daily*, la proportion des chinois appartenant à la "classe moyenne" est passée de 8 à 23 % de la population chinoise durant la période 2001-2009.<sup>1379</sup>

Les effectifs de la "classe moyenne" chinoise sont donc passés de 102 à 307 millions de personnes durant cette période. A la mi-juillet, le journal *Fazhi Wanbao* rapportait qu'en 2020, elle pourrait compter 700 millions de personnes, soit près de la moitié de la population chinoise.<sup>1380</sup>

En Chine, un individu est en général considéré comme appartenant à la "classe moyenne" quand son revenu annuel excède 25 000 yuans, soit environ 3 500 \$.<sup>1381</sup> Cela peut paraître peu, à la vue des standards occidentaux, qui doubleraient au moins ce niveau. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a parfois divorce entre valeur et volume, notamment parce que le coût de la vie n'est pas le même. Un rapport traitant de la croissance de la "classe moyenne" chinoise publié en 2006 par l'institut américain *McKinsey Global Institute* estimait qu'un foyer chinois disposant d'un revenu annuel de 100 000 yuans (soit environ 12 500 \$) pouvait « avoir en Chine le même mode de vie qu'un foyer américain gagnant 40 000 dollars ». <sup>1382</sup>

La classe "moyenne chinoise" n'a cependant pas encore atteint le niveau de vie de celle des pays impérialistes en déclin, comme en témoigne le marché automobile chinois qui bien qu'étant le 1<sup>er</sup> du monde, n'est gigantesque que d'un point de vue absolu, et reste encore embryonnaire d'un point de vue relatif.

En 1985 les pays impérialistes en déclin possédaient déjà une densité automobile élevée. Aux USA, on comptait 708 voitures pour 1 000 habitants (voitures utilitaires comprises), contre 450 en Allemagne, 446 en France, 379 au Royaume-Uni et 375 au Japon. Le Brésil, la Corée du Sud, l'Inde et la Chine possédaient alors une densité automobile respective de 86 ‰, 25 ‰, 3 ‰ et 3 ‰.

En 2008, la densité automobile respective des USA, de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni et du Japon se montait à 818 ‰, 535 ‰, 598 ‰, 580 ‰ et 592 ‰. Celle du Brésil, de la Corée du Sud, de l'Inde et de la Chine se chiffrait alors respectivement à 133 ‰, 341 ‰, 14 ‰ et 34 ‰.<sup>1383</sup> Alors que la croissance de la "classe moyenne" sud-coréenne a été fulgurante, se rapprochant du niveau de vie de celle des pays impérialistes en déclin, celle de la Chine, quoique toute aussi fulgurante, reste encore très loin d'un point de vue absolu.

La faible densité automobile chinoise — plus de dix fois moindre que celle de la Corée du Sud et vingt-quatre fois moindre que celle des USA —, illustre le fait que la "classe moyenne" chinoise reste une main d'œuvre bien meilleur marché que celle des pays impérialistes en déclin !

A la vue de la politique des transports des autorités chinoises favorisant de manière évidente les transports collectifs (réseaux ferrés inter-urbain et intra-urbain), plus efficaces d'un point de vue énergétique comme économique et permettant donc de disposer d'une main d'œuvre plus compétitive, sans parler des contraintes d'aménagement (fortes densités de population dans certaines régions), la densité automobile chinoise n'atteindra certainement jamais la densité automobile actuelle de l'impérialisme américain, même quand l'impérialisme chinois aura solidement assis son monopole industriel à l'échelle mondiale. Cependant, même à un taux de l'ordre de celui de la Corée du Sud, la réserve de croissance du marché automobile chinois resterait gigantesque !

Alors qu'émerge une "classe moyenne" conséquente en Chine, il semble évident que la crise économique actuelle, en provoquant une nouvelle explosion du taux de chômage et en accentuant la décomposition de la "classe moyenne" dans les pays impérialistes en déclin, ne peut qu'aboutir à un accroissement des contradictions sociales.

Spontanément, ces contradictions ne s'expriment pas sous la forme d'une lutte de classe dirigée contre les exploités, mais comme une aggravation de la concurrence entre les exploités et une flambée de la violence exercée par les couches populaires frappées par la décomposition économique. L'accroissement des contradictions revêt alors des formes réactionnaires (délinquance, criminalité) dont ces derniers mois ont donné des exemples marquants, que n'ont pas manqué d'instrumentaliser les représentants de la frange la plus réactionnaire du capital.

A la mi-juillet, profitant des scandales politico-financiers éclaboussant le gouvernement ainsi que des violences engendrées à Grenoble par la mort délinquant multirécidiviste au cours d'échange de coups de feu avec la police, la vice-présidente du Front National critiquait un gouvernement « dépassé » par « une situation de chaos ».

« Les français regardent effarés le spectacle consternant de leur pays qui sombre dans une violence inouïe. Ils se voient pris entre un gouvernement qui sacrifie l'intérêt public à ses irrépressibles relations avec les puissances d'argent et des voyous qui profitent de l'impunité judiciaire et de la mauvaise conscience de nos élites pour se comporter en pays conquis. La France est livrée aux racailles, aux casseurs, aux bandes armées ». <sup>1384</sup>

Mais l'histoire de la cité des 4 000 de la Courneuve témoigne que ce n'est pas l'immigration qui est à l'origine de la flambée de la délinquance. L'immigration, conséquente dans les années 1960, n'avait alors pas provoqué de troubles sociaux ou "sécuritaires" majeurs. Ce n'est qu'au début des années 1970, au moment où commença à se mettre en place la division internationale du travail caractérisant "l'économie de bazar", que sont apparus les premiers graves problèmes dans les cités HLM.

« Le début des années 70 marque un tournant : en une décennie les entreprises vont fermer les unes après les autres, détruisant des milliers d'emplois dans la commune. (...) Les archives départementales gardent mémoire de premières mobilisations des ouvriers de la ville pour la défense des emplois en avril 1971, avec des arrêts de travail à l'appel de la CGT et de la CFDT dans les usines Rateau, Beghin, Babcock et Wilcox, Satam, Corpet-Louvet et SNIAS Sud-aviation. Les réductions d'effectifs commencent un an plus tard. En 1972, on licencie dans les entreprises La Soie de Paris, Sacar, Parrot et Gateau, Corpet-Louvet. L'usine Rateau ferme son atelier de fonderie. (...) Coïncidence ? C'est au moment même où les offres d'embauche se raréfient [1974-1975] qu'Abdel situe l'arrivée de la drogue sur le quartier ». <sup>1385</sup>

L'observation de la tendance générale sur l'ensemble de la France confirme ces observations locales. Selon les statistiques de l'INSEE, le taux de criminalité enregistré en France métropolitaine a été faible et stable durant la période 1950-1965, oscillant autour de 15 crimes et délits constatés pour 1 000 habitants. Les choses se sont dégradées de manière rapide et continue tout au long des années 1970. En 1985, le taux de criminalité a dépassé 65 ‰. Depuis lors, il a oscillé autour de cette valeur, égale à plus du quadruple de celle enregistrée avant la mise en place de "l'économie de bazar" ! <sup>1386</sup>

Un lien direct évident apparaît donc entre la hausse du taux de chômage structurel (induit par les délocalisations dans les pays dépendants ateliers) et la hausse de la criminalité. Ce lien était évoqué encore récemment par l'Organisation



Internationale du Travail qui s'alarmait dans un récent rapport des conséquences « de l'aggravation record du chômage des jeunes » dans le monde depuis 2007. Ce rapport de l'OIT avertissait que ce « gâchis économique » risquait de créer une « génération perdue » et de « peser sur la stabilité sociale ». <sup>1387</sup>

« L'incapacité à trouver un emploi crée un sentiment d'inutilité et de désœuvrement parmi les jeunes qui peut conduire à un accroissement des crimes, des problèmes de santé, de la violence, des conflits et de la consommation de drogue ». <sup>1388</sup>

Il est ainsi évident que la bourgeoisie, si encline à instrumentaliser les problèmes d'insécurité et d'atteinte à la propriété — notamment dans les cités HLM —, afin de stigmatiser certains groupes ethniques et ainsi diviser le prolétariat, en est pourtant directement responsable ! En jetant en masse les travailleurs au chômage, elle a en effet concentré des armées de prolétaires déclassés — notamment d'ouvriers spécialisés d'origine immigrée jetés au chômage —, dont une partie croissante a rejoint les rangs du lumpenprolétariat. Un processus de décomposition que la crise actuelle ne peut que renforcer.

Ce n'est certainement pas sans raisons qu'en France, les départements ont reçu pour directive de ne plus communiquer sur les chiffres détaillés par département des voitures brûlées au Nouvel an, officiellement afin « de ne pas créer d'effet de surenchère ». <sup>1389</sup> Une « politique de l'autruche » désormais appliquée également pour le 14 juillet...

« Le gouvernement souhaite peut-être changer son image en ne publiant plus ces chiffres et faire oublier son incompétence à gérer des crises sécuritaires qui le dépassent ». <sup>1390</sup>

Cette « politique de l'autruche » permet surtout de dissimuler de mauvais chiffres reflétant une augmentation de la criminalité...

Il faut donc s'attendre dans les années à venir à être confronté à une vague de délinquance et de criminalité d'une ampleur au moins aussi grande que celle qui frappa la Russie post social-impérialiste et devant laquelle les masses populaires des pays impérialistes en déclin n'auront que deux choix : 1° la réaction qui prendra la forme du fascisme et de la xénophobie ou 2° la révolution socialiste et la construction d'une société débarrassée de toute forme de l'exploitation de l'Homme par l'Homme, si elles parviennent à éradiquer les influences bourgeoises et petites bourgeoisie et à se constituer en Parti communiste affranchi du lourd héritage révisionniste.

Un combat qui ne sera pas facile, car l'idéologie bourgeoise a pénétré très profondément au sein des masses populaires tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle. Il faut dire que la bourgeoisie bénéficia du travail de sape des révisionnistes, qui facilitèrent et accélèrent grandement sa pénétration, parallèlement à l'anéantissement de la conscience de classe du prolétariat par les alliés révisionnistes de la bourgeoisie tout au long du demi-siècle passé.

Cet anéantissement est tel que la classe sociale qui s'intéresse à Karl Marx n'est pas celle qui y a le plus intérêt. Ainsi, au printemps 2009, les éditeurs allemands constataient « un boom des ventes du *Capital* » : « le monde relit Marx ». Cependant, même si les ventes ont été multipliées par deux ou trois, les ventes

restent confidentielles, car le monde qui relit Marx, c'est le monde de la finance, c'est la classe politique bourgeoise... et donc le Capital ! Ce que ce monde cherche dans Marx, c'est l'analyse des crises du capitalisme, et non les conclusions qu'il en tire, comme l'a reconnu le Ministre allemand des finances qui s'est lui-même déclaré nouveau lecteur de Marx, admettant dans une interview donnée au *Spiegel* que « certaines parties de sa théorie ne sont pas si fausses ». <sup>1391</sup>

Au début de l'année, c'est un bulletin intitulé « **Une lecture marxiste de la crise** » et publié par la banque d'investissement française Natixis qui fournissait un autre exemple concret de l'intérêt de la bourgeoisie pour les travaux de Marx en matière d'économie politique. Dans ce bulletin d'information économique rédigé par Patrick Artus, notre directeur de la Recherche et des Études de Natixis, introduisait le sujet en détaillant « notre interprétation de la crise ».

Soulignons d'abord que cette analyse n'évoque même pas les profiteurs du genre Madoff et autres traders, que le lobby politico-médiatique a transformé en bouc-émissaires et donné en pâture à l'opinion pour l'apaiser. Selon Patrick Artus, ce qui est à l'origine de la crise, c'est d'abord « l'excès mondial de capacité de production » que notre économiste attribue en grande partie aux « pays émergents », et en particulier à la Chine.

Ces surcapacités, en provoquant une baisse de « la profitabilité des entreprises », les ont contraint au fil des années à « réduire les salaires » « dans beaucoup de pays », d'où « le recul de la part des salaires dans le PIB » et à adopter des « politiques non coopératives visant à accroître le taux national d'utilisation des capacités », citant des « politiques monétaires très expansionnistes » et la « sous-évaluation du taux de change dans les pays émergents », « depuis la crise », mais aussi « avant la crise ».

Pour lui, dans les pays impérialistes en déclin, ces politiques ont notamment consisté « avant la crise » dans des politiques « visant à stimuler la demande intérieure par la stimulation du crédit » d'où « la très forte progression de l'endettement aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, dans la zone euro » et « depuis la crise », « la stimulation de la demande est réalisée à partir des déficits publics ».

A la clef : sous-consommation, développement du crédit, excès de dettes, bulles spéculatives et crises...

Sans le savoir, notre économiste oppose les pays impérialistes en déclin subventionnant leur consommation intérieure pour éviter la sous utilisation de leurs capacités de production et les pays émergents, comme la Chine, qui augmentent leurs capacités de production et stimulent leurs exportations en maintenant la « sous-évaluation de leurs devises », en utilisant notamment l'arme des réserves de change.

Pour notre économiste, qui qualifie les politiques économiques actuelles de l'ensemble des pays bourgeois de « **non coopératives** » et faites « **au détriment des autres pays** », les perspectives ne sont pas brillantes, car « ces politiques interagissent pour générer une énorme croissance de la liquidité mondiale, qui est à l'origine des crises ». Les politiques actuelles ne font en effet que soutenir ou

développer davantage encore les capacités de production excédentaires tout en déprimant davantage la demande !

Notre économiste conclue qu' « **il s'agit bien d'une lecture marxiste (mais conforme aux faits) de la crise** » et affirme en guise de « **synthèse** » qu' « **on peut donc bien faire de la crise récente une lecture marxiste convaincante** » et que « **la lecture marxiste de la crise est bien la bonne** ». <sup>1392</sup>

En somme, pour les idéologues intelligents de la bourgeoisie, l'analyse économique que Marx fait des contradictions internes du mode de production bourgeois serait la bonne, mais ses conclusions politiques seraient fausses... Toujours cette fâcheuse manie bourgeoise de séparer l'économie et la politique... Avis aux exploités !

Notons au passage qu'en dépit des discours servis aux mass-médias à destination des masses exploitées à l'occasion des grands-messes mondiales anti-crise où l'on met en avant une prétendue "collaboration internationale" (tels que les sommets du G-20), les discours tenus ne sont pas les mêmes en coulisses. Les représentants des différentes puissances impérialistes sont parfaitement conscients du caractère "non-coopératif" des différents plans de soutien. C'est ainsi qu'au mois de mars, Hong Pingfan, chef du centre de supervision économique du département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DESA), lançait l'avertissement suivant à la tribune de l'APN chinoise.

« Sous le coup de la pression croissante provenant de la lente croissance économique attendue et de la dégradation des conditions fiscales, certaines des principales puissances tenteront par tous les moyens de renvoyer le poids de la crise aux autres pays, dont la Chine, qui sera la principale cible ». <sup>1393</sup>

Des déclarations qui mettent sérieusement à mal les prêches mystificateurs servis par le lobby politico-médiatique aux esclaves salariés !

Bien que la base matérielle à l'origine du renforcement des influences bourgeoises se décompose aujourd'hui rapidement, l'évolution des idées, ici en l'occurrence la conscience de classe des masses exploitées est encore, comme Staline le remarquait déjà dans *Anarchisme ou socialisme*, très en retard sur l'évolution de leurs conditions matérielles.

L'écart n'a même jamais été aussi grand entre des conditions matérielles parfaitement mûres, dans un contexte où les classes exploiteuses ne peuvent plus vivre comme avant, et des conditions subjectives faisant totalement défaut, les masses exploitées caressant encore l'espoir de vivre à nouveau comme avant...

Il faut dire qu'avec la crise économique qui marque la décomposition finale de "l'économie de bazar", les esclaves salariés des pays impérialistes en déclin autrefois privilégiés perdent de plus en plus leurs anciens avantages. Leur espoir ? Les conserver ou les reconquérir. En dépit de la dégradation sans précédent des conditions de travail, la décomposition économique et sociale n'engendre donc pas spontanément des aspirations vers le communisme, et se traduit d'abord par l'expression de souffrances individuelles. En 2009, l'absentéisme au travail dans les entreprises françaises a bondi par rapport à l'année précédente, passant de 3,69 % à 4,85 % du temps de travail, les principales causes incriminées par les DRH étant « la démotivation et la faible implication dans le travail ». <sup>1394</sup>

En outre, ces sentiments ne sont plus l'apanage des employés et ouvriers qualifiés, car aujourd'hui même les cadres sont touchés : « coincés entre la direction et la base, menacés au même titre que les autres catégories de salariés de perdre leur emploi, "oubliés" des augmentations de salaires, les cadres se sentent déclassés » et stressés. Ils se plaignent aujourd'hui d'être « de moins en moins associés aux décisions stratégiques de l'entreprise », de « subir » les « pressions pour essayer de faire gagner plus à l'actionnaire » et d'être les premiers « à trinquer » : « licencié ou contraint à la démission ».<sup>1395</sup>

Les fonctionnaires ne sont pas non plus épargnés et voient leurs derniers privilèges, à l'instar de la sécurité de l'emploi, disparaître. L'an dernier, le parlement français adopta une loi "réformant" leur statut. Selon cette loi, « un agent dont le poste est supprimé sera mis en disponibilité sans salaire, ou à la retraite, s'il refuse trois propositions de mutation ».<sup>1396</sup>

Au début de l'été, un article publié par *Le Quotidien du Peuple* évoquait « un sentiment d'inquiétude », « de malaise » et de « recul en arrière » de « la classe moyenne » française au sujet de son « statut social ». Ce sentiment, « suscité par un avenir incertain, est en train de s'étendre parmi la classe moyenne française ». L'article affirmait que son « bien-être social » (maladie, retraites, etc.) était devenu « synonyme » de « dépenses de l'Etat » et que « dans la situation financière actuelle », le gouvernement se trouvait « dans l'incapacité de promouvoir le développement et l'extension de la classe moyenne en France ».<sup>1397</sup> Une façon diplomatique de traiter de la paupérisation absolue de cette "classe moyenne" en pleine décomposition dans les pays impérialistes en déclin...

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement le "rêve américain" qui s'effondre, c'est le "rêve occidental" et le mythe de la "société de consommation" bâtie par les pays impérialistes en déclin qui s'effondrent également.

Confrontés à cette décomposition et aux attaques multiformes des représentants politiques au service des monopoles, les partis de "l'opposition" et les syndicats de collaboration de classe avertissent que le gouvernement s'apprête à rogner sur les dépenses sociales, les retraites, l'assurance maladie et l'éducation. L'opposition est donc toujours circonscrite à une optique réformiste qui prétend faire payer la crise aux riches — en taxant le Capital ! —, afin de préserver ce que le secrétaire général de FO appelle « les amortisseurs sociaux ».<sup>1398</sup>

C'est ce même mouvement syndical qui cherche des solutions avec le MEDEF « au problème des chômeurs en fin de droits, dont le nombre devrait fortement augmenter cette année en raison de la crise économique ». Un représentant du MEDEF déclarait ainsi au début de l'année

« Tous, organisations patronales et syndicales, pensent qu'il y a un vrai problème que nous devons régler ».<sup>1399</sup>

D'accord sur le constat, leur divergence porte sur la façon de lever les fonds pour tenter d'éviter l'explosion sociale. Qui va-t-on mettre à contribution ? La haute bourgeoisie, ou bien la petite bourgeoisie et la classe moyenne en décomposition ? Pour le capital financier, le choix est vite fait...

Les réformistes n'ont cessé de décrier le bouclier fiscal. Mais cette dénonciation revêt plus un caractère symbolique, qu'un enjeu financier de taille. En 2009, mesure a coûté à peine 0,6 milliard d'euros à l'Etat.<sup>1400</sup> Une paille en comparaison des dizaines (pour ne pas dire centaines) de milliards d'euros de déficit.

Dans les manifestations organisées par ces syndicats, ce qui est revendiqué, c'est « **le droit à un travail décent** ». Par "travail décent", il faut entendre un travail « qui paye un minimum pour bien vivre », « un travail à plein temps » « qui ne soit pas précaire », et enfin un travail « qui n'exploite pas le salarié » et « qui participe au développement personnel et à la construction d'un monde meilleur ».<sup>1401</sup>

Face à ces revendications spontanées, les communistes ne peuvent dire autre chose que ceci : demander aux exploiters un "travail décent", c'est leur demander de trouver une source de surprofits permettant non seulement de payer ces salaires, mais également d'engranger de confortables surprofits, c'est donc leur demander d'exploiter de manière "indécente" les travailleurs des pays dépendants afin de financer le "travail décent" dans les métropoles impérialistes. Le "travail décent", c'est en somme l'esclavage salarié orné de chaînes dorées. Demander un "travail décent", c'est donc en définitive se ranger du côté des exploiters.

Mais de toute façon, le "travail décent" dont les réformistes demandent la protection, la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin n'est plus en mesure de continuer à le leur offrir aujourd'hui. Face à l'émergence de l'impérialisme chinois, qui est en train de briser le monopole économique de ses concurrents, les emplois "décent" du prolétariat embourgeoisé des pays impérialistes en déclin sont de plus en plus mis en concurrence avec les emplois "indécents".

Aujourd'hui, seule l'expropriation des exploiters peut apporter aux travailleurs du monde entier un travail qui soit autre chose qu'un travail orné de chaînes dorées réservé à une minorité de travailleurs privilégiés profitant de la position économique dominante de leur propre impérialisme. Aujourd'hui, votre choix se résume à ceci : soit vous vous battez pour la destruction de l'esclavage salarié, soit vous ferez bientôt partie des travailleurs n'ayant d'autres perspectives que des emplois "indécents" !

Pour ceux capables de regarder lucidement l'état de décomposition avancée dans lequel se trouve le mouvement syndical (de collaboration de classe) dans les pays impérialistes en déclin, il est évident que les mouvements de contestation s'essouffent, que la concurrence entre les organisations syndicales n'a jamais été aussi rude et que même sur la question des retraites, les français apparaissent aujourd'hui comme résignés. En bref, un an après les manifestations du 29 janvier 2009, « la montagne a accouché d'une souris » et certains se demandent si cette dernière manifestation d'envergure ne constitue pas « le chant du cygne du syndicalisme français ».<sup>1402</sup>

On assiste aujourd'hui à la décomposition accélérée du syndicalisme de collaboration de classe, qui n'a plus rien d'autre à proposer aux exploités que de courber l'échine devant les intérêts du capital, avec à la clef la rupture croissante entre les cadres syndicaux permanents et leur base. C'est ainsi qu'en appelant à la

suspension de la grève chez Total, la CGT a laissé les salariés du site de Dunkerque « amers » :

« Avec leur appel à arrêter le mouvement, les coordinateurs nationaux ont tout fait capoter. (...) On se sent lâchés par tout le monde ».<sup>1403</sup>

Le mouvement syndical de collaboration de classe est aujourd'hui à son crépuscule : quand il se refuse à céder, c'est pour s'accrocher à ses privilèges en propageant le social-chauvinisme et le mépris pour le prolétariat d'autre pays. Ainsi, à la mi-juillet, les salariés de GM Strasbourg approuvèrent à plus de 69 % le maintien des activités de leur usine en échange du gel de leurs salaires et d'une renonciation à des RTT, des conditions exigées par GM pour « réduire l'écart avec les coûts pratiqués au Mexique ». A la suite de la publication des résultats de ce référendum, la CGT du site dénonçait un résultat obtenu sous « la pression et le chantage à l'emploi de la direction ».

« Nous resterons fermes sur nos positions et ne signerons pas l'accord proposé par la direction. Nous n'avons pas à nous comparer aux travailleurs qu'on exploite au Mexique, en Chine ou je ne sais où ».<sup>1404</sup>

Quelques mois auparavant, Continental avait proposé à ses salariés licenciés de Clairoix une nouvelle réduction de salaire en échange de nouveaux emplois en Tunisie rémunérés à hauteur de 137 euros mensuels, provoquant l'indignation de la CGT social-chauvine du site qui dénonça le « cynisme » de la direction : « Même les Tunisiens ne veulent pas de ces postes »...<sup>1405</sup> Accepter un travail où nous serions ravalés au rang de main-d'œuvre corvéable à merci et bon-marché ?! Et quoi encore ?! Nous valons bien des chaînes dorées !... Une preuve supplémentaire que les germes du racisme sont contenus dans le mode de production bourgeois et émergent spontanément de l'esclavage salarié international, qui attise la concurrence entre le prolétariat des différentes nations.

Il est temps que ces conceptions bourgeoises soient vaincues dans le mouvement ouvrier des pays impérialistes en déclin.

Ainsi, il est essentiel que les communistes fassent comprendre cette vérité aux esclaves salariés "français" : « **Les ouvriers français sont des arabes comme les autres** ». Une réalité que démontrait un excellent article paru dans le *Plan B* traitant des discriminations dont sont quotidiennement victimes les dizaines de milliers de travailleurs frontaliers allant vendre leur force de travail au Luxembourg : « On a fait venir les arabes en France pour faire le sale boulot. Nous, on est pareils : les luxembourgeois nous appellent "les arabes". On est les arabes du Luxembourg ». Sinon, les exploiters parviendront à détourner à nouveau la colère des exploités des rails de la lutte des classes.

« Car le racisme n'est pas tant lié à la culture ou à la religion qu'à la question sociale : il découle du pouvoir qu'ont les puissants d'alimenter une concurrence permanente entre ceux qui risqueraient sinon de se révolter. (...) Il ne s'agit pas du racisme lettré des théoriciens de l'inégalité des races. Mais de cette concurrence permanente entre les dominés qu'entretiennent les puissants afin de perpétuer leur suprématie. Une concurrence engendrée par la compétition économique internationale, répercutée dans les rapports de travail quotidiens et sans cesse alimentée par l'enflure des "débats" médiatiques sur le voile, la religion, l'identité. Dresser les dépossédés contre

plus dépossédés qu'eux constitue le meilleur moyen d'empêcher que tous se rassemblent pour renverser les maîtres ».<sup>1406</sup>

Au Pays-Bas, c'est « la droite radicale et xénophobe » (le Parti de la liberté) qui a profité de la crise économique ainsi que « de la crise politique » induite par la chute du gouvernement de coalition sur la question afghane. Ce parti menace aujourd'hui de devenir la seconde formation politique du pays.<sup>1407</sup>

En Espagne une partie croissante des masses populaires « se retourne contre ses immigrés » :

« Avec la récession et la flambée du chômage, le rejet des étrangers s'affiche ouvertement. (...) Une étude diffusée cette semaine par le gouvernement révèle que 77 % des personnes interrogées jugent le nombre d'immigrés en Espagne « excessif » (46 %) ou « élevé » (31 %). Seuls 19 % pensent que la proportion est « acceptable ». En 1996, en pleine croissance économique, ils n'étaient que 28 % à considérer qu'il y avait trop d'étrangers ».<sup>1408</sup>

Si durant les périodes de prospérité économique, les contradictions ethniques peuvent se trouver temporairement reléguées au second plan, il en va tout autrement dans les périodes de crise qui exacerbent la concurrence entre travailleurs de différentes origines ainsi que les tendances centrifuges.

C'est ainsi qu'en Belgique, les séparatistes flamands du NVA ont remporté haut la main les élections législatives en Flandre. Ce parti, à l'instar du Vlaams Belang, réclame d'ores et déjà « une autonomie accrue dans le domaine économique et social » et ne fait pas mystère de souhaiter à terme l'indépendance de la Flandre. Les trois partis souhaitant l'indépendance de la Flandre ont totalisé 45 % des suffrages.<sup>1409</sup> En proie à la crise économique, l'Etat multinational belge est plus que jamais menacé d'éclatement à plus ou moins brève échéance, une perspective que nous avons déjà évoqué en juillet 2009.<sup>1410</sup>

Un risque qui commence à peser à nouveau sur les USA. Au début du mois de février se tint dans le Tennessee la première Convention nationale du mouvement Tea Party, à laquelle participa Sara Palin, l'ex candidate à la vice-présidence. Quelques mois plus tard, avec la victoire « choc » de la candidate du Tea Party dans la primaire républicaine du Delaware pour les élections de mi-mandat au Sénat, la presse américaine commençait à craindre que « la guerre de sécession au sein du parti Républicain » n'hypothèque les chances de ce dernier... Peu après, le sénateur républicain John McCain — candidat républicain à la dernière élection présidentielle américaine —, déclara que l'essor du Tea Party était un « **signal d'alarme** » témoignant du fait « **que le peuple américain en a marre de la politique de Washington** ». Pour John McCain, il est évident que ce mouvement « pose des questions auxquelles les grands partis doivent répondre, sans quoi une troisième force émergera aux Etats-Unis ».<sup>1411</sup>

Un mouvement dont le seul nom doit faire frémir la Maison Blanche. Son nom fait en effet référence au mouvement qui, en protestant contre les taxes imposées par l'empire britannique, fut à l'origine de la fondation des USA. Dans le contexte d'aggravation de la crise, les USA ne seront pas à l'abri d'une nouvelle Guerre de Sécession, surtout si les néo-conservateurs s'emparent de ce mouvement de contestation naissant de l'establishment républicains-démocrates.

Une perspective d'autant plus probable qu'alors que « la popularité de Barack Obama s'effrite », mise à mal par la crise économique et la polémique autour de son projet de réforme du système de santé, « les attaques sur ses origines et sa couleur se font de plus en plus précises » et le risque grandit d'assister « au réveil de l'Amérique raciste ».<sup>1412</sup>

Cette perspective signifierait une guerre civile d'une ampleur sans précédent. Selon le dernier recensement national, 48 % des enfants américains nés en 2008 étaient issus des minorités ethniques, contre 37 % en 1990. Dès cette année, le nombre de naissances issues des minorités ethniques pourrait dépasser ceux de l'ethnie majoritaire. Selon le scénario actuel, les démographes américains estiment que les blancs qui représentent aujourd'hui près des deux tiers de la population américaine totale pourraient devenir minoritaires en 2050.<sup>1413</sup>

Notons au passage qu'en dépit des envolées sécuritaires des politiciens bourgeois des pays impérialistes en déclin appuyées par un vaste matraquage médiatique visant à empêcher les masses exploitées de se mettre sur les rails de la lutte de classes et à canaliser leur mécontentement croissant dans une direction identique à celle de la petite bourgeoisie en décomposition — ce dont témoignent les récentes expulsions de Roms en France —, la sécurité reste encore au moins pour les travailleurs, et de très loin, une préoccupation bien secondaire.

Selon un sondage TNS-Sofres récent, 41 % des français ont pour préoccupation première l'emploi et le chômage. Viennent ensuite les retraites, les soins de santé et le pouvoir d'achat. La sécurité des biens et des personnes ne constitue ainsi la préoccupation première que de 4 % des français — sans aucun doute les plus fortunés.... Au final, le chômage et l'emploi font partie des préoccupations des trois quarts des français, alors que seul un quart d'entre eux s'inquiètent des problèmes de sécurité !<sup>1414</sup>

Pour autant, cela ne signifie pas que la base sociale du racisme et de l'extrême droite soit restreinte à la petite bourgeoisie. En effet, dans des pays impérialistes en déclin comme la France où sont en place d'importantes aides sociales (ARE, APL, API, etc.), nombreux sont les travailleurs qui ont l'impression de travailler dur pour (sur)-vivre à crédit quand d'autres vivent mieux sans travailler grâce à ces aides.

Les travailleurs que l'on pressurera de plus en plus durement continueront-ils à accepter cette situation ? Il est évident que non. Une aubaine pour la bourgeoisie qui ne manquera pas de surfer sur le communautarisme et sur ce sentiment d'injustice, qui iront croissant au fur et à mesure que les conditions de l'esclavage salarié iront en se dégradant. La bourgeoisie dispose donc encore de puissantes cartes à abattre pour diviser les masses populaires, quitte à laisser les grands centres urbains devenir le théâtre d'une guerre civile. En France, des formations politiques comme le FN ont donc de beaux jours devant elles si les communistes ne parviennent pas à se constituer en alternative politique crédible.

A l'opposé de la résurgence des préjugés racistes et du mouvement social-chauvin de collaboration de classe dont la base matérielle est en pleine décomposition et au sein duquel s'expriment de manière croissante les influences bourgeoises les plus



réactionnaires, il y a d'autres formes de mécontentement ou de désespoir social, parfois inédites, qui s'expriment ou commencent à s'exprimer.

Il y a d'abord l'usage croissant de différents types d'opiums destinées à offrir une échappatoire virtuelle aux masses populaires. Dans les pays impérialistes déchus ou en déclin, la toxicomanie prend des proportions de plus en plus gigantesques. En Russie, le gouvernement estime à 2,5 millions le nombre de toxicomanes, la plupart appartenant à la tranche d'âge des 18-39 ans. Les overdoses y provoquent chaque année autour de 40 000 décès.<sup>1415</sup>

Notons au passage que ce n'est pas pour rien si la bourgeoisie russe continue ses campagnes d'intoxication médiatique contre le communisme. Au printemps, Vladimir Poutine déclara que le massacre de Katyn « serait une vengeance de Staline pour les 32 000 prisonniers soviétiques morts en Pologne en 1920 », a estimé mercredi le premier ministre russe Vladimir Poutine à Smolensk ». <sup>1416</sup>

Une explication a priori convaincante du fait que des dizaines de milliers de soldats de l'Armée Rouge avaient été faits prisonniers dans les camps de concentration polonais en 1919-1921. Dans un article intitulé « L'enfer derrière les barbelés », le magazine polonais *Newsweek Polska* a décrit comment des milliers de ces prisonniers de guerre de l'Armée Rouge furent affamés, torturés et passés par les armes, citant notamment le journal intime du secrétaire personnel de J. Pilsudski, alors chef de l'armée polonaise, qui témoigne de « l'extermination cruelle et impitoyable des prisonniers de guerre par nos soldats ». <sup>1417</sup>

En dépit de l'attribution mensongère des crimes de guerre nazis à Staline, « l'attitude envers Staline » reste « ambiguë en Russie où il est vu à la fois comme un tyran mais aussi comme le père de la victoire sur les nazis ». Selon un sondage publié en décembre 2009, à l'occasion du 130<sup>e</sup> anniversaire de la naissance du dirigeant soviétique, « une majorité de Russes (54 %) admirent encore le leadership de Staline ». <sup>1418</sup> Bien sûr cette admiration résulte pour l'essentiel de sentiments nationalistes de russes qui comparent les réalisations et le prestige de leur pays du temps de Staline à la triste réalité contemporaine...

En France, la proportion des consommateurs de cocaïne a triplé en dix ans et la cocaïne est passée « d'une drogue de riches à la drogue de M. Tout-le-monde ». En dix ans, le prix d'un gramme de cocaïne est en effet passé de 150 à 65 euros. <sup>1419</sup>

Mais les différents produits stupéfiants (drogues diverses) ne sont pas les seuls opiums que la bourgeoisie utilise pour intoxiquer et faire dégénérer les esprits de ses esclaves. La télévision et les jeux vidéo jouent également un rôle similaire : contempler passivement la vie des autres, ou se créer un autre personnage dans un monde virtuel pour échapper à la réalité d'une vie dénuée de perspectives d'avenir et sur laquelle s'exerce l'oppression multiforme du capital.

Selon une enquête Ipsos publiée en novembre 2009, la quasi totalité des adolescents français âgés de 12 à 17 ans (99 %) jouent aux jeux vidéo, près des deux tiers d'entre eux déclarant jouer souvent. <sup>1420</sup> En Corée du Sud, « l'un des pays les plus touchés par l'addiction aux jeux vidéo en ligne » qui est devenue « un fléau » et « un véritable problème de santé publique » touchant deux millions de personnes, la mort de plusieurs joueurs restés plusieurs jours durant devant leur ordinateur, a

décidé le gouvernement à mettre en place un couvre feu virtuel pour obliger les joueurs, en particulier les mineurs, à faire une pause quotidienne de six heures.<sup>1421</sup>

A mi-chemin entre l'apathie et la volonté d'agir s'exprime avec de plus en plus de force l'abstention. Aux dernières élections régionales, l'abstention a été de loin le premier vainqueur, atteignant respectivement 53,7 % et 48,8 % au 1<sup>er</sup> et au 2<sup>nd</sup> tour. Devant les sondages qui prévoient une abstention supérieure à 50 % au 1<sup>er</sup> tour des élections régionales, *Le Monde* affirmait : « le désintérêt des Français souligne la perte de confiance dans le politique ». <sup>1422</sup> Quelques mois auparavant, un sondage publié par *Le Figaro* rapportait pourtant que 53 % des français répondaient affirmativement à la question de savoir s'il fallait rendre le vote obligatoire en France. <sup>1423</sup> Aux dernières élections européennes, l'abstention avait atteint un taux record de près de 60 %. <sup>1424</sup>

Ces données contradictoires illustrent autant le désarroi idéologique croissant des masses exploitées que leur désintérêt vis-à-vis des affaires politiques ou leur rejet des politiques institutionnelles. Avec la décomposition de l'économie de bazar, les politiciens bourgeois montrent de plus en plus ouvertement leur mépris de l'opinion de leurs ex-électeurs. "Tu n'es pas content des coupes budgétaires de notre politique d'austérité et de tes conditions de travail, mais on n'a pas le choix, alors manifeste autant que tu voudras, mais ne t'attends pas à ce que cela nous amène à revoir notre copie !" Le "cause-toujours" est donc aujourd'hui la règle, et on sent que le "ferme ta gueule" n'est plus très loin...

Cette politique a cependant ses limites. En effet, il ne faut pas qu'une convergence et qu'un front trop large ne se forment et puissent rendre trop évidente la rupture des élites élues avec la grande masse des exploités. C'est ainsi qu'à la veille de la journée d'action syndicale sur les retraites du 7 septembre, le président annonça l'abandon d'une "mesure budgétaire risquée" (les parents d'étudiants n'auraient finalement pas à choisir entre APL et bonus fiscal) et annonça même le paiement d'un 10<sup>ème</sup> mois de bourse aux étudiants boursiers. La cause de ce spectaculaire revirement exonérant temporairement les étudiants de la politique de "rigueur" ? La volonté de préserver la "paix sociale". En effet, des sources gouvernementales anonymes issues de la majorité citées par l'agence *Reuters*, soulignèrent que ce revirement visait à éloigner « **le spectre d'une convergence redoutable d'une révolte étudiante et d'un mouvement social massif sur les retraites** ».

« Avec les retraites et l'APL-demi part fiscale, on rentre dans une zone où il y a un risque de convergence entre les contestations. (...) Il faut éviter que le sillon qui se creuse dans l'opinion ne devienne une cicatrice trop difficile à refermer d'ici les élections [de 2012]. (...) Il faut éviter de mettre le pays à feu et à sang ». <sup>1425</sup>

En France, les élites bourgeoises sont donc obligées d'ajuster le rythme des "réformes" et de revoir leur calendrier afin d'étaler le mécontentement social pour le rendre moins douloureux. Mais jusqu'à quand la bourgeoisie française aura-t-elle encore les moyens de prendre des gants ?

A la mi-février, l'Assemblée nationale française adoptait le projet de loi LOPPSI 2 (loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure) portant notamment sur « la prévention des actes de terrorisme » et « la protection des intérêts fondamentaux de la Nation ». <sup>1426</sup> Dans les pays impérialistes en déclin,

les slogans démagogiques sur la démocratie et les libertés bourgeoises sont de plus en plus démenties par une réalité qui démontre le renforcement de la censure et des moyens de coercition. La raison de ce renforcement ? La montée du mécontentement social que les mass-médias ont de plus en plus de mal à cacher... et à canaliser !

Témoigne de cette instabilité sociale croissante le dernier rapport annuel du médiateur de la République, une institution créée en 1973 à un moment où naissait "l'économie de bazar", « pour évaluer les relations entre les Français et leurs administrations et services publics, et pour tenter d'en corriger les dysfonctionnements les plus criants ».

Dans ce rapport remis à la fin février au Président, le médiateur de la République dressait le « **sombre tableau** » d'une société française « fracturée », une « réalité » qui, soulignait-il, n'avait jamais été « aussi aiguë ». Il soulignait également la « complexité croissante » de la législation et la difficulté pour les « administrés » de connaître et de faire respecter leurs droits. Il insistait en outre sur le fait que « le risque de basculer dans la précarité » n'avait jamais « semblé si grand à autant de nos concitoyens », ainsi que le développement d'un « **sentiment d'injustice** » « **mêlant angoisse et rancœur, prêt à se déverser dans les pires exutoires** ». Il remettait enfin en cause la pertinence d'« indicateurs » [de la performance économique] ayant « **pour seule finalité de satisfaire une hiérarchie ou de servir de faire valoir médiatique** ».<sup>1427</sup>

Un rapport sonnait donc comme un avertissement, alors qu'en 2009, le nombre d'affaires transmises à cette institution créée par la bourgeoisie dans le but d'évaluer le mécontentement social a augmenté de 16 % en glissement annuel, avec près de 76 300 affaires reçues.

A l'opposé l'apathie et de l'esprit de résignation qui caractérisent aujourd'hui la plus grande partie des masses populaires des pays impérialistes en déclin, on commence à voir apparaître des formes de contestation sociales radicales, et prenant consciemment comme point de départ l'existence de classe sociales aux intérêts antagonistes.

En 2009, la police allemande a vu apparaître un phénomène qu'elle qualifie « d'actions politiques ». Des centaines de véhicules de grosse cylindrée (BMW, Mercedes, Ferrari, etc.) ont été incendiés, essentiellement à Berlin et Hambourg dans d'anciennes banlieues ouvrières prisées « par les classes moyennes et supérieures » et la police « soupçonne des groupes d'extrême-gauche d'être à l'origine de ces attaques ».<sup>1428</sup>

Le 18 février 2010, un avion privé monomoteur percutait le bureau fédéral des impôts d'Austin au Texas.<sup>1429</sup> Le lendemain, *Le Monde* titrait « **Crash fiscal : le "cauchemar américain" de Joe Stack** » et citait quelques extraits de la lettre laissée par le suicidé. Le jour même, prenant prétexte de « la nature sensible des événements », les autorités américaines faisaient fermer le site internet de la société créée par Joe Stack sur lequel il avait publié sa lettre avant de mettre le feu à sa maison et de prendre son avion. Voici donc quelques extraits des six pages laissées par Joe Stack :

« Malheureusement, dans ce pays, nous subissons un lavage de cerveau dès notre plus jeune âge pour nous faire croire qu'en échange de notre dévouement et de nos services, le gouvernement œuvre pour la justice pour tous (...), qu'il y a de la liberté dans ce pays, et que nous devrions être prêts à donner notre vie pour les nobles principes de nos pères fondateurs. (...) Dans un gouvernement plein d'hypocrites de haut en bas, la vie est aussi bon-marché que leurs mensonges et leurs lois égoïstes. (...) Ils volent juste la classe moyenne (qui n'a pas son mot à dire, les élections sont une plaisanterie). (...) On demande une signature sur la déclaration d'impôts, mais qui peut dire qu'il comprend vraiment ce qu'il signe ? (...) Si ceci n'est pas une mesure digne d'un régime totalitaire... (...) J'ai passé toute ma vie d'adulte à essayer de me sortir tout ce bordel de la tête. (...) Je choisis de ne pas continuer à regarder Big Brother me désosser, je choisis de ne pas ignorer ce qu'il se passe autour de moi, je choisis de ne pas prétendre que le 'business as usual' ne continuera pas, j'ai eu mon compte. Je peux juste espérer que le nombre [de cadavres] sera bientôt trop important pour être ignoré et que les zombies américains vont se réveiller et se révolter. (...) Le credo communiste : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ; le credo capitaliste : de chacun selon sa crédulité, à chacun selon son avidité. Joe Stack (1956-2010) ». <sup>1430</sup>

On comprend sans mal la promptitude des autorités américaines à fermer le site internet du suicidé et à chercher à minimiser la portée de son acte ! Un comble de malhonnêteté au moment où les gouvernements des pays impérialistes en déclin accusaient les autorités chinoises de mettre des entraves à la liberté de l'Internet.

On comprend également la couverture médiatique très limitée qu'a eu le crash fiscal de Joe Stack dans les autres pays impérialistes en déclin auxquels on pourrait sans mal appliquer ces critiques... Une nouvelle espèce de "terroriste" bien ennuyeux qui, non content de faire voler en éclats le rêve américain, décide de ne pas laisser les responsables de la détresse matérielle et morale des masses exploitées s'en sortir indemnes ! Qu'advierait-il du capital financier des pays impérialistes en déclin si tous les exploités suicidaires ayant accumulé de la rancœur contre leur banquier, leur patron, ou leur député, décidaient d'en finir en emportant au passage la vie de quelques exploités ?! Un bien dangereux exemple qui tournerait rapidement à la guerre civile !

Et ne serait-ce pas encore beaucoup plus dangereux si ces exploités commençaient à s'organiser pour défendre leurs propres intérêts ? Le spectre du communisme, tant haï par la bourgeoisie, renaîtrait alors de ses cendres ! Un danger aujourd'hui bien réel.

En effet, que ce soit au sein de ses propres métropoles (avec la destruction des chaînes dorées de l'esclavage salarié), ou dans ses zones d'influence attirées (avec les agressions et les putschs militaires), la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin est contrainte d'opter pour des choix politiques de plus en plus impopulaires, générant de manière croissante le mécontentement, voir la haine contre ses représentants politiques. Un facteur ne pouvant que hâter davantage la décomposition de son système.

Contrairement à la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin qui, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur semble en bien mauvaise posture et s'oriente de ce fait toujours plus vers la réaction et la répression, la bourgeoisie chinoise fait tout pour

maintenir l'ordre dans ses rangs, afin de ne pas donner aux exploités de l'intérieur comme de l'extérieur de bonnes raisons de se révolter.

Ainsi, dès le printemps 2009, le PCC et le Gouvernement central annonçaient un durcissement de la lutte contre la corruption visant à éliminer le « cancer » des « caisses noires détenues illégalement par des organes du Parti et les différents niveaux de l'administration ».<sup>1431</sup>

En 2009, ce durcissement de la lutte la corruption a permis au Bureau national d'Audit de retrouver ou de récupérer 94,1 milliards de yuans de fonds détournés des finances publiques, soit environ 13,8 milliards de \$.<sup>1432</sup>

Au début de l'année 2010, le président chinois pressait la Commission centrale de contrôle de la discipline du PCC de renforcer les enquêtes portant « sur les cas d'abus de pouvoir, de corruption et de détournement de fonds ainsi que de manquements au devoir » et promettait « de punir sévèrement les fonctionnaires corrompus », ajoutant « **qu'aucun fonctionnaire corrompu n'était au-dessus de la justice ni du contrôle de la discipline du Parti communiste chinois** ». Il soulignait que ces efforts « **étaient nécessaires pour renforcer les liens entre le Parti et le peuple, et pour répondre aux plaintes du peuple** » « **afin de promouvoir l'harmonie sociale** ».<sup>1433</sup>

Un mois plus tard, le Comité central du PCC publiait un « code de déontologie » énumérant 52 pratiques inacceptables, à l'instar de l'acceptation de cadeaux sous forme d'espèces et l'utilisation de leur influence au bénéfice de leur famille. Il appelait les fonctionnaires à observer « strictement » ces directives et promettait des sanctions aux contrevenants.<sup>1434</sup>

Quelques mois plus tard, les autorités chinoises annonçaient un autre renforcement des mécanismes de la lutte anti-corruption en instaurant l'obligation annuelle pour les fonctionnaires du niveau district et au-delà de « déclarer les emplois occupés par les membres de leur famille », ainsi que leurs « biens et investissements ».<sup>1435</sup>

Mais attention, il y a "lutte contre la corruption" et lutte contre la corruption. Dans tout pays bourgeois, la corruption est une chose somme toute naturelle, qui s'épanouit jusqu'aux plus hauts sommets de l'Etat : quel monopole n'a pas graissé la patte à un représentant politique pour se voir attribuer un marché ? Quel ministre, ou quel président ne s'est pas un jour laissé tenter, à l'instar de Jacques Chirac dans l'affaire des HLM de la ville de Paris ou de Nicolas Sarkozy dans l'affaire de Karachi (vente de sous-marins au Pakistan) ?

Mais dans les pays impérialistes en déclin, en particulier en France, ceux qui sont suspectés de s'être laissés tenter, même découverts, ont rarement à devoir répondre de leurs actes devant un tribunal. Quand c'est le cas, au terme d'interminables procès et appels, les peines sont plus symboliques qu'autre chose : "allez, vas, et fais en sorte de ne pas te faire reprendre la prochaine fois".

En Chine, la lutte contre la corruption utilise au contraire des moyens beaucoup plus dissuasifs. Il faut dire que l'élite de la bourgeoisie chinoise a du développer un sens élevé de la discipline pour tenir la barre au cours des trente dernières années.

Aussi, la discipline du PCC ne laisse pas toujours de deuxième chance au coupable et mieux vaut ne pas se faire prendre !

A titre d'exemple, au printemps 2010, un ancien vice-président du Comité permanent de l'Assemblée populaire provinciale du Jilin était condamné à la peine capitale (avec un sursis de deux ans) pour avoir reçu des pots-de-vin d'un montant de 6,3 millions de yuans.<sup>1436</sup> Deux semaines auparavant, un ancien directeur du Bureau des Affaires budgétaires du Comité permanent de l'APN avait été condamné à la prison à perpétuité pour corruption. Il avait reçu plus de 7,4 millions de yuans de pots de vin.<sup>1437</sup>

Au début de l'été, le comité permanent de l'APN annonçait un renforcement de la protection des dénonciateurs d'actes de corruption, visant à punir la révélation d'informations personnelles concernant un dénonciateur, afin d'éviter qu'il puissent être victime de vengeance.<sup>1438</sup>

Dans le même temps, le gouvernement chinois prouvait qu'il avait réussi à obtenir de ses hauts fonctionnaires qu'ils montrent l'exemple en économisant les deniers publics. En 2009, la Chine a économisé plus de 1,6 milliard de yuans sur voyages à l'étranger des responsables du gouvernement et du PCC, soit une baisse de 37,6 % en glissement annuel.<sup>1439</sup>

Enfin, comme à leur habitude, les dirigeants chinois continuent à user habillement de « **la ligne du peuple** », une méthode visant à donner l'impression aux esclaves salariés qu'il n'existe pas de coupure entre exploiters et exploités. Comment ? En se mêlant parmi ces derniers pour partager avec eux leurs joies (fêtes) et leurs peines (catastrophes naturelles)... Une méthode que le P"CC manie à la perfection.

« Au cours de ces six dernières années, à chaque Fête du printemps et Nouvel An traditionnel chinois, le président Hu Jintao et le Premier ministre Wen Jiabao ont quitté la capitale et leur famille pour passer la fête dans des villages, chez des familles pauvres. Préparer des raviolis, danser avec des agriculteurs, frire des châtaignes, cuisiner pour des agriculteurs, prendre des cours avec des étudiants et manger avec des mineurs... Hu Jintao et Wen Jiabao ont donné une image d'"hommes du peuple" ». <sup>1440</sup>

De même, à l'automne 2009, au lendemain de l'inspection d'une école secondaire, le premier ministre chinois s'excusa publiquement d'avoir commis une faute en répondant à une question de géologie. Une attitude d'autocritique qui lui attira le respect et la sympathie.

« L'attitude sérieuse de notre Premier ministre vis-à-vis des sciences est un exemple pour les spécialistes ; son sens de la responsabilité est un exemple pour les fonctionnaires ; sa sincérité est un exemple pour tous ». <sup>1441</sup>

A l'opposé de la méthode chinoise, réfléchie et prévenante, visant à désamorcer les conflits sociaux en donnant aux dirigeants une image vertueuse, frugale, humble et emplie de compassion, il y a la méthode imbécile, bornée et emprunte de mépris de la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin, vautreée depuis des décennies dans le luxe et habituée à la paix sociale.

Le fait que les plus hauts responsables politiques chinois soient des ingénieurs de formation et non, à l'instar des pays impérialistes en déclin, des politiciens carriéristes sortant d'une école dédiée à la formation d'arrivistes n'ayant dès le

départ en vue que leur carrière politique personnelle, y est sans doute pour quelque chose...

La seconde méthode est évidemment celle employée par Nicolas Sarkozy : depuis la célèbre apostrophe « casse-toi pauvre con » — lancée en 2008 à un visiteur du salon de l'agriculture qui avait refusé de lui serrer la main —, au maintien du très décrié bouclier fiscal à un moment où on sabre dans les dépenses sociales parce que l'Etat est à sec... Cette méthode, on s'en doute, ne contribue guère à renforcer la stabilité sociale, pourtant si chère à la bourgeoisie.

Rien d'étonnant dans ces conditions que les représentants "démocratiquement élus" des gouvernements bourgeois des pays impérialistes en déclin soient régulièrement la cible des mouvements sociaux. Nombreux sont ceux qui dans les manifestations, dénigrent la politique du gouvernement, du président, du premier ministre, etc. Rien d'étonnant donc à ce que chaque visite publique du président, que ce soit dans un collège ou dans une cité, se termine toujours par des insultes ou des jets d'objets divers, en dépit de dispositifs de sécurité renforcés...

Une tendance structurelle lourde induite par la décomposition de l'économie de bazar naturellement renforcée par les frasques des politiciens au pouvoir.

Au début de l'été, plusieurs scandales politico-financiers impliquant notamment le ministre du travail et deux secrétaires d'Etat éclaboussèrent le gouvernement et l'UMP. Un article du journal *Le Monde* s'inquiétait de ce que ces affaires aggravaient « le désaveu des français pour la politique », et rapportait que 64 % d'entre eux jugeaient leurs dirigeants corrompus.<sup>1442</sup>

C'est dans ce contexte que le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale annonça être partisan d'une baisse de 10 % des budgets de fonctionnement de tous les ministères.<sup>1443</sup> Une perspective confirmée deux jours plus tard par le président qui soulignait qu'à l'heure où les français étaient « **frappés par la crise** », la réduction « vigoureuse » du « train de vie de l'Etat », et visant à « le rendre exemplaire » constituait un « impératif moral ». <sup>1444</sup> Un bien tardif changement de stratégie de communication dont l'effet se trouva rapidement anéanti !

En effet, quelques jours plus tard, consécutivement aux révélations de l'ex-comptable de l'héritière de l'Oréal, l'affaire Woerth-Bettencourt avait pris les dimensions d'un véritable scandale politique, qui outre la continuité du financement illégal de partis politiques, mit au grand jour les ficelles du lobbying du capital monopoliste : "Tu me donnes des enveloppes pour mon parti, et en échange, je te ferai passer une loi pour te faire économiser des millions d'euros d'impôts" ...<sup>1445</sup>

Une affaire dont les répercussions se font toujours sentir, comme en témoigne la journée d'action syndicale sur les retraites du 7 septembre dont un des slogans phares faisait référence au feuilleton de l'été : « Nos retraites, parce que nous le valons bien ». Un slogan illustrant autant la défiance des masses exploitées pour des représentants politiques magouilleurs exigeant d'eux des sacrifices, que la persistance du mythe du "travail décent" au sein du mouvement spontané.<sup>1446</sup>

Cet été vit également l'une des plus efficaces institutions d'abrutissement et de dépolitisation des masses exploitées du lobby politico-médiatique — le football —, vaciller et offrir à la nation un autre scandale, reflet du règne de la fraction la plus dégénérée de la bourgeoisie dans les pays impérialistes en déclin.

Tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle, le sport en général et le football en particulier n'ont eu de cesse d'être utilisés « **comme une arme de combat des classes dominantes contre les classes exploitées** », en l'utilisant aussi bien pour distraire, abrutir les masses exploitées et propager en leur sein le rêve de l'argent facile et le mythe de la réussite accessible à tous — la France "black-blanc-beur" —, que pour exciter le nationalisme et le chauvinisme vis-à-vis du prolétariat des autres nations, non sans succès.<sup>1447</sup>

Mais aujourd'hui, la décomposition de "l'économie de bazar" des pays impérialistes en déclin n'épargne pas les institutions sportives. Après avoir essuyé une défaite au début du mois de juin à la Réunion contre l'équipe de football chinoise à l'occasion de son dernier match de préparation de la Coupe du monde<sup>1448</sup>, l'équipe de France de football offrit un spectacle qui en fit l'attraction, la honte et la risée des médias bourgeois internationaux, une affaire qui prit l'ampleur d'un scandale d'Etat et mobilisa jusqu'au gouvernement.

L'appréciation la plus lucide fut certainement celle émanant du quotidien officiel du PCC, qui publia un article estimant que les scandales récents ayant frappé l'équipe de France de football (proxénétismes, insultes, caprices de riches parvenus), traduisaient un profond « malaise social ».<sup>1449</sup>

« Divisions ethniques, tendance à l'auto-destruction, excès d'orgueil, complaisance dans le luxe, décadence morale,... Cela ne fait aucun doute, la déchéance des Bleus est le reflet des maux qui rongent la France pour l'audacieux *Quotidien du Peuple* ». <sup>1450</sup>

Alors que dans les pays impérialistes en déclin, la fracture entre les élites politico-médiatiques se renforce un peu plus chaque jour et que les plus hauts dirigeants politiques sont ouvertement méprisés par une proportion croissante des masses exploitées qui n'en attend plus rien, obligeant la bourgeoisie à changer régulièrement ses attelages gouvernementaux et à moduler le rythme des "réformes", la différence avec la situation politique en Chine apparaît là encore de manière flagrante, comme l'illustre ce clip musical célébrant la victoire de la lutte de libération nationale et diffusé au mois de décembre 2009 sur CCTV-F.

« Le ciel au-dessus de la zone libérée est tellement brillant  
Le peuple de la zone libérée est tout joyeux  
Le gouvernement démocrate aime le peuple  
On n'a jamais fini de raconter la bienveillance du Parti Communiste »<sup>1451</sup>

Imagine-t-on un seul instant qu'une chaîne de télévision française puisse diffuser des chansons célébrant l'amour de Partis politiques au pouvoir pour le "peuple", sans s'attirer immédiatement les foudres des larges masses exploitées pour lesquelles le décalage avec la réalité vécue serait tout bonnement intolérable ? En Chine, la prospérité aidant, la bourgeoisie peut se permettre sans danger ce type d'opération marketing !



Il faut dire qu'en Chine, de l'aveu même des analystes bourgeois d'occident, les mouvements sociaux ne visent que rarement directement les représentants du gouvernement bourgeois :

« **Paysans expropriés, ouvriers exploités, propriétaires spoliés... Les mouvements sociaux s'affirment en Chine. Pour l'application des lois. Non contre le régime** ». <sup>1452</sup>

Comme nous le voyons chaque jour, on ne peut pas en dire autant dans les pays impérialistes en déclin où le processus de paupérisation absolue des masses populaires est aujourd'hui enclenché à grande échelle.

A *Moneyweek*, on semble bien conscient du fait que « **nous continuons à réfléchir en anciens riches alors que nous sommes les nouveaux pauvres** », et que « le temps béni où nous pouvions nous offrir le Welfare State ou l'Etat Providence est sur le point de prendre fin » :

« Bien sûr, nous ne sommes qu'au début de ce processus, mais, petit à petit, nous allons progressivement nous rendre compte que la richesse s'enfuit... pour se réfugier dans les BRIC et en particulier en Chine. (...) Ce sont maintenant les BRIC qui pourront, financièrement, se permettre d'offrir des acquis sociaux. Plus nous ». <sup>1453</sup>

Loin de la décomposition multiforme, économique, sociale et politique qui va caractériser une sombre époque de décadence dans les pays impérialistes en déclin, l'impérialisme chinois, lui, célèbre déjà sa victoire. Au cours des dernières années, et plus particulièrement encore au cours des derniers mois, on voit fleurir dans les médias chinois les hymnes nationalistes témoignant de la reconquête en cours du statut chinois de puissance mondiale de premier ordre.

Tandis que les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin n'ont à proposer à leurs propres masses exploitées que « des années de souffrance » dénuées de toute perspective d'avenir, l'impérialisme chinois, lui, célèbre sa prospérité, sa puissance grandissante, son unité nationale plus forte que jamais ainsi que l'espoir de ses masses exploitées de voir leurs conditions de vie progresser. Les clips musicaux suivants, datant des années 2008-2010, en fournissent de parfaits exemples. Commençons par la chanson intitulée « **En route vers une nouvelle ère** » et diffusée sur *CCTV-F* au début de l'année 2010.

« Les chinois laborieux et vaillants  
sont en route, plein d'entrain,  
vers une nouvelle ère  
sont en route, plein d'entrain,  
vers une nouvelle ère  
Sur un air de "L'Orient est rouge",  
on devient les maîtres de notre propre destin  
Dans l'histoire du printemps,  
on s'enrichit en profitant  
de la politique d'ouverture  
Les dirigeants continuent l'œuvre  
des prédécesseurs  
et fraient la voie de l'avenir  
Ils nous conduisent vers une nouvelle ère  
Le drapeau haut levé dans la main,  
on créera un brillant avenir

Déclarons au monde entier :  
Les chinois tiennent à prendre en main  
leur propre destin  
Informons le futur :  
La Chine fait une course de relais  
Les dirigeants servent de traits d'union  
entre le passé et le futur  
Ils nous conduisent vers une nouvelle ère »<sup>1454</sup>

La chanson intitulée « **Chine je t'aime** », du duo Phoenix Legend, illustre le renforcement de la fierté nationale chinoise qui émerge parallèlement au "redressement de la nation chinoise". Cette chanson est extraite de leur troisième album, publié au printemps 2009.

« Quand j'étais petite  
ma mère me disait  
la Chine  
notre famille  
a des fleuves  
des montagnes  
d'immenses plaines  
des richesses inépuisables  
une histoire millénaire  
une culture splendide  
des peuples qui comme des frères  
vivent ensemble  
de grandes découvertes  
des années de changements  
un chemin sinueux

Chine je t'aime  
comme un enfant aime sa mère  
Chine je t'appartiens  
je te suivrai toujours  
Chine je t'appartiens  
je te défendrai toujours

Maintenant j'ai grandi  
et je dis aux enfants  
la Chine  
notre maison  
a des aspirations  
des espoirs  
une grande confiance  
des rêves magnifiques  
un peuple puissant  
qui déploie ses ailes  
des cœurs généreux  
qui répandent la bonté  
un immense géant  
qui se lève à l'est  
et fait que le monde entier  
ressent la puissance du dragon »<sup>1455</sup>

Si ces sentiments ne sont peut-être pas encore partagés par l'ensemble de la population chinoise, il est indéniable qu'ils le sont par une partie croissante de la population, bien déterminée à laver les offenses faites à la Chine au 19<sup>ème</sup> siècle. « Le siècle de la honte » est aujourd'hui bel et bien révolu.<sup>1456</sup>

Comme le soulignait une étudiante chinoise membre du PCC dans une interview donnée au magazine *Le Point*, la jeune génération attend certes des changements du gouvernement, notamment en termes de contrôle sur l'opinion publique et les médias, « mais cela ne veut pas dire que l'on proteste contre tout ce que fait le gouvernement ».

**« Personne ne souhaite une révolution ni un changement brutal qui risquerait de tout casser. On a confiance dans l'avenir de la Chine. C'est vrai que l'idéologie communiste s'est effondrée. Mais une autre l'a remplacée : la volonté de bâtir une grande Chine. Et moi, comme mes camarades, je veux faire quelque chose pour mon pays ».**<sup>1457</sup>

Des sentiments qui n'ont pas échappé aux observateurs étrangers attentifs. Récemment, le directeur général de Veolia Environnement soulignait ainsi que la Chine était portée « par une ambition collective » et que la « confiance » et la « fierté croissantes » étaient des sentiments partagés de façon « unanime » « parmi la population équivalente aux cadres ».

« Ils ont le sentiment qu'ils vivent une époque historique, qu'ils en sont acteurs. L'enthousiasme les porte dans cette démarche collective pour amener leur pays au meilleur niveau mondial. C'est le phénomène d'ambition collective, le fait d'avoir un enjeu qui dépasse la personne de chacun et d'y contribuer ».<sup>1458</sup>

Comme on l'a vu, on ne peut en dire autant des masses exploitées (et même des cadres) dans les pays impérialistes en déclin ! Ceci a son importance, car comme nous l'avons souligné plus haut, la force de travail possède une spécificité par rapport aux autres marchandises : une variable subjective.

A qualification et à expérience égale, un travailleur — qu'il soit ouvrier ou un ingénieur —, sera bien plus efficace au travail s'il travaille en ayant le sentiment de travailler à la fois pour lui et pour un idéal, plutôt qu'à contrecœur, car conscient de trimer à seule fin d'engraisser le capital ! Cette différence d'état d'esprit constitue un facteur de décomposition supplémentaire dans les pays impérialistes en déclin. Le ciment nationaliste joue ici un rôle crucial en Chine dans la fabrication de cet idéal collectif.

Un idéal que l'impérialisme chinois cherche à insuffler à la nouvelle génération. Le 1<sup>er</sup> septembre, la rentrée scolaire des 220 millions d'élèves des écoles primaires et secondaires chinoises a commencé avec la diffusion d'un programme télévisé intitulé « **Rêve Chinois** », réalisé par le ministère de l'Education et CCTV.<sup>1459</sup>

Certaines chansons vont encore beaucoup plus loin que les deux chansons précédentes et célèbrent ouvertement la renaissance d'une espèce d'Empire du Milieu. La chanson intitulée « **Le dragon relève la tête** » de Wang Feifei, datant du début de l'année 2008, illustre de façon limpide l'ambition économique mondiale de l'impérialisme chinois, tout en préfigurant la nouvelle division internationale du travail qu'il compte mettre en place et qui assurera son rayonnement international :

« Le dragon relève la tête, la terre s'ébranle, le monde entier va prospérer  
Son désir d'un pays fort et son rêve de paix animent les valeureux de toutes contrées  
Le dragon relève la tête, la terre s'ébranle, l'époque culmine  
Son désir millénaire jaillit de ses poumons,  
Le dragon s'élance vers le lointain Orient rouge  
Il rugit face au ciel, il rugit et sa clameur fait trembler l'univers  
Le soleil et la lune resplendent, leur éclat irradie le royaume divin  
L'onde progresse vers l'Orient, plus elle avance plus elle s'affermi  
L'heure de la paix et de l'harmonie universelle a sonné (...)  
Le dragon relève la tête, la terre s'ébranle, le monde entier va prospérer »<sup>1460</sup>

Nous sommes aujourd'hui en 2010. Plus personne ne croît à la prospérité et à l'harmonie universelles en ces temps de crise où triomphe le sauve-qui-peut généralisé.

**Ce qui est par contre certain, c'est que le rugissement du dragon chinois en train de s'éveiller et de déployer ses ailes n'a pas fini de faire trembler un univers qui s'achemine inexorablement vers des mutations majeures !...**

## Quand l'impérialisme chinois pose les fondations de sa future division internationale du travail

En 1973, Alain Peyrefitte remarquait que le commerce extérieur chinois était caractérisé par le souci de la Chine de « compléter son système de production », et en particulier d'acquérir « certains matériels avancés ». Il demandait ensuite :

« Qu'advientra-t-il, lorsque la Chine aura pu combler ses lacunes et qu'elle sera en mesure de "marcher sur ses propres jambes" ? Se retirera-t-elle du marché international, comme sa tradition et sa philosophie [autarciques] le lui conseillent ? Ou la dynamique des échanges extérieurs la happera-t-elle dans ses rouages ? »<sup>1461</sup>

Quelques années plus tard, en 1978, Enver Hoxha décrivit de façon précise et scientifique de quelle manière l'impérialisme chinois parviendrait à émerger en tant que nouvelle superpuissance impérialiste.<sup>1462</sup> Une anticipation aujourd'hui intégralement vérifiée, alors que la Chine marche de manière presque autonome sur ses deux jambes. Elle possède une agriculture et une industrie qui figurent toutes deux au premier rang mondial par leur volume. Enfin, comme nous l'avons vu, l'impérialisme chinois rattrape rapidement son retard dans les branches d'industrie à plus haute composition organique en capital. Un rattrapage qui ne peut que s'accélérer au fur et à mesure que les moyens financiers de l'Etat et des monopoles chinois s'accroissent tandis que ceux de ses concurrents déclinent...

Dans un article publié au début du mois de mars dans le principal organe de presse du PCC, l'économiste chinois Justin Yifu Lin — économiste en chef et vice-président directeur de la Banque mondiale —, expliquait en quoi résidait la recette du « miracle chinois » et du développement économique du pays. Pour cet économiste, la clef du succès de la Chine réside dans l'adoption d'une méthode appelée « régime à deux vitesses ». Cette méthode vise à « protéger les entreprises incapables de survivre elles-mêmes et qui figurent parmi les secteurs à qui il a été accordé la priorité au développement », sans quoi « ces secteurs s'effondreraient très rapidement » :

« D'un côté, la Chine continue à fournir aux entreprises incapables de survivre elles-mêmes, mais qui figurent parmi les secteurs prioritaires, une protection transitoire. De l'autre côté, pour ce qui est des secteurs dont elle dispose d'un avantage comparatif, dont par exemple le secteur à haute intensité de travail, elle leur accorde la liberté de droit d'accès. C'est ainsi que la Chine a réussi à réaliser en même temps et la stabilité et une croissance vigoureuse et puissante. La croissance a créé petit à petit des conditions favorables permettant à la Chine de réformer les secteurs qui ne disposent pas d'avantages comparatifs. C'est dans cette situation-là que s'est avancée pas à pas vers l'économie de marché ».<sup>1463</sup>

Cet économiste confirme donc ce que nous écrivions déjà il y a trois ans.<sup>1464</sup> Le "socialisme de marché" ou "socialisme à la chinoise" est ainsi la combinaison d'industries stratégiques nationalisées bénéficiant de mesures protectionnistes, car non rentables face à la concurrence internationale, et d'industries disposant d'avantages comparatifs et pouvant donc affronter sans danger la concurrence internationale. Cette "recette miracle" chinoise n'est rien d'autre que la recette protectionniste éprouvée mise en œuvre par les Etats-nations d'occident au 19<sup>ème</sup>

siècle et qui leur a permis d'émerger en tant que puissances impérialistes. Si très peu d'anciens pays coloniaux l'ont appliquée, c'est parce que leurs élites sont de type bourgeois-compradore et n'ont pas osé s'opposer aux injonctions de leurs donneurs d'ordre impérialistes.

Soulignons au passage qu'aujourd'hui, la bourgeoisie nationale iranienne est indéniablement engagée sur la voie du "miracle chinois" : les industries stratégiques de l'Iran ont toutes été placées sous la protection de l'Etat afin de leur laisser le temps d'accumuler, profitant de la manne des recettes pétrolières. Cette voie, qui viole les lois du libre-échange, déplait évidemment au plus haut point aux pays impérialistes en déclin qui veulent à tout prix éviter qu'un pays relativement peuplé et riche en ressources naturelles puisse les valoriser pour émerger un jour comme un nouveau concurrent, surtout au Moyen-Orient... Les pays impérialistes en déclin ont déjà bien assez de soucis avec l'impérialisme chinois !

Même ses concurrents les plus puissants sont aujourd'hui contraints de reconnaître son poids économique et politique croissant, et déjà de tout premier ordre, au point qu'en occident, de grands médias ont commencé à parler de "G2", à l'instar des journaux *Le Monde* et *Le Figaro* qui, à la fin de l'année 2009, soulignaient cependant que cette appellation était incorrecte d'un point de vue des implications en matière de coopération économique, en raison de la « profonde défiance mutuelle » sino-américaine. Pour ces deux journaux, cette appellation est cependant très significative de l'importance qu'occupe désormais la Chine dans le système mondial de l'impérialisme au sein duquel elle a conquis « un statut de quasi-égal » avec l'impérialisme américain : aujourd'hui, « **les affaires du monde** » sont ainsi « **soumises au tandem Chine-Etats-Unis** ». <sup>1465</sup>

Au printemps 2009, le premier ministre chinois s'était déjà opposé au concept de G2, le jugeant « sans fondement et erroné », et lui préférant le concept d'un monde « multipolaire et multilatéral ». <sup>1466</sup> L'impérialisme chinois n'a en effet aucune envie d'apparaître comme un futur candidat à l'hégémonie mondiale aux yeux des élites bourgeoises des pays dépendants. Il souhaite autant que possible préserver son image de nation attachée à la paix et opposée aux agressions coloniales. Le premier ministre chinois réaffirma donc sans surprise cette position quelques mois plus tard à l'occasion de la visite du président américain en Chine :

« La Chine ne veut pas de l'appellation de "G2". (...) La Chine est encore un pays en voie de développement avec une population énorme, et elle a encore un long chemin à parcourir avant d'être modernisée. (...) La Chine poursuivra sa politique étrangère d'indépendance et de paix, et ne s'alignera avec aucun pays ni bloc de pays. (...) Les affaires mondiales doivent être décidées par tous les pays du monde, plutôt que par un ou deux pays ». <sup>1467</sup>

Mais le mariage d'intérêt tournant au vinaigre, la jeune et dynamique mariée refusant désormais de céder aux injonctions de son époux autoritaire, les médias bourgeois d'occident commencèrent à accuser les chinois de rechercher un rôle hégémonique :

« Voulez-vous être dans un G2 ? Un G8 ? Voulez-vous être la seule super-puissance au monde ? » <sup>1468</sup>

Au début de l'année, le ministère chinois des affaires étrangères démentait « **les spéculations selon lesquelles sa montée en puissance la pousserait à rechercher un rôle hégémonique ou un leadership sur le monde** » :

« Depuis toujours, nous défendons l'idée que tous les pays, petits ou grands, faibles ou forts, pauvres ou riches, sont membres sur un pied d'égalité de la communauté internationale. Nous n'utilisons pas la force dans nos relations avec les autres pays et nous ne nous immisçons pas dans leurs problèmes intérieurs. (...) La Chine restera fidèle à sa voie de développement pacifique. Aujourd'hui et à l'avenir, la Chine ne cherchera jamais un rôle hégémonique ». <sup>1469</sup>

Une position que le président chinois réaffirmait quelques mois plus tard dans une interview accordée à la chaîne publique japonaise NHK au cours d'une visite au Japon :

« La Chine adhère à la voie du développement pacifique et ne deviendra jamais une menace pour d'autres pays. (...) La Chine ne cherchera jamais l'hégémonie. La Chine adopte une politique de défense de nature défensive et ayant pour seul but l'autodéfense. La Chine n'a jamais pris un bout de territoire à quelque autre pays que ce soit. (...) La Chine ayant été de manière répétée victime d'intimidations et d'invasions au cours de l'histoire récente, elle tient beaucoup à la paix et à l'indépendance ». <sup>1470</sup>

Il y a évidemment une (large) part de démagogie dans ce discours, notamment à l'attention notamment des cliques bourgeoises-compradore des pays dépendants, qui rêvent d'un monde où les pays impérialistes cesseraient de les menacer d'utiliser la force. Cette égalité proclamée entre pays bourgeois de toute sorte, impérialistes comme dépendants, est une transposition à l'échelle mondiale, du mensonge de la démocratie bourgeoise qui proclame l'égalité entre exploités et exploités, qui donne à tous des droits politiques soi-disant égaux, tout en légitimant l'inégalité économique. On sait que la propriété privée des moyens de production, en donnant à une minorité d'exploiteurs le pouvoir économique, confisque en fait à leur profit le seul réel pouvoir de décision. Cette égalité entre exploités et exploités est donc condamnée à rester fictive. Seules des périodes de prospérité économique peuvent donner l'impression aux exploités qu'ils vivent dans une "démocratie" et sont "libres".

Pourtant, il y a aussi une part de vérité dans le discours des élites chinoises. En effet, la bourgeoisie chinoise sait parfaitement que les méthodes coloniales employées par les vieux pays impérialistes sont particulièrement risquées, dangereuses et contre-productives. Ces méthodes sont en effet employées par les puissances impérialistes sur le déclin, comme une tentative désespérée d'inverser un rapport de force économique qui leur devient de plus en plus défavorable. Pour avoir participé à une guerre de libération nationale victorieuse contre de puissants pays impérialistes et pour avoir observé pendant des décennies les puissances impérialistes en déclin chercher à se sortir de guêpiers inextricables dans lesquels ils s'étaient fourrés (guerres coloniales en Algérie, au Vietnam, en Afghanistan), l'impérialisme chinois sait que l'usage des méthodes semi-coloniales pacifiques est de très loin préférable à celle des coups d'Etat et des agressions coloniales.

Dans ce sens, l'impérialisme chinois dit certainement la vérité quand il déclare ne pas rechercher de rôle hégémonique, au sens militaire et colonial du terme. De ce point de vue, la domination de l'impérialisme chinois ne peut conduire qu'à un large développement des rapports de production bourgeois dans de nombreux pays dépendants arriérés.

Sous cet angle, il est indéniable que la domination de l'impérialisme chinois va d'abord jouer un rôle progressif, à l'opposé des pays impérialistes en déclin qui tout au long de la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, ont cherché par tous les moyens à prévenir l'émergence de concurrents dans de nombreux pays semi-coloniaux ayant soi-disant accédé à l'indépendance... une indépendance qui n'a pas empêché les peuples de pays dépendants d'Afrique et d'Asie de vivre des décennies durant un véritable supplice de la faim.

Aujourd'hui, l'impérialisme chinois a déjà commencé à poser les fondations de sa propre division internationale du travail. Son objectif principal : maintenir sa croissance économique rapide pour achever de rattraper et dépasser les pays impérialistes en déclin dans tous les domaines. Pour cela, l'impérialisme chinois est engagé dans la mobilisation de ses ressources intérieures. Son premier objectif : achever dans ses grandes lignes la mécanisation de son agriculture et l'urbanisation de la population chinoise. En 2009, 53,4 % des 1 334 millions de chinois habitaient dans les zones rurales.

« Là, un espoir doré s'est allumé dans les champs  
La révolution soulève des vagues de printemps  
Ce petit village est un poème de notre époque  
Un poème de notre époque  
Tous les ans, les fleurs s'épanouissent  
Tous les ans, on jouit de la prospérité  
Le chemin vers la moyenne aisance est de plus en plus large  
La science arrive jusque dans les campagnes  
La technologie entre dans les villages  
Ce petit village est la vitrine d'une nouvelle époque ! »<sup>1471</sup>

Pour tenir ses objectifs de croissance économique et assurer la réalisation de ces tâches, l'impérialisme chinois doit favoriser l'émergence de la "classe moyenne" chinoise pour assurer la croissance des débouchés intérieurs, sans pour autant que la hausse des coûts salariaux ne compromettent la compétitivité internationale de l'industrie chinoise. La solution de cette difficile équation ? "Go West" !

Dans un article récent du *Quotidien du Peuple* intitulé « **La Chine doit-elle déplacer ailleurs le « Made in China » ?** », les représentants de l'impérialisme chinois montraient qu'ils sont en parfaitement conscients du fait que « l'eau s'écoule toujours vers le bas ».

« Compte tenu du processus de l'intégration économique mondiale, les fonds et les capitaux dans le monde sont toujours à la recherche des marchés émergents en plein essor, alors que le partage de travail et le transfert des industries sont une tendance irrésistible et irréversible et cela est une réalité à laquelle le Made in China ne peut pas se dérober ».

Dans cet article qui révélait que « **la Banque mondiale et le gouvernement chinois ont entamé des discussions sur l'établissement en Afrique de zones industrielles**



**et d'usines à bas coût de revient** », les représentants de l'impérialisme chinois estimaient que plusieurs conditions faisaient encore défaut pour que ce processus soit mis en place à grande échelle, visant en particulier « la sécurité publique » défaillante, « l'environnement d'investissement » « relativement instable et fragile », mais aussi la faiblesse des infrastructures et « la politique de la main-d'œuvre et l'habitude de travail ». De ce fait, selon les experts chinois, « il n'est pas sûr que le coût de revient global de l'investissement en Afrique soit aussi bas ».

En d'autres termes, il faut d'abord créer un environnement favorable aux investissements chinois en Afrique, ce qui passe évidemment — même si ce n'est pas dit explicitement —, par l'arrêt des ingérences grossières des pays impérialistes en déclin dans les affaires de ces pays... Enfin, comme le souligne l'article, une dernière importante condition doit être remplie pour que l'impérialisme chinois s'engage sur cette voie : que l'industrie chinoise ait achevé « **sa montée en génération** ».

« La plupart des entreprises de transformation manufacturière à faible valeur ajoutée (...) appartiennent à l'industrie à haute intensité de travail qui occupe une grande quantité de main-d'œuvre. Dans le cas où nous déplaçons ailleurs ces entreprises à haute intensité de travail, alors comment faut-il régler le problème de la main-d'œuvre qui n'aura plus d'emploi ? Des années auparavant, les entreprises multinationales européennes et américaines ont transféré successivement ailleurs, dont principalement en Chine et en Inde, leurs usines et leurs organismes de service. Bien qu'elles aient maintenu dans leur pays respectif la recherche et le développement d'aval ainsi que la production et la vente (...), leur façon d'agir a quand même provoqué la critique et la désapprobation des syndicats et des organisations de travailleurs ainsi que de certains parlementaires. Comparaison faite avec cela, en Chine, les capitaux, l'industrie à forte intensité technologique et l'industrie de service ne sont pas assez développés, c'est pourquoi il manque une « base » et la faisabilité pour parler maintenant du transfert de nos industries manufacturières ». <sup>1472</sup>

**En d'autres termes : la délocalisation du « Made in China » doit encore attendre quelques années, le temps pour l'industrie chinoise de dépasser le niveau technique de celle des plus puissants pays impérialistes en déclin, et donc à la R&D chinoise de conquérir le premier rang mondial ! Une fois son rattrapage technologique achevé et la concurrence anéantie, l'impérialisme chinois aura toute l'amplitude pour donner le feu vert à ses monopoles pour délocaliser certaines branches d'industries à basse composition organique en capital dans ses pays dépendants...**

On comprend de ce fait les efforts faits par l'impérialisme chinois dans les domaines clefs du transport — tels l'aérospatiale, l'aéronautique, le ferroviaire à grande vitesse et la construction navale —, en tant qu'importants leviers pour achever son rattrapage technologique et renforcer les positions internationales des monopoles chinois.

C'est ainsi que dans un article publié cet été par *Le Quotidien du Peuple*, l'industrie spatiale, le rail à grande vitesse et la construction navale étaient qualifiés de secteurs industriels « de grande importance » pour la Chine, que ce soit sous l'angle de la création « d'un grand nombre d'emplois », de leur « caractère de haute

densité technologique et de haute intensité capitaliste » permettant « de promouvoir la montée en génération de ses industries », et enfin de leurs avantages économiques directs et indirects, notamment le fait qu'ils permettent d'« accroître l'exportation » « de marchandises » (équipements), « de services » (tels les services de construction pour le rail à grande vitesse), mais également « l'exportation de capitaux » (financements chinois) et « l'internationalisation du renminbi », sans oublier enfin la « hausse » de « l'image de marque » des produits « Made in China ». <sup>1473</sup>

En d'autres termes, pour remonter l'ensemble de la chaîne de valeur, l'impérialisme chinois cible d'abord les industries de pointe (aviation, aérospatiale, nucléaire, etc.), quitte à sous-traiter dans un premier temps certains équipements (biens intermédiaires). Le but : acquérir rapidement les compétences et le savoir-faire généraux les plus élevés, permettant ainsi de fournir une base scientifique et technique solide pour l'expansion de l'innovation indigène, puis se concentrer sur le particulier (la fabrication de tel ou tel équipement d'importation), en attendant que le moteur de l'innovation indigène permette de concevoir des produits finis et des biens d'équipements d'un niveau technique supérieur à celui de la concurrence...

C'est cette cible prioritaire des industries à plus haute composition organique en capital fixée par l'impérialisme chinois qui a tendance à lui mettre à dos des pays impérialistes en déclin comme les USA et la France qui voient leurs plates-bandes directement menacées, tandis que leur pays ateliers high-tech, à l'instar du Japon et de l'Italie, profitent encore dans une assez large mesure du commerce avec la Chine, dont les besoins en biens intermédiaires restent encore aujourd'hui importants. Aujourd'hui, car demain, quand le moteur chinois de l'innovation aura dépassé la concurrence et que ses industries de pointe se seront dotées d'un tissu de sous-traitants indigènes de haut niveau, l'impérialisme chinois sera en mesure de se passer de ces fournisseurs étrangers...

Ce rattrapage est aujourd'hui facilité par la crise. En effet, comme le soulignait récemment l'OMPI, la crise a « **réduit la trésorerie des grands groupes internationaux et accru l'incertitude, ce qui a pesé sur les dépenses de R&D des entreprises** ». Ainsi, en 2009, les dépôts de demande brevets ont stagné ou reculé pour l'ensemble des pays impérialistes en déclin. Le Japon a vu ses dépôts baisser de 10,8 %, la Corée du Sud de 5,0 %, l'Allemagne de 4,5 %, le Royaume-Uni de 3,9 % et la France de 3,6 %. Grâce à de puissants groupes comme Microsoft et Apple, mais aussi à la contribution positive des dépôts de non-résidents (+ 4,4 %), les USA ont échappé au déclin et ont vu leurs dépôts stagner (0,0 %). A l'opposé, la Chine a continué à enregistrer une forte croissance de ses dépôts (+ 8,5 %), en dépit d'une baisse prononcée (- 10,3 %) des dépôts de non-résidents. Il faut dire que les dépôts de résidents ont continué à s'accroître rapidement : 17,7 % ! <sup>1474</sup>

Pour les responsables de l'OMPI, ce différentiel croissant n'est pas conjoncturel, mais structurel. Ils soulignent d'ailleurs que « le paysage de l'innovation au lendemain de la crise » va continuer à évoluer.

**« La Chine fait évoluer la chaîne de valeurs et augmente rapidement les exportations reposant sur ses propres innovations, il y a donc inévitablement un nombre toujours croissant des dépôts de brevets. (...) Il existe (en Chine) des**

**réserves énormes permettant de financer l'investissement intérieur dans la R&D et les projets industriels ».**<sup>1475</sup>

Le mot d'ordre "Go West" permet donc à l'impérialisme chinois de rester compétitif le temps d'achever la (rapide) montée en gamme de son industrie et de son économie. Ce mot d'ordre, dont dépend la réalisation des objectifs stratégiques de l'impérialisme chinois à moyen-long terme, est donc aujourd'hui relayé par les médias et les autorités chinoises.

« Une attente de plusieurs années  
 Une quête de plusieurs générations  
 Les jeunes du plateau connaissent une belle époque  
 On fait sonner la corne du développement  
 L'ouest magique presse ses pas vers le développement »<sup>1476</sup>

Les régions de l'ouest en particulier, plus encore que celles du centre, riches en ressources naturelles, mais enclavées et peu peuplées ont longtemps marché derrière les régions côtières. Aujourd'hui, l'enclavement, brisé sur le plan intérieur par le développement des infrastructures de transport, n'est plus un handicap majeur au moment où le marché intérieur chinois prend de l'importance. La région autonome du Tibet comptait seulement 2,8 millions d'habitants en 2007 (soit 0,2 % de la population chinoise), alors qu'elle représente 12,7 % du territoire chinois. La province voisine du Qinghai comptait seulement 5,5 millions d'habitants (soit 0,4 % de la population chinoise), alors qu'elle représente 7,5 % du territoire chinois. Quant aux régions autonomes de Mongolie intérieure et du Xinjiang, elles totalisaient 45,0 millions d'habitants (soit 3,4 % de la population chinoise), alors qu'elles représentent 29,5 % du territoire chinois.

**Ainsi, ces quatre provinces et régions autonomes qui rassemblent 4,0 % de la population chinoise représentent la moitié du territoire chinois ! Il faut dire que 57,9 % du territoire chinois se trouve à une altitude supérieure à 1 000 mètres et 25,9 % du territoire se trouve même à une altitude supérieure à 3 000 mètres.**

Le mot d'ordre "Go West" commence déjà à être traduit dans les faits, comme en témoigne le tableau ci-dessous.

INVESTISSEMENTS (en % des investissements nationaux de l'année)							POPULATION (en millions d'habitants et en % de la population totale)			
	1995	2000	2004	2007	2008	2009	1995		2007	
Provinces de l'est	61,8 %	57,0 %	57,3 %	52,7 %	45,0 %	42,5 %	463,6	37,5 %	517,7	39,2 %
Provinces du centre	19,8 %	21,4 %	21,5 %	24,9 %	32,1 %	32,7 %	418,8	33,9 %	418,5	31,7 %
Provinces de l'ouest	15,2 %	18,6 %	19,5 %	20,6 %	20,8 %	22,1 %	354,3	28,6 %	363,0	27,5 %
Total :	96,8 %	97,0 %	98,3 %	98,2 %	97,9 %	97,3 %	1236,7		1321,3	

On remarque de manière évidente qu'au fil des années, en particulier au cours de la dernière décennie, que les régions du centre et de l'ouest ont reçu une part de plus en plus importante des investissements, témoignant de leur attractivité croissante, y compris relativement à leur poids démographique.

Au cours des 11 premiers mois de l'année 2009, les investissements réalisés au Tibet et dans la province du Qinghai ont représenté 0,5 % du total national. Ceux réalisés en Mongolie intérieure et au Xinjiang en ont représenté 4,9 %. Les investissements ont donc été réalisés dans des proportions voisines ou supérieures à leur poids démographique. Mention spéciale pour la Mongolie intérieure qui a reçu à elle seule 3,7 % des investissements chinois, soit une proportion égale au double de son poids démographique.

Au cours de l'été 2009, la Chine a mis en service le plus grand centre logistique du Tibet dans le district de Nagqu. Ce centre logistique situé sur la ligne de chemin de fer Qinghai-Tibet sera capable de traiter 2,2 millions de tonnes de cargaison d'ici 2015 et « contribuera au développement de l'élevage et de l'exploitation minière à Nagqu ».<sup>1478</sup>

Au début de l'année 2010, le gouvernement chinois a approuvé l'établissement de sa première zone pilote de transfert industriel dans la province de l'Anhui destinée à « encourager la relocalisation des industries à faible valeur ajoutée des régions côtières vers les régions intérieures ». Cette zone couvre une superficie de 7,6 millions d'hectares et compte plus de 30 millions d'habitants.

« Les coûts de production sont plus bas dans les régions intérieures et les marchés y sont immenses ».<sup>1479</sup>

Peu après, le premier ministre chinois déclarait à l'occasion d'une conférence gouvernementale sur le développement des régions de l'ouest que le gouvernement chinois devait améliorer l'éducation et la protection sociale dans les régions moins développées de l'ouest de la Chine, visant en particulier les systèmes de retraite et d'assurance maladie, tout en soutenant le développement de l'économie locale (mines, agriculture, tourisme).<sup>1480</sup>

Déterminé à conserver sur son sol ses principales branches d'industrie aussi longtemps que nécessaire, l'impérialisme chinois continue à investir massivement pour assurer son approvisionnement en matières premières. Pour faire face à ses besoins énergétiques croissants et sécuriser son approvisionnement en gaz et en pétrole, l'impérialisme chinois diversifie ses fournisseurs.

Au cours de l'été 2009, le premier groupe pétrolier chinois Sinopec avait racheté la compagnie pétrolière canadienne Addax Petroleum Corp. pour un montant de 7,5 milliards de \$ américains.<sup>1481</sup> La compagnie canadienne — que le monopole d'Etat chinois avait acquis à un cours supérieur de 16 % à sa cotation boursière —, exploitait des champs pétrolifères en Irak, au Nigéria, au Cameroun et au Gabon. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, elle avait produit en moyenne près de 135 000 barils par jour.<sup>1482</sup>

Il y a quelques mois, la Chine et le Venezuela signaient une série d'accords pour la création d'entreprises à capitaux mixtes dans le domaine énergétique, notamment la construction de centrales électriques thermiques destinées à atténuer la crise énergétique du pays et l'extraction et le raffinage du pétrole Vénézuélien, en partenariat avec la compagnie chinoise CNPC.<sup>1483</sup> Le pétrole vénézuélien, de type lourd et extra-lourd, nécessite un raffinage plus complexe que le pétrole léger du Moyen-Orient, dont les réserves se réduisent. Dans cette optique, la banque de développement de Chine accordera un prêt de 20 milliards de \$ au Venezuela. Un

montant qu'il faut comparer au volume du commerce bilatéral sino-vénézuélien : 7,15 milliards de \$ en 2009. Au regard de l'ampleur de l'exportation de capitaux, le commerce bilatéral promet d'enregistrer des taux de croissance élevés dans les prochaines années.

Cette année s'achèvera ainsi la construction d'un oléoduc long de 1 030 km reliant la ville russe de Skovorodino à la ville de Daqing, dans le nord-est de la Chine. Cet oléoduc permettra à la Russie de livrer chaque année 15 millions de tonnes de pétrole brut à la Chine entre 2011 et 2030.<sup>1484</sup>

À la fin du printemps, au terme d'une visite du premier ministre chinois en Birmanie, les gouvernements des deux pays convenaient de renforcer leur coopération bilatérale.<sup>1485</sup> Au même moment, la CNPC entamait la construction d'un oléoduc et d'un gazoduc entre la Chine et la Birmanie en tant qu'actionnaire majoritaire du projet. Longs chacun de 1 100 km, les deux pipelines auront une capacité de transport annuelle respective de 22 millions de tonnes de pétrole brut et de 12 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel.<sup>1486</sup>

Quelques jours plus tard, c'est avec la société ouzbek Uzbekneftegaz que la CNPC signait un accord pour la livraison de 10 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an à la Chine. Le gaz sera acheminé via le gazoduc Asie-centrale - Chine. Long de 1 833 km et doté d'une capacité annuelle de 30 milliards de m<sup>3</sup>, il est entré en service à la fin de l'année 2009 et passe par le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan.<sup>1487</sup>

En 2009, la Chine et l'Australie ont signé un contrat d'un montant record de 41,3 milliards de dollars pour la fourniture à la Chine de 2,25 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié chaque année pendant les 20 prochaines années.<sup>1488</sup>

En 2009, les exportations marchandes de l'Australie ont représenté 249,5 milliards de \$ australiens. Les exportations de produits miniers ont représenté 37,6 % de ce total. La Chine est devenue le premier client de l'Australie en dépassant le Japon, les exportations vers la Chine atteignant 42,4 milliards de \$, soit 17,0 % des exportations du pays, contre 15,3 % vers le Japon, 6,3 % vers la Corée du Sud, 5,8 % vers l'Inde et seulement 3,8 % vers les USA.<sup>1489</sup>

L'Australie et le Brésil se rapprochent toujours plus de l'impérialisme chinois dont la hausse de la production sidérurgique stimule les importations de minerai de fer et de charbon, grands produits d'exportation de ces deux pays. Au printemps 2009, le président brésilien avait déjà annoncé sa volonté de « renforcer vigoureusement son partenariat stratégique avec la Chine » qui était alors déjà « le plus important partenaire du Brésil ».<sup>1490</sup>

En 2009, l'Australie a été le seul "pays développé" à ne pas connaître de récession économique, enregistrant une croissance de son PIB de 1,0 %. Le Brésil a fait à peine moins bien, le pays ayant vu son PIB se contracter de seulement 0,2 %. Au mois de décembre 2009, la Banque centrale australienne relevait son taux directeur, annonçant que « le risque d'une contraction économique sérieuse était passé » et prévoyait plusieurs années de croissance basée sur la demande asiatique en matières premières.<sup>1491</sup> Au printemps, la banque centrale australienne relevait à nouveau son principal taux directeur qui se montait ainsi à 4,25 % début avril, quand dans les pays impérialistes en déclin il plafonnait au maximum à 1,00 % !<sup>1492</sup>

On comprend donc qu'à l'automne 2009, le premier ministre australien ait déclaré souhaiter parvenir rapidement à la conclusion d'un accord de libre-échange avec la Chine, afin de « stimuler la coopération avec la Chine dans le commerce, l'économie, les investissements, l'énergie, l'agriculture et les services ». <sup>1493</sup>

Cette dépendance économique étroite du Brésil et de l'Australie à l'égard des importations chinoises de matières premières est si évidente que les analystes bourgeois attentifs remarquaient que l'annonce par le gouvernement chinois de sa décision de « resserrer les conditions d'octroi du crédit » au début de l'année 2010 avait inquiété les gouvernements de ces deux pays qui craignaient que le « coup de frein venu de Chine » n'ait « un impact direct sur les exportations ». « La Chine n'a pas fini de faire peur », concluaient justement ces analystes... <sup>1494</sup>

Que ce soit à ses concurrents en déclin, ou à ses partenaires privilégiés !... Il faudra s'habituer à voir la santé de l'économie chinoise donner de plus en plus le pouls du monde bourgeois !

Du fait de la dépendance économique croissante de l'économie australienne vis-à-vis du marché chinois, l'inculpation des quatre accusés de Rio Tinto n'empêcha pas la signature d'un accord entre Rio Tinto et Chinalco pour développer le gisement de fer du Simandou, en Guinée. Cet accord comprend la construction d'infrastructures routières, ferrées et portuaires. Le monopole chinois investira 1,35 milliards de \$ dans ce projet dont il possède 47 % des parts (cédées par Rio Tinto). <sup>1495</sup>

« Par intérêt économique, l'Australie fait profil bas au procès Rio Tinto », titrait *Le Monde*. <sup>1496</sup> Sans surprise, l'affaire Rio Tinto n'entacha en rien les relations sino-australiennes. A la fin du mois d'avril, CCTV et Sky News scellaient un accord pour la diffusion réciproque de programmes. Le programme *Dialogue*, explorant les dossiers chauds de l'actualité internationale sous un angle chinois, est donc désormais diffusé chaque semaine sur la chaîne de télévision d'affaires publique A-PAC. <sup>1497</sup>

Un mois plus tard, la Metallurgical Corporation of China (MCC) signait un accord d'investissement majoritaire (60 % du capital) avec l'industrie minière australienne pour la fourniture annuelle de 30 millions de tonnes de charbon dès 2013 et pendant 25 ans pour un montant total de 55 milliards de \$. Ce projet inclut la construction par la partie chinoise d'un port et de près de 500 km de voies ferrées. <sup>1498</sup>

Pour l'impérialisme chinois, l'exploitation de ressources minières dans d'autres pays revêt souvent ce double caractère et est régulièrement accompagnée de la construction d'infrastructures de transports qui contribuent grandement à offrir des débouchés aux entreprises chinoises du secteur et à développer en profondeur les rapports de production bourgeois, en particulier dans les pays dépendants les plus retardataires sur le plan économique. Le gouvernement bolivien qui souhaite exploiter les immenses gisements de pétrole, de gaz naturel, de potassium et de lithium que renferme le sous-sol du pays compte ainsi faire appel aux brésiliens, aux chinois, aux indiens et aux sud-coréens pour construire les infrastructures ferroviaires nécessaires à l'exploitation de ces ressources. <sup>1499</sup>

Avec l'affaire Rio Tinto, la Chine a compris l'importance de diversifier davantage son approvisionnement en matières premières stratégiques, qu'elle paie parfois au prix fort. Durant les huit premiers mois de l'année 2010, les importations chinoises de minerai de fer ont augmenté de seulement 0,1 % en volume à 410 millions de tonnes, mais de 55,1 % en valeur à 118,6 \$ la tonne !<sup>1500</sup>

Aujourd'hui déterminée à « **briser le monopole des trois grands** » (Vale, Rio Tinto et BHP Billiton) qui lui coûte cher, la Chine poursuit aujourd'hui une stratégie de diversification de son approvisionnement en minerais de fer. C'est ainsi que Wuhan Iron & Steel Group, le troisième groupe sidérurgique chinois, après avoir pris des participations dans la société brésilienne MMX Mineracao e Metalicos SA et dans la société australienne Centrex Metals Ltd, a commencé à s'approvisionner en minerai de fer au Venezuela en 2009 (0,5 million de tonnes). Le monopole chinois a signé un contrat d'approvisionnement de sept ans pour un total de 40 millions de tonnes de minerai de fer à 65 % avec la société vénézuélienne CVG. Les réserves prouvées de ce pays se chiffrent à 4,2 milliards de tonnes.<sup>1501</sup>

Le groupe chinois Hunan Valin Iron and Steel détient aujourd'hui 17,4% du capital de Fortescue Metals Group (FMG), le troisième plus grand producteur de minerai de fer australien. La capacité de production annuelle du groupe sera bientôt portée à 95 millions de tonnes par an, « dont 90 % iront en Chine ». A terme, la capacité de production annuelle du groupe sera portée à 300 millions de tonnes.<sup>1502</sup>

Ces dispositions seront certainement beaucoup plus efficaces que l'appel lancé à la fin mars par plusieurs fédérations industrielles européennes pour que l'Union européenne surveille les pratiques tarifaires des géants miniers Vale, BHP et Rio Tinto afin d' « empêcher une hausse excessive des prix du minerai de fer ». <sup>1503</sup>

L'impérialisme chinois, lui, est bel et bien déterminé à faire jouer la concurrence afin d'éviter qu'une poignée de monopoles étrangers ne s'entende sur les prix pour obtenir de trop confortables surprofits...

La Mongolie, riche en ressources minières, est naturellement une cible de choix pour l'impérialisme chinois. D'abord incluse dans la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique, elle l'est aujourd'hui dans la sienne. La Chine est en effet son premier partenaire commercial (44 % du volume de son commerce extérieur en 2008) et son premier investisseur étranger. Il y a quelques mois, au cours d'une visite du premier ministre chinois dans la capitale mongole, les premiers ministres des deux pays convenaient de renforcer les liens économiques, en particulier dans le secteur énergétique et minier, tout en évoquant la possibilité d'un accord de libre-échange bilatéral. Comme preuve de sa sincérité, le premier ministre mongole assurait que son pays « adhèrera à la politique d'une seule Chine » et « soutiendra de manière déterminée la position du gouvernement chinois sur les questions de Taïwan et du Tibet ». <sup>1504</sup>

Si le secteur des matières premières minières et énergétiques constitue aujourd'hui une des cibles favorites des investisseurs chinois, ce ne sont pas les seuls secteurs où ils affluent. Les investissements chinois commencent aujourd'hui à viser des secteurs illustrant l'émergence de la classe moyenne chinoise, à l'instar du tourisme et de certains produits agricoles.

A la fin de printemps, profitant des opportunités offertes par la crise de la dette grecque, une délégation d'hommes d'affaires chinois accompagnés avec à leur tête le vice-premier ministre chinois signaient treize contrats d'investissements d'une valeur de plus d'un milliard d'euros avec la Grèce. Parmi les principaux secteurs visés : le BTP lié au tourisme, l'huile d'olive et le transport maritime ! Ce sont ainsi quinze navires marchands qui devraient être rachetés aux armateurs grecs par la China Ocean Shipping Company (Cosco), contre l'affrètement de six autres navires grecs. Se félicitant de l'arrivée d'investissements chinois en Grèce, le vice-premier ministre grec déclarait au *Washington Post* que les chinois « **ne sont pas comme Wall Street qui spéculent sur du papier** », ajoutant qu'ils « **traitent du concret** » et « **aideront à relever l'économie réelle en Grèce** ». <sup>1505</sup>

« Nouveaux pauvres et nouveaux riches. (...) Ceux qui tendent la main pour recevoir de l'aide, ce n'est plus les autres, c'est nous, l'Europe. Dernier exemple en date : la Grèce qui cherche de l'aide vers l'extérieur, auprès des nouveaux riches. Après 1945, nous avons eu les Etats-Unis et le plan Marshall. Aujourd'hui, nous avons la Chine. Et la Grèce ouvre la voie de ce qui pourrait devenir une pratique généralisée pour les pays en manque de liquidités. (...) La Chine est passée maître dans l'art de transformer la crise en opportunité. Aujourd'hui, l'Europe est son nouveau terrain de jeu. (...) Les contrats signés par la Chine en Grèce ne sont que le dernier exemple de la politique chinoise : profiter de la crise pour avancer ses pions ». <sup>1506</sup>

Bref, sur les cinq continents, certains pays impérialistes secondaires — de type atelier ou riches en ressources naturelles —, mais surtout les bourgeoisies compradore, commencent à affluer ouvertement au portillon de l'impérialisme chinois, en se préoccupant de moins en moins du mécontentement que cela peut provoquer dans les pays impérialistes en déclin, que ce soit dans les hautes sphères du pouvoir économique et politique, ou dans les plus basses sphères, à l'instar de celle des social-chauvins !

Un article paru dans *l'Humanité* au printemps 2009 critiquait ainsi les investissements réalisés par la Chine au Vietnam dans le secteur minier et énergétique comme une preuve de « l'expansionnisme chinois ». Il qualifiait les liens économiques entre les deux pays « d'entraves » pour le Vietnam, ajoutant « que des liens trop serrés » pouvaient « vite devenir étouffants », et dénonçait naturellement les « dégâts collatéraux » : « déplacements forcés des populations », « présence chinoise massive », « déforestation », « sources de pollutions considérables »... <sup>1507</sup> Certes, la bourgeoisie chinoise n'investit pas dans ces pays par philanthropie, mais le P"C"F social-chauvin est un bien mauvais donneur de leçons !

Que peut donc signifier l'inquiétude hypocrite manifestée au sujet du Vietnam par ceux-là même qui laissèrent les mains libres à l'impérialisme français pour mener ses sales guerres coloniales en Indochine et ailleurs ? Qu'on aurait aimé que ces "communistes" dénoncent avec autant de force les « liens trop serrés » de l'impérialisme français avec ses colonies ! Que peut signifier le fait que ces mêmes "communistes" relaient mot pour mot la propagande des pays impérialistes en déclin contre l'Iran ? Cela ne peut signifier qu'une chose : ayant débuté leur carrière en tant qu' "escort girl" de l'impérialisme français, les "communistes" institutionnels du P"C"F se sont aujourd'hui transformées en ses véritables "prostituées", obéissant aveuglément aux ordres de leur "maquereau" !



A la décharge du P"CF, il était cependant inévitable que le mouvement ouvrier bourgeois des pays impérialistes en déclin se décompose en même temps que l'économie qui l'a "entretenu", pour finir par se joindre au chœur des lamentations nationalistes de son propre impérialisme, devant la perspective de perdre les profits des premiers, et les sacro-saints acquis sociaux des seconds ! Aujourd'hui, l'impérialisme chinois fait quelque chose de concret pour développer les rapports de production bourgeois au Vietnam, un pays dépendant des plus arriéré sur le plan économique, contrairement aux pays impérialistes qui l'ont précédé !

Le 1<sup>er</sup> janvier a été mise en place la plus grande zone de libre-échange du monde, la zone de libre-échange Chine-Asean. *Le Figaro* y voyait pour la Chine « un pas de plus vers le leadership asiatique » et un accroissement de l'influence de sa monnaie. Selon Natixis, cet accord devrait permettre à la Chine de se fournir « en matières premières et en biens intermédiaires » « à des prix encore plus bas ». <sup>1508</sup> Quelques mois plus tard, *Le Journal des Finances* dressait un constat similaire, ajoutant que cela illustrait la volonté de la Chine de « renforcer ses liens avec les pays de l'Asean et mener le processus d'intégration régionale ». <sup>1509</sup>

Au printemps 2010 s'est tenu au Brésil un nouveau sommet du BRIC qui a clairement pris les contre-pieds des intérêts des pays impérialistes en déclin, le communiqué conjoint du sommet appelant « à **accélérer les réformes du système financier international, à boycotter le protectionnisme commercial et à maintenir la stabilité des principales monnaies de réserve mondiales** », exprimant ainsi un net soutien aux principales revendications de l'impérialisme chinois. <sup>1510</sup> Quelques jours auparavant, le président brésilien avait même appelé les « institutions internationales » [chapeautées par les pays impérialistes en déclin qui les ont créé], à « permettre aux pays en développement de définir par eux-mêmes leur avenir », ajoutant que le Brésil n'était « **pas devenu un créancier de ces institutions pour que les choses restent inchangées** ». <sup>1511</sup>

Une opinion partagée par l'Inde, dont la diplomatie souligna qu'il fallait « réfléchir désormais à l'obtention d'un poids plus conséquent dans la gestion des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ». <sup>1512</sup>

Des avertissements lourds de signification se ramenant à ceci : "si vous n'acceptez pas que les choses changent, nous les feront changer nous même" !

Comme le remarquait un article publié dans *La Tribune* au printemps, le renforcement du crédit et de l'influence de l'impérialisme chinois sur la scène internationale découle autant de son émergence rapide que du déclin de ses concurrents.

« Tout autant que les indéniables réussites et la nouvelle confiance en eux des chinois, ce sont les failles américaines ainsi que la déconstruction de l'Union européenne qui ont brutalement accéléré l'émergence de l'empire du Milieu ». <sup>1513</sup>

A terme, la création de nouvelles institutions internationales chapeautées par l'impérialisme chinois apparaît donc comme inévitable, car il serait étonnant que les puissances impérialistes en décomposition acceptent d'abandonner leur influence sans y être contraintes. Que ce soit depuis 2001 via le Forum de Bo'ao pour l'Asie

(l'équivalent asiatique de Davos qui se tient chaque printemps sur l'île de Hainan) et via l'Organisation de coopération de Shanghai, depuis 2009 via le BRIC, ou même à la tribune des organisations créées et chapeautées par ses concurrents en déclin, l'impérialisme chinois fait de plus entendre sa voix et de mieux en mieux représenter ses intérêts sur la scène internationale.

A l'automne 2009, l'impérialisme chinois soulignait à la tribune de l'ONU, qu'il était essentiel d'apporter des solutions à « la crise de développement sans précédent » qui frappait les « pays en voie de développement » confrontés depuis la fin de l'année 2008 à la réduction des échanges commerciaux internationaux.<sup>1514</sup> Il faut donc voir dans l'approfondissement des relations économiques sino-africaines, la contribution de l'impérialisme chinois à la résolution de ce problème..

Dans le courant de l'été 2009, un expert italien du Centre d'études internationales de Rome affirma que la Chine « est devenue l'un des premiers pays en terme d'aide apportée à l'Afrique sub-saharienne, alors que de nombreux pays occidentaux renâclent à tenir leurs promesses financières ». En outre, l'expert soulignait que la Chine « joue un rôle central et positif » et qu'elle « comprend l'importance d'investir dans le développement de l'Afrique sans poser de conditions politiques ».<sup>1515</sup>

Au même moment, le président ougandais rejetait les accusations de puissances impérialistes européennes pour lesquelles « la présence de la Chine en Afrique entrave le progrès du continent dans la démocratie ». Pour lui, les relations entre l'Afrique et la Chine sont « basées sur une formule gagnant-gagnant » et contrairement aux pays européens, la Chine ne s'ingère pas dans les affaires intérieures des pays africains « pour des questions relatives à la démocratie, à la corruption et aux droits de l'Homme ».<sup>1516</sup> Quelques semaines plus tard, Barack Obama illustre ceci en déclarant devant le parlement ghanéen que « l'aide à l'Afrique » devait « être subordonnée à la bonne gouvernance dans les pays assistés ».<sup>1517</sup>

De même, un haut responsable tanzanien des journaux *Daily News* et *Sunday News* affirma qu'en dépit de « son influence croissante en tant que puissance émergente », elle n'abusait pas « de sa puissance dans la coopération Chine-Afrique ».<sup>1518</sup>

Quelques semaines plus tard, au cours du 20<sup>ème</sup> forum mondial de l'Afrique qui s'est déroulé au printemps dernier et qui avait pour thème « **Repenser la stratégie de croissance en Afrique** », la coopération avec la Chine a occupé une place centrale. Le premier ministre éthiopien, à l'instar d'autres dirigeants du continent, a loué les investissements chinois en Afrique, car « basés sur un accord stratégique dans l'intérêt à la fois de la Chine et de l'Afrique ».<sup>1519</sup>

Au Nigéria, la China Gezhouba Group Corporation rénove les routes de Lagos, la plus grande ville du pays. Selon une enquête du Pew Global Attitude Project (Un projet mené par le Pew Research Center, un institut de sondage d'opinion publique internationale. Il est dirigé par Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'Etat américaine et John Danforth, ancien ambassadeur américain auprès des Nations Unies), la part des nigériens ayant une bonne opinion de la Chine est de 85 %,

contre 79 % en 2008. Surtout, la Chine est le pays ayant la meilleure image parmi les 24 pays étrangers ayant fait l'objet de l'enquête.<sup>1520</sup>

Une image positive que les représentants de l'impérialisme chinois comptent bien préserver. Quelle meilleure publicité en effet pour s'attirer la sympathie des élites bourgeoises des pays dépendants ? Au début de l'année 2010, le ministère chinois des affaires étrangères appela les entreprises chinoises à veiller tout particulièrement « **à respecter les droits légitimes des employés locaux et les cultures locales en Afrique** ».<sup>1521</sup>

L'impérialisme chinois est aujourd'hui devenu un acteur incontournable sur la scène économique et politique internationale. Depuis le ministre togolais de la Coopération et du Développement qui qualifiait de « fructueuse » la coopération sino-togolaise qui n'a eu de cesse « de se développer et de se diversifier davantage » au nouveau président du Salvador qui a exprimé son souhait de « nouer d'étroits liens de commerce avec la Chine », celle-ci étant « l'un des pays à avoir connu la plus rapide croissance économique de ces dernières années », les élites des pays dépendants sont de plus en plus nombreuses à opter pour le renforcement de leurs liens avec l'impérialisme chinois.<sup>1522</sup>

Durant la période 2000-2009, le volume du commerce bilatéral sino-africain est passé de 10,6 à 91,1 milliards de \$. En 2009, la Chine a représenté 10 % du volume du commerce extérieur de l'Afrique.<sup>1523</sup> La Chine est alors devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique. Pour le seul premier semestre 2010, le volume du commerce bilatéral sino-africain a atteint 61,2 milliards de \$ et devrait sans mal franchir la barre des 100 milliards de \$ cette année.<sup>1524</sup> Les investissements ne sont pas non plus en reste. Durant la période 2003-2008, les flux d'IDE chinois en Afrique sont passés de 0,5 à 7,8 milliards de \$.<sup>1525</sup> Ce sont aujourd'hui plus de 1 600 entreprises chinoises qui sont implantées sur le continent africain.<sup>1526</sup>

L'Afrique n'est pas un cas isolé : tous les continents sont concernés, y compris le continent américain, où les élites bourgeoises-compradore cachent de moins en moins leur fascination croissante pour le "modèle chinois". Au printemps 2009, la secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) déclara ainsi que beaucoup de pays d'Amérique Latine souhaitaient « de plus en plus vivement développer des relations avec la Chine » et « apprendre le modèle chinois » car « son modèle économique est diversifié et son système financier est lié à l'économie réelle ». Selon elle, la Chine « **est considérée comme un pays qui sait comment gérer son développement avec une stratégie à long terme** ».<sup>1527</sup>

A l'occasion de l'Exposition Universelle de Shanghai, le rédacteur en chef du quotidien congolais *Le Potentiel* déclara que la Chine constituait « l'unique modèle de développement à suivre pour l'Afrique en général et pour la République démocratique du Congo (RDC) en particulier, tant en ce qui concerne l'organisation que le sens élevé du travail bien fait ».<sup>1528</sup>

Si les élites bourgeoises-compradore des pays dépendants les plus faibles hésitent encore parfois à s'opposer ouvertement aux intérêts des pays impérialistes en déclin, craignant sans aucun doute de devenir les victimes d'ingérences telles qu'au

Niger, celles d'autres pays moins vulnérables à ce genre de "révolutions de palais" ne cachent plus leur sympathie croissante pour l'impérialisme chinois.

Au printemps 2009, le président égyptien avait ainsi reçu un responsable du PCC qui avait loué « les efforts déployés par l'Égypte pour promouvoir la coopération entre les pays arabes et la Chine et la coopération entre les pays africains et la Chine ». <sup>1529</sup>

En 2009, la Chine et l'Égypte ont établi « un partenariat de coopération stratégique » et le volume de leur commerce bilatéral a dépassé 6 milliards de \$. En outre, des entreprises chinoises possèdent déjà des usines textiles dans les zones franches égyptiennes, comme à Port-Saïd. Une façon pour l'impérialisme chinois d'expérimenter sa future division internationale du travail... <sup>1530</sup>

Étant donné sa proximité avec l'impérialisme chinois, rien d'étonnant à ce qu'au printemps, le ministère égyptien des affaires étrangères se soit prononcé contre un « durcissement des sanctions contre l'Iran ». <sup>1531</sup> En 2009, le commerce bilatéral sino-arabe a représenté 110 milliards de \$, un montant cent fois plus élevé qu'il y a trente ans. <sup>1532</sup> Alors forcément, parmi les pays arabes, beaucoup sont de plus en plus amenés à revoir leurs alliances en fonction de l'importance nouvelle des relations commerciales avec la Chine.

Dans de nombreux pays dépendants, la montée en puissance de l'impérialisme chinois est perçue à la fois comme une opportunité de développement et une revanche sur la colonisation. C'est ainsi qu'il y a près de trois ans, le quotidien algérien *El Watan* s'enthousiasmait des succès économiques de la Chine qui entraînait « dans le club des puissants » et devenait « un pôle du monde qui se transforme en multipolaire ».

« Que de prouesses et d'exploits de ce géant de l'Orient qui font sans conteste trembler l'Occident ». <sup>1533</sup>

Au cours de l'été 2009, le président du puissant Parti "communiste" de la Fédération de Russie (17,7 % des suffrages aux élections présidentielles de mars 2008), avait fait l'éloge « de la capacité de gouvernance et des réalisations du PCC », saluant « le partenariat stratégique de coopération sino-russe » et estimant « que la Chine pourrait devenir un des pays les plus développés en matière d'économie, de politique et de culture au 21<sup>ème</sup> siècle ». <sup>1534</sup>

Hors des pays impérialistes en déclin, que ce soit par espoir ou par esprit de revanche, nombreux sont ceux qui voient d'un bon œil le renforcement rapide de l'impérialisme chinois. Bien que la Chine se soit attirée la sympathie des élites bourgeoises-compradore de nombreux pays dépendants d'abord à travers des avantages financiers et commerciaux — à l'instar de l'annulation de la dette des 49 pays les moins développés et de l'exemption de taxes douanières pour les marchandises en provenance de 40 pays parmi les moins développés —, ces avantages ne sont pas l'essentiel. <sup>1535</sup>

L'essentiel, ce sont les investissements réalisés par l'impérialisme chinois dans ces pays, dans les infrastructures, l'énergie, mais également dans l'agriculture.

Évoquant la portée de ces investissements, l'ambassadeur de Chine au Sénégal déclarait à l'automne pouvoir « **dire avec fierté que la Chine a fait plus au Sénégal en quatre ans que des pays occidentaux en 10 ou 20 ans** ». <sup>1536</sup>

Quand on entend dire que la Chine a fait plus en quelques années pour le développement économique de l'Afrique ou d'autres pays dépendants que ne l'ont fait les pays impérialistes en déclin, ce n'est pas qu'une simple image !

En 2004, le Congo comptait seulement 3 centrales électriques : deux petites centrales hydroélectriques mises en service respectivement en 1951 et 1978, ainsi qu'une petite centrale à gaz construite en 2002. Ces trois centrales cumulaient une capacité installée de 111 MW. En 2004, la société chinoise CMEC a débuté la construction du barrage hydroélectrique d'Imboulou. Au début de cette année, la première des quatre turbines entrainait en fonction. La construction de ce barrage aura coûté 2,33 \$ par watt installé. D'ici la fin de l'année la capacité électrique installée du Congo se sera accrue de 120 MW !<sup>1537</sup>

Il y a quelques mois, le président malien assistait au début des travaux du barrage de Taoussa par l'entreprise chinoise China Gezhouba Group Company (CGGC) qu'il définissait comme « le plus grand chantier de génie civil ouvert dans le nord depuis l'indépendance du Mali ». Situé sur le fleuve Niger, ce barrage disposera d'une puissance de 25 MW et permettra surtout l'irrigation de milliers d'hectares de terres, ainsi que le développement de la pêche dans le réservoir.<sup>1538</sup>

La Chine construit également la centrale hydro-électrique de Mekin au Cameroun sur le fleuve Dja. Pour financer sa construction, l'impérialisme chinois a accordé un prêt s'étalant sur 15 ans et couvrant 85 % du coût du projet, à un taux d'intérêt de 2 %.<sup>1539</sup>

Les monopoles énergétiques chinois sont également bien implantés en Ethiopie. La capacité électrique installée du pays se montait à 0,8 GW en 2007, une capacité bien insuffisante pour subvenir aux besoins électriques du pays qui souffre depuis 2006 d'une pénurie d'électricité. Un comble pour un pays disposant d'un potentiel hydro-électrique estimé à 40 GW, le second du continent après celui du Congo, estimé à 100 GW. Sino-hydro Corporation mène actuellement en Ethiopie deux importants projets hydroélectriques d'une capacité installée cumulée de plus de 0,5 GW. La Chine a également remporté dans ce pays un contrat pour la construction de deux champs éoliens d'une capacité installée cumulée de plus de 100 MW.<sup>1540</sup>

Et ce n'est qu'un début, car d'autres importants projets hydro-électriques attribués à la Chine sont planifiés et feront de l'Ethiopie un important pays exportateur d'électricité dans toute la région, dans un premier temps vers le Kenya, le Soudan, et le Yémen, puis dans un second temps vers une douzaine d'autres pays du sud du continent, jusqu'à l'Afrique du Sud ! Le gouvernement éthiopien et le monopole chinois Sinohydro Corporation ont ainsi signé un accord pour la construction de deux centrales hydro-électriques de grande capacité pour un montant de 4 milliards d'euros. Situées sur les fleuves Gibe et Omo, les centrales Gibe IV et Halele Werabesa disposeront d'une puissance installée cumulée de 2,1 GW.<sup>1541</sup>

Au Soudan voisin, ce sont la China Three Gorges Corporation et la China Water and Electric Corporation qui ont signé un contrat de plus de 0,8 milliard de \$ pour la construction de barrages qui contribueront non seulement à la production d'électricité, mais également à la régulation des eaux du fleuve et à l'irrigation de centaines de milliers d'hectares de terres agricoles.<sup>1542</sup>

Quelques exemples qui illustrent la multiplicité des projets et réalisations chinoises. Des exemples qui font tâche d'huile : aujourd'hui, ce sont les dirigeants kenyans qui invitent « la Chine à nous aider avec son savoir technologique pour explorer l'énorme potentiel que nous avons dans diverses sources de production énergétique ».<sup>1543</sup>

Mais la Chine ne construit pas ses centrales hydro-électriques seulement en Afrique. Elle mène également d'autres projets en Asie et même sur le continent américain. Au Cambodge, la Sinohydro Corporation construit cinq centrales hydro-électriques et en a quatre autres de planifiées.<sup>1544</sup>

Au Kazakhstan, c'est la CGGC qui a signé un contrat pour la construction d'une centrale hydro-électrique de 254 MW sur le fleuve Alma-Ata.<sup>1545</sup>

Enfin, à l'automne 2009, c'est le président équatorien qui signait avec la Sinohydro Corporation et la Banque d'import-export de Chine un contrat de 2 milliards de \$ pour la réalisation d'un projet hydro-électrique d'une capacité installée de 1,5 GW sur le fleuve Amazone, la banque chinoise accordant comme à son habitude un prêt à taux réduit couvrant 85 % du coût du projet. Avec ce projet qui doit s'achever d'ici 2017, l'Equateur verra la part de l'hydro-électricité passer de 44 à 95 % de sa production électrique.<sup>1546</sup>

Ces réalisations de l'impérialisme chinois ne sont évidemment pas désintéressées.

En investissant de la sorte dans le développement des infrastructures de transport et dans le secteur énergétique, l'impérialisme chinois prépare la réalisation de ses objectifs stratégiques à long terme.

Pour Frédéric Lasserre, responsable de la recherche matières premières à la Société Générale, « **les gouvernants chinois** » « **pilotent leur siècle** » car « **ils savent très bien que le 21<sup>ème</sup> siècle va être le leur, et ils s'organisent dans cette optique** ».

« Le développement de la Chine est tout à fait différent de celui qu'ont pu connaître le Japon ou l'Allemagne après la seconde guerre mondiale. Ces pays ont soutenu et favorisé la croissance et le développement par des politiques ad hoc, et ne sont pas inquiétés de la sécurité de leur approvisionnement en matières premières : ils achetaient simplement le pétrole et les minerais qui leur était nécessaire, en faisant confiance aux Etats-Unis pour assurer la sécurité. Le développement de la Chine est clairement différent : il est soutenu par une volonté de puissance, qui permet au pays de se projeter dans le très long-terme ».<sup>1547</sup>

Cet analyste souligne ici très justement la différence de fond avec le développement de l'Allemagne et du Japon tel qu'il s'est opéré sous la tutelle de l'impérialisme américain, et le développement actuel de l'impérialisme chinois qui n'est pas limité par de telles entraves.

Un constat qui n'est pas nouveau !

En février 2005, l'ancien Ministre des Affaires Etrangères Hubert Védrine soulignait déjà cette particularité de l'émergence chinoise.

« La force de la Chine est sa pensée stratégique. Les grands dirigeants chinois organisent le monde. Ils ont deux cerveaux : le parti communiste et le business. (...) La Chine a pour but de rattraper le retard économique et les humiliations historiques ».<sup>1548</sup>

Les analystes des pays impérialistes en déclin reconnaissent donc aux dirigeants chinois leur vision stratégique à long terme, une vision évidemment permise par le haut degré atteint par le capitalisme monopoliste d'Etat en Chine. La bourgeoisie monopoliste d'Etat, directement intégrée aux affaires politiques, n'a pas besoin d'intermédiaires et peut se concentrer sur l'élaboration de stratégies sophistiquées.

La vision stratégique chinoise à long terme est aujourd'hui parfaitement illustrée par les investissements chinois en Afrique. Ces investissements, notamment ceux contribuant au développement d'infrastructures et de certaines industries de base, visent à préparer ces pays d'un tissu industriel. Une façon pour l'impérialisme chinois de poser les fondations de sa future division internationale du travail, et en particulier de sa future "économie de bazar"...

La vision stratégique de l'impérialisme chinois va réellement très loin. En Afrique, l'impérialisme chinois vise ainsi à soutenir le développement de l'agriculture.

Pour comprendre cette orientation, il faut comprendre une différence majeure entre l'impérialisme chinois et les pays impérialistes en déclin. Comme nous l'avons vu un peu plus haut, l'impérialisme chinois possède un vaste territoire, mais la majeure partie de celui-ci est défavorable à l'agriculture. Les terres agricoles sont donc une ressource rare en Chine, à tel point que la province du Heilongjiang loue actuellement à la Russie près de 0,43 million d'hectares de terres agricoles destinées à la production céréalière.<sup>1549</sup>

De même, pour palier à l'insuffisance de terres agricoles, le gouvernement chinois prévoit d'investir 56 milliards de yuans durant la période 2010-2012, afin d'accroître de 0,67 million d'hectares la superficie de terres arables. Le gouvernement chinois définit en effet comme un impératif stratégique de maintenir la superficie des terres arables au dessus de la barre des 120 millions d'hectares, « afin d'assurer la sécurité céréalière du pays ».<sup>1550</sup>

Au contraire, de nombreux pays impérialistes en déclin, en particulier les USA, la Russie, le Canada et la France, possèdent beaucoup plus de terres cultivables, suffisamment pour se permettre de ne pas tout cultiver et/ou d'exporter une partie de leur récolte !

Les terres arables représentent aujourd'hui moins de 14,9 % du territoire chinois, soit 142,2 millions d'hectares. Une proportion plus de trois fois inférieure à celle de l'Inde dont les terres arables représentent 48,8 % du territoire, soit 145,2 millions d'hectares. Bien que plus de trois fois moins étendu que le territoire chinois, le territoire indien offre donc une surface de terres arables équivalente à celle de la Chine !

A titre de comparaison, les terres arables représentent 18,0 % du territoire américain (soit 165,0 millions d'hectares), et 33,5 % du territoire français (soit 18,4 millions d'hectares).

Comme le démontre le tableau ci-dessous, les pays impérialistes en déclin ainsi que nombre de pays dépendants d'Afrique sub-saharienne et d'Amérique Latine disposent d'importantes superficies de terres cultivables non cultivées, ce qui n'est pas le cas de l'Asie, de l'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient.

Terres cultivables et terres effectivement cultivées <sup>1551</sup>			
	Terres cultivables (millions d'hectares)	Terres effectivement cultivées	
		millions d'hectares	proportion
Amérique Latine	984	167	17 %
Afrique sub-saharienne	1054	200	19 %
Afrique du Nord et Moyen-Orient	92	90	98 %
Asie	538	463	86 %
Ex-Urss	409	200	49 %
OCDE	900	414	46 %
<b>Total :</b>	<b>3977</b>	<b>1534</b>	<b>39 %</b>

Du fait de la pénurie de terres cultivables, des pays comme l'Inde, la Corée du Sud et l'Arabie Saoudite louent aujourd'hui à long terme (en général sur 50 ans) des millions d'hectares de terres, essentiellement au Soudan, à Madagascar ou en Indonésie. Un récent reportage télévisé diffusé sur M6 ne manqua pas de montrer les méfaits de ce type de location de terres, prenant l'exemple d'une grande exploitation latifondiaire indienne de 11 000 hectares en Ethiopie au prix de trois euros par an par hectare : production essentiellement destinée à l'exportation, salaire mensuel d'une dizaine d'euros ne permettant même pas d'assurer la survie du travailleur, refoulement des paysans locaux cultivant ou faisant paître leurs troupeaux sur ces terres et enfin service d'ordre armé.<sup>1552</sup> On imagine bien que de telles pratiques, si elles étaient généralisées, déboucheraient rapidement sur une aggravation extrême des tensions sociales.

Comme nous allons le voir un peu plus loin, ce n'est pas là la voie privilégiée par l'impérialisme chinois qui aspire à davantage de stabilité sociale. Il est vrai également que pour lui, il n'y a pas encore urgence, contrairement à l'Inde. En dépit de ses terres arables disponibles en quantité limitée, l'agriculture chinoise est aujourd'hui de loin la première agriculture du monde, devant l'agriculture indienne et américaine, et détient la première place dans de nombreux domaines en termes de volume : céréales, pommes de terre, légumes, œufs, pommes, coton, etc. Un fait qu'illustre le tableau ci-dessous.

Quelques productions de l'agriculture chinoise <sup>1553</sup>				
En millions de tonnes	1990	2007	Part dans la production mondiale	
			1990	2007
Riz, blé et maïs	387,1	449,1	24,3 %	21,8 %
Légumes frais	61,7	146,9	43,9 %	60,0 %
Coton	4,5	7,6	24,3 %	29,9 %
Viande	30,4	70,4	16,9 %	25,9 %
Œufs	6,6	21,8	18,7 %	36,8 %
Lait	7,0	39,8	1,3 %	5,9 %

Au cours des dernières décennies, l'agriculture chinoise a ainsi assuré à la population chinoise sa subsistance, ce qui lui a permis de ne pas souffrir des fortes variations des cours des céréales sur le marché international en 2007. Cette performance a pu être obtenue exclusivement par la hausse des rendements céréaliers qui ont permis au cours des dernières années d'assurer la quasi-



autosuffisance en céréales tout en leur consacrant moins de terres cultivables, permettant ainsi une diversification croissante de l'agriculture chinoise.

Durant la période 1990-2007, la production céréalière chinoise (riz, maïs, blé) est passée de 387,1 à 449,1 millions de tonnes alors que la surface consacrée à ces cultures diminuait légèrement, passant de 85,8 à 82,4 millions d'hectares. Le rendement s'est donc élevé fortement, passant de 45,1 qx/ha à 54,5 qx/ha. Le rendement des cultures céréalières chinoises est beaucoup plus élevé que la moyenne mondiale : avec seulement 15,6 % des surfaces mondiales consacrées à la culture du riz, du maïs et du blé, la Chine a contribué pour 21,8 % de la récolte mondiale en 2007.

A titre de comparaison, durant la même période, les surfaces occupées par la culture du riz, du maïs et du blé dans le monde sont passées de 509,6 à 528,5 millions d'hectares. La production de ces surfaces, elle, est passée de 1 594,2 à 2 056,6 millions de tonnes de grains. Le rendement moyen s'est donc élevé de 31,3 à 38,9 qx/ha.

La production céréalière indienne (riz, maïs, blé), elle, est passée de 170,3 à 239,3 millions de tonnes. Dans le même temps, la surface consacrée à ces cultures est passée de 72,1 à 79,9 millions d'hectares. Le rendement s'est donc assez fortement élevé, passant de 23,6 qx/ha à 29,9 qx/ha. Le rendement des cultures céréalières indiennes est resté malgré tout faible : avec 15,1 % des surfaces mondiales consacrées à la culture du riz, du maïs et du blé, l'Inde a contribué pour seulement 11,6 % à la récolte mondiale.

En 2007, les USA ont récolté 56,7 millions d'hectares de ces mêmes cultures (soit 10,7 % de la superficie mondiale) et récolté pour 396,3 millions de tonnes de grains, représentant 19,3 % de la récolte mondiale et un rendement moyen de 69,9 qx/ha.

Enfin, en 2007, la France récolte 6,7 millions d'hectares de ces mêmes cultures (soit 1,3 % de la superficie mondiale) et récolte pour 47,2 millions de tonnes de grains, représentant 2,3 % de la récolte mondiale et un rendement moyen de 70,0 qx/ha.

Comme on le voit, la production céréalière indienne reste très éloignée de celle de la Chine en dépit d'une surface cultivée désormais à peine inférieure. L'agriculture indienne est également beaucoup moins diversifiée et n'a par exemple produit que 29,1 millions de tonnes de légumes frais en 2007 (contre 22,6 millions de tonnes en 1990), soit 19,8 % de la production chinoise.

Si la production céréalière chinoise rattrape rapidement le niveau de celles des pays impérialistes en déclin les plus avancés sous l'angle du rendement, les cultures qui ont le plus progressé n'en restent pas moins les cultures fruitières et maraichères. La production chinoise de pommes, poires, pêches et nectarines est ainsi passée de 8,1 millions de tonnes à 49,0 millions de tonnes. La part de marché mondiale de la Chine dans la production de pommes est ainsi passée de 10,5 % à 42,2 %.

En dépit d'une agriculture très productive, la Chine a eu besoin d'importer 2,6 millions de tonnes de coton en 2007, mais surtout 33,2 millions de tonnes de soja, 6,0 millions de tonnes de maïs et de blé et 5,2 millions de tonnes d'huile de palme. Le principal déficit de l'agriculture chinoise se situe dans la production d'huile et de

sucré. En 2007, la Chine a produit 122,7 millions de tonnes de sucre, soit 6,5 % de la production mondiale. En dépit de ces faiblesses, l'agriculture chinoise est beaucoup plus diversifiée que les agricultures d'exportation de pays dépendants, à l'instar de la Malaisie et de l'Indonésie qui produisent à elle deux plus de 320 millions de tonnes d'huile de palme, soit la plus grande partie de la production mondiale !

L'impérialisme chinois se concentre aujourd'hui surtout sur la promotion de son développement agricole national, en développant notamment de nouvelles variétés, en augmentant les subventions agricoles, en accélérant la mécanisation, en renforçant la construction des infrastructures dans les zones rurales (réservoirs, canaux d'irrigation, modernisation du réseau électrique, et moyens de transport) et en y améliorant les services publics (éducation, santé, culture).<sup>1554</sup>

Au début de l'été, le gouvernement chinois a ainsi défini comme une tâche prioritaire l'accélération de la mécanisation de l'agriculture chinoise, jugeant que la Chine « se trouvait dans une phase cruciale de transition, qui doit la faire passer d'une production agricole à forte intensité de main-d'œuvre vers une production plus mécanisée ». En 2009, ce sont 49,1 % des surfaces labourées, ensencées et récoltées qui l'ont été de façon mécanique, contre 42,1 % en 2007.<sup>1555</sup>

Notons au passage que comme l'illustrent les graphes ci-dessous, même si l'agriculture représente une part décroissante du PIB et de l'emploi chinois, elle représente encore un peu plus de 10 % du PIB et fournit près de 40 % de l'emploi. Des proportions très supérieures à celles des pays impérialistes en déclin — comme le Japon qui sert ici de base de comparaison —, où l'agriculture représente rarement plus de 2 % du PIB et de l'emploi. Il reste donc à l'impérialisme chinois d'immenses réserves de main-d'œuvre avant que la création d'emplois dans le secteur des services ne se fasse au détriment de l'emploi industriel, sans oublier l'incidence de ce potentiel de force de travail surnuméraire en termes de pression sur le niveau des salaires... De quoi garantir deux à trois autres décennies de haut degré de compétitivité à l'industrie chinoise !

**[Voir fascicule de graphes pp. 34 et 35]**

Cette parenthèse étant close, la Chine cultive aujourd'hui autour de 29 millions d'hectares de riz, avec un rendement moyen de 63 qx/ha. Introduit en 2006, le riz hybride de phase II représente 57 % de ces surfaces pour un rendement moyen de 72 qx/ha, alors que les autres variétés de riz ont un rendement moyen de 51 qx/ha. D'ici 2012 devraient s'achever les travaux sur le riz hybride de phase III qui devrait permettre d'atteindre des rendements allant jusqu'à 135 qx/ha, contre 90 qx/ha pour le riz hybride de phase II. L'objectif est bien sûr d'assurer la croissance de la production céréalière chinoise au cours des prochaines années, mais également d'« aider les autres pays à développer la culture du riz hybride » et de « jouer un rôle clé en assurant la sécurité alimentaire mondiale au cours du nouveau siècle ». <sup>1556</sup>

Entre 2013 et 2015, après les derniers tests à grande échelle et la multiplication des semences, la Chine commencera la commercialisation de deux variétés de riz transgéniques (Bt) qui viennent d'obtenir les certificats de biosécurité. Créées par l'Université Agricole de Huazhong (Hebei), elles ont été conçues pour résister aux

insectes nuisibles et devraient permettre de réduire de 80 % l'emploi d'insecticides tout en augmentant les gains de productivité de 8 %. Le coton transgénique (Bt), cultivé depuis 1996, représentait 70 % des surfaces cultivées de coton en 2007.<sup>1557</sup>

Monsanto lui-même a donc du souci à se faire et ce n'est pas pour rien si la firme américaine inaugurerait l'an dernier son premier centre de recherche en Chine.<sup>1558</sup>

Selon la FAO, la Chine n'a produit que 1,9 % des 224 millions de tonnes de cassaves (manioc) produites en 2007 dans le monde. La culture du manioc occupait alors près de 19 millions d'hectares de terres, soit une superficie identique à celle de la pomme de terre dont la production dépassait 323 millions de tonnes. La Chine a pourtant pris la tête des recherches mondiales sur le manioc. Au début de l'année 2010, les scientifiques chinois ont achevé le séquençage de trois variétés de manioc, une première mondiale. Les chercheurs chinois comptent utiliser cette cartographie génétique afin de créer des variétés de manioc adaptées à des sols arides et résistant à la sécheresse. Le manioc, cultivé dans le sud de la Chine « en tant que source de nourriture et de biomasse », pourra ainsi être cultivé « dans le nord de la Chine, malgré le climat froid et sec ».<sup>1559</sup>

Voilà pour la version officielle. En fait, il est évident que ces recherches pourraient avoir une autre utilité, internationale celle-ci. Le manioc constitue en effet l'aliment de base du milliard d'habitant le plus pauvre de la planète. Permettre sa culture dans des zones climatiques plus sèches pourrait contribuer à résoudre les problèmes de sécurité alimentaires dans de nombreux pays dépendants, à l'instar de ceux de la bande sahélienne.

Si l'impérialisme chinois voit aujourd'hui beaucoup plus large que son agriculture nationale et parle déjà de contribuer à « la sécurité alimentaire mondiale », c'est parce qu'il a déjà commencé à prendre d'autres mesures qui seront utiles dans un avenir plus lointain. La Chine et l'ASEAN se sont ainsi mises d'accord pour faire progresser les échanges et la coopération dans l'agriculture.<sup>1560</sup> Mais la cible principale de l'impérialisme chinois est indéniablement l'Afrique, du fait de son vaste potentiel de terres arables largement sous-exploité : faibles surfaces cultivées et faibles rendements.

A la tribune de la dernière conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac), la délégation chinoise a déclaré qu'il n'était pas question « **de réduire l'attention accordée au développement de l'Afrique sous prétexte de la lutte contre le changement climatique** ». Au cours de ce forum sino-africain qui s'est tenu en Egypte quelques semaines avant la Conférence de Copenhague et qui a rassemblé les représentants des gouvernements de 49 pays africains, les deux parties ont adopté le Plan d'action de Charm el-Cheikh à travers lequel la Chine s'est engagée d'ici 2012 :

- à augmenter le volume du Fonds de développement Chine-Afrique qui aide au financement de projets d'infrastructures, notamment via une enveloppe de 10 milliards de \$ de prêts à taux préférentiels.
- à exempter de droits de douane les produits d'exportation des pays africains les plus pauvres à destination de la Chine.

- à apporter un soutien de 0,7 milliard de \$ de fournitures médicales et à former des milliers de médecins et d'infirmiers africains.
- à construire des dizaines de centres agricoles de démonstration technique, à envoyer des dizaines d'équipes techniques agricoles et à former des milliers d'agronomes africains.
- à construire des dizaines d'écoles de l'amitié sino-africaine et à accorder des milliers de bourses aux étudiants africains.<sup>1561</sup>

Après avoir rappelé que la Chine avait aidé l'Afrique à construire plusieurs milliers de kilomètres de routes et de voies ferrées, le premier ministre chinois a déclaré lors d'une conférence de presse tenue en marge de ce sommet que la Chine aidait l'Afrique « de tout son cœur ».<sup>1562</sup>

Au lendemain de la conférence de Copenhague, le gouvernement chinois réaffirmait l'importance du développement économique du continent africain, soulignant que l'on ne devait pas « répondre au changement climatique au détriment du développement ».<sup>1563</sup> Un discours déjà traduit dans les faits par les multiples projets hydro-électriques en cours.

Quelques semaines plus tard, à la tribune du Forum de Bamako portant sur le problème de la faim et de la souveraineté et de la sécurité alimentaire du continent africain qui se tint au mois de février, le premier ministre malien déclara que l'Afrique avait la possibilité de « nourrir ses propres enfants ».<sup>1564</sup>

Un expert agricole du Bahreïn ajouta pour sa part en marge de cette conférence que la très riche expérience agricole chinoise pouvait « être transférée par la Chine vers l'Afrique et le monde arabe » afin d' « accroître la production agricole et animale et faire élever ainsi le niveau de la sécurité alimentaire », avant d'ajouter « que les Arabes devront fournir des soutiens techniques, des fonds et programmes afin de former des éleveurs africains et d'établir des centres de recherche ».<sup>1565</sup>

Même perspective pour le ministère syrien de l'agriculture qui soulignait « l'importance de la coopération avec la Chine », « dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ».<sup>1566</sup>

Deux mois plus tard, à la veille de l'ouverture de l'Exposition universelle de Shanghai, s'ouvrait à Bamako la Conférence Chine-Afrique sur l'agriculture dont l'objectif majeur était « **de permettre aux paysans et décideurs africains de profiter de l'expérience de la Chine en matière de promotion et de financement du secteur agricole afin de lutter contre la faim et la pauvreté sur le continent** ».<sup>1567</sup>

Une perspective partagée par le ministre burundais de l'Agriculture et de l'Elevage qui recommanda que les pays africains investissent davantage « dans l'agriculture afin de faire que le continent soit autosuffisant dans l'alimentation » et puisse même « **exporter plus de produits en vue d'augmenter le revenu de la population rurale** ».<sup>1568</sup>

Quelques mois plus tard, en plein été, se tint à Pékin un nouveau forum sino-africain sur l'agriculture auquel participèrent des centaines de représentants chinois et africains. Outre la signature d'une nouvelle série d'accords de coopération et la réaffirmation de la détermination de partie chinoise à soutenir le développement

de l'agriculture africaine, ce forum appela les « pays développés » à « prêter une attention plus importante à la sécurité alimentaire en Afrique » et à « honorer leurs engagements à aider ces pays et à soulager leurs dettes ». <sup>1569</sup>

Une manière pour l'impérialisme chinois de mettre encore un peu plus la pression sur les pays impérialistes en déclin déjà confrontés à des problèmes insurmontables chez eux...

La stratégie de l'impérialisme chinois en Afrique tranche de manière indéniable avec celle des puissances impérialistes d'occident, à l'instar de l'impérialisme français dont l'aide technique... a souvent été limitée à la formation de cadres militaires indigènes capables de tenir les rênes de la Françafrique ! Pourtant, il ne faudrait pas croire que cette plus grande générosité de l'impérialisme chinois soit désintéressée. La question à laquelle il faut répondre, c'est pourquoi il est aujourd'hui dans l'intérêt de l'impérialisme chinois de voir l'agriculture africaine se développer.

L'intérêt fondamental de l'impérialisme chinois prend sa source dans le constat que le potentiel agricole chinois est, comme nous l'avons vu, limité. La Chine possède une agriculture déjà très productive dont la marge de progrès est assez limitée et il ne lui reste plus de terres arables inexploitées. **Un fort accroissement de la population chinoise, qui est comme on l'a vu une perspective à moyen-long terme, nécessitera donc de la Chine qu'elle s'approvisionne de manière croissante en produits agricoles d'importation.** Sous cet angle, l'aide chinoise apportée à l'Afrique, qui regorge de terres arables non exploitées, relève donc d'une stratégie à long terme. Certes, d'autres pays disposent également de vastes étendues de terres arables non-exploitées — tel la Russie, les USA et le Brésil —, mais leur statut de puissance impérialiste (au moins d'envergure régionale) ne facilite pas l'accès à leurs richesses naturelles !

En Afrique au contraire, les gouvernements bourgeois-compradore sont prêts à vendre les richesses naturelles et humaines de leurs pays pour quelques dollars. L'accès aux terres arables africaines semble donc beaucoup plus aisé et moins risqué d'un point de vue de la sécurisation du futur approvisionnement alimentaire chinois. Il suffit juste d'assurer un minimum de stabilité sociale, et donc de développement économique ! C'est dans ce cadre qu'il faut interpréter la générosité de l'impérialisme chinois vis-à-vis du continent africain. L'impérialisme chinois sait que le potentiel agricole de l'Afrique est largement suffisant pour nourrir plusieurs milliards d'habitants !

Enfin, en aidant les populations d'Afrique et d'Asie à se nourrir elles-mêmes — avec une part de capitaux chinois évidemment —, l'impérialisme chinois pourra alors sérieusement envisager la mise en place de sa propre "économie de bazar", sans oublier l'impact positif en termes d'image. Son image ne pourra en effet que s'en trouver encore davantage rehaussée sur la scène internationale, ce qui précipitera la décomposition de la sphère d'influence de ses concurrents en déclin sur la scène internationale.

Une telle perspective déplaît déjà, et déplaira de plus en plus aux pays impérialistes en déclin, qui ont toujours tout mis en œuvre pour que l'agriculture africaine

n'émerge jamais comme une agriculture vivrière — car elle concurrencerait alors leurs propres cultures exportatrices —, mais demeure une agriculture "complémentaire" de la leur, cantonnée à quelques cultures d'exportation.

Que ce soit dans le domaine agricole ou dans l'industrie extractive, les investissements chinois ne sont évidemment pas vus d'un bon œil par les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin, car ils contribuent à détacher les pays dépendants de leur propre sphère d'influence et à compromettre leur contrôle sur le développement de leur économie.

Cette perspective de voir émerger une nouvelle concurrence est d'autant plus dangereuse pour eux que leur propre agriculture connaît déjà des difficultés croissantes.

En 2000, la France comptait 394 000 exploitations professionnelles s'étendant sur une surface de 25,5 millions d'hectares. En 2007, il n'en restait plus que 326 000 s'étendant sur une surface de 25,2 millions d'hectares. La surface moyenne des exploitations est donc passée de 64,2 à 77,3 ha durant la période 2000-2007. Le nombre des actifs permanents de ces exploitations est passé dans le même temps de 0,94 à 0,77 million. En 2007, seules 18 700 exploitations possédaient une superficie de plus de 200 ha. Elles s'étendaient sur 5,2 millions d'hectares. Ces 5,7 % d'exploitations représentaient 20,6 % de la surface totale, soit une superficie moyenne par exploitation de 278,1 ha.<sup>1570</sup> A titre de comparaison, la taille moyenne des exploitations agricoles américaines était de 169,2 ha en 2007.<sup>1571</sup>

Après avoir connu son apogée en 2007, alors que les cours mondiaux des céréales avaient explosé, le revenu moyen des agriculteurs français a fortement chuté en 2008 et 2009, baissant respectivement de 20 % et 34 % en glissement annuel. Leur revenu annuel moyen s'est donc effondré, passant de 28 500 euros à 14 500 euros durant la période 2007-2009, soit en dessous de leur niveau du début des années 1990 !<sup>1572</sup>

A l'automne 2009, des dizaines de milliers d'agriculteurs français avaient manifesté afin d'obtenir du gouvernement un plan d'aide d'urgence face à une forte baisse de leurs revenus. « Il faut sortir de cette politique agricole européenne ultralibérale et changer fondamentalement les options prises il y a une dizaine d'années », déclarait le président de la FNSEA.<sup>1573</sup> Quelques mois plus tard, les agriculteurs manifestaient à nouveau par milliers à Paris, exigeant « des mesures du gouvernement pour faire face à la baisse des cours mondiaux des céréales et des oléagineux ». <sup>1574</sup>

Les producteurs laitiers ne sont pas non plus épargnés alors que la fin des quotas laitiers, instaurés pour limiter la concurrence, est aujourd'hui une perspective proche.

Les raisons de ces difficultés actuelles ?

D'abord, une offre croissante et bon marché qui tire les prix vers le bas : montée en puissance de l'agriculture allemande (lait, porc) et de l'agriculture de pays d'Europe de l'Est, développement de domaines latifondiaires en Afrique, hausse continue de la production céréalière chinoise. A titre d'exemple, alors que le lait est vendu par les producteurs à environ 300 euros les 1 000 litres aux industriels, le prix de vente des producteurs allemands a été en moyenne de 35 euros inférieur à celui des

producteurs français en 2009. La raison de cet écart : un coût de revient inférieur du fait d'exploitations « plus grandes » permettant « de réaliser plus d'économies d'échelle », ainsi que des charges salariales et une fiscalité « plus légères ». <sup>1575</sup>

Mais surtout, la concurrence croissante livrée aux derniers lambeaux d'industrie des pays impérialistes en déclin par l'industrie chinoise ! Au 19<sup>ème</sup> siècle, Karl Marx avait déjà décrit le combat livré par la bourgeoisie anglaise contre les propriétaires fonciers pour aboutir à la baisse du prix des denrées alimentaires. Son but : baisser le coût de l'entretien de la force de travail et améliorer la compétitivité des marchandises anglaises.

Avec la concurrence croissante livrée par l'impérialisme chinois dans un nombre croissant de secteurs industriels de haute technologie, la main d'œuvre des pays impérialistes en déclin se trouve toujours plus mise en concurrence directe avec la main d'œuvre chinoise à bas coût... Et face à cette concurrence, l'agriculture ultra-subsventionnée devient un handicap de plus en plus grand !

La crise actuelle de l'agriculture va évidemment accélérer ce mouvement de concentration observé au cours des années précédentes. Des décennies durant, la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin a subsventionné son agriculture, permettant ainsi sa mécanisation à un faible degré de concentration.

Aujourd'hui, alors que les dernières branches d'industrie des pays impérialistes en déclin doivent plus que jamais disposer d'une main-d'œuvre dotée d'une meilleure compétitivité, il est naturel que le capital cherche à faire sauter les entraves à la libre concurrence dans l'agriculture afin de favoriser l'abaissement du prix des denrées alimentaires et donc de permettre la baisse du coût de la force de travail. C'est pourquoi aujourd'hui, de plus en plus de dirigeants bourgeois d'Europe « appellent à une forte réduction des dépenses liées à la PAC ». Or un économiste interrogé par *Les Echos* affirmait crument :

« Aucun pays développé — même les Etats-Unis — ne peut maintenir son agriculture sans lui octroyer des aides ».

Il faut dire que sur le chiffre d'affaires de 67 milliards d'euros réalisé par l'agriculture française, les subventions diverses ont représenté 25 milliards d'euros, soit une proportion de plus de 37,3 % ! Selon le ministre de l'agriculture français « renoncer à la PAC, c'est prendre un risque majeur pour les européens » et renoncer à la sécurité alimentaire. <sup>1576</sup>

Il apparaît cependant peu probable que les monopoles industriels des pays impérialistes en déclin permettront à leurs Etats qu'ils subsventionnent encore longtemps à double perte leur agriculture : à perte pour leur budget, et à perte pour la compétitivité de leurs exportations ! Si leur agriculture survit en tant qu'agriculture mécanisée, ce sera à travers l'inévitable disparition de la plupart des exploitations existantes dans un mouvement de concentration sans précédent. Le but ? Aboutir à des exploitations suffisamment étendues pour supporter les lourdes charges de la mécanisation sans bénéficier de subventions ! La taille moyenne des exploitations passera alors de quelques dizaines d'hectares à des centaines ou des milliers !

Dans ces conditions déjà défavorables, et face à la poursuite de la montée en puissance de l'agriculture chinoise puis de celle de pays dépendants d'Afrique, la crise de l'agriculture des pays impérialistes en déclin ne pourra que s'amplifier dans les années à venir.

Aussi faut-il s'attendre dans les années à venir à observer une recrudescence de "révolutions de palais" orchestrées depuis les pays impérialistes en déclin comme une tentative vaine et désespérée de saboter la mise en place des fondations d'une nouvelle division internationale du travail.

Si l'objectif de développement économique (industriel et agricole) de l'Afrique mis en avant par les représentants de l'impérialisme chinois passe aussi bien auprès des élites bourgeoises-compradore des pays dépendants, c'est parce que l'impérialisme chinois a quelque chose de plus à leur offrir que les pays impérialistes en déclin ! Alors que ces derniers se livrent depuis des décennies à un véritable "chantage à la faim et au développement", distribuant des aumônes aux régimes soumis et privant de ces aumônes ceux qui le sont insuffisamment, l'impérialisme chinois leur offre aujourd'hui la possibilité de ne plus dépendre de la charité internationale pour assurer la survie de leur population.

Une dépendance et une humiliation perpétuelles qui passent d'autant plus mal que selon la FAO, c'est aujourd'hui un milliard d'êtres humains qui souffrent aujourd'hui de la faim, essentiellement dans les pays dépendants d'Afrique et d'Asie. Au cours des dernières années, on comptait 44 % d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition en Inde. Au Bangladesh, au Laos, au Pakistan, en Birmanie, en Indonésie et au Vietnam, cette proportion se situe entre 39 % et 20 %.<sup>1577</sup>

Des faits d'autant plus inadmissibles que l'on ne meure pas de fin en raison de l'insuffisance des récoltes, mais en raison de la façon dont le système capitaliste produit et répartit les richesses. Alors qu'à un pôle de la planète, "l'économie de bazar" engraisse être humains et animaux d'élevage et de compagnie, elle affame des centaines de millions d'être humains appartenant aux masses exploitées des pays dépendants et en particulier au contingent de réserve de l'armée du travail !

D'après le World Resources Institute, c'est aujourd'hui plus de 37 % de la production mondiale de céréales qui sert aujourd'hui à nourrir le bétail, une proportion qui monte à 56 % dans « les pays riches ».

Selon la FAO, la consommation annuelle mondiale moyenne de viande par habitant est passée de 30,0 kg à 41,2 kg durant la période 1980-2005. Cette moyenne en hausse cache évidemment de très grandes disparités : alors que cette consommation dépasse aujourd'hui souvent 80 kg dans les pays impérialistes en déclin, elle est très inférieure dans les pays dépendants. En Afrique subsaharienne, cette consommation a même baissé, passant de 14,4 kg à 13,3 kg. Si la consommation mondiale a augmenté, c'est en grande partie sous l'impulsion de l'impérialisme chinois qui a représenté plus des trois quarts de l'augmentation nette. En Chine, la consommation de viande s'est en effet élevée de 13,7 kg à 59,5 kg durant cette période !<sup>1578</sup>

Outre la consommation humaine, il n'est pas inintéressant de se pencher également sur celle des animaux de compagnie.



En se basant sur les données de l'article du *New Scientist* évoqué dans la partie sur la fraude climatique, un chien de taille moyenne consomme annuellement 164 kg de viande — soit plus de douze fois la consommation moyenne d'un habitant de l'Afrique subsaharienne —, et 65 kg de céréales, soit au total 530 kg de céréales en prenant pour base la viande de poulet, la plus économique à produire (3,2 kg de céréales par kg de viande). Produire l'alimentation d'un chien de taille moyenne nécessite la mise en culture d'environ 0,84 ha de terres. Aux USA, on dénombre environ 61 millions de chiens. Les nourrir nécessite donc de produire plus de 323 millions de tonnes de céréales, soit la mise en culture de plus de 51 millions d'hectares de terres !<sup>1579</sup>

De quoi largement nourrir correctement le milliard d'être humains souffrant de la faim dans le monde ! Hélas pour eux, de la théorie à la pratique, il y a l'obstacle des rapports de production bourgeois qui mettent en concurrence l'alimentation des compagnons à quatre pattes d'un prolétariat embourgeoisé avec celle d'une force de travail flottante dont l'entretien minimal n'est même pas assuré...

Ceci étant dit, on comprend que les objectifs stratégiques à moyen-long terme de l'impérialisme chinois rejoignent aujourd'hui les rêves des élites bourgeoises-compradore de nombreux pays dépendants. Dans le cadre de l'Exposition universelle de Shanghai, la Chine a « alloué une aide budgétaire aux pays africains pour leur participation », dont le Sénégal a par exemple demandé à bénéficier.<sup>1580</sup>

Cette exposition a indéniablement offert à l'impérialisme chinois une nouvelle tribune pour défendre ses intérêts stratégiques à long terme. Au lendemain de l'ouverture de l'Exposition universelle de Shanghai, le président chinois rencontra le président malien et en profita pour lui proposer d'« explorer des échanges commerciaux dans les domaines de la construction des infrastructures, des télécommunications, de l'agriculture et de l'exploitation minière ». <sup>1581</sup>

**En aidant matériellement les pays dépendants d'Afrique à participer à l'Exposition universelle de Shanghai, l'impérialisme chinois a envoyé un message très clair aux élites bourgeoises-compradore du continent : la Chine vous aidera à entrer véritablement dans le capitalisme, à vous enrichir davantage tout en cessant de passer pour les bourreaux de vos propres peuples et à vous débarrasser de vos économies arriérées !**

Avec l'émergence rapide de l'impérialisme chinois, ce n'est pas seulement la sphère d'influence des pays impérialiste en déclin ou leurs institutions internationales qui sont menacées. C'est également leur existence même en tant que puissances impérialistes qui est hypothéquée, avec à terme la transformation de leur bourgeoisie monopoliste en bourgeoisie compradore. Dans ces conditions, l'universalité proclamée des droits de l'homme, utilisée par les pays impérialistes en déclin pour déstabiliser les concurrents ou justifier les agressions coloniales vis-à-vis de régimes bourgeois-compradore jugés insuffisamment soumis est de plus en plus remise en question par ces derniers. Une tendance lourde de signification que soulignait un article publié récemment dans *La Tribune*.

« Aujourd'hui, le modèle politique chinois sous l'autoritarisme du parti communiste influence nombre de pays émergents : un modèle fondé sur le respect de la

souveraineté des pays et la priorité donnée au développement des infrastructures et de l'économie. Et le débat monte : "Consensus de Washington" vs "Consensus de Beijing" ». <sup>1582</sup>

De même, le monopole de la langue anglaise dans les milieux d'affaires internationaux commence à vaciller. Un autre signe, parallèlement à l'internationalisation croissante du yuan, de la profonde mutation contemporaine du rapport de force inter-impérialiste. Une tendance visible au sein même des pays impérialistes en déclin.

En Italie, de nombreux étudiants « ont pris conscience de l'importance de la langue chinoise et la considèrent comme un outil pour leur développement culturel et professionnel ». Aussi, le nombre d'étudiants italiens apprenant le chinois a déjà dépassé celui des étudiants apprenant l'anglais. <sup>1583</sup>

Dans une interview récente donnée à *La Tribune*, le Président du Directoire de Schneider Electric soulignait l'importance « **d'enseigner le chinois dans nos écoles** » afin de faire face à l'émergence rapide de la Chine.

« Le développement économique, par son ampleur, sa rapidité, et ses résultats est un phénomène historique. Ce qui est en train de se passer en Chine n'est jamais arrivé à cette échelle et à ce rythme dans l'histoire de l'humanité. (...) Nos entreprises auront des clients, des partenaires, des employés, des actionnaires et des concurrents... chinois. Il y aura de nombreux investisseurs et employeurs chinois dans notre pays ». <sup>1584</sup>

Là encore, l'impérialisme chinois est parfaitement conscient de cette nouvelle réalité comme en témoigne le clip intitulé « La langue chinoise » diffusé sur *CCTV-F* à l'automne 2009.

« Quoiqu'ils en disent, la langue chinoise est à la mode  
Il y a plusieurs années que nous travaillons la prononciation et la grammaire anglaises  
Ces dernières années, c'est à eux d'apprendre à tordre leurs langues (...)  
Tout le monde apprend le chinois  
La langue de Confucius devient de plus en plus internationale  
Tout le monde parle chinois » <sup>1585</sup>

La multiplication des instituts Confucius dans le monde est un autre aspect de l'influence culturelle croissante de la Chine. C'est en 2004 que le premier institut fut créé. Leur but est d'offrir des programmes d'apprentissage de la langue chinoise et de faire connaître la civilisation antique chinoise. A la fin juillet 2010, on dénombrait 319 instituts Confucius répartis dans 90 pays. Ces instituts constituent évidemment un important moyen pour l'impérialisme chinois de faire rayonner sa culture à l'étranger, et notamment dans les pays où l'on ne connaît la Chine qu'à travers le "made in China"... Une pénétration culturelle dont le rapide rythme d'expansion déplait évidemment aux pays impérialistes en déclin qui y voient des « moyens de propagande » et des « outils d'invasion culturelle »... qu'eux-mêmes ont employé ! Créé en 1883, l'Alliance Française compte aujourd'hui 1 100 centres dans 133 pays différents. <sup>1586</sup>

Comme on le voit, l'émergence rapide de l'impérialisme chinois et ses ambitions économiques mondiales se traduisent par son influence culturelle croissante, que reflète également l'évolution de l'industrie cinématographique aujourd'hui encore

dominée par l'impérialisme américain pour lequel elle a représenté des décennies durant un puissant vecteur de promotion de ses intérêts via la propagation de l'image de la puissance des USA et le rayonnement du "mode de vie américain".

Aujourd'hui, la Chine n'occupe pas seulement une place de plus en plus importante dans l'industrie cinématographique comme sujet ou marché cible avec des films américains comme *Avatar* — dont les paysages de montagnes suspendues de la planète Pandora, directement inspirés des montagnes chinoises de Zhangjiajie (dans le Hunan), ont grandement contribué à en faire un succès commercial en Chine —, et surtout *2012*, où la Chine sauve la civilisation humaine (bourgeoise) de l'extermination totale en se chargeant de la construction des gigantesques arches permettant à quelques centaines de milliers d'êtres humains (privilegiés) d'échapper à l'apocalypse.

Une production qui n'a naturellement pas fait l'unanimité au sein des pays impérialistes en déclin du fait des choix scénaristiques qu'il a fallu faire pour espérer percer au box office chinois !

« Arche de Noé made in China, Han aidant des Tibétains... Sony Pictures s'est surpassé pour que son terrible blockbuster à la sauce Copenhague séduise le bureau de la censure et le public chinois et se hisse au sommet du box office. 2012 est déjà 3<sup>e</sup> de l'histoire du box office chinois. Les chinois, flattés, plébiscitent la superproduction hollywoodienne "2012", dans laquelle leur pays sauve la planète de l'apocalypse, un succès dans les salles et sujet de débat inépuisable. (...) "La Chine sauve le monde", c'est ainsi que nombre de chinois ont résumé le film. Une petite musique agréable à entendre pour une grande majorité de la population fière de la nouvelle puissance de son pays, incontournable dans toutes les grandes affaires du monde ». <sup>1587</sup>

Mais en tant que puissance impérialiste montante et future puissance impérialiste dominante, la Chine ne peut évidemment se reposer sur l'industrie cinématographique de son principal concurrent. Aussi ne cache-t-elle pas vouloir « développer son industrie du cinéma en faisant davantage de films et en construisant plus de salles afin de faire face à une demande croissante ». <sup>1588</sup>

La Chine accélère donc aujourd'hui le développement de sa propre industrie cinématographique. Une industrie cinématographique de tout premier plan destinée à jouer un rôle culturel comparable à celle des USA, bien loin du Bollywood cantonné à la production de vaudevilles indiens...

Les années 2008 et 2009 ont ainsi vu sortir des productions cinématographiques chinoises qui rejoignent les standards occidentaux de qualité tout en conservant une "enveloppe" chinoise, à l'instar de films historiques comme « Les 3 Royaumes », « Kingdom of War » et « La fondation d'une République ».

Ces trois films traitent de différentes étapes du processus de constitution de la nation chinoise, ce qui revêt une importante signification dans le contexte actuel d'émergence de l'impérialisme chinois.

La distribution des deux premiers films, traitant de l'unification de la Chine antique, a largement dépassé les frontières chinoises et a pénétré les frontières des pays impérialistes en déclin. Le troisième film en revanche, traitant de la dernière phase

de la lutte de libération nationale (1945-1949), n'a "étrangement" guère attiré les distributeurs des pays impérialistes en déclin...

Avec les studios d'Hengdian, la Chine possède aujourd'hui les plus grands studios cinématographiques du monde. Comme le soulignait très justement un article du magazine *Le Point* intitulé « **Chinawood contre Hollywood** », la Chine met aujourd'hui l'accent sur les grosses productions afin de « résister au cinéma américain », « modèle admiré et redouté ».<sup>1589</sup>

Si la production cinématographique chinoise ne domine pas encore l'industrie du spectacle internationale, la Chine n'en possède pas moins déjà aujourd'hui le plus grand centre de production de films numériques d'Asie !<sup>1590</sup>

## Quand l'impérialisme chinois poussera la contradiction entre le travail et le capital à son paroxysme...

Comme on l'a vu avec la perspective de la délocalisation de branches d'industrie chinoises à basse composition organique en capital dans les pays dépendants les moins développés — une perspective évoquée par les représentants de l'impérialisme chinois eux-mêmes —, le "socialisme à la chinoise" ne sera rien d'autre qu'une réplique, à plus grande échelle et à un niveau technique supérieur, de "l'économie de bazar" mise en place au cours des trois dernières décennies par les pays impérialistes en déclin.

Cela ne nous surprend pas. Il y a trois ans, nous avons clairement démontré que les dirigeants chinois, pas plus en 1949 qu'aujourd'hui, n'avaient eu pour but de créer un pays socialiste tel que fut l'URSS de Staline.

En 1973, Alain Peyrefitte s'étonnait de la difficulté de connaître l'effectif de la population chinoise, même de manière approximative. Il rapportait que la population chinoise de 1970 était estimée à 697 millions d'habitants par un atlas publié à Pékin en 1972. Le *National Bureau of Statistics of China* donne aujourd'hui plus de 829 millions d'habitants pour 1970, soit le milieu de la fourchette des estimations occidentales de l'époque.<sup>1591</sup>

Comme le soulignait justement Alain Peyrefitte, une imprécision aussi grande suscitait une interrogation majeure.

« Pour un pays occidental, pareille imprécision serait confondante. Ne l'est-elle pas, à plus forte raison, pour un pays qui prétend vivre dans une économie totalement planifiée ? Comment élaborer un plan sérieux si on ne connaît pas, à un quart près, le nombre des habitants ».<sup>1592</sup>

Le même auteur soulignait également le fait que la mise au second plan de « la lutte des classes » et la substitution de la « priorité nationale » apparut clairement dès 1940 chez Mao Tsé-toung dans son texte *La démocratie nouvelle* daté de 1940, un texte qui préconisait l'alliance des ouvriers et des paysans avec « les petits bourgeois » et « les capitalistes nationaux ». Comme le souligne le ministre gaulliste, ce texte était « en rupture complète avec les thèses du Komintern » :

« [Ce] texte fondamental (...) était si peu orthodoxe, qu'il ne fut publié en URSS qu'après la mort de Staline ».<sup>1593</sup>

Le but de la révolution chinoise de 1949 était de libérer la Chine de l'emprise étouffante du féodalisme et du capital étranger et de faire de la Chine un puissant Etat-nation prospère. Après près de trois décennies de "socialisme", la Chine restait un pays à dominance rurale et son industrie était, comme nous l'avions montré, comparativement bien plus faible que celle de l'Albanie socialiste à la même époque, relativement à leur poids démographique.

Au moment de la fondation de la République populaire socialiste, l'économie albanaise était pourtant, et de loin, encore beaucoup plus arriérée que l'économie chinoise, que ce soit pour l'agriculture ou l'industrie. Au milieu des années 1970, l'Albanie socialiste n'avait plus rien à voir avec l'Albanie féodalo-bourgeoise des années 1930.

Au contraire, malgré une réduction indéniable de la pauvreté extrême, la société et l'économie chinoises étaient loin d'avoir progressé aussi vite et de manière aussi harmonieuse qu'en RPSA.<sup>1594</sup>

Selon le *Bureau of Statistics of China*, la population active chinoise comptait 211 millions de personnes en 1952, dont 83,5 % étaient employés dans l'agriculture, 7,4 % dans l'industrie et 9,1 % dans les services. En 1975, la population active chinoise comptait 377 millions de personnes dont 77,2 % dans l'agriculture, 13,5 % dans l'industrie et 9,3 % dans les services. Ce n'est qu'après 1975 que la baisse de l'emploi agricole s'accéléra : en 1978, il ne représentait plus que 70,5 % de l'emploi.<sup>1595</sup> Il faut dire que sans modification du niveau de mécanisation de l'agriculture, le démantèlement des communes populaires permit de libérer la force de travail excédentaire disponible dans le secteur agricole et de la rendre disponible pour l'industrie.

Avec la bourgeoisie nationale chinoise aux commandes, l'objectif de parvenir à "l'aisance générale" ne pouvait évidemment qu'aboutir à la transformation de la Chine en pays impérialiste. Comme Deng Xiaoping le précisa, il fallait pour cela accepter que certains s'enrichissent avant les autres, c'est-à-dire libérer l'accumulation en se basant sur la conquête des marchés d'exportation, ce que certains interprétèrent à tort comme une "contre-révolution". Cette stratégie autorisant l'afflux de capitaux étrangers pouvait en effet apparaître comme risquée.

Mais la bourgeoisie nationale chinoise utilisa à son avantage le principe des concessions, qui au 19<sup>ème</sup> siècle avait permis l'ouverture de la Chine au commerce extérieur. Prudente et ne souhaitant pas voir la Chine devenir un pays bourgeois-compradore, elle expérimenta d'abord à petite échelle l'afflux contrôlé et limité de capitaux étrangers à certaines branches d'industrie (via le couloir Shenzhen-Hong Kong), puis renouvela à plus grande échelle une expérience jugée concluante. Après trois décennies de la "politique d'ouverture", la prévision de Deng Xiaoping se réalise : les monopoles chinois se renforcent rapidement, les rangs des chinois aisés n'en finissent pas de grossir et nombre de prolétaires chinois ne regrettent pas les efforts, privations et sacrifices consentis durant cette période, car aujourd'hui, des chaînes dorées flambant neuves commencent à leur être livrées. Il est aujourd'hui indéniable que la pauvreté extrême a fortement reculé en Chine.

Si l'économie chinoise n'a plus grand-chose à voir avec celle de 1949, on reste cependant bien loin de ce dont les travailleurs bénéficieraient dans un pays socialiste à niveau technique équivalent, comme le reconnaissent eux-mêmes indirectement les dirigeants chinois.

« Au cours de ces six dernières décennies, l'économie chinoise a impressionné le monde entier par la rapidité avec laquelle elle a réussi à se développer et les profonds changements intervenus dans l'édification du pays et la vie de ses habitants. (...) Malgré les énormes réalisations sociales depuis 1949, il est évident que la Chine est un grand pays en voie de développement avec une dense population, une base économique faible et un écart de développement entre les régions urbaines et rurales, et entre les différentes sphères économiques et sociales. (...) Le pays compte 150 millions de pauvres et son économie doit encore beaucoup se développer pour améliorer le niveau de vie de la population et accélérer le processus d'industrialisation ».<sup>1596</sup>

Comme le montre le tableau ci-dessous, l'économie chinoise a effectivement rapidement progressé depuis 1949 et en particulier au cours des trois dernières décennies.

Population, PIB et production de quelques industries <sup>1597</sup>			
	1952	1978	2009
<b>Population</b> (millions d'habitants)	574,8	962,6	1 334,7
<b>PIB</b>	milliards de yuans	67,9	33 535,3
	yuans par habitant	118,0	25 125,0
<b>Acier</b> (millions de tonnes)	1,4	31,8	567,8
<b>Ciment</b> (millions de tonnes)	2,9	65,2	1 650,0
<b>Charbon</b> (millions de tonnes)	66,0	618,0	3 050,0
<b>Electricité</b> (millions de TWh)	7,3	256,6	3 714,7
<b>Pétrole</b> (millions de tonnes)	0,4	104,1	189,0

Mais dire aujourd'hui que la Chine est un pays économiquement arriéré n'a aucun sens. C'était déjà faux en 1978, année où la Chine possédait une économie incomparablement plus puissante que celle de la jeune URSS ! Pour ce qui est de la « base économique faible », comme le montre la production d'acier ou celle de plusieurs autres industries clefs, la Chine possède aujourd'hui la plus puissante industrie lourde du monde avec laquelle il serait aisé de construire rapidement les bases d'une économie socialiste et d'éradiquer la pauvreté et le chômage.

Mais comme nous l'avons déjà montré, ce n'est pas là la voie suivie par la Chine... En maintenant la bourgeoisie nationale aux commandes, la révolution démocratique-bourgeoise chinoise, anti-coloniale et anti-féodale de 1949, a engagé la Chine sur une autre voie : celle de son émergence en tant que première puissance impérialiste, comme moyen de réaliser le "socialisme à la chinoise".

Un "socialisme" où se développent les tares de la société bourgeoise, à l'instar du suicide, reflet de l'oppression multiforme exercée par le capitalisme.<sup>1598</sup> De source chinoise, on estime aujourd'hui à 0,23 ‰ le taux de suicide en Chine, avec annuellement près de 0,3 million de suicides.<sup>1599</sup> Ce taux est à comparer avec celui d'autres pays bourgeois : 0,05 ‰ au Brésil, 0,06 ‰ en Italie et au Royaume-Uni, 0,11 ‰ en Inde et aux USA, 0,12 ‰ en Allemagne, 0,17 ‰ en France, 0,22 ‰ en Corée du Sud, 0,23 ‰ en Ukraine, 0,24 ‰ au Japon et 0,30 ‰ en Russie.<sup>1600</sup>

Ne pouvant pas mettre les travailleurs au centre de l'économie, à l'instar des autres pays bourgeois, la bourgeoisie chinoise n'a qu'une seule façon de réaliser la prospérité générale et d'atténuer la contradiction principale entre le travail et le capital : établir sa domination économique sur le monde pour décider de la façon dont sera répartie la plus-value, et ainsi pouvoir forger des chaînes dorées à son propre prolétariat. Pour cela, il faut à la Chine d'abord conquérir la suprématie industrielle et remonter les branches d'industrie à plus haute composition organique en capital. Une tâche qui est aujourd'hui en pleine réalisation, les autorités chinoises mettant clairement l'accent sur la montée en gamme de leur industrie et le renforcement de leurs monopoles.

Cette façon de réaliser la prospérité générale — en Chine ! — n’a évidemment rien à voir avec le mode de production socialiste !

Il nous faut souligner au passage un enseignement essentiel que les communistes doivent garder en vue : la stricte distinction entre les rapports de production et le niveau atteint par la productivité du travail. Une distinction que souligna Staline : ce n’est pas parce que des rapports de production socialistes ont été édifiés que la victoire définitive du socialisme est acquise. Si la première tâche dépend essentiellement de facteurs internes (en temps de paix), la seconde dépend de l’évolution des contradictions et du rapport de forces sur la scène internationale.

Une société socialiste peut parfaitement être édifiée dans un pays dont le poids démographique est faible et même si le niveau technique atteint est inférieur à celui des pays capitalistes les plus avancés. Il suffit que ce pays possède une industrie de production des moyens de production suffisamment puissante et diversifiée. Sous cet angle, le niveau technique actuel de l’économie chinoise est amplement suffisant dans toutes les branches d’industrie pour permettre l’établissement rapide de rapports de production socialistes. Toujours sous cet angle, le prolétariat des pays impérialistes en déclin serait à priori capable de reconstruire sans trop de difficultés les branches fondamentales de la production sociale, permettant la création de rapports de production socialistes : sidérurgie, industrie mécanique, machinerie agricole, etc.

En revanche, la victoire définitive du socialisme dans un pays et le passage au communisme ne peuvent être assurés que si ce pays a dépassé les pays bourgeois les plus avancés en termes de niveau technique et de productivité du travail, sans quoi il lui est impossible de garantir qu’il soit à l’abri de la destruction, qu’il s’agisse d’une agression militaire extérieure, ou comme on l’a observé en Albanie, d’une fascination pour un niveau de vie plus élevé qui renforce la pénétration de l’idéologie bourgeoise et finit par miner la dictature du prolétariat si elle n’est pas combattue sans faille, notamment par la parfaite compréhension des modifications du rapport de forces inter-impérialistes et de leurs implications pratiques.

La tâche d’un petit pays socialiste est rendue beaucoup plus ardue qu’elle pouvait l’être pour un pays socialiste comme l’URSS dans les années 1930-1940. Les rapports de production socialistes permettaient en effet à l’URSS d’envisager sérieusement de rattraper puis de dépasser rapidement les pays bourgeois les plus avancés sur le plan technique, les rapports de production socialistes lui permettant de mobiliser beaucoup plus efficacement sa force de travail que ne le permettent les rapports de production bourgeois. Cette force de travail nombreuse, bien formée et mieux mobilisée lui permettaient en effet d’accumuler plus rapidement que n’importe quel pays impérialiste de l’époque, même le plus peuplé comme les USA.

Il n’en allait évidemment pas de même pour un pays comme l’Albanie, peuplée d’un million d’habitants à la libération et dont le poids démographique constituait un handicap majeur en termes d’accumulation par rapport aux puissances impérialistes dont la force de travail était plusieurs dizaines de fois plus nombreuse. L’Albanie socialiste ne pouvait donc pas envisager de les rattraper et de les dépasser rapidement en termes de productivité du travail, d’autant qu’à la fin des



années 1970 elle possédait une industrie mécanique embryonnaire et primitive. Elle dût ainsi affronter un long siège.

C'est de cette loi de l'accumulation que sont aujourd'hui victimes les pays impérialistes en déclin.

Le capitalisme aboutit à la concentration des capitaux au sein d'entreprises monopolistes toujours plus gigantesques. Dans la guerre concurrentielle que se livrent les entreprises d'une même branche d'industrie, seules les plus grandes, celles qui concentrent le plus de capitaux, survivent. En effet, ce sont les seules qui sont capables de mettre en mouvement une masse de capitaux toujours plus gigantesque nécessitée par le perfectionnement de l'outil productif. Pour produire à moindre coût que la concurrence, il est nécessaire de réduire la proportion du capital variable au sein du capital total engagé en employant un machinisme toujours plus perfectionné, mais coûteux, qui nécessite une somme de travail accumulé croissante.

Au stade impérialiste, quand la concurrence des monopoles au sein d'une nation a aboutit à un degré de concentration extrême, réduisant les acteurs nationaux à une poignée, la concurrence entre monopoles nationaux cède de plus en plus la place à une guerre commerciale entre les monopoles de tel pays contre les monopoles de tel autre pays. Ce mouvement, de ruine du petit capital et de survie du plus gros capital est évidemment accéléré dans les situations de crise économique qui engendrent un effondrement du taux de profit, et voient donc les effets destructeurs de la concurrence se démultiplier.

L'aboutissement "ultime" de ce processus nous est donné par l'industrie aéronautique civile où seuls deux protagonistes se disputent aujourd'hui le marché international des avions de ligne gros-porteurs commerciaux : le monopole américain Boeing, et le monopole européen Airbus. Dans cette branche d'industrie, les investissements sont si colossaux que seuls deux acteurs se partagent le marché mondial. Face au monopole quasi exclusif de Boeing (du temps où les monopoles russes du secteur pesaient encore sur le marché international), il fallut aux monopoles des pays impérialistes européens s'unir pour être en mesure de faire émerger un groupe concurrent à partir des années 1970.

Que nous enseigne cet exemple ? Il nous enseigne que plus le niveau technique s'élève, plus la masse de capital engagée devient un facteur critique, en raison du travail de haute technicité accumulé et incorporé dans le capital fixe. Pour émerger face à un concurrent, il faut être capable d'aligner en face de lui non seulement un capital de taille au moins comparable, mais aussi tout un tissu industriel spécifique.

Il y a un siècle, le jeune impérialisme américain ne s'est pas contenté de rattraper l'impérialisme anglais. Après l'avoir rattrapé, il le dépassa et se posa alors comme la puissance impérialiste principale à l'échelle internationale. Aucun des pays impérialistes concurrents ne parvint jamais à rivaliser réellement avec l'impérialisme américain au cours du 20<sup>ème</sup> siècle.

La raison fondamentale en est simple : à la pointe de la technique, l'impérialisme américain disposait d'une population supérieure à n'importe lequel de ses concurrents. Les monopoles américains qui "drainaient" un bassin versant plus

vaste et donc davantage d'impôts et de capital, conservèrent ainsi une longueur d'avance sur leurs concurrents dans des secteurs stratégiques.

Les monopoles des Etats impérialistes s'appuient sur un potentiel humain ainsi qu'une base industrielle scientifique et technique. Ce n'est pas un hasard si la population plus nombreuse des USA — déjà 132 millions d'habitants en 1940, puis 217 millions en 1970 et 307 millions en 2009 —, permit aux monopoles américains d'établir leur domination sur des pays impérialistes plus anciens, mais moins peuplés, et de devenir un siècle durant un leader incontesté dans nombre d'industries de pointe.

Au 20<sup>ème</sup> siècle, les pays impérialistes en déclin dans leur ensemble mirent en place des stratégies de "containment" à l'égard de pays dépendants, afin d'éviter qu'ils ne puissent un jour émerger en tant que rivaux. Un impératif d'autant plus grand leur propre population s'accroissait à un rythme très inférieur à celui de nombreux pays dépendants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Evolution de la population mondiale (1950-2007) <sup>1601</sup>				
Continent	Population (milliards)		Evolution 1950-2007	Densité en 2007 (habitants/km <sup>2</sup> )
	1950	2007		
Afrique	0,22	0,97	× 4,4	32
Amérique (centre et sud)	0,17	0,57	× 3,4	28
Amérique (nord)	0,17	0,34	× 2,0	16
Europe	0,55	0,73	× 1,3	32
Asie	1,40	4,03	× 2,9	126
Océanie	0,01	0,03	× 3,0	4
Monde	2,52	6,67	× 2,6	49

Il apparaît aujourd'hui évident que la stratégie de "containment" adoptée par les pays impérialistes en déclin a échoué vis-à-vis de l'impérialisme chinois. Les causes de cet échec sont 1° l'autonomie industrielle consécutive de l'industrie chinoise en matière d'industrie de production des moyens de production, 2° l'aspect imparfait de l'embargo technologique du fait de la concurrence et de la recherche de nouveaux débouchés amenant les monopoles à chercher à assouplir ou à contourner les règles établies par leur "syndic" (c'est-à-dire leur Etat bourgeois), et enfin 3° un gigantesque bassin versant lui conférant d'importantes capacités d'accumulation.

Que se passera-t-il donc quand l'impérialisme chinois, après avoir rattrapé l'impérialisme américain, le dépassera ? Que se passera-t-il quand les monopoles chinois draineront un "bassin versant" constitué d'un milliard de travailleurs ainsi que l'expérience accumulée par des dizaines de millions de nouveaux travailleurs hautement qualifiés et dotés des technologies de pointe ?

Le "redressement" de la nation chinoise sera alors achevé. Dans ces conditions, l'impérialisme chinois établira sa domination économique, politique et militaire à

l'échelle internationale de manière beaucoup plus profonde et durable que les USA et ses laquais de second rang ne le firent un siècle auparavant. En effet, comme l'illustre le tableau ci-dessous, l'impérialisme chinois dispose actuellement du premier "bassin versant" du monde, loin devant une Inde bourgeoise-compradore émiettée et arriérée, et très loin devant les puissances impérialistes en déclin !

Les 30 premières forces de travail au monde en 2009 <sup>1602</sup>							
Rang	Pays	Effectifs		Rang	Pays	Effectifs	
		Millions	En % de la force de travail chinoise			Millions	En % de la force de travail chinoise
1	Chine	812,7		16	Philippines	37,9	4,7 %
2	Inde	467,0	57,5 %	17	Royaume-Uni	31,3	3,9 %
3	USA	154,5	19,0 %	18	Birmanie	30,9	3,8 %
4	Indonésie	113,3	13,9 %	19	France	28,0	3,4 %
5	Brésil	95,2	11,7 %	20	Egypte	25,8	3,2 %
6	Russie	75,8	9,3 %	21	Turquie	25,3	3,1 %
7	Bangladesh	72,5	8,9 %	22	Iran	25,0	3,1 %
8	Japon	65,9	8,1 %	23	Italie	25,0	3,1 %
9	Pakistan	55,9	6,9 %	24	Corée du Sud	24,4	3,0 %
10	Nigéria	47,3	5,8 %	25	Congo	23,5	2,9 %
11	Mexique	46,1	5,7 %	26	Espagne	23,0	2,8 %
12	Vietnam	43,9	5,4 %	27	Tanzanie	21,2	2,6 %
13	Allemagne	43,5	5,4 %	28	Ukraine	21,2	2,6 %
14	Thaïlande	38,2	4,7 %	29	Colombie	20,0	2,5 %
15	Ethiopie	37,9	4,7 %	30	Corée du Nord	20,0	2,5 %

Notons d'abord qu'en 2009, ces trente pays abritaient de 80,2 % de la force de travail mondiale. La Chine comptait à elle seule pour 25,5 % du total mondial. Mise à part l'Inde, aucun pays ne semble capable à moyen-long terme de rivaliser avec la Chine sur la plan démographique. En tant que pays atelier bien plus bourgeois-compradore, qu'impérialiste, l'Inde semble être le seul pays à priori capable de représenter une menace pour l'impérialisme chinois, d'autant qu'ayant entamé assez récemment sa transition démographique — en 2001, la population indienne affichait un déclin de la natalité déjà bien prononcé, les classes des 0-4 ans et 5-9 ans représentant respectivement 110,4 et 128,3 millions d'habitants<sup>1603</sup> —, l'Inde bénéficiera au cours des trois-quatre prochaines décennies d'un rapport population active/population totale de plus en plus avantageux, tandis que celui de l'impérialisme chinois commencera à se dégrader d'ici une décennie.

Ces considérations démographiques ne sont pas prises à la légère par l'impérialisme chinois, comme en témoigne un article intitulé « **Qui de la Chine ou de l'Inde vieillit le mieux ?** », publié par *Le Quotidien du Peuple* au début de l'été. Cet article précisait que selon l'évolution démographique actuelle, la population chinoise culminera en 2030 autour de 1,4 milliard d'habitants et que la population indienne la dépassera alors avec 1,5 milliard d'habitants et continuera de s'accroître.

« A l'heure actuelle, la proportion de personnes en âge de travailler en Chine et en Inde est de 67,8 % et 61,7 % respectivement. La Chine a aujourd'hui le « dividende

démographique » de posséder une plus grande force de travail. Mais en 2040, les proportions devraient s'inverser, avec 62,4 % pour la Chine et 64,6 % pour l'Inde ».

Reste que l'atout de cette main-d'œuvre bon-marché abondante pourrait également poser des problèmes insurmontables à la bourgeoisie indienne, d'abord parce qu'il faudra bien trouver des emplois à ce gigantesque réservoir de forces de travail — et dans le cas où elle n'y parviendrait pas, les explosions sociales et les contradictions ethniques s'y multiplieront —, et ensuite en termes de densité démographique, déjà beaucoup plus élevée que celle de la Chine. Ce dernier défi est d'ailleurs clairement abordé par l'article qui souligne qu'

« Un tel ratio défavorable d'occupation des sols aura des conséquences évidentes, en termes de pression accrue sur les ressources naturelles et les biens publics. Et une réponse inadéquate en terme d'offre dans ces domaines pourrait facilement éroder bien plus sûrement le dividende démographique ». <sup>1604</sup>

En dépit de nombreux constats pertinents les remarques de cet article ont un défaut majeur : celui de ne pas prendre en compte l'inévitable modification de la dynamique démographique de la Chine quand elle aura établi sa domination économique et politique à l'échelle mondiale : le retour à une politique nataliste ! De même, rien ne dit que la dynamique démographique de l'Inde restera constante. Celle-ci se modifiera en fonction de la place qu'occupera le pays dans la division internationale du travail : émergera-t-elle comme un futur rival de l'impérialisme chinois ou, plus probablement, deviendra-t-elle l'un de ses pays atelier ?

La plupart des économistes bourgeois ne font que peu de différence entre la Chine et l'Inde, qualifiant les deux pays de "géants émergents". Si on prend les pays impérialistes en déclin comme référentiel, ou le poids démographique, cette affirmation est vraie. En revanche, ces deux pays ne se développent ni aux mêmes rythmes, ni de la même façon. L'émergence de l'impérialisme chinois est beaucoup plus rapide que celle de l'Inde bourgeoise-compradore. Les trois dernières décennies ont ainsi vu l'écart de développement se creuser entre ces deux pays.

L'ensemble des indicateurs fondamentaux de la performance économique que nous avons étudié (PIB, acier, ciment, énergie, machines-outils, brevets, etc.), montrent tous le creusement du fossé entre ces deux "émergents".

L'essor accéléré de l'impérialisme chinois au cours de la première décennie du 21<sup>ème</sup> siècle a encore renforcé cette tendance et la décomposition de l'économie de bazar ne l'inversera pas non plus, la croissance indienne étant très dépendante du capital étranger, comme le prouvent certains indicateurs économiques tels l'effondrement des investissements dans l'industrie, ou les performances médiocres des plus gros monopoles indiens qui sont parvenus avec peine à maintenir leur chiffre d'affaires et surtout leurs profits depuis 2007 quand la position des monopoles chinois se renforce grandement.

Alors certes, l'économie indienne peut encore aujourd'hui compter sur une inertie induite par l'urbanisation, mais cette inertie ne pourra pas elle-même pas se poursuivre très longtemps dans un contexte de décomposition croissante de "l'économie de bazar", l'Inde étant un important sous-traitant de services des pays impérialistes en déclin ! Une menace d'autant plus grande que, comme nous l'avons vu, l'impérialisme chinois ne semble pas encore prêt à prendre le relais...

Rappelons qu'en 1939, un rapport publié par la Société des Nations estimait le revenu annuel moyen par habitant à 29 dollars pour la Chine et à 34 dollars pour les Indes, contre 554 dollars pour les USA. Dix ans plus tard, la Chine comptait toujours parmi les pays les plus pauvres du monde : selon un rapport de l'ONU publié en 1949, le revenu moyen annuel par habitant de la Chine était inférieur à celui du Pakistan, de l'Inde et de l'Indonésie.<sup>1605</sup>

La Chine est aujourd'hui loin devant ces trois pays bourgeois-compradore...

En 1949, la Chine comptait environ 540 millions d'habitants. L'Inde en comptait alors un peu plus de 350 millions. Les PIB des deux pays étaient alors pourtant voisins. Par la suite, la Chine a rapidement dépassé l'Inde et l'écart n'a cessé de s'accroître.

En 1978, le PIB indien représentait 63 % de celui de la Chine, contre 41 % en 1999 et 25 % en 2009.

En 1980, la production indienne d'acier représentait moins de 26 % de celle de la Chine. Elle n'en représentait plus que 20 % en 1999 et 11 % en 2009.

En 1999, la production automobile indienne représentait 45 % de celle de la Chine. Elle n'en représentait plus que 19 % en 2009.

En 2000, la production indienne de ciment représentait 17 % de celle de la Chine, contre 12 % en 2009.

En 2000, la consommation d'énergie primaire de l'Inde représentait près de 31 % de celle de la Chine. Elle en représentait moins de 22 % en 2009.

En 2001, la production indienne de machines-outils représentait 4 % de celle de la Chine. Elle en représentait moins de 2 % en 2009.

En 2004, le chiffre d'affaires des monopoles indiens figurant dans le classement *Fortune Global 500* représentait à peine 19 % de celui des monopoles chinois. En 2009, il en a représenté 12 %.

Enfin, en 1995, l'Inde avait déposé un nombre de demandes de brevets représentant moins de 17 % du nombre de demandes de brevets déposés par l'impérialisme chinois. En 2008, cette proportion ne se montait plus qu'à 2 %.

Comme nous l'avons vu, il existe une différence fondamentale d'inégalité de développement entre l'Inde et la Chine. La raison première est que l'Inde reste un pays bourgeois-compradore avec une industrie mécanique embryonnaire, alors que celle de la Chine est au contraire de tout premier ordre.

On peut dire que les peuples de l'Inde payent aujourd'hui la voie gandhiste de la soumission (bourgeoise-compradore) et la pseudo-indépendance accordée par l'impérialisme britannique en 1947. On voit mal dans ces conditions, comme l'Inde pourra échapper à sa satellisation par l'impérialisme chinois, soit sous forme de pays atelier, soit plus probablement sous la forme d'une constellation de pays-ateliers...

Une perspective rendue très probable par une accumulation d'éléments défavorables, parmi lesquels la multitude des ethnies et des confessions religieuses, les survivances féodales, le caractère bourgeois-compradore de l'économie

indienne, l'existence de mouvements séparatistes actifs (Cachemire, Penjab, Assam, etc.) — dont ont témoigné encore cet été les affrontements armés au Cachemire et le couvre-feu qui les ont suivi cet été —, l'environnement économique défavorable qui pèsera de plus en plus sur la croissance indienne aujourd'hui grandement dépendante du capital étranger, et enfin l'existence d'une grande pauvreté de masse et d'inégalités encore plus prononcées qu'en Chine.

« La moitié des enfants du pays, âgés de moins de 5 ans, souffrent de malnutrition. Et la croissance économique de ces dix dernières années n'a rien changé à leur situation : le taux de malnutrition n'a pas diminué de 1999 à 2006. La situation de l'Inde, onzième puissance économique mondiale, est pire qu'en Afrique subsaharienne alors que le pays s'enrichit et ne connaît ni guerre civile ni crise politique. L'image d'une nation aux ventres vides et aux greniers à blé remplis suscite la colère dans le pays ». <sup>1606</sup>

Un cocktail hautement explosif ! Dans le cas où l'Inde cesserait d'exister en tant qu'Etat centralisé, l'impérialisme chinois serait alors sans concurrent sérieux et sa domination économique mondiale se trouverait a priori assurée pour une très longue période, ce qui ne supprimera pas la contradiction fondamentale entre le travail et le capital et n'empêchera donc pas les contradictions internes du mode de production capitaliste de s'exprimer sous d'autres formes.

Une fois la valorisation de son réservoir de main-d'œuvre bon-marché achevée, les monopoles chinois se tourneront inévitablement vers la délocalisation des branches d'industrie à basse composition organique en capital, afin de relever le taux de profit. En tant que première puissance impérialiste mondiale, l'impérialisme chinois mettra alors en place sa propre "économie de bazar".

Mais il est peu probable que cette "économie de bazar" subisse le même sort que celle qui se décompose aujourd'hui, en raison de l'absence de concurrent disposant d'un "bassin versant" suffisamment vaste pour émerger face à celui de l'impérialisme chinois ! La décomposition économique naîtra alors des lois démographiques du capitalisme, dont témoignent les pyramides des âges ci-dessous.

### **[Voir fascicule de graphes pp. 36 et 37]**

Les pays dont nous représentons ici les pyramides des âges sont caractérisés par des profils démographiques spécifiques, illustrant l'impact de leur régime économique ainsi que leur place dans la division internationale du travail.

Le Nigéria (et dans une large mesure l'Inde et l'Afrique du Sud) si l'on excepte l'effondrement encore récent de leur natalité, présentent le profil en triangle typique des pays bourgeois-compradore dépendants où le capitalisme est encore à un stade de développement embryonnaire, circonscrit à quelques grandes villes, et n'a pas encore arraché les larges masses paysannes à l'agriculture de subsistance. Dans ces pays, la natalité élevée reflète le besoin pour les travailleurs d'assurer leurs vieux jours à travers leur descendance.

La Thaïlande, la Corée du Sud, l'Italie, l'Allemagne et le Japon présentent pour leur part un profil démographie en forme de champignon caractéristique de sociétés où le capitalisme a transformé les larges masses paysannes en prolétaires. De même pour les USA et la France dont le profil présente cependant une particularité : la

stabilisation des naissances, et donc une base qui échappe au rétrécissement. Pour ces deux derniers pays, les effectifs des classes d'âges se maintiennent à un niveau relativement constant, leur population tendant à se stabiliser. Au contraire, le groupe de pays précédents incluant l'Allemagne et le Japon voit les effectifs des jeunes classes d'âges diminuer de manière continue, illustrant la contraction croissante des naissances. Leur profil est typique des pays ateliers (impérialistes ou bourgeois-compradore) où l'industrie joue un rôle économique de premier plan, loin devant l'exportation de capitaux et de services.

Comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, il faut dire que les USA et la France jouissent d'une spécialisation industrielle les plaçant au sommet de la division internationale du travail, sur des segments comme l'exportation de capitaux et de services, ou sur des industries de niche à très haute composition organique en capital où la concurrence est moins rude et où l'on peut engranger de confortables surprofits. Pour de tels pays, le soutien à la natalité est une condition de la sauvegarde de leur monopole au sommet de la division internationale du travail : l'impératif étant de maintenir l'effectif d'une force de travail qualifiée capable d'entretenir "l'économie de la connaissance". Pour les pays ateliers, en revanche, la dominante d'une production industrielle "bon marché" où la concurrence est exacerbée interdit les surprofits, et pousse la bourgeoisie à tout faire pour avoir à entretenir la force de travail la moins chère possible... Au détriment évidemment de la natalité, car des conditions de travail plus éprouvantes et un soutien à la natalité moindre ne pousse pas les esclaves salariés à multiplier les naissances.

Comme nous l'avons déjà vu pour l'Allemagne ou le Japon aujourd'hui confrontés à une diminution des effectifs de leur population totale et de leur population active, cette spécialisation exacerbe les contradictions du capitalisme en provoquant un vieillissement accéléré de la population et en réduisant les futurs débouchés de la consommation intérieure ! A la clef : déclin de la demande intérieure et crise du système de protection sociale bourgeois.

En gardant ceci en vue, imaginons maintenant l'espace d'un instant à quoi aboutirait une domination économique incontestée de l'impérialisme chinois à l'échelle mondiale.

La population chinoise serait alors condamnée à l'expansion — ou tout au moins à se maintenir —, afin d'éviter de faire caler le moteur de l'expansion de la demande intérieure. Dans un premier temps, la croissance démographique chinoise ne posera pas de problème, car la population de ses nouveaux pays dépendants continuera à augmenter rapidement, fournissant à la fois main-d'œuvre et débouchés. Mais une fois la population occupée à une agriculture de subsistance transformée en prolétaires — un processus qui pourrait prendre quelques décennies —, les nouveaux pays ateliers de l'impérialisme chinois suivront la voie ouverte par l'Allemagne et le Japon. Leur population totale et leur population active vieilliront, puis stagneront avant d'amorcer leur déclin.

En extorquant les surprofits dans leurs pays ateliers, les monopoles chinois y provoqueront en quelques décennies une crise démographique aigüe, semblable à celle enclenchée depuis une décennie au Japon, mais qui ne pourra pas être

amortie, car le mode de production bourgeois aura alors embrassé la planète entière. Et ce n'est pas les pays impérialistes déçus qui rattraperont ce déficit démographique, comme l'illustre l'effondrement de la natalité enregistré en Russie au cours des deux dernières décennies...

Tandis qu'à un pôle de la planète la population chinoise continuera à croître, celle de ses pays dépendants déclinera inexorablement, déterminant une contraction des débouchés intérieurs de ces pays et entraînant une pénurie croissante de main-d'œuvre. Pour relever leur taux de profit, les monopoles chinois aggraveront alors les conditions de l'exploitation dans leurs pays ateliers, avec à la clef une crise économique, politique et sociale aigüe.

Et quand l'impérialisme chinois continuera à voir fondre ses surprofits, alors il devra lui-même remettre en cause l'existence des chaînes dorées de son propre prolétariat... La base matérielle émergera alors pour l'établissement d'une union entre la lutte du prolétariat chinois contre sa propre bourgeoisie et la lutte du prolétariat des pays dépendants contre sa propre bourgeoisie compradore et l'impérialisme chinois. La crise démographique des pays ateliers de l'impérialisme chinois marquera alors la décomposition finale du mode de production bourgeois à l'échelle mondiale.

Notons au passage que le processus de concentration croissant du capital à l'échelle internationale, à travers ses impacts sur la démographie — mais aussi la stagnation du progrès technique du fait qu'il exclut une proportion croissante de la population de la sphère de la production matérielle —, montrent le caractère historiquement condamné et donc transitoire du mode de production bourgeois qui, généralisé à la planète entière, y mettrait en danger non seulement le progrès scientifique mais la reproduction de l'espèce humaine elle-même. Sous cet angle, il n'y a pas à redouter un éventuel contact avec des formes de vie extra-terrestre évoluées — dont l'existence est scientifiquement possible et mathématiquement très probable —, en dépit du fait que la culture bourgeoise les représente la plupart du temps sous des formes hostiles. Une représentation partagée par Stephen Hawking, physicien théoricien et cosmologiste anglais de renommée mondiale, pour lequel ces formes de vie représenteraient une menace pour l'espèce humaine. Pour lui, chercher à entrer en contact avec elles serait « un peu trop risqué » :

« J'imagine qu'ils doivent exister dans des vaisseaux imposants, après avoir épuisé toutes les ressources de leur planète-mère. Certains extraterrestres avancés pourraient peut-être devenir nomades, voulant conquérir et coloniser la première planète sur laquelle ils pourront s'installer. (...) Si les extraterrestres nous rendent visite un jour, je pense que l'issue serait semblable à celle de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique, qui ne tourna pas très bien pour les Indiens d'Amérique ». <sup>1607</sup>

Des positions illustrant le caractère borné de l'horizon bourgeois qui considère le mode de production bourgeois comme le plus évolué et donc la société bourgeoise comme immuable. Or il apparaît évident que pour atteindre un tel degré technique, ces formes de vie devraient s'être affranchies des contradictions inhérentes au mode de production bourgeois et les avoir dépassés, c'est-à-dire vivre dans sociétés communistes ! L'espèce humaine constituerait alors pour elles un sujet d'observation scientifique...



Cette digression de science-fiction étant close, il apparaît évident que le mode de production bourgeois est historiquement condamné. En effet, même si l'impérialisme chinois parvient à éviter l'émergence de l'Inde en tant que concurrent, on voit qu'il sera inévitablement confronté aux contradictions insurmontables du mode de production capitaliste, même si c'est dans 50 ans ou dans un siècle !

Nous n'en sommes cependant pas encore là. Aujourd'hui, l'impérialisme chinois n'est pas encore un frein au développement des forces productives. Dans un premier temps, sa montée en puissance promet au contraire une grande extension des forces productives à travers un large développement des rapports de production bourgeois dans nombre de pays dépendants.

« On pourrait voir dans l'émergence d'une puissance chinoise la remise à niveau des pendules arrêtées voici plusieurs siècles ». <sup>1608</sup>

D'une certaine façon, l'impérialisme chinois est non seulement en train de réaliser un rattrapage économique, mais est aussi en train de prendre sa revanche sur ses anciens concurrents-colonisateurs, et on voit mal ce qui pourrait l'empêcher de devenir la puissance impérialiste dominante.

Pour les pays impérialistes en déclin riches en ressources naturelles — à l'instar des USA et du Canada —, la destruction de "l'économie de bazar" sera synonyme de paupérisation à grande échelle de la classe moyenne qui avait profité des retombées de l'exportation de capitaux. On assistera alors à une liquidation de nombreuses branches d'industries obsolètes, comme en Russie. En 2008, les ressources naturelles (combustibles, produits miniers, forestiers et de la pêche) ont représenté 72,9 % des exportations marchandes russes. Une orientation sur les industries extractives qui a lourdement pesé sur l'économie russe l'an dernier, les cours des matières premières, en particulier des combustibles, s'effondrant parallèlement à la baisse de la demande. Selon le service fédéral des statistiques de Russie, le PIB russe s'est effondré de 7,9 % en 2009 pour se monter à 1 285 milliards de \$. <sup>1609</sup> A titre de comparaison, les exportations de matières premières ont représenté 39,0 % des exportations canadiennes et 11,0 % des exportations américaines en 2008. <sup>1610</sup> Dans ces pays, la polarisation des richesses s'approfondira considérablement.

Ils feront pourtant figure de "privilégiés", en comparaison d'ex-pays impérialistes n'ayant à vendre que leur force de travail. Ces derniers, privés des revenus de l'exportation de capitaux et pauvres en ressources naturelles, verront s'installer une misère encore plus grande, et les rangs de la bourgeoisie compradore seront eux-mêmes réduits à la portion congrue.

Ce sera alors au tour du prolétariat des pays impérialistes en déclin de connaître la pauvreté, la dépendance et les multiples humiliations qui y sont liées, à moins que les communistes révolutionnaires ne parviennent à entraîner les masses populaires dans le combat pour l'abolition de l'esclavage salarié.

En tout cas, les travailleurs des pays impérialistes en déclin ne devront pas compter sur la solidarité de classe du prolétariat chinois qui bénéficiera à son tour de chaînes dorées. A la vue de la profondeur de l'enracinement des préjugés anti-chinois

véhiculés pendant deux siècles par les élites bourgeoises d'occident, que ne manqueront pas d'instrumentaliser les représentants de l'impérialisme chinois, il est en effet peu probable que le sort de l'ex-prolétariat embourgeoisé des pays impérialistes en déclin éveille des sympathies, que ce soit en Chine ou dans la plupart des pays dépendants.

Quel aide internationaliste ont en effet apporté les masses exploitées (privilegiées) des pays impérialistes occidentaux aux masses exploitées des pays dépendants au cours des dernières décennies ? **Strictement aucune !**

Il est évident dans ces conditions que les communistes des pays impérialistes en déclin seront toujours "suspects" aux yeux du prolétariat des pays de leurs ex-zones d'influence. C'est pourquoi Lénine et Staline recommandaient au prolétariat des pays impérialistes de rompre résolument avec toute forme de nationalisme et de défense voilée des intérêts de leur propre impérialisme, estimant que sans cette rupture, il était impossible à un mouvement communiste d'émerger dans les pays dépendants.

Comme nous l'avons déjà souligné dans notre ouvrage *Impérialisme et anti-impérialisme*, Lénine et Staline ont toujours témoigné d'une attention particulière à la résolution des problèmes liés à l'oppression nationale et à faire en sorte d'éduquer le mouvement communiste international dans l'esprit de la réalisation de ses objectifs généraux : la libération des travailleurs du joug du capitalisme, c'est-à-dire la destruction du mode de production bourgeois.

Aussi, du temps de Lénine et Staline, le mouvement communiste international a toujours pris comme point de départ l'abolition de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire autant l'abolition de l'exploitation du prolétariat au sein d'une nation par leur bourgeoisie indigène, que l'abolition de l'exploitation du prolétariat des nations économiquement retardataires par les puissances impérialistes. Il est aujourd'hui vital pour les communistes de mettre en œuvre une politique internationaliste développant réellement la solidarité entre les différents détachements du prolétariat mondial. Cette politique n'est pas à imaginer : elle a en effet non seulement déjà été élaborée, mais a également mise en pratique par Staline trois décennies durant.

Cette politique consiste d'abord à soutenir sans condition les mouvements de lutte de libération nationale combattant la domination coloniale et semi-coloniale des pays impérialistes, et en particulier de son propre impérialisme. Cette politique consiste ensuite à donner au prolétariat de chaque pays constitué en nation les moyens matériels de briser sa dépendance économique, en particulier dans le cadre international. Les phrases sur la "coopération économique" et "l'égalité des nations" ne servent qu'à masquer l'exploitation aussi longtemps que se poursuit la lutte pour la possession des moyens de production.

La politique marxiste-léniniste est donc diamétralement opposée à celle mise en œuvre par l'impérialisme et défendue par ses thuriféraires social-chauvins dont le souci principal a été la préservation de leur monopole sur les moyens de production et le souci de limiter les transferts de technologie pour prévenir l'émergence de concurrents !

« Il est indéniable qu'après trente années d'investissements internationaux, la montée en gamme technologique permet à certains acteurs locaux d'être à niveau. Doit-on accompagner le mouvement en profitant des dividendes (comme Airbus avec sa ligne d'assemblage de Tianjin ou Safran motorisant le futur concurrent de l'A 320) ? Ou se retirer par crainte de transférer son savoir-faire et de créer ainsi des futurs concurrents ? »<sup>1611</sup>

Aussi est-il évident qu'en dehors de la mise en œuvre d'une égalité quant à l'accès aux moyens de production et aux technologies des branches d'industrie à plus haute composition organique en capital, les phrases pompeuses sur la "solidarité" et "l'internationalisme" ne sont que des mots creux servant à masquer l'opportunisme, le social-chauvinisme et la collaboration de classe avec sa propre bourgeoisie.

Aujourd'hui, il ne reste plus rien de l'unité léniniste du mouvement communiste international. Ce dernier, après avoir été submergé par des éléments opportunistes et social-chauvins, achève aujourd'hui de se décomposer en même temps que la base économique et sociale qui avait fait prospérer ces tendances tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle dans les pays impérialistes en déclin. Les communistes doivent donc repartir de zéro et reconstruire l'unité léniniste, dans le cadre national comme international.

La condition préalable à la renaissance du mouvement communiste est la rupture complète de l'avant-garde du prolétariat des pays impérialistes en déclin avec toute forme de nostalgie pour les "acquis sociaux" aujourd'hui en voie de destruction. Comme nous l'avons montré, dans le cadre du système mondial de l'impérialisme, tout "acquis" dans un pays a forcément pour contrepartie un "manque" dans d'autres pays.

A l'heure où les entreprises monopolistes exploitent la sueur et le sang des travailleurs aux quatre coins du monde, quand les chefs social-chauvins du prolétariat des pays impérialistes demandent à leur bourgeoisie davantage "d'acquis sociaux" et des hausses de salaires pour entretenir la "paix sociale" — ou même ne serait-ce que leur simple maintien dans les conditions actuelles —, alors il faut être certain que ces "progrès" auront pour contrepartie une exploitation et des souffrances accrues à l'autre pôle de la planète.

Au 20<sup>ème</sup> siècle, c'est déjà cette politique sociale-chauvine qui a poussé le mouvement ouvrier et communiste des pays impérialistes en déclin à rompre avec les principes élémentaires de l'internationalisme prolétarien et à soutenir les exactions coloniales de sa propre bourgeoisie. C'est ainsi qu'en France, les "communistes" ont laissé les mains libres à leur propre impérialisme pour réprimer les aspirations des mouvements de libération nationale en Algérie, à Madagascar, en Indochine, etc.

Dans le contexte actuel marqué par la décomposition de "l'économie de bazar" des pays impérialistes en déclin, la politique sociale-chauvine de défense des "acquis sociaux" ne peut pousser les élites bourgeoises qu'à une chose : la réaction politique la plus sombre, qu'elle soit intérieure (fascisme) ou extérieure (guerres coloniales).

Plus que jamais, les communistes doivent ne pas avaliser les mots d'ordre protectionnistes réactionnaires parfois invoqués par la bourgeoisie et rompre avec la politique bourgeoise de défense des "acquis sociaux". Ils doivent faire de cette rupture une ligne de démarcation d'avec l'opportunisme, le social-chauvinisme et la collaboration de classe qui visent à conquérir ou préserver les chaînes dorées de l'esclavage salarié accordées par la bourgeoisie de pays impérialistes privilégiés dans les périodes de prospérité.

Plus que jamais, les communistes doivent faire en sorte que le crépuscule des pays impérialistes en déclin annonce l'aube de la révolution sociale. Aujourd'hui, l'agonie des pays impérialistes en déclin pose à nouveau le choix suivant : socialisme ou barbarie. Car si les communistes sont incapables de faire renaître une alternative crédible au capitalisme aux yeux des masses exploitées, alors la décomposition de "l'économie de bazar" conduira au moins à l'avènement d'une longue ère de ténèbres et de chaos dans les pays impérialistes déchus.

Le cas le plus favorable est donc que les communistes parviennent à utiliser la fenêtre révolutionnaire constituée par l'effondrement de la domination des pays impérialistes en déclin qui y poussera les contradictions sociales à leur paroxysme. Une tâche qui, comme on l'a souligné, sera rendue très complexe par l'extrême degré d'arriération idéologique des masses exploitées placées dans un contexte de flambée du nationalisme de couches petite-bourgeoises victimes de la décomposition économique.

En outre, une fois arrivé au pouvoir, la situation resterait très complexe pour un Parti communiste. De nombreux pays — en particulier les pays dépendants arriérés liés à l'impérialisme chinois —, resteraient en effet longtemps hors de la sphère d'influence révolutionnaire. Un Parti communiste aurait alors à faire face à l'hostilité des pays bourgeois dans les années suivantes, et en particulier de l'impérialisme chinois qui ne conserverait alors pas très longtemps son masque "pacifique" et apporterait son soutien à la contre-révolution dès qu'il en aurait la possibilité.

Pourtant, malgré toutes ces difficultés, l'époque actuelle offre aux communistes des pays impérialistes en déclin une situation objectivement révolutionnaire. Si les communistes laissent passer cette occasion unique qu'offre aujourd'hui la décomposition de "l'économie de bazar" mise en place par les pays impérialistes en déclin, tout porte à croire que la libération des peuples du joug de l'esclavage salariée sera alors à nouveau repoussée de plusieurs décennies, le temps nécessaire à l'impérialisme chinois pour pousser à son extrême limite les contradictions internes du mode de production bourgeois, aux prix évidemment d'une somme de souffrances et de violences encore plus grandes.

Vincent Gouysse, le 21/09/2010

## NOTES

<sup>1</sup> Cette déclaration aurait été faite par Napoléon Bonaparte à Saint-Hélène en 1816, quatre ans après qu'il ait du battre en retraite au cours de sa campagne de Russie. Cette appréciation résulte certainement autant de la forte impression qui lui avait été laissée par les cavaliers de type asiatique des armées tsaristes, que de témoignages de diplomates anglais ayant voyagé en Chine et qui lui avaient été rapportés. L'intuition de Bonaparte fut reprise au début des années 1970 par l'ancien ministre gaulliste Alain Peyrefitte qui en fit le titre d'un livre. Dans ce livre, l'auteur concluait qu'au regard de l'importance de la population chinoise, si ce pays parvenait à atteindre un haut degré de technique et de culture, il dominerait le reste du monde. (Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*, Fayard, 1973, p. 368) ● <sup>2</sup> Pékin poursuit l'envolée de son budget militaire, *Le Figaro.fr*, 04/03/2008 ● <sup>3</sup> Transport maritime et construction navale, *Barry Rogliano Salles (BRS)*, Revue annuelle 2010, pp. 22-23 ● <sup>4</sup> Steven Spielberg se retire de l'organisation des JO de Pékin, *Le Monde.fr*, 14/02/2008 ● <sup>5</sup> Le Congrès américain demande le boycott de la cérémonie, *RFI.fr*, 02/04/2008 ● <sup>6</sup> JO : Sarkozy pose une condition pour participer à la cérémonie d'ouverture, *Libération.fr*, 08/04/2010 ; JO : Gordon Brown n'assistera pas à la cérémonie d'ouverture, *RTL info*, 10/04/2008 ● <sup>7</sup> Jeux Olympiques : À Pékin, les Jeux de la démesure, *Le Figaro.fr*, 08/08/2008 ● <sup>8</sup> Pour ses 60 ans, la Chine populaire exhibe sa puissance, *Reuters*, 01/10/2009 ; Une parade militaire fastueuse mais peu d'infos sur les capacités de combat de la Chine, *AFP*, 01/10/2009 ● <sup>9</sup> Focus des médias étrangers sur les célébrations du 1<sup>er</sup> octobre en Chine, *Journal de CCTV-F*, 02/10/2010 ● <sup>10</sup> Le dragon chinois montre sa force, *Figaro Blog (géopolitique)*, 30/09/2009 ● <sup>11</sup> Discours du président Hu Jintao prononcé à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de la République Populaire de la Chine, *CCTV-F*, 01/10/2009 ● <sup>12</sup> Aïmons notre patrie, la Chine, *CCTV-F*, 01/10/2009 ● <sup>13</sup> Shanghai s'illumine pour l'inauguration de l'Expo universelle, *Reuters*, 30/04/2010 ● <sup>14</sup> L'Expo 2010 est une occasion de montrer l'importance de la Chine, selon le ministre français des Affaires étrangères, *Xinhua*, 30/04/2010 ● <sup>15</sup> Shanghai s'expose à l'univers, *20 minutes.fr*, 27/04/2010 ● <sup>16</sup> L'exposition universelle de Shanghai, incarnation du "soft power" à la chinoise, *AP*, 25/04/2010 ● <sup>17</sup> Le monde entier se donne rendez-vous à Shanghai, *France 24.com*, 30/04/2010 ● <sup>18</sup> Vincent Gouysse, *Impérialisme et anti-impérialisme*, p. 238 ● <sup>19</sup> Le Dragon d'Orient prend son envol, *CCTV-F*, 12/10/2009 ● <sup>20</sup> 2009 : l'année du miracle chinois, *Le Figaro.fr*, 31/12/2009 ● <sup>21</sup> Spécial Chine : Comment elle devient le n°1 mondial, *Le Point*, n°1945-1946, 24-31 décembre 2009, p. 192 ● <sup>22</sup> 21<sup>ème</sup> siècle : le siècle chinois, *La Tribune.fr*, 01/04/2010 ● <sup>23</sup> Davos : le discours du vice-PM chinois redonne un élan à l'économie mondiale, *Xinhua*, 29/01/2010 ● <sup>24</sup> L'Asie mène pour la première fois la reprise mondiale, *Xinhua*, 24/04/2010 ● <sup>25</sup> Source des chiffres bruts : Ambassade de France en Chine, *Bulletin économique Chine* ● <sup>26</sup> Le commerce mondial devrait chuter de 9 % en 2009, selon l'OMC, *AP*, 23/03/2009 ● <sup>27</sup> World Trade Organisation, *World Trade Report 2010*, p. 18 ● <sup>28</sup> Source des chiffres bruts : *World Trade Organisation* ([www.wto.org](http://www.wto.org)) : WTO Statistics database - Total merchandise and service trade in US dollar at current prices ● <sup>29</sup> World Trade Organisation, *World Trade Report 2010*, p. 30 ● <sup>30</sup> La Chine optimiste quant au rôle moteur de la consommation dans le développement économique, *Xinhua*, 13/03/2010 ● <sup>31</sup> Echec programmé des stimulations économiques américaine et chinoise, LEAP Europe/2020, *Global Europe Anticipation Bulletin n°35*, 15 mai 2009, pp. 7 et 13 ● <sup>32</sup> L'industrie chinoise a dépassé l'industrie japonaise en devenant la n°2 mondiale, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/03/2010 ● <sup>33</sup> *OECD.org*, 02/02/2010 ● <sup>34</sup> Plus de riches Chinois apparaissent sur la liste Forbes, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/03/2010 ● <sup>35</sup> La fortune sourit plus aux milliardaires chinois, *Moneyweek.fr*, 14/10/2009 ● <sup>36</sup> Ambassade de France en Chine, *Bulletin économique Chine*, n°26, p. 16 ● <sup>37</sup> Chine : 11,02 millions d'emplois créés en 2009, *Xinhua*, 22/01/2010 ● <sup>38</sup> La Chine face à de fortes pressions sur l'emploi malgré un taux de chômage stable, *Xinhua*, 23/06/2010 ● <sup>39</sup> Zone euro : l'emploi s'effondre, *Moneyweek.fr*, 16/03/2010 ● <sup>40</sup> French official unemployment is worst for 10 years, *AFP*, 04/03/2010 ● <sup>41</sup> Le taux de chômage en France passe à 10,1 %, selon l'OCDE, *Le Monde.fr*, 11/05/2010 ● <sup>42</sup> Source : *INSEE.fr* ● <sup>43</sup> Les défaillances d'entreprises ne connaissent pas la crise, *Libération.fr*, 19/01/2010 ● <sup>44</sup> Auto-entreprise, *Le Monde.fr*, 01/02/2010 ● <sup>45</sup> Belgique : le nombre de faillites bat le record au premier trimestre, *Xinhua*, 01/04/2010 ● <sup>46</sup> Toujours un Espagnol sur cinq au chômage, *Libération.fr*, 30/07/2010 ● <sup>47</sup> L'Espagne connaît une forte baisse de l'immigration, *Le Monde.fr*, 08/01/2010 ● <sup>48</sup> Chiffres du chômage en France : "Je ne crois aux statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées" – Winston Churchill, *Moneyweek.fr*, 29/01/2010 ; Manipulation des chiffres du chômage en France, comme des ivrognes et leurs réverbères, *Moneyweek.fr*, 01/03/2010 ● <sup>49</sup> <http://www.shadowstats.com/> ● <sup>50</sup> Chômage américain : la magie des chiffres opère, *Moneyweek.fr*, 19/01/2010 ● <sup>51</sup> USA : le taux de chômage réel atteint 16 %

selon un responsable de la Fed, *RTLInfo.be*, 26/08/2009 ● <sup>52</sup> Soigner la dépression par la dépression, *Moneyweek.fr*, 26/10/2009 ● <sup>53</sup> Chiffres du chômage en France : « Je ne crois aux statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées » – Winston Churchill, *Moneyweek.fr*, 29/01/2010 ● <sup>54</sup> Emploi salarié : la crise responsable de la plus grosse dégradation depuis 1945, *Le Monde.fr*, 05/08/2010 ● <sup>55</sup> Crise et emploi : l'industrie est la première victime, *Usine Nouvelle.com*, 05/08/2010 ● <sup>56</sup> Destructures d'emplois : l'industrie paie le plus lourd tribut, *Usine Nouvelle.com*, 19/05/2010 ● <sup>57</sup> PME : 80 % des dirigeants sont inquiets pour l'économie française, *Usine Nouvelle.com*, 13/04/2010 ● <sup>58</sup> INSEE, *Évolution du PIB en France*, Série longue : 1960-2009 ; Le taux de chômage en France passe à 10,1 %, selon l'OCDE, *Le Monde.fr*, 11/05/2010 ● <sup>59</sup> Source des chiffres bruts : *US Bureau of Economic Analysis* ([www.bea.gov](http://www.bea.gov)), — Table 3.1. Government Current Receipts and Expenditures ; Table 3.9.5. Government Consumption Expenditures and Gross Investment ; Table 1.1.5. Gross Domestic Product ● <sup>60</sup> Nicolas Sarkozy présente sa nouvelle politique industrielle, *Reuters*, 04/03/2010 ● <sup>61</sup> L'ambition de Nicolas Sarkozy pour l'industrie fait polémique, *Reuters*, 05/03/2010 ● <sup>62</sup> L'industrie française reste entravée par le poids des charges sociales, *Le Monde.fr*, 04/03/2010 ● <sup>63</sup> La crise provoque une accélération de la désindustrialisation et des délocalisations vers les pays émergents, *Les Echos.fr*, 01/02/2010 ● <sup>64</sup> Quel avenir pour le raffinage en France ?, *Le Monde.fr*, 22/02/2010 ● <sup>65</sup> Source des chiffres bruts : [www.worldsteel.org](http://www.worldsteel.org) — Sauf indication contraire, tous les chiffres relatifs à la production d'acier utilisés ci-après sont issus de cette source ● <sup>66</sup> Chine : le secteur de l'acier rapporte 21,77 milliards de yuans de bénéfices au premier trimestre, *Xinhua*, 28/04/2010 ● <sup>67</sup> La Chine interdit tout projet d'expansion dans l'industrie de l'acier sur les trois prochaines années, *Xinhua*, 13/08/2009 ● <sup>68</sup> Worldsteel association, *World Steel in figures 2010*, p. 13 ● <sup>69</sup> Source des chiffres bruts : *Federalreserve.gov* et *Cahiers statistiques de la Banque de France* ● <sup>70</sup> Source des chiffres bruts : *Coppercouncil General Statistics* ● <sup>71</sup> International Copper Study Group, *The World Copper Factbook (2009)*, p. 17 ● <sup>72</sup> Source des chiffres bruts : Primary Aluminium Production, *International Aluminium Institute* ● <sup>73</sup> Les statistiques de la Grèce pour l'année 2009 ne sont pas connues par CEMBUREAU ● <sup>74</sup> Source des chiffres bruts : *Rapport CEMBUREAU 2008 et Rapport CEMBUREAU 2009* ● <sup>75</sup> Lafarge consolide ses fondations en Chine, *Usine Nouvelle.com*, 10/06/2010 ● <sup>76</sup> Perspectives moroses et marge en chute pour Lafarge, *Le Journal des Finances*, 30/07/2010 ● <sup>77</sup> Tous les chiffres bruts relatifs au secteur des machines-outils utilisés ci-dessous sont extraits de la publication *World Machine Tool Output and Consumption Survey* : <http://www.gardnerweb.com/consump/analysis.html> ● <sup>78</sup> Chine : plan de relance du secteur des biens d'équipement, *Xinhua*, 12/05/2009 ● <sup>79</sup> Le fabricant de machines-outils Somab repris par Spark, *Usine Nouvelle.com*, 16/03/2009 ● <sup>80</sup> Machine-outil, l'offensive chinoise, *Usine Nouvelle.com*, 03/06/2010 ● <sup>81</sup> Machine-outil : la recherche, un combat perdu d'avance en France, *Usine Nouvelle.com*, 14/04/2010 ● <sup>82</sup> Source : *Organisation internationale des Constructeurs automobiles* ([www.oica.net](http://www.oica.net)) ● <sup>83</sup> La Chine devient premier marché automobile mondial, devant les Etats-Unis, *Le Monde.fr*, 11/01/2010 ; Prime à la casse, un tiers des ventes de PSA en 2009, *E24.fr*, 11/01/2010 ; 2,25 millions de voitures vendues en France en 2009, *Libération.fr*, 28/12/2009 ● <sup>84</sup> Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500* ● <sup>85</sup> Renault : pertes historiques en 2009, *Le Figaro.fr*, 12/02/2010 ● <sup>86</sup> Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500* ● <sup>87</sup> Coup de frein sur les bénéfices de Michelin en 2009, *AFP*, 12/02/2010 ● <sup>88</sup> La prime à la casse prolongée jusqu'en 2011, *Le Figaro.fr*, 01/09/2009 ● <sup>89</sup> L'arrêt des primes à la casse portera un coup à la croissance, *Le Monde.fr*, 18/12/2009 ● <sup>90</sup> Les derniers soubresauts du secteur automobile, *Moneyweek.fr*, 17/02/2010 ● <sup>91</sup> Le marché automobile allemand a chuté de 23 % au 1<sup>er</sup> trimestre, *Reuters*, 06/04/2010 ● <sup>92</sup> Baisse des immatriculations en mai en France, la 1<sup>ère</sup> en un an, *Reuters*, 01/07/2010 ● <sup>93</sup> Nouveau recul des ventes d'automobiles en Europe en juin, *Usine Nouvelle.com*, 15/07/2010 ● <sup>94</sup> Forte baisse des ventes de voitures en France pour juillet, *Le Monde.fr*, 02/08/2010 ● <sup>95</sup> Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500* ● <sup>96</sup> Chine : les ventes de voitures en croissance de 59,26 % en août, *Xinhua*, 01/09/2010 ● <sup>97</sup> La Chine va subventionner les achats de véhicules de petite cylindrée, *Xinhua*, 03/06/2010 ● <sup>98</sup> Le salon auto de Pékin ouvre ses portes, *Usine Nouvelle.com*, 23/04/2010 ● <sup>99</sup> Ces statistiques sont disponibles sur le site web de l'OICA ● <sup>100</sup> Source : *Autosblog.fr*, septembre 2009 ● <sup>101</sup> PSA va investir 530 millions d'euros au Brésil d'ici 2012, *Reuters*, 25/03/2010 ● <sup>102</sup> La nouvelle Clio serait fabriquée en Turquie, *Le Journal des Finances*, 08/01/2010 ● <sup>103</sup> GM pense qu'il aura besoin d'une nouvelle usine en Chine, *Reuters*, 25/01/2010 ● <sup>104</sup> Opel supprime 700 emplois en Espagne, *AFP*, 23/03/2010 ● <sup>105</sup> Volkswagen et Daimler tournés vers la Chine, *Usine Nouvelle.com*, 16/07/2010 ● <sup>106</sup> Varin : la Chine au cœur de la stratégie de PSA Peugeot Citroën (Interview), *Xinhua*, 28/07/2010 ● <sup>107</sup> Les moteurs de croissance de PSA : nouveaux modèles et mondialisation accrue, *Usine Nouvelle.com*, 28/07/2010 ● <sup>108</sup> Le chinois Geely rachète Volvo à Ford, *Reuters*, 28/03/2010 ● <sup>109</sup> Source : *OICA Statistics* ● <sup>110</sup> Ford le bénéficiaire veut alléger sa dette, *Moneyweek.fr*, 03/11/2009 ● <sup>111</sup> GM pense qu'il aura besoin d'une nouvelle usine en Chine, *Reuters*,

25/01/2010 ● <sup>112</sup> Investors in BYD shares may be dreaming an impossible dream, *South China Morning Post*, 17/03/2010 ● <sup>113</sup> Les voitures chinoises aux portes du marché européen, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/05/2009 ● <sup>114</sup> Source des chiffres bruts : *OICA Statistics* ● <sup>115</sup> La Chine veut promouvoir la voiture verte, *L'Express.fr*, 16/04/2010 ● <sup>116</sup> La taille, enjeu de fond de l'alliance Renault-Nissan-Daimler, *Reuters*, 07/04/2010 ● <sup>117</sup> Voiture électrique : étrange mariage sino-israélien, *Chine-informations.com*, 29/05/2008 ● <sup>118</sup> Investors in BYD shares may be dreaming an impossible dream, *South China Morning Post*, 17/03/2010 ; BYD envisage de commencer à vendre des automobiles en Europe l'année prochaine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/03/2010 ● <sup>119</sup> La BYD E6, une chinoise électrique aux ambitions mondiales, *Usine Nouvelle.com*, 15/03/2010 ● <sup>120</sup> Véhicule propre : alliance de 16 industriels chinois, *Usine Nouvelle.com*, 20/08/2010 ● <sup>121</sup> Sources des chiffres bruts : INSEE, *Tableaux de l'économie française* (édition 2010), p. 164 (années 2007-2008) ; INSEE, Principaux agrégats de l'industrie manufacturière, <http://www.insee.fr/fr/ffc/figure/NATTEF11104.xls> (année 2009) ● <sup>122</sup> US Bureau of Economic Analysis, *Table 2.3.6. Real Personal Consumption Expenditures by Major Type of Product, Chained Dollars* ● <sup>123</sup> US Bureau of Economic Analysis, *Table 2.3.6. Real Personal Consumption Expenditures by Major Type of Product, Chained Dollars* ● <sup>124</sup> Affaire "Icesave" : la fronde des islandais contre l'immoralité des directives européennes, *Agoravox.fr*, 12/01/2010 ; Les Islandais rejettent largement «Icesave», *Le Figaro.fr*, 07/03/2010 ● <sup>125</sup> Tous les chiffres bruts utilisés dans les tableaux ci-dessous sont disponibles ici : [http://money.cnn.com/magazines/fortune/global500/2010/full\\_list/](http://money.cnn.com/magazines/fortune/global500/2010/full_list/) ● <sup>126</sup> La Poste américaine happée vers le fond, *Moneyweek.fr*, 14/04/2010 ● <sup>127</sup> Manipulation des chiffres du chômage en France, comme des ivrognes et leurs réverbères, *Moneyweek.fr*, 01/03/2010 ● <sup>128</sup> La distribution ne sauvera pas l'emploi aux Etats-Unis, *Moneyweek.fr*, 13/10/2009 ● <sup>129</sup> Le chômage américain de janvier inquiète malgré la baisse, *Moneyweek.fr*, 05/02/2010 ● <sup>130</sup> Chine : les bénéficiaires des entreprises d'Etat en baisse de 17,6 % de janvier à septembre, *Xinhua*, 19/10/2009 ; Ambassade de France en Chine, *Bulletin économique Chine*, n°24, p. 15 ● <sup>131</sup> Forte hausse des bénéficiaires des entreprises d'Etat chinoises au premier semestre 2010, *Xinhua*, 16/07/2010 ● <sup>132</sup> Les flux d'investissements directs étrangers ont cédé près de 40 % l'an passé, *Agefi.fr*, 20/02/2010 ● <sup>133</sup> [www.unctad.org](http://www.unctad.org) ● <sup>134</sup> UNCTAD, *World Investment Report*, éditions 2009 et 2010 ● <sup>135</sup> Source des chiffres bruts : *UNCTAD Handbook of Statistics online* [chiffres de 1980] ; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2010*, (vue d'ensemble), pp. 21 et 23 ● <sup>136</sup> Les flux d'investissements directs étrangers ont cédé près de 40 % l'an passé, *Agefi.fr*, 20/02/2010 ● <sup>137</sup> La France championne d'Europe des investissements étrangers, *La Tribune.fr*, 20/07/2010 ● <sup>138</sup> La China Investment Corporation prend 15 % du capital du groupe américain AES Corp, *Xinhua*, 09/11/2009 ; Les entreprises chinoises poursuivent leurs rachats à l'étranger, *Le Monde.fr*, 05/01/2010 ● <sup>139</sup> La Chine accuse les Etats-Unis de protectionnisme suite au projet d'enquête visant une usine sidérurgique chinoise, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/07/2010 ● <sup>140</sup> La Chine est-elle prête à devenir une grande puissance en matière d'investissement ? , *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/07/2010 ● <sup>141</sup> Chine : les investissements étrangers directs totalisent 7,602 milliards de dollars en août, *Xinhua*, 15/09/2010 ● <sup>142</sup> Chine : investissements en capital fixe en hausse de 25 % au premier semestre 2010, *Xinhua*, 15/07/2010 ● <sup>143</sup> Source des chiffres bruts : *National Bureau of Statistics of China* ● <sup>144</sup> Etrangers en Chine : la fin du tapis rouge, *HEC Eurasia Institute*, mai 2007, p. 2 ● <sup>145</sup> Federal Deposit Insurance Corporation, *Failed Bank List*, [FDIC.gov](http://FDIC.gov), 18/09/2010 ● <sup>146</sup> Big Banks Mask Risk Levels, *Wall Street Journal*, 09/04/2010 ● <sup>147</sup> Ce panel est composé des banques suivantes : Mitsubishi UFJ Financial Group, Sumitomo Mitsui Financial Group, Mizuho Financial Group (Japon), HSBC Holdings, Royal Bank of Scotland, Barclays, Lloyds TSB Group (Royaume-Uni), Citigroup, Bank of America Corp., Wells Fargo, Goldman Sachs Group, JP Morgan Chase (USA), BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, Groupe Caisse d'Épargne (France), Deutsche Bank, Landesbank Baden-Württemberg, Commerzbank, KfW Bankengruppe, DZ Bank, Bayerische Landesbank (Allemagne), Banco Santander (Espagne), Crédit Suisse, UBS (Suisse), Dexia (Belgique), UniCredit Group (Italie), Royal Bank of Canada (Canada), Sberbank (Russie) et ING Group (Pays-Bas). Les chiffres bruts relatifs à leurs profits et à leur chiffre d'affaires proviennent du classement *Fortune Global 500*. ● <sup>148</sup> Prudential rachète AIA pour 35,5 milliards de dollars, *Reuters*, 01/03/2010 ● <sup>149</sup> Après une nouvelle perte, Fannie Mae a encore besoin de soutien, *Reuters*, 27/02/2010 ● <sup>150</sup> HSBC ou des économies de bout de chandelle qui ne cachent pas la misère, *Moneyweek.fr*, 01/03/2010 ● <sup>151</sup> HSBC veut croître en Chine, *Reuters*, 16/06/2010 ● <sup>152</sup> Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500* ● <sup>153</sup> China banks eclipse US rivals, *Financial Times*, 10/01/2010 ● <sup>154</sup> Les banques chinoises représentent 25 % des bénéficiaires mondiaux, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/06/2010 ● <sup>155</sup> AgBank, plus grosse mise en Bourse jamais réalisée, *Reuters*, 06/07/2010 ; AgBank : le prix d'introduction fixé en haut de fourchette à Shanghai, *Les Echos.fr*, 07/07/2010 ; L'Agricultural Bank of China rafle le record de la plus grosse

introduction en Bourse, *La Tribune.fr*, 15/08/2010 ● <sup>156</sup> Agricultural Bank of China en route pour un record improbable, *Les Echos.fr*, 07/07/2010 ● <sup>157</sup> Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500* ● <sup>158</sup> Amende record, taxe : Goldman Sachs voit son bénéfice chuter de 83 %, *Le Monde.fr*, 20/07/2010 ● <sup>159</sup> IPO-China Everbright s'envole pour son premier jour de cotation, *Reuters*, 18/08/2010 ● <sup>160</sup> La Chine devient leader des introductions en Bourse, *Le Figaro.fr*, 06/07/2010 ● <sup>161</sup> Les 500 plus grandes compagnies chinoises ont fait preuve d'une meilleure performance par rapport aux Etats-Unis, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/09/2009 ● <sup>162</sup> Étude 2010 sur la communication financière des sociétés du CAC 40 (5<sup>e</sup> édition), Évaluation des goodwill et des actifs incorporels, *PricewaterhouseCoopers.fr*, juin 2010 ● <sup>163</sup> Le CAC 40 sauvé par les pays émergents, *Moneyweek.fr*, 26/04/2010 ● <sup>164</sup> Les entreprises américaines ont fait des bénéfices record au quatrième trimestre, *Moneyweek.fr*, 29/03/2010 ● <sup>165</sup> Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500* ● <sup>166</sup> Wells Fargo et Citigroup ont remboursé l'aide du gouvernement, *France24.com*, 23/12/2009 ● <sup>167</sup> Résultats des banques américaines : à menteuse, menteuse et demi, *Moneyweek.fr*, 13/10/2009 ● <sup>168</sup> A quand la dégradation des Etats-Unis par les agences de notation ?, *Moneyweek.fr*, 09/07/2010 ● <sup>169</sup> Le retour sur investissement de 2009 va dépasser 10 milliards de dollars pour CIC, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/03/2010 ; Le fonds souverain chinois enregistre un taux de rentabilité de 11,7 % en 2009, *Xinhua*, 29/07/2010 ● <sup>170</sup> Après la crise des subprime, c'est la crise obligataire qui menace, *Moneyweek.fr*, 07/04/2010 ● <sup>171</sup> Goldman Sachs aurait aidé la Grèce à masquer son déficit, *Capital.fr*, 15/02/2010 ; La Grèce et ses montages financiers pour dissimuler la dette, *Moneyweek.fr*, 17/02/2010 ● <sup>172</sup> Source : *CIA World Factbook* ● <sup>173</sup> Source des chiffres bruts : OMC (WTO Statistics database) ● <sup>174</sup> OMT : la Chine deviendra la première destination touristique mondiale d'ici 2015, *Xinhua*, 22/03/2010 ; L'UE veut établir une nouvelle vision stratégique pour la politique du tourisme, *Xinhua*, 14/04/2010 ● <sup>175</sup> La clientèle française a sauvé la saison touristique, *Reuters*, 02/09/2009 ● <sup>176</sup> Source des chiffres bruts : *Cahiers statistiques de la Banque de France* ● <sup>177</sup> *Alternatives internationales*, hors-série n°7, décembre 2009, p. 110 ● <sup>178</sup> Le déficit commercial atteint 43 milliards d'euros en 2009, *Reuters*, 05/02/2010 ● <sup>179</sup> Douanes, *Aperçu du commerce extérieur de la France (données de référence : Mai 2010)*, <http://lekiosque.finances.gouv.fr> ● <sup>180</sup> L'émirat de Dubaï au bord de la faillite, *Le Figaro.fr*, 25/11/2009 ● <sup>181</sup> Les travaux du métro de Dubaï suspendus pour défaut de paiement, *Libération.fr*, 07/01/2010 ● <sup>182</sup> Source : Unctad.org (2007) et *CIA World Factbook* (estimations 2008-2009) ● <sup>183</sup> La Grèce est le talon d'Achille de la zone euro, *Le Monde.fr*, 29/01/2009 ● <sup>184</sup> La Grèce au bord de la faillite, *Libération.fr*, 09/12/2009 ● <sup>185</sup> Le sort des "PIGS" fait peur aux investisseurs, *Le Monde.fr*, 12/12/2009 ● <sup>186</sup> La question grecque divise la zone euro, *Moneyweek.fr*, 24/04/2010 ; Berlin pose des conditions strictes pour aider la Grèce, *Reuters*, 23/03/2010 ; Aide à la Grèce : l'Allemagne reste intransigeante, *TempsreelNouvelObs.com*, 26/04/2010 ● <sup>187</sup> Grèce : une restructuration de la dette est hors de question, estime Lagarde, *Les Echos.fr*, 26/04/2010 ● <sup>188</sup> Banqueroute de la Grèce, faillite des banques françaises, *Moneyweek.fr*, 29/04/2010 ● <sup>189</sup> L'euro au bord du gouffre, *Moneyweek.fr*, 24/04/2010 ● <sup>190</sup> Une majorité d'Allemands prête à exclure Athènes de la zone euro, *Reuters*, 14/02/2010 ● <sup>191</sup> L'éventuel renflouement de la Grèce suscite une forte opposition en Allemagne, *Le Monde.fr*, 12/02/2010 ● <sup>192</sup> Angela Merkel a dit non à un sauvetage rapide de la Grèce, *Le Monde.fr*, 12/02/2010 ● <sup>193</sup> L'Allemagne veut un FMI européen, *Le Figaro.fr*, 09/03/2010 ● <sup>194</sup> La Grèce menace de recourir au FMI si l'Europe ne l'aide pas, *Le Monde.fr*, 04/03/2010 ● <sup>195</sup> La Grèce paralysée par une journée de mobilisation, *Le Monde.fr*, 05/03/2010 ● <sup>196</sup> La Grèce a placé sa dette souveraine. Tout le monde est soulagé, mais pas nous, *Moneyweek.fr*, 27/01/2010 ● <sup>197</sup> La Grèce veut séduire les investisseurs américains, *Le Journal des Finances*, 06/04/2010 ● <sup>198</sup> La zone euro doit se débrouiller toute seule pour aider Athènes, *Le Monde.fr*, 16/02/2010 ● <sup>199</sup> France, la bonne affaire grecque, *Moneyweek.fr*, 29/03/2010 ● <sup>200</sup> Paris émet de la dette à long terme dans de bonnes conditions, *Capital.fr*, 04/03/2010 ● <sup>201</sup> La France et l'Allemagne haussent le ton face à la Grèce, *Reuters*, 25/04/2010 ● <sup>202</sup> La Grèce va faire faillite, *Moneyweek.fr*, 09/04/2010 ● <sup>203</sup> La Banque Centrale Européenne sort l'arme atomique, *Moneyweek.fr*, 11/05/2010 ● La crise grecque va inciter Madrid, Lisbonne et Dublin à économiser, selon Merkel, *Le Monde.fr*, 02/05/2010 ● <sup>205</sup> Quand le Nobel d'économie Joseph Stiglitz prédit la fin de l'euro, *Capital.fr*, 04/05/2010 ● <sup>206</sup> *Le Figaro.fr*, 08/04/2009 ● <sup>207</sup> L'Irlande sabre les salaires du public, *Le Figaro.fr*, 09/12/2009 ● <sup>208</sup> Source : *Eurostat*. Chiffres cités dans : La carte d'Europe de la dette et des déficits publics --- Les 27 pays de l'Union doivent rembourser 8 700 milliards d'euros, *Capital.fr*, 27/05/2010 ● <sup>209</sup> L'Allemagne sous l'œil des européens, *Alternatives internationales*, hors-série n°7, décembre 2009, pp. 137-138 ● <sup>210</sup> Source des chiffres bruts : *Alternatives internationales*, hors-série n°7, déc. 2009 ● <sup>211</sup> Grèce, Portugal, Chine, Allemagne : comment la crise a-t-elle changé la donne ?, *Journal des Finances*, 26/03/2010 ● <sup>212</sup> L'Allemagne adopte un budget marqué par un déficit record, *Le Temps.ch*, 20/03/2010 ; L'Allemagne adopte un budget 2010 marqué par un endettement record, *L'Expansion.com*, 19/03/2010 ● <sup>213</sup> Que vaut vraiment le modèle allemand ?, *Moneyweek.fr*, 26/04/2010



• <sup>214</sup> Une croissance de 1,0 % attendue en 2010 dans la zone euro, *Reuters*, 14/04/2010 • <sup>215</sup> La croissance française a calé au 1<sup>er</sup> trimestre, *Reuters*, 25/06/2010 • <sup>216</sup> La croissance française déçoit au 1<sup>er</sup> trimestre avec + 0,1 %, *Reuters*, 12/05/2010 • <sup>217</sup> Industrie française : la reprise attendra 2012, *Usine Nouvelle.com*, 03/08/2010 • <sup>218</sup> Reprise économique : pourquoi l'Allemagne s'en sort mieux que la France, *Usine Nouvelle.com*, 13/08/2010 • <sup>219</sup> Que vaut vraiment le modèle allemand ?, *Moneyweek.fr*, 26/04/2010 • <sup>220</sup> *Alternatives internationales*, hors-série n°7, décembre 2009, p. 35 • <sup>221</sup> Vincent Gouysse, *Crise du système impérialiste mondial*, pp. 229-230 • <sup>222</sup> L'UE met une place un plan de stabilisation de la zone euro, *Reuters*, 10/05/2010 • <sup>223</sup> L'UE veut sauver l'euro, Londres joue cavalier seul, *Le Figaro.fr*, 09/05/2010 • <sup>224</sup> La dette des pays européens au centre de la réunion du G7 au Canada, *Reuters*, 06/02/2010 • <sup>225</sup> Des Pigs coûteux à secourir, *Moneyweek.fr*, 18/02/2010 • <sup>226</sup> La Grèce a conclu un accord avec l'UE et le FMI pour assurer sa survie financière, *Le Monde.fr*, 02/05/2010 • <sup>227</sup> Plongeon des marchés, doutes croissants sur la capacité des Etats à rembourser leurs dettes, *Capital.fr*, 04/02/2010 • <sup>228</sup> La panique fait son grand retour sur les marchés, le CAC a chuté de 6 % en deux jours, *Capital.fr*, 05/02/2010 • <sup>229</sup> Le taux de chômage arrive à 20 % en Espagne, *Xinhua*, 30/04/2010 • <sup>230</sup> La crise grecque n'affole pas que les marchés actions, *Capital.fr*, 05/05/2010 ; La Grèce menace de recourir au FMI si l'Europe ne l'aide pas, *Le Monde.fr*, 04/03/2010 • <sup>231</sup> Les Bourses mondiales déchantent, *Le Monde.fr*, 14/05/2010 • <sup>232</sup> La Grèce a besoin d'au moins 30 milliards d'euros d'ici mai, *Capital.fr*, 05/02/2010 • <sup>233</sup> L'euro à un plus bas de 18 mois contre le dollar, *Reuters*, 14/05/2010 • <sup>234</sup> L'économie connaît sa crise la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale, *AP*, 15/05/2010 • <sup>235</sup> Angela Merkel dit que l'euro est en danger, *Reuters*, 19/05/2010 • <sup>236</sup> Le plus dur de la crise est peut-être encore à venir, *Reuters*, 24/05/2010 • <sup>237</sup> José Manuel Barroso demande la solidarité avec la Grèce, Washington s'inquiète, *Le Monde.fr*, 23/03/2010 • <sup>238</sup> Ben Bernanke s'inquiète du déficit structurel des Etats-Unis, *Agefi.fr*, 25/02/2010 • <sup>239</sup> International demand for U.S. financial assets slowed, *Bloomberg.com*, 16/02/2010 • <sup>240</sup> Le grave dilemme de la zone euro et des pays endettés, *Les Echos.fr*, 22/03/2010 • <sup>241</sup> La zone euro connaît la plus grave crise de son histoire, *Le Monde.fr*, 28/04/2010 • <sup>242</sup> Vincent Gouysse, *Crise du système impérialiste mondial*, p. 46 [23 sept 2008] • <sup>243</sup> Vincent Gouysse, *Crise du système impérialiste mondial*, p. 58 [21 novembre 2008] • <sup>244</sup> Méfiance envers des obligations d'Etat, *Le Figaro.fr*, 05/01/2010 • <sup>245</sup> China's Wen urges U.S. to keep deficit at appropriate size, *Marketwatch.com*, 08/11/2009 • <sup>246</sup> International Demand for U.S. Financial Assets Slowed, *Bloomberg.com*, 16/02/2010 • <sup>247</sup> Les déficits américains montent..., *Moneyweek.fr*, 25/08/2009 • <sup>248</sup> *Le quotidien du Peuple en ligne*, 18/05/2010 • <sup>249</sup> Ambassade de France en Chine, *Bulletin économique Chine*, n°27, p. 11 • <sup>250</sup> Rappels sur les réserves chinoises en devises étrangères et ses investissements, *Xinhua*, 09/03/2010 • <sup>251</sup> Ambassade de France en Chine, *Bulletin économique Chine*, n°27, p. 12 • <sup>252</sup> La Grèce se dit menacée par l'envolée du coût de sa dette, *Reuters*, 18/03/2010 • <sup>253</sup> La Grèce dit ne pas pouvoir emprunter longtemps aux taux actuels, *Reuters*, 06/04/2010 • <sup>254</sup> La Grèce va faire faillite..., *Moneyweek.fr*, 09/04/2010 • <sup>255</sup> L'UE est prête à activer son plan de soutien à la Grèce à tout moment, *TempsreelNouvelobs.com*, 09/04/2010 • <sup>256</sup> Grèce : le plan de sauvetage UE/FMI de plus en plus probable, *Moneyweek.fr*, 20/04/2010 • <sup>257</sup> La crise européenne menace l'économie US, selon la Fed, *Reuters*, 20/05/2010 • <sup>258</sup> Le plus dur de la crise est peut-être encore à venir, *Reuters*, 24/05/2010 • <sup>259</sup> Les Etats-Unis payent plus cher leur dette, *Le Figaro.fr*, 29/03/2010 • <sup>260</sup> Le président brésilien condamne l'attitude des pays riches pendant la crise financière, *Xinhua*, 20/05/2010 • <sup>261</sup> Dominique Strauss-Kahn exhorte Paris à éviter trop de rigueur, *Reuters*, 20/05/2010 • <sup>262</sup> The Debt to the Penny and Who Holds It, *Treasury Direct.gov*, 21/09/2010 • <sup>263</sup> Budget : Ecologie, agriculture et emploi à la diète, *Le Figaro.fr*, 06/07/2010 • <sup>264</sup> Source : *INSEE* • <sup>265</sup> La Cour des comptes note une aggravation du déficit structurel en 2009, *Le Monde.fr*, 10/02/2010 • <sup>266</sup> La Cour des comptes inquiète pour la note française, *Reuters*, 09/02/2010 • <sup>267</sup> La France vole vers un endettement record, *Le Figaro.fr*, 22/12/2009 • <sup>268</sup> Le déficit budgétaire évalué à 79,3 milliards d'euros en 2009, *AFP*, 17/12/2008 • <sup>269</sup> France : la dette publique atteint 80,3 % du PIB, *Les Echos.fr*, 30/06/2010 • <sup>270</sup> Le déficit budgétaire ramené à 93,1 milliards fin juillet, *Reuters*, 08/09/2010 • <sup>271</sup> Natixis, *Special Report n°17*, 19/01/2010 • <sup>272</sup> La croissance repart au Japon, reprise des investissements, *Reuters*, 15/02/2010 • <sup>273</sup> Source des chiffres bruts : *Bureau of Statistics of Japan* — [www.stat.go.jp](http://www.stat.go.jp) • <sup>274</sup> Toujours plus de dette pour le Japon, *Moneyweek.fr*, 23/03/2010 • <sup>275</sup> Le gouvernement japonais évoque un risque de défaut de paiement, *Reuters*, 11/06/2010 • <sup>276</sup> Budget russe 2010 : le projet adopté par la Douma, *RIA Novosti*, 20/11/2009 • <sup>277</sup> Déficit budgétaire record de 1409 milliards aux Etats-Unis, *AFP*, 07/10/2009 • <sup>278</sup> Barack Obama présente un budget 2011 de 3 830 milliards de dollars, avec des déficits record, *AP*, 01/02/2010 • <sup>279</sup> Mais qui achète toutes ces obligations américaines ?, *Moneyweek.fr*, 31/03/2010 • <sup>280</sup> Schwarzenegger : des pectoraux, et un cerveau, *Moneyweek.fr*, 01/09/2009 ; Arnold Schwarzenegger organise un vide-grenier pour aider l'économie, *Zigonet.com*, 02/09/2009 • <sup>281</sup> Etat

d'urgence budgétaire déclaré en Californie, *Le Monde.fr*, 29/07/2010 ●<sup>282</sup> Les États américains saignés par la crise, *Le Figaro.fr*, 03/03/2010 ●<sup>283</sup> L'Amérique au régime, *Le Monde.fr*, 21/04/2010 ●<sup>284</sup> Les Américains se serrent la ceinture à Noël, *Le Figaro.fr*, 18/12/2009 ●<sup>285</sup> La Californie vend 11 bâtiments publics pour se renflouer, *AP*, 27/02/2010 ●<sup>286</sup> Bernanke appelle la Maison Blanche et les députés à enrayer le déficit, *Xinhua*, 27/04/2010 ●<sup>287</sup> Nous sommes loin d'être tirés d'affaire (Bernanke), *Le Journal des Finances.com*, 07/04/2010 ●<sup>288</sup> L'économie américaine ne peut retourner au statu quo pré-crise (Obama), *Xinhua*, 02/06/2010 ●<sup>289</sup> Le consommateur US au cœur de l'impossibilité de la reprise mondiale, LEAP Europe/2020, *Global Europe Anticipation Bulletin n°37*, 15 septembre 2009, p. 10 ●<sup>290</sup> La récession plombe toujours le budget des États américains, *Le Figaro.fr*, 19/08/2010 ●<sup>291</sup> Rire pour sortir de la dépression, *Moneyweek.fr*, 21/08/2009 ●<sup>292</sup> Le Premier ministre grec appelle à un consensus national sur les mesures d'austérité, *Xinhua*, 03/05/2010 ●<sup>293</sup> La Grèce quasi paralysée par la grève, *AFP*, 05/05/2010 ●<sup>294</sup> La Grèce proteste à nouveau contre l'austérité, *Le Monde.fr*, 29/06/2010 ●<sup>295</sup> Europe, la course à la rigueur, *Le Monde.fr*, 13/05/2010 ●<sup>296</sup> L'Espagne s'apprête à annoncer un plan d'austérité, *L'Expansion.com*, 29/01/2010 ●<sup>297</sup> Mesures d'austérité : Zapatero a "franchi le Rubicon", pour la presse espagnole, *Le Monde.fr*, 13/05/2010 ●<sup>298</sup> La réforme du code du travail ratifiée en Espagne, *Reuters*, 23/06/2010 ●<sup>299</sup> Le plan d'austérité portugais limite investissement et salaires, *Reuters*, 08/03/2010 ●<sup>300</sup> GB : Cameron promet de la "souffrance", *AFP*, 06/06/2010 ●<sup>301</sup> Le Royaume-Uni veut éliminer son déficit en 5 ans, *Le Figaro.fr*, 22/06/2010 ●<sup>302</sup> Budget will cause 1.3m job losses, says Treasury, *Guardian.co.uk*, 29/06/2010 ●<sup>303</sup> Berlin coupe dans les dépenses pour juguler le déficit, *Reuters*, 07/06/2010 ●<sup>304</sup> Plus d'impôt, moins de dette : la nouvelle recette du Japon, *Le Monde.fr*, 29/06/2010 ●<sup>305</sup> La TVA va passer de 19 à 24 % en Roumanie, *Reuters*, 26/06/2010 ●<sup>306</sup> 3 000 à 4 000 postes seront supprimés d'ici à 2012 dans les hôpitaux parisiens, *Le Monde.fr*, 23/01/2010 ●<sup>307</sup> Ne confiez pas votre argent à Christine Lagarde I, *Moneyweek.fr*, 06/07/2010 ●<sup>308</sup> Claude Guéant promet de nouvelles coupes budgétaires à l'automne, *Reuters*, 21/06/2010 ●<sup>309</sup> Paris vise une réduction des dépenses publiques de 45 milliards, *Reuters*, 12/06/2010 ●<sup>310</sup> Après l'Elysée, le Quai d'Orsay renonce à sa garden-party, *Reuters*, 24/06/2010 ●<sup>311</sup> Alain Juppé prône la rigueur et suggère une hausse de la TVA, *L'express.fr*, 29/06/2010 ●<sup>312</sup> Cinq à dix ans de rigueur pour sortir de la crise, estime Noyer, *Reuters*, 29/06/2010 ●<sup>313</sup> Rigueur dans la dépense mais pas rigueur économique, dit Fillon, *Reuters*, 19/07/2010 ●<sup>314</sup> Le salaire des fonctionnaires gelé en 2011, *Le Monde.fr*, 30/06/2010 ●<sup>315</sup> Les handicapés et les jeunes en colère contre les coupes annoncées par Baroin, *Libération.fr*, 06/07/2010 ●<sup>316</sup> La France vise 14 milliards d'euros d'économies en 2011, *Reuters*, 06/07/2010 ●<sup>317</sup> De la polyphonie à Toronto, *French.trib.ir*, 26/06/2010 ●<sup>318</sup> L'Espagne emprunte à un taux de plus en plus élevé, *Moneyweek.fr*, 26/05/2010 ●<sup>319</sup> L'asphyxie de son système bancaire met l'Espagne au bord du gouffre financier, *Le Monde.fr*, 16/06/2010 ●<sup>320</sup> La dette publique grecque atteint 316,9 milliards d'euros, *Xinhua*, 19/08/2010 ; L'économie grecque continue de souffrir, le chômage à 12%, *Reuters*, 12/08/2010 ●<sup>321</sup> Chine : suppression des taxes d'exportation sur les céréales pour stimuler les exportations, *Xinhua*, 22/06/2009 ●<sup>322</sup> Etats-Unis : déficit budgétaire record en 2009, pas d'amélioration prévue pour 2010, *AFP*, 17/10/2009 ●<sup>323</sup> Source des chiffres bruts : Rapport sur l'exercice budgétaire 2009 et sur les projets de budget des instances centrales et locales pour 2010 ●<sup>324</sup> Rapport sur l'exercice budgétaire 2009 et sur les projets de budget des instances centrales et locales pour 2010, *Xinhua*, 16/03/2010 ●<sup>325</sup> Ambassade de France en Chine, *Bulletin économique Chine*, n°23, mars 2010, p. 16 ●<sup>326</sup> Ambassade de France en Chine, *Bulletin économique Chine*, n°27, juillet-août 2010, p. 17 ●<sup>327</sup> L'économie chinoise ralentit modérément, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 16/07/2010 ●<sup>328</sup> Les recettes fiscales de la Chine en hausse de 7,3 % en août 2010, *Xinhua*, 10/09/2010 ●<sup>329</sup> Les recettes fiscales chinoises pourraient dépasser 8 000 milliards de yuans cette année, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/06/2010 ●<sup>330</sup> Source des chiffres bruts : Bulletins économiques Chine ●<sup>331</sup> *Xinhua*, 02/06/2010 ; Chine : nouvelle émission de bons du Trésor, *Xinhua*, 23/06/2010 ; Chine : émission de 28 milliards de yuans de bons du Trésor à 30 ans, *Xinhua*, 18/06/2010 ●<sup>332</sup> Chine : émission de 29,97 milliards de yuans de bons du Trésor, *Xinhua*, 07/07/2010 ●<sup>333</sup> *UNCTAD Handbook of statistics, Unctad.org* ●<sup>334</sup> La dette italienne ne vaut pas mieux que la grecque, *Moneyweek.fr*, 15/02/2010 ●<sup>335</sup> Plébiscite pour la dette italienne : que faut-il en penser ?, *Moneyweek.fr*, 30/04/2010 ●<sup>336</sup> La notation des Etats-Unis doit être alignée sur la notation de la Grèce, *Moneyweek.fr*, 28/01/2010 ●<sup>337</sup> La France vole vers un endettement record, *Le Figaro.fr*, 22/12/2009 ●<sup>338</sup> La crise grecque rappelle chacun à ses responsabilités, *Le Monde.fr*, 17/03/2010 ●<sup>339</sup> Le budget du Royaume-Uni ne convainc pas, *Moneyweek.fr*, 30/03/2010 ●<sup>340</sup> L'économie mondiale est toujours dans une position dangereuse, *Xinhua*, 22/04/2010 ●<sup>341</sup> Dominique Strauss-Kahn exhorte Paris à éviter trop de rigueur, *Reuters*, 20/05/2010 ●<sup>342</sup> Les investisseurs cherchent à fuir le risque européen, *Reuters*, 25/05/2010 ●<sup>343</sup> Warren Buffett se méfie du dollar, *Moneyweek.fr*, 21/08/2009 ●<sup>344</sup> *L'Empire des dettes — A l'aube d'une crise économique épique*, éd. les Belles Lettres, juin 2006, pp. 46-50 ●<sup>345</sup> Le BIT rapporte l'érosion des salaires en raison de la crise économique, *Xinhua*,

03/11/2009 ● <sup>346</sup> Les déficits se creusent et l'économie ne se reprend pas, *Moneyweek.fr*, 17/03/2010 ● <sup>347</sup> 2010 Reprise... de la crise, *Moneyweek.fr*, 15/01/2010 ● <sup>348</sup> Davos : la reprise est là mais les déficits inquiètent, *AFP*, 30/01/2010 ● <sup>349</sup> Le chef du FMI appelle à la prudence au niveau du retrait des plans de relance économique, *Xinhua*, 30/01/2010 ● <sup>350</sup> Xinhua, la plus grande agence de propagande du monde, *RSF.org*, octobre 2005 ● <sup>351</sup> Le FMI plaide pour des mesures d'austérité dès l'an prochain, *Reuters*, 21/03/2010 ● <sup>352</sup> Aucune amélioration en perspective sur le front de l'emploi, *Moneyweek.fr*, 21/04/2010 ● <sup>353</sup> Le mal de la crise n'est pas encore extirpé (économistes russes), *Xinhua*, 20/01/2010 ● <sup>354</sup> La Chine affiche un optimisme prudent quant à l'avenir de ses exportations, *Xinhua*, 06/03/2010 ● <sup>355</sup> Réinventer l'économie, une priorité pour 2010, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/03/2010 ● <sup>356</sup> La mode chinoise pourra-t-elle défier la mode parisienne ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/04/2010 ● <sup>357</sup> La Chine, empire de la bicyclette, passe au vélo électrique, *AP*, 28/07/2009 ● <sup>358</sup> Chine : production et exportations de vélos en baisse en raison de la crise financière, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 31/03/2010 ● <sup>359</sup> La réévaluation du Yuan pourrait être mise en veilleuse, *Xinhua*, 20/05/2010 ● <sup>360</sup> La Chine attend une forte chute de son excédent commercial pour 2010, *Xinhua*, 12/06/2010 ● <sup>361</sup> Euro : Medvedev n'exclut pas un effondrement, *RIA Novosti*, 18/06/2010 ● <sup>362</sup> Obama et Harper pressent le G20 de protéger la fragile relance économique, *Les affaires.com*, 18/06/2010 ● <sup>363</sup> Les sommets G-8 et G-20 : un concile de désaccords, *RIA Novosti*, 24/06/2010 ● <sup>364</sup> Sommets G8-G20, les Etats-Unis ne veulent pas de l'austérité à l'européenne, *Le Parisien.fr*, 26/06/2010 ● <sup>365</sup> Le risque d'un « double dip » prend de l'ampleur, *Le Journal des Finances*, 10/07/2010 ● <sup>366</sup> Le V est mort ! Vive le V ! : le CAC 40 chute malgré le rebond, *Moneyweek.fr*, 30/06/2010 ● <sup>367</sup> Le marché obligataire est mort, *La chronique Agora*, 07/06/2010 ● <sup>368</sup> L'économie grecque s'est contractée de 1,5 % au 2<sup>e</sup> trimestre, *Reuters*, 12/08/2010 ● <sup>369</sup> La Fed inquiète du ralentissement de l'économie américaine, *Le Monde.fr*, 10/08/2010 ; Wall Street ouvre en baisse avec les inscriptions au chômage, *Reuters*, 12/08/2010 ; Bureau of Economic Analysis, National Economic Accounts, *National Income and Product Accounts Table*, Table 1.1.1. ● <sup>370</sup> Greenspan n'écarte pas l'hypothèse d'une nouvelle récession, *Boursier.com*, 02/08/2010 ● <sup>371</sup> Moody's met en garde quatre grands pays contre une perte de leur note "AAA", *Le Monde.fr*, 18/08/2010 ● <sup>372</sup> Moody's met en garde contre les politiques de rigueur, *Le Monde.fr*, 23/08/2010 ● <sup>373</sup> La Chine publie son premier rapport de notation de crédit souverain, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/07/2010 ● <sup>374</sup> L'agence de notation chinoise, nouvelle arme économique ?, *Moneyweek.fr*, 21/07/2010 ● <sup>375</sup> Monthly trade statistics, *WTO.org*, 10/09/2010 ; Chine : les importations et exportations en hausse respective de 35,2 % et de 34,4 % en août, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/09/2010 ● <sup>376</sup> Chine : les ventes au détail en hausse de 17,9 % en juillet, *Xinhua*, 11/08/2010 ; La consommation en Chine pourrait dépasser le Japon en 2015, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/06/2010 ● <sup>377</sup> Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500* ● <sup>378</sup> IATA : baisse record du trafic aérien de passagers en 2009, *Xinhua*, 28/01/2010 ● <sup>379</sup> Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500* ● <sup>380</sup> Air France-KLM affiche une perte record de 1,55 milliard d'euros, *Le Monde.fr*, 19/05/2010 ● <sup>381</sup> United Airlines et US Airways en négociations de fusion, *Xinhua*, 07/04/2010 ● <sup>382</sup> United Airlines et Continental Airlines fusionnent en le plus grand transporteur aérien du monde, *Xinhua*, 03/05/2010 ● <sup>383</sup> Japan Airlines dépose le bilan, *Le Figaro.fr*, 19/01/2010 ● <sup>384</sup> Japan Airlines, un dépôt de bilan symbole de la crise, *Moneyweek.fr*, 19/01/2010 ● <sup>385</sup> Airbus a surclassé Boeing en 2009, *Moneyweek.fr*, 12/01/2010 ● <sup>386</sup> A Londres, Brown et Sarkozy s'en prennent aux "méthodes" américaines, *Le Monde.fr*, 12/03/2010 ● <sup>387</sup> EADS proche d'une décision sur les ravitailleurs américains, *Reuters*, 28/03/2010 ; Ravitailleurs : Obama promet une sélection « libre et juste », *Le Journal des Finances.com*, 31/03/2010 ● <sup>388</sup> EADS se dit frustré du déroulement du processus OMC, *Usine Nouvelle.com*, 18/07/2010 ● <sup>389</sup> L'industrie chinoise de l'aviation civile a réalisé la meilleure performance mondiale en 2009, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/01/2010 ● <sup>390</sup> La Chine continuera à être un important marché et une partenaire des Etats-Unis (PDG de Boeing), *Xinhua*, 26/05/2010 ● <sup>391</sup> Airbus livrera 80 avions en Chine cette année, *Xinhua*, 23/09/2009 ● <sup>392</sup> Des modèles du C919 et de l'ARJ21 exposés pour la première fois en Europe, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/07/2010 ● <sup>393</sup> Le C919 chinois veut bousculer le duopole Airbus-Boeing, *AP*, 09/09/2009 ● <sup>394</sup> Le C-919 chinois volera avec des moteurs Safran, *Le Figaro.fr*, 17/12/2009 ● <sup>395</sup> La Chine et la France signent deux accords de coopération aéronautique, *Xinhua*, 21/12/2009 ● <sup>396</sup> La Chine espère 90 commandes du C919 d'ici à 2010, *Wair.fr*, 26/09/2009 ● <sup>397</sup> Le premier avion gros porteur chinois devrait recevoir ses premières commandes à la fin de l'année, *Le quotidien du Peuple en ligne*, 21/05/2010 ● <sup>398</sup> Chine, mise au point d'un nouveau disque de frein pour l'aéronautique, *Xinhua*, 05/12/2009 ● <sup>399</sup> André Loesekrug-Pietri : "les groupes chinois visent l'international", *La Tribune.fr*, 13/08/2010 ● <sup>400</sup> Pose de la première pierre de la base de recherches sur les moteurs d'avion gros porteurs chinois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/01/2010 ● <sup>401</sup> Le premier avion gros porteur chinois devrait recevoir ses premières commandes à la fin de l'année,

*Le quotidien du Peuple en ligne*, 21/05/2010 ● <sup>402</sup> Prochain décollage d'avions privés fabriqués en Chine pour le Laos, *Xinhua*, 21/12/2009 ● <sup>403</sup> China to Produce World's Largest Amphibious Plane, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/06/2009 ● <sup>404</sup> La Chine va développer son propre hélicoptère lourd, *Xinhua*, 11/03/2010 ● <sup>405</sup> Transport maritime et construction navale, *Barry Rogliano Salles (BRS)*, *Revue annuelle* 2010, p. 15 ● <sup>406</sup> *BRS 2010*, p. 15 ● <sup>407</sup> Source des chiffres bruts : *BRS 2010* ● <sup>408</sup> Chine : Les commandes de bateaux chinois en hausse de 420 % sur les sept premiers mois de l'année, *Xinhua*, 21/08/2010 ● <sup>409</sup> Construction navale : que reste-t-il de nos chantiers ?, *Usine Nouvelle.com*, 30/04/2010 ● <sup>410</sup> Source des chiffres bruts : OCDE, *L'industrie de la construction navale au Vietnam*, 19/08/2008, p. 32 ● <sup>411</sup> *BRS 2010*, p. 8 ● <sup>412</sup> *BRS 2010*, pp. 18 et 83 ● <sup>413</sup> *BRS 2010*, p. 85 ● <sup>414</sup> Source des chiffres bruts : UNCTAD, *Review of Maritime Transport, 1997 et 2009* ● <sup>415</sup> World Trade Organisation, *World Trade Report 2010*, p. 57 ● <sup>416</sup> *Reuters*, 26/11/2009 ● <sup>417</sup> *Review of Maritime Transport 2009*, p. 114 ● <sup>418</sup> *BRS 2010*, p. 34 ● <sup>419</sup> Surcapacités de navires en période de vaches maigres, *Usine Nouvelle.com*, 01/04/2010 ● <sup>420</sup> Source des chiffres bruts : *Review of Maritime Transport, 2009* ● <sup>421</sup> *BRS 2010*, pp. 26-30 ● <sup>422</sup> Construction navale : que reste-t-il de nos chantiers ?, *Usine Nouvelle.com*, 30/04/2010 ● <sup>423</sup> *BRS 2010*, p. 3 ● <sup>424</sup> *BRS 2010*, p. 30 ● <sup>425</sup> *BRS 2010*, p. 21 ● <sup>426</sup> *BRS 2010*, p. 21 ● <sup>427</sup> *BRS 2010*, p. 9 ● <sup>428</sup> *BRS 2010*, p. 3 ● <sup>429</sup> *BRS 2010*, p. 21 ● <sup>430</sup> CMA-CGM : la restructuration traîne en longueur, *Usine Nouvelle.com*, 27/07/2010 ● <sup>431</sup> *BRS 2010*, p. 15 ● <sup>432</sup> *BRS 2010*, pp. 21-22 ● <sup>433</sup> Au Vietnam, l'un des fleurons de l'économie face à de graves problèmes, *Le Monde.fr*, 19/07/2010 ● <sup>434</sup> Chambre de Commerce et d'Industrie française au Vietnam, *Le secteur de la construction navale au Vietnam*, septembre 2009, p. 2 ● <sup>435</sup> OCDE, *L'industrie de la construction navale au Vietnam*, 19/08/2008, pp. 11, 14 et 17 ; Développer la construction navale, *Le courrier du Vietnam*, 13/06/2010 ● <sup>436</sup> *BRS 2010*, p. 79 ● <sup>437</sup> SeaFrance va supprimer 725 emplois à Calais, *Reuters*, 11/06/2010 ● <sup>438</sup> Chine : lancement de trois méthaniers, *Xinhua*, 07/02/2010 ● <sup>439</sup> Etat des lieux de la construction navale internationale, *Institut Supérieur d'Economie Maritime (ISEMAR)*, note de synthèse n°118, octobre 2009 ● <sup>440</sup> Construction en Chine d'un navire de forage pétrolier en eau profonde le plus grand du monde, *Xinhua*, 23/08/2010 ● <sup>441</sup> Construction navale : que reste-t-il de nos chantiers ?, *Usine Nouvelle.com*, 30/04/2010 ● <sup>442</sup> Alstom cède sa participation dans STX, *AFP*, 23/03/2010 ● <sup>443</sup> Chine : mise en service du "plus grand chantier naval du monde", *Xinhua*, 01/07/2009 ● <sup>444</sup> Entretien Sarkozy-Gates sur fond de ventes de Mistral à la Russie, *AP*, 08/02/2010 ● <sup>445</sup> La vente d'un navire de guerre français à la Russie inquiète, *Le Figaro.fr*, 25/11/2009 ● <sup>446</sup> Un port français sera reconverti en mâtier éolien offshore, *Usine Nouvelle.com*, 03/06/2010 ● <sup>447</sup> La montée en puissance de la Chine inquiète Armateurs de France, *Les Echos*, 01/04/2010 ● <sup>448</sup> *BRS 2010*, p. 3 ● <sup>449</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier --- Source des chiffres bruts : *Review of Maritime Transport* ● <sup>450</sup> Source : *National Bureau of Statistics of China* ● <sup>451</sup> La Chine dépassera les Etats-Unis en termes de longueur des autoroutes d'ici trois ans (ministre), *Xinhua*, 07/03/2010 ● <sup>452</sup> Chine : le réseau autoroutier totalise 65 000 km, *Xinhua*, 15/01/2010 ● <sup>453</sup> Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*, Fayard, 1973, p. 359 ● <sup>454</sup> Chine : la longueur du réseau ferroviaire électrifié dépasse les 30 000 km, *Xinhua*, 26/12/2009 et *National Bureau of Statistics of China* ● <sup>455</sup> Chine : 3 300 km de lignes à grande vitesse, *Xinhua*, 18/02/2010 ● <sup>456</sup> Le train rapide entre Beijing et Shanghai entrera en service un an en avance, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/03/2010 ● <sup>457</sup> Les chemins de fer en Chine se développent à grande vitesse, *Usine Nouvelle.com*, 07/06/2010 ● <sup>458</sup> [http://www.statistiques-mondiales.com/reseau\\_ferroviaire.htm](http://www.statistiques-mondiales.com/reseau_ferroviaire.htm) ● <sup>459</sup> Chine : 3 300 km de lignes à grande vitesse, *Xinhua*, 18/02/2010 ● <sup>460</sup> Les chemins de fer en Chine se développent à grande vitesse, *Usine Nouvelle.com*, 07/06/2010 ● <sup>461</sup> La ligne ferroviaire à grande vitesse Beijing-Shanghai va lever pour 50 milliards de Yuans de fonds, *Le quotidien du Peuple en ligne*, 03/03/2010 ● <sup>462</sup> Vincent Gouysse, *Crise du système impérialiste mondial*, p. 150 ● <sup>463</sup> Chine : entrée en service de la ligne ferroviaire la plus rapide du monde, *Xinhua*, 26/12/2009 ● <sup>464</sup> Pose des premiers rails de la ligne à grande vitesse Beijing-Shanghai, *Xinhua*, 19/07/2010 ● <sup>465</sup> Le réseau à grande ferré à grande vitesse chinois va devenir le plus important du monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 08/01/2010 ● <sup>466</sup> China Offers High Speed Rail to California, *New York Times.com*, 07/04/2010 ● <sup>467</sup> Le train rapide entre Beijing et Shanghai entrera en service un an en avance, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/03/2010 ● <sup>468</sup> Le programme intensif de la Chine pour entrer dans l'ère du train à grande vitesse, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/03/2010 ● <sup>469</sup> Développement du TGV : concurrence intense entre divers pays du monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 16/04/2010 ● <sup>470</sup> Diana Hochraich : "la Chine reste dépendante des pays industrialisés", *La Tribune.fr*, 16/08/2010 ● <sup>471</sup> Ponts, autoroutes et trains à grande vitesse, la Chine saisie par l'hypermobilité, *Le Monde.fr*, 21/12/2009 ● <sup>472</sup> Source : *Wikipédia.fr* ● <sup>473</sup> *World Metro Database*, *Metrobits.org* ● <sup>474</sup> Des rames de métro fabriquées en Chine font route vers l'Inde, *Xinhua*, 23/03/2010 ● <sup>475</sup> CRI, *Research Report of Chinese Urban Rail Transport Industry*, 2009 ● <sup>476</sup> La Chine est le pays dont l'urbanisation se développe le plus rapidement au monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/03/2010 ● <sup>477</sup> Ponts, autoroutes et trains à grande vitesse, la Chine saisie par l'hypermobilité, *Le*

*Monde.fr*, 21/12/2009 ● <sup>478</sup> L'Inde élit sa première femme présidente, *Tempsreelnouvelobs.com*, 23/06/2008 ● <sup>479</sup> Faits et Chiffres : les acquis chinois dans le domaine de l'éducation, *Xinhua*, 13/07/2010 ; L'Inde travaille au lancement d'un "ordinateur" à 35 dollars, *Reuters*, 23/07/2010 ● <sup>480</sup> Source des chiffres bruts : *National Bureau of Statistics of China* ● <sup>481</sup> Source des chiffres bruts : *INSEE* ● <sup>482</sup> Source des chiffres bruts : *National Center for Education Statistics* ● <sup>483</sup> Source des chiffres bruts : *Bureau of Statistics of China* ● <sup>484</sup> EADS recrute des ingénieurs dans les pays émergents, *Usine Nouvelle.com*, 04/06/2010 ● <sup>485</sup> Les maths en quête de mathématiciens, *Le Monde.fr*, 04/12/2009 ● <sup>486</sup> *Stdaily.com*, 08/03/2010 : La mise en application industrielle des acquis scientifiques et technologiques chinois reste encore faible, *BE Chine n°88*, 24/03/2010 ● <sup>487</sup> L'irrésistible ascension de la recherche chinoise, *Le Figaro.fr*, 06/02/2009 ● <sup>488</sup> Science : la Chine rattrape l'Occident, *Cyberpresse.ca*, 26/04/2010 ● <sup>489</sup> Source : *OMPI*, 08/02/2010 ● <sup>490</sup> *News.china.com.cn*, 01/04/2010 : Huawei devient le deuxième plus grand fournisseur mondial en télécommunications, *BE Chine n°90*, 22/04/2010 ● <sup>491</sup> Progresses for Earth Probe, China science and technology newsletter, n°579, *www.most.gov.cn*, 22/04/2010 ● <sup>492</sup> Une plongée habitée à 7.000 m en-dessous du niveau de la mer en Chine, *Xinhua*, 09/03/2010 ● <sup>493</sup> La Chine fait descendre un sous-marin habité à une profondeur de 3 759 mètres, *Xinhua*, 26/08/2010 ● <sup>494</sup> La Chine construit la station Kunlun, au sommet de la calotte polaire Antarctique, *Sciences.blogs.liberation.fr*, 12/01/2009 ● <sup>495</sup> *www.china.org.cn*, 06/05/2010 ● <sup>496</sup> Desalination of sea ice feasible for mass production : chinese scientists, *Chinese academy of science*, 07/04/2010 ● <sup>497</sup> Ambassade de France en Chine, Service pour la science et la technologie, *Les technologies chinoises en matière de dessalement de l'eau de mer*, p. 7, *www.bulletins-electroniques.com*, juin 2009 ● <sup>498</sup> Naissance du premier esturgeon chinois artificiellement fécondé, *Xinhua*, 05/10/2009 ● <sup>499</sup> Avec son vaccin unidose, la Chine prend de vitesse les laboratoires occidentaux, *Le Monde.fr*, 10/09/2009 ● <sup>500</sup> Chine : les vaccins contre la grippe A/H1N1 ont passé avec succès les premiers tests, *Xinhua*, 28/07/2009 ● <sup>501</sup> L'industrie pharmaceutique des pays émergents a fait des progrès considérables, *Le Monde.fr*, 09/09/2009 ● <sup>502</sup> L'expiration de brevets menace les bénéfices de grandes firmes pharmaceutiques, *Moneyweek.fr*, 04/03/2010 ● <sup>503</sup> Industrie pharmaceutique : la fin de l'âge d'or, *Usine Nouvelle.com*, 17/06/2010 ● <sup>504</sup> *www.news-assurances.com*, 16/07/2009 ● <sup>505</sup> M6, *Capital*, 28/02/2010 ● <sup>506</sup> Grippe H1N1 - Il reste 10 millions de doses utilisables d'ici à décembre, *Le Point.fr*, 10/06/2010 ● <sup>507</sup> H1N1 : une enquête épingle l'OMS, *Le Figaro.fr*, 04/06/2010 ● <sup>508</sup> H1N1 : critiques du Conseil de l'Europe, *Le Figaro.fr*, 04/06/2010 ● <sup>509</sup> Chine : établissement du premier laboratoire national d'aérodynamique, *Xinhua*, 28/07/2009 ● <sup>510</sup> Nouveau record de rendement dans le polycristallin ?, *Energine.com*, 21/08/2009 ● <sup>511</sup> *News.sciencenet.cn*, 16/04/2010 : Une centrale électrique à piles à combustible s'implante en Chine, utilisant la technologie PEMFC, *BE Chine n°93*, 04/06/2010 ● <sup>512</sup> La Chine dévoile son nouveau supercalculateur, *Xinhua*, 29/10/2009 ● <sup>513</sup> Source des chiffres bruts : *TOP 500 Supercomputer sites*, 28/05/2010 ● <sup>514</sup> *News.sciencenet.cn*, 01/04/2010 : Un superordinateur de la classe téraflopps basé sur le processeur Loongson 3A chinois testé avec succès, *BE Chine n°91*, 07/05/2010 et *USTC News Center*, 20/04/2010 ● <sup>515</sup> Supercalculateur chinois et son CPU chinois, *Presence-pc.com*, 20/01/2010 ● <sup>516</sup> Chine : le superordinateur Tianhe-1 va être équipé de processeurs chinois, *Xinhua*, 08/03/2010 ● <sup>517</sup> China Details Homemade Supercomputer Plans, *www.technologyreview.com*, 19/01/2010 ● <sup>518</sup> Un processeur chinois de 16 GFlops !, *Silicon.fr*, 24/09/2008 ● <sup>519</sup> Un premier supercalculateur pétafloppique chinois, *Silicon.fr*, 03/11/2009 ● <sup>520</sup> *EE Times.com*, 07/01/2010 ● <sup>521</sup> Un CPU chinois avec 16 cores en 32 nm, *Presence-pc.com*, 07/07/2010 ● <sup>522</sup> China's Godson MPU aims for 28-nm, *EE Times.com*, 25/08/2010 ● <sup>523</sup> *News.sciencenet.cn*, 05/05/2010 : Des avancées dans la conception de circuits intégrés chinois à haute performance, *BE Chine n°92*, 21/05/2010 ● <sup>524</sup> Ambassade de France en Chine, Service pour la science et la technologie, *La recherche et le développement en microélectronique en Chine*, p. 11, *www.bulletins-electroniques.com*, mai 2010 ● <sup>525</sup> Ambassade de France en Chine, Service pour la science et la technologie, *La recherche et le développement en robotique en Chine*, p. 13, *www.bulletins-electroniques.com*, mai 2010 ● <sup>526</sup> Quantum teleportation achieved over 16 km, *Physorg.com*, 20/05/2010 ● <sup>527</sup> Source : Etienne Larsabal et Régis Pennel (Ecole des Mines de Paris, Corps Technique de l'Etat), *Les investissements français en Chine — Les multinationales face au géant chinois (mémoire)*, 2005, pp. 25-26 ● <sup>528</sup> La Chine veut devenir le labo de la planète plutôt que son atelier, *AFP*, 22/10/2009 ● <sup>529</sup> Le président chinois appelle à former une main d'œuvre plus compétitive et innovante, *Xinhua*, 26/05/2010 ● <sup>530</sup> Le Premier ministre chinois souligne le rôle de la science et de la technologie face à la crise, *Xinhua*, 03/11/2009 ● <sup>531</sup> Fête nationale : 60 ans de développement des sciences et technologies chinoises, *Xinhua*, 27/09/2009 ; Rapport d'activité du gouvernement présenté à la troisième session de la 11<sup>ème</sup> APN, *Xinhua*, 15/03/2010 ● <sup>532</sup> Le gouvernement chinois souligne l'importance de l'innovation scientifique et technologique, *Xinhua*, 31/03/2010 ● <sup>533</sup> Une conseillère d'Etat chinoise appelle à la

qualité et à l'efficacité pour les grands projets scientifiques et technologiques, *Xinhua*, 25/11/2009 ; Chine : création de fonds de capital-risque pour encourager l'innovation et la restructuration industrielle, *Xinhua*, 26/11/2009 ●<sup>534</sup> Rapport d'activité du gouvernement présenté à la troisième session de la 11<sup>ème</sup> APN, *Xinhua*, 15/03/2010 ●<sup>535</sup> UNESCO : La crise financière menace de faire reculer l'éducation dans le monde, *Xinhua*, 11/01/2010 ●<sup>536</sup> Les effets de la crise sur la scolarisation des enfants, *Le Monde.fr*, 04/06/2010 ●<sup>537</sup> "L'esprit d'innovation" est essentiel pour l'avenir, selon Barack Obama, *AP*, 01/08/2009 ●<sup>538</sup> Commission sur le grand emprunt, priorité aux campus et à la recherche, *Le Point.fr*, 18/11/2009 ●<sup>539</sup> Près de 50 000 précaires dans l'enseignement supérieur et la recherche, *Le Monde.fr*, 08/02/2010 ●<sup>540</sup> Des retraités ou des étudiants pour remplacer les enseignants, *Reuters*, 09/03/2010 ●<sup>541</sup> California's schools : From bad to worse *The Economist.com*, 31/03/2010 ●<sup>542</sup> Will California become America's first failed state?, *Guardian.co.uk*, 04/10/2009 ●<sup>543</sup> La Chine interdit l'emploi de nouveaux enseignants suppléants, *Xinhua*, 24/01/2010 ●<sup>544</sup> Chine : plus de 42 millions de travailleurs ruraux formés en 2009, *Xinhua*, 09/03/2010 ●<sup>545</sup> Faits et Chiffres : les acquis chinois dans le domaine de l'éducation, *Xinhua*, 13/07/2010 ●<sup>546</sup> Chine : forte augmentation de la subvention aux élèves pauvres au Xinjiang, *Xinhua*, 10/07/2010 ●<sup>547</sup> La Chine riche en main d'œuvre veut se transformer en un pays abondant en talents, *Xinhua*, 06/06/2010 ●<sup>548</sup> *Bureau of Statistics of China* ●<sup>549</sup> La Chine veut accroître son réservoir de talents, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/06/2010 ●<sup>550</sup> Source : *Bureau of Statistics of China* ●<sup>551</sup> Retour en Chine de près de 500 000 Chinois après leurs études à l'étranger, *Xinhua*, 30/06/2010 ●<sup>552</sup> La Chine est devenue un géant de la recherche, *Le Journal des Finances*, 12/02/2010 ●<sup>553</sup> Antoine Frérot : "le pays est porté par une ambition collective", *La Tribune.fr*, 09/08/2010 ●<sup>554</sup> Le président chinois appelle au développement des enfants sur tous les plans, *Xinhua*, 01/06/2010 ●<sup>555</sup> Je veux aller à l'école, *CCTV-F*, 11/04/2010 ●<sup>556</sup> La nation chinoise est capable de créer un miracle économique et aussi une renaissance de sa culture, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/03/2010 ●<sup>557</sup> Le printemps harmonieux, *CCTV-F*, 07/08/2009 ●<sup>558</sup> La Corée du Sud est en train de perdre son avantage technologique sur la Chine, *Yonhap*, 20/06/2010 ●<sup>559</sup> Medvedev : la Russie doit être modernisée, *AFP*, 12/11/2009 ●<sup>560</sup> Pérestroïka : un mauvais souvenir pour plus de la moitié des Russes (sondage), *RIA Novosti*, 17/03/2010 ●<sup>561</sup> Le C919 chinois veut bousculer le duopole Airbus, *AP*, 09/09/2009 ●<sup>562</sup> La Chine envisage d'établir sur la Lune une base habitée chargée de la permanence, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/06/2010 ●<sup>563</sup> L'abandon de Constellation inquiète de nombreux parlementaires américains, *Futura-sciences.com*, 15/03/2010 ●<sup>564</sup> Lunar dreams, *www.rmhb.com.cn*, janvier 2008 ●<sup>565</sup> Le Dragon d'Orient prend son envol, *CCTV-F*, 12/10/2009 ●<sup>566</sup> La longue marche de la Chine vers l'espace, *Le Figaro.fr*, 27/09/2008 ●<sup>567</sup> Aller vers la renaissance, *CCTV-F*, 01/10/2009 ●<sup>568</sup> Ambassade de France en Chine, Service pour la science et la technologie, *La recherche, la technologie et l'industrie spatiales en Chine*, pp. 5-6, *www.bulletins-electroniques.com*, avril 2009 ●<sup>569</sup> Source des chiffres bruts : US FAA — Commercial Space Transportation ●<sup>570</sup> Chine : construction d'un centre spatial dans la province insulaire de Hainan, *Xinhua*, 14/09/2009 ●<sup>571</sup> Work is progressing on China's new generation carrier rocket, *CCTV.com*, 07/02/2008 ●<sup>572</sup> La Chine va lancer son 6ème satellite de télédétection, *Xinhua*, 21/04/2009 ; Chine : lancement d'un nouveau satellite de télédétection, *Xinhua*, 10/08/2010 ●<sup>573</sup> Chine : lancement réussi d'un 5e satellite intégré au système Beidou, *Xinhua*, 01/08/2010 ●<sup>574</sup> *Beidou.gov.cn* ●<sup>575</sup> La Chine vise à établir son propre GPS d'ici 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 19/01/2010 ●<sup>576</sup> Le système chinois de positionnement par satellites améliorera ses services, *Xinhua*, 03/07/2009 ●<sup>577</sup> Chine : lancement réussi d'un 4e satellite intégré au système Beidou, *Xinhua*, 03/06/2010 ●<sup>578</sup> La Chine vise à établir son propre GPS d'ici 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 19/01/2010 ●<sup>579</sup> China's jumbo rocket "carrying capacity factor" world's second largest : expert, *Xinhua*, 03/03/2009 ●<sup>580</sup> China starts developing Long March 6 carrier rockets for space mission, *Xinhua*, 04/09/2009 ●<sup>581</sup> La France va acheter 14 lanceurs russes d'une valeur de un milliard de dollars, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/03/2010 ●<sup>582</sup> La Russie va fabriquer des navettes spatiales fonctionnant avec des moteurs nucléaires, *Xinhua*, 28/10/2009 ●<sup>583</sup> La Chine vise une part de 20 % du marché mondial de l'aérospatiale d'ici 2015, *Xinhua*, 08/04/2010 ●<sup>584</sup> Liste des lancements : *www.destination-orbite.net* ●<sup>585</sup> La Chine lancera un satellite de communication de fabrication française, *Xinhua*, 08/11/2009 ●<sup>586</sup> La Chine va lancer un satellite de communication pour le Laos, *Xinhua*, 26/09/2009 ●<sup>587</sup> Chine : fin de la construction du premier module spatial inhabité du pays, *Xinhua*, 17/08/2010 ●<sup>588</sup> Rocket to go to moon under design, *China daily.com.cn*, 05/03/2010 ●<sup>589</sup> Obama ne réclame pas la Lune - ISS Constellation, *Le Journal du dimanche.fr*, 01/02/2010 ●<sup>590</sup> Claude Allègre, *L'imposture climatique ou la fausse écologie*, Plon, 2010, p. 24 ●<sup>591</sup> Réchauffement climatique : Le procès Allègre, *Le Point*, 22/04/2010, n°1962, p. 58 ●<sup>592</sup> World's climate could cool first, warm later, *New Scientist.com*, 04/09/2009 ●<sup>593</sup> Changement climatique : Le professeur Courtillot expose les erreurs des rapports du GIEC, *Le Post.fr*, 30/09/2009 ●<sup>594</sup> Martin Durkin, *The Great Global Warming Swindle*, 08/03/2008 ●<sup>595</sup> Climategate : pourquoi les médias français gardent le silence, *Marianne2.fr*,

03/12/2009 ● <sup>596</sup> Climategate (3) : le pitoyable traitement de l'information par les "grands médias" français, *Agora vox.fr*, 27/11/2009 ● <sup>597</sup> Climategate scientist 'hid flaws in data', say sceptics, *The Independent.co.uk*, 02/02/2010 ● <sup>598</sup> Global Warming with the lid off, *The Wall Street Journal.com*, 24/11/2009 ; Climate Science and Candor, *The Wall Street Journal.com*, 24/11/2009 ● <sup>599</sup> Climate change : this is the worst scientific scandal of our generation, *Telegraph.co.uk*, 28/11/2009 ● <sup>600</sup> Q&A: Professor Phil Jones, *BBC News.co.uk*, 13/02/2010 ● <sup>601</sup> Fonte des glaciers : Pachauri plaide l'erreur isolée, *Libération.fr*, 03/02/2010 ● <sup>602</sup> Claude Allègre, *L'imposture climatique ou la fausse écologie*, Plon, 2010, p. 9 ● <sup>603</sup> Claude Allègre, *L'imposture climatique ou la fausse écologie*, Plon, 2010, p. 48 ; Climat : 400 scientifiques signent contre Claude Allègre, *Sciences.blogs.libération.fr*, 01/04/2010 ● <sup>604</sup> Réchauffement climatique : Le procès Allègre, *Le Point*, 22/04/2010, n°1962, pp. 54-55 ● <sup>605</sup> Vincent Courtillot répond à ses détracteurs, *Le Monde.fr*, 03/04/2010 ● <sup>606</sup> « Le Giec n'est pas le garant de la vérité scientifique », *Le Figaro.fr*, 02/04/2010 ● <sup>607</sup> Joanne Nova, *The Skeptic's Handbook*. (<http://joannenova.com.au>) ● <sup>608</sup> Vincent Courtillot, *Le réchauffement climatique*, Faculté de Strasbourg, 14/09/2009 ● <sup>609</sup> Al Gore, *An inconvenient truth*, 11/10/2006 ● <sup>610</sup> HSBC Global Research, *Climate Change Global, A Climate for Recovery*, 25/02/2009, pp. 7-8 ● <sup>611</sup> How green is your pet ?, *Newscientist.com*, 23/10/2009 ● <sup>612</sup> Source des chiffres bruts : *BP Statistical Review of World Energy 2010* ● <sup>613</sup> Worldsteel association, *World Steel in figures 2010*, p. 7 ● <sup>614</sup> INSEE, *Tableaux de l'économie française*, édition 2010, p. 23 ● <sup>615</sup> La Chine attache une grande importance au changement climatique, *Xinhua*, 09/07/2009 ● <sup>616</sup> La politique écologique de la Chine saluée au sommet de l'ONU sur le climat (Papier général), *Xinhua*, 23/09/2009 ● <sup>617</sup> *Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2009 National Economic and Social Development* ● <sup>618</sup> Chine : reboisement de 4,9 millions d'hectares de forêts jusqu'à mi-juin 2010, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/06/2010 ● <sup>619</sup> Chine : 30 milliards de dollars pour les programmes de reboisement d'ici 2021, *Xinhua*, 18/08/2010 ● <sup>620</sup> Les voyageurs de l'eau (blog Libération.fr), *S'occuper de la sédimentation à sa source*, 13/01/2008 ● <sup>621</sup> La Chine prendra des actions pour conserver la biodiversité, *Xinhua*, 26/01/2010 ● <sup>622</sup> Les affaires de pollution commencent à intéresser les médias chinois, *Le Monde.fr*, 20/08/2009 ; Chine : interdiction d'implantation de nouvelles industries polluantes dans le Delta des Perles, *Xinhua*, 09/11/2009 ● <sup>623</sup> La Chine espère que les Etats-Unis vont remplir leur rôle face au changement climatique, *Xinhua*, 16/07/2009 ● <sup>624</sup> Empire of Carbon, *New York Times.com*, 14/05/2009 ● <sup>625</sup> International Energy Agency, *World Energy Outlook 2009 (résumé)*, p. 19 ● <sup>626</sup> Changement climatique : la Chine demande aux pays développés d'assumer leurs responsabilités, *Xinhua*, 05/08/2009 ● <sup>627</sup> La France veut convaincre l'Inde en vue du sommet de Copenhague, *Reuters*, 27/10/2009 ● <sup>628</sup> La Chine souhaite que la conférence de Copenhague obtienne des résultats "justes et faisables", *Xinhua*, 01/12/2009 ● <sup>629</sup> Washington appelé à supprimer les restrictions sur le transfert de technologies à l'Inde, *Xinhua*, 25/11/2009 ● <sup>630</sup> Washington principal frein à un accord sur le climat, dit Borloo, *Reuters*, 15/11/2009 ● <sup>631</sup> La Chine annonce des objectifs de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, *Xinhua*, 26/11/2009 ● <sup>632</sup> Regain de tension Nord-Sud à Copenhague, *Le Figaro.fr*, 08/12/2009 ● <sup>633</sup> Copenhague - Pékin déplore un manque de transparence, *Libération.fr*, 16/12/2009 ● <sup>634</sup> La Chine appelle les pays riches à montrer plus de sincérité dans les négociations climatiques, *Xinhua*, 17/12/2009 ● <sup>635</sup> Les chefs d'État au secours d'un sommet menacé, *Le Figaro.fr*, 16/12/2009 ● <sup>636</sup> Un accord non contraignant obtenu en extremis à Copenhague, *Le Monde.fr*, 18/12/2009 ● <sup>637</sup> Les affaires du monde soumises au tandem Chine-Etats-Unis, *Le Monde.fr*, 19/12/2009 ● <sup>638</sup> Copenhague : le Sud a dit NON !, *Le Point.fr*, 21/01/2010 ● <sup>639</sup> Flopée de critiques après le fiasco de Copenhague, *Libération.fr*, 21/12/2009 ● <sup>640</sup> Le Danemark doit être blâmé pour l'échec de la conférence de Copenhague (Guardian), *Xinhua*, 01/01/2010 ● <sup>641</sup> La Chine réfute les accusations de certains pays développés au sujet du changement climatique, *Xinhua*, 22/12/2009 ● <sup>642</sup> Changement climatique : les 60 heures du Premier ministre chinois à Copenhague (reportage), *Xinhua*, 24/12/2009 ● <sup>643</sup> La Chine demande aux Etats-Unis de faire des efforts pour lutter contre le changement climatique, *Xinhua*, 10/03/2010 ● <sup>644</sup> The Copenhagen Protocol : How China and India Sabotaged the UN Climate Summit, *Spiegel online*, 05/05/2010 ● <sup>645</sup> La Chine a compris : la fraude du réchauffement climatique sert à la contenir, *Solidariteetprogres.org*, 27/09/2007 ● <sup>646</sup> Wang Jisi, *China's Road to Peaceful Development and the United States (ARI)*, 18/07/2007 — Published by Real Instituto Elcano (The Elcano Royal Institute) on 27/07/2007 ● <sup>647</sup> La Taxe carbone critiquée en tant qu' « impérialisme écologique », *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/01/2010 ● <sup>648</sup> Recul du gouvernement sur la taxe carbone, *Reuters*, 23/03/2010 ● <sup>649</sup> Selon Sarkozy, l'UE planche sur un "mécanisme" carbone à ses frontières, *Le Monde.fr*, 26/03/2010 ● <sup>650</sup> Site web de l'Assemblée nationale, *Rapport de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides*, Tome II (auditions), Rapport n°1018 enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 25 juin 1998 et publié au Journal Officiel le 26 juin 1998 ● <sup>651</sup> Ambassade de France en Chine, *Bulletin économique Chine*, n°25, mai 2010,

p. 12 ● <sup>652</sup> La Chine dresse son état des lieux environnemental, *AP*, 09/02/2010 ; Bienvenue aux investissements étrangers non polluants en Chine, *Usine Nouvelle.com*, 13/04/2010 ● <sup>653</sup> Rapport sur l'exercice budgétaire 2009 et sur les projets de budget des instances centrales et locales pour 2010, *Xinhua*, 16/03/2010 ● <sup>654</sup> La Chine veut augmenter de 32,5 % sa couverture forestière d'ici à 2020, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/06/2010 ● <sup>655</sup> Hu Jintao encourage la plantation d'arbres pour améliorer l'environnement, *Xinhua*, 03/04/2010 ● <sup>656</sup> Chine : développement du secteur forestier et réforme des droits forestiers collectifs, *Xinhua*, 23/06/2009 ● <sup>657</sup> Changement climatique : la Chine réitère le principe des "responsabilités communes mais différenciées", *Xinhua*, 08/05/2010 ● Les ressources du Grand Nord intéressent la Chine, *Le Monde.fr*, 30/01/2010 ● <sup>659</sup> Le climat extrême est-il lié aux taches solaires ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/08/2010 ● <sup>660</sup> Chinese hackers linked to 'Warmergate' climate change leaked emails controversy, *Dailymail.co.uk*, 27/12/2009 ● <sup>661</sup> L'Allemagne contrarie les ambitions de la Commission européenne sur le climat, *Le Monde.fr*, 26/05/2010 ● <sup>662</sup> Source des chiffres bruts : *BP Statistical Review of World Energy 2009* ● <sup>663</sup> Source des chiffres bruts : *BP Statistical Review of World Energy 2010* ● <sup>664</sup> Source des chiffres bruts : *BP Statistical Review of World Energy 2009* ● <sup>665</sup> Source des chiffres bruts : *BP Statistical Review of World Energy 2009* ● <sup>666</sup> Source des chiffres bruts : *BP Statistical Review of World Energy 2009 et 2010* ● <sup>667</sup> Source des chiffres bruts : *BP Statistical Review of World Energy 2009* ● <sup>668</sup> Source des chiffres bruts : INSEE, *Tableaux de l'économie française* (édition 2010), p. 170 ● <sup>669</sup> Les importations de charbon de la Chine triplent en 2009, *Xinhua*, 10/02/2010 ● <sup>670</sup> Chine : les importations du charbon en hausse de 114 % en raison de la forte demande industrielle, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/07/2010 ● <sup>671</sup> Les statistiques fournies par la *BP Statistical Review of World Energy 2010* diffèrent sensiblement des statistiques officielles chinoises quand à la consommation pétrolière chinoise, BP donnant un chiffre de plus de 404 millions de tonnes. La raison de cette différence est simple, dans le cadre de son plan de réserves stratégiques de pétrole, la Chine a acheté davantage de pétrole qu'elle n'en a consommé. Les 24 millions de tonnes de différence correspondent donc à du stockage. ● <sup>672</sup> Source des chiffres bruts : *BP Statistical Review of World Energy 2010* ● <sup>673</sup> Source des chiffres bruts : *BP Statistical Review of World Energy 2009* ● <sup>674</sup> Chine : prochain lancement de la 3<sup>e</sup> phase de la construction des réserves de pétrole stratégiques, *Xinhua*, 25/09/2009 ● <sup>675</sup> World oil reserves at tipping point, *University of Oxford*, 24/03/2010 ● <sup>676</sup> Warning : Oil supplies are running out fast, *The Independent.co.uk*, 03/08/2009 ● <sup>677</sup> La Chine pourrait receler des réserves de 32,3 milliards de tonnes de pétrole, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 08/06/2010 ● <sup>678</sup> Chine : des taxis électriques sur les routes de Shenzhen, *Xinhua*, 17/05/2010 ● <sup>679</sup> *Les Echos*, n° 20552, 16/11/2009, p. 25 ● <sup>680</sup> Une compagnie chinoise va rénover deux centrales thermiques en Serbie, *AFP*, 03/02/2010 ● <sup>681</sup> EDF mise sur le charbon supercritique en Chine, *Usine nouvelle.com*, 15/04/2009 ● <sup>682</sup> La Chine a atteint son objectif de fermeture de centrales électriques à charbon obsolètes pour cette année, *Xinhua*, 25/07/2010 ● <sup>683</sup> Chine : hausse de près de 6 % de la consommation électrique en 2009, *Xinhua*, 06/01/2010 ● <sup>684</sup> La Chine s'efforcera de réduire sa capacité industrielle obsolète, *Xinhua*, 06/04/2010 ● <sup>685</sup> *Alternatives internationales*, hors-série n°7, décembre 2009, p. 45 ● <sup>686</sup> *Alternatives internationales*, hors-série n°7, décembre 2009, p. 47. ● <sup>687</sup> Energies vertes : une redécouverte à la faveur de la crise, *Moneyweek.fr*, 17/04/2010 ● <sup>688</sup> HSBC Global Research, *Climate Change Global, A Climate for Recovery*, 25/02/2009, p. 3 ● <sup>689</sup> Energies vertes : une redécouverte à la faveur de la crise, *Moneyweek.fr*, 17/04/2010 ● <sup>690</sup> La Chine pourrait bien devenir leader des technologies écologiques : experts italiens, *Xinhua*, 10/07/2009 ● <sup>691</sup> China's ahead in the green-tech race, *CNN Money.com*, 28/01/2010 ● <sup>692</sup> Source : HSBC Global Research, *Climate Change Global*, 25/02/2009 ● <sup>693</sup> La Chine souhaite faire des économies d'énergie dans l'industrie pour sa sécurité énergétique (Li Keqiang), *Xinhua*, 07/01/2010 ● <sup>694</sup> Chinese scientists conduct more tests on thermonuclear fusion reactor, *Xinhua*, 15/01/2007 ● <sup>695</sup> *www.iter.org* ● <sup>696</sup> *News.sciencenet.cn*, 22/02/2010 : La production à grande échelle de l'acier martensitique à faible activation est lancée en Chine, *BE Chine n°87*, 10/03/2010 ● <sup>697</sup> La longue marche de la Chine vers l'espace, *Le Figaro.fr*, 27/09/2008 ● <sup>698</sup> Le projet ITER à court d'argent, *Usine Nouvelle.com*, 21/05/2010 ● <sup>699</sup> Nucléaire : arrêtons Iter, ce réacteur hors de prix et inutilisable, *Libération.fr*, 10/08/2010 ● <sup>700</sup> L'Europe s'alarme de l'explosion du coût du réacteur à fusion nucléaire ITER, *Le Monde.fr*, 12/05/2010 ● <sup>701</sup> *Xinhua*, 28/06/2006 : [http://news.xinhuanet.com/newscenter/2006-06/28/content\\_4762515.htm](http://news.xinhuanet.com/newscenter/2006-06/28/content_4762515.htm) ● <sup>702</sup> China makes huge breakthrough in wind power technology, *Windtech International.com*, 05/07/2006 ● <sup>703</sup> China to mass produce maglev wind power generators, *Xinhua*, 05/11/2007 ● <sup>704</sup> Source des chiffres bruts : *Bureau of Statistics of China* ● <sup>705</sup> *BP Statistical Review of World Energy 2009* ● <sup>706</sup> Barack Obama relance le nucléaire civil aux Etats-Unis, *Le Monde.fr*, 16/02/2010 ● <sup>707</sup> L'objectif nucléaire révisé à 86 GW, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/07/2009 ● <sup>708</sup> Le programme nucléaire chinois, *EDF*, 09/12/2009, p. 13 ● <sup>709</sup> La plus grande centrale nucléaire en Chine en cours de construction, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/12/2008 ● <sup>710</sup> Début de la construction de la centrale nucléaire sino-



française de Taishan, *Xinhua*, 21/12/2009 ● <sup>711</sup> Le projet de Taishan alimente les rêves d'EPR d'Areva, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/08/2010 ● <sup>712</sup> Début de la construction de la première phase d'une centrale nucléaire dans l'est de la Chine, *Xinhua*, 29/12/2009 ● <sup>713</sup> L'EPR : un réacteur coûteux et très complexe à construire, *Le Figaro.fr*, 06/07/2010 ● <sup>714</sup> Le grand chantier nucléaire d'EDF prend du retard, *Le Figaro.fr*, 19/01/2010 ● <sup>715</sup> La filière nucléaire française subit un revers majeur, *Le Monde.fr*, 28/12/2009 ● <sup>716</sup> L'EPR finlandais produira de l'électricité début 2013, *Usine Nouvelle.com*, 07/06/2010 ● <sup>717</sup> Nucléaire : retards à répétition pour l'EPR, *Le Figaro.fr*, 06/07/2010 ● <sup>718</sup> L'EPR de Flamanville en reprend pour deux ans, *Usine nouvelle.com*, 06/07/2010 ● <sup>719</sup> EDF confirme un retard de deux ans pour son réacteur de Flamanville, *Le Monde.fr*, 30/07/2010 ● <sup>720</sup> Henri Proglio veut armer EDF face à la rivalité des émergents, *Reuters*, 18/05/2010 ● <sup>721</sup> Roussely : EDF et Areva doivent aligner leurs intérêts, *Le Figaro.fr*, 29/07/2010 ● <sup>722</sup> L'EPR de Flamanville a deux ans de retard, *Le Journal des Finances.com*, 29/07/2010 ● <sup>723</sup> AREVA, *Document de référence 2009*, p. 58 ● <sup>724</sup> La plus grande centrale nucléaire en Chine en cours de construction, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/12/2008 ● <sup>725</sup> Réacteurs nucléaires chinois au Pakistan, *AFP*, 29/04/2010 ● <sup>726</sup> Le nucléaire coréen deux fois moins cher que l'EPR français, selon l'Agence internationale de l'énergie, *Les Echos.fr*, 26/03/2010 ● <sup>727</sup> Source : Agence Internationale de l'Energie. Citée dans : Le nucléaire coréen deux fois moins cher que l'EPR français, selon l'Agence internationale de l'énergie, *Les Echos.fr*, 26/03/2010 ● <sup>728</sup> China National Nuclear sur les rangs pour construire un réacteur en Argentine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 16/07/2010 ● <sup>729</sup> BP *Statistical Review of World Energy 2010* ● <sup>730</sup> Risques d'une grande panne, à qui la faute ?, *L'Express.fr*, 18/12/2009 ● <sup>731</sup> La vétusté des réacteurs nuit à la puissance nucléaire française, *Reuters*, 18/05/2010 ● <sup>732</sup> 600 millions d'euros pour prolonger chaque réacteur nucléaire, *Reuters*, 26/06/2010 ● <sup>733</sup> La Chine fait des progrès décisifs dans le domaine nucléaire, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/07/2010 ● <sup>734</sup> Le CEFR en état critique pour la première fois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/07/2010 ● <sup>735</sup> BP *Statistical Review of World Energy 2010* ● <sup>736</sup> BP *Statistical Review of World Energy 2010* ● <sup>737</sup> Effet de vague : relance sur les centrales hydroélectriques chinoises, *Beijing Information.com*, 26/11/2008 ● <sup>738</sup> *Radio Chine Internationale*, 21/09/2009 ● <sup>739</sup> Effet de vague : relance sur les centrales hydroélectriques chinoises, *Beijing Information.com*, 26/11/2008 ● <sup>740</sup> Chine : la centrale souterraine des Trois Gorges entrera en opération en 2011, *Xinhua*, 10/01/2010 ● <sup>741</sup> Le plus grand complexe hydroélectrique du monde, *Radio-canada.ca*, 20/05/2006 ● <sup>742</sup> Chine : premier générateur hydraulique d'un million de kilowatts prévu d'ici 2020, *Xinhua*, 28/04/2010 ● <sup>743</sup> National auditors express concern over dam project, *CCTV.com*, 21/07/2009 ● <sup>744</sup> La Chine envisage un projet hydroélectrique au Tibet, *Energize.com*, 06/03/2009 ● <sup>745</sup> Chinese engineers propose world's biggest hydro-electric project in Tibet, *Guardian.co.uk*, 24/05/2010 ● <sup>746</sup> L'Etat lance la concurrence à l'assaut des barrages, *Usine Nouvelle.com*, 22/04/2010 ● <sup>747</sup> La Chine rejette l'accusation selon laquelle la sécheresse en Asie du sud-est est due à la construction de grands barrages, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/03/2010 ● <sup>748</sup> Les barrages chinois n'ont pas d'impact sur le Bas-Mékong (ministre cambodgien), *Xinhua*, 05/04/2010 ● <sup>749</sup> Barrage de Belo Monte : le chef indien Raoni veut rallier Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy à sa cause, *Maxi Sciences.com*, 08/05/2010 ● <sup>750</sup> Brésil : feu vert pour le barrage combattu par les Indiens d'Amazonie, *Nouvel Obs.com*, 16/04/2010 ; Le barrage de Belo monte remis à flot, *Libération.fr*, 19/04/2010 ● <sup>751</sup> Brésil, feu vert pour le barrage combattu par les Indiens d'Amazonie, *Xinhua*, 16/04/2010 ● <sup>752</sup> La Chine confrontée à des inondations meurtrières, *Le Monde.fr*, 19/07/2010 ● <sup>753</sup> Chine : le débit du fleuve Yangtsé excède le niveau des inondations désastreuses de 1998, *Xinhua*, 19/07/2010 ● <sup>754</sup> Chine : le barrage des Trois Gorges affronte avec brio des crues intenses, *Xinhua*, 20/07/2010 ● <sup>755</sup> Chine : 701 morts suites aux inondations depuis le début de l'année, *Xinhua*, 21/07/2010 ● <sup>756</sup> Un vent très favorable souffle sur les éoliennes, *Le Figaro.fr*, 04/02/2010 ● <sup>757</sup> Madrid tacle ses énergies renouvelables, *Usine Nouvelle.com*, 08/07/2010 ● <sup>758</sup> GTM Research, *2009 Global PV Cell and Module Production Summary Datasheet*, mai 2010 ● <sup>759</sup> La Chine détient un potentiel éolien majeur, *Techniques-ingenieur.fr*, 13/10/2009 ● <sup>760</sup> China to lead global wind energy development ?, *Renewable energy focus.com*, 15/02/2010 ● <sup>761</sup> Source des chiffres bruts : BP *Statistical Review of World Energy 2010* ● <sup>762</sup> Le gouvernement recule sur le rachat d'électricité solaire, *Moneyweek.fr*, 13/01/2010 ● <sup>763</sup> Vincent Gouysse, *Crise du système impérialiste mondial*, p. 129 ● <sup>764</sup> Chine : mise en place d'un réseau national d'observation des vents, *Xinhua*, 03/08/2009 ● <sup>765</sup> China to lead global wind energy development ?, *Renewable energy focus.com*, 15/02/2010 ● <sup>766</sup> Un vent très favorable souffle sur les éoliennes, *Le Figaro.fr*, 04/02/2010 ● <sup>767</sup> Un vent très favorable souffle sur les éoliennes, *Le Figaro.fr*, 04/02/2010 ● <sup>768</sup> AREVA, *business & strategy overview - January 2009 - Appendix 1 to 6*, p. 3 ● <sup>769</sup> La Chine détient un potentiel éolien majeur, *Techniques-ingenieur.fr*, 13/10/2009 ● <sup>770</sup> Au Texas, le projet éolien chinois qui gêne, *Greenunivers.com*, 02/11/2009 ● <sup>771</sup> Energies renouvelables : le second souffle dans les pays émergents, *Usine Nouvelle.com*,

12/08/2010 ● <sup>772</sup> Report says China is squeezing U.S. firms out of its massive wind-power market, *Dallas news.com*, 18/03/2010 ● <sup>773</sup> L'Oréal à la conquête de la clientèle chinoise, *Le Figaro.fr*, 19/05/2010 ● <sup>774</sup> PepsiCo veut investir 2,5 milliards de dollars en plus en Chine, *Reuters*, 21/05/2010 ● <sup>775</sup> L'économie chinoise continue à connaître une croissance vigoureuse, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/07/2010 ● <sup>776</sup> Le climat des affaires se tend en Chine, *Le Figaro.fr*, 21/03/2010 ● <sup>777</sup> Chine : le marché attire, les réglementations inquiètent, *Le Figaro.fr*, 29/06/2010 ● <sup>778</sup> La Chine se braque avec les sociétés étrangères, *Le Figaro.fr*, 02/07/2010 ● <sup>779</sup> Immelt hits out at China and Obama, *Financial Times.com*, 01/07/2010 ● <sup>780</sup> Faut-il avoir peur de la Chine ?, *Moneyweek.fr*, 23/03/2010 ● <sup>781</sup> Etrangers en Chine : la fin du tapis rouge, *HEC Eurasia Institute*, mai 2007 ● <sup>782</sup> La Chine, nouvelle pièce du puzzle réglementaire, *Reuters*, 01/11/2009 ● <sup>783</sup> La Chine se braque avec les sociétés étrangères, *Le Figaro.fr*, 02/07/2010 ● <sup>784</sup> *Sinopharm.com* ● <sup>785</sup> La Chine réduit ses entreprises d'Etat à 126, *Xinhua*, 13/04/2010 ; Les entreprises publiques chinoises administrées par le gouvernement central ont été réduites à 123, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/08/2010 ● <sup>786</sup> La Chine doit faire davantage d'efforts pour restructurer ses principaux secteurs industriels, *Xinhua*, 25/02/2010 ● <sup>787</sup> La Chine publiera de nouveaux règlements sur les investissements étrangers, *Xinhua*, 10/04/2010 ● <sup>788</sup> Wen Jiabao : le gouvernement chinois va aider les entreprises étrangères à être traitées comme leurs homologues chinoises, *Xinhua*, 27/02/2010 ● <sup>789</sup> Le climat des affaires se tend en Chine, *Le Figaro.fr*, 21/03/2010 ● <sup>790</sup> Geithner : coopération étroite américano-chinoise critique pour la santé économique globale, *Xinhua*, 27/07/2009 ● <sup>791</sup> La Chine recherche le soutien des Etats-Unis pour prévenir les activités séparatistes à son encontre, *Xinhua*, 17/11/2009 ● <sup>792</sup> Obama souhaite voir une Chine "puissante, prospère et accomplie", *Xinhua*, 16/11/2009 ● <sup>793</sup> Obama qualifie sa visite en Chine de "merveilleuse", *Xinhua*, 18/11/2009 ● <sup>794</sup> Eric Margolis, *Bull in a China shop*, 03/05/2006 ● <sup>795</sup> Profond mécontentement de la Chine après la commémoration du Taiwan Relations Act, *Xinhua*, 25/03/2009 ● <sup>796</sup> La Chine s'oppose fermement à tout contact entre les dirigeants étrangers et le dalaï lama, *Xinhua*, 11/11/2009 ● <sup>797</sup> Ambiance froide entre Barack Obama et Hu Jintao, *Le Figaro.fr*, 17/11/2009 ● <sup>798</sup> Le cyberespionnage chinois contre les Etats-Unis en plein essor, *Reuters*, 20/11/2009 ● <sup>799</sup> Espionnage industriel : ce rapport secret britannique qui accuse la Chine, *Le Point.fr*, 01/02/2010 ● <sup>800</sup> 2 Chinese Schools Said to Be Linked to Online Attacks, *New York Times.com*, 18/02/2010 ● <sup>801</sup> Le Dalaï-lama complique le jeu américain avec Pékin, *Le Figaro.fr*, 03/02/2010 ● <sup>802</sup> *America.gov*, 21/01/2010 ● <sup>803</sup> Beijing appelle Washington à arrêter ses accusations contre Internet en Chine nom d'une soi-disant liberté de l'internet, *Xinhua*, 22/01/2010 ● <sup>804</sup> Washington et Pékin s'affrontent sur Google, *Le Monde.fr*, 23/01/2010 ● <sup>805</sup> Google certain à 99,9 % de fermer son service en chinois, *Reuters*, 13/03/2010 ● <sup>806</sup> La Chine n'a nul besoin d'un Google politisé, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/03/2010 ● <sup>807</sup> L'affaire Google ne portera pas atteinte aux relations sino-américaines, *Xinhua*, 23/03/2010 ● <sup>808</sup> La Chine peut-elle vivre sans Google ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/03/2010 ● <sup>809</sup> La Chine semble indifférente à un possible retrait de Google, *Reuters*, 22/03/2010 ● <sup>810</sup> Google menace, Baidu jubile, *Moneyweek.fr*, 19/01/2010 ● <sup>811</sup> L'action Baidu flambe en Bourse, *Moneyweek.fr*, 05/03/2010 ● <sup>812</sup> Le nouveau site de Baidu lancé sur le marché, *Xinhua*, 23/04/2010 ● <sup>813</sup> Google a-t-il vraiment quitté la Chine ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/04/2010 ● <sup>814</sup> La Chine possède 420 millions d'internautes, *Xinhua*, 15/07/2010 ● <sup>815</sup> Google change de stratégie pour la Chine, *Le Monde.fr*, 29/06/2010 ● <sup>816</sup> A quel jeu joue Google en Chine ?, *www.radio86.fr*, 05/07/2010 ● <sup>817</sup> La Chine confirme le renouvellement de la licence de Google, *Capital.fr*, 11/07/2010 ● <sup>818</sup> Google autorisé à poursuivre son activité en Chine, *Reuters*, 09/07/2010 ● <sup>819</sup> Les bénéfices de Baidu au deuxième trimestre dépassent les prévisions, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/07/2010 ● <sup>820</sup> La Chine commente le renouvellement de sa licence à Google, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/07/2010 ● <sup>821</sup> Chinese Character Internet Domain Names Now Allowed, *Chinese Academy of Sciences*, 05/05/2010 ● <sup>822</sup> Chine : vers un grand schisme de l'Internet ?, *Le Monde.fr*, 19/02/2010 ● <sup>823</sup> Ambassade de France en Chine, *Bulletin économique Chine*, n°25, p. 14 ● <sup>824</sup> L'appréciation du yuan n'est pas une panacée pour l'économie US (économiste en chef du FMI), *Xinhua*, 15/02/2010 ● <sup>825</sup> Le gouvernement américain doit évaluer objectivement la politique monétaire de la Chine (experts américains), *Xinhua*, 18/03/2010 ● <sup>826</sup> Le rapport entre le yuan et les difficultés économiques mondiales est injustifié (commentaire), *Xinhua*, 24/02/2010 ● <sup>827</sup> La Chine souhaite davantage d'exportations américaines de haute technologie, *Xinhua*, 16/03/2010 ● <sup>828</sup> La Chine attend des Etats-Unis des détails sur la levée de leurs restrictions à l'exportation de haute technologie, *Xinhua*, 24/05/2010 ● <sup>829</sup> Les USA veulent élargir les bénéfices économiques de leur relation avec la Chine (Geithner), *Xinhua*, 10/06/2010 ● <sup>830</sup> La banque centrale chinoise va accélérer la réforme de la fixation du taux de change du Renminbi, *Xinhua*, 19/06/2010 ● <sup>831</sup> La Chine résolument opposée aux ventes d'armes américaines à Taiwan, *Xinhua*, 09/01/2010 ● <sup>832</sup> La Chine et les Etats-Unis espèrent rétablir des relations militaires complètes, *Xinhua*, 24/06/2009 ● <sup>833</sup> La Chine suspend les visites militaires avec les USA, *Xinhua*, 30/01/2010 ● <sup>834</sup> Vente d'armes US à Taiwan :

Pékin ripostera (diplomate), *RIA Novosti*, 30/01/2010 ● <sup>835</sup> A la une : des avions de combat pour Taïwan ?, *RFI.fr*, 23/02/2010 ● <sup>836</sup> La Chine met l'accent sur les relations pacifiques entre les deux rives du détroit de Taïwan, *Xinhua*, 24/02/2010 ● <sup>837</sup> Barack Obama prend la Chine de front, *AFP*, 03/02/2010 ● <sup>838</sup> Vincent Gouysse, *Crise du système impérialiste mondial*, p. 22 ● <sup>839</sup> Taïwan refuse la troisième visite du Dalaï-lama, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/03/2009 ● <sup>840</sup> La visite de Rebiya Kadeer à Taïwan est refusée, *Xinhua*, 25/09/2009 ● <sup>841</sup> C'est une erreur que de traiter la Chine en ennemi, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/02/2010 ● <sup>842</sup> Plus de 174 000 touristes de la partie continentale visitent Taïwan en 10 mois, *Xinhua*, 15/04/2009 ● <sup>843</sup> La partie continentale de Chine n'épargnera aucun effort pour aider Taïwan, *Xinhua*, 03/11/2009 ● <sup>844</sup> 2 000 étudiants de la partie continentale de Chine étudieront à Taïwan, *Xinhua*, 28/03/2010 ● <sup>845</sup> Les racines du Kuomintang, *CCTV.com*, 26/05/2009 ● <sup>846</sup> Une liaison ferroviaire Chine-Taïwan ?, *Le Figaro.fr*, 12/03/2009 ● <sup>847</sup> Taïwan publie son premier journal spécialisé dans la partie continentale de Chine, *Xinhua*, 11/08/2009 ● <sup>848</sup> LEAP Europe/2020, Global Europe Anticipation Bulletin n°37, 15 septembre 2009, pp. 15-16 ● <sup>849</sup> Hu Jintao visite des entreprises de Taïwan sur la partie continentale de Chine, *Xinhua*, 13/02/2010 ● <sup>850</sup> Médias taïwanais : la visite de Hu Jintao chez des hommes d'affaires taïwanais signe de bonne volonté, *Xinhua*, 20/02/2010 ● <sup>851</sup> La visite de Hu Jintao à des entreprises de Taïwan installées dans le Fujian saluée des deux côtés du détroit, *Xinhua*, 15/02/2010 ● <sup>852</sup> Taïwan approuve 77,13 milliards de dollars d'investissements continentaux, *Xinhua*, 21/06/2010 ● <sup>853</sup> Rapport d'activité du gouvernement présenté à la troisième session de la 11<sup>ème</sup> APN, *Xinhua*, 15/03/2010 ● <sup>854</sup> La photo de la grande famille chinoise, *CCTV-F*, 05/02/2010 ● <sup>855</sup> Les descendants du dragon, *CCTV-F*, 13/07/2010 ● <sup>856</sup> *CCTV-F*, 01/10/2009 ; La patrie, *CCTV-F*, 08/02/2010 ● <sup>857</sup> Les experts de la partie continentale de Chine et de Taïwan discutent d'un accord économique, *Xinhua*, 22/01/2010 ● <sup>858</sup> Chine, nouvelles négociations économiques entre experts de la partie continentale et Taïwan, *Xinhua*, 29/03/2010 ● <sup>859</sup> Taïwan : des dizaines de milliers de manifestants contre un accord avec Pékin, *Le Point.fr*, 26/06/2010 ● <sup>860</sup> Chine : signature de deux accords importants entre la partie continentale et Taïwan, *Xinhua*, 29/06/2010 ● <sup>861</sup> Venezuela receives Chinese planes armed with missiles, *Sify.com*, 14/03/2010 ● <sup>862</sup> Le Dalaï-lama complique le jeu américain avec Pékin, *Le Figaro.fr*, 03/02/2010 ● <sup>863</sup> La Chine avertit les Etats-Unis d'un effet nuisible d'une rencontre avec le dalaï lama, *Xinhua*, 02/02/2010 ; Pékin ne veut pas voir Barack Obama rencontrer le dalaï-lama, *Reuters*, 02/02/2010 ● <sup>864</sup> Taïwan, dalaï lama : La Chine redit sa colère envers les Etats-Unis, *AFP*, 06/02/2010 ● <sup>865</sup> Obama envoie là un message erroné, *China Daily.com.cn*, 12/02/2010 ● <sup>866</sup> Qu'est ce qui est derrière la rencontre Obama-le Dalaï-lama ? (analyse), *Xinhua*, 19/02/2010 ● <sup>867</sup> La colonisation chinoise sur les rails au Tibet, *Libération.fr*, 25/10/2005 ● <sup>868</sup> La voie qui mène au ciel, *CCTV-F*, 15/01/2010 ● <sup>869</sup> La Chine estime que le Tibet est un "paradis" sur terre, *Le Nouvel Observateur*, 11/03/2009 ● <sup>870</sup> Les enjeux politiques de l'après-séisme en Chine, *Le Monde.fr*, 17/04/2010 ● <sup>871</sup> Séisme au Qinghai : un dirigeant chinois appelle à des efforts pour le relogement des survivants et la reconstruction, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/04/2010 ● <sup>872</sup> La Chine publie un rapport sur le développement social et économique du Tibet, *Xinhua*, 30/03/2009 ● <sup>873</sup> Chiffres sur le chemin de fer Qinghai-Tibet un an après sa mise en service, *Xinhua*, 01/07/2007 ● <sup>874</sup> Chine : plus d'un million de tibétains sortis de la pauvreté entre 2000 et 2009, *Xinhua*, 01/02/2010 ● <sup>875</sup> Le ciel et la terre nous sont propices, *CCTV-F*, 11/02/2010 ● <sup>876</sup> La séparatiste Rebiya Kadeer a menti une fois de plus (commentaire), *Xinhua*, 12/08/2009 ● <sup>877</sup> Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera...* le monde tremblera, Fayard, 1973, pp. 306-315 ● <sup>878</sup> Spécial Chine : Comment elle devient le n°1 mondial, *Le Point*, n°1945-1946, 24-31 décembre 2009, pp. 119 ● <sup>879</sup> Les lueurs de l'aurore, *CCTV-F*, 07/05/2010 ● <sup>880</sup> La Chine inculpe quatre salariés de Rio Tinto pour corruption, *Reuters*, 10/02/2010 ; Verdict de l'affaire de Rio Tinto à Shanghai, *Xinhua*, 29/03/2010 ● <sup>881</sup> Le procès Rio Tinto s'ouvre, un test pour Pékin, *Le Figaro.fr*, 22/03/2010 ● <sup>882</sup> Par intérêt économique, l'Australie fait profil bas au procès Rio Tinto, *Le Monde.fr*, 22/03/2010 ● <sup>883</sup> Chine : lourdes peines de prison pour quatre employés de Rio Tinto, *Les Echos.fr*, 29/03/2010 ● <sup>884</sup> Procès Rio Tinto : le verdict inquiète les multinationales opérant en Chine, *Les Echos.fr*, 29/03/2010 ● <sup>885</sup> La Chine exécute un Britannique, *L'express.fr*, 29/12/2009 ● <sup>886</sup> Pas de vagues au Japon après l'exécution de quatre de ses ressortissants par la Chine, *Le Monde.fr*, 11/04/2010 ● <sup>887</sup> Les USA respectent la souveraineté chinoise sur le taux de change (Obama), *Xinhua*, 12/04/2010 ● <sup>888</sup> Le général Stanley McChrystal prône des changements de stratégie en Afghanistan, *AP*, 01/10/2009 ; Vers un renforcement américain en Afghanistan, *Le Monde.fr*, 01/09/2009 ● <sup>889</sup> Un soldat français tué en Afghanistan, le 40e depuis 2001, *Reuters*, 09/02/2010 ● <sup>890</sup> Afghanistan, un diplomate américain claque la porte, *Le Figaro.fr*, 27/10/2009 ● <sup>891</sup> Le Pentagone contre un calendrier sur le retrait des troupes d'Afghanistan, *Xinhua*, 27/09/2009 ● <sup>892</sup> Vers un renforcement américain en Afghanistan, *Le Monde.fr*, 01/09/2009 ● <sup>893</sup> Le Pentagone contre un calendrier sur le retrait des troupes d'Afghanistan, *Xinhua*, 27/09/2009 ● <sup>894</sup> Mourir pour Hamid Karzaï ?, *Le Monde Diplomatique*, novembre 2009 ● <sup>895</sup> Les talibans

estiment que la stratégie afghane d'Obama conduira à une augmentation des pertes américaines, *AP*, 02/12/2009 ● <sup>896</sup> Présidentielle afghane : l'ONU admet des "fraudes considérables", *Le Monde.fr*, 11/10/2009 ● <sup>897</sup> Eric Marolis est un collaborateur régulier des chaînes d'informations américaines. Il est surtout membre de l'International Institute of Strategic Studies à Londres, du National Press Club à Washington et de l'Institute of Regional Studies à Islamabad, Pakistan. ● <sup>898</sup> U.S. puppet cuts his strings, *Toronto Sun*, 11/04/2010 ● <sup>899</sup> Ahmadinejad évite de croiser les Américains en Afghanistan, *L'Express.fr*, 10/03/2010 ● <sup>900</sup> En visite surprise à Kaboul, Obama promet la victoire, *LCI.TF1.fr*, 28/03/2010 ● <sup>901</sup> Pourquoi Obama s'en est pris à Karzaï, *French.trib.ir*, 02/05/2010 ● <sup>902</sup> L'Otan lance son offensive dans le Sud afghan, *Reuters*, 12/02/2010 ● <sup>903</sup> Black-out sur la couverture des attaques des talibans, *Reuters*, 01/03/2010 ● <sup>904</sup> UNHCR : la sécurité s'est détériorée en Afghanistan, *AP*, 05/05/2010 ● <sup>905</sup> Les journées de combat les plus meurtrières pour l'Otan en Afghanistan, *Le Point.fr*, 21/06/2010 ● <sup>906</sup> Un convoi de l'Otan attaqué près d'Islamabad, sept morts, *Reuters*, 09/06/2010 ● <sup>907</sup> <http://icasualties.org/oef/> (21/09/2010) ● <sup>908</sup> Les troupes polonaises devraient se retirer de l'Afghanistan en 2012 (président par intérim), *Xinhua*, 22/06/2010 ● <sup>909</sup> Les troupes néerlandaises quittent l'Afghanistan, *Le Monde.fr*, 01/08/2010 ● <sup>910</sup> U.S. Identifies Vast Mineral Riches in Afghanistan, *New York Times.com*, 13/06/2010 ● <sup>911</sup> Barack Obama limoge le général McChrystal, *Le Figaro.fr*, 24/06/2010 ● <sup>912</sup> Obama dénonce « l'obsession de ceux qui veulent arrêter la guerre en Afghanistan », *Mecanapolis.org*, 29/06/2010 ● <sup>913</sup> Afghanistan : Un général français convoqué après une interview sur la stratégie américaine, *Le Monde.fr*, 02/07/2010 ● <sup>914</sup> 91.000 documents secrets publiés aux États-Unis sur la guerre d'Afghanistan, *Le Point.fr*, 26/07/2010 ● <sup>915</sup> Les Etats-Unis condamnent la publication sur Internet de documents confidentiels sur l'Afghanistan, *Xinhua*, 25/07/2010 ● <sup>916</sup> Des documents révèlent que les services secrets pakistanais aideraient les talibans afghans, *Le Monde.fr*, 26/07/2010 ● <sup>917</sup> Julian Assange on the Afghanistan war logs : 'They show the true nature of this war', *Guardian.co.uk*, 25/07/2010 ● <sup>918</sup> Afghanistan : la France doit retirer son contingent, *Le Monde.fr*, 27/07/2010 ● <sup>919</sup> Pour le président pakistanais, la coalition "est en train de perdre la guerre contre les talibans", *Le Monde.fr*, 03/08/2010 ● <sup>920</sup> Double attentat contre les forces de sécurité en Irak, *Le Figaro.fr*, 18/07/2010 ● <sup>921</sup> Nouveau record des cas de suicide au sein de l'armée américaine, *Xinhua*, 17/11/2009 ● <sup>922</sup> Treize morts dans la fusillade sur une base militaire américaine, *Reuters*, 06/11/2009 ● <sup>923</sup> L'agent double qui a berné la CIA, *Le Monde.fr*, 02/03/2010 ● <sup>924</sup> Trop gros pour faire la guerre, *Fluctuat.net*, 03/08/2009 ● <sup>925</sup> Too fat to fight ? Military recruits and obesity, *Washingtonpost.com*, 17/06/2010 ● <sup>926</sup> Les Etats-Unis dépensent 147 milliards de dollars par an pour l'obésité (étude), *Xinhua*, 28/07/2009 ; Le nombre d'Américains obèses dépasse les 70 millions, *Reuters*, 03/08/2010 ● <sup>927</sup> *Alternatives internationales*, hors-série n°7, décembre 2009, p. 106 ● <sup>928</sup> De plus en plus d'Américains souffrent de la faim, *Reuters*, 02/02/2010 ● <sup>929</sup> 16 % d'ados trop gros en France, *Libération.fr*, 05/05/2010 ● <sup>930</sup> Noam Chomsky : le régime sioniste ressemble à celui de l'Apartheid de l'Afrique du Sud, *French.trib.ir*, 18/05/2010 ● <sup>931</sup> Premier astronaute iranien dans l'espace, d'ici 2017, *French.trib.ir*, 05/08/2010 ● <sup>932</sup> L'Iran lance une fusée et dévoile son lanceur spatial, *AP*, 03/02/2010 ● <sup>933</sup> La Maison Blanche qualifie l'essai de fusée iranien de "provocation", *Xinhua*, 03/02/2010 ● <sup>934</sup> *French.trib.ir*, 26/04/2010 ● <sup>935</sup> World Trade Organisation, *World Trade Report 2010*, p. 213 ● <sup>936</sup> Source des chiffres bruts : *OICA Statistics* ● <sup>937</sup> L'Iran capable de frapper le territoire américain en 2015 ?, *Reuters*, 20/04/2010 ● <sup>938</sup> Iran unveils new fighter plane, *AP*, 06/09/2006 ● <sup>939</sup> *FARS News Agency*, 01/05/2010 ● <sup>940</sup> *French.trib.ir*, 02/05/2010 ● <sup>941</sup> Iran : Ahmadinejad dévoile un drone "bombardier", *Le Point.fr*, 22/08/2010 ● <sup>942</sup> La marine iranienne met à l'eau son premier destroyer de fabrication locale, *Xinhua*, 19/02/2010 ● <sup>943</sup> Téhéran lance la production d'un nouveau missile antiaérien (ministre), *RIA Novosti*, 11/04/2010 ● <sup>944</sup> La RPDC et l'Iran signent un accord sur les échanges culturels et scientifiques, *Xinhua*, 22/04/2010 ● <sup>945</sup> Vincent Goussse, *Crise du système impérialiste mondial*, pp. 41-42 ● <sup>946</sup> Iran : Merkel pour des "sanctions plus sévères" si la diplomatie échoue, *AFP*, 07/02/2009 ● <sup>947</sup> Discours de Mahmoud Ahmadinejad à la conférence de Durban II, *Voltairenet.org*, 20/04/2010 — Le discours du président iranien est disponible en vidéo à l'adresse internet suivante : [http://www.dailymotion.com/video/x91rhh\\_ahmadinejad-lintegralite-de-son-dis\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x91rhh_ahmadinejad-lintegralite-de-son-dis_news) ● <sup>948</sup> Ahmadinejad : Le peuple français mérite mieux que ses dirigeants, *Le Monde.fr*, 22/09/2009 ● <sup>949</sup> Iran : le mouvement de contestation à un tournant ?, *Le Monde.fr*, 28/12/2009 ● <sup>950</sup> "Aveux" de la Française Clotilde Reiss devant ses juges en Iran, *Reuters*, 08/08/2009 ; La Française Clotilde Reiss jugée pour espionnage à Téhéran, *Reuters*, 08/08/2009 ● <sup>951</sup> "Clotilde Reiss n'est coupable de rien du tout", dit Kouchner, *Reuters*, 09/08/2009 ● <sup>952</sup> La comparution de C. Reiss : « C'est un procès stalinien », *Le Figaro.fr*, 10/08/2009 ● <sup>953</sup> Reiss : un ancien de la DGSE accuse, *Le Figaro.fr*, 17/05/2010 ● <sup>954</sup> Iran lawmakers threaten withdrawal from Nuclear Non-Proliferation Treaty, *Jurist.law.pitt.edu*, 07/05/2006 ● <sup>955</sup> Élimination des armes nucléaires : L'Iran réclame une date butoir, *Radio-canada.ca*, 03/05/2010 ● <sup>956</sup> L'Iran menace d'enrichir de l'uranium à 20% en cas d'échec des négociations, *AP*, 10/10/2009 ● <sup>957</sup> L'Iran

veut construire dix centres d'enrichissement en 2010-11, *Reuters*, 08/02/2010 ; Nucléaire : Téhéran lancera la construction de dix sites d'enrichissement d'uranium (Salehi), *Ria Novosti*, 23/02/2010 ● <sup>958</sup> Téhéran se dit en mesure d'enrichir son uranium à 100 %, *RIA Novosti*, 11/02/2010 ● <sup>959</sup> Nucléaire iranien : Téhéran peut se défendre sans l'arme atomique (Ahmadinejad) *RIA Novosti*, 10/02/2010 ● <sup>960</sup> L'Iran fait monter d'un cran la tension sur le nucléaire, *Tempsreel.nouvelobs.com*, 07/02/2010 ● <sup>961</sup> L'Iran fixe des conditions pour suspendre l'enrichissement d'uranium à 20 %, *Xinhua*, 18/02/2010 ● <sup>962</sup> Nucléaire iranien : Téhéran dévoile de nouvelles centrifugeuses plus puissantes, *AP*, 09/04/2010 ● <sup>963</sup> La fabrication d'une bombe atomique en Iran est possible malgré des problèmes techniques, selon une experte (interview), *Xinhua*, 12/02/2010 ● <sup>964</sup> Conduite "indigne" de Chavez en Iran, *AFP*, 06/09/2009 ● <sup>965</sup> Le président brésilien réclame des preuves sur le programme nucléaire de l'Iran, *Xinhua*, 26/11/2009 ● <sup>966</sup> Ahmadinejad vient compter ses soutiens en Amérique du Sud, *Libération.fr*, 25/11/2009 ● <sup>967</sup> La France évoque de prochaines mesures contre l'Iran, *Le Monde.fr*, 20/02/2010 ● <sup>968</sup> Iran : Ahmadinejad propose un désarmement nucléaire sous contrôle international, *RFI.fr*, 17/04/2010 ● <sup>969</sup> Ahmadinejad demande un contrôle international du désarmement nucléaire, *Le Monde.fr*, 17/04/2010 ● <sup>970</sup> L'offensive diplomatique iranienne inquiète les Occidentaux, *RFI.fr*, 25/04/2010 ● <sup>971</sup> L'Iran appelle les pays disposant d'armes nucléaires à ratifier le TNP, *Xinhua*, 03/05/2010 ● <sup>972</sup> L'ambassadeur iranien auprès de l'AIEA sur RFI : L'Iran accuse les Occidentaux d'avoir violé le TNP, *RFI.fr*, 03/05/2010 ● <sup>973</sup> Non-prolifération nucléaire : une conférence qui pourrait tourner au bras-de-fer Iran-USA, *AFP*, 03/05/2010 ● <sup>974</sup> Marée noire dans le Golfe du Mexique : l'Iran offre son aide aux Etats-Unis, *RTL info.be*, 03/05/2010 ● <sup>975</sup> Une première, l'AIEA s'intéresse au nucléaire israélien, *RFI.fr*, 08/05/2010 ● <sup>976</sup> Sécurité nucléaire : Netanyahu n'ira pas aux Etats-Unis, *RFI.fr*, 09/04/2010 ● <sup>977</sup> Les USA révèlent posséder 5.113 têtes nucléaires dans leur arsenal, *AFP*, 03/05/2010 ● <sup>978</sup> L'Iran demande une enquête "indépendante" sur le nombre d'ogives nucléaires américaines, *Xinhua*, 04/05/2010 ● <sup>979</sup> "Aucun pays n'osera attaquer l'Iran", *AFP*, 05/05/2010 ● <sup>980</sup> L'Iran mène un exercice militaire dans ses eaux méridionales, *Xinhua*, 10/05/2010 ● <sup>981</sup> Nucléaire : le président Lula en Iran pour une médiation de la "dernière chance", *L'Express.fr*, 16/05/2010 ● <sup>982</sup> Nucléaire iranien : Lula "optimiste" sur un accord, *Tempsreel.nouvelobs.com*, 16/05/2010 ● <sup>983</sup> "Le rapprochement des gouvernements indépendants, le seul moyen de changer les conditions inéquitables actuelles qui régissent le monde d'aujourd'hui" (Guide suprême), *French.trib.ir*, 16/05/2010 ● <sup>984</sup> L'Iran, la Turquie et le Brésil publient une déclaration sur l'échange de combustible nucléaire, *Xinhua*, 17/05/2010 ● <sup>985</sup> L'échange d'uranium est une percée dans la perception occidentale de l'Iran (ministre turc des AE), *Xinhua*, 18/05/2010 ● <sup>986</sup> Retrait de la Turquie de l'accord nucléaire si de nouvelles sanctions s'abattent sur l'Iran (ministre des AE turc), *Xinhua*, 18/05/2010 ; L'accord d'échange nucléaire contribue à éviter l'adoption de sanctions contre l'Iran (Brésil), *Xinhua*, 18/05/2010 ; L'Iran attend une réponse rapide de l'Occident à sa déclaration, *Xinhua*, 18/05/2010 ; La Chine applaudit l'accord entre l'Iran, le Brésil et la Turquie (porte-parole), *Xinhua*, 18/05/2010 ; Le président russe salue l'accord sur l'échange de combustible nucléaire signé par l'Iran, *Xinhua*, 17/05/2010 ● <sup>987</sup> Les USA qualifient l'accord nucléaire iranien "d'étape positive" mais en restent préoccupés (Maison Blanche), *Xinhua*, 17/05/2010 ; L'accord d'échange nucléaire change pas les mesures visant les sanctions contre l'Iran (Maison Blanche), *Xinhua*, 17/05/2010 ; L'accord Iran-Turquie-Brésil ne réglerait en rien le dossier iranien (ministère français des AE), *Xinhua*, 17/05/2010 ● <sup>988</sup> L'Iran disposerait d'assez d'uranium enrichi, *Le Journal du Dimanche.fr*, 28/05/2010 ● <sup>989</sup> *French.trib.ir*, 26/05/2010 ● <sup>990</sup> Signature d'un protocole d'entente entre la Syrie et l'Iran, *Xinhua*, 26/05/2010 ● <sup>991</sup> Les dirigeants brésiliens et turcs discuteront du dossier nucléaire iranien, *Xinhua*, 26/05/2010 ● <sup>992</sup> *French.trib.ir*, 26/05/2010 ; Ahmadinejad critique la position hostile de la Russie à l'égard de l'Iran, *Xinhua*, 26/05/2010 ● <sup>993</sup> Le Kremlin qualifie de "démagogie politique" les propos du dirigeant iranien, *Xinhua*, 26/05/2010 ● <sup>994</sup> Iran-Russie, crise relationnelle, *French.trib.ir*, 03/06/2010 ● <sup>995</sup> S-300 : Moscou viole ses engagements selon Téhéran, *RIA Novosti*, 13/11/2009 ● <sup>996</sup> Suspension de livraison de missiles russes à l'Iran, bien désavantageuse pour la Russie (médias), *RIA Novosti*, 22/10/2009 ● <sup>997</sup> Téhéran compte sur l'influence de Moscou sur d'autres principales puissances au sujet des sanctions, *Xinhua*, 25/05/2010 ● <sup>998</sup> Missiles S-300 pour l'Iran : les négociations se poursuivent (Moscou), *RIA Novosti*, 07/04/2010 ● <sup>999</sup> Vladimir Poutine défend l'indépendance des régions géorgiennes, *Reuters*, 26/08/2009 ● <sup>1000</sup> Vincent Goussse, *Crise du système impérialiste mondial*, pp. 29-30 ● <sup>1001</sup> Les sanctions contre l'Iran doivent être bien réfléchies (Medvedev), *RIA Novosti*, 01/03/2010 ● <sup>1002</sup> La Russie opposée à des sanctions paralysantes à l'encontre de l'Iran (vice-ministre des AE) *Xinhua*, 19/02/2010 ● <sup>1003</sup> Iran : pourquoi la politique des sanctions marche aussi mal, *Le Monde.fr*, 09/02/2010 ● <sup>1004</sup> Sanctions contre l'Iran : Moscou invite Washington à évaluer les effets négatifs, *RIA Novosti*, 19/03/2010 ● <sup>1005</sup> Iran : les conséquences d'une frappe US seraient "terribles" (Etat-major russe), *RIA Novosti*, 17/02/2010 ● <sup>1006</sup> Un Iran doté de l'arme nucléaire est inacceptable

(Hillary Clinton), *Xinhua*, 22/03/2010 ● <sup>1007</sup> La Chine freine de nouvelles sanctions contre l'Iran, *Le Monde.fr*, 06/01/2010 ● <sup>1008</sup> Iran : Pékin risque l'isolement, selon Hillary Clinton, *AP*, 29/01/2010 ● <sup>1009</sup> Rencontre entre les présidents chinois et américain en marge du sommet nucléaire à Washington (papier général), *Xinhua*, 12/04/2010 ● <sup>1010</sup> L'Iran rachète les actions des banques chinoises, *French.trib.ir*, 13/04/2010 ● <sup>1011</sup> La Chine attache une grande importance à l'usage pacifique de l'énergie nucléaire (représentant chinois), *Xinhua*, 04/05/2010 ● <sup>1012</sup> Nucléaire iranien : Téhéran recherche la confrontation (Medvedev), *RIA Novosti*, 12/04/2010 ● <sup>1013</sup> Doctrine nucléaire US : des frappes contre l'Iran et la Corée du Nord possibles (Gates), *RIA Novosti*, 06/04/2010 ● <sup>1014</sup> L'Iran raille la stratégie nucléaire d'Obama, *AP*, 07/04/2010 ● <sup>1015</sup> La coopération Iran-USA épargnera l'isolement au peuple américain (Ahmadinejad), *RIA Novosti*, 14/04/2010 ● <sup>1016</sup> Lavrov : aucun document établissant une dérive du programme nucléaire iranien n'existe, *French.trib.ir*, 28/04/2010 ● <sup>1017</sup> Les Etats-Unis font du chantage dans l'affaire nucléaire iranienne, estime un responsable russe, *French.trib.ir*, 03/05/2010 ● <sup>1018</sup> Réaction du président iranien à la résolution 1.929, *French.trib.ir*, 11/06/2010 ● <sup>1019</sup> Washington a quémandé les votes contre l'Iran, *French.trib.ir*, 14/06/2010 ● <sup>1020</sup> Chavez pointe le cynisme des sanctions contre l'Iran, *RIA Novosti*, 10/06/2010 ● <sup>1021</sup> Iran : Obama appelle à soutenir les tenants de la liberté, un an après la réélection d'Ahmadinejad, *L'Express.fr*, 11/06/2010 ● <sup>1022</sup> Ahmadinejad fustige Obama et la "dictature" américaine, *Le Monde.fr*, 16/06/2010 ● <sup>1023</sup> L'Iran peut enrichir l'uranium à "n'importe quel pourcentage qu'il souhaite" (chef de l'agence atomique), *Xinhua*, 23/06/2010 ● <sup>1024</sup> Le contrat sur les missiles S-300 pas concerné par les nouvelles sanctions de l'ONU (ministère russe), *Xinhua*, 10/06/2010 ● <sup>1025</sup> Iran : Sarkozy félicite Poutine, *Le Figaro.fr*, 11/06/2010 ● <sup>1026</sup> La Russie appelle à une coopération scientifique et technologique plus étroite avec la France, *Xinhua*, 11/06/2010 ● <sup>1027</sup> Ahmadinejad entame une visite délicate en Chine après les sanctions de l'ONU, *Le Point.fr*, 10/06/2010 ● <sup>1028</sup> Iran : la défense anti-aérienne devient une armée à part entière, *Centre Français de Recherche sur le Renseignement*, Note d'actualité n°166, 14/03/2009 ● <sup>1029</sup> L'Iran n'obtiendra pas dans l'immédiat de bombe atomique utilisable contre un ennemi, selon des responsables américains, *AP*, 14/04/2010 ● <sup>1030</sup> Iran unveils air defense system as U.S. defends policy, *Los Angeles Times.com*, 19/04/2010 ● <sup>1031</sup> L'Iran demande à la Russie de lui livrer les missiles S-300, *Xinhua*, 13/06/2010 ● <sup>1032</sup> L'Iran tire des missiles puissants lors d'une manœuvre militaire dans le golfe persique, *Xinhua*, 25/04/2010 ● <sup>1033</sup> L'Iran s'en prendra à Israël s'il est attaqué, *AP*, 06/04/2010 ● <sup>1034</sup> L'Iran mène un exercice militaire dans ses eaux méridionales, *Xinhua*, 05/05/2010 ● <sup>1035</sup> Iran : l'armée organisera d'importantes manœuvres de terrain en septembre, *Xinhua*, 06/06/2010 ● <sup>1036</sup> Nucléaire : accord sur un Proche-Orient dénucléarisé, *Le Monde.fr*, 28/05/2010 ● <sup>1037</sup> L'assaut contre la flottille d'aides humanitaires à destination de Gaza couvre de honte le régime sioniste (Ali Larijani), *French.trib.ir*, 31/05/2010 ● <sup>1038</sup> Flottille pro-palestinienne attaquée : la Chine demande une réaction "rapide" du Conseil de sécurité de l'ONU, *Xinhua*, 31/05/2010 ● <sup>1039</sup> L'Iran appelle à la formation d'un front mondial pour lever le siège de Gaza (président), *Xinhua*, 01/06/2010 ● <sup>1040</sup> L'assaut israélien contre la flottille provoque un tollé, *Reuters*, 31/05/2010 ● <sup>1041</sup> Flottille : 1.200 manifestants à Paris, *Le Figaro.fr*, 31/05/2010 ● <sup>1042</sup> La flottille échauffe les esprits à la Knesset, *Le Figaro.fr*, 03/06/2010 ● <sup>1043</sup> Flottille : l'Onu approuve une enquête internationale, *Tempsreel.nouvelobs.com*, 02/06/2010 ● <sup>1044</sup> Gaza : Israël refuse une enquête internationale, *Le Figaro.fr*, 03/06/2010 ● <sup>1045</sup> Israël rejette une enquête internationale sur la flottille, *Capital.fr*, 06/06/2010 ● <sup>1046</sup> Noam Chomsky : le régime sioniste ressemble à celui de l'Apartheid de l'Afrique du Sud, *French.trib.ir*, 18/05/2010 ● <sup>1047</sup> La Chine appelle les Etats-Unis à lever l'embargo contre Cuba, *Xinhua*, 27/10/2009 ● <sup>1048</sup> Tony Blair appelle à la levée de l'embargo sur Gaza, *Tempsreel.nouvelobs.com*, 02/06/2010 ● <sup>1049</sup> La Turquie place ses pions sur l'échiquier moyen-oriental, *Le Figaro.fr*, 04/06/2010 ● <sup>1050</sup> Flottille : des élus américains s'en prennent violemment à la Turquie, *Al-Manar TV*, 17/06/2010 ● <sup>1051</sup> Tensions croissantes entre la Turquie et Israël, *Le Monde.fr*, 05/07/2010 ● <sup>1052</sup> Les Européens doivent prendre leur distance avec les USA (Ahmadinejad), *French.trib.ir*, 12/06/2010 ● <sup>1053</sup> UN sanctions on Iran : A gift to the regime, *The Guardian*, 10/06/2010 ● <sup>1054</sup> Iran : sanctions des USA et de l'UE, mépris pour le partenariat (Moscou), *RIA Novosti*, 17/06/2010 ● <sup>1055</sup> S-300 pour l'Iran : les missiles de la revanche, *RIA Novosti*, 16/07/2010 ● <sup>1056</sup> Missiles Iskander installés dans le nord-ouest de la Russie (général), *RIA Novosti*, 17/07/2010 ● <sup>1057</sup> La Russie déploie des missiles sol-air S-300 en Abkhazie (officiel), *RIA Novosti*, 11/08/2010 ● <sup>1058</sup> Porte-hélicoptères Dokdo : une alternative au Mistral ? (OSK), *RIA Novosti*, 17/07/2010 ● <sup>1059</sup> BPC Mistral : la Russie recule et lance un appel d'offres, *Usine Nouvelle.com*, 19/08/2010 ● <sup>1060</sup> La Russie s'oppose à de nouvelles sanctions contre l'Iran, *Xinhua*, 27/07/2010 ● <sup>1061</sup> La Chine s'oppose aux sanctions unilatérales de l'UE contre l'Iran, *Xinhua*, 30/07/2010 ● <sup>1062</sup> Les sanctions contre l'Iran n'affectent pas l'achat d'essence, *Almanar.com.lb*, 16/08/2010 ● <sup>1063</sup> Le physicien Shahram Amiri serait un informateur de la CIA, *Le Monde.fr*, 16/07/2010 ● <sup>1064</sup> Shahram Amiri : « J'ai été kidnappé par la CIA », *CCTV-F*, 15/07/2010 ● <sup>1065</sup> Ahmadinejad ordonne le boycott des produits israéliens, *French.trib.ir*, 01/07/2010 ● <sup>1066</sup> Des bateaux libanais et iraniens

devraient partir pour Gaza, *Le Monde.fr*, 09/06/2010 ; 7 navires européens se joindront à la 2<sup>e</sup> flottille humanitaire pour Gaza, *French.trib.ir*, 08/07/2010 ●<sup>1067</sup> Bill Clinton opposé to assault on Iran, *www.pressv.ir*, 06/07/2010 ●<sup>1068</sup> L'Iran réitère son intention de fournir des armes au Liban, *Xinhua*, 29/08/2010 ●<sup>1069</sup> Le drone bombardier Karrar est l'ambassadeur de la mort pour les ennemis (Ahmadinejad), *French.trib.ir*, 23/08/2010 ●<sup>1070</sup> L'Iran et la Russie commencent à charger du combustible au réacteur à la centrale nucléaire de Boushehr, *Xinhua*, 21/08/2010 ●<sup>1071</sup> En voie de radicalisation, l'Iran veut "rayer" Israël de la carte, *Le Monde.fr*, 27/10/2005 ●<sup>1072</sup> Ahmadinejad n'a jamais dit « Israël doit être rayé de la carte », *ISM-France.org*, 06/10/2007 ●<sup>1073</sup> Comment *Reuters* a participé à une campagne de propagande contre l'Iran, *Voltaire.net.org*, 14/11/2005 ●<sup>1074</sup> Dieu donné s'en prend (encore) aux Juifs, *Tempsreel.nouvelobs.com*, 18/06/2010 ●<sup>1075</sup> "Les relations unilatérales et injustes d'après guerre ont fait leur temps" (Ahmadinejad), *French.trib.ir*, 30/06/2010 ●<sup>1076</sup> Ahmadinejad met au défi Obama d'accepter un duel télévisé, *Reuters*, 02/08/2010 ●<sup>1077</sup> Iran : Ahmadinejad défie les puissances nucléaires de l'ONU, *AFP*, 01/02/2006 ●<sup>1078</sup> Avec la présence de Petraeus, le terrorisme risque de gagner du terrain (Jazayeri), *French.trib.ir*, 21/07/2010 ●<sup>1079</sup> Attaquer l'Iran conduirait à la destruction d'Israël (Ahmadinejad), *Xinhua*, 05/09/2010 ●<sup>1080</sup> Manipulation politico-sioniste de l'affaire Sakineh pour diaboliser l'Iran, *Almanar.com.lb*, 07/09/2010 ●<sup>1081</sup> Vincent Gouysse, *Crise du système impérialiste mondial*, pp. 192-193 ●<sup>1082</sup> Le chiffre d'affaires d'Areva en hausse de 6,5 %, *Challenges.fr*, 30/04/2010 ●<sup>1083</sup> AREVA et le Niger : un partenariat durable, *www.areva.com* ●<sup>1084</sup> Exploitation des gisements d'Imourarem : Le feu vert accordé enfin à Areva, *Le Républicain [Niger]*, 07/01/2009 ●<sup>1085</sup> Exploitation des gisements d'Imourarem : Le feu vert accordé enfin à Areva, *Le Républicain [Niger]*, 07/01/2009 ●<sup>1086</sup> L'Élysée s'inquiète pour les positions d'Areva au Niger, *Challenges.fr*, 09/02/2010 ●<sup>1087</sup> Echec du dialogue inter nigérien et relations internationales : Tandja bluffe, Sarkozy plaide..., *Le Canard enchaîné*, 15 février 2010, n°415 ●<sup>1088</sup> *Le Canard enchaîné*, 15 février 2010, n°415 ●<sup>1089</sup> L'Alliance Sud-Sud est une occasion de sortir de la pauvreté (Tandja), *Xinhua*, 27/09/2009 ●<sup>1090</sup> « Il faut un référendum, parce que le peuple demande que je reste », *Libération.fr*, 04/05/2009 ●<sup>1091</sup> Message de fin de campagne référendaire du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation : le ministre d'Etat salue la forte mobilisation des nigériens et lance un avertissement, *Le Sahel.org*, 05/08/2009 ●<sup>1092</sup> Résultats officiels : «Oui» à 92,5 %, *RFI.fr*, 07/08/2009 ●<sup>1093</sup> L'Union Européenne suspend son aide au développement, *www.jeuneafrique.com*, 06/11/2009 ●<sup>1094</sup> Coup d'Etat au Niger : le président arrêté et la Constitution suspendue, *Le Monde.fr*, 18/02/2010 ●<sup>1095</sup> Niger : le régime de la VI République renversé par un coup d'Etat militaire, *Xinhua*, 19/02/2010 ●<sup>1096</sup> *Dow Jones Newswires*, 19/02/2010 ●<sup>1097</sup> Le coup d'Etat pourrait favoriser la démocratie au Niger, *Reuters*, 19/02/2010 ●<sup>1098</sup> La junte militaire apporte des garanties à la mission afro-ousienne, *AFP*, 22/02/2010 ●<sup>1099</sup> Quand la junte montre les crocs, *Jeune Afrique.com*, 15/04/2010 ●<sup>1100</sup> Un diplomate chinois dénonce une campagne d'intoxication contre la coopération Chine-Niger, *Xinhua*, 05/04/2010 ●<sup>1101</sup> Relations sino-africaines : « The Dragon's Gift : The Real Story of China in Africa », *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/02/2010 ●<sup>1102</sup> The Dragon's Gift : The Real Story of China in Africa, *www.foreignaffairs.com*, Review by Nicolas van de Walle January/February 2010 ●<sup>1103</sup> 21<sup>ème</sup> siècle : le siècle chinois, *La Tribune.fr*, 01/04/2010 ●<sup>1104</sup> La France dans l'embarras quant à la baisse de son influence en Afrique, *Xinhua*, 26/02/2010 ●<sup>1105</sup> L'agitation récente en Afrique de l'Ouest est due à une ingérence occidentale, *Xinhua*, 27/02/2010 ●<sup>1106</sup> L'UE suspend son aide au développement : inquiétude à Madagascar, *RFI.fr*, 07/06/2010 ●<sup>1107</sup> Au Niger, 7 millions de personnes souffrent de la faim, *Le Monde.fr*, 23/07/2010 ●<sup>1108</sup> Un militaire français menace un journaliste au Togo, *Le Figaro.fr*, 12/08/2010 ●<sup>1109</sup> En Côte d'Ivoire, des gendarmes tirent sur des opposants, *Le Monde.fr*, 20/02/2010 ●<sup>1110</sup> Le Cambodge livre vingt Ouïghours à la Chine, *Libération.fr*, 20/12/2009 ●<sup>1111</sup> Thaïlande : les manifestations contre le gouvernement s'essouffent, *Le Point.fr*, 17/03/2010 ●<sup>1112</sup> Dans la Thaïlande rurale, les "chemises rouges" ne cèdent rien, *Reuters*, 21/05/2010 ●<sup>1113</sup> La Chine "préoccupée" par la situation en Thaïlande, *Xinhua*, 11/04/2010 ●<sup>1114</sup> Crise en Thaïlande : une "affaire intérieure", prévient Bangkok, *Le Point.fr*, 29/04/2010 ●<sup>1115</sup> Honduras : l'exil ou la prison pour le président déchu, *Libération.fr*, 21/01/2010 ●<sup>1116</sup> Honduras, "heure de vérité" pour Obama, *Le Figaro.fr*, 12/07/2009 ●<sup>1117</sup> La Chine est actuellement le modèle de développement pour la RDC (synthèse), *Xinhua*, 25/07/2010 ●<sup>1118</sup> Source des chiffres : INSEE pour la France, *Statistics Korea* pour la Corée du Sud et *Bureau of Statistics of Japan* pour le Japon ●<sup>1119</sup> Russie : prime à la naissance et polygamie pour doper les naissances ?, *Le Monde.fr*, 19/01/2010 ●<sup>1120</sup> Source : *Bureau statistique fédéral russe*, *www.gks.ru* ●<sup>1121</sup> Source : *National Bureau of Statistics of China* ●<sup>1122</sup> Pour la France, les statistiques publiées par l'INSEE ne permettent de reconstituer que les tranches d'âges 0-19 ans, 20-64 ans et 65 ans et plus. Les proportions sont alors les suivantes : 24,8 %, 58,7 % et 16,5 %. Comme le nombre annuel de naissances a été relativement stable au cours des dix-neuf dernières années (1991-2009), variant en

amplitude dans un intervalle compris entre 0,71 et 0,83 million, on considèrera sans risquer de grosses erreurs qu'au sein de la première tranche les effectifs se répartissent de façon homogène pour chaque année. Pour obtenir l'effectif approximatif de la première tranche sur un intervalle 0-14 ans, on soustrait donc les effectifs correspondant à 5 années moyennes, soit 6,5 %. On obtient l'effectif de la seconde tranche d'intervalle 15-64 ans en les y réintégrant. ● <sup>1123</sup> Chine : première baisse du ratio hommes/femmes à la naissance, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/06/2010 ● <sup>1124</sup> [www.unctad.org](http://www.unctad.org) ● <sup>1125</sup> Fin de la politique de l'enfant unique, *RFI.fr*, 12/07/2007 ● <sup>1126</sup> Chine : un vice-Premier ministre s'exprime sur le vieillissement de la population, *Xinhua*, 25/10/2009 ● <sup>1127</sup> *Chinadaily.com.cn*, 05/02/2010 ; Beijing : assouplissement de la politique de l'enfant unique, *Chinadaily.com.cn*, 25/01/2010 ● <sup>1128</sup> Espagne : le gouvernement adopte l'austérité, la rue commence à se mobiliser, *L'Express.fr*, 20/05/2010 ● <sup>1129</sup> Source des chiffres bruts : [www.stat.go.jp](http://www.stat.go.jp) ● <sup>1130</sup> Japon : défaite historique du PLD aux législatives, *AP*, 30/08/2009 ● <sup>1131</sup> Au Japon, l'opposition chasse du pouvoir les conservateurs, *Reuters*, 30/08/2009 ● <sup>1132</sup> LEAP Europe/2020, *Global Europe Anticipation Bulletin n°37*, 15 septembre 2009, p. 13 ● <sup>1133</sup> Japon/Seconde Guerre mondiale : cérémonie commémorative pour les Chinois envoyés dans les camps de travail forcé, *Xinhua*, 08/08/2009 ● <sup>1134</sup> Chine : le Japon indemnise des travailleurs forcés, *Xinhua*, 08/05/2010 ● <sup>1135</sup> La Chine et le Japon s'accordent sur leur passé, *Xinhua*, 02/02/2010 ● <sup>1136</sup> Free sex for Chinese to apologize, *The Korea Times*, 08/06/2010 ● <sup>1137</sup> 2010, un bon cru pour le Japon, *Moneyweek.fr*, 08/02/2010 ● <sup>1138</sup> La Chine, le Japon et la RC s'engagent à développer leur partenariat global, *Xinhua*, 28/09/2009 ● <sup>1139</sup> Chine/Japon : un partenariat stratégique mutuellement bénéfique dans une nouvelle phase de développement (Wen Jiabao), *Xinhua*, 10/10/2009 ● <sup>1140</sup> Obama investit la scène asiatique, *Le Figaro.fr*, 13/11/2009 ● <sup>1141</sup> U.S. pressures Japan on military package, *Washington Post.com*, 22/10/2009 ● <sup>1142</sup> Le vice-président chinois rencontre le ministre japonais des AE et le leader du PSD, *Xinhua*, 16/12/2009 ● <sup>1143</sup> Le puissant vent d'Asie, *CCTV-F*, 23/07/2009 ● <sup>1144</sup> C'est à la Chine de décider de l'appréciation de sa monnaie, selon des experts japonais (interview), *Xinhua*, 03/04/2010 ● <sup>1145</sup> Un haut responsable chinois recommande vivement une coopération économique profonde avec la Corée du Sud, *Xinhua*, 07/04/2009 ● <sup>1146</sup> La Chine et le Japon ont l'opportunité de développer davantage leurs relations, *Xinhua*, 10/02/2010 ● <sup>1147</sup> La Chine, la Corée du Sud et le Japon vont lancer une étude conjointe sur un accord trilatéral de libre-échange, *Xinhua*, 17/02/2010 ● <sup>1148</sup> Le Premier ministre japonais démissionne, *Le Point.fr*, 02/06/2010 ● <sup>1149</sup> Le Premier ministre japonais annonce sa démission à son parti, *Xinhua*, 02/06/2010 ● <sup>1150</sup> A la mi-décembre 2009, le leader du PSD avait déclaré au vice-président chinois en visite que « le PSD a toujours été fier de ses liens étroits et amicaux avec la Chine » et que « comme membre de la coalition au pouvoir », il ne ménagerait pas ses efforts « pour renforcer les échanges amicaux et le contact entre les deux peuples, particulièrement entre les jeunes des deux pays ». (Le vice-président chinois rencontre le ministre japonais des AE et le leader du PSD, *Xinhua*, 16/12/2009) ● <sup>1151</sup> La RPDC affirme avoir atteint la phase de militarisation du retraitement du plutonium extrait, *Xinhua*, 04/09/2009 ; Les Etats-Unis préoccupés de la déclaration de la RPDC sur l'uranium, *Xinhua*, 04/09/2009 ● <sup>1152</sup> La RPDC construira une centrale nucléaire (presse), *Xinhua*, 29/03/2010 ● <sup>1153</sup> Nucléaire : Pyongyang maîtriserait la fusion thermonucléaire (journal), *RIA Novosti*, 12/05/2010 ● <sup>1154</sup> Les sanctions ont un impact limité sur une Corée du Nord à la recherche de la puissance nucléaire, *Yonhap*, 11/04/2010 ● <sup>1155</sup> La Corée du Nord et la Chine commencent les travaux de construction d'une centrale hydroélectrique sur le fleuve Amnok, *Yonhap*, 01/04/2010 ● <sup>1156</sup> Chine : départ du premier train pour la RPDC transportant des voyageurs, *Xinhua*, 25/04/2010 ● <sup>1157</sup> Les Etats-Unis et l'UE appellent l'Iran et la RPDC à honorer leurs obligations internationales, *Xinhua*, 03/11/2009 ; La Corée du Sud regrette le retraitement de barres usées de combustible nucléaire par la RPDC, *Xinhua*, 03/11/2009 ; Regrets du Japon sur le retraitement du combustible nucléaire par la RPDC, *Xinhua*, 04/11/2009 ● <sup>1158</sup> La RPDC blâme les Etats-Unis pour la nucléarisation de la Péninsule coréenne, *Xinhua*, 07/12/2009 ● <sup>1159</sup> Le pactole chinois, *Tempsreel.nouvelobs.com*, 25/02/2010 ● <sup>1160</sup> L'organe officiel nord-coréen loue la visite du Premier ministre chinois en RPDC, *Xinhua*, 06/10/2009 ● <sup>1161</sup> La RPDC prête au dialogue ou à la guerre (ministère des AE), *Xinhua*, 09/03/2010 ● <sup>1162</sup> Les USA n'envisagent pas de changer la RPDC par la force (ambassadrice américaine), *Xinhua*, 10/03/2010 ● <sup>1163</sup> Hillary Clinton exprime son ferme soutien à la Corée du Sud sur le dossier de la corvette coulée, *Xinhua*, 27/05/2010 ● <sup>1164</sup> La RPDC accuse les Etats-Unis de fabriquer et de manipuler l'affaire du Cheonan, *Xinhua*, 28/05/2010 ● <sup>1165</sup> Irak : Blair savait qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive, *Libération.fr*, 27/11/2009 ● <sup>1166</sup> Guerre d'Irak : aucune preuve de l'existence d'ADM (Lavrov), *RIA Novosti*, 12/01/2010 ● <sup>1167</sup> Thierry Meyssan, 11 Septembre 2001 : L'effroyable imposture, Editions Carnot, mars 2002, ISBN : 978-2912362445 ● <sup>1168</sup> 11 septembre : l'Amérique sur le banc des accusés (*Komsomolskaïa Pravda*), *RIA Novosti*, 11/09/2007 ● <sup>1169</sup> Attentats du 11 septembre 2001 : le Parlement japonais pose les questions de Thierry Meyssan, *Voltairenet.org*, 21/01/2008 ● <sup>1170</sup> 11/9/2001 : "mensonge" (Ahmadinejad), *Le Figaro.fr*, 06/03/2010 ● <sup>1171</sup> Le 9/11 une



conception du gouvernement de l'ombre, *French.trib.ir*, 12/09/2010 ● <sup>1172</sup> Cheonan : consultations entre Moscou et Pyongyang sur une situation "dangereuse", *RIA Novosti*, 28/05/2010 ● <sup>1173</sup> Cheonan : une nouvelle guerre de Corée peu probable (experts russes), *RIA Novosti*, 27/05/2010 ● <sup>1174</sup> Lee Myung-bak : « Il n'y aura pas de guerre généralisée », *Yonhap*, 05/06/2010 ● <sup>1175</sup> La corvette Cheonan anéantie comme un bateau de papier, *RIA Novosti*, 04/06/2010 ● <sup>1176</sup> Crise coréenne : 10 000 Sud-Coréens crient vengeance à Séoul, *AFP*, 27/05/2010 ● <sup>1177</sup> 100 000 personnes manifestent à Pyongyang contre la Corée du Sud, *Xinhua*, 30/05/2010 ● <sup>1178</sup> Corée du Sud, Japon et Chine oeuvrent pour créer une zone de libre échange, *AFP*, 23/05/2010 ● <sup>1179</sup> Beijing, Tokyo et Séoul définissent une feuille de route pour la coopération dans la prochaine décennie, *Xinhua*, 29/05/2010 ● <sup>1180</sup> La visite du PM chinois au Japon renforcera les relations bilatérales (ambassadeur de Chine au Japon), *Xinhua*, 29/05/2010 ● <sup>1181</sup> Le président russe appelle à une enquête complète sur le naufrage de la corvette Cheonan, *Xinhua*, 18/06/2010 ● <sup>1182</sup> La RPDC jure d'ouvrir une enquête approfondie sur l'incident de la corvette sud-coréenne "Cheonan", *Xinhua*, 23/06/2010 ● <sup>1183</sup> La RPDC renforce la dissuasion nucléaire avec de nouvelles mesures, *Xinhua*, 28/06/2010 ● <sup>1184</sup> Cheonan : les experts russes hésitent sur les causes du naufrage (amiral), *RIA Novosti*, 24/07/2010 ● <sup>1185</sup> Doubts surface on North Korea's role in ship sinking, *Los Angeles Times.com*, 23/07/2010 ● <sup>1186</sup> La RPDC va renforcer la dissuasion nucléaire, *Xinhua*, 26/07/2010 ● <sup>1187</sup> Baotou National Rare Earth Hi-Tech Industrial Development Zone, [www.rev.cn](http://www.rev.cn) ● <sup>1188</sup> China rare earth industry report, [www.researchinchina.com](http://www.researchinchina.com), octobre 2009, pp. 2-3 ● <sup>1189</sup> Chinese metal firm buys stake in Lynas, [Chinadaily.com.cn](http://Chinadaily.com.cn), 02/05/2009 ● <sup>1190</sup> [www.lynascorp.com](http://www.lynascorp.com) ● <sup>1191</sup> Australian fears end Lynas bid, [Chinamining.org](http://Chinamining.org), 25/09/2009 ; [Alu.com.cn](http://Alu.com.cn), 25/09/2009 ● <sup>1192</sup> Lynas, International Minor Metals Conference, *Will There Be Sufficient Rare Earths To Meet Demand From Clean Energy Technology ?*, Londres, avril 2010, p. 28 ● <sup>1193</sup> L'état se resserre. Nous sommes pris à la gorge. L'opportunité est unique, *Moneyweek.fr*, 16/10/2009 ● <sup>1194</sup> The Battle Over Rare Earth Metals, *Journal of Energy Security*, 12/01/2010 ● <sup>1195</sup> L'état se resserre. Nous sommes pris à la gorge. L'opportunité est unique, *Moneyweek.fr*, 16/10/2009 ● <sup>1196</sup> La Chine envisage la lutte contre la contrebande de "terres rares", *Xinhua*, 14/09/2009 ● <sup>1197</sup> Les terres rares, ces métaux verts tant convoités, *La Tribune.fr*, 29/09/2009 ; La Chine monopolise les terres rares, *Ouest-France.fr*, 29/09/2009 ; Tempête sur les terres rares : l'économie verte en danger, *Le Post.fr*, 06/09/2009 ; L'état se resserre, nous sommes pris à la gorge, *Moneyweek.fr*, 16/10/2009 ; La guerre des terres rares démarre, *Challenges.fr*, 24/09/2009 ● <sup>1198</sup> Terres rares, *RFI.fr*, 07/09/2009 ● <sup>1199</sup> Chine : plan de réserves stratégiques de terres rares sur le gisement de Baotou, *Xinhua*, 10/02/2010 ● <sup>1200</sup> « Un rôle plus important » de la Chine sur le marché des terres rares, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/08/2010 ● <sup>1201</sup> Coup de barre du gouvernement sur l'exploitation des terres rares, *Le quotidien du Peuple en ligne*, 21/05/2010 ● <sup>1202</sup> Chine : arrestation de contrebandiers de terres rares, *Xinhua*, 14/07/2010 ● <sup>1203</sup> Baotou National Rare Earth Hi-Tech Industrial Development Zone, *Rare Earth : An introduction*, [www.rev.cn](http://www.rev.cn) ● <sup>1204</sup> Beidou : vers un système de navigation chinois ?, [www.radio86.fr](http://www.radio86.fr), 19/02/2007 ● <sup>1205</sup> La Chine contrôle jalousement ses terres rares, cruciales pour l'avenir, *AFP*, 19/11/2009 ● <sup>1206</sup> La guerre des terres rares démarre, *Challenges.fr*, 24/09/2009 ● <sup>1207</sup> About IAGS, [www.iags.org](http://www.iags.org) ● <sup>1208</sup> The Battle Over Rare Earth Metals, *Journal of Energy Security*, 12/01/2010 ● <sup>1209</sup> Lynas, International Minor Metals Conference, *Will There Be Sufficient Rare Earths To Meet Demand From Clean Energy Technology ?*, Londres, avril 2010, p. 17 ● <sup>1210</sup> Terres rares, les Etats-Unis contre-attaquent, *Usine Nouvelle.com*, 20/04/2010 ● <sup>1211</sup> China industry research and investment analysis : Rare earth metal smelting industry (2009), [www.marketresearch.com](http://www.marketresearch.com), 15/01/2009 ● <sup>1212</sup> Les terres rares, ces métaux verts tant convoités, *La Tribune.fr*, 29/09/2009 ● <sup>1213</sup> Une société sud-coréenne achète une entreprise chinoise du secteur des terres rares, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/06/2010 ● <sup>1214</sup> La Chine réduit ses quotas d'exportations de terres rares de 72 %, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/07/2010 ● <sup>1215</sup> Il y a un an, au moment même où s'ouvrait le front des terres rares, l'Institut des Ressources minières de l'Académie des Sciences géologiques de Chine annonçait la découverte d'un important gisement de métaux rares d'une valeur supérieure à 19 milliards de \$. Situé au Xinjiang à 4 000 mètres d'altitude, il comprend une réserve de 10 000 tonnes de tantalite et de 100 000 tonnes de niobium, deux éléments très utilisés dans l'électronique, l'aviation, l'énergie atomique et la mécanique. (*Xinhua*, 31/08/2009) ● <sup>1216</sup> « Terres rares », le trésor de la Chine, *Le Soir.fr*, 08/02/2010 ● <sup>1217</sup> The death of the American Century, *The Washington Post*, 20/04/2010 ● <sup>1218</sup> Noam Chomsky has "never seen anything like this", [www.truthdig.com](http://www.truthdig.com), 19/04/2010 ● <sup>1219</sup> Obama Faces Increasingly Daunting Picture Overseas, *IPS News.net*, 26/01/2010 ● <sup>1220</sup> Facing up to China, *The Economist*, 04/02/2010 ● <sup>1221</sup> Advice from Grandma, *New York Times.com*, 21/11/2009 ● <sup>1222</sup> Faut-il avoir peur de la Chine ?, *Moneyweek.fr*, 23/03/2010 ● <sup>1223</sup> « Arrogance » des Chinois ou bien « présomption » de certains Occidentaux ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/03/2010 ● <sup>1224</sup> Les trois grandes sources de risque pour la Chine, *Le*

*Quotidien du Peuple en ligne*, 09/04/2010 ● <sup>1225</sup> L'Occident ne semble pas encore prêt à inclure la Chine dans la direction des affaires du monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/05/2010 ● <sup>1226</sup> Qui sommes-nous ?, *Moneyweek.fr*, 21/08/2009 ● <sup>1227</sup> Que doit-on faire pour créer une situation nouvelle aux 45 années suivantes des relations sino-françaises ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/02/2009 ● <sup>1228</sup> West provokes China's 'hardened' stance, *Asia Times.com*, 01/04/2010 ● <sup>1229</sup> A predator becomes more dangerous when wounded, *The Guardian.co.uk*, 09/03/2007 ● <sup>1230</sup> « Un prix encombrant pour la poursuite de son mandat », *Le Figaro.fr*, 09/10/2009 ● <sup>1231</sup> La Chine félicite Obama pour son Prix Nobel de la Paix, *Xinhua*, 13/10/2009 ● <sup>1232</sup> Le prix Nobel d'Obama divise la presse mondiale, *Libération.fr*, 10/10/2009 ● <sup>1233</sup> U.S. "secret war" expands globally as Special Operations forces take larger role, *Washington Post*, 04/06/2010 ● <sup>1234</sup> Obama demande 33 milliards de dollars de plus pour l'Afghanistan, *Reuters*, 01/02/2010 ; Le Congrès US vote une rallonge budgétaire pour l'Afghanistan, *Reuters*, 28/07/2010 ● <sup>1235</sup> Wars sending U.S. into ruin, *Toronto Sun*, 05/02/2010 ● <sup>1236</sup> La Chine mécontente du rapport américain sur sa construction militaire, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 03/02/2010 ● <sup>1237</sup> *SIPRI Yearbook 2010*, 02/06/2010 ● <sup>1238</sup> 2009, année record pour les dépenses militaires mondiales, *Le Monde.fr*, 02/06/2010 ● <sup>1239</sup> Source : *SIPRI Yearbook 2010 — Military expenditure* ● <sup>1240</sup> US Bureau of Economic Analysis, *Table 1.1.5. Gross Domestic Product*, 07/09/2010 ● <sup>1241</sup> La Russie accuse les Etats-Unis de ralentir les négociations sur le désarmement nucléaire, *Xinhua*, 17/12/2009 ● <sup>1242</sup> La Russie s'inquiète du développement du bouclier anti-missile américain (officiel), *Xinhua*, 26/02/2010 ● <sup>1243</sup> La Russie se réserve la possibilité de sortir de START, *AP*, 06/04/2010 ● <sup>1244</sup> Les missiles Patriot arriveront en Pologne dans les prochains jours (ministre de la Défense), *Xinhua*, 21/05/2010 ● <sup>1245</sup> Le président russe affirme l'existence d'une potentielle menace de guerre, *Xinhua*, 07/05/2010 ● <sup>1246</sup> La Chine appelle à célébrer la paix à l'occasion du 65e anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale, *Xinhua*, 06/05/2010 ● <sup>1247</sup> Fidel Castro avertit Obama de ne pas attaquer l'Iran, *Xinhua*, 08/08/2010 ● <sup>1248</sup> Croissance de la part américaine dans la vente mondiale d'armes pendant la récession, *Xinhua*, 07/09/2009 ● <sup>1249</sup> La crise oblige la Grèce à réduire le poids surréaliste de ses dépenses militaires, *Le Monde.fr*, 18/02/2010 ● <sup>1250</sup> Paris et Berlin appelés à démanteler l'imbröglio de l'A400M, *Reuters*, 28/01/2010 ● <sup>1251</sup> Louis Gallois craint un effet domino sur les programmes militaires, *Usine Nouvelle.com*, 10/06/2010 ● <sup>1252</sup> Les annulations de commandes menacent l'A400M, prévient Airbus, *Reuters*, 06/08/2010 ● <sup>1253</sup> *EADS.com*, 14/05/2010 ● <sup>1254</sup> L'armée française devra faire 3,5 milliards d'euros d'économies, *Reuters*, 02/07/2010 ● <sup>1255</sup> Chasseur J-11 : la copie "made in China" du Su-27 qui inquiète Moscou (Vedomosti), *RIA Novosti*, 21/02/2008 ● <sup>1256</sup> Su-33 : le chasseur russe pas menacé par son clone chinois (expert), *RIA Novosti*, 04/06/2010 ● <sup>1257</sup> Le géant de l'aviation établit une filiale de défense à Beijing, *Le Quotidien du peuple en ligne*, 27/03/2009 ● <sup>1258</sup> Défense : la Marine russe devrait disposer de 50 sous-marins nucléaires (vice-amiral), *RIA Novosti*, 20/03/2010 ; "Severodvinsk" : une longue attente pour un cadeau hors de prix, *RIA Novosti*, 18/06/2010 ● <sup>1259</sup> Chasseur de 5<sup>e</sup> génération : la Russie fer de lance de l'aviation militaire, *RIA Novosti*, 29/01/2010 ● <sup>1260</sup> Chasseur russo-indien de 5<sup>e</sup> génération : le contrat de construction signé début mars (officiel), *RIA Novosti*, 15/02/2010 ● <sup>1261</sup> Russie : contrat de 1,2 Md \$ avec l'Inde, *Le Figaro.fr*, 18/01/2010 ● <sup>1262</sup> La Russie livrera un porte-avions à l'Inde à la fin de 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/02/2010 ● <sup>1263</sup> Pourquoi la Chine ne possède-t-elle pas de porte-avions ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/01/2010 ● <sup>1264</sup> Li Dianren : la Chine décidera du calendrier de fabrication de porte-avions selon le développement de la situation, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/03/2010 ● <sup>1265</sup> La construction de porte-avions à l'ordre du jour en Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/04/2009 ● <sup>1266</sup> La Chine pourrait disposer d'un porte-avions opérationnel dès 2012, *Aujourd'hui la Chine.com*, 01/04/2010 ● <sup>1267</sup> L'essor de la marine chinoise : Pékin bâtit deux portes-avions, *Rue 89.com*, 06/01/2009 ● <sup>1268</sup> Aéronavale : la Chine, serait-elle en train de "cloner" l' "Admiral Koznetsov" ?, *RIA Novosti*, 22/10/2009 ● <sup>1269</sup> Chine : fusion des divisions IT d'une société d'Etat chinoise spécialisée dans les technologies de défense, *Xinhua*, 20/08/2009 ● <sup>1270</sup> La Chine confirme la nature défensive de son test d'interception de missile, *Xinhua*, 12/01/2010 ● <sup>1271</sup> <http://www.fas.org/nuke/guide/summary.htm> ● <sup>1272</sup> La défense nationale de la Chine en l'an 2000, *Office d'information du Conseil des Affaires d'Etat de la République populaire de Chine*, septembre 2000 ● <sup>1273</sup> Les missiles nucléaires chinois à l'abri d'un tunnel secret, *Le Figaro.fr*, 18/12/2009 ● <sup>1274</sup> S-300 : Moscou livre à Pékin 15 unités de systèmes antimissiles sol-air, *RIA Novosti*, 02/04/2010 ● <sup>1275</sup> Report : Chinese Develop Special "Kill Weapon" to Destroy U.S. Aircraft Carriers, *US Naval Institute.org*, 31/03/2009 ● <sup>1276</sup> La Chine salue la reprise du dialogue entre l'Inde et le Pakistan, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/02/2010 ; La Chine se félicite du dialogue entre l'Inde et le Pakistan pour résoudre leurs différends, *Xinhua*, 04/05/2010 ● <sup>1277</sup> La Chine et l'Inde conviennent de réduire leurs différends sur les questions frontalières, *Xinhua*, 24/10/2009 ; La Chine s'engage à maintenir la paix et la stabilité à la frontière avec l'Inde, *Xinhua*, 11/05/2010 ● <sup>1278</sup> Rencontre entre le président chinois et le Premier ministre pakistanais, *Xinhua*, 13/10/2009 ● <sup>1279</sup> L'alliance Chine-Inde est-elle inquiétante ?,

*Moneyweek.fr*, 15/03/2010 ● <sup>1280</sup> Un journal indien salue la réforme démocratique au Tibet, *Xinhua*, 29/03/2009 ● <sup>1281</sup> US, India military brass discuss China's rising power, *Times of India*, 13/04/2010 ● <sup>1282</sup> Les chefs d'Etat chinois et indien s'engagent à renforcer la coopération, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/05/2010 ● <sup>1283</sup> Bush Sr, Gorbatchev et Kohl commémorent la chute du mur à Berlin, *Reuters*, 31/10/2009 ; Chute du Mur, Merkel remercie Gorbatchev et Walesa, *Libération.fr*, 09/11/2009 ● <sup>1284</sup> Obama investit la scène asiatique, *Le Figaro.fr*, 13/11/2009 ● <sup>1285</sup> Les Etats-Unis ont besoin d'une pérestroïka (Gorbatchev), *RIA Novosti*, 16/09/2009 ● <sup>1286</sup> Gorbatchev : « On a évité une troisième guerre mondiale », *Le Figaro.fr*, 14/10/2009 ● <sup>1287</sup> L'égérie de la "révolution orange" peut en devenir le bourreau (Ianoukovitch), *RIA Novosti*, 09/02/2010 ● <sup>1288</sup> Ukraine/Présidentielle : un scrutin conforme aux normes démocratiques (OSCE), *RIA Novosti*, 08/02/2010 ● <sup>1289</sup> La Russie espère de meilleures relations avec l'Ukraine sous Ianoukovitch, *Xinhua*, 11/02/2010 ● <sup>1290</sup> Energie : Moscou et Kiev pourraient réaliser des projets dans des pays tiers, *RIA Novosti*, 05/03/2010 ● <sup>1291</sup> Baisse historique de la consommation d'électricité mondiale, *Libération.fr*, 16/11/2009 ● <sup>1292</sup> Les relations sino-ukrainiennes s'amélioreront sous l'administration de M. Ianoukovitch (experts), *Xinhua*, 10/02/2010 ● <sup>1293</sup> L'Ukraine souhaite renforcer sa coopération avec la Chine dans les domaines commercial et économique, *Xinhua*, 22/06/2009 ● <sup>1294</sup> Le parlement ukrainien adopte un projet de loi pour assurer son statut de "non-aligné", *Xinhua*, 03/06/2010 ● <sup>1295</sup> Droits de l'homme : un rapport US épingle la Chine, *Tempsreel.nouvelobs.com*, 12/03/2010 ● <sup>1296</sup> Chine : réhabilitation de bidonvilles à Urumqi, *Xinhua*, 04/02/2010 ● <sup>1297</sup> Les représentants du Tibet et du Xinjiang à la CCPPC réfutent le rapport américain sur les droits de l'Homme, *Xinhua*, 12/03/2010 ● <sup>1298</sup> La Chine publie un rapport sur les droits de l'Homme aux Etats-Unis, *Xinhua*, 12/03/2010 ● <sup>1299</sup> 21<sup>ème</sup> siècle : le siècle chinois, *La Tribune.fr*, 01/04/2010 ● <sup>1300</sup> La Chine riposte, par son propre rapport sur les droits de l'homme, à celui des Etats-Unis, *Xinhua*, 27/02/2009 ● <sup>1301</sup> Levée de boucliers internationale contre le rapport américain sur les droits de l'Homme, *Xinhua*, 14/03/2010 ● <sup>1302</sup> La Chine réfute le rapport annuel britannique sur les droits de l'Homme, *Xinhua*, 18/03/2010 ● <sup>1303</sup> La bavure de Jackie Chan, *Paris Match.com*, 21/04/2009 ● <sup>1304</sup> Jackie Chan, roi du kung fu chinois, dérape politiquement, *Rue 89.com*, 25/04/2009 ● <sup>1305</sup> Réinventer l'économie, une priorité pour 2010, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/03/2010 ● <sup>1306</sup> Disparité aggravante et criante entre riches et pauvres en Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/05/2010 ● <sup>1307</sup> Les experts appellent à une redistribution plus équitable des richesses, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/08/2010 ● <sup>1308</sup> La Chine promouvra dans tous les domaines le « travail décent », *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/05/2010 ● <sup>1309</sup> Beijing : augmentation de 20 % du salaire minimum à partir du 1<sup>er</sup> juillet, *Xinhua*, 03/06/2010 ● <sup>1310</sup> La hausse des salaires minimum va faire évoluer la politique commerciale chinoise, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/06/2010 ● <sup>1311</sup> Des provinces de Chine vont relever le salaire minimum, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/07/2010 ● <sup>1312</sup> Les entreprises à capitaux étrangers installées en Chine doivent faire des efforts pour augmenter le salaire des travailleurs, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/06/2010 ● <sup>1313</sup> Wen Jiabao souhaite une amélioration du niveau de vie de la population, *Xinhua*, 30/03/2010 ● <sup>1314</sup> Des provinces de Chine vont relever le salaire minimum, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/07/2010 ● <sup>1315</sup> Etrangers en Chine : la fin du tapis rouge, *HEC Eurasia Institute*, mai 2007, pp. 2 et 4 ● <sup>1316</sup> Les entreprises à capitaux étrangers installées en Chine doivent faire des efforts pour augmenter le salaire des travailleurs, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/06/2010 ● <sup>1317</sup> Les entreprises doivent s'attendre à une augmentation du coût du travail en Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/06/2010 ● <sup>1318</sup> Les entreprises à capitaux étrangers installées en Chine doivent faire des efforts pour augmenter le salaire des travailleurs, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/06/2010 ● <sup>1319</sup> Les entreprises doivent s'attendre à une augmentation du coût du travail en Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/06/2010 ● <sup>1320</sup> Statistical Communiqué de the People's Republic of China on the 2009 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 25/02/2010 ● <sup>1321</sup> Un vice-PM chinois met l'accent sur la réforme des soins médicaux, *Xinhua*, 27/09/2009 ● <sup>1322</sup> Hu Jintao appelle à une couverture maladie pour tous les Chinois, *Xinhua*, 29/05/2010 ● <sup>1323</sup> Barack Obama promulgue la réforme historique de l'assurance santé, *AP*, 23/03/2010 ● <sup>1324</sup> Wen Jiabao : la Chine va assouplir les restrictions sur le "hukou", *Xinhua*, 05/03/2010 ● <sup>1325</sup> Démocratie US : une journaliste de CNN licenciée pour avoir loué Sayed Fadlallah, *French.trib.ir*, 08/07/2010 ● <sup>1326</sup> La Chine rejette les critères occidentaux en matière de droits de l'Homme, *Xinhua*, 29/07/2010 ● <sup>1327</sup> Les images d'une évacuation musclée de squatteurs suscitent une polémique qui montre l'échec de la nouvelle politique française d'immigration, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/08/2010 ; France, une vidéo montre des policiers qui brutalisent des immigrants, *CCTV-F*, 02/08/2010 ● <sup>1328</sup> *Alternatives internationales*, hors-série n°7, décembre 2009, p. 136 ● <sup>1329</sup> Source : site internet de l'UMP — [http://archives.u-m-p.org/propositions/index.php?id=credit\\_hypothecaire](http://archives.u-m-p.org/propositions/index.php?id=credit_hypothecaire) ● <sup>1330</sup> Christine Lagarde : « Nous allons simplifier

et rendre plus efficaces les aides fiscales à l'accession à la propriété », *Les Echos.fr*, 03/08/2010 ; Crédit immobilier: ce qui va changer en 2011, *L'Express.fr*, 04/08/2010 ● <sup>1331</sup> Les loyers stagnent, mais ceux des HLM augmentent, *Le Monde.fr*, 10/03/2010 ● <sup>1332</sup> Un nouveau prêt à taux zéro pour les dépenses de santé, *Le Monde.fr*, 08/02/2010 ● <sup>1333</sup> Dettes : l'Etat invente le mouvement perpétuel, *Moneyweek.fr*, 17/04/2010 ● <sup>1334</sup> Los Angeles, une mégapole au bord de la faillite, *Les Echos.fr*, 06/07/2010 ● <sup>1335</sup> Les défauts de paiement battent des records aux USA, *Le Figaro.fr*, 21/08/2009 ● <sup>1336</sup> Richesse négative, "mal-emploi" et fausse reprise, *Moneyweek.fr*, 06/04/2010 ● <sup>1337</sup> Aux Etats-Unis, les "walk away" laissent leur maison... et leur dette aux banquiers, *Le Monde.fr*, 08/02/2010 ● <sup>1338</sup> Immobilier américain : nouvelles aides pour limiter les saisies de logements, *Capital.fr*, 26/03/2010 ● <sup>1339</sup> Record du nombre de saisies immobilières en 2009 aux Etats-Unis, *Reuters*, 14/01/2010 ● <sup>1340</sup> La confiance des promoteurs américains à un plus bas de 15 mois, *Reuters*, 19/07/2010 ● <sup>1341</sup> Tous les chiffres exprimés en \$ s'entendent en rythme annualisé. Source des chiffres bruts : US Bureau of Economic Analysis ([www.bea.gov](http://www.bea.gov)), — Table 1.1.5. Gross Domestic Product ● <sup>1342</sup> Le scénario d'une rechute de l'immobilier britannique se précise, *Capital.fr*, 19/07/2010 ● <sup>1343</sup> Après les subprimes, l'acte II de la crise immobilière américaine, *Moneyweek.fr*, 12/02/2010 ● <sup>1344</sup> L'immobilier commercial américain se prépare à une nouvelle vague de défaillances, *Agefi.fr*, 23/02/2010 ● <sup>1345</sup> La bombe à retardement, c'est l'immobilier, *Libération.fr*, 18/01/2010 ● <sup>1346</sup> Vincent Gouysse, *Crise du système impérialiste mondial*, pp. 221-222 ● <sup>1347</sup> Obama exhorte le Sénat à voter une régulation sur les produits financiers dérivés, *AP*, 16/04/2010 ● <sup>1348</sup> Le nombre de faillites aux USA au plus haut depuis fin 2005, *Reuters*, 17/08/2010 ● <sup>1349</sup> Aux Etats-Unis, le taux de chômage reste préoccupant, *Le Monde.fr*, 19/08/2010 ● <sup>1350</sup> Chute des ventes de voitures en Europe en juillet, *La Tribune.fr*, 16/08/2010 ● <sup>1351</sup> La chute du marché immobilier américain provoque le décrochage des Bourses, *Le Monde.fr*, 24/08/2010 ● <sup>1352</sup> « La croissance va rester faible », *Le Figaro.fr*, 06/09/2010 ● <sup>1353</sup> Les Américains croient au scénario de la récession, *Le Journal des Finances*, 11/09/2010 ● <sup>1354</sup> Le plan de relance a coûté plus qu'il n'a rapporté, *Le Figaro.fr*, 14/09/2010 ● <sup>1355</sup> L'Europe va manger le trèfle par la racine, *Moneyweek.fr*, 14/09/2010 ● <sup>1356</sup> La Société Générale se prépare à un effondrement économique mondial, *Le Journal des Finances*, 20/11/2009 ● <sup>1357</sup> En désespoir de crise, *Libération.fr*, 25/10/2009 ● <sup>1358</sup> Puma va fermer un tiers de ses magasins dans le monde, *Le Figaro.fr*, 15/01/2010 ● <sup>1359</sup> Les Islandais dévorent leurs derniers McDo, *Le Figaro.fr*, 31/10/2009 ● <sup>1360</sup> Mc Donald's fermera 430 fast foods au Japon, *Aujourd'hui le Japon.com*, 10/02/2010 ● <sup>1361</sup> Engraissez votre portefeuille en Chine, *Moneyweek.fr*, 20/05/2010 ; McDonald's vise les 2.000 établissements en 2013, *Les Echos*, n° 20648, 01/04/2010, p. 26 ● <sup>1362</sup> Carrefour confirme la fermeture de 21 magasins en Belgique, *Reuters*, 23/02/2010 ● <sup>1363</sup> Pour Carrefour, il n'y a "pas de reprise", *Moneyweek.fr*, 13/10/2009 ● <sup>1364</sup> Les supermarchés internationaux comme Carrefour et Walmart accélèrent leur développement en Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/07/2010 ● <sup>1365</sup> Le projet de Shanghai Disneyland est approuvé, *Xinhua*, 04/11/2009 ● <sup>1366</sup> Les chinois bientôt rois de la consommation, *Le Figaro.fr*, 14/01/2010 ● <sup>1367</sup> De plus en plus d'Américains souffrent de la faim, *Reuters*, 02/02/2010 ● <sup>1368</sup> La pauvreté aux Etats-Unis devrait enregistrer une hausse record pour 2009, *AP*, 14/09/2010 ; Le taux de pauvreté aux Etats-Unis augmente en 2009, passant à 14,3 %, *AP*, 16/09/2010 ● <sup>1369</sup> Allemagne : augmentation brute du nombre de personnes vivant dans la "pauvreté" (nouvelle étude), *Xinhua*, 18/02/2010) ● <sup>1370</sup> INSEE, *Tableaux de l'économie française* (édition 2010), p. 62 ● <sup>1371</sup> INSEE, *Les revenus et le patrimoine des ménages*, édition 2010 ● <sup>1372</sup> La crise fait baisser la pression fiscale en France, *Le Figaro.fr*, 07/10/2009 ● <sup>1373</sup> Conjoncture : Malgré la maîtrise des dépenses dans les ministères, l'État ne parvient toujours pas à équilibrer ses comptes, *Le Figaro.fr*, 30/09/2009 ● <sup>1374</sup> Un pas de plus vers la faillite de la France..., *Moneyweek.fr*, 31/05/2010 ● <sup>1375</sup> US Bureau of Economic Analysis, *Table 3.1. Government Current Receipts and Expenditures* ● <sup>1376</sup> La dette des régions explose, *Capital.fr*, 25/02/2010 ● <sup>1377</sup> Sous la hausse des impôts locaux, *Les Echos.fr*, 19/04/2010 ● <sup>1378</sup> Les Français, touristes "radins", *AP*, 17/08/2010 ● <sup>1379</sup> 23 % de chinois rentrés dans la classe moyenne, *China Daily.com.cn*, 02/02/2010 ● <sup>1380</sup> Le nombre des personnes appartenant à la classe moyenne en Chine devrait atteindre 700 millions en 2020, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 19/07/2010 ● <sup>1381</sup> La population de la classe moyenne chinoise a augmenté de 46 % en 5 ans, *Agoravox.fr*, 07/08/2009 ● <sup>1382</sup> La classe moyenne urbaine chinoise atteindra les 690 millions de personnes d'ici à 2025, *Xinhua*, 13/06/2006 ● <sup>1383</sup> Source des chiffres bruts : INSEE, *Tableaux de l'économie française* (édition 2010), p. 166 ● <sup>1384</sup> A Grenoble, une nuit "calme" malgré des coups de feu, *Le Monde.fr*, 19/07/2010 ● <sup>1385</sup> Chronique d'une banlieue ordinaire : Histoire du quartier (2) — « Les années 70, c'est là que tout a commencé à aller mal... », <http://lacourneuve.blog.lemonde.fr>, 20/07/2010 ● <sup>1386</sup> INSEE, *Tableaux de l'économie française* (édition 2010), p. 87 ● <sup>1387</sup> Chômage des jeunes : le risque d'une "génération perdue", *Le Monde.fr*, 12/08/2010 ● <sup>1388</sup> L'OIT s'inquiète de l'aggravation record du chômage des jeunes, *Reuters*, 12/08/2010 ● <sup>1389</sup> Combien de voitures brûlées au nouvel an ?, *Libération.fr*, 06/01/2010 ● <sup>1390</sup> 14 juillet et voitures brûlées : censure

des chiffres, pourquoi ?, *Le Post.fr*, 18/07/2010 ● <sup>1391</sup> Le grand retour de Karl Marx et de son *Capital*, *Eco 89.fr*, 16/05/2009 ● <sup>1392</sup> Natixis, *Une lecture marxiste de la crise*, Flash Economie, n°02, 6 janvier 2010, pp. 1-8 ● <sup>1393</sup> L'économie chinoise, à l'ordre du jour de la session 2010 de l'APN, attire l'attention mondiale, *Xinhua*, 10/03/2010 ● <sup>1394</sup> L'entreprise : La crise fait bondir l'absentéisme au travail, *Le Figaro.fr*, 12/01/2010 ● <sup>1395</sup> Le sentiment de déclassement monte chez les cadres, *Le Monde.fr*, 20/02/2010 ● <sup>1396</sup> Le Parlement français adopte une réforme de la fonction publique, *Reuters*, 23/07/2009 ● <sup>1397</sup> France : « recul en arrière » du statut social de la classe moyenne, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/07/2010 ● <sup>1398</sup> "Dépenses sociales, retraite, assurance maladie... le gouvernement se prépare à casser les amortisseurs sociaux", *Capital.fr*, 12/02/2010 ● <sup>1399</sup> Les partenaires sociaux à la rescousse des chômeurs en fin de droits, *Reuters*, 05/02/2010 ● Le bouclier fiscal a coûté 586 millions d'euros à l'Etat en 2009, *Reuters*, 06/04/2010 ● <sup>1401</sup> « Un travail décent doit permettre de gagner sa vie sans la perdre », *Libération.fr*, 07/10/2009 ● <sup>1402</sup> L'insurrection sociale aux oubliettes de l'histoire, *Slate.fr*, 01/02/2010 ● <sup>1403</sup> A Dunkerque, les salariés de Total sont amers, *Le Monde.fr*, 24/02/2010 ● <sup>1404</sup> General Motors : les salariés de Strasbourg acceptent le plan de reprise, *Le Monde.fr*, 20/07/2010 ● <sup>1405</sup> Continental propose des postes à 137 euros par mois à ses salariés, *Le Monde.fr*, 29/03/2010 ● <sup>1406</sup> Les ouvriers français sont des arabes comme les autres, *Plan B.org*, 02/03/2010 ● <sup>1407</sup> Aux Pays-Bas, la droite radicale et xénophobe profite de la crise politique, *Le Monde.fr*, 01/03/2010 ● <sup>1408</sup> L'Espagne en crise se retourne contre ses immigrés, *Le Figaro.fr*, 21/01/2010 ● <sup>1409</sup> Au total, 45 % des voix pour les séparatistes en Flandre, *Le Monde.fr*, 13/06/2010 ; Les séparatistes flamands devraient s'allier aux socialistes wallons, *Le Monde.fr*, 14/06/2010 ● <sup>1410</sup> Vincent Gouysse, *Crise du système impérialiste mondial*, p. 229 ● <sup>1411</sup> Sarah Palin annonce une nouvelle révolution conservatrice en Amérique, *La Tribune.fr*, 07/02/2010 ; Le mouvement Tea Party peut-il faire perdre les élections aux républicains ?, *Le Monde.fr*, 15/09/2010 ; Le mouvement "Tea Party" pose de vraies questions, juge McCain, *Reuters*, 21/09/2010 ● <sup>1412</sup> L'Amérique raciste se réveille, *Libération.fr*, 22/09/2009 ● <sup>1413</sup> USA : les minorités ethniques pourraient devenir majoritaires d'ici 2050, *AP*, 10/03/2010 ● <sup>1414</sup> Les Français plus préoccupés par le chômage que par la sécurité, *Reuters*, 12/09/2010 ● <sup>1415</sup> Drogue en Russie : tristes statistiques (Intérieur), *RIA Novosti*, 16/06/2010 ● <sup>1416</sup> Massacre de Katyn : une vengeance de Staline (Poutine), *RIA Novosti*, 07/04/2010 ● <sup>1417</sup> Camps de concentration polonais : les prisonniers russes crevaient comme des mouches, *RIA Novosti*, 28/09/2009 ● <sup>1418</sup> Moscou : pas d'affiches de Staline, *Le Figaro.fr*, 29/04/2010 ● <sup>1419</sup> Boom de la cocaïne en France : "Aujourd'hui, des ados se font une ligne devant tout le monde", *Le Post.fr*, 05/02/2010 ● <sup>1420</sup> 99 % des 12-17 ans s'adonnent aux jeux vidéo, *01.net*, 22/12/2009 ● <sup>1421</sup> Les coréens privés de jeux après minuit, *Clubic.com*, 13/04/2010 ; Blame America & South Korea, *Canard PC.com*, 23/08/2010 ● <sup>1422</sup> Régionales : le désintérêt des Français souligne la perte de confiance dans le politique, *Le Monde.fr*, 04/03/2010 ● <sup>1423</sup> Plus de la moitié des Français pensent qu'il faut rendre le vote obligatoire, *Xinhua*, 09/06/2009 ● <sup>1424</sup> Européennes : nouveau record d'abstention, entre 60 % et 59,5 %, selon des sondages, *AP*, 07/06/2009 ● <sup>1425</sup> Les jeunes épargnés par la rigueur au nom de la paix sociale, *Reuters*, 26/08/2010 ● <sup>1426</sup> L'Assemblée adopte le texte sur la sécurité intérieure, *Reuters*, 16/02/2010 ● <sup>1427</sup> Le médiateur de la République voit la France en noir, *Reuters*, 23/02/2010 ● <sup>1428</sup> Les berlinoises brûlent à Berlin, *Yahoo.fr*, 27/10/2009 ● <sup>1429</sup> Un petit avion percute un bureau des impôts à Austin, au Texas, *Reuters*, 18/02/2010 ● <sup>1430</sup> Cette lettre a été publiée par le *Washington Post* à l'adresse suivante : <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/politics/documents/JoeStackmanifestoonweb.pdf> ● <sup>1431</sup> Chine : nouvelle campagne contre les caisses noires des administrations, *Xinhua*, 11/06/2009 ● <sup>1432</sup> Chine : 94,12 milliards de yuans de fonds détournés ont été récupérés en 2009, *Xinhua*, 23/06/2010 ● <sup>1433</sup> Hu Jintao promet de punir sévèrement les fonctionnaires corrompus, *Xinhua*, 12/01/2010 ● <sup>1434</sup> Le PCC publie un code de déontologie pour un gouvernement propre, *Xinhua*, 23/02/2010 ● <sup>1435</sup> Les fonctionnaires chinois vont devoir déclarer les biens de leur famille, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/07/2010 ● <sup>1436</sup> Chine : un ancien responsable du Jilin condamné à mort, *Xinhua*, 28/05/2010 ● <sup>1437</sup> Chine : un ancien responsable de l'APN condamné à perpétuité, *Xinhua*, 10/05/2010 ● <sup>1438</sup> Chine : la protection des dénonciateurs d'actes de corruption va être renforcée, *Xinhua*, 22/06/2010 ● <sup>1439</sup> La Chine économise 1,6 milliard de yuans en réduisant les voyages à l'étranger des fonctionnaires, *Xinhua*, 02/04/2010 ● <sup>1440</sup> Des hauts dirigeants chinois rejoignent la foule participant à la soirée de gala de la Fête nationale, *Xinhua*, 01/10/2009 ● <sup>1441</sup> Chine : les excuses de Wen Jiabao lui rapportent des éloges, *Xinhua*, 14/10/2009 ● <sup>1442</sup> Les affaires aggravent le désaveu des français pour la politique, *Le Monde.fr*, 05/07/2010 ● <sup>1443</sup> Copé pour baisser les budgets de fonctionnement des ministères, *Reuters*, 26/06/2010 ● <sup>1444</sup> Nicolas Sarkozy veut un Etat exemplaire au train de vie réduit, *Reuters*, 28/06/2010 ● <sup>1445</sup> Sur le feuilleton Woerth-Bettencourt, voir par exemple les articles et dépêches suivantes : « L'ex-comptable des Bettencourt accuse » (*Mediapart.com*, 06/07/2010) ; « Les Bettencourt auraient financé des personnalités de la

droite française » (*Le Monde.fr*, 06/07/2010) ; Mediapart, un site internet devenu la bête noire du gouvernement (*Reuters*, 07/07/2010) ; « Les carnets de l'ex-comptable de Bettencourt réapparaissent » (*Reuters*, 08/07/2010) ; Affaire Bettencourt : la saisine d'un juge d'instruction est désormais nécessaire, *Le Monde.fr*, 16/07/2010 ; La déposition de Maistre met Woerth en difficulté (*Le Figaro.fr*, 17/07/2010) ; De nouveaux éléments accréditent la thèse d'une rencontre entre MM. Woerth et Maistre en janvier 2007, *Le Monde.fr*, 24/07/2010 ; Woerth se dit victime d'une « lapidation médiatique », *Libération.fr*, 30/08/2010 ; De nouveaux documents embarrassants pour Eric Woerth, *Le Monde.fr*, 31/08/2010 ; Affaire Bettencourt : La lettre qui contredit Eric Woerth, *L'Express.fr*, 31/08/2010 ; France : perquisition au siège de l'UMP (majorité présidentielle) dans le cadre de l'affaire Bettencourt, *Xinhua*, 09/09/2010. ●<sup>1446</sup> "Nos retraites, parce que nous le valons bien", *Le Monde.fr*, 07/09/2010 ●<sup>1447</sup> Nous renvoyons ici à un excellent article : « Mondial de football 2010 : Dégénérés de tous les pays, réveillez-vous ! », *Mecanopolis.org*, 18/06/2010 ●<sup>1448</sup> Mondial : La France dérape contre la Chine, *Reuters*, 04/06/2010 ●<sup>1449</sup> La « grève des Bleus » traduit en fait un malaise social, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/06/2010 ●<sup>1450</sup> L'échec des Bleus, reflet du malaise français pour un site du Parti communiste chinois, *Aujourd'hui la Chine.com*, 23/06/2010 ●<sup>1451</sup> Le ciel au-dessus de la zone libérée, *CCTV-F*, 11/12/2009 ●<sup>1452</sup> Quand les Chinois luttent pour leurs droits, *Alternatives internationales*, hors-série n°7, décembre 2009, p. 126 ●<sup>1453</sup> La politique de rigueur est inutile, *Moneyweek.fr*, 16/06/2010 ●<sup>1454</sup> En route vers une nouvelle ère, *CCTV-F*, 08/01/2010 ●<sup>1455</sup> Clip disponible en téléchargement sur [www.marxisme.fr](http://www.marxisme.fr) ●<sup>1456</sup> Découvrez comment l'économie chinoise domine le monde depuis l'an... 1500, *La Tribune.fr*, 17/08/2010 ●<sup>1457</sup> Spéciale Chine : Comment elle devient le n°1 mondial, *Le Point*, n°1945-1946, 24-31 décembre 2009, p. 187 ●<sup>1458</sup> Antoine Frérot : "le pays est porté par une ambition collective", *La Tribune.fr*, 09/08/2010 ●<sup>1459</sup> Les élèves chinois commencent le nouveau semestre en regardant le programme télé "Rêve Chinois", *Xinhua*, 01/09/2010 ●<sup>1460</sup> Clip disponible en téléchargement sur [www.marxisme.fr](http://www.marxisme.fr) ●<sup>1461</sup> Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*, Fayard, 1973, p. 360 ●<sup>1462</sup> Vincent Gouysse, *Impérialisme et anti-impérialisme*, pp. 141-142 ●<sup>1463</sup> Explication du "miracle chinois" du point de vue économique, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/03/2010 ●<sup>1464</sup> Vincent Gouysse, *Impérialisme et anti-impérialisme*, pp. 133, 134 et 138 ●<sup>1465</sup> Obama investit la scène asiatique, *Le Figaro.fr*, 13/11/2009 ; Les affaires du monde soumises au tandem Chine-Etats-Unis, *Le Monde.fr*, 19/12/2009 ●<sup>1466</sup> Wen rejette les allégations selon lesquelles la Chine et les Etats-Unis monopoliseraient les affaires mondiales dans l'avenir, *Xinhua*, 20/05/2009 ●<sup>1467</sup> La Chine ne veut pas de l'appellation de "G2", *Xinhua*, 18/11/2009 ●<sup>1468</sup> Le "G2" Chine-Etats-Unis a du plomb dans l'aile après Copenhague, [www.ladepêche.fr](http://www.ladepêche.fr), 21/12/2009 ●<sup>1469</sup> La Chine ne cherche pas à occuper un rôle hégémonique (Affaires étrangères), *Xinhua*, 09/02/2010 ●<sup>1470</sup> La Chine est attachée au développement pacifique : Premier ministre, *Xinhua*, 01/06/2010 ●<sup>1471</sup> Un petit village, *CCTV-F*, 24/02/2010 ●<sup>1472</sup> La Chine doit-elle déplacer ailleurs le « Made in China » ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/03/2010 ●<sup>1473</sup> Gros contrats étrangers pour la Chine en matière de construction de chemins de fer pour TGV, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/07/2010 ●<sup>1474</sup> Source des chiffres : OMPI, *World intellectual property indicators 2010*, p. 24 ●<sup>1475</sup> Les pays industrialisés investissent moins, la Chine innove, *Reuters*, 15/09/2010 ●<sup>1476</sup> Chanter à pleine voix dans l'ouest, *CCTV-F*, 15/01/2010 ●<sup>1477</sup> Source des chiffres bruts : *National Bureau of Statistics of China* ●<sup>1478</sup> Chine : mise en service du plus grand centre logistique du Tibet, *Xinhua*, 18/08/2009 ●<sup>1479</sup> La Chine établira sa première zone nationale de transferts industriels, *Xinhua*, 22/01/2010 ●<sup>1480</sup> La protection sociale devra être améliorée dans les régions de l'ouest de la Chine (Wen Jiabao), *Xinhua*, 26/03/2010 ●<sup>1481</sup> Sinopec obtient l'approbation du gouvernement chinois pour son rachat d'Addax, *Xinhua*, 12/08/2009 ●<sup>1482</sup> Le chinois Sinopec rachète le canadien Addax Petroleum, *Easybourse.com*, 25/06/2009 ●<sup>1483</sup> Signature d'une série d'accords entre la Chine et le Venezuela, *Xinhua*, 18/04/2010 ●<sup>1484</sup> La visite de Hu Jintao à Moscou va renforcer le partenariat stratégique avec la Russie (ministère chinois des A.E.), *Xinhua*, 05/05/2010 ●<sup>1485</sup> Les dirigeants chinois et birman s'entendent pour renforcer la coopération bilatérale, *Xinhua*, 03/06/2010 ●<sup>1486</sup> Début de la construction de l'oléoduc et du gazoduc Chine-Myanmar, *Xinhua*, 04/06/2010 ●<sup>1487</sup> Accord sur la fourniture de gaz ouzbek à la Chine (agence), *RIA Novosti*, 10/06/2010 ●<sup>1488</sup> La Chine et l'Europe se lancent tête baissée dans la bataille du gaz, *Moneyweek.fr*, 04/06/2010 ●<sup>1489</sup> *Australia's Exports Fact Sheet*, 09/04/2010 ●<sup>1490</sup> Le président brésilien souhaite faire avancer le partenariat stratégique avec la Chine, *Xinhua*, 14/05/2009 ●<sup>1491</sup> Quand l'Australie devient leader économique, *Moneyweek.fr*, 08/12/2009 ●<sup>1492</sup> L'Australie relève encore ses taux, le mouvement pas fini, *Reuters*, 06/04/2010 ●<sup>1493</sup> Les PM chinois et australien souhaitent voir un accord de libre-échange au plus tôt, *Xinhua*, 24/10/2009 ●<sup>1494</sup> La Chine inquiète le Brésil et l'Australie, *Moneyweek.fr*, 02/02/2010 ●<sup>1495</sup> Rio Tinto et Chinalco signent un accord de joint-venture pour l'exploitation d'un gisement de fer en Guinée, *Xinhua*, 19/03/2010 ●<sup>1496</sup> Par intérêt économique, l'Australie fait profil bas au procès Rio Tinto, *Le Monde.fr*, 23/03/2010 ●<sup>1497</sup> SKY NEWS Australie signe un accord avec la Chine, *Xinhua*, 19/04/2010 ●

<sup>1498</sup> Un magnat australien annonce un important accord de charbon avec la Chine, *Xinhua*, 27/05/2010 ●

<sup>1499</sup> Un chemin de fer international pour désenclaver la Bolivie, *Usine Nouvelle.com*, 08/04/2010 ● <sup>1500</sup> La facture totale du minerai de fer importé a donc dépassé 48,6 milliards de \$. (Chine : les importations et exportations en hausse respective de 35,2 % et de 34,4 % en août, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/09/2010 ● <sup>1501</sup> Wuhan Iron & Steel va acheter du minerai de fer au Venezuela, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/07/2010 ● <sup>1502</sup> Fortescue en négociation avec la Chine pour la vente de mines de fer, *Xinhua*, 07/04/2010 ● <sup>1503</sup> Les industriels européens inquiets des prix du minerai de fer, *Reuters*, 31/03/2010 ● <sup>1504</sup> La Chine et la Mongolie conviennent de renforcer leur coopération énergétique et commerciale, *Xinhua*, 01/06/2010 ● <sup>1505</sup> La Chine aide la Grèce en investissant massivement, *Le Figaro.fr*, 15/06/2010 ; La Chine met un pied en Europe en investissant massivement en Grèce, *Le Temps.ch*, 16/06/2010 ● <sup>1506</sup> La Chine ne veut que votre bien... et surtout vos biens, *Moneyweek.fr*, 17/06/2010 ● <sup>1507</sup> Vietnam et Chine : liens ou entraves ?, *L'Humanité*, 14/05/2009 ● <sup>1508</sup> La plus grande zone de libre-échange est asiatique, *Le Figaro.fr*, 31/12/2009 ● <sup>1509</sup> L'Asie de l'Est profite de la puissance chinoise, *Le Journal des Finances.com*, 08/04/2010 ● <sup>1510</sup> Le sommet des BRIC de Brasilia "très fructueux" (président russe), *Xinhua*, 15/04/2010 ● <sup>1511</sup> Le sommet BRIC appellera aux réformes du FMI et de la BM (président brésilien), *Xinhua*, 07/04/2010 ● <sup>1512</sup> Les BRIC doivent jouer un rôle plus important dans les institutions financières internationales : diplomate indien (interview), *Xinhua*, 13/04/2010 ● <sup>1513</sup> 21<sup>ème</sup> siècle : le siècle chinois, *La Tribune.fr*, 01/04/2010 ● <sup>1514</sup> La Chine attire l'attention sur la « crise de développement sans précédent », *Xinhua*, 06/10/2009 ● <sup>1515</sup> La Chine joue un rôle majeur dans l'aide à l'Afrique : expert italien, *Xinhua*, 10/07/2009 ● <sup>1516</sup> Les relations Afrique-Chine basées sur une formule gagnant-gagnant, *Xinhua*, 29/06/2009 ● <sup>1517</sup> L'aide à l'Afrique subordonnée à la bonne gouvernance, dit Obama, *Reuters*, 11/07/2009 ● <sup>1518</sup> La Chine n'abuse pas de sa puissance dans la coopération Chine-Afrique, *Xinhua*, 17/03/2010 ● <sup>1519</sup> Les investissements de la Chine en Afrique sont basés sur un accord stratégique réciproque : PM éthiopien, *Xinhua*, 06/05/2010 ; La Chine et le monde arabe envisagent de renforcer leur partenariat, *Xinhua*, 06/05/2010 ● <sup>1520</sup> Quand les ingénieurs chinois redonnent une nouvelle jeunesse aux routes du Nigéria, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/05/2010 ● <sup>1521</sup> Les entreprises chinoises invitées à respecter les cultures locales en Afrique (porte-parole), *Xinhua*, 21/01/2010 ● <sup>1522</sup> Bilan-2009 : La coopération sino-togolaise au cœur de la relance économique togolaise, *Xinhua*, 18/12/2009 ; Le Salvador veut nouer d'étroits liens de commerce avec la Chine, *Xinhua*, 18/03/2009 ● <sup>1523</sup> Qu'est-ce que la Chine peut apporter à l'Afrique ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/07/2010 ● <sup>1524</sup> Chine-Afrique : le volume des échanges commerciaux dépasse les 60 milliards de dollars au premier semestre 2010, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/09/2010 ● <sup>1525</sup> Pour fabriquer moins cher, la Chine aussi se délocalise, *AFP*, 09/11/2009 ● <sup>1526</sup> Chiffres et faits importants dans les relations Afrique-Chine-BAD, *Xinhua*, 02/02/2010 ● <sup>1527</sup> L'Amérique latine doit apprendre le modèle chinois, *Xinhua*, 03/04/2009 ● <sup>1528</sup> La Chine reste un modèle de développement pour l'Afrique (interview), *Xinhua*, 23/06/2010 ● <sup>1529</sup> Le président égyptien reçoit un responsable du Parti communiste chinois, *Xinhua*, 14/06/2009 ● <sup>1530</sup> La Chine et l'Egypte s'engagent à renforcer leurs liens stratégiques, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/03/2010 ; Pour fabriquer moins cher, la Chine aussi se délocalise, *AFP*, 09/11/2009 ● <sup>1531</sup> *French.irib.ir*, 01/05/2010 ● <sup>1532</sup> La Chine et le monde arabe envisagent de renforcer leur partenariat, *Xinhua*, 06/05/2010 ● <sup>1533</sup> La Chine construit son TGV : Le géant Asiatique dans le club des puissants, *El Watan*, 23/12/2007 ● <sup>1534</sup> Le Parti communiste russe salue les réalisations du PCC, *Xinhua*, 01/07/2009 ● <sup>1535</sup> Le président chinois présente le développement pacifique de la Chine au sommet des BRIC, *Xinhua*, 16/04/2010 ● <sup>1536</sup> La Chine a fait plus au Sénégal en 4 ans que l'Occident en 20 ans (interview), *Xinhua*, 22/09/2009 ● <sup>1537</sup> Lancement de la première turbine du barrage hydroélectrique d'Imboulou, [www.congo-siteportail.info](http://www.congo-siteportail.info), 27/01/2010 ● <sup>1538</sup> Le groupe chinois CGC de la Chine choisi pour construire un barrage au nord du Mali, *Xinhua*, 06/02/2010 ● <sup>1539</sup> Centrale hydroélectrique de Mekin : La Chine offre 22 milliards de francs Cfa pour sa construction, *Quotidienlejour.com*, 08/01/2010 ● <sup>1540</sup> Ethiopie : La Chine signe trois contrats dans le secteur électrique, *AFP*, 23/09/2009 ● <sup>1541</sup> Une société chinoise va réaliser des projets hydro-électriques en Ethiopie, *Afrique avenir.org*, 07/07/2009 ; Ethiopie, hydroélectricité - La Chine va financer l'installation de plus de 3000 MW, *Electron-economy.org*, 19/07/2009 ● <sup>1542</sup> Deux compagnies chinoises signent un contrat avec le Soudan pour la construction de barrages, *Xinhua*, 06/04/2010 ● <sup>1543</sup> Le Kenya sollicite l'aide de la Chine pour sa transformation en économie verte, *Xinhua*, 30/03/2010 ● <sup>1544</sup> Chinese companies to build hydro-power plants for Cambodia, *Xinhua*, 21/06/2008 ; *Xinhua*, 08/12/2009 ● <sup>1545</sup> China, Kazakhstan companies ink deal on hydropower station, *Xinhua*, 12/02/2010 ● <sup>1546</sup> Equateur : une entreprise chinoise construit le plus grand projet hydroélectrique, *Xinhua*, 06/10/2009 ● <sup>1547</sup> Frédéric Lasserre : "les gouvernants chinois pilotent leur siècle", *La Tribune.fr*, 27/07/2010 ● <sup>1548</sup> Source : Etienne Larsabal et Régis Pennel (Ecole des Mines

de Paris, Corps Technique de l'Etat), *Les investissements français en Chine — Les multinationales face au géant chinois (mémoire)*, 2005, p. 17 ● <sup>1549</sup> Le Heilongjiang loue des terres en Russie pour cultiver des céréales, *Xinhua*, 19/05/2010 ● <sup>1550</sup> La Chine s'efforce d'élargir de 10 millions de mus la superficie de ses champs cultivables, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/05/2010 ● <sup>1551</sup> Source des chiffres bruts : *Alternatives internationales*, hors-série n°7, décembre 2009, p. 41 ● <sup>1552</sup> Capital Terre, *M6*, 24/03/2010 ● <sup>1553</sup> Source des chiffres bruts : *FAO STATS* ● <sup>1554</sup> La Chine est déterminée à promouvoir le développement agricole, *Xinhua*, 07/12/2009 ● <sup>1555</sup> Le gouvernement chinois prêt à accélérer la mécanisation de l'agriculture, *Xinhua*, 09/07/2010 ● <sup>1556</sup> Le gouvernement va terminer le travail sur le nouveau type du riz hybride d'ici 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/06/2010 ● <sup>1557</sup> Elle veut commercialiser les premiers riz ogm, *www.sciencesetavenir.fr*, 06/05/2010 ● <sup>1558</sup> Chine, Monsanto ouvre un centre de recherche à Beijing, *Xinhua*, 05/11/2009 ● <sup>1559</sup> La Chine achève le séquençage du génome de la cassave à usage énergétique, *Xinhua*, 18/01/2010 ● <sup>1560</sup> La Chine et l'ASEAN vont renforcer leur coopération agricole, *Xinhua*, 19/10/2009 ● <sup>1561</sup> Fin de la 4<sup>e</sup> conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, *Xinhua*, 09/11/2009 ; Chine-Afrique : adoption du Plan d'action de Charm el-Cheikh (synthèse), *Xinhua*, 09/11/2009 ● <sup>1562</sup> La Chine aide l'Afrique de tout son cœur, dit le PM chinois, *Xinhua*, 08/11/2009 ● <sup>1563</sup> La Chine prête à renforcer sa coopération avec l'Afrique face aux défis du changement climatique (interview), *Xinhua*, 28/01/2010 ● <sup>1564</sup> L'Afrique peut nourrir ses propres enfants, selon le PM du Mali, *Xinhua*, 18/02/2010 ● <sup>1565</sup> Les Arabes et Africains peuvent bénéficier de l'expertise agricole chinoise (expert), *Xinhua*, 16/02/2010 ● <sup>1566</sup> Un responsable syrien souhaite voir le renforcement de la coopération agricole avec la Chine, *Xinhua*, 14/02/2010 ● <sup>1567</sup> Ouverture de la conférence Chine-Afrique sur l'agriculture, *Xinhua*, 27/04/2010 ● <sup>1568</sup> Les pays africains doivent investir plus dans l'agriculture (ministre burundais), *Xinhua*, 03/05/2010 ● <sup>1569</sup> Chine/Afrique : renforcement de la coopération agricole, *Xinhua*, 12/08/2010 ● <sup>1570</sup> Source des chiffres bruts : INSEE, *Tableaux de l'économie française* (édition 2010), p. 158 ● <sup>1571</sup> U.S. Department of Agriculture, National Agricultural Statistics Service, *2007 Census of agriculture*, p. 3 ● <sup>1572</sup> Les revenus des agriculteurs de nouveau en chute libre cette année, *L'Expansion.com*, 14/12/2009 ● <sup>1573</sup> Plus de 50.000 agriculteurs français manifestent, *Reuters*, 16/10/2009 ● <sup>1574</sup> Les paysans français manifestent à Paris à l'appui de 1.500 tracteurs (reportage), *Xinhua*, 27/04/2010 ● <sup>1575</sup> La crise du lait en dix questions, *Usine Nouvelle.com*, 13/08/2010 ● <sup>1576</sup> Bruno Le Maire : "Renoncer à la PAC, c'est prendre un risque majeur pour les Européens", *Le Monde.fr*, 09/12/2009 ; La France soigne son agriculture malade, *Moneyweek.fr*, 24/03/2010 ● <sup>1577</sup> *Alternatives internationales*, hors-série n°7, décembre 2009, p. 118 ● <sup>1578</sup> La planète ne digère pas notre consommation de viande, *L'Express.fr*, 23/02/2010 ; La FAO pas tendre avec la viande, *Libération.fr*, 20/02/2010 ● <sup>1579</sup> How green is your pet ?, *Newscientist.com*, 23/10/2009 ● <sup>1580</sup> Exposition de Shanghai : le Sénégal veut profiter du régime préférentiel que la Chine a accordé à l'Afrique, *Xinhua*, 07/04/2010 ● <sup>1581</sup> Rencontre entre les présidents chinois et malien, *Xinhua*, 02/05/2010 ● <sup>1582</sup> Découvrez comment l'économie chinoise domine le monde depuis l'an... 1500, *La Tribune.fr*, 17/08/2010 ● <sup>1583</sup> L'image de la Chine en Italie évolue (universitaire), *Xinhua*, 10/02/2010 ● <sup>1584</sup> Jean-Pascal Tricoire : "nous devons enseigner le chinois dans nos écoles", *La Tribune.fr*, 26/07/2010 ● <sup>1585</sup> La langue chinoise, *CCTV-F*, 02/11/2009 ● <sup>1586</sup> Instituts Confucius : pourquoi faire tant d'histoires ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/08/2010 ● <sup>1587</sup> 2012, la Chine sauve la planète...et Hollywood, *AFP*, 11/12/2009 ● <sup>1588</sup> La Chine prévoit de faire plus de films et de construire plus de salles, *Xinhua*, 20/08/2010 ● <sup>1589</sup> Spécial Chine : Comment elle devient le n°1 mondial, *Le Point*, n°1945-1946, 24-31 décembre 2009, pp. 142-143 ● <sup>1590</sup> La Chine inaugure le plus grand réseau au monde de télévision et radio mobile, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/08/2010 ● <sup>1591</sup> Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera,... le monde tremblera*, Fayard, 1973, p. 279 ● <sup>1592</sup> Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera,... le monde tremblera*, Fayard, 1973, p. 280 ● <sup>1593</sup> Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera,... le monde tremblera*, Fayard, 1973, p. 318 ● <sup>1594</sup> Pour un aperçu de ce que fut la RPSA, voir la galerie de photographies suivante sur notre site internet : [http://marxisme.fr/images\\_40\\_annees\\_albanie\\_socialiste.htm](http://marxisme.fr/images_40_annees_albanie_socialiste.htm) ● <sup>1595</sup> Source des chiffres : *Bureau of Statistics of China* ● <sup>1596</sup> 60 années pour un extraordinaire redressement de l'économie chinoise, *Xinhua*, 22/09/2009 ; Les progrès sociaux accomplis au cours des 60 années depuis l'établissement de la Chine nouvelle, *Xinhua*, 28/09/2009 ; Bilan - 2009 : la Chine a joué un rôle croissant sur la scène mondiale en 2009, *Xinhua*, 22/12/2009 ● <sup>1597</sup> *National Bureau of Statistics of China* ● <sup>1598</sup> Outre une déterminante économique — on met fin à ses jours plus facilement si l'on affronte des difficultés financières insurmontables que si l'on n'a pas de souci majeur pour assurer sa subsistance ! —, le suicide inclut des composantes culturelles et subjectives, et dépend notamment du degré d'ancrage des préjugés religieux et de l'acuité de la contradiction entre l'existence sociale et les aspirations de vie. ● <sup>1599</sup> Les suicides en Chine sont pour la plupart âgés entre 35 et 44 ans, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/09/2010 ● <sup>1600</sup> Chiffres de 2005-2006, sauf pour l'Inde (2002). Source : OMS — World Health Organization :



[http://www.who.int/mental\\_health/prevention/suicide/country\\_reports/en/index.html](http://www.who.int/mental_health/prevention/suicide/country_reports/en/index.html) ● <sup>1601</sup> Source des chiffres bruts : *UN Statistical Database* ● <sup>1602</sup> Source des chiffres bruts : *CIA World Factbook* ● <sup>1603</sup> UNCTAD, *2007 United Nations Demographic Yearbook*, p. 207 ● <sup>1604</sup> Qui de la Chine ou de l'Inde vieillit le mieux ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/07/2010 ● <sup>1605</sup> Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera, ... le monde tremblera*, Fayard, 1973, p. 322 ● En Inde, les greniers sont pleins, les pauvres ont faim, *Le Monde.fr*, 01/09/2010 ● <sup>1607</sup> Don't talk to aliens, warns Stephen Hawking, *Timesonline.co.uk*, 25/04/2010 ● <sup>1608</sup> 21<sup>ème</sup> siècle : le siècle chinois, *La Tribune.fr*, 01/04/2010 ● <sup>1609</sup> L'économie russe en baisse de 7,9 % en 2009, *Xinhua*, 01/02/2010 ● <sup>1610</sup> World Trade Organisation, *World Trade Report 2010*, p. 208 ● <sup>1611</sup> 21<sup>ème</sup> siècle : le siècle chinois, *La Tribune.fr*, 01/04/2010



## Annexes

### **Annexe n°1 : Falsifications bourgeoises — l'exemple de l'URSS.**

(Encadrés « En bref » extraits du dossier « *Les mensonges sur l'URSS du temps de Staline (1924-1953)* », [www.marxisme.fr](http://www.marxisme.fr))

#### **« Staline, le tyran rouge » : ou comment démontrer l'actualité des recettes de Goebbels...**

Le 13 mars 2007, la chaîne télévisée *M6* a diffusé à une heure de grande écoute (20H50) son "documentaire" *Staline, le tyran rouge*. Libre de droits pour la diffusion à destination de l'enseignement, ce film de propagande anti-communiste ne diffère en rien de ses prédécesseurs, sinon par ses images colorisées, destinées à donner une impression de plus grand réalisme.

Mais ce "réalisme" ne va jamais plus loin que la répétition de mensonges propagés depuis plus de sept décennies, ce qui n'a rien d'étonnant pour un 'document' ayant pour "conseiller historique" Nicolas Werth, un des auteurs du *Livre noir du communisme*.

Ainsi, en voulant prouver la famine « connue et voulue par Staline » en Ukraine en 1933, le film commence par dire que cette région « l'une des plus riches d'Europe » avait « déjà été ravagée par la famine dans les années 20 sous Lénine ». Ce que ce film "documentaire" ne dit pas, c'est que cette famine avait été provoquée par l'intervention étrangère dans les années 1918-1921.

Cette "omission" (d'un fait qui révélait l'unité anti-communiste des ex-ennemis impérialistes coalisés), pourtant reconnue par l'historiographie bourgeoise elle-même, est à l'image de ce que le film ajoute aussitôt après :

« Mais cette fois, l'hécatombe va prendre des proportions inimaginables. Les paysans n'ont plus rien à manger. Un père écrit à son fils à Moscou : « Mon cher fils, je t'écris pour t'apprendre que ta mère est morte »... »

Ces paroles sont illustrées par des images montrant les effets de la famine soi-disant provoquée par Staline pour « mater la résistance » opposée par les paysans ukrainiens à la collectivisation... Voici des preuves irréfutables démontrant la politique criminelle de Staline... Telles sont du moins les apparences...

En fait, une séquence vidéo présentée illustre bien de quel type de "preuves" il s'agit : des documents vidéo filmés par les soviétiques durant la famine des années 1918-1921. Ainsi, à la 27<sup>ème</sup> minute du film, on peut voir une séquence familière, également présente dans le film documentaire soviétique *Three songs about Lenin* (Dziga Vertov, 1934) pour illustrer les méfaits provoqués par l'intervention étrangère soutenant les armées blanches durant les années de guerre civile !!!

Télécharger la séquence détournée, diffusée dans « Staline, le tyran rouge » (M6, 2007) : [http://marxisme.fr/video/le\\_tyran\\_rouge\\_27min\\_01s.avi](http://marxisme.fr/video/le_tyran_rouge_27min_01s.avi)

Télécharger la séquence originale provenant de « Three songs about Lenin » (Dziga Vertov, 1934) : [http://marxisme.fr/video/dziga\\_vertov\\_27min\\_05s.avi](http://marxisme.fr/video/dziga_vertov_27min_05s.avi)

Quand la bourgeoisie fait dire aux photos le contraire de ce qu'elles disent !



« En 1921-1922, neuf millions de personnes sont mortes de la famine causée par les interventions étrangères. Les nazis utiliseront dans les années trente ces photos pour « prouver » la « famine artificielle » provoquée par Staline en Ukraine en 1932-1933... » (Ludo Martens, *Un autre regard sur Staline*, Editions EPO, p. 248)

Aujourd'hui ces photographies sont encore toujours utilisées par la bourgeoisie comme « preuves » de la famine en Ukraine ! Pourtant, si ces photographies prouvent une chose, c'est avant tout la remarquable capacité qu'a la bourgeoisie d'utiliser les preuves de ses propres crimes pour essayer de « prouver les crimes » de ses adversaires !

## Staline blâme les vertiges du succès



*Alors que la propagande promet tracteurs et machines, les paysans manifestent contre les méthodes du collectivisme.*

Cet encadré est extrait du dossier des *Chroniques de l'histoire* (1996, p. 54) consacré à Joseph Staline.

Pour la bourgeoisie, « la propagande communiste » sous Staline n'aurait fait durant les années 1930-1931 que « promettre » des machines agricoles à la paysannerie, visant ainsi à lui faire avaler la pilule dans le cadre de la « collectivisation forcée des terres » ! La bourgeoisie aime à se représenter les fermes collectives comme des

décors en cartons-pâtes cachant la misère persistante et le sous-équipement de la paysannerie soviétique.

Pourtant la propagande mensongère n'est pas celle que l'on croit : cette propagande, c'est celle que la bourgeoisie cherche à faire avaler aux travailleurs à travers la falsification et la révision éhontée des faits historiques réels. La bourgeoisie va même jusqu'à affirmer que la paysannerie était dans sa grande masse opposée à la collectivisation et ne daigne même pas parler des crimes perpétrés par les koulaks contre la paysannerie travailleuse ! Ignorance ou falsification délibérée ? Peu importe car au final cela démontre le "sérieux" et "l'objectivité" des "investigations" bourgeoises faites soi-disant en vue de "découvrir la vérité sur l'URSS de Staline" !

En outre la fourniture massive de tracteurs et de machines agricoles à la paysannerie travailleuse n'était pas une "vaine promesse", mais une réalité objective : le nombre des tracteurs travaillant dans les kolkhozes et les sovkhozes était de 34 900 en 1929, de 210 900 en 1933 et enfin de 483 500 en 1938. Le nombre des moissonneuses-batteuses, lui, se montait à 1700 en 1930, à 13 500 en 1933 et à 153 500 en 1938. L'agriculture soviétique était ainsi devenue en moins d'une décennie l'agriculture la plus mécanisée du monde, sans que cela ait entraîné la ruine de la majorité de la paysannerie comme sous le capitalisme. On comprendra donc sans mal que sur la photographie les paysans brandissent une bannière sur laquelle est écrit non pas "leur refus des méthodes de la collectivisation", mais : « Nous, kolkhoziens, nous sommes pour la collectivisation. Nous liquidons la classe des koulaks ».

Ainsi une photo prouvant la volonté de la paysannerie travailleuse d'en finir avec les koulaks — que Lénine qualifiait de « vampires » et de « pires exploités » — se change (miraculeusement) dans les mains (alchimistes) de la bourgeoisie en une photographie démontrant "l'opposition de la paysannerie toute entière aux méthodes de la collectivisation". Il faut dire que la bourgeoisie peut compter sur la méconnaissance de la langue russe par l'immense majorité des travailleurs qui ne pourront donc pas vérifier l'authenticité de la traduction. Pourquoi se priverait-elle donc d'une falsification aussi grossière et donc apparemment aussi « irréfutable » ?



## **Annexe n°2 : Programme de l'OCF (août 2010).**

### **La situation et nos tâches**

Le texte qui suit entend donner aux communistes les éléments fondamentaux permettant de mener à bien la prise du pouvoir. Le pouvoir n'a jamais été et ne sera jamais cédé de manière pacifique ou « démocratique » aux peuples du Monde. Le pouvoir, dont le représentant est l'Etat bourgeois, n'est qu'une machine de guerre contre les peuples.

En revendiquant la prise du pouvoir, les communistes déclarent ainsi vouloir désarmer ceux qui mènent les peuples à la misère au nom d'une seule logique : celle du profit.

L'expérience accumulée depuis deux siècles permet aujourd'hui de dire, de manière concrète, qu'aucune des promesses faites aux peuples n'ont jamais vu le jour sauf pour la classe parasitaire des industriels, banquiers et propriétaires fonciers : la bourgeoisie.

Les peuples du Monde ont chèrement payé la croyance dans les diverses formes qu'a revêtu le pouvoir de cette classe : république, dictature, monarchie constitutionnelle, etc...

Les peuples du Monde ont chèrement payé la soumission à cette classe par le biais des diverses formes de processus électoraux.

Les peuples du Monde ont chèrement payé la religion des « droits de l'homme et du citoyen » et l'illusion dans une liberté, égalité, fraternité qui ne concernait en fait que ceux qui en avait édicté les principes : la bourgeoisie.

L'époque actuelle s'ouvre sur une nouvelle avancée de l'impérialisme qui n'est que la forme mondialisée de la domination bourgeoise. Plusieurs événements doivent être pris en compte :

- En 1971, la rupture par Nixon, Président des Etats unis, des accords de Bretton Woods marque le début du déclin de l'impérialisme étasunien (abandon de la convertibilité stable du Dollar en or).
- En 1991, L'union Soviétique est dissoute.
- En 2001, le 11 septembre, la nouvelle doctrine étasunienne, celle d'un monde « unipolaire », ce monde ou « le mode de vie américain n'est pas négociable » s'établit avec tout son arsenal idéologique : la « guerre contre le terrorisme », la « fin de l'histoire », « le choc des civilisations ».

Mais, au fond, ces trente années marquent le grand tournant de l'économie et de la finance capitaliste et c'est ce monde là qu'il faut transformer.

### **Les communistes**

Que veulent les communistes ? L'abolition du salariat. Ont-ils réussi quelque part dans le Monde ? Non. Pourquoi ? Parce que ce programme est à proprement parler : révolutionnaire.

C'est aujourd'hui même aller à contre-courant des idées ambiantes. Bercés par des dizaines d'années de syndicalisme de collaboration, par les illusions de ceux qui prétendent « réformer » le système de l'intérieur (les « socialistes »), les peuples n'envisagent même pas l'idée d'un tel programme.

C'est que le salaire représente à la fois ce qui permet à l'ouvrier, au salarié, de vivre ; mais aussi aux propriétaires des usines, des fabriques, des terres, de faire des profits. C'est ce double aspect qui rend les choses plus complexes à saisir.

Les communistes en voulant l'abolition du salariat, voudraient affamer le peuple, dit la bourgeoisie. Les communistes répondent qu'abolir le salariat, c'est abolir la classe qui a remplacé l'esclavage par le salariat. Qui a simplement transformé l'esclave ancien en esclave moderne.

Cet esclave moderne a même « conquis » le droit de voter pour choisir ses maîtres. Mais jamais personne n'a voté pour l'armée, la police, les banques, la spéculation, l'Union européenne... Sous le capitalisme on vote pour la forme, par pour le fond.

Et ce qui intéresse les communistes c'est justement le fond, ce qui est radical, c'est-à-dire comme l'expliquait K. Marx : les racines des phénomènes. Et souvent les racines sont cachées, souterraines. Il appartient au communistes de mettre au jour les racines des choses.

### **Comment ?**

Comme il a été dit précédemment, jamais aucun pouvoir, jamais aucune classe dans l'histoire de l'humanité, n'a cédé son pouvoir de bon gré. Il a fallu une lente maturation d'idées et une évolution des moyens de production pour que les peuples refusent leur condition sociale. Même lors de la révolution bourgeoise de 1789 en France, le peuple n'a eu d'autres choix que de passer une alliance de fait avec la bourgeoisie montante, permettant à cette classe de s'emparer du pouvoir.

La première grande tentative d'abolir l'esclavage salarié, la Commune de Paris de 1871, fut assassinée sans pitié par la classe bourgeoise qui du même coup a montré que le nationalisme dont elle se veut la garante n'était qu'une duperie de plus. Les troupes françaises de Mr Thiers ne durent leur victoire contre les communards que grâce à l'appui actif des troupes prussiennes qui assiégeaient Paris.

Il faudra attendre Octobre 1917 pour qu'un pays entier bascule hors de ce qui semblait être la loi générale et qu'un peuple dise oui à la paix, oui à la justice sociale et renverse le pouvoir tsariste qui régnait sur la Russie. Ce peuple immense avait été mis en marche par un parti communiste, le parti Bolchévik, avec un seul mot d'ordre : « la paix et le pain ». Alors que des millions d'êtres humains, ouvriers et paysans, mourraient dans les tranchées de l'Europe de l'Ouest, abreuvés par les discours nationalistes de la bourgeoisie et des socialistes, d'autres millions d'hommes refusant la guerre et la misère retournaient leurs armes contre leurs généraux et leurs maîtres et tournaient une page décisive de l'histoire des peuples en créant le premier pouvoir des ouvriers et paysans : l'Union Soviétique.



Dès lors s'ouvrait une nouvelle période, la notre, celle où devenait possible le renversement du pouvoir des industriels et des banquiers, où devenait possible le fait de briser un Etat.

Mais, bien entendu, ce n'est pas parce qu'on renverse en quelques jours un pouvoir séculaire qu'on a accompli la révolution. Les bourgeois, industriels, financiers, propriétaires terrains, fonctionnaires de l'ancien Etat, ne disparaissent pas d'un coup de baguette magique. Les idées anciennes elles-mêmes ne s'effacent des cerveaux (religions, conceptions du monde, etc...).

C'est pour cette raison que toute révolution, et c'est la grande leçon apportée par la révolution russe et Lénine, ne peut pas faire l'économie de l'usage de l'autorité. C'est ce qui fut appelé la Dictature du Proletariat. L'Etat nouveau peut user de démocratie, certes, avec ceux qui respectent les nouvelles règles. Mais les couches sociales, les individus, qui de manière délibérée ou camouflée tentent de s'opposer au processus révolutionnaire doivent être soumis à un contrôle voire des mesures de coercition rendues d'autant plus nécessaires qu'une révolution communiste ne prône pas de compromis de classe, d'alliances contre-nature, comme en 1789 ; mais a pour but l'abolition du salariat et donc la disparition des classes.

Une révolution communiste est une révolution de type nouveau. L'Etat qui en est issu n'a aucune concession de fond à proposer aux opposants d'hier. Il n'a pas honte de s'appeler une dictature car les peuples de par le monde subissent, sous des doux mots (démocratie, république...), une dictature sur leur vie qui est bien réelle.

Et si désormais, avec le recul du temps, nous observons comment se comportent tous ces revanchards qui ont pris le pouvoir en Russie, dans les pays de l'Est, en Chine, ne voyons-nous pas sous nos yeux la haine et la violence dont ils font preuve ? Ils n'hésitent pas à livrer les peuples de leurs pays à l'exploitation la plus éhontée, ils restaurent les symboles du nazisme, édifient des statues à la gloire des anciens dictateurs, remettent sur pied les églises et les prêtres, remettent sur leurs trônes les rois et les princes du « bon vieux temps », organisent, provoquent et participent à des aventures militaires meurtrières.

Ils nous donnent eux-mêmes de bonnes raisons de dire oui à la Dictature du prolétariat. D'être, à l'avenir, encore plus vigilants dans l'édification de l'Etat.

## **Apprendre de l'Histoire**

Le communisme nous apprend à devenir maîtres collectivement de notre avenir. C'est ce qui le différencie de toutes les doctrines de philosophie politique.

- La bourgeoisie nous enseigne « l'éternelle nature humaine », que « l'homme est un loup pour l'homme ». En fait elle nous apprend ce qui l'arrange. Si l'homme a toujours été pareil et qu'il le sera toujours, à quoi bon vouloir changer les choses. Il y a des forts et des faibles, des riches et des pauvres. Ce sera toujours ainsi. Ainsi disent les forts et les riches !
- L'homme est égoïste, cupide, c'est pour cela qu'il y des guerres et qu'il faut des gouvernements pour protéger les citoyens. Ainsi parlent les banquiers,

les industriels, les prêtres, les généraux, les présidents. En fait ils nous décrivent leur monde, leur conception du monde. Et ils se donnent les moyens pour que tous les individus pensent que c'est « comme ça » (littérature, télé, films, croyances religieuses...).

Le communisme dit : les conditions de vie des hommes conditionnent leur existence, mais les hommes ont réussi au cours d'un lent processus à dominer leur propre condition, à changer les conditions de leur propre existence. Il y a une interaction permanente entre les conditions qui nous sont faites, dont nous héritons par la famille, la société, etc... et la manière dont nous agissons à notre tour sur notre éducation, sur la société, etc... Rien n'est stable, figé, immuable. Tout est processus.

Le communisme est la doctrine même de la liberté accomplie de l'homme, ouvrant ainsi la voie de l'émancipation pour l'humanité toute entière. Et c'est de cette manière que nous pouvons éclairer le passé et envisager l'avenir.

Apprendre de l'Histoire, c'est aussi comprendre l'évolution concrète de ce que les communistes ont réalisé et pourquoi ces premières révolutions prolétariennes n'ont pas duré dans le temps.

Avant tout, il faut bien comprendre qu'une révolution qui s'assigne pour tâche l'abolition du salariat, des classes sociales, est une proposition RADICALE qui rompt avec les processus classiques de transformation des sociétés. Avant la Commune de Paris les révolutions ou changements de forme de l'Etat ne remettaient pas en cause la propriété privée des moyens de productions et d'échange. Un nouveau mode d'exploitation du peuple remplaçait un plus ancien.

Les communistes disent haut et fort qu'ils vont déposséder les classes dominantes de leur pouvoir absolu sur les moyens de production (usines, propriété foncière, ...) et de leur main mise sur les moyens d'échange (circuits financiers, transports, ...). De plus les communistes disent haut et fort qu'ils prendront des mesures d'autorité pour interdire aux résidus de la bourgeoisie (qui persistent après le processus révolutionnaire) de s'exprimer librement : fin du prosélytisme religieux, contrôle de la presse, contrôle de l'enseignement, etc...

Il faut avoir tout cela à l'esprit pour comprendre que les communistes ne sont pas là pour faire des compromis de classes mais pour accomplir dans les faits la lutte des classes. Et pour ceux, souvent honnêtes, qui reprochent aux communistes d'être des « totalitaires », il faut montrer clairement ce qu'est l'Histoire et encore aujourd'hui (et sous nos yeux), la réalité de plus de deux siècles de capitalisme (guerre, misère, famines, colonisations, absence de liberté réelle d'expression...).

### **Que s'est il donc passé en URSS ?**

Nous n'entrerons pas ici dans l'histoire pré-révolutionnaire de la Russie nous attachant à n'observer que ce qui nous paraît marquant pour illustrer la plus grande tragédie du 20<sup>ème</sup> siècle que fut la destruction du premier Etat socialiste.

En tant que communistes, nous ne rentrerons pas dans les polémiques stériles sur Trotski, dont nous savons aujourd'hui — grâce aux sources historiques des archives — qu'il fut un agent zélé de la bourgeoisie.

Lorsque le Parti Bolchevik prit le pouvoir en Octobre 1917, c'est d'un pays misérable est sous-développé sur tous les plans qu'il eut à s'occuper. Immédiatement les puissances capitalistes de l'époque se liguèrent contre le jeune Etat et provoquèrent une guerre qui dura jusqu'en 1924 — 7 années de guerre après les 4 années de la guerre 1914/1918, soit 11 années de guerre.

Quel Etat, quel peuple, aurait pu à la fois résister à ces tueries et conserver un idéal dans son avenir ? Les peuples de Russie, désormais Union Soviétique, ne baissèrent pas les bras et malgré les pertes humaines, matérielles, de cadres du Parti, continuèrent dans la voie du socialisme.

C'est ce qu'il faut rappeler aux détracteurs de Lénine et du parti bolchévik qui font de l'histoire abstraite, sans prendre en compte le facteur humain.

Dès 1924, Staline devint le Secrétaire Général du Parti Bolchevik (pcb). A période nouvelle, politique nouvelle. Il fallait désormais s'occuper d'organiser la production industrielle et agricole et donc rentrer en conflit avec les restes de l'ancienne société (qui ne s'éteignent pas après la prise du pouvoir). Cadres corrompus, propriétaires fonciers, saboteurs infiltrés par l'étranger, rendirent nécessaires le plein exercice de la Dictature du Proletariat.

Mais la trêve fut brève, car en 1933 Hitler prit le pouvoir (démocratiquement) en Allemagne. Il avait clairement exprimé ses visées par rapport à l'URSS centre, pour lui, du « judéo-bolchévisme ». Les soviétiques avaient depuis longtemps compris le message et le Komintern (structure internationale des communistes) avaient clairement analysé la situation. Hitler et les puissances occidentales passaient accords secrets sur accords secrets sur le dos de l'URSS.

Sur la base de ces informations l'industrie lourde fut donc mise au service de la production d'armement et l'Etat soviétique conclut un pacte tactique avec l'Allemagne. Les peuples de l'URSS rentraient dans une nouvelle période de difficultés, dans la phase de préparation d'une nouvelle guerre dont l'enjeu était tout autant la destruction de l'URSS, qu'un nouveau partage du monde (affaiblissement de l'impérialisme anglais et montée en puissance de l'impérialisme étasunien).

En 1936, toutes les techniques et méthodes de la guerre nouvelle furent mises en œuvre en Espagne. L'aide de l'URSS, la mobilisation des peuples du Monde et les Brigades Internationales ne furent pas de force face à l'aide nazie à Franco et surtout face à la trahison ouverte des gouvernements « socialistes », en particulier le gouvernement français mené par Léon Blum.

A la même période, c'est l'appareil d'Etat soviétique, comme en attestent aujourd'hui les archives, qui eut à démasquer les agents infiltrés aux plus haut rangs (ce qui est convenu d'appeler « les procès de Moscou »).

Entre 1938 et 1940, après l'Allemagne nazie, l'Espagne et l'Italie fasciste qui depuis longtemps avaient assassiné ou mis dans des camps les communistes et les

opposants politiques, les « démocraties » européennes préparèrent le terrain à Hitler en appliquant la même politique répressive anti ouvrière et anti-communiste (Loi Sérol en France).

Avant, pendant et après la guerre qui dura 5 ans, les puissances occidentales jouèrent en permanence un double jeu, laissant porter l'effort de guerre à l'Est dans l'espoir ouvertement déclaré de voir Hitler « faire le travail » de destruction du premier Etat socialiste.

Mais en 1945, l'URSS et son parti étaient toujours là et la bourgeoisie dut s'incliner et même faire des concessions politiques sur l'Europe de l'Est.

Le Parti Communiste avait su mobiliser les peuples soviétiques, vaincre le nazisme et maintenir l'Etat socialiste. Les peuples du Monde avaient là un exemple. Mais un exemple trop dangereux pour les impérialistes. La puissance anglaise rabaissée, laissait désormais la place à l'impérialisme étasunien et ce dernier marquait son entrée sur la scène internationale à sa manière en larguant les premières bombes atomiques sur les populations civiles du Japon. Le « crime contre l'humanité » prenait une autre forme avec l'approbation tacite de la « communauté internationale ».

En URSS, il fallait à nouveau tout reconstruire. Former de nouveaux cadres, rétablir l'économie. Depuis 1917, ce pays n'avait connu que 16 années de paix (1924/1940), ses cadres avaient été décimés par la guerre, ses infrastructures détruites. Staline, conscient de cette histoire qu'il avait partagé depuis avant 1917 se mit à rédiger des documents essentiels qui nous permettent de saisir la justesse des orientations de l'après-guerre, tant sur le plan idéologique qu'économique. Mais Staline meurt en mars 1953.

En 1956 est convoqué le 20<sup>ème</sup> congrès du PCUS, Khrouchtchev, nouveau Secrétaire Général, lit un rapport (publié au même moment aux USA) qui est un réquisitoire contre la politique de Staline.

Il faut dire que de 1953 à 1956, le Bureau Politique et le Comité Central du Parti ont subi de nombreuses purges et que les opposants à Khrouchtchev ont été éliminés dès avant 1956.

Dès lors la politique intérieure comme extérieure de l'URSS ne peut plus être considérée comme socialiste. Quelques points parmi des centaines :

- Socialiste, la « coexistence pacifique » avec les USA alors que ce pays agresse la Corée, se prépare à remplacer les français en Indochine, mène une politique de répression anti-communiste sur son sol (Maccarthysme) ?
- Socialiste, l'intervention militaire russe en Hongrie en 1956 ? Plus tard en Tchécoslovaquie et en Afghanistan.

Pour nous, communistes, seuls les faits comptent, mais la politique communiste est aussi une position éthique. Rien ne peut justifier l'agression contre la Hongrie par exemple. Nous ne sommes pas contre l'usage de la force, mais pour nous, la force s'exerce lorsque elle est justifiée par la défense (par exemple : la résistance).

Que tous ceux qui critiquent Staline réfléchissent à tout cela, car dans ce domaine entre autres, il s'en tint aux principes du communisme.

## **1960 : Scission du Mouvement communiste international**

81 partis communistes sont réunis à Moscou pour une conférence internationale. Le Parti Communiste Chinois est absent. La délégation Albanaise dresse devant les partis une analyse critique de la position soviétique considérée comme du révisionnisme moderne (reprenant les termes de Lénine). Le Parti Communiste Chinois se rangera bientôt sur les positions albanaises.

On distinguera alors :

- Le camp des révisionnistes modernes, avec l'URSS à sa tête et l'essentiel des partis communistes du Monde.
- Le camp marxiste-léniniste, avec les camarades chinois et albanais comme représentants de cette ligne.

## **La révolution chinoise**

La libération du peuple chinois du joug des impérialistes est un modèle exemplaire de combinaisons de tactiques militaires et politiques. Elle a apporté aux peuples colonisés du Monde un exemple sans précédent et a ouvert la période des décolonisations. Elle a créé et diffusé une nouvelle forme de guerre populaire à grande échelle : la guerre de partisans.

Le mérite de la libération de la Chine en 1949 revient sans conteste au Parti Communiste Chinois qui a su unifier le peuple dans une grande lutte nationale.

Mais pourquoi la Chine de 2010 est-elle devenue ce grand Etat capitaliste ultra-libéral. Que s'est-il passé entre 1949 et aujourd'hui ?

Dès la prise de pouvoir par le Parti Communiste Chinois, on peut analyser dans les documents du Parti, comme dans les diverses méthodes utilisées pour tenter de révolutionner les moyens de production ou les rapports entre les masses et le parti, des points de vue qui s'éloignent du matérialisme dialectique. A l'extérieur, la politique du Parti chinois est ambiguë en ce qui concerne ses rapports avec ses voisins immédiats (Vietnam, Laos, Cambodge) et devient franchement hostile vis-à-vis de l'Albanie.

A l'intérieur, on assiste à des sortes de « révolutions de palais » (affaire Deng siao ping, Lin Piao, bande des Quatre...).

La production théorique du parti cesse aussi dès après la prise du pouvoir, contrairement à l'Union Soviétique où Lénine, puis Staline ne cessèrent d'enrichir le marxisme par leurs écrits.

Les germes de la situation actuelle de la Chine sont donc à chercher dans l'abandon du matérialisme dialectique au profit d'une ligne en zig-zag qui a causé de grands préjudices au peuple chinois et a causé la destruction du Parti lui-même.

Pour nous communistes, ce qui est arrivé à la Chine illustre parfaitement ce qui peut arriver lorsqu'on abandonne la boussole du marxisme, lorsqu'on pense pouvoir agir à coup de compromis avec certains principes.

Capitaliste aujourd'hui, la Chine n'a pas fini sa trajectoire historique. Elle s'arme, laisse se développer une classe petite-bourgeoise, participe à l'appauvrissement de

tous les peuples du Monde en soumettant son peuple à une exploitation effrénée. Bref, elle s'avance à pas de géant vers une phase impérialiste qui va conditionner l'avenir du Monde dans les années à venir.

### **1989 : fin du communisme ?**

Fin 1989, le « Mur de Berlin » qui symbolisait l'opposition communisme/capitalisme pour les propagandistes de l'Ouest alors que depuis longtemps, nous l'avons vu plus haut il n'y avait que des formes différentes du capitalisme des deux cotés, ce fameux « Mur » est abattu.

Les capitalistes tiennent enfin leur revanche. 72 années après octobre 1917, le communisme est mort et en plus, pacifiquement.

Mais pour nous communistes, cet « événement » n'en fut pas un. Depuis Khrouchtchev et son « rapport », nous savions que le socialisme avait été trahi de l'intérieur. Les camarades Albanais, Enver Hoxha en tête, avaient bien analysé la situation ouverte par Khrouchtchev. 1989 n'était que la fin d'un processus, la décomposition complète du révisionnisme moderne.

Mais le degré de prise de conscience des communistes de part le monde avait été très différent. La plupart des dirigeants communistes avaient fait preuve de suivisme et de dogmatisme, ils avaient approuvé Khrouchtchev et ce qu'il représentait. Les camarades de base, peu formés politiquement, avaient eux aussi suivi. Seuls quelques-uns avaient désavoués la Direction et avaient essayé de créer des partis marxistes-léninistes, sans succès. En France, citons François Marty qui fut à l'origine des cercles communistes marxistes-léninistes dans les années 60.

Les autres sombrèrent dans le parlementarisme, l'opportunisme et les compromis avec Mitterrand, validèrent l'inacceptable (occupation de la Tchécoslovaquie, de l'Afghanistan), crachèrent sur le mouvement de la jeunesse en Mai 1968.....

En 2010, le Parti français n'est plus qu'un auxiliaire lamentable du parlementarisme. Réduit à une peau de chagrin. On voit encore des militants qui cherchent à le refonder, mais... on ne ressuscite pas les cadavres !

### **Alors que faire ?**

Nous sommes dans une situation apparemment paradoxale : sous nos yeux une attaque sans précédent de notre peuple : retraites, santé, emplois, services de l'Etat, engagement dans des guerres... et nous, les communistes, impuissants.

Mais d'où nous vient cette impuissance apparente ?

- D'abord, nous sommes dans un pays qui peut encore se payer une petite bourgeoisie et nous savons que politiquement cette couche de population a toujours tendance à rêver à un autre statut social. Mais qu'on ne demande pas un ingénieur ou un fonctionnaire des finances s'il veut devenir maçon ! Pourtant certains éléments de cette petit bourgeoisie peuvent fournir les intellectuels dont le peuple a besoin, mais actuellement en France, majoritairement les intellectuels sont soit au service de la bourgeoisie EN TANT QUE mouvements anti-communistes : ATTAC, Verts, Altermondialistes.

Donc il nous manque des intellectuels engagés sous la bannière du marxisme.

- Ensuite, les rapports entre le peuple et la bourgeoisie ont changé, car le capitalisme a changé. Le crédit qu'il soit à grande ou petite échelle domine les rapports d'échange et il a une conséquence idéologique de premier ordre : la peur. Si on perd son boulot, on perd son toit, sa famille, etc. C'est une forme de violence qu'il ne faut pas négliger dans l'analyse.

- Le capitalisme du 19<sup>ème</sup> siècle avait ses « dames de charité », celui du 21<sup>ème</sup> dispose de nombreux types d'aides publiques qui permettent à certaines franges de la population de survivre sans travailler. Pire : même si ces personnes travaillent, elles « perdent » ces aides. A quoi bon travailler, alors ! Et, dès lors, pourquoi suivre des communistes qui proposerait du plein emploi (pas sous la forme actuelle du travail évidemment, mais « un tien vaut mieux que deux tu l'auras »).

#### TOUT EST BON POUR LA BOURGEOISIE POUR DIVISER LE PEUPLE

- Parmi les couches les plus pauvres de la société, qui existent massivement en périphérie des agglomérations, il y a aussi les trafics en tout genre qui génèrent beaucoup plus d'argent que n'importe quel travail et idéologiquement conduisent au fascisme (gang, prostitution, drogue). Les communistes auront ces franges de population face à eux si des situations révolutionnaires devaient advenir.

- La jeunesse est depuis des années et plus particulièrement depuis les « années Mitterrand » le « cœur de cible » de l'embrigadement et du décervelage systématique. La destruction de l'enseignement public, l'invasion des jeux virtuels, l'internet et ses pseudo « réseaux sociaux », la focalisation sur le football, le sport et le spectacle en général, conditionnent des générations entières à être des sujets passifs de la société. Société immuable qui apporte sucreries et divertissements.

- Et bien sûr, pour tout le monde, omniprésence de la propagande de masse à côté de laquelle les propagandistes nazis sont des nains. Les chaînes de télévision, radio, médias en général, déversent à longueur de temps la conception bourgeoise du monde et des rapports humains, distillent sans cesse sur des centaines de médias une propagande anti-communiste de haute qualité.

N'est-il pas un peu normal que les communistes se sentent impuissants ? Car où est le point positif, d'où viendrait une lueur d'espoir ?

Ces questions, camarades, Lénine, Mao Ze Dong, Staline en pleine guerre, Enver Hoxha, et bien d'autres révolutionnaires se les sont déjà posées ! Et ils y ont répondu avec succès.

Comment ont-ils fait ? Avaient-ils un secret ? Non c'étaient des hommes comme les autres, sauf que :

1. ils avaient une confiance absolue dans l'homme et ses capacités historiquement démontrées,

2. ils avaient beaucoup étudié l'Histoire et les principes du matérialisme dialectique.

Cela paraît peu, mais réfléchissons en communistes. Nous savons que l'Histoire est un enchaînement de processus. Ce qui était hier ne sera plus identique demain. L'enfant devient un adulte pas un grand enfant !

Rien n'est figé ou définitif. L'homme fut primitif et au cours du temps il a compris puis maîtrisé son environnement.

Sur ces simples remarques on peut déjà conclure sur l'avenir :

La situation actuelle évoluera que nous le voulions ou non. Cette évolution aura une action en retour sur la conscience des hommes (c'est un des principes de la dialectique matérialiste). Par exemple : à force de baisser le revenus des salariés, d'abaisser leur niveau de soin, leur possibilité de s'instruire ou d'avoir des loisirs, que va-t-il se passer ?

Autre exemple : les capitalistes délocalisent pour casser les montants des salaires, mais en supprimant les emplois ils suppriment aussi ceux qui PEUVENT encore acheter des objets. Pourtant ils produisent ces objets en quantité là où la main d'œuvre n'est pas chère. Donc d'un côté ils détruisent « leur » marché et de l'autre ils baissent leur taux de profit ; en quelque sorte ils scient la branche sur laquelle ils sont assis !

L'avenir est donc loin d'être figé comme les intellectuels capitalistes veulent nous le faire croire. La crise dans laquelle nous nous trouvons n'est qu'une des métastases du cancer qui rongent le système capitaliste tout entier.

Ce qu'il faut savoir, c'est ce que nous pouvons faire. Car dans sa logique le capitalisme a toujours choisi les solutions les plus extrêmes (guerre, répression de masse, fascisme). En fait pour lui, à un certains moment de ses contradictions, ce sont les hommes qui sont de trop. Ceux qui ne consomment plus (parce qu'il les a appauvris), ceux qui se révoltent (parce qu'ils leur laisse des salaires infimes).

La guerre résout ce problème.

La guerre, cette autre forme de la politique, peut revêtir deux aspects suivant le lieu ou la contradiction exposée ci-dessus se dénoue.

- Dans un pays capitaliste donné (ou un groupe de pays, comme en Europe) ou dominant les mêmes groupes, les mêmes politiques, la bourgeoisie peut provoquer, organiser, ou laisser faire une guerre civile (la Commune de Paris fut une guerre civile par exemple), cela lui laisse le temps pour que des couches de population laissent éclater leur colère. Mais nous savons bien en tant que communistes que, faute de parti communiste, la « reprise en main » se fera rapidement, le jour où la colère populaire viendrait à se retourner vers les vrais auteurs de troubles : les exploités.
- Il est possible aussi que nous ne puissions empêcher une nouvelle guerre (de partage du monde, par exemple, entre la puissance chinoise montante et l'étasunienne déclinante).

Mais nous savons là aussi, par l'expérience du Mouvement Communiste International, que si dès à présent nous ne savons pas créer un parti



communiste et rallier à nous ceux qui adhéreront aux thèses élaborées ci-dessus il sera impossible :

- De créer les conditions d'un mouvement de masse pour la paix.
- De créer les conditions d'une Résistance apte à réaliser la Révolution socialiste.

Et si nous n'arrivons pas à édifier ce parti tant que les conditions autorisées par la bourgeoisie nous le permettent encore, et bien, chers camarades, ne vous inquiétez pas, cela sera un peu plus difficile, mais il nous faut avoir à l'esprit d'être prêts à le faire en temps de guerre.

### **Les communistes et l'Histoire**

Les mouvements révolutionnaires sont faits de deux ingrédients :

- Une organisation politique, expression de la classe sociale qui envisage un changement radical de rapports sociaux.
- Des conditions objectives, économiques et idéologiques qui rendent possibles cette transformation.

Pourquoi certains communistes ont-ils abandonné le combat ? Pourquoi d'autres se repentent comme s'ils étaient des criminels ? Pourquoi d'autres encore plutôt que de ne « rien faire » comme ils disent, rejoignent-ils le camp des réformistes ou même de l'extrême droite ?

Il est important de comprendre pourquoi les êtres humains peuvent ainsi renier leurs idéaux.

Chaque individu de quelque classe sociale qu'il soit fait partie d'un moment de l'Histoire. Mais l'Histoire est aussi un mouvement qui dépasse ces individus. Des générations d'hommes étaient là avant nous, d'autres générations seront là après nous.

En matérialistes, nous savons que nous sommes mortels, mais il est très difficile de se concevoir comme un simple moment de l'Histoire. Un maillon parmi une chaîne.

Cela entraîne plusieurs erreurs. La jeunesse, lorsqu'elle s'engage en politique veut voir ses idéaux se réaliser rapidement (c'est-à-dire « *de son vivant* »), les militants plus âgés et qui ont subi les trahisons révisionnistes, les coups de la bourgeoisie, qui se sont battus inlassablement, sont soumis à l'idéologie dominante qui arrive à coups de livres, d'émissions de télévision, de conférences, etc..., à leur faire douter de leur engagement.

Ainsi, beaucoup soit délaissent le champ du combat de classe, ou croyant bien faire se retrouvent comme faire valoir dans des groupes ou organisations qui ne sont que des pâles illusions. Ils ont troqué leurs convictions, leurs idéaux pour des croyances.

Il faut bien avoir ceci à l'esprit lorsqu'on choisit la voie du communisme. C'est une voie exigeante qui oblige à se révolutionner soi même sous peine un jour ou l'autre de tomber dans ces travers idéologiques hélas classiques.

Il faut aussi — et c'est fondamental — considérer que le communisme est un idéal politique qui ne se réalisera que par la volonté des hommes. Certes, et Marx l'a bien

montré, l'Histoire est faite de déterminismes (tôt ou tard le capitalisme se détruira), mais il a posé aussi que seule la volonté d'hommes rassemblés était en mesure d'épargner à l'humanité les souffrances qu'impose et qu'imposera cette agonie.

Ainsi, chaque communiste doit se considérer comme à la fois comme un agent actif de la révolution qui peut advenir demain ou dans dix ans ou jamais au cours de sa vie, et à la fois comme un passeur envers les jeunes générations de la plus puissante et la plus éthique théorie politique, celle qui annonce la fin de la préhistoire de l'humanité et donne les outils conceptuels de cette transformation radicale.

Pour répondre à ceux qui disent que les transformations de l'URSS ou de la Chine obéissent aux règles « intangibles » de la « nature humaine » (vieuse litanie métaphysique de l'idéologie dominante), à savoir que les hommes sont toujours les mêmes, égoïstes, voulant le pouvoir... Et que donc il est « naturel » que le communisme soit impossible, il faut répondre par des exemples simples et voir l'histoire non à notre échelle, mais sur plusieurs générations.

Nous ne prendrons qu'un exemple, celui de la France depuis 1789. A cette époque la bourgeoisie renverse l'état féodal, mais pour autant les idées anciennes sont encore là, les fonctionnaires de la monarchie sont partout, l'église omniprésente. En 1799 le coup d'état de Bonaparte renverse la jeune république et instaure... un Empereur. Une monarchie revient à la tête de la France. Et que l'on regarde bien ce dix neuvième siècle français : il faudra attendre la naissance de la troisième République dans le sang de la Commune de Paris pour que l'Etat républicain que nous connaissons adopte sa forme presque définitive. Mais pendant soixante dix années ce ne fut qu'alternance de royalisme, républicanisme, révolutions avortées, etc...

Quelle tempête politique en moins d'un siècle pour un régime nouveau qui ne se battait pas — et il faut le souligner — pour l'abolition des classes sociales, mais simplement pour une nouvelle donne dans l'exploitation du peuple !

Alors, que les calomnieurs du communisme, tous ces bourgeois arrogants et ces petits bourgeois méprisants, regardent LEUR histoire avant de nous donner des leçons sur la notre, les communistes.

Depuis 1917, 93 années se sont écoulées. Ce qui s'est passé au 20<sup>ème</sup> siècle illustre tout simplement ce qu'est la lutte des classes. Avancées et reculs sont inhérents à l'histoire et le communisme n'échappe pas à cette loi. Comment un régime politique aussi novateur et radical ne pouvait-il pas susciter la haine continue de ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur (c'est le contraire qui eut été étonnant !).

Nous devons expliquer et expliquer encore, c'est notre rôle d'éducateurs, que rien n'est définitivement acquis, que tout est en processus, en mouvement et qu'il ne faut jamais baisser la garde, car les gens qui nous font face savent parfaitement que nous représentons leur extinction.

Il faut donc éduquer la jeunesse à l'étude et à la patience, comme il nous faut redonner l'espoir aux militants qui ont vécu douloureusement ce qu'ils ont cru être la fin de leur idéal.

Il nous faut parler ouvertement aux masses et ne pas croire que les appareils d'illusion qui les abreuvent de sottises sont « plus forts » que nous.

La misère, le chômage, les ventres creux sont au-delà de ces illusions, car ils touchent la chair des hommes et c'est nous qui pourrions être surpris des soubresauts que la réalité inflige aux convictions du « on ne peut rien faire ».

Bien au contraire. La dialectique nous enseigne que lorsque les contradictions s'accumulent, un point de rupture se produit. Si les communistes sont présents et actifs à ce moment là, tout devient possible. Mais ce moment privilégié de l'histoire est bref (Lénine disait que parfois l'histoire évoluait plus en deux jours qu'en deux siècles) et si nous ratons l'occasion, soit parce que nous ne sommes pas encore suffisamment organisés, soit parce que nous avons sous-estimé les masses ou surestimé la bourgeoisie, alors l'histoire reprend son cours au prix d'immenses malheurs pour le peuple (contre-révolution, guerre).

*« J'aime ceux qui n'ont en partage que leur rage et leur dégoût.*

*Ceux là n'ont pas besoin d'espoir pour se battre.*

*J'aime ceux qui habillent leur rage et leur dégoût du manteau glacé de la raison.*

*Ceux là n'ont pas besoin de chance pour l'emporter.*

*J'aime ceux qui vêtent la raison des fleurs éparpillées de leurs rêves.*

*Ceux là n'ont pas besoin de dieux pour bâtir »*

Jules Vallès, Communard.

